



Digitized by the Internet Archive in 2023 with funding from University of Toronto





SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 45

Monday, June 20, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator Jean–Robert Gauthier, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 45

Le lundi 20 juin 1994

Coprésidents:

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Special Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes chargé de l'

Governmen

Publication

Reviewing Canadian Foreign Policy

Examen de la politique étrangère du Canada

RESPECTING:

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994, review of the Canadian foreign policy

CONCERNANT:

Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994, examen de la politique étrangère du Canada

WITNESS:

(See back cover)

TÉMOIN:

(Voir à l'endos)



SPECIAL JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON REVIEWING CANADIAN FOREIGN POLICY

Joint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator

Jean-Robert Gauthier, M.P.

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Representing the House of Commons:

Members

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CHARGÉ DE L'EXAMEN DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

Coprésidents:

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Published under authority of the Senate and of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Cana-

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, JUNE 20, 1994 (69)

[Text]

The Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met at 15:40 o'clock p.m. this day, in Room 237–C, Centre Block, the Joint Chair, Jean–Robert Gauthier, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Raynell Andreychuk, Pat Carney and Allan J. MacEachen.

Representing the House of Commons: Colleen Beaumier, Stéphane Bergeron, John English, Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Walt Lastewka, Bob Mills, Philippe Paré, Geoff Regan and Joseph Volpe.

Other Members present: Maud Debien; Osvaldo Nunez.

In attendance: From the Department of Foreign Affairs and International Trade: Nicolas Dimic, Policy Advisor, on secondment to the Committee. From the Canadian International Development Agency: Stephen Wallace, Policy Advisor, on secondment to the Committee.

Witness: From the Republic of Argentina: His Excellency Carlos Saul Menem, President.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy.

His Excellency Carlos Saul Menem made a statement and answered questions.

At 4:22 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 4:29 o'clock p.m., the sitting resumed in camera.

The Committee discussed future business.

At 5:15 o'clock p.m., the Committee adjourned to the call of the Joint Chairs.

Clairette Bourque

Clerk of the Committee

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 20 JUIN 1994 (69)

[Traduction]

Le Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui à 15 h 40, dans la pièce 237–C de l'édifice du Centre, sous la présidence de Jean-Robert Gauthier (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: les honorables sénateurs Raynell Andreychuk, Pat Carney et Allan J. MacEachen.

Représentant la Chambre des communes: Colleen Beaumier, Stéphane Bergeron, John English, Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Walt Lastewka, Bob Mills, Philippe Paré, Geoff Regan et Joseph Volpe.

Autres députés présents: Maud Debien; Osvaldo Nunez.

Aussi présents: Du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international: Nicolas Dimic, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité. De l'Agence canadienne de développement international: Stephen Wallace, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité.

Témoin: De la République d'Argentine: Son Excellence Carlos Saul Menem, président.

Conformément aux ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule nº 1), le Comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada.

Son Excellence Carlos Saul Menem fait un exposé et répond aux questions.

À 16 h 22, la séance est suspendue.

À 16 h 29, la séance se poursuit à huis clos.

Le Comité discute de ses travaux futurs.

À 17 h 15, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation des coprésidents.

La cogreffière du Comité

Clairette Bourque

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Monday, June 20, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le lundi 20 juin 1994

• 1540

Le coprésident (M. Gauthier): À l'ordre, s'il vous plaît.

Au nom du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada, j'ai le grand plaisir d'accueillir le président de l'Argentine, Son Excellence Carlos Menem. Bienvenue.

Le président Menem dirige les destinées de son pays depuis 1989. gramme de modernisation et de réforme économique. Ce programme a relancé l'économie et restauré la confiance des investisseurs.

La visite du président Menem au Canada marque une étape importante dans les relations entre le Canada et l'Argentine. Elle nous rappelle que l'Argentine est déjà un important partenaire économique et politique du Canada en Amérique latine.

The future of our relations is even more promising. Whether bilaterally, through the Organization of American States, or through a possible future extension of the NAFTA, Canada and Argentina have a very happy and, I hope, prosperous future.

President Menem, as you know, this committee is charged by the government with making recommendations on the future of Canada's international relations. We would be honoured to hear your views on the future of our bilateral relations and on the future of inter-American relations.

With this very brief introduction, let me welcome you to Canada and invite you to address the committee.

I understand that you have with you Guido di Tella, the minister of foreign relations, and Madam Lillian O'Connell de Alurralde,

ambassadeur de la République d'Argentine au Canada. Bienvenue.

Monsieur le président, veuillez faire votre déclaration.

His Excellency Carlos Menem (President of the Republic of Argentina): [Witness speaks in Spanish]

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Order, please.

On behalf of the Special Joint Committee reviewing the Canadian Foreign Policy, I am very pleased to welcome the President of Argentina, His Excellency Carlos Menem.

President Menem has been head of his country since 1989. Under Sous sa direction, l'Argentine s'est engagée dans un vaste probased on modernization and economic reform. That program has boosted the economy and restored investor confidence.

> President Menem's visit to Canada is an important step in the relations between Canada and Argentina. It reminds us that Argentina is already an important economic and political partner of Canada in Latin America.

> L'avenir de nos relations s'annonce encore plus prometteur. Que ce soit dans le cadre de relations bilatérales, par l'entremise de l'Organisation des États américains ou grâce à l'élargissement éventuel de l'ALÉNA, le Canada et l'Argentine devraient connaître un avenir très heureux et, je l'espère, prospère.

> Monsieur le Président, comme vous le savez, le gouvernement a demandé à notre Comité de faire des recommandations sur l'avenir des relations internationales du Canada. Nous serions honorés de connaître vos vues sur l'avenir de nos relations bilatérales et sur celui des relations entre les Amériques.

Cela dit, permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue au Canada et de vous inviter à prendre la parole devant le Comité.

Je crois savoir que vous avez à vos côtés Guido Di Tella, ministre des Affaires étrangères, et Mme Lillian O'Connell de Alurralde,

Ambassador to Canada of the Republic of Argentina. Welcome.

Mr. President, the floor is yours.

Son Excellence Carlos Menem (Président de la République d'Argentine): [Le témoin s'exprime en espagnol]

• 1545

[Witness speaks in Spanish]

[Le témoin s'exprime en espagnol]

• 1550

[Witness speaks in Spanish]

[Le témoin s'exprime en espagnol]

• 1555

[Witness speaks in Spanish]

[Le témoin s'exprime en espagnol]

• 1600

[Witness speaks in Spanish]

[Le témoin s'exprime en espagnol]

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur le président, je vous remercie au nom des membres du Comité. Je crois pouvoir dire que nous sommes tous impressionnés par l'ampleur et la profondeur des réformes en cours dans votre pays.

Vous avez également fait valoir le rôle croissant de l'Argentine dans le système international. L'Argentine et le Canada sont des partenaires dans plusieurs opérations de maintien de la paix dans plusieurs points chauds à travers le monde. Enfin, vous nous avez parlé de nos relations bilatérales.

Pouvez-vous nous dire quels critères vous utilisez en Argentine pour décider si, oui ou non, vous participez à une force de paix de l'Organisation des Nations Unies? Quels sont ces critères et depuis quand les avez-vous?

M. Menem: [M. Menem répond en espagnol]

• 1605

[M. Menem continue en espagnol]

Le coprésident (M. Gauthier): Vous avez parlé des relations commerciales de l'Argentine avec le Canada et le continent américain. Pouvez-vous faire quelques commentaires sur l'attitude de l'Argentine, votre pays, envers l'ALÉNA, l'entente que nous avons signée récemment avec le Mexique et les les États-Unis?

M. Menem: [M. Menem répond en espagnol]

Le coprésident (M. Gauthier): Merci bien, monsieur le président. Monsieur Flis.

Mr. Flis (Parkdale—High Park): Thank you very much, Mr. Chairman, Mr. President, Madam Ambassador, Mr. Minister of Foreign Affairs. Mr. Minister, you do this committee great honour with your presence here. As you mentioned, the last state visit was over 30 years ago.

Over 30 years ago, in the 1960s and 1970s, our two countries had something unique going between them, and that was twinning schools. You have a school in Buenos Aires named Canada School and we had a school in Toronto called Argentina. I had the pleasure of being principal of that school for six years—my colleague is shocked—and we had great exchanges. We had pianists such as Madam Cué visit Canada; we had gaucho singers to entertain the students; we had art exchanges, etc.

• 1610

In addition to the trade our chairman talked about, do you see our two countries renewing our educational and cultural exchanges? Maybe one way would be to renew the twinning of schools. Unfortunately, my school lost its name because of the Falkland war. The Toronto board decided to change the name back to Garden Avenue School, which was a wrong decision in my view.

Now that we're looking at education and culture as part of our foreign affairs, do you see the need and the possibility of maybe enhancing exchange in the educational and cultural areas? One way might be through some sort of twinning of schools.

[Traduction]

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. President, I wish to thank you on behalf of the members of the committee. I might add that we are all impressed by the range and the depth of the reforms going on in your country.

You also outlined the increasing role of Argentina in the international system. Argentina and Canada are partners in several peacekeeping operations in different trouble spots around the world. Finally, you talked about our bilateral relations.

Could you tell us which criteria you use in Argentina to decide whether or not you will be part of a peace force of the United Nations. What are your criteria and how long have they been in effect?

Mr. Menem: [Mr. Menem continues in Spanish]

[Mr. Menem carries on in Spanish]

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You mentioned Argentina's business relations with Canada and the American continent. Could you tell us what Argentina, your country, thinks about NAFTA, the agreement that we recently signed with Mexico and the United States?

Mr. Menem: [Mr. Menem answers in Spanish]

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, Mr. President, Mr. Flis.

M. Flis (Parkdale—High Park): Merci beaucoup, monsieur le président, madame l'ambassadeur, monsieur le ministre des Affaires étrangères. Monsieur le ministre, le Comité est très honoré de votre présence ici. Comme vous l'avez dit, la dernière visite d'État remonte à plus de 30 ans.

Il y a plus de 30 ans, dans les années soixante et soixante-dix , nos deux pays avaient quelque chose d'unique en commun, des écoles jumelées. Vous aviez une école une école Buenos Aires appelée l'école Canada et nous avions une école à Toronto appelée l'école Argentine. J'ai eu le plaisir d'être directeur de cette école pendant six ans—mon collègue n'en revient pas—et nous avions un programme d'échanges fantastique. Des pianistes comme M^{me} Cué sont venus nous rendre visite au Canada, de même que des chanteurs folkloriques. Nous avions des échanges d'oeuvres d'art et toutes sortes d'autres activités.

Mis à part le commerce dont a parlé notre président, croyez-vous que nos deux pays pourraient avoir à nouveau des échanges éducatifs et culturels? Nous pourrions peut-être jumeler d'autres écoles. Malheureusement, mon école a perdu son nom à cause de la guerre des Malouines. Le conseil scolaire de Toronto a décidé de lui redonner son ancien non, Garden Avenue School, mais cette décision n'était pas très heureuse à mon avis.

Maintenant que nous considérons l'éducation et la culture comme partie intégrante de nos affaires étrangères, entrevoyez-vous la nécessité et la possibilité de programmes d'échanges dans le domaine de l'éducation et de la culture? Il pourrait à nouveau y avoir jumelage d'écoles.

Mr. Menem: [Witness speaks in Spanish]

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much.

Now, with the consent of the members of the committee, I would like to invite

M. Osvaldo Nunez, député à la Chambre des communes du Canada. Il n'est pas membre du Comité, mais il veut absolument nous montrer son accent chilien.

M. Nunez (Bourassa): Exactement. Merci, monsieur le président.

[M. Nunez continue en espagnol]

J'ai deux questions à vous poser.

Quelles sont les possibilités que l'Argentine soit acceptée au sein de l'ALÉNA dans un proche avenir? Avez-vous déjà eu des conversations à cet égard avec les États-Unis et avec le Canada?

Deuxièmement, les Canadiens sont très préoccupés par les violations des droits de la personne qu'il y a eu en Argentine pendant une certaine période que vous connaissez. Vous êtes allé vous-même en prison. On connaît très bien les Mères de Madres de Plaza de Mayo. Comment avez-vous pu solutionner ces problèmes? Sont-ils totalement réglés?

M. Menem: [M. Menem répond en espagnol]

• 1615

[Witness continues in Spanish]

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Nunez. Thank you, Mr. President.

Mr. Mills, did you want to ask a question?

Mr. Mills (Red Deer): No, that's fine, thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you.

Est-ce qu'il y a d'autres députés qui veulent poser des questions?

Mr. Regan (Halifax West): Mr. President, you were asked earlier about the NAFTA agreement. We've had some discussion in our committee about the involvement of other countries in the western hemisphere in NAFTA. One of the topics that has been discussed is the need for multilateral discussions leading up to an expansion of NAFTA as opposed to bilateral, because there is some concern in this country. We're accustomed in this country, as we say, to sleeping next to an elephant. The United States, as our neighbour, is of course a very prominent part of our foreign policy.

There is some concern that in the expansion of NAFTA we should do it not one country at a time, with the U.S. negotiating with that country and then bringing the rest in, but in a larger way to perhaps enhance the negotiating and bargaining power of the smaller countries. I'd like your views on this.

[Translation]

M. Menem: [Le témoin s'exprime en espagnol]

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup.

Maintenant, avec la permission des membres du Comité, l'aimerais inviter

Mr. Osvaldo Nunez, member of the House of Canada. He is not a member of the committee, but he absolutely wants to show us his Chilian accent.

Mr. Nunez (Bourassa): Exactly. Thank you, Mr. Chairman.

[Mr. Nunez continues in Spanish]

I have two questions to ask you.

First, what are the chances that Argentina might be accepted within NAFTA in the near future? Have you ever talked about that with the United States and Canada?

Secondly, the Canadians are very concerned about the human rights violations that were common in Argentina during a period that you know well. You went to jail yourself. Everybody knows the *Madres de Plaza de Mayo*. How do you deal with those problems? Are they solved?

Mr. Menem: [Mr. Menem answers in Spanish]

[Le témoin continue en espagnol]

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Nunez. Merci, monsieur le président.

Monsieur Mills, aviez-vous une question à poser?

M. Mills (Red Deer): Non, ça va, merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci.

Would some other members like to ask questions?

M. Regan (Halifax-Ouest): Monsieur le président, on vous a posé une question tout à l'heure au sujet de l'ALÉNA. Nous avons discuté en comité de la possibilité que d'autres pays de l'hémisphère occidental adhèrent à l'ALÉNA. Il a en outre été question de la nécessité de discussions multilatérales pour en arriver à l'élargissement de l'ALÉNA, par opposition à des discussions bilatérales, parce que certains font des réserves chez nous. Il va sans dire que nos voisins, les États-Unis occupent une place très importante dans notre politique étrangère.

Certains croient qu'il ne faudrait pas négocier l'ALÉNA avec un seul pays à la fois, car ce serait les États-Unis qui négocieraient pour ensuite faire entrer tout le monde dans la ronde, mais qu'il faudrait plutôt procéder à plus grande échelle afin que les plus petits pays aient un plus grand pouvoir de négociation. J'aimerais connaître vos vues à ce sujet.

[Traduction]

• 1620

Mr. Menem: [Witness speaks in Spanish]

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Are there any further questions?

Your Excellency, I want to thank you very much for taking the time to come and meet with the committee. I think we've had a fruitful exchange. We wish you continued success on your visit to Canada.

If at any time you have further advice, maybe you could invite some of the members down to talk to you in Argentina. We would see if we could bring some of our experience dealing with the Americans and the Mexicans to fruit. Possibly one day Argentina or the Mercosur could be a member of the entire American free trade area.

On these words, Mr. President, thank you very much for coming.

This meeting stands suspended for a few minutes; we continue with our regular meeting until 6:30 p.m. So members, stay in place.

Mr. Menem: [Witness speaks in Spanish]

M. Menem: [Le témoin s'exprime en espagnol]

Le coprésident (M. Gauthier): Y a-t-il d'autres questions?

Votre Excellence, je tiens à vous remercier infiniment d'avoir pris le temps de venir rencontrer le comité. Je crois que l'échange a été fructueux. Nous souhaitons que votre visite au Canada continue à être couronnée de succès.

Si vous aviez d'autres conseils à nous donner, vous pourriez peut-être inviter certains des membres à aller vous rencontrer en Argentine. Nous pourrions peut-être vous faire profiter de notre expérience des Américains et des Mexicains. L'Argentine pourra peut-être faire partie un jour de la zone de libre-échange.

Sur cette brève note, monsieur le président, je vous remercie infiniment d'être venu nous rencontrer.

Nous allons suspendre nos travaux pendant quelques minutes, puis poursuivre notre séance ordinaire jusqu'à 18h30. Je vous demanderais donc à tous de rester ici.

M. Menem: [Le témoin s'exprime en espagnol]

• 1623

• 1630

[Proceedings continue in camera]

[La séance se poursuit à huis clos]

MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port pavé

Lettermail

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré – Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESS

From the Republic of Argentina:

His Excellency Carlos Saul Menem, President.

TÉMOIN

De la République d'Argentine:
Son Excellence Carlos Saul Menem, président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 **SENATE**

12 12 1

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 46

Tuesday, June 21, 1994 Wednesday, June 22, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator Jean-Robert Gauthier, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 46

Le mardi 21 juin 1994 Le mercredi 22 juin 1994

Coprésidents:

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Special Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes chargé de l'

Reviewing **Canadian Foreign Policy**

Examen de la politique étrangère du Canada

RESPECTING:

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16. 1994, review of the Canadian foreign policy

-Roundtable meeting on International Trade and Financial Institutions

-Joint Meeting with the Special Joint Committee on Canada's Defence Policy

CONCERNANT:

mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994, examen de la politique étrangère du Canada

-Table ronde sur le commerce international et les institutions financières

-Séance conjointe avec le Comité mixte spécial sur la politique de défense du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON REVIEWING CANADIAN FOREIGN POLICY

Joint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator

Jean-Robert Gauthier, M.P.

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Representing the House of Commons:

Members

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CHARGÉ DE L'EXAMEN DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

Coprésidents:

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Published under authority of the Senate and of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Cana-

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JUNE 21, 1994 (70)

[Text]

The Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met at 8:53 o'clock a.m. this day, in Room 237-C, Centre Block, the Joint Chair, the Honourable Allan J. MacEachen. presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Raynell Andreychuk, Pat Carney, Philippe D. Gigantès, James F. Kelleher, Andreychuk, Pat Carney, Philippe D. Gigantès, James F. Kelleher, Allan J. MacEachen, Raymond J. Perrault.

Representing the House of Commons: Stéphane Bergeron, John English, Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Walt Lastewka, Nic Leblanc, Bob Mills, Philippe Paré, Bernard Patry, Geoff Regan, Chuck Strahl and Joseph Volpe.

Other Member present: Maud Debien.

In attendance: From the Department of Foreign Affairs and International Trade: Nicolas Dimic, Policy Advisor, on secondment to the Committee. From the Canadian International Development Agency: Stephen Wallace, Policy Advisor, on secondment to the Committee.

Witnesses: From the North-South Institute: Roy Culpepper, Vice-President. From the Canadian Labour Congress: Rick Jackson, Director of International Programs. From the Department of Foreign Affairs and International Trade: Keith Christie, Director, Economic and Trade Policy Division. As an individual: Ted English, Adjunct Professor, Centre for Trade Policy and Law, Carleton University. From Tecsult -Eduplus: Suzanne Hébert, Vice-President. From the Bank of Montreal: Michael Maila, Executive Vice-President and Senior Credit Officer.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Committee resumed the review of the Canadian foreign policy (Roundtable on International Trade and Financial Institutions).

Roy Culpepper, Keith Christie, Suzanne Hébert, Rick Jackson, Ted English and Michael Maila each made a statement and answered questions.

At 10:31 o'clock a.m., the sitting was suspended.

At 10:41 o'clock a.m., the sitting resumed.

At 11:30 o'clock a.m., the Committee adjourned to the call of the Joint Chairs.

WEDNESDAY, JUNE 22, 1994

The Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy and the Special Joint Committee on Canada's Defence Policy met in camera at 3:39 o'clock p.m. this day, in Room 237-C, Centre Block, the Joint Chairs, the Honourable Senator Pierre De Bané and Jean-Robert Gauthier, presiding.

PROCÈS-VERBALIX

LE MARDI 21 JUIN 1994

(70)

[Tradcution]

Le Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui à 8 h 53, dans la pièce 237-C de l'édifice du Centre, sous la présidence de l'honorable sénateur Allan J. MacEachen (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Raynell Allan J. MacEachen, Raymond J. Perrault.

Représentant la Chambre des communes: Stéphane Bergeron, John English, Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Walt Lastewka, Nic Leblanc, Bob Mills, Philippe Paré, Bernard Patry, Geoff Regan, Chuck Strahl et Joseph Volpe.

Autre député présent: Maud Debien.

Aussi présents: Du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international: Nicolas Dimic, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité. De l'Agence canadienne de développement international: Stephen Wallace, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité.

Témoins: De l'Institut Nord-Sud: Roy Culpepper, viceprésident. Du Congrès du travail du Canada: Rick Jackson, directeur des programmes internationaux. Du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international: Keith Christie, directeur, Division des politiques économique et commerciale. À titre personnel: Ted English, professeur adjoint, Centre for Trade Policy and Law, Université Carleton. De Tecsult -Eduplus: Suzanne Hébert, vice-présidente. De la Banque de Montréal: Michael Maila, vice-président exécutif et agent principal de crédit.

Conformément aux ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule nº 1), le Comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada (Table ronde sur le commerce international et les institutions financières).

Roy Culpepper, Keith Christie, Suzanne Hébert, Rick Jackson, Ted English et Michael Maila font des exposés et répondent aux questions.

À 10 h 31, la séance est suspendue.

À 10 h 41, la séance reprend.

À 11 h 30, le Comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation des coprésidents.

LE MERCREDI 22 JUIN 1994

Le Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada et le Comité mixte spécial sur la politique de défense du Canada se réunissent à huis clos aujourd'hui à 15 h 39, dans la pièce 237-C de l'édifice du Centre, sous la présidence de l'honorable sénateur Pierre De Bané (coprésident) et de Jean-Robert Gauthier (coprésident).

Members of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Raynell Andreychuk, Gérald J. Comeau, Philippe D. Gigantès, James F. Kelleher, Allan J. MacEachen, Raymond J. Perrault.

Representing the House of Commons: Colleen Beaumier, Stéphane Bergeron, John English, Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Walt Lastewka, Bob Mills, Philippe Paré, Geoff Regan, Chuck Strahl and Joseph Volpe.

Members of the Special Joint Committee on Canada's Defence Policy present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Pierre De Bané, J. Michael Forrestall, Colin Kenny, John Sylvain.

Representing the House of Commons: Jack Frazer, Jim Hart, Bonnie Hickey, Len Hopkins, Jean-Marc Jacob, Jean Leroux, Fred Mifflin, George Proud, John Richardson, William Rompkey.

Other Member present: Maud Debien.

Pursuant to the Orders of Reference of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1) and pursuant to the Orders of Reference of the Special Joint Committee on Canada's Defence Policy adopted by the Senate and by the House of Commons on February 23, 1994, the Committees met jointly in order to discuss both Committee's business.

It was agreed, — That five (5) minutes be allowed for each speaker.

It was agreed, — That the Sub-Committees on Agenda and Procedure of the two Special Joint Committees meet in the near future.

At 5:47 o'clock p.m., the Committees adjourned to the call of the Joint Chairs.

Committees adjourned to the call of A 17 h 47, les Comités s'ajournent jus

Clairette Bourque

Joint Clerk of the Committee

Membres du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Raynell Andreychuk, Gérald J. Comeau, Philippe D. Gigantès, James F. Kelleher, Allan J. MacEachen, Raymond J. Perrault.

Représentant la Chambre des communes: Colleen Beaumier, Stéphane Bergeron, John English, Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Walt Lastewka, Bob Mills, Philippe Paré, Geoff Regan, Chuck Strahl et Joseph Volpe.

Membres du Comité mixte spécial sur la politique de défense du Canada présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Pierre De Bané, J. Michael Forrestall, Colin Kenny, John Sylvain.

Représentant la Chambre des communes: Jack Frazer, Jim Hart, Bonnie Hickey, Len Hopkins, Jean-Marc Jacob, Jean Leroux, Fred Mifflin, George Proud, John Richardson, William Rompkey.

Autre député présent: Maud Debien.

Conformément aux ordres de renvoi du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule nº 1), et aux ordres de renvoi du Comité mixte spécial sur la politique de défense du Canada adoptés par le Sénat et par la Chambre des communes le 23 février 1994, les Comités tiennent une séance conjointe pour discuter des affaires des deux Comités.

Il est convenu, — Que l'on accorde cinq (5) minutes à chaque intervenant.

Il est convenu, — Que les Sous-comités du programme et de la procédure des deux Comités mixtes spéciaux se rencontrent dans un avenir prochain.

À 17 h 47, les Comités s'ajournent jusqu'à nouvelle convocation des coprésidents.

Le cogreffier du Comité

Clairette Bourque

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, June 21, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 21 juin 1994

• 0853

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Order, please. I am prepared, ladies and gentlemen, to begin our session, which is a round table on Canadian foreign policy in relation to international trade and financial institutions

We've heard in the course of our deliberations about the strong support in Canada for our multilateral institutions. Two sets of institutions play a central role in the regulation and development of the global economy. On the trade side, the World Trade Organization is now poised to supersede the GATT as the principal multilateral forum for trade liberalization.

In addition, regional trading arrangements such as NAFTA and APEC have emerged as important elements of a rules—based system to manage international commercial transactions.

On the finance side, the international system is dominated by the Bretton Woods twins, the IMF and the World Bank, as well as the regional development banks. This round table will examine a number of questions of importance to the foreign policy review. How do you rate the effectiveness and future prospects of international trade and financial institutions? To what extent have their policies evolved in keeping with the major issues facing the world economy, and what is your assessment of Canada's participation in these institutions? What future principles, priorities, and objectives should Canada pursue? These are among some of the questions that undoubtedly will be covered. Others will emerge, I'm sure, in the presentations by the participants this morning.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): La séance est ouverte. Mesdames et messieurs, je suis prêt à commencer nos travaux sur les aspects de la politique étrangère du Canada qui ont trait au commerce international et aux institutions financières.

Au cours de nos travaux, nous avons entendu dire qu'on appuie fermement nos institutions multilatérales au Canada. Deux catégories d'institutions jouent un rôle pivot dans la réglementation et le développement de l'économie mondiale. Du côté commercial, l'Organisation mondiale du commerce est maintenant prête à remplacer le GATT comme principale tribune multilatérale de libéralisation du commerce.

Des arrangements commerciaux régionaux comme l'ALÉNA et l'APEC sont en outre devenus d'importants éléments d'un système réglementaire de gestion des opérations commerciales internationales.

Du côté financier, le système international est dominé par les jumeaux de Bretton Woods, le FMI et la Banque mondiale, ainsi que par les banques régionales de développement. Nous aborderons certaines questions importantes pour l'examen de la politique étrangère. Comment évaluer l'efficacité et les perspectives futures des institutions financières et commerciales internationales? Dans quelle mesure leurs politiques ont—elles évolué parallèlement aux grands enjeux de l'économie mondiale? Que pensez—vous de la participation du Canada dans ces institutions? Quels devraient être les principes, les priorités et les objectifs futurs du Canada? Voilà quelques—unes des questions que nous aborderons certainement. Les témoignages de ce matin en susciteront d'autres, j'en suis sûr.

• 0855

We have six participants for the initial part of our morning. We hope each of them will take about ten minutes to make their presentation and then we'll have a general discussion.

I begin by calling upon Mr. Roy Culpeper, the vice-president of the North-South Institute.

Mr. Roy Culpeper (Vice-President, North-South Institute): Thank you, Mr. Chairman.

July 1994 marks the 50th anniversary of the conference that took place at Bretton Woods, New Hampshire, and led to the creation of the International Monetary Fund and the World Bank. Today it is appropriate to remember the singular efforts of Canadians during those discussions, particularly Louis Rasminsky, later Governor of the Bank of Canada, and W.A. Mackintosh in creating the Bretton Woods institutions and the post–war economic order

Nous accueillons six témoins au cours de la première partie de la matinée. Nous espérons que chacun prendra une dizaine de minutes pour présenter son exposé et que nous aurons ensuite une discussion générale.

Je donne d'abord la parole à M. Roy Culpeper, vice-président de l'Institut Nord-Sud.

M. Roy Culpeper (vice-président, Institut Nord-Sud): Merci, monsieur le président.

Juillet 1994 marquera le cinquantième anniversaire de la conférence qui a eu lieu à Bretton Woods, au New Hampshire, et qui a débouché sur la création du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Il convient aujourd'hui de rappeler les efforts exceptionnels déployés à l'époque par les Canadiens, et je pense surtout à Louis Rasminsky, qui est devenu par la suite gouverneur de la Banque du Canada, et à W.A. McIntosh, en vue de la création des institutions de Bretton Woods et de l'instauration de l'ordre économique d'après—guerre.

It is not an exaggeration to suggest Canada's delegation was probably the third most important of the 44 countries participating at Bretton Woods, since on several occasions Canada brokered disputes between the two leading powers, the U.S. and the U.K. This was surely a harbinger of Canada's multilateral activism during the next five decades.

Canada was a key player in the formation of the Asian Development Bank, the Caribbean Bank and the Asian and African development funds. Over the past half century the achievements of the Bretton Woods institutions and the regional banks created in the likeness of the World Bank have been considerable. The multilateral banks collectively have supported investments totalling over \$1 trillion U.S. They have given developing countries access to capital and capital markets to a degree that would not have been possible without the banks.

The investments have included vital infrastructural projects, including roads, ports, telecommunications and energy. In addition, credit and irrigation have been provided for farmers, basic and more advanced education for students has been improved and expanded, and health care and nutritional standards have been advanced.

For its part, the IMF enabled the world to cope with the oil crisis of the 1970s and the debt crisis of the 1980s. Yet today the Bretton Woods and other multilateral institutions are under a cloud. Many of the investments supported by the banks have not been maintained or have been detrimental to the environment. Sometimes people who were supposed to be beneficiaries of development projects have been their victims, forced to relocate or otherwise adjust to new circumstances.

The banks and the IMF alike have become notorious for imposing adjustment policies as a condition of assistance. These policies are aimed at restoring macroeconomic balance and microeconomic efficiency, but have in some instances caused hardship for the poor. The multilateral institutions have also earned a reputation for excessive and occasionally questionable administrative expenses. The question we in the global community face today is what do we do about these international financial institutions?

Some critics, including members of both the NGO and business communities, are saying fifty years is enough. These critics suggest the IFIs have failed and it is time to wind them down. Yet others believe the institutions are vital to the governance of the international economy and must be reformed if they are to do their jobs properly. There is very little doubt, at least in my mind, as to which of these two paths—abolition or reform—is the better.

[Translation]

Il n'est pas exagéré de laisser entendre que la délégation du Canada était probablement la troisième en importance parmi les 44 qui ont participé aux négociations de Bretton Woods, puisqu'à plusieurs occasions, le Canada a agi comme intermédiaire pour régler des différends entre les deux grandes puissances, les États-Unis et le Royaume-Uni. C'était certainement un signe précurseur de l'action multilatérale directe du Canada au cours des cinq décennies suivantes.

Le Canada a joué un rôle clé dans la création de la Banque asiatique de développement, de la Banque de développement des Caraïbes et des fonds asiatique et africain de développement. Les réalisations des institutions de Bretton Woods et des banques régionales créées à l'image de la Banque mondiale sont énormes depuis cinquante ans. Ensemble, les banques multilatérales ont appuyé des investissements dépassant le billion de dollars U.S. Elles ont donné aux pays en développement un accès aux capitaux et aux marchés financiers qui aurait été impossible sans elles.

Les investissements ont porté notamment sur des projets d'infrastructure vitaux, comme les routes et les ports, sans oublier les secteurs des télécommunications et de l'énergie. On a en outre fourni du crédit et des moyens d'irrigation aux agriculteurs, amélioré et étendu l'enseignement élémentaire et avancé fourni aux étudiants, et les soins de santé et les normes d'alimentation ont fait des progrès.

Le FMI, lui, a permis au monde de faire face à la crise pétrolière des années soixante—dix et à la crise de l'endettement des années quatre—vingt. Or, le temps se gâte pour les institutions de Bretton Woods et d'autres institutions multilatérales. De nombreux investissements appuyés par les banques n'ont pas été maintenus ou ont nui à l'environnement. Des gens qui devaient être les bénéficiaires de projets de développement en ont parfois été les victimes, forcés de déménager ou de s'adapter autrement à des circonstances nouvelles.

Les banques et le FMI sont devenus notoires pour leur façon de lier l'aide à des politiques d'adaptation obligatoires. Ces politiques visent à rétablir l'équilibre macro-économique et l'efficience micro-économique, mais elles ont parfois causé des difficultés aux pauvres. Les institutions multilatérales ont aussi la réputation d'engloutir de l'argent dans des dépenses administratives excessives et parfois douteuses. La collectivité mondiale d'aujourd'hui se demande quoi faire de ces institutions financières internationales.

Des critiques, y compris des membres des ONG et des milieux d'affaires, affirment que 50 ans, ça suffit. Ils laissent entendre que les IFI ont échoué et qu'il est temps de les liquider. D'autres intervenants croient toutefois que les institutions jouent un rôle vital dans la régie de l'économie internationale et qu'il faut les réformer si l'on veut qu'elles fassent leur travail comme il se doit. La solution préférable—abolition ou réforme—est très claire, du moins pour moi.

In an increasingly interdependent world, development problems are the collective problems of the global community. Growing populations in poor countries exert pressure on the local resource base, depleting soils, fuel wood and water supplies. They also exacerbate global warming and undermine political stability in regional areas, adding to the stream of political refugees and economic migrants.

• 0900

Collective world problems demand collective solutions. Sustainable human-centred development is in the interest of both the developed countries and the developing countries. But how are such collective solutions best organized? A patchwork of bilateral development programs, each created with the donor's interests in mind, has led to duplication, needless competition, horrendous coordination problems, and administrative nightmares for recipients.

In contrast, multilateral agencies have great economic and political advantages by bringing the entire family of donors and recipients around the same table. There is no question, however, that the multilateral institutions badly need reform. At the level of policy there are many questions about their effectiveness in reaching the world's one billion poorest people, and about the distributional impact of economic policy reforms. There are also difficult questions of whether and how the IFIs can enhance human rights and political democracy in developing countries.

At the level of operations, even though all the IFIs are vastly more open and transparent than even a few years ago, much more can be done to improve their accountability and governance. In line with its tradition of multilateral activism, Canada can do much to stimulate the process of reform. To be a credible player, though, it would be far better if Canada remained a relatively generous supporter of the IFIs than if it cut its contributions, which many Canadians now seem to be urging. In my view, at a minimum Canada should avoid drastic reductions in the share of ODA currently allocated to multilateral banks, for example.

But Canada can hardly carry out multilateral reform on its own. During this golden jubilee anniversary of the Bretton Woods Conference there are several potentially valuable proposals being generated by various groups and commissions, for example, the Bretton Woods Commission led by former Federal Reserve Board chairman, Paul Volker, which is to report next month.

One idea currently gaining support is that a high level ministerial committee be convened to discuss the reform of the international financial system and its current institutions, including the World Bank, regional banks and the IMF. Such a committee, consisting of 20 ministers—10 from developed and 10 from developing countries—was convened in the early 1970s et 10 de pays en développement—a été convoqué au début des when the regime of fixed exchange rates broke down. Its work années soixante-dix, au moment où le régime de change fixe

[Traduction]

Dans un monde de plus en plus interdépendant, les problèmes de développement sont les problèmes collectifs de la collectivité mondiale. L'explosion démographique des pays pauvres exerce des pressions sur les ressources locales, épuise les sols, le bois de chauffage et les réserves d'eau. Ces problèmes aggravent aussi le réchauffement de la planète et minent la stabilité politique de certaines régions, ce qui gonfle les rangs des réfugiés politiques et des migrants économiques.

Il faut des solutions collectives à des problèmes mondiaux collectifs. Le développement durable axé sur les êtres humains est dans l'intérêt à la fois des pays industriels et des pays en développement. Or, quelle est la meilleure façon de trouver de telles solutions collectives? Des programmes de développement bilatéraux disparates dont chacun a été lancé dans l'intérêt du pays donateur, sont à l'origine du double emploi, de rivalités inutiles, d'énormes problèmes de coordination et de cauchemars administratifs pour les bénéficiaires.

En revanche, les organismes multilatéraux d'importants avantages économiques et politiques en réunissant les donateurs et les bénéficiaires autour de la même table. Le besoin de réforme des institutions multilatérales est toutefois criant. Sur le plan stratégique, l'efficacité avec laquelle elles réussissent à atteindre le milliard d'habitants les plus pauvres de la planète et l'impact des réformes des politiques économiques sur la répartition des biens soulèvent de nombreuses questions. Il se pose aussi des questions difficiles quant à savoir si et comment les IFI peuvent favoriser les droits de la personne et appuyer la démocratie politique dans les pays en développement.

Sur le plan des opérations, même si toutes les IFI sont beaucoup plus ouvertes et transparentes qu'il y a quelques années à peine, on peut faire beaucoup plus pour en améliorer l'imputabilité et la direction. Compte tenu de ses antécédents d'action multilatérale directe, le Canada peut faire énormément pour catalyser la réforme. Pour être crédible, il serait toutefois de loin préférable que le Canada continue d'appuyer assez généreusement les IFI au lieu de réduire ses contributions, ce à quoi semblent maintenant l'inciter vivement beaucoup de Canadiens. Le Canada devrait au moins éviter les réductions draconiennes de la part de l'APD qu'il accorde actuellement aux banques multilatérales, par exemple.

Or, le Canada ne pourra sûrement pas procéder seul à une réforme multilatérale. Au cours de ce jubilé d'or de la conférence de Bretton Woods, plusieurs propositions qui pourraient être valables émanent de groupes et de commissions, comme la Commission de Bretton Woods dirigée par l'ancien président de la Banque centrale américaine, Paul Volker, qui doit présenter un rapport le mois prochain.

On appuie de plus en plus la convocation d'un comité ministériel de haut niveau qui serait chargé de discuter de la réforme du système financier international et de ses institutions actuelles, y compris la Banque mondiale, les banques régionales et le FMI. Un tel comité de 20 ministres-10 de pays industriels resulted in the decision-making structures we see today, s'est effondré. Ces travaux sont à l'origine des structures

to be a temporary arrangement but has persisted through to the present day. I might point out that its first chairman was the Hon, John Turner, then Minister of Finance, who spearheaded several of the reforms to the IMF that were introduced in the 1970s—the oil facility, the expanded financing facility, and so forth.

Such a structure, with its balance between developed and developing countries, in my view would be politically far superior to, and achieve more than, a process which is dominated by the G-7 countries and which would likely reproduce the status quo. The work of such a committee today would be at least as challenging as that of its predecessor in the 1970s, and it would take many months to complete.

The wrenching misery and deprivation afflicting the poorest one-fifth of humanity is, however, likely to persist for at least another generation, and maybe several. While more effective multilateral institutions alone obviously cannot resolve the problem of world poverty, they are bound to play an increasingly important part. Canada should try to ensure that these institutions are up to the

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, sir, for your contribution.

Now I'd like to call upon Mr. Keith Christie, the director of the economic and trade policy division from the Department of Foreign Affairs

Mr. Keith Christie (Director, Economic and Trade Policy Division, Department of Foreign Affairs): Thank you, Mr. Chairman.

I want to thank the committee for inviting me to join you today. I propose, in the next few minutes, to make a few introductory remarks about the emerging world economic system and the implications, as I see them, for Canadian trade policy.

• 0905

I plan to describe briefly what is meant by globalization, because I think it's relevant for this discussion of trade policy. I'll then refer to the building of institutions, such as the World Trade Organization and the NAFTA. I will also address certain issues that may well be the subject of intense negotiations over the next several years.

First, how is international trading and economic context changing? Clearly, we are facing an environment in which, for the first time in history, we can detect the emergence of an economic system driven by truly global realities. This is not to say that all trade is global. Most production of goods and services will continue to be sold locally. Much of the remainder will naturally follow regional patterns, whether these be North American, European or Asian, but it is also undeniable that trade and investment flows range far wider and in greater volume than ever before.

[Translation]

including the so-called interim committee, which was only meant décisionnelles actuelles, y compris le Comité intérimaire, qui ne devait être qu'une entité provisoire mais qui a survécu jusqu'à maintenant. Son premier président a été l'honorable John Turner, ministre des Finances du Canada à l'époque, qui a été le fer de lance de plusieurs des réformes du FMI qui ont été mises en oeuvre au cours des années soixante-dix, comme le mécanisme pétrolier, le mécanisme de financement étendu, etc.

> Équilibrée entre les pays industriels et les pays en développement, une telle structure serait de loin supérieure sur le plan politique et ferait beaucoup plus qu'un mécanisme dominé par les pays du G-7 et qui maintiendrait probablement le statu quo. Le travail d'un tel comité poserait au moins autant de défis que celui de son prédécesseur des années soixante-dix et prendrait sur des nombreux

> La misère et les privations déchirantes qui affligent le cinquième le plus pauvre de l'humanité risquent toutefois de persister pendant une autre génération au moins, et peut-être plus. Il est évident que des institution multilatérales plus efficaces ne peuvent à elles seules régler le problème de la pauvreté mondiale, mais elles joueront inévitablement un rôle de plus en plus important. Le Canada doit essayer de veiller à ce que ces institution soient à la hauteur de la tâche

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur, de votre exposé.

Je donne maintenant la parole à M. Keith Christie, directeur de la Division des politiques économique et commerciale du ministère des Affaires étrangères.

M. Keith Christie (directeur, Division des politiques économique et commerciale, ministère des Affaires étrangères): Merci, monsieur le président.

Je remercie le comité de m'avoir invité à prendre la parole aujourd'hui. Au cours des prochaines minutes, je vais vous présenter en quelques mots le système économique mondial qui commence à prendre forme, ainsi que ses répercussions, telles que je les vois, sur la politique commerciale du Canada.

Je décrirai brièvement ce qu'on entend par mondialisation parce que c'est pertinent à la discussion en cours sur la politique commerciale. Je passerai ensuite à l'établissement d'institutions comme l'Organisation mondiale du commerce et l'ALÉNA. Je parlerai aussi de questions qui pourraient très bien faire l'objet de négociations difficiles au cours des prochaines années.

Tout d'abord, dans quelle mesure le contexte économique et commercial international évolue-t-il? Il est clair que nous faisons face à un environnement où, pour la première fois dans l'histoire du monde, nous pouvons voir apparaître un système économique mû par des réalités vraiment mondiales. Cela ne veut pas dire que tout le commerce est mondial. La plupart des biens et des services produits continueront de se vendre sur le marché local. Une grande partie du reste suivra naturellement les tendances régionales des marchés nord-américain, européen ou asiatique, mais il est aussi indéniable que les échanges commerciaux et financiers sont beaucoup plus étendus et volumineux que jamais.

There are three fundamental factors that are deepening and broadening markets, whether these be local, regional or more truly global: first, stunning technological advances, especially in the area of telecommunications; second, the increasing liberalization of trade in goods and services and of capital flows, coupled with the emergence of new players, very competitive players, in east Asia, and to a lesser but still important degree in Latin America; and thirdly, the ideological collapse of the former Soviet bloc and the painful transitions under way toward market–based economies, coupled with the gradual but cumulatively quite radical economic reform process experienced in China since the late 1970s.

The characteristics of this incremental transformation are reasonably well known. First, the volume and value of exports are increasing more rapidly than domestic production overall.

Second, direct investment capital is more footloose than ever. Although the recent recession cooled somewhat direct investment flows compared to the extraordinary levels achieved in the late 1980s, the \$160 billion U.S. of foreign direct investment flows in 1992 were nonetheless still three times greater than just 10 years previously.

Third, the movement of portfolio investments has grown even more quickly than direct investment flows, while daily foreign exchange transactions in global financial centres dwarf standard investment flows.

Fourth, trade in industrial inputs has grown more rapidly than trade overall in sectors as widely different as the computer industry, apparel, telecommunications and non-ferrous metal products. That is, production has become more transnational, confusing them and us in terms of the content of the goods produced as never before.

Fifth, corporate governance is adjusting to varying degrees to shorter product life cycles, wider input sourcing possibilities and market opportunities, and greater emphasis on quality and aftermarket service.

Sixth, the sources in host of capital have shifted. For example, German and Japanese investment capital has grown in importance. Canadian outward direct investment has grown very quickly over the last decade. It may soon equal the level of foreign direct investment inside Canada. The United States, while still the major source of outward direct investment, has become an increasingly significant host and thus a competitor for Canada in the search for quality investments, as are a growing number of east Asian and Latin American countries, as well as eastern Europe and Russia.

What is the result of this broadening and deepening of international markets? In a nutshell, more competitive, more internationalized markets, and capital flows that are more sensitive than ever to the local enabling environment. We face a

[Traduction]

Il y a trois facteurs fondamentaux qui grossissent et élargissent les marchés, qu'ils soient locaux, régionaux ou véritablement mondiaux: il y a tout d'abord les progrès ahurissants de la technologie, surtout dans le domaine des télécommunications. Il y a ensuite la libéralisation croissante du commerce des biens, des services et des mouvements de capitaux, jumelée à l'apparition de nouveaux intervenants très concurrentiels dans l'Est asiatique et, à un degré moindre mais quand même important, en Amérique latine. Il y a enfin l'effondrement idéologique de l'ancien bloc soviétique et l'évolution douloureuse en cours vers des économies de marché, sans oublier les réformes économiques graduelles mais, dans l'ensemble, très radicales que connaît la Chine depuis la fin des années soixante—dix.

Les caractéristiques de cette évolution qui prend de l'ampleur sont raisonnablement bien connues. Tout d'abord, le volume et la valeur des exportations augmentent plus rapidement que la production intérieure dans l'ensemble.

Deuxièmement, les capitaux d'investissement direct sont plus flottants que jamais. Même si la récession récente a refroidi un peu les investissements directs comparativement aux niveaux extraordinaires de la fin des années quatre-vingt, les investissements étrangers directs, qui ont atteint 160 milliards de dollars US en 1992, avaient néanmoins triplé par rapport au niveau atteint à peine dix ans plus tôt.

Troisièmement, le mouvement des investissements de portefeuille a pris de l'ampleur encore plus rapidement que les investissements directs, tandis que les opérations quotidiennes de change qui se déroulent dans les centres financiers mondiaux éclipsent de loin les investissements ordinaires.

Quatrièmement, le commerce des intrants industriels a connu une expansion plus rapide que le commerce global dans des secteurs aussi variés que ceux de l'informatique, du vêtement, des télécommunications et des produits des métaux non ferreux. La production est devenue plus transnationale et le contenu des biens produits suscite plus de confusion que jamais.

Cinquièmement, la direction des entreprises s'adapte à divers degrés à la compression des cycles de vie des produits, à l'augmentation du nombre des fournisseurs possibles d'intrants et des débouchés commerciaux, ainsi qu'à l'importance accrue de la qualité et du service après vente.

Sixièmement, les fournisseurs de capitaux ont changé. Les investissements allemands et japonais, par exemple, ont pris de l'ampleur. Les investissements directs du Canada à l'étranger ont augmenté très rapidement au cours de la dernière décennie. Ils pourraient atteindre sous peu le niveau des investissements étrangers directs au Canada. Même s'ils demeurent le principal fournisseur d'investissements directs à l'étranger, les États-Unis en accueillent de plus en plus et font donc concurrence au Canada dans la recherche d'investissements de qualité, tout comme le font de plus en plus de pays de l'Est asiatique, de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est, sans oublier la Russie.

Quel est le résultat de cet élargissement et de cette expansion des marchés internationaux? En deux mots, les marchés sont plus concurrentiels et plus mondialisés et les mouvements de capitaux sont plus sensibles que jamais à

much more intrusive world of economic relations. This creates enormous possibilities for more rational, more efficient and more sustainable growth. It also means that many economic instruments traditionally considered primarily domestic-for example, environmental regulations, corporate governance rules, tax and incentive systems - are now, one way or the other, moving more clearly into the international negotiating arena.

On the one hand this requires governments to react constructively and creatively. Rules of the game must be established, in my view; otherwise, governments representing the major economies under pressure from a variety of domestic single-interest groups may well react unilaterally and at cross-purposes, thereby undermining growth, particularly undermining growth in our more modest economies, such as our own.

• 0910

On the other hand, any new economic rule-making internationally requires governments to seek rules that make economic sense and that enhance the scope for and security of competitive industries wanting to compete in world markets.

In other words, we must continue to fight hard, in my view, and with creativity to achieve an enabling environment internationally that underpins growth in Canada.

That is why we should continue to seek to improve market access abroad for our exports of goods and services; to facilitate the entry of inputs required by industry located in Canada, while opening our market to salutary competition from abroad; and to provide a more secure and predictable international system through the negotiation of stable, clearly set out trade and investment rules that reduce the likelihood that foreign single-interest groups can hijack trade to the detriment of Canadian production and Canadian jobs.

Canadian governments have traditionally put the highest priority on rules negotiation internationally because of our continuing view that access without a market-based, well-defined, clear regulatory framework is inherently unstable, increasing the transaction costs of the private sector and, in practice, shortening the longer-term time horizons that should drive major productive investment decisions.

It is perhaps this focus on clear, well-constructed rules that recognize market realities and needs that typifies the Canadian approach to trade policy.

It is this rules-based focus on security of access and not just access that most differentiates us from our American counterparts and other nations.

Take one multilateral trade negotiations example, one governing subsidy countervailing duty regimes. This new amélioré qui régit les régimes de droits compensateurs à l'égard

[Translation]

l'environnement local. Nous faisons face à un monde où les relations économiques sont beaucoup plus intrusives, ce qui donne naissance à d'énormes possibilités de croissance plus rationnelle, plus efficiente et plus durable. Cela signifie aussi que de nombreux instruments économiques qu'on avait toujours considérés comme intérieurs surtout—par exemple, la réglementa-tion environnementale, les règles relative à la direction des entreprises, les régimes fiscaux et d'incitations-sont de plus en plus présents, d'une façon ou d'une autre, sur la scène des négociations internationales.

D'une part, cette évolution oblige les gouvernements à réagir de façon constructive et créative. Il faut établir des règles du jeu, sinon les gouvernements des principales puissances économiques qui seront la cible de pressions exercées par toutes sortes de groupes nationaux à intérêt unique pourront très bien réagir unilatéralement et à contre-courant, et miner ainsi la croissance des économies plus modestes comme la nôtre.

Par ailleurs, si l'on veut établir de nouvelles règles économiques au niveau international, il faut que les gouvernements cherchent des règles logiques sur le plan économique et qui appuient l'envergure et la sécurité d'industries concurrentielles désireuses de se lancer sur les marchés mondiaux.

Autrement dit, nous devons continuer de lutter vaillamment et de façon créative si nous voulons établir un environnement international sur lequel s'appuiera la croissance au Canada.

Voilà pourquoi il faut continuer de chercher à ouvrir davantage les marchés étrangers à nos produits et à nos services, à faciliter l'importation des intrants dont a besoin l'industrie du Canada tout en ouvrant notre marché à la concurrence salutaire de l'étranger, et à établir un système international plus sûr et plus prévisible. À cette fin, il faut négocier, dans les domaines du commerce et des investissements, des règles claires qui réduisent le risque de voir des groupes étrangers à intérêt unique détourner le commerce au détriment de la production et des emplois au Canada.

Les gouvernements du Canada ont toujours accordé la plus grande priorité à la négociation de règles à l'échelle internationale parce que nous croyons toujours que l'accès sans cadre réglementaire clair, bien défini et fondé sur le marché est d'une instabilité inhérente, augmente les coûts d'exploitation pour le secteur privé et, en pratique, rapproche les horizons à long terme qui devraient dicter les grandes décisions sur les investissements productifs.

Cette orientation vers les règles claires, bien conçues et qui tiennent compte des réalités et des besoins du marché est peut-être ce qui décrit le mieux la démarche canadienne face à la politique commerciale.

C'est cette orientation réglementaire non seulement vers l'accès mais aussi vers la sécurité de l'accès qui nous distingue le plus de nos homologues des États-Unis et d'autres pays.

Prenons un exemple de négociations commerciales example from the Uruguay Round. Canada took a leadership multilatérales tiré de l'Uruguay Round. Le Canada a agi en chef role in developing a much-improved international agreement de file dans l'établissement d'un accord international très

agreement represents a significant advance in providing clear des subventions. Ce nouvel accord représente un progrès important, guidance to government regulators and the private sector about what car il donne aux organismes de réglementation du secteur public, is a subsidy, what is or is not countervailable and, if countervailable, what the appropriate procedures are.

As in the domestic environment, bad law can be as unsettling as no law at all. But good law surely provides a clear horizon and certainty. The new multilateral subsidy code is good law that underpins the improved access achieved through the MTN for Canadian exports; equally, the free trade agreement, the FTA and the NAFTA negotiations, improved access through clearer rules. For example, we worked hard and successfully to ensure that the rules of origin used to determine whether a good qualifies for preferential tariff treatment were kept simple wherever possible and, most importantly, clear.

Take two other examples from the NAFTA context—the ability of government regulators to manipulate ambiguities in-and I am thinking here primarily of U.S. government regulators—their capacity to manipulate ambiguities and domestic anti-dumping law has also been reduced somewhat because of dispute settlement mechanisms enshrined in the FTA and subsequently the NAFTA.

Moreover, the NAFTA strengthens the presumption of exclusion of Canadian goods from U.S. emergency import safeguard actions pursuant to section 201 of U.S. trade law.

I could go on further, but I think these examples suffice to underline the importance that Canadian governments have traditionally put on international rule-making that underpins our right to clear, predictable, and enforceable rules of the game.

Nonetheless, unfinished trade policy business remains, while the negotiation agenda continues to expand as the impact of new competitors and footloose factors of production increase.

• 0915

Let me briefly sketch out for you how I think we should approach certain key trade policy challenges. We surely will want to focus on getting the frameworks governing trade functioning properly over the next several years. The new World Trade Organization, the WTO, must get off the ground effectively by next year. The WTO encompasses, in essence, the internationally recognized rules governing trade and investment. These rules provide greater certainty for our traders and investors. We must ensure that all the participants, and particularly the major players, the United States, the European union and Japan, fully implement and respect the new rules.

This in turn, requires an effectively functioning, dynamic WTO. Moreover, the WTO also provides the key forum for further trade and investment liberalizing negotiations, with further work already envisaged with regard to such areas as government procurement and trade and services.

[Traduction]

ainsi qu'au secteur privé, des directives claires sur ce qui constitue une subvention, sur ce qui peut ou ne peut pas être frappé de droits compensateurs. Dans le cas des droits compensateurs, l'accord indique les procédures à suivre.

Comme sur la scène nationale, une mauvaise loi peut causer autant de problèmes que l'absence de toute loi. Une bonne loi établit sûrement un horizon clair et instaure de la certitude. Le nouveau code multilatéral sur les subventions est une bonne mesure sur laquelle s'appuie l'accès amélioré qu'assurent les NCM aux exportations canadiennes. C'est la même chose dans le cas de l'accord de libre-échange, des négociations sur l'ALÉ et l'ALÉNA, qui ont amélioré l'accès en clarifiant les règles. Par exemple, nous n'avons pas ménagé nos efforts et nous avons réussi à faire en sorte que les règles d'origine utilisées pour déterminer si un bien est admissible au tarif préférentiel demeurent aussi simples que possible et, ce qui est le plus important, claires.

Prenons deux autres exemples tirés du contexte de l'ALÉNA: les mécanismes de règlement des différends incorporés à l'ALÉ et, par la suite, à l'ALÉNA ont réduit jusqu'à un certain point la capacité des organismes de réglementation du secteur public de se servir des ambiguïtés-et je pense principalement aux organismes de réglementation du gouvernement américain-et de leur loi antidumping.

En outre, l'ALÉNA renforce la présomption selon laquelle les mesures américaines de protection des importations en cas d'urgence prévues à l'article 201 de la loi commerciale des États-Unis ne s'appliqueront pas aux biens canadiens.

Je pourrais continuer, mais ces exemples suffisent pour souligner l'importance que les gouvernements du Canada ont toujours accordée à l'établissement de règles internationales qui sous-tendent notre droit à des règles du jeu claires, prévisibles et applicables.

Il reste néanmoins des aspects de la politique commerciale à régler, tandis que le programme des négociations continue de prendre de l'ampleur avec l'arrivée de nouveaux concurrents et la mobilité des facteurs de production.

Permettez-moi de vous décrire brièvement comment je pense que nous devrions aborder certains aspects clés de la politique commerciale. Nous voudrons sûrement chercher d'abord à faire en sorte que les cadres qui régissent le commerce fonctionnent comme il se doit au cours des prochaines années. La nouvelle Organisation mondiale du commerce, l'OMC, doit devenir active d'ici l'année prochaine. L'OMC regroupe essentiellement les règles reconnues sur la scène internationale qui régissent le commerce et l'investissement. Ces règles assurent une plus grande certitude à nos commerçants et à nos investisseurs. Nous devons veiller à ce que tous les intervenants, et en particulier les principaux comme les États-Unis, l'Union européenne et le Japon, mettent en oeuvre et respectent les nouvelles règles.

À cette fin, l'OMC doit être dynamique et efficace. L'OMC est en outre la tribune clé où se poursuivront les négociations sur la libéralisation du commerce et de l'investissement, car on prévoit déjà d'autres activités dans des domaines comme les marchés de l'État, le commerce et les services.

Many commentators have also underlined the importance of widening free trade within the western hemisphere and across the Pacific. A number of approaches can be taken to pursue these ends, but in my view, the most immediate lies through accessions to the North American Free Trade Agreement, NAFTA. Here I want to reaffirm personal but unmistakable concern. There are voices in Washington suggesting that bilateral deals between the U.S. and individual Latin American countries should be the preferred route.

From a Canadian vantage point, I think this approach is quite wrong, in part because we do not want those producing in Canada to be excluded from wider market-access opportunities. Also, we believe a cobweb of bilateral agreements with differing rules of origin and potentially conflicting sets of rights and obligations increases transaction costs for the private sector in all countries in North America, including Canada. There would be transaction costs associated with separate inventories that would be required for those trading with different parts of the hemisphere and costs associated with the failure of government to provide the most straightforward, clearest, most predictable rules possible, again, with the emphasis on rule-making.

Such a situation of overlapping rights and obligations that would be achieved through bilateralism undermines growth and job creation in Canada, NAFTA accession would avoid this trap and ensure that we could tap into the high-growth Latin American region trade across the Pacific over time.

Beyond structure or frameworks, surely Canada should continue to seek better rules to ensure our industries can do what they do best: create competitively based growth and jobs in this country. We need to not only broaden free trade, but deepen it in a responsible manner. We should work to lead this process so it is shaped in a way compatible with Canadian interests.

If we leave the lead to others, we will likely be faced with rules that are in somebody else's interest. As you know, Canada seeks to engage U.S. authorities in a fundamental re-evaluation of the role of anti-dumping duties, at least within the free trade area. We know there is a long row to hoe on this matter in Washington, but the current anti-dumping regime creates uncertainty that can only hurt competitive industries. It can hurt our competitive industries trying to export to the U.S. market, as well as our industries that are trying to export to other offshore markets where the anti-dumping virus is spreading.

It is a matter of considerable concern that many developing countries have caught the anti-dumping bug, while both the Chinese and Russian authorities are more than curious about how to make anti-dumping work to keep out certain imports.

My principal point here today is that the new trade policy

[Translation]

De nombreux commentateurs ont souligné aussi qu'il importe d'étendre le libre-échange dans l'hémisphère occidental et outre-Pacifique. Différentes stratégies sont possibles à cet égard, mais la plus immédiate consiste à ouvrir l'Accord de libre-échange nord-américain, l'ALÉNA, à d'autres participants. Je souligne de nouveau une préoccupation personnelle mais très claire. Certains intervenants laissent entendre à Washington qu'il faudrait privilégier les accords bilatéraux entre les États-Unis et différents pays de l'Amérique latine.

Cette solution ne convient pas du tout pour le Canada, en partie parce que nous ne voulons pas que les producteurs du Canada soient exclus de marchés plus importants. Nous croyons aussi qu'une série d'accords bilatéraux dont les règles d'origine diffèrent et où les droits et les obligations pourraient se contredire augmenteraient les coûts d'exploitation du secteur privé dans tous les pays de l'Amérique du Nord, y compris le Canada. Les inventaires distincts que devraient tenir ceux qui ont des échanges commerciaux avec différentes régions de l'hémisphère, ainsi que l'omission par les gouvernements d'établir les règles les plus directes, claires et prévisibles possibles entraîneraient des coûts d'exploitation. Là encore, on met l'accent sur l'établissement de règles.

Un tel contexte de droits et d'obligations qui se chevaucheraient et découleraient du bilatéralisme minerait la croissance et la création d'emplois au Canada. L'adhésion à l'ALÉNA éviterait ce piège et nous permettrait d'exploiter plus efficacement la région à forte more effectively, while keeping open the prospect of expanding freer croissance de l'Amérique latine tout en gardant la possibilité d'étendre éventuellement le libre-échange outre-Pacifique.

> Outre la structure des cadres, le Canada devrait sûrement continuer de chercher à établir de meilleures règles afin que nos industries puissent faire ce qu'elles font le mieux, soit créer au Canada une croissance et des emplois fondés sur la concurrence. Il faut non seulement élargir le libre-échange, mais l'ancrer davantage de façon raisonnable. Nous devrions essayer de piloter ce processus afin de l'orienter en fonction des intérêts du Canada.

> Si nous laissons quelqu'un d'autre agir en chef de file, nous risquons de faire face à des règles qui favoriseront d'autres pays. Comme vous le savez, le Canada cherche à amener les autorités américaines à effectuer une réévaluation fondamentale du rôle des droits antidumping, du moins dans le contexte du libreéchange. Nous savons que la tâche est ardue à Washington, mais le régime antidumping actuel est une cause d'incertitude qui ne peut que nuire à nos industries concurrentielles qui essaient d'exporter aux États-Unis, ainsi que sur d'autres marchés étrangers où se propage actuellement le virus antidumping.

> Beaucoup de pays en développement ont attrapé le virus antidumping, ce qui préoccupe énormément, tandis que les Chinois et les Russes sont plus que curieux de savoir comment utiliser les règles antidumping pour interdire l'importation de certains produits.

Ce que je veux dire surtout aujourd'hui, c'est que de issues are emerging, including anti-dumping reform, trade and nouveaux enjeux strategiques commerciaux font leur apparition, the environment. For example, a special trade and environment notamment la réforme des droits antidumping, le commerce et committee now exists in the GATT, WTO. Multilateral l'environnement. Par exemple, il existe actuellement au GATT,

negotiations are likely on this matter before the end of the decade. We à l'OMC, un comité spécial du commerce et de l'environnement. La cannot postpone indefinitely such rule-making, and indeed many of the new policy issues merit sustained international attention.

[Traduction]

question fera probablement l'objet de négociations multilatérales avant la fin de la décennie. Nous ne pouvons reporter indéfiniment l'établissement de règles dans ces secteurs et un grand nombre des nouveaux enjeux stratégiques méritent une attention soutenue sur la scène internationale.

• 0920

I am convinced that the rules of the game, whether related to the global marketplace or the global commons, must be carefully crafted, well-defined, and sensitive to Canada's overall national interest.

Moreover, in this search for better rules, our natural allies often will not be the traditional ones. With regard to anti-dumping reform souvent que nos alliés naturels ne seront pas nos alliés traditionnels. and trade in the environment, for example, Canada will tend to find more in common with a Chile, an Argentina, or some east Asian countries than with the U.S. or the European union.

In conclusion, international trade policy requires much homework and consultations domestically. It requires a proactive, creative approach to international rule-making, but I'm convinced that it can be done.

Thank you for your patience.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Now, we turn to Ms Suzanne Hébert, vice-president, Tecsult-Eduplus of Montreal.

Ms Suzanne Hébert (Individual Presentation): Thank you, Mr. Chairman.

Generally, most of the Canadian private sector firms that have had experience with the international financing organizations—the World Bank, the regional development banks, and what we call the IFIs—are extremely positive towards the impact and working mechanisms of the IFIs. We all realize, however, that the full potential of working with the banks has not yet been tapped in Canada.

I'd like to give a little bit of history. Because of the type of country it is—small economically in terms of market and population, a developed world middle power—historically Canada has very much relied on the multilateral network to get its voice heard.

At the same time, because it was Canada, there have been a lot of high expectations placed on it by the multilateral agencies. We have therefore played an extremely important role and one that's much larger than our size and importance as a country. We've also played a particularly important role in bringing some of our major concerns on human rights and the environment to the forefront of the agendas of the various banks.

From my point of view, this is both a strength and a weakness. Up till now, Canada's impact has been mostly political, and the Canadian agenda in working with those organizations has reflected an ideological and, to some extent, a rather idealistic agenda.

Je suis convaincu que les règles du jeu, qu'elles aient trait aux marchés mondiaux ou au patrimoine mondial, doivent être rédigées avec soin, bien définies et tenir compte de l'intérêt national général du Canada.

En outre, dans cette recherche de meilleures règles, il arrivera En ce qui concerne la réforme des droits antidumping et le commerce dans le domaine de l'environnement, par exemple, le Canada aura tendance à avoir davantage en commun avec le Chili, l'Argentine ou des pays de l'Est asiatique qu'avec les États-Unis et l'Union européenne.

En terminant, il y a beaucoup de travail à faire et de consultations à mener au Canada au sujet de la politique sur le commerce international. Il faut aborder l'établissement de réglementations internationales de façon proactive et créatrice, mais je suis convaincu que c'est possible.

Je vous remercie de votre patience.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous donnons maintenant la parole à Mme Suzanne Hébert, vice-présidente de Tecsult-Eduplus, de Montréal.

Mme Suzanne Hébert (présentation individuelle): Merci, monsieur le président.

En général, la plupart des entreprises du secteur privé du Canada qui ont l'expérience des organisations financières internationales — la Banque mondiale, les banques régionales de développement et ce que nous appelons les IFI-réagissent très favorablement à l'impact et aux mécanismes des IFI. Nous réalisons tous, toutefois, qu'on n'a pas encore exploité au Canada le plein potentiel de la collaboration avec les banques.

Je vais vous présenter un bref aperçu historique. Parce qu'il est une petite économie par son marché et sa population et une puissance intermédiaire du monde industriel, le Canada a toujours compté énormément sur le réseau multilatéral pour se faire entendre.

Par ailleurs, les organismes multilatéraux ont toujours beaucoup attendu du Canada. C'est pourquoi nous avons joué un rôle extrêmement important et qui dépasse de loin la taille et l'importance d'un pays comme le nôtre. Nous avons aussi joué un rôle particulièrement important en réussissant à placer au premier rang des programmes des diverses banques certaines de nos grandes préoccupations à l'égard des droits de la personne et de l'environnement

C'est à la fois une force et une faiblesse. Jusqu'à maintenant, l'impact du Canada a été surtout politique et, dans le cadre de sa collaboration avec les organisations en question, son programme s'est révélé idéologique et plutôt idéaliste jusqu'à un certain point.

What we've not developed well over the last 50 years is an integrated strategy to leverage the political influence we have on these organizations and our financial contributions to ensure that we have a commensurate presence on the commercial side in the delivery of the multilateral projects, particularly those financed by the IFIs, the World Bank, and the regional banks.

While our political importance is undeniable, there is no doubt that Canada does not get its share of bank projects and that our financial contributions to the bank are not reflected at the commercial level.

As Canada presently reviews its foreign policy, I think there's a need for a change of culture among the key Canadian players in the multilateral field, particularly in terms of federal government departments such as Foreign Affairs, the Ministry of Finance, and CIDA.

The objective would be to analyse our participation not only in political terms, which has been the reality very often over the last decades, but also to ensure that our commercial and trade concerns are taken into account as we make decisions and choices.

This political trade link is very natural for other countries, such as the U.K., France, Germany, and Japan, but it seems to be very difficult to understand in Canada. From the private sector's point of view, it is difficult to understand why Canada has so much difficulty with this and why it tends to separate the agendas.

• 0925

Going back more directly to the banks over the last decade or two, there have been a number of important criticisms of the way banks operate. Some of them were raised by Mr. Culpeper earlier.

Much of the initial criticisms were addressed to the rather mechanical way in which the structural adjustment programs were forced on the developing countries. The "initial recipe" approach, however, I think has been largely abandoned, or at least somewhat abandoned, by the banks. It's less of a recipe now, as adjustments for each country are more the rule.

It was referred to earlier that there's much criticism regarding the impact of the adjustments on the country involved. Much of it is justified, particularly in terms of the impact on the local populations.

Again, from my standpoint, I think the banks now pay much more attention to this impact. A substantial portion of their loan pipeline is devoted to soften the impact of the structural adjustments on the population.

Over the last decade, the infrastructure projects themselves, which are financed by the banks, pay much more attention to their impact on populations. New delivery models to take these into account have been developed. They're not perfect, but they're certainly an improvement over projects from maybe 10 or 15 years ago.

There's been criticism of the banks' record on the environment. There is criticism right now of some projects on the Asian subcontinent, particularly related to the large energy infrastructure projects.

[Translation]

Au cours des cinquante demières années, nous n'avons pas bien établi une stratégie intégrée afin d'exploiter l'influence politique que nous avons sur ces organisations, ainsi que nos contributions financières, de façon à participer proportionnellement, sur le plan commercial, à la réalisation de projets multilatéraux. Je pense en particulier à ceux qui sont financés par le IFI, la Banque mondiale et les banques régionales.

Notre importance politique est peut-être indéniable, mais il est certain que le Canada n'obtient pas sa part des projets des banques et que nos contributions financières à la banque ne se traduisent pas en activités commerciales.

Au moment où le Canada examine actuellement sa politique étrangère, il faut changer la culture de ses principaux intervenants clés sur la scène multilatérale, et en particulier de ministères fédéraux comme ceux des Affaires étrangères et des Finances, sans oublier l'ACDI.

Il faudrait viser à analyser notre participation non seulement sur le plan politique, comme nous l'avons fait très souvent au cours des dernières décennies. Il faut aussi faire en sorte que nos décisions et nos choix tiennent compte de nos préoccupations commerciales.

Ce lien entre le commerce et la politique est très naturel pour d'autres pays comme le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et le Japon, mais il semble très difficile a comprendre au Canada. Il est difficile pour le secteur privé de comprendre pourquoi le Canada a tellement de difficultés à cet égard et pourquoi il a tendance à séparer les programmes.

Au cours des deux dernières décennies, les modes de fonctionnement des banques ont suscité de nombreuses critiques importantes. M. Culpeper en a évoqué quelques—unes plus tôt.

Les premières critiques portaient en grande partie sur la façon plutôt mécanique d'imposer des programmes d'adaptation structurelle aux pays en développement. Je crois toutefois que les banques ont laissé tomber en grande partie, ou du moins un peu, la démarche de la «recette initiale». Il s'agit moins d'une recette maintenant, car l'adaptation particulière à chaque pays est davantage la norme.

On a dit plus tôt que l'impact de l'adaptation sur les pays en cause suscite d'importantes critiques en grande partie justifiées, surtout en ce qui concerne l'impact sur les populations locales.

Là encore, j'estime que les banques accordent maintenant beaucoup plus d'attention à l'impact en question. Beaucoup de leurs prêts servent à atténuer l'impact de l'adaptation structurelle sur la population.

Depuis une dizaine d'années, on tient beaucoup plus compte de l'impact sur les populations des projets d'infrastructure mêmes, qui sont financés par les banques. À cette fin, on a mis au point de nouveaux modes d'exécution qui ne sont pas parfaits, mais qui représentent certainement une amélioration par rapport aux projets d'il y a 10 ou 15 ans.

On a critiqué le bilan des banques dans le domaine de l'environnement. Des projets en cours dans le sous-continent asiatique, et en particulier les mégaprojets d'infrastructure énergétique, suscitent des critiques.

Finally, there's been important, and quite often justified, criticism of how some—not all—of the banks operate and how they're managed. The present crisis at the African Development Bank is a case in point.

On a political level, Canada should continue to voice its concerns forcefully on these issues. We could, however, do much more by working more closely with the banks at an operational level. This does not necessarily imply additional funds for ODA, but it could mean re-ordering some of Canada's priorities for ODA.

The banks continue to play an extremely important role in terms of dealing with the concept of structural adjustments. The structural adjustments are key, important, necessary, and pressing. Therefore, the role of the banks in tandem with the IMF is key, important, necessary, and pressing. It's the only one that can provide that leadership.

Obviously, this is particularly true in Africa and Latin America, but it's also true in the newly emerging economies of central and eastern Europe, the former communist bloc.

I was saying earlier that the banks do tend to put more emphasis now on the impact on the population. I've looked at the World Bank, which is the present lending pipeline for Russia. It's only the World Bank, and not the European Bank. It's presently pegged at \$5.4 billion. Of this amount, 17.9% is pegged directly toward the softer side of development: health, housing development, education, management training, environment training, and development of a social protection network.

Some could say it's not enough, but in response to the pressing needs of Russia right now, it's possibly a rather realistic percentage. The rest of the money is going more to the traditional areas: industrial restructuring, agriculture, basic infrastructure in transport, energy, foreign exchange, and credit lines.

I'd also like to add that even within 80% or 83% that's linked to the infrastructure, I would probably bet that something between 10% to 15% of each one of those projects is also geared toward softening the impact of the adjustments.

I've taken the model of Russia, but I think it's also very much the model that's been adopted by the banks in Asia in particular.

All the funds of all the IFIs and all the bilateral donors would not suffice. What is increasingly happening right now is that the banks are trying to invest in particular sectors and to use their clout and their lending capacity to act as motors to attract both private capitals and other bilateral donors. In this case, other bilateral donors could include Canada.

• 0930

What does it mean for Canada? It's obvious from the Russian example that the banks are taking a key leadership role in the world that no single bilateral donor can compete with. Obviously Canada cannot compete. In the case of Russia we're talking about \$5 billion over five or six years. Obviously Canada is a bit player in that field. We're a small country with a small aid budget, which will probably not be increased, and that makes sense.

[Traduction]

Enfin, l'exploitation et la direction de certaines banques a suscité d'importantes critiques, très souvent justifiées. La crise en cours à la Banque africaine de développement en est un exemple.

Sur le plan politique, le Canada devrait continuer de se faire entendre énergiquement à cet égard. Nous pourrions toutefois faire beaucoup plus en collaborant de plus près avec les banques sur le plan opérationnel. Cela ne signifie pas nécessairement qu'il faudrait augmenter des budgets de l'APD. Il faudrait peut-être réorganiser les priorités du Canada dans ce domaine.

Les banques jouent toujours un rôle extrêmement important en ce qui concerne le concept de l'adaptation structurelle qui est cruciale, importante, nécessaire et urgente. C'est pourquoi le rôle que jouent les banques de concert avec le FMI est crucial, important, nécessaire et urgent. Elles sont les seules à pouvoir fournir le leadership nécessaire.

Bien entendu, c'est particulièrement vrai en Afrique et en Amérique latine, mais ça l'est aussi dans les nouvelles économies de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est qui constituaient l'ancien bloc communiste.

Je disais plus tôt que les banques ont maintenant tendance à accorder davantage d'importance à l'impact sur la population. J'ai jeté un coup d'oeil sur la Banque mondiale, qui prête actuellement à la Russie. Il s'agit uniquement de la Banque mondiale et non de la Banque européenne. Sur l'enveloppe budgétaire actuelle de 5,4 milliards de dollars, 17,9 p. 100 sont réservés directement à l'aspect humain du développement: santé, logement, éducation, formation en gestion, formation en environnement et mise en place d'un réseau de protection sociale.

Certains diront peut-être que ce n'est pas assez, mais si l'on veut répondre maintenant aux besoins pressants de la Russie, le pourcentage est probablement plutôt réaliste. Le reste de l'argent sera affecté à des secteurs plus classiques: restructuration industrielle, agriculture, infrastructure de base dans le domaine des transports, énergie, marché des changes et marges de crédit.

Même si de 80 p. 100 à 83 p. 100 de l'argent est lié à l'infrastructure, il y a probablement de 10 p. 100 à 15 p. 100 de chacun de ces projets qui vise aussi à atténuer l'impact de l'adaptation.

J'ai pris le modèle de la Russie, mais c'est aussi en grande partie le modèle que les banques ont adopté en Asie en particulier.

Tous les fonds de toutes les IFI et de tous les donateurs bilatéraux ne suffiraient pas. Les banques essaient maintenant de plus en plus d'investir dans des secteurs en particulier et d'user de leur influence et de leur capacité de prêter pour attirer des capitaux privés et d'autres donateurs bilatéraux. Le Canada pourrait être du nombre.

Qu'est-ce que cela signifie pour le Canada? L'exemple russe indique clairement que les banques jouent dans le monde un rôle de leadership clé avec lequel aucun donateur bilatéral ne peut rivaliser. Le Canada non plus, évidemment. Dans le cas de la Russie, on parle d'environ 5 milliards de dollars en cinq ou six ans. Le Canada a évidemment un rôle mineur dans ce domaine. Nous sommes un petit pays dont le budget d'aide limité n'augmentera probablement pas, et c'est logique.

What I'd like to suggest is that it would make sense to link a larger portion of our existing ODA, without increasing it, to the leadership of the various banks, probably initially with the World Bank, but also with the most active ones like the Asian Development Bank. To a large extent this would leverage our already strong historic political presence. It would sort of put our money where our mouth is in terms of those organizations. It would possibly have the added advantage of increasing the Canadian competitiveness on the banks' procurement side, therefore bringing an added benefit to our economy directly related to trade. It could also add to the visibility of scope of Canadian aid projects internationally, allowing us through a relatively small contribution to get involved in larger projects without increasing our ODA.

What we should increasingly do is look at the various mechanisms that constitute our ODA, including our contributions to the IFIs, and to coordinate them in a more efficient way.

From my standpoint, Canada has been weak in three areas in the past. It has too often tried to work alone developing its own aid projects in its own little world, with relatively little concern to interaction with other donors and the drive of the IFIs. This is changing, but not quickly enough.

It has tended to equate world development with visions of starving Africans, community work, food aid. This is not necessarily bad, but it responds to a partial and limited view of the development process, fed by a quite vocal Canadian NGO sector, and particularly the media. Development also involves support to the local private sector. It involves infrastructure development. It involves trade. Our ODA has not been looking at those aspects of development very efficiently over the last decade or

Finally, the various ODA mechanisms do not complement each other as well as they could. We make contributions to the banks, on the one hand, in core funds. We put a little bit of money in the trust funds of the banks. CIDA supports projects in its own areas, not always in coordination with the banks' priorities. I'd almost be tempted to say, never in coordination with the banks' priority. It would be important to focus the efforts with the IFIs ensuring consultation with all players, including the Canadian private sector and the NGO community.

In answer, finally, to the questions I would raise for this panel, yes, I think Canada should remain fundamentally committed to the policy of assigning a high priority to multilateralism in its foreign policy. As a small country, it's in our interest.

Yes, Canada should focus a greater attention on the leadership of the IFIs as it develops its own limited ODA biplan. This does not mean that Canada should always blindly follow the banks. It does not mean that Canada should increase its direct contribution to the banks. What it could mean is a variety of things. Possibly it could increase the amounts of

[Translation]

Il serait logique à mon avis d'établir un lien entre une partie plus importante de notre APD actuelle, sans l'augmenter, et la direction des diverses banques, probablement de la Banque mondiale pour commencer, mais aussi des plus actives comme la Banque asiatique de développement. Cela nous permettrait d'exploiter notre présence politique déjà solide sur le plan historique. Nous nous trouverions en quelque sorte à joindre le geste à la parole face à ces organisations. Il pourrait y avoir un autre avantage, celui d'améliorer la compétitivité du Canada dans le secteur des achats des banques et d'apporter à notre économie des retombées supplémentaires liées directement au commerce. Cela pourrait aussi rendre plus visibles les projets d'aide internationale du Canada et nous permettre, grâce à une contribution relativement modeste, de participer à des projets de plus grande envergure sans grossir notre enveloppe de l'APD.

Il faudrait de plus en plus examiner les divers mécanismes qui constituent notre APD, y compris nos contribution aux IFI, et les coordonner de facon plus efficiente.

Le Canada a eu des lacunes dans trois domaines dans le passé. Il a trop souvent essayé de faire cavalier seul et d'élaborer ses propres projets d'aide dans son petit monde à lui, en se préoccupant relativement peu des interactions avec d'autres donateurs et de l'orientation des IFI. Cette attitude évolue, mais pas assez rapidement.

Le Canada a eu tendance à relier le développement mondial à des visions d'Africains affamés, de travail communautaire et d'aide alimentaire. Ce n'est pas nécessairement mauvais, mais il s'agit d'une vue partielle et limitée du développement, alimentée par les ONG canadiennes qui font beaucoup de bruit, et plus particulièrement par les médias. Le développement met en cause l'appui du secteur privé local, le développement de l'infrastructure, le commerce. Dans le contexte de l'APD, nous n'avons pas envisagé ces aspects du développement avec beaucoup d'efficience au cours de la dernière décennie.

Enfin, les divers mécanismes d'APD ne se complètent pas aussi bien qu'ils pourraient le faire. Nous versons des contributions aux banques, d'une part, sous forme de fonds de base. Nous injectons un peu d'argent dans des fonds de fiducie des banques. L'ACDI appuie des projets dans ses propres domaines, sans toujours les coordonner avec les priorités des banques. J'irais presque jusqu'à dire qu'ils ne le sont jamais. Il serait important de concentrer les efforts avec ceux des IFI et de veiller à ce que tous les intervenants soient consultés, y compris le secteur privé et les ONG du Canada.

Enfin, pour répondre aux questions que je soulèverais pour le Comité, j'estime que le Canada devrait continuer d'accorder une grande priorité au multiculturalisme dans sa politique étrangère. Comme nous sommes un petit pays, c'est dans notre intérêt.

Le Canada devrait consacrer davantage d'attention au leadership des IFI en élaborant son propre plan bilatéral limité d'APD. Cela ne veut pas dire que le Canada devrait toujours suivre aveuglément les banques, ni qu'il devrait augmenter la contribution directe qu'il leur accorde. Cela pourrait signifier toutes sortes de choses. Le Canada pourrait augmenter les money allocated in the trust funds of the various banks. The sommes affectées aux fonds de fiducie des diverses banques. Les Japanese have done that extremely efficiently over the last few Japanese l'ont fait de façon extrêmement efficiente ces demières

years. This has the added advantage of utilizing Canadian resources in bank projects, increasing our visibility and access to information, and linking our political interests with our trade interests.

Look more often at the possibility of parallel or co-financing of projects with the banks. We can still only take on those projects that fit our priorities, or take on components that further Canada's aims and priorities. We could, for example, get involved in supporting infrastructure projects, but only take the engineering portion, or look more particularly at those components that interest Canada—human resource development, institutional support, environment, but do it with the banks.

France, for example, which is one of Canada's main competitors in this field, co-financed over 30 projects in engineering alone with the banks just last year. They'll get the contracts.

• 0935

In some cases, in some countries we should diversify our funding mechanisms. Right now Canada's aid is done mostly on a grant basis. The banks don't give money; they lend money, although often on a concessional basis.

Maybe Canada should follow their lead and consider various types of concessional financing. Recipients are likely to be much more committed to a project if they have to pay back a part of what they receive.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Ms Hébert, would you come to a conclusion.

Ms Hébert: I've finished.

In résumé, we do not need fundamentally to change our policies. We need to focus our efforts in a more strategic way, taking into account our commercial as well as our political interests and bringing together in a concerted fashion the various Canadian players.

Thank you for your patience.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you.

Mr. Rick Jackson, the director of international programs, Canadian Labour Congress.

Mr. Rick Jackson (Director of International Programs, Canadian Labour Congress): Thanks very much, Mr. Chairman.

Firstly, I would just like to agree with the observation that the committee meets in an international climate of globalization that in effect has as its purpose the integration into the international economy of billions of people who haven't participated in it before. On balance, who could argue that that isn't a good thing? Of course it is. One of the issues I want to address this morning is that this process is being undertaken without very much attention being paid to the social dimension, at least to the extent that the process is being driven by trade.

[Traduction]

années. Cela offre l'avantage accru d'utiliser des ressources canadiennes dans des projets des banques, de rehausser notre visibilité, d'améliorer l'accès à l'information et d'établir un lien entre nos intérêts politiques et nos intérêts commerciaux.

Il faut examiner plus souvent la possibilité d'agir de concert avec les banques ou de cofinancer des projets avec elles. Nous pouvons quand même entreprendre uniquement les projets qui correspondent à nos priorités ou des volets de projets qui appuient les buts et les priorités du Canada. Nous pourrions, par exemple, aider à appuyer des projets d'infrastructure, mais n'entreprendre que la partie ingénierie ou les éléments qui intéressent plus particulièrement le Canada—développement des ressources humaines, appui des institutions, environnement—mais le faire avec les banques.

La France, par exemple, qui est un des principaux concurrents du Canada dans ce domaine, a cofinancé plus de 30 projets d'ingénierie seulement avec les banques l'année dernière. Les Français obtiendront les contrats.

Dans certains cas et dans certains pays, il faudrait diversifier nos mécanismes de financement. Actuellement, le Canada accorde surtout des subventions. Les banques ne donnent pas d'argent: elles en prêtent, mais souvent à des conditions de faveur.

Le Canada devrait peut-être suivre leur exemple et envisager divers types de financement à des conditions de faveur. Les bénéficiaires seront probablement beaucoup plus déterminés à réaliser un projet s'ils doivent rembourser une partie de ce qu'ils recoivent.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Voulez-vous conclure, madame Hébert.

Mme Hébert: J'ai fini.

En résumé, il n'est pas nécessaire de modifier fondamentalement nos politiques. Il faut orienter nos efforts de façon plus stratégique en fonction de nos intérêts commerciaux et politiques et en réunissant de façon concertée les divers intervenants du Canada.

Je vous remercie de votre patience.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci.

Je donne la parole à M. Rick Jackson, directeur des programmes internationaux du Congrès du Travail du Canada.

M. Rick Jackson (directeur des programmes internationaux, Congrès du Travail du Canada): Merci beaucoup, monsieur le président.

D'abord, je suis d'accord avec ceux qui ont dit que le comité siège dans un climat international de mondialisation qui vise en réalité à intégrer dans l'économie internationale des milliards de personnes qui n'y ont jamais participé jusqu'à maintenant. Tout compte fait, qui soutiendrait que ce n'est pas une bonne chose? Ça l'est, bien entendu. Il y a une question que je veux aborder ce matin: on effectue l'exercice sans accorder beaucoup d'attention à la dimension sociale, du moins dans la mesure où l'exercice est dicté par le commerce.

I want to focus my remarks this morning on workers' rights and trade, although I also have some thoughts on the role of the Bretton Woods institutions in a globalizing economy, and I will look for an opportunity to interject these, perhaps during the discussion.

The Canadian Labour Congress, which I represent here, has provided its view on the social clause to the committee already. On this occasion I'll try to place things in the context of the Uruguay Round and the future of WTO.

I've just returned from Geneva, where the issue is very much on the front burner at the International Labour Organization. A very active dialogue is going on. More than 100 labour ministers were meeting in Geneva during the past couple of weeks, and the whole notion of the integration of the social clause into the World Trade Organization program was one of the top questions.

Together with the International Confederation of Free Trade Unions, the CLC has been engaged in a massive effort with our counterpart labour organizations in the north and south and east and west during the Uruguay Round to advance the principles of the social clause. At the OECD we worked very closely with the trade union advisory committee, and through that organization CLC President Bob White has played a key role in working with other national labour centres from G-7 countries to promote the social dimension of international economic cooperation. He will be meeting with Mr. Berlusconi in Italy next week to discuss these questions in advance of the Naples Summit.

Throughout the Uruguay Round we consistently argued that the multilateral trade system needs to be underpinned by a commitment to the basic rights of workers to what we call a social clause. You should understand that we have taken this position in concert with the international labour movement and there have been some very sharp debates about free trade and protectionism within our own ranks and through that dialogue.

In the end, however, those debates were resolved by workers from around the globe in favour of the open, multilateral, transparent, rule—driven approach that we trust the new WTO will represent.

We have campaigned for a multilateral approach to the issue of linking workers' rights and trade. Our fundamental reason for adopting this position is that we do not believe that the expected benefits of trade liberalization will trickle down to workers unless we have an enforceable commitment by WTO members to the rights of unions to exist and bargain and to the outlawing of discrimination at work and the most extreme forms of exploitation; that is, forced labour and child labour.

In our experience, wages and other conditions of work tend to lag well behind growth in productivity and exports unless unions are able to bargain freely with employers. We think that companies should not be able to gain competitive advantage by operating in countries where basic workers' rights are denied.

[Translation]

Ce matin, je veux parler surtout des droits des travailleurs et du commerce, même si je veux aussi vous faire part de quelques réflexions sur le rôle des institutions de Bretton Woods dans une économie pleine mondialisation. J'essaierai de le faire au cours de la discussion peut-être.

Le Congrès du Travail du Canada, que je représente ici, a déjà fait part au comité de ses vues sur la clause sociale. J'essaierai aujourd'hui de placer mon intervention dans le contexte de l'Uruguay Round et de l'avenir de l'OMC.

Je reviens tout juste de Genève. La question est sous les projecteurs à l'Organisation internationale du travail, où il se déroule un dialogue très actif. Plus de 100 ministres du Travail se sont réunis à Genève au cours des deux ou trois dernières semaines et l'intégration de la clause sociale dans le programme de l'Organisation mondiale du commerce a été l'un des grands sujets de discussion.

De concert avec la Confédération internationale des syndicats libres, le CTC a lancé, avec nos organisations syndicales soeurs du Nord, du Sud, de l'Est et de l'Ouest, au cours de l'Uruguay Round, une campagne d'envergure pour faire progresser les principes de la clause sociale. À l'OCDE, nous avons collaboré très étroitement avec le comité consultatif syndical par l'entremise duquel le président du CTC, Bob White a joué un rôle clé, en collaboration avec d'autres centres syndicaux nationaux des pays du G-7, pour promouvoir la dimension sociale de la coopération économique internationale. Il rencontrera M. Brusconi en Italie la semaine prochaine pour discuter de ces questions avant le Sommet de Naples.

Pendant toute l'Uruguay Round, nous avons toujours soutenu que le système commercial multilatéral doit s'appuyer sur un engagement envers les droits fondamentaux des travailleurs à ce que nous appelons une clause sociale. Il faut comprendre que nous avons adopté cette position de concert avec le mouvement syndical international et qu'il y a eu des débats très animés sur le libre-échange et sur le protectionnisme dans nos rangs mêmes et pendant toutes les négociations.

En bout de ligne, toutefois, les travailleurs du monde entier ont réglé les discussion en se prononçant en faveur de la démarche ouverte, multilatérale, transparente et réglementaire que nous espérons que la nouvelle OMC représentera.

Nous avons milité en faveur d'une démarche multilatérale en ce qui concerne l'établissement de liens entre les droits des travailleurs et le commerce. Nous avons adopté cette position essentiellement parce que nous ne croyons pas que les retombées prévues de la libéralisation du commerce se rendront jusqu'aux travailleurs, sauf si les membres de l'OMC prennent un engagement exécutoire à l'égard des droits des syndicats d'exister et de négocier et interdisent la discrimination au travail et les formes les plus extrêmes d'exploitation, c'est-à-dire les travaux forcés et le travail des enfants.

Notre expérience nous démontre que les salaires et les autres conditions de travail ont tendance à être très en retard sur la croissance de la productivité des exportations, sauf si les syndicats peuvent négocier librement avec les employeurs. Les entreprises ne devraient pas pouvoir acquérir un avantage concurrentiel en étant actives dans des pays qui rejettent les droits fondamentaux des travailleurs.

In a recent OECD paper entitled "Strengthened Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round", Professor John Jackson then Dispute Settlement Procedures in the Uruguay Round (National Professor Profess noted:

Governments find themselves frustrated in trying to regulate appropriately in situations where international economic behaviour crosses borders, because the perpetrators of such behaviour can sometimes play one nation off against another and develop rival or competitive reductions in regulation rigour. Thus an institutional structure that has the potential to meet these problems and to deal with them in an appropriate and balanced way through mutual cooperation is important.

• 0940

We are not advocating an international minimum wage nor the adoption of the Canada Labour Code by all our trading partners. In fact, we don't think a social clause would make a big difference to the comparative advantage of developing countries that have an abundant supply of labour, although city states like Singapore are fighting hard against the concept.

What we want to put in place is a floor level of basic rights to which everybody could agree. We think Canada should make this a top priority in its international trading policies. The primary beneficiaries of such a policy would be those developing countries that are trying to utilize trade to promote development.

The benefit to industrialized countries' workers would lie in the medium term, as new consumer markets refuelled world trade growth and stimulated employment here. We accept that there will be an inevitable shift of some jobs from north to south, but we demand that this shift include an improvement in the social conditions of those in the south. We have some very specific suggestions regarding what could be in a social clause. We think the clause should take as a point of reference seven highly ratified ILO conventions. They are conventions 87 and 98, freedom of association and the right to organize and collectively bargain; convention 111, discrimination in respect of employment; convention 100, equal remuneration for men and women; convention C-29, forced or compulsory labour; convention 105, abolition of forced labour; and convention 138, which is the minimum age for admission to employment. These conventions are already well recognized. In fact, they have been ratified by more than 100 countries of the world, and they are equally applicable to both rich and poor nations.

We have called for the setting up of an advisory body within the WTO that would periodically review, on the basis of complaint, the application of these principles in law and practice by WTO members. This is something that the ILO does already and would require only a minor adaptation to their procedures. The ILO would make recommendations to the state concerned if problems were deemed to exist, and it could also offer technical assistance. At a later stage, perhaps one or two years later, we would foresee a further report indicating that either the state had resolved the problem, that progress was being made, or that there was no cooperation. In the event of progress being made, we would envisage a further report in two trois ans plus tard. Si le pays en cause ne collabore pas, on le

[Traduction]

Dans une communication récente de l'OCDE intitulée «Streng-John Jackson signalait que:

Les gouvernements essaient en vain de réglementer comme il se doit dans des situations où des comportements économiques internationaux franchissent les frontières parce que les auteurs de ces comportements peuvent parfois amener deux pays à s'affronter et à mettre en oeuvre des allégements rivaux ou concurrentiels des rigueurs de la réglementation. D'où l'importance d'une structure institutionnelle capable de s'attaquer à ces problèmes et de les régler d'une façon appropriée et équilibrée, par la coopération.

Nous ne préconisons pas un salaire minimum international ni l'adoption du Code canadien du travail par tous nos partenaires commerciaux. En fait, nous ne croyons pas qu'une clause sociale aurait beaucoup de poids dans l'avantage comparatif des pays en développement où la main-d'oeuvre abonde, même si des Cités-États comme Singapour mènent une dure lutte contre ce concept.

Nous voulons mettre en oeuvre des droits fondamentaux minimaux sur lesquels tout le monde pourrait s'entendre. Le Canada devrait en faire une des grandes priorités de ses politiques sur le commerce international. Les pays en développement qui essaient de promouvoir le développement par le commerce en seraient les principaux bénéficiaires.

Pour les travailleurs des pays industriels, l'avantage se situerait à moven terme, à mesure que de nouveaux marchés de consommation relanceraient la croissance du commerce mondial stimuleraient l'emploi au Canada. Certains emplois déménageront inévitablement du Nord vers le Sud, mais nous exigeons que ce déplacement entraîne une amélioration des conditions sociales des travailleurs du Sud. Nous avons des suggestions très précises au sujet du contenu possible d'une cause sociale. La clause devrait se fonder sur sept conventions de l'OIT ratifiées par de nombreux pays. Les conventions 87 et 98 portent sur la liberté d'association et le droit de s'organiser et de négocier collectivement. La convention 111 porte sur la discrimination dans le domaine de l'emploi. La convention 100 prévoit une rémunération égale pour les hommes et pour les femmes. La convention C-29 traite du travail forcé ou obligatoire, aboli par la convention 105. La convention 138 porte sur l'âge minimal d'admissibilité à l'emploi. Ces conventions sont déjà très reconnues. Plus de 100 pays les ont ratifiées et elles sont applicables à la fois aux pays riches et aux pays pauvres.

Nous avons demandé l'établissement, à l'OMC, d'un corps consultatif qui examinerait périodiquement, à la suite de plaintes, l'application de ces principes, par les membres de l'OMC, dans la loi et dans la pratique. L'OIT le fait déjà et n'aurait qu'à modifier légèrement ses procédures. L'OIT pourrait présenter des recommandations à l'État en cause si l'on juge qu'il y existe des problèmes, et lui offrir aussi de l'aide technique. Par la suite, un ou deux ans plus tard peut-être, un autre rapport pourrait indiquer que l'État a réglé le problème et que l'on réalise des progrès, ou qu'il n'a pas collaboré du tout. En cas de progrès, il pourrait y avoir un autre rapport deux ou

or three years. In the event of no cooperation, the country would be préviendra que s'il ne collabore toujours pas après un an ou deux, or two, the case would be referred to the WTO council for mesures commerciales possibles. consideration of possible trade measures.

We think such a procedure would offer the necessary clarity and predictability. It builds on the long-established competence of an existing specialized international agency, the ILO, Such a procedure would provide adequate time for negotiations. It avoids the danger of heavyweight trading powers trying to dictate terms for market access to small countries. Best of all, it is even-handed as it introduces universal rules applied on a universal basis. For example, I could see questions arising about the so-called right-to-work states in the United States and the practices of some industrialized countries with regard to treatment of migrant workers in Europe just as easily as questions about practices in some developing countries. The Marrakesh meeting referred this issue to the preparatory committee.

I believe consensus will occur if we can help developing countries resolve their reservations about linkage. I think Canada is particularly well placed to play this role. We are not seen as particularly protectionist traders. We have demonstrated commitment to trade and development.

In the immediate future, the OECD could help by fostering a dialogue within developing countries on this issue. In a meeting last week in London, the Commonwealth Secretary General asked Bob White for assistance in fostering a dialogue within the Commonwealth on the social dimension. This could be another important forum.

The most tragic legacy of the past 10 years of neo-liberal economic thinking and structural adjustment, which Lech Walesa once called "shock therapy without the therapy", has been an abandonment of the social dimension by many governments, some by choice and some through force. The result is a kind of moral anarchy and a dangerous alienation of people from democratically elected governments.

There are now signs that a welcome change is under way. The IMF and World Bank now want to talk to workers. They are inviting client governments to consult with social partners. There must be a framework for these discussions. We think the social clause provides an important vehicle. We think there is no reason for Canada to fail in promoting this concept. The CLC commends it to the committee and to the government.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Mr. Jackson. I'd like to call upon Mr. Ted English, adjunct professor, Centre for Trade Policy and Law, Carleton University, Ottawa. Welcome, Mr. English.

Mr. Ted English (Adjunct Professor, Centre for Trade Policy and Law, Carleton University): Mr. Chairman, I really appreciate the opportunity to participate in this occasion, because I think you are focused on the most central questions of Canadian foreign policy on these dates.

[Translation]

warned that if there was continuing to be no cooperation after a year l'affaire sera soumise au conseil de l'OMC qui envisagera des

Nous croyons qu'une telle façon de procéder serait claire et prévisible, comme il se doit. Elle s'appuierait sur la compétence établie depuis longtemps d'un organisme international spécialisé qui existe déjà, soit l'OIT, et laisserait suffisamment de temps pour négocier. Elle permettrait d'éviter un danger, soit que de grandes puissances commerciales essaient d'imposer à de petits pays des conditions d'accès au marché. Le meilleur dans tout cela, c'est son impartialité, car elle met en oeuvre des règles universelles appliquées de façon universelle. Je verrais très bien, par exemple, surgir des questions au sujet des États du droit au travail aux États-Unis et des pratiques de certains pays industriels en ce qui concerne le traitement des travailleurs migrants en Europe, ainsi qu'au sujet des pratiques en vigueur dans certains pays en développement. Le comité préparatoire a été saisi de la question à la suite de la réunion de Marrakesh.

Il y aura consensus si nous pouvons aider les pays en développement à laisser tomber leurs réserves au sujet de l'aide liée. Le Canada est particulièrement bien placé pour jouer ce rôle. Nous ne sommes pas considérés comme particulièrement protectionnistes. Nous avons fait preuve de notre engagement envers le commerce et le développement.

À court terme, l'OCDE pourrait aider en favorisant un dialogue sur la question dans les pays en développement. Au cours d'une réunion qui a lieu la semaine dernière à Londres, le secrétaire général du Commonwealth a demandé à Bob White de l'aider à lancer, dans les pays du Commonwealth, un dialogue sur la dimension sociale. Il pourrait s'agir d'une autre tribune importante.

Le legs le plus tragique des dix dernières années de pensée économique néo-libérale et d'adaptation structurelle, que Lech Walesa a déjà qualifié de «traitement de choc sans le traitement», a été l'abandon de la dimension sociale par de nombreux gouvernements: certains l'ont fait librement, d'autres y ont été forcés. Il en découle une anarchie morale et une aliénation dangereuse de la population face aux gouvernements élus démocratiquement.

Tout semble indiquer maintenant qu'un heureux changement est amorcé. Le FMI et la Banque mondiale veulent maintenant parler aux travailleurs et invitent leurs gouvernements clients à consulter leurs partenaires sociaux. Ces discussions doivent se dérouler dans un cadre. La clause sociale est un moyen important et il n'y a aucune raison pour que le Canada échoue dans la promotion de ce concept. Le CTC le recommande au comité et au gouvernement.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur Jackson. Je passe maintenant la parole à M. Ted English, professeur auxiliaire au Centre de droit et politique commerciale de l'Université Carleton d'Ottawa. Bienvenue, monsieur English.

M. Ted English (professeur auxiliaire, Centre de droit et politique commerciale, Université Carleton): Monsieur le président, je suis vraiment heureux de l'occasion qui m'est offerte de participer au débat parce que je crois que le comité se penche sur les aspects les plus importants de la politique étrangère du Canada à l'heure actuelle.

I haven't any notes to read. I'm speaking from notes, like lecturers at universities often do. You will stop me if I'm too long. I have rather short notes, but you know how it goes.

Let me start by saying I think there are certain points that need to be underlined, arising out of what we have heard but de ce que nous avons entendu, mais aussi pour présenter mes also relevant to the introduction to my other comments. One is we are living in a world where we have both regional and multilateral initiatives and institutions in place. This has not come about because of any agreement in principle to have them; it has come about because they have grown up out of the will of groups of countries.

The answer must be they had purposes to serve that could be served better by regional—and others by multilateral—objectives. I would prefer to start with the assumption that these can and should be complementary. When the GATTs began there were 23 members. Now there are — what is it — 120? It's just a much more complicated world to deal with purely on multilateral grounds.

That does not mean I am not fully in favour of the new WTO. It's just the limitations on what you can do in that large a body must be recognized, and we must do complementary things that can achieve results to the same end. That's my basic point about tying together some of the comments I've heard.

As far as the Pacific is concerned, I'm using this as a major area of illustration, because that is what I'm spending most of my time on and have been for some years, but also because it happens to be the most strikingly dynamic case of the kind of regionalism that is relevant to my original comment. In other words, it's not a closed regionalism, but an open regionalism.

What does that mean? You have to start by the statement that it is the only region where major developed and developing countries have registered most impressive growth in recent times, but also have registered an interest—and it's by no means fully and clearly defined, but it's a strong interest—in regional initiatives of an open and multilateral kind.

It's the wave of the present and the future we're looking at here. It doesn't mean other countries are not going to join that wave, but it will be awhile in Africa and it will come sooner, as it is, in Latin America. That's the first point.

The region also offers an especially significant and promising opportunity for integration of major economies that are shifting to greater reliance on market forces and international trade and investment links. I do underline in everything I say that trade and investment have become inseparable partners, whether we like it or not. Most people seem to like it. The developing countries decided owing money to banks was less desirable than owing money to people who could send them technology. Pardon the comment, but that's the way it has come about.

[Traduction]

Je n'ai pas de texte à lire. Je vous parle de mémoire, comme le font souvent les chargés de cours à l'université. Arrêtez-moi si je prends trop de temps. Mes notes sont plutôt courtes, mais vous savez comment ca se passe.

D'abord, il y a certains points qu'il faut souligner à la suite autres observations. Nous vivons dans un monde d'initiatives et d'institutions régionales et multilatérales qui émanent non pas d'une entente de principe mais plutôt de la volonté de groupes de

Ces institutions devaient avoir un rôle à jouer qui pouvait être mieux servi par des objectifs régionaux—et multilatéraux dans d'autres cas. Je préfère partir de l'hypothèse selon laquelle ces objectifs peuvent et doivent être complémentaires. À l'origine, le GATT comptait 23 membres. Il en compte maintenant 120 environ. Le monde est beaucoup plus compliqué et l'on ne peut agir selon des motifs purement multilatéraux.

Cela ne signifie pas que je n'appuie pas sans réserve la nouvelle OMC. Il faut toutefois reconnaître les limites de ce qu'il est possible de faire dans un organisme aussi important et nous devons faire des choses complémentaires qui peuvent donner des résultats. Voilà essentiellement ce que je voulais dire en parlant d'établir un lien entre certaines observations que j'ai entendues.

J'utilise la région du Pacifique comme exemple principal non seulement parce que i'v consacre la maieure partie de mon temps depuis des années, mais aussi parce qu'il s'agit de l'exemple dynamique le plus frappant du genre de régionalisme qui a trait à mon observation initiale. Autrement dit, il s'agit non pas d'un régionalisme fermé, mais d'un régionalisme ouvert.

Ou'est-ce que cela signifie? D'abord, il s'agit de la seule région où d'importants pays industriels et en développement ont enregistré une croissance des plus impressionnantes ces dernières années et s'intéressent aussi-loin d'être entier et clairement défini, leur intérêt est quand même vif-à des initiatives régionales ouvertes et multilatérales.

C'est la vague d'aujourd'hui et de demain que nous voyons ici. Cela ne signifie pas que d'autres pays ne se joindront pas à cette vague, mais il faudra encore un peu de temps à l'Afrique et cela se produira plus rapidement en Amérique latine. Voilà pour mon premier point.

La région offre aussi des possibilités particulièrement importantes et prometteuses d'intégration d'économies importantes qui commencent à compter davantage sur les forces du marché, le commerce international et l'investissement. Je souligne dans tout ce que je dis que le commerce et l'investissement sont devenus des partenaires indissociables, que cela nous plaise ou non. Cela semble plaire à la plupart des gens. Les pays en développement ont décidé qu'il était moins souhaitable de devoir de l'argent aux banques qu'aux gens qui peuvent leur envoyer de la technologie. Vous me pardonnerez cette observation, mais c'est ce qui se passe.

These countries include not just little countries; they include Russia. This last is an underemphasized point, because decentralization in Russia may turn out to be even more important than decentralization in Canada, on economic grounds.

Canada's interests are basically in two objectives. The first is largest economies in the world are the United States, one; Japan, two; and China, three. China has just moved ahead of Germany and is by some measurements well ahead. Of course aggregate terms those are the three largest economies.

• 0950

The second point is that there is a need for building consensus among the smaller economies that can influence these and other larger economic powers to accommodate the interests of the collectively influential partners in the region.

If you don't think they are collectively influential, look at what they are trying and have sometimes succeeded in doing. These include the ASEAN states, which make a point of trying to act together to this end, and there are 350 million people there. They include Korea, which for its size is abnormally active in new ideas—I can give you examples, if you want—and the other east Asian NIEs. In terms of quality of performance, take a good look at Taiwan and certainly Hong Kong. Then there's Mexico, which has had the courage to do things that most Latin American countries haven't dreamed of doing, that is, unilaterally reduce its protection and join the evil Americans in an economic enterprise, their erstwhile feared neighbours.

Canada should, I think, and here I may differ a little bit Japan and ASEAN, you'll get some further basis for my judgment.

[Translation]

Il ne s'agit pas uniquement de petits pays: je parle par exemple de China, the Indo-Chinese states and the eastern Siberian part of la Chine, des États de l'Indochine et de la Sibérie. Dans ce dernier cas, on n'insiste pas suffisamment parce que la décentralisation en Russie pourrait se révéler encore plus importante qu'au Canada sur le plan économique.

Deux objectifs intéressent essentiellement le Canada. Il y a fostering better economic relations with the three largest d'abord l'amélioration des relations économiques avec les trois economies of the region and of the world. By the modern World économies les plus importantes de la région et du monde. Selon Bank measurement—it's based on purchasing power parity, les critères modernes de la Banque mondiale—qui sont fondés which means more than any other comparison—the three sur la parité du pouvoir d'achat, plus révélatrice que toute autre comparaison—les trois économies les plus importantes du monde sont, dans l'ordre, celles des États-Unis, du Japon et de la Chine. La Chine vient tout juste de dépasser l'Allemagne et it's not the same kind of country at all, but that's not the point. In elle a pris beaucoup d'avance à certains égards. Bien entendu, ce n'est pas le même genre de pays, mais là n'est pas la question. Dans l'ensemble, ce sont les trois économies les plus importantes.

> Deuxièmement, il faut dégager un consensus entre les économies de moindre taille qui peuvent influer sur ces grandes puissances économiques et sur d'autres aussi pour les amener à tenir compte des intérêts des partenaires qui ont une influence collective dans la

> Si vous ne pensez pas que ces pays ont une influence collective, regardez ce qu'ils essaient de faire et ce qu'ils ont parfois réussi à faire. Je pense notamment aux États de l'ANASE qui soulignent qu'ils essaient de faire front commun à cette fin et comptent 350 millions d'habitants. Ces pays comprennent la Corée qui, compte tenu de sa taille, est anormalement novatrice—je peux vous donner des exemples, si vous en voulez-et les nouvelles économies industrielles de l'Est asiatique. Quant à la qualité des résultats, regardez Taiwan et, bien sûr, Hong Kong, Il v a le Mexique, qui a eu le courage de faire ce que la plupart des pays d'Amérique latine n'ont même pas rêvé de faire en réduisant unilatéralement sa protection et en se joignant aux méchants Américains, leurs voisins autrefois craints, dans une entreprise économique.

Le Canada devrait à mon avis-et là je ne suis peut-être with Keith, at least in the short run, resist any hegemonic pas tout à fait d'accord avec Keith-résister, au moins à court tendency in the U.S. There is some danger that the U.S. will terme, à toute tendance dominatrice des États-Unis. Les Étatsfeel more like a hegemon again, just at a time when it ought to Unis risquent de céder de nouveau à l'envie de dominer au be learning better, if we have a complete western hemisphere moment même où ils devraient tirer de meilleures lecons, si union. I can see them using that as a basis for being tough with nous souhaitons l'unité totale de l'hémisphère occidental. Je Japan and China in ways that would be counter-productive for vois très bien les États-Unis adopter la ligne dure avec le Japon most of us. I would urge us at least go slowly on the further et la Chine, de telles façons que ce serait contreproductif pour expansion of NAFTA for the next few years until the U.S. la plupart d'entre nous. Je nous exhorte à agir au moins avec realizes that nobody can really be a hegemon in the old 1950s prudence quant à l'expansion future de l'ALÉNA au cours des sense any more. There is too big a team to be kept together, prochaines années, jusqu'à ce que les États-Unis se rendent That is perhaps a radical view amongst some of you, but I think compte que personne ne peut plus vraiment dominer comme it's worth thinking about. If you go and ask questions in China and cela se passait à la belle époque des années 50. L'équipe est trop grosse pour rester unie. Ces propos sont peut-être radicaux pour certains d'entre vous, mais il vaut la peine d'y réfléchir. Si vous posez des questions en Chine, au Japon et dans d'autres pays de l'ANASE, vous obtiendrez d'autres réponses qui justifieront ma position.

The order of the day would seem to favour a coalition-building strategy in the Pacific, probably based on APEC, the Asia Pacific Economic Community, as they are seeking to call it. The word "community" has now become more acceptable because the Chinese definition is being used and it means family.

It might take the form of PAFTA, the Pacific Free Trade Association, as recommended by the Eminent Persons Group, whose report I hope you've read. If you have not, I would urge you to read it because it represents the effort at forward—thinking about where that organization is going. Alternatively, and here I'm cautious, you could rely on specific packages of policy proposals that could be offered to the rest of the world either on an unconditional or conditional MFN basis.

I wish to emphasize the specifics of Canadian initiatives here before going on to any further comment, if I have time, on Canada's role within APEC.

The Canadian initiatives that have come up in discussions we've had in the Pacific amongst economists and others, which should be considered serving our interests and also those of regional partners and of multilateral institutions, include the following: one, support for proposals that would encourage a more equal role for Pacific countries, especially those of east Asia, in the formulation of multilateral policies and international multilateral agreements affecting the flow of trade, investment and technology. Those three elements cannot be separated any more. They are inevitably interrelated. All you have to look at is the fuss over intellectual property every time you turn around to know that this is so.

To date, such initiatives have been preponderantly the result of U.S.-European agreements, as was the last stage of the Uruguay Round, and have thus failed to accommodate the interests of others, while encouraging a free rider attitude in east Asia that neglects the longer-term multilateral aims especially of developing and transforming economies.

Secondly, Canadians should support early admission of China and Taiwan to GATT and the WTO; in the case of Taiwan on the basis that now affords Hong Kong a separate identity in such an organization as a separate customs regime, which it will remain during the next 50 years. At least, it is supposed to.

[Traduction]

L'ordre du jour semble favoriser une stratégie de coalitions dans le Pacifique, probablement fondée sur l'APEC, soit la Communauté économique Asie-Pacifique. C'est ainsi que les pays membres veulent appeler cet organisme. Le mot «communauté» est maintenant plus acceptable parce qu'on utilise la définition chinoise qui veut dire famille.

Tout cela pourrait devenir l'ALÉP, soit l'Association de libre-échange du Pacifique, comme l'a recommandé le Groupe de personnalités éminentes, dont j'espère que vous avez lu le rapport. Sinon, je vous exhorte à le faire parce qu'il est le fruit d'un effort de réflexion prospective sur l'orientation de cette organisation. Par ailleurs, et je me montre prudent ici, on pourrait s'en remettre à des propositions stratégiques précises que l'on pourrait présenter au reste du monde en fonction du principe de la NPF, avec ou sans conditions.

J'insiste sur les détails d'initiatives canadiennes avant de vous parler plus en détail, si j'en ai le temps, du rôle du Canada au sein de l'APEC.

Parmi les initiatives canadiennes dont il a été question au cours des discussions que nous avons eues dans la région du Pacifique entre économistes et avec d'autres intervenants et qui appuient nos intérêts et ceux de nos partenaires régionaux et d'institutions multilatérales, je mentionnerai les suivantes: d'abord, l'appui des propositions qui permettraient aux pays du Pacifique, et particulièrement à ceux de l'Est asiatique, d'intervenir davantage sur un pied d'égalité dans la formulation de politiques multilatérales et d'accords multilatéraux internationaux relatifs au commerce, à l'investissement et à la technologie. Ces trois volets ne peuvent plus être séparés et ils sont inévitablement interreliés. Il suffit de regarder tous les problèmes de propriété intellectuelle qui surgissent chaque fois qu'on pose le moindre geste pour savoir que c'est vrai.

Jusqu'à maintenant, ces initiatives émanent surtout d'accords conclus avec les États-Unis et l'Europe, comme dans le cas du demier stade de l'Uruguay Round. Elles n'ont pas tenu compte des intérêts d'autres intervenants tout en encourageant, dans l'Est asiatique, une attitude de parasite qui ne tient pas compte des buts multilatéraux à long terme des pays en développement et en pleine transformation surtout.

Deuxièmement, les Canadiens devraient appuyer l'admission rapide de la Chine et de Taiwan au GATT et à l'OMC. Dans le cas de Taiwan, ce serait parce que Hong Kong a maintenant une identité distincte au sein d'une telle organisation, un régime douanier distinct qui le demeurera pendant les 50 prochaines années. C'est du moins ce qui est prévu.

• 0955

Third, we should direct more bilateral initiatives toward Japan and toward policy-oriented research in topics of mutual interest, but also of wider regional and global concerns in which Canada and Japan should have parallel or at least complementary interests and objectives.

Troisièmement, il faudrait orienter davantage d'initiatives bilatérales vers le Japon et vers la recherche stratégique sur des sujets d'intérêt mutuel mais aussi d'intérêt régional et mondial plus étendu, où le Canada et le Japon devraient avoir des intérêts et des objectifs parallèles, ou du moins complémentaires.

These include the identification of potential regional or wider initiatives in resource conservation and other environmental policies and practices. On the home front, the Japanese have a pretty good record on environment and we should remember that. When they get in their overseas activities, the treatment of forests is hardly what you'd admire, but at home they have quite a different practice.

Here's one I'd like to underline because of the focus of this whole group: proposals for the improvement of data systems in such areas as foreign direct investment, portfolio investment and services trade. A great many misunderstandings occur because we have very weak data on some or all of these areas. For example, the Americans only recently discovered, thanks to Canadians, that trade in surplus half as big as their goods deficit because they got around to using our standards of measurement. I believe that's the correct way of putting it. It can be part of a real controversy when you don't have the data right.

We have a big advantage, if we want to use it, in a rather odd form of aid because we have one of the best statistical agencies in the world. Why don't we get collective support for their efforts to improve the data systems in the three areas I mentioned? In the Pacific you have countries that are more developing and transforming countries that need to make these changes more urgently than most other countries do. Most other countries have simpler trade patterns for the time being and need this kind of correction in basic data a little less.

Present conditions affecting the resolution of such issues are affected adversely by the lack of resources available for joint Canada—U.S., Canada—Japan initiatives, since neither CIDA nor other development—oriented fund sources are available for Canadian institutions seeking to match Japanese sources available for the support of joint efforts. We need to have more capacity to work with the Japanese at the policy research level.

Other more purely bilateral interests, such as those involving the complementary interests and capabilities of Japan and Canada in the development of resource sectors in eastern Siberia, for example, and western China should also be considered as part of any policy study agenda. I know many Canadian companies are very interested in resource development in Siberia. There's a big infrastructure problem there, and maybe we can help with that too.

Given the political constraints affecting Japan–Russia relations at present, a similar project might be contemplated as a priority for joint effort between Canada and South Korea.

[Translation]

Ces initiatives comprennent la définition d'initiatives régionales ou plus générales possibles de conservation des ressources, ainsi que d'autres politiques et pratiques environnementales. Chez eux, les Japonais ont un bilan assez reluisant dans le domaine de l'environnement, il ne faut pas l'oublier. À l'étranger, leur façon de traiter les forêts est loin d'être admirable, mais chez eux, leur attitude est tout à fait différente.

Voici un aspect que j'aimerais souligner à cause de l'orientation du groupe au complet: je veux parler des propositions qui visent à améliorer les systèmes de données sur des domaines comme l'investissement direct étranger, l'investissement de portefeuille et le commerce des services. Les malentendus sont nombreux à cause des lacunes que présentent nos données sur une partie ou l'ensemble de ces régions. Par exemple, les Américains viennent de découvrir, grâce aux Canadiens, que l'excédent commercial atteint la moitié de leur déficit sur le plan des marchandises parce qu'ils ont fini par utiliser nos systèmes de mesure. Je crois que c'est la bonne façon de le dire. Lorsqu'on n'a pas les bonnes données, cela peut causer de véritables controverses.

Si nous voulons l'utiliser, nous avons un avantage important qui prend une forme d'aide un peu bizarre parce que nous avons une de meilleures agences statistiques au monde. Pourquoi ne pas appuyer collectivement les efforts d'amélioration des systèmes de données dans les trois régions dont j'ai parlé? Dans la région du Pacifique, il y a des pays qui se développent et se transforment davantage et où il est plus urgent d'apporter les changements en question que dans la plupart des autres pays où les tendances commerciales sont plus simples pour le moment et qui ont un peu moins besoin d'une telle correction des données de base.

Le manque de ressources disponibles pour des initiatives conjointes Canada-États-Unis et Canada-Japon affecte défavorablement la conjoncture actuelle qui influe sur le règlement de ces questions. En effet, ni l'ACDI ni d'autres bailleurs de fonds de développement ne peuvent mettre de l'argent à la disposition des institutions canadiennes qui cherchent à fournir autant d'argent que les bailleurs de fonds japonais prêts à appuyer les efforts conjoints. Il faut augmenter notre capacité de travailler avec les Japonais au niveau de la recherche stratégique.

Tout programme d'études stratégiques devrait aussi tenir compte d'autres intérêts plus essentiellement bilatéraux, comme les intérêts et les capacités complémentaires du Japon et du Canada dans la mise en valeur des secteurs des ressources de l'Est de la Sibérie, par exemple, et de l'Ouest de la Chine. Je sais que la mise en valeur des ressources en Sibérie, où il y a un énorme problème d'infrastructure, intéresse vivement beaucoup d'entreprises canadiennes. Nous pouvons peut-être aider à cet égard aussi.

Étant donné les contraintes politiques qui influent actuellement sur les relations russo—japonaises, on pourrait peut—être envisager d'accorder la priorité à un projet conjoint semblable entre le Canada et la Corée du Sud.

With reference to the other transforming economies of the east-Asian region, Canada has some advantage as a partner for the Indo-Chinese economies in identifying policy priorities because we have French-speaking people. But these can be more easily pursued through development assistance agencies as they are still developing countries.

I'll leave the page I have on APEC. I've given a general direction to that and we can come back to it later.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I think you'll have an opportunity to produce those ideas and others in the course of the discussion.

Finally, we turn to Mr. Michael Maila, executive vice-president and senior credit officer from the Bank of Montreal, Toronto.

Mr. Michael Maila (Executive Vice-President and Senior Credit Officer, Bank of Montreal): I appreciate the opportunity of participating in the committee's deliberations today. My perspective will be a personal one, that of an economist and a banker who has worked with the governments of some of the developing economies on their external debt problems over the past few years.

The focus of my remarks will be on the finance side of the agenda for this session. One of the points I'd like to make is that, in my view, the trade portion of the agenda is critical in determining how effective the finance side can be. I would argue that the trade regime, the investment regime and the exchange—rate mechanism are really critical in ascertaining exactly what we would be asking the international financial institutions, the IFIs, to do going forward.

• 1000

It's important to settle that issue or develop a consensus around the trade-investment-exchange regime issue before we can ask the IFIs to do a better job of implementing their mandate within that regime.

In terms of the international financial institutions, I would agree that the record has been mixed at best. We have heard a litany of criticisms relating to duplication, excessive costs, inefficiency, lack of transparency, insufficient accountability—perhaps not as much good governance as one would expect.

It seems to me that it should be the first item on the reform agenda that Canada should support going forward as it continues to support these institutions.

I can envisage a two-track reform agenda for these institutions. I'm thinking here primarily of the IMF and the World Bank and its affiliates.

The first track would be to deal, perhaps in the short and medium terms, with inefficiencies and duplications. What I have in mind is effectively dealing with overlapping mandates. We have ample examples of overlapping mandates as between the World Bank efforts, for instance, in eastern Europe and Russia and the EBRD. We have overlaps between the IMF and the World Bank. We have overlaps between the IMF and the International Finance Corporation.

[Traduction]

Quant aux autres économies en pleine évolution de la région de l'Est asiatique, le Canada a certains avantages à offrir comme partenaire des économies indochinoises dans l'établissement de priorités stratégiques parce que nous avons des ressources francophones. On pourra peut-être exploiter ces possibilités plus facilement par l'entremise d'agences d'aide au développement, car il s'agit toujours de pays en développement.

Je vais vous laisser la page que j'ai sur l'APEC. Je vous ai décrit l'orientation générale à ce sujet et nous pourrons y revenir plus tard.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je crois que vous aurez l'occasion de présenter ces idées, et d'autres aussi, au cours de la discussion.

Enfin, nous donnons la parole à M. Michael Maila, premier vice-président et chef du crédit de la Banque de Montréal à Toronto.

M. Michael Maila (premier vice-président et chef du crédit, Banque de Montréal): Je vous remercie de me donner l'occasion de participer aux délibérations d'aujourd'hui. Je vais vous présenter mon point de vue personnel d'économiste et de banquier qui a travaillé récemment avec les gouvernements de certains pays en développement pour les aider à régler leurs problèmes de dette extérieure.

Mes remarques porteront sur l'aspect financier de l'ordre du jour de la séance en cours. La partie commerciale du programme est critique lorsqu'il s'agit de déterminer l'efficacité de la partie financière. Je pourrais prétendre que le régime commercial, le régime d'investissement et le mécanisme du change jouent en réalité un rôle critique lorsqu'il s'agit de déterminer exactement ce que nous demanderions aux institutions financières internationales de faire pour aller de l'avant.

Il importe de régler la question ou de dégager un consensus sur le régime de commerce, d'investissement et de change avant de demander aux IFI de mieux s'acquitter de leur mandat dans le cadre de ce régime.

Quant aux institutions financières internationales, j'admets que leur bilan est tout au mieux mitigé. Nous avons entendu toute une série de critiques portant sur le double emploi, les coûts excessifs, l'inefficience, le manque de transparence, l'insuffisance de la reddition de comptes—on a aussi dit que la direction de ces institutions n'était peut-être pas aussi bonne que ce à quoi on pourrait s'attendre.

Cela devrait être le premier élément de la réforme que le Canada devrait appuyer en continuant d'appuyer ces institutions.

Je peux entrevoir un programme à deux volets de réforme de ces institutions. Je pense surtout au FMI, ainsi qu'à la Banque mondiale et à ses affiliées.

Le premier volet consisterait à régler, à court et à moyen terme peut-être, les problèmes d'inefficience et de double emploi. Je pense particulièrement à régler efficacement le problème des mandats qui se chevauchent. Les exemples de chevauchement de mandats entre les efforts de la Banque mondiale, par exemple, et ceux de la BERD en Europe de l'Est et en Russie ne manquent pas. Il y a chevauchement entre le FMI et la Banque mondiale, ainsi qu'entre le FMI et la Société financière internationale.

What it comes down to is really the Canadian taxpayers' money. Is there a way of getting the same job done with fewer dollars?

The objective of having more transparency in terms of bringing a plurality of perspectives to bear on some of the management approaches these institutions have taken in the past is also part of that, to make them more accountable to the social and environmental dimensions, where of course one has to recognize the progress made in recent years on that front.

The second track of the reform agenda is perhaps more medium to long term. It has to do with redefining the mandate of these institutions. In many ways, at age 50 both have reached something of a mid-life crisis. It is unfair to criticize the management of these institutions, in my view, without painting for them a vision of what we're trying to do on the trade-investment side and on the exchange rate regime.

There is no consensus at the moment. Some more work needs to be done in outlining precisely what the expectations are. Having dealt with the short-term problems of inefficiency and cost, we need to be much clearer with those institutions.

By "we", I'd like to advocate perhaps a more inclusionary or concerted approach. Whereas in the past the G-7, and perhaps the G-3, have had a preponderant influence on these institutions, perhaps the time has come to embrace the developing countries in a review of the agenda going forward. After all, we are talking about their development objectives.

In closing, I'd like to go back to how we define the role of these institutions under that vision where we have ascertained some rules of the game in terms of how the trade regime is going to work, what the investment tools are, and what the exchange rate mechanism might do.

Under that scenario, perhaps we could have the IMF de-emphasize its lending activity and act more as a surveillance or monitoring or research or advisory mechanism, leaving more of the lending to the other development banks.

Under that scenario, what would we be focusing on; what would we be asking those institutions to do?

I would submit two things.

The first continues to be, first and foremost, poverty alleviation and, broadly speaking, fostering development—understood broadly not just in terms of the conventional economic and financial indicators, but more broadly to include social and environmental ones.

The second objective coming in from the finance side would be to recognize that these institutions should not be seen as the permanent wards for developing countries in difficulty. Their function should truly be to enhance access by public and private sector entities in those countries to the international capital markets. There we have seen in the recent past how some countries have emerged from the debt crisis and have begun to reap the benefits of accessing a whole menu of financing

[Translation]

En bout de ligne, la question porte en réalité sur l'argent des contribuables canadiens. Y a-t-il un moyen de faire le même travail avec moins d'argent?

L'objectif qui consiste à améliorer la transparence en appliquant de nombreuses perspectives à certaines stratégies de gestion que ces institutions ont suivies dans le passé en fait aussi partie. On veut aussi les obliger à rendre davantage compte des dimensions sociales et environnementales, mais il faut bien entendu reconnaître les progrès réalisés récemment dans ce domaine.

Le deuxième volet du programme de réforme porte peut-être davantage sur le moyen et le long terme. Ce volet vise à redéfinir le mandat de ces institutions. À de nombreux égards, ces deux institutions vivent en quelque sorte une crise de la cinquantaine. Il est injuste d'en critiquer les dirigeants sans leur brosser un tableau de ce que nous essayons de faire dans le domaine du commerce, de l'investissement et du change.

Il n'y aucun consensus pour le moment. Il reste encore du travail à faire pour décrire précisément les attentes. Après avoir réglé les problèmes à court terme que constituent l'inefficience et les coûts, il nous faudra être beaucoup plus clairs avec ces institutions.

Lorsque je dis «nous», c'est que je veux préconiser une stratégie fondée davantage sur l'inclusion ou la concertation. Les pays du G-7, et peut-être ceux du G-3, ont toujours dominé ces institutions, mais le moment est peut-être venu d'y accueillir les pays en développement dans le cadre d'un examen du programme de l'avenir. Après tout, nous parlons de leurs objectifs de développement.

En terminant, je veux revenir sur la définition du rôle de ces institutions dans le cadre de cette vision où nous avons établi des règles du jeux sur le fonctionnement du régime commercial, sur les moyens d'investissement et sur ce que pourrait faire le mécanisme du change.

Dans ce scénario, nous pourrions peut-être amener le FMI à insister un peu moins sur ses activités de prêt et à agir davantage comme organe de surveillance, de contrôle, de recherche ou de consultation et à laisser davantage les autres banques de développement s'occuper de prêts.

Dans ce scénario, sur quoi faut-il concentrer notre attention? Que demanderions-nous à ces institutions de faire?

Deux choses à mon avis.

Il faut d'abord et avant soulager la pauvreté et, sur un plan plus général, stimuler le développement en général, non seulement sur le plan des indicateurs économiques et financiers classiques, mais aussi sur celui des indicateurs sociaux et environnementaux.

Le deuxième objectif, qui provient du côté des finances, serait de reconnaître qu'il ne faut pas considérer les institutions en question comme les gardiens permanents des pays en développement qui sont en difficulté. Leur rôle devrait vraiment être d'améliorer l'accès aux marchés financiers internationaux pour les entités des secteurs public et privé des pays en question. Nous avons vu récemment comment certains pays ont surmonté la crise de l'endettement et ont commencé à recueillir

options, be it direct foreign investment, be it portfolio investment by les retombées de l'accès à tout un menu d'options financières, qu'il way of bond issues or other types of financial instruments, or bank s'agisse d'investissements étrangers directs, d'investissements de financing with a view to ensuring that there is a balanced access going forward.

1005

What we have learned in the past is that access is critical, sustainable access to capital markets is what makes developing countries take off on the development path, not stop-go, not permanent reliance on one source, like bank financing for a while, or the IFIs for a while. Therefore their mandate, in my view. should include restoration and enhancement of sustainable access for developing countries to the international capital markets. Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Mr. Maila. That concludes our portion of the morning dealing with the presentations from our participants. I wish to thank them for their contribution and their diligence in dealing with the subject-matter we have for discussion.

It is noticeable that the international financial institutions have played an important role in the past; no one has urged that they be jettisoned. There has been considerable desire to see them reformed, and certain guidelines have been laid out as to the direction of these reforms. We've had on the trade side, of course, an emphasis on the WTO and the growth of regional trade organizations, and of course Mr. Jackson introduced the question of including, in trade negotiations and in the trade systems, the social conditions of workers throughout the world. Now we're ready for an exchange and I call upon Mr. Graham to lead off.

Mr. Graham (Rosedale): Thank you, Mr. Chairman. I wonder if I could try to tie a common problem together with a couple of the panellists and be a bit of a "contrarian" with a view to challenging where we're going. Both Mr. Jackson and Mr. Christie made reference to the need for transparency, clear rules that we can live with in multilateral institutions, and put the emphasis on the enforceability of those rules. I would like to test you and the other members of the panel about the degree to which you think the institutions of world governance are actually going. . . whether we really can rely upon the enforceability of rules such as you suggest.

I would suggest to you that if we look at the history of the GATT, at least up until now, it has not had enforceable rules. I mean, even Canada has been able to avoid the ice-cream and yoghurt case decision for over seven years and a big power like the United States has flaunted decisions of the GATT.

There are new institutions in place, but look at NAFTA, which is supposed to be better, and we have hot softwood lumber, we have pork, we have in fact the situation where determined powers, usually larger ones, can move the goal post when they want to or not accept the enforceability of rules.

[Traduction]

portefeuille sous forme d'émissions d'obligations ou d'autres instruments financiers, ou de financement bancaire, qui visent à assurer un accès équilibré.

Nous avons appris dans le passé que l'accès est crucial et que c'est l'accès durable aux marchés financiers qui permet aux pays en développement de se lancer dans la voie du développement et d'éviter d'avancer par secousses, et non le fait d'avoir à compter en permanence sur une source, comme le financement bancaire, pendant une certaine période ou sur les IFI pendant une autre. Le mandat de ces institutions devrait donc comprendre le rétablissement et l'amélioration, pour les pays en développement, d'un accès durable aux marchés financiers internationaux. Merci, monsieur le président.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur Maila. Cela met fin aux exposés des témoins ce matin. Je remercie les témoins de leur contribution et de la diligence avec laquelle ils ont traité de la question à l'étude.

Les institutions financières internationales ont certainement joué un rôle important dans le passé et personne n'a recommandé de les liquider. On souhaite ardemment les réformer et l'on a établi des lignes directrices sur l'orientation de ces réformes. Du côté du commerce, on a bien sûr mis l'accent sur l'OMC et la croissance des organisations commerciales régionales. M. Jackson a, bien entendu, abordé la question de tenir compte, dans les négociations commerciales et les systèmes commerciaux, de la conjoncture sociale des travailleurs du monde entier. Nous sommes maintenant prêts pour un échange de vues et je demande à M. Graham de commencer.

M. Graham (Rosedale): Merci, monsieur le président. Je vais essayer d'établir avec deux ou trois témoins un lien à l'égard d'un problème commun et d'agir un peu en «avocat du diable» afin de remettre en question notre orientation. M. Jackson et M. Christie ont tous deux parlé du besoin de transparence, de règles claires avec lesquelles pourront vivre les institutions multilatérales, et ils ont insisté sur l'applicabilité des règles en question. Je veux demander à ces deux témoins et aux autres dans quelle mesure ils pensent que les institutions internationales vont vraiment... si nous pouvons vraiment compter sur l'applicabilité des règles que vous proposez.

L'histoire du GATT, du moins jusqu'à maintenant, indique que ces règles n'ont pas été applicables. Même le Canada a pu éviter pendant plus de sept ans la décision dans l'affaire de la crème glacée et du vogourt et une grande puissance comme les États-Unis a tenu tête au GATT.

On a établi de nouvelles institutions, mais regardez ce qui se passe avec l'ALÉNA, qui est supposé être meilleur: il y a le problème du bois d'oeuvre, qui est une patate chaude, sans oublier celui du porc. Des puissances déterminées, habituellement les plus grosses, peuvent en fait modifier les règles du jeu comme bon leur semble ou ne pas les respecter.

We have huge unregulated financial flows, and I'd suggest, contrary to what Mr. English said, we need a hegemon, which has to be the United States, and in fact the United States is not willing to play the role of a hegemon. It certainly isn't going to play the role where it has to accept disciplines on itself. It will not accept short-term pain for long-term gain. Mr. Jackson's point about the fact that the United States itself would have to accept disciplines in respect of its labour policies, if we went down the road he is suggesting, just leads me to believe we're not going to go down that road, particularly if the European Community and the United States have to accept disciplines themselves.

The introduction of China into the system will introduce huge new strains in a way that nobody can even contemplate, but a new superpower with a totally different philosophy of how to approach life will come in introducing these.

So I would ask maybe the various members of the panel... given these types of problems, which we have to face in the 21st century and which this committee has to deal with as to how we should focus Canada's foreign policy, do we do what Ms Hébert was saying, and Mr. Culpeper, and say, well, these are the institutions we have and we must work on them to try to make them better, or is there some form of alternative? Should we be looking at constructive alternatives?

• 1010

Mr. Jackson: In the absence of some kind of international regulation, there is a law at work: it's the law of the jungle. I think we've been there. We were there in the last century. We were there just prior to the 1930s. I think we've seen the implications of that.

This is not a new concept. I want to speak particularly to the question of the point I raised around WTO. GATT already prohibits, for example, the sale of products produced by forced labour. There is already a link between GATT and what I would consider to be contraband goods.

It wouldn't, by the way, exclude China from membership in GATT. China has some 10 million people working in forced labour camps or gulags, some of which we are convinced are producing products for export.

We had a witness. I shall mention his name because the committee may want to consider calling on him at some point. His name is Harry Wu. We had him here in Canada some time ago. He's a 19-year veteran of a forced labour camp in China. He returned in April with a CBC film crew and has documented evidence of cartons of materials coming out of some of these camps with writing in English on the side of them and so on and so forth.

When it gets to the question of enforceability, the best that the international community can do is to try to get a set of rules that everyone can agree to. That's why we're stressing basic minimum standards here. Then we try to use whatever leverage is possible in order to try to enforce them.

[Translation]

Il y a d'énormes mouvements de capitaux non réglementés et, contrairement à ce que dit M. English, il faut que le contexte soit dominé par les États—Unis, rôle que ceux—ci ne sont toutefois pas disposés à jouer. Les États—Unis n'accepteront certainement pas de le faire s'ils doivent se soumettre à des mesures disciplinaires. Ils n'accepteront certainement pas quelques contraintes à court terme pour y gagner à long terme. M. Jackson a déclaré que les États—Unis devraient se soumettre à des mesures disciplinaires à l'égard de leurs politiques ouvrières si nous empruntons la voie qu'il propose: cela me porte tout simplement à croire que nous ne le ferons pas, surtout si la Communauté européenne et les États—Unis doivent se soumettre à des mesures disciplinaires.

L'entrée en scène de la Chine entraînera d'énormes tensions nouvelles inimaginables, mais une nouvelle superpuissance qui a une philosophie de la vie tout à fait différente sera à l'origine de ces tensions.

C'est pourquoi je demande aux divers membres du groupe... compte tenu des problèmes auxquels nous devrons faire face au XXI^e siècle et sur lesquels le comité doit se pencher afin d'orienter la politique étrangère du Canada, suivrons-nous les recommandations de M^{me} Hébert et de M. Culpeper en nous disant que ce sont les institutions que nous avons et qu'il faut essayer de les améliorer, ou y a-t-il des solutions de rechange? Faut-il envisager des solutions de rechange constructives?

M. Jackson: En l'absence de réglementation internationale, il y a une loi qui joue, et c'est celle de la jungle. Nous l'avons connue au cours du siècle passé et l'aube des années trente. Nous en avons vu les répercussions.

Le concept n'est pas nouveau. Je veux parler plus particulièrement du point que j'ai soulevé au sujet de l'OMC. Le GATT interdit déjà, par exemple, la vente de produits fabriqués par le travail forcé. Il y a déjà un lien entre le GATT et ce que je considère comme des marchandises de contrebande.

En passant, je n'exclurais pas la Chine du GATT. La Chine compte quelque 10 millions de travailleurs dans des camps de travaux forcés ou goulags dont certains fabriquent des produits pour l'exportation, nous en sommes convaincus.

Nous avons rencontré un témoin dont je vais vous donner le nom parce que le comité voudra peut-être envisager de le convoquer à un moment donné. Son nom est Harry Wu. Nous l'avons accueilli au Canada il y a quelque temps. Il a passé 19 ans dans un camp de travaux forcés en Chine. Il y est retourné en avril avec une équipe de tournage de la SRC et il a des documents démontrant que des emballages qui sortent de certains de ces camps portent des inscriptions en anglais, etc.

En ce qui concerne l'applicabilité, tout ce que peut faire la collectivité internationale, c'est essayer d'établir une série de règles sur lesquelles tout le monde peut s'entendre. Voilà pourquoi nous insistons sur des normes minimales de base en l'occurrence. Nous essayons ensuite de recourir à tous les moyens possibles pour les mettre en œuvre.

About a year and a half ago, despite the fact that there was a declared embargo against Yugoslavia, we produced for the government a list of 100 companies that were moving material into Yugoslavia. None of them were Canadian, thank God, but nevertheless, look at those circumstances with a UN embargo and troops and everything else. Look at the situation with regard to Haiti.

You can take it even to its absolute extreme. I suppose, if that's the idea. However, consider no rules versus an attempt to have some kind of uniform floor from which we can all agree to work from. I'm for trying to create some kind of floor. I think that's what civilization is all about. That's what civil society is all about. That's the role of the state.

That's the role of Canada. I think we have a very proud role in doing that in terms of our multilateral efforts. I agree with Mr. Christie that this should be at the forefront of our foreign policy.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): What about Mr. Graham's suggestion that you can have the rules but they're not obeyed? He suggested the GATT rules are there, but the track record is bad. Is anybody ready to deal with that?

Mr. Graham: Mr. Chairman, even on the rules, to take Mr. Jackson's point. . . I think he put it very well. He said that on the basis of the rules he's proposing. China will not be admitted to the GATT. I challenged him by saying China is going to come into the GATT.

Mr. Jackson: No, I said China would have a problem right now without the social clause in GATT, unless China is able to demonstrate that it is not selling goods on the international market produced by forced labour. I would refer you to some corporations. Levi Strauss, to name one, has left China because of some questions. There was an inability of China to be able to demonstrate to that firm that the cotton being picked wasn't done by forced labour.

Mr. Christie: With some trepidation, I'll attempt to provide at least a partial answer to Mr. Graham's very appropriate and provocative question. I don't think there's an easy or pat answer to

My own view of the way the GATT dispute-settlement mechanism has worked, and those enshrined in other trade agreements, is perhaps a bit more benign. I think the system has worked reasonably well, given the strains it's under. I think a number of the panels that have been held in abeyance pending the completion of the Uruguay Round will now be implemented over the next year or two. But clearly there are problems, and the answers, at least the ones I have in mind, can only be very partial.

[Traduction]

Il y a un an et demi environ, malgré l'embargo imposé contre la Yougoslavie, nous avons préparé pour le gouvernement une liste de 100 entreprises qui y exportaient. Cette liste ne comportait aucune entreprise canadienne, Dieu merci, mais regardez néanmoins ce qui se passe malgré un embargo imposé par les Nations Unies, la présence de troupes, etc. Regardez ce qui se passe dans le cas d'Haïti.

On peut toujours pousser les choses à l'extrême. Comparez toutefois l'absence de toute règle à ce qui se passerait si l'on essayait d'établir un minimum uniforme sur lequel nous pourrions tous nous entendre comme point de départ. Il faut essayer d'en établir un. Voilà ce que veut dire la civilisation, une société civile. C'est le rôle de l'État.

C'est le rôle du Canada. Nous avons un rôle très important à jouer à cet égard dans le cadre de nos efforts multilatéraux. Je suis d'accord avec M. Christie: cela devrait être à l'avant-scène de notre politique étrangère.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Que pensez-vous de ce qu'a dit M. Graham, soit qu'il peut y avoir des règles, mais qu'on ne les observe pas? Il a dit que le GATT a des règles, mais que son bilan est plutôt médiocre. Quelqu'un veut en parler?

M. Graham: Même en ce qui concerne les règles, monsieur le président, M. Jackson a très bien décrit la situation. Il a déclaré que les règles qu'il propose ne permettraient pas d'admettre la Chine au sein du GATT. J'ai contesté son affirmation en déclarant que le Chine deviendra membre du GATT.

M. Jackson: Non, j'ai dit que la Chine aurait un problème parce qu'il n'y a pas de clauses sociales dans le GATT, sauf si elle peut prouver qu'elle n'exporte pas de biens fabriqués dans des camps de travaux forcés. Je vais vous citer quelques exemples: Levi Strauss, pour ne nommer qu'une entreprise, a quitté la Chine parce qu'elle se posait des questions. La Chine n'a pu lui prouver que le coton n'était pas ramassé par des travailleurs forcés.

M. Christie: C'est avec un peu d'appréhension que je vais essayer de répondre, du moins en partie, à la question très pertinente et provocante de M. Graham. Il n'y a pas de réponse facile ou toute faite

Je suis peut-être un peu plus tolérant à l'égard du fonctionnement du mécanisme de règlement des différends du GATT et des mécanismes prévus à d'autres accords commerciaux. Le système a fonctionné raisonnablement bien compte tenu des pressions auxquelles il est soumis. Je crois qu'un certain nombre des groupes spéciaux dont la création qui est demeurée en suspens en attendant la fin des négociations de l'Uruguay Round seront établis au cours de deux prochaines années. Il est toutefois clair qu'il y a des problèmes et que les solutions, du moins celles auxquelles je pense, ne peuvent être que très partielles.

• 1015

First, as a country we have to remain very actively engaged in international rule-making. When issues are raised, we should l'élaboration de règlements internationaux. Lorsqu'il se pose des be at the forefront of developing creative solutions rather than problèmes, nous devrions être les premiers à trouver des letting the three majors run with an issue and reach a stage solutions créatrices au lieu de laisser les trois grandes puissances

Tout d'abord, le Canada doit demeurer très actif dans

where our influence is considerably less because a lot of the consensus has already been established internationally. Trade and the environment is a good example of that. We know this issue is coming down the track.

We can do one of two things. We can say from a trade policy perspective it's going to needlessly complicate our lives, and to some degree it will complicate our lives and our trade, but I don't think that's going to stop the process. We have to try to harness the process in a way that does the least possible damage and perhaps even some good for our own economic interest. That means we have to be at the forefront, creative, and leading the debate rather than trying to drag it back.

Second, we should be increasingly creative in terms of the kinds of coalition-building we do internationally. I referred to this briefly in my opening remarks on some of these issues. Again, from a trade policy perspective, we have more in common with some of the Latins and Asians than we do with the Europeans and Americans. We saw this in the Uruguay Round with the workings of Karen's group. From a trade policy perspective we have much more in common with people in Chile than we do with a lot of the people in Brussels and a fair number of people in Washington.

Working with them doesn't mean we'll easily solve the problems, but it will give us some additional leverage at the negotiating table. Generally, we have to continue to work on clarifying the existing rules. Clearly, there's a lot of ambiguity still in the GATT. A number of the provisions in the WTO are much improved, but there's still a distance to go. There's still work to be done in the NAFTA context. We have working groups on trade remedies and we have to pursue them with great vigour.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Nobody has answered Mr. Graham's main charge yet. He has put GATT on the dock and nobody has come to the defence.

Mr. T. English: I just want to clarify what you've just said. What was the main charge you referred to?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Graham was saying we've built all these rules, but what's the point because nobody obeys them? Even Canada can get away with avoiding rules.

Mr. T. English: I did want to address that and a couple of other points too. But on that point, I think we should be encouraged by what came out of the Uruguay Round. We now have, at least on the books, a better system for stopping the repeated appeals that went into the dispute and settlement process. We don't know how that's going to work, but at least it's going to be harder for the U.S. to do what it has done and harder to avoid paying a price if it doesn't cooperate. At least there was a distinct move forward in the dispute and settlement deal in the Uruguay Round.

[Translation]

porter le ballon et atteindre un point où nous aurons beaucoup moins d'influence parce qu'une grande partie du consensus aura déjà été dégagée à l'échelle internationale. Les secteurs du commerce et de l'environnement en sont un bon exemple. Nous savons que le problème se posera un jour.

Il y a deux possibilités. Nous pouvons dire que sur le plan de la politique commerciale, cela va nous compliquer inutilement la vie et, jusqu'à un certain point, le commerce, mais je ne crois pas que cela arrête le processus. Nous devons essayer d'exploiter celui—ci de façon à nuire le moins possible à nos intérêts économiques, voire même à les appuyer jusqu'à un certain point. Il faut donc être à l'avant—garde, faire preuve de créativité et diriger le débat au lieu d'essayer de le retarder.

Deuxièmement, nous devons nous montrer de plus en plus créatifs face à l'établissement de coalitions internationales. J'en ai parlé brièvement dans mes remarques préliminaires sur certaines de ces questions. Là encore, du point de vue de la politique commerciale, nous avons plus en commun avec certains pays d'Amérique latine et d'Asie qu'avec les Européens et les Américains. Nous l'avons vu au cours des négociations de l'Uruguay Round, avec le Groupe de Karen. Sur le plan de la politique commerciale, nous avons beaucoup plus en commun avec la population du Chili qu'avec une foule de gens à Bruxelles et à Washington.

Collaborer avec eux ne signifie pas que nous réglerons facilement les problèmes, mais cela nous donnera plus de poids à la table des négociations. En général, nous devons continuer de chercher à clarifier les règles actuelles. Il est clair qu'il y a encore beaucoup d'ambiguïté dans le GATT. Les dispositions qui régissent l'OMC sont très améliorées, mais il y a encore un bon bout de chemin à faire. Il y a encore du travail à faire dans le contexte de l'ALÈNA. Nous avons des groupes de travail sur les recours commerciaux et il faut poursuivre l'étude de ces questions avec beaucoup d'ardeur.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Personne n'a encore répondu à la principale accusation de M. Graham. Il s'en est pris au GATT, que personne n'est venu défendre.

M. T. English: Je veux simplement clarifier ce que vous venez de dire. Quelle est la principale accusation dont vous avez parlé?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): M. Graham disait que nous avons établi toutes sortes de règles, mais qu'elles ne servent à rien parce que personne les observe. Même le Canada réussit à les éviter.

M. T. English: Je voulais parler de cette question et de deux ou trois autres points aussi. Tout d'abord, l'issue de l'Uruguay Round devrait nous encourager. Nous avons, du moins en théorie, un meilleur système pour mettre fin aux appels répétitifs interjetés dans le cadre du processus de règlement des différends. Nous ne savons pas comment cela va fonctionner, mais il sera au moins plus difficile pour les États-Unis d'agir comme ils l'ont fait dans le passé et d'éviter d'en payer le prix s'ils ne collaborent pas. Le mécanisme de règlement des différends issu de l'Uruguay Round a au moins réalisé des progrès réels.

The other thing I would like to say is there are some things the Asians can teach us. They don't have as many lawyers as we do—excuse the expression in this room—because they believe in negotiations rather than legal decisions in the courts. If we wish to try that route within a regional group, it might be worth trying to see if it doesn't get us further faster in some of the areas we're talking about.

I can give you other references on this, but I think it's an interesting point. The assumption of the Japanese and the Chinese is that you negotiate a solution. When you're going to do that, you'd better have some good arguments for it.

Sometimes the U.S. uses inappropriate arguments in dealing with Japan. I've written an article recently on the inappropriateness of using balance of trade data in this kind of situation. Nicholas Lardy has also written an article about this in respect to dealing with China. There are many references one can make about the inappropriateness of our negotiations. They respect them more when they get away from those irrelevant measures, so I think we can practise a little bit of sophisticated negotiation strategy in the Pacific and see how that works.

• 1020

Mr. Maila: If I may comment on the related issues of the need for hegemon and the enforceability of rules, I would advance that the perspective might be one of the vision that one has for either a cooperative approach or a hegemonic approach.

If one tries the cooperative approach whereby rules are designed in what is perceived to be a fair and beneficial way to all parties, then one should be building in incentives for people to obey them. Of course, that's easier said than done, but in this world that some of the panellists have described of increasing inter-dependence, one can hope, first of all with good monitoring and surveillance, which the WTO or the IMF might do, to embarrass the guilty parties into a corner, so to speak. But the design issue is critical. Do we design it so that people have an incentive to follow the rules, or do we adopt a stick and carrot approach, which has characterized the negotiations to date?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Mr. Maila.

I'd like to call upon Mr. Paré and tell you that I have on my list Senator Gigantès, Senator Carney and Mr. Bergeron.

M. Paré (Louis-Hébert): Merci, monsieur le président. J'aimerais d'abord remercier les témoins, mais leur rappeler qu'ils ont le droit de parler en français. Ça aurait été agréable d'entendre quelques phrases en français.

J'avais exactement la même question que M. Graham. Donc, comme elle a été posée, j'en poserai une autre à M^{me} Hébert. Vous avez reconnu que les programmes d'ajustements structurels avaient eu des influences négatives sur

[Traduction]

Ce que je veux dire aussi, c'est qu'il y a des choses que les Asiatiques peuvent nous apprendre. Ils n'ont pas autant d'avocats que nous—et je m'excuse de tenir de tels propos dans cette salle—parce qu'ils croient aux négociations plutôt qu'aux décisions des tribunaux. Si nous voulons essayer d'emprunter cette voie au sein d'un groupe régional, il vaudrait peut-être la peine d'essayer de voir si cela ne nous mènera pas plus loin plus rapidement dans certains des domaines dont nous parlons.

Je peux vous donner d'autres exemples à ce sujet, mais je crois que la question est intéressante. Les Japonais et les Chinois partent du principe selon lequel une solution, ça se négocie. Dans ce cas, il est préférable d'avoir de bons arguments.

Il arrive parfois que les États-Unis utilisent des arguments qui ne conviennent pas face au Japon. J'ai écrit récemment un article sur le fait qu'il ne convient pas d'utiliser des données sur la balance commerciale dans une telle situation. Nicholas Lardy xxx a aussi écrit un article à ce sujet, dans le contexte des négociation avec la Chine. Les références possibles au sujet du caractère inapproprié de nos négociations ne manquent pas. Ils les respectent davantage lorsqu'ils se distancent de ces mesures inappropriées. Nous pouvons donc y aller d'une stratégie de négociation un peu plus raffinée dans le Pacifique et voir comment cela fonctionnera.

M. Maila: Puis—je me permettre un commentaire sur deux questions connexes, c'est—à-dire la nécessité de l'hégémonie et l'applicabilité des règles? Je prétends que le point de vue reposerait sans doute sur la vision qu'on a de la coopération ou de l'hégémonie.

Dans la méthode coopérative, comme les règles sont conçues pour être équitables et bénéfiques pour toutes les parties, il faut encourager les gens à les respecter. Bien sûr, c'est plus facile à dire qu'à faire, mais dans ce monde d'interdépendance croissante décrit par certains panélistes, on peut espérer, en premier lieu à l'aide d'un bon système de surveillance, ce que pourraient faire l'OMC ou le FMI, embarrasser les parties coupables en les coïnçant, pour ainsi dire. La question de l'élaboration des règles est, cependant, essentielle. Élaborons—nous les règles de façon à encourager les gens à les suivre, ou adoptons—nous la méthode de la carotte et du bâton qui a marqué les négociations jusqu'à maintenant?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur Maila.

Je donne maintenant la parole à M. Paré. Je tiens également à vous dire que ma liste comprend le sénateur Gigantès, la sénatrice Carney et M. Bergeron.

Mr. Paré (Louis-Hébert): Thank you, Mr. Chairman. I would like first to thank the witnesses and to remind them that they can speak French if they wish. It would be nice to hear a few sentences in French.

My question was exactly the same as Mr. Graham's. Since it was asked, I have another one for Ms Hébert. You have recognized that structural adjustment programs have had detrimental impacts on the environment and on poverty,

Moi, d'une part, je suis heureux de l'entendre dire, parce que plusieurs témoins, qu'on a reçus ici, ont défendu avec acharnement les programmes d'ajustements structurels. Je ne dis pas que vous ne les défendez pas avec achamement, mais vous reconnaissez tout au moins qu'ils ont eu parfois des impacts négatifs.

D'autre part, vous dites que le Canada devrait continuer à travailler avec les institutions financières internationales parce qu'elles assument une direction au développement mondial. J'ai cru comprendre ca. Et vous êtes aussi intervenue pour déplorer diennes, et les Ouébécois en très grand nombre. Donc, je pense que I think, important. le message que les ONG transmettent est un message important.

Je veux aussi rappeler que les ONG ne véhiculent ou ne canalisent que 10 p. 100 de l'aide publique au développement. Donc, si les pays en voie de développement sont dans l'état où ils sont présentement, s'il y a quelque chose qui a fait défaut, à mon point de vue, ce n'est pas le travail des ONG puisqu'ils n'ont eu en cause le multilatéral, l'aide bilatérale et j'aimerais que vous vous exprimiez un petit peu là-dessus. Ça me semble un peu contradictoire.

Mme Hébert: Je vais essayer. Je vois trois ou quatre commentaires dans votre question.

De mon côté, je pense que les ajustements de structures sont une réalité et sont une nécessité. Ils ont été extrêmement durs pour certains pays. C'était probablement très vrai pour l'Afrique il y a 10 ou 12 ans, et c'est toujours vrai maintenant quand on se promène en Afrique. Que ce soit sous ce nom ou sous un autre, l'ajustement structurel ou l'ajustement économique qui a lieu actuellement dans les anciens pays de population qui n'a peut-être pas vraiment de difficultés pour manger, somehow has lost hope. mais une population qui a en quelque sorte, perdu espoir.

• 1025

Mais, une fois qu'on a dit ça, si on parle de l'Europe de l'Est ou de l'URSS, l'économie doit être restructurée et doit être restructurée extrêmement vite, finalement. Les industries doivent fermer. Le gouvernement doit arrêter de subventionner ces industries qui n'auraient probablement jamais dû exister, ces monopoles d'État. La bureaucratie de ces pays doit évidemment être réaménagée, et surtout, le rôle des bureaucrates doit changer.

Donc, il est certain que les ajustements de structures sont moindre et il est très difficile d'arriver à trouver une voie moyenne a happy medium which would satisfy everyone. qui satisferait tout le monde.

[Translation]

l'environnement et sur la pauvreté, particulièrement sur la pauvreté. especially the latter. I, for one, am glad to have heard about these programs, because several witnesses strongly support them. I'm not saying you're not supporting them with the same determination, but you admit at least that they've sometimes had negative impacts.

On the other hand, you're saying that Canada should continue to work with the international financial institutions because they give leadership to global development. That's what I gathered, anyways. You also deplored the possible influence of l'influence qu'auraient les ONG canadiennes. Mais je voudrais Canadian NGOs. May I first remind you that Canadian NGOs d'abord rappeler que les ONG canadiennes sont constituées de represent thousands of Canadian men and women and a great number milliers de Canadiens, et représentent les Canadiens et les Cana- of Quebecers? Consequently, the message transmitted by NGOs is,

I also wish to remind you that NGOs only receive or channel 10 p. 100 of government support for development. So, if developing countries are in the state they are in now, if something went wrong, it's not, in my opinion, because of NGOs since they can only account for 10 p. 100 of development. I de l'impact que sur 10 p. 100 du développement. Personnellement, think it challenges the whole mechanism, the multilateral and je pense que ça remet en cause l'ensemble des mécanismes. Ca remet bilateral support. Could you give us your opinion on this subject as it seems somewhat contradictory?

> Ms Hébert: I will try. I can see three or four comments in your auestion.

I think structural adjustments are a reality and a need. They have been extremely difficult in some countries. It was probably very true for Africa 10 or 12 years ago, and it's still true wherever you go in that country nowadays. Whether you call it by this name or another one, structural or economic adjustments which are now occurring in the old Soviet Union countries are extremely difficult for the population in general. You end up l'Union soviétique est extraordinairement dur pour les with a few rich people, with a population who may not have populations en général. On se retrouve avec quelques riches, et une much difficulty in finding food, but also with a population which

> Having said that, the economy must eventually be restructured extremely fast, in the case of Eastern Europe or the U.S.S.R. Industries must be shut down. The government must stop subsidizing these industries which probably should never have existed in the first place, being state monopolies. The bureaucracy of these countries must obviously be restructured and, above all, its role has to change.

Structural adjustments are undoubtedly very hard and they have difficiles, et qu'ils ont des effets terribles sur les populations. Je had terrible consequences on populations. I think my reaction is pense que ma réaction est un peu la même que celle des officiers de somewhat similar to that of bank officials or researchers. Between banques ou des recherchistes. Entre deux maux, il faut choisir le two evils, one must chose the lesser one and it's very difficult to find

J'ai moi-même un passé d'ONG, et je travaille maintenant dans le secteur privé. Quand j'ai milité dans des ONG j'ai été membre de conseils d'administration d'ONG. Et je ne voudrais pas dire que les ONG ne font pas du bon travail à l'étranger, mais je pense qu'il faudrait que ce type de travail communautaire dispose de plus de moyens financiers. Car ces ajustements structurels sont vraiment liés au support des populations.

Cependant, je voudrais vous faire remarquer que l'aide canadienne a une vision un peu défaitiste de la situation. L'ACDI, entre autres, pense que le développement passe par ce type de travail des ONG, et rejette pratiquement d'autres voies de développement qui sont quelquefois plus nécessaires peut-être, comme le développement des infrastructures.

Donc, je ne veux pas dire que les ONG font du mauvais travail et qu'on devrait en supprimer quelques unes, mais plutôt qu'on a une should be eliminated, rather that we have quite a simplistic vision of vision un peu simpliste du développement. Continuons à faire ce type de travail, mais regardons si on ne peut pas faire autre chose aussi, à la fois pour le développement et pour le soutien aux populations face aux ajustements de structures.

Et tous ces projets ont été presque complètement abandonnés. Si on ne peut pas le faire-et ca c'est l'autre aspect de ce que j'essaie de défendre-, c'est qu'on ne peut pas le faire tout seul. En tant que Canada, on est tout petit, on n'a pas beaucoup d'argent. Alors, essayons de le faire avec les banques, sans abandonner ce qu'on a fait depuis 20 ans qui, je crois, a été un travail extrêmement valable, adopté et admiré par d'autres pays.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Culpepper wants to comment on your question.

M. Culpeper: Merci. Je voudrais ajouter quelques mots, mais si vous me permettez, je préférerais m'exprimer en anglais.

I agree with what Ms Hébert has said in great part. My problem with structural adjustment and the kinds of programs that have been put in place over the last four or five years since they have come under a lot of attack by UNICEF and NGOs is that today we still see structural adjustment programs addressing the social impacts, the distributional impacts, as sort of an afterthought, In other words, when structural adjustment programs are designed, social safety nets are designed to be put in place and so forth.

To me, this is really putting the cart before the horse. I think what we lack, and I think what the whole development community, the international institutions, and the bilateral institutions among the NGOs need to think about a great deal, is how to put in place pro-poor development strategies and development policies. In other words, start with the objective of reducing poverty and then include structural adjustment as part of that agenda, rather than the other way around, which is the way we do things now.

• 1030

In order to do this I would think that the involvement of the NGOs is critical, because unless you have participatory development, unless you have people involved in the process of designing development policies as well as simply benefiting from them, those policies are not going to work. It may well be that we need to evolve a new form of conditionality.

[Traduction]

I personally worked with NGOs, but I'm now in the private sector. When I was a militant in NGOs, I sat on some of their board of directors. It doesn't necessarily mean that NGOs are not doing good work abroad, but I think this type of community work should receive further financial support because these structural adjustments are really tied in with helping these populations.

However, I would like to point out that Canadian aid has a somewhat defeatist vision of the situation. CIDA, among others, thinks that development must go through NGOs and, in so doing, rejects practically all other development avenues, which are sometimes necessary, such as infrastructure development.

I don't want to say that NGOs are doing bad work and that some development. Let's continue this type of work, but let's see if we cannot also do something else, both for development and for support of populations which have to face structural adjustments.

All these projects have been almost completely abandoned. If we can't do it-and this is the other aspect I'm trying to get across-it's because we can't do it alone. Canada is a small country which doesn't have much money. So let's try to do it together with the banks, without putting aside what we've been doing for the last 20 years which, I think, has been extremely valuable, besides being adopted and admired by other countries.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): M. Culpepper a une observation au sujet de votre question.

Mr. Culpeper: Thank you. I would like to add a few words, but if you don't mind, I would prefer to speak English.

Je suis d'accord en grande partie avec les propos de Mme Hébert. Mon problème au sujet du genre de programmes d'adaptation structurelle qui ont été mis en place au cours des quatre à cinq dernières années depuis qu'ils ont été fortement attaqués par l'UNICEF et les ONG, tient au fait que les programmes actuels tentent toujours d'aborder après coup les incidences sociales et distributives. Autrement dit, lorsqu'on élabore des programmes d'adaptation structurelle, on met aussi au point des filets de sécurité sociale.

Selon moi, on met la charrue devant les boeufs. Ce qu'il nous manque et ce à quoi doivent réfléchir longuement toute la communauté du développement, les institutions internationales et les institutions bilatérales parmi les ONG, c'est la manière d'établir des stratégies et des politiques de développement axées sur les populations nécessiteuses. Autrement dit, commençons par réduire la pauvreté avant d'inclure l'adaptation structurelle au programme, au lieu de faire le contraire comme c'est actuellement le cas.

Pour y arriver, il est essentiel de mettre à contribution les ONG, car si le développement ne repose pas sur la participation, si vous n'avez personne pour aider à l'élaboration des politiques de développement ou simplement pour en bénéficier, vos politiques avorteront. Il se peut bien que nous ayons à concevoir une nouvelle forme de conditionnalité.

If countries, for example, are obviously not showing any respect for reducing poverty from year to year or from decade to decade, I don't see why the aid community should continue to support them. I think they should be subject to some kind of sanctions. What I'm appealing for here is the need to think about poverty in a much more deep and radical way and define development assistance programs with that as their prime objective, and include structural adjustment and economic reform as part of the agenda, rather than the other way around.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much. May I suggest we have a short break for about five or six minutes and we'll return to this interesting discussion. Thank you.

[Translation]

Par exemple, si des pays délaissent carrément toute mesure de régression de la pauvreté d'une année à l'autre ou d'une décennie à l'autre, pourquoi la collectivité internationale devrait-elle continuer de les aider? Ils devraient même faire l'objet de sanctions. Je fais appel ici à la nécessité de redéfinir la pauvreté d'une façon beaucoup plus profonde et radicale et d'en faire l'objectif principal des programmes d'aide au développement tout en y intégrant l'adaptation structurelle et la réforme économique, et non l'inverse.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup. Puis-je suggérer une courte pause de cinq ou six minutes, après quoi nous reviendrons à cette intéressante discussion. Merci.

• 1031

• 1041

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We shall resume our meeting. At this point I would like to recognize Senator Gigantès for his comments or questions.

Senator Gigantès (De Lorimier): I was entertained and instructed by your presentations and I'm very grateful to you, but there was an issue that Mr. Graham raised and which Mr. Culpeper touched upon that hasn't been sufficiently explored, and that is that we seem to live right now in a new phase of economic theology, in the United States, in many parts of western Europe, certainly among the proprietors of media, that rules are bad, that less government is necessary.

Less government does mean less rules, but all of you are advocating better rules abroad. I suggest to you that owners of wealth who move billions of dollars per minute in money market gambling, because that's what it is—we're talking about a casino—are not interested in rules. In fact, they're seriously opposed to rules. If we have those who control wealth opposed to rules because the rules might impinge upon their capacity to make profits in an unrestricted fashion, how are we going to have rules if the people of influence in our countries, the rich countries, don't like them?

Mr. Maila: Mr. Chairman, I think it might be helpful to distinguish between the rules that at least some of us were talking about and the rules to which perhaps Senator Gigantès was referring. With respect to the trading regime and the investment regime, the rules of the game are not intended to impede legitimate flows of goods and services and capital across boundaries. They are primarily designed to level the playing field so that competition can occur on a level basis across sectors and between nations. I would make that distinction as a first step in understanding at least what sort of rules we were advocating, and then go on to state that, in my view, the design of the rules is critical in giving everybody an incentive to abide by them because they were negotiated fairly by all the parties.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Reprenons les délibérations. Je donne maintenant la parole au sénateur Gigantès qui a des observations ou des questions à poser.

Le sénateur Gigantès (De Lorimier): J'ai trouvé vos exposés intéressants et éducatifs et je vous en remercie. Il y a, cependant, une question que M. Graham a soulevée et que M. Culpeper a aussi abordée, mais qui n'a pas été suffisamment approfondie. Nous semblons vivre à l'heure actuelle dans une nouvelle phase de théologie économique, tant aux États—Unis que dans beaucoup de pays d'Europe de l'Ouest, et assurément chez les propriétaires de médias: on affirme que les règles sont nuisibles et qu'il faut diminuer l'appareil gouvernemental.

Or, cette diminution de l'appareil gouvernemental signifie effectivement moins de règles, mais vous préconisez tous des règles plus fortes à l'étranger. Les propriétaires de richesses qui transfèrent des milliards de dollars par minute dans le jeu du marché financier, car c'est bien ce que c'est—un casino—ne sont aucunement intéressés à des règles. De fait, ils s'y opposent fortement. Si ceux qui contrôlent la richesse s'opposent aux règles parce qu'elles les empêchent de réaliser tous les bénéfices qu'ils veulent, comment pourrons—nous mettre en place des règles si les gens d'influence dans nos pays riches ne les aiment pas?

M. Maila: Monsieur le président, il serait peut-être utile de faire la distinction entre les règles dont parlent certains d'entre nous et celles auxquelles fait sans doute allusion le sénateur Gigantès. Pour ce qui est du régime commercial et du régime des investissements, les règles du jeu n'ont pas pour but d'entraver le mouvement légitime des biens, des services et des capitaux d'un pays à l'autre. Elles visent surtout à équilibrer les règles du jeu afin que la concurrence soit équitable entre les secteurs et les pays. Cette première distinction est nécessaire pour comprendre au moins le genre de règles que nous préconisons. Selon moi, il est primordial de concevoir les règles de façon à encourager les gens à les respecter, étant donné qu'elles ont été négociées équitablement par toutes les parties en cause.

[Traduction]

• 1045

Senator Gigantès: If I may address this particular part... it's important for me, Mr. Chairman. The problem is if the rules are designed to do the things you say they do, they're not rules that are necessarily going to improve living conditions, or keep living conditions from getting worse among large numbers of people. We're seeing this in eastern Europe, and what I am afraid of is the rise of various Hitlers around; he arose because the population was suffering, as it is now suffering in eastern Europe and in other parts of the world.

Rules that only look at level playing fields in terms designed by bankers or money traders or whatever are not rules that are looking after, as Mr. Culpeper has said, the interests of the poor people, protecting them from poverty.

Mr. Culpeper: I just wanted to say on this point, and I think I differ a bit from my friend Mike Maila on this point, in crafting a new set of rules we do need to go beyond a level playing field. We should consider impeding some capital flows. I might refer to some research that I've been involved in—looking at the impact of resurgent capital flows to Latin America and comparing Mexico, Argentina, and Chile.

Now, Chile is widely known as the economic miracle of Latin America, but it is interesting and also true that of the three countries, Chile has been the most interventionist in terms of, in effect, taxing those who would want to park their investment in Chilean stocks and Chilean portfolio equity. Chile, as a result of this intervention—these rules that they've imposed—has not suffered the kind of gyrations suffered by the Mexicans and the Argentines in the level of their exchange rate.

More generally, on an international level, there is a proposal by Professor James Tobin of Yale University that is gaining currency, which is referred to as throwing sand in the wheels of international capital flows. Now, this is a two-edged proposal; on the one hand, it's oriented towards slowing down the flows of casino capital, or hot money, which so destabilizes currency markets and local stock markets.

The other side of it, of course, is if you impose even a minute tax on a \$1 trillion per day turnover in international exchange markets, you will generate considerable revenue and that revenue can be put to good purpose for development.

Finally, I would offer the comment that the IMF is there to promote exchange stability and the orderly growth of trade, but the problem is the IMF deals only with governments. There is no authority, there is no body internationally that exists today that can deal with private agents in the international capital market. I would submit that the international community should be looking at this very carefully and looking at a new role for the IMF to be able to exert some governance on the international capital market.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. English for a brief answer and then Mr. Jackson, and I want to move on to Senator Carney, please.

Le sénateur Gigantès: Puis—je répondre à ce point particulier? C'est important pour moi, monsieur le président. Si les règles sont conçues pour accomplir les objectifs que vous leur prêtez, elles ne vont pas nécessairement améliorer les conditions de vie ni les aggraver chez de vastes populations. On le voit d'ailleurs en Europe de l'Est où la montée de divers dictateurs hitlériens me fait peur; ce personnage s'est imposé parce que le peuple souffrait, comme c'est le cas actuellement en Europe de l'Est et dans d'autres régions du monde.

Les règles dont l'unique but est d'équilibrer les critères du jeu selon les conditions des banquiers ou des investisseurs ne sont pas conçues, comme M. Culpeper l'a dit, pour préserver les intérêts des pauvres ni pour protéger les populations de la pauvreté.

M. Culpeper: Puis-je me permettre, à ce sujet, un commentaire qui s'écarte légèrement de celui de mon ami, Mike Maila? Lorsqu'on élabore un nouvel ensemble de règles, on n'est pas obligé d'aller au-delà des règles du jeu équitables. Nous devrions empêcher certains mouvements de capitaux. J'ai participé à une étude sur l'incidence de la relance des flux de capitaux en Amérique latine par rapport à la situation au Mexique, en Argentine et au Chili.

Il est bien connu que le Chili est le miracle économique de l'Amérique latine, mais il est intéressant et également vrai de constater que des trois pays, le Chili est celui qui a pris le plus de mesures interventionnistes en imposant des impôts à ceux qui voulaient immobiliser au pays leurs investissements dans des actions et des portefeuilles de valeurs mobilières. À la suite de cette intervention, c'est-à-dire des règles que le pays a imposées, le Chili n'a pas souffert de la spirale de son taux de change, à l'encontre du Mexique et de l'Argentine.

Sur une note plus générale, à l'échelle internationale, le Pr. James Tobin, de l'Université Yale, qui attire de plus en plus de partisans, propose de lancer du sable dans les rouages des mouvements de capitaux internationaux. C'est une proposition à deux tranchants. D'une part, sa méthode vise à ralentir les mouvements de capitaux de casino, c.-à-d. les capitaux fébriles, dont l'effet est tellement déstabilisateur sur les marchés de change et les bourses locales.

D'autre part, même en imposant une taxe infime sur un roulement d'un billion de dollars par jour sur les marchés de change internationaux, vous générez des recettes considérables qui pourraient ensuite être utilisées à bonne fin, comme le développement.

En demier lieu, le FMI a pour but de promouvoir la stabilité du marché de change et la croissance ordonnée des échanges commerciaux. Le problème du FMI vient cependant du fait qu'il traite uniquement avec les gouvernements. Il n'y a actuellement aucun organisme international qui peut traiter avec des agents privés du marché financier international. Selon moi, la communauté internationale devrait examiner très soigneusement cette question et envisager un nouveau rôle pour le FMI afin qu'il puisse régir jusqu'à un certain point le marché financier international.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous entendrons d'abord une brève réponse de M. English, puis nous passerons à M. Jackson et enfin à la sénatrice Carney.

Mr. T. English: I just wanted to add to this that one of the suggestions I made—I think it's referred to in my notes—is that there should be an encouragement, I'll say of the Pacific but it can be larger than that, of a kind of international securities and exchange commission; in other words, a kind of information reporting system that makes it much clearer sooner what's going on in just the areas you're talking about.

Now, that's a very moderate thing, but one thing I think you could say is if the Japanese had fully realized what was going on in the late 1960s, they might have changed their individual decisions, because it was costly to them to send a lot of portfolio investment and other similar questionable investments over to North America and not make much out of it. So there is a real need.

• 1050

They did start an SEC in Japan, something like the American one, but something not necessarily identical to that that is more regional and takes account of the six or seven securities markets in the region—or more broadly, if you want, in the IMF you can do it that way. These would be good ways of setting an example and gathering more accurate information about portfolio and other capital flows.

Mr. Jackson: Thank you. I agree with Senator Gigantès that it ought not to be a surprise to people that capital will resist regulation. That has been a rather obvious fact of life over the last 150 years.

On the other hand, there is a growing recognition within the international community that there is a need to move towards some kind of re-regulation, if you like, with regard to the international economy, especially given the implications of bringing some 3 billion people into the economy who hadn't previously had very much to do with it, and in a climate where nearly 30% of the world's workforce is idle, and in a climate being driven by a technological revolution on which the states have very little

I think that, like it or not, we are moving into a period of some kind of regulation. The question is, as Mr. Graham says, how to find regulation that we can agree upon that will have some kind of enforceability.

I want to go back just briefly to the point Mr. Graham made, because it's very much related here to the business of punitive or stick versus carrot and where we should go with this. If we take just one example, such as a child carrying bricks in Bangladesh all day long at the age of five, I don't think there's anyone in this room who would argue that that's a positive contribution to the international economy, or to life, or to humanity, or to anything else.

There is an argument for Bangladesh's point of view: in terms of the abject poverty that exists in that country, not to be penalized as a result of their poverty.

It seems to me that what needs to happen here is that the elimination of child poverty has to become an objective, as Mr. Culpeper was just saying, just to use that specific example. Then

[Translation]

M. T. English: J'aimerais simplement ajouter une des suggestions que j'ai faites—et que je mentionne dans mes notes. Il devrait y avoir un encouragement pour la région du Pacifique, mais ce pourrait être plus important que cela, par exemple une sorte de commission internationale de change et de valeurs mobilières. Autrement dit, un système de rapport qui nous renseignerait beaucoup plus clairement et plus rapidement sur la situation dans les secteurs que vous venez de mentionner.

Il s'agit là d'une suggestion très modeste, mais si les Japonais avaient pleinement pris conscience de ce qui se passait à la fin des années soixante, ils auraient pu ne pas décider de faire d'investissements coûteux de portefeuille en Amérique du Nord et d'autres placements douteux à faible rendement du même genre. Il y a donc un besoin réel.

Ils ont effectivement mis sur pied une CVM au Japon, sur le modèle de celle de l'Amérique, mais pas nécessairement identique à celle-ci. Leur CVM est plus régionale et regroupe les six ou sept marchés de valeurs mobilières de la région—ou d'une façon plus étendue, si vous voulez, puisque le FMI peut le faire ainsi. Ce serait une bonne façon de donner l'exemple et de recueillir des renseignements plus précis au sujet des mouvements de portefeuille et de capitaux.

M. Jackson: Merci. À l'instar du sénateur Gigantès, je conviens qu'il ne faudrait pas s'étonner que les marchés financiers résistent à toute réglementation. C'est une réalité de la vie assez évidente depuis 150 ans.

En revanche, la communauté internationale admet de plus en plus qu'elle doit se doter d'une certaine forme de reréglementation, si vous voulez, en ce qui concerne l'économie internationale, surtout lorsqu'on sait que quelque 3 milliards de gens sont amenés dans une économie qu'ils ne connaissaient à peu près pas auparavant, dans un climat où près de 30 p. 100 de la population active du globe est en chômage, climat qui est stimulé par une révolution technologique sur laquelle les pays n'ont que très peu d'influence.

Ou'on le veuille ou non, on se dirige vers une période de réglementation quelconque. Comme l'a indiqué M. Graham, la question est de savoir comment trouver la réglementation qui nous conviendra et qui sera applicable jusqu'à un certain point.

Permettez-moi de revenir brièvement à la remarque de M. Graham, car elle est liée de très près à la méthode du bâton et de la carotte et à l'orientation que nous devrions prendre à cet égard. Prenons simplement l'exemple d'un enfant de cinq ans du Bangladesh qui transporte des briques toute la journée. Il n'y a pas une âme dans cette salle qui prétendrait qu'il s'agit là d'une contribution positive à l'économie internationale, ou à la vie, ou à l'humanité, ou à un autre système de valeur.

À la défense du Bangladesh, on peut soutenir que le pays ne doit pas être pénalisé à cause de la pauvreté abjecte qui y sévit.

Comme l'a souligné M. Culpeper, il faut éliminer la pauvreté chez les enfants, pour ensuite faire converger les institutions financières internationales. le the international financial institutions, international trade, international, l'aide officielle au développement et, de fait, la

Bangladesh itself converge together in order to promote that social policy goal, with some understanding and tolerance, in a regulatory process that is in step, as I mentioned in my intervention, that goes over a period of years when an infraction has been made and provides technical assistance and so on for the state in that case

So I just throw that out as an example, and perhaps as another response to Mr. Graham's very excellent earlier question.

Senator Carney (British Columbia): I feel that we've had an excellent presentation from the panellists, and they've each given us a piece of the puzzle when we're trying to see what should be our changes to our foreign policy. But puzzles don't make a clear picture, so I'm looking for a missing piece of this puzzle.

For instance, Mr. Culpeper and Mr. Christie have raised the excellent point that our partners may be changing depending on the issue. Sometimes it might be Chile and Argentina rather than the U.S. Mr. Culpeper says that sometimes we don't want to deal with the G-7 on issues; maybe there are other partners.

Mr. English makes the point that our institutions are very what I would call "old boy dominated". Our institutions are set up very much in a way that is dominated by the U.S. and Europe, so we can't really deliver some of our new ideas to new clients.

For instance, if you did want to deal with Pacific Russia, as some people in the west do, and are doing, then there's really no mechanism in Canada to deal with it. That's a fact of life. You can have all the markets in the world, you can have the greatest potential, you can have the biggest need; but Canada doesn't have a way of dealing with Pacific Russia, or with some of these other areas. That's a missing piece of the puzzle.

• 1055

Three possible routes have been suggested to us. One is Canada should deal, as it has in the past, on more coalitions like the Cairns group, but the Cairns group was really a rogue group. If you're dealing with coalitions you have to be careful you're not acting like highwaymen and dealing with a bunch of bandits you put together for certain issues.

It's been suggested we should deal more with our international financial institutions, but they are, again, old boy dominated and a reform will be slow in coming. As Mr. Culpeper has just pointed out, they don't cover the private sector.

Mr. Paré has pointed out the NGO's are a very important delivery system for us, but the more we give to NGOs, the less control the Government of Canada has of its foreign policy. Once you start relinquishing the government's goal to non-governmental organizations, you restrict your foreign policy options.

[Traduction]

official development assistance, and indeed the political will of volonté politique du Bangladesh lui-même afin de promouvoir cet objectif de politique sociale, avec une certaine dose de compréhension et tolérance, à l'intérieur d'un processus de réglementation progressif, comme je l'ai souligné dans mon intervention, qui s'étend sur quelques années lorsqu'une infraction a été commise et qui prévoit une aide technique et d'autres mesures pour l'État en pareil cas.

> Ce n'est donc qu'un exemple que je lance, peut-être aussi comme un autre élément de réponse à l'excellente question posée plus tôt par M. Graham.

> La sénatrice Carney (Colombie-Britannique): Les panélistes nous ont fait une excellente présentation et ils nous ont chacun donné une pièce du casse-tête qui nous aidera à modifier notre politique étrangère. Étant donné que les casse-tête ne donnent pas une image claire, je cherche une pièce manquante de ce casse-tête.

> Par exemple, M. Culpeper et M. Christie ont fait remarquer avec beaucoup de justesse que nos partenaires pouvaient changer selon la question en jeu. Quelquefois ce sera le Chili et l'Argentine et d'autres fois, les États-Unis. Selon M. Culpeper, il arrive parfois que nous ne voulions pas aborder certaines questions avec le G-7; peut-être y a-t-il d'autres partenaires.

> M. English prétend que nos institutions sont ce que l'on pourrait appeler «dominées par les grands-frères», c'est-à-dire qu'elles sont dominées par les États-Unis et l'Europe d'une façon telle que nous ne pouvons pas vraiment transmettre nos nouvelles idées à de nouveaux clients.

> Par exemple, si vous vouliez traiter avec la Russie du Pacifique, comme certains de l'Ouest le font, il n'y a vraiment aucun mécanisme au Canada qui permette de le faire. C'est une réalité de la vie. Même si vous avez tous les marchés du monde, le potentiel le plus élevé ou le plus grand besoin, le Canada n'a aucun moyen de traiter avec la Russie du Pacifique ni avec d'autres pays de cette région-là. C'est là une pièce manquante du casse-tête.

> On nous a proposé trois avenues possibles. En premier lieu, le Canada devrait, comme il l'a fait dans le passé, traiter avec un plus grand nombre de coalitions comme le Groupe Cairns, mais celui-ci était vraiment malhonnête. Lorsqu'on traite avec des coalitions, il faut faire attention de ne pas agir comme des bandits de grand chemin ni de s'associer à un groupe de voleurs que vous réunissez pour régler certaines questions.

> On nous a suggéré d'accroître nos relations avec nos institutions financières internationales, mais elles aussi sont dominées par des grands-frères si bien qu'une réforme prendra du temps. Comme vient de le souligner M. Culpeper, ces institutions ne traitent pas avec le secteur privé.

> M. Paré a indiqué que les ONG constituaient pour nous un représentant important de notre politique, mais plus il leur en donne, moins le gouvernement du Canada peut contrôler sa politique étrangère. Dès qu'on commence à reléguer à des organisations non gouvernementales l'objectif du gouvernement, on restreint ses choix de politique étrangère.

I'm saying with all those puzzles you put together—use international institutions, use coalitions, use NGOs—how do we deal with the fact that the corporate culture in our own departments and our own mechanisms for dealing with the world are pretty rigid and inflexible? Mr. Christie would know this. I don't see that we can respond to these areas being presented.

I'm asking you how can we be more responsive and flexible in responding to the changes you've identified? It is a missing piece of the puzzle.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Christie, are you ready to reverse the present culture in Foreign Affairs?

Senator Carney: So that you can deal with Argentina and Chile outside the Pacific questions?

Mr. Christie: With even greater trepidation than when I tried to respond to Mr. Graham's question, maybe I'll have a very partial crack at that. It's a very ambitious and appropriate question, and I'm not sure—well, I know; I don't have a very complete answer.

One way of ensuring greater responsiveness, it seems to me, is by continuing the change in culture in the way governments consult domestically. I build a little bit on my own personal experience in the NAFTA negotiations, where we drew on some previously existing committees that were in effect, allowing for almost continual contact with private sector and some non-governmental organizations, as well as the federal-provincial committee. That worked quite well.

That is, through the process of domestic consultation, the ideas developed with respect to emerging trade policy and international financial questions can be exposed on a more regular basis, as indeed is the purpose of the entire foreign policy review.

I say without any hesitation, from my own personal experience, your negotiating position is enriched by it. It's a very time-consuming and demanding process, but I think through the consultative process we become more sensitive to the subtleties of a number of the positions out there.

At the end of the day, of course, governments still make decisions and must make decisions; you know that certainly better than I. But the process can help, I think, in developing positions to adequately address some of the emerging issues. I recognize that's only a partial response.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Do you want to make a comment, Mr. Culpeper? Then I want to move to Mr. Bergeron.

Mr. Culpeper: We've been doing a bit of thinking on this issue, and perhaps the missing part of the puzzle has to do with not only consultation, as Mr. Christie has just said, but participation in developmental or decision—making processes.

I'll just give you two examples. The Paris Club negotiates official bilateral debt, and consultative groups are usually organized under the chair of the World Bank, at which bilateral and multilateral donors get around the table and basically

[Translation]

Avec tous ces casse-tête qu'on met ensemble—recourez aux institutions internationales, recourez aux coalitions, recourez aux ONG—que faisons—nous de la culture d'entreprise de nos propres ministères et de nos propres mécanismes de relations avec le reste du monde, qui sont assez peu flexibles? M. Christie aurait la réponse à cela. Je ne crois pas que nous puissions répondre aux problèmes qui nous sont présentés.

Comment pouvons-nous donc être plus réceptifs et plus souples face aux changements que vous venez de mentionner? C'est une pièce manquante du casse-tête.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Monsieur Christie, êtes-vous prêt à renverser la culture actuelle aux Affaires étrangères?

La sénatrice Carney: Afin que vous puissiez traiter avec l'Argentine et le Chili sans tenir compte des questions relatives au Pacifique?

M. Christie: J'essaierai de répondre partiellement à cette question avec une appréhension encore plus grande que celle qui a animé ma réponse à la question de M. Graham. La question est très ambitieuse et très pertinente et je ne suis pas certain—je sais, je n'ai pas de réponse très complète.

Pour assurer une plus grande réceptivité, il faudrait, notamment, selon moi, poursuivre le changement de culture qu'adoptent les gouvernements dans leurs consultations intérieures. Je me reporte un peu à ma propre expérience des négociations de l'ALÉNA, où nous avons profité de certains comités déjà existants et entretenu des contacts presque constants avec le secteur privé, des organisations non gouvernementales et le comité fédéral-provincial. Cela a fonctionné assez bien.

Autrement dit, par le processus de consultation locale, les idées qui sont mises de l'avant à l'égard de la nouvelle politique commerciale et des questions financières internationales peuvent être discutées plus souvent, comme c'est le cas d'ailleurs de tout le processus d'examen de la politique étrangère.

Ma propre expérience me fait dire sans aucune hésitation que votre position de négociation s'en trouve enrichie. Le processus est très long et très exigeant, mais la consultation nous rend plus réceptifs aux subtilités des gens avec qui nous traitons.

Bien sûr, à la fin de la journée, les gouvernements prennent toujours des décisions et ils sont obligés de le faire. Vous le savez certainement mieux que moi. Cependant, le processus peut aider à façonner une position qui permettra d'aborder convenablement de nouvelles questions. J'admets qu'il s'agit là d'une réponse incomplète.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Avez-vous une observation, monsieur Culpeper? Je donnerai ensuite la parole à M. Bergeron.

M. Culpeper: Après avoir réfléchi à cette question, la pièce manquante du casse-tête touche non pas seulement la consultation, comme vient de le dire M. Christie, mais aussi la participation aux processus de développement ou de prise de décisions.

Permettez-moi de vous donner seulement deux exemples. Le Club de Paris négocie des modalités officielles bilatérales d'emprunt, et des groupes consultatifs sont habituellement constitués sous la présidence de la Banque mondiale. Lors des

discuss the future of a country. Both of these processes currently operate almost like the star chamber. The developing country in question comes in as a supplicant and asks for relief and special treatment. The onus is on the developing country, or its government representatives, to prove why the rest of the group, the donors and the creditors, should do anything.

[Traduction]

rencontres, les organismes contributeurs bilatéraux et multilatéraux s'assoient autour de la table et discutent essentiellement de l'avenir d'un pays. Ces deux façons de procéder fonctionnent actuellement à peu près comme la chambre étoilée. Le pays en développement en question vient quémander une aide et un traitement spécial et c'est à lui, ou aux représentants de son gouvermement, qu'il incombe de prouver que le reste du groupe, c'est-à-dire les pays contributeurs et les créanciers, devrait lui prêter main-forte.

• 1100

What seems to be missing-

Senator Carney: Mr. Chairman, I was thinking Ms Hébert might want to answer. What should Canada do? We put all the onus in this discussion on what other people should be doing and I'm saying we can't deliver. We are not responsive enough, as a government and a country, to deal with the new ideas you're presenting.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Ms Hébert why don't you pick up the ball, please.

Ms Hébert: When Mr. Culpeper started to talk about concertation and information, I thought he was talking about CISS Canada. I think the various private firms or NGOs that deliver Canadian foreign policy for us seem to very often work in some kind of ivory tower.

I will just compare it very briefly with how the banks work, again from our point of view. It's very easy to figure out very early in the game what the World Bank is planning to do in Russia. You have access to the formal pipeline. You can talk to any of the officers and they'll give you the analysis, the documentation, the amounts of money that are planned and they'll talk about the issues.

Here in Canada, on the contrary, you have a wall built between CIDA or External Affairs and the public. If you go to CIDA or External Affairs and ask about their plan for Russia or Vietnam or what they put up at the latest bilateral talks and how that will influence things, you come up against a wall. They can't really talk to you about these things because it might give you some advantage or something like that.

An information flow or concertation with the various groups involved within Canada would go a long way to eventually reform what we're doing here and how we work with others. It would go beyond the type of meeting with the public this committee is doing to a change of culture within the bureaucracy itself. We get consulted formally, but we don't get informed and we don't get forums to give back our feelings.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much. I must move on.

I want to remind the committee that we have a little more than 30 minutes because we have to vacate this room earlier than usual. I have six members of the committee who wish to make comments or ask questions. I think we have to put our questions a bit more briskly and our answers a bit more sharply so we can accommodate everybody and conclude at the appropriate time.

Ce qu'il semble manquer. . .

La sénatrice Carney: Monsieur le président, je pensais que M^{me} Hébert pourrait vouloir répondre à cela. Que devrait faire le Canada? Dans cet échange, nous rejetons tous la responsabilité sur les autres, mais nous ne pouvons pas livrer la marchandise. Nous ne sommes pas assez réceptifs en tant que gouvernement et pays pour affronter les nouvelles idées que vous nous présentez.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Madame Hébert, la balle est dans votre camp.

Mme Hébert: Lorsque M. Culpeper a commencé à parler de concertation et d'information, je croyais qu'il parlait d'ACIS Canada. Selon moi, les diverses entreprises privées ou les ONG qui appliquent pour nous la politique étrangère du Canada semblent très souvent travailler dans une sorte de tour d'ivoire.

Je vais simplement faire une comparaison très rapide avec la façon dont les banques fonctionnent, ici encore de notre point de vue. Il est très facile de savoir au tout début de la partie ce que la Banque mondiale prévoit faire en Russie. Vous avez accès aux pipelines officiels. Parlez à n'importe quel agent et il vous fournira l'analyse, la documentation, les montants prévus et toutes sortes d'autres renseignements.

Au Canada, par contre, un mur est érigé entre l'ACDI ou les Affaires étrangères et le public. Si vous demandez à l'ACDI ou aux Affaires étrangères les mesures qu'ils prévoient prendre à l'égard de la Russie ou du Vietnam, ou les propositions qu'ils ont faites aux demières rencontres bilatérales et leur incidence, vous vous buterez à un mur. Ils ne peuvent vraiment pas vous parler de ces choses, car vous pourriez en retirer un avantage quelconque.

Un flot d'information ou une concertation avec les divers groupes intéressés au Canada aurait de fortes chances de modifier à la longue notre rôle et nos relations avec les autres et permettrait de délaisser le genre de rencontre publique que notre comité tient en ce moment en faveur d'un changement de culture au sein de la bureaucratie. On nous consulte officiellement, mais personne ne nous informe et personne ne nous permet d'exposer publiquement nos réactions.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup. Je dois poursuivre.

Je rappelle au comité qu'il reste un peu plus de 30 minutes vu que nous devons quitter cette salle plus tôt que d'habitude. Il y a six membres du comité qui désirent faire des observations ou poser des questions. Pour que nous puissions entendre tout le monde et terminer à l'heure convenue, il serait bon de poser les questions un peu plus rapidement et d'y répondre avec un peu plus de précision.

M. Bergeron (Verchères): Merci beaucoup, monsieur le président. Je vais essayer de me conformer à cette nouvelle directive de votre part. La question que j'aurais à poser porte sur les banques régionales de développement et elle m'est inspirée de la série de consultations publiques que nous avons tenues à travers le Canada demièrement.

Nous avons eu comme commentaires de la part de plusieurs ONG qui se sont présentées devant nous, que le Canada était d'un côté, l'un des principaux bailleurs de fonds des banques régionales de développement et d'un autre côté, en revanche, était très peu impliqué dans les décisions qui sont prises par ces banques régionales de développement. C'est particulièrement le cas de la Banque africaine de développement, et la sénatrice Andreychuk pourra certainement me corriger là—dessus s'il y a lieu, où le Canada est très peu impliqué dans les décisions et il ne reçoit que fort peu de nouvelles des décisions qui sont prises par les banques régionales de développement. C'est un commentaire qui nous a été adressé par un certain nombre d'ONG qui exprimaient leur préoccupation à cet égard et nous demandaient de nous pencher plus particulièrement sur cette question.

Ayant devant nous des gens qui s'y connaissent parfaitement dans ce domaine, j'aimerais avoir votre point de vue sur la question, et d'autre part, savoir de quelle façon ce Comité pourrait intervenir auprès du gouvernement pour suggérer des solutions possibles au problème qui a été soulevé par un certain nombre d'ONG.

• 1105

The Joint Chairman (Senator MacEachen): That was very good.

Now, we want Mr. Culpeper and Ms Hébert to answer, and then we'll move on.

Mr. Culpeper: Mr. Chairman, I'll try to be brief.

Canada is one of the leading donors to all of the regional banks. It is, in fact, between third and sixth place to all of them. I think it's wrong to suggest that we don't have any influence because we have a seat on all of the regional development banks—the Asian Bank, the African Bank, the Caribbean Bank, as well as the Inter-American Bank.

What is different about the regional banks is that the developing countries have majority ownership and control of these institutions, which makes them a little different from the World Bank and the IMF that are under the control of the OECD countries, particularly the G-7.

But I would argue that for that reason, they're an extremely important subset of the members of the international financial institutions family because it gives the developing countries that belong to them some kind of notion of control in managing their own destiny instead of having it imposed on them by the rich countries all the time, as in the case of the Bretton Woods institutions.

Now, it's true that some of them—the African Bank was mentioned by Ms Hébert—have run into financial problems lately, but, here again, the solution will have to be a collaborative one between the donor countries that are giving the money and the African countries that are owning, controlling, and managing the institution. I'm not saying there are problems that can be solved easily, but they need to be addressed.

[Translation]

Mr. Bergeron (Verchères): Thank you very much, Mr. Chairman. I will try to respect your new wishes. My question, which deals with regional development banks, was inspired by the recent public consultations which we held all across Canada.

Several of the NGOs we heard have commented that Canada was, on one side, one of the leading donors to regional development banks, all the while, on the other side, not getting very much involved in their decision-making process. This is particularly true with the African Development Bank, and Senator Andreychuk will undoubtedly correct me if I'm wrong, where Canada has very little involvement in the decision-making process, and receives only scant information about the decisions taken by regional development banks. Some NGOs made that comment and asked us to examine this issue more closely.

Having before us experts in this field, I would like to get your view on this question, and to know how this committee could suggest to our government possible ways of addressing the problem raised by a number of NGOs.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): C'était très bien.

Je demande maintenant à M. Culpeper et à M^{me} Hébert de répondre, puis nous passerons à autre chose.

M. Culpeper: Monsieur le président, je vais essayer d'être bref.

Le Canada est l'un des principaux bailleurs de fonds de toutes les banques régionales, se classant du troisième au sixième rang à ce titre. Il serait faux de prétendre que nous n'avons aucune influence parce que nous siégeons au conseil de toutes les banques régionales de développement—la Banque asiatique, la Banque africaine, la Banque des Caraîbes, ainsi que la Banque interaméricaine.

Les banques régionales se distinguent de la Banque mondiale et du FMI, qui sont sous le contrôle des pays de l'OCDE, particulièrement du G-7, par le fait qu'elles sont possédées et contrôlées en majorité par les pays en développement.

Pour cette raison, elles constituent un sous-ensemble extrêmement important des membres de la famille des institutions financières internationales, car les pays en développement y trouvent une certaine forme de contrôle de leur propre destinée, au lieu que celle-ci leur soit toujours imposée par les pays riches, comme c'est le cas des institutions de Bretton Woods.

Il est vrai que certaines de ces banques—M^{me} Hébert a mentionné la Banque africaine—ont éprouvé récemment des difficultés financières, mais ici encore, la solution devra reposer sur la collaboration entre les pays bailleurs de fonds et les pays africains qui possèdent, contrôlent et gèrent l'institution. Je ne dis pas qu'il y a des problèmes faciles à résoudre, mais il faut nous y attaquer.

If I may comment on Senator Carney's question, we have been thinking—

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Please, we're not going back. We have to stay on target. Ms Hébert.

Ms Hébert: I'd like to make just one brief comment on the regional development banks. I think we tend to forget that the regional development banks are banks. The major interest of those banks is to lend money. Their major relationship is with their clients to whom they lend money. So the negotiation is between the bank officers—it comes to the board eventually—and the government of the country. It's not very different from the relationship I have with my own banker—obviously for less money.

I'm not sure that Canada or the developed world should have much say in how much money the European Bank, the World Bank, or the African Bank is ultimately going to lend, at what percentage, for what duration, and what the component of technical assistance should be on a particular project in agriculture. I don't think we have much to say on that. It's a relationship between that bank and the country.

I think what we can do is maybe work with the banks so that they look more closely at issues such as human rights and the environment.

On your second point as to how much Canada benefits from it, there's a lot of criticism that we don't get enough, but I think we get just about as much as the effort we put in with the banks. Part of the blame, I think, belongs to the Canadian government for not assisting us, but I think that's minor. I think if we don't get more, it's because our private sector doesn't try hard enough. If we try hard enough and are sustained enough in our efforts with the banks, we usually win. It's easy for me to say because I come from a company that wins a lot, but if you sustain your effort you will win like other countries do.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you.

Mr. Gauthier, I'd like to turn to you now.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I want to go back to Mr. Christie on the question put to him by several members, starting off with Mr. Graham in his usual manner, on rule-making. Can you tell us, Mr. Christie, about the compatibility of the rules of NAFTA and the GATT? When interpretations between the two differ, in your opinion—or in the opinion of the panel—who resolves the differences?

Take, for example, article 11. The Americans say that GATT is superseded by NAFTA. We say, no, GATT takes it first and NAFTA follows. Is there anything in the planning to situate some international organization that would help resolve these issues?

[Traduction]

Pour revenir à la question de la sénatrice Carney, nous avons réfléchi...

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Pas de retour en arrière, je vous prie. Nous devons garder notre objectif en tête. Madame Hébert.

Mme Hébert: Permettez-moi une brève observation au sujet des banques régionales de développement. Nous avons tendance à oublier que les banques régionales de développement sont des banques et que leur intérêt principal est de prêter de l'argent. Elles entretiennent leurs principales relations avec leurs emprunteurs. Les négociations se déroulent donc entre les représentants des banques—cela revient à la longue au conseil d'administration—et le gouvernement du pays. Ce n'est pas très différent du lien que j'ai avec mon propre banquier—pour des sommes beaucoup moins importantes, évidemment.

Je ne suis pas certain que le Canada ou les pays industrialisés devraient avoir une grande influence sur les sommes que la Banque européenne, la Banque mondiale ou la Banque africaine voudront à la longue prêter, sur le pourcentage, sur la période ou sur l'élément de l'aide technique sur lequel devrait porter un projet agricole particulier. Je ne crois pas que nous ayons grand-chose à dire à ce sujet. C'est un lien qui s'établit entre la banque en question et le pays.

Nous pouvons peut-être travailler avec les banques afin qu'elles examinent plus étroitement diverses questions comme les droits de la personne et l'environnement.

Quant à connaître les avantages que le Canada en retire, beaucoup de gens critiquent notre rendement trop faible, mais, selon moi, nous récoltons à peu près autant que ce que nous y mettons. Une partie du blâme appartient au gouvernement canadien qui n'a pas voulu nous aider, mais ce problème est peu important. Si nous n'obtenons pas plus, c'est parce que notre secteur privé ne déploie pas d'efforts assez vigoureux. Si nous travaillons suffisamment fort et si nous sommes soutenus dans notre démarche auprès des banques, nous en sortirons habituellement gagnants. Cela m'est facile à dire parce que je travaille dans une entreprise qui réalise de gros bénéfices. Cependant si vous poursuivez vos efforts, vos gains seront semblables à ceux des autres pays.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci.

Monsieur Gauthier, vous avez maintenant la parole.

Le coprésident (M. Gauthier): J'aimerais revenir à M. Christie en ce qui concerne la question que lui ont posée plusieurs membres, à commencer par M. Graham à sa façon habituelle, sur l'élaboration des règles. Monsieur Christie, que pouvez-vous nous dire de la compatibilité entre les règles de l'ALENA et celles du GATT? S'il y a une divergence d'interprétation entre les deux, qui, selon vous—ou de l'opinion des panélistes—devrait résoudre le litige?

Prenez par exemple l'article 11. Les Américains prétendent que l'ALÉNA a préséance sur le GATT. De notre côté, nous prétendons le contraire. Prévoit—on à un moment donné créer une certaine forme d'organisme international qui aiderait à résoudre ce genre de question?

[Translation]

• 1110

Mr. Christie: That's a very policy-specific question on the quite clearly that the obligations entered into under the Uruguay Round result is the obligation that prevails. I have no grounds from my own knowledge of the way the NAFTA was crafted that would in any way cast that position in doubt.

The Americans, of course, are entitled to their interpretation. If they pursue it-

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): So the big guy wins. He moves the goal posts?

Mr. Christie: I have perhaps a fair amount of confidence in the new dispute settlement rules. Indeed, Ted English mentioned, I think, a very important point that now under the new WTO rules we have what is called reverse consensus, which should make the system much more effective. We have said no to American interpretations in the past and if we believe we have the right position, and I'm convinced that's the case, I assume we will continue to say no to their interpretation in the future.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I have a question for Mr. Culpeper, Did I misunderstand you, sir, on the

question des institutions financières internationales? Vous avez dit qu'on devrait continuer à être généreux envers les institutions financières internationales.

Je reviens à la question de monsieur Bergeron. Les ONG nous ont répété qu'il faut absolument augmenter la part qu'ils obtiennent de l'enveloppe de l'aide au développement international. Est-ce que vous êtes en train de me dire qu'on devrait aller vers le bilatéral plutôt que vers le multilatéral? Ou bien est-ce que c'est le contraire? Est-ce que vous êtes en train de nous dire qu'on devrait diminuer le nombre des ONG? Et si oui, quels programmes devrait-on, d'après vous, supprimer dans l'aide au développement?

Mr. Culpeper: I'm not suggesting cuts one way or another. I'm suggesting that our share of the international financial institutions, around 20%, has served us well. There are those who are advocating, in fact, a big cut for the IFIs.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): That scenario is generous, 20%.

Mr. Culpeper: No. I think it's generous in terms of our share of the institutions when you look at other donors, but 20% of the whole envelope of ODA I don't think is excessive. I think it would be a mistake to make large cuts. The status quo in terms of shares is what I'm talking about.

Senator Perrault (North Shore-Burnaby): I have a question relating to our ties with Latin America. On page 14 of the CLC brief, we read that Canada must strengthen its ties with Latin America. CLC views NAFTA as a detriment to sustainable economical development. But you say important opportunities exist for Canada to advance its interests in the region. Can you be more specific? What kind of initiatives could we undertake? Then I have a following brief question.

M. Christie: Dans ce cas précis, c'est une question de politique particular case in question. The position of the government has been très spécifique. La position du gouvernement est très claire: les obligations contractées dans le cadre de l'Uruguay Round sont l'engagement qui prime. Connaissant la façon dont l'ALÉNA a vu le jour, je n'ai aucun motif de douter de cette position.

> Les Américains, bien sûr, ont droit à leur interprétation. S'ils insistent...

> Le coprésident (M. Gauthier): Donc, c'est le grand gars qui gagne. Il déplace les poteaux des buts?

> M. Christie: Je fais assez confiance aux nouvelles règles de règlement des différends. De fait, c'est Ted English, sauf erreur, qui a mentionné un point très important, soit que les nouvelles règles de l'OMC nous donnent désormais un consensus dit à l'inverse, de sorte que le système devrait être beaucoup plus efficace. Nous avons déjà dit non aux interprétations américaines et si nous croyons avoir raison, comme j'en suis convaincu, je suppose que continuerons de dire non à leur interprétation désormais.

> Le coprésident (M. Gauthier): J'ai une question pour M. Culpeper. Vous ai-je mal compris, monsieur,

> on the matter of international financial institutions? You suggested that we should continue to be generous with the international financial institutions.

> Coming back to Mr. Bergeron's question, the NGOs have told us again that there is an absolute requirement to increase their share of the international development assistance envelope. Are you suggesting to me that we should go bilateral rather than multilateral? Or is it the reverse? Are you suggesting that the number of NGOs should be cut? And, if so, what development assistance programs do you feel should be cut?

> M. Culpeper: Je ne dis pas qu'il faut supprimer quoi que ce soit. Je dis que notre part des institutions financières internationales, aux alentours de 20 p. 100, nous a bien servis. Il y en a qui préconisent, en fait, une grande réduction pour les IFI.

> Le coprésident (M. Gauthier): Le scénario est généreux, 20 p. 100.

> M. Culpeper: Non. Je pense qu'il est généreux par rapport à notre part des institutions, compte tenu des autres donateurs, mais 20 p. 100 de l'ensemble de l'enveloppe de l'APD, cela ne me paraît pas excessif. Je pense qu'on ferait erreur en faisant de grandes compressions. Le statu quo, pour ce qui est des parts, voilà ce dont je parle.

> Le sénateur Perrault (North Shore-Burnaby): J'ai une question sur nos liens avec l'Amérique latine. À la page 14 du mémoire du CTC, on lit que le Canada doit resserrer ses liens avec l'Amérique latine. Le CTC considère que l'ALÉNA constitue une entrave au développement économique durable. Mais vous dites que le Canada a d'excellentes chances de faire avancer ses intérêts dans la région. Pourriez-vous être plus précis? Quelle sorte d'initiatives pourrions-nous lancer? Ensuite, j'aurai une brève question.

Mr. Jackson: I think one that was taken last night by Christine Stewart is not a bad example in terms of trying to move the Cuba n'est pas un mauvais exemple d'effort visant à débloquer un peu la agenda a little forward. I think that is something that the CLC at least has been promoting in Latin America for some time with the Government of Canada, the past government, and in a recent meeting with Mr. Ouellet.

We think Canada can and should play a more forceful role within the Organization of American States. We think hemispheric trade relations and some kind of trade regime within the hemisphere is not something that we reject out of hand. We had some very difficult problems with NAFTA, primarily because of the absence of the social dimension in that whole process, the very kinds of things that I was speaking about here this morning.

Had there been-and I want to say quite clearly had there been—the mood in the negotiations between... both in regard to the bilateral agreement and NAFTA that suggested it structure de l'accord bilatéral et de l'ALÉNA, de discuter de la was important within the structure of that agreement to discuss the social dimension, you would have quite a different viewpoint la part du syndicalisme. Dans le climat actuel, si ces accords from organized labour than the one you had. It may be that, given devaient être repris, le gouvernement les aborderait peut-être même today's climate, were those agreements to be up for discussion again dans une autre optique. Néanmoins, tout cela, c'est de l'histoire. you might even have a different point of view coming forward from the government. Nevertheless, that's history now.

[Traduction]

M. Jackson: L'exemple qu'a donné Christine Stewart hier soir question cubaine. Il y a un certain temps que le CLC tout au moins en fait la promotion en Amérique latine avec le gouvernement du Canada, l'ancien gouvernement, et lors d'une rencontre récente avec M. Quellet.

Le Canada peut et devrait prendre une plus grande place dans l'Organisation des États américains. Il ne faut pas rejeter du revers de la main les relations commerciales hémisphériques et un genre de régime commercial à l'intérieur de l'hémisphère. Nous avons eu quelques problèmes difficiles avec l'ALÉNA. essentiellement à cause de l'absence de dimension sociale dans tout ce processus, des choses dont je vous parlais ce matin.

S'il était ressorti-et j'insiste très fort sur les mots «s'il était»—des négociations entre... qu'il était important dans la dimension sociale, vous auriez eu un tout autre point de vue de

• 1115

We think Canada needs to pay a lot more attention to its own hemispheric situation. We applauded the appointment of a secretary of state in the region. We think that sends an important signal in Latin

As I mentioned, the question of Cuba is another example. Within the trade union movement, we have been involved for many years in a regional organization-

Senator Perrault: When you point out your 30 years of relationships with the trade union movement on the western hemisphere, you say that Canada's played a leading role in hemispheric labour organization. Yet there are reports from Mexico that women textile workers have had their wages reduced to 30¢ an hour during the past 12 months. How can that be reconciled with the suggestion that we're making great progress down there?

Second, how free is the trade union movement in Central American and South American nations after this 30-year relationship?

Mr. Jackson: I don't think Mexico would be a shining example of progress in the labour movements in the western hemisphere.

Senator Perrault: Are these reports accurate?

Mr. Jackson: Yes. We're involved in some pretty acerbic exchanges with the leadership of the Mexican trade union movement right now on these points, and also on the question of Chiapas and their response to it.

Le Canada doit faire beaucoup plus attention à sa situation dans l'hémisphère. Nous nous sommes réjouis de la nomination d'un secrétaire d'État dans la région. Cela envoie un important message à l'Amérique latine.

Comme je l'ai mentionné, le cas de Cuba est un autre exemple. Dans le mouvement syndical, nous avons travaillé pendant de nombreuses années dans une organisation régionale. . .

Le sénateur Perrault: Lorsque vous faites état de vos 30 ans de relations avec le mouvement syndical dans l'hémisphère occidental, vous dites que le Canada a joué un rôle prépondérant dans le syndicalisme hémisphérique. Et pourtant, les nouvelles qui nous viennent du Mexique nous apprennent que les travailleuses du textile ont vu leur salaire tomber à 30 cents l'heure depuis 12 mois. Dans ce contexte, comment pouvez-vous dire que nous faisons de grands progrès là-bas?

En second lieu, dans quelle mesure le mouvement syndical des pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud est-il libre après cette relation de 30 ans?

M. Jackson: Le Mexique ne serait pas un exemple éclatant de progrès parmi les mouvements syndicaux de l'hémisphère occiden-

Le sénateur Perrault: Ces nouvelles sont-elles justes?

M. Jackson: Oui. Nous avons actuellement des échanges plutôt acrimonieux avec les dirigeants syndicaux mexicains à ce sujet, ainsi que sur la question des Chiapas et la façon dont ils y ont réagi.

The Mexican trade union movement grew up under a model not union movement had a kind of corporate quality to it. Together with other segments of society they created a one-party state in Mexico. There was quite a different approach to public policy and, in some cases, to fundamental issues like collective bargaining, compared with what we have had in North America.

That's been an issue that hasn't been an issue. We haven't been confronting that over the last number of years. On the positive side, one of the things NAFTA did was to bring that forward so we now are more forced to deal with it head on.

It's not monolithic, though. There are groups in Mexico that are engaged in collective bargaining.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Jackson, I would like to call on Mr. Lastewka to get him in.

Mr. Jackson: Okay.

Mr. Lastewka (St. Catharines): I want to be very brisk and right to the point. I really enjoyed your presentations today. I would like to have your point of view on what is the one priority direction that you believe this committee must include in the document. I would like you to speak to the point. What is that one priority item, from your perspective, that must be in the document?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We have six presenters. I hope they will follow Mr. Lastewka's advice and speak to the point, say, in a sentence. Mr. English, do you want to start?

Mr. T. English: I think the most important thing is to recognize that there are many different approaches required for the different levels of economic development and political challenges in the parts of the world we have referred to.

Mr. Jackson: I think Canada should play a leading role in multilateral institutions to promote a social dimension in international aid, trade, and finance.

Mr. Culpeper: I think the key issue is wrenching poverty. That should inflame with passion the committee's work and its report. We should do all we can to reform the international institutions to do something about it.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Christie, you can ask to have a new minister, if you want, or change the government.

Mr. Christie: I think I should probably pass on that one, Mr. Chairman.

I'll give you a technician's response, if I might. Creative coalition building, I think, is increasingly important in foreign policy. I think that means a much broader horizon in terms of who we choose to work with on different issues. There should be different partners-many of these I think we'll find in Latin America and Asia Pacific—for different issues.

Ms Hébert: I think the one most pressing issue, from my point of view, is the coordination and concentration of our trade support effort. As a small nation, it's key.

[Translation]

Le mouvement syndical mexicain a grandi selon un modèle qui unlike what existed in eastern and central Europe where the trade n'est pas différent de celui qui existait en Europe de l'Est et en Europe centrale, où le mouvement syndical était empreint d'un certain corporatisme. Avec les autres segments de la société, il a créé un État unipartite au Mexique. L'approche de la politique publique et, dans certains cas, des questions fondamentales comme la négociation collective était bien différente de celle que nous avions en Amérique du Nord.

> La question n'en était pas une. Nous n'avons pas vu cela depuis plusieurs années. Du côté positif, l'ALÉNA a mis cela en lumière, ce qui nous force à nous y attaquer de front.

> Ce n'est pas monolithique, quand même. Le Mexique a des groupes qui négocient collectivement.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Monsieur Jackson, j'aimerais bien entendre M. Lastewka.

M. Jackson: Très bien.

M. Lastewka (St. Catharines): Je serai très bref et j'irai droit au but. J'ai bien aimé vos exposés d'aujourd'hui. J'aimerais connaître votre point de vue sur l'orientation prioritaire que, selon vous, notre comité doit recommander dans le document. J'aimerais que vous nous en parliez. Quel est, dans votre perspective, l'élément prioritaire à mettre dans notre document?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous avons six témoins. J'espère qu'ils suivront le conseil de M. Lastewka et qu'ils s'en tiendront au point, en une phrase, mettons. Monsieur English, voulez-vous commencer?

M. T. English: L'important, c'est de reconnaître qu'il faut autant d'approches qu'il y a de niveaux de développement économique et de défis politiques dans les coins du monde dont nous avons parlé.

M. Jackson: Le Canada devrait jouer un rôle de premier plan dans les institutions multilatérales pour promouvoir une dimension sociale de l'aide, du commerce et des finances internationaux.

M. Culpeper: La question clé est la pauvreté déchirante. Elle devrait enflammer de passion le travail et le rapport de votre comité. Nous devons faire tout notre possible pour réformer les institutions internationales afin qu'elles y fassent quelque chose.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Monsieur Christie, vous pouvez demander un nouveau ministre si vous voulez, ou changer de gouvernement.

M. Christie: Je préférerais passer, monsieur le président.

Je vous répondrai en technicien, si vous me le permettez. La création constructive de coalitions, selon moi, prend de plus en plus d'importance en politique étrangère. Cela signifie un horizon beaucoup plus étendu pour ce qui est des partenaires avec qui nous décidons de travailler aux différents problèmes. Il devrait y avoir différents partenaires—nous en trouverons un grand nombre en Amérique latine et en Asie-Pacifique-pour différentes questions.

Mme Hébert: Une des questions les plus urgentes, dans ma perspective, est la coordination et la concentration de notre effort d'aide au commerce. Pour un petit pays, c'est la clé.

Mr. Maila: I think it's the reform of the international financial institutions in order to make them more efficient and more effective at poverty alleviation.

[Traduction]

M. Maila: Selon moi, c'est la réforme des institutions financières internationales pour les rendre plus efficientes et plus efficaces comme instruments de soulagement de la pauvreté.

• 1120

The Joint Chairman (Senator MacEachen): That has turned out to be a very good question, Mr. Lastewka. We got pointed answers excellente, après tout, monsieur Lastewka. Nous avons eu des from each of the participants. I thank them for making that réponses à message de chacun des participants. Je les en remercie. contribution.

Mr. Mills (Red Deer): Mr. Christie, you mentioned that we're very good rule-makers. In using a specific example I might question that, particularly in the NAFTA area.

In the pipeline construction business there are many Americans who can come to Canada. Companies win contracts. They can come and they can actually put in a pipeline. When it comes to the reverse, there is a great difficulty to get Canadian workers into a United States company.

I have at least five specific examples where Canadian companies. Alberta companies, have won contracts in the United States but are forced, if they want to get the projects under way, to hire American people. The reverse is not the case. I question our deal-making if in fact that sort of thing is going on.

Mr. Christie: Very briefly, it's a good question. I suspect that the NAFTA professional services chapter, which provides for increased access to each of the economies by professional people, should go some distance in meeting that concern. The agreement has only been in force since January. More to the degree that it does not meet the concern, there is a provision in that section of the NAFTA that calls on the parties to negotiate further improvements. That's part of an ongoing work program.

I'd have to check on the specifics of that case, but there is a fairly broad provision allowing for much greater access of professional people on each side of the border, assuming that the technical qualifications of the people are in order.

Mr. Mills: I have one other really short question, Mr. Chairman. We talk about maintaining our amount of money for the various international banks and regional banking. It seems to me, not knowing a lot about banking, we are providing that money and it is borrowed money that we're providing. It seems a little strange that that's a good investment. If we're a 20% player, where does that money come from? Is it borrowed money that we're talking about?

Mr. Culpeper: Most of the money is actually aid money. The banks have two windows. One is a window that lends borrowed money on the capital markets, but we don't really put a lot of money into that window ourselves. We put in \$5 for a \$100 capital share, and the banks are able to use \$100 to borrow from the capital markets and lend to the developing countries. That's the hard window.

The soft window is one like the International Development Association of the World Bank group in which we give the World Bank \$300 million or so a year. They on-lend it to developing countries.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Votre question était

M. Mills (Red Deer): Monsieur Christie, yous avez dit que nous sommes très bons pour établir des règles. À l'aide d'un exemple précis, je pourrais vous contester là-dessus, particulièrement dans le cas de l'ALÉNA.

Dans l'industrie de la construction de pipelines, de nombreux Américains viennent travailler au Canada. Leurs entreprises décrochent nos contrats. Ils s'amènent ici pour nous installer un pipeline. Mais quand c'est l'inverse, on a beaucoup de difficulté à envoyer des travailleurs canadiens dans une entreprise américaine.

J'ai au moins cinq exemples concrets où des sociétés canadiennes, des sociétés albertaines, qui avaient décroché des contrats aux États-Unis ont été forcées, pour lancer leurs projets, d'embaucher du personnel américain. L'inverse n'est pas vrai. Je m'interroge sur notre capacité de marchander si, de fait, ce genre de choses se passe.

M. Christie: Très brièvement, c'est une bonne question. Je soupçonne que le chapitre de l'ALÉNA sur les services professionnels, qui facilite l'accès des professionnels à chacune des économies, devrait répondre un peu à cette crainte. L'accord n'est en vigueur que depuis janvier. Dans la mesure où elle ne répond pas à cette préoccupation, cette section de l'ALÉNA renferme une disposition obligeant les parties à négocier d'autres améliorations. Cela fait partie d'un programme de travail continu.

Je n'ai pas vérifié les détails de ce cas-là, mais il y a une disposition pas mal vaste qui ouvre tout grand l'accès aux professionnels de chaque côté de la frontière, dans la mesure où leurs titres techniques sont en règle.

M. Mills: J'ai une autre question très brève, monsieur le président. Nous parlons de maintenir les crédits que nous consacrons aux diverses banques internationales et aux banques régionales. Il me semble, sans en savoir trop long sur les banques, que c'est de l'argent emprunté que nous leur donnons. Il m'apparaît un petit peu bizarre que cela soit un bon placement. Si nous y allons de 20 p. 100, d'où vient l'argent? Est-ce de l'argent emprunté?

M. Culpeper: Le plus clair de cet argent est effectivement de l'aide. Les banques ont deux guichets. D'abord, un guichet qui prête de l'argent emprunté sur les marchés financiers, mais nous ne mettons vraiment pas beaucoup d'argent à ce guichet nous-mêmes. Nous mettons 5\$ pour un capital-actions de 100\$, et les banques peuvent utiliser 100\$ pour emprunter sur les marchés financiers et prêter aux pays en développement. C'est le guichet dur.

Le guichet mou rappelle l'Association internationale de développement du groupe de la Banque mondiale, où nous donnons 300 millions de dollars environ par année à la Banque mondiale. Elle le reprête aux pays en développement.

The interesting difference between what the the regional banks do and the bilateral program is that money is like an interest–free loan. They do have to repay the principal and, as Mr. Maila was saying, this imposes a bit of a discipline on the borrower.

Mr. Maila: I agree with Roy's analysis. I would say what makes it a good investment is really what you get for the taxpayers' money that goes in there, which is presumably, over time, a higher standard of living in the developing countries, which should be to the benefit of Canada as well.

Mr. Regan (Halifax West): Mr. Christie, you were speaking earlier about trying to harness the process of increasing concentration on issues of environment and trade going hand in hand and being brought into negotiations of agreements. How do you see us harnessing that process, and what are the biggest obstacles for Canada in that process?

Mr. Christie: Again, speaking personally and from my own experience on the issue, one of the biggest obstacles is an inclination on the part of the major trading blocs, or the major trading players, in particular the European union and the United States, to make an all too easy connection, it seems to me, between the trading rules and the need to seek improvements internationally on the environmental front. It's particularly disturbing because the proposals that have been made to date, either within the North American context or within the GATT-WTO context have been made in a way that is very loose; that is, putting forward broad concepts with very little definition, which frankly leaves you with a concern that they're rather more interested in developing the tool to protect their producers against potential imports from countries like Canada than having the environmental agenda front and centre as they move forward.

• 1125

One of the challenges we face, I think, as this particular issue moves forward is to ensure that any rules that are created are very carefully crafted so we know exactly what it is we're signing onto and what is more important, so the U.S. and European regulators understand what they're supposed to be enforcing, rather than making the rules up as they go along.

Mr. T. English: Just one quick point. I think it's very unfortunate if we assume that the trade measures method of policing environmental problems is the only method. There may be occasions when they can be useful, but it's far more important to deal with some of these issues on a less than multilateral level. Many of them are regional or subregional issues. Exemplary policies and practices in regions can play a bigger part than multilateral policies in many of the instances involved.

The Joint Chairman (Mr. MacEachen): Thank you.

Mr. English, if you have a final question, I have a few minutes for you. Then we'll wind up.

Mr. English (Kitchener): Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

La différence intéressante entre les banques régionales et le programme bilatéral, c'est que l'argent est comme un prêt sans intérêts. Elles doivent rembourser le principal et, comme M. Maila le disait, cela impose une certaine discipline à l'emprunteur.

M. Maila: Je suis d'accord sur l'analyse de Roy. Si le placement est bon, c'est grâce à ce qu'on obtient en contrepartie de l'argent du contribuable qui s'en va là, à savoir, avec le temps, peut-être, un niveau de vie plus élevé dans les pays en développement, ce qui devrait profiter au Canada également.

M. Regan (Halifax–Ouest): Monsieur Christie, vous parliez tantôt de chercher à exploiter l'attention croissante que l'on accorde aux questions d'environnement et de commerce, qui vont de pair et qui entrent dans la négociation des accords. Selon vous, comment pourrions–nous exploiter ce processus, et quels sont les plus grands obstacles qu'il présente pour le Canada?

M. Christie: Encore une fois, parlant personnellement et de ma propre expérience de cette question, je dirai que l'un des plus grands obstacles est l'inclination de la part des grands blocs commerciaux, ou des grands intervenants commerciaux, en particulier de l'Union européenne et des États-Unis, à établir un lien trop facile, me semble-t-il, entre les règles commerciales et la nécessité de rechercher des améliorations à l'échelle sur internationale la scène environnementale. particulièrement troublant parce que les propositions présentées jusqu'ici, soit dans le contexte nord-américain, soit dans celui du GATT et de l'OMC, n'ont pas été marquées d'une très grande rigueur; c'est-à-dire qu'elles ont mis de l'avant de grands concepts assez mal définis, ce qui donne franchement l'impression qu'on cherche plus à se donner un outil pour protéger ses producteurs contre les importations éventuelles de pays comme le Canada qu'à mettre le programme environnemental au premier rang des préoccupations pendant les négociations.

Parmi les défis à relever, à mon sens, dans ce dossier particulier, il faut veiller à ce que les règles soient rédigées avec soin, pour que nous sachions exactement ce que nous signons et, qui plus est, pour que les organismes de réglementation des États-Unis et d'Europe comprennent ce qu'ils sont censés appliquer, et n'aient pas à établir les règles en cours de route.

M. T. English: Un petit point rapide. Il est très malheureux que nous supposions que la seule façon de contrôler les problèmes environnementaux est la méthode des mesures commerciales. Il y a peut-être bien des cas où elles peuvent être utiles, mais il est beaucoup plus important d'aborder certaines de ces questions à un niveau autre que multilatéral. Un grand nombre d'entre elles sont des questions régionales ou infrarégionales. Les politiques et les pratiques exemplaires dans les régions peuvent jouer un plus grand rôle que les politiques multilatérales dans un grand nombre de ces cas.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci.

Monsieur English, si vous avez une dernière question, j'ai quelques minutes pour vous. Ensuite, nous finirons.

M. English (Kitchener): Merci, monsieur le président.

Mine is a very brief question. I think it should be directed probably to Mr. Christie, who talked about coalition-building and about the Cairns group, which is often studied as an example of Canada working with other like-minded nations, not the United States and Europe. Introducing something like the Cairns group creates a problem, I think, in terms of how we deal with it in government.

You're with the Department of Foreign Affairs and International Trade. That's an agricultural issue. It's wheat; it's western Canada. Under the previous government we had Western Diversification as an individual department. We had also the agriculture department, which has a natural interest in it. We had International Trade and Foreign Affairs. All of those interests are represented, and since the 1970s we've been using interest groups on some international delegations.

How do you put together negotiations in an area like that? We're reporting on foreign affairs and international trade, and this is a case where it goes beyond what is traditionally thought of as foreign affairs and international trade interests. In a purely technical sense, how do you handle it in terms of the negotiations and in terms of the delegations?

Mr. Christie: In terms of both the NAFTA generally and the MTN—and I suspect this will remain the case as we move forward through very active, if I can put it this way, team Canada building interdepartmentally—in the agricultural file the lead negotiator in both instances was in fact on loan from the Department of Agriculture to the Department of Foreign Affairs. There's a very intensive set of networking that goes on, so the negotiating team not only consult interdepartmentally with most key departments involved, but the actual negotiating team also has representation from several ministries. Clearly Agriculture Canada has a major role to play.

The Joint Chairman (Mr. MacEachen): Thank you, Mr. Christie.

Thank you, ladies and gentlemen. That concludes our round table on international financial institutions. We've had a series of good presentations and an opportunity to exchange views and develop themes further. Maybe some of you have unexpressed valuable thoughts. If you do, please forward them to the committee, to the co-chairs or the clerks, and your further views will be considered.

[Traduction]

Ma question est très brève. Je devrais probablement l'adresser à M. Christie, qui a parlé de la création de coalitions, et du groupe de Cairns, qui est souvent donné comme exemple de la concertation du Canada avec d'autres pays qui pensent comme nous, plutôt qu'avec les États-Unis et l'Europe. L'arrivée d'un groupe comme celui de Cairns crée un problème, à mon sens, pour ce qui est de la façon de l'aborder au sein du gouvernement.

Vous êtes avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Il s'agit d'une question agricole. De blé; de l'Ouest canadien. Dans l'ancien gouvernement, la Diversification de l'économie de l'Ouest était un ministère distinct. Nous avions aussi le ministère de l'Agriculture, qui y porte un intérêt naturel. Nous avions le Commerce extérieur et les Affaires étrangères. Tous ces intérêts sont représentés, et depuis les années soixante-dix, nous faisons intervenir des groupes d'intérêt dans certaines délégations internationales.

Comment préparer des négociations dans un secteur comme celui-là? Nous faisons rapport sur les affaires étrangères et le commerce international, qui débordent le concept traditionnel des affaires étrangères et du commerce international. Dans un sens purement technique, comment en tenez-vous compte dans les négociations et dans les délégations?

M. Christie: Pour ce qui est de l'ALÉNA en général et des NCM—et je soupconne que cela restera vrai tant que nous irons de l'avant par une construction très active, si je puis dire, d'équipe Canada au niveau interministériel-dans le dossier agricole, le premier négociateur dans les deux cas était, de fait, en détachement du ministère de l'Agriculture auprès du ministère des Affaires étrangères. Il y a maillage très poussé, de sorte que non seulement l'équipe de négociation a des consultations interministérielles avec la plupart des ministères en cause, mais encore que l'équipe de négociation même est formée de représentants de plusieurs ministères. Manifestement, Agriculture Canada a un grand rôle à jouer.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur

Merci, mesdames et messieurs. Voilà qui conclut notre table ronde sur les institutions financières internationales. Nous avons eu une série de bons exposés et l'occasion d'échanger des vues et d'approfondir des thèmes. Certains d'entre vous ont peut-être d'excellentes idées qu'ils n'ont pas exprimées. Si tel est le cas, veuillez les communiquer au comité, aux coprésidents, ou aux greffiers, et nous en tiendrons compte.

• 1130

In the meantime, I want to thank each and every one of you for your interest and your presentation, and finally to thank members of the votre intérêt et de votre exposé et, enfin, à remercier les membres du committee for their attention and diligence. This meeting is comité de leur attention et de leur diligence. La séance est levée. adjourned.

Entre-temps, je tiens à remercier tous et chacun d'entre vous de

MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port pavé

Lettermall

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré – Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the North-South Institute:

Roy Culpepper, Vice-President.

From the Canadian Labour Congress:

Rick Jackson, Director of International Programs.

From the Department of Foreign Affairs and International Trade: Keith Christie, Director, Economic and Trade Policy Division.

As an individual:

Ted English, Adjunct Professor, Centre for Trade Policy and Law, Carleton University.

From Tecsult-Eduplus:

Suzanne Hébert, Vice-President.

From the Bank of Montreal:

Michael Maila, Executive Vice-President and Senior Credit Officer.

TÉMOINS

De l'Institut Nord-Sud:

Roy Culpepper, vice-président.

Du Congrès du travail du Canada:

Rick Jackson, directeur des programmes internationaux.

Du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international:

Keith Christie, directeur, Division des politiques économique et commerciale.

À titre personnel:

Ted English, professeur adjoint, Centre for Trade Policy and Law, Université Carleton.

De Tecsult-Eduplus:

Suzanne Hébert, vice-présidente.

De la Banque de Montréal:

Michael Maila, Vice-président exécutif et agent principal de crédit.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 **SENATE**

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 47

Monday, July 25, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator

Jean-Robert Gauthier, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 47

Le lundi 25 juillet 1994

Coprésidents:

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Special Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes chargé de l'

Reviewing Canadian Foreign Policy

Examen de la politique étrangère du Canada

RESPECTING:

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994, review of the Canadian foreign policy

CONCERNANT:

Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994, examen de la politique étrangère du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



SPECIAL JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON REVIEWING CANADIAN FOREIGN POLICY

Joint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator

Jean-Robert Gauthier, M.P.

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CHARGÉ DE L'EXAMEN DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

Coprésidents:

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

MEMBERS

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Representing the House of Commons:

Members

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

MEMBRES

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Published under authority of the Senate and of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Cana

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, JULY 25, 1994 (72)

[Text]

The Sub-Committee Atlantic-Quebec (A) of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met in a televised session at 2:08 o'clock p.m. this day, in Room 253-D Centre Block, the Joint Chair, Jean-Robert Gauthier, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the House of Commons: John English, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré, Joseph Volpe.

In attendance: From the Department of Foreign Affairs and International Trade: Nicolas Dimic, Policy Advisor, on secondment to the Committee. From the Parliamentary Centre: Yves Goulet, Research Officer.

Witnesses: From the Institute on Governance: Tim Plumptre, President; Claire McQuillan, Vice-President. From président; Claire McQuillan, vice-présidente. Du Consortium the Canadian Consortium of Management Schools: P. Michael Maher, Chair; Eric West, Vice-Chair. As individuals: Michael Shenstone, Foreign Affairs Consultant; Timothy Owen, Vice-President of the United Nations Association in Canada. From the Business Council on National Issues: Thomas d'Aquino, Du Conseil canadien des chefs d'entreprise: Thomas d'Aquino, President and Chief Executive Officer, From the Naval Officers Association of Canada: Rear-Admiral F.W. Crickard, Vice-President, Royal Canadian Navy (retired), Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University. From the Chinese Cultural Society (Ottawa): Robert Huang, Immediate Past Chair. As an individual: Michael To.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy.

The Chairman made a statement.

Tim Plumptre, P. Michael Maher and Eric West made statements and, with Claire McQuillan, answered questions.

Timothy Owen and Michael Shenstone made statements and answered questions.

Thomas d'Aquino made a statement and answered questions.

F.W. Crickard made a statement and answered questions.

Michael To and Robert Huang made statements and answered questions.

At 5:18 o'clock p.m., the Sub-Committee adjourned to the call of the Joint Chairs.

PROCÈS-VERBAL

LE LUNDI 25 JUILLET 1994 (72)

[Texte]

Le Sous-comité Atlantique-Québec (A) du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui en séance télévisée, à 14 h 08, dans la pièce 253-D de l'édifice du Centre, sous la présidence de Jean-Robert Gauthier (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant la Chambre des communes: John English, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré, Joseph Volpe.

Aussi présents: Du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international: Nicolas Dimic, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité. Du Centre parlementaire: Yves Goulet, attaché de recherche.

Témoins: De Institute on Governance: Tim Plumptre, canadien des écoles de gestion: P. Michael Maher, président; Eric West, vice-président. À titre particulier: Michael Shenstone, consultant en affaires étrangères; Timothy Owen, vice-président de l'Association des Nations Unies au Canada. président et directeur général. De l'Association des officiers de marine du Canada: Contre-amiral F.W. Crickard, vice-président, Marine royale du Canada (à la retraite), «Centre for Foreign Policy Studies», Université Dalhousie. De la Société culturelle chinoise (Ottawa): Robert Huang, président sortant. À titre particulier: Michael To.

Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule no 1), le Sous-comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada.

Le président fait une déclaration.

Tim Plumptre, P. Michael Maher et Eric West font des déclarations et, avec Claire McQuillan, répondent aux questions.

Timothy Owen et Michael Shenstone font des déclarations et répondent aux questions.

Thomas d'Aquino fait une déclaration et répond aux questions.

F.W. Crickard fait une déclaration et répond aux questions.

Michael To et Robert Huang font des déclarations et répondent aux questions.

À 17 h 18, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation des coprésidents.

Clairette Bourque

La cogreffière du Comité

Joint Clerk of the Committee

Clairette Bourque

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus] Monday, July 25, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique] Le lundi 25 juillet 1994

• 1408

Le coprésident (M. Gauthier): À l'ordre s'il vous plaît!

Bienvenue à la reprise des délibérations du Comité mixte spécial chargé d'étudier la politique étrangère du Canada. Comme vous le savez, les travaux de ce Comité ont commencé en avril dernier; d'après notre ordre de renvoi nous devons déposer un rapport à la fin d'octobre. C'est ce qui explique un peu notre session d'aujourd'hui, car nous avons reçu plusieurs demandes de Canadiens et de Canadiennes voulant témoigner devant le Comité; nous avons acquiescé à ces demandes en utilisant le mois de juillet, une partie en tout cas des trois jours qui vont suivre pour écouter, entendre et noter les commentaires que voudrons bien nous faire nos témoins.

Je suis Jean-Robert Gauthier. Je suis le coprésident de ce groupe parlementaire, de ce Comité, de cette Commission parlementaire. Je copréside avec le sénateur MacEachen les travaux du Comité.

Notre groupe qui s'appelle le groupe Atlantique-Québec a visité les provinces Atlantiques et le Québec récemment, et nous avons décidé de tenir des réunions à Ottawa afin d'entendre de plus amples témoignages sur la revue de la politique étrangère. C'est pourquoi le Comité se réunit aujourd'hui, comme je le disais plus tôt.

Pourquoi la revue? C'est très simple. Comme vous le savez, le gouvernement a été élu sur une plate-forme prévoyant entre autres la démocratisation de la politique étrangère du Canada, c'est-à-dire qu'il s'agit d'impliquer les Canadiens de plus en plus pour élaborer une politique nouvelle, plus moderne, voire plus à point, des affaires up-to-date foreign affairs policy. étrangères.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Order please!

I welcome you as we continue the hearings of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy. As you know, the Committee began its work last April, and according to our mandate, we must table our report by the end of October. That is why we are sitting today, since we have received many requests from Canadians wanting to appear before the Committee. We responded by choosing July, or at least part of the next three days to listen to the comments of those who wish to appear before us.

My name is Jean-Robert Gauthier. I am the Joint Chairman of this Committee, together with Senator MacEachen.

Our sub-committee for the Atlantic Provinces and Quebec has travelled there recently, and we have decided to hold hearings in Ottawa to get further comments about the review of our foreign policy. That, as I said earlier, is why the Committee is meeting today.

Why the review? It's quite simple. As you know, the government was elected on a platform that included making Canada's foreign policy more democratic, which means involving Canadians more and more in the development of a new, more modern, more

1410

Les travaux de ce Comité font partie d'un vaste effort de consultations qui a commencé avec le Forum national tenu à Ottawa sur les relations internationales du Canada; cela s'est passé en mars dernier.

Le mandat du Comité est très simple. Premièrement, quels sont les changements qui sont intervenus dans le système international et comment ceux-ci ont un impact sur le Canada? On n'a pas besoin de regarder bien loin; il n'y a qu'à écouter les nouvelles. Tous les jours on entend parler de difficultés au niveau international, que ce soit au Rwanda ou ailleurs; et le Canada doit être présent, actif et sensible à son rôle traditionnel d'aider ceux qui sont dans le besoin.

Deuxièmement, quels sont les principes et les priorités qui devraient gouverner la politique étrangère du Canada? Nous devons prendre en compte la priorité qu'accordent les Canadiens, les Canadiennes et le gouvernement à la création d'emplois et à la saine gestion des finances publiques.

L'aspect spécifique: nous avons regardé les institutions pense pas qu'on puisse l'être. Or, nous avons essayé de prioriser necessary. I don't think this is possible, so we have tried to

This Committee's work is part of a broad consultation process which began with the National Forum on Canada's international relations, held in Ottawa last March.

The Committee's mandate is quite simple. First, what changes have occurred on the international scene and what has been their impact on Canada? You don't have to look very far, all you have to do is listen to the news. Every day we hear about difficulties in other countries, be it in Rwanda or elsewhere, and Canada must be there, must be actively involved according to its traditional role of helping those in need.

Secondly, what are the guiding principles and priorities of Canada's foreign policy? We must consider that, for Canadians and our government, job creation and sound public finances are a priority.

More specifically, up until now we have been studying multilatérales jusqu'à maintenant; les priorités régionales, à multilateral institutions and regional priorities, trying to savoir si le Canada peut être égal à toutes les situations. Je ne determine whether Canada is able to intervene where and when

nos actes, nos actions en différentes régions du globe, l'Afrique, decide what our priorities are, be it in Africa, Europe, South l'Europe, l'Amérique du Sud, l'Asie et nous avons donc à America or Asia. Our international aid program is quite well établir des priorités régionales. Et nous avons aussi un known, and is administered in part by CIDA which receives programme d'aide internationale assez bien connu, administré some two billion dollars a year in funding. Our government en grande partie par l'ACDI où nous dépensons quelque 2 milliards needs to know from Canadians how they think the money allocated de dollars par année. Et il faut encore là donner des conseils et des to foreign aid programs can be better and more effectively avis aux gouvernants, à notre gouvernement sur les façons que les administered. Canadiens et les Canadiennes envisagent une meilleure façon d'administrer, peut-être plus efficace, les fonds publics qui sont dispensés pour ces programmes d'aide à l'étranger.

Ce cadre est très bref, certes; mais je voulais vous le rappeler parce que cela fait déjà presque 22 jours que nous ne nous sommes pas réunis. Là-dessus, je voudrais, en votre nom, accueillir quatre témoins.

From the Institute on Governance, we have Tim Plumptre, president, and Claire McQuillan, vice-president. Welcome to both of you. We also have Mr. Michael Maher, chair, and Eric West, vice-chair, of the Canadian Consortium of Management Schools.

We have about 45 minutes, ladies and gentlemen, for your testimony. Mr. Plumptre, are you going to open up the discussion or are you going to give it to your colleagues?

Mr. Tim Plumptre (President, Institute on Governance): We have agreed that I will start. What we thought we would do, both sets of witnesses, is that each would speak for 10 minutes at the most, and the rest of the time would be for questions. Would that be suitable?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): It is up to you, sir. It is your time. We can have more time for questioning from the members if your testimony could be appended to the Minutes of Proceedings and Evidence, but if you prefer to make your own comments-

Mr. Plumptre: Perhaps we might reduce -

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I have 45 minutes, so if you take 40 minutes-

M. Plumptre: Non, non, 10 minutes chacun, c'est 20 minutes seulement en tout pour les deux présentations et le reste sera pour les questions.

Le coprésident (M. Gauthier): Très bien! Vous avez la parole.

M. Plumptre: Je vous remercie, monsieur le président, et je voudrais me présenter moi-même, Tim Plumptre, et ma collègue Claire McQuillan, la vice-présidente de l'Institut sur la gouvernance.

L'institut est un organisme à but non lucratif dont la mission est de créer, de partager et d'appliquer l'information sur le renouveau du gouvernement et les autres institutions dans le secteur public. Nous oeuvrons aussi bien sur le plan international que sur le plan domestique. Notre soumission aujourd'hui touche seulement le côté international des activités de l'Institut. Nous ne parlerons pas de nos activités sur le plan domestique.

I will make the rest of my remarks in English, if that is agreeable, but we certainly welcome any questions or comments in either official language.

Our submission today is about an often overlooked and criticized area of society and of development assistance, namely governance. We define governance as the way in which society organizes itself to address public interests.

[Traduction]

This is just a brief outline of our work, of course, but I wanted to review it because we haven't met in almost 22 days. With that, on behalf of the Committee, I would like to welcome our four witnesses

De l'Institut sur la gouvernance nous accueillons Tim Plumptre, président, et Claire McQuillan, vice-présidente. Bienvenue à vous deux. Nous entendrons également Michael Maher, président et Eric West, vice-président du Consortium canadien des écoles de gestion.

Nous avons une période de 45 minutes, mesdames et messieurs, pour écouter votre témoignage. Monsieur Plumptre, voulez-vous commencer ou est-ce que l'un de vos collègues aimerait débuter?

M. Tim Plumptre (président, Institut sur la gouvernance): Nous nous sommes mis d'accord pour que je commence. Chaque paire de témoins va parler pendant 10 minutes tout au plus pour commencer, et nous allons consacrer le temps qui nous reste aux questions. Est-ce que cela vous convient?

Le coprésident (M. Gauthier): C'est à vous, monsieur, de décider de l'allocation du temps. Si vous vouliez verser votre mémoire au procès-verbal vous auriez plus de temps pour répondre aux questions, mais si vous préférez nous faire part de vos commentaires...

M. Plumptre: Peut-être pourrions-nous réduire. . .

Le coprésident (M. Gauthier): J'ai 45 minutes, donc, si vous prenez 40 minutes...

Mr. Plumptre: No no, if we take 10 minutes each, then the two presentations will take 20 minutes, which will leave the rest of the time for questioning.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Okay! You have the floor.

Mr. Plumptre: Thank you, Mr. Chairman. Allow me to introduce myself. My name is Tim Plumptre, and with me is my colleague Claire McQuillan, Vice-President of the Institute on Governance.

The institute is a non-profit organization with a mission to generate, share and apply information about the renewal of government and other public sector institutions. We work both at the international and the domestic levels. Today, we will be focusing on the institute's international activities, leaving aside its domestic activities.

Je vais continuer en anglais, si vous me le permettez, mais n'hésitez pas à nous poser des questions ni à faire des commentaires dans la langue officielle de votre choix.

Aujourd'hui, nous voudrions aborder un aspect de la société et de l'aide au développement qui est souvent oublié et critiqué, à savoir la gouvernance. Pour nous, la gouvernance veut dire la manière dont la société s'organise pour s'occuper des intérêts du public.

Why do we use the word "governance" rather than government? The answer is because not all governance is equal to government, nor should it be. That is, not all issues of public concern, in our view, should be dealt with by government. They aren't in Canada, nor are they in other countries, but government plays a very important role in this regard. Our institute is interested not only in the role of government institutions but also in its relationships with other players in society, such as business, non-profit organizations, and so forth.

• 1415

This submission is about preventing development assistance from being wasted, from being frittered away, from being misused, and from falling into the wrong hands. Our view is that the role that government and the institutions of governance play is critical in international development assistance.

Traditionally, a great deal of development assistance has been concerned with hard items, capital goods, bridges, dams, food, and the like. But what makes the decisions about where bridges and dams are located, how they're designed, and the purposes they are going to serve has to do with government, and the decisions are made through whatever processes of governance are at work in the country that is the recipient.

Frequently, when development assistance is ill-used or illplanned, it is because the government institutions that are there to try to make sure that it is properly used are not themselves functioning properly. And it is one of the main points of our submission that Canada should be playing a role in trying to ensure that the institutions of government and governance in developing countries are able to work efficiently and effectively, that they are able to do so in a manner that is not arbitrary, and that they are able to represent effectively the views of the people to whom they are accountable in those countries.

Governance thus is concerned with all of the major areas of public policy. It has to do with issues like ensuring economic growth, with ensuring that there are good regulatory frameworks within which businesses and other areas of society can operate. It has to do with providing the kind of environment to sustain economic development, as well as protecting environmental interests and ensuring quality of life. It has to do with developing institutions that militate against the arbitrary use of power. It has to do with enhancing the effectiveness of business as an engine of growth, and developing effective working relationships between business and government. It has to do with ensuring that political institutions are responsive to broad-based public interests. And it has to do with making sure that public services are more transparent, accountable, and service-oriented.

How does Canada work with developing countries to try to achieve these goals and to help government institutions be effective? There was an interesting article in one of the major newspapers in Canada on the weekend concerning the extension efficaces? En fin de semaine, il y avait un article très intéressant

[Translation]

Pourquoi employer le terme «gouvernance» plutôt que «gouvernement»? Parce que la gouvernance n'équivaut pas toujours au gouvernement, avec raison. Nous croyons que le gouvernement ne devrait pas s'occuper de toutes les questions qui concernent la population. D'ailleurs, ce n'est le cas ni au Canada, ni dans d'autres pays; cependant, le gouvernement joue quand même un rôle très important à ce niveau. Notre institut s'intéresse non seulement au rôle des institutions gouvernementales, mais également aux relations qu'elles entretiennent avec les autres intervenants sociaux, comme les entreprises, les organisations à but non lucratif, etc.

Nous voulons faire valoir qu'il faut empêcher l'aide au développement d'être gaspillée, perdue, mal utilisée et mal dirigée. À notre avis, les gouvernements et leurs institutions jouent un rôle capital dans l'aide au développement international.

Depuis toujours, une grande part de l'aide au développement a été consacrée à des biens tangibles, des immobilisations, des ponts, des barrages, l'alimentation, etc. Cependant, ce sont les gouvernements qui décident où se trouveront les ponts et les barrages, comment ils seront conçus, quelles fins ils serviront et ce, par l'entremise du processus gouvernemental en place dans le pays récipiendaire.

Il arrive souvent, lorsque l'aide au développement est mal utilisée ou mal planifiée que ce soit parce que les institutions gouvernementales en place chargées de l'administrer ne fonctionnent pas elles-mêmes très bien. À notre avis, le Canada a un rôle à jouer pour s'assurer que les institutions gouvernementales dans les pays en voie de développement fonctionnent avec efficience et efficacité, sans arbitraire, et qu'elles représentent effectivement les opinions de leurs citoyens à qui elles doivent rendre des comptes.

La gestion publique a donc trait à tous les domaines de la politique publique. Cela comprend des questions telles que la promotion de la croissance économique, la mise en place de cadres réglementaires appropriés permettant aux entreprises et aux autres secteurs de la société de fonctionner. La gestion publique est responsable de la création d'un environnement capable de soutenir le développement économique, ainsi que de la protection de l'environnement et de la qualité de vie. La gestion publique est responsable de la mise en place d'institutions capables de lutter contre l'utilisation arbitraire du pouvoir. Il faut également rendre les entreprises plus capables de stimuler la croissance et mettre en place des relations de travail efficaces entre l'entreprise et le gouvernement. C'est également une facon de s'assurer que les institutions politiques sont sensibles aux intérêts publics généraux. C'est la gestion publique qui doit s'assurer que la fonction publique est plus transparente, rend des comptes et est axée sur le service.

Comment le Canada peut-il travailler de concert avec les pays en voie de développement afin de réaliser ces objectifs et d'aider les institutions gouvernementales à devenir plus

chairman of the board of Bell Northern Research on how you Bell Northern Research en Chine. On y citait le président du do business effectively in Asia. He said that in North America conseil d'administration de l'entreprise sur les façons d'être when we talk about real estate we talk about the key decisions efficace en affaires en Asie. Il a déclaré qu'en Amérique du being oriented around location, location, and location. He said that Nord, dans le secteur de l'immobilier, toutes les décisions in China it's about relationships, relationships, and relationships.

If you want to work with another country to try to improve the quality of governance in any of the areas I've been mentioning, you have to deal with the top people, and it's very important that you develop a relationship of trust and understanding with them. In the work this institute has been undertaking internationally we have worked with senior officials in many of the countries of Southeast Asia, in Latvia, in Lebanon, in South Africa, in Cameroon, in Egypt, and elsewhere in the world, and we have found that if we are able to work with them on improving the quality of their public institutions this does lead to benefits that grow and develop over time.

It's our view that the Canadian partner's role in this kind of relationship is to serve in a responsive, advisory capacity rather than a proactive or controlling kind of role, and that the Canadian approach and experience can only be useful to another country when our experience is viewed in the context of that country's social, economic, and political climate.

There is, as many of you may be aware, a substantial movement of reform and renewal going on in governments all around the world, not just in developing countries but in countries such as Australia, Britain, New Zealand, France, America, and many others. Since it was highly publicized here, some of you may be familiar with Vice-President Albert Gore's initiative called the "National Performance Review" in the United States, which was announced shortly after the Clinton administration took power. These reform exercises all have the same kinds of goals.

• 1420

Canada, in working with other countries, has a particularly unique asset. First of all, our public service is seen as being merit-based, efficient, and effective. Canada is seen as a country that provides a window on developments in the developed world which are useful and of interest to developing countries, related to the better performance of government. Canadians, even though we may think this is a bit "soft", are nonetheless seen as trustworthy and sincere, in a way that representatives of other countries are not. Canada is seen as a neutral country, with no particular political axe to grind. Canada is a country with no history of colonialism.

Le Canada est un pays bilingue qui a des capacités d'oeuvrer aussi bien dans le contexte francophone que dans le contexte anglophone et c'est un grand atout que nous avons sur le plan international.

[Traduction]

of Bell Northern Research's interests into China. It quoted the dans l'un des principaux journaux canadiens sur la percée de essentielles tournent autour de l'endroit où est située la propriété en question. En Chine, tout est axé sur les relations, encore les relations et toujours les relations.

> Si vous voulez travailler avec un autre pays pour tenter d'améliorer la qualité des institutions publiques dans les domaines, quels qu'ils soient, que j'ai mentionnés, vous devez traiter avec les plus hautes sphères et il est très important de pouvoir créer une relation de confiance et de compréhension avec les plus hautes personnalités. Les activités internationales de l'Institut nous ont permis de travailler avec des cadres supérieurs dans de nombreux pays du Sud-Est asiatique, en Lettonie, au Liban, en Afrique du Sud, au Cameroun, en Égypte et ailleurs, et nous avons constaté que si nous arrivons, de concert avec ces gens-là, à améliorer la qualité de leurs institutions publiques, cela entraîne des avantages de plus en plus nombreux avec le temps.

> À notre avis, le rôle d'associé que le Canada doit jouer dans ce genre de relations, c'est celui de conseiller sensible aux besoins plutôt que proactif ou dominateur, et l'approche et l'expérience canadiennes ne peuvent servir un autre pays que lorsque cette expérience est examinée dans le contexte du climat social, économique et politique de ce pays.

> Comme vous êtes sans doute nombreux à le savoir, il y a un mouvement bien lancé de réforme et de renouveau qui touche tous les gouvernements du monde, pas uniquement dans les pays en voie de développement, mais dans des pays tels que l'Australie, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, la France, l'Amérique et bien d'autres. Vous connaissez sans doute, puisqu'il en a été beaucoup question ici, l'initiative du vice-président Albert Gore qui s'appelle Performance Review" aux États-Unis, initiative lancée peu de temps après l'arrivée au pouvoir de l'administration Clinton. Tous ces exercices de réforme ont le même genre d'objectifs.

> Le Canada, dans sa collaboration avec les autres pays, jouit d'un avantage unique particulier. Tout d'abord, on considère que notre fonction publique est fondée sur le mérite, et qu'elle est efficace et efficiente. On estime que le Canada est un pays qui ouvre une fenêtre sur les réalisations du monde industrialisé qui sont utiles et ont un intérêt pour les pays en voie de développement, dans l'optique d'une meilleure performance de leurs gouvernements. Même si nous pensons que c'est une appréciation qui manque de poids, les Canadiens sont néanmoins considérés comme des gens dignes de confiance et sincères, ce qui n'est pas le cas des représentants d'autres pays. On considère également que le Canada est un pays neutre, sans opinion politique particulière à défendre. Le Canada n'a pas de passé colonialiste.

> Canada is a bilingual country that has the capacity to work in a French as well as an English milieu and that is a great asset on the international scene.

Finally, many developing countries feel they have something in common with Canada, as a relatively small country positioned close to the United States. We share with these countries the feeling of being a mouse sleeping next to an elephant. We've learned how to maintain our sovereignty despite the imposing presence of a strong neighbour.

Why should Canada engage in projects aimed at building the capacity to govern? First of all, we believe this kind of work lays the foundations on which all other development assistance initiatives can be effective. If the government doesn't work well, the basic infrastructure of the country tends not to work well. You can't collect taxes. You can't get information about the economy or the population. Decisions are not taken. You get long queues at customs borders. You get paperwork that takes endless amounts of time. You get corruption. You get nepotism. Therefore when we invest in developing the capacity of a country to govern, we essentially enhance the capacity of the recipient country to achieve its own development objectives in the context of its own social, economic, and political environment.

We have found in the work in South Africa, the Middle East, and Southeast Asia the work in which our institute is engaged has opened doors allowing us to meet both trade and political objectives. The relationships we're able to build with these countries provide opportunities to showcase Canadian expertise and in some cases Canadian technology. Governance projects have a multiplier effect that is not achieved in infrastructure projects such as dams and locomotives.

Finally, the importance of ensuring sound government structures in developing countries I think is an issue that concerns every country in the world. Imagine for a moment the chaos that might ensue if you had the kind of social disintegration in China that we are witnessing today in places such as Bosnia, Somalia, or Rwanda. The problem in Rwanda, while it might seem on the surface to be a problem of resources, is in fact a problem of governance. If one has governance institutions that are working effectively in countries such as Rwanda, one can avoid the desperate kinds of conditions and problems we have seen nightly on newscasts in this country.

So we believe Canada has a special role to play and a special asset internationally. We are speaking not only on behalf of the work of our own organization in making this submission to you but also on behalf of many other organizations engaged in similar kinds of work, such as the Federation of Canadian Municipalities, perhaps our colleagues who are going to follow us, the Institute of Public Adminstration of Canada, and many other Canadians organizations. I do want to underline that we are speaking not in a self-interested way on behalf of this institute but on behalf of many organizations that are contributing to this goal.

Merci monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Plumptre. Qui va vous suivre?

M. Plumptre: Nous pensions que nos collègues pourraient dire quelques mots et ensuite nous aurions les questions.

[Translation]

Reviewing Canadian Foreign Policy

Enfin, de nombreux pays en voie de développement considèrent qu'ils ont quelque chose en commun avec le Canada, puisque nous sommes un pays assez modeste, juste à côté des États-Unis. Nous partageons avec ces pays le sentiment d'être la souris qui dort à côté de l'éléphant. Nous avons appris comment sauvegarder notre souveraineté malgré la présence imposante d'un voisin fort.

Pourquoi le Canada participerait-il à des projets axés sur la mise en place de la capacité de se gouverner? Tout d'abord, nous croyons que c'est la façon de construire les fondations qui permettront à toutes les autres initiatives d'aide développement d'être efficaces. Si le gouvernement ne fonctionne pas bien, l'infrastructure fondamentale du pays a tendance à ne pas bien fonctionner. Vous ne pouvez percevoir les impôts. Vous ne pouvez obtenir d'informations ni sur l'économie, ni sur la population. Les décisions ne se prennent pas. Il faut faire longtemps la queue aux frontières. Il faut un temps infini pour remplir toute la paperasse requise. Il y a de la corruption. Il y a du népotisme. Par conséquent, lorsque nous investissons dans la capacité d'un pays de se gouverner, essentiellement, nous augmentons la capacité du pays récipiendaire de réaliser ses propres objectifs de développement dans le contexte de son propre climat social, économique et politique.

Nous avons constaté, dans nos projets en Áfrique du Sud, au Moyen-Orient et dans le Sud-Est asiatique, que ce que faisait l'institut nous avait ouvert la possibilité de réaliser nos objectifs tant commerciaux que politiques. Les relations que nous avons pu établir dans ces pays nous donnent l'occasion de faire valoir l'expertise canadienne et dans certains cas, la technologie canadienne. Les projets de gestion publique ont un effet multiplicateur qu'on ne retrouve pas dans les projets concernant les infrastructures, comme les barrages et les locomotives.

Enfin, il est important, pour tous les pays au monde, de s'assurer que de bonnes structures gouvernementales sont mises en place dans les pays en voie de développement. Imaginez un instant le chaos si le même genre de désintégration sociale que nous voyons aujourd'hui en Bosnie, en Somalie ou au Rwanda affectait la Chine. Au Rwanda, ce qui semble peut-être, à première vue, être un problème de ressources, est en fait un problème de gestion publique. Si la gestion publique fonctionne efficacement dans des pays tels que le Rwanda, on évite le genre de conditions et de problèmes désespérants dont nous sommes témoins, tous les soirs, au téléjournal.

À notre avis donc, le Canada a un rôle particulier à jouer et possède un atout spécial sur le plan international. Nous ne parlons pas uniquement au nom de notre organisme, mais au nom de nombreux autres qui oeuvrent dans le même domaine, tels que la Fédération des municipalités canadiennes, peut-être nos collègues qui nous suivent, de l'Institut d'administration publique du Canada, et de nombreux autres organismes canadiens. Je tiens à souligner que nous ne sommes pas là pour défendre les intérêts de notre institut, mais bien au nom de tous les organismes qui contribuent à cet objectif.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Plumptre. Who will speak next?

Mr. Plumptre: We thought our colleagues might say a few words and then, we would answer questions.

Le coprésident (M. Gauthier): M. West? M. Maher?

Mr. P. Michael Maher (Chair, Canadian Consortium of Management Schools): Thank you very much, Mr. Chairman. I will share the presentation with my colleague, Dr. West. First of all, I'd like to say thank you for hearing our position. We're delighted to have this opportunity.

I assume you have all had the opportunity to read our position paper, so I won't try to cover it in detail. We do represent 35 of the 43 business schools in Canada. We promise not to get into too many details. Our focus, we hope, will be on our niche and our role.

[Traduction]

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. West? Mr. Maher?

M. P. Michael Maher (président, Consortium canadien des écoles de gestion): Merci beaucoup, monsieur le président. Je désire partager mon temps d'exposé avec mon collègue, M. West. Tout d'abord, j'aimerais vous remercier d'avoir bien voulu nous entendre. Nous sommes enchantés d'avoir cette possibilité.

Je présume que vous avez tous eu l'occasion de lire notre mémoire et je n'entrerai donc pas dans les détails. Nous représentons 35 des 43 écoles de gestion du Canada. Nous avons promis de ne pas trop entrer dans les détails. Nous espérons mettre l'accent sur le créneau que nous occupons et notre rôle.

• 1425

First of all, let me talk briefly about the Canadian Consortium of Management Schools. We often refer to it as CCMS or the consortium.

All of us are aware of the great need for Canadians to become more international in what they do and in how they perform their business activities.

Early in the 1980s the Canadian International Development Agency, CIDA, approached us. It was actually Dr. Louis Perinbam who approached us and gave us a relatively big challenge. He referred to what we know as the Canadian Federation of Deans of Management and Administrative Studies. I don't want to confuse you about this, but as the international activities grew, we formed a consortium and the federation bowed out of the international activities. It was a friendly splitting and parting of the ways. But the history goes back to the days of the federation.

The important message Dr. Perinbam gave us was that there were a lot of businesses in Canada that needed to become international in their thinking and activities and there were a lot of business schools that also had to become international in their activities. He said that CIDA believed that the business schools could help a lot in the development activities. His challenge to us was that we work together. As some of you might say, the rest is simply history.

I would like to tell you that we have been very successful as a result of the leadership and direction we have received from CIDA. We found very shortly thereafter that our home was in a program called the management for change program in the Canadian International Development Agency. Later, there were many projects that spun out and went far beyond that particular program and into various other government activities—foreign affairs would be another example—and into the private sector as well.

By doing what we did, we were able to gain confidence among our individual faculty members and our programs so that we could become effective people in the international marketplace. As a result, business schools have become very international. The bureau of eastern and central Europe has been another home for us.

Tout d'abord, permettez-moi de dire quelques mots au sujet du Consortium canadien des écoles de gestion que nous appelons souvent le CCEG ou le consortium.

Nous sommes tous conscients du fait que les Canadiens doivent adopter une optique plus internationale, notamment dans la façon dont ils mènent leurs activités commerciales.

Au début des années quatre-vingt, l'Agence canadienne pour le développement international, l'ACDI, s'est adressée à nous. En fait, c'est M. Louis Perinbam qui s'est adressé à nous et nous a présenté un défi assez considérable. Quand je dis «nous», c'est de la Fédération canadienne des doyens des écoles de gestion et d'administration dont je parle. Je ne veux pas embrouiller les choses, mais étant donné l'essor que prenaient les activités internationales, nous avons constitué un consortium et la Fédération s'est retirée des activités internationales. Il s'est agi d'un divorce à l'amiable. Mais l'histoire remonte à l'époque de la Fédération.

Le message important que M. Perinbam nous a transmis, c'était qu'un grand nombre d'entreprises au Canada devaient devenir plus internationales dans leurs façons de penser et leurs activités et qu'il fallait qu'un bon nombre d'écoles de gestion donnent également une perspective plus internationale à leurs activités. À son avis, l'ACDI croyait que les écoles de gestion pouvaient être d'une grande utilité pour les activités de développement. Il nous a mis au défi de travailler en collaboration. Et comme le diraient certains, le reste est entré dans l'histoire.

Permettez-moi de vous dire que grâce au leadership et sous la houlette de l'ACDI, nous avons remporté de nombreux succès. Dès le début, nous avons trouvé notre niche dans un programme qui s'appelait la Gestion du changement à l'ACDI. Plus tard, nous sommes largement sortis du cadre de ce programme pour nous lancer dans divers secteurs d'activité gouvernementale, les Affaires étrangères par exemple, ainsi que dans le secteur privé.

En procédant ainsi, les membres de nos facultés sont devenus plus sûrs d'eux-mêmes et de nos programmes et cela nous a rendus plus efficaces sur les marchés internationaux. Ainsi, le caractère international des écoles de gestion s'est beaucoup développé. Nous oeuvrons également dans le cadre de la Direction générale de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est.

I could give you an example of one project that we think is one of our flagship programs in Poland. We have had representatives of faculties from nine of the ten provinces in Canada and seventeen or eighteen different business schools in Canada.

As a result of this and many, many other programs, we have become much more relevant and able to support the private sector in a way that we would not otherwise be able to do. It is not unusual for us as business school deans to receive calls regularly from our constituents, the private sector, asking us for help now, and we can do it in a relevant, timely, and important manner.

I can give you one example. I am the dean of the University of Calgary's faculty of management. We have people calling regularly. Oil companies phone and say that we have to do more business in western Siberia. As a result of these activities, we have created jobs in Alberta; but, even more importantly, we have been able to build links that go far beyond western Siberia.

At the same time, I think that as a group of business schools we are able to play an important role in respect of the development task. We bring a different set of tools, approaches, and concepts.

Now, I might add that the Canadian Consortium of Management Schools is a different type of organization and the future for it is not an assured thing. With fewer dollars, we are concerned about the future. If it does not succeed and continue to flourish, I think that Canada will be losing a valuable resource not only in terms of international development but also with respect to international trade.

We have a different model and concept from many others. For many of the countries around the world we represent a team Canada approach. We involve many sectors, especially various private sector activities.

We are, as you can appreciate, very comfortable in the private sector but we are not tied to a particular university or industry. We don't think we are parochial in our thinking, and we believe we bring a perspective that is broad. We don't see ourselves as being terribly self-serving. We have a very strong focus on wealth creation, as contrasted to wealth distribution, and we think that's an important aspect to follow.

• 1430

As you will see in our brief, we are heavily into networking, network building and network maintenance. It is not unusual—I will use another Calgary experience—to have companies like ATCO or TransAlta Utilities phoning up and asking, in the case of ATCO, what does your network look like in Hungary and Czechoslovakia; or TransAlta Utilities saying what does your network look like in South America—we need some help here.

We have been able to leverage our activities in many different ways. Our interest, of course, is in internationalizing our business schools and internationalizing the organizations that we support.

[Translation]

Je pourrais peut-être vous donner en exemple un projet que nous considérons comme l'un de nos programmes vedettes en Pologne, auquel ont participé des universitaires de neuf des dix provinces et de 17 ou 18 écoles de gestion différentes au Canada.

Par conséquent, grâce à ce programme et à de nombreux autres, nous avons pu acquérir une plus grande pertinence et appuyer le secteur privé comme nous n'aurions pas pu le faire autrement. Il n'est pas rare que nous, les doyens des écoles de gestion, recevions des appels de notre public, le secteur privé, pour demander notre aide, et maintenant, nous pouvons prêter main forte d'une façon pertinente et appropriée.

Permettez-moi de vous donner un exemple. Je suis doyen de la Faculté de gestion de l'Université de Calgary. On nous téléphone régulièrement. Les sociétés pétrolières nous appellent et nous disent qu'il nous faut faire plus en Sibérie occidentale. Par conséquent, grâce à cela, nous avons créé des emplois en Alberta; plus important encore, nous avons pu créer des liens qui vont bien au-delà de la Sibérie occidentale.

Par ailleurs, je pense que comme groupe, nous sommes en mesure de jouer un rôle important dans le domaine du développement. Nous apportons des outils, des approches et des concepts différents.

Permettez-moi d'ajouter que le Consortium canadien des écoles de gestion est un organisme différent dont l'avenir n'est pas assuré. Étant donné que les moyens financiers se raréfient, nous nous préoccupons de l'avenir. Si nous ne réussissons pas, si nous ne continuons pas à nous développer, je pense que le Canada perdra un ressource importante non seulement sur le plan du développement international, mais également au niveau du commerce international.

Nous avons un modèle et des concepts différents des autres. Pour de nombreux pays du monde, nous représentons une approche du genre «travail d'équipe». Nous représentons de nombreux secteurs, surtout diverses activités du secteur privé.

Vous comprendrez que nous sommes très à l'aise dans le secteur privé, nous ne sommes pas liés à une université ou une industrie en particulier. Nous n'avons pas, je pense, l'esprit de clocher, mais nous apportons plutôt un point de vue global. Nous ne nous considérons pas que nous sommes là pour servir nos propres intérêts. Nous sommes axés très fermement sur la création de la richesse, plutôt que sur la distribution de celle qui existe et nous pensons que c'est là un aspect important à considérer.

Comme le révèle notre mémoire, nous sommes très axés sur le «réseautage», la création et le maintien de réseaux. Pour vous donner un autre exemple tiré de mon expérience à Calgary, il n'est pas rare de voir des compagnies comme ATCO ou TransAlta Utilities nous téléphoner pour demander, dans le cas d'ATCO, quel est notre réseau de connaissances en Hongrie et en République tchèque, ou dans le cas de TransAlta Utilities, quels sont nos contacts en Amérique du Sud qui pourraient leur être utiles.

Nous avons su tirer le maximum de nos activités de nombreuses façons. Nous voulons évidemment donner un caractère international à nos écoles de gestion et internationaliser les organismes que nous soutenons.

Some of you may want to know what the consortium does. We basically manage projects. We do it in a way that allows people to work together. The business schools are relatively small in Canada, and to have two or three people from a school working on a project is not enough. You have to work together to bring a critical mass of activity.

I might add that the future is of real concern to us. Both the management for change program at CIDA and the bureau for eastern and central Europe have done a marvellous job in terms of helping us internationalize our business schools. In turn, we also think we have done a credible job, a very good job, in terms of helping the constituents we serve meet their objectives.

Of course in a time of shrinking budgets we think we can play an important and pivotal role in terms of carrying out the mandate, or assisting in the mandate of the various agencies. We are a cost-efficient organization. We have a proven track record, and we do more than simply international development in the traditional way.

Eric, would you like to finish off?

Mr. Eric West (Vice-Chair, Canadian Consortium of Management Schools): Thank you, Mike.

My name is Eric West. I am a professor at the University of Windsor in the faculty of business and was dean there for some ten years, ending about a year ago. I will be very brief in order to leave some time for questions.

I would like to emphasize three key points made by my colleague, Dr. Maher. The first is that CCMS is a uniquely pan—Canadian organization. We literally have members in all ten provinces in this country.

The second one is that CCMS is a network that can marshal more than 2,000 very highly trained and experienced experts in management. These faculty members are involved on a daily basis with Canadian business and with the training of Canadian managers.

Thirdly, we feel that CCMS is a very cost-effective means by which Canadian expertise and experience can be transferred to the developing and emerging worlds, and through which commercial links can be established and fostered.

Although our brief didn't go into much detail on success stories in the area of commercial or trade links, we would be pleased to provide this committee with details on those, and there are many of them.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. West. That was brief. You said you would be brief and you were brief.

Mr. English (Kitchener): Let us start with Mr. Plumptre. You talked about the Institute on Governance and its work. In particular, you talked about Canada's reputation of having a merit—based, efficient and effective public service. You suggested that this model has been influential in terms of having Canadians work with other countries to influence those countries in a certain direction.

This committee is looking into Canadian foreign policy. Of course, the instrument for Canadian foreign policy in terms of the public service is the foreign service of Canada. Recently there have been a great number of new nations created, such as

[Traduction]

Certains d'entre vous s'intéressent peut-être à ce que fait le consortium. Essentiellement, nous gérons des projets. Nous procédons de façon à permettre aux gens de travailler ensemble. Les écoles de gestion sont assez petites au Canada, et on ne peut s'en sortir avec deux ou trois personnes sur un projet. Il faut donc travailler de concert pour atteindre une masse critique.

J'ajouterai que l'avenir nous préoccupe vraiment. Et le programme de Gestion du changement à l'ACDI et la Direction générale de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est nous ont apporté une aide exceptionnelle dans l'internationalisation de nos écoles de gestion. Par ailleurs, nous pensons avoir bien travaillé aussi et, de façon crédible, pour aider notre public à réaliser ses objectifs.

Évidemment, à l'heure des budgets qui diminuent, nous pensons pouvoir jouer un rôle important et fondamental auprès de divers organismes dans l'exécution de leur mandat ou, tout au moins, en apportant notre aide. Notre organisme est rentable. Nous avons fait nos preuves et nous accomplissons beaucoup plus que le simple développement international d'une façon traditionnelle.

Eric, voulez-vous terminer?

M. Eric West (vice-président, Consortium canadien des écoles de gestion): Merci, Mike.

Je m'appelle Eric West. Je suis professeur à l'Université de Windsor, à la faculté d'administration, dont j'ai été le doyen pendant quelque dix ans, jusqu'à l'an dernier. Je serai très bref afin de garder du temps pour les questions.

J'aimerais souligner trois points essentiels qu'a fait valoir mon collègue, M. Maher. D'abord, que le consortium est un organisme pan-canadien unique. Nous avons des membres dans toutes les dix provinces du pays.

Deuxièmement, le consortium est un réseau qui peut puiser à même un bassin de 2 000 spécialistes en gestion de la plus grande formation et compétence. Ces professeurs sont en contact quotidien avec l'entreprise canadienne et forment des gestionnaires canadiens.

Troisièmement, nous estimons que le consortium est un moyen très rentable de transférer aux pays en voie de développement la compétence et l'expérience canadiennes, ce qui permet de créer et de promouvoir des liens commerciaux.

Bien que dans notre mémoire, nous ne donnions pas beaucoup de détails sur nos réussites dans le domaine des liens commerciaux, nous serions heureux d'en fournir des exemples au comité, car ces réussites sont nombreuses.

Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur West. Vous avez été bref. Vous avez dit que vous le seriez et vous avez tenu parole.

M. English (Kitchener): Permettez-moi de commencer par M. Plumptre. Vous avez parlé de l'Institut sur la gouvernance et de son travail. Plus particulièrement, vous avez dit que le Canada avait la réputation d'avoir une fonction publique fondée sur le mérite, l'efficience et l'efficacité. Vous avez laissé entendre que ce modèle avait permis à des Canadiens de travailler dans d'autres pays pour les influencer ceux-ci à suivre une certaine direction.

Notre comité se penche sur la politique étrangère du Canada. Évidemment, l'instrument de cette politique, dans la fonction publique, ce sont les agents du ministère des affaires étrangères du Canada. Récemment, nous avons vu la création

recruitment and our character for foreign service as a model for these new foreign services being created?

1435

Mr. Plumptre: First of all, on the sort of general question of able to develop here and the merit-based kind of public service we have. It's one of the major reasons why people are interested in working with this country.

With specific reference to the foreign service, our institute recently began running executive leadership programs in Southeast Asia, an initiative we've been doing in collaboration with the Civil Service College of Singapore. It's a joint venture. It involves all the ASEAN countries, including the new member, Vietnam.

Just last week I was approached by the vice-president in charge of our international program. She unfortunately couldn't be here today, because of personal commitments. She said we've been asked if we might be able to run a course on exactly the kind of topic you mention, whether there might be a way we could share the kind of quality and experience we've acquired in developing our own foreign service with some of these other countries. So there does seem to be an interest in specifically the subject you've mentioned, but we haven't been deeply involved in it as vet.

Ms Claire McQuillan (Vice-President, Institute on Governance): I could add something on the more general subject of civil service, using South Africa as an example. As you know, it is in the state now of having to take their former public service and distribute it, or expand it, or amalgamate it, to serve not only the central government but their provincial governments as well. There have been several visits to Canada by experts in civil service legislation, training, the union negotiation side, employment equity, under the auspices of CIDA and the International Development Research Centre, to investigate exactly how they could go about setting up, using the Canadian model, a civil service that will relate most closely to their own culture.

There have also been visits by potential civil servants going into one or another level of civil service in South Africa. They have spent periods of time, two weeks at a stretch, working with individual civil servants right across the country, to learn what it is to be a civil servant, how to develop policies, right through to actually delivering services to the public.

Mr. English: I've one question for either Mr. West or Mr. Maher. At one of our hearings we had an academic vicepresident of a university talk about his school of management at that university. That particular school of business or of the economic boom. We trained them to become millionaires in China. He expressed great disappointment that there had nous a dit qu'il était très déçu du fait qu'il n'y avait pas, eu

[Translation]

Ukraine, and nations which have changed fundamentally, such as in d'un grand nombre de nouvelles nations telles que l'Ukraine, et des eastern Europe. Have any of those countries looked at our foreign nations qui ont changé de façon radicale comme celles de l'Europe service and the training of our foreign service officers, our de l'Est. Combien de ces pays ont examiné nos services des affaires étrangères et la formation de ses agents, ainsi que nos méthodes de recrutement, afin de trouver un modèle pour leurs nouveaux services chargés des affaires étrangères?

M. Plumptre: D'abord, en ce qui concerne la fonction publique modelling on the Canadian public service as a whole, we find that du Canada en tant que modèle, nous avons constaté que beaucoup there is a widespread interest in the kinds of institutions we have been d'autres pays s'intéressent à nos institutions et au principe de l'avancement au mérite qui guide notre fonction publique, et c'est d'ailleurs pour cela que les gens veulent travailler en collaboration avec nous.

> Pour ce qui est du service étranger comme tel, l'institut a tout récemment mis sur pied des programmes de perfectionnement du leadership des cadres dans l'Asie du Sud-Est, de concert avec le Civil Service College de Singapour. Il s'agit d'un partenariat. Tous les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est y participent, dont le Vietnam.

> La semaine dernière, j'ai rencontré la vice-présidente responsable du programme international. Malheureusement, elle n'a pas pu se joindre à nous aujourd'hui, à cause d'obligations personnelles. Elle m'a dit qu'on lui avait déjà demandé s'il était possible de mettre sur pied un cours semblable à celui que vous venez de décrire, et si l'on pourrait partager notre expérience et nos connaissances sur le service étranger avec d'autres pays. Donc, il existe un certain intérêt pour le sujet que vous avez soulevé, mais nous n'avons pas encore mis sur pied de programmes en ce domaine.

> Mme Claire McQuillan (vice-présidente, Institut sur la gouvernance): Je pourrais ajouter quelques commentaires sur la fonction publique en général, en prenant comme exemple l'Afrique du Sud. Comme vous le savez, on est en train de refaçonner et d'élargir la fonction publique de l'Afrique du Sud pour servir non seulement le gouvernement central, mais également les gouvernements provinciaux. Plusieurs experts dans le domaine des lois gouvernant la fonction publique, la formation, les négociations syndicales et l'équité en matière d'emploi sont venus au Canada, sous les auspices de l'ACDI et du Centre de recherche pour le développement international, pour s'inspirer du modèle canadien, qui est semblable à leur propre fonction publique.

> Des individus qui seront peut-être les prochains fonctionnaires de l'Afrique du Sud sont aussi venus nous rendre visite. Ils ont passé des périodes de 15 jours avec différents fonctionnaires canadiens partout au pays, et ont appris le métier du fonctionnaire, de l'élaboration de politiques à la prestation de services au public.

M. English: Je voudrais poser une question à M. West ou à M. Maher. Un de nos témoins, un vice-président d'université, nous a parlé de l'école de gestion qui fait partie de son université. Cette école avait accepté un assez grand nombre management had admitted a fair number of Chinese students d'étudiants chinois qui, après leurs études, sont retournés en who had returned to China and become very wealthy as a result Chine et se sont enrichis grâce à l'essor économique. Nous leur avions appris à devenir des millionnaires en Chine. Le témoin

with a lot of the students, the alumni, which is fairly easy to do, allé en Chine rencontrer certains de ces étudiants, les anciens, because you do keep track of them, and all but one—and the et cela lui a été assez facile parce qu'il avait gardé le contact number was in the twenties, if I remember correctly—had no avec eux. Il s'agissait d'une vingtaine de personnes si je ne contact with Canada, even though they had been educated at schools m'abuse, et tous, sauf un, n'avaient plus aucun contact avec le of business here. Is this unusual, or is this an indication of a broader problem we have?

Mr. Maher: There are some problem areas there, but I don't see pulling a number off the wall—of the cases we have problems in that area. But I would think comfortably 70% to 80% of the people we deal with end up developing and maintaining solid relationships back in our country. Also, we use them very successfully in pursuing business opportunities.

The problem we run into is that you have to invest in maintaining the network. You have to have gatherings where they see their relationship as being relevant and they get to meet other people and so forth. You have to foster that. There are examples where schools have not been able to do that, for many different reasons. One of the cases in point is that you have to get a critical mass. You have to have more than 15 or 20. You have to have them in bunches where you can actually meet with them and do things together. It's the interaction that's the important thing. But there are nous n'y arrivons pas toujours. cases in point where we do have that problem.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Paré.

M. Paré (Louis-Hébert): Merci, monsieur le président.

Tout à l'heure, le président a fait référence au grand nombre de groupes que nous avons déjà rencontrés. Après avoir entendu les groupes de cet après-midi, et peut-être parce qu'on est encore dans l'esprit des vacances, j'ai du mal à entrer dans le coeur du sujet. Il m'apparaît, d'après ce que j'entends, d'après vos interventions, que les créneaux que vous vous êtes donnés m'apparaissent être très élevés par rapport à ceux des groupes que nous avons rencontrés et qui travaillent directement avec les populations.

Premier commentaire pour M. Plumptre: vous avez pris comme défi de travailler avec les gouvernements, voire de tenter de rendre les gouvernements des pays en voie de développement plus habiles et plus capables d'administrer leurs pays. Or, bien souvent quand on regarde les types de gouvernements qu'il y a dans un grand nombre de pays en voie de développement, on se demande: Aider les gouvernements, est-ce que c'est travailler pour ou travailler contre les populations de ces pays-là?

Personnellement, j'avoue que ça me pose un problème important. On a entendu beaucoup de groupes qui sont venus justement nous dire que les programmes d'aide bilatérals sont souvent des programmes qui ne rejoignent pas toujours la population, qui s'adressent finalement aux amis du parti au pouvoir, etc., à ceux qui sont proches du pouvoir.

Comment êtes-vous arrivés à choisir de tels créneaux? Pourquoi aider les gouvernements et non pas les populations?

J'aurais aussi un commentaire pour M. Maher. Ce sera un peu une critique caricaturale. J'ai l'impression que vous vous êtes donné comme mandat de mettre en place une bureaucratie pour aider d'autres bureaucraties. Quand vous nous dites que

[Traduction]

been no spin-offs for Canada. He had gone to China and met pour autant, de retombées économiques pour le Canada. Il était Canada, en dépit du fait qu'ils avaient reçu leur formation ici. Est-ce une situation inédite ou est-ce que le problème est très répandu?

M. Maher: Il existe certains problèmes, mais rien de très grave. them as big, glaring problems. I would say in 15% or 20% -- I'm just Je dirais que, grosso modo, nous faisons face à des difficultés de ce genre dans peut-être 15 p. 100 à 20 p. 100 des cas. Mais je suis certain que 70 p. 100 à 80 p. 100 des gens qui participent à nos programmes gardent des contacts très solides avec le Canada. C'est grâce à eux que nous profitons de bien des ouvertures commerciales.

> Par contre, il est difficile de maintenir notre réseau. Il faut organiser des rencontres pour que tout le monde reconnaisse l'importance de ces relations, et pour que les gens puissent établir des contacts. Il faut entretenir le réseau. Certaines écoles, pour différentes raisons, n'ont pas réussi à ce faire. Il faut obtenir une masse critique, c'est-à-dire plus de 15 ou 20 personnes, et former des petits groupes pour faciliter les rencontres et les sorties. Il s'agit surtout de garder un bon contact. Mais il est vrai que

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Paré.

Mr. Paré (Louis-Hébert): Thank you, Mr. Chairman.

The Chairman mentioned earlier that we have heard from a large number of groups. We've heard from several groups this afternoon, and perhaps because we're still in the holiday mood, I am having trouble getting to the heart of the matter. From what you are saying, it seems to me that you are working at a much higher level than other witnesses we have heard from, who work directly with the people.

My first comment for Mr. Plumptre is this: you have taken on the challenge of working with governments, even trying to make some developing countries run their governments more effectively. Yet, when you consider the type of government that exists in most developing countries, you must wonder whether helping these governments is beneficial or detrimental to the people who live there.

I must say I have some difficulty with this. Many witnesses have told us that bilateral aid programs very often don't reach the people and end up catering to the friends of the party in power.

Why have you taken such an approach? Why help governments rather than the people?

I also have a comment for Mr. Maher. This is rather blunt criticism. It is my impression that you have taken it upon yourselves to put in place a bureaucracy to help out other bureaucracies. When you tell us that you have set up a program

reviens vraiment pas. Mais probablement que je n'ai pas bien exaggerated. compris et je suis conscient que c'est une caricature que je fais.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Plumptre.

M. Plumptre: Je vous remercie, monsieur le député. Vous posez en fait une question avec beaucoup de profondeur. Je vais essayer de cogent question. Let me try to give you a brief answer. vous répondre en quelques minutes.

La discussion pour savoir si l'aide internationale du Canada devrait être axée seulement sur des pays qui ont de fortes institutions démocratiques est un sujet où j'ai participé lors d'un débat à l'Université Carleton pendant deux heures sur le réseau parlementaire, il y a quelques mois, avec quelques autres Canadiens plus éminents que moi-même. Il faut dire qu'après deux heures de débat, il n'y a pas eu consensus. Il y a des arguments pour, il y a des arguments contre. Je dois vous dire que mon opinion personnelle, c'est qu'on se leurre si on pense que le gouvernement canadien aura une grande influence sur les politiques démocratiques ou non démocratiques des pays qui receive our assistance. reçoivent notre assistance.

Ceci dit, je crois qu'il est souhaitable de ne pas travailler avec les gouvernements, tel que le gouvernement de Haïti qui est nettement et clairement anti-démocratique. Mais je dois aussi souligner qu'il y a beaucoup de gouvernements qui sont dans une espèce de middle ground entre les pays qui essaient d'être difficulté à choisir un pays où nous pourrions aider si on prend le critère de démocratie comme le seul critère.

L'autre point que vous avez soulevé, c'est l'idée de ce qu'on devrait vraiment faire avec notre argent pour le développement international. Faire des choses qui agissent directement sur la population qui reçoit person to person aid, c'est beau; mais il est aussi important de souligner que si on peut influencer une institution qui travaille avec cette population-là et aider cette institution, dis-je, à être plus efficace, à être moins corrompue et à acquérir une attitude plus professionnelle en matière de services offerts vis-à-vis des récipiendaires de ces services dans le pays en voie de développement, on peut aider des centaines ou des milliers de personnes. Tandis que si on travaille directement avec une personne dans chaque pays, on n'a pas de leverage.

• 1445

Donc, étant donné que les gouvernements sont des institutions extrêmement importantes dans ces pays, il est important pour nous d'essayer d'encourager ces gouvernements d'être plus démocratiques, d'être plus efficaces, d'être plus service oriented dans ce qu'ils font; c'est pourquoi nous travaillons avec eux. Cela ne veut pas dire que travailler directement avec les gens au Rwanda, par exemple, dans la distribution de l'aide alimentaire n'est pas important. C'est aussi important mais ce n'est pas la seule voie par laquelle nous devons essayer d'aider ces pays.

Puisque c'est une question difficile que vous me posez, je vais demander à ma collègue Claire de vous donner une meilleure réponse.

[Translation]

vous avez mis en place un programme pour aider l'ACDI à to help CIDA plan for change, I must say I'm somewhat at a programmer le changement, j'avoue que j'y perd un peu mon loss. If we now need to set up organizations to help other latin. Si on est rendu à avoir besoin de mettre en place des organizations that are supposed to be there to help others, then organismes pour aider les organismes qui sont censés être en I can't say I follow. I just can't get over it. But I probably place pour aider le monde, moi, j'ai tendance à décrocher. Je n'en misunderstood something and I do know that my comment is slightly

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Plumptre.

Mr. Plumptre: Thank you, Mr. Paré. You have asked a very

The question of whether Canada's international aid should only go to countries with strong democratic institutions was the subject of a two-hour debate that I took part in at Carleton University, together with other, more eminent Canadians, and that was broadcast over the Parliamentary Channel, just a few months ago. I must say that after two hours of debate, we had not reached a consensus. There were arguments for and against. Personally, it is my view that we would be fooling ourselves to think that the Canadian government can have any great influence over the democratic or non-democratic policies of the countries that

Having said that, I believe that we should not be working with a government such as the one in place in Haiti, which is so clearly anti-democratic. But I would point out that many governments are on a middle ground between those that try to be democratic and those that are clearly not. It would be difficult for démocratiques et les pays qui ne le sont pas du tout. Et on a de la us to choose a country where we could send aid to, if democracy were our only criterion.

> You also made a point about what we really should be doing with our international development funds. Now, it is fine to provide person to person aid, but it is also important to remember that if we can influence an institution working with the people, and help that institution to be more effective, less corrupted and more professional in its service delivery to recipients in these developing countries, then we can help hundreds of thousands of people. But if we work on a person to person basis in these countries, we don't have any leverage.

> So, since governments are such important institutions, in these countries, we really must encourage them to be more democratic, more effective, more service-oriented in what they do. That's why we are working with them. By that, I do not mean that working directly with the people of Rwanda and distributing food aid is not important. It is, but there are other ways we can help these countries.

> You have asked me a difficult question, so I will ask my colleague Claire, to give you a better answer.

Ms McQuillan: Not better than yours, Tim, but perhaps with a little more application.

I'd like to use South Africa again as my example. As you know, for many years there were no government—to—government relations with South Africa, yet it was the strong wish of the Canadian people that there be an end to apartheid, and the Canadian government pursued that policy in every way it could. Assistance was made through non–governmental organizations. The decision was taken that one area in which Canada and Canadians could help tremendously was in preparing the ANC to govern, should that be the will of the South African people.

This is where Canada's experience in governance and public policy issues has come to the fore. Working through CIDA, working through the International Development Research Centre, and they in turn using us as their Canadian partners, worked quite specifically to prepare potential ANC candidates for very senior positions to govern. To wit, there were three potential provincial premiers from South Africa who came to Canada early this year and spent time with provincial premiers here in Canada to learn what it was to head up a provincial government—a very direct application, speaking not to the government of the time but to the government of the future.

Mr. Maher: I would like to build on Mr. Plumptre's response. We end up doing many things with small businesses, entrepreneurial-type programs, helping people start their own business and so forth. At the other end of the continuum we're dealing with established business people, business organizations often with very complex structures. It is a challenge at that end to try to mesh the old guard with the new guard and try to respond.

I can see many people laying claim to what you had to say, Mr. Paré, but it is a challenge. Particularly in eastern and central Europe, we've had, with the exception of Romania, all bloodless coups, and we have to phase in and work towards trying to establish a new equilibrium point.

Mr. West: On the question of the reference to Management for Change, we apologize for the confusion. We were referring there to the management for change program, which is one of several programs within the Canadian partnership branch of CIDA. It's a long-standing and long-existing program that funds many, many project kinds of activities.

One set of activities they fund is the activity that for many years provided the core of activity of CCMS, the marshalling of the resources of our network, some 2,000 professors, to work in establishing and supporting networks of management development agencies, schools, around the world. For example, we work very closely in South Asia with the Association of Management Development Institutes of South Asia, which is a network comprising the seven countries of South Asia. Some 100 management training and management development institutions are members. We work in developing their faculty members in order to be able more effectively to offer training programs for local industry and the training of their students.

[Traduction]

Mme McQuillan: Ma réponse ne sera sans doute pas meilleure que la vôtre, Tim, mais elle sera peut-être un petit peu plus concrète.

Je voudrais prendre encore comme exemple l'Afrique du Sud. Comme vous le savez, pendant bien des années, il n'y a pas eu de relations normales entre le gouvernement du Canada et celui de l'Afrique du Sud. Cependant, les Canadiens souhaitaient la fin de l'apartheid, et notre gouvernement a fait tout ce qu'il a pu pour faire abolir cette pratique. On a envoyé de l'aide par l'entremise des organisations non gouvernementales. On a décidé que le Canada pourrait jouer un rôle important en préparant les membres de l'ANC à leurs responsabilités gouvernementales éventuelles, si jamais cela devait correspondre à la volonté du peuple de l'Afrique du Sud.

C'est là qu'on a vu l'importance de l'expérience du Canada dans le domaine de la gouvernance et des questions de politique. De concert avec l'ACDI et le Centre de recherche pour le développement international, nous avons préparé d'éventuels candidats de l'ANC à des postes de hauts fonctionnaires. Ainsi, trois premiers ministres provinciaux en puissance sont venus d'Afrique du Sud plus tôt cette année; ils ont rendu visite à certains de nos premiers ministres provinciaux pour voir directement en quoi le travail consistait. Il s'agissait de relations directes non pas avec les représentants d'un gouvernement en place, mais avec ceux d'un gouvernement potentiel.

M. Maher: J'aimerais ajouter quelque chose à la réponse de M. Plumptre. D'une part, nous avons lancé beaucoup de projets destinés aux PME, entre autres, pour aider des gens à monter leurs propres entreprises. D'autre part, nous travaillons avec des gens d'affaires bien établis et des organisations commerciales dont les structures sont souvent très complexes. Le défi, c'est de réunir les anciennes méthodes et les nouvelles.

Je sais que beaucoup partagent votre point de vue, monsieur Paré, c'est un grand défi à relever. À l'exception de la Roumanie, les coups d'état ont eu lieu sans effusions de sang en Europe de l'Est et en Europe centrale, mais nous avons dû travailler prudemment pour atteindre un nouvel équilibre.

M. West: Pour ce qui est de l'allusion au programme de Gestion du changement, nous nous excusons d'avoir embrouillé les choses. Nous parlions du programme administré par la section de l'ACDI chargée des partenariats. Ce programme existe depuis longtemps et a fait naître toutes sortes de projets.

Par exemple, ce programme finance ce qui, pendant bien des années, constituait l'activité principale de notre consortium: l'organisation de nos ressources, c'est-à-dire les 2 000 professeurs qui établissent et entretiennent les réseaux d'agences et d'écoles de gestion du développement partout au monde. En Asie du Sud, nous travaillons de concert avec The Association of Management Development Institutes of South Asia, un réseau qui s'étend dans les sept pays de la région. Quelque 100 institutions de formation de cadres et de gestion du développement sont membres de cette association. Nous offrons aux professeurs une formation qui leur permet d'établir de meilleurs programmes de formation pour leurs propres étudiants et pour leurs industries locales.

[Translation]

• 1450

We share CIDA's view that in all of these activities the ultimate client is the poor person on the street in these developing countries. Our view is that through helping to build a network that strengthens and supports management development schools and improves their programs we therefore strengthen their ability to work with industry. In fact, we work with through economic development and wealth creation we attack head—on the goal of poverty in those countries.

CCMS is certainly not a bureaucracy. In fact, we are an organization made up of 99.7% volunteers. No member of the board or of the executive receives any compensation whatsoever for this work we do. I think we have, in total, half a person-year staff to manage this organization.

Mr. Maher: I'll just add that there is a significant volume of business here but the overhead is very, very small.

Mr. Volpe (Eglinton—Lawrence): I wonder whether both groups can help me understand something. I start off with a given that your members and your organizations are doing work that is almost indispensable from a global point of view. Perhaps Mr. Plumptre and Ms McQuillan can help me understand this a little bit better.

The world has been treated to a series of international events resident in countries that had, prior to our contemporary times, the benefit of western civilization, western techniques of government, western techniques in social organization, political organization, and economic structure. And they had it for well over 100 years, a substantial amount of time, for the development of the poorer elements of society as well as for the elite elements of those countries. Shortly after the removal of that overt influence, the countries to which I refer have literally collapsed, from a governance point of view, from a civil society point of view and from an economic point of view.

Are we headed in the right direction by continuing to support those organizations that would hope to establish or re-establish a rational view of the way those societies ought to organize themselves? Secondly, should that be an objective of and be funded by External Affairs?

Mr. Plumptre: You didn't name any specific countries.

Mr. Volpe: Rwanda comes to mind.

Mr. Plumptre: Rwanda would be an example. However, there are other countries I could cite, such as Singapore and Malaysia, which have benefited from British institutions and which have done extremely well. I think it would be false to conclude that because there has been collapse in some areas you are necessarily going to get that phenomenon elsewhere.

Your question, in a sense, underlines the main point of my own argument, which is that the institutions of governance are of fundamental importance, and that if you don't have the institutions of governance working effectively not much else matters.

Therefore, I think this is an area where Canada should be concentrating its development assistance, for some of the reasons I mentioned. We have a particular advantage. We're much more welcome than many other countries in this area.

Comme l'ACDI, nous croyons que le bénéficiaire ultime de toutes ces activités est le citoyen pauvre de ces pays en développement. Nous estimons qu'en aidant à bâtir un réseau qui renforce et appuie les écoles de perfectionnement des cadres et améliore leurs programmes, nous renforçons leur capacité de travailler avec l'industrie. En effet, nous collaborons avec ces écoles pour leur apprendre à travailler plus efficacement avec l'industrie. De plus, par le biais du développement économique et de la création de la richesse, nous attaquons de front la pauvreté dans ces pays.

Le CCEG n'est certainement pas une bureaucratie. En fait, nous sommes une organisation constituée à 99,7 p. 100 de bénévoles. Les membres du conseil d'administration et de l'exécutif ne reçoivent aucune compensation pour le travail qu'ils accomplissent. Je pense que nous avons, au total, une demi–année personne pour gérer cette organisation.

M. Maher: Permettez-moi d'ajouter que nous avons beaucoup d'activités mais que nos frais généraux sont extrêmement bas.

M. Volpe (Eglinton—Lawrence): J'aimerais que les deux groupes de témoins m'expliquent quelque chose. Il est évident que vos membres et vos organisations font un travail qui est pratiquement indispensable du point de vue international. M. Plumptre et M^{me} McQuillan pourraient sans doute nous apporter des précisions là—dessus.

La communauté internationale assiste à une série d'événements survenant dans des pays qui bénéficiaient, avant l'époque contemporaine, de la civilisation occidentale, ainsi que des techniques de gouvernement et d'organisation sociale, politique et économique occidentales. Et ces pays en ont bénéficié pendant plus de cent ans, ce qui est beaucoup, pour améliorer le sort de leurs pauvres et de leurs élites. Peu après le retrait de cette influence ouverte, les pays en question se sont littéralement effondrés, du point de vue de la gestion des affaires publiques, de la société civile et de l'économie.

Avons-nous choisi la bonne voie en continuant d'appuyer les organisations qui espèrent établir ou rétablir une vision rationnelle de la façon dont ces sociétés devraient s'organiser? Deuxièmement, le ministère des Affaires étrangères devrait-il adopter cet objectif et en financer la réalisation?

M. Plumptre: Vous n'avez cité aucun pays en particulier.

M. Volpe: Je pense au Rwanda.

M. Plumptre: Le Rwanda est un exemple. Cependant, je pourrais citer d'autres pays tels que Singapour et la Malaisie, qui ont adopté des institutions de type britannique et qui se débrouillent extrêmement bien. Je pense qu'il serait faux de conclure que, parce qu'il y a eu un effondrement dans certaines régions, on va assister nécessairement au même phénomène ailleurs.

Dans un sens, votre question renforce mon argument selon lequel les institutions de gestion des affaires publiques revêtent une importance fondamentale et, si elles ne fonctionnent pas comme il faut, rien d'autre ne fonctionne non plus.

Par conséquent, nous avons ici un domaine sur lequel le Canada doit concentrer son aide au développement et ce, pour les raisons que j'ai mentionnées. Nous disposons d'un avantage particulier. En cette matière, nous avons une bien meilleure

There are advantages to us in engaging in this kind of work, and it's very cost—effective. Relative to the kind of investment that you have to make in large infrastructure capital projects, this is an extremely efficient way of providing aid.

In view of the chairman's exhortation to be brief, I'll stop there.

Mr. Volpe: This is a slightly different question for Mr. Mayer or Mr. West and it really follows up on Mr. Plumptre's response. Again I give a preamble by saying I want to understand something a little bit better because I think you're asking this committee to make a recommendation to the appropriate ministers to continue or develop a particular trend in our policies.

• 1455

Mr. Plumptre pointed out the benefit to Canada of some of the initiatives that have been discussed so far in this presentation. I think it was Mr. Maher who pointed out that in North America the businessman's concept is always dictated by location, location, location—especially in real estate terms—but in terms of business it's always bottom line, bottom line, bottom line, whereas in Asiatic countries in particular the issue is relationship, relationship, relationship, think that's something that Mr. Plumptre would agree is probably prevalent elsewhere.

If the issue is relationship, relationship, relationship and the recent incidence of enormous wealth concentrated in small numbers is a direct outcome of relationship, relationship, relationship, does that not militate against the value of traditional capitalist business theories as proposed and promulgated by organizations and schools that are members of your organization?

Mr. Maher: The answer is no.

I would also like to add that it's not just a matter of relationship-building in places like eastern Europe. It's also a matter of trying to build a new culture, a new way of doing business. If you take Poland, for example, or some of the other countries there, there's been top-down management. There's no consensus-building, participation, initiative, and things of that nature.

So you're going in and restructuring the culture. You're working with them to restructure the culture. It's not our going in and imposing a system but it's working and addressing those issues. There is no better group of people to do that than a bunch of business school professors and members of the private sector in Canada who have learned how to do that superbly.

Mr. Volpe: But the best example of non-western techniques in that, I think, is Japan, and they eschew that model. They have their own, one that has given Japan pre-eminence in the world economy. Their model is being followed assiduously by Singapore and Malaysia, despite what others' views about their model might be. I think it's being followed by Taiwan, Thailand, in some respects by China, and in more recent times by the Indian subcontinent. Is that an improper view for me to hold?

Mr. Maher: Given the chairman's look at me right now, I think we should probably spend 40 minutes and discuss this at great length.

[Traduction]

réputation que beaucoup d'autres pays. Il serait avantageux pour nous de nous engager dans ce genre de travail, qui est très rentable. Par rapport aux investissements que l'on consacre aux grands projets d'infrastructures, c'est une forme d'aide extrêmement efficiente.

Étant donné que le président nous a exhortés à être brefs, je m'arrête ici.

M. Volpe: Dans la même veine, je vais poser une question légèrement différente à M. Mayer ou à M. West. Une fois de plus, en guise d'introduction, je dirai que mon intention est de comprendre un peu mieux les choses, car je pense que vous êtes en train de demander au comité de recommander au ministre concerné de poursuivre nos politiques ou de les orienter dans une certaine direction.

M. Plumptre a souligné l'avantage, pour le Canada, de prendre certaine des initiatives proposées lors de ce témoignage. Je pense que c'est M. Maher qui a indiqué qu'en Amérique du Nord, les préoccupations majeures des hommes d'affaires sont toujours axées sur l'emplacement—surtout dans le secteur de l'immobilier—mais dans les affaires, le profit est le facteur fondamental; tandis que dans les pays asiatiques, en particulier, les relations sont primordiales. Je pense que M. Plumptre conviendra avec moi que ce facteur prévaut probablement ailleurs.

Si les relations sont effectivement primordiales et si la concentration récente d'une richesse énorme entre les mains d'une petite minorité est une conséquence directe de la primauté des relations, cela n'invalide-t-il pas les théories capitalistes traditionnelles proposées et promulguées par des organisations et des écoles faisant partie de votre groupe?

M. Maher: Je réponds par la négative.

Je tiens à ajouter qu'il n'est pas simplement question d'établir des relations dans des régions comme l'Europe de l'Est. Il s'agit aussi d'engendrer une nouvelle culture, une nouvelle façon de faire des affaires. Par exemple, en Pologne et dans d'autres pays de la région, la gestion se fait de façon hiérarchique, c'est-à-dire de haut en bas. On ne recherche pas le consensus, la participation, l'initiative et des choses de ce genre.

Par conséquent, nous cherchons à réformer la culture, et nous le faisons en collaboration avec ces pays-là. Pour nous, il ne s'agit pas d'imposer un système, mais de travailler à la résolution des problèmes existants. Nul n'est mieux placé pour le faire qu'un groupe de professeurs de gestion et de représentants du secteur privé canadien qui ont appris à faire superbement ce genre de choses.

M. Volpe: En cette matière, le meilleur exemple de techniques non occidentales est celui du Japon qui échappe à ce modèle. Ce pays a son propre système qui lui a permis de se hisser au premier rang de l'économie mondiale. Le modèle japonais est suivi assidûment par Singapour et la Malaisie, peu importe ce que d'autres pays en pensent. Je crois qu'il est également suivi par Taïwan, la Thaïlande et, à certains égards, par la Chine, et plus récemment, par les pays du sous—continent indien. Est—ce que je me trompe?

M. Maher: Étant donné le regard que me lance le président, je pense que nous devrions probablement consacrer 40 minutes à un débat en profondeur sur cette question.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): That's what I told you at the beginning—that if you kept your comments short, you would get good questions.

Mr. Maher: We actually study those methods and bring them back. Some of the things we've learned from working in the Philippines, for example, is being used in Canadian business schools today. Often, the Filipinos have learned how to use the Japanese approaches and concepts better than anybody else, so we can learn more from the Filipinos than we can from the Japanese in terms of trying to apply their skills.

I won't take any more time. I'd love to spend an hour with you and talk about that.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You're welcome to do that after this meeting.

I have some questions. I want to know what you people are doing in certain areas of the globe in the area of women's rights, the access of women to government and to business. What are you doing to lower the kind of discrimination that's going on in some areas of this globe? Do you have a quick answer?

Mr. West: Yes. In fact, one of the key components of any development project that CCMS undertakes is the increased involvement of women.

We're dealing with typically educational institutions, so we're insisting, for example, that all of our partners make extraordinary efforts, particularly in places like South Asia, to involve women in all of their training programs, to involve women entrepreneurs in entrepreneurial activities, and to develop their young women students to become women faculty members in order to increase that activity as well.

There isn't a single activity that we run in any part of the world where the key involvement of women is not a very, very important one.

• 1500

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Once the target—and I use that word loosely—once the country or the area you're going to be operating in has been selected, what criteria do you use, for example, in targeting your help? Do you go agriculture? Do you go business? Do you go fisheries? Are you sectorally...?

Mr. West: We're management schools and we deal only in the area of management, broadly defined; that is, training managers.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): But isn't there a difference between managing a farm and managing a fishery? Or is it the same to you?

Mr. West: No fundamental difference, in my view.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): A manufacturer of ball-bearings, for example, is the same as a fishing operation?

Mr. West: The general principles of managing and marketing and finance are appropriate across all sectors.

[Translation]

Le coprésident (M. Gauthier): C'est ce que je vous ai dit au début—si vos interventions sont brèves, on vous posera de bonnes questions.

M. Maher: En fait, nous étudions ces méthodes et nous les importons. Certaines choses que nous avons apprises en travaillant aux Philippines, par exemple, sont actuellement enseignées dans les écoles de gestion canadiennes. Dans bien des cas, les Philippins ont appris comment utiliser les méthodes et les concepts japonais mieux que quiconque; par conséquent, nous pouvons en apprendre plus des Philippins que des Japonais eux-mêmes en ce qui concerne l'application de leurs principes.

Je n'en dirai pas plus. J'aurais aimé passer une heure à vous en parler de cela davantage.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous pourrez certainement le faire après cette réunion.

J'ai quelques questions à vous poser. J'aimerais savoir ce que vous faites dans certaines régions du monde en ce qui conceme les droits des femmes, l'accès des femmes au gouvernement et aux affaires. Que faites—vous pour réduire le genre de discrimination qui prévaut dans certaines régions du monde? Pourriez—vous répondre brièvement?

M. West: Oui. En effet, l'une des composantes essentielles de tout projet de développement entrepris par le CCEG est la participation accrue des femmes.

Nous travaillons essentiellement avec les établissements d'enseignement; nous insistons donc, par exemple, pour que tous nos partenaires déploient des efforts extraordinaires, surtout dans des régions comme l'Asie du Sud, pour assurer la participation des femmes à tous les programmes de formation, pour faire participer les femmes d'affaires aux projets d'entreprise, et pour encourager des jeunes étudiantes à embrasser la carrière d'enseignantes afin d'accroître également les activités dans ce secteur.

Dans toutes les parties du monde, nous mettons un accent particulier sur la participation des femmes et ce, dans toutes nos activités.

Le coprésident (M. Gauthier): Une fois que l'objectif—et j'utilise ce terme assez librement—une fois que le pays ou la région où vous allez travailler a été choisi, quel critère utilisez-vous, par exemple, pour cibler votre aide? Choisissez-vous l'agriculture? les affaires? les pêcheries? Adoptez-vous une démarche sectorielle. . ?

M. West: Nous représentons des écoles de gestion et nous ne travaillons que dans des domaines liés à la gestion, d'une manière générale; autrement dit, nous formons des gestionnaires.

Le coprésident (M. Gauthier): Mais n'y a-t-il pas de différences entre la gestion d'une ferme et la gestion d'une pêcherie? Cela revient-il au même pour vous?

M. West: À mon avis, il n'y a pas de différence fondamentale entre les deux.

Le coprésident (M. Gauthier): Par exemple, un fabricant de roulement à billes est-il comparable à un exploitant de pêcherie?

M. West: Les principes généraux s'appliquant à la gestion, au marketing et aux finances sont les mêmes dans tous les secteurs.

Mr. Maher: I was working in South America a number of years ago when the minister was female and the president of CIDA was female. We were in South America with 62 deans. three of whom were female. There were five components to the program, and the one that had women in it they wanted to do away with. They voted unanimously to do away with that program. We closed our briefcases and said we don't have anything to offer. As we were walking out, they called us back. So we're pretty strong on that, you can rest assured.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Plumptre, just one short question. At what level do you go for better governance? Do you go for the leaders? Do you go for the bureaucrats? Do you go after the academics? Who do you go after with your programs? What's your record?

Ms McQuillan: We have worked with all three levels. Some of our programs are very mixed. In Lebanon, for instance, we are dealing at the request of the Minister of State for Parliamentary Affairs, who has a special portfolio from the prime minister, to look into administrative reform in that country. But you can't deal just through a single minister. We're getting input from other ministers, from senior public servants, from academics, in Lebanon, in Beirut.

The same is true in South Africa. Just last week we had a visit of a multi-party-well, they were multi-party before, they're now forming the government—from South Africa headed by the Minister of Constitutional Affairs, Mr. Roelf Meyer. In that group there were academics, there were representatives from all the former groupings in South Africa, and there were some regular citizens, who came to study Canada's constitutional evolution and how some of the lessons we have learned from both our successes and failures could be brought back to South Africa.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much for that answer. Maybe you will want to send us a list of your successes. We could gauge that against some of your failures. We could probably pass judgment on that.

Anyway, I want to thank all of you for your testimony. We could have spent the whole afternoon here. I'm sure Mr. Volpe, Dr. English, and Mr. Paré would have kept you going all day.

Mr. Plumptre, do you want to add something?

Mr. Plumptre: I hope you won't consider this out of place, Mr. Chairman, but I wanted to add one final note on behalf of certainly myself and Ms McQuillan, but perhaps the others too.

As I mentioned, our institute is interested in issues of governance in Canada as well as internationally. One of the things we're aware of is that the job of the member of Parliament is a somewhat thankless one at times. You know better than we do some of the problems of insecurity, the problems of remuneration, the fact that you have to listen to witnesses droning on on beautiful summer afternoons when you might be somewhere else. I want to thank you for the efforts d'été alors que vous pourriez être ailleurs. Je tiens à vous

[Traduction]

M. Maher: Il y a quelques années, je travaillais en Amérique du Sud à l'époque où le ministère et l'ACDI étaient dirigés par des femmes. Nous étions en Amérique latine avec 62 dovens, dont 3 femmes. Notre programme comportait cinq éléments, et celui qui était dirigé par des femmes était menacé; de fait, les intéressés ont voté à l'unanimité la suppression. Nous avons plié bagages en disant que nous n'avions rien à offrir. Alors que nous étions en train de sortir, on nous a rappelés. Nous pouvons vous assurer qu'en cette matière, nous sommes très forts.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Plumptre, je vais vous poser une brève question. À quel niveau cherchez-vous à établir une meilleure gestion des affaires publiques? Visez-vous les dirigeants? Les fonctionnaires? Les universitaires? Quelle est la clientèle visée par vos programmes? Avez-vous réussi jusqu'ici?

Mme McQuillan: Nous avons travaillé à ces trois niveaux. Certains de nos programmes sont vraiment mixtes. Au Liban, par exemple, à la demande du ministre d'État chargé des affaires parlementaires, à qui le premier ministre a confié un portefeuille spécial, nous envisageons de réformer l'administration de ce pays. Mais on ne peut pas travailler avec un seul ministre. À Bevrouth, nous avons obtenu l'appui d'autres ministres, de hauts fonctionnaires et d'universitaires libanais.

Même chose en Afrique du Sud. La semaine dernière encore, nous avons reçu la visite d'un groupe sud-africain multipartite—c'est-à-dire multipartite avant, mais qui fait maintenant partie du gouvernement-dirigé par le ministre des Affaires constitutionnelles, M. Roelf Meyer. Dans ce groupe, il y avait des universitaires, des représentants de tous les anciens groupes sud-africains et des citoyens ordinaires, qui sont venus étudier l'évolution constitutionnelle du Canada et apprendre certaines des leçons que nous avons tirées de nos succès et de nos échecs pour les ramener en Afrique du Sud.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup pour cette réponse. Il faudrait peut-être que vous nous envoyiez la liste de vos succès. Nous pourrions les comparer à certains de vos échecs. Nous pourrions probablement nous faire une opinion là-dessus.

Quoi qu'il en soit, je tiens à vous remercier tous pour vos témoignages. Nous aurions pu passer tout l'après-midi ici. Je suis certain que M. Volpe, M. English et M. Paré vous auraient tenus en haleine toute la journée.

Monsieur Plumptre, voulez-vous ajouter quelque chose?

M. Plumptre: J'espère que vous ne jugerez pas mes propos déplacés, monsieur le président, mais je voulais ajouter un dernier mot au nom de Mme McQuillan et de moi-même, et peut-être au nom des autres, aussi.

Comme je l'ai dit, notre institut s'intéresse aux questions relatives à la gestion des affaires publiques au Canada et à l'échelle internationale. L'une des choses que nous savons, c'est que le travail de député est parfois un peu ingrat. Vous connaissez mieux que nous les problèmes d'insécurité, de rémunération, et le fait que vous devez écouter des témoins débitant des discours monotones pendant de beaux après-midis

always easy. There are not a lot of public kudos. My view, and our view in our institute, is there ought to be a lot more public kudos for people who have the courage to do what you've done, and we want to thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, Mr. Plumptre.

Mr. Maher: We echo those feelings. Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Maher.

Mr. West and Ms McQuillan, thank you very much for coming this afternoon. We may see you again soon.

I would now like to call on Michael Shenstone and Timothy Owen. Mr. Shenstone is an individual. He comes as a foreign affairs consultant. Mr. Timothy Owen is vice-president of the United Nations Association in Canada.

1505

Mr. Shenstone, I take it you're a foreign affairs consultant coming as an individual to give us the benefit of your thoughts. How much time would you like to have for your opening statement?

Mr. Michael Shenstone (Individual Presentation): About ten minutes, Mr. Chair, and then whatever time you would wish.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): And Mr. Owen?

Mr. Shenstone: We would share the ten minutes, and then open it for discussion.

Mr. Timothy Owen (Vice-President, United Nations Association in Canada): We have prepared a written draft of our presentation and we have some additional copies we could give you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We haven't received it, unfortunately, as of now. My clerk advises me that we haven't received it, so if you would give it to the members I'd appreciate it.

Mr. Owen: What we'll do then is share this presentation. The purpose of it is to help you consider how you can integrate international migration issues with other key aspects of Canadian foreign policy they're linked to and which you're reviewing, such as international development, development assistance, environment, international trade, human rights, peacekeeping and other humanitarian intervention activities.

What we have to say draws largely on discussions that came about at a meeting which we co-convened in June as part of the lead-up into the immigration consultations. It included people from labour, business, universities and non-government organizations.

We had sent about a nine-page paper, which goes into detail on the subject and in a bit more depth than we will be able to go into today. If you haven't received that, perhaps-

[Translation]

you're putting in on behalf of ourselves and other Canadians. It's not remercier pour les efforts que vous déployez en notre nom et pour les autres Canadiens. Cela n'est pas toujours facile. Vous ne recevez pas souvent de félicitations. J'estime, et c'est aussi l'avis de notre institut, que la population devrait être beaucoup plus reconnaissante à l'égard des gens qui ont le courage de faire ce que vous avez entrepris, et nous vous en remercions.

> Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup, monsieur Plumptre.

> M. Maher: Nous abondons dans le même sens. Je vous remercie, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Maher.

Monsieur West, madame McQuillan, merci beaucoup d'être venus cet après-midi. Nous pourrions vous revoir bientôt.

Je vais maintenant donner la parole à MM. Michael Shenstone et Timothy Owen. M. Shenstone comparaît à titre individuel. Il est consultant en affaires étrangères. M. Owen est vice-président de l'Association canadienne pour les Nations Unies.

Monsieur Shenstone, vous êtes donc consultant en affaires étrangères et vous comparaissez à titre individuel pour nous transmettre votre point de vue. Combien de temps voulez-vous consacrer à votre déclaration liminaire?

M. Michael Shenstone (présentation individuelle): Dix minutes environ, monsieur le président; ensuite, nous prendrons le temps que vous voudrez.

Le coprésident (M. Gauthier): Et M. Owen?

M. Shenstone: Nous partagerons les 10 minutes avant de passer au débat.

M. Timothy Owen (vice-président, Association canadienne pour les Nations Unies): Nous avons préparé une ébauche de notre présentation, et nous en avons quelques exemplaires supplémentaires que nous pourrions vous donner.

Le coprésident (M. Gauthier): Malheureusement, nous ne les avons pas encore reçus. Ma greffière m'informe que nous n'avons pas reçu votre mémoire; je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir le distribuer aux membres du comité.

M. Owen: Nous allons donc partager le temps qui nous est imparti. Notre but est de vous aider à étudier la façon dont vous pouvez concilier les questions relatives aux migrations internationales et d'autres aspects essentiels de la politique étrangère du Canada qui s'y rapportent et qui vous intéressent, notamment le développement international, l'aide au développement, l'environnement, le commerce international, les droits de la personne, le maintien de la paix et d'autres activités relatives aux interventions humanitaires.

Notre propos s'inspire largement des discussions qui ont eu lieu lors d'une réunion que nous avons coparrainée en juin, dans le cadre des préparatifs des consultations sur l'immigration. Participaient à cette réunion des représentants des syndicats, des milieux d'affaires, des universités et des organismes non gouvernementaux.

Nous vous avons envoyé un document de neuf pages dans lequel nous abordons la question en détail et de façon un peu plus approfondie que nous pourrons le faire aujourd'hui. Si vous ne l'avez pas reçu, peut-être...

(m .)

[Texte]

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I haven't checked your paper. I was talking to Mr. Shenstone.

Mr. Owen: It's the same one.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Oh, I see.

Mr. Owen: It would have come from both of us.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): It came from the United Nations Association in Canada? Thank you.

Mr. Owen: The migration and refugee issues have recently become a major foreign policy concern for many countries, mostly because the current movement of people, both refugees and voluntary migrants, is on a huge scale, more than ever in the past, and is likely to continue to stay the same and increase in the future.

About 100 million migrants are living outside their countries of origin, and there are about 20 million refugees in the world. Another 20 million people are displaced internally in their own countries but are likely at some point to cross a border, if history is any indication.

Because it's on such a huge scale this is now becoming a bit of a stress, more than a bit, on many receiving countries, most of which are in the south, but also on many countries in the north. It's taxing their ability to cope with major flows, and is also giving rise to xenophobia and racism, and causing friction between states.

Again, we have many examples in the south. We have the most recent example of Rwanda, where massive numbers are going over borders into Uganda and Zaire and causing difficulties.

Also, governments are now realizing that the flows of migrants are linked in many complex ways to world economic and demographic disparities, internal international tensions, human rights violations, armed conflict, and even the globalization of trade, because these issues are so linked, not just in a direct causal relationship but sometimes have a two-way causal impact. In other words, environmental degradation may lead to movements of people, which in effect may cause further environmental problems. Therefore we think Canada should take a very general approach. We'll go into a number of specific points, and Mike will outline them.

Mr. Shenstone: We would suggest that Canada's general approach might be based on a series of points, the first of which is that voluntary migration is a normal and largely beneficial human phenomenon.

[Traduction]

Le coprésident (M. Gauthier): Je n'ai pas vérifié si nous avons reçu votre document. Je parlais de celui de M. Shenstone.

M. Owen: C'est le même.

Le coprésident (M. Gauthier): Ah, je vois.

M. Owen: Nous l'avons envoyé conjointement.

Le coprésident (M. Gauthier): Le document provenait donc de l'Association canadienne pour les Nations Unies? Je vous remercie.

M. Owen: Les questions relatives à l'immigration et aux réfugiés sont devenues récemment un grand sujet de préoccupation en matière de politique étrangère pour bien des pays, surtout parce que le mouvement actuel des populations, qu'il s'agisse de réfugiés ou d'immigrants volontaires, prend des proportions considérables; il s'agit d'une tendance inédite qui risque de se poursuivre et de s'accroître à l'avenir.

Près de 100 millions de personnes déplacées vivent à l'extérieur de leur pays d'origine, et il y a environ 20 millions de réfugiés dans le monde. Vingt autres millions de personnes sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays, mais risquent, à un moment donné, d'avoir à traverser une frontière, si l'on en juge par les précédents historiques.

Étant donné que le problème prend de telles proportions, cela suscite des préoccupations—c'est un euphémisme—dans de nombreux pays d'accueil, la plupart situés au Sud, mais également dans bien des pays du Nord. Ce problème met à l'épreuve leur capacité de faire face à des flux importants, suscite la montée de la xénophobie et du racisme, et crée des conflits entre les États.

Une fois de plus, nous en avons de nombreux exemples dans le Sud. Le plus récent est celui du Rwanda, où les populations émigrent massivement vers l'Ouganda et le Zaïre, ce qui crée des difficultés.

De plus, les gouvernements sont en train de se rendre compte que les déplacements de population sont liés de bien des façons complexes aux disparités économiques et démographiques dans le monde, aux tensions internes à l'échelle internationale, aux violations des droits de la personne, aux conflits armés et même à la mondialisation du commerce, car ces questions sont intimement liées, non seulement par une relation directe de cause à effet, mais parfois de façon interactive. Autrement dit, la dégradation de l'environnement peut entraîner des mouvements de population, ce qui peut effectivement créer des problèmes écologiques plus graves. Par conséquent, nous pensons que le Canada doit adopter une démarche très générale. Nous allons aborder un certain nombre de points précis que Mike va énoncer.

M. Shenstone: Nous estimons que la démarche générale adoptée par le Canada pourrait être fondée sur un certain nombre de principes, le premier étant que la migration volontaire est un phénomène humain normal et largement avantageux.

• 1510

Secondly, migration becomes a problem only when flows are massive and are largely or totally involuntary. The basic question there is how to eliminate the oppression and violence and desperation that force people to move.

Deuxièmement, la migration ne devient un problème que lorsqu'elle est massive et généralement ou totalement involontaire. La question fondamentale est de savoir comment éliminer l'oppression, la violence et le désespoir qui obligent les gens à se déplacer.

Thirdly, the common aim in dealing with involuntary migration and other problems of the developing world of the kind you are studying must be that of enhancing human security, security against economic privation, environmental degradation, persecution, conflict, because all of these cause enormous flows of distressed people, as well as so many other afflictions.

A coherent strategy integrating migration with other foreign policy issues in our view means we, Canada, must deal with the fundamentals, not merely the outward aspects that seem to be particularly relevant to migration at any one time. We have to tackle those various problems globally and we have to take a long-term approach. There are no quick fixes. We cannot do much alone, but we are well placed to exercise leadership, working with other countries and at the UN.

With national sovereignty eroding in so many places, we should promote moves to tackle conflicts and other causes of forced migration within countries as well as internationally. We have to do more to see that the concerns of "sending" countries are also met, and not just those of "receiving" countries, such as Canada. Migration and refugee problems must not be a source of north–south conflict but rather of north–south cooperation.

In Ottawa, we think the political level should mandate much closer and more continuous senior—level coordination among government departments at every stage on the whole complex of issues of which migration is one part. More coordination is needed with and between NGOs as well. There's an even greater need for better United Nations and other international coordination on all these issues, and Canada should make this a priority of its policy.

Some more specific suggestions are dealt with in the brief we've presented.

Development: it's vital to be able to manage international migration. Development means aid, trade, and foreign investment, all working together. Aid has to be long-term, sustainable, aimed at reducing poverty generally rather than trying to staunch migration from individual countries that people happen to be flowing out of just now.

Besides dealing with the basics of human development such as education, policies to help countries reduce rapid population growth are especially important, because this growth worsens all the other things that make people move. It worsens development, fosters mass unemployment, uses up scarce resources such as water, and creates internal tensions. The emphasis should be on reproductive health, including family planning and, as in the previous hearing you had, improving the status and education of women. CIDA should reverse the relative and continuing decline in its population assistance relevant to its overall budget and move to the forefront among donors.

[Translation]

Troisièmement, l'objectif commun que l'on doit viser pour faire face à la migration involontaire et aux autres problèmes du monde en développement que vous étudiez doit être de promouvoir la sécurité humaine, la sécurité vis—à-vis de la privation économique, de la dégradation de l'environnement, de la persécution et des conflits, car tous ces problèmes sont à l'origine des déplacements massifs de personnes en détresse et de beaucoup d'autres afflictions.

25-7-1994

En adoptant une stratégie cohérente intégrant la migration à d'autres questions de politique étrangère, le Canada doit, à notre avis, se pencher sur les questions essentielles et non pas simplement sur les éléments extérieurs qui semblent être particulièrement pertinents en cette matière. Nous devons aborder ces différents problèmes à l'échelle internationale et adopter une stratégie à long terme. Il n'y a pas de solutions faciles. Nous ne pouvons pas faire grand—chose tout seuls, mais nous sommes bien placés pour prendre les devants et travailler avec d'autres pays et aux Nations Unies.

Étant donné que la souveraineté nationale se désagrège dans bien des régions, nous devons promouvoir les initiatives visant à éliminer les conflits et d'autres causes de migration forcée dans les pays concernés et à l'échelle internationale. Nous devons déployer plus d'efforts pour veiller à ce que l'on réponde également aux préoccupations des pays «envoyeurs», et non pas seulement à ceux des pays «récepteurs» comme le Canada. Les problèmes posés par les immigrants et les réfugiés ne doivent pas être une source de conflits Nord–Sud, mais plutôt une occasion de coopérer pour les deux parties.

Nous pensons qu'à Ottawa, les autorités politiques doivent promouvoir une coordination plus étroite et plus continue, au niveau supérieur, entre les différents ministères pour étudier toutes les questions complexes dont la migration est un élément. Une coopération accrue est également nécessaire avec et entre les ONG. Il est encore plus nécessaire d'assurer une meilleure coordination avec les Nations Unies et d'autres institutions internationales sur toutes ces questions, et le Canada doit en faire une priorité de sa politique.

On trouve, dans le mémoire que nous avons présenté, des suggestions plus précises.

En ce qui concerne le développement, il est essentiel que nous soyons capables de gérer les migrations à l'échelle internationale. Le développement consiste à concilier l'aide, le commerce et l'investissement étranger. L'aide doit être durable et elle doit viser à réduire la pauvreté d'une manière générale; elle ne doit pas seulement viser à limiter les migrations en provenance de certains pays que les gens fujent à un moment donné.

En plus de répondre aux besoins fondamentaux du développement humain tels que l'éducation, les politiques visant à aider les pays à limiter la croissance de la population sont particulièrement importantes, car cette croissance aggrave tous les autres facteurs causant les déplacements de population. Elle freine le développement, aggrave le chômage, épuise des ressources précieuses comme l'eau et cause des tensions internes. Il faut mettre l'accent sur la santé reproductive, y compris la planification familiale et, comme l'ont dit les témoins précédents, l'amélioration de la situation et de l'éducation des femmes. L'ACDI doit mettre fin au déclin relatif et continu de son aide démographique par rapport à son budget global et être le chef de file des donateurs.

We also list in our paper several other aspects of aid important for migration, including democratic development—in other words, governance, which you've just heard about.

Trade: beyond the Uruguay Round, further reductions in import barriers to products of developing countries are highly desirable, to bring down their unemployment and foster their own development. We've listed some specific ideas. Canada should work on the larger trading countries to do this and get the new World Trade Organization to take migration factors into account, not just environmental factors.

Foreign investment needs to be encouraged, as does aid to the poorest countries to help them to be able to attract it. We should explore with other countries how the huge sums migrants send home can be better used to benefit their countries of origin.

• 1515

The effects of environmental degradation on migration are another key reason for addressing its fundamental causes as a Canadian foreign policy priority. I'm sure you've had briefings about that.

We should see that organizations like the World Bank address the link between environmental problems and population displacement to which Mr. Owen referred.

It's crucially important to reduce worldwide human rights abuses, which cause such tragic refugee flows. We've described in our paper a number of things to be done to strengthen the UN's human rights and early warning efforts, to bring refugee and human rights law closer and heed the rights of migrant workers. But we must not de-emphasize the responsibility of countries to provide refugee protection. We might study, with other countries, whether common guidelines for meeting asylum obligations would be a good idea.

Potential refugee flows are among the most important considerations to be taken into account in deciding on humanitarian intervention, including peacekeeping, old or new style, when a conflict breaks out. But prevention of conflict should be the real priority, and we mustn't let long-term development take a back seat to emergency relief.

Large-scale forcible internal displacement within a country often heralds huge refugee outflows. We've seen that in Rwanda. The international community has hitherto handled this too gingerly. We should try to get more consistent attention paid to it, and more support provided to the United Nations special representative for the issue, who incidentally happens to be a former Sudanese ambassador to Canada.

[Traduction]

Dans notre mémoire, nous dressons aussi la liste de plusieurs autres aspects de l'aide qui sont importants en matière d'immigration, notamment le développement démocratique—autrement dit, la gestion des affaires publiques, dont on vient de vous parler.

En ce qui concerne le commerce, au-delà de l'Uruguay Round, il est éminemment souhaitable de réduire davantage les obstacles à l'importation de produits en provenance des pays en développement, afin que ceux-ci puissent réduire le chômage et promouvoir leur propre développement. Nous avons fait des propositions précises. Le Canada doit convaincre les grands pays industrialisés d'emprunter cette voie et amener la nouvelle organisation du commerce mondial à tenir compte des facteurs relatifs aux migrations, et pas seulement des facteurs écologiques.

Il faut encourager l'investissement étranger, et aider les pays les plus pauvres pour qu'ils soient en mesure d'en attirer. Nous devons étudier, avec d'autres pays, la façon dont les sommes énormes que les immigrants rapatrient peuvent être utilisées au mieux, dans l'intérêt de leur pays d'origine.

Les conséquences de la dégradation de l'environnement sur l'immigration constituent une autre raison essentielle de se pencher en priorité sur ses causes fondamentales, dans le cadre de la politique étrangère du Canada. Je suis sûr que d'autres témoins vous l'ont déjà dit

Nous devons veiller à ce que des organismes comme la Banque mondiale fasse le lien entre les problèmes écologiques et les déplacements de population dont M. Owen a parlé.

Il est éminemment important de réduire les violations des droits de la personne qui suscitent des flux si tragiques de réfugiés à l'échelle mondiale. Dans notre mémoire, nous avons décrit un certain nombre de mesures qu'il faut prendre pour renforcer les initiatives de l'ONU en matière de droits de la personne, notamment ses efforts d'alerte rapide, pour concilier les droits des réfugiés et les droits de la personne et faire respecter les droits des travailleurs immigrés. Cependant, nous ne devons pas négliger la responsabilité des pays en matière de protection des réfugiés. Nous pourrions étudier, de concert avec d'autres pays, la possibilité de mettre en place des lignes directrices pour respecter nos obligations en matière d'asile.

Les flux potentiels de réfugiés sont parmi les facteurs les plus importants dont il faut tenir compte pour décider d'une intervention humanitaire, y compris le maintien de la paix, ancienne ou nouvelle version, lorsqu'un conflit éclate. Toutefois, la prévention des conflits doit être la véritable priorité, et nous ne devons pas défavoriser le développement à long terme au profit de l'aide d'urgence.

Les déplacements forcés à grande échelle dans un pays donné suscitent souvent des flux massifs de réfugiés. Nous l'avons vu au Rwanda. La communauté internationale a réagi de façon trop prudente. Nous devons essayer de faire naître une attention plus soutenue et appuyer davantage le représentant spécial des Nations Unies en la matière qui, en passant, est l'ancien ambassadeur du Soudan au Canada.

Arms sales don't always cause conflict, but they do intensify it. They create more refugees still. Canada needs to pursue its efforts in ways we describe to slow the international arms trade - for example, by trying to ensure that the successor to COCOM, the organization that used to control east-west arms transfers, really does promote restraint in arms transfers. It may now include Russia, which is why I make the point.

Beyond these specifics, Canada needs to try to get the international community to deal with migration and refugees practically and as an integral part of the complex of world issues, and to educate their publics that migration flows are natural and basically positive. The aim should be to create the kind of world where staying home will be a viable choice for most people.

To follow up Canadian approaches we've described in our paper things to be done, such as better UN coordination, and use of the migration conclusions of the forthcoming big Cairo international conference on population and development as a possible guide to action, focusing attention by the OECD, the World Bank and other organizations on the migration issue in relation to other matters, and real, if possibly brief, discussion among the leaders at future G-7, Commonwealth and Francophonie summits.

That's very briefly what we have to say. But of course we would be happy to elaborate on any of them, and of course in either language.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, Mr. Shenstone. I must apologize. I said that we hadn't received it. We did receive it. As a matter of fact I have here an executive summary of your brief in both official languages, which was circulated to members some weeks ago. I want to put the record straight that we did receive it. My clerk here was just apologizing to me that she hadn't given it to me, so she takes half the blame.

Mr. English: I think this is a very interesting presentation. Looking at this summary of your key ideas and recommendations suggests one question fairly quickly. The number of recommendations you are making is very large. We've heard from many witnesses that we are perhaps at a moment in Canada when we have to make choices in what we do in our foreign policy.

• 1520

I know you, Mr. Shenstone, as a former foreign service officer, appreciate the limitations, financial and otherwise, on the capacity of our foreign service, indeed our government, to be in all places at all times. With that in mind, is there a kind of list of priorities or areas you would emphasize? You mentioned the Cairo conference as something that was important. You mentioned many other things: that Canada should take a large

[Translation]

Les ventes d'armes ne causent pas toujours des conflits, mais elles les intensifient certainement. Elles aggravent le flux de réfugiés. Il faut que le Canada poursuive ses efforts de la manière que nous avons décrite pour ralentir le commerce international des armes-par exemple, en essayant de s'assurer que le successeur du COCOM, l'organisation qui contrôlait les transferts d'armes entre l'Est et l'Ouest, milite effectivement pour la limitation de ces transferts. La Russie pourrait maintenant en faire partie, et c'est pour cela que je fais cette proposition.

En plus de ces actions concrètes, le Canada doit essayer d'amener la communauté internationale à aborder la question de l'immigration et des réfugiés de façon pratique et comme partie intégrante des questions internationales, et de sensibiliser la population au fait que les flux migratoires constituent un phénomène naturel et essentiellement positif. L'objectif doit être de créer un monde où rester dans son pays sera un choix viable pour la plupart des gens.

Dans la foulée des mesures que le Canada doit prendre et que nous avons décrites dans notre mémoire, notamment une meilleure coordination avec l'ONU et l'utilisation, dans notre plan d'action éventuel, des conclusions relatives à l'immigration qui découleront de la prochaine grande conférence internationale du Caire sur la population et le développement, on peut amener 1'OCDE, la Banque mondiale et d'autres organisations internationales à concilier l'immigration et d'autres questions importantes, et inciter les dirigeants du G-7, du Commonwealth et de la Francophonie à en discuter vraiment, fut-ce brièvement, lors des prochains sommets.

Voilà très brièvement ce que nous avons à dire. Évidemment, nous serions ravis de vous donner des détails, en français ou en

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup, monsieur Shenstone. Je dois vous présenter des excuses. J'ai dit que nous n'avions pas reçu votre mémoire. Or, nous l'avons bel et bien reçu. En fait, j'ai ici un résumé de votre document dans les deux langues officielles qui a été distribué aux membres du comité il y a quelques semaines. Je tiens à affirmer, aux fins du procès-verbal, que nous l'avons effectivement reçu. Ma greffière vient de s'excuser de ne pas me l'avoir remis; elle est donc partiellement responsable de cet impair.

M. English: Je pense qu'il s'agit là d'un exposé très intéressant. Quand on regarde le résumé de votre point de vue et de vos recommandations essentielles, une question vient rapidement à l'esprit. Vous avez formulé un grand nombre de recommandations. Bien des témoins nous ont dit qu'en ce moment, le Canada doit faire des choix en matière de politique étrangère.

Je sais qu'à titre d'ancien agent du service extérieur, vous connaissez, monsieur Shenstone, les contraintes, financières et autres, qui limitent la capacité de notre service extérieur et de notre gouvernement, à vrai dire, d'être partout en même temps. Dans ce contexte, existe-t-il une liste de priorités ou de domaines sur lesquels vous insisteriez? Vous avez indiqué que la conférence du Caire était importante. Vous avez évoqué bien role at the World Bank in raising environmental impact d'autres aspects: que le Canada devrait soulever davantage à la

suggest, given the limits we face today?

Mr. Shenstone: That's a very good question, but the series of recommendations, which as you point out are quite numerous, mostly have to do with things Canada is already doing or this committee probably would like to do anyway for other reasons. I think much of our presentation is saying migration issues strengthen the case for going ahead with human rights, going ahead with certain kinds of development, going ahead with restrictions on arms sales, and so forth. They are an additional very important argument. Since we are not, in our own presentation, calling for more money to be switched around, it really is an argument that justifies or adds additional punch to a number of the things Canada would want to do.

Mr. Owen: I think what we are suggesting here isn't a change in what we do so much as in how we are looking at issues, a change in perspective, a matter of looking for some type of policy coherence so immigration policies and refugee policies are consistent with our human rights policies abroad or with our development assistance, so there is some connection and they are not seen as separate and unrelated.

Mr. English: Just to be specific, if we were going to place a lot of attention on the Cairo conference, which some people regard as highly significant—some others are saying we shouldn't participate, as you know-we would send a larger delegation. There would be more preparation. We read in the newspaper today that the United Nations has been ineffective in its response in Rwanda. Very strong criticisms are made of the UN bureaucracy, its lack of funds, lack of response there. There are places at the UN, the United Nations High Commission for Refugees, for example, where Canada could make a larger effort, spend more. But you would have to make a choice. Do you want to emphasize migration and population policies? Do you want to emphasize refugees?

What I am asking about is, in terms of what you perceive to be the Canadian interest, what areas would you emphasize? Is there any particular of this large list you have given where Canada should expend more of its energies and devote more of its attention? Should it be more active in certain international organizations as opposed to others? Should it select some agencies and perhaps leave others? It is those kinds of choices I am talking about.

Mr. Shenstone: We didn't go into the Cairo conference in very much detail, since it will be over by the time you submit your report. It will be history. It is a conference organized by the UN, but it is a conference of states that will develop recommendations to themselves. It is not that the UN will necessarily do very much. It is trying to get a consensus to do certain things about the population field, the development field, and migration too.

[Traduction]

questions. Is it possible for Canada to play as large a role as you Banque mondiale les questions relatives à l'incidence environnementale. Le Canada peut-il jouer le rôle accru que vous proposez. compte tenu des contraintes auxquelles nous faisons face actuellement?

> M. Shenstone: C'est une très bonne question, mais la série de recommandations qui, comme vous l'avez indiqué, sont plutôt nombreuses, se rapporte surtout à des activités que le Canada exerce déjà ou que votre comité aimerait probablement exercer pour d'autres raisons. Je pense que notre exposé démontre que les questions migratoires renforcent les arguments en faveur des droits de la personne, d'un certain type de développement, des restrictions sur les ventes d'armes, etc. Elles constituent un autre argument de poids. Étant donné que, dans notre mémoire, nous ne demandons pas de fonds supplémentaires, il s'agit simplement d'un argument qui justifie ou qui étaye certaines choses que le Canada aimerait faire.

> M. Owen: Nous ne proposons pas tant de modifier ce que nous faisons que notre façon d'envisager les questions, de changer de perspective, de rechercher une certaine cohérence politique afin que les règles concernant l'immigration et les réfugiés soient conformes à nos politiques sur les droits de la personne à l'étranger, avec notre aide au développement, afin qu'il y ait un lien quelconque entre elles et qu'elles ne soient pas considérées comme deux choses séparées et sans rapport l'une avec l'autre.

> M. English: Pour être précis, si nous accordions beaucoup d'attention à la conférence du Caire, que certains jugent très importante, d'autres prétendent que nous ne devrions pas y participer, comme vous le savez, nous enverrions une forte délégation. Nous nous préparerions davantage. Nous avons lu dans les journaux aujourd'hui que la réaction des Nations unies au problème du Rwanda n'a pas été efficace. De très vives critiques sont formulées au sujet de la bureaucratie de l'ONU, du manque de fonds, de l'absence de réponse là-bas. Il y a des secteurs aux Nations unies, au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, par exemple, où le Canada pourrait faire plus d'efforts, dépenser davantage. Mais il faut faire un choix. Voulezvous insister sur les politiques migratoires et démographiques? Sur les réfugiés?

> Je me demande sur quels domaines qui paraissent correspondre aux intérêts canadiens il faudrait mettre l'accent. Dans cette longue liste que vous avez donnée, y a-t-il des éléments sur lesquels le Canada devrait dépenser plus d'énergie et accorder plus d'attention? Devrions-nous être plus actifs au sein de certaines organisations internationales par opposition à d'autres? Faudrait-il faire un choix parmi les organismes et en laisser tomber certains? Voilà le genre de choix dont je parle.

> M. Shenstone: Nous n'avons pas top insisté sur la conférence du Caire puisqu'elle sera déjà terminée quand vous déposerez votre rapport. Ce sera du passé. C'est une conférence organisée par l'ONU, mais aussi une conférence d'États qui formuleront des recommandations pour eux-mêmes. L'ONU ne fera peut-être pas grand-chose. Elle essaie d'obtenir un consensus pour faire bouger certains aspects du domaine démographique, du développement et de la migration également.

So yes, you are right. The UN organizations have had uneven effectiveness. Actually, the UN population fund is not bad. CIDA has done some work on trying to improve it, but it is not one of the basket cases in the UN.

Mr. English: Should we continue to be involved with the basket cases, or should we concentrate on those areas of the UN or international organizations that are effective, when we consider at the time of writing the report our involvement in the various UN agencies? It is a long list, as you know.

• 1525

Some of the organizations are considered to be very effecsome of them are not. Some would say the FAO was very ineffective, yet we give a fairly large contribution to it. Should we shift that towards areas of population? Should we make choices in terms of UN agencies?

Mr. Owen: Yes. Canada has been very supportive in its contributions to UN agencies. A lot of other countries are well

Mr. English: May I stop you for a second? We've been very critical of some of them. Most certainly we were very critical of the FAO in the 1980s. We tried to lead a rebellion against the director general. In terms of other agencies, we have been critical over time, too, of UNESCO, for example. Should we make choices?

Mr. Owen: Yes. You always have to make choices. In fact, the United Nations Association put forward some recommendations with regard to what Canada's position around UN reform should be. There is no question that reform does need to be made. We are suggesting that the Office of Humanitarian Affairs and the UN representative who is dealing with humanitarian issues should be strengthened.

One of the principles of our paper is that prevention is a very important aspect in development and humanitarian intervention, in that preventive diplomacy-reacting to early warnings, which are there but often not listened to-goes a lot further than waiting until the situation has gotten out of control and then trying to put resources into fixing it. In the area of preventive diplomacy, strengthening the Office of Humanitarian Affairs of the UN would be consistent with our paper.

Mr. English: For example, we mentioned the special representative of the UN for internally displaced people, of whom there are some 20 million and counting, and more now because of Rwanda. This man is one man and I think he has a staff of two. Come on!

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We understand that. There is the need there for reorganization, but it wasn't our decision. It wasn't Canada's decision.

Mr. Shenstone: Yes, but we have a power to influence, among many others, this kind of thing.

[Translation]

Par conséquent, vous avez tout à fait raison. Les organisations de l'ONU n'ont pas toutes eu la même efficacité. De fait, le fonds de l'ONU pour la démographie ne va pas trop mal. L'ACDI a tenté de l'améliorer, mais ce n'est pas un problème critique pour l'ONU.

M. English: Devrions-nous continuer à nous intéresser aux problèmes urgents ou bien concentrer nos énergies sur les secteurs de l'ONU ou d'autres organisations internationales qui sont efficaces, quand nous étudierons notre participation aux divers organismes de l'ONU au moment de rédiger notre rapport? C'est une longue liste, comme vous le savez.

Ouelques-unes des organisations sont jugées très efficative-you know these things better than I do, Mr. Shenstone-and ces-vous êtes mieux renseigné que moi là-dessus, monsieur Shenstone-et d'autres ne le sont pas. Certains diront que la FAO était très inefficace, cependant, nous y contribuons largement. Devrions-nous plutôt affecter ces fonds aux questions de population? Faire des choix quant aux organismes des Nations unies?

M. Owen: Oui. Le Canada a beaucoup contribué aux organismes des Nations unies. Bien d'autres pays n'en font pas autant.

M. English: Est-ce que je peux vous interrompre quelques instants? Nous avons beaucoup critiqué quelques-uns de ces organismes, surtout la FAO qui a été prise à parlé durant les années quatre-vingt. Nous avons essayé de monter une rébellion contre son directeur général. Pour ce qui est des autres organismes, nous avons également, par le passé, critiqué l'UNESCO, par exemple. Est-ce qu'il faut faire des choix?

M. Owen: Oui. Il faut toujours faire des choix. En effet, l'Association des Nations unies a formulé des recommandations portant sur la position que le Canada devrait adopter concernant la réforme de l'organisation mondiale. Il est évident qu'une telle réforme s'impose. Nous suggérons que le Centre des Nations unies pour le développement social et les questions humanitaires et le rôle du représentant des Nations unies chargé de ces questions soient renforcées.

Un des principes de notre mémoire porte sur l'importance de la prévention dans le développement et l'intervention humanitaire. On va beaucoup plus loin avec la diplomatie préventive-c'est-à-dire la réaction aux signes précurseurs qui existent, mais qui sont souvent négligés-que si on laisse une situation échapper à tout contrôle et qu'on essaie ensuite d'injecter des ressources pour la réparer. Quant à la diplomatie préventive, un renforcement du Centre des Nations unies pour le développement social et les questions humanitaires ira dans le même sens que notre mémoire.

M. English: Nous avons mentionné, par exemple, le représentant spécial des Nations unies pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays; il y en a environ 20 millions ou plus, maintenant, à cause du Rwanda. Ce représentant travaille tout seul secondé, je crois, par deux personnes. Allons donc!

Le coprésident (M. Gauthier): Nous comprenons cela. Il faut une réorganisation, mais ce n'était pas notre décision. Ce n'était pas la décision du Canada.

M. Shenstone: Oui, mais nous avons le pouvoir d'influer sur ce genre de choses, entre autres.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I take it that both of you are saying to us that we have to address the reform of the United Nations in no uncertain terms.

Mr. Owen: That's not what this paper is -

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): No, no, but I think that is the undertone to your comments.

Mr. Owen: That's probably a given anyway. The UN is an important institution and we are supporting it. We certainly should be looking at ways to do its work better and strengthening it where it is good, but that's not the thrust of our proposals.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): This committee is going to go in September to visit the UN with the purpose of looking at the possibility of improving it.

Monsieur Paré, une question très brève.

M. Paré: Merci, monsieur le président. J'apprécie beaucoup la façon dont votre mémoire est présenté. Vous ne faites pas que parler des symptômes. Vous parlez véritablement des causes qui sont à la base des problèmes qu'on observe dans le monde. Trop souvent on a tendance à traiter les symptômes sans aller voir les causes.

Vous avez parlé aussi des produits et des tarifs. Cela me semble être un élément clé lorsqu'on parle des pays en voie de développement; mais il me semble y avoir là une contradiction, et je pense qu'on pourrait même parler probablement d'hypocrisie. En même temps que l'on vient de conclure en décembre l'accord de l'Uruguay Round, le président de l'assemblée générale du GATT qui est asiatique craignait justement qu'on utilise maintenant le GATT pour assurer une autre forme de protectionnisme en utilisant les droits humains, en utilisant le respect de l'environnement, une fois que l'on a commis under the sun to harm the environment. dans les pays développés tous les excès qu'on pouvait se permettre contre l'environnement.

On sait aussi, et le PNUD l'a démontré, que les pays riches recoivent 10 fois plus de l'exploitation des pays pauvres qu'ils donnent en aide aux pays en voie de développement. Radio-Canada a présenté à un moment donné une émission sur le prix du café dans le courant de l'hiver; je pense qu'on paie le café à peu près 10\$ le kilogramme ici, car il m'arrive de faire le marché de temps en temps. Si ma mémoire est bonne, cette émission mettait en évidence le fait que le producteur de café, qu'il soit du Brésil ou du Mexique ou d'ailleurs, ne recevait que 8 ou 9 p. 100 du prix que le consommateur paie.

• 1530

N'est-on pas en contradiction? Les pays développés prétendent par leur aide qu'ils veulent aider les pays en voie de they want to aid the developing world, but by globalizing trade, développement mais en mondialisant le commerce, en forçant la forcing competitiveness strictly on a trade basis, and forgetting compétitivité strictement sur une base commerciale, en oubliant all about the needs of poor countries, I think it's only a charade. les besoins des pays pauvres, j'ai l'impression que c'est une Earlier on, when dealing with Mr. English's question, we were vaste comédie qu'on est en train d'organiser. Tout à l'heure, talking about empowerment. Is there really a way to gain avec la question de M. English, on parlait de pouvoirs. Est-ce control over these phenomena to truly ensure that poor qu'il existe réellement une façon de reprendre le contrôle de countries, at some point, find the answers to their needs, instead tous ces phénomènes-là pour que véritablement les pays pauvres of being subjected to shameless exploitation which, in the end, trouvent, un moment donné, des réponses à leurs besoins au lieu de continues to increase? subir une exploitation éhontée qui va, finalement, toujours en s'accentuant?

[Traduction]

Le coprésident (M. Gauthier): Je suppose que vous nous dites, tous les deux, que nous devrons nous pencher sur la réforme des Nations unies de facon claire et précise.

M. Owen: Notre mémoire ne porte pas sur. . .

Le coprésident (M. Gauthier): Non, non, mais je crois que c'est ce que vos commentaires sous-entendent.

M. Owen: C'est peut-être un fait de toute façon. Les Nations unies sont une institution importante et nous l'appuyons. Nous devrons certainement toujours chercher à améliorer ses travaux et la soutenir là où elle s'acquitte bien de sa mission; mais ce n'est pas le but de nos propositions.

Le coprésident (M. Gauthier): En septembre, ce comité visitera les Nations unies en vue d'étudier la possibilité d'améliorer l'organisation.

Mr. Paré, a brief question.

Mr. Paré: Thank you Mr. Chairman. I greatly appreciated the way you presented your brief. You're not just talking about symptoms. You have clearly addressed the causes which are the basis of the problems in the world today. Too often, we tend to simply address symptoms, without looking at the causes.

You've also discussed goods and tariffs. That seems to me to be a key element when we talk about developing countries; but it appears also to be some contradiction there, and I think we could even probably speak of hypocrisy. As we were signing the Uruguay Round agreement last December, the President of the GATT General Assembly, an Asian, expressed concerns that the GATT would serve simply to ensure another form of protectionism, through the use of human rights and respect for the environment, now that developed countries have done everything

We also know, and the UNDP has proven it, that rich countries receive ten times more from their involvement in poor countries, than the aid they extend to developing countries. At one point during the winter, the CBC broadcasted a program on the price of coffee; I think that coffee here costs roughly \$10 a kilogram, as I do go shopping from time to time. If my memory serves me correctly, this program highlighted the fact that coffee producers, whether they be in Brazil, Mexico or elsewhere, receive only 8% or 9% of the price that consumers pay.

Isn't that a contradiction? Developed countries claim that

M. Shenstone: Vous posez de très bonnes questions. Vous avez raison de dire qu'il y a un manque de cohérence entre certaines politiques des pays développés en matière d'aide et en matière de commerce. C'est pour ça que nous avons dit dans notre document—je n'ai pas eu le temps de le décrire en détails—qu'il faudrait aller au-delà de l'*Uruguay Round* pour faire plus de concessions à certains pays, à savoir les plus pauvres.

Par exemple, la Suède, il y a quelques années, a aboli tous les quotas en matière d'importation de textiles compte tenu de l'Accord multi-fibres. Ils laissent entrer dans leur pays les importations de ces pays—là sur la base de cet accord. Nous, nous avons la possibilité de donner l'exemple dans certains domaines, comme dans le domaine du commerce et d'agir avec les grands pays développés pour faire de même.

Évidemment, toute importation d'un pays en voie de développement peut créer un certain chômage ici, vous le savez mieux que moi. Mais vous avez raison, il y a une certaine hypocrisie. Par exemple, vous avez mentionné le prix du café et des raw material commodities. On devrait agir sur ce front-là pour améliorer le prix payé à ces pays, comme pour le café et toutes ces choses-là. On mentionne ça dans notre document.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Shenstone.

Monsieur Volpe, brièvement.

Mr. Volpe: I have just two very brief questions.

Number one, in view of the concentration of your presentation on migration and its importance, I wonder whether you would consider it appropriate policy for the Government of Canada to review internal conditions in various countries around the world. I'll cite the example of Georgia, previously in the U.S.S.R., as a country that might be looking at conditions domestically that would generate displacement of people internally and externally and try to engage aid and development of the type we heard of in previous testimony or that one might traditionally associate with aid and development in an effort to prevent that type of dislocation. At least insofar as it might relate to Canada, we could perhaps attach conditions that if we give that kind of aid, we'll not accept any displaced demography.

• 1535

Mr. Owen: No, we wouldn't suggest any conditionality on aid. That would probably be counter-productive and probably wouldn't work anyway. To say we will give you money but we won't accept any displaced people would probably go against a lot of our international obligations anyway. So that's a suggestion we wouldn't make and in fact we would oppose.

Mr. Shenstone: Moreover, if we look at the future, the countries people are coming from now may well not be the same countries they come from tomorrow. So our feeling is if we try to concentrate our attention and our aid on the countries that currently people are fleeing and not the neighbour that may be equally poor but where they happen not to be leaving just now, we're probably misplacing our effort. That's why we've said the attack on the problems of these developing countries, of which in a certain sense Georgia would be one, must be global and not ad hoc because they happen to be this week in danger of producing outflows.

[Translation]

Mr. Shenstone: You've asked some very good questions. You're right in saying that there is a lack of consistency among certain policies on aid and trade in developed countries. That's why we said in our document—I didn't have time to describe it in detail—that it was necessary to go beyond the Uruguay Round and make more concessions to certain countries, the poorest amongst them.

A few years ago, Sweden, for example, abolished all import quotas on textiles under the Multi-Fibre Arrangement. They allow imports from these countries on the basis of this agreement. As for us, we can set an example in certain areas, such as in trade, and art with other large developed countries to do the same.

Obviously, imports from developing countries can create a certain level of unemployment here, you know that better than I do. But you're right, it is somewhat hypocritical. For example, you mentioned the price of coffee primary commodities. We should work in that area to improve the price these countries receive for coffee and all other products. We mention that in our brief.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you Mr. Shenstone. Mr. Volpe, briefly.

M. Volpe: J'ai juste deux brèves questions.

Premièrement, votre exposé étant axé sur la migration et son importance, je me demande si vous pensez qu'il sera approprié pour le gouvernement du Canada d'adopter une politique visant à revoir les conditions intérieures de divers pays du monde. Je vous cite comme exemple la Géorgie, qui faisait partie de l'URSS auparavant. C'est un pays où l'on constaterait peut-être que des conditions internes pourraient entraîner un déplacement de population tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays qui tentera ensuite d'obtenir le type d'aide et de développement dont nous avons entendu parler lors des témoignages antérieurs, ou celui qu'on associe traditionnellement à des efforts visant à empêcher un déplacement de ce genre. Au moins dans la mesure où le Canada est concerné, nous pourrions accorder cette aide à la condition qu'aucun déplacement de population ne puisse avoir lieu.

M. Owen: Non, nous ne proposerons aucune condition à l'aide. Ce serait contre-productif et irréalisable de toute façon. Le fait de dire que nous donnerons de l'argent à condition qu'il n'y ait pas d'exode de population, irait à l'encontre d'un bon nombre de nos obligations internationales. Donc, ce n'est pas une proposition que nous ferons, et en fait, nous nous y opposerons.

M. Shenstone: D'ailleurs, si nous regardons plus loin dans l'avenir, les immigrants de demain viendront peut-être d'autres pays que ceux d'aujourd'hui. Nous croyons donc que si nous essayons de concentrer notre attention et notre aide sur les pays d'où les gens s'enfuient, et non sur les pays avoisinants qui sont peut-être aussi pauvres, mais où il n'y a pas d'exode, nous déploierons probablement mal nos efforts. C'est la raison pour laquelle nous avons dit qu'il faut s'attaquer aux problèmes de ces pays en développement, la Géorgie en ferait partie dans un certain sens, de façon globale et non ponctuelle, tout simplement parce que cette semaine, nous risquons d'assister à des déplacements de population.

Mr. Volpe: So you'd maintain the principle at the risk of watering down the implementation?

Mr. Shenstone: Yes. For one thing, Canada by itself can do very little, except in very tiny countries, to affect these huge demographic shifts. I think our argument is that we must not neglect the bigger picture, because migration is of course only one of the reasons, as this committee knows better than we, why one will want to pay attention to certain countries. But we will dilute our efforts in a different way if we suddenly concentrate on this country and not that country, because next year that country may be in even worse shape than say Georgia.

That would be our view. But you have a different point of view, which could be very well argued.

Mr. Volpe: I would think the intelligence coming from our offices overseas would keep us current. But perhaps I'm making a wrong assumption.

You mentioned also in your presentation the need to coordinate aid, development, migration policies, and investment in an effort to maintain or to develop a sense of stability in a foreign environment. By "investment", did you mean private investment?

Mr. Shenstone: Yes.

Mr. Volpe: Inasmuch as that might be desirable, do you think it's practicable in an environment today here in Canada where there are tensions suggesting government should get further and further away from business, or where business is establishing greater and greater independence from public policy objectives?

Mr. Shenstone: The idea is that investment flowing into a developing country is even more effective in creating employment and so forth, at less cost to the Canadian taxpayer, than aid. If natural economic processes of investment and development can be fostered so the country can then take off on its own, with higher employment, then that is important for development and thus for dealing with migration issues.

The other point we would make, and did make, is that of course nobody wants to invest in the very poorest countries, because they are bad risks or the governance, as you were told, is appalling. One of the purposes of aid—and this has relevance to migration as well as to anything else—is to equip those countries with the basic structures, whether it be infrastructure or decent governance and governments, so that international firms will be willing to put their money productively to use there.

[Traduction]

M. Volpe: Donc, vous maintiendriez le principe quitte à en délayer d'application?

M. Shenstone: Oui. Pour commencer, le Canada seul ne peut presque rien faire pour arrêter ces grands exodes de populations, sauf dans de très petits pays. Nous croyons qu'il ne faille pas négliger le tableau d'ensemble, parce que la migration, évidemment, n'est qu'une des raisons pour lesquelles nous porterons notre attention sur certains pays, comme le comité le sait très bien. Cependant, nous diluerons nos efforts d'une autre façon, si, tout à coup, nous décidons de nous concentrer sur tel pays et non tel autre, parce que l'an prochain, celui—ci pourra se trouver dans une situation plus grave encore que celle de la Géorgie, par exemple.

Voilà notre point de vue. Mais vous avez le vôtre aussi qui pourrait être différent, et qu'on pourrait très bien faire valoir.

M. Volpe: Je crois que nous pourrons être toujours informés grâce aux renseignements que nous obtenons de nos bureaux d'outremer. Peut-être que je me trompe.

Dans votre exposé, vous avez aussi mentionné le besoin de coordonner les politiques d'aide, de développement et de migration ainsi que les investissements, en vue de maintenir ou d'établir un sentiment de stabilité dans un environnement étranger. Que voulez-vous dire par «investissements»? S'agit-il du secteur privé?

M. Shenstone: Oui.

M. Volpe: Dans la mesure où cela est souhaitable, croyez-vous que la chose soit possible dans l'environnement actuel au Canada où à cause des tensions qui existent, on suggère au gouvernement de s'éloigner de plus en plus des affaires et où ce secteur affiche une plus grande indépendance à l'égard des objectifs des politiques publiques?

M. Shenstone: L'idée, c'est que l'argent investi dans un pays en développement est plus efficace pour créer des emplois etc., et moins coûteux pour les contribuables canadiens. Si l'on peut stimuler les processus économiques naturels de développement et d'investissement pour encourager un pays à s'établir tout seul, avec moins de chômage, on peut dire, à ce moment—là, que c'est un aspect important pour le développement et pour les questions de migration.

Un autre point que nous voudrions soulever, et nous l'avons fait, consiste en ceci: que personne évidemment, ne veut investir dans les pays les plus pauvres, parce qu'ils présentent des risques élevés ou parce que le système de gouvernement, comme on vous l'a dit, est effroyable. L'un des buts de l'aide-et cet aspect est aussi pertinent pour la migration que pour tout le reste—consiste à doter ces pays des structures de base, qu'il s'agisse d'une infrastructure ou d'une gestion publique et d'un gouvernement convenables, afin que les entreprises internationales aient envie d'y investir à des fins productives.

• 1540

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Shenstone, Mr. Owen, I thank you both for coming in this afternoon. Our time is up. I want to thank you in the name of all committee members for your contribution to this dialogue. We appreciated your brief. We'll keep it in mind. It's comprehensive and understandable. I think you had some good questions and the answers also have been very good.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Shenstone, monsieur Owen, je vous remercie tous les deux d'être venus cet après-midi. Notre temps est écoulé. Au nom des membres du comité, je vous sais gré de votre contribution à ce dialogue. Nous avons apprécié votre mémoire et nous en tiendrons compte. Il est exhaustif et compréhensible. Je pense que vous avez posé de bonnes questions et donné de très bonnes réponses également.

Mr. Shenstone: Thank you very much for giving us this very thoughtful hearing.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I'd now like to call on the Business Council on National Issues, Mr. Tom d'Aquino, president and chief executive officer, and Mr. George Skinner, vice—president, policy and research.

Alors, monsieur d'Aquino, la parole est à vous.

M. Tom d'Aquino (président et directeur général, Business Council on National Issues): Bonjour monsieur le président. J'ai préparé un texte ce matin. Malheureusement il est arrivé en anglais seulement, mais il y un petit sommaire en français.

Members of this committee, my colleague George Skinner and I welcome this opportunity to appear before this special committee. The organization that we represent, the Business Council on National Issues, *le Conseil canadien des chefs* d'entreprises, has a special interest in the subject at hand. It is a non-partisan, not-for-profit organization, dedicated to both national and global issues. The council speaks for 150 chief executives of leading Canadian companies. Collectively these companies are responsible for a very significant majority of the country's private sector investments, exports, research and development, and collectively they administer over a trillion dollars in assets with a yearly turnover in excess of \$400 billion.

In the international domain, Mr. Chairman, the BCNI speaks for Canada's business leaders on a wide variety of issues that have included economic policy, defence policy, international trade and finance, development assistance, and sustainable development, all critical elements of foreign policy.

I know that you're well advanced in your hearings and I do not wish today to revisit issues that already have been dealt with very ably by others. We have reviewed much of the testimony before the committee, and we are familiar with the findings of organizations such as the Canada 21 Council, and with the views emerging from the National Forum on Canada's International Relations.

Mr. Chairman, I had the privilege of attending the national forum, the first initiative of its kind. I welcomed it because it met an urgent and long overdue need—the opportunity for interested Canadians to participate openly in a debate that historically has engaged only a handful of individuals in what might be called the foreign policy establishment.

Many who participated in the forum benefited from the give and take of open debate, but perhaps the biggest beneficiary was the Department of Foreign Affairs itself. The national forum, in my view, may have been the first step towards building a sorely needed constituency of interested, informed Canadians who would support the rationale for a strong and effective foreign policy.

Let's face it, foreign policy in this country generates little interest, and the ministry responsible for its propagation has few friends. This is tragic and cannot be allowed to go on. Canada deserves better.

[Translation]

M. Shenstone: Merci de nous avoir prêté une oreille attentive.

Le coprésident (M. Gauthier): Je cède maintenant la parole au Conseil national des chefs d'entreprises. M. d'Aquino en est le président et le directeur général et M. George Skinner, le vice-président, Politiques et Recherches.

So, Mr. d'Aquino, you have the floor.

Mr. Tom d'Aquino (President and Chief Executive Officer, Business Council on National Issues): Good afternoon, Mr. Chairman. I have prepared a text this morning. Unfortunately it came only in English, but there is a short summary in French.

Chers membres du comité, mon collègue George Skinner et moi-même sommes ravis de comparaître devant votre comité spécial. L'organisme que nous représentons, le Conseil canadien des chefs d'entreprises, s'intéresse tout particulièrement à la question à l'étude. Il s'agit d'un organisme non partisan, sans but lucratif, qui s'intéresse à des questions nationales et internationales. Le Conseil est le porte-parole de 150 dirigeants de grandes entreprises canadiennes. Collectivement, ces entreprises sont à l'origine d'une très forte majorité des investissements du secteur privé du pays, des exportations, de la recherche et du développement et, ensemble, elles administrent plus d'un billion de dollars d'actifs et ont un chiffre d'affaires annuel de plus de 400 milliards de dollars.

Dans le domaine international, monsieur le président, le CCCE s'exprime au nom des chefs d'entreprises sur une vaste gamme de questions qui comprend la politique économique, la politique de défense, le commerce et les finances internationales, l'aide au développement et le développement durable, tous des aspects cruciaux de la politique étrangère.

Je sais que vous êtes très avancés dans vos audiences et je ne souhaite pas revenir sur des questions que d'autres ont examinées avec brio. Nous avons passé en revue une grande partie des témoignages entendus par le comité et nous connaissons les observations d'organismes comme le Conseil Canada 21, ainsi que les points de vue du Forum national sur les relations internationales du Canada.

Monsieur le président, j'ai eu le privilège de participer à ce forum national qui constituait une première en son genre. Il m'a ravi parce qu'il répondait à un besoin urgent, mais qu'on négligeait depuis trop longtemps—celui de donner la possibilité aux Canadiens intéressés de participer librement à un débat qui, par le passé, s'était limité à une poignée de personnes faisant partie de ce qu'on pourrait appeler l'«establishment» de la politique étrangère.

Un grand nombre de ceux qui ont participé à ce forum ont profité du débat ouvert axé sur le dialogue, mais celui qui en a probablement profité le plus, c'est le ministère des Affaires étrangères. À mon avis, le forum national a peut-être été la première étape de la formation très nécessaire d'un groupe de Canadiens intéressés et informés qui appuieraient une politique étrangère vigoureuse et efficace.

Il faut bien l'admettre, la politique étrangère du Canada n'intéresse pas grand-monde, et le ministère chargé de la faire connaître compte peu d'amis. C'est une situation tragique qui ne peut plus continuer. Le Canada mérite mieux.

[Traduction]

• 1545

For the sake of brevity I will confine my introductory remarks to a number of points, ten in all. I refer to these as principles and principles et priorités de la politique étrangère du Canada. priorities of Canadian foreign policy.

First is speaking with a stronger voice. Given our history, our record, our resources, the talent of our people, the excellence of our professional foreign policy cadre, and the degree of involvement that we have in a vast array of international organizations, our voice in international affairs, in our view, should be stronger than it is. It should carry more weight. As a people I know that we relish our modesty, but excessive modesty in the conduct of foreign policy in recent years has been costly to the national interest.

Second is the need to reshape the content and delivery of foreign policy. Globalization is a reality, and the world is being transformed radically by the information revolution. In such a world, foreign policy must reflect domestic dynamics in a way that diplomats of old never dreamed. In substance, foreign policy must encompass a multiplicity of domestic policies related, for example, to the economy, to social policy, to security, sustainable development, immigration and many others. In form, foreign policy must be conducted with a keener eye towards technology. We must use vastly more advanced tools than we have in the past if we are to be effective.

Thirdly, it's vital that we retain a commitment to global security. So often these days we hear appeals to return to our own backyard, to leave the world to others. This view is not only parochial and short-sighted, but it is dangerous. Yes, the Cold War is over and the Soviet Union lies in ruins. Is the planet safer? I do not believe so. Civil wars are raging. Refugees are on the march. Terrorism is rampant. More than a dozen nations face the prospect of disintegration. Nuclear proliferation is on the rise, and some commentators speak darkly of an eventual clash of civilizations. A strong Canadian commitment to global security, in our view, continues to be essential, and this commitment must be backed up with a military capability that is real, professional and mobile.

Fourth is the need to protect Canadian sovereignty. With a vast territory and a shoreline bordering three oceans, Canada has a great deal to protect and limited resources to do it with. Advanced technology and space-age surveillance techniques can help us meet our requirements. But aircraft, surface ships, and even submarines must be part of our capability. Otherwise terrorists, smugglers, illegal entrants and poachers will continue to challenge our sovereignty with impunity. And, yes, one day we may even have to contend with a hostile force, and we should be ready for that.

Pour être bref, je limiterai mes observations préliminaires aux 10

Premièrement, il faut se faire entendre davantage. Compte tenu de notre histoire, de nos antécédents, de nos ressources, des talents de notre population, de l'excellence du cadre professionnel de notre politique étrangère et de l'ampleur de notre participation à une foule d'organisations internationales, nous devrions manifester plus hautement notre présence au chapitre des affaires internationales et avoir plus de poids. Je sais que nous nous plaisons à être modestes, mais une modestie excessive dans la conduite de notre politique étrangère ces dernières années a coûté cher à nos intérêts nationaux.

Deuxièmement, il faut repenser le contenu et la mise en oeuvre de la politique étrangère. La mondialisation est une réalité et le monde est en train d'être radicalement transformé par la révolution qui a cours en matière d'information. Dans un tel contexte, la politique étrangère doit traduire la dynamique intérieure d'une manière que les diplomates de naguère temps n'auraient jamais pu imaginer. Dans son essence, la politique étrangère doit englober une multitude de politiques intérieures avant trait, par exemple, à l'économie, à la politique sociale, à la sécurité, au développement durable, à l'immigration et à de nombreux autres domaines. Dans sa forme, elle doit être menée en faisant plus de place à la technologie. Nous devons nous servir d'outils beaucoup plus avancés que par le passé si nous voulons être efficaces.

Troisièmement, il est vital de maintenir notre engagement à l'égard de la sécurité mondiale. Trop souvent, ces temps-ci, des voix s'élèvent pour demander que nous nous retranchions dans notre petit monde et laissions la planète aux autres. Cette vision du monde est non seulement chauvine et myope, mais aussi dangereuse. Oui, la Guerre froide est terminée et l'Union soviétique est en ruines. La planète est-elle plus sûre pour cela? Je ne le crois pas. Les guerres civiles font rage. Les réfugiés sont en marche. Le terrorisme se répand. Plus d'une douzaine de nations risquent la désintégration. La prolifération nucléaire est à la hausse et certains observateurs évoquent sombrement la menace d'un choc des civilisations. Selon nous, un engagement vigoureux du Canada à l'égard de la sécurité mondiale demeure essentiel, et doit être appuyé par une capacité militaire réelle, professionnelle et mobile.

Quatrièmement, il faut protéger la souveraineté canadienne. Avec un vaste territoire baigné par trois océans, le Canada a beaucoup à protéger avec cependant des ressources limitées pour le faire. Une technologie avancée et des techniques de surveillance appropriées à l'ère spatiale peuvent nous aider à combler ces besoins. Mais des avions, des navires et même des sous-marins doivent faire partie de notre arsenal, sinon les terroristes, les contrebandiers, les immigrants illégaux et les braconniers continueront de se moquer impunément de notre souveraineté. Eh oui, un jour nous devrons peut-être faire face à une force hostile et être prêts à nous défendre.

Fifthly, we have to recognize the primacy of economics in foreign affairs. The single most pervasive influence on foreign policy today is economics. With the globalization of trade, commerce and investment, and the increasingly dominant role played by multinational companies in the movement of capital, goods and services, an effective foreign policy must incorporate an equally effective economic policy. Domestically, a strong and productive economy capable of generating jobs and wealth can be a source of comparative advantage in the exercise of foreign policy. In the past our position as one of the world's most productive nations gave us an extraordinary degree of clout in the international arena. That perceived advantage, Mr. Chairman, is now declining, given the country's soaring debt loads, high unemployment and poor productivity growth throughout most of the past 20 years.

vigorously support economic must Sixthly. multilateralism. Canada, as you know, is a leader in multilateralism. Indeed, it's fair to say that we were among the inventors of post World War II multilateralism. In the international economic sphere, the high priority that we have given to building and sustaining international organizations must continue. But we must be more outspoken in our efforts to improve the effectiveness and relevance of various organizations, and we must not hesitate to withdraw support from those which are no longer of any use.

The successful conclusion, after many delays, of the Uruguay Round is of great importance to the world and to Canada. The immediate goal must be to ensure that the Uruguay Round agreement is implemented "cleanly" in national legislation by the signatories. Another urgent goal must be to put in place the new World Trade Organization, an idea and a concept to which we have contributed very profoundly. And so that precious momentum is not lost, work must begin quickly to address the so-called new trade policy agenda—issues such as investment, technology, intellectual property rights, competition, the environment, and labour standards.

• 1550

Seven: we must aggressively pursue global trade priorities. The heavy dependence of Canadian jobs and production on exports is well known to this committee. For this reason, an open trading system founded on rules-based access to global markets is of critical importance to Canada.

In support of multilateral trade liberalization, if that is a central priority for us, the other priority must be the aggressive pursuit of dynamic market opportunities on a global basis. Our American market, specifically the United States. Did you know that Canadian exports to the United States in 1993 were valued 1992-93

[Translation]

Cinquièmement, nous devons reconnaître le rôle primordial de l'économie dans les affaires étrangères. De nos jours, c'est elle qui influe le plus profondément sur la politique étrangère. Avec la mondialisation du commerce et des investissements et le rôle de plus en plus important que jouent les multinationales dans le mouvement des capitaux, des biens et des services, une politique étrangère efficace doit intégrer une politique économique à l'avenant. Sur le plan national, une économie forte et productive, capable de créer des emplois et de la richesse, peut procurer un avantage comparatif dans la poursuite de la politique étrangère. Par le passé, le fait de compter parmi les pays les plus productifs au monde nous a donné un poids politique énorme sur la scène internationale. Cet avantage, monsieur le président, est en train de s'estomper à cause de l'endettement grandissant de notre pays, de son chômage élevé et de sa faible croissance de productivité presque tout au long des 20 demières années.

Sixièmement, nous devons appuyer vigoureusement le multilatéralisme économique. Le Canada, comme vous le savez, est un chef de file du multilatéralisme. De fait, il est juste d'affirmer que nous comptons parmi les inventeurs du multilatéralisme après la Seconde Guerre mondiale. Sur la scène économique internationale, la haute priorité que nous avons donnée à la mise sur pied et au maintien d'organisations internationales doit continuer. Mais nous devons être plus directs dans nos efforts en vue d'améliorer l'efficacité et la pertinence de diverses organisations et ne devons pas hésiter à ne plus appuyer celles qui ne sont plus utiles.

L'issue fructueuse, après de nombreux délais, de l'Uruguay Round est très importante pour le monde et pour le Canada. Le but immédiat doit consister à faire en sorte que les pays signataires de cet accord le mettent en oeuvre «proprement» dans leurs lois nationales. Un autre but urgent consiste à mettre en place la nouvelle Organisation mondiale du commerce, une idée et un concept auxquels nous avons grandement contribué. Et afin que cette impulsion précieuse ne soit pas perdue, il faut commencer dès maintenant à s'occuper de ce qu'on appelle le nouvel ordre du jour de la politique économique, de questions comme l'investissement, la technologie, les droits de propriété intellectuelle, la concurrence, l'environnement et les normes de travail.

Septièmement, nous devons poursuivre avec dynamisme les priorités du commerce planétaire. La forte dépendance des emplois et de la production du Canada à l'égard des exportations est bien connue des membres du comité. Pour cette raison, un régime de libre-échange commercial fondé sur l'accès aux marchés mondiaux dans le respect de certaines règles est critique pour le Canada.

A l'appui de la libéralisation multilatéral du commerce, si cette priorité est fondamentale pour nous, l'autre priorité doit être la poursuite dynamique des marchés à l'échelle planétaire. dominant preoccupation must continue to be the North Notre préoccupation principale doit rester le marché nordaméricain, et en particulier celui des États-Unis. Saviez-vous que les exportations canadiennes aux États-Unis en 1993 ont été at \$145 billion, or more than 20% of our GDP, or that the évaluées à 145 milliards de dollars, soit plus de 20 p. 100 de single-year increase-single-year increase, Mr. notre PIB, ou que la hausse entre 1992 et 1993-soit en une

the rest of the world.

Chairman—and our merchandise exports to the United States exceeded our total exports to all other OECD nations in the same year? In 1993 Canada enjoyed a \$21.8 billion merchandise trade surplus with the United States compared to a \$10 billion deficit with

Yes, we must diversify our exports, but we must not become complacent about our strategic advantage in North America.

The Canada–United States Free Trade Agreement and the North American Free Trade Agreement are agreements that the BCNI played a key private sector role in supporting. They give Canadians an advantage on this continent. These agreements must continue to evolve, and unfinished business relative to the agreements must be dealt with.

Having made these points about the importance of North America, my colleagues and I believe that the opportunities are boundless in the fast-growing markets of Asia-Pacific and Latin America. We also believe that the countries of the European Union have a great deal to offer and that these more traditional relationships have suffered from neglect, a situation that should be rectified.

Eight: it's important that we manage our international assistance wisely. Contrary to what some people say, Canada is a relatively generous contributor of international aid. Among the G-7 countries, we are second only to France in our assistance levels as a share of GDP. Our commitment to helping others must continue.

Financial difficulties at home have begun to affect our overseas development assistance budgets. This will compel us to target our spending more wisely. Here there's a great deal of room for improvement through better management and higher efficiencies.

There are those who argue that a larger share of our aid dollars should be devoted to strictly humanitarian objectives. This view fails to recognize the importance of a balanced approach to development assistance, one which places significant emphasis on the development of commercial relations as a step towards eventual self-sufficiency. Indeed, many in the business community believe that shifting a higher proportion of our aid budget into measures such as concessional financing, and thereby supporting the development of commercial relations where they otherwise would not be possible, would be the most effective way to advance the long-term interests of the world's underprivileged.

Nine: it's critical that we speak out on human rights. Canada's foreign policy has consistently advanced the cause of human rights, and I believe that this approach must continue without compromise.

Debate in recent years has intensified over whether economic intercourse with countries that do not have a good human rights record is acceptable. My own view is that trade and investment can be very powerful instruments of democratization and that the practice of ostracism can often have the opposite effect.

[Traduction]

seule année, monsieur le président—de nos exportations de marchandises vers les États—Unis a dépassé nos expéditions totales vers tous les autres pays de l'OCDE la même année? En 1993, le Canada a affiché un excédent de sa balance des marchandises de l'ordre de 21,8 milliards de dollars avec les États—Unis, comparativement à un déficit de 10 milliards avec le reste du monde.

Oui, nous devons diversifier nos exportations, mais sans pour autant nous reposer sur nos lauriers parce que nous jouissons d'un avantage stratégique en Amérique du Nord.

L'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'accord de libre-échange nord-américain sont des instruments auxquels la CCCE a donné un appui déterminant au sein du secteur privé. Ces ententes procurent aux Canadiens un avantage sur ce continent. Elles doivent continuer d'évoluer et les questions qui sont restées en suspens, être réglées.

Ayant ainsi montré l'importance que revêt l'Amérique du Nord, mes collègues et moi-même croyons que les débouchés sont illimités sur les marchés en plein essor de l'Asie-Pacifique et de l'Amérique latine. Nous croyons également que les pays de l'Union européenne ont beaucoup à offrir et que ces relations plus traditionnelles ont été négligées, ce qu'il faudrait corriger.

Huitièmement, il importe de gérer sagement notre aide internationale. Contrairement à ce qu'affirment certains, le Canada contribue plutôt généreusement à cette aide. Parmi les pays du Groupe des Sept, seule la France nous devance en fait d'assistance évaluée en poucentage du PIB. Notre volonté d'aider les autres doit se poursuivre.

Nos difficultés financières ont commencé à se faire sentir sur nos budgets d'aide au développement international. Nous devrons donc cibler nos dépenses plus sagement. Il y a beaucoup de place à l'amélioration grâce à une meilleure gestion et à une efficience acque.

Certains soutiennent qu'une part plus importante de notre aide devrait être consacrée exclusivement à des objectifs humanitaires. Cette vision des choses ne tient pas compte de l'importance d'une approche équilibrée touchant l'aide au développement qui mette surtout l'accent sur le développement de relations commerciales en tant qu'étape vers une éventuelle autosuffisance. D'ailleurs, beaucoup de gens d'affaires croient que l'affectation d'une plus grande part de notre budget d'aide à des mécanismes de financement de faveur, et de ce fait, l'appui au développement de relations commerciales qui ne seraient pas possibles autrement, serait le meilleur moyen de défendre les intérêts à long terme des plus démunis de la planète.

Neuvièmement, il est essentiel de parler des droits de la personne. La politique étrangère du Canada a toujours défendu cette cause et je crois que nous devons continuer dans cette voie, sans faire de compromis.

Le débat s'est intensifié ces dernières années pour savoir s'il est acceptable d'entretenir des relations économiques avec des pays qui font piètre figure au chapitre des droits de la personne. Je crois personnellement que le commerce et l'investissement peuvent être des outils de démocratisation très puissants et que l'ostracisme aboutit souvent au contraire.

[Translation]

[Text]

Let's take the case of China, which this government and we in the BCNI have targeted as a priority market. I believe the quicker the economic development and empowerment of the Chinese people takes place, the quicker a genuine democracy will emerge in that country.

Lastly, it's vital that we be a leader in sustainable development. Advancing the cause of sustainable development must be a central preoccupation of Canadian foreign policy. Indeed, I predict that the environment will become the dominant factor in the global diplomacy of the 21st century.

Canadians, as custodians of one of the last great frontiers in an increasingly polluted and overcrowded world, must be key players in shaping the agenda. High on our priority list for our government and the business community must be to push for the implementation of many of the sensible proposals that emerged from the Earth Summit in Rio: the need, for example, to share environmental technologies on a global basis and to establish a new set of rules to govern critical areas such as trade and the environment.

Prenons l'exemple de la Chine, que le gouvernement et les membres du CCCE ont choisie comme marché prioritaire. Je crois que dans la mesure où le développement économique de la Chine sera rapide et que le peuple chinois deviendra maître de sa destinée, une démocratie véritable s'instaurera dans ce pays.

Enfin, il est vital que nous soyons un chef de file du développement durable. Défendre la cause du développement durable doit être au coeur des préoccupations de la politique étrangère canadienne. Je prédis d'ailleurs que l'environnement deviendra un facteur dominant de la diplomatie mondiale du XXIe siècle.

Les Canadiens, à titre de gardiens d'un des derniers grands territoires dans un monde de plus en plus pollué et surpeuplé, doit jouer un rôle clé dans la définition des priorités. Notre gouvernement et le monde des affaires doivent placer en tête de liste la mise en oeuvre de nombreuses propositions raisonnables qui se sont dégagées du Sommet de la Terre à Rio: la nécessité, par exemple, de partager les technologies environnementales à l'échelle planétaire et d'établir une nouvelle série de règles dans des domaines cruciaux comme le commerce et l'environnement.

• 1555

Honourable members of this committee, these principles and priorities I've presented to you today offer little more than a framework, but a framework I believe should guide Canadian foreign policy into the 21st century.

In the coming months, as federal government restraint measures are imposed to deal with what is a serious fiscal problem besetting the country, the Department of Foreign Affairs no doubt will be asked to offer up its share of cuts. While I recognize such cuts are inevitable, I ask that they be implemented with great care. Let's not be cowed by an attitude that seems to be permeating the country, an attitude that suggests diplomacy is passé, diplomacy is little more than pinstripes and the good life. This attitude does not take into account that foreign policy is a direct reflection of who we are as a people, a reflection of our values and our policies. It does not grasp that a strong and effective foreign policy can be a powerful source of strategic advantage.

I know honourable members of this committee understand these advantages very well, and I'm confident your report will help to restore purpose and direction to how Canada relates to the rest of the world.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. d'Aquino. We will start our questioning with Dr. English.

Mr. English: I thought your report was very interesting, although I was puzzled by a couple of things, including the comment where you say we relish our modesty and our voice in international affairs should be stronger than it is. We've heard from various foreign ministers over the last few years that Canada is involved in more international organizations and groups, the Commonwealth, Francophonie, etc., than is any other country. Mr. Clark used to say that very often, and it's

Honorables membres du comité, ces principes et priorités que je viens de vous exposer ne sont rien de plus qu'un cadre, mais un cadre qui, selon moi, devrait guider la politique étrangère canadienne au XXIe siècle.

Dans les mois qui viennent, lorsque les mesures d'austérité du gouvernement fédéral seront imposées pour faire face à ce qui constitue un grave problème budgétaire qui afflige le pays, on demandera certainement au ministère des Affaires étrangères de faire sa part pour réduire les dépenses. Tout en reconnaissant que ces compressions budgétaires sont inévitables, ie demande qu'elles soient mises en oeuvre avec beaucoup de soin. Ne nous laissons pas intimider par une attitude qui semble se répandre au pays, une attitude qui laisse entendre que la diplomatie est chose du passé, qu'elle n'est rien de plus que des tenues guindées et la belle vie. Cette attitude ne tient pas compte du fait que la politique étrangère est le miroir de ce que nous sommes en tant que peuple, le miroir de nos valeurs et de nos politiques. Elle oublie qu'une politique étrangère forte et efficace peut procurer un immense avantage stratégique.

Je sais que les honorables membres du comité comprennent très bien ces avantages, et j'ai confiance que votre rapport contribuera à redonner un objectif et une orientation aux relations du Canada avec le reste du monde.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur d'Aquino. Les premières questions seront posées par M. English.

M. English: J'ai trouvé votre compte rendu très intéressant, mais je ne sais trop que penser de certaines remarques, entre autres lorsque vous déclarez que nous sommes trop modestes et que nous devrions nous faire entendre davantage sur les tribunes internationales. Plusieurs ministres des Affaires étrangères des dernières années nous ont raconté que le Canada fait partie d'un plus grand nombre d'organisations et de groupes internationaux, le Commonwealth,

true. It's sometimes said in fact we have been too active and we should now make more choices; perhaps we have overextended ourselves. I take it you disagree with that interpretation.

Mr. d'Aquino: On the issue of whether we are heavily involved, the answer is yes. I spend a great deal of time travelling around the world and I see many examples of our involvement. We have a vast apparatus of structures and embassies, until recently overlayered by activities on the part of the provinces. We have representations outside the Department of Foreign Affairs, as you know, through many other government departments and agencies.

I'm very proud of this infrastructure. I think it's good. In fact, I would argue it's among the best in the world. What bothers me is with so much infrastructure and so many good people and so many good ideas behind it, why aren't we more effective? Why aren't we taken slightly more seriously?

I know I may offend some people in the foreign policy section to say you're not taken as seriously as you might be. What I'm really talking about here is an issue of relativity. With the degree of involvement in virtually every major area of the world and in so many organizations, I would want us to be a little more forthcoming, a little more aggressive, a little more outspoken. When I talk about this natural modesty, I'm talking about modesty that is very typical of Canadians. Yes, we're involved in all these things and we do a lot of good work. I would like to see the value—added, or the bang for the buck, just a little stronger.

This is an impressionistic comment I'm making, but I'm making it on the basis of someone who has travelled, and who continues to travel, extensively. So often in international organizations Canadians are beavering away in the background, but so often we are doing a lot of work, we think we're making an impact, and I don't think we are.

As I said, of all the comments I've made here today, perhaps that one is the most impressionistic. But it's one I feel quite strongly about.

Mr. English: Staying with that topic—and I think your comments are interesting—I would like to turn to the trade activities of the Department of Foreign Affairs. You've said you have travelled widely and you've met many of our officers. How effective do you think our trade service has been? Do you think the method by which we organize our trade component is as effective as it might be? What suggestions would you make? Should there be a shift toward Asia—Pacific? Should we continue to strengthen the American side? What are the implications for the department and for Canada in terms of its foreign service officers who specialize in trade?

• 1600

Mr. d'Aquino: On the plus side, as I said a moment ago, I think we have an excellent infrastructure around the world. It's an infrastructure that in terms of physical presence is very, very strong. I think the calibre of individuals who are serving is very high.

[Traduction]

la francophonie, etc. que n'importe quel autre pays au monde. M. Clark avait l'habitude de le répéter souvent et il avait raison. On affirme même parfois que nous avons été trop actifs et que nous devrions faire plus de choix; que nous nous sommes peut-être éparpillés. Je suppose que vous n'êtes pas d'accord sur ce point de vue.

M. d'Aquino: Quant à la question de savoir si notre participation est excessive, la réponse est oui. Je parcours et je vois de nombreux exemples de notre participation. Nous avons un vaste appareil de structures et d'ambassades auquel s'ajoutaient, jusqu'à récemment, des activités de la part des provinces. Nous avons des représentants ailleurs qu'au ministère des Affaires étrangères, comme vous le savez, par l'entremise de nombreux autres ministères et organismes.

Je suis très fier de cette infrastructure. Je pense qu'elle est bonne. De fait, je suis convaincu qu'elle compte parmi les meilleures au monde. Ce qui me dérange c'est pourquoi, avec une aussi bonne infrastructure appuyée par tant de bonnes idées et d'un personnel si compétent, nous ne sommes pas plus efficaces? Pourquoi ne nous prend—on pas plus au sérieux?

Je sais que j'offenserai peut-être certaines personnes du secteur de la politique étrangère en disant que vous n'êtes pas pris au sérieux autant que vous le pourriez. Tout est relatif. Compte tenu de notre participation dans presque toutes les grandes régions du monde et à un si grand nombre d'organisations, j'aimerais que nous soyons un peu plus directs, plus expansifs, plus entreprenants. Je parle ici d'une modestie très typiquement canadienne. Oui, nous participons à tout cela et nous abattons de la belle besogne. J'aimerais que la valeur ajoutée soit plus élevée, ou qu'on en ait un peu plus pour notre argent.

C'est une impression, mais c'est celle de quelqu'un qui a voyagé et qui voyage encore beaucoup. Trop souvent dans les organisations internationales, les Canadiens restent à l'arrière—plan, mais très souvent aussi nous travaillons fort et croyons exercer une influence, mais je ne crois pas que ce soit vrai.

Comme je l'ai déjà dit, de toutes mes observations d'aujourd'hui, celle-ci est probablement plus une impression qu'autre chose. Mais c'est une impression qui ne tient vivement à coeur.

M. English: Pour continuer dans cette veine—et je trouve vos remarques intéressantes—j'aimerais aborder la question des activités commerciales du ministère des Affaires étrangères. Vous affirmez que vous avez beaucoup voyagé et que vous avez rencontré un grand nombre de nos agents. Dans quelle mesure le service extérieur a-t-il été efficace, selon vous? Pensez-vous que le mode d'organisation de notre volet commercial est aussi efficace qu'il le pourrait? Quelles seraient vos suggestions? Devrions-nous nous tourner vers l'Asie et le Pacifique? Faut-il continuer à renforcer le volet américain? Quelles sont les conséquences pour le ministère et pour le Canada en ce qui concerne les agents du service extérieur qui se spécialisent dans le commerce?

M. d'Aquino: Parmi les aspects positifs, comme je viens de le dire, je pense que nous disposons, partout dans le monde, d'une excellente infrastructure qui est très, très présente. Je pense que le calibre de nos représentants est très élevé.

What I would put on the negative side are two things. Number one is an insufficient use of technology. I mentioned in my remarks that we are living in the information age, that the way we conduct diplomacy, commercial activities, and foreign trade must change dramatically. That means the extensive use of computerization. It means being able to relate back data instantaneously from foreign markets to would-be users of that data in Canada. It means clearing away a lot of the layering and a lot of the structures that are, in my view, the structures of the 19th century.

So on the plus side, a more rapid use of technology will, in my view, make a great difference. But I would say one thingjust to shift, if I may, the criticism away from our officers onto the clients, and I'm one of the clients—which is that I think we have an excellent infrastructure and very good people but I also feel that these are very much underutilized. There are all sorts of people in the business community who travel the world and don't make use of these facilities. There is an enormous capability that in my view is not being used to its maximum potential.

So how do you deal with that issue? You have to somehow get the message across in the domestic constituencies that this capability is there, and the department, on the other hand, has to do a much better job of selling its services so that the two can meet more effectively.

Mr. English: Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. English.

Mr. d'Aquino, I take it you've heard about COSICS and SIGNET, which are acronyms for a series of efforts made by the foreign affairs department to communicate with our embassies in the various countries involved. This costs hundreds and hundreds of millions of dollars. I'm perplexed as to where you would see us improving in terms of the technologies of today. What are we to improve, communications? We're spending \$400 million a year now to try to do it. What's the matter here?

Mr. d'Aquino: I think there are two aspects to your question, Mr. Chairman. In terms of communication in the more traditional sense of telling people what our capabilities are, yes, I think we can all do a better job. I think a lot of money and effort is spent on that, but obviously if I tell you that a lot of these excellent services are underutilized, there's a problem there. But that kind of problem I think can be easily overcome.

The more difficult and more challenging problem is how we take a global village and relate it to our needs both in terms of commerce and of trade-indeed, even in the area of foreign policy-so that we can move decisions more quickly and move resources to where they are required. This requires the expenditure of money, yes, through upgraded technology, but technology and if it's put to good use, the benefits will be enormous. avantages seront énormes.

[Translation]

Il y a cependant deux éléments négatifs. Premièrement, nous ne nous servons pas assez de la technologie. J'ai dit dans mon exposé que nous vivons à l'ère de l'information, que la facon dont nous dirigeons la diplomatie, les activités commerciales et le commerce extérieur doit radicalement. Cela veut dire un grand usage de l'informatique. Cela signifie la capacité de transmettre instantanément des données sur les marchés étrangers à des utilisateurs éventuels au Canada, et se débarrasser d'un grand nombre de paliers et de structures qui, à mon avis, remontent au XIXe siècle.

Par conséquent, du côté positif, un usage plus rapide de la technologie fera une grande différence, à mon avis. Mais i'ajouterais aussi-simplement pour diriger mes critiques sur les clients, dont je fais partie, plutôt que sur nos agents-que nous avons, selon moi, une excellente infrastructure et des agents très compétents, mais je crois aussi qu'ils sont nettement sous-utilisés. Il y a toutes sortes de gens d'affaires qui parcourent le monde et qui ne font pas appel à ces services. Il y a une capacité énorme qui, je crois, n'est pas exploitée au maximum.

Alors, comment régler ce problème? Il faut trouver un moyen de faire comprendre à nos compatriotes d'ici que cette capacité existe et, d'un autre côté, le ministère doit mieux réussir à vendre ses services afin que les deux parties puissent collaborer plus efficacement ensemble.

M. English: Merci beaucoup.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup, monsieur English.

Monsieur d'Aquino, je suppose que vous avez entendu parler de COSICS et de SIGNET, une série de programmes du ministère des Affaires étrangères visant à communiquer avec nos ambassades dans les divers pays où elles sont établies. Cela coûte des centaines de millions de dollars. Je me demande comment vous voudriez que nous améliorions ces technologies d'avant-garde. Oue devons-nous améliorer, les communications? Nous dépensons 400 millions de dollars par an pour essayer d'y parvenir. Ou'est-ce qui ne va pas?

M. d'Aquino: Je pense qu'il y a deux aspects à votre question, monsieur le président. En ce qui concerne les communications, dans le sens plus classique qui consiste à informer les gens de nos capacités, oui, je crois que nous pouvons tous faire mieux. Je pense qu'on y consacre beaucoup d'argent et d'énergie mais, de toute évidence, si je vous dis qu'un grand nombre de ces services sont sous-utilisés, il y a un problème. Je pense toutefois que nous pouvons facilement le surmonter.

Ce qui est plus difficile et plus délicat, c'est de savoir comment situer le village global dans le contexte de nos besoins commerciaux-et même dans celui de la politique étrangèreafin de prendre des décisions plus rapidement et d'affecter les ressources là où elles sont requises. Il faut de l'argent, c'est vrai, pour améliorer la technologie, grâce à quoi nous through that upgraded technology will come improved accroîtrons la productivité et l'efficience avec moins de productivity and improved efficiency, and we will require fewer personnel qu'aujourd'hui. Par conséquent si la technologie est people than we have right now. So if the technology is the proper ce qu'elle doit être et si nous l'exploitons comme il convient, les

I go back to my earlier trips 15 years ago to Asia-Pacific and to places like Hong Kong, where I was shown the ability of the Hong Kong manufacturers, all 90,000 of them, to be able to relate on a day-to-day and week-to-week basis what the order requirements were in department stores across the industrialized world through the use of extensive technology and computerization. That's something that even 15 years later we do not have in Canada.

Now, if it's good for Hong Kong—and Hong Kong, I don't have to tell you, is a very small island with extremely hardworking and intelligent people—in a country like Canada, which is one of the biggest in the world with such a small population, there is all the more reason to use the technology. That's expertise we have but we're not using it yet.

• 1605

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Well, I think it's there. I think the SIGNET system, for example, will probably give us access to that kind of service or that kind of interchange of information between say our private sector entrepreneurs and the client that's out there and the relationship that has to be established between our commercial agents and the private sector. I think it's there. I think we have to look at it a little more closely. But I do believe the infrastructure has been put in place. So if it's not operative right now, it will be operative in a few months. Anyway, I will go into that later on.

M. Paré: Lorsque vous avez commencé votre exposé, monsieur d'Aquino, en parlant du «grand village», je ne pensais pas nécessairement que cela prendrait cette tournure. Il m'apparaît que ce que vous annonciez, en tout cas selon mon échelle des valeurs, n'est apparu que dans les points 8, 9 et 10. Vous ne l'avez pas complètement esquissé, selon mon point de vue, mais il reste que vous avez une vision que je vais qualifier de mercantile du «grand village», parce que dans une réponse que vous venez de faire, vous proposez qu'on commence par regarder quels sont nos besoins, comme Canadiens, face à la politique étrangère du Canada. Je ne dis pas qu'il ne faille pas le faire mais je mets cela en parallèle avec la notion de «grand village»; le groupe qui vous a précédé a justement mis en évidence les symptômes qui sont observables à la grandeur du monde mais qui découlent de causes.

Vous ne parlez pas des causes et j'ai même l'impression, si on appliquait votre modèle, que l'on va encore amplifier l'émergence des phénomènes et des problèmes humains qu'on retrouve dans votre «grand village».

Prenons à titre d'exemple l'écart entre les riches et les pauvres qui ne tend pas à s'amenuiser; il augmente constamment. Or, ce qui s'en vient comme modèle de développement c'est la mondialisation, ce sont les règles, j'allais dire presque sauvages du commerce international. Je ne pense pas qu'on pourra aborder les problèmes du monde seulement sous cet angle.

Dernièrement, dans un journal on faisait état de l'augmentation du nombre de milliardaires dans le monde et c'est prodigieux, même dans les pays pauvres. On donnait comme exemple en Amérique du Sud, en Amérique latine, le nombre de milliardaires qui augmente à un rythme fou; mais en même temps, le nombre de pauvres augmente aussi à un rythme fou.

[Traduction]

Je repense aux voyages que j'ai faits il y a 15 ans en Asie et dans le Pacifique et à des endroits comme Hong Kong, où l'on m'a démontré la capacité des fabricants là—bas—ils sont 90 000, de pouvoir répondre, au jour le jour et semaine aux exigences des magasins à rayons du monde industrialisé grâce à l'usage intensif de la technologie et de l'informatique. C'est quelque chose qui fait encore défaut au Canada, même quinze ans plus tard.

Si c'est bon pour Hong Kong—et je n'ai pas besoin de vous rappeler que Hong Kong est une très petite île peuplée de gens extrêmement laborieux et intelligents—il est d'autant plus justifié de recourir à la technologie dans un pays comme le Canada, l'un des plus grands au monde, mais qui est très peu peuplé. Nous possédons les compétences voulues, mais nous ne nous en servons pas encore.

Le coprésident (M. Gauthier): Eh bien, je crois que tout cela existe. À mon avis, le système SIGNET, par exemple, nous donnera accès à ce genre de service ou d'échange d'information entre, disons, les entrepreneurs du secteur privé et les clients éventuels, ainsi qu'aux relations qui doivent être établies entre les délégués commerciaux et le secteur privé. Je crois que cela existe; nous devrions l'examiner de plus près. Mais je crois que l'infrastructure est en place. Donc, si le système n'est pas opérationnel à l'heure actuelle, il le sera d'ici quelques mois. De toute façon, j'en parlerai plus tard.

Mr. Paré: When you began your presentation, Mr. d'Aquino, by talking about the "global village", I did not necessarily think that it would turn out this way. It seems to me that what you stated, at least according to my set of values, appeared only in points 8, 9 and 10. You did not outline it completely, in my opinion, but the fact remains, nonetheless, that you have a vision of the "global village" that I would call mercantilist, because in a response that you just gave, you proposed starting by looking at our needs, as Canadians, in terms of Canada's foreign policy. I'm not saying that we should not do that, but I would like to draw a parallel with the idea of a "global village"; the group that preceded you highlighted the symptoms that can be observed throughout the world, but which originate from causes.

You did not talk about causes and I'm even under the impression, if we applied your model, that we would once again increase the number of phenomena and humanitarian problems that are prevalent in your "global village".

Let's take the example of the gap between the rich and the poor that is not getting smaller, but instead constantly bigger. Now, what we are witnessing in terms of development is globalization; it involves what I would call unfettered rules of international trade. I don't think that we can address the world's problems from that angle alone.

Recently, a newspaper noted the increase in the number of billionaires throughout the world. It's phenomenal, even in poor countries. As an example, the article referred to South America and Latin America, where the number of billionaires was increasing at a tremendous rate, but at the same time, so was the number of poor people.

Le modèle économique que vous défendez, et qui est peut-être nécessaire aussi, il faudrait l'atténuer par d'autres choses pour corriger les conséquences néfastes qu'on retrouve dans les pays les plus pauvres. Ce modèle est peut-être bon pour les pays riches, mais mon doux!, la démonstration n'est pas faite qu'il est bon aussi pour les pays pauvres.

Je vais donner un exemple précis. Vous avez parlé des droits humains, qui d'ailleurs viennent en neuvième position chez vous. Est-ce que vous croyez que le problème en Afrique du Sud se serait réglé si le Canada et d'autres pays s'étaient comportés comme on se comporte avec la Chine, en étant gentils et en ne voulant même pas conditionner notre aide ou notre commerce? On a fait beaucoup plus que cela en Afrique du Sud et le problème s'est réglé.

Il me semble qu'il manque quelque chose dans votre modèle.

M. d'Aquino: Merci pour cette question, et pour vos opinions. J'ai beaucoup de difficultés, monsieur le président, avec cet argument.

When you say our model, and you say that the number of billionaires is increasing in the world, I would venture to say that the number of people who have become empowered in various parts of the world makes the increase in the number of billionaires as a dot in the universe.

• 1610

In the course of the last 30 years, since the progress of trade liberalization in this world, what have you seen? You have seen countries that 30 years were enormously poor-Taiwan, Thailand, Indonesia, and Japan itself. . . We are now seeing emerge in India a middle class, 160 million strong, whose incomes are close to those of the middle class in Canada.

We have seen the empowerment of Latin America, where countries were subjected to dictatorships for the better part of a century, and now in Chile, Venezuela, and Argentina we have the growth not only of democratic institutions but also of a greater middle class.

So I don't really know what you are saying when you say that somehow the mercantile goal has been counter-productive.

What led to the dismantling of the Soviet Union? It wasn't the patronizing attitude of Mikhail Gorbachev. It was that the power of communication and commerce eventually wore down a system of central control and command that could no longer withstand it. So the power of the market, I am afraid, has been triumphant, whether you like it or not.

Now, on the issue of whether the market will solve everybody's problems, no, it will not. There are excesses as a result of the market forces being applied and there will continue to be excesses. But let me say to you that perhaps with the exception of Cuba and North Vietnam-even Albania has given up—virtually everybody seems to be rushing towards the economic model. Why? It is because the economic model is a source of Parce que ce modèle est une source d'émancipation. empowerment.

[Translation]

The economic model that you're defending, and which may very well be necessary, must be softened by other means in order to correct the harmful consequences that prevail in the poorest countries. This model may be good for rich countries, but my goodness! nothing show that is will be good for poor countries as

I'll give you a specific example. You talked about human rights, which, in passing, you placed ninth on your list. Do you think that the problem in South Africa would have been resolved if Canada and other countries had behaved in the same way that we're behaving with China, by being nice, and by not setting conditions for our aid or for trade? We did a lot more than that in South Africa and the problem was resolved.

I think something is missing in your model.

Mr. d'Aquino: Thank you for your question and for your opinions. I have some difficulty, Mr. Chairman, with this argument.

Vous avez parlé de notre modèle en soulignant que le nombre de milliardaires dans le monde augmente. Je me permets cependant de vous dire que, comparé au nombre de personnes qui ont pris les rennes en main dans diverses régions du monde, celui des milliardaires n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan.

Au cours des 30 dernières années, depuis que la libéralisation du commerce mondial a vu le jour, qu'avons-nous constaté? Que des pays qui étaient extrêmement pauvres il y a 30 ans-Taïwan, la Thaïlande, l'Indonésie et même le Japon. . . Nous voyons désormais surgir une classe moyenne en Inde, 160 millions de personnes dont les revenus se comparent à ceux de la classe moyenne au Canada.

Nous avons constaté l'émancipation de l'Amérique latine dont les pays ont été soumis à la dictature pendant près d'un siècle, et maintenant on assiste au Chili, au Venezuela et en Argentine non seulement à la croissance des institutions démocratiques, mais aussi à celle d'une classe moyenne plus vaste.

Par conséquent, je ne comprends pas trop ce qu'on veut dire quand on affirme que les objectifs mercantiles étaient contre-productifs.

Qu'est-ce qui a conduit au démantèlement de l'Union soviétique? Ce n'était pas l'attitude condescendante de Mikhail Gorbatchev. C'était le pouvoir des communications et du commerce qui a fini par user un régime de contrôle et de dirigisme qui ne pouvait plus y résister. Par conséquent, le pouvoir du marché, je le crains bien, a triomphé, que cela nous plaise ou non.

Quant à savoir si le marché réglera les problèmes de tout un chacun, non, il n'y parviendra pas. Il y a des excès, parce que les forces du marché s'appliquent, et il y en aura encore. Mais permettez-moi de vous dire qu'à l'exception peut-être de Cuba et du Nord-Vietnam-même l'Albanie a déclaré forfait-presque tout le monde semble courir vers le modèle économique. Pourquoi?

In the case of China, if one could use that as an example, there is absolutely no doubt in my mind as we sit here - and I am prepared to make a big bet on it—that in the next 20 years the China we know today will be no more, because no force is more powerful than the force of commerce, and the force of commerce has brought democratization to large parts of the world.

It is at times a rough axe, and there are costs, but are you suggesting to me for a moment that the command and control economies that have led to horrific abuses in human rights and to the worst environmental deprivation this planet has ever seen in the 20th century is the model we should be espousing? Not on your life.

Mr. Graham (Rosedale): I would like to perhaps pursue two lines of thought. The first is on your point about technology and the need for greater use of technological devices in terms of furthering Canadian business knowledge about the international marketplace and the way in which we penetrate it.

We've heard a lot of evidence about the need for small and medium-sized businesses to be actively involved in the international marketplace if in fact Canada is going to prosper. Of course, small and medium-sized businesses have the most difficulty in terms of having the resources to penetrate the international marketplace.

I just wondered if the Business Council on National Issues is undertaking any studies or has any advice to give the committee as to what types of initiatives we should be recommending to the government to ensure that small and medium-sized businesses would work their way into the international marketplace and if there is any way in which the technological revolution you described could help that, because obviously it is going to play a part. That would be my first question.

My second question is quite different, but let me ask it now and you can deal with both of them at once perhaps. That way the chairman won't cut me off after you've just answered one.

The second question relates to your broader concept of peace and security. I don't disagree with what you've said in your report. I think maybe the problem we are all having to deal with is that like many things the report tends to be long on analysis and maybe a little short on specific solutions.

Let me throw you a bit of a conundrum. We all saw six months ago what was going to happen in Rwanda. Many of us spoke about it. This is going to be a problem of peace and security that to some extent is affecting us here in Canada. We've gone from dealing with a situation we could have solved with several hundred million dollars in aid and some risk to one that is going to cost billions of dollars and lead to even greater risks of displaced populations, disease, and other horrible consequences.

• 1615

Now, given the national debt and its constraints, did the Business Council on National Issues stand up three, four, or Conseil canadien des chefs d'entreprises s'est-il levé il y a trois, five months ago and say that we need to concentrate more quatre ou cinq mois pour dire que nous devions consacrer plus assets and resources of Canada in this, to the detriment of other d'actifs et plus de ressources du Canada à cette situation, aux priorities within Canada or elsewhere? We talk about this world, dépens d'autres priorités au Canada ou ailleurs? Nous parlons this global village that you evoke, but to what extent is your du monde, du village global que vous avez évoqué, mais dans organization prepared to say we live in it and we are willing to quelle mesure votre organisation est-elle prête à affirmer que consecrate Canadian resources to it at the cost of giving up the nous y vivons et que nous sommes disposés à y consacrer des

[Traduction]

Dans le cas de la Chine, si on peut prendre ce pays comme exemple, je n'ai absolument aucun doute au moment où je vous parle—et je suis prêt à parier—que d'ici 20 ans, ce pays tel que nous la connaissons actuellement aura disparu, parce qu'aucune force n'est plus puissante que celle du commerce laquelle a démocratisé de grandes régions du monde.

Elle fait mal parfois et coûte cher, mais allez-vous prétendre pour un instant que les économies dirigées et contrôlées qui ont entraîné des violations horribles des droits de la personne et la pire dégradation environnementale jamais vue au XXe siècle sont le modèle que nous devrions suivre? Jamais de la vie.

M. Graham (Rosedale): J'aimerais faire deux réflexions. La première concerne la technologie et la nécessité de recourir davantage aux outils technologiques pour accroître les connaissances commerciales des Canadiens sur le marché international et la facon dont ils v ont accès.

Nous avons entendu de nombreux témoignages sur la nécessité, pour les petites et moyennes entreprises, de participer activement au marché international afin de faire prospérer le Canada. Bien sûr, les PME ont toutes les difficultés du monde à trouver les ressources nécessaires pour entrer sur le marché international.

Je me demande simplement si le Conseil canadien des chefs d'entreprises a effectué des études ou s'il a des conseils à donner au comité sur les mesures que nous devrions recommander au gouvernement pour que les PME fassent leur chemin sur le marché international et les moyens par lesquels la révolution technologique que vous venez de décrire pourrait les aider, parce que, de toute évidence, elle jouera un rôle. Voilà ma première question.

Ma deuxième question est très différente, mais permettez-moi de la poser maintenant et vous pourrez peut-être y répondre en même temps qu'à la première. De cette façon, le président ne me coupera pas la parole si vous n'avez répondu qu'à l'une des deux.

La deuxième question se rapporte à votre vaste concept de la paix et de la sécurité. Je ne suis pas contre ce que vous avez écrit dans votre rapport. Je pense que notre problème est peut-être, comme cela arrive souvent, que le rapport a tendance à accorder beaucoup plus de place à l'analyse qu'à des solutions précises.

Permettez-moi de vous poser une espèce de devinette. Nous savions tous, il y a six mois, ce qui allait arriver au Rwanda. Beaucoup d'entre nous en ont parlé. C'est un problème de paix et de sécurité qui, dans une certaine mesure, a des répercussions au Canada. Nous sommes passés d'une situation qu'on aurait pu régler avec quelques centaines de millions de dollars d'aide et quelques risques, à une autre qui coûtera des centaines de milliards de dollars et qui posera des risques encore plus grands en raison de l'exode de population, des maladies et d'autres conséquences horribles.

Compte tenu de la dette nationale et de ses contraintes, le

consecration of those resources perhaps to subsidies to businesses within Canada, etc.?

Mr. d'Aquino: First of all, I have been on record for a long time saying that all subsidies to business should be eliminated. Unfortunately, not this government nor its predecessor government were prepared to listen to us. So perhaps there are a few billions that you can pick up right away if you are prepared to accept our advice.

Mr. Graham, your questions are good ones. Let me begin with the issue of small and medium-sized business. Canada has a problem, and I think you are very much aware of it. I don't say with pride that 75 companies that are members of the Business Council are responsible for up to 70% of all of our exports. I don't say that to boast; I say that to show a profound inadequacy in how our export profile is structured. For example, in Germany, roughly 70% of all exports are generated by small and medium-sized companies. In Canada, something like 70% of manufacturing companies do not export at all. You are quite right to say that this has to be a priority, and we have to turn that around. We cannot ultimately succeed if we just rely on a handful of large companies to do so.

The emphasis this government is placing on trying to help small and medium—sized business I think is rightly put. They are the ones who need most of the help; they are the ones who need most of the resources. I am not suggesting that you should be throwing money at them, but certainly expertise, a better connection between these resources that I talked about earlier that we have all around the world. I can give you many examples of where a very effective commercial counsellor in Taipei or in Tokyo can do wonders for a small—business person. It is something that is not going to happen overnight. We have to really work at strong support of that idea.

On the issue of peace and security, when we talk about the continuing commitment to global security, we say that it is easy just to say that it isn't our problem any more; just walk away from it, leave it to somebody else to do. What if everybody said the same thing? What if the United States, in the face of this terrible Crisis in Rwanda, had said that it was not their problem?

What I am saying is simple and as well understood as the fact that the sun will rise tomorrow morning: the countries of the world can only do what has to be done if they do it collectively. Collectively means that all of us, particularly those countries that have significant resources, have to really pull our weight.

For 15 years we have waged war on the deficit, and for those who say that the BCNI has a great deal of influence, let me tell you that we've had no influence on that subject; otherwise we wouldn't \$600 billion in debt. The fact of the matter is that an enormous percentage of the income of Canadians has to go to pay interest on the debt. That, to me, is a tragedy; it is a disgrace. But the fact of the matter is that we can no longer continue to spend as we have spent in the past. There have been cuts and there will have to be dramatically greater cuts.

[Translation]

ressources canadiennes s'il faut renoncer à d'autres ressources, peut-être des subventions aux entreprises canadiennes, par exemple?

M. d'Aquino: Premièrement, je soutiens publiquement depuis longtemps que toutes les subventions aux entreprises devraient être éliminées. Malheureusement, le gouvernement actuel et son prédécesseur n'ont pas voulu nous écouter. Il y a donc peut-être quelques milliards de dollars dont vous pourriez disposer immédiatement si vous êtes prêts à accepter notre avis.

Vos questions sont très bonnes, monsieur Graham. Parlons d'abord des petites et moyennes entreprises. Le Canada a un problème, et je pense que vous le connaissez tous très bien. Je ne suis pas très fier d'affirmer que 75 entreprises qui sont membres du Conseil sont à l'origine de presque 70 p. 100 de toutes nos exportations. Je ne le dis pas pour me vanter, mais bien pour démontrer une lacune profonde du profil des exportations. En Allemagne, par exemple, environ 70 p. 100 des exportations proviennent des petites et des moyennes entreprises. Au Canada, environ 70 p. 100 des entreprises de fabrication n'exportent pas du tout. Vous avez tout à fait raison de soutenir que ce doit être une priorité et que nous devons renverser cette tendance. Nous ne réussirons pas si nous comptons uniquement sur une poignée de grandes entreprises.

Je pense que le gouvernement a bien raison d'aider les petites et moyennes entreprises. Ce sont elles qui ont le plus besoin d'aide; ce sont elles qui ont le plus besoin de ressources. Je ne prétends pas que vous devriez leur donner de l'argent, mais certainement des compétences, de meilleurs liens entre les ressources que j'ai évoquées tout à l'heure et dont nous disposons dans le monde. Je peux vous donner de nombreux exemples démontrant qu'un conseiller commercial très efficace à Taipei ou à Tokyo peut faire des merveilles pour un petit entrepreneur, mais cela ne se fera pas du jour au lendemain. Il faut vraiment appuyer fortement cette idée.

Au sujet de la paix et de la sécurité, quand nous disons qu'il faut maintenir l'engagement à l'égard de la sécurité planétaire, nous affirmons qu'il est facile de prétendre que les problèmes ne nous regardent pas; de nous retirer; de laisser les autres trouver une solution. Que serait—il arrivé si les États-Unis, face à cette crise terrible au Rwanda, avaient dit que ce n'était pas leur problème?

Ce que je dis est simple et aussi évident que le fait que le soleil se lèvera demain: les pays du monde ne peuvent faire ce qui est à faire que s'ils agissent ensemble. Ensemble, cela veut dire que chacun, en particulier les pays qui ont des ressources importantes, doit vraiment exercer toute l'influence dont il est capable.

Depuis quinze ans, nous menons une guerre contre le déficit. À ceux qui prétendent que le CCCE a beaucoup d'influence, je dirais que nous n'avons eu aucune influence sur cette question; sinon nous ne serions pas endettés de 600 milliards de dollars. En réalité, un énorme pourcentage du revenu des Canadiens sert à payer les intérêts sur la dette. Pour moi, c'est une tragédie, c'est une honte. Mais il n'en demeure pas moins que nous ne pouvons plus continuer à dépenser comme nous l'avons fait par le passé. Il y a eu des compressions et il en faudra encore beaucoup d'autres plus importantes.

Your committee and others are going to have to ask whether you are prepared to make those cuts in a way that is going to affect in a very direct way your ability to help people who are in the greatest of need. My answer is no, you cannot do that. You have to be able to continue to help people who are in the greatest of need. You don't do it by spending more money, because we are already spending money we don't have. You have to do it by reallocating from other areas. That's the only way we can do it.

That having been said, between our defence budget and our foreign aid budget and the moneys we spend on trade, do we spend enough money? Yes, we do. Can we spend it better? Yes, we can. Can we spend it smarter? Yes, we can.

• 1620

What I am really suggesting here is taking trade, defence, and foreign aid—There will be some cuts. Cuts have already happened. Let's reallocate that money. Let's not go out and say, to help the world, indeed to help ourselves, let's simply continue to spend money we don't have; because the time will come, at the rate we're going, when there won't be any money. There won't any longer be a constituency in Canada that will say let's give money to people overseas, when people see many of their own programs are being taken away. That is the tragedy and the disgrace of 15 years of fiscal mismanagement in this country.

Mr. Volpe: Mr. d'Aquino, does your organization provide its members with a service that gives them market analyses, market performance, consumer demand, consumer expectations, over a five-year period?

Mr. d'Aquino: Yes, we do.

Mr. Volpe: That's the kind of information you saw in operation in Hong Kong, and currently in Taipei. It's government—directed. Would your organization be willing to pay an ongoing fee and a percentage of sales overseas if the Canadian government, through its international trade department, established a similar thing?

Mr. d'Aquino: My organization would not, because my organization doesn't need it. To spend the money on something you don't need would not make any sense.

If you're asking me whether the broader business community, particularly those who most need this service, should pay for it, then the answer is clearly yes.

Mr. Volpe: You already have the service. Why don't you market it to all the other businesses in the country and save the Canadian taxpayer the expense of setting one up?

Mr. d'Aquino: I'll tell you what. There are a lot of businesses I'd like to be in. That's a business somebody else should be in. I'm sure they could make money at it. If I could clone myself five and ten times over, I'd be delighted to do it. The point is it should be done. It should not be done at government expense. It should be done by business itself. But it should be done with the closest possible cooperation with government.

[Traduction]

Votre comité et d'autres devront se demander si vous êtes prêts à effectuer ces compressions d'une manière qui influencera très directement votre capacité d'aider les gens qui en ont le plus besoin. Ma réponse est non, vous ne le pouvez pas. Vous devez pouvoir continuer à aider ceux qui en ont le plus besoin. Vous n'y parviendrez pas en dépensant davantage, parce que nous dépensons déjà ce qui ne nous appartient pas. Il faudra réaffecter les ressources. C'est la seule solution.

Cela dit, notre budget de la défense, notre budget d'aide étrangère, ce que nous consacrons au commerce, tout cela suffit—il? Oui, cela suffit. Pouvons—nous mieux dépenser? Oui, nous le pouvons. Pouvons—nous dépenser plus sagement? Oui, nous le pouvons.

Je propose de prendre le commerce, la défense et l'aide étrangère... Il y aura des réductions des dépenses. Il y a en a déjà eu. Réaffectons ces sommes. Ne prétendons pas simplement que pour aider le monde, et de fait pour nous aider, il suffit de continuer à dépenser de l'argent que nous n'avons pas, parce qu'un jour viendra, au rythme où nous dépensons actuellement, où il n'y aura plus un sou. Il n'y aura plus personne au Canada disposé à donner de l'argent à l'étranger quand un grand nombre de nos programmes auront disparu. Voilà la tragédie et la honte de 15 années de mauvaise gestion financière au pays.

M. Volpe: Monsieur d'Aquino, votre organisation offre-t-elle à ses membres des services d'analyse des marchés, de rendement du marché, de la demande de la consommation, des attentes des consommateurs, sur une période de cinq ans?

M. d'Aquino: Oui, nous le faisons.

M. Volpe: C'est le genre d'information que vous avez vu à l'oeuvre à Hong Kong et actuellement à Taipei. Cela vient du gouvernement. Votre organisation serait-elle prête à verser des droits permanents et à donner l'équivalent d'un pourcentage des ventes à l'étranger si le gouvernement canadien, par l'entremise de son ministère du Commerce extérieur mettait sur pied un programme du genre?

M. d'Aquino: Mon organisation ne le serait pas parce qu'elle n'en a pas besoin. Il n'est pas logique de dépenser de l'argent pour obtenir quelque chose dont on n'a pas besoin.

Si vous me demandez si le monde des affaires en général, en particulier ceux qui ont le plus besoin de ce service, devrait payer pour l'obtenir, alors la réponse est clairement affirmative.

M. Volpe: Le service existe déjà chez vous. Pourquoi ne pas l'offrir à toutes les autres entreprises du pays et faire épargner aux contribuables canadiens le prix de la mise sur pied d'un service du même genre?

M. d'Aquino: Il y a beaucoup d'affaires dans lesquelles j'aimerais me lancer. Quelqu'un devrait se lancer dans celle-là. Je suis certain qu'il s'enrichirait. Si je pouvais me diviser en cinq ou en 10, je serais ravi de m'en charger. Quelqu'un devrait s'en occuper mais pas aux dépens du gouvernement. Ce sont les entreprises elles-mêmes qui doivent le faire. Mais en collaboration la plus étroite possible avec le gouvernement.

Mr. Volpe: You support the expansion into other markets. How many of your members are involved in China?

Mr. d'Aquino: A considerable number are involved in China. We will be travelling with the Prime Minister to China in November.

Mr. Volpe: As an organization or as individuals?

Mr. d'Aquino: As an organization.

Mr. Volpe: Is your organization or are members thereof actively lobbying the government to support China's application for acceptance into GATT?

Mr. d'Aquino: Our position on China's accession to the GATT is very simple. We believe it's extremely important that China accede to the GATT, but that China accede to the GATT under the rules. In other words, there should be no special deals for China. If China is going to join the GATT, it has to fulfil all the requirements everyone else has to fulfil. Let's not get caught up with this thing that says because China is big and powerful and has enormous prospects, somehow China can bend the rules.

Our position is very simple. Yes, we want them in. It's extremely important to have them in. But they have to do it in accordance with the rules.

Mr. Volpe: But you've been lobbying the government to do that. You support that-

Mr. d'Aquino: Yes.

Mr. Volpe: - and you've been lobbying the American government to consider the Chinese application.

Mr. d'Aquino: Absolutely. We've made that a position in all our public statements.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. d'Aquino, I have just one closing remark. I read your brief, I heard you read it, and it's an interesting brief, but I'm perplexed by one sentence here:

Otherwise terrorists, smugglers, illegal entrants, and poachers will continue to challenge our sovereignty with impunity. And yes, perhaps one day we may even have to contend with a hostile force.

for that. I just wonder what the heck you meant by that.

Mr. d'Aquino: It proves, Mr. Chairman, you actually read my report. That's terrific.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I heard it and I read it.

Mr. d'Aquino: I'll tell you why I said that. It's because I get terribly concerned when there are people around this country who say the threat is all gone. I've heard members of your party and members of other parties of this House recommend the total dismantling of the armed forces-why do we need armed forces?

I guess the point I'm trying to make is why does Switzerland have an armed force? Switzerland has not gone to war for a long, long time, yet on a per capita basis Switzerland spends more money on defence than we do. Why? It is not because Switzerland anticipates being invaded tomorrow or the next day, but because perhaps one day it may have to defend its sovereignty.

[Translation]

M. Volpe: Vous appuyez l'expansion sur d'autres marchés. Combien de vos membres font des affaires en Chine?

M. d'Aquino: Beaucoup. Nous irons en Chine avec le Premier ministre en novembre.

M. Volpe: En tant qu'organisation ou à titre personnel?

M. d'Aquino: En tant qu'organisation.

M. Volpe: Votre organisation ou ses membres exercent-ils activement des pressions sur le gouvernement pour appuyer la demande de la Chine de faire partie du GATT?

M. d'Aquino: Notre position sur l'adhésion de la Chine au GATT est très simple. Nous pensons qu'il est extrêmement important que la Chine fasse partie du GATT, mais que l'adhésion doit se faire dans les règles. Autrement dit, la Chine ne devrait pas avoir droit à un traitement de faveur. Si la Chine veut adhérer au GATT, elle doit répondre à toutes les exigences, comme n'importe qui d'autre. Ne nous laissons pas prendre au piège de l'argument voulant que, puisque la Chine est grande et puissante et qu'elle offre des perspectives énormes, elle peut jusqu'à un certain point contourner les règles.

Notre position est très simple. Oui, nous voulons la Chine. C'est extrêmement important qu'elle participe. Mais elle doit respecter les règles.

M. Volpe: Mais vous avez exercé des pressions sur le gouvernement à cette fin. Vous appuyez l'idée...

M. d'Aquino: Oui.

M. Volpe: . . . et vous avez exercé des pressions sur les États-Unis pour qu'ils étudient la demande d'adhésion de la Chine.

M. d'Aquino: Absolument. C'est la position que nous avons défendue dans toutes nos déclarations publiques.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur d'Aquino, une dernière remarque en terminant. J'ai lu votre mémoire et je vous ai entendu le lire et il est très intéressant, mais une phrase me laisse perplexe:

Sinon les terroristes, les contrebandiers, les immigrants illégaux et les braconniers continueront de se moquer impunément de notre souveraineté. Et oui, un jour nous devrons peut-être faire face à une force hostile.

And it is not written here, but you went on to say we should be ready Ce n'est pas écrit ici, mais vous avez ajouté que nous devrions être prêts à nous défendre. Je me demande ce que vous entendez par là.

> M. d'Aquino: Cela prouve, monsieur le président, que vous avez vraiment lu mon rapport. C'est formidable.

Le coprésident (M. Gauthier): Je l'ai lu et je l'ai entendu.

M. d'Aquino: je vais vous expliquer pourquoi j'ai dit cela. C'est parce que je m'inquiète beaucoup quand j'entends des gens, un peu partout au pays, déclarer que la menace a complètement disparu. J'ai entendu des députés de votre parti et des députés d'autres partis à la Chambre recommander le démantèlement total des forces armées-pourquoi avons-nous besoin des forces armées?

J'essaie simplement de faire valoir qu'un pays comme la Suisse a des forces armées. La Suisse n'a pas été en guerre depuis très longtemps et pourtant, par habitant, elle dépense plus pour la défense que nous ne le faisons chez nous. Pourquoi? Pas parce que la Suisse craint d'être envahie demain ou après-demain, mais parce qu'un jour elle devra peut-être défendre sa souveraineté.

I cannot tell you who the hostile force might be, and I don't foresee it coming for 10 to 15 years. But it's conceivable. For those of you who think war is gone, just look around the globe.

So I guess what I'm saying to you is that for those of you who argue Canada does not have a military tradition. Canada is a pacific nation. Canada should dismantle its armed forces, when we need armed forces, whether to deal with a Saddam Hussein or to deal with some quand nous aurons besoin d'une armée, pour faire face à un Saddam other crisis that comes up, what are we going to do? Are we going to Hussein ou à une autre crise? Allons-nous laisser deux ou trois pays leave it to two or three countries in the world to look after? This is s'en occuper? C'est totalement inacceptable. totally unacceptable.

• 1625

It's the same argument, incidentally, that many of the same people make, some of whom are very, very anti-American, but who never ask themselves the logical contradiction. They're anti-American, but at the same time they know that should our sovereignty be impugned in any way they'll have to count on the Americans to protect us. It's a contradiction which I've always found fallacious and unacceptable.

If we believe in sovereignty and if we believe that it has to be protected, then let's spend the money to do so and let's carry our own freight. It's as simple as that.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, Mr. d'Aquino, for this testimony.

Mr. Graham: I have a quick question. Mr. d'Aquino, in your report you mention the need for the World Trade Organization to focus on investment but you also say on environment and labour standards. Both of those issues have been fairly contentious ones when brought before the des normes de travail. Ces deux questions ont été plutôt committee. For example, Mr. White testified in connection with controversées dans les témoignages entendus par le Comité. Par China that we should be having labour standards introduced as a condition to entry. Is the BCNI working on what you would be devrions imposer les normes de travail comme condition considering as the minimum labour standards and the minimum d'adhésion. Le CCCE se penche-t-il sur ce qu'il considère comme environmental standards that should be introduced in the World Trade Organization?

Mr. d'Aquino: The answer is yes, we are. We've been actively working on that right from day one. I chaired a committee of the international advisory committee to your Minister for International Trade that produced a report on trade and the environment.

Trade, the environment, and labour standards, as you know, became issues largely because of the debate over free trade and the North American Free Trade Agreement. And labour, quite legitimately, is very concerned that countries that have non-existent labour laws are going to be competing with us on the open market. This is a legitimate concern.

However, we have to be very careful, because I've heard from the same people who argue so-called green protectionism or who argue about the importance of labour standards, and many of these are the same people who argued very strenuously against any form of trade liberalization. When is a protectionist arguing the protectionist line, and when is that individual legitimately making the case? What we've tried very hard to do in the BCNI is to sort out the green protectionists and the

[Traduction]

Je ne peux pas vous dire qui pourrait être cette force hostile et ie ne pense pas qu'elle puisse se manifester avant 10 ou 15 ans. Mais c'est concevable. À ceux d'entre vous qui pensent que la guerre est finie, je dis de regarder simplement ce qui se passe dans le monde.

Par conséquent, à ceux d'entre vous qui soutiennent que le Canada n'a pas de tradition militaire, qu'il est un pays pacifique et qu'il devrait démanteler ses forces armées, je demande que ferons-nous

C'est cet argument, soit dit en passant, que présentent bon nombre de ces mêmes gens, certains d'entre eux très très anti-américains, mais qui ne s'interrogent jamais sur une contradiction évidente. Ils sont anti-américains, mais en même temps ils savent que si notre souveraineté était attaquée, ils devraient compter sur les Américains pour nous protéger. C'est une attitude que j'ai toujours trouvée fallacieuse et inacceptable.

Si nous croyons en notre souveraineté et si nous croyons qu'elle doit être protégée, alors consacrons-y l'argent qu'il faut et assumons nos responsabilités. C'est aussi simple que cela.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup monsieur d'Aquino, pour ce témoignage.

M. Graham: J'ai une brève question. Monsieur d'Aquino, dans votre rapport, vous indiquez la nécessité, pour l'Organisation mondiale du commerce, de mettre l'accent sur l'investissement, mais vous parlez aussi de l'environnement et exemple, M. White a déclaré, à propos de la Chine, que nous les normes de travail minimales et les normes environnementales minimales que devrait imposer l'Organisation mondiale du com-

M. d'Aquino: La réponse est oui, nous le faisons. Nous y travaillons activement depuis le début. J'ai présidé un comité consultatif international de votre ministère du Commerce extérieur qui a rédigé un rapport sur le commerce et l'environnement.

Le commerce, l'environnement et les normes de travail, comme vous le savez, sont devenus des enjeux à cause principalement du débat sur le libre-échange et sur l'Accord de libre-échange nord-américain. Les syndicats s'inquiètent, à juste titre, que des pays qui n'ont pas une législation du travail deviennent nos concurrents sur le marché libre. C'est une préoccupation légitime.

Nous devons cependant être très prudents, parce que j'ai entendu ces mêmes personnes préconiser ce qu'ils appellent le protectionnisme vert ou défendre l'importance de nos normes de travail, et bon nombre d'entre eux sont ceux-là mêmes qui s'opposaient farouchement à toute forme de libéralisation du défend-il protectionniste commerce. Quand un protectionnisme sans fondement, et quand cette même personne a-t-elle raison de le faire? Nous nous sommes vraiment efforcés

to be dealt with because it's very legitimate.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. d'Aquino, you wouldn't exclude a country like China, for example, because its labour standards are not up to your standards? You wouldn't exclude them, even though they were in the World Trade Organization standards, or would you?

Mr. d'Aquino: Mr. Chairman, when I talk about China entering and playing by the same rules, that's what I mean, playing by the same rules. And if we have, under the new World Trade Organization, a set of labour standards, China should not be exempt, nor should India, nor should Indonesia, nor should any country. That's what I mean by playing by the rules.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I want to thank Mr. d'Aquino and the vice-president, George Skinner, for their testimony today.

I would like to call now upon the Naval Officers Association, Rear-Admiral F.W. Crickard of the Royal Canadian Navy, Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University, and Vice-President of the Naval Officers Association of Canada, Halifax, Nova Scotia. Mr. Crickard, welcome, sir.

Rear Admiral F.W. Crickard (Vice-President, Naval Officers Association of Canada): Thank you very much, sir.

On behalf of my colleague Mr. Mathieson and myself, we're very-

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Will you introduce that gentleman, please?

RAdm Crickard: My colleague is Mr. Duncan Mathieson, the executive director of the Naval Officers Association, and there is myself, representing the Naval Officers Association and the Centre for Foreign Policy Studies at Dalhousie University. The association and the Dalhousie University Centre for Foreign Policy Studies focus on the maritime and oceans policy dimensions of Canadian foreign policy and it's an honour for us to be here today to introduce, I would suggest, the oceans dimension of our foreign pour présenter le volet océanique de notre politique étrangère. policy.

Being passed around now is some background information, in English and in French, on the aims and objectives of the organization. In addition, I have seven copies in English only, I regret, of my ten-minute presentation, which I would like to read from, starting now, if I may.

• 1630

This presentation is on the issue of oceans policy and maritime strategy and the foreign policy applications thereof.

The grand objective of Canadian foreign policy has been described as the promotion of Canadian interests and values. To this end, Canada must endeavour to manage interdependence through a judicious balance between ongoing support for global l'interdépendance par un équilibre judicieux entre le soutien

[Translation]

labour protectionists and deal with the issue on its merits. But it has au CCCE de voir qui sont les protectionnismes verts et qui sont les protectionnistes du travail et d'examiner la question objectivement. Mais il faut trouver une solution parce que la préoccupation est très légitime.

> Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur d'Aquino, vous n'excluriez pas un pays comme la Chine, par exemple, parce que ses normes de travail ne sont pas à la hauteur des nôtres? Vous ne l'excluriez pas, même s'il s'agissait des normes de l'Organisation mondiale du commerce, n'est-ce pas?

> M. d'Aquino: Monsieur le président, quand je dis que la Chine doit observer les mêmes règles, c'est clair, cela veut dire observer les mêmes règles. Et s'il existe, au sein de la nouvelle Organisation mondiale du commerce, une série de normes du travail, la Chine ne devrait pas faire exception, pas plus que l'Inde, l'Indonésie ou tout autre pays. C'est ce que j'entends par observer les mêmes règles.

> Le coprésident (M. Gauthier): Je veux remercier M. d'Aquino et le vice-président, George Skinner, de leur témoignage d'auiourd'hui.

> J'invite maintenant l'Association des officiers de marine, représentée par le contre-amiral F.W. Crickard, de la Marine royale canadienne, membre du Centre for Foreign Policy Studies à l'Université Dalhousie et vice-président de l'Association des officiers de marine du Canada, à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Bienvenue, monsieur Crickard.

> Le contre-amiral F.W. Crickard (vice-président, Association des officiers de marine du Canada): Merci beaucoup, monsieur.

> Au nom de mon collègue, M. Mathieson et en mon nom personnel, nous sommes très. . .

> Le coprésident (M. Gauthier): Auriez-vous la gentillesse de présenter ce monsieur?

> Cam Crickard: Mon collègue est M. Duncan Mathieson, directeur exécutif de l'Association des officiers de marine du Canada, et je représente l'Association des officiers de marine du Canada ainsi que le Centre for Foreign Policy Studies de l'Université Dalhousie. L'Association et le Centre s'intéressent aux aspects maritimes et océaniques de la politique étrangère du Canada. C'est un honneur pour nous de comparaître devant vous aujourd'hui

> Nous vous distribuons actuellement de la documentation, en français et en anglais, sur les buts et les objectifs de l'organisation. De plus, j'ai sept exemplaires, en anglais seulement, je le regrette, de mon exposé de 10 minutes, que j'aimerais lire dès maintenant, si vous le permettez.

> Cet exposé porte sur la question de la politique océanique et de la stratégie maritime ainsi que sur les applications de la politique étrangère à cette question.

> Le grand objectif de la politique étrangère canadienne a été décrit comme la promotion des intérêts et des valeurs du Canada. A cette fin, le Canada doit tenter de gérer

rule-based multilateralism and heightened attention to its key relationships. These relationships are the United States, Europe, Japan, China, and the middle powers of Asia-Pacific and other countries or regional associations where Canadian interests are directly implicated, such as the Organization of American States and the circumpolar states. Canada is committed over the longer term to a global foreign policy with priority given to these key relationships.

Based on this philosophical foundation, the background of my presentation on oceans policy and maritime strategy centres around some of the themes from the Liberal Party's foreign policy handbook, in which the maritime dimension is salient. It describes the oceanic implications and the role of Canadian sea power in meeting the challenges and objectives prescribed in the foreign policy handbook. This is by no means a comprehensive analysis; it is merely a sketch. The aim of my presentation is to stimulate discussion and exchange ideas on objectives and means. Results are meant to raise awareness of the maritime security dimension of Canadian foreign policy.

The foreign policy themes that I have selected from the foreign policy handbook are the global multilateral issues of sustainable development, transnational challenges, and United Nations security concepts embodied in An Agenda for Peace. The key relations derived from the handbook that I'm covering here today are North American defence in the United States, Europe and the North Atlantic, East Asia and the North Pacific and the Arctic.

Let's first turn to sustainable development and transnational challenges. Canada is manifestly a maritime nation, with the longest coastline in the world, the second largest continental shelf, the fourth or fifth largest exclusive economic zone, and as one of three nations in the world bordering on three oceans, Canada has a tremendous stake in the uses of the seas. Not only as a coastal state of continental dimensions, but as a mercantile state that depends on the oceans to transport its goods, the freedom of the seas is of vital interest to Canada.

Canadian policy for the protection of its maritime vital interests has been implemented historically through a blend of law, force and diplomacy. We're seeing that today on the Labrador shelf as the Americans head for scallops. The strategy has been one of surveillance, monitoring enforcement. In strategic terms, naval presence and sea control. The forced posture that has evolved has come from three autonomous federal fleets: the navy, including the Maritime Air Group; the Canadian Coast Guard; and the Fisheries and Oceans fleet. These three fleets support the mandates of five federal departments with oceans responsibilities: National Defence, Transport Canada, Fisheries and Oceans, the Solicitor General, and Foreign Affairs and International Trade.

Over the past 25 years the federal government has taken several tentative steps towards integrating oceans policy-making at the political and bureaucratic levels. At the political level, these have been manifested in security, sovereignty, resource, ces mesures ont touché les domaines de la sécurité, de la

[Traduction]

permanent au multilatéralisme fondé sur le droit mondial et une attention accrue à ses relations clés. Ces relations existent avec les États-Unis, l'Europe, le Japon, la Chine et les puissances moyennes de l'Asie-Pacifique et d'autres pays ou associations régionales où les intérêts canadiens sont directement en jeu, comme l'Organisation des États américains et les États circumpolaires. Le Canada aspire à long terme à une politique étrangère planétaire qui accorde la priorité à ces relations clés.

Compte tenu de ces principes, mon exposé sur la politique océanique et la stratégie maritime met l'accent sur certains des thèmes du guide sur la politique étrangère du Parti libéral, où la dimension maritime ressort particulièrement. Je décrirai les implications océaniques et le rôle de la puissance maritime canadienne pour relever les défis et atteindre les objectifs énoncés dans le guide. Il ne s'agit pas du tout d'une analyse exhaustive, simplement d'une esquisse. Mon exposé vise à stimuler la discussion et les échanges de vues sur les objectifs et les movens. Nous serons ainsi plus sensibles au rôle de la sécurité maritime dans la politique étrangère canadienne.

Les thèmes de la politique étrangère que j'ai retenus du guide sur la politique étrangère sont les questions multilatérales planétaires du développement durable, les défis transnationaux, et les concepts de la sécurité énoncés par les Nations Unies dans Un agenda pour la paix. Les relations clés tirées du guide auxquelles ie m'intéresse aujourd'hui sont la défense nord-américaine aux États-Unis, en Europe et dans l'Atlantique Nord, en Asie de l'Est et dans le Pacifique Nord ainsi que dans l'Arctique.

Abordons d'abord le développement durable et les défis transnationaux. Le Canada est manifestement un pays maritime, puisqu'il possède la plus longue côte au monde, le deuxième plateau continental, la quatrième ou cinquième économique exclusive et qu'il fait partie des trois pays du monde dont les côtes bordent trois océans. L'utilisation des mers est donc un enjeu primordial pour le Canada. Non seulement parce que le Canada est un État côtier de dimension continentale mais aussi un État commerçant qui dépend des océans pour le transport de ses marchandises, la liberté des mers est vitale pour notre pays.

Jusqu'ici, la politique canadienne de protection des intérêts maritimes vitaux a été mise en oeuvre en faisant appel au droit, à la force et à la diplomatie. Nous le voyons ces jours-ci sur le plateau du Labrador où les Américains vont pêcher le pétoncle. Il s'agit d'une stratégie de surveillance et d'application de la loi. En termes stratégiques, la présence navale et le contrôle des mers. La position forcée qui s'est dégagée provient de trois flottes fédérales indépendantes: la marine, y compris le Groupe aérien maritime; la Garde côtière canadienne et la flotte de Pêches et Océans. Ces trois flottes appuient les mandats de cinq ministères fédéraux ayant des responsabilités océaniques: La Défense nationale. Transports Canada, Pêches et Océans, le solliciteur général, et Affaires étrangères et Commerce extérieur.

Depuis 25 ans, le gouvernement fédéral a pris diverses mesures pour intégrer l'élaboration de la politique océanique aux niveaux politique et bureaucratique. Au niveau politique,

25-7-1994

[Text]

policy white papers were derived primarily from resource development motives, focusing on oil and gas exploration in the western Arctic and the Atlantic coast.

The 1971 "Defence in the Seventies" paper and the 1991 and 1992 defence policy statements gave priority to protecting Canadian maritime sovereignty. In contrast, the 1977 defence white paper "Challenge and Commitment" addressed the direct defence of Canada and North America from attack from the sea. The 1990 Green Plan, currently the most active source of federal ocean activities, concentrates on preserving the marine environment.

Since 1990 the federal government's focus on oceans policy has moved from resource development to marine conservation and protection, and from maritime defence to sovereignty and law enforcement. This movement is a reaction to the disappearance of the Soviet submarine threat to Canada and the growing non-military challenges and trends in overfishing, marine pollution, and criminal activity, be it drug-running, terrorism, or illegal immigration.

• 1635

Maritime enforcement has become a growing federal activity in recent years. In May 1990 an independent review of the management and operations of the federal marine fleets was commissioned by the Hon. Robert de Cotret, President of the Treasury Board. Under the chairmanship of Mr. Gordon Osbaldeston, the report recommended that an interdepartmental program coordination and review committee be set up, charged with improving interoperability and matching patrol requirements with unused available ship capability capacity.

Today, this is being accomplished by increasing the multi-tasking of naval, coast guard, and fisheries vessels and aircraft in enforcing government laws and regulations prescribed in the various departmental mandates.

The scale and complexity of increasing oceans use in the northwest Atlantic, northeast Pacific, and Canadian Arctic waters has profound implications for Canadian security broadly defined. Food supplies, energy, transportation routes, the marine environment, sovereignty, and marine security issues will impinge on our foreign policy in these areas in the next two decades. Multilateral, regional cooperation in the protection and management of Canada's three oceans is an imperative dictated by interdependence for reasons of politics and cost.

While the United States will be the dominant partner, Canada will need the active involvement of European, Nordic, and northeast Asian states.

I will now turn to a theme from the foreign policy handbook, the UN agenda for peace, and say a few words on the maritime dimension. The report of the UN Secretary General, Boutros Boutros-Ghali, An Agenda for Peace, on June 17, 1992, rapport du secrétaire-général des Nations Unies Boutros

[Translation]

and environmental fields. For example, the 1973 and the 1987 oceans souveraineté, des ressources et de l'environnement. Par exemple, les livres blancs de 1973 et de 1987 sur la politique océanique découlent principalement de motifs liés à la mise en valeur des ressources et mettent l'accent sur l'exploration du pétrole et du gaz naturel dans l'ouest de l'Arctique et sur la côte atlantique.

Le document de 1971 intitulé «La défense dans les années 1970» et les énoncés de politique de 1991 et de 1992 ont accordé la priorité à la protection de la souveraineté maritime du Canada. Par contre, le livre blanc de 1977 sur la défense intitulé «Défis et engagements» portait sur la protection directe du Canada et de l'Amérique du Nord contre une attaque maritime. Le Plan vert de 1990, qui constitue actuellement la source la plus importante des activités fédérales dans les océans, met l'accent sur la protection de l'environnement marin.

Depuis 1990, l'accent placé par le gouvernement fédéral sur la politique océanique s'est déplacé de la mise en valeur des ressources vers la conservation et la protection de l'environnement marin, et de la défense maritime vers la souveraineté et l'application de la loi. Il s'agit d'une réaction à la disparition de la menace sous-marine soviétique et aux nouveaux défis non militaires ainsi qu'aux tendances de la surexploitation excessive des lieux de pêche, de la pollution maritime et de l'activité criminelle, qu'il s'agisse du trafic de la drogue, du terrorisme ou de l'immigration illégale.

L'application des lois maritimes est devenue une activité fédérale de plus en plus importante ces dernières années. En mai 1990, un examen indépendant de la gestion et des opérations des flottes maritimes fédérales a été demandé par l'honorable Robert de Cotret, président du Conseil du Trésor. Sous la présidence de M. Gordon Osbaldeston, le comité a recommandé qu'un comité interministériel de coordination et d'examen des programmes soit mis sur pied pour améliorer l'interopérabilité et faire en sorte que les capacités navales disponibles et inutilisées puissent répondre aux exigences des patrouilles.

De nos jours, on y parvient en accroissant la polyvalence des navires et des avions de patrouille, de la garde côtière et de la surveillance des pêches qui font appliquer les lois et les règlements découlant des divers mandats ministériels.

L'ampleur et la complexité de l'utilisation accrue des océans dans le nord-ouest de l'Atlantique, dans le nord-est du Pacifique et dans les eaux arctiques canadiennes ont des répercussions profondes sur la sécurité canadienne, définie au sens large. Les questions relatives au ravitaillement, à l'énergie, aux routes de transport, à l'environnement marin, à la souveraineté et à la sécurité maritime influenceront notre politique étrangère au cours des deux prochaines décennies. La coopération multilatérale et régionale en ce qui concerne la protection et la gestion des trois océans du Canada est un impératif dicté par l'interdépendance, pour des raisons de politique et de coût.

Même si les États-Unis seront le plus important partenaire, le Canada aura besoin de la participation active des États européens, nordiques et du Nord-Est asiatique.

Je me tourne maintenant vers un thème du guide de la politique étrangère et de l'Agenda pour la paix des Nations Unies et je dirai quelques mots sur la dimension maritime. Le

is well served by the inherent mobility and versatility of naval forces. However, naval peacekeeping is not a new mission discovered by the agenda for peace. Canadian maritime forces have been employed under the auspices of the United Nations or other international agreements 12 times since 1950. Since 1989, near the end of the Cold War. Canadian maritime forces or personnel have participated in eight UN authorized operations compared to four in the preceding 39 years.

Not only has the frequency accelerated, but the nature of naval operations has broadened, ranging from the protection of shipping and blockade in the Persian Gulf, the Red Sea, the Adriatic, and Haiti to coastal and riverine observer missions in the Gulf of Fonseca in Central America and Cambodia.

Turning next to our key regional relationships, I will describe four of them identified in the foreign policy handbook. The first of these is North American maritime security. As usual, the most important external determinant of Canadian foreign policy is the United States. This also applies to Canadian maritime security policy.

Beyond national needs and local sea control, however, Canada will continue to depend on collective defence agreements, including partnership with the United States, for the maritime defence of the North American continent. In fact, this is the one defence commitment that Canada cannot abandon.

Any major direct maritime threat to North America in the future will come generically from missile-armed submarines. Canada is obliged to continue to contribute to underwater surveillance. In practice, however, a valid Canadian contribution need not involve a major added commitment. It can largely be combined with surveillance that will be required in any case to meet national sea control and sovereignty objectives.

Turning to Europe and the North Atlantic, the next key relationship, Canada's interest in participating in a new European security order is as important today as it was in 1947. At the political, diplomatic, and military levels, Canada continues to invest heavily towards this goal, both institutionally through NATO, Partners for Peace, and the Conference on Security and Cooperation in Europe and in humanitarian assistance through the UN.

Each of the pan-European and transatlantic security institutions-NATO, CSCE, and the Western European Union-offers something towards Euro-Atlantic security but only NATO provides the collective security and the common defence of its members, including the North American oceanic link on which the Atlantic community depends.

1640

In compensating for the political price of withdrawing troops stationed in Europe, Canadian naval participation in NATO's stationnées en Europe, la participation navale du Canada au new strategic concept and maritime force structure becomes nouveau concept stratégique et à la nouvelle structure des important diplomatically. The Canadian more

[Traduction]

Boutros-Ghali Un agenda pour la paix, publié le 17 juin 1992, est bien servi par la mobilité et la souplesse inhérentes des forces navales. Mais le maintien de la paix navale n'est pas une nouvelle mission découverte dans ce document. On a fait appel aux forces maritimes canadiennes, sous les auspices des Nations Unies ou d'autres accords internationaux, à douze reprises depuis 1950. Depuis 1989, vers la fin de la Guerre froide, les forces maritimes canadiennes ont participé à huit opérations autorisées par les Nations Unies, comparativement à quatre au cours des 39 années précédentes.

Non seulement la fréquence s'est accélérée mais la nature des opérations navales s'est élargie, allant de la protection du transport maritime et d'un blocus dans le Golfe persique, sur la Mer Rouge, dans l'Adriatique et à Haïti jusqu'aux missions d'observation côtière dans le golfe de Fonseca en Amérique centrale et au Cambodge.

Passons maintenant à nos relations régionales clés. Je décrirai quatre d'entre elles, qui figurent dans le guide de la politique étrangère. La première est la sécurité maritime nord-américaine. Comme d'habitude, le facteur externe le plus important de la politique étrangère canadienne, ce sont les États-Unis. Cela s'applique aussi à la politique canadienne en matière de sécurité maritime

Au-delà des besoins nationaux et du contrôle local des mers cependant, le Canada continuera de dépendre des accords de défense collective, y compris le partenariat avec les États-Unis, pour la défense maritime du continent nord-américain. D'ailleurs, c'est le seul engagement en matière de défense auquel le Canada ne peut renoncer.

Toute menace maritime directe future en Amérique du Nord proviendra sans doute des sous-marins lance-missiles. Le Canada est obligé de continuer à contribuer à la surveillance sous-marine. En pratique toutefois, une contribution canadienne suffisante ne nécessite pas un engagement supplémentaire important. Elle peut largement être combinée à la surveillance requise de toute façon pour atteindre les objectifs du contrôle national des mers et de la souveraineté nationale.

Pour ce qui est de l'Europe et de l'Atlantique Nord, l'autre relation clé, le Canada a tout autant intérêt actuellement qu'en 1947 à participer à un nouvel ordre européen en matière de sécurité. Aux niveaux politique, diplomatique et militaire, le Canada continue d'investir beaucoup pour atteindre cet objectif, aussi bien au sein d'institutions comme l'OTAN, Partenaires pour la paix et la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, que par l'aide humanitaire par l'entremise de l'ONU.

Chacune des institutions de sécurité pan-européennes et transatlantiques-l'OTAN, la CSCE et l'Union de l'Europe occidentale-contribue à la sécurité euro-atlantique, mais seule l'OTAN assure la sécurité collective et la défense commune de ses membres, y compris le lien océanique nord-américain dont dépend la communauté atlantique.

Pour compenser le prix politique du retrait des troupes military forces militaires de l'OTAN devient plus importante sur le plan

contribution to stability and conflict resolution in Europe, including the navy—as, for example, in enforcing the UN embargo in the Adriatic—can be converted to meaningful diplomatic credit if skilfully applied with other instruments of foreign policy.

East Asia and the North Pacific: Canadian security interests in the North Pacific revolve around two distinct regions. The first is the northeast Pacific, coinciding with the Canadian area of maritime responsibility agreed upon with the United States under the Canada—U.S. basic security plan. The second region is the northwest Pacific, stretching from the Sea of Okhotsk to the Philippine Sea, and including Russia, Japan, the two Koreas, China and Taiwan. At the present time, Canadian security interest in the northwest Pacific is regional stability through the habit of dialogue. Currently Canadian foreign policy objectives in the north Pacific include being considered relevant by and having access to and influence with the other states in the region.

Because of the possibilities for interaction among the large and powerful navies of the People's Republic of China, Japan, the Korean states, Russia, and the United States, the northwest Pacific today holds the greatest potential or menace of all the maritime regions of the world for conflict and unpredictability. Accordingly, this is the region most in need of a maritime regime of confidence-building and other arms control measures. Canada can contribute towards confidence-building measures, monitoring and verification activities in the north Pacific, but it remains to be seen if there is the sustained determination to break out of the Atlanticist mind-set, which has dominated federal government policy-makers for the better part of a century.

The Arctic: Canadian Arctic security has been defined by United States security interests. Canada has had the choice to participate or be ignored. The invasion threat in World War II, in the early 1940s, was replaced by the bomber threat in the 1950s, the intercontinental missile threat in the 1970s, and the submarine threat in the 1980s. With the collapse of the Soviet Union, the threats have currently declined, but Russian capability will remain potentially significant.

Although military activity and energy resource development in the Arctic are currently in a downturn, the political consciousness of northerners is maturing. Northerners and influential southerners will press for solutions to risks, threat or conflict in the region through non–governmental and intergovernmental circumpolar arrangements.

The episodic attention of Canadian governments to the Arctic must be replaced by a sustained northern foreign policy, essentially maritime in nature, that will build on the common interests of the Arctic states and peoples in defence, resource

[Translation]

diplomatique. La contribution militaire canadienne à la stabilité et au règlement des conflits en Europe—y compris la marine—notamment pour faire respecter l'embargo de l'ONU dans l'Adriatique—peut devenir un atout diplomatique important si elle est appliquée intelligemment, de concert avec d'autres outils de politique étrangère.

En ce qui concerne l'Est asiatique et le Pacifique Nord, les intérêts de la sécurité du Canada dans le Pacifique Nord touchent deux régions distinctes. La première est le nord-est du Pacifique, qui coıncide avec la région canadienne de responsabilité maritime convenue avec les États-Unis dans le cadre du plan canado-américain de sécurité de base. La deuxième région est le nord-ouest du Pacifique, qui s'étend de la mer d'Okhotsk jusqu'à la mer des Philippines, et comprend la Russie, le Japon, les deux Corées, la Chine et Taïwan. À l'heure actuelle, l'intérêt canadien en matière de sécurité dans le nord-est du Pacifique est de maintenir la stabilité régionale par le dialogue. La politique étrangère canadienne dans le Pacifique Nord vise à se faire considérer comme un interlocuteur de poids, ainsi qu'à avoir accès aux autres États de la région et à y exercer une influence.

À cause des possibilités d'interaction entre les grandes puissances navales de la République populaire de Chine, des États coréens, de la Russie et des États-Unis, le nord-ouest du Pacifique présente actuellement les plus grands risques de conflit et est la plus imprévisible de toutes les régions maritimes du monde. Par conséquent, c'est cette région qui a le plus besoin d'un régime maritime de mesures visant à assurer la confiance et d'autres mesures de contrôle des armes. Le Canada peut contribuer aux mesures liées à la confiance, à la surveillance et aux activités de vérification dans le Pacifique Nord, mais il reste à voir s'il sera possible de modifier l'attitude des décideurs du gouvernement fédéral qui ont centré leur politique sur l'Atlantique pendant presque tout le siècle.

Quant à l'Arctique, la sécurité canadienne dans l'Arctique a été définie par les intérêts des États-Unis en matière de sécurité. Le Canada avait le choix de participer ou d'être laissé pour compte. La menace d'invasion durant la Deuxième Guerre mondiale, au début des années quarante, a été remplacée par la menace atomique dans les années cinquante, la menace des missiles intercontinentaux dans les années soixante-dix, et la menace sous-marine dans les années quatre-vingt. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, la menace s'est momentanément atténuée, mais la capacité russe demeurera importante.

Même si l'activité militaire et la mise en valeur des ressources énergétiques dans l'Arctique sont actuellement sur le déclin, la conscience politique des gens du Nord est en train de mûrir. Les populations du Nord et les personnes influentes du Sud exerceront des pressions pour que l'on réduise les risques, les menaces ou les conflits dans la région, par l'entremise d'accords circumpolaires non gouvernementaux ou gouvernementaux.

L'attention que les gouvernements canadiens accordent épisodiquement doit être remplacée par une politique étrangère soutenue pour le Nord, essentiellement de nature maritime, qui reposera sur les intérêts communs des États et des populations

development, energy and environment concerns. Arctic regional initiatives with other circumpolar states should help rather than hinder Canadian attempts to reach workable solutions with the United States on these issues.

Because of the interdependence of geography, economics, and technology, North American ocean space and the waters contiguous to Canada will become more important in the 21st century. Beyond North America, the peaceful use of the world's seas will remain important to Canada's economic and security interests. Applied to Canada, these factors call for a comprehensive national oceans policy and independent maritime strategy of sea control, embracing all the elements of Canadian sea power, including naval power, and a maritime capability sufficient to ensure unhindered use of Canada's contiguous waters and oceanic approaches.

Canada will need the modern three-dimensional ocean-going navy that it is gradually acquiring. Canada's new navy will be able to protect and develop our regional seas or serve as an instrument of foreign policy overseas in managing interdependence, but not both at the same time at any sustained or significant level.

As the potential of Canada's emerging maritime interest grows, the costs of development and protection will be high. It will require sustained public support. Navies are indeed costly, but it is worth reminding ourselves that not having the right one when you need it could prove to be even costlier. The less independent capability Canada possesses, the more dependent it will become on the sea power of others to protect its interests, in particular that of the United States. Neglect of the control of our maritime frontiers may erode the most fundamental national interest of all: territorial integrity and possibly political independence.

• 1645

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much for that presentation.

We will start this time with Mr. Graham.

Mr. Graham: Admiral, I must say, as a former cadet in Her Majesty's navy, it's a great privilege to be able to address an admiral in this committee. As a retired sub-lieutenant who never got further, I feel like the one in Gilbert and Sullivan who didn't get to polish up the brass handle long enough to get to the top of Her Majesty's senior service. Congratulations on being here today, and thank you for your presentation.

I had a question about the role of the navy in respect of what I would call non-traditional defence or maritime issues that you adverted to in your statement. It seems that many of the problems we're going to have to face will be that of maritime pollution, perhaps immigration. We've seen that. You adverted to fisheries control, issues of this nature, particularly as applied in the Arctic with its particular environment.

[Traduction]

de l'Arctique dans les domaines de la défense, de la mise en valeur des ressources, de l'énergie et de l'environnement. Les mesures régionales dans l'Arctique, en collaboration avec d'autres États circumpolaires devraient contribuer aux efforts du Canada en vue de trouver des solutions pratiques avec les États-Unis au lieu de leur nuire.

À cause de l'interdépendance géographique, économique et technologique, l'espace océanique nord-américain et les eaux côtières au Canada prendront une plus grande importance au XXIe siècle. Au-delà de l'Amérique du Nord, l'utilisation pacifique des mers de la planète demeurera importante pour les intérêts économiques et de sécurité du Canada. Appliqués au Canada, ces facteurs exigent une politique océanique exhaustive et une stratégie maritime indépendante de contrôle des mers, englobant tous les aspects de la puissance maritime du Canada, y compris la puissance navale, et une capacité maritime suffisante pour assurer une utilisation sans entrave des eaux côtières du Canada et des accès océaniques.

Le Canada aura besoin de la marine moderne tridimensionnelle dont il est en train de se doter peu à peu. La nouvelle marine canadienne pourra protéger et mettre en valeur nos mers régionales ou servir d'instrument de la politique étrangère outremer pour gérer l'interdépendance, mais pas les deux en même temps pendant longtemps ou à un degré important.

La croissance des intérêts maritimes du Canada entraînera des coûts de mise en valeur et de protection élevés. Il faudra des fonds publics constants. La marine coûte toujours cher, mais il convient de se rappeler que ne pas en avoir pourrait coûter encore plus cher. Moins le Canada possède de capacité indépendante, plus il dépendra de la puissance maritime des autres, en particulier celle des États-Unis, pour protéger ses intérêts. Si nous négligeons de surveiller nos frontières maritimes, nous risquons de porter atteinte à notre intérêt national le plus fondamental: l'intégrité territoriale et peut-être même l'indépendance politique.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Je vous remercie beaucoup de cet exposé

Nous allons commencer par M. Graham cette fois-ci.

M. Graham: Je dois dire, amiral, que c'est un grand privilège pour moi, qui a été cadet dans la marine de Sa Majesté, de me trouver ici en présence d'un amiral. En tant que sous-lieutenant retraité qui n'a jamais gravi les échelons, j'ai l'impression d'avoir des affinités avec le personnage de Gilbert et Sullivan qui n'ont pas eu la chance d'astiquer les cuivres assez longtemps pour se retrouver au sommet dans la marine de Sa Majesté. Je vous félicite d'être ici aujourd'hui et je vous remercie de votre exposé.

J'ai une question à vous poser au sujet du rôle de l'armée à propos de ce que j'appellerai la défense non traditionnelle ou les questions maritimes auxquelles vous avez fait allusion dans votre déclaration. Il me semble qu'un grand nombre des problèmes auxquels nous serons obligés de faire face concerne la pollution marine, peut—être même l'immigration. Nous l'avons vu. Vous avez fait allusion au contrôle des pêches, à des questions de ce genre, surtout dans le cas de l'Arctique dont l'environnement est particulier.

Can you tell the committee how well you believe the navy is prepared to undertake what I would call non-traditional defence tasks today in terms of providing a service? I suppose you would have to address that in conjunction with the coast guard, because you'd share a responsibility in that area. But can you help us by understanding the degree to which we need either further resources or what types of resources we need to consecrate in that area?

RAdm Crickard: Historically, the Canadian navy was established in 1910. In fact, its first job was fisheries protection in 1909. The first naval ship was the Canadian government ship Canada. So historically the roots of the Canadian navy are. . . the primary mission is protection of our sovereign interests.

Since 1977, with the unilateral declaration of the fisheries protection zone to 200 nautical miles, the Canadian navy and maritime air forces have been systematically involved in routine support to Fisheries and Oceans. Since 1990 this whole process has accelerated enormously, not only in fisheries but also in preventive deployments with the Royal Canadian Mounted Police, with cooperation with the RCMP in major drug busts. There have been something like six major maritime drug busts involving maritime forces, aircraft, ships, and even our submarines tracking mother ships.

With regard to pollution, environmental monitoring, something like 75% of environmental marine pollution reporting is done by military aircraft. So not only have the military forces, the maritime air and the navy increased their resource protection and criminal activities in the last four years, but there has also been a very encouraging development towards integration with the coast guard and the Fisheries and Oceans fleet.

At the end of the Cold War our ships could communicate with the Soviet navy much more easily than we could communicate with our own coast guard, because our communications were more compatible with them than with the coast guard. We couldn't speak on the same frequencies. Fortunately, that is-

Mr. Graham: The turf war was colder than the Cold War.

RAdm Crickard: Precisely so. But I'm glad to say that has changed. There is now a high degree of inter-operability among the three fleets. I for one am much more confident than I would have been four years ago to state that the ability of Canadian sea power to enforce Canadian foreign policy in and beyond the 200 nautical mile zone is in good shape today. I think we're ready to meet that challenge. We weren't quite so ready five or ten years ago.

Mr. Graham: May I just follow up on that? Has the navy had the experience, apart from the fisheries example...? I know the United States enforces its drug law by seizing ships marine...? Je sais que les États-Unis font respecter leurs lois well beyond the territorial seas or even their territorial zones concernant les drogues en saisissant des navires bien loin de

[Translation]

Pourriez-vous dire au Comité si, à votre avis, la marine a actuellement ce qu'il faut pour s'acquitter de ce que j'appellerai des tâches non traditionnelles dans le secteur de la défense? Je suppose qu'il vous faudrait agir en collaboration avec la garde côtière, avec qui vous partagez des responsabilités dans ce secteur. Pourriez-vous nous aider à nous faire une meilleure idée des ressources supplémentaires qu'il faudrait prévoir ou du genre de ressources qu'il faudrait consacrer à ces tâches?

Cam Crickard: La marine canadienne a été créée en 1910. En fait, la protection des pêches est la première tâche qui lui a été confiée en 1909. Le premier bâtiment de la flotte a été le navire Canada du gouvernement canadien. Historiquement, donc, la mission première de la marine canadienne a toujours été de protéger notre souveraineté.

Depuis 1977, depuis que nous avons unilatéralement décidé de porter à 200 milles nautiques la zone de protection des pêches, la marine canadienne et la force aérienne maritime prêtent systématiquement leur appui à Pêches et Océans. Depuis 1990, les choses se sont beaucoup accélérées, non seulement dans le secteur des pêches, mais aussi parce que nous effectuons des déploiements préventifs avec la Gendarmerie royale du Canada et que nous collaborons avec elle à des saisies importantes de drogue. Il y eu à peu près six grandes saisies de drogue auxquelles ont participé les forces maritimes, des aéronefs, des navires et même nos navires mères utilisés pour le pistage de sous-marins.

Pour ce qui est de la pollution, de la surveillance de l'environnement, je dirais qu'à peu près 75 p. 100 des activités de surveillance de la pollution maritime sont confiées à des avions militaires. Donc non seulement les forces militaires, les forces aériennes maritimes et la marine se sont davantage occupées de la protection des ressources et d'activités criminelles au cours des dernières années. mais il y a eu aussi des progrès très encourageants dans le sens d'une intégration avec la flotte de la garde côtière et de Pêches et Océans.

À la fin de la Guerre froide, nos navires pouvaient communiquer beaucoup plus facilement avec la marine soviétique qu'avec notre propre garde côtière, parce que nos systèmes de communication étaient plus compatibles avec les leurs qu'avec ceux de la garde côtière. Nous n'utilisions pas les mêmes fréquences. Heureusement...

M. Graham: La lutte interne était pire que la Guerre froide.

Cam Crickard: Précisément. Je suis cependant heureux de pouvoir dire que les choses ont changé. Il y a maintenant un haut degré d'interopérabilité entre les trois flottes. Je dirais avec beaucoup plus de confiance aujourd'hui qu'il y a quatre ans que le Canada a la puissance maritime voulue pour faire appliquer la politique étrangère à l'intérieur et au-delà de sa zone de 200 milles nautiques. Je crois que nous sommes prêts à relever ce défi. Nous ne l'étions pas autant il y a cinq ou dix ans.

M. Graham: Est-ce que je peux vous poser une autre question? Mis à part l'exemple des pêches, est-il arrivé à la

under the Law of the Sea Treaty. They'll seize ships 500 miles off the coast of the United States. Has the navy, in practice, in the past been familiar with orders from the Canadian government to seize drug—running ships or go into other dangerous fishing zones outside the 200—mile zone?

RAdm Crickard: I should like to make two points on that. First of all, the navy has no statutory responsibility for enforcement. The navy is virtually the taxi that carries around fisheries protection officers, the RCMP, or environmental protection officers, as the case may be.

• 1650

Having said that, in extreme circumstances the navy can be ordered to provide direct armed assistance, which is different from support, but this had not been done, to my knowledge, since I was in the service. So theoretically the navy is there to underwrite the enforcement requirements of other government departments whose statutory responsibility it is. That's the first point.

The second point: I believe the RCMP do not have authority—except in hot pursuit—to arrest outside the 12 nautical mile territorial sea. That is a limitation, in their view.

Mr. Graham: Thank you, Admiral.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Where does the threat come from, Admiral? I can understand the fishery's side of the argument, but I have some difficulties understanding the submarine or any other type of threat right now in terms of maritime and in terms of our oceans. Where are those threats, in your view, coming from? We were going to buy some helicopters to hunt them down and then we decided not to, because we couldn't find any.

RAdm Crickard: To answer your question, sir, with regard to the strategic threat to North America, I can elaborate on that. The other aspect is the threat to our maritime forces when they are deployed in UN peacekeeping operations in areas of the world where countries do have submarines.

With regard to the strategic threat, one is talking about a generic threat at this point. Historically, Canada and Canadian waters have been directly threatened by submarines five times in this century: in World War II, in World War II, when ships were sunk in the St. Lawrence; from 1945 to 1950, when there was a significant threat of Soviet encroachment in the north to divert American and Canadian forces there; the ballistic missile submarine threat of the 1960s and 1970s, when the Yankee ballistic missile firing submarines were stationed off the east and the west coast; and the fifth one was in the late 1980s, with the development of the nuclear–tipped cruise missile launched from submarines. So in terms of preparing for the worst case, Canada has indeed been threatened by the submarine or submarine weapon systems five times.

[Traduction]

leurs mers territoriales ou même de leurs zones territoriales selon la Convention du droit de la mer. Ils saisissent même des navires à 500 milles au large de leurs côtes. La marine a-t-elle déjà reçu du gouvernement canadien l'ordre de saisir des navires qui font le trafic de la drogue ou de se rendre dans des secteurs de pêche dangereux en dehors de la zone de 200 milles?

Cam Crickard: J'aurais deux choses à répondre à cela. La première, c'est que la marine n'a aucune responsabilité légale en ce qui concerne la répression des infractions. Elle n'est en réalité que le taxi qui transporte les agences de protection des pêches, la GRC ou les responsables de la protection de l'environnement, selon le cas.

Cela dit, dans des cas extrêmes, le gouvernement peut ordonner à la marine d'assurer une assistance armée directe, ce qui est différent du soutien, mais il ne l'a pas fait, du moins à ma connaissance, depuis que je suis dans la marine. Donc, en théorie, la marine est là pour aider les ministères du gouvernement dont c'est la responsabilité légale de faire respecter la loi. C'est la première chose que j'avais à dire.

La deuxième, c'est que je ne pense pas que la GRC ait le pouvoir—sauf en cas de poursuite—de procéder à des arrestations en dehors de la mer territoriale de 12 milles nautiques. Elle est limitée dans ce qu'elle peut faire.

M. Graham: Merci, amiral.

Le coprésident (M. Gauthier): D'où vient la menace, amiral? Je peux comprendre l'argument en ce qui concerne les pêches, mais j'ai de la difficulté à me faire une idée de la menace que les sous-marins, par exemple, peuvent constituer actuellement dans nos océans. Selon vous, en quoi consistent au juste les menaces? Nous devions acheter des hélicoptères pour pourchasser les sous-marins, mais nous nous sommes ravisés, parce que nous ne pouvions pas en trouver.

Cam Crickard: Pour répondre à votre question, monsieur, je vais vous parler de la menace stratégique qui pèse sur l'Amérique du Nord. Il y a aussi la menace qui pèse sur nos forces maritimes lorsqu'elles sont déployées dans le cadre d'opérations onusiennes de maintien de la paix dans des régions du monde où des pays possèdent des sous-marins.

Pour ce qui est de la menace stratégique, on peut dire qu'elle a pour l'instant un caractère général. L'histoire nous enseigne que le Canada et les eaux canadiennes ont été directement menacés par des sous-marins cinq fois au cours du siècle actuel: durant la Première Guerre mondiale, durant la Seconde Guerre mondiale, lorsque des navires ont été coulés dans le Saint-Laurent; entre 1945 et 1950, lorsque les Soviétiques risquaient d'envahir le Nord pour y dérouter les forces américaines et canadiennes; dans les années soixante et soixante-dix, lorsque des sous-marins de tir de missiles balistiques Yankee étaient stationnés au large des côtes est et ouest; et, enfin, à la fin des années quatre-vingts, à la suite de la mise au point de missiles équipés d'ogives nucléaires lancés à partir de sous-marins. Donc, si l'on veut se préparer au pire, des sous-marins ou des systèmes d'armes sous-marins ont effectivement constitué une menace pour le Canada à cinq moments précis.

Generically, the ability to develop land attack missile capability launched by submarines is there. The Tomahawk missile capability demonstrated in the Gulf War makes this a very attractive weapon to various states. I'm not suggesting or pin-pointing any one state that might threaten Canada. I am merely saying that based on that historical record, the generic possibility of being threatened again by some power cannot necessarily be ignored.

With regard to the tactical submarine threat that might be possible on two Canadian warships deployed on behalf of the United Nations, that exists today in the Adriatic, for example. The Serbians do have five older submarines operating from Split in the Adriatic. Aurora aircraft were deployed and carried in support of naval ships under NATO in the Adriatic and indeed carried torpedoes. This was never done during the Cold War. So should the Canadian government decide to continue to dispatch naval forces for preventive diplomacy or peace enforcement in various parts of the world, one must be prepared to deal with a submarine as well as a missile threat.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): On the question of security and sovereignty in the Arctic, for example, the Americans have never accepted our definition or our interpretation of the rules up there. How do you see that? Since we've received your brief we analysed it, and it says that Canada in the Arctic regional initiative should help us reach workable solutions with the U.S. on northern issues. How can we reach agreement with the Americans on Arctic sovereignty, for example, if they insist that there's no deal, absolutely no way? What does the maritime force do here?

RAdm Crickard: What my brief suggests is that the only way to approach Arctic matters, be they defence, environmental or marine transportation, is on a circumpolar regional basis, not directly with the United States.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You would involve the Russians and the...?

• 1655

RAdm Crickard: Absolutely. We must pursue the encouraging signs of an ambassador for circumpolar affairs, an Arctic council, working with the various management groups of native peoples, not just Canadian, but islanders, Alaskans, Siberian groups. All these groups must be involved. We can no longer unilaterally apply a northern foreign policy from southern Canada.

What we are seeing developing here, and I think we should give great impetus to, is regionalization of the Arctic. In fact I would argue that this would give us a stronger hand in our relationships with the United States and would be somewhat akin to what we have always done in our foreign policy. We're great joiners and we've been multilateralists largely to offset the preponderance in power of the United States. The Arctic is a perfect case where we should proceed down that line. I think such relationships would help rather than hinder the different points of view we have from time to time with the Americans in the Arctic.

[Translation]

Théoriquement, une attaque terrestre par des missiles lancés par un sous-marin est possible. Le potentiel du missile Tomahawk, utilisé durant la guerre du Golfe, en fait une arme très attrayante pour plusieurs pays. Je ne vise aucun pays en particulier. Tout ce que je dis, c'est que si l'on se fie à l'histoire, on ne peut pas ignorer la possibilité qu'une puissance quelconque fasse un jour peser une menace sur notre pays.

Quant à la menace sous-marine tactique, je pense, par exemple, aux deux navires de guerre canadiens qui sont actuellement déployés dans l'Adriatique dans le cadre d'opérations des Nations Unies. Les Serbes ont cinq vieux sous-marins stationnés à Split, dans l'Adriatique. Les avions Aurora ont été déployés et embarqués en vue du soutien des navires de la flotte de l'OTAN dans l'Adriatique, et étaient en fait armés de torpilles, ce qui n'avait pas été le cas lors de la guerre du Golfe. Donc, si le gouvernement canadien décidait de continuer à envoyer des forces navales dans le cadre d'une diplomatie préventive ou pour l'imposition de la paix dans diverses régions du monde, il faudrait pouvoir faire face à la menace posée par des sous-marins de même que par des missiles.

Le coprésident (M. Gauthier): Pour ce qui est de la sécurité et de la souveraineté dans l'Arctique, par exemple, les Américains n'ont jamais accepté notre définition ou notre interprétation des règles. Quelles sont vos vues à ce sujet? Nous avons eu le temps d'analyser votre mémoire dans lequel vous dites que les initiatives régionales concernant l'Arctique devraient nous aider à trouver des solutions réalisables avec les États-Unis aux problèmes du Nord. Comment en arriver à une entente avec les Américains à propos de la souveraineté dans l'Arctique, par exemple, s'ils soutiennent qu'aucune concession n'est possible? Quel est dans ce cas-là le rôle des forces maritimes?

Cam Crickard: Ce que je laisse entendre, dans mon mémoire, c'est que la seule manière d'aborder les questions qui intéressent l'Arctique, que ce soit la défense, l'environnement ou le transport maritime, c'est d'adopter une approche régionale circumpolaire au lieu de traiter directement avec les États-Unis.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous mettriez donc à contribution les Russes et les. . .?

Cam Crickard: Absolument. Il y a eu jusqu'à maintenant des signes encourageants: un ambassadeur pour les affaires circumpolaires, un Conseil de l'Arctique, travaillant avec les divers groupes qui représentent les autochtones, non seulement du Canada, mais aussi des îles, de l'Alaska et de la Sibérie. Tous ces groupes doivent avoir leur mot à dire. Nous ne pouvons plus appliquer unilatéralement une politique étrangère dans le Nord à partir du sud du Canada.

Nous assistons à une régionalisation de l'Arctique et je pense qu'il faudrait donner de l'impulsion à ce mouvement. En fait, cela pourrait nous donner plus de poids dans nos rapports avec les États-Unis et s'apparenterait à ce que nous avons toujours fait dans le cadre de notre politique étrangère. Nous aimons appartenir à des alliances et nous avons toujours opté pour le multilatéralisme, surtout pour contrebalancer l'influence des États-Unis. Idéalement, c'est ce que nous devrions faire dans l'Arctique. De tels rapports nous aideraient, je crois, à régler les différends que nous avons parfois avec les Américains dans cette région.

Their concern of course is they don't like accepting the Northwest Passage as an internal waterway because that threatens their global perception of archipelagic transits. They're afraid that an example would be set by the Canadians that they couldn't live with in other places like that. Well, of course we don't agree with that position.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much.

Mr. Graham: I would like to pick up on your question, Mr. Chairman.

I thought you should have added a sixth submarine threat, which is precisely that presently it's the United States submarines operating in the Arctic waters, which we claim as our own. That's the submarine threat that's probably the most present one at the moment. I was just wondering what the maritime command's view is of how we should handle it. But you've answered that, I think, perhaps very well. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much. Dr. English.

Mr. English: I have a very quick question. The Canada 21 recommendations we've had presented to us seem to imply that the greatest need in terms of our armed forces will be for land forces, because peacekeeping seems to be the most prominent activity. There's also the implication that the naval forces have done very well over the last decade or so, the frigate program in particular. I can imagine what your reaction to that document was. I was wondering if you would comment specifically, and obviously briefly, on the Canada 21 recommendations as they affect our naval forces.

RAdm Crickard: Having read the report, I think they are positing that the primary defence objective of Canadian defence policy should be global peacekeeping, and the navy therefore should be there to support the army in peacekeeping around the globe. Certainly if that is what the government decides should be the primary defence policy, they have a point.

I think I would wonder whether over a long period of time and with these operations becoming more and more difficult Canadians would have the political will to keep that sort of thing up. Even the Americans, with all their relative power, have a hard time maintaining a global commitment. The Canada 21 conclusion would have us following the American path. I think I would be skeptical if that were our number one defence priority, as opposed to the protection of Canadian interests.

Of course naturally we must continue to participate in the UN, in all facets of the agenda for peace: preventive diplomacy, peacemaking, peace enforcement, peacekeeping and peacebuilding. But do we really want to tailor our entire military effort to global peacekeeping? Would we have the money and wherewithal to sustain that for any length of time? I think their position is peacekeeping only in the traditional sense: we won't get involved if shooting is required; we'll only go and be green

[Traduction]

Le problème tient, bien sûr, à ce qu'ils ont de la difficulté à accepter que le passage du Nord-Ouest soit considéré comme une voie intérieure, parce que cela ne cadre pas avec l'idée qu'ils se font des déplacements dans l'archipel. Ils ont peur que les Canadiens ne créent un précédent qu'ils auraient de la difficulté à accepter dans d'autres régions semblables. Bien entendu, nous ne sommes pas d'accord avec eux.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup.

M. Graham: J'ai une question qui va dans le sens de la vôtre, monsieur le président.

Je pense que vous auriez dû ajouter une sixième menace, qui est celle que posent les sous-marins américains, dans les zones de l'Arctique, où nous revendiquons la souveraineté. C'est probablement la plus grande menace que posent les sous-marins à l'heure actuelle. Je me demandais quelles étaient à ce sujet les vues du commandement maritime. Je pense que vous avez très bien répondu à cette question. Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup. Monsieur English.

M. English: J'ai une toute petite question. Les recommandations que le Conseil Canada 21 nous a présentées semblent indiquer que ce sont surtout nos forces terrestres qui devront retenir l'attention, à cause de l'importance accordée au maintien de la paix. Qu'elles donnent aussi à entendre que les forces navales s'en sont très bien tirées au cours des 10 demières années, et je pense en particulier au programme des frégates. J'imagine quelle a été votre réaction à ces documents. Je me demandais si vous pouviez nous dire précisément, en peu de mots, ce que vous pensez des recommandations du Conseil Canada 21 concernant nos forces navales.

Cam Crickard: J'ai lu le rapport et je pense qu'il repose sur l'hypothèse que l'objectif premier de la politique de défense du Canada devrait être le maintien de la paix dans le monde et que la marine devrait être là pour soutenir l'armée dans le cadre d'opérations de ce genre. Le Conseil a raison, dans la mesure où le gouvernement décidera que ce doit être là l'objectif premier de la politique de défense.

Ces opérations s'avérant de plus en plus difficiles, je me demande si les Canadiens auront à long terme la volonté politique voulue pour maintenir un tel engagement. Même les Américains, si puissants soient-ils, ont de la difficulté à le faire. Le Conseil Canada 21 voudrait que nous leur emboîtions le pas. Je doute que ce devrait être là l'objectif premier de la défense, par opposition à la protection des intérêts canadiens.

Bien sûr, nous devrons continuer à prêter notre appui à l'ONU, collaborer à tous les aspects de l'agenda pour la paix: la diplomatie préventive, le rétablissement, l'imposition, le maintien et la consolidation de la paix. Mais voulons-nous vraiment faire porter tous nos efforts militaires sur le maintien de la paix dans le monde? Avons-nous l'argent et les ressources qu'il faut pour poursuivre une telle politique à long terme? Je pense que le Conseil voit le maintien de la paix dans un

line patrols once it's all over. That would not be really in keeping with the traditional interventionist policy of Canadian foreign policy in the past.

If that's the way it's going to be, then of course that would be a whole new change of values and behaviour both by the foreign policy establishment and also by the military establishments. If that's the way it's going to be, then of course the navy would have to support that objective. I just don't really think that is a sustainable objective. It would take a lot of manpower, a lot of money, and a lot of sustainment to follow through on that sort of global foreign policy.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much for that comment. I appreciate that.

Our time is up. I want to thank you, Admiral, and Mr. Mathieson for coming this afternoon and for your contribution.

RAdm Crickard: Thank you very much indeed.

• 1700

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I now call upon Mr. Robert Huang, immediate past chairman of the Chinese Cultural Society. Mr. Huang is accompanied by Michael To, vice-chairman.

Welcome, Mr. Huang. I apologize for the delay. It's something that happens.

Mr. Robert Huang (Past-Chairman, Chinese Cultural Society of Ottawa): We understand.

Mr. Chairman, we have two separate reports. Because of the timeframe and the priority, we ask that Michael To report to the committee first.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Perhaps Mr. To could take five minutes, you could take five minutes, and then we could go to questions. Mr. To, please.

Mr. Michael To (Vice-Chairman, Chinese Cultural Society of Ottawa): Mr. Chairman and members of the special joint committee, before I get into specific foreign policy input, allow me to briefly review Canada's position and image on the world stage.

Canada, as we all know, is a G-7 country. We are considered to be a medium-sized power and enjoy a large amount of influence in world affairs. We may not have enough clout in terms of economic and military power, but we exert a very positive influence on world issues. We enjoy our reputation as a small country that speaks out for fairness and justice. We are considered by the rest of the world to be an affluent country that is clean, safe, racially harmonious, and a just society.

However, in the past decade we have let slide this strong economically we are falling behind; and number two, premièrement, sur le plan économique, où nous perdons du internationally we lack substance and consistency in our terrain et, deuxièmement, sur la scène internationale, où nous

[Translation]

contexte traditionnel seulement: nous n'interviendrons pas s'il faut avoir recours aux armes; nous nous contenterons de maintenir la paix lorsqu'elle aura été instaurée, lorsqu'une ligne verte aura été établie. Cela n'irait pas vraiment dans le sens de la politique étrangère interventionniste que le Canada a toujours adoptée par le

S'il devait en être ainsi, cela supposerait bien sûr un changement important des valeurs et des comportements de la part des décideurs et des militaires. S'il doit en être ainsi, il faudra bien sûr que la marine appuie cet objectif. Personnellement, je ne pense pas qu'il soit réalisable. Il faudrait de nombreux effectifs, beaucoup d'argent et une grande détermination pour appliquer une politique étrangère de ce genre.

Le coprésident (M. Gauthier): Je vous remercie de cette observation. Je vois ce que vous voulez dire.

Notre temps est écoulé. Je tiens à vous remercier, amiral, et vous, monsieur Mathieson, d'avoir bien voulu nous rencontrer cet après-midi pour nous exposer vos vues.

Cam Crickard: C'est moi qui vous remercie.

Le coprésident (M. Gauthier): Je demanderais maintenant à M. Robert Huang, président sortant de la Société culturelle chinoise, de bien vouloir s'avancer. M. Huang est accompagné de Michael To, vice-président.

Bienvenue, monsieur Huang. Je m'excuse du retard. Ce sont des choses qui arrivent.

M. Robert Huang (président sortant, Société culturelle chinoise): Nous comprenons.

Monsieur le président, nous avons deux exposés distincts. A cause des délais et des priorités, Michael To va vous présenter le sien en premier.

Le coprésident (M. Gauthier): M. To pourrait peut-être prendre cinq minutes, après quoi vous auriez cinq minutes. Nous pourrions ensuite passer aux questions. Allez-y, monsieur To.

M. Michael To (vice-président, Société culturelle chinoise): Monsieur le président et membres du comité mixte spécial, avant d'aborder plus en détail la politique étrangère, permettez-moi de présenter brièvement la position du Canada et sa situation sur la scène mondiale.

Le Canada, comme nous le savons tous, est un pays membre du G-7. Nous sommes considérés comme une puissance moyenne et nous jouissons d'une grande influence dans les affaires mondiales. Nous n'avons peut-être pas suffisamment de poids sur le plan économique et militaire, mais nous exerçons une influence très positive sur la scène mondiale. Nous avons la réputation d'être un petit pays qui prône l'équité et la justice. La collectivité mondiale nous considère comme un pays riche, soucieux de l'environnement et sûr, où règnent l'harmonie raciale et la justice.

Toutefois, au cours de la dernière décennie, notre solide heritage of ours mainly on two fronts: number one, réputation a été en quelque sorte ternie sur deux fronts:

approach on the human rights front. Our economic robustness is our strength, and our international behaviour is a manifestation of our integrity. We need both our strength and our integrity to win international respect.

No doubt our government is trying very hard to strengthen our economic capabilities and the recent emphasis on international trade is a part of this effort. I applaud our government's effort on the trade side, especially its effort linking us to the rising economic powers of the Pacific Rim, such as Japan, Korea, Taiwan, China, and the ASEAN members.

Yet at the same time we are losing ground in terms of our reputation as a country that speaks out for justice and fairness. In many cases we pick our target to speak out on human rights issues. When it comes to big countries, we say that we're too small to have an influence. Instead, we emphasize trade with these big offenders.

One may ask why it is so important for us to become a strong human rights supporter in the international arena. Fundamentally, this question can be reduced to how helpful one can be to other countries and especially other people in need—in other words, the developing world.

We must separate the people from the regimes. Genuine and long-lasting help should always be directed to the people as regimes come and go. At this late stage of the 20th century, we particularly need to be aware of the futility of our relationship with repressive regimes. They will surely be gone in the coming 21st century.

Where can we be most helpful to the people of the developing world? The most urgent need, in my view, lies in how to evolve and become a modern society. In other words, they need infrastructural modernization in both the hardware and software senses. By hardware, I mean those infrastructures that will create trade opportunities, such as construction of roads and telecommunications systems. By software I mean the reform towards democracy and the respect of human rights.

• 1705

The software side of the change is extremely important, as most of the suffering of the third world comes from nowhere but from the brutality of their own political systems. Democracy and human rights are such important issues, and not because they are the advocacy of a few interest groups. In the final analysis, human rights and democracy are the true values that will deliver the repressed people of the world. We will earn true friendship and long-lasting respect if we are sincere and consistent in our contribution on these two true values.

[Traduction]

manquons de cohérence et de fermeté dans notre position sur les droits de la personne. Notre robustesse économique fait notre force, et notre comportement sur la scène internationale témoigne de notre intégrité. Nous avons besoin et de notre force et de notre intégrité pour nous attirer le respect des autres pays.

Il ne fait aucun doute que notre gouvernement fait tout ce qu'il peut pour renforcer notre économie, et l'importance accordée récemment au commerce international s'inscrit dans les efforts qu'il déploie en ce sens. J'applaudis aux efforts que notre gouvernement met en oeuvre sur le plan commercial, notamment ses efforts pour resserrer ses liens avec les nouvelles puissances économiques du bassin du Pacifique, dont le Japon, la Corée, Taïwan, la Chine et les pays membres de l'ANASE.

Pourtant, parallèlement, nous perdons du terrain en tant que pays ayant la réputation de prôner la justice et l'équité. Dans bien des cas, nous choisissons notre cible lorsqu'il s'agit de défendre les droits de la personne. Lorsque nous avons affaire à de gros pays, nous disons que notre pays est trop petit pour avoir une influence quelconque. Nous mettons plutôt l'accent sur le commerce avec ces grands violateurs des droits de la personne.

Vous vous demandez peut-être pourquoi il est tellement important pour nous de nous porter à la défense des droits de la personne sur la scène internationale. Cette question revient essentiellement à se demander dans quelle mesure nous pouvons être utiles à d'autres pays et surtout à d'autres peuples dans le besoin—autrement dit, aux pays en développement.

Nous devons faire la distinction entre la population et ses dirigeants. L'aide véritable et de longue durée devrait toujours être offerte à la population car les régimes sont transitoires. En cette fin de XXe siècle, il est particulièrement important que nous prenions conscience de la futilité de nos rapports avec des régimes répressifs. Ils auront sûrement disparu au XXIe siècle.

En quoi pouvons-nous être le plus utile à la population des pays en développement? À mon avis, ce qui importe avant tout pour elle, c'est la transition vers une société moderne. Autrement dit, il lui faut moderniser son infrastructure tant sur le plan des équipements que sur celui de l'organisation. Par équipements, j'entends les infrastructures qui créeront des débouchés commerciaux, comme la construction de routes et la mise en place de systèmes de télécommunication. Lorsque je parle d'organisation, je veux parler de la nécessité d'une réforme en faveur de la démocratie et du respect des droits de la personne.

Un changement organisationnel s'impose, car la souffrance dans le tiers-monde s'explique essentiellement par la brutalité des régimes politiques en place. La démocratie et les droits de la personne sont des questions extrêmement importantes, et pas seulement parce que quelques groupes d'intérêt les défendent. En demière analyse, le respect des droits de la personne et la démocratie sont les véritables valeurs grâce auxquelles les peuples réprimés du monde connaîtront la délivrance. Si nous sommes sincères et que nous contribuons sans relâche au respect de ces deux valeurs fondamentales, nous récolterons des amitiés véritables et un respect durable.

What can we do? We can be the transferer of the most important kind; that is, our know-how on good governance, the rule of law, and respect for human rights—in short, all that pertains to a democratic system.

I may note that our foreign affairs department has already started projects on this front. I hope it can do more. My hat is off to it.

My policy recommendations specifically are: (1) to develop a balanced foreign policy approach—trade helps in the long run, but not just by itself—and we need to balance it with a strong and consistent human rights emphasis; (2) develop strong ties, economic, social, and political, with the emerging democratic governments of the world, South Africa, South Korea, Taiwan, and Hong Kong, and encourage them to take full part in international activities and to be within the community of nations; (3) continue our trade with repressive regimes and at the same time add substance to direct people-to-people links and help disseminate knowledge and know-how in good governance, the rule of law, and the importance of respect for human rights; (4) encourage the development of non-government organization and other forms of civil society in repressive regimes.

In summary, we need a balanced foreign policy that builds long-term relationships and provides true help to the people of the developing world, instead of just being another international trader who cares more about pleasing the repressive power of the day.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. To. Mr. Huang, sir.

Mr. Huang: Mr. Chairman and honourable members of the committee, as you well know, in the Pacific region the economy has entered a new phase. In the coming decade that region will become the centre of global growth.

Although Canada has a long history of assisting developing countries in the area, as well as globally, there are no longstanding traditions of economic links. And the cultural differences in that part of the world and the ways of doing business in that region can often cause barriers to expected success.

To penetrate that market I do recommend that Canada develop a multilateral cooperation with Taiwan specifically. This recommendation is based on the following facts.

First, Taiwan, as you know, is an export-driven economy. Cultural ties and geographical proximity to that region can very well act as a gateway for Canada for investment and trade.

Second, Taiwan's \$80 million U.S. reserve, especially driven by the high entrepreneurial spirit, jointly with Canadian resources and technological expertise, can make this market move more competitively.

• 1710

Third, and most important, is that nations share the same value on human rights, which we believe is a key value in any society.

[Translation]

Que pouvons-nous faire? Ce qu'il y a de plus important, c'est-à-dire transmettre notre savoir-faire concernant le bon gouvernement, la règle de droit et le respect des droits de la personne—bref, tout ce qui touche à la démocratie.

Je souligne en passant que notre ministère des Affaires étrangères a déjà mis en oeuvre des projets en ce sens. J'espère qu'il pourra faire plus encore. Je lui tire mon chapeau.

Mes recommandations en ce qui concerne la politique sont les suivantes: (1) adopter une politique étrangère équilibrée—le commerce aide à long terme, mais ne suffit pas à lui seul-il doit être contrebalancé par un engagement ferme en faveur des droits de la personne; (2) nouer des liens économiques, sociaux politiques étroits avec les nouveaux gouvernements démocratiques comme ceux de l'Afrique du Sud, de la Corée du Sud, de Taïwan et de Hong Kong, et les encourager à prendre pleinement part aux activités internationales et à s'intégrer à la famille des nations; (3) poursuivre le commerce avec les régimes répressifs tout en mettant l'accent sur le resserrement des liens entre les peuples et en aidant à diffuser les connaissances et le savoir-faire concernant le bon gouvernement, la règle de droit et l'importance du respect des droits de la personne; (4) encourager l'instauration d'organisations non gouvernementales et d'autres formes de sociétés civiles au sein des régimes répressifs.

En résumé, il nous faut une politique étrangère équilibrée qui soit le gage de rapports à long terme et qui aide vraiment les peuples du monde en développement, car nous ne pouvons pas nous contenter d'être uniquement un autre pays commerçant qui se soucie avant tout de plaire au régime répressif de l'heure.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur To. Monsieur Huang, la parole est à vous.

M. Huang: Monsieur le président, honorables membres du Comité, comme vous le savez, la région du Pacifique vient d'entrer dans une nouvelle ère économique. Au cours des dix prochaines années, elle sera le centre de la croissance mondiale.

Le Canada vient depuis longtemps en aide aux pays en développement de cette région, et dans d'autres parties du monde, mais ses liens économiques avez eux sont plutôt fragiles. Les différences culturelles et la façon de faire des affaires dans cette région du monde constituent assez souvent des obstacles au succès.

Pour pénétrer ce marché, je recommanderais que le Canada favorise la coopération multilatérale avec Taïwan plus précisément. Cette recommandation repose sur ce qui suit.

Premièrement, comme vous le savez, l'économie de Taïwan est axée sur les exportations. Des liens culturels et la proximité géographique de cette région pourraient fort bien en faire une porte d'entrée pour les investissements et le commerce canadien.

Deuxièmement, la réserve de 80 millions de dollars US que Taïwan possède pourrait favoriser l'essor de ce marché, surtout si l'esprit d'entreprise qui caractérise ce marché est conjugué aux ressources et à l'expérience technologique du Canada.

Troisièmement, et c'est là le point le plus important, les nations vouent le même respect aux droits de la personne, ce qui est à notre avis une valeur fondamentale dans toute société.

To intensify and sustain the development and the cooperation, the following policy-related areas should be scrutinized.

- 1. CIDA has been providing assistance to a group of countries in that region. Taiwan's new agency, called International Economic Cooperation Development Fund, shares the same interests as CIDA. This new agency has cooperated with the international financing and developing agencies: for example, the Asian Development Bank and the European Bank for Reconstruction and Development. The union of these two agencies would mean pooling the expertise and the capital to increase the benefit for the two nations in both regional and world products.
- 2. The Asia Pacific Foundation tabled a proposal last spring, trying to establish a Canadian education centre throughout the region. Primarily the aim is to market Canadian higher education. Taiwan has clearly responded, and there are thousands of students wishing to study in Canada. So streamlining the application procedures, granting student visas and related student services should be focused on
- 3. Most of the immigrants from Taiwan are in the business category. They all have ongoing connections, especially business connections with the Asian major markets. Aside from the capital assets they have, their business networks, woven with cultural and blood ties, can be a very beneficial tool for Canada in promoting our economic activities in that region.
- 4. There has been Canadian assistance in Taiwan very recently, and Taiwan has been admitted to APEC and is currently in the process of joining GATT. In many meetings held with high-ranking officials lately there is an indication of the Canadian government's goodwill for promoting a relationship with Taiwan. The emphasis, however, remains on trade and business. Ways of assisting the island nation to fulfil its international goal—for example, the re-entry into the United Nations—should be the next task.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, Mr. Huang.

Any questions? Yes, Mr. Graham.

Mr. Graham: I would like to ask Mr. To a question. You will appreciate that we have heard a great deal of evidence before the committee about the link between trade and human rights. In Vancouver we heard very interesting evidence to the effect that in fact, in terms of the Republic of China itself, taking an anti-trade position on the basis of human rights would be counterproductive. In other words, we should work within the system rather than refuse to deal with it. I take it that is the thrust of paragraph 3 on the last page of your submissions.

I guess it would be helpful for us to know what your view of these people-to-people links that you refer to are. What sorts of links should we be encouraging? One that comes to my mind, for example, is students. I know that over the years we've had

[Traduction]

Pour favoriser le développement et la coopération, nous croyons qu'il faudrait examiner les questions suivantes.

- 1. L'ACDI vient en aide à un certain nombre de pays de cette région. La nouvelle agence de Taïwan, le Fonds de développement pour la coopération économique internationale, partage les mêmes intérêts que l'ACDI. Cette nouvelle agence travaille en collaboration avec des organismes internationaux s'occupant de financement et de développement: par exemple, la Banque asiatique de développement et la Banque européenne pour la reconstruction et de développement. L'union de ces deux agences équivaudrait à mettre en commun l'expérience et le capital, d'où des avantages accrus pour les deux pays en ce qui conceme les produits régionaux et mondiaux.
- 2. La Fondation Asie-Pacifique a proposé, le printemps dernier, la création d'un centre d'éducation canadien dans la région. Son principal objectif serait de commercialiser l'enseignement supérieur canadien. Taïwan a très bien accueilli cette proposition, et des milliers d'étudiants souhaitent étudier au Canada. Il y aurait donc lieu de rationaliser les formalités d'inscription, de délivrer des visas d'étudiants et d'envisager d'offrir aux étudiants les services dont ils ont besoin.
- 3. La plupart des immigrants de Taïwan entrent dans la catégorie des gens d'affaires. Ils ont tous des liens, surtout des liens commerciaux sur les grands marchés d'Asie. Mis à part leurs capitaux, leurs réseaux d'affaires, conjugués à des liens culturels et du sang, pourraient être d'une très grand aide pour le Canada et favoriser la promotion de nos activités économiques dans cette région.
- 4. Le Canada est très récemment venu en aide à Taïwan, et ce pays est devenu membre de l'APEC qui s'apprête à adhérer au GATT. Il ressort de nombreuses réunions tenues avec des hauts fonctionnaires que le gouvernement canadien serait prêt à resserrer les liens avec Taïwan. L'accent continue à porter, cependant, sur le commerce et les affaires. La prochaine étape devrait consister à aider cette nation insulaire à atteindre ses objectifs internationaux—par exemple, être admise à nouveau aux Nations unies.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup, monsieur Huang.

Y a-t-il des questions? Oui, monsieur Graham.

M. Graham: J'aurais une question à poser à M. To. Vous vous doutez sûrement que le Comité a entendu de nombreux témoignages au sujet des liens entre le commerce et les droits de la personne. À Vancouver, nous avons entendu des témoignages très intéressants selon lesquels il serait contreproductif d'adopter à l'endroit de la république de Chine une position anticommerciale à cause des droits de la personne. Autrement dit, il faudrait essayer de travailler avec le régime au lieu de refuser d'avoir des liens avec lui. J'imagine que c'est ce à quoi revient le paragraphe 3 à la dernière page de votre mémoire.

Il serait utile pour nous de savoir en quoi consistent les liens entre les peuples dont vous avez parlé. Quel sorte de lien devrions-nous encourager? Je pense, par exemple, aux étudiants. Je sais qu'au fil des ans de très nombreux étudiants

very many Republic of China students come to Canada. I know de la république de Chine sont venus au Canada. Je sais aussi qu'ils and are urging that they take place in China itself.

• 1715

Apart from the student link, which seems to be the most direct one, or the Dr. Bethune link, which seems to be still present in the minds of those in China, what other types of links would you suggest that we as Canadians should be encouraging?

Mr. To: Thank you very much for the question.

First of all, I need a clarification. You referred to the Republic of China. There are actually two governments—one goes by the name of the People's Republic of China and the other one is the Republic of China on Taiwan. Which one were you referring to?

Mr. Graham: I am sorry. I was referring to the People's Republic of China.

Mr. To: Allow me to go back to the trade and human rights relationship. I personally take the view that in the long term trade does help to open up a society and prepare people to see the value of a democratic system and the rule of law. However, trade by itself is not sufficient. One of the key examples is that we have been trading for a long time with the Indonesians but it isn't necessarily helping that country to move forward. So you really need to have a balanced approach. At the same time you promote trade, you need to bring the subject up from time to time.

Let me give you specific examples of the level of people-topeople links.

Our foreign affairs department has instigated an exchange program between universities. There is one between the University of Ottawa and Beijing University on respect for human rights research. There is one program by the justice department called "victimization survey and good governance talk in China". Another one I believe involves the University of Victoria talking to some Chinese university on the rule of law.

There are emerging organizations within China—these are the local grassroots types of organizations in Shanghai and Beijing-wanting to set up a human rights group in China. Let me use one example. We know that the human rights situation has been improved tremendously on the island of Taiwan largely by outside encouragement of the opposition party and other NGOs. This has had a great effect. I am suggesting that we should encourage this type of organization to spring up in China itself.

Mr. Graham: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Are there any further questions?

I think it's quite straightforward, having heard the testimony. Thank you very much for your presentations, gentlemen, and we will keep them in mind when we write our report, which is to be tabled on October 31, 1994. We hope that by that time we will have reached some agreement among the committee members. We thank you again for your testimony. It will be very helpful to us.

[Translation]

they've gone back, because I have kept in touch with some of them y sont retournés, parce que je suis demeuré en contact avec certains who have gone back to China. They've learned different values here d'entre eux qui sont rentrés chez eux. Ils ont été sensibilisés à des valeurs différentes ici et ils voudraient qu'elles fassent leur chemin en Chine.

À part le lien que constituent les étudiants, qui semble être le plus direct, ou le lien instauré par le Dr Bethume, que les Chinois ne semblent pas encore avoir oublié, quel autre genre de lien, à votre avis, devrions-nous encourager en tant que Canadiens?

M. To: Je vous remercie de cette question.

Tout d'abord, j'aurais besoin de précision. Vous avez parlé de la république de Chine. Il y a à l'heure actuelle deux gouvernements—celui qui porte le nom de République populaire de Chine et celui qui porte le nom de République de Chine ou Taïwan. Auquel des deux faisiez-vous allusion?

M. Graham: Je suis désolé. Je voulais parler de la République populaire de Chine.

M. To: Permettez-moi de revenir sur les rapports entre le commerce et les droits de la personne. Je suis d'avis personnellement qu'à long terme le commerce favorise l'ouverture d'une société et prépare les gens à reconnaître la valeur de la démocratie et de la règle de droit. Toutefois, le commerce à lui seul n'est pas suffisant. Prenons l'exemple de l'Indonésie avec qui nous commerçons depuis longtemps, mais qui n'a pas nécessairement progressé pour autant. Il faut donc avoir une approche équilibrée. Tout en favorisant le commerce, il faut aborder la question de temps à autre.

Permettez-moi de vous donner quelques exemples précis des liens que nous préconisons entre les peuples.

Notre ministère des Affaires étrangères a institué un programme d'échanges entre universités. Il y en a un entre l'Université d'Ottawa et l'Université de Beijing concernant la recherche sur les droits de la personne. Il y a au ministère de la Justice un programme qui porte sur la victimisation et le bon gouvernement en Chine. L'Université de Victoria a aussi, je pense, établi des liens avec une université chinoise au sujet de la règle de droit.

Il y a en Chine des organisations—il s'agit d'organisations locales de la base à Shanghai et à Beijing-qui souhaitent mettre sur pied un groupe des droits de la personne dans ce pays. Permettez-moi de vous donner un exemple. Nous savons que la situation des droits de la personne s'est considérablement améliorée dans l'île de Taïwan en raison des encouragements apportés de l'extérieur au parti de l'Opposition et d'autres ONG. Cela a eu un effet formidable. Je proposerai donc que nous encouragions la création d'organisations de ce genre en Chine

M. Graham: Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Y a-t-il d'autres questions?

Je pense que c'est très clair, à en juger par le témoignage. Je vous remercie infiniment de vos exposés, messieurs, et nous en tiendrons compte lorsque nous rédigerons notre rapport qui doit être déposé le 31 octobre 1994. Nous espérons qu'à ce moment-là les membres du Comité seront parvenus à une entente. Nous vous remercions encore une fois de votre témoignage. Il nous sera très utile.

Mr. Huang: Thank you very much, Mr. Chairman.

I would like to take this opportunity to thank Ms Bourque and your staff for their hard work in organizing and scheduling this activity. votre personnel des efforts qu'ils ont faits pour organizer cette Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much.

This meeting stands adjourned until tomorrow morning at nine o'clock, at which time we will have a round-table discussion with our moment-là, nous aurons une table ronde avec nos invités. Nous guests. We will sit tomorrow afternoon and tomorrow night. Have a good evening.

This meeting is adjourned.

[Traduction]

M. Huang: Merci infiniment, monsieur le président.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier M^{me} Bourque et séance. Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): C'est moi qui vous remercie.

Nous allons lever la séance jusqu'à 9 heures demain matin. À ce siégerons demain après-midi et demain soir. Passez une bonne soirée.

La séance est levée.

MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

8801320 OTTAWA

ff undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré—Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Institute on Governance:

Tim Plumptre, President;

Claire McOuillan, Vice-President.

From the Canadian Consortium of Management Schools:

P. Michael Maher, Chair,

Eric West, Vice-Chair.

As individuals:

Michael Shenstone, Foreign Affairs Consultant;

Timothy Owen, Vice-President of the United Nations Association in

From the Business Council on National Issues:

Thomas d'Aquino, President and Chief Executive Officer.

From the Naval Officers Association:

Rear-Admiral F.W. Crickard, Vice-President, Royal Canadian Navy (retired), Centre for Foreign Policy Studies, Dalhousie University.

From the Chinese Cultural Society (Ottawa):

Robert Huang, Immediate Past Chair.

As an individual:

Michael To.

TÉMOINS

De Institute on Governance:

Tim Plumptre, président;

Claire McQuillan, vice-présidente.

Du Consortium canadien des écoles de gestion:

P. Michael Maher, président;

Eric West, vice-président.

À titre particulier:

Michael Shenstone, consultant en affaires étrangères;

Timothy Owen, vice-président de l'Association des Nations Unies au Canada.

Du Conseil canadien des chefs d'entreprise:

Thomas d'Aquino, président et directeur général.

De l'Association des officiers de marine du Canada:

Contre-amiral F.W. Crickard, vice-président, Marine royale du Canada (à la retraite), «Centre for Foreign Policy Studies», Université Dalhousie.

De la Société culturelle chinoise (Ottawa):

Robert Huang, président sortant.

À titre particulier:

Michael To.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9



Publications

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 48

Tuesday, July 26, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator

Jean-Robert Gauthier, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 48

Le mardi 26 juillet 1994

Coprésidents:

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Special Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes chargé de l'

Reviewing Canadian Foreign Policy

Examen de la politique étrangère du Canada

RESPECTING:

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994, review of the Canadian foreign policy

- -Panel on Foreign Policy Actors and Government Policy
- -Panel on Exports Foreign Policy

CONCERNANT:

Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994, examen de la politique étrangère du Canada

- Panel sur les protagonistes de la politique étrangère et la politique gouvernementale
- -Panel sur les exportations et la politique étrangère

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON REVIEWING CANADIAN FOREIGN POLICY

Joint Chairs: The Honourable Allan J. MacEachen, Senator

Jean-Robert Gauthier, M.P.

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CHARGÉ DE L'EXAMEN DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

Coprésidents: L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

MEMBERS

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Representing the House of Commons:

Members

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

MEMBRES

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Published under authority of the Senate and of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Cana-

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, JULY 26, 1994 (73)

[Text]

The Sub-Committee Atlantic-Quebec (A) of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met in a televised session at 9:12 o'clock a.m. this day, in Room 253-D Centre Block, the Joint Chair, Jean-Robert Gauthier, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senator Raynell Andreychuk.

Representing the House of Commons: John English, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré, Joseph Volpe.

In attendance: From the Department of Foreign Affairs and International Trade: Nicolas Dimic, Policy Advisor, on secondment to the Committee. From the Canadian International Development Agency: Stephen Wallace, Policy Advisor, on secondment to the Committee. From the Research Branch of the Library of Parliament: Gerald Schmitz, Research Officer.

Witnesses: As individuals: Alison Van Rooy, The North-South Institute; Henry Jacek, Professor, McMaster University; Mario Polèse, Professor, Université du Québec in Montreal: Louis Sabourin, Professor, École nationale d'administration publique (Montreal); Peter Meekison, Professor, University of Alberta. From the Canadian Ethnocultural Council: Dr. Dmytro Cipywnyk, President.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy (Panel on Foreign Policy Actors and Government Policy).

Alison Van Rooy, Dmytro Cipywnyk, Henry Jacek, Mario Polèse, Louis Sabourin and Peter Meekison made statements and answered questions.

At 10:35 o'clock a.m., the sitting was suspended.

At 10:40 o'clock a.m., the sitting resumed.

At 12:05 o'clock p.m., the Sub-Committee adjourned until 2:00 o'clock p.m. this day.

AFTERNOON SITTING

(74)

The Sub-Committee Atlantic-Ouebec (A) of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met in a televised session at 2:10 o'clock p.m. this day, in Room 253-D Centre Block, the Joint Chair, Jean-Robert Gauthier, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senator Raynell Andrevchuk.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 26 JUILLET 1994 (73)

[Texte]

Le Sous-comité Atlantique-Québec (A) du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui en séance télévisée, à 9 h 12, dans la pièce 253-D de l'édifice du Centre, sous la présidence de Jean-Robert Gauthier (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: L'honorable sénateur Raynell Andrey-

Représentant la Chambre des communes: John English, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré et Joseph Volpe.

Aussi présents: Du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international: Nicolas Dimic, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité. De l'Agence canadienne de développement international: Stephen Wallace, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité. Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Gerald Schmitz, attaché de recherche.

Témoins: À titre particulier: Alison Van Rooy, de L'Institut Nord-Sud; Henry Jacek, professeur à l'Université McMaster; Mario Polèse, professeur à l'Université du Québec à Montréal; Louis Sabourin, professeur, École nationale d'administration publique (Montréal); Peter Meekison, professeur, Université de l'Alberta. Du Conseil canadien ethnoculturel: Dr Dmytro Cipywnyk, président.

Conformément aux ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule no 1), le Sous-comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada (Panel sur les protagonistes de la politique étrangère et la politique gouvernementale).

Alison Van Rooy, Dmytro Cipywnyk, Henry Jacek, Mario Polèse, Louis Sabourin et Peter Meekison font des présentations et répondent aux questions.

À 10 h 35, la séance est suspendue.

À 10 h 40, la séance reprend.

À 12 h 05, le Sous-comité suspend ses travaux jusqu'à 14 heures aujourd'hui.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le Sous-comité Atlantique-Québec (A) du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui en séance télévisée, à 14 h 10, dans la pièce 253-D de l'édifice du Centre, sous la présidence de Jean-Robert Gauthier (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: L'honorable sénateur Raynell Andreychuk.

Representing the House of Commons: John English, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré, Joseph Volpe.

In attendance: From the Department of Foreign Affairs and International Trade: Nicolas Dimic, Policy Advisor, on secondment to the Committee. From the Canadian International Development Agency: Stephen Wallace, Policy Advisor, on secondment to the Committee.

Witnesses: From The Canadian Chamber of Commerce: Geoffrey Elliot, Chairman, International Affairs Committee; David J. Hecnar, Senior Policy Analyst, International Division. From The Conference Board of Canada: James R. Nininger, President and Chief Executive Officer: Charles A. Barrett, Vice-President, Business Research, From the Canadian Co-operative Association: Lynden Hillier, Executive Director; Barb Millsap. First Vice-President; Zilla C. Potivongsajarn, Regional Director, International Affairs. From the Rural Development Corporation: Max Florian Bade, President, As individuals: André Sirois, Human Rights Lawyer; Richard Hogan, Managing Director, Trison Group of Ontario; Colin A. Billowes. From The Canadian Bar Association: Cecilia L. Johnstone, Q.C., President; Melina Buckley, Senior Director, Legal and Governmental Affairs.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy.

James R. Nininger, David J. Hecnar and Geoffrey Elliot made statements and, with Charles A. Barrett, answered questions.

At 3:18 o'clock p.m., the sitting was suspended.

At 3:25 o'clock p.m., the sitting resumed.

Lynden Hillier, Barb Millsap and Max Florian Bade made statements and, with Zilla C. Potivongsajarn, answered questions.

André Sirois, Richard Hogan and Colin A. Billowes made statements and answered questions.

Cecilia L. Johnstone made a statement and, with Melina Buckley, answered questions.

At 5:49 o'clock p.m., the Sub-Committee adjourned until 7:30 o'clock p.m. this day.

EVENING SITTING

(75)

The Sub-Committee Atlantic-Quebec (A) of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met in a televised session at 7:41 o'clock p.m. this day, in Room 253-D Centre Block, the Joint Chair, Jean-Robert Gauthier, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senator Raynell Andreychuk.

Representing the House of Commons: Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré, Joseph Volpe.

Représentant la Chambre des communes: John English, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré et Joseph Volpe.

Aussi présents: Du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international: Nicolas Dimic, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité. De l'Agence canadienne de développement international: Stephen Wallace, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité.

Témoins: De La Chambre de commerce du Canada: Geoffrey Elliot, président, Comité des affaires internationales; David J. Hecnar, analyste principal des politiques, Division des affaires internationales. Du Conference Board du Canada: James R. Nininger, président et directeur général; Charles A. Barrett, vice-président, recherche dans le domaine des affaires. De Canadian Co-operative Association: Lynden Hillier, directrice générale; Barb Millsap, première vice-présidente; Zilla C. Potivongsajarn, directrice régionale, Affaires internationales. De Rural Development Corporation: Max Florian Bade, président. À titre particulier: André Sirois, avocat spécialisé, droits de la personne: Richard Hogan, administrateur gérant, Trison Group de l'Ontario; Colin A. Billowes. De l'Association du Barreau canadien: Cecilia L. Johnstone, c.r., présidente; Melina Buckley, directrice générale, affaires légales et gouvernementales.

Conformément aux ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule nº 1), le Sous-comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada.

James R. Nininger, David J. Hecnar et Geoffrey Elliot font des présentations et, avec Charles A. Barrett, répondent aux questions.

À 15 h 18, la séance est suspendue.

À 15 h 25, la séance reprend.

Lynden Hillier, Barb Millsap et Max Florian Bade font des présentations et, avec Zilla C. Potivongsajarn, répondent aux questions.

André Sirois, Richard Hogan et Colin A. Billowes font des présentations et répondent aux questions.

Cecilia L. Johnstone fait une présentation et, avec Melina Buckley, répond aux questions.

À 17 h 49, le Sous-comité suspend ses travaux jusqu'à 19 h 30 aujourd'hui.

SÉANCE DU SOIR

(75)

Le Sous-comité Atlantique-Québec (A) du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui en séance télévisée, à 19 h 41, dans la pièce 253-D de l'édifice du Centre, sous la présidence de Jean-Robert Gauthier (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: L'honorable sénateur Raynell Andreychuk.

Représentant la Chambre des communes: Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré et Joseph Volpe.

In attendance: From the Department of Foreign Affairs and International Trade: Nicolas Dimic, Policy Advisor, on secondment to the Committee. From the Canadian International Development Agency: Stephen Wallace, Policy Advisor, on secondment to the Committee. From the Research Branch of the Library of Parliament: Gerald Schmitz, Research Officer.

Witnesses: From the Canadian Exporters' Association: The Honourable Gerald A. Regan, Chairman of the Board of L'honorable Gerald A. Regan, président du conseil Directors; Kenneth L. Matchett, Vice-Chair of the Board of Directors; Ian D. Scott, Vice-Chair of the Board of Directors; d'administration; Ian D. Scott, vice-président du conseil Jack S. Baker, Member of the Board of Directors; Larry Duffield, Vice-President, Government Relations; Deborah Turnbull, Member of the Board of Directors; Jim Moore, Vice-President, Policy; Raymond Gladu, Chair of a Working Group on the review of foreign policy.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy (Panel on Exports and Foreign Policy).

The Honourable Gerald A. Regan, Deborah Turnbull, Kenneth L. Matchett, Ian D. Scott and Jack S. Baker made statements and, with the other witnesses, answered questions.

At 9:26 o'clock p.m., the Sub-Committee adjourned to the call of the Joint Chairs.

Aussi présents: Du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international: Nicolas Dimic, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité. De l'Agence canadienne de développement international: Stephen Wallace, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité. Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Gerald Schmitz, attaché de recherche.

Témoins: De l'Association des exportateurs canadiens: d'administration; Kenneth L. Matchett, vice-président du conseil d'administration; Jack S. Baker, membre du conseil d'administration; Larry Duffield, vice-président, relations gouvernementales; Deborah Turnbull, membre du conseil d'administration; Jim Moore, vice-président, Politique; Raymond Gladu, président d'un groupe de travail sur l'examen de la politique étrangère.

Conformément aux ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule no 1), le Sous-comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada (Panel sur les exportations et la politique étrangère).

L'honorable Gerald A. Regan, Deborah Turnbull, Kenneth L. Matchett, Ian D. Scott et Jack S. Baker font des présentations et, avec les autres témoins, répondent aux questions.

À 21 h 26, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation des coprésidents.

Clairette Bourque

Clerk of the Committee

Le cogreffier du Comité

Clairette Bourque

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, July 26, 1994

[Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 26 juilllet 1994

• 0913

Le coprésident (M. Gauthier): À l'ordre s'il vous plaît.

Bonjour et bienvenue à la reprise des délibérations du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada. Comme vous le savez, les travaux du Comité ont commencé en avril dernier et nous devons déposer notre rapport fin octobre 1994.

Je m'appelle Jean-Robert Gauthier. Je copréside ce Comité avec l'honorable sénateur MacEachen. Vous avez aujourd'hui un panel de députés, un panel qui a couvert les activités de ce Comité en voyage à travers le pays, dans les provinces Maritimes et le Québec en particulier.

The purpose of this round table is twofold. The first is to explore the impact of civil society's organizations on the formulation and delivery of foreign policy. One impact is clearly evident already. A major reason for the current foreign policy review is the desire of the non-governmental organizations, what we call NGOs, to be consulted and included in the foreign policy process. Another is that NGOs receive significant sums of money from the federal government to deliver programs abroad in the name of all Canadians, and the question is to what extent these organizations should be coordinated by government, if any. Should we restrict the multiplicity of these NGOs, which are quite numerous? We have some serious questions to be put on that matter.

Secondly, the purpose of this panel this morning is to recognize one of Canada's defining characteristics; namely, that it is a federation with a division of powers between federal and provincial governments. What is the impact of this division of powers on Canada's international relations? What strategies should we devise, pursue, to deal with issues of international concerns but which lie in areas of shared or exclusive jurisdictions, provincial or federal? What should governments be doing to encourage the Team Canada approach that so many witnesses before this committee have alluded to. To answer some of these questions and possibly debate with members of Parliament and senators these important questions, we have with us this morning a very interesting and impressive panel of, I would say, professionals. I start with Alison Van Rooy from the North–South Institute. Am I correct in the pronunciation?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Order, please.

Good morning and welcome to this meeting of the Special Joint Committee mandated to review Canada's foreign policy. As you know, the Committee started its proceedings April last, and we must table our report by the end of October 1994.

I'm Jean-Robert Gauthier. I co-chair this Committee with Senator Allen MacEachen. Today we have a round table of MPs that has been covering this Committee's activities throughout the country but more specifically in the Maritimes and in Quebec.

Nous nous sommes fixés deux objectifs pour la table ronde d'aujourd'hui. Tout d'abord, d'examiner la portée des organisations civiles sur la formulation et l'application de notre politique étrangère. Déjà, un aspect ressort clairement. Si cet examen de notre politique étrangère est actuellement en cours, c'est essentiellement parce que les organisations gouvernementales, ce que nous appelons les ONG, ont manifesté le désir d'être consultées et de faire partie du processus de formulation de notre politique étrangère. Ensuite, il y a le fait que les ONG reçoivent des sommes considérables du gouvernement fédéral pour exécuter des programmes à l'étranger au nom de tous les Canadiens. Il s'agit de savoir jusqu'à quel point ces organisations doivent ou non être coordonnées par le gouvernement. Devons-nous limiter le nombre de ces ONG qui sont quand même assez nombreuses? Nous avons des questions très pénétrantes à poser à ce sujet.

Enfin, nous voulons au cours de la discussion de ce matin, tenir compte d'une des principales caractéristiques qui définit le Canada: à savoir que le Canada est une fédération qui comporte une division des pouvoirs entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Quelle incidence cette division des pouvoirs a-t-elle sur les relations internationales du Canada? Quelles sont les stratégies à concevoir et à utiliser pour traiter de questions internationales qui relèvent de la compétence partagée ou exclusive des gouvernements fédéral et provinciaux? Comment les gouvernements peuvent-ils promouvoir l'esprit d'équipe auquel ont fait allusion un si grand nombre de témoins. Afin de répondre à certaines de ces questions et de débattre peut-être de celles-ci avec les députés et les sénateurs, nous avons ce matin une table ronde des plus intéressantes et des plus impressionnantes, composée je dirais de professionnels. Je vais commencer par Mme Alison Van Rooy de l'Institut Nord-Sud. Ai-je bien prononcer votre nom?

• 0915

Dr. Alison Van Rooy (North-South Institute): Absolutely.
The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Welcome.

Mme Alison Van Rooy (Institut Nord-Sud): Tout à fait.

Le coprésident (M. Gauthier): Je vous souhaite la bienvenue.

Dr. Van Rooy: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We have Dr. Dmytro Cipywnyk, president of the Canadian Ethnocultural Council. Welcome to you, Mr. Cipywnyk. Henry Jacek is a professor at McMaster University. Mario Polèse is a professor at the Université du Québec in Montreal:

Dr Louis Sabourin, professeur, École nationale d'administration and Dr. Sabourin is a professor at the National Public Administration publique à Montréal:

and, finally, Peter Meekison is a professor of political science at the et finalement, Peter Meekison est professeur de science politique à University of Alberta, Welcome to you, Mr. Meekison,

The purpose is to have you people, maybe in ten minutes each. give us your views as to whether or not I'm off or on track when I put to you those two points that I just put to you with regard to the purpose of this panel, what you think of the issues that are before us.

I will start with Madam Alison Van Roov.

étant donné madame que vous êtes à ma gauche, je vous donne la parole tout de suite. Alors, madame Van Rooy, si vous voulez bien nous donner quelque 10 minutes de commentaires et nous continuerons ainsi avec chacun des participants.

Je vous inviterais avec nous, à l'occasion, si vous n'êtes pas d'accord avec ce qui est dit par un participant, à peut-être demander la parole et je vous la donnerai. Si quelqu'un dit quelque chose qui n'est pas tout à fait conforme à vos idées, je vous invite à animer le débat en mettant une rectification ou en demandant des explications.

Alors, Mme Alison Van Rooy

from the North-South Institute. Madam Van Rooy, the floor is yours. de l'Institut Nord-Sud. Madame Van Rooy, vous avez la parole.

Mme Van Rooy: Merci beaucoup.

The presentation I want to give this morning focuses on the role of development NGOs in particular.

At the broadest definition there may be 350 organizations in Canada that are primarily or significantly devoted to Canada's relations with southern countries.

I want to leave you with three main messages: one, the development NGOs are already involved with the implementation of Canadian foreign policy overseas; two, NGOs are becoming increasingly adept at working with policy issues; and

la troisième thèse est qu'il y a déjà des modèles, des moyens de mieux intégrer la connaissance des ONG. Je vais vous décrire quelques-uns de ces moyens et comment utiliser l'expérience des ONG pour améliorer notre politique étrangère.

First of all then, how are NGOs involved implementation? Well, there are a number of points, and the committee will have already heard NGOs talk about them. NGOs are reputed to be innovators in terms of small-scale projects, human focus projects. A lot of talk has been going on about sustainable human development, but particularly other things like micro-credit enterprises, small-scale trading groups, smaller projects focusing attention on women.

[Traduction]

Mme Van Roov: Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Nous avons M. Dmytro Cipywnyk, président du Conseil ethnoculturel canadien. Je vous souhaite la bienvenue M. Cipywnyk. Henry Jacek est professeur à l'Université McMaster. Mario Polèse est professeur à l'Université du Québec à Montréal:

School in Montreal:

l'Université de l'Alberta. Bienvenue, monsieur Meekison.

Ce que nous aimerions, c'est que vous nous disiez, en dix minutes environ, si vous pensez que je vise juste en isolant les deux points que j'ai énoncés comme étant l'objectif de cette table ronde, c'est-à-dire ce que vous pensez des questions dont nous sommes saisis

Je vais commencer par Mme Alison Van Rooy,

since you are on my left, I will give you the floor immediately. Mrs. Van Rooy, if you would be so good as to comment for about ten minutes, and then we will hear the other participants.

If you are not in agreement with what one of the participants is saying or if someone says something that is not quite in line with your own opinions, feel free to ask for the floor to make a comment or to ask for a clarification.

Mrs. Alison Van Roov.

Mrs. Van Rooy: Thank you very much.

Dans mon exposé de ce matin, j'aimerais m'attarder tout particulièrement au rôle des ONG du domaine du développement.

Selon une définition très générale, il y aurait peut-être 350 organisations au Canada qui se consacrent essentiellement ou dans une grande mesure aux relations du Canada avec les pays du Sud.

J'aimerais faire valoir trois grands points: d'abord, les ONG qui s'intéressent au développement participent déjà à la mise en œuvre de la politique étrangère du Canada à l'étranger; ensuite, les ONG sont de plus en plus compétentes à traiter des questions de politique;

the third point is that there are already models and means that allow for a better integration of the expertise of NGOs. I would like to describe a few of these means as well as how to use the NGOs' experience in order to improve our foreign policy.

Tout d'abord, demandons-nous comment les participent à la mise en oeuvre. Elles y participent de maintes façons et les ONG elles-mêmes ont certainement dû en parler aux membres du comité. Les ONG ont la réputation de faire preuve d'innovation lorsqu'il s'agit de projets à petite échelle, de projets axés sur l'humain. On a beaucoup parlé du développement humain durable, mais les ONG ont tout particulièrement mis l'accent sur des entreprises nécessitant de petites mises de fonds, de petits groupes commerciaux, de petits projets qui visent les femmes.

NGOs are also involved in furthering Canada's foreign and development policy overseas as direct service providers. The figures are difficult to generate, but through the responsive program in 1991, about \$115 million went to NGOs. That's money spent on projects that NGOs have requested particular funds for. Perhaps twice as much as that goes to NGOs directly through bilateral routes. That's where NGOs are using CIDA money to carry out CIDA programs.

NGOs also work as political "proxies" overseas. In some cases, NGOs are the only Canadian presence in a certain area. NGOs have been able to distribute aid where official aid cannot go for diplomatic reasons. Canadian NGOs are also allies in the development effort at home. The constituency that supports NGOs is also the constituency that's strongly behind CIDA. More Canadians recognize the names of the NGOs than they do CIDA, even when the amounts of funds, controlled by both sets of organizations, are quite different.

• 0920

Given this background in policy implementation, there are changes going on in the policy formulation end of NGOs.

Étant donné le rôle d'exécution de la politique gouvernementale il nous sera utile d'interroger la direction des pensées dans la communauté vers la formation de la politique. Parmi ces changements je vais vous décrire quelques—uns.

First of all, there's growing interest in policy work, and there are a number of reasons for that. The main one is pressure from southern organizations. Estimates are that there are hundreds of thousands of indigenous NGOs working in the south. Perhaps 4,700 northern organizations are working with upwards of 20,000 indigenous groups. These kinds of patterns are evident in Canada as well. A lot of the southern NGOs are saying that northern groups have to be more involved in policy.

Canadian NGOs are also facing pressure to do more policy work because of their own experience. Even when they've had successful programs in place overseas, changes in commodity prices, terms of trade, structural adjustment, a whole gamut of higher policy issues is affecting their work. NGOs have thus begun to work more heavily on increasing their capacity to do policy work; number one, the kinds of networking they're doing not only in Canada on particular regions or issues—AIDS, the Sahel, the Philippines—but also cross—sectorally, working with environment, women, labour, and youth organizations in Canada, on particular issues. Prominent among these would be, for example, the Action Canada Network or Common Frontiers, groups that are devoted to looking at Canada's trade relations.

[Translation]

Parce que les ONG fournissent directement des services, ils avancent la politique étrangère et la politique de développement du Canada à l'étranger. Il est difficile de produire des chiffres, mais au cours du programme de 1991, les ONG ont reçu environ 115 millions de dollars. Cet argent a été consacré à des projets pour lesquels les ONG avaient présenté une demande d'aide financière. Par des voix bilatérales, les ONG obtiennent directement environ deux fois cette somme. C'est ainsi que les ONG utilisent des budgets de l'ACDI pour exécuter les programmes de cet organisme.

Les ONG travaillent également comme mandataires politiques à l'étranger. Elles représentent parfois la seule présence canadienne dans certaines régions. Les ONG sont en mesure de faire la distribution d'aide là où l'aide officielle est exclue pour des raisons diplomatiques. Les ONG canadiennes participent également aux efforts de développement au pays. Les partisans des ONG sont également d'ardents défenseurs de l'ACDI. Les Canadiens reconnaissent davantage le nom des ONG que celui de l'ACDI, et ce, malgré l'écart des fonds dont disposent les deux types d'organismes.

Dans ce contexte de mise en oeuvre de la politique, les ONG ont entrepris de redefinir leur rôle en ce qui a trait à la formulation des politiques.

Given the role NGOs play in implementing government policy, it might be useful to direct the community's reflection towards policy formulation. But let me describe some of the changes that occurred in that area.

Premièrement, l'élaboration de la politique suscite un intérêt croissant, et ce, pour diverses raisons. La principale d'entre elles est la pression qu'exercent les organisations de l'hémisphère Sud. On estime que des centaines de milliers d'ONG travaillent dans leur pays d'origine, dans le Sud. Quelque 4 700 organisations du Nord collaborent avec quelque 20 000 groupes indigènes. On constate la même chose au Canada. Un grand nombre d'ONG du Sud estiment que les groupes du Nord doivent participer davantage à la formulation des politiques.

On fait de plus en plus appel aux ONG canadiennes à l'étape de l'élaboration des politiques, en raison de leur expérience. Même si les programmes de ces ONG à l'étranger sont couronnés de succès, la fluctuation des prix, la variation des termes de l'échange, l'ajustement structurel, toute une gamme d'éléments relevant de politiques de plus grande portée influent sur leur travail. Les ONG ont donc entrepris d'accroître leur capacité sur le plan de la politique; il y a ensuite le travail en réseau que ces organisations effectuent non seulement au Canada, sur des projets régionaux ou des dossiers particuliers-le SIDA, le Sahel, les Philippines-mais aussi de facon intersectorielle, avec les organismes qui s'occupe d'environnement, de la situation de la femme, de main-d'oeuvre, de jeunes ou d'autres questions particulières. Par exemple, on trouve au premier plan le Réseau canadien d'action et Common Frontiers, deux groupes qui s'intéressent aux relations commerciales du Canada.

This kind of networking is made easier by electronic communication systems, work over the WEB, using E-mail, so that NGOs in some ways are having such tightly wound networks that they may be circumventing the government process altogether. At the Earth Summit at Rio, something like 39 alternate treaties were signed by NGOs, who have decided that most of their energies ought to be spent on this kind of networking.

This kind of background then foresees a number of changes that the government can anticipate from the NGO community.

Quelle implication y aura-t-il pour la démocratisation du processus gouvernemental? En bref, je crois que ces courants affecteront premièrement la qualité et la quantité des conseils offerts par la communauté.

First of all, over time there is going to be more sophisticated input. The policy work that's inserted in the process-making system is going to get better. Over time, too, government is going to be faced with broader coalitions. You won't simply have groups of development NGOs coming forward, but they will be acting in concert with a number of domestic groups, gorups concentrated on women, the environment, and other issues. There is also going to be more activity by Canadian NGOs on the international stage, in some ways circumventing the Ottawa process altogether.

Est-ce que le gouvernement peut orienter ou coordonner la participation des ONG dans le processus de formation de la politique? Ou bien, comment mieux intégrer les ONG?

It's important to note that NGOs are inherently resistant to coordination; their grassroots identity depends on autonomy and independence. But they're not immune or certainly are not closed to ideas of cooperation. There's a successful example with Inter Pares work with CIDA on its policy for Bangladesh.

How then can a Team Canada approach be encouraged? There are two points I want to make. The first has to do with process. We need to institutionalize and regularize a system of interaction and consultation with NGOs, so new policy actors can become involved, and it must be with agencies other than CIDA alone.

Foreign Affairs, which has been notoriously insular, human rights consultations notwithstanding, needs to be more open to policy cooperation, but even there, there is a strong example in the ITAC–SAGIT meetings. The ITAC–SAGIT, which stands for the International Trade Advisory Committee and has 15 Sector Advisory Groups on International Trade, regularly holds meetings with trade representatives, academics, environmental groups, and labour to discuss changes in Canada's trade policy.

• 0925

The North-South Institute has put forward a proposal for an overseas development council that would do similar things for our relations with the south. The idea here is that there would be a group of NGOs, academics, officials, and private-sector representatives who would gather regularly to discuss principles, look at successes, and assess challenges in the future.

[Traduction]

Les systèmes de communication électroniques, le réseau WEB et le courrier électronique facilitent ce travail en réseau. C'est ainsi que les ONG disposent de réseaux si complets qu'elles peuvent agir en parallèle du processus gouvernemental. Au Sommet Planète Terre qui s'est tenu à Rio, 39 traités auxiliaires ont été signés par des ONG qui ont décidé de consacrer la majeure partie de leurs efforts à ce travail en réseau.

Tout cela laisse prévoir les changements qui se produiront dans le monde des ONG.

What impact will this have on the democratization of the government process? Briefly, I think that these trends will affect both the quality and quantity of the advice given by the community.

Dans un premier temps, les conseils offerts deviendront plus raffinés. Le travail d'élaboration des politiques qui sera intégré au système de conception des processus sera amélioré. En outre, le gouvernement devra traiter avec des coalitions plus vastes. Celles-ci ne consisteront plus simplement en des groupes d'ONG travaillant au développement, mais aussi d'un certain nombre de groupes travaillant au niveau national et de groupes spécialisés en situation de la femme, en environnement, etc. Les ONG canadiennes seront également plus actives sur la scène internationale et pourraient même agir en toute indépendance du processus fédéral.

Can the government direct or coordonate NGOs' involvement in the policy formulation process? Or yet, can NGOs be better integrated?

Je tiens à souligner que les ONG, de par leur nature, résistent à la coordination; elles tiennent à leur autonomie et à leur indépendance. Cependant, elles ne sont pas hostiles à la collaboration. On a pu voir, par exemple, avec quel succès Inter Pares a travaillé à la mise en oeuvre de la politique de l'ACDI au Bangladesh.

Alors, comment peut-on encourager l'esprit d'équipe? Il faut tenir compte de deux éléments. Le premier relève du processus. Il faut institutionnaliser et régulariser un système d'interaction ou de consultation avec les ONG, de façon à obtenir la participation de tous les nouveaux intervenants. Ce système ne doit d'ailleurs pas se limiter à l'ACDI.

Le ministère des Affaires extérieures, qui a toujours travaillé de façon isolée, sauf en ce qui a trait aux consultations sur les droits de la personne, doit se montrer plus ouvert à l'égard de la collaboration en matière de politique; les réunions des CCCE-GSSCE en sont un excellent exemple. En effet, le Comité consultatif sur le commerce extérieur dispose de quinze groupes de consultation sectoriels sur le commerce extérieur. Il rencontre régulièrement des représentants du monde des affaires, des universitaires, des groupes d'écologistes et des syndicats pour discuter de changements à la politique commerciale canadienne.

L'Institut Nord-Sud a présenté une proposition pour que soit créé un conseil du développement à l'étranger qui ferait un travail semblable à l'égard de nos relations avec les pays du Sud. Ce groupe serait composé d'ONG, d'universitaires, de fonctionnaires et de représentants du secteur privé qui se réuniraient régulièrement pour discuter de principes, pour examiner les réussites et évaluer les défis futurs.

But there are other examples, such as the Canadian Participatory Committee for UNCED, which was a coalition of NGOs funded by government that was preparing for the Earth Summit in Rio, where the environment, women, youth, labour and development groups came together and, in some ways, cooperated very intimately with the government working groups preparing for the conference.

Finally, can we generate a coherent foreign policy? I think this is very possible. We have the models open to us, and one is in process. Groups won't become involved in very expensive kinds of consultation mechanisms unless they think it's worth while. I think options like an overseas development council would open up that space.

My second and last point is that, regardless of changes in process, there is not going to be any kind of coherent policy without redressing imbalances within government. If you have a system where CIDA's policy space and its funding are, in some ways, regarded as a parking lot for other departments' aims and ambitions, then we can't say that we have a coherent policy for the south. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much. We will now invite Dr. Dmytro Cipywnyk to address the committee.

Dr. Dmytro Cipywnyk (President, Canadian Ethnocultural Council): Thank you, Mr. Chairman. Hon. senators and members of Parliament, ladies and gentlemen, thank you very much for giving me this opportunity to share some reflections on the foreign policy dimensions of Canada's ethnocultural communities. I was delighted to accept your invitation to address this special joint parliamentary committee reviewing Canada's foreign policy and to discuss the benefits that may be gained through working with ethnocultural communities in developing a coherent Canadian foreign policy.

I will make some comments at the outset and then present five resolutions or recommendations. My brief comments are primarily based on my experience in working with ethnocultural organizations. Besides my current position as president of the Canadian Ethnocultural Council and president of the World Congress of Ukrainians, I've also served as a national president of the Ukrainian Canadian Congress.

The Canadian Ethnocultural Council is a non-profit, non-partisan coalition of 38 national ethnic organizations, which in turn represents over 2,000 local and provincial ethnic groups across Canada. Founded in 1980, the council works towards the advancement of uportunity rights, and dignity for ethnocultural minorities and all other Canadians.

While policies regarding multiculturalism have long been focused on culture, the economic and political contributions and concerns of ethnic communities are becoming increasingly prominent. Many of our CEC member organizations have already appeared before your joint committee to address particular concerns and to propose concrete recommendations on the directions that Canada should take in developing its foreign policy. These positions are well known to you so I shall

[Translation]

Il a d'autres exemples de cet ordre, comme celui du comité de participation du Canada à la CNUED. Il s'agissait d'une coalition d'ONG financée par le gouvernement en préparation pour le Sommet Planète Terre qui s'est tenu à Rio. Cette coalition, composée de groupes s'interressant à l'environnement, à la situation des femmes, aux jeunes, à la main-d'oeuvre et au développement a travaillé en étroite collaboration avec les groupes de travail du gouvernement à la préparation de la conférence.

Enfin, est-il possible de formuler une politique étrangère cohérente? À mon avis, c'est tout à fait possible. Nous disposons de divers modèles, dont l'un est en cours de réalisation. Les groupes ne participeront pas à des mécanismes de consultation onéreux sauf s'ils les jugent valables. La création d'un conseil du développement outremer nous permettrait d'atteindre cet objectif.

Deuxièmement, et pour finir, abstraction faite des changements au processus, il sera impossible de mettre en place une politique cohérente sans redresser les déséquilibres qui existent au sein du gouvernement. Il ne sera pas possible d'avoir une politique cohérente à l'égard des pays du Sud tant que les autres ministères pourront utiliser les politiques et les fonds de l'ACDI pour réaliser leurs propres objectifs et leurs propres ambitions. Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup. Je donne maintenant la parole à M. Dmytro Cipywnyk.

M. Dmytro Cipywnyk (président, Conseil ethnoculturel du Canada): Merci, monsieur le président. Honorables sénateurs et députés, mesdames et messieurs, merci de m'avoir offert cette occasion de discuter avec vous des dimensions que peut avoir la politique étrangère pour les groupes ethnoculturels du Canada. C'est avec plaisir que j'ai accepté l'invitation du comité mixte de la Chambre et du Sénat chargé d'étudier la politique étrangère du Canada à discuter des avantages que le Canada peut tirer d'une collaboration avec ses communautés ethnoculturelles dans la mise au point de sa politique étrangère.

D'entrée de jeu, je ferai quelques observations, puis je présenterai cinq résolutions ou recommandations. Les observations que l'on trouve dans mon mémoire se fondent surtout sur mon expérience de travail au sein des organismes ethoculturels. Je suis présentement président du Conseil ethnoculturel du Canada et du Congrès mondial des Ukrainiens, mais j'ai également été président national du Comité des Ukrainiens—Canadiens.

Le Conseil ethnoculturel du Canada est une coalition non partisane et sans but lucratif composée de 38 organismes ethniques nationaux. Ces organismes représentent à leur tour plus de 2 000 groupes ethniques locaux et provinciaux de tout le pays. Fondé en 1980, le Conseil oeuvre à l'épanouissement du multiculturalisme. Il a pour principal objectif de garantir l'égalité des chances, des droits et de la dignité des minorités ethnoculturelles et de tous les Canadiens.

Même si les politiques relatives au multiculturalisme ont longtemps été axées sur la culture, la contribution économique et politique des communautés ethniques et leurs préoccupations prennent de plus en plus d'importance. Un grand nombre des organismes membres du Conseil ont déjà comparu devant votre comité pour traiter de préoccupations particulières et proposer des recommandations concrètes quant à l'orientation que le Canada devrait adopter dans l'élaboration de sa politique

not dwell on them. I shall simply make one point: as the world becomes more of a global village and international marketplace, the advantages of our diversity will bring many opportunities for all Canadians.

The Canadian government possesses a truly natural resource, the people, whom it can utilize to the fullest in formulating its foreign policy.

Canada is a highly diverse nation with a multitude of cultural, linguistic, and religious minority groups, comprising more than one-third of the Canadian population. Dr. Barbara Ward, British economist and writer, described Canada as the first international nation. Canada needs to take advantage of the immense resources among our culturally diverse groups, which can greatly enhance our trade in countries around the world, including the Pacific Rim, Asia, and Europe.

• 0930

Ethnocultural minorities possess valuable knowledge in terms of language, culture, consumer behaviour, business practices and procedures of their ancestral countries of origin. Private and public sectors could save the high cost of training Canadians for foreign postings or dealing with foreign countries if they make use of ethnic minorities who may already have such knowledge.

In the area of international product marketing, more use should be made of our ethnocultural minority groups for testing purposes. As we have seen in the past, international advertising campaigns are prone to failure due to cultural misunderstanding. An example that became advertising folklore is the inept Chinese translation of Pepsi Cola's catchy phrase "Come Alive With Pepsi", which became "Pepsi Brings Your Ancestors Back From the Dead".

Chevrolet experienced a dramatic rise in sales for the Chevy Nova model in Puerto Rico when the name was changed from Nova to Caribe. "Nova" means "it doesn't go" in Spanish.

Knowing international markets, understanding cultural differences in negotiation, communication styles, and having fluency in foreign languages will be critical in tapping world markets. These advantages can be of decisive significance in efforts to develop Canada's international competitiveness and future prosperity. A paramount question remains: how can we encourage Canadian businesses to take advantage of the knowledge and skills offered by ethnocultural minorities?

My first recommendation is as follows. Ethnic Canadians and national ethnic groups should be consulted more by the government and business sectors to better identify markets across the world to maximize the success of Canadian interests.

On the political end, consultations would improve Canada's analysis of the political and social developments of foreign countries, which could contribute to Canada's formulation of a distinct foreign policy.

[Traduction]

étrangère. Puisque vous connaissez leurs positions, je ne m'étendrai pas sur cet aspect. Je me contenterai de dire que, à mesure que le monde devient un village global et un grand marché mondial, les Canadiens pourront tous tirer profit des nombreux débouchés que lui ouvrira notre diversité.

Le gouvernement canadien dispose d'une ressource vraiment naturelle, la population, dont il peut faire bon usage dans la formulation de sa politique étrangère.

Le Canada est une nation très diversifiée; il compte une multitude de groupes de minorités culturelles, linguistiques et religieuses qui représentent plus du tiers de la population canadienne. M^{me} Barbara Ward, économiste et auteure britannique, a dit que le Canada était la première nation internationale. Le Canada doit exploiter les ressources immenses que possèdent nos divers groupes ethnoculturels; ces ressources peuvent grandement accroître nos échanges dans les autres pays du monde, y compris les pays du bassin du Pacifique, de l'Asie et de l'Europe.

Les minorités ethnoculturelles possèdent des connaissances précieuses quant à la langue, la culture, les habitudes de consommation, les pratiques commerciales et les usages de leurs pays d'origine. Il en coûte cher aux secteurs public et privé de former des Canadiens destinés à occuper des postes à l'étranger où à traiter avec des pays étrangers; ils pourraient économiser cet argent en ayant recours aux services des minorités ethniques qui possèdent déjà les connaissances nécessaires.

Pour ce qui est de la commercialisation de produits sur les marchés internationaux, on pourrait faire davantage appel aux minorités ethnoculturelles pour faire des essais. On a constaté par le passé que des campagnes de publicité internationales peuvent échouer à cause de malentendus culturels. Dans le folklore de la publicité, il y a l'exemple de la mauvaise traduction en chinois du slogan de Pepsi-Cola «Come Alive with Pepsi», qui avait été traduit par «Pepsi ressuscite vos ancêtres».

Chevrolet a constaté une hausse fulgurante des ventes de son modèle Chevy Nova à Puerto Rico lorsqu'il l'a baptisé Caribe. En effet, «Nova» signifie «ça ne va pas».

Pour saisir de nouveaux marchés, il sera essentiel de connaître ces marchés, de comprendre les différences culturelles dans la négociation et les différents styles de communication, ainsi que de parler couramment des langues étrangères. Tout cela peut jouer un rôle décisif dans l'amélioration de la compétitivité internationale du Canada et dans sa prospérité future. Reste une question primordiale: comment peut—on encourager les entreprises canadiennes à profiter des connaissances et des compétences des minorités ethnoculturelles?

Voici ma première recommandation: le gouvernement et les milieux des affaires devraient consulter davantage les Canadiens d'origine ethnique et les groupes ethniques nationaux de façon à mieux répérer d'éventuels débouchés et à garantir le succès des entreprises canadiennes.

Du point de vue politique, ces consultations permettraient au Canada de faire une meilleure analyse des développements sociaux et politiques des pays étrangers et de se doter d'une politique étrangère proprement canadienne.

Example: Prior to and since the independence of Ukraine, the leadership of the organized Ukrainian community has consulted with the Department of Foreign Affairs on many urgent issues of human rights in Ukraine and there has been the establishment of a Canadian diplomatic presence in Kiev, to the eventual recognition of Ukrainian independence. The consultations have proved invaluable in opening up channels of communication between the Ukrainian Canadian Congress and the Department of Foreign Affairs in dealing with substantive issues relative to Canada-Ukraine relations.

Second recommendation: The Department of Foreign Affairs and International Trade should utilize ethnic Canadians to a much greater extent in their trade missions and delegations the world over.

Two examples: Dr. C.W. Cho recently accompanied Dr. Cho was the premier's Asia cultural adviser and was a member of the official delegation. His task was to be both the language and cultural interpreter. In other words, he advised the premier in various cultural and business practices, which went beyond the superficial formalities and translation. Dr. Cho, who was born in Korea, has been teaching at Memorial University in Newfoundland since the 1950s.

The second example: Members of the Ukrainian Canadian Congress were part of an official observer team monitoring the first and second rounds of the Ukraine's legislative elections on March 27 and April 10, 1994. Their presence alongside our Canadian members of Parliament and senators allowed the Canadian observer team to obtain a better assessment of the electoral process in Ukraine.

The third recommendation: Ethnic Canadians can be better utilized for conducting negotiations with various countries in bilateral and multilateral affairs and in arriving at agreements that can be as beneficial to Canada as possible. International development aid is important to Canada, as it is aimed at international stability and almost always linked to export potential for Canada. Utilizing ethnic Canadians in this system will ensure better value for every aid dollar.

The fourth recommendation: The Canadian government should make better utilization of ethnic Canadians in determining needs of recipient countries and in delivering aid, to ensure maximum use of the Canadian aid dollar. A Team Canada approach through the building of consortia, coalitions, and partnerships between ethnic community organizations, professional NGOs and the government should be encouraged in developing international relations.

[Translation]

Voici un exemple: Avant l'indépendance de l'Ukraine et depuis celle-ci, les chefs de la communauté ukrainienne organisée ont consulté le ministère des Affaires étrangères sur un grand nombre de questions pressantes en matière de droits de la personne en Ukraine; on a mis en place une présence diplomatique canadienne à Kiev, puis, le Canada a reconnu l'indépendance de l'Ukraine. Ces consultations ont joué un rôle inestimable en permettant au Comité des Ukrainiens-Canadiens et au ministère des Affaires extérieures de traiter de questions importantes quant aux relations Canada-Ukraine.

Deuxième recommandation: Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international devrait avoir davantage recours aux services des Canadiens d'origine ethnique dans ses missions commerciales et ses délégations partout dans le monde.

En voici deux exemples: M. C.W. Cho a récemment Premier Clyde Wells on a trade mission to Korea and Japan. accompagné le ministre Clyde Wells dans une mission commerciale en Corée et au Japon. M. Cho était le conseiller culturel du premier ministre pour la région de l'Asie et membre de la délégation officielle. Il jouait le rôle d'interprète, tant sur le plan linguistique que culturel. Autrement dit, il conseillait le premier ministre sur diverses coutumes et pratiques commerciales; cela signifie que son travail valait bien au-delà de la simple traduction ou des formalités superficielles. M. Cho, qui est né en Corée, enseigne à l'Université Memorial de Terre-neuve depuis les années cinquante.

> Deuxième exemple: Des membres du Comité des Ukrainiens-Canadiens faisaient partie d'une équipe officielle d'observateurs chargés de surveiller le premier et le deuxième tour des élections législatives tenues en Ukraine le 27 mars et le 10 avril 1994. Le fait qu'ils aient accompagné les députés et le sénateur du Canada a permis à l'équipe d'observateurs canadiens de faire une meilleure évaluation du processus électoral en Ukraine.

> Troisième recommandation: Les services des Canadiens d'origine ethnique pourraient faciliter la tenue de négociations avec divers pays sur des questions bilatérales et multilatérales et la conclusion d'accords aussi profitables que possibles pour le Canada. L'aide au développement international est importante pour le Canada, puisqu'elle vise à assurer la stabilité internationale et qu'elle est presque toujours liée à des débouchés à l'exportation pour le Canada. La participation des Canadiens d'origine ethnique à ce système permettra d'obtenir un meilleur rendement puor chaque dollar d'aide.

> Quatrième recommandation: Le gouvernement canadien devrait mieux utiliser les services des Canadiens d'origine ethnique pour déterminer les besoins des pays qui reçoivent de l'aide au développement et apporter cette aide, ainsi que pour garantir un meilleur usage des sommes ainsi dépensées. Dans le développement des relations internationales, il faudrait encourager un esprit d'équipe grâce à la mise en place de consortiums, de coalitions et de partenariats entre les organismes des communautés ethnoculturelles, les ONG professionnelles et le gouvernement.

Example: The Department of Foreign Affairs and International Trade will be implementing a Canada-Ukraine partners program managed by the Ukrainian Canadian Congress, designed to promote the transition to market-based economies, support democratic development, and increase Canadian trade and investment in Ukraine.

• 0935

This Ukrainian-Canadian community-based system will work in concert with existing professional partners—for example, the Canadian Bureau for International Education, the Institute of Public Administration of Canada, the Canadian Society for International Health, and the Agricultural Institute of Canada—in developing and executing the particular projects in the Ukraine. This linkage between Ukrainian-Canadian organizations and professional and government bodies will improve the effectiveness of project delivery.

The community offers its language and cultural skills while the professionals are experts in project management. Together, both would be stronger and more effective in the Ukraine.

The Canadian government has only recently begun to realize the potential of the multicultural fabric of this great country. In subsection 3.(2) of the Canadian Multiculturalism Act we see specific obligations set out for all federal institutions to promote and support the multicultural policy of Canada, including making use of the language skills and cultural understanding of Canadians of all backgrounds.

Heritage languages or international languages, as some prefer to call them, are essential for global trade and may be one of the keys to Canada's future.

The competitive market of international trade is best understood and handled in the languages of the regions the trade encompasses. Canada has tremendous resources in its population in terms of heritage languages. Indeed, according to the 1991 census an increasing number of Canadians have a first language that is neither English nor French. In Toronto alone 39% of residents are able to speak languages other than English or French. This is a 60% increase since 1986.

The economic progress of any nation is dependent on the full utilization of human and natural resources. The use of Canada's valuable assets in languages could help our country improve its global competitiveness in the areas of trade and diplomatic relations with countries around the world.

My last recommendation is that whereas Canadians will need to be effective communicators in the international community, the Canadian government should proclaim Bill C-37, an act of Parliament to establish the Canadian Heritage Languages Institute.

The Canadian Ethnocultural Council has urged Prime Minister Jean Chrétien to reaffirm his government's support for multiculturalism. In the area of heritage languages, the CEC called for the government to restore funding for the heritage le Conseil a demandé au gouvernement de rétablir le

[Traduction]

Par exemple, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international mettront en place un programme de partenariat Canada-Ukraine dirigé par le Congrès Comité des Ukrainiens-Canadiens et conçu en vue de promouvoir la transition vers une économie de marché, d'aider à l'instauration de la démocratie et d'accroître le commerce et les investissements du Canada en

Dans ce programme, les communautés ukrainiennes et canadiennes collaboreront avec des partenaires professionnelspar exemple, le Bureau canadien de l'éducation internationale, l'Institut d'administration publique du Canada, la Société canadienne pour la santé internationale et l'Institut agricole du Canada—pour mettre au point et réaliser des projets en Ukraine. Grâce à ce lien entre les organismes ukrainiens-canadiens et les organismes professionnels et gouvernementaux, la réalisation des projets sera plus efficace.

D'une part, la communauté offre ses compétences linguistiques et culturelles, d'autre part, les professionnels sont les experts en gestion de projets. S'ils travaillent ensemble, ils seronts plus efficaces et leurs activités en Ukraine seront couronnées de succès.

Le gouvernement canadien vient à peine de se rendre compte des possibilités que lui offre sa mosaïque culturelle. La Loi sur le multiculturalisme canadien, au paragraphe 3(2), impose des obligations précises à toutes les institutions fédérales; celles-ci doivent promouvoir la politique multiculturelle du Canada et aider à sa mise en oeuvre, et, entre autres, mettre à contribution les connaissances linguistiques et culturelles des Canadiens de toutes origines.

Les langues patrimoniales, ou langues internationales, comme certains préfèrent les appeler, jouent un rôle essentiel dans le commerce international et pourraient être l'un des éléments clés dont dépendra l'avenir du Canada.

Pour mieux comprendre un marché international et savoir comment le pénétrer, il vaut mieux parler la langue de la région que couvre ce marché. Le Canada jouit d'énormes ressources en langues patrimoniales au sein de sa population. En fait, d'après le recensement de 1991, un nombre croissant de Canadiens ont une langue maternelle autre que l'anglais ou le français. Trente-neuf p. 100 des habitants de Toronto parlent des langues autres que l'anglais ou le français. Cela représente une augmentation de 60 p. 100 par rapport à 1986.

Les nations dépendent, pour leur progrès économique, d'une bonne utilisation de leurs ressources humaines et naturelles. En mettant à profit ses atouts linguistiques, le Canada pourrait accroître sa compétitivité internationale dans les domaines du commerce et des relations diplomatiques avec les autres pays.

Dernière recommandation: Attendu que les Canadiens devront travailler de façon efficace dans le domaine des communications sur la scène internationale, le gouvernement canadien devrait proclamer le projet de loi C-37, Loi constituant l'Institut canadien des langues patrimoniales.

Le Conseil ethnoculturel du Canada a exhorté le premier ministre Jean Chrétien à réitérer l'appui de son gouvernement au multiculturalisme. Pour ce qui est des langues patrimoniales,

languages support program, which was dismantled under the Tory government, and to establish the Heritage Languages Institute with adequate funding. The institute was the initiative of the previous government but never became a reality.

Positive action by the present government would reinforce this commitment to the promotion of heritage languages in Canada and their importance culturally and economically for our nation.

We must realize that heritage languages are important for minorities and all Canadians. They can greatly advance Canada's international trading ability and economic prosperity in an increasingly global marketplace. They're also an important vehicle for communication and intercultural understanding.

The report to the President of the United States from the President's Commission on Foreign Languages and International Studies has this to say about the use of other languages, and I quote:

The President's Commission believes that our lack of foreign language competence diminishes our capabilities in diplomacy, in foreign trade, and in citizen comprehension of the world in which we live and compete. America's unwillingness to learn foreign languages is often viewed by others, not without cause, as arrogance. The melting-pot tradition that denigrates immigrants' maintenance of their skill to speak their native tongue still lingers, but this unfortunately causes linguistic minorities...to be ignored as a potential asset.

The CEC has advocated and will continue to advocate for improved heritage language programs, for better funding of these programs, and for better utilization by government and businesses of the talent and knowledge that ethnocultural minorities possess.

The Canadian Ethnocultural Council wants to stress that the fullest contribution of the ethnic communities to the overall economy will be highly beneficial to all Canadians. Canadians from the ethnocultural communities have always contributed well, do so presently, and will continue to do so. As Canadians recognize, appreciate, and learn to work with such resources, this new source of competitive advantage can enhance this country's participation in the global economy.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Dr. Cipywnyk.

I forgot to say at the beginning that you are the president of the Canadian Ethnocultural Council. I apologize for that.

• 0940

Next is Dr. Henry Jacek. Am I pronouncing your name correctly?

Professor Henry J. Jacek (Department of Political Science, McMaster University): Yes.

[Translation]

financement du programme d'aide aux langues patrimoniales, qui a été aboli par le gouvernement conservateur, et de constituer l'institut des langues patrimoniales tout en lui donnant un budget adéquat. Cet institut était une initiative du gouvernement antérieur, mais il n'a jamais vu le jour.

En prenant une mesure positive, le gouvernement actuel consoliderait son engagement à l'égard de la promotion des langues patrimoniales au Canada et soulignerait leur importance sur les plans culturel et économique.

Nous devons nous rendre compte que les langues patrimoniales sont importantes tant pour les minorités que pour tous les Canadiens. Elles peuvent accroître grandement la capacité du Canada de faire commerce sur les marchés internationaux et contribuer à sa prospérité économique. Elles ont également un outil important de communication et de compréhension interculturelles.

Voici ce qu'on peut lire sur l'utilisation des autres langues dans le rapport présenté au président des États-Unis par la President's Commission on Foreign Languages and International Studies:

La commission estime que notre manque de compétence dans les langues étrangères nuit à nos efforts de diplomatie et de commerce international et entrave la compréhension qu'ont les citoyens du monde dans lequel nous vivons et faisons concurrence. Le refus des Américains d'apprendre des langues étrangères est souvent pris par les autres, souvent à juste titre, pour de l'arrogance. On constate encore l'existence de la tradition du «creuset» qui discrédite les efforts faits par les immigrants pour conserver leur langue d'origine; malheureusement, c'est à cause de cette tradition que les minorités linguistiques ne sont pas considérées comme un atout

Le Conseil préconise, et continuera de préconiser, des programmes améliorés en langue patrimoniale, un meilleur financement de ces programmes et une meilleure utilisation par le gouvernement et les entreprises du talent et des connaissances que possèdent les minorités ethnoculturelles.

Le Conseil ethnoculturel du Canada tien à souligner que tous les Canadiens pourront profiter d'une plus grande contribution des communautés ethnoculturelles à la vie économique du pays. Les Canadiens des communautés ethnoculturelles ont toujours fait leur part et continueront de le faire. À mesure que les Canadiens reconnaîtront et apprécieront cette ressource et qu'ils apprendront à exploiter cette nouvelle source d'avantage concurrentiel, notre pays renforcera sa position sur l'échiquier économique international.

Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Cipywnyk.

Au début, j'ai omis de mentionner que vous êtes président du Conseil ethnoculturel canadien. Veuillez m'en excuser.

Notre prochain témoin est M. Henry Jacek. Je prononce votre nom correctement?

M. Henry J. Jacek (département de Science politique, Université McMaster): oui.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You're a professor in the Department of Political Science at McMaster University and a collateral faculty member in business, and so on and so on. I won't read the whole curriculum vitae here. Welcome, and we will listen to you attentively, sir. You have ten minutes.

Prof. Jacek: Thank you very much.

I would like to begin by thanking the special joint committee for inviting me to present a statement on what I guess is the private foreign policies of Canadian business and Canadian labour, which is an area that I started to specialize in in recent years. I would like to point out to everybody in the room that I'm certainly not a specialist in Canadian foreign policy or in governmental foreign policies of any type. My expertise is very limited relevant to this committee. It's really more on private foreign policies.

I'll try to show you how I've come to that type of expertise and how that leads me to certain types of conclusions. My academic life has really been concerned with one central problem. How do organizations coordinate their activities over large geographical areas? In particular, since 1980 I've been heavily involved in studying what is called business interest associations such as the Business Council on National Issues—the BCNI—and I understand the president of the BCNI was here yesterday before the committee. I watched a good part of that presentation on the parliamentary channel.

I was interested in how business associations coordinated their activities across our very diverse country. Because of that interest, I was invited, together with one of my colleagues, to participate in an international research team in the 1980s. It was called the Organization of Business Interests project and was jointly funded by the German government and by the then European Community. Besides Canada, there were the United States, Britain, Sweden, Denmark, Germany, The Netherlands, Switzerland, Austria, Italy and Spain. We studied business organizations in those countries to see how they met and dealt with the challenges of geography within their own countries. One result of that research was my co-edited book Regionalism, Business Interests and Public Policy, which was published by Sage Publications in 1989.

During that period, I also became interested in how labour unions responded to the challenge of geography. Without going into that research in any detail, I would point out that it's pretty clear from studying almost all the countries, but Canada in particular, that labour unions handle the challenges of geography and geographical diversity much less well than do business interest associations.

Finally, in the 1990s, I extended my research to the coordination of business and labour organizations across national borders, and there I get into what I would call private foreign policy. Most recently I have studied in some depth how

[Traduction]

Le coprésident (M. Gauthier): Vous êtes professeur au département de science politique de l'Université McMaster et aussi professeur auxiliaire au département de commerce, et ainsi de suite. Je ne vais pas lire tout votre *curriculum vitae*. Je vous souhaite la bienvenue. Nous allons vous écouter attentivement, monsieur. Vous avez dix minutes.

M. Jacek: Merci beaucoup.

J'aimerais commencer par remercier le Comité spécial mixte de m'avoir invité à lui présenter un exposé sur ce qu'on pourrait appeller, selon moi, les politiques étrangères des entreprises et des syndicats canadiens, un secteur dans lequel j'ai commencé à me spécialiser ces demières années. J'aimerais signaler à toutes les personnes présentes que je ne suis certainement pas spécialiste de la politique étrangère canadienne ou des politiques étrangères gouvernementales, quelles qu'elles soient. Du point de vue de votre comité, ma compétence est extrêmement limitée. Elle porte plus précisément sur les politiques étrangères privées.

Je vais essayer de vous expliquer comment j'en suis venu à acquérir ce genre de compétences et comment elles m'amènent à certaines conclusions. Mes activités universitaires sont fondamentalement axées sur un problème central. Comment les organisations coordonnent-elles leurs activités dans de grandes régions géographiques? Depuis 1980, j'étudie intensivement ce qu'on appelle les associations d'intérêts commerciaux comme le Conseil canadien des chefs d'entreprises (le CCCE), et je crois savoir que le président du CCCE a témoigné hier devant votre comité. J'ai écouté une bonne partie de son témoignage au canal parlementaire.

J'étais curieux de savoir comment les associations commerciales coordonnent leurs activités dans un pays aussi varié que le nôtre. C'est en raison de cet intérêt que j'ai été invité, avec l'un de mes collègues, à participer à une équipe internationale de recherche formée au cours des années quatrevingt. Cette équipe était appelée Organisation des intérêts commerciaux, et elle était financée conjointement par le gouvernement de l'Allemagne et par ce qui était alors la Communauté européenne. Le Canada y était représenté, à l'instar des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la Suède, du Danemark, de l'Allemagne, des Pays-Bas, de la Suisse, de l'Autriche, de l'Italie et de l'Espagne. Nous avons étudié des organisations commerciales de ces pays pour voir comment elles s'unissaient pour relever les défis posés par leur géographie. Nos recherches ont notamment abouti à un ouvrage que j'ai compilé en collaboration, intitulé Regionalism, Business Interest and Public Policy, qui a été publié chez Sage Publications en 1989.

Pendant cette période—là, j'ai voulu savoir comment les organisations syndicales s'y prenait pour relever le défi de la géographie. Sans rentrer dans les détails sur ces recherches, je vous dirai qu'après avoir étudié la situation dans presque tous les pays, mais surtout au Canada, il est très évident que les syndicats relèvent les défis de la géographie et de la diversité géographique beaucoup moins bien que les associations d'intérêts commerciaux.

Enfin, dans les années quatre-vingt-dix, ma recherche a commencé à porter sur la coordination des organisations d'affaires et des organisations syndicales au-delà des frontières nationales, et c'est là que j'arrive à ce que j'appellerais la

Canadian business and Canadian labour have responded to the Canada–United States Free Trade Agreement and the North American Free Trade Agreement. One result was a paper I gave in Calgary this June on public policy and the North American free trade area, the role of organized business interests and the labour movement.

Currently I'm also, at the behest of Europeans, writing about and researching the political lobbying success of American business in Europe for some books that are coming out on European business alliances. I think it's somewhat interesting that they asked someone outside of the United States to do this, but the intellectual reason is very interesting.

The European governments and European business tried to keep American business from influencing the development of the European Community into what is now the European Union throughout the 1960s and 1970s. But despite their efforts, the American business community became a very influential lobbyist and probably today is the second most important business lobbyist inside the European Community. In the 1980s they were brought into the policy-making and constitutional process inside the European Union. The Europeans asked me to explain this, because they were mystified as to how the American business community became so powerful on their home ground.

That's my intellectual background and why I'm interested in these types of problems about business and labour and how they extend really from domestic concerns. I would say, although I'm not an advocate—I'm not representing any organization in terms of its interests as to what it should be doing—that my clearest bias is that as a political scientist I believe the goal of foreign policy ought to be the promotion of democracy. I would think probably not all, but a great many political scientists would have that as a primary goal.

[Translation]

politique étrangère privée. Tout récemment, j'ai étudié de façon passablement approfondie les réactions des entreprises et des syndicats canadiens à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et à l'Accord de libre-échange nord-américain. Mes recherches m'ont notamment amené à faire à Calgary, au mois de juin, une communication sur la politique publique et sur le libre-échange nord-américain dans lequel j'ai expliqué le rôle joué par les intérêts commerciaux organisés et par le mouvement syndical.

À la demande d'Européens, je fais actuellement des recherches sur les succès remportés par les entreprises américaines dans leurs démarches de lobbying politique en Europe, et je m'en inspire pour rédiger ma contribution à certains ouvrages qu'on est en train de publier sur les alliances commerciales européennes. S'il est intéressant qu'on ait demandé à un non-américain de faire ce travail, la raison pour laquelle on l'a fait est vraiment très révélatrice.

Au cours des années soixante et soixante—dix, les gouvernements européens et les entreprises européennes ont tenté d'empêcher les entreprises américaines d'infléchir sur le processus qui a fait de la Communauté européenne l'Union européenne d'aujourd'hui. Néanmoins, en dépit de leurs efforts, les entreprises américaines sont devenues collectivement un groupe de lobbying très influent, au point qu'elles sont sans doute aujourd'hui le deuxième groupe de lobbyistes d'affaires d'importance dans toute la Communauté européenne. Au cours des années quatre—vingt, les entreprises américaines ont commencé à exercer leur influence sur l'élaboration des politiques et sur le processus constitutionnel de l'Union européenne. Les Européens m'ont demandé de leur expliquer comment cela s'était produit, parce qu'ils se demandaient vraiment comment la communauté d'affaires américaine était devenue si puissante chez eux.

Voilà pour mes antécédents intellectuels; cela vous montre pourquoi je m'intéresse à ce genre de problèmes dans le domaine des entreprises et des syndicats ainsi qu'à la façon dont ils découlent vraiment de leurs préoccupations sur le plan intérieur. Même si je ne suis l'apôtre de personne—je ne représente aucune organisation en ce qui concerne les orientations qu'elle devrait prendre pour faire valoir ses intérêts—si j'ai un parti pris, en ma qualité de politicologue, c'est celui de croire que la politique étrangère devrait avoir pour objectif le développement de la démocratie. Je crois qu'une grande partie des politicologues, sinon tous, partagent mon opinion à cet égard.

• 0945

It is clear of course that there are very disparate voices in foreign policy, both public and private foreign policies, including I guess public foreign policies of the federal government, the provinces and other units, but certainly there are private foreign policies as well that are very disparate, some of which are represented here today. I think there should be some attempt to bring order to these different voices, although I think we all would recognize that there are very clear limits to the ability to coordinate all the foreign policies that emanate from Canadian sources.

Il est évident, bien entendu, que beaucoup de voix très différentes se manifestent dans la politique étrangère, tant publique que privée, y compris, j'imagine, les politiques étrangères publiques du gouvernement fédéral, des provinces et des autres paliers de gouvernement, mais il y de toute évidence des politiques étrangères privées très différentes les unes des autres et certaines d'entre elles sont représentées ici aujourd'hui. Je pense que nous devrions tenter d'ordonner ces voix différentes, bien que j'estime que nous devrions toutes reconnaître aussi que notre aptitude à coordonner toutes les politiques étrangères émanant de sources canadiennes est très clairement limitée.

I would suggest that the main dividing line between these various voices is between public voices—that is of governments—versus private sector actors. I would suggest that probably two distinct bodies should try to coordinate these two separate types of voices in foreign policy. The first body, I think, would be a committee of government officials representing the federal government, the provinces and the cities of the country. Again, that's an area I'm not specialized in and I won't spend much time talking about that.

A second governmental committee I would suggest is a national advisory committee on private foreign policy actors in which some attempt is made to coordinate the private actors in the foreign policy process, not only business and labour, but also farmers' associations and environmental groups, which I don't think are represented here today, and NGO groups and ethnocultural associations, which are represented here today.

Even coordinating private sector actors, we all recognize, will be very difficult. In the final analysis I'm sure the Government of Canada will have to continue to devise its own foreign public policy and execute it as best it can. However, I think it is possible to speak more coherently and with more integration if an effort is made at some type of coordination along the lines that I've suggested. I think a Team Canada approach would involve an executive coordinating committee that would try to reconcile the views of governmental actors and the private sector actors committees.

Let me turn to the composition of these two committees and particularly the private sector actors committee. I think to be effective in general you'd want to have a committee that would be made up of no more than a dozen people. I know there will be a great deal of difficulty in choosing who exactly would go on such a relatively small committee, but I think we all recognize that once we start to get into large committees, the ability to have any type of integrated voice becomes just about impossible, and even with a small number it would be very, very difficult.

If we look at the private sector actors committee and look at business in particular, I think the representatives of the Canadian business community should be chosen jointly by the Business Council on National Issues and the Canadian Chamber of Commerce. From my research I think they've been the most active and the most effective in the area of private foreign policy. They have a very clear view of their foreign policy role and what they should be doing outside the country, and they've been very active in carrying out their own foreign policy. In the case of the FTA and NAFTA, which is my area of research, they seem to be working very effectively in trying to make these agreements, these treaties, work well for Canadian business and the Canadian national interest in particular.

[Traduction]

À mon avis, la principale ligne de démarcation entre ces voix est celle qui sépare les voix publiques—entendre celles des gouvernements—des voix du secteur privé. Selon moi, il faudrait probablement que deux organismes distincts tentent de coordonner ces deux types de voix qui expriment nos politiques étrangères. Le premier de ces organismes devrait être composé de représentants du gouvernement fédéral, des provinces et des municipalités du Canada. Je ne suis pas spécialiste de ce domaine et je n'en parlerai donc pas longtemps.

Je pense qu'il nous faudrait un deuxième comité gouvernemental qui serait un genre de comité consultatif national des intervenants dans la politique étrangère privée, qui tenterait de coordonner les activités de ces intervenants, et pas seulement des entreprises et des syndicats, mais aussi des associations d'agriculteurs et de groupes environnementaux, qui ne sont pas représentés ici aujourd'hui, je crois, ainsi que des groupes d'ONG et des associations ethnoculturelles, qui le sont.

Nous nous rendons tous compte qu'il sera très difficile de coordonner même les activités des intervenants du secteur privé. En dernière analyse, je suis sûr que le gouvernement du Canada devra continuer à concevoir sa propre politique étrangère publique et à l'appliquer de son mieux. Néanmoins, je pense qu'il lui sera possible de l'exprimer de façon plus cohérente et mieux intégrée si nous nous efforçons d'arriver à une certaine coordination du genre de celle que je propose. Je pense que la promotion d'un esprit d'équipe consisterait dans ce contexte à faire appel à un comité de coordination directeur qui tenterait de concilier les intérêts des comités des intervenants gouvernementaux et de ceux du secteur privé.

Je voudrais maintenant passer à la composition de ces deux comités, et surtout à celle du comité des intervenants du secteur privé. En général, je pense que, pour que ce comité soit efficace, il ne devrait pas être composé de plus de 12 personnes. Je sais qu'il serai très difficile de choisir qui exactement devrait siéger à un comité dont l'effectif serait relativement limité, mais je pense que nous savons tous que, dès que l'effectif du comité s'accroît, il devient virtuellement impossible pour lui de s'exprimer d'une seule voix collective, car il sera extrêmement difficile d'y arriver même si son effectif est aussi limité.

Si nous envisageons le comité des intervenants du secteur privé, et plus particulièrement les intervenants du secteur des entreprises, je pense que les représentants de cette communauté devraient être choisis conjointement par le Conseil canadien des chefs d'entreprises et par la Chambre de commerce du Canada. Mes recherches m'ont amené à conclure que ces deux organisations ont été les plus actives et les plus efficace dans le domaine de la politique étrangère privée. Elles ont une idée très claire de leur rôle dans ce domaine et de ce qu'elles devraient faire à l'extérieur du pays, et elles ont appliqué leurs propres politiques étrangères très activement. Dans le contexte de l'ALE et de l'ALENA, qui font l'objet de mes recherches, les deux organisations semblent travailler très efficacement pour faire en sorte que ces accords ou, si l'on préfère, ces traités, servent bien les intérêts des entreprises canadiennes et l'intérêt national du Canada.

Somewhat controversial, I might suggest that for the time being one might leave Canadian small business off of such a committee. I have not seen a list of all the people or organizations who've appeared before this committee or subcommittees, so I'm not sure whether Canadian small business has asked to be involved in any type of coordinating committee.

From my research I find that small business is rather confused about its foreign policy role. That is not unique to Canada. In general in the world today, at least from my research, small business is quite confused for a very good reason. In principle small business, like large business, is very much in favour of freeing business from the restraints of political jurisdictions, whether that's inside of countries or externally. Canadian small business in general was quite in favour of FTA and NAFTA. On the other hand, these freer trade developments open up small business to greater competition from large business. Small business lacks the resources to really take advantage of these widening markets, so there is an ambivalence and a confusion very often among small business as to whether in practice trade liberalization is good for its members and for its community in general.

• 0950

I also get a complaint from small business that government in some way seeks out their opinion too much. They are overloaded by demands for responses and consultation by the government because they lack the resources to meet these very many demands that come in from public bodies. On the other hand, large business seems to be much better able to respond when the government asks for their opinion and their involvement in the making of policy.

I would also point out that there are two other organizations. They are a bit more limited in terms of their geographical focus, I suspect, but they have been very involved in trying to make the FTA and NAFTA work for Canadians. One is the Canadian Bankers Association, and in particular the Washington representative, Lise Hafner, who I think has been doing an excellent job to promote Canadian business and the Canadian banking industry in the United States. There is also an organization in Etobicoke called CUSBA, the Canadian–U.S. Business Association, which I think has been doing a very effective job of familiarizing Canadian business persons with the political environment that is relevant to Canadian business in the United States today. It's my impression that they are likely to extend their activities into Mexico.

Those four organizations, from what I can tell, seem to have been the most effective, certainly within the North American context, in carrying out a private foreign policy and trying to take advantage of the FTA and NAFTA.

[Translation]

Ce que je vais dire maintenant pourra vous sembler controversé, mais j'estime que, pour le moment, la petite entreprise canadienne ne devrait pas être représentée dans le comité que je propose. Je n'ai pas vu de liste de tous les intervenants ou de toutes les organisations qui ont comparu devant votre comité ou devant ses sous—comités de sorte que je ne suis pas sûr qu'une petite entreprise canadienne quelconque ait demandé de participer aux activités d'un éventuel comité de coordination.

Mes recherches m'ont appris que les petites entreprises tendent à s'interroger sur leur rôle en matière de politique étrangère. Ce phénomène n'est pas unique au Canada. Dans le monde d'aujourd'hui, les petites entreprises se posent généralement beaucoup de questions, et ce pour de très bonnes raisons, comme mes recherches me l'ont montré. En principe, tout comme la grande entreprise, la petite entreprise est très favorable à l'idée de libérer les entreprises des contraintes que posent les compétences politiques, tant sur le plan intérieur que sur la scène internationale. Dans l'ensemble, les petites entreprises canadiennes appuyaient fortement l'ALE et l'ALENA, Toutefois, le développement du libre-échange expose les petites entreprises à une concurrence accrue des grandes entreprises. Comme les petites entreprises n'ont pas les ressources nécessaires pour tirer vraiment profit de leurs débouchés accrus. elles sont ambivalentes et très souvent confuses lorsqu'elles se demandent si, dans la pratique, la libéralisation des échanges est bonne pour elles et pour l'ensemble de leur secteur.

Des petites entreprises m'ont aussi confié que, d'une certaine façon, les gouvernements leur demandent trop souvent leur opinion. Elles sont surchargées de demandes de réponse et de consultation émanant des gouvernements, car elles n'ont pas les ressources nécessaires pour accéder à cette pléthore de demandes des organismes publics. D'un autre côté, les grandes entreprises semblent être bien plus en mesure de donner leur opinion et de participer à l'élaboration des politiques lorsque le gouvernement les v invite.

Je tiens aussi à souligner qu'il y a deux autres organisations du secteur privé qui devraient être représentées au comité. Leur focalisation géographique est peut-être un peu plus limitée que celle des deux premières, je pense, mais elles ont toutes les deux déployé beaucoup d'énergie pour faire fonctionner l'ALE et l'ALENA dans l'intérêt des Canadiens. La première est l'Association des banquiers canadiens, dont la représentante à Washington, Lise Hafner, a fait de l'excellent travail pour faire valoir les intérêts des entreprises canadiennes et de l'industrie bancaire canadienne aux États-Unis. L'autre est une organisation d'Etobicoke appelée CUSBA, la Canadian-U.S. Business Association, qui a fait un excellent travail, à mon avis. pour sensibiliser les gens d'affaires canadiens à l'environnement politique dans lequel les entreprises canadiennes doivent fonctionner aujourd'hui aux États-Unis. Je pense que cette association va vraisemblablement étendre ses activités au Mexique.

Pour autant que je sache, ces quatre organisations-là sont celles qui ont été les plus efficaces, certainement dans le contexte nord-américain, pour appliquer une politique étrangère privée et pour tenter de tirer parti de l'ALE et de l'ALENA.

There may be a problem of getting effective coordination with large business on a committee. It's my general impression that big business feels it is very effective operating on its own and that it tends to like to involve itself in private, relatively secret meetings with government officials in other countries and feels that's the most effective way to work. I think large business is a little shy in carrying on its basic goals in a great deal of detail in any type of public forum or in committees where non-business members are present.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Jacek, could you just wrap up? You've had more than 10 minutes and we'd like you to come to a conclusion, if you could, sir.

Prof. Jacek: Okay.

My main expertise is business, so I've given you basically that. I'd also suggest that labour, and particularly the Canadian Labour Congress, should choose the representative from labour. The other labour centrals I think basically seem relatively uninterested in foreign policy for various reasons. In any event I think a small committee representing business, labour, agriculture, the environment, NGOs and the ethnocultural community would be a useful way to proceed.

I'm very sorry for taking up so much time.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): It's just that we want to give equal time, and then we'll have equal arguments.

Prof. Jacek: Yes.

Le coprésident (M. Gauthier): Docteur Polèse, professeur à l'Institut national de la recherche scientifique, Université du Québec à Montréal. La parole est à vous, docteur Polèse.

M. Mario Polèse (professeur à l'Université du Ouébec à Montréal): Merci beaucoup, monsieur le président. Merci de m'avoir invité.

On m'a demandé de parler du rôle des villes en matière de relations internationales. De façon plus précise, je vais donc parler de ce qu'on peut appeler «le palier local de gouvernement», c'est-à-dire les municipalités, les villes, les communautés urbaines, les comtés, les townships, les cantons et tout ce qu'on a au Canada. Canada. There are thousands of such entities. Il v en a des milliers.

• 0955

Aussi, il est important de souligner tout de suite que je suis un universitaire, et je ne représente donc pas les gouvernements municipaux, je ne représente pas un groupe d'intérêt ou un groupe de pression. Ceci étant, je pense que le palier local va jouer un rôle croissant dans les relations internationales du Canada et cela pour un ensemble de raisons. Je vais essayer de vous les expliquer et d'en tirer quelques conclusions rapidement.

[Traduction]

Il pourrait être problématique d'arriver à une coordination efficace des activités des grandes entreprises au sein d'un comité. Globalement, j'ai l'impression que les grandes entreprises estiment qu'elles sont très efficaces quand elles fonctionnent individuellement et qu'elles tendent à préférer participer à des rencontres privées et relativement «secrètes» avec les représentants gouvernementaux des autres pays, car c'est à leur avis la façon la plus efficace de procéder. Je pense que les grandes entreprises ont quelques réticences à l'idée d'exposer leurs objectifs fondamentaux de façon détaillée à une tribune publique ou dans des comités où il se trouve des gens qui n'appartiennent pas à leur communauté.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Jacek, pourriez-vous clore votre propos? Vous avez eu plus de dix minutes, et nous aimerions que vous arriviez à une conclusion, si vous le pouvez. monsieur

M. Jacek: Très bien.

Je me spécialise dans le domaine des entreprises, et c'est d'elles dont je vous ai parlé, fondamentalement. J'estime aussi que les organisations syndicales, et surtout le Congrès du travail du Canada, devraient choisir le représentant du monde syndical qui siégerait au comité. Les autres centrales syndicales me semblent s'intéresser assez peu à la politique étrangère et ce, pour diverses raisons. Quoi qu'il en soit, j'estime qu'un petit comité représentant les entreprises, les syndicats, les agriculteurs, les associations environnementales, les ONG et la communauté ethnoculturelle serait très utile.

Je regrette d'avoir pris tant de temps.

Le coprésident (M. Gauthier): Je suis intervenu simplement parce que nous voulons accorder un temps égal à chacun pour avoir des arguments égaux.

M. Jacek: Oui.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Dr. Polèse, a professor at the Université du Québec à Montréal, now has the floor. Please proceed, sir.

Dr. Mario Polèse (Professor at the Université du Québec à Montréal): Thank you very much, Mr. Chairman, for inviting me to appear.

I've been asked to address the role of municipalities with regards to international relations. More particularly, I will talk about what we might call the "local government level", that is our municipalities, cities, urban communities, counties, townships and so on in

I should also point out right away that I am an academic and therefore I'm not speaking on behalf on municipal governments, nor am I speaking on behalf of a particular interest group or lobby. That having been said, I believe that local authorities will increasingly have a role to play in Canada's international relations, for several reasons. I will attempt to outline them and to draw a few quick conclusions.

D'abord, vous le savez déjà, un des effets de la globalisation c'est de réduire sensiblement la marge de manoeuvre des gouvernements nationaux, les acteurs traditionnels, vis-à-vis les grandes variables macro-économiques, comme le chômage, la monnaie, et les citoyens le savent.

Cependant, en contrepartie, dans nos sociétés ce sont les questions qui précisément relèvent du palier local qui retiennent de plus en plus l'intérêt des citovens. Je pense par exemple à la sécurité publique, à la qualité de l'environnement, que ce soit l'assainissement de l'eau, de l'air, les mesures antipollution; à la qualité des services urbains, comme la récréation, loisirs, parcs, pistes cyclables, etc.; et finalement aussi, aux services de transport urbain avec les différentes mesures anticongestion.

Il y a des variations selon les régions, mais toutes ces choses sont en général du ressort des élus locaux; et puisque les élus locaux comme les élus à l'échelle nationale ont le mandat d'assurer les meilleurs services possibles-et on espère au meilleur prix—, il est normal que ces élus cherchent aussi à les meilleures technologies. les meilleures connaissances là où ils se trouvent. En ce sens-là, l'activité internationale des villes constituent-en tout cas à mon avistout simplement une extension «normale» des matières qui relèvent de leurs compétences. C'est tout à fait normal pour la ville de Montréal, si vous avez un problème de parcomètres, qu'on cherche l'expertise à Paris, Hong Kong ou à New-York.

Si je prends Montréal que je connais bien, la ville de Montréal et aussi la Communauté urbaine, les deux entités à la fois, la Communauté urbaine et la municipalité entretiennent toute une série d'ententes et des liens formels avec des villes comme Paris, Lyon, la communauté de l'Île de France, etc., par exemple dans les matières comme la gestion, la circulation routière, l'informatisation des services locaux, le contrôle de l'air, etc. Il v a des milliers de sujets et c'est aussi dans cet esprit que toutes les villes canadiennes adhèrent à toute une série d'associations internationales qui existent. Il y en a beaucoup. L'Union of International Local Authorities, Metropolis, Villes unies. Il existe une gamme assez impressionnante d'associations internationales de villes.

Dans le sens inverse également, des gouvernements locaux dans d'autres pays, cherchent souvent à acquérir les connaissances et les compétences que possèdent nos villes. En plus des domaines que j'ai déjà mentionnés, je pense surtout au fonctionnement «démocratique» de nos institutions locales et aussi par exemple, à toute la gestion des domaines fonciers. Ce sont là des domaines de know-how, de savoir-faire si vous préférez, que cherchent surtout à acquérir les villes ou les municipalités dans les pays en voie de développement.

Il y a une demande croissante pour ce type de know-how surtout à cause de toute une série de pressions qui vient en partie de la Banque mondiale pour précisément favoriser dans la décentralisation des institutions ces pays gouvernementales. Donc, là encore, si je parle de Montréal ou de la Communauté urbaine de Montréal, il y a toute une série d'ententes et de travaux en commun entre nos villes et par exemple Shanghaï. City, in an impressive number of areas. Abidjan, Libreville, Dakar, Mexico sur encore une fois, un nombre assez impressionnant de dossiers.

[Translation]

First, as you already know, one of the results of globalization has been a considerable reduction in the leverage of national governments—the traditional players—with respect to the major macroeconomic variables, such as unemployment and currency, and people know this.

However, in contrast, in our society, local issues have become more and more important to people. For example, public safety; the environment—whether that be water quality, air quality or anti-pollution measures; the quality of urban services—recreational services, parks, cycle paths, etc., and finally, urban transport services and traffic control measures.

This varies from region to region, but all these issues are in general the responsibility of local governments, and because local governments, like national governments, have a mandate to provide the best possible services-for, we hope, the best possible price—it is normal that these governments try to acquire the best in technology and the best know-how, wherever they can find it. In that sense, I believe that international activity on the part of cities is simply a "normal" extension of their mandate. It is perfectly normal that the City of Montreal, if there is a problem with parking meters, seek out expertise in Paris, Hong Kong or New York.

Take Montreal, for example, which I know well. The city of Montreal and the Montreal Urban Community both have a whole range of agreements and official relations with cities such as Paris, Lyon, the Ile de France, etc., in areas such as administration, road traffic, the automation of local services, air quality control, etc. There are thousands of areas and that is why Canadian cities belong to a whole series of international associations. There are many: the Union of International Local Authorities, Metropolis, Villes unies, There's also quite an impressive list of international associations of cities.

This also works the other way. Local governments in other countries often come to our cities to acquire know-how and expertise. Besides the areas that I mentioned, I can think of others such as the "democratic" administration of our local institutions and also, for example, the administration of property. This is the kind of know-how that cities and municipalities from developing countries especially are seeking.

There's an incresing demand for this kind of know-how especially because of the pressure being exerted, in part by the World Bank, to decentralize government institutions in these countries. There again, Montreal and the Montreal Urban Community have a whole series of agreements and joint projects with, for example, Shanghai, Abidjan, Libreville, Dakar and Mexico

Je pense que c'est important de le souligner. Les villes canadiennes détiennent effectivement un know-how important dont la important know-how for which foreign demand is increasing, for demande extérieure est croissante pour les raisons que je viens de mentionner. Il est normal que les villes, comme des entreprises, cherchent à tirer profit de leur avantage comparatif et donc, à therefore, export their services. exporter leurs services.

[Traduction]

I think this is important to point out. Canadian cities have the reasons I just mentioned. It is normal that cities, just like businesses, try to benefit from their comparative advantage and

• 1000

Il existe déjà en quelque sorte une politique étrangère des villes. Ce sont déjà des acteurs même formels de politique étrangère. La ville de Montréal possède un secrétariat des relations internationales. Pour le gouvernement canadien, cela veut dire que les villes ou les municipalités deviennent parfois des acteurs, je dirais des acteurs indispensables, incontournables de la politique étrangère parce que c'est là où se trouvera le savoir-faire nécessaire. Il me semble par exemple impensable que le Canada puisse mener une politique étrangère en matière environnementale sans que les villes, les municipalités y soient associées d'une manière ou d'une autre.

On a déjà parlé du sommet de Rio. Les villes y avait une présence importante. Le hasard a voulu que c'était le maire de Montréal qui était le porte-parole des villes à cette conférence. En matière environnementale, il est effectivement impossible de faire abstraction du local. Si vous me permettez je rappelle uniquement l'appel célèbre du Rapport Brundtland: Think globally, act locally,

Je pense également à une chose aussi fondamentale que la sécurité publique. Il y a deux ans je crois, le ministère des Affaires extérieures du Canada invitait la Communauté urbaine de Montréal à se joindre au ministère pour participer à un programme de formation des forces policières dans les pays africains. Si par exemple on pense demain que le Canada doive jouer un rôle pour la reconstruction d'Haïti, la reconstruction politique du moins, il me semble là encore que les forces policières municipales auront probablement un rôle à jouer; et je sais que le maire de Montréal a déjà dit que Montréal serait prête à effectivement collaborer, et la Communauté urbaine, avec le gouvernement canadien pour l'entraînement de forces en Haïti.

Mais le rôle des villes s'impose aussi pour une autre raison, très pratique. La politique étrangère moderne repose—comment je dirais cela-de plus en plus, même si elle est étrangère, sur les assises territoriales locales, qu'il s'agisse de l'aménagement de sites pour des institutions ou des manifestations internationales comme les organismes des Nations Unies, ou n'importe quoi, olympiques, etc., ou encore l'organisation de grandes rencontres dont le Canada aimerait être l'hôte, comme le G-7, le Fonds monétaire international. Ce n'est plus uniquement comme au XIXe siècle où la politique étrangère consistait à envoyer des ambassadeurs ou des armées à l'étranger; mais une bonne partie de notre politique étrangère finalement se passe chez nous ici, sur notre propre territoire.

Or, en termes très pratiques, logistiques, le Canada ne peut pas accueillir les Jeux olympiques, disons à Québec, ou recevoir chez lui une conférence du G-7 à Halifax sans que les villes et les municipalités y soient parties prenantes. Ce sont elles qui vont en partie aussi payer pour et gérer la logistique d'accueil de ces manifestations.

There already is a foreign policy of sorts in cities. They are already official players in foreign policy. The City of Montreal has an international relations secretariat. What this means for the Canadian government, is that cities or municipalities sometimes become players—I would say vital and inevitable players—in foreign policy because that's where the necessary know-how is. For example, it is inconceivable that Canada could develop a foreign policy in the area of the environment without the cities and municipalities being involved in one way or another.

We already mentioned the Rio Summit. The cities' participation was considerable. It happened to be the Mayor of Montreal who was the spokesperson for cities at that conference. In the area of the environment, it is practically impossible to ignore local authorities. With your premission I will just recall the famous plea in the Brundtland Report: Think globally, act locally.

Take as well the fundamental area of public safety. Two years ago, I believe, External Affairs called upon the Montreal Urban Community to join the department in a training program for police forces in African countries. If Canada is considering playing a role in the rebuilding of Haiti, the political rebuilding at least, it seems to me once again that municipal police forces will probably have a role to play; and I know that the Mayor of Montreal has already said that Montreal and the urban community would be willing to cooperate with the Canadian government to train police in Haiti.

But the role of cities is also very important for another, very practical, reason. Modern foreign policy depends-how can I put this—more and more, even if it is foreign policy, on a local territorial basis, whether it concern site development for institutions or organizations such as the United Nations, or anything, the Olympics, etc., or even the organization of major conferences that Canada would like to host, such as the G-7 or the International Monetary Fund. This is no longer the XIXth century when foreign policy consisted in sending ambassadors or armies abroad; a good part of our foreign policy is now happening here, in our own country.

Now in purely practical, logistical terms, Canada cannot host the Olympic Games, let's say in Quebec City, or a G-7 conference in Halifax, without the cities and municipalities being intimately involved. They are also the ones who are going to pay for this in part and manage the logistics of such events.

Bref, les villes ou les municipalités sont déjà des partenaires et ce partenariat va sans doute s'accroître dans les années à venir. Et aussi, je ne sais pas si vous l'ignorer, mais le gouvernement canadien à travers différents ministères et agences accorde déjà implicitement, et parfois explicitement, une place aux villes dans certaines de ses intentions internationales. Je prends trois exemples. Le premier assez connu, c'est l'appui que l'ACDI accorde aux activités de coopération internationale de la Fédération canadienne des municipalités, avec je pense une subvention de l'ordre de 30 millions de dollars. Également, plus récemment, la participation du Canada par l'intermédiaire de la SCHL-cela veut dire la Société centrale d'hypothèques et de logements-à l'organisation de la conférence Habitat II qui aura lieu à Istanbul dans deux ans et qui est déjà libellée le Sommet des villes par Boutros Boutros-Ghali. Je pense également à la gestion quasiment tripartite où le gouvernement fédéral participe indirectement par l'intermédiaire du Bureau fédéral de développement à la gestion du Centre de commerce international de Montréal.

Déjà le Fédéral avec les villes est impliqué à toute une série d'actions et en ce sens, la politique étrangère canadienne comprend déjà un volet «urbain». Qu'est-ce que j'en conclus? Est-ce que cela veut dire que le gouvernement du Canada doit à l'avenir chercher à coordonner, voire diriger, l'action internationale des villes canadiennes?

[Translation]

Therefore, cities and municipalities are already partners and this partnership is no doubt going to grow in the years to come. Furthermore, I do not know if you are aware of this or not, the Canadian government, through its various departments and agencies, already implicitely and sometimes explicitly, provides for cities being involved in its international activities. I have three examples. The first is quite well-known. It concerns the assistance that CIDA provides to the international cooperation activities of the Federation of Canadian Municipalities; I believe the grant is around 30 million dollars. More recently, Canada, through CMHC—the Canadian Mortgage and Housing Corporation—provided assistance for the organizations of the Habitat II conference which will take place in Istanbul in two years and which has already been called the "city summit" by Boutros Boutros-Ghali. Then we also have a more or less tripartite arrangement whereby the federal government, through its federal business development office, is indirectly involved in the management of the International Trade Center in Montreal.

The federal government and our cities are already involved in a whole range of activities and therefore Canadian foreign policy already has an "urban" component. What is my conclusion? Does this mean that the Canadian government should try to coordinate, even oversee, the international activities of Canadian cities in the future?

• 1005

Mon opinion c'est non. Je ne pense pas que ce soit réaliste. Il ne peut pas plus la coordonner ou la diriger qu'il pourrait coordonner ou diriger les activités internationales des universités canadiennes. Tout d'abord-je pense que c'est là une réalité incontournable-, il faut quand même rappeler que les municipalités, sur le plan juridique et constitutionnel, relèvent d'abord des provinces. Première contrainte. Mais aussi, les entités municipales, je vous le rappelle, sont trop nombreuses. Il v en a des milliers, c'est donc comme les entreprises, et elles sont trop diverses pour qu'on puisse penser à coordonner tout cela; et elles sont actives dans toute une série de secteurs d'intervention comme on vient de le voir. Enfin, comme dans d'autres juridictions à l'intérieur même de ce pays, les villes sont parfois en concurrence les unes avec les autres. Ce n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Là vous voyez que c'est un économiste qui parle.

L'important, à mon avis, c'est que les actions internationales des villes-rappelez-vous, c'est comme des gouvernements, des paliers de gouvernement-, que les actions internationales des villes, dis-je, pour autant que les élus et les électeurs le souhaitent, se fassent dans un cadre ouvert dans le respect des institutions et en s'assurant que la population reste informée. Évidemment, la meilleure sanction ça reste encore les élections, la liberté de presse, etc. À cet égard, le rôle du gouvernement fédéral comme celui des provinces, doit être à mon sens d'ouvrir et non pas de fermer des portes à l'égard des initiatives internationales des municipalités canadiennes. C'est

No, in my opinion. I do not think that is realistic. It can no more coordinate or oversee the international activities of cities than it can those of Canadian universities. First-I think that this is an unavoidable reality—it should be recalled that municipalities, on a legal and constitutional level, fall under the jurisdiction of the provinces. That is the first restraint. Furthermore, may I remind you that there are too many municipalities. There are thousands of them, they are like businesses in that way, and they are too varied to be coordinated. They are also active in a whole series of areas as we have just seen. Finally, just like other jurisdictions within one country, cities often compete with each other. That is not necessarily a bad thing. That is the economist in me speaking.

I think what is important is that the international activities of cities—and remember that they are governments, levels of government-to the extent that the elected representatives and the voters want such activities to be undertaken, be so in a open framework that respects institutions and ensures that the public is informed. Obviously the best expression of approval or disapproval lies in elections, freedom of the press, etc. Therefore, the role of the federal government, like that of the provinces, should be to open, not close, doors for international initiatives on the part of Canadian municipalities. That is a facilitator's role, and this role would not necessarily just take d'abord un rôle de facilitateur et un rôle qui ne se traduirait pas the form of financial assistance, but also that of a great number

nécessairement par des contributions financières, mais aussi par une and variety of initiatives, perhaps small in appearance, in the areas variété, un grand ensemble de gestes, parfois mineurs en apparence, d'entraide et de coopération. C'est l'ouverture d'esprit qui est la plus importante. Je pense simplement à la disponibilité de nos représentants à l'étranger pour répondre aux demandes des institutions municipales ou aussi à défendre les intérêts des municipalités canadiennes.

Donc, finalement et à mon avis, on doit laisser aux parties concernées la plus grande marge de liberté possible dans leur domaine de compétences et tout en respectant bien sûr les impératifs constitutionnels et législatifs. Parfois ce sont les formules ad hoc et informelles de coopération qui seront les plus efficaces. Aussi, les initiatives plus formelles comme celles de l'ACDI doivent être poursuivies. Mais-et j'insiste làdessus-me semble-t-il, la meilleure garantie de coordination locale fédérale reste la circulation de l'information, l'ouverture d'esprit pour qu'il soit possible de collaborer et la prise de conscience, du moins de la part des institutions fédérales concernées, que les villes peuvent parfois être des partenaires utiles dans la réalisation de certains objectifs de politique étrangère.

En conclusion et pour reprendre un exemple déjà évoqué, si la politique canadienne en matière de coopération internationale vise parmi d'autres objectifs le renforcement des institutions locales dans les pays en voie de développement, si cela est un objectif comme politique étrangère canadienne, dis-je, il me semble que cela devra se faire nécessairement en collaboration avec les municipalités du Canada.

Merci beaucoup.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci professeur Polèse. Maintenant j'inviterais M. Louis Sabourin, professeur à l'École nationale d'administration publique à Montréal, ancien professeur à l'Université d'Ottawa, dans mon comté, un ami de plusieurs ici dans cette salle, à faire ses commentaires.

Louis Sabourin (professeur, École nationale d'administration publique (Montréal)): Merci beaucoup, monsieur le président. Je vous remercie pour vos propos amicaux et voudrais immédiatement souligner combien je suis très heureux et honoré de l'invitation que vous m'avez faite de venir témoigner devant les membres de ce Comité spécial du Sénat et de la Chambre des communes sur la politique étrangère du Canada en compagnie d'un groupe d'experts aussi reconnus et distingués et dont plusieurs sont d'ailleurs des amis de très longue date.

• 1010

Naturellement, vous le savez, il est impossible de traiter du sujet dont vous m'avez demandé de vous parler, de façon compréhensive et claire, en dix minutes, à savoir: Les relations internationales du Québec. Je crois que mon collègue, M. Meekison, parlera des relations internationales des provinces dans son ensemble, après moi.

Il s'agit d'un sujet très complexe qui a toujours retenu mon attention depuis 1958. Il m'arrive parfois de relire certains articles que j'ai publiés, il y a 30 ans, notamment celui que j'ai remis à votre greffier et que j'avais publié dans la revue du

[Traduction]

of mutual assistance and cooperation. Openness is the most important thing. For example, representatives abroad should be available to respond to requests from municipal institutions and to defend Canadian municipalities' interests.

Therefore, in my opinion, the parties involved should be given considerable freedom in their areas of jurisdiction within. of course, a framework that respects constitutional and legislative obligations. Sometimes ad hoc and informal cooperation initiatives are the most efficient. But more formal initiatives, such as CIDA's, should also be pursued. I must insist, however, that in my opinion the best guarantee of cooperation between federal and local levels is the availability of information, openness—so that it is possible to cooperate—and awareness, at least on the part of the federal institutions concerned. that cities can at times be useful partners in the achievement of certain foreign policy goals.

In conclusion, and to use an example already put forward, if one of the goals of Canadian foreign policy in the area of international cooperation is to strengthen local institutions in developing countries, if that is a goal of Canadian foreign policy, then it seems to me that Canadian municipalities will have to be involved.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Professor Polèse. I will now call upon Mr. Louis Sabourin, professor at the École nationale d'administration publique in Montreal, former professor at the University of Ottawa, in my riding, a friend of several people in this room.

Professor Louis Sabourin (École nationale d'administration publique (Montreal)): Thank you very much, Mr. Chairman. I thank you for your friendly remarks and I would like to say immediately how very happy and honoured I am to accept the invitation you sent me to appear before the members of this Joint Committee on Canada's Foreign Policy along with some wellknown and distinguished experts, several of whom are very old friends of mine.

Naturally, as you know, it is impossible to cover the subject that you asked me to talk about in a clear and comprehensive way in ten minutes: Quebec's international relations. I believe my colleague, Mr. Meekison, will talk about provincial international relations in general after I have spoken.

It is a very complex subject, which I have been interested in since 1958. Sometimes I reread articles that I published 30 years ago, especially the one that I gave to your clerk and that I published in the International Journal of the Canadian Institute

à l'époque et surtout ce qui perdure toujours et ce qui a énormément and what has changed considerably. changé.

J'ai remis, donc, une copie de cet article au greffier de les relations internationales du Québec est excessivement dévelop- especially over the last few years. pée; elle s'est considérablement développée au cours des dernières années.

Je devrai donc me limiter, monsieur le président, à présenter un sommaire très court de ce document que j'ai préparé pour la rencontre d'aujourd'hui. En fait, je me sens un peu comme ce jeune veuf dont l'épouse venait de le quitter et qui l'avait toujours gâté au plan culinaire—vous savez que les choses de la table m'intéressent—, et de ses amis et plusieurs gens donné qu'il avait très peu de bonnes qualités pour la cuisine. Alors, but about eating what I cook." il répondait toujours: Ce n'est pas faire à manger qui me préoccupe, c'est manger ce que je viens de faire.

Comment résumer un papier aussi long en quelques minutes, c'est bien difficile.

Les relations officielles du gouvernement du Québec au avec les rapports internationaux à caractère privé, c'est-à-dire des individus, des groupes, des associations, des firmes, des villes, enfin tous ces domaines qui ont été abordés de façon si compétente par mes collègues, et bien ces relations officielles internationales n'ont rien à voir, il faut bien le dire, avec ces rapports à caractère privé.

Les relations internationales du Ouébec se sont développées certain nombre de législation, c'est-à-dire depuis la fin du XIXe pour développer des pratiques et des échanges avec des gouvernements, ou pour trouver des solutions à des problèmes en matière de borrowing abroad, and tourism. commerce, en matière d'industrie, en matière d'emprunt à l'étranger, en matière de tourisme et autres domaines.

Ces relations internationales du Québec ont pris une place très singulière depuis 1960 et ont soulevé, comme vous le savez si bien, monsieur le président, des controverses très importantes surtout à partir des années 1964-1965, lors de la signature des ententes entre le Québec et la France et la visite du général de Gaulle au Québec en 1967. Ces incidents ont fait couler beaucoup d'encre et contribué à développer la position internationale du Québec qui s'est affirmée quelques années plus tard et a soulevé de nombreuses controverses en 1968 lors des évènements qui ont amené le Québec à participer sans la présence d'Ottawa à la conférence de Libreville des ministres de l'Agence de coopération culturelle et technique lors des célèbres René Lévesque's government in 1976. conférences de Niamey en 1969 et 1970 et à la suite de la prise du pouvoir par le gouvernement de M. René Lévesque en 1976.

[Translation]

Canadian Institute of International Affairs—International Journal, of International Affairs. It was called Politique étrangère et État du intitulé Politique étrangère et «État du Québec». Et 30 ans plus tard, Québec. Thirty years later, it is somewhat amusing to read what one c'est avec une dose d'humour qu'on peut revoir ce que l'on a écrit wrote at the time and especially to see what has remained the same

I provided the Clerk with a copy of this article as well as même que le texte de la communication que j'ai préparé pour la with the brief I prepared for today. This brief lists several other rencontre d'aujourd'hui, communication qui contient un très articles and works, especially from pages 46 to 53, that you may grand nombre d'autres articles et ouvrages, surtout aux pages 46 wish to consult and that show that a considerable amount of à 53 qui pourront être consultés et qui montrent que la littérature sur literature has been written on Quebec's international relations,

So what I would like to do, Mr. Chairman, is just present a brief summary of the document that I prepared for today's meeting. Actually, I feel somewhat like the young widower whose wife had just died and who had always been spoiled when it came to meals—as you know I love eating—and so his friends and several people asked him what he was going to eat because he was lui demandaient ce qu'il allait faire maintenant pour manger étant not a very good cook. He answered, "I'm not worried about cooking

It is rather difficult to sum up such a long brief in a few minutes.

Quebec's official international relations should not be plan international, qu'il ne faut pas naturellement confondre confused with private international links, that is, those of individuals, groups, associations, businesses, cities, all those areas that have been covered so competently by my colleagues. Ouebec's official international relations have nothing to do with private links.

Quebec's international relations have developed especially surrout depuis 1960 bien que la province ait mis en place un since 1960, although the province had developed legislation by the end of the XIXth century to assure Quebec's presence siècle, pour assurer la présence de Québécois à l'étranger et abroad and to develop exchanges and projects with governments, or to find solutions to problems in areas like trade, industry,

Since 1960, Quebec's international relations have become very important, as you are aware, Mr. Chairman, and this has been the subject of considerable controversy especially since 1964-65, when Quebec and France signed agreements, and 1967 when General de Gaulle came to Quebec. Much has been written about these events and they helped shape Quebec's international position, which was made definitive a few years later and which was the subject of controversy again in 1968 when Quebec ended up participating without Ottawa in the Libreville conference of ministers of education; this resulted in Canada temporarily delaying the presentation of the credentials l'Éducation, ce qui avait amené le Canada à suspendre of its ambassador to Gabon. This continued with the founding of temporairement la présentation des lettres de créances de son the Agence de coopération culturelle et technique during the famous ambassadeur au Gabon. Ceci s'est continué lors de la création de conferences in Niamey in 1969 and 1970 and with the election of

[Traduction]

• 1015

Mais depuis 1985, les relations internationales du Québec ont soulevé moins de controverses et ont amené des sentiers beaucoup plus sereins et qui ont mené naturellement à des ententes qui ont permis au Québec de participer aux fameux Sommets, d'abord de Versailles puis de Québec et ainsi de suite au cours des dernières années. Par conséquent, on peut dire sans crainte de se tromper que depuis 1985, les relations internationales officielles du Québec ont trouvé une certaine voix, beaucoup plus sereine dans ses rapports avec Ottawa. Naturellement, je ne sais pas ce que l'avenir nous réserve mais je ne serais pas étonné que cette sérénité connaisse des changements très importants à l'automne prochain.

Je ne voudrais pas non plus aborder-ce que je soulève dans ma communication—tous les rapports à caractère économique que le Québec a développés au même titre qu'un très grand d'autres provinces, des rapports à caractère technologique et dans des domaines aussi importants que ceux de l'environnement, des affaires sociales et autres. Toutes les provinces développent maintenant des rapports internationaux dans tous ces domaines et le Québec ne fait pas exception.

Le Québec a développé des rapports avec un très grand nombre de pays dans le monde, à commencer par les États-Unis. Je voudrais détruire les mythes que l'on entend partout, à savoir que le Québec a surtout des rapports économiques avec les pays francophones, à commencer par la France. Qu'il me suffise de dire qu'en 1993, le Québec a eu dix fois plus d'échanges économiques avec le seul État de New-York qu'avec toute la France; dix fois plus avec le seul État de New-York. Par conséquent, le Québec développe énormément ses rapports économiques, ses échanges au plan financier, au plan technologique. d'abord avec les États-Unis et ensuite avec d'autres régions du monde ce qui inclut l'Europe, l'Asie, l'Amérique Latine et toutes les autres régions. Donc, ce qui caractérise les relations internationales du Québec, c'est à mon avis trois grands points que j'aimerais caractériser comme: dans le temps, dans les moyens et dans l'esprit.

Dans le temps d'abord, c'est parce que l'amorce des relations internationales du Québec s'est faite à un moment où began to be developed at a time of great change in the world. It nous assistions partout dans le monde à des transformations très importantes. Ceci coîncida avec la prise de conscience par les Québécois qu'ils devaient utiliser tous les leviers de l'État pour assurer leur croissance économique et participer à la modernité. Pour cela, ils devaient sortir de leur isolement, s'ouvrir au monde en s'appuyant sur des institutions publiques qui étaient les seules institutions importantes qu'ils contrôlaient pleinement à l'époque. D'où l'importance croissante des relations internationales rather than private relations during the sixties and in the early à caractère officiel plutôt qu'à caractère privé au cours des années seventies. soixante et début des années soixante-dix.

D'ailleurs, les Québécois-ce qui est très importantdécouvrirent à l'époque, au début des années soixante, qu'ils n'étaient plus isolés en Amérique du Nord comme on aimait les caractériser auparavant, mais qu'à la suite de mouvements d'indépendance et à la mise en place d'institutions de la Francophonie, ils appartenaient à une mouvance plus vaste et qu'ils pouvaient dorénavant compter sur un très grand nombre de pays et d'institutions avec lesquels ils pouvaient établir divers

However, since 1985, Quebec's international relations have been far less controversial and much smoother. Quebec has signed agreements allowing it to take part in the famous Summits in Versailles and Quebec City and so on in recent years. It can be said then that since 1985, Quebec's official international relations have to a certain extent come into their own, and Quebec's relationship with Ottawa in this area is much smoother. Now I do not know what the future holds, but I wouldn't be surprised if this good relationship changed a great deal

As I say in my brief, I will not be focusing on each and every economic relationship that Quebec has developed, just as many other provinces have done, at the technological level and in fields as important as the environment, social affairs and others. All the provinces are now developing international relations in all these spheres and Ouebec is no exception.

Quebec has links with many countries, beginning with the United States. I would like to dispel the widespread myth that most of Quebec's economic relations are with French-speaking countries, such as France. Suffice it to say that in 1993, economic activity between Quebec and the State of New York alone was ten times greater than that between Quebec and all of France. Quebec has made enormous strides in developing its economic relationship at the financial and technological levels. first with the United States and then with other regions of the world—Europe, Asia, Latin America and all the rest. In my view, there are three main points that characterize Quebec's international relations: timing, means taken and the spirit of the relationships.

With respect to timing, Ouebec's international relations coincided with a growing awareness among Quebecers that if they were to assure their economic growth and their place in modernity, the levers of government would have to be used. This meant coming out of their isolation and opening up to the world through public institutions which at the time were the only important institutions that they had full control over. Hence the growing importance of official international relations

At the time, that is at the beginning of the sixties—and this is an important point—Ouebecers began to realize that they were no longer as isolated in North America as people had once said, and through the independence movements and the establishment the institutions of la Francophonie, they saw that they were part of a wider movement. They realized that henceforth they could rely on a large number of countries and institutions with which they could establish all sorts of different

types de liens, à commencer par la France et d'autres pays francophones, afin de sortir de l'isolement dans lequel ils étaients depuis très longtemps.

Il fallut, comme je le disais tout à l'heure, attendre 1960 pour que le Ouébec tente de se rapprocher d'autres pays francophones et de se donner une voix au plan international. Ce qui est important de savoir ici contrairement à ce qui est souvent entretenu, c'est qu'il n'y avait pas de grands desseins. Le Québec est parvenu à développer son rôle international, cas par cas, selon une pratique des petits pas, sans aucune réforme constitutionnelle en la matière, le plus souvent par des initiatives directes, parfois très controversées et à la suite de négociations directes avec Ottawa sans céder un centimètre du terrain conquis et en recourant paradoxalement mais habilement, je tiens à le dire, à la méthode du précédent anglo-saxon. Ce qui est assez singulier, il faut le reconnaître.

qui caractérise les relations deuxième chose internationales du Québec par rapport à celles des autres canadiennes, c'est l'importance des assises institutionnelles qui ont été mises en place au Québec. Alors, avant d'être fusionné en janvier de cette année, janvier 1994, avec le ministère de l'Immigration et des Collectivités culturelles, le ministère des Affaires internationales du Québec avait à lui seul un budget de plus de 25 millions de dollars et un personnel de plus de 1 000 personnes: 600 au Québec et 400 hors de ses frontières.

• 1020

Le ministère des Affaires internationales constitue un organe singulier du gouvernement du Québec, surtout lorsqu'on fait la comparaison avec l'Ontario qui décidait en 1993, pour des raisons budgétaires, de fermer tous ses 18 bureaux à l'étranger, y compris celui de Londres qui avait été implanté par le Haut Canada au Royaume-Uni, à l'époque, c'est-à-dire il y a plus de deux siècles.

Le siège du ministère des Affaires internationales du Ouébec a été installé en 1992 dans le nouvel immeuble Hector-Fabre, du nom du premier agent général du Québec à Paris au XIXe siècle. Le Ouébec a aujourd'hui des bureaux sur presque tous les continents. Ouelques-uns de ces bureaux, en particulier ceux qui s'occupent principalement de l'immigration, sont installés à l'intérieur des locaux de l'ambassade du Canada. Je ne voudrais pas aller trop dans les détails que vous retrouverez dans ma communication mais il faut bien reconnaître que le Québec a maintenant beaucoup plus de représentations à l'étranger qu'un très grand nombre d'États complètement indépendants.

Ainsi, le Québec a six bureaux aux États-Unis: à New-York, Chicago, Boston, Los Angeles, Atlanta, Washington. Le bureau de La Fayette ouvert en 1968 a été fermé en 1992. Il y a quatre bureaux dans la région d'Amérique latine et des Antilles: Port-au-Prince, momentanément suspendu à cause des événements, Caracas, Mexico et Bogota. On trouve maintenant cinq bureaux du Québec en Asie: à Tokyo, à Hong Kong, à Bangkok, à Singapour et Séoul. Celui de Singapour m'a-t-on budgétaires. Il y a huit bureaux du Québec en Europe: à Paris,

[Translation]

relationships, beginning with France and other French-speaking countries, as a way of escaping the isolation they'd been in for so

As I was saying earlier, it was only in 1960 that Quebec began to improve its ties with other French-speaking countries and give itself a voice at the international level. It is important to note that, contrary to what has been said, there was no great design. Quebec has managed to develop its international role country by country, slowly but surely, without any constitutional reform. In most cases, this has been achieved through direct initiatives, sometimes very controversial ones and following direct negociations with Ottawa though without its giving up any ground whatsoever and through the paradoxical but I must say skillful use of the Anglo-Saxon appeal to precedent. That, you must admit, is quite unusual.

The second characterictic of Quebec's international relations as compared with those of other Canadian provinces is the importance of the institutions that have been established in Quebec. Before it was merged, in January 1994, with the Ministry of Immigration and Cultural Communities, Quebec's Ministry of International Affairs had a budget of over 25 million dollars and a staff of over 1,000: 600 inside Quebec and 400 elsewhere.

The Ministry of International Affairs is an important instrument for the government of Quebec, especially when you consider that in 1993 Ontario decided to close down 18 of its offices abroad to cut costs. This included the London office, set up by Upper Canada in the United Kingdom over two centuries ago.

The offices of the Quebec Ministry of International Affairs opened in 1992 in the new Hector-Fabre building, named for Quebec's first Agent General in Paris in the XIXth century. Today Quebec has offices on almost every continent. Some of these offices, and especially those dealing mainly with immigration matters, are located on the premises of Canadian embassies. Now I won't go into any of the details that you will find in my brief but it is important to note that Quebec now has many more offices abroad than a lot of fully independent countries

In the United States, Quebec has six offices, in New York, Chicago, Boston, Los Angeles, Atlanta, Washington. The La Favette office was opened in 1968 and closed in 1992. There are four offices in the Latin America and Caribbean region, in Portau-Prince, which is temporarily closed due to the current situation, Caracas, Mexico City and Bogota. Quebec now has five offices in Asia, in Tokyo, Hong Kong, Bangkok, Singapore and Seoul. I was told recently that the Singapore office may be informé récemment, pourrait être fermé pour des raisons closed down for budgetary reasons. Quebec's eight offices in Europe are in Paris, London, Milan, Düsseldorf, Brussels, à Londres, à Milan, à Düsseldorf, à Bruxelles, à Stockholm, à Stockholm, Rome and Vienna. I've been told that the Rome et à Vienne. Le bureau de Stockholm, m'a-t-on dit aussi, Stockholm office may also be closed down soon, again for

pourrait être fermé prochainement pour des raisons budgétaires. budgetary reasons. Three offices have been opened in Africa and the d'être fermé et le Québec a quatre bureaux au Canada: à Edmonton, Edmonton, Moncton, Ottawa and Vancouver. Moncton, Ottawa et Vancouver.

Naturellement l'importance structurelle et ces bureaux québécois à l'étranger doivent faire réfléchir tous ceux qui s'imaginent que le Québec compte sur Ottawa pour développer ses relations internationales lorsque vient le moment de parler de relations officielles. Le Québec est maintenant présent à peu près partout.

Troisièmement, et c'est là que je voudrais beaucoup insister, monsieur le président, c'est l'esprit. L'esprit, je termine làdessus avec trois lignes. Les relations internationales officielles du Québec sont devenues simultanément une marque de nation building québécois, de son prestige, de la promotion de sa spécificité, de sa volonté, de sa capacité d'échanger, de dialoguer, de coopérer avec d'autres entités internationales. Et je dirais pour terminer, monsieur le président, que si on se place uniquement sur le plan juridique et sur le plan économique, le Québec n'est pas tellement distinct de d'autres États fédéraux. Je pense en particulier à ce qui existait dans l'Ukraine et la Biélorussie auparavant, à Porto-Rico et je songe de plus en plus à la Californie qui est en train de mettre en place des rapports internationaux extrêmement importants. Et j'inciterais les membres de votre Comité à lire l'article de James O. Goldsborough, California's Foreign Policy dans la revue Foreign Affairs, printemps 1993, aux pages 88 à 96, où on exprime véritablement comment la Californie est en train de développer sa politique économique internationale faisant d'elle la huitième puissance économique mondiale.

Donc, si nous examinons cela seulement sur le plan iuridique et économique, c'est bien clair que le Québec n'est pas singulier. Beaucoup d'autres États fédéraux dans le monde développent des rapports internationaux. Je pourrais donner des dizaines d'exemples. Mais c'est dans l'esprit politique, l'esprit culturel et je dirais même sur le plan idéologique que ces relations internationales prennent une très grande importance et peut-être que nous pourrons en parler durant la période des questions, monsieur le président.

Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Sabourin.

I would now like to call upon Professor Peter Meekison, professor of political science, University of Alberta.

• 1025

Professor Peter Meekison (Department of Political Science, University of Alberta): Thank you, Mr. Chairman, and thank you for the invitation to make a presentation to you this morning.

As you noted in your opening remarks, Canada is a federation. As with most policy matters, foreign policy has a very clear federal-provincial dimension, and the provinces do have a role. As Mr. Sabourin has just said in his remarks, it is pretty clear that they have had a role for some time.

[Traduction]

Trois bureaux du Québec ont été ouverts en Afrique et au Middle East, in Abidjan, Damascus and Rabat. The Rabat office has Moyen-Orient: à Abidjan, à Damas, à Rabat. Celui de Rabat vient just been closed down. Quebec also has four offices in Canada, in

> Of course, the size of this structure and the number of Quebec offices in other countries should give food for thought to those who think that Quebec relies on Ottawa for developing its international relations at the official level. Quebec is now present in almost every part of the world.

> Third, and I would like to stress this, Mr. Chairman, is the spirit of our international relations. My point is brief. Quebec's official international relations have become a reflection of Quebec nation-building, its prestige, the promotion of its specificity, its determination, its ability to exchange and dialogue and work together with other international entities. And in conclusion, Mr. Chairman, I would say that if we look at this solely from a legal or economic point of view, Quebec is not so very different from other federal states. I'm thinking in particular about Ukraine and Belorussia in earlier times and Puerto Rico and, more and more, California, which is establishing a wide network of international relations. I encourage all members of the committee to read the article by James O. Goldsborough, entitled California's Foreign Policy in the spring 1993 edition of Foreign Affairs, pages 88 to 96, where it is explained just how California is developing its international economic policy and making it the world's eighth economic power.

So, if we look at this from a legal and economic point of view, it is clear that Quebec is no exception. Many of the world's federal states are developing international relations, and I could give you dozens of examples. But it is at the political, cultural and I would even say ideological level that these international relations are so important. Perhaps we could discuss this during questionning, Mr. Chairman.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Sabourin.

Je donne maintenant la parole à M. Peter Meekison, professeur de science politique, Université d'Alberta.

M. Peter Meekison (professeur, Département de sciences politiques, Université de l'Alberta): Merci, monsieur le président. Je vous remercie de m'avoir invité à vous présenter un exposé ce matin.

Comme vous l'avez dit dans vos remarques liminaires, le Canada est une fédération. Comme presque toutes les politiques, la politique étrangère a une dimension fédérale-provinciale très claire, et les provinces ont effectivement un rôle à jouer dans ce domaine. M. Sabourin l'a bien dit: il est évident qu'elles ont un rôle à jouer dans ce domaine depuis un bon bout de temps.

I would like to touch on three points: the constitutional base; the economic realities of today; and, time permitting, a number of sub-national arrangements.

The Constitution is not particularly helpful as a reference point, as the only clause is section 132, referring to empire treaties.

In 1937, in the labour conventions case, the judicial committee of the Privy Council said:

While the ship of state now sails on larger ventures and into foreign waters she still retains the watertight compartments which are an essential part of her original structure.

Thus, the matter of treaty implementation was subjected to the vagaries of the Canadian Constitution. The issue was not particularly contentious until the mid–1960s when it entered into the constitutional arena. While it received some attention in 1968, it was really not discussed again until 1971 at the Victoria Conference. A series of draft constitutional proposals were discussed at that time. They didn't see the light of day.

At the time, there was provision for giving the provinces limited international responsibility. Provinces would be able to engage in discussions and enter into contracts and administer reciprocal and other arrangements not binding in public international law with foreign states or constituent parts of foreign states. They could maintain offices abroad for the conduct of provincial business and they could cooperate with the Government of Canada in activities in relation to foreign states and international organizations and agencies.

The contentious issue in 1971 was whether or not provinces could engage in these activities without federal approval. As I say, that particular proposal was withdrawn by Mr. Trudeau.

In 1972 a joint parliamentary committee on the Constitution recommended among other things that the Government of Canada, before binding itself to perform under a treaty an obligation that deals with the matter falling within the legislative competence of the provinces, should consult with the government of each province that may be affected by the obligation, and the government of a province should remain free not to take any action with respect to an obligation undertaken by the Government of Canada under a treaty unless it has agreed to do so.

Despite these early efforts in the late 1960s and early 1970s to find a constitutional amendment, the matter was not actively pursued in subsequent discussions, and indeed has not really been a significant topic during the constitutional reform period.

There are two different questions here. One is how to authorize the provinces to do certain things internationally; the other relates to treaties. If you examine the first, the provinces now do virtually everything they were offered through amendment in 1971. In short, there has been a remarkable expansion in provincial international activities and, by implication, in their influence on foreign policy.

[Translation]

J'aimerais parler de trois éléments: les dispositions constitutionnelles pertinentes; les réalités économiques d'aujourd'hui; et, si le temps me le permet, je parlerai ensuite de plusieurs accords sous-nationaux.

La Constitution n'est pas un point de départ particulièrement utile, étant donné que le seul article qu'elle contient à cet égard est l'article 132, sur les obligations découlant des traités de l'empire.

En 1937, dans l'affaire des conventions de travail, le comité judiciaire du Conseil privé a déclaré ce qui suit:

Bien que le navire de l'État vogue maintenant dans une mer plus vaste et dans des eaux étrangères, il a toujours les compartiments étanches qui étaient un élément essentiel de sa structure originale.

Bref, l'application des traités se faisait au gré de la Constitution du Canada. La question ne posait pas particulièrement de problèmes, jusqu'au milieu des années 60, quand elle est entrée dans l'arène constitutionnelle. Et bien qu'on lui ait consacré une certaine attention en 1968, il n'en a pas vraiment été question de nouveau avant 1971, lors de la Conférence de Victoria. À ce moment–là, on a discuté d'une série de propositions de réforme constitutionnelle, mais aucune n'a abouti.

À l'époque, il était prévu que les provinces pouvaient exercer une responsabilité internationale limitée. Elles auraient pu par exemple participer à des discussions et conclure des marchés ainsi qu'administrer des ententes réciproques et autres non exécutoires en droit public international avec des pays étrangers ou avec des compétences relevant de ces pays. Elles pouvaient avoir leurs propres bureaux à l'étranger et collaborer avec le gouvernement du Canada à des activités concernant des pays étrangers ainsi que des organisations et des organismes internationaux.

En 1971, la question litigieuse consistait à savoir si les provinces pouvaient s'adonner à ce genre d'activités sans l'autorisation du gouvernement fédéral. Cette proposition-là a été retirée par M. Trudeau.

En 1972, un comité parlementaire mixte sur la Constitution a recommandé notamment que le gouvernement du Canada consulte le gouvernement de chaque province susceptible d'être touché par une obligation qu'il contracterait par traité sur une question relevant de la compétence législative des provinces, et que les gouvernements provinciaux restent libres de ne rien faire pour respecter une obligation contractée par traité par le gouvernement du Canada, à moins d'y avoir consenti.

En dépit de ces premiers efforts de renouvellement constitutionnel, à la fin des années 60 et au début des années 70, la question n'a pas été activement étudiée dans le contexte de discussions ultérieures et elle n'a en fait pas revêtu une grande importance durant la période des discussions sur la réforme constitutionnelle.

Dans ce contexte, il y a deux questions différentes en jeu. La première consiste à savoir comment les provinces peuvent être autorisées à faire certaines choses sur le plan international, tandis que la seconde est liée aux traités. En ce qui concerne la première, les provinces font maintenant virtuellement tout ce qu'on leur a offert dans cette proposition de modification constitutionnelle de 1971. Bref, les provinces ont vu leurs activités internationales prendre énormément d'ampleur, et leur influence sur la politique étrangère a donc beaucoup augmenté.

For example, when I was Deputy Minister of Intergovernmental Affairs in Alberta I was involved in discussions regarding the transit pipeline treaty with the United States, because the provinces of Alberta, British Columbia and Saskatchewan would be affected by that particular treaty.

With respect to treaties, there are two recent events that underscore that this dimension cannot be overlooked. One was the Charlottetown discussions where Alberta put the question of treaty relations on the agenda. It received the strongest support from British Columbia for this particular idea. Essentially what was proposed was constitutionalizing a labour conventions decision. Mr. Clark, politely but firmly, said there was no need to do this in the discussion, for the decision was still valid. Accordingly, the matter was dropped from the agenda. It is of more than passing interest to wonder what would have happened had Quebec been at the table at that time.

The second event was the announcement by Ontario last fall that it would mount a constitutional challenge to NAFTA since it allegedly affected provincial interests. While I doubt that the reference case will in fact be initiated, one never knows.

The statements made in 1993 are remarkably similar to sentiments expressed by Ian Scott, who was the Attorney General of Ontario in the fall of 1987 when he was commenting on the free trade agreement.

I raise the constitutional dimension because it does give provinces a claim for their voices to be heard on some important international issues.

Let me turn to the economic dimension. The second dimension that I think is of critical importance for this committee concerns the economic prospectives of international trade. It is here where the provinces have become extremely active over the past few years.

In the late 1970s, Alberta asked to participate in the GATT negotiations. We were told that was not possible. Nevertheless, Premier Lougheed decided to visit Geneva and requested and received briefings from the Canadian, U.S., and European Community delegations. It was an important first step. Alberta also had a series of meetings with federal officials outlining our thoughts on agriculture and petro–chemicals.

To be effective in these discussions, the province had to develop an understanding of international trade and tariff policy. Thirteen years later, the provinces were part of the federal delegation at Brussels.

I am reading from a report published by the Alberta government:

The most important event associated with the MTN occurred in December 1990 when the Brussels Ministerial Conference was called in an attempt to conclude the negotiations. Representatives from some 100 countries

[Traduction]

Par exemple, quand j'étais sous-ministre des Affaires intergouvernementales de l'Alberta, j'ai participé à des discussions sur l'accord concernant les pipe-lines de transit avec les États-Unis, parce que les provinces de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de la Saskatchewan allaient être touchées par cet accord.

Deux événements récents ont souligné l'importance de ne pas négliger la question des accords et des traités internationaux. On l'a vu dans le contexte des discussions sur le projet d'accord de Charlottetown, quand l'Alberta a mis la question des relations découlant des traités à l'ordre du jour. C'est la Colombie—Britannique qui a appuyé cette proposition avec le plus d'énergie. Essentiellement, il s'agissait de constitutionnaliser une décision sur des conventions de travail. M. Clark a poliment mais fermement déclaré qu'il n'était pas nécessaire d'en discuter, étant donné que la décision était encore valide. La proposition a donc été retirée de l'ordre du jour. Il serait vraiment intéressant de savoir ce qui se serait passé si le Québec avait participé à ces discussions—là.

Le second événement en question s'est produit quand l'Ontario a annoncé, l'automne dernier, qu'elle contesterait la constitutionnalité de l'ALENA, étant donné que cet accord aurait influé sur les intérêts des provinces. Je doute que ce renvoi aux tribunaux se fasse un jour, mais on ne sait jamais.

Les sentiments exprimés en 1993 par les représentants de l'Ontario ressemblaient à s'y méprendre à ceux qu'avait formulés Ian Scott, alors procureur général de l'Ontario, à l'automne de 1987, au sujet de l'Accord de libre-échange.

Si je fais état des discussions constitutionnelles, c'est que les provinces peuvent se fonder sur elles pour réclamer le droit d'être entendues sur certaines questions internationales d'importance.

• 1030

Je vais maintenant passer à l'aspect économique, le deuxième aspect d'importance critique pour votre comité, selon moi, et qui porte sur les perspectives économiques du commerce international. C'est dans ce domaine que les provinces sont devenues extrêmement actives ces dernières années.

À la fin des années 70, l'Alberta a demandé à participer aux négociations du GATT. On nous a dit que ce n'était pas possible. Néanmoins, le premier ministre Lougheed a décidé de se rendre à Genève, et il a obtenu, après les avoir exigées, des séances d'information des délégations du Canada, des États-Unis et de la Communauté européenne. C'était un premier pas important. L'Alberta a aussi eu une série de rencontres avec des représentants du gouvernement fédéral pour leur faire part de ses vues sur l'agriculture et sur l'industrie pétrochimique.

Pour participer efficacement à ces discussions, la province a dû acquérir des connaissances en matière de commerce international et de politique tarifaire. Treize ans plus tard, les provinces faisaient partie de la délégation fédérale à Bruxelles.

Je vais vous citer un extrait d'un rapport du gouvernement albertain:

Le plus important événement qui s'est produit dans le contexte des NCM est survenu en décembre 1990, quand la Conférence ministérielle de Bruxelles a été convoquée afin de tenter de mener des négociations à bien. Les

attended in Brussels from December 1–7, 1990, in an attempt to reach a final agreement on the elements of the negotiations covered by the 15 negotiating groups. Provincial participation was extensive as provinces were invited to attend as part of Canada's delegation. During the week, nine full federal–provincial ministerial meetings were held in Brussels, federal ministers (up to six were in Brussels, including the deputy prime minister) attended. The meetings provided an opportunity for federal and provincial ministers to discuss the progress of the negotiations and to exchange views on Canada's strategy.

This is 13 years after the provinces were told that they were not to be involved. This is a tremendous change, and to me it is one example of what you have referred to, Mr. Chairman, as Team Canada.

The same thing can be said about the free trade agreement and NAFTA. These trade arrangements are seen as critical to the economic well-being of the country and also of the provinces. They want to participate and be consulted, and increasingly they have been. At the 1992 first ministers conference on the economy, they pushed Mr. Mulroney to increase the level of consultation on NAFTA, at least at the provincial level.

With respect to the free trade agreement, Alberta had this to say in 1992:

The operation and management of the FTA was facilitated by regular meetings between federal and provincial officials and ministers. Federal/provincial ministerial meetings occurred prior to each meeting of the Canada–U.S. Trade Commission.

In 1991–92, federal and provincial ministers responsible for trade negotiations met three times to discuss the upcoming trade commission meetings and agenda items.

A major development in the year was the final resolution of the U.S. countervail action on Canadian pork exports. Alberta, having registered as an interested party, contributed its own briefs in the original investigation and panel process and had standing to make appearance and representation. This is the first time any province participated directly in such a process. The province worked closely with the federal government and the industry in putting forward arguments to ensure that Alberta's pork industry was vindicated. As you know, that particular decision was ruled in favour of Canada.

Finally, in 1993 the province was directly involved in negotiations on environment and labour side agreements with respect to NAFTA.

Again, I am quoting from an annual report, published this spring:

[Translation]

représentants d'une centaine de pays se sont réunis à Bruxelles du 1^{er} au 7 décembre 1990 pour tenter de conclure une entente définitive sur les éléments des négociations qui avaient été confiés aux 15 groupes de négociation. La participation des provinces a été importante, étant donné qu'on les a invitées à prendre part aux activités comme partie intégrante de la délégation du Canada. Au cours de la semaine, il y a eu neuf rencontres en bonne et due forme de ministres fédéraux-provinciaux à Bruxelles, auxquelles des ministres fédéraux ont participé (il y en a eu jusqu'à six à Bruxelles, dont le vice-premier ministre). Ces rencontres ont donné l'occasion aux ministres fédéraux et provinciaux de parler des progrès des négociations et d'échanger des vues sur la stratégie du Canada.

Cela s'est passé treize ans après que l'on eut dit aux provinces qu'elles n'allaient pas participer aux discussions. C'est un changement énorme et, à mon avis, c'est un exemple de l'approche dont vous avez parlé, monsieur le président, celle d'Équipe Canada.

Je pourrais dire la même chose au sujet de l'ALE et de l'ALENA. Ces accords commerciaux sont considérés comme d'importance critique pour la prospérité du Canada ainsi que des provinces. Les provinces veulent participer aux discussions et être consultées, et elles l'ont été de plus en plus. À la Conférence des premiers ministres sur l'économie de 1992, elles ont obtenu de M. Mulroney qu'il augmente le degré de consultation sur l'ALENA, au moins au palier provincial.

En ce qui concerne l'Accord de libre-échange, l'Alberta avait ceci à dire en 1992:

Le fonctionnement et l'administration de l'ALE ont été facilités par des rencontres régulières entre les hauts fonctionnaires et les ministres fédéraux et provinciaux. Des rencontres des ministres fédéraux et provinciaux ont eu lieu avant chaque réunion de la Commission commerciale canado—américaine.

En 1991–1992, les ministres fédéraux et provinciaux responsables des négociations commerciales se sont réunis trois fois pour discuter des réunions à venir de la Commission commerciale et des points à l'ordre du jour.

L'année dernière a été marquée par un événement marquant, le règlement définitif du dossier des droits compensateurs imposés par les Américains sur les exportations de porc canadien. L'Alberta, qui s'était inscrite comme partie intéressée, a présenté ses propres mémoires dans le cadre de l'enquête originale et des travaux du comité de règlement du différend, et elle a été admise à comparaître et à faire des interventions. C'est la première fois qu'une province a participé directement à un processus comme celui-là. L'Alberta a étroitement collaboré avec le gouvernement fédéral et avec les producteurs pour présenter des arguments afin de faire en sorte que l'industrie albertaine du porc ait gain de cause. Comme vous le savez, la décision rendue a été favorable au Canada.

Enfin, en 1993, la province a participé directement aux négociations sur les ententes parallèles en matière d'environnement et de conventions syndicales de l'ALENA.

Je vous cite encore un extrait d'un rapport annuel publié, celui—là, ce printemps:

FIGA was directly involved in the Canada–U.S.–Mexico negotiations to conclude trilateral agreements on environmental cooperation and labour cooperation to supplement the NAFTA. These are areas of important provincial jurisdiction requiring provincial cooperation to implement in Canada. The environmental services sector will also provide new trade opportunities for Alberta.

If you look at the various communiqués from premiers conferences, western premiers conferences and first ministers conferences over the past 15 or so years, one can see a continuing pressure from the provinces to become more involved in negotiations and in implementation. I think you might want to focus some attention on the implementation of these treaties and how they will work. Clearly, the pork challenge is a case in point. In the world of globalization, a provincial perspective strengthens Canada's position in areas such as agriculture, energy or tourism.

My third area is sub-national agreements, and here there are two perspectives I would like to mention briefly. Alberta has developed a series of long-standing agreements with provinces or states or sub-national units in China, Japan and Korea. This is an extremely important dimension to foreign policy. It has raised Alberta's image in Asia, and as a result Canada's image in Asia.

The Government of Canada and the three countries involved have recognized the importance of these agreements. They touch on things such as trade, agriculture, science and technology, sport, culture, education and medicine. All of them are encompassed by these agreements. It has led to a series of language training programs in Alberta, and to oil and gas equipment sales.

• 1035

An agreement has recently been concluded with Tyumen in Russia, the largest oil-producing region in that country. It results from an earlier visit that Mr. Lougheed took in 1977.

The other area of sub-national agreements is with the United States. Seven provinces and one territory border on the United States. Hence there will of necessity be trans-boundary relations. In many respects they can be resolved at a sub-national level, as Alberta and Montana have done in establishing the Alberta-Montana Boundary Advisory Committee.

Two initiatives have taken place: one, a joint vehicle inspection station, which saves truckers time and money since there's a single one-stop inspection; and an agreement between Alberta and Montana whereby trucks coming from Alberta, going through Montana, can increase their loads to get to the rail-head at Shelby. The estimated savings to truckers going through Alberta is \$30 million a year. This is not an insignificant amount of money. And again, it seems to me that

[Traduction]

L'AFI a contribué directement aux négociations entre le Canada, les États-Unis et le Mexique en vue de la conclusion d'ententes trilatérales sur la coopération environnementale et syndicale qui s'ajouteront à l'ALENA. Ces ententes portent sur des domaines de compétence provinciale importants, de sorte que leur mise en oeuvre au Canada est impossible sans la coopération des provinces. Le secteur des services environnementaux assurera de nouveaux débouchés commerciaux à l'Alberta.

Quand on étudie les communiqués publiés par les conférences des premiers ministres provinciaux, par les conférences des premiers ministres des provinces de l'Ouest et par les conférences des premiers ministres qui ont eu lieu depuis une quinzaine d'années, on voit que les provinces ont fait de plus en plus pression pour participer davantage aux négociations et à la mise en oeuvre des accords et des traités. Je pense que vous devriez peut-être vous concentrer sur l'application de ces traités et sur leur fonctionnement. De toute évidence, le cas des exportations de porc est un bon exemple. Avec la mondialisation du commerce, le point de vue des provinces renforce la position du Canada dans des domaines comme l'agriculture, l'énergie ou le tourisme.

Le troisième élément dont je voulais parler est celui des accords sous-nationaux, et j'aimerais vous mentionner rapidement deux points de vue dans ce contexte. L'Alberta a conclu une série d'accords à long terme avec des provinces ou des États ou, si vous préférez, des éléments sous-nationaux de trois pays, la Chine, le Japon et la Corée. C'est un aspect extrêmement important de la politique étrangère. La conclusion de ces accords a fait mieux connaître l'Alberta en Asie, et, par conséquent, le Canada est lui aussi mieux connu sur ce continent.

Le gouvernement du Canada et les trois pays en question ont reconnu l'importance de ces accords qui portent sur des questions comme le commerce, l'agriculture, la science et la technologie, le sport, la culture, l'éducation et la médecine. Toutes ces questions sont couvertes par les accords. Ils ont mené à une série de programmes de formation linguistique en Alberta ainsi qu'à des ventes d'équipement pétrolier et gazier.

L'Alberta a récemment conclu un accord avec le Tyumen, la plus grande région productrice de pétrole de Russie. Les germes de cet accord remontent à la visite que M. Lougheed a faite là-bas en 1977.

L'autre aspect des accords sous-nationaux concerne les États-Unis. Sept de nos provinces et un de nos territoires ont des frontières communes avec les États-Unis. Nous aurons donc inévitablement des relations au-delà de nos frontières. Sous bien des aspects, ces relations peuvent faire l'objet d'accords sous-nationaux, comme celui que l'Alberta et le Montana ont conclu en créant leur Comité consultatif de la frontière Alberta-Montana.

À cet égard, deux initiatives ont été prises: la première a été la mise en place d'une station conjointe d'inspection des véhicules, qui permet aux camionneurs d'économiser temps et argent, puisqu'il n'y a qu'une inspection, en un seul et même point; l'autre a été la conclusion d'un accord entre l'Alberta et le Montana qui permet aux camions venus de l'Alberta et transitant par le Montana d'augmenter leurs charges alors qu'ils sont en route pour la tête de ligne de Shelby. Les économies qui

provinces are doing with respect to their neighbours to the south.

between the federal and provincial Cooperation governments is critical. There's no question that the Government of Canada is ultimately responsible for foreign policy, but my opinion has always been that the provinces can be of great assistance in furthering Canada's goals and objectives. They have a body of expertise, which is not an impediment or a hindrance but rather an asset in the furtherance of Canada's international activities.

I'll stop at that point and turn it over to you, Mr. Chairman. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Meekison.

The chair has a bit of a problem here. We usually break for about five minutes at this stage after the initial statements, so we give our members a chance to get really involved in the debate. As you know, we are being televised directly out of this room into whatever the system operates in. It's called CPAC, I think. If I have the agreement of the members, I could take a five-minute break, but we'll have to be very disciplined. Five minutes is five minutes, because of the air time. So if you don't mind, we might break for what we call an organic break or biological break or whatever you want to call it and we'll be back here in five minutes exactly.

Thank you very much.

[Translation]

there are opportunities here for the committee to examine what the en résultent pour les camionneurs qui passent par l'Alberta s'élèvent à 30 millions de dollars par année. Ce n'est pas rien. Il me semble qu'il y a encore là d'autres possibilités que votre comité pourrait étudier en ce qui concerne ce que les provinces font vis-à-vis de leurs voisins du Sud.

> La collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux est critique. Il ne fait aucun doute que c'est le gouvernement du Canada qui est en définitive responsable de la politique étrangère du pays, mais j'ai toujours pensé que les provinces peuvent largement contribuer à la réalisation des buts et des objectifs du Canada. Elles ont des compétences qui ne sont ni une entrave, ni un obstacle, mais plutôt un atout pour le Canada dans la poursuite de ses activités internationales.

> Je vais m'arrêter maintenant et vous rendre la parole, monsieur le président, Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Meekison.

Votre président a un petit problème. Nous faisons habituellement une pause d'environ cinq minutes à ce momentci, après les déclarations des témoins, pour donner à nos membres la possibilité de participer vraiment à la discussion. Comme vous le savez, nos travaux sont télévisés en direct à partir de cette salle, sur la chaîne de notre système. On l'appelle CPAC, je pense. Si les membres du comité y consentent, je voudrais que nous fassions une pause de cinq minutes, mais nous devrons être très disciplinés. Cinq minutes, c'est cinq minutes, parce que nous sommes en ondes. Si vous n'y voyez pas d'inconvénient, nous pourrions faire une pause organique ou biologique, vous pouvez l'appeler comme vous voulez, à condition d'être de retour ici dans exactement cinq minutes.

Merci beaucoup.

• 1040

• 1044

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We've heard some interesting comments and stimulating arguments have been put forth présenté des interventions intéressantes et des arguments stimulants. by all of our panellists.

Le coprésident (M. Gauthier): Tous nos panélistes nous ont

• 1045

The format is going to be very simple. For the next hour and a half or so, members of Parliament will be putting questions, I would hope on a theme. I hope we would not go from one issue to the other, talking about maybe NGOs' participation and then going back to provincial and federal jurisdictions. Let's try to keep our debate focused.

To start the debate, I'll ask Mr. Bill Graham to put the first question.

Mr. Graham (Rosedale): Thank you, Mr. Chairman.

I'd like to address a question that relates to the role of levels of government in the context of both provincial and municipal roles at this time. Mr. Sabourin touched on it. Professor Meekison touched on it as well. It relates to the

Note façon de procéder sera très simple. Les députés et les sénateurs vont poser des questions pendant environ une heure et demie, et j'espère qu'elles seront toutes sur le même thème. J'aimerais que nous ne passions pas d'un thème à l'autre, par exemple en parlant de la participation des ONG, puis en revenant aux compétences des provinces et du gouvernement fédéral. Essayons de ne pas nous éparpiller.

Pour commencer, je vais demander à M. Bill Graham de poser la première question.

M. Graham (Rosedale): Merci, monsieur le président.

Je voudrais parler d'une question liée au rôle que jouent les paliers de gouvernement dans le contexte actuel des rôles des provinces et des municipalités. M. Sabourin y a fait allusion, et M. Meekison aussi. La question est liée aux organisations

growing international organizations with which Canada must now internationales de plus en plus importantes avec lesquelles le Canada deal in world governance, and let's just talk economics for a moment, and let's talk about the International Trade Organization, let's talk about NAFTA, let's talk about the free trade agreement.

Mr. Meekison, you made the point that Ian Scott...and I was there when he made the point that he regarded the free trade agreement as the greatest threat to provincial autonomy and he regarded it as a constitutional amendment. That's the beginning of the case you referred to, of course, under the NAFTA agreement. Given the fact that these agreements impact on provincial jurisdictions extensively, what do you see as the way in which the provinces will have a role not so much in their formulation, because that's now largely been done, but in the operations of particularly NAFTA and the International Trade Organization? How will a federal country such as Canada coordinate in a meaningful way the diverse interests of a country as vast as this if the final word is not held in the federal government, if there is not a controlling and directing control?

If you can help us by referring to other states and how they deal with it, the United States, Germany, or others, it might be helpful in understanding the context of this particular evolution we're going to see more and more of. If you take the environment as an example, as did Professor Polèse, or anything else, in each one of these areas of world governance there will be provincial jurisdictions. How will the provinces participate...?

Et si je peux juste ajouter quelque chose à cela, monsieur Polèse, vous avez fait référence directement devant ce Comité au rôle des municipalités; je crois que c'était à Yellowknife, le chef de l'Association des maires du Canada nous a dit que le fait que les municipalités dépendaient exclusivement des provinces selon notre constitution, était un frein, était un impact négatif sur le rôle des municipalités dans les affaires internationales tel que vous l'avez décrit. À la fin des observations des autres, vous pourriez peut-être nous donner votre opinion sur le rôle des municipalités dans ces grandes activités internationales et surtout sur la question constitutionnelle quant aux provinces et à leur contrôle sur les municipalités. Je crois que cela nous permettrait de comprendre mieux ce problème aussi.

Prof. Meekison: As has been noted, the free trade agreement and the NAFTA are in place, and this is why I raised the dispute resolution mechanism. I think the United States, for example, has been quite aggressive in pushing the limits of the agreement in some of these areas. My sense - and this has happened in the past-is that the provinces can work with the federal government, should work with the federal government, in challenging these particular challenges by the United States.

So I would recommend some formal federal-provincial agreement that would bring the provinces in. It avoids duplication. You rely on their expertise in areas of agriculture, softwood lumber...I don't care; it doesn't make any difference. fédéral pourrait s'en remettre à leurs compétences dans les

[Traduction]

doit maintenant traiter en ce qui concerne la gestion mondiale, et parlons donc d'économie pendant quelques minutes, parlons aussi de l'Organisation internationale du commerce, de l'ALÉNA et de l'Accord de libre-échange.

Monsieur Meekison, vous avez dit que Ian Scott... j'étais là quand il a affirmé que, selon lui, l'Accord de libre-échange était la plus grande menace jamais vue pour l'autonomie provinciale, et qu'il le considérait comme une modification constitutionnelle. C'est le point de départ de la contestation à laquelle vous avez fait allusion, bien sûr, au suiet de l'ALÉNA. Compte tenu du fait que ces accords ont de grandes répercussions sur la compétence provinciale, de quelle façon pensez-vous que les provinces pourront avoir un rôle à jouer non pas tant dans leur formulation, parce que c'est largement chose faite, mais dans le fonctionnement de l'ALÉNA et de l'Organisation internationale du commerce, pour prendre ces deux exemples particuliers? Comment une fédération comme le Canada pourrait-elle coordonner de façon valable les intérêts variés d'un pays aussi vaste que celui-ci si ce n'est pas lui qui prend la décision finale, s'il n'a pas un rôle directif à jouer?

Si vous pouvez éclairer notre lanterne en nous donnant l'exemple d'autres pays et en nous expliquant comment on procède aux États-Unis, en Allemagne ou ailleurs, vous pourriez nous aider à comprendre le contexte de cette évolution qui deviendra de plus en plus évidente. Si vous prenez l'environnement comme exemple, comme l'a fait M. Polèse, ou tout autre secteur, il y aura une compétence provinciale dans chacun de ces secteurs du gouvernement mondial. Comment les provinces participeront-elles?

And, if I may just add something to that, Professor Polèse, you briefly talked about the role of the municipalities before this committee; in Yellowknife, I believe, the head of the Mayors Association of Canada told us that the fact that our Constitution provides that Canadian municipalities are under exclusive provincial jurisdiction impacted negatively on their ability to conduct international affairs, as you described it. Once the other witnesses have given us their comments, you might tell us how you see the role of the municipalities in those important international activities, and elaborate more particularly on the control provinces have over municipalities under our constitution. I think that would allow us to better understand that problem also.

M. Meekison: Comme on l'a souligné, l'Accord de libreéchange et l'ALÉNA ont été adoptés, et c'est pourquoi j'ai soulevé la question du mécanisme du règlement des différends. Je pense que les États-Unis, par exemple, ont consenti de gros efforts pour repousser les limites de l'accord dans certains de ces secteurs. À mon avis—on l'a vu dans le passé—les provinces peuvent collaborer avec le gouvernement fédéral, et elles devraient le faire pour contester ces mesures prises par les États-Unis.

Je recommanderais donc une entente fédérale-provinciale en bonne et due forme qui assurerait la participation des provinces. On éviterait ainsi le dédoublement d'efforts. Le gouvernement

It's joint, Let's not worry about the jurisdiction. Let's not say, well, where are the boundaries on environment? To me, that is beside the point today.

[Translation]

It strikes me that some mechanism such as this could be very helpful, domaines de l'agriculture, du bois-d'oeuvre résineux... peu where we don't say this is your jurisdiction, this is my jurisdiction. importe; l'effet reste le même. Je suis convaincu qu'un mécanisme comme celui-là pourrait être très utile, un mécanisme dans lequel nous ne dirions pas c'est votre secteur de compétences, et c'est mon secteur de compétences. Les compétences seraient partagées. Ne nous préoccupons pas des compétences. Ne disons pas: «Eh bien, où est la limite en ce qui concerne l'environnement?» À mon avis, la question n'est pas là aujourd'hui.

• 1050

The two levels or orders of government can work cooperatively together. But in the final analysis the Government of Canada remains responsible for foreign policy. I don't think the provinces really question that. So I'd go for some kind of joint mechanism. It saves money and you draw on a tremendous degree of expertise.

M. Sabourin: Monsieur le président, je voudrais ajouter les points suivants à ce que vient de dire mon collègue.

Tout d'abord, le Canada fait partie d'à peu près 80 organisations internationales à caractère étatique; donc plus de 80. Sa participation est très variée, si je peux dire, dans les domaines qui préoccupent de plus en plus, non seulement le gouvernement central, mais aussi un très grand nombre de provinces et je dirais de groupes, d'associations comme par exemple dans la radio, la télévision, voire les communications. Ceci ne touche pas seulement les gouvernements. De plus en plus d'autres secteurs sont très intéressés et participent à l'échelon international à des réunions à caractère gouvernemental.

Je pense aussi qu'il faut bien faire la distinction entre les différents organismes. Certains ne posent aucun problème. Les organismes à caractère monétaire jusqu'à maintenant, comme le FMI, n'ont pas posé de problème. Quant aux organismes à caractère financier, comme la Banque mondiale, les banques régionales de développement, la participation des provinces commence à être relativement importante compte tenu du recrutement qui se fait parfois par les gouvernements provinciaux, notamment au Québec, et le rôle de plus en plus grand de centres d'études comme celui de M. Polèse et le mien qui collaborons directement avec plusieurs banques régionales de développement et la Banque mondiale. Mais les problèmes sont assez minimes avec le gouvernement fédéral et les provinces à ce chapitre.

Au plan strictement économique, à savoir dans le domaine sont, je dirais, à caractère plutôt secondaire pour la vie de to that point if you like. l'Organisation. Je reviendrai là-dessus si vous voulez.

Troisièmement, des problèmes dans le domaine militaire, il pose pas tellement de problème mais les provinces sont de plus provinces are becoming more and more involved in a large

Les deux niveaux de gouvernement peuvent travailler de concert. Mais, en fin de compte, c'est le gouvernement du Canada qui est responsable de la politique étrangère. Je ne crois pas que les provinces le mettent en question. Donc, je suis en faveur d'un mécanisme conjoint, car c'est économique et cela nous permet de profiter d'énormément de connaissances.

Mr. Sabourin: Mr. Chairman, let me add the following to what my colleage has just said.

First of all, Canada is a member of some 80 international government organizations. It is involved in all sorts of domains, of interest more and more, not only to the central government, but also to the provinces and I would say to certain groups and assocations as for example in the field of radio, television, and communications. But it does not affect governments only. More and more sectors are becoming interested and taking part in government meetings at the international level.

I think it is important to draw distinctions among the various organizations. Some do not pose a problem. Monetary organizations, such as the IMF, have not to date presented any great difficulty. In financial organizations, such as the World Bank and regional development banks, the provinces are becoming quite important given recruitment by their governments, and this is the case in particular in Quebec. Also, study centers like that of Mr. Polèse and mine are playing a greater role and we are working directly with several regional development banks and the World Bank. But there are relatively few problems in this respect for the federal government and the provinces.

At the strictly economic level, the field I am most familiar que je connais le mieux puisque j'y ai vécu plusieurs années et with since I was involved for many years with these issues and I que j'ai présidé les travaux du Centre de développement de chaired the work of the OECD development center, the l'OCDE, jusqu'à maintenant les problèmes ont été très, très problems have been very minimal. However some provinces minimes, même si certaines provinces sont invitées sur une base très have been invited on a very informal basis to send delegates to what informelle à faire partie de délégations, à certaines conférences qui I would call lower level conferences at the OECD. I could come back

Third, there haven't been too many difficulties in the n'y en a pas eu tellement. Ensuite il y a tout le secteur military sector. Then there's the political arena, and UN politique, les organismes de l'ONU; l'ONU en particulier ne agencies. The UN hasn't posed much of a problem, but the

en plus impliquées dans un très grand nombre d'institutions number of specialized institutions. For example, the International Montréal actuellement, l'Organisation internationale du tourisme close links not only with the City of Montreal but with the vient d'ouvrir un bureau et a des liens très étroits non seulement avec government of Quebec, in a way that makes for a smooth la ville de Montréal, avec le gouvernement du Québec, mais sur une relationship. base où cela ne pose pas tellement de problème.

Parmi les 16 institutions spécialisées, comme vous le savez il y en a plusieurs néanmoins où il y a eu des discussions qui ont été institutions have led to much more controversy. This was the case beaucoup plus controversées. Ce fut le cas de l'UNESCO par with UNESCO, the FAO and the WHO. I think that each institution exemple, le cas de la FAO et le cas de l'OMS. Je crois que chaque should be considered according to its mission and its merits. institution doit être regardée selon sa nature, selon son mérite.

Il y a d'autres institutions qui ont soulevé beaucoup de discusl'Agence de coopération culturelle et technique. Dans le Commonwealth, je ne vois pas qu'il y ait eu énormément de problème. Vous savez que le Commonwealth a un très grand nombre d'organismes subsidiaires. Et dans l'Organisation des États américains je n'en vois pas non plus.

Je pourrais en ajouter encore un très grand nombre. Je songe à des organisations dont on entend parler moins souvent, mais qui sont très importantes pour certaines provinces, comme l'OPANO, l'Organisation pour les pêcheries dans l'Atlantique-Nord; il y a l'Organisation des pêcheries pour le Pacifique et cela touche beaucoup la Colombie-Britannique. Je pourrais vous donner d'autres organismes comme cela pour conclure-et je me souviens, il y a de nombreuses années, surtout avant la conférence de Victoria, je l'avais suggéré à peu près dans le même esprit (tu te souviens de cela?)—qu'il pourrait y avoir un organisme fédéral-provincial pour faire la préparation, la concertation et la mise en oeuvre des accords internationaux qui affectent les provinces.

• 1055

Je pourrais conclure en disant que nous entrons dans un monde qui va devenir de plus en plus compliqué. Je suis de ceux qui sont persuadés, parce que je le vis moi-même dans ma vie personnelle, dans ma vie professionnelle, que nous entrons dans un monde où il sera impossible pour un gouvernement quel qu'il soit de vouloir contrôler, même coordonner la vie internationale parce que les problèmes et les activités sont beaucoup trop divers et compliqués et que de plus en plus nous allons retrouver au sein d'organisations internationales, non seule- Organization has just undergone major legal changes so that now ment des gouvernements, mais des représentants d'institutions associate members, non-government institutions may sit in as privées. Et vous savez que l'organisation des télécommunications observers on discussions. vient de connaître une transformation juridique très importante qui permet la participation, du moins à titre d'observateur, de membres associés lors de discussions d'institutions qui ne sont pas des gouvernements.

En d'autres termes, je crois que l'avenir nous réserve de plus en plus de consultations, de plus en plus de recherches de coordination et que faire des efforts de centralisation auxquels certaines personnes pensaient dans les années soixante et soixante-dix, c'est vraiment centralized structures are now very much part of the past. très révolu.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Sabourin, pour mieux coordonner, mieux sensibiliser aux réalités internationales provinces in particular were allowed to take part in OECD les provinces en particulier, si ces dernières participaient à negociations, do you think that would make for better l'OCDE et aux négotiations, d'après vous et très brièvement coordination and improve knowledge of international issues on

[Traduction]

spécialisées. Sur le plan du tourisme, par exemple, je le vois à Tourism Association has just opened an office in Montreal and has

As you know, discussions with certain of the 16 specialized

There has been a lot of discussion about the cultural institutions, sions. Ce sont les organisations à caractère culturel, comme l'ACCT, such as the ACCT, the Agence de coopération culturelle et technique. There haven't been many problems with the Commonwealth, and as you know it has a lot of subsidiary organizations. There haven't been any difficulties with the Organization of American States either.

> And I could go on because the list is long. I'm thinking of organizations that we hear less about, but which are very important for some provinces, such as NAFO, the North West Atlantic Fisheries Organization and its specific counterpart which affects British Columbia. I could mention other organizations in conclusion. I remember that a long time ago, especially before the Victoria Conference, I suggested in much the same spirit, if you recall, that we could set up a federalprovincial organization to prepare and coordinate efforts for the implementation of international accords that affect the provinces.

> In conclusion, our world is becoming more and more complex. Because of what I see in my personal and professional live, I am convinced that it will soon be impossible for any level of government to control, or even coordinate international relations because of the diversity and complexity of the issues and because more and more, we will see the representatives of private institutions as members of international organizations and not just governments. The Telecommunications

In other words, I believe we can look forward to more and more consultations and more efforts to coordinate work. The efforts of some during the sixties and seventies to put into place more

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Sabourin, if the

veut que les provinces veulent participer, doivent participer, mais ne participent pas toujours aux organismes internationaux comme l'OCDE par exemple? Si on les incluait, est-ce que ce serait bon?

M. Sabourin: Oui. Je crois qu'il y a déjà des efforts de faits dans ce sens, comme je l'ai dit. Il y a déjà certains représentants des provinces qui participent à certaines conférences de l'OCDE, dans les affaires sociales surtout, en matière d'éducation pour l'enseignement supérieur, par exemple; mais pour les questions monétaires, économiques et commerciales, je ne crois pas que ce soit très possible de le faire à court terme sur une base très systématique. Je verrais de grandes oppositions se lever à Ottawa.

Il y aurait peut-être des possibilités dans les comités. Comme vous savez, l'OCDE a 135 comités et groupes de travail. Je me souviens qu'il y en avait parfois 16 qui se réunissaient en même temps au cours d'une journée et je rencontrais parfois 10, 15, 20 Canadiens de différents ministères depuis l'Agriculture, l'Économie, les Finances, les Affaires étrangères, l'Environnement et que sais-je encore, les Communications, et qui représentaient le Canada à ces différents groupes. En bref, ce n'est pas tellement que je sois contre; je serais très favorable pour que les provinces participent de plus en plus parce que ceci leur donnerait une expertise, mais je vois difficilement comment on pourrait le faire sur le plan pratique.

Le coprésident (M. Gauthier): Professeur Polèse, avez-vous des commentaires à faire sur la question de M. Graham?

M. Polèse: On m'a posé la question. Le fait que les municipalités, les villes soient les créateurs finalement exclusifs des provinces, cela pose-t-il un problème? Bien sûr! Cela pose un problème. Cela pose même, je dirais, un problème assez important et c'est effectivement un frein aux activités internationales des villes.

Sans vouloir faire de l'humour, je dirais que pour un couple c'est déià assez difficile de vivre ensemble. Là on a un triangle et ce sont les provinces qui jouent le rôle de l'amant jaloux ou du mari jaloux, si on veut, et c'est surtout le cas du Québec qui est extrêmement, et pour cause, jaloux de sa souveraineté. Or, lorsque les provinces traitent avec le gouvernement fédéral, c'est presque comme si elles traitaient avec un gouvernement étranger; et donc là, c'est sûr que le Ouébec peut se sentir léser dans son autorité face à des relations directes entre le gouvernement fédéral et les municipalités. Je ne sais pas si cela se passe ainsi dans les autres provinces, mais dans le vécu, dans le quotidien, pour les villes et municipalités du Ouébec, c'est une réalité.

C'est la raison pour laquelle, et je le disais peut-être de facon un peu plus cachée, que je plaidais en faveur d'une approche que j'appelerais informelle, ad hoc, parce que si on reste strictement sur le plan juridique, mais juridique exactement, il est certain que le fédéral et les municipalités ne peuvent pas se parler. Il faut toujours passer par une porte provinciale.

• 1100

C'est pour ça que je plaide plutôt pour le gros bon sens, pour des formules plus informelles mais qui font, et je le a more informal solution. However, I do stress that the souligne, que la province soit toujours informée. Pour moi, ce provinces must be kept informed. It is important that qui est important c'est que les relations internationales des international relations conducted by the municipalities and with

[Translation]

cela ne serait-il pas une façon de rencontrer peut-être cette réalité qui the part of these governments? Can you tell us briefly whether that would satisfy their desire to become involved in international organizations such as the OECD? Would it be a good idea to include

> Prof. Sabourin: Yes, it would. I think efforts have already been made to include them, as I said earlier. Some provinces are already sending delegates to some OECD conferences, especially in the field of social affairs and higher education. But as far as regular involvement in monetary, economic and trade issues are concerned, I do not think this would be feasible in the short term. I can imagine the opposition that would be voiced in Ottawa.

> Perhaps there would be some opportunities at the committee level. As you know, the OECD has 135 committees and working groups. I can remember 16 sitting at the same time in one day, and I would meet sometimes 10, 15 or 20 Canadians from different departments, be it Agriculture, Economy, Finance, Foreign Affairs, the Environment, Communications and so on, who were there to represent Canada in these various groups. So it's not that I'm against the principle; I am very keen on having the provinces more involved since they stand to gain a great deal of expertise. However I don't see how it could work in practical terms.

> The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Professor Polèse, do vou have any comments regarding Mr. Graham's question?

> Prof. Polèse: I have already been asked this question. Is it a problem that the municipalities and cities are the exclusive jurisdiction of the provinces? Of course it is! I would even say that it's a big problem and that it impedes the international activities of these cities.

> Without being flippant, I would say that it is difficult enough for two people to live together. In this case there are three parties involved and it is the provinces who play the role of jealous lover or husband, especially in the case of Quebec which is extremely jealous of its sovereignty. When the provinces deal with the federal government, it is almost as if they were dealing with a foreign government, so obviously Ouebec will feel that it's authority is being encroached upon if there are direct relations between the federal government and the municipalities. I don't know whether this is the case for the other provinces, but it certainly is in the cities and municipalities of

> Perhaps I didn't make this point clear, but that is why I am in favor of what I would call and informal or ad hoc approach, because if we take a strictly legal point of view, then of course the federal government and the municipalities cannot speak directly to one another. They must always go through the provincial government.

> That is why I am in favour of a common sense approach, for

municipalités avec la collaboration du gouvernement fédéral, si ça the cooperation of the federal government be very open. Everyone se fait comme ça, se fassent en plein jour, se fassent de «façon must be kept informed of what's going on, and nothing must be informée». Ce n'est pas quelque chose qu'on cache. Finalement, les hidden. Voters at each of the three levels of government will cast électeurs à tous les niveaux, aux trois paliers, peuvent voter. Donc, their ballots. So the process must be an open one. que ca se fasse ouvertement.

Une autre raison pour laquelle je plaide en faveur d'une formule plus ouverte et ad hoc, c'est que, soyons très réalistes et si vous permettez même cyniques un peu, si les villes veulent travailler avec le gouvernement fédéral ou inversement, il y a toutes sortes de moyens détournés pour le faire de toute manière. Les villes ont, sur ce plan-là, plus de flexibilité ou autant de flexibilité que les provinces. Je songe à un mécanisme pour créer des sociétés, des compagnies paramunicipales. La ville de Montréal a toute une série de sociétés paramunicipales; la ville de Québec aussi et la communauté urbaine également; je pense à la STCUM qui, comme Hydro-Québec, peut traiter avec des tiers.

Donc, si vraiment on commence à jouer trop sur les principes si on peut dire, tout ce qu'on va créer ce sont des voies parallèles d'interactions, là où il y existe quand même une certaine volonté. Je ne pense pas qu'il y ait de solution facile. Je ne suis pas juriste, mais je ne pense pas qu'une refonte de la Constitution va régler quelque chose. C'est beaucoup plus une question de tradition, d'ouverture d'esprit et de trouver des moyens de travailler ensemble en restant informé; que ça se fasse toujours avec l'approbation des provinces, en ce sens que les provinces sont informées et les provinces peuvent toujours intervenir, si elles le désirent.

Une dernière chose. La réalité des municipalités sur la scène internationale commence même à se faire sentir dans les organismes des Nations unies. Vous avez parlé de l'OCDE, et ce n'est pas les Nations unies. Mais après en avoir discuté avec certaines personnes, il me semble que déjà, aux Nations unies, on songe éventuellement à mettre sur pied des organismes où les villes seraient représentées. Donc, là aussi il y a un cheminement qui se fait.

Comme on l'a dit, les relations internationales deviennent de plus en plus complexes, Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci.

Mr. Meekison, do you want to get in here?

Prof. Meekison: Mr. Chairman, just one supplementary point on the municipal interaction. Through the special relationships Alberta has developed, it's also encouraged a number of the cities in the province to develop special relationships with cities in these provinces. For example, Edmonton is twinned with Harbin, Calgary with Daging. The interaction at the municipal level includes home-stay visits to sports team exchanges and cultural events.

So there are many ways cities can and should be involved. Indeed, as was mentioned earlier, for example, two firms in Calgary have been working on a water treatment facility development in Daqing. So there are many ways cities can and properly should be involved. Again, these sub-national agreements provide opportunities.

To me, it's critical that rather than competing with each other and going back to the jurisdictional dimension. . .I don't think that's any longer the issue in the international sphere. We can keep it domestic if we want, but internationally, if we work together, a Team Canada approach is quite possible. There are lots of indications that it has worked in the past, over the last few years.

[Traduction]

Another reason why I am in favour of a more open and ad hoc approach, is because, let's face it, if you don't mind me being somewhat cynical, if the cities really want to work with the federal government or vice versa, then there are all sorts of creative ways they can do so. In this regard, the cities have just as much if not more flexibilities than the provinces do. I'm thinking about mechanisms for the creation of corporations and para-municipal companies. The City of Montreal has a whole series of para-municipal companies as does Quebec City and the Montreal urban community, with the STCUM which, like Hydro Québec, is permitted to deal with a third party.

So, a strict application of the principles will only create parallel means to achieve the same ends, if that is what the parties involved really want. I don't think there is any easy solution. I'm not a legal expert, but I don't think amending the Constitution will resolve anything. This is much more a matter of tradition, of keeping an open-mind and in finding ways to work together and keeping everybody informed. The process must have the approval of the provinces, which means that they must be kept informed and they must be free to intervene if they so

One last thing. We are beginning to see the importance of the municipalities at the international level in the agencies of the United Nations. You mentioned the OECD, which is different from the United Nations. I've discussed this with several people, and it would seem that the United Nations is considering setting up organizations that would allow cities to be represented. So, there again, progress is being made.

As was said earlier, international relations are becoming more and more complex. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you.

Monsieur Meekison, voulez-vous intervenir à ce sujet?

Meekison: Monsieur le président, un dernier commentaire au sujet de l'interaction municipale. Grâce aux bonnes relations que l'Alberta a déjà établies avec d'autres, ce gouvernement a encouragé certaines villes de la province à former des liens privilégiés avec les villes dans d'autres provinces. Par exemple, Edmonton est jumelé avec Harbin, et Calgary avec Daging. Au niveau municipal, il s'agit d'échange-logement pour des équipes de sport et les participants à des activités culturelles.

Donc, les villes peuvent participer à bien des niveaux. Comme on l'a dit tout à l'heure, deux compagnies de Calgary travaillent à la construction d'une usine de traitement d'eau usée à Daging. Les villes peuvent et doivent collaborer selon cet exemple. Encore une fois, ces ententes entre deux villes sont très fructueuses.

Quant à moi, il faut éviter l'esprit de concurrence et les conflits de compétence. Ce n'est plus d'ailleurs ce qui importe au niveau international. Nous pouvons le conserver au niveau national si c'est ce que nous voulons, mais si nous travaillons ensemble au niveau international, nous pouvons miser sur l'approche «Équipe Canada». Depuis quelques années, cela a donné de bons résultats.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Filmon, before a panel of this committee, said we must learn to sing from the same song sheet. I guess that's what you're telling us.

Prof. Meekison: Exactly.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Federal, provincial, and municipal governments must learn to sing from the same sheet.

Professor Polèse said CIDA has given \$30 million to the Federation of Canadian Municipalities. Internationally, for example, is there an organization that coordinates the work of developed countries, or so-called industrialized countries? Is there such a thing as a coordinated effort among the United States and all the European countries?

• 1105

Prof. Polèse: For cities?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Yes.

Prof. Polèse: There are a number of international associations of cities, but there is no supra-coordinating organization.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You say the UN is looking at-

Prof. Polèse: Yes, that's one of the things being talked about, because there is increasing involvement of muncipalities, local governments: shouldn't somebody put some order into all this and create some equivalent of the OECD for cities? It's a thing that is being thrown around because there are four or five federations or associations of cities.

M. Paré (Louis-Hébert): Merci, monsieur le président. Dans le volet constitutionnel—c'est loin d'être ma spécialité—je vais quand même tenter de vous communiquer ce que j'en comprends.

Après avoir entendu l'exposé de M. Meekison, je comprends que les modifications constitutionnelles qui auraient pu clarifier la responsabilité des municipalités et des provinces, n'ont pas fait long feu. Je comprends qu'on ait oublié cela pour un bout de temps. D'autre part, je comprends que le Québec ayant compris cela, s'est trouvé une voie et il se dit: nous, on va organiser nos relations internationales. Je comprends que dans la Constitution canadienne l'Île-du-Prince-Edouard et l'Ontario, par rapport aux relations internationales, ont les mêmes responsabilités. Si la réponse est oui, je comprends que cela ne fonctionne pas.

J'aurais la question suivante. Si on disait que l'on met de côté toutes ces chicanes constitutionnelles et qu'on aborde les choses d'une autre façon, pourrait-on proposer que celui qui reçoit une demande ou qui a la possibilité de faire une intervention à caractère international, que ce soit une université, une ville, une province ou le Canada, ferait une espèce d'appel d'offres: «moi je me prépare à travailler sur tel sujet, que ceux qui sont intéressés, que ceux qui m'aiment me suivent»? Est-ce que cela pourrait fonctionner? Que l'on arrête de se chicaner, de parler de constitution au lieu de régler nos problèmes au plan international!

Le coprésident (M. Gauthier): Y a-t-il des réponses?

Prof. Meekison: The answer is yes and no. The fact of the matter is that when people say here's a particular problem... For example, the University of Alberta has a very, very prominent Ukrainian studies institute. It is working on an encyclopedia of the Ukraine. So in the private area, yes, there's a lot that can be done. But when you get into the public area, then the waters become a little murkier.

[Translation]

Le coprésident (M. Gauthier): M. Filmon, devant un groupe de membres de ce comité, nous a dit que ce qu'il faut faire, c'est d'accorder nos violons. Vous dites un peu la même chose.

M. Meekison: Exactement.

Le coprésident (M. Gauthier): Le gouvernement fédéral, les provinces et les municipalités doivent accorder leurs violons.

Le professeur Polèse nous a dit que l'ACDI a accordé 30 millions de dollars à la Fédération canadienne des municipalités. Existe-t-il une organisation internationale chargée de la coordination du travail des pays dits industrialisés? Est-ce qu'on coordonne les efforts des États-Unis et des pays européens?

M. Polèse: Pour les villes?

Le coprésident (M. Gauthier): Oui.

M. Polèse: Il y a plusieurs associations internationales de villes, mais aucune organisation de coordination globale.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous dites que les Nations unies envisagent...

M. Polèse: Oui, c'est une des questions dont on parle, en raison de la participation croissante des municipalités et des gouvernements locaux: quelqu'un ne devrait-il pas mettre de l'ordre dans tout cela est créer une sorte d'équivalent de l'OCDE pour les villes? On en parle, parce qu'il y a quatre ou cinq fédérations ou associations de villes.

Mr. Paré (Louis-Hébert): Thank you, Mr. Chairman. About the Constitution—I'm far from being an expert on it—I will still try to tell you how I understand the subject.

After listening to Mr. Meekison's statement, I understand that the constitutional amendments that might have clarified the municipalities' or the provinces' responsabilities didn't see the light of day. I understand that we forgot about them for a while. On the other hand, it seems that, once Quebec understood that, it found a way and said: we will organize our own international relations. I understand that, under the Canadian Constitution, Prince Edward Island and Ontario have the same responsabilities with regard to international relations. If I am right, it seems to me it doesn't work.

I would ask the following question. If we were to put aside all those constitutional disputes and approached this in another way, could we say that whoever is asked to do some international thing or has the possibility to do so, a university, a city, a province or Canada, would kind of ask for tenders: "I'm about to work on this or that subject, would anybody who's interested, anybody who will help follow my lead"? Could that work? We should stop fighting, stop talking about the Constitution and not fight among ourselves at the international level!

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Are there any answers?

M. Meekison: Oui et non. En fait, quand on dit qu'il y a un problème quelconque. . . Par exemple, l'Université de l'Alberta a un institut extrêmement réputé d'études ukrainiennes. Cet institut travaille à un encyclopédie de l'Ukraine. Par conséquent, dans le secteur privé, on pourrait effectivement faire bien des choses. C'est quand on arrive dans le domaine public que les eaux se troublent.

Again, going back to the constitutional discussions that took place, the Province of Saskatchewan, during the Charlottetown round, wanted an amendment to section 92A in the Constitution, which deals with natural resources. It would give the provinces a very limited authority in exports from the country—not within Canada—of non-renewable natural resources. That would include electricity.

Some of the other provinces were a little nervous about this, because the feeling was that a province, if it had this authority, might do something and the international community might say we don't like what you've done, but we won't retaliate against Saskatchewan, or Alberta or whatever, we'll retaliate against some other province.

That's where it becomes quite problematical. I sensed during the discussions that there was little interest in pursuing an international dimension, pursuing a solution that way. I think through convention, intergovernmental discussions and agreements, much more has been accomplished in the last 20 years than through any constitutional amendment.

So it depends on whether you're looking at it through public international law or private international law. But there's no reason why universities can't do it. They enter into agreements all the time. But quite often they're on the coat—tails of agreements that have been entered into either by the provinces or by the Government of Canada.

M. Paré: Mais que ce soit public ou privé, est-ce que la proposition que je fais ne pourrait pas s'appliquer dans tous les cas à chaque fois qu'un organisme quelconque du Canada, peu importe à quel niveau il se trouve, a la possibilité de faire une intervention internationale? Il pourrait dire: «que ceux qui sont intéressés à travailler avec moi sur ce sujet, se présentent». Cela pourrait être le gouvernement fédéral, une province ou peut être une municipalité. Cela ferait travailler tous les gens dans le même sens.

1110

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Polèse.

M. Polèse: Oui, dans certains cas, ça pourrait marcher. Mais je répète, dans bien des cas les villes se trouveront en concurrence avec d'autres. Par exemple, il peut y avoir un appel d'offres à la Banque mondiale pour la mise sur pied et la gestion d'un système de transport en commun à Monterrey au Mexique, ou pour améliorer les réseaux de métro de Mexico. C'est déjà arrivé. Toronto, avec des partenaires privés, va se trouver en concurrence avec Montréal.

Donc, les deux réalités existent. Dans certains cas, cette démarche pourrait porter fruit mais dans d'autres cas, les Montréalais ne voudront pas montrer leurs cartes aux gens de Toronto et inversement. Et les villes, comme des acteurs privés, vont se retrouver en concurrence pour le même type de contrats ou pour le même type d'ententes. Et ça existe pour les universités aussi.

Le coprésident (M. Gauthier): Pourquoi est-ce que Montréal et Toronto ne pourraient pas travailler ensemble et coopérer?

[Traduction]

Pour revenir aux discussions constitutionnelles que vous avons vécues, pendant les discussions qui ont entouré le projet d'accord de Charlottetown, la Saskatchewan voulait faire modifier l'Article 92A de la Constitution qui porte sur les ressources naturelles. La modification proposée aurait donnée aux provinces une compétence très limitée sur les exportations de ressources naturelles non renouvelables, y compris l'électricité, à l'extérieur du pays—pas à l'intérieur du Canada.

Certaines des provinces ont accueilli cette proposition avec une certaine nervosité, parce qu'elles se demandaient si une province qui aurait eu ce pouvoir aurait pu faire quelque chose, après quoi la communauté internationale aurait pu dire qu'elle n'appréciait pas le procédé mais qu'elle ne prendrait pas de représailles contre la Saskatchewan, l'Alberta etc... mais plutôt contre une autre province.

C'est là que cela devient problèmatique. J'ai senti pendant les discussions que les intéressés ne tenaient guère à s'interroger sur les aspects internationaux et à rechercher une solution dans ce contexte. Je pense que, par des conventions, par des discussions intergouvernementales et par différents accords, on a accompli bien plus ces dernières années que l'on ne l'aurait fait grâce à des modifications constitutionnelles.

Par conséquent, tout dépend de la façon d'envisager la question, en fonction du droit public international ou du droit privé international. Cela dit, il n'y a pas de raison pour que les universités n'agissent pas comme vous le proposez. Elles concluent des accords tout le temps. Je dois toutefois préciser que ces accords s'inscrivent très souvent dans le contexte d'ententes conclues soit par les provinces, soit par le gouvernement du Canada.

Mr. Paré: Still, whether it is public or private, could my proposal not apply whenever some Canadian agency, at whatever level, has a chance to act on the international level? That agency could say: "let those who are interested to work with me on that show up". The parties interested could be the federal government, a province or a municipality. Everybody would work towards the same end.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Polèse.

Prof. Polèse: Yes, in certain cases, that could work. But once again, in many cases, cities will be in competition with each other. For example, there could be a tender call by the World Bank for setting up and managing a public transportation system in Monterrey, Mexico, or for improving the subway system in Mexico. That has already happened. Toronto, with private partners would find itself in competition with Montreal.

Therefore, two realities exist. In certain cases, this approach could be successful, but in others, Montrealers won't want to reveal all their cards to the people in Toronto, and vice-versa. And cities, like private parties, will be in competition with each other for the same type of contracts, or for the same type of agreements. The same is true for universities.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Why couldn't Montreal and Toronto work together and cooperate?

M. Polèse: Je pense que c'est exactement ce qui se passe comme pour l'entreprise privée. Ca se fait d'une façon tout à fait pragmatique dans les cas où vraiment il v a complémentarité d'intérêts, ou comme disent les économistes dans leur abstraction terminologique, quand il y a des économies d'échelle. On peut alors y aller ensemble. Mais dans d'autres cas, il faut dire honnêtement que nos entreprises sont en concurrence pour le même contrat. Je sais que, comme universitaire, je suis parfois en concurrence avec des universitaires de Vancouver, de Toronto, pour la même affaire aussi.

Le coprésident (M. Gauthier): Ce Comité a entendu des témoignages qui nous ont appris que dans des négociations il y avait un Allemand, un Anglais mais cinq Canadiens, voyez-vous? Évidemment, on a dilué notre représentation et on a perdu parfois.

M. Polèse: Peut-être que nous sommes plus dynamiques.

Le coprésident (M. Gauthier): Ils sont mieux organisés, je pense.

M. Polèse: Oui.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Sabourin.

M. Sabourin: Très brièvement. La question de M. Paré me semble extrêmement pertinente. Moi, je répondrais en trois points.

Premièrement, ça existe déjà, monsieur Paré, comme vous venez de l'entendre --- et je ne voudrais pas donner d'autres exemples mais peut-être après on en reparlera-entre de nombreux groupes privés et même parfois des villes, ou des compagnies de la Couronne qui coopèrent avec des compagnies plus privées. Ainsi, Hydro-Québec International est un exemple dans ce genre de coopération avec l'étranger.

Le problème, c'est mon deuxième point. Vous pensez que c'est un problème de droit constitutionnel. À mon avis, depuis 30 ans et surtout depuis l'échec de Victoria que j'ai vécu de l'intérieur et que je ressens encore comme l'échec du siècle parce que si on s'était entendu, on ne serait pas dans la situation où on est, et bien il est très évident que ce n'est pas un problème constitutionnel maintenant, c'est un problème de droit international. Parce que le droit international est en train de devenir maintenant de plus en plus accueillant, je dis bien «accueillant», au chapitre de ce qu'on appelle en droit la «personnalité internationale». J'ai reçu hier mon dernier volume publié sur les organisations économiques où je dis bien que des organismes para-étatiques deviennent de plus en plus impliqués dans la juridiction et dans la dimension des activités des organisations économiques internationales.

Mais c'est un problème au niveau de la responsabilité internationale. Qui va devant les tribunaux internationaux, si ce n'est que les États? Mon collègue, professeur de droit international, pourra me donner quelques exceptions; mais les personnes de droit international sont toujours les États. Ici, au Canada, la personne de droit international au niveau de la responsabilité, et d'autres le contesteraient au niveau de la personnalité aussi, ce n'est que la Constitution canadienne.

Mon troisième point: Il y a 30 ans, quand je commencais à enseigner, je disais toujours: La politique étrangère, c'est le I would always say: foreign policy is a continuation of domestic prolongement de la politique interne. Depuis que je suis rentré de l'OCDE, je commence mon cours de façon différente. Je dis

[Translation]

Prof. Polèse: I think that is exactly what happens, just like in the private sector. It's done in an entirely pragmatic way in cases where interests are truly complementary, or, as economists say in their abstract terminology, when there are economies of scale. In such cases, we can work together. But in other cases, we must honestly say that our businesses compete with each other for the same contracts. As an academic, I know that sometimes I have to compete with universities in Vancouver and Toronto for the same type of thing.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): This committee heard testimony through which we learned that in specific negociations, there was a German, an Englishman, but five Canadians, you see? Obviously, our representation was diluted, and there have been a few losses.

Prof. Polèse: Maybe we are more dynamic.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I think they are better organized.

Prof. Polèse: Yes.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Sabourin.

Prof. Sabourin: Very briefly. I feel that Mr. Paré's question is very relevant. I would answer with three points.

Firstly, it already exists, Mr. Paré, as you have just heard—I don't want to give other examples, but maybe we can come back to it later-among numerous private groups and even sometimes cities, or crown corporations which cooperate with private companies. In this respect, Hydro-Quebec International is an example of this type of cooperation with foreign countries.

My second point deals with the problem. You think that it is a constitutional law problem. In my opinion, for the past thirty years, and especially since the failure of Victoria, that I experienced from the inside, and that I consider as the failure of the century, because if there had been agreement, we would not be in the situation we are now. So, it is very obvious that this is no longer a constitutional problem, but instead a problem of international law. This is because international law is now becoming more and more open, and I am clearly saying "open", to the legal concept of "international personality".
Yesterday, I received a copy of my most recent book on economic organization, where I clearly say that paragovernmental organizations are becoming more and more involved in jurisdiction and in the activities of international economic organizations.

However, it is a problem with respect to international responsibility. Who appears before international tribunals, if it's not states? My colleague, a professor of international law, could give me several exceptions, but in international law, the person is always the State. Here in Canada, the Canadian Constitution is the person with regard to the international law, as far as responsibility is concerned, and some would say that the same is true for personality.

This is my third point: 30 years ago, when I began teaching, policy. Since my return from the OECD, I now start my courses differently. I always say: Domestic policy is a follow-up to

toujours: La politique interne, c'est la suite des décisions qui decisions that are taken at an international level in thousands sont prises à l'échelon international dans des milliers et des and thousands of areas. After having seen, at the OECD, milliers de domaines. Pour avoir vécu à l'OCDE les règlements, regulations, resolutions, and decisions in a wide variety of areas, les résolutions, les décisions dans toutes sortes de domaines, ranging from social issues to economics and finances, I could see depuis les affaires sociales jusqu'à l'économie et les finances, je how, here in Canada, everything that was reflected upon at an voyais comment ici, au Canada, par la suite, ce qui avait été pensé, international level was being implemented more and more in our réfléchi à l'échelon international était de plus en plus mis en oeuvre activities. Of course, the truth, and I'm being a bit facetious, is that dans notre activité. Naturellement, la vérité, mais je rigole un peu, there's a balance between the two. c'est l'équilibre entre les deux.

• 1115

Par conséquent, il est très évident que la vie internationale s'imbrique de plus en plus dans la vie interne; et ce n'est pas becoming more and more closely linked to domestic life. It is simplement ce que nous pouvons contribuer ensemble pour régler un certain nombre de problèmes hors du Canada qui est important, mais c'est ce que l'extérieur nous amène ici qui va nous amener à coopérer. À ce chapitre-là, la coopération est parfois plus difficile parce qu'elle s'exprime au plan interne au niveau d'une ville, au niveau d'une université, au niveau d'une société comme aussi à l'ensemble du Canada sur des décisions monétaires par exemple, des décisions commerciales, des décisions financières qui s'appliquent à l'ensemble du pays.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Sabourin.

Mr. Volpe (Eglinton-Lawrence): Mr. Chairman, I wonder if I could just for a moment be allowed a reflection on the first two presenters even though I really don't have any questions, because their presentations were almost self-evident. I found that the presentation by the NGOs was probably the most articulate and comprehensive position that this committee, or at least this panel, has heard with respect to the NGOs and how they might fit into the development of foreign policy decisions. I want to compliment the presenter on that.

With respect to the ethnocultural contribution to the development of foreign policy, I realize that some of the discussion that has developed since that presentation may have dwarfed some of the impact of the statements that were made, but I think this country is going to be woefully sorry for not having exploited to date, and if it continues to neglect, the opportunities present by virtue of the talents of the emerging demography of the nation. It probably will have no one to blame but itself for such oversights.

I thank Mr. Cipywnyk for his presentation. I think it must sometimes be discouraging and frustrating that there do not appear to be that many willing listeners, but it's a message that needs to be repeated. I think it's a message that some of the other presenters have underscored by the dynamism of their presentations. It seems that all interest groups and all kinds of people who are now a part of the establishment of foreign policy issues have a certain vigour that comes with their presentations, and a certain legitimacy that people attribute to them. But I just wonder whether we're not overlooking the most obvious components of the formulation of foreign policy when presentations like your own come forward.

I really don't have any questions for the first two presenters, and in fact probably not for the third either, because I've been seduced by the temptation that's put forward by the last three, given the context of the political situation that we, as

[Traduction]

Consequently, it is very obvious that international life is not simply what we can contribute to resolving a certain number of problems outside Canada which is important, but instead, that it is what the outside world brings us that leads us to cooperate. In that respect, cooperation is sometimes more difficult, because it can be expressed internally at the city level, at the university level, at the society level, as well as at the level of the country as a whole on monetary matters, trade matters or financial matters which apply to the country as a whole,

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Sabourin.

M. Volpe (Eglinton-Lawrence): Monsieur le président, je me demande si je pourrais prendre quelques instants pour faire des remarques sur les deux premiers exposés, même si je n'ai pas vraiment de questions parce que les exposés étaient si clairs. L'exposé fait par les ONG représentait probablement l'explication la plus claire et la plus complète que ce Comité, ou du moins ce panel, ait jamais entendu quant au rôle des ONG dans l'élaboration de politiques étrangères. J'aimerais en remercier la présentatrice.

Pour ce qui est de la contribution ethnoculturelle à l'élaboration de politiques étrangères, je sais que la discussion qui a eu lieu depuis cet exposé a peut-être éclipsé l'impact de son contenu mais je crois que ce pays va regretter de ne pas avoir exploité jusqu'ici les occasions fournies par la démographie nouvelle du pays, surtout si on continue de le faire. Le Canada ne pourrait s'en prendre qu'à lui-même pour ces omissions.

Je remercie M. Cipywnyk pour son exposé. Il doit être parfois décourageant et frustrant de voir qu'il n'y a beaucoup de personnes prêtes à écouter, mais c'est un message qui doit être dit et redit. Je crois que c'est un message que d'autres témoins ont souligné de par le dynamisme de leurs exposés. Il me semble que tous les groupes intéressés et toutes les personnes qui ont maintenant un rôle à jouer dans l'élaboration de politiques étrangères font preuve de vigueur dans leurs exposés et se présentent avec la légitimité qu'on leur attribue. Cependant, je me demande si nous oublions les composants les plus importants de la formulation de politiques étrangères lorsque nous entendons des exposés comme le vôtre.

Je n'ai pas vraiment de questions pour les deux premiers intervenants, ni pour le troisième, parce que j'ai succombé à la tentation présentée par les trois derniers, compte tenu de la situation politique actuelle, au pays, et des effets que cela a sur

policy. I was taken by the presentations of the last three, because in the context of what the first two essentially said, there's a particular un but particulier, il existe une façon d'atteindre ce but. purpose and there's a way we can achieve that purpose.

I wonder, especially with respect to Mr. Sabourin and then Mr. Meekison, how much energy the provinces are putting into the development of cultural and business relations with other provinces. Mr. Sabourin, I think I have the figures firmly implanted in my mind—at least they're the ones that you gave—that the International Affairs Ministry in Ouebec has some 1,000 people as its dependants. They have offices virtually throughout the world, and at least six in the United States.

On a recent trip to China I happened to come across the Ouebec representative in Hong Kong. I know that Quebec, aside from Canada, is the only other presence in Italy, in Rome and in Milan. I know that the biggest province in the country doesn't have any representation there. I know that the tourist office for Canada, for the fifth largest economy in the world, is not in Rome or in Milan but in Paris, and that most of the tourism that comes from central and western Europe is generated by the Ouebec presentation or presence in Milan and nowhere else.

• 1120

Mr. Sabourin, first of all, does it make any sense from your perspective to encourage a province, any province, particularly Ouebec in this instance, to set up similar offices in other provinces? If it does, how many other presences are there of the Quebec government in other provinces of Canada? Four. There's one in Toronto, in order to satisfy Mr. Polèse's dynamic, competitive nature, I gather, to bring some business to Montreal.

Does it not strike you as being odd, Mr. Sabourin, that here we are, we're discussing before the Canadian public the expression of foreign policy interests of Canada, and at the same time we are incapable of generating some resources to establish a presence in a country where we have economic and political ties?

M. Sabourin: Vous me posez la question?

M. Volpe: Oh, oui! C'est à vous parce que vous avez soulevé le problème.

M. Sabourin: Oui. Naturellement, il y aurait plusieurs façons d'aborder cette question. Étant donné que je ne représente pas le gouvernement du Ouébec, je préférerais qu'un représentant du gouvernement du Ouébec vous dise pourquoi le gouvernement du Ouébec a ouvert quatre maisons du Ouébec à travers le Canada, dans différentes provinces et même ici à Ottawa. Et pourquoi il ne l'a pas fait dans d'autres provinces? Je crois probablement que c'est le bon sens qui dicte qu'il y ait une maison dans les Maritimes, une en Ontario et une dans l'Ouest, voyez-vous?

Mais je voudrais souligner cela avec beaucoup de réserve. La façon pour moi de répondre à votre question c'est de dire que tous les ministères québécois entretiennent sur une base suivie des échanges avec les institutions homologues des autres

[Translation]

a country, find ourselves in and the implications that has for foreign la politique étrangère. J'ai été très impressionné par les trois demiers exposés, parce qu'en vue de ce que les deux premiers ont dit, il existe

> Je me demande, compte tenu des commentaires de M. Sabourin et de M. Meekison, dans quelle mesure les provinces déploient des efforts pour établir des relations culturelles et d'affaires avec d'autres provinces. Monsieur Sabourin, je crois que les chiffres sont bien implantés dans ma tête-au moins ceux que vous nous avez donné-et que le ministère des Affaires internationales du Québec compte au moins 1 000 personnes. Il a des bureaux quasiment partout dans le monde, et au moins six aux États-Unis.

> Récemment, lors d'un voyage en Chine, j'ai croisé par hasard le représentant québécois à Hong Kong. Je sais que le Ouébec, à part le Canada, est la seule province à avoir une présence en Italie, à Rome et à Milan. Je sais que la province la plus grande du pays n'a aucune représentation là-bas. Je sais que le Bureau du tourisme du Canada, de la cinquième plus grande économie du monde, n'est pas établie à Rome ou à Milan, mais à Paris, et que la plupart du tourisme de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe du Centre est le résultat de la présence du Ouébec à Milan et pas ailleurs.

> Monsieur Sabourin, d'abord, serait-il bon à votre avis, d'encourager une province, n'importe quelle province, surtout le Ouébec dans ce cas-ci, à établir des bureaux semblables dans d'autres provinces? Si oui, combien de bureaux du gouvernement du Québec y a-t-il dans les autres provinces du Canada? Quatre. Il y en a un à Toronto, pour satisfaire à la nature concurrentielle et dynamique de M. Polèse, j'imagine, pour apporter des affaires à Montréal.

> Cela ne vous semble pas bizarre, monsieur Sabourin, que nous sovons ici, en train de discuter devant le public canadien des intérêts de la politique étrangère du Canada, et en même temps, soyons incapables de trouver des ressources supplémentaires pour établir une présence dans un pays où nous avons déjà des liens économiques et politiques?

Prof. Sabourin: Are you asking me the question?

Mr. Volpe: Oh, yes! Because you brought up the issue.

Prof. Sabourin: Yes. Of course, there are several ways of addressing this issue. Since I'm not a spokesman for the government of Ouebec, I would prefer that a representative of the government of Quebec tell you why the government of Ouebec has opened four offices throughout Canada, in various provinces and even here in Ottawa. Why did it not do the same in other provinces? I believe that it is probably common sense to have one office in the Maritimes, one in Ontario and one in the west, you

However, I would point that out with caution. For me, the answer to your question would be to say that all Quebec departments have regular exchanges with their counterparts in other provinces, especially in neighbouring provinces like

provinces, surtout avec les provinces contiguës, c'est-à-dire Ontario and New Brunswick, in a wide variety of areas which l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, dans toutes sortes de domaines naturally cause the types of problems that were discussed here, such qui posent naturellement des problèmes qui ont été soulevés ici, as trucking, the mobility of workers from one area to the next and so comme le camionnage, le passage des ouvriers d'un endroit à l'autre, on and so forth, because there is a great deal of human contact etc., etc., parce qu'il y a une multiplicité de contacts humains entre between these regions. ces différentes régions.

Mr. Volpe: Excuse me, Mr. Sabourin. I understand that. I guess I'm expressing the frustration—I hope I'm expressing the J'exprime mes sentiments de frustration—j'espère que j'exprime frustration—of a lot of Canadians everywhere around the des sentiments de frustration de bien des Canadiens partout au country. You're talking about cabotage, for example, on the pays. Vous avez parlé du cabotage, par exemple, du côté des transportation side, as Mr. Meekison outlined a few moments transports; comme M. Meekison l'a souligné il y a quelques ago. You have a province like Alberta getting into a relationship instants, il y a une province comme l'Alberta qui établit des with Montana, a state in the United States, but that same province can't seem to get into a financial arrangement with its neighbouring province of Saskatchewan in a similar situation. The entente financière avec la province voisine de la Saskatchewan, dans rationale for that—and I say this with respect, Mr. Sabourin, and I don't want to give you any sense of responsibility; it's an academic question to an academic presentation...

If we're going to include all this in considerations of foreign policy and domestic policy, does it not jar those who consult des politiques étrangère et intérieure, il faut se demander s'il governments, who give advice to governments, that perhaps the n'est pas étonnant pour ceux qui consultent le gouvernement, argument that you have relations with these people, therefore ceux qui conseillent le gouvernement, de voir que l'argument you have to establish greater relations, greater ties, greater que vous avancez, à savoir parce que vous avez des liens avec regulatory ties, greater presence... That probably is as much ces personnes, il faut les renforcer, établir plus de liens, établir of an indication why you should establish them in places where des liens de réglementation ainsi qu'une plus grande you don't have great ties but you have at least, if I might use a dirty word again. . . Mr. Paré introduced it: he said show leadership; forget the Constitution.

[Traduction]

M. Volpe: Pardon, monsieur Sabourin. Je comprends cela. liens avec l'État du Montana, un État aux États-Unis, mais cette même province ne semble pas pouvoir conclure une un cas semblable. La logique derrière cela-et je vous le dis avec respect, monsieur Sabourin, et je ne veux pas que vous vous sentiez responsable? C'est une question théorique sur une présentation théorique...

Si nous allons considérer tous ces aspects dans notre étude présence... Au contraire, il faut établir ces bureaux dans des endroits où vous n'avez pas de liens. Vous avez, pour le moins, si je peux employer un mauvais terme encore une fois. . . M. Paré l'a dit, il a dit qu'il faut faire preuve de leadership; oublions la Constitution.

• 1125

But if you're going to operate under the umbrella of a constitution, why isn't there the political will to establish those constitution, pourquoi n'existe-t-il pas la volonté politique ties within the borders of this constitutional jurisdiction? We d'établir de tels liens dans les limites des compétences generate a lot of energy competing with each other, Monsieur constitutionnelles? Nous dépensons beaucoup d'énergie à nous Polèse, and giving everybody else in the world the sense that we faire concurrence les uns les autres, monsieur Polèse, et nous are a lot of naive amateurs, while we could establish closer ties. We're capable of it. Alberta can get a deal on trucking transportation with Montana, but it won't go across the border to Saskatchewan to do the same thing. Does it not strike anybody on this panel as odd?

Mr. Sabourin: It does. I understood your question in a different sense. Now I do understand what you meant. Of course, I've always thought that it was a little bit silly to have a free trade agreement with the U.S., or agreements with other foreign countries, and that we're not able within Canada to have real free trade in all sorts of areas. I always thought you should have free passage, not only of cattle but of human resources and of goods, in a real common market. I think a small step was

Mais si vous voulez fonctionner sous l'égide d'une donnons à tout le monde l'impression que nous ne sommes que des amateurs naïfs alors que nous pourrions établir des liens plus étroits. Nous en sommes capables. L'Alberta peut conclure une entente sur le camionnage avec le Montana, mais le gouvernement de cette province ne fera pas la même chose avec la Saskatchewan qui est une province avoisinante. N'v a -t-il aucun membre de ce panel qui trouve cela bizarre?

M. Sabourin: C'est en effet bizarre. J'avais compris votre question différemment. Maintenant je comprends ce que vous vouliez dire. Naturellement, j'ai toujours pensé qu'il était plutôt ridicule d'avoir une entente de libre-échange avec les États-Unis, ou des ententes avec des pays étrangers, alors que nous ne sommes même pas capables au Canada d'avoir des ententes réelles de libre-échange dans toutes sortes de domaines. J'ai toujours considéré qu'il devrait y avoir libre circulation, non

have been done. If your question is related to that, I agree entirely. I think a great majority of the Canadian people are in favour of that, if I believe the public opinion polls. But of course you and-

Mr. Volpe: I'm not sure we've been asking all the right questions that lead up to those polls, Mr. Sabourin, because there's Mr. Cipywnyk who says here we've got a great asset base for the development of economic interest that can translate into great international profit for all of us. That's not being utilized. Quite frankly, it really is not. In our diplomatic corps we're spending upwards of \$250,000 educating people, equipping them with language skills so they can sit in a diplomatic mission, when we've got all of that talent base that we don't have to pay for and we're not utilizing it. Then we have literally armies of people that we move from this country to other places, but we don't take a platoon of them to develop relationships here domestically.

While I was sitting here I was mesmerized by all of the academic justification, the legal justification, the juridical justification, for a lot of the things that can happen and should happen on an external affairs foreign policy basis, and nobody has asked a question on where that is going to lead this this country.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I can't help but think that Mr. Volpe, who is probably from Italian descent, is putting a question to one of our panellists who comes probably originally from Holland, another from Ukraine, another from Hungary, and one from Mexico. I'm not sure, Mr. Polèse, if you're Mexican or Spanish. Anyway, you're of Spanish origin for sure. Then there is Mr. Sabourin, who probably has Canadian roots going way back, and Mr. Meekison, who's probably English.

Prof. Meekison: Scottish.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Scottish.

So, Mr. Volpe, whether you like it or not, we have a cross-section of panellists, and I think they've answered your question by being here and talking about foreign policy.

Mr. Volpe: You know, Mr. Chairman, you've always impressed me with your ability to synthesize things and to interpret my own questions.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I waited a while to see if anybody was going to react, Mr. Volpe, and I didn't get any reaction from any of our panellists, so I thought since he has no questions to ask of Ms Van Rooy-

Mr. Volpe: I guess I just wanted to get on the soap box too. There's dysfunction between the kinds of people who are anxious to make the country work and to create a dynamic foreign policy, and the constitutional framework that seems to work at odds with the kind of energy that's around the table. I wanted somebody to address that.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Does anybody want to address it or react to it?

[Translation]

achieved a few weeks ago, but I think it's far from being what could seulement du bétail mais des ressources humaines et des biens, dans un marché commun réel. Je pense que des petits progrès ont été accomplis il y a quelques semaines, mais c'est à mon avis bien peu par rapport à ce qui aurait pu être accompli. Si votre question était en rapport avec cela, alors je suis tout à fait d'accord. D'après les sondages d'opinion publique, une grande majorité des Canadiens sont en faveur d'une telle chose. Mais naturellement vous et. . .

> M. Volpe: Je ne suis pas certain que l'on ait posé toutes les bonnes questions au cours de ces sondages, monsieur Sabourin, car M. Cipywnyk dit que nous avons d'excellents atouts pour le développement d'intérêts économiques qui peuvent apporter des profits internationaux pour nous tous. Ces atouts ne sont pas utilisés. Franchement, ils ne le sont réellement pas. Au sein de notre corps diplomatique, nous dépensons jusqu'à 250 000\$ pour éduquer les gens, leur donner les compétences linguistiques qui leur permettent de participer à des missions diplomatiques alors que nous avons à notre disposition énormément de compétences prêtes à l'emploi et nous ne les utilisons pas. En outre, nous envoyons littéralement des armées de gens dans d'autres pays, alors que nous ne prenons même pas un petit peloton de gens pour établir des liens ici au pays.

> Pendant toute la discussion ici, j'ai été fasciné par toute cette justification théorique, juridique, au sujet de ce qui doit se produire et ce qui devrait se produire en matière de politique étrangère, mais personne n'a posé une question pour savoir où tout cela va mener notre pays.

> Le coprésident (M. Gauthier): Je ne peux m'empêcher de penser que M. Volpe, qui est sans doute de descendance italienne, pose une question à un de nos panélistes qui est sans doute d'origine hollandaise, un autre qui est d'origine ukrainienne, un autre d'origine hongroise et un autre d'origine mexicaine. Je ne sais pas, monsieur Polèse, si vous êtes d'origine mexicaine ou espagnole. Quoi qu'il en soit, vous êtes certainement d'origine hispanique. Puis il y a M. Sabourin, qui est sans doute canadien de souche ancienne, et M. Meekison, qui est sans doute Anglais.

M. Meekison: Écossais.

Le coprésident (M. Gauthier): Écossais.

Donc, monsieur Volpe, que cela vous plaise ou non, nous avons tout un échantillon de panélistes, et je pense qu'ils ont répondu à votre question en étant ici et en parlant de la politique étrangère.

M. Volpe: Vous savez, monsieur le président, votre capacité de synthétiser les choses et d'interpréter mes propres questions m'a toujours beaucoup impressionné.

Le coprésident (M. Gauthier): J'ai attendu un peu pour voir si quelqu'un allait réagir, monsieur Volpe, et je n'ai constaté aucune réaction de nos panélistes, donc j'ai pensé que puisqu'ils n'avaient pas de questions à poser à Mme Van Rooy. . .

M. Volpe: Je voulais mettre moi aussi mon grain de sel. Il y a dysfonction entre ceux qui veulent que ça fonctionne au pays et qui veulent créer une politique étrangère dynamique, et le cadre constitutionnel qui semble aller à l'encontre du genre d'énergie que l'on retrouve autour de cette table. Je voulais que quelqu'un aborde cette question.

Le coprésident (M. Gauthier): Quelqu'un veut-il aborder la question, ou y répondre?

Mr. Sabourin: I'm not as pessimistic as you are.

Mr. Volpe: Oh, no. I'm very optimistic, because I'm looking at six people around the table who want to make things work.

• 1130

Prof. Sabourin: I've known my friend Meekison for 30 years. We worked together to set up the Asia—Pacific Foundation of Canada. We went all across Canada, meeting people.

I've known what Canada is for 30 years. I left Quebec City. I came to Ottawa and I've worked all across. I'm not as pessimistic as many others. We know each other much better than people think in many, many areas.

If we have problems in many other areas, it's not because we haven't worked so well. Life is complicated. If you want to be pessimistic, you look only at the things that go wrong. If you want to be optimistic, you look only at the things that go right. In my eyes there are many things that have gone much better in this country in terms of knowing one another.

I can assure you I don't want to start this, because it's not the issue. I've been invited to talk about foreign affairs, not to talk about how we should get together in Canada.

Dr. Cipywnyk: I indicated at the opening of my presentation that the area of economics is relatively new in formal discourse within the Canadian Ethnocultural Council. However, it's becoming much more dynamic and its impact will be felt formally within the next one or two years, because we're taking very serious steps to correct this perception that somehow the ethnic community is out there and not being utilized to the extent that it ought to be.

The conference we held last fall was an opener. We're planning another one either in November or in February where we'll examine the systemic barriers to greater involvement, greater inclusion. Statements have been made even around this table by other panellists that it appears government is not listening. There is a tremendous force that is willing to assist, that wants to, that aspires to federalist concepts, that ought to be brought on board much more formally. Its skills should be inventoried and then utilized much more effectively in the direction of assuring a better economy for Canada. We're on our way there.

If my presentation was not sufficiently convincing at this point, it is because we are simply at the point where we're exploring this process so we become included. Perhaps it's partly our fault too that we don't make ourselves more visible in this particular spectrum.

I have, however, a related question. We talk about the different jurisdictions. We talk about city jurisdiction. We hear about Montreal developing its own agreements with various countries. Cities do it. Municipalities do it. Provinces do it. Alberta obviously has done a lot. Saskatchewan is doing this.

[Traduction]

M. Sabourin: Je ne suis pas aussi pessimiste que vous.

M. Volpe: Oh, non. Je suis très optimiste, car je vois six personnes autour de cette table qui veulent que les choses fonctionnent.

M. Sabourin: Je connais mon collègue Meekison depuis 30 ans. Nous avons travaillé ensemble pour mettre sur pied la Fondation Asie-Pacifique du Canada. Nous sommes allés partout au Canada et nous avons rencontré des gens.

Voilà maintenant 30 ans que je sais en quoi consiste le Canada. J'ai quitté la ville de Québec pour venir à Ottawa et j'ai travaillé dans tout le pays. Je ne suis pas aussi pessimiste que d'autres. Nous nous connaissons beaucoup mieux les uns les autres que les gens le croient et ce, dans bon nombre de domaines.

Si nous avons des problèmes dans de nombreux autres domaines, ce n'est pas parce que nous n'avons pas bien travaillé. La vie est compliquée. Si l'on veut être pessimiste, on ne regarde que ce qui ne va pas. Si l'on veut être optimiste, on ne regarde que les choses qui vont bien. À mon avis, pour ce qui est de se connaître les uns les autres, les choses vont beaucoup mieux au pays sur de nombreux plans.

Je vous assure que je ne veux pas m'engager dans un tel débat, car là n'est pas la question. On m'a invité à parler des affaires étrangères, non pas de la façon dont nous devrions travailler ensemble au Canada.

M. Cipywnyk: J'ai dit au début de mon exposé que les sciences économiques sont un domaine relativement nouveau pour ce qui est d'être abordé officiellement au sein du Conseil ethnoculturel canadien. Cependant, il devient de plus en plus dynamique et son impact sera ressenti officiellement d'ici les deux prochaines années, car nous prenons des mesures très sérieuses en vue de corriger la perception selon laquelle la communauté ethnique existante n'est pas utilisée dans la mesure où elle devrait l'être.

La conférence que nous avons organisée l'automne dernier a ouvert le débat sur la question. Nous en prévoyons une autre en novembre ou en février. Nous examinerons alors les obstacles systémiques à une plus grande participation, à une meilleure intégration. D'autres participants autour de cette table ont déclaré qu'il semblerait que le gouvernement ne soit pas à l'écoute. Il y a énormément de gens qui sont prêts à aider, qui veulent aider et qui aspirent à des concepts fédéralistes. Il faut absolument les faire participer de façon plus officielle. Il faudrait inventorier leurs compétences et utiliser plus efficacement ces demières afin d'assurer au Canada une meilleure économie. Nous sommes sur la bonne voie.

Si mon exposé n'était pas suffisamment convaincant, c'est parce que nous sommes tout simplement en train d'examiner la façon dont nous pouvons être inclus dans ce processus. C'est peut-être en partie notre faute également, en ce sens que nous ne nous donnons pas une plus grande visibilité à cet égard.

J'ai cependant une question connexe. Nous parlons des diverses compétences. Nous parlons des compétences municipales. On dit que Montréal conclut ses propres accords avec divers pays. Les villes le font. Les municipalités le font et les provinces le font. L'Alberta l'a beaucoup fait. La Saskatchewan le fait.

What happens if there is an international incident? Suppose you have a business venture in another country and there are competing interests and somebody in your firm gets murdered. Whose problem does this become? Is it the firm's? Is it Montreal's? Is it Alberta's? Or is it a Canadian problem? Who steps in to resolve this issue?

We've looked at the positive aspects and the great things we can do independently and where we don't have to ask anybody, because certainly the Constitution does not preclude it. If it does not, then it's open territory. What happens if something does not go right, if something indeed goes very wrong? Does this then become a Canadian issue rather than a Montreal issue or an Alberta issue?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): It's a good question.

Monsieur Paré, vous voulez poser une question?

M. Paré: Oui. J'aurais une question pour monsieur dont le nom est compliqué: M. Cipywnyk?

• 1135

M. Cipywnyk: Je m'excuse!

Des voix: Ah, ah!

M. Paré: Votre exposé me pose un certain dilemme et je voudrais vous le soumettre pour que vous m'aidiez à trouver une solution.

Il y a beaucoup de logique à l'intérieur de vos cinq recommandations. Je pense que ça découle un petit peu de soi. Cependant, il m'apparaît que si on va un petit peu plus loin dans l'analyse de cette problématique—là, il semble qu'il ait un dilemme.

D'abord, et dans certains cas, des représentants des communautés ethniques qui se sont établis au Canada ne l'ont pas toujours fait de leur propre volonté. Ils sont venus ici, parfois, parce qu'ils étaient en désaccord avec le régime dans lequel ils vivaient, à l'intérieur de leur pays. Et vous proposez qu'en même temps ces personnes—là soient utilisées davantage dans les relations bilatérales que le Canada pourrait entretenir, en particulier avec les pays en voie de développement. Personnellement, je vois là un premier dilemme. Est—ce que ces personnes—là sont nécessairement les mieux placées pour agir comme intermédiaire entre le Canada et le pays d'où ils viennent? Dans certains cas, je pense à l'Ukraine, ça ne pose sûrement pas de problème.

D'autre part, et c'est là que le dilemme s'amplifie encore, vous proposez jusqu'à un certain point que l'on rende possible la persistance des réalités culturelles de ces ethnies, donc qu'on leur permette de vivre un petit peu en marge de la société canadienne, sûrement à certains points de vue. Si on permet en plus aux communautés ethniques de vivre en marge de la société canadienne, comment peuvent—ils être des représentants qui vont pouvoir véhiculer les valeurs canadiennes, car j'ai toujours pensé que le rôle de la politique étrangère c'était cela, entre autres? Est—ce que sont, en ce moment, les personnes les mieux placées pour véhiculer les valeurs de la société canadienne?

Dr. Cipywnyk: With regard to your first concern, I agree that can be problematic because people who have emigrated from various countries to Canada may or may not agree with what is going on in their own country. Perhaps one of the more

[Translation]

Que se passe-t-il en cas d'incident international? Disons, par exemple, que vous avez une entreprise commerciale dans un autre pays, qu'il y a des intérêts concurrentiels et que quelqu'un au sein de votre entreprise se fait assassiner. Est-ce alors le problème de l'entreprise, de la ville de Montréal, de l'Alberta? Ou bien est-ce un problème canadien? Qui intervient pour résoudre le problème?

Nous avons examiné les aspects positifs et les bonnes choses que nous pouvons faire indépendamment de notre côté sans demander la permission à qui que ce soit, car la Constitution ne l'interdit certainement pas. Si elle ne l'interdit pas, alors nous avons le feu vert. Qu'arrive-t-il si quelque chose ne va pas bien, si en fait cela va très mal? Cela devient-il alors un problème canadien plutôt qu'un problème pour Montréal ou l'Alberta?

Le coprésident (M. Gauthier): C'est une bonne question.

Mr. Paré, you have a question?

Mr. Paré: Yes. I have a question for the gentleman with the complicated name, Mr. Cipywnyk?

Mr. Cipywnyk: Excuse me!

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Paré: Your presentation presents me with a certain dilemma, and I would like to submit it to you so that you can help me find a solution.

Your five recommendations contain a lot of logic. I think that to some extent that goes without saying. However, it seems to me that if we go a little further in the analysis of this problem, there is a dilemma.

First of all, in certain cases, members of ethnic communities who have come to Canada have not always done so of their own will. Often, they've come here because they disagreed with the regime under which they lived in their own country. And you're proposing, at the same time, that these very people play a greater role in the bilateral relations that Canada could maintain, in particular with developing countries. Personally, I see that as a first dilemma. Are these people necessarily in the best position to act as intermediaries between Canada and the countries they come from? In certain cases I'm thinking about Ukraine it doesn't pose a problem.

On the other hand, and this is where the dilemma becomes more apparent, you're proposing, to a certain extent, that we make it possible for these ethnic cultural realities to continue to exist, and therefore, that we enable them to live somewhat on the fringe of Canadian society, certainly from some perspectives. If we allow these ethnic communities to live on the fringe of Canadian society, how can they be the representatives who are going to serve as a vehicle for Canadian values? And I've always thought that that was the rule of foreign policy, among others. Are these people in the best position to convey the values of Canadian society?

M. Cipywnyk: Quant à votre première préoccupation, je suis d'accord que cela peut être problématique, parce que les populations qui viennent au Canada de divers pays peuvent être d'accord ou non avec ce qui se passe dans leur propre pays. Un

recent and very dramatic examples would be at Tiananmen Square. Now, the people who come from that area may be in total disagreement. Are they the official spokespeople, then, for that situation in China?

The Ukrainians may or may not disagree with what is happening in the Ukraine, and it's not their business really to interfere in the affairs of that country. They can assist in whatever manner they wish but as far as the political destiny is concerned, they have to hone that themselves with whatever assistance they choose to accept from their compatriots outside of the Ukraine.

So there are ways of helping without interfering. We can still represent Canadian values and we can still represent the manner in which democracy is practised in Canada for their benefit. They don't have to buy it, but certainly that is our wish.

So one has to be very careful because it is indeed a very complicated question. It depends on what you do with whom, in what particular areas, and so on.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Perhaps I could just interrupt you, because there are other members of the panel who would like to get into the debate. I would ask you to be very brief in your answers so that we could proceed with other questions.

Dr. Cipywnyk: Just to respond to the second question very briefly, I do not think that the ethnic communities in Canada are all that marginalized. I think they are very much involved in the integration process. I think that most of them are federalists and that they are very capable of representing Canada in other parts of the world. So I don't think that what you refer to as marginalization is there perhaps to the extent you think it is. Secondly, just because someone comes from another country and is still connected to a community in Canada of that particular origin does not necessarily diminish their appreciation of Canada and their representation of Canada abroad.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Dr. Cipywnyk.

I'm going to go to Senator Andreychuk and then your chair would like to ask some questions.

• 1140

Senator Andreychuk (Regina): Mr. Chairman, I'm going to take the liberty that it appears everyone else took to go off your original statement that we would maintain themes and work through them. We seem to have lost that somewhere along the way.

I want to ask some very practical questions. I think we've had a lot of discussion from our presenters on the dilemmas of our federal system, the dilemmas of universities, municipalities, provincial governments and federal governments competing or cooperating in international fora, whether it be with treaties or policies.

[Traduction]

exemple récent et très dramatique serait celui de Tiananmen Square. Maintenant, les personnes qui viennent de cette région ne seront peut-être pas complètement en désaccord. Sont-ils, donc, les porte-parole officiels pour cette situation en Chine?

Les Ukrainiens peuvent être en désaccord ou non avec ce qui se passe en Ukraine, et ils ne devraient pas vraiment s'ingérer dans les affaires de ce pays. Ils peuvent aider d'une manière ou d'une autre, mais dans la mesure où le destin politique est concerné, ils doivent le travailler eux-mêmes, avec l'assistance qu'ils veulent accepter de la part des compatriotes hors de l'Ukraine.

Donc, il y a des façons de fournir de l'aide sans s'y ingérer. Nous pouvons toujours représenter les valeurs canadiennes, et nous pouvons toujours représenter les pratiques démocratiques au Canada, à leur avantage. Ils ne doivent pas l'accepter, mais c'est certainement ce que nous souhaiterions.

Donc, il faut être très prudent, parce que c'est une question très complexe. Tout dépend de ce que vous faites avec qui, dans quels domaines, et ainsi de suite.

Le coprésident (M. Gauthier): Je pourrais peut-être vous interrompre, parce qu'il y a d'autres membres du panel qui aimeraient participer au débat. Je vous demanderais d'être très bref dans vos réponses pour que nous puissions prendre d'autres questions.

M. Cipywnyk: Pour répondre à la deuxième question, très brièvement, je ne crois pas que les communautés ethniques au Canada sont vraiment marginalisées. Je crois qu'elles participent beaucoup au processus d'intégration. Je crois que la plupart sont des fédéralistes et qu'ils peuvent très bien représenter le Canada dans d'autres régions du monde. Donc, je ne crois pas que ce que vous qualifiez de marginalisation est aussi répandu que vous le croyez. Deuxièmement, le fait que quelqu'un vient d'un autre pays et qu'il conserve des liens avec la communauté de la même origine au Canada ne diminue pas nécessairement son appréciation du Canada ni sa représentation du Canada à l'étranger.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Cipywnyk.

Je vais passer maintenant à la sénatrice Andreychuk, après quoi j'aimerais poser quelques questions.

La sénatrice Andreychuk (Regina): Monsieur le président, je me permettrais de faire ce que tous les autres semblent se permettre de faire, c'est-à-dire ne pas respecter votre déclaration initiale selon laquelle nous devrions choisir des thèmes et nous y tenir. Il semble que nous ayons cessé de le faire quelque part en cours de route.

Je voudrais poser certaines questions très pratiques. Je pense que nos présentateurs ont beaucoup débattu les dilemmes du système fédéral, les dilemmes des universités, des municipalités, des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral, qui se font concurrence ou qui coopèrent sur la scène internationale, soit par leurs traités, soit par leurs politiques.

The thing that preoccupies me—it did when I worked overseas, and certainly now on this committee and panel—is that there are many small and medium businesses that wish and perhaps are now forced to work internationally to survive. They neither have their own personal resources nor the information systems that some of our larger companies had in past years.

How can we change the system, knowing all of these constitutional issues that you've raised, to allow these small and medium businesses to get the information overseas, or in Canada, that they need to prosper and survive so that they get the competitive edge? Most of them ask where do they go in Canada when they want to compete, where do they go to understand packaging or public relations in another country? How can they compete not only with Montreal and Toronto at times, but how do they compete with all of the host of other companies and institutions that are competing for the same projects overseas?

It seems to me that the system is very complex. It does not respond well, It appears to be a system that is not responding well. The federal government is in negotiations with the provincial governments, and while we are doing all of this decade after decade, our competitive edge is lessening and lessening. How do we increase it?

That is one question I leave with whichever presenter wishes to deal with it.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I see Mr. Jacek's hand. Go ahead. Mr. Jacek.

Senator Andreychuk: Perhaps I can just give you my two other practical questions and then we'll see if we have time for all of them.

While we have been multicultural, I think our focus has been to integrate many of our new arrivals and immigrants into Canada. How do we translate this into a competitive edge? I think Dr. Cipywnyk... You see I had no problem with the name at all. I think it's a very common Canadian name, and easily pronounceable.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Just like Andreychuk. Senator Andreychuk: Thank you. It's a typical Canadian name.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): A typical Canadian name.

Senator Andreychuk: Dr. Cipywnyk has referred to the United States. That's also my concern. How do we get our businesses plugged into proper language institutes, proper modes and methods whereby they can be good ambassadors and also good businessmen abroad? What kinds of support systems do they need from the multicultural aspects of Canada? For that matter, how do we reflect that in our immigration policies differently than we have to this point?

Finally, the NGOs are a very strong resource that I happen to support. So again, like Mr. Volpe, I didn't disagree with anything you said, but there is a growing disquiet among some NGOs, certainly in what we used to call the Third World or

[Translation]

Ce qui me préoccupe—c'est ce qui me préoccupait lorsque je travaillais à l'étranger, et cela me préoccupe certainement aujourd'hui en tant que membre du Comité et participant à cette table ronde—c'est qu'il y a de nombreuses petites et moyennes entreprises qui souhaitent travailler à l'échelle internationale et qui y sont peut-être aujourd'hui obligées pour survivre. Elles n'ont ni les ressources en personnel ni les systèmes d'information que certaines de nos plus grandes entreprises ont eu par le passé.

Compte tenu de tous les problèmes constitutionnels que vous avez soulevés, comment pouvons-nous changer le système afin de permettre à ces petites et moyennes entreprises d'obtenir à l'étranger ou au Canada l'information dont elles ont besoin pour prospérer, pour survivre, pour aller chercher cet avantage concurrentiel? La plupart d'entre elles demandent où elles doivent s'adresser au Canada lorsqu'elles veulent faire concurrence, où elles doivent aller pour comprendre l'emballage ou les relations publiques dans un autre pays? Comment peuvent-els faire concurrence non seulement avec Montréal et Toronto, mais avec toute une série d'autres sociétés et institutions qui leur font concurrence pour les mêmes projets à l'étranger?

Le système me semble être très complexe. Il ne répond pas très bien. Il semble que ce soit un système qui ne répond pas bien du tout. Le gouvernement fédéral négocie avec les gouvernements provinciaux, et pendant ce temps—là, décennie après décennie, notre avantage concurrentiel diminue constamment. Comment pouvons—nous l'augmenter?

Ma question s'adresse à n'importe quel membre du panel qui veut v répondre.

Le coprésident (M. Gauthier): Je vois que M. Jacek a levé la main. Allez-y, monsieur Jacek.

La sénatrice Andreychuk: Peut-être puis-je vous poser les deux autres questions pratiques, ensuite nous verrons si nous avons le temps de répondre à chacune d'elles.

Bien que nous ayons une politique multiculturelle, je pense que notre objectif consiste à intégrer bon nombre des nouveaux arrivants et immigrants au Canada. Comment traduisons—nous cela en un avantage compétitif? Je pense que M. Cipywnyk. . . Vous voyez je n'ai aucun problème avec ce nom. Je pense que c'est un nom canadien très commun, très facile à prononcer.

Le coprésident (M. Gauthier): Tout comme Andreychuk.

La sénatrice Andreychuk: Merci. C'est un nom typiquement canadien.

Le coprésident (M. Gauthier): Un nom typiquement canadien.

La sénatrice Andreychuk: M. Cipywnyk a parlé des États-Unis. Cela me préoccupe également. Comment faire en sorte que nos entreprises soient branchées aux bons instituts linguistiques, aux bons modes et aux bonnes méthodes qui leur permettent d'être de bons ambassadeurs et de bons gens d'affaires à l'étranger? De quel types de systèmes de soutien ont-ils besoin du point de vue multiculturel au Canada? Comment pouvons-nous refléter cela dans nos politiques d'immigration différemment de la façon dont nous l'avons fait jusqu'à présent?

Enfin, les ONG sont une ressource très solide que j'appuie. Encore une fois, comme M. Volpe, je ne suis pas en désaccord avec quoi que ce soit que vous ayez dit, mais au sein de certaines ONG, du moins certainement dans ce que nous

developing world, that we have injected our concepts of voluntary activity into the Third World and that more and more the NGOs are utilizing their own base from Canada and not reflecting and utilizing the volunteers of each and every country to the benefit of democratizing and furthering human rights and the development and growth of their countries. In other words, we're bringing ourselves into those countries rather than letting those countries survive, and therefore there is a growing request, as I see it, that we not utilize Canadian NGOs but that we support indigenous NGOs overseas. How do we do that with our indigenous peoples also?

Those are a lot of practical questions that perhaps—

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): And I think interesting ones.

• 1145

Prof. Jacek: I'll just respond quickly to the problems of small business as we globalize.

I think the best way to help small business is to encourage small businesses to become involved in their business associations and the major ones that are in partnership with the federal government in helping small and medium—size businesses to export to other countries. In particular, the Chamber of Commerce has some very good programs in partnership with the federal government, particularly to export into Mexico.

Small business responds much better when the teachers, if you will, of how to export into those foreign countries come from business peers, even if they are in a sense implementing a federal government policy. That's the most effective way to go in helping small business.

The biggest drawback for small business, as it is with some other sectors of our population, is that globalization is psychologically a very fearful thing. Big business is quite prepared to jump into the globalized world, but small businesses, which are used to local segmented markets, and success in those local segmented markets, have a tendency to become psychologically overwhelmed with globalization. They ask how are we going to cope, how are we going to export to Mexico when we don't have the language facility? I think it's organizations such as the chamber that could help out here.

Senator Andreychuk: It appears small businesses are not psychologically ill-prepared for the international markets. They understand their niche market capabilities. What they are asking is where they can go quickly, because they obviously can't have the data banks and the data services. So are they going to the Alberta government? Are they going to the Canadian government? They don't have the time, the energy, the resources, but I think they're psychologically equipped. At least that's what I have heard. How do they maximize their niche markets quickly?

[Traduction]

appelions auparavant le Tiers monde ou dans les pays en voie de développement, on s'inquiète de plus en plus du fait que nous ayons injecté nos concepts d'activités bénévoles dans le Tiers monde et que de plus en plus d'ONG utilisent leurs propres bases du Canada et ne reflètent pas et n'utilisent pas les bénévoles dans chacun des pays afin de démocratiser et de faire avancer les droits de la personne et le développement et la croissance de leurs pays. En d'autres termes, nous nous imposons dans ces pays plutôt que de les laisser survivre, et par conséquent, si j'ai bien compris, on demande de plus en plus que nous n'utilisions pas les ONG canadiens mais que nous appuyions les ONG indigènes dans chaque pays. Comment pouvons—nous faire cela avec nos propres peuples autochtones également?

Il y a de nombreuses questions pratiques qui peut-être...

Le coprésident (M. Gauthier): Et qui sont, je pense, intéressantes.

M. Jacek: Je vais répondre rapidement à la question au sujet des problèmes des petites entreprises dans le cadre de la mondialisation.

À mon avis, la meilleure façon d'aider les petites entreprises consiste à encourager ces dernières à être actives au sein de leurs associations d'entreprises et des principales associations qui sont en partenariat avec le gouvernement fédéral pour aider les petites et moyennes entreprises à exporter vers d'autres pays. La Chambre de commerce a d'excellents programmes de partenariat avec le gouvernement fédéral, particulièrement pour les exportations vers le Mexique.

Les petites entreprises réagissent beaucoup mieux lorsque ceux qui enseignent, si vous voulez, la façon d'exporter vers ces pays étrangers sont des pairs, même si en un sens ils mettent en oeuvre une politique du gouvernement fédéral. C'est la façon la plus efficace d'aider la petite entreprise.

Le principal inconvénient pour la petite entreprise, comme pour d'autres secteurs de notre population, c'est que la mondialisation est psychologiquement quelque chose qui fait peur. Les grosses entreprises sont tout à fait prêtes à se lancer sur le marché mondialisé, mais les petites entreprises qui sont habituées à des marchés locaux segmentés, et qui ont du succès sur ces marchés ont tendance à être psychologiquement dépassées par la mondialisation. Elles se demandent comment elles vont faire face à la situation, comment elles pourront exporter vers le Mexique si personne au sein de leur entreprise ne parle l'espagnol. Je pense que des organismes comme la Chambre de commerce peuvent les aider à cet égard.

La sénatrice Andreychuk: Il semble que les petites entreprises ne sont pas mal préparées sur le plan psychologique pour les marchés internationaux. Elles comprennent leurs capacités de marchés de créneaux. Ce qu'elles veulent savoir, c'est où elles peuvent aller rapidement, car de toute évidence elles n'ont pas accès aux banques ni aux services de données. Doivent-elles donc s'adresser au gouvernement de l'Alberta, au gouvernement canadien? Elles n'ont pas le temps, l'énergie, les ressources, mais je pense qu'elles sont équipées sur le plan psychologique. Du moins, c'est ce que j'ai entendu dire. Comment peuvent-elles rapidement maximiser leurs marchés de créneaux?

Prof. Jacek: Again, I would say that's best done when the large business associations, in partnership with government, develop those programs so the businesses can go to the Canadian chamber and say okay, this is my problem; how can you, together with the federal government, help me with my particular problem?

I would say ves, there are many small businesses—and they will not remain small for very long-who are exploiting those niche markets. They are developing into medium, and down the road will be large, companies. There clearly are many of those. But many others are frightened. Perhaps I was generalizing about the many small firms that are frightened. But there are many success stories of small firms that are not afraid of globalization. You're quite correct on that.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We heard a different message yesterday from the BCNI, for example. The BCNI yesterday told us they have the information, but they won't share it. They won't market it. They won't give it freely to the small business community, as Senator Andreychuk is asking about. They won't even sell it.

Prof. Jacek: The reason is the BCNI represents the large corporations, or as they're sometimes called among scholars in the wider world and the other associations in the other parts of the world, the rich men's clubs. They represent the large corporations and the interests of the large corporations. They're not interested in helping the small and medium-sized firms.

I understand the Chamber of Commerce is going to come before you fairly soon. That's the organization that tries to integrate the needs of large, medium, and small business. That's the system I would look to.

I would also argue a good pattern to look at is how the American Chamber of Commerce has worked very effectively in Europe—an area of my research—to help American business, whether small, medium, or large, to be very successful in Europe. I would think that's the pattern the Canadian Chamber of Commerce is trying to follow with all Canadian business.

Senator Andreychuk: I wasn't part of this panel. We travelled in a different area, where we were told part of the difficulty is eliciting information from various environmental departments, for example. There is a lot of territoriality in this country, and it isn't geographic territoriality. Where do you go to elicit information on environmental waste management, for example? This is information not easily shared. There is a reticence to share even governmentally, let alone among businesses.

• 1150

Prof. Meekison: It seems to me there are a number of alternatives you can consider. One of them, for example, is the d'autres solutions de rechange que l'on peut envisager. Par Asia-Pacific Foundation, which was created by a statute of the exemple, il y a, entre autres, la Fondation Asie-Pacifique, qui a Parliament of Canada and which has done a lot of work in été créée par une loi du Parlement du Canada et qui a fait

[Translation]

M. Jacek: Encore une fois, je dirais que le mieux, c'est lorsque les grosses associations d'entreprises, en partenariat avec le gouvernement, élaborent de tels programmes, de sorte que les entreprises pouvaient aller voir la Chambre de commerce pour lui exposer leurs problèmes et lui demander comment, avec le gouvernement, il peut les aider à résoudre tel ou tel problème.

Je dirais que oui, il y a bon nombre de petites entrepriseselles ne resteront pas petites très longtemps-qui exploitent ces marchés de créneaux. Elles sont en train de devenir des movennes entreprises, et plus tard elles deviendront de grosses entreprises. Elles sont de toute évidence nombreuses. Mais il en existe bon nombre d'autres qui ont peur. Peut-être ai-je généralisé lorsque j'ai parlé des nombreuses petites entreprises qui avaient peur car il v a de nombreuses petites entreprises qui ont beaucoup de succès et qui n'ont pas peur de la mondialisation. Vous avez tout à fait raison.

Le coprésident (M. Gauthier): Nous avons entendu un message différent hier du Conseil canadien des chefs d'entreprises. Les représentants du Conseil canadien des chefs d'entreprises nous ont dit hier qu'ils avaient de l'information, mais qu'ils ne voulaient pas la partager, qu'ils n'allaient pas la commercialiser. Ils ne vont pas la donner gratuitement aux petites entreprises, comme le sénateur Andreychuk le demande. Ils ne veulent même pas la vendre.

M. Jacek: C'est que le Conseil canadien des chefs d'entreprises représente de grandes entreprises, ou comme on les appelle parfois chez les spécialistes et d'autres associations dans d'autres régions du monde, les clubs d'hommes riches. Le conseil représente les grandes sociétés et les intérêts des grandes sociétés. Il n'est pas intéressé à aider les petites et les moyennes entreprises.

Si j'ai bien compris, la Chambre de commerce comparaîtra devant le Comité sous peu. C'est cet organisme qui tente d'intégrer les besoins des grandes, moyennes et petites entreprises. C'est à cet organisme que je m'adresserais.

Je dirais en outre qu'un bon modèle à examiner serait celui de l'American Chamber of Commerce et la facon dont cette dernière a fonctionné en Europe pour aider les entreprises américaines, petites, moyennes ou grandes, à réussir en Europe. C'est un domaine dans lequel j'ai fait de la recherche. Je pense que c'est le modèle que la Chambre de commerce du Canada tente de suivre avec toutes les entreprises canadiennes.

La sénatrice Andreychuk: Je n'ai pas participé à ce panel. Nous avons voyagé dans une autre région, où on nous a dit qu'une partie du problème consistait à arracher de l'information des divers ministères de l'Environnement, par exemple. Chacun tente de protéger son territoire, et je ne parle pas ici de territoire géographique. À qui doit-on s'adresser pour arracher de l'information sur la gestion des déchets environnementaux, par exemple? On ne partage pas facilement ce genre d'information. Même les gouvernements hésitent à se transmettre ce genre d'information, et les entreprises le font encore moins entre elles.

M. Meekison: Il me semble qu'il y a un certain nombre

Pacific 2000 in cooperation with the Department of External Affairs. One of the things they can do is provide the kind of information you're talking about. But the question is, how do the businesses know about that? How do we set up some kind of clearing—house?

I don't know, Mr. Chairman, whether the AUCC has made a presentation to you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): They have.

Prof. Meekison: It seems to me this is an area in which universities could conceivably do a great deal. They're doing it in a piecemeal fashion but I think more coordination would be effective. Departments of economic development do this. I agree that there is a great deal of territoriality that's going to be broken down.

One of the recommendations I think you should consider is in reference to the different forms of clearing-houses. The western provinces have done a lot of cooperation. More needs to be done, but there's a start there. So I think there are possibilities.

The other thing is language training. I go back to the Heritage Languages Institute, and I have some familiarity with that. I would strongly recommend that if we're going to do anything internationally, we have to—

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Speak the language.

Prof. Meekison: Exactly. I've been at international meetings where we went through the translation and then found out that the other side could speak English and had understood everything, including all the asides. It makes me realize that we have a lot of work to do in this area.

Mr. English (Kitchener): I'll direct my questions to Dr. Van Rooy. I noticed you recently completed your doctorate and did your thesis at Oxford comparing British and Canadian NGOs. I thought you might have some information that would be very useful to us.

You say in your presentation that Canadian NGOs derive 45% of their income from the government, not including the income derived, in effect, from tax credits the donors receive. What is the percentage in Great Britain?

Dr. Van Rooy: In Britain it's about a third.

Canada probably has one of the highest dependency-ongovernment ratings compared with other countries, but other countries actually think it's quite a good thing. There are a lot of members of DAC who feel that they have to be spending more of their money through NGOs; that this is a more efficient way to do projects and programs overseas; that this is more responsive, particularly since there's been a lot of pressure about good governance issues, democratization, and human rights; and that—a lot of these are buzzwords that are going around policy circles—you can't do that without a healthy civil society.

[Traduction]

beaucoup de travail dans le cadre de son projet Pacifique 2000 en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères. La Fondation peut, entre autres, fournir le genre d'informations dont vous parlez. Il s'agit cependant de savoir comment les entreprises peuvent être mises au courant, comment nous pouvons mettre sur pied une sorte de centre d'échange d'informations.

Je ne sais pas, monsieur le président, si l'Association des universités et collèges du Canada vous a présenté un exposé.

Le coprésident (M. Gauthier): Oui.

M. Meekison: Il me semble que c'est un domaine dans lequel les universités pourraient faire beaucoup. Elles le font au coup par coup, mais je pense qu'une plus grande coordination serait efficace. Les ministères du Développement économique le font. Je conviens qu'il faudra mettre fin à ce sens de la territorialité, qui est très répandu.

L'une des recommandations que j'aimerais que vous examiniez concerne les différentes formes de centres d'échange d'informations. Les provinces de l'Ouest ont beaucoup coopéré. Il y a encore beaucoup à faire, mais c'est un début. Je pense qu'il y a donc des possibilités.

Il y a ensuite la formation linguistique, je reviendrais sur l'Institut des langues ancestrales que je connais. Si nous voulons faire quelque chose à l'échelle internationale, je pense qu'il faut absolument...

Le coprésident (M. Gauthier): Parler la langue.

M. Meekison: Exactement. J'ai assisté à des réunions internationales où nous avons utilisé des services d'interprétation pour nous apercevoir par la suite que nos homologues pouvaient parler l'anglais et avaient tout compris, y compris tous les apartés. Je me rends compte que nous avons beaucoup de travail à faire dans ce domaine.

M. English (Kitchener): Mes questions s'adressent à madame Van Rooy. J'ai remarqué que vous venez tout récemment d'obtenir votre doctorat d'Oxford et que votre thèse portait sur une comparaison entre les ONG canadiennes et britanniques. J'ai pensé que vous aviez peut-être de l'information qui pourrait nous être utile.

Dans votre exposé, vous dites que les ONG canadiennes reçoivent 45 p. 100 de leurs revenus du gouvernement, sans compter les revenus qui proviennent en fait des crédits d'impôt que les donneurs reçoivent. Quel est le pourcentage en Grande-Bretagne?

Mme Van Rooy: En Grande-Bretagne, c'est à peu près le tiers.

Ce sont sans doute les ONG canadiennes qui dépendent le plus du gouvernement par rapport à ceux d'autres pays, mais d'autres pays pensent qu'en fait c'est une bonne chose. Bon nombre des membres du Comité d'aide au développement estiment qu'ils doivent dépenser une plus grande partie de leur argent par l'intermédiaire des ONG; que c'est une façon plus efficace de mener à bien des projets et des programmes à l'étranger; que c'est une meilleure façon de réagir, particulièrement étant donné qu'on fait beaucoup de pressions au sujet des questions d'intendance, de démocratisation et de droits de la personne; et que—ce sont des mots à la mode qui reviennent souvent dans les cercles politiques—ce n'est pas possible de le faire sans une société civile saine.

So Britain is about a third but rising.

Mr. English: What is the the tax benefit for donors to NGOs in Britain compared with Canada?

Dr. Van Rooy: It's complicated. It depends on the amount of donations over a year. There are different tax brackets for amounts of donations. It's a complicated area.

There is a recent innovation in Britain. For example, OXFAM gets a lot of its money through standing orders in banks, so you pledge to have 10 pounds or 20 pounds taken out of your account every month. The government has come up with a provision whereby the tax on your savings—and in Britain the amount of money you hold in a bank is taxed, something like 3%—can be signed over to the organization. So there are ways within their tax system that they're using to try to open it up.

Mr. English: You also say that 9% of ODA is spent by NGOs in Canada. That's the highest percentage apart from Switzerland, Belgium, and the U.S. What is the percentage in Britain?

Dr. Van Roov: It is half of a percent.

Mr. English: What is the percentage in Germany?

Dr. Van Rooy: I can look that number up for you. I'll have it in a chart.

Mr. English: You also say that 4,550 people in Canada are employed full-time in NGO north-south organizations. Have you done a study of who those people are, their educational level, and their background in terms of socio-economic class?

• 1155

Dr. Van Rooy: No, although I certainly have an intuitive answer. One of the problems with studying NGOs in Canada—

Mr. English: It relates somewhat to Senator Andreychuk's question.

Dr. Van Rooy: I can do both, if you like.

Mr. English: You could answer the question she posed about Canadian NGOs.

Dr. Van Rooy: One of the problems in doing studies on NGOs, of course, is that it is very difficult to gather hard data. The data I have in the research I've done is the best there is, but it's very poor. We can get rough figures for the magnitude of the numbers of people who are employed.

My intuitive answer about the kinds of people who are involved is that a lot of them have been overseas in some capacity as volunteers themselves. Certainly as far as the leadership of the NGO community in Ottawa is concerned, a lot of them were CUSO volunteers in the late 1960s. A lot of people have grassroots involvement. They are now mostly men in their fifties.

[Translation]

En Grande-Bretagne, c'est donc environ le tiers, mais le pourcentage est en train d'augmenter.

M. English: Comment se compare l'avantage fiscal des Britanniques qui donnent aux ONG par rapport à celui des Canadiens?

Mme Van Rooy: C'est très compliqué. Cela dépend du nombre de dons au cours d'une année. Il y a différentes fourchettes fiscales pour le montant des dons. C'est un domaine compliqué.

Il y a une innovation récente en Grande-Bretagne. Par exemple, OXFAM obtient une bonne partie de ses fonds par des ordres de paiements permanents dans les banques, de sorte que l'on s'engage à verser 10 ou 20 livres à même son compte chaque mois. Le gouvernement a mis en place une disposition selon laquelle on peut remettre à un organisme la taxe sur ces économies—et en Grande-Bretagne le montant d'argent que l'on met dans un compte de banque est imposé à raison d'environ 3 p. 100. Leur régime fiscal comporte donc diverses dispositions à cet égard.

M. English: Vous dites en outre que 9 p. 100 de l'aide au développement sont dépensés par les ONG au Canada. C'est le pourcentage le plus élevé à part la Suisse, la Belgique et les États-Unis. Quel est le pourcentage en Grande-Bretagne?

Mme Van Rooy: C'est 0,5 p. 100.

M. English: Quel est le pourcentage en Allemagne?

Mme Van Rooy: Je peux vous obtenir ce chiffre. Je l'ai certainement dans un tableau.

M. English: Vous dites en outre que 4 550 personnes au Canada sont employées à plein temps dans des organisations non gouvernementales Nord–Sud. Avez–vous étudié qui sont ces gens, quel est leur niveau d'études et leurs antécédents socio–économiques?

Mme Van Rooy: Non, bien que j'aie certainement une réponse intuitive. L'un des problèmes en ce qui concerne un examen des ONG au Canada. . .

M. English: Cela a un certain rapport avec la question du sénateur Andreychuk.

Mme Van Rooy: Je peux répondre aux deux questions, si vous le voulez.

M. English: Vous pouvez répondre à la question qu'elle a posée au sujet des ONG canadiennes.

Mme Van Rooy: L'un des problèmes lorsqu'on examine les ONG, naturellement, c'est qu'il est très difficile de recueillir des données précises. Les données que j'ai recueillies au cours de mes recherches sont les meilleures disponibles, mais elles sont loin d'être satisfaisantes. Nous pouvons obtenir des chiffres approximatifs pour ce qui est du nombre de gens qui travaillent.

Ma réponse intuitive pour ce qui est du type de gens qui travaillent c'est que bon nombre d'entre eux sont allés à l'étranger à titre de bénévoles. Pour ce qui est du leadership de la communauté des ONG à Ottawa, bon nombre étaient des travailleurs bénévoles de CUSO vers la fin des années 60. Bon nombre d'entre eux ont participé à des organismes populaires. Il s'agit aujourd'hui pour la plupart d'hommes dans la cinquantaine.

Mr. English: Did you read in the article in *Foreign Affairs*? I guess you did, because it's in your footnote. It appeared this month.

Mr. Graham: Mr. Chairman, as a former academic, may I make the point that many papers are produced with references that have not been read by the author. I cite as my authority for that Professor Sabourin.

Mr. English: Not by a recent PhD. It's only those of us who've been out for a while.

I read it on the weekend. I couldn't find it in the Library of Parliament, though. That's where I disappeared to for five minutes so I could ask a learned question.

The article raised many points about NGOs and their origins, and particularly the reaction against the state as an actor in international affairs. It also talked about the possible difficulties for policy on the part of governments created by the rise of what he called the "non-profit sector". I was wondering what your reaction to that article is.

Dr. Van Rooy: I could try to answer your question, and with examples answer the senator's.

First of all, that particular article was written by an American. The whole idea of the non-profit sector has a different feeling. There are different political threads running through those arguments: anti-government, minimalist, the glory of the voluntary sector.

The role of NGOs in Canada is very different from the role of indigenous groups working overseas. That we call them both NGOs is a bit misleading. There are a lot of people who will come up with dozens of categories, different kinds of names, for organizations that work overseas.

We're giving more attention to it now, particularly as it concerns human rights organizations. Civil society cannot flourish in an environment where there are restrictions on civil liberties.

The article you referred to, Lester Salamon's work, talks about NGOs rising up in places where government has no infrastructure. So you'll have a lot of articles and discussions about things that happen in say Bangladesh, where there's a very strong NGO community, or in India, where there's a very strong NGO community. There are growing civil society groups even in Mozambique, where you have entire disruption of government services. Who's going to do education, who's going to do primary health care, at the most basic level, in the sense of who is going to fill this gap where civil wars or other disruptions have obliterated the social infrastructure? Obviously, Canadian NGOs are doing something else, and I think something else that is quite valuable.

The question about direct funding is an important one. Given that there seems to be this growing consensus that NGOs working overseas are doing all of these wonderful things, they are growing in strength, they are taking over spaces left by absent or unwilling or cruel governments, what are we doing funding Canadian organizations?

[Traduction]

- M. English: Avez-vous lu l'article dans Foreign Affairs? Je suppose que oui, puisque vous en parlez dans votre note en bas de page. C'était dans le numéro de ce mois-ci.
- M. Graham: Monsieur le président, en tant qu'ancien universitaire, puis—je souligner que bon nombre de documents font état de références qui n'ont pas été lues par l'auteur. Je cite comme expert à cet égard le professeur Sabourin.
- M. English: Pas chez ceux et celles qui ont récemment obtenu leur doctorat. Ce n'est que ceux d'entre nous qui sommes sortis depuis un certain temps.

Je l'ai lu pendant la fin de semaine. Cependant, je n'ai pas pu le trouver à la bibliothèque du Parlement. C'est là où j'ai disparu pendant cinq minutes pour pouvoir vous poser une question savante.

L'article soulève de nombreux points au sujet des ONG et de leurs origines, et plus particulièrement la réaction contre l'État comme intervenant dans les affaires internationales. On y parle également des problèmes possibles pour la politique de la part des gouvernements que crée l'essor de ce que l'auteur appelle le «secteur à but non lucratif». Je me demandais ce que vous pensiez de cet article.

Mme Van Rooy: Je pourrais essayer de répondre à votre question et, avec des exemples, répondre à celle du sénateur.

Tout d'abord, l'article en question a été rédigé par un Américain. Toute l'idée du secteur à but non lucratif donne une impression différente. Il y a différents fils politiques qui passent à travers ces arguments: anti-gouvernement, minimaliste, la gloire du secteur bénévole.

Le rôle des ONG au Canada est très différent de celui des groupes indigènes qui travaillent à l'étranger. Le fait que nous les appelions tous des ONG est quelque peu trompeur. Il y a bien des gens qui trouveront des douzaines de catégories, différentes sortes de noms, pour les organismes qui travaillent à l'étranger.

Nous y accordons aujourd'hui davantage d'attention, particulièrement en ce qui concerne les organismes de droits de la personne. La société civile ne peut prospérer dans un environnement où les libertés civiles sont limitées.

L'article auquel vous avez fait allusion, rédigé par Lester Salamon, parle de l'essor des ONG là où le gouvernement n'a aucune infrastructure. On retrouvera donc de nombreux articles au sujet de ce qui se passe, disons, au Bangladesh ou en Inde, où il y a une très importante communauté de ONG, et on en parle beaucoup. Les groupes de sociétés civiles augmentent même au Mozambique, où tous les services gouvernementaux sont perturbés. Qui va s'occuper de l'éducation, qui va s'occuper des soins de santé primaires, au niveau le plus élémentaire, c'est-à-dire qui va combler ces lacunes là où les guerres civiles ou d'autres perturbations ont éliminé toute infrastructure sociale? De toute évidence, les ONG canadiennes font autre chose, et je pense que ce qu'elles font est très valable.

La question au sujet du financement direct est une question importante. Étant donné qu'il semble y avoir de plus en plus de consensus sur le fait que les ONG qui travaillent à l'étranger font toutes ces choses merveilleuses, qu'elles prennent de la force, qu'elles sont en train de prendre la place de gouvernements absents ou cruels, pourquoi finançons—nous des organisations canadiennes?

There's discussion within the Canadian NGO community about it. There's an identity crisis, in some ways, that the well-digging we used to do, as caring white people heading off to Africa, is no longer appropriate but is politically insensitive.

• 1200

I think there are arguments against direct funding. Some of them are simply administrative. If you're talking about hundreds of thousands of organizations, CIDA can barely manage the Canadian NGOs that come to it for funding. There are difficulties in getting agreements. There is the accountability, and it would be an administrative nightmare.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Madam Van Rooy, I'm sorry to interrupt you.

Dr. Van Roov: I'm going on?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): No, but my time is up, and yours is also.

Dr. Van Rooy: I was just getting going.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I know, but may I make a request? Can you send us a copy of your doctoral thesis?

Dr. Van Rooy: It's very long.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Dr. English can read it over the weekend. I think we'd benefit from it, if you don't mind.

I apologize for the interruption, but it is 12 o'clock and the role of the chairperson is to make sure that the meetings do end sometime, and I have to do that with all reluctance.

I would like to thank all of the panellists for their contributions to the foreign policy review this morning, for their thoughts on the changing nature of international relations and the role of various actors, be they municipal, provincial or federal.

Dr. Van Rooy—and I'm sorry I didn't use the word "Dr." prior to Dr. English bringing it up—you gave us an excellent presentation on the expertise that development NGOs can bring to the elaboration of foreign policy, and models that we could use. I would have liked to ask you further questions about this discrepancy about the growth of 4,700 northern NGOs and 40,000, if I understood you correctly—

Dr. Van Rooy: I gave a copy of the longer version of the statement that has some better numbers, and an appendix with some more detail, to the clerk.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much.

Dr. Cipywnyk outlined the role of ethnic organizations, how active they are, and the importance of language training, and I think most of us would agree. That's a very important point you made to us this morning.

Mr. Jacek reminded us of the importance of business and labour, particularly of the chambers of commerce and the influence they have. We hope to hear from the chambers of commerce soon, and we hope that we can get from them some commitments relating to the et qu'elles s'engageront à partager des informations et tout le reste. information exchange and everything else.

[Translation]

Au Canada, la communauté des ONG en parle. D'une certaine facon, il v a une crise d'identité, Auparavant, le Canada, en tant que pays généreux, envoyait des Blancs en Afrique creuser des puits. Cette attitude n'est plus appropriée. Elle est considérée comme témoignant d'un manque de sensibilité politique.

Je pense qu'il y a des arguments contre le financement direct. Certains d'entre eux sont purement d'ordre administratif. Si vous parlez de quelque centaines de milliers d'organisations, c'est à peine si l'ACDI peut s'occuper des ONG canadiennes qui lui demandent des fonds. Il est difficile de conclure des ententes. Il y a la question de la responsabilité, et ce serait un cauchemar administratif.

Le coprésident (M. Gauthier): Madame Van Rooy, je suis désolé de vous interrompre.

Mme Van Rooy: Je continue?

Le coprésident (M. Gauthier): Non, mais mon temps est écoulé, et le vôtre aussi.

Mme Van Roov: Je ne faisais que commencer.

Le coprésident (M. Gauthier): Je le sais, mais puis-je vous demander quelque chose? Pouvez-vous nous envoyer un exemplaire de votre thèse de doctorat?

Mme Van Rooy: C'est très long.

Le coprésident (M. Gauthier): M. English peut la lire pendant le week-end. Je pense qu'elle nous sera utile, si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

Excusez-moi de vous avoir interrompue, mais il est midi et le rôle du président consiste à s'assurer que les réunions se terminent à un moment donné; et je le fais bien à contrecoeur.

Je tiens à remercier tous les conférenciers pour leur contribution à l'examen de la politique étrangère ce matin, pour leurs observations sur les mutations des relations internationales et du rôle des différents acteurs, qu'ils soient municipaux, provinciaux ou fédéraux.

Madame Van Rooy—et comme M. English l'a mentionné, vous portez le titre de «docteur»—vous nous avez fait un excellent exposé sur les compétences que les ONG oeuvrant dans le domaine du développement peuvent apporter à l'élaboration de la politique étrangère et sur les modèles que nous pourrions utiliser. J'aurais aimé vous poser d'autres questions sur la disparité entre la croissance des 4 700 ONG du Nord et les 40 000, si je vous ai bien comprise...

Mme Van Rooy: J'ai remis à la greffière un exemplaire de la version plus longue de mon mémoire, qui comporte de meilleures statistiques ainsi qu'une annexe plus détaillée.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup.

M. Cipywnyk a souligné le rôle des organisations ethniques, leur dynamisme et l'importance de la formation linguistique, et je pense que la plupart d'entre nous partagent son avis. Vous avez souligné des points très importants ce matin.

M. Jacek nous a rappelé l'importance des milieux d'affaires et des syndicats, surtout celle des chambres de commerce et leur influence. Nous espérons que les chambres de commerce comparaîtront bientôt

Dr. Polèse reviewed the activities of municipalities and the importance of letting them do it their way.

Et si j'ai bien compris, vous êtes un tenant de la «subsidiarité».

M. Polèse: Oui. On pourrait presque le dire; oui.

Le coprésident (M. Gauthier): Je ne l'avais pas dit, mais j'ai pensé que c'était un peu votre message. Un mot que M. Bourassa a souvent utilisé et qui est devenu assez populaire, c'est-à-dire donner au niveau le plus. . .

M. Polèse: Et que les Européens cherchent toujours à définir.

Le coprésident (M. Gauthier): Oui... Que les Européens cherchent toujours à définir!

Docteurs Sabourin et Meekison

reminded us of the constitutional aspects relevant to foreign policy and how in Canada we can cooperate better among all the levels of government, we being a federation.

Et il est important de le dire et le redire, il n'y a pas grandes fédérations, docteur Sabourin, qui ont comme actifs, si vous voulez, deux langues officielles, un pays qui est multiculturel, bijuridique, ce qui n'est pas mentionné assez souvent; je pense qu'on doit en profiter avec les pays d'origine latine. Je vous remercie pour vos commentaires.

Mr. Meekison, we thank you for coming back here to eastern Canada, where we don't freeze at night but we do try to keep you people happy sometimes. Give our best regards to Alberta. We do love you all.

Prof. Meekison: I'm pleased to hear that, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Have a good trip back home, sir.

Prof. Meekison: Thank you very much, sir.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): To all of you, thank you very much.

Merci beaucoup.

The committee will resume its deliberations at 2 p.m.

AFTERNOON SITTING

• 1411

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We shall resume our meeting.

We have the pleasure this afternoon of having several groups appearing. We are starting with the Canadian Chamber of Commerce: Mr. Geoffrey Elliot, the chairman of the international affairs committee; and Mr. David J. Hecnar, senior policy analyst, international division. From the Conference Board of Canada we have Mr. James R. Nininger, president and chief executive officer; and Mr. Charles A. Barrett, vice-president, business research. I welcome you all.

[Traduction]

M. Polèse a passé en revue les activités des municipalités et souligné l'importance de laisser ces demières agir à leur guise.

And if I understood you correctly, you are a proponent of subsidiarity.

Mr. Polèse: Indeed. One could almost say so.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I did not bring it up, but I thought it was more or less your message. A phrase that Mr. Bourassa often used and which became fairly popular was to let the highest level...

Mr. Polèse: A phrase that the Europeans are still trying to define.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Yes indeed.

Drs. Sabourin and Meekison

nous ont rappelé les aspects constitutionnels relatifs à la politique étrangère et la façon dont tous les paliers de gouvernement peuvent mieux collaborer au sein de la fédération canadienne.

And it is important to say it over and over again; there are not many federations, Dr. Sabourin, which have the following assets, so to speak: two official languages, a multicultural society, a dual legal system, which is not mentioned often enough; I think we should take advantage of all this with other countries of Latin origin. I thank you for your comments.

Monsieur Meekison, nous vous remercions d'être revenu ici dans l'est du pays, où nous ne gelons pas la nuit mais où nous essayons de vous contenter parfois. Faites toutes nos amitiés aux gens de l'Alberta. Nous vous aimons tous.

M. Meekison: Je suis ravi de l'entendre, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Je vous souhaite un bon voyage de retour, professeur.

M. Meekison: Merci beaucoup, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup, tout le monde.

Thank you very much.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le comité reprend ses travaux à 14 heures.

Le coprésident (M. Gauthier): La séance est ouverte.

Cet après-midi, nous avons le plaisir de recevoir plusieurs groupes. Nous commençons par la Chambre de commerce du Canada, avec M. Geoffrey Elliot, le président du comité des Affaires internationales, et M. David J. Hecnar, analyste principal des politiques, Division des Affaires internationales. Du Conference Board du Canada, nous recevons M. James R. Nininger,

président-directeur général, et M. Charles A. Barrett, vice-président. Recherche dans le domaine des affaires. Bienvenue à tous les témoins.

We'll start with Mr. Nininger from the Conference Board of Canada.

Mr. James R. Nininger (President and Chief Executive Officer, Conference Board of Canada): Thank you, Mr. Chairman.

We appreciate the opportunity to meet with the committee today. I am joined by Dr. Charles Barrett, vice-president in charge of our international activities and our specialist in the area of international development and trade policy.

The Conference Board of Canada is pleased to participate in this review of Canada's foreign policy. We have submitted a brief to the committee, and in the time at my disposal today I would like to highlight what we feel are some of the key comments of our brief.

The Conference Board of Canada is the country's largest economic and management research institution. It is an independent organization whose members include business, government, labour and other organizations. Our mandate is non-policy prescriptive analysis. As such, we are not an advocacy group.

For 40 years the Conference Board has produced a wide variety of studies on business and public policy. Many of these have a direct bearing on the foreign policy review. Others are in areas that traditionally have been thought of as domestic policy, but which, in an increasingly interdependent and integrated world, are inextricably linked to foreign policy.

In our brief we comment on a few critical areas of foreign policy. There are many important issues that we do not discuss directly, or at all. We want to focus on a number of key issues where we feel we can bring to bear the insights of the Conference Board, a high calibre research institution with in-depth experience in economic and business policy analysis, networking, and other aspects of human resource development, and in such critical subjects as education, the environment and science and technology.

In addition, for the past few years the Conference Board has been the executing agency for broad and extensive institutional linkage projects in India and China, with financial support from CIDA. As well, we've been involved with Canadian participation in the institutional networks of the Asia–Pacific economic cooperation, human resource development working group. Dr. Barrett was just elected as chair of the business management network which is one of the human resource working group networks.

Our brief focuses on two main themes of Canada's foreign policy. One is the importance of trade development and the other is the quality of official development assistance. In addition, there are four other topics that have significant supporting roles for each of the two main themes and are the subject of separate sections—human resource development, science and technology, sustainable development, and research.

[Translation]

Nous commencerons avec M. Nininger du Conference Board du Canada.

M. James R. Nininger (président-directeur général, Conference Board du Canada); Merci, monsieur le président.

Nous vous remercions de nous avoir invités devant le comité aujourd'hui. Je suis accompagné de M. Charles Barrett, le vice-président responsable de nos activités internationales et notre spécialiste dans le domaine du développement international et de la politique commerciale.

Le Conference Board du Canada est heureux de participer à cet examen de la politique étrangère du Canada. Nous avons déposé un mémoire auprès du comité, et dans les limites du temps qui m'est imparti, je vais vous en présenter les points saillants.

Le Conference Board du Canada est la plus grande institution de recherche en matière d'économie et de gestion au pays. C'est une organisation indépendante dont les membres viennent des milieux d'affaires, gouvernementaux, syndicaux et autres. Notre mandat consiste à faire des analyses conjonctuelles dénuées de parti pris d'ordre politique. Nous ne sommes donc pas un groupe d'intérêts.

Depuis 40 ans, le Conference Board produit une vaste gamme d'études sur les affaires et la politique publique. Bon nombre de ces études ont un rapport direct avec l'examen de la politique étrangère. D'autres portent sur des domaines relevant traditionnellement de la politique intérieure, mais qui, dans un monde de plus en plus interdépendant et intégré, sont inextricablement liés à la politique étrangère.

Dans notre mémoire, nous examinons quelques secteurs clé de la politique étrangère. Il y a bien des questions importantes que nous n'abordons pas directement ou pas du tout. Nous voulons nous concentrer sur un certain nombre de questions clé sur lesquelles nous estimons pouvoir exprimer l'avis du Conference Board, qui est un établissement de recherche de haut calibre ayant une expérience approfondie de l'analyse des politiques écoomiques et commerciales, de l'établissement des réseaux et d'autres aspects du développement des ressources humaines, ainsi que dans des sujets aussi essentiels que l'éducation, l'environnement, la science et la technologie.

En outre, depuis quelques années, le Conference Board est l'agence d'exécution de projets de jumelage institutionel de grande envergure en Inde et en Chine et ce, avec l'aide financière de l'ACDI. De plus, nous faisons partie des organismes canadiens qui participent au réseau institutionnel de la coopération économique Asie-Pacifique, au sein du groupe de travail sur le développement des ressources humaines. M. Barrett vient d'être élu président du réseau de gestion des entreprises, qui fait partie du groupe de travail sur les ressources humaines.

Dans notre mémoire, nous nous concentrons sur deux thèmes principaux de la politique étrangère du Canada: l'importance du développement commercial et la qualité de l'aide publique au développement. Il y a aussi quatre sujets qui viennent étayer chacun des deux thèmes principaux et qui sont abordés dans des sections distinctes: le développement des ressources humaines, la science et la technologie, le développement durable et la recherche.

[Traduction]

• 1415

The world economic environment has seen enormous changes in the recent past, and the pace of change is not slowing down. We survey some of the most critical of these changes in our brief, focusing on the consequences of trade liberalization, globalization of trade, and technological change. There have been substantial increases in the international flow of goods and services, money, and information.

All these factors, and others, have an impact on Canada's competitive position. There are implications for Canada's trade, for foreign investment in Canada, and by Canadians in other countries for the competitiveness of Canadian business, and hence for our future standard of living. The implications of many of these changes for Canadian business will depend to a great extent on how open the Canadian market remains to the forces of international innovation and competition and how adaptable Canadian business is to these forces.

Based on our studies and experience, we conclude that we are in need of an innovative mindset in Canada that will facilitate greater use of technology. This largely depends on our attitude to innovation, knowledge, and the orientation of management and labour. We have to change our attitudes to be more forward—looking, linking more effectively with international technology, both sources and transfers.

Trade is crucial for Canada, and therefore trade policy and trade development are a crucial pillar of our foreign policy. In our brief we refer to four key conclusions in this important area. First, Canada's success in international markets will be critical to secure our future prosperity and security. Second, Canada must look increasingly to emerging markets, most notably in Asia, the Pacific Rim, and Latin America for future trade growth and diversification. Third, while the multilateral process must remain a cornerstone of Canada's trade strategy, in a multi–regional world economy we need to have the flexibility to pursue regional as well as global trade policy initiatives. Last, in the future, more emphasis will need to be placed on trade promotion as well as trade policy.

In our view, it will be important to maintain, and if possible expand and strengthen, the role of Canada's excellent trade commissioner service through new delivery mechanisms, including private sector—public sector partnerships. I indicated earlier our brief comments on four topics that are crucial components of both trade policy and official development assistance.

L'économie mondiale a vécu de profondes transformations au cours des demières années, et le rythme du changement se maintient. Dans notre mémoire, nous passons en revue certaines des mutations les plus cruciales, en insistant sur les conséquences de la libéralisation du commerce, de la mondialisation des échanges et des changements technologiques. Les flux internationaux des biens, des services, de l'argent et de l'information ont augmenté de façon considérable.

Tous ces facteurs et d'autres ont des répercussions sur la position concurrentielle du Canada. Ils ont une incidence sur le commerce canadien, les investissements étrangers au Canada, les investissements canadiens dans d'autres pays, la compétitivité des entreprises canadiennes et, partant, sur notre niveau de vie dans l'avenir. Les implications de bon nombre de ces changements pour les entreprises canadiennes dépendront dans une grande mesure de l'ouverture du marché canadien à l'égard des forces d'innovation et de concurrence internationales, ainsi que de l'adaptabilité des entreprises canadiennes à ces forces.

Fort de nos études et de notre expérience, nous pouvons conclure qu'au Canada, nous avons besoin d'une mentalité innovatrice qui facilitera un usage accru de la technologie. Cela dépend largement de notre attitude face à l'innovation, à la connaissance, et de l'orientation des gestionnaires et des travailleurs. Nous devons changer nos attitudes pour devenir plus prévoyants et utiliser plus efficacement la technologie internationale, qu'elle soit originale ou transférée.

Le commerce est crucial pour le Canada et, par conséquent. la politique commerciale et le développement commercial constituent un pilier essentiel de notre politique étrangère. Dans notre mémoire, nous présentons quatre conclusions clé dans ce domaine important. Premièrement, le succès du Canada sur les marchés internationaux est d'une importance critique pour notre prospérité et notre sécurité Deuxièmement, le Canada doit se tourner de plus en plus vers les marchés naissants, notamment de l'Asie, du bassin du Pacifique et de l'Amérique latine, pour accroître et diversifier son commerce à l'avenir. Troisièmement, même si le processus multilatéral doit demeurer la pierre angulaire de la stratégie commerciale canadienne, dans une économie mondiale multirégionale, nous devons garder la possibilité de poursuivre des initiatives tant régionales que mondiales. Enfin, nous devons désormais attacher dayantage d'importance à la promotion du commerce aussi bien qu'à la politique commerciale.

À notre avis, il sera important de maintenir et, si possible, d'élargir et renforcer le rôle du service des délégués commerciaux par de nouveaux mécanismes d'exécution, dont des alliances entre les secteurs privé et public. Tout à l'heure, j'ai parlé brièvement des quatre domaines qui sont des composantes essentielles tant de la politique commerciale que de l'aide publique au développement.

In conclusion, I would like to summarize six key factors relating to these topics. First, Canada must build on our expertise in all areas of human resource development, which is broad and deep, competitive, and recognized internationally. Second, it is important to develop and maintain strategic networks to foster the private–sector and encourage economic and social reform.

I would add that there is an extremely significant multiplier effect through individual and institutional linkages. In strategic terms, there is a very high rate of return, including an expanding and strengthening awareness of Canada. We need to expand and extend these contacts and increase the volume and share of official development assistance allocated to human resource development activities in its various forms.

Third, given the progress of globalization, Canada needs to manage our increasingly internationalized domestic science and technology policy more effectively.

Fourth, sustainable development presents both a great challenge and a great opportunity for Canada.

Fifth, support for research is an important instrument of Canada's foreign policy. This includes research into public and foreign policy issues as well as specific activities in support of official development assistance.

Last, our experience and analysis suggest Canada's ODA program should maintain, but preferably increase, the share of development assistance allocated to human resource development, science and technology, sustainable development, and research. In addition, one of the main objectives of ODA should continue to be support for the development assistance initiatives of Canadian bodies, preferably through increased resources for these responsive programs.

Mr. Chairman, may I repeat that the Conference Board of Canada is pleased to participate in this foreign policy review.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, Mr. Nininger.

I will now call upon Mr. Geoffrey Elliot, of the Canadian Chamber of Commerce, to make his comments.

Mr. Geoffrey Elliot (Chairman, International Affairs Committee, Canadian Chamber of Commerce): Mr. Chairman, I think Mr. Hecnar wanted to say just a couple of words first.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Hecnar.

[Translation]

En conclusion, je vais résumer les six facteurs clé relatifs à ces domaines. Premièrement, nous devons tirer parti de notre savoir-faire dans tous les secteurs du développement des ressources humaines, un savoir-faire qui est vaste et profond, concurrentiel et reconnu à l'échelle international. Deuxièmement, il est important d'établir et de maintenir des réseaux stratégiques pour favoriser des liens avec le secteur privé et encourager des réformes économiques et sociales.

J'ajouterai que l'établissement d'alliances individuelles et institutionnelles a un effet multiplicateur extrêmement important. Sur le plan stratégique, le taux de rentabilité de ces alliances est très élevé, car elles permettent notamment d'élargir et d'affermir la connaissance du Canada. Nous devons développer ces contacts et accroître le volume et la part de l'aide publique au développement affectée aux activités de développement des ressources humaines sous leurs diverses formes.

Troisièmement, compte tenu du progrès de la mondialisation, le Canada doit mieux gérer ses activités scientifiques et technologiques, dont le caractère international devient de plus en plus évident.

Quatrièmement, le développement durable est à la fois un grand défi et une grande possibilité pour le Canada.

Cinquièmement, l'appui à la recherche est un instrument important de la politique étrangère du Canada. Il s'agit non seulement de la recherche visant l'orientation gouvernementale et la politique étrangère, mais aussi des activités précises appuyant l'aide publique au développement.

Enfin, en nous fondant sur notre expérience et notre analyse, nous affirmons que le Canada devrait maintenir, voire augmenter la part de l'aide publique au développement affectée au développement des ressources humaines, aux sciences et à la technologie, au développement durable et à la recherche. De plus, l'un des principaux objectifs de l'APD doit consister à appuyer les initiatives des organismes canadiens d'aide au développement, de préférence en augmentant les ressources qui leur sont allouées.

Monsieur le président, je tiens à vous rappeler que le Conference Board du Canada est heureux de participer à cet examen de la politique étrangère.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup, monsieur Nininger.

Maintenant, je donne la parole à M. Geoffrey Elliot, de la Chambre de commerce du Canada.

M. Geoffrey Elliot (président, Comité des affaires internationales, Chambre de commerce du Canada): Monsieur le président, je pense que M. Hecnar a quelque chose à dire avant mon exposé.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Hecnar.

• 1420

Mr. David J. Hecnar (Senior Policy Analyst, International Division, Canadian Chamber of Commerce): On behalf of the Canadian Chamber of Commerce, I'd like to thank the committee for the opportunity provided to us today to have input into this process, which we believe to be a very important one.

M. David J. Hecnar (analyste principal des politiques, Division des affaires internationales, Chambre de commerce du Canada): Au nom de la Chambre de commerce du Canada, je tiens à remercier le comité de nous avoir donné l'occasion de contribuer à ce processus qui, à notre avis, revêt une grande importance.

Very briefly, I'll just explain that the Canadian Chamber of Commerce is Canada's premier business association, made up of a network of 500 community chambers of commerce throughout Canada. Through that representation we comprise a network of over 170,000 businesses nation-wide basically in every Canadian constituency.

The project that developed the brief we submitted to the committee was done through the expertise of our international affairs committee, which is a group of business experts from a variety of sectors that worked diligently to put this project together. Geoffrey Elliot, the chairman of that committee, is here today. I'll pass the floor over to Geoff at this point.

Mr. Elliot: Mr. Chairman, members of the committee, my everyday job is as vice-president for corporate affairs of Noranda Forest Inc., which is a major integrated Canadian forest products company with headquarters in Toronto and operations across Canada, in the United States, and in Europe.

Today I'm very pleased to have the privilege of speaking to you Chamber of Commerce, representing the interests of Canadian business through that committee.

The chamber previously submitted a detailed position paper, which covers quite a number of issues of concern to the business community that should be of interest to this committee. But in my presentation today I intend to focus on just three trade issues. We chose these particular issues because we believe they are urgent and their outcome is critical to the future prosperity of all Canadians.

The first issue I'll be talking about is the need to define a clear Canadian negotiating objective for the NAFTA working groups recently set up to develop a replacement regime for antidumping and countervailing duties in Canada-U.S. trade. The second issue I'll touch on is the need for Canada to speak out forcefully to influence new U.S. trade legislation, parts of which will further strengthen the ability of American protectionist interests to harass Canadian exports. Finally, I'll say a few words about government programs to promote export development.

Now, each of these issues will require actions or decisions by the Government of Canada in the coming months. In our opinion, all deserve the detailed attention of this committee. In limiting my remarks to just a few issues, this does not detract from the importance the chamber attaches to other matters on the Canadian foreign policy agenda. Notable among them is our support of new initiatives to build better trade relations with the rapidly growing emerging economies of the Asia and Pacific region. We're also concerned that the new issue of the so-called greening of the GATT may create very real trade problems for Canada if it's not handled properly. We're also concerned that the United States may seek to conclude bilateral free trade agreements with other western hemisphere countries outside the NAFTA framework. Another issue of concern to us is the États-Unis cherchent à conclure des ententes bilatérales de implementation of the new GATT agreement and the libre-échange avec d'autres pays de l'hémisphère occidentale en

[Traduction]

Très brièvement, je vais simplement vous expliquer que la Chambre de commerce du Canada est la première association d'affaires au pays; elle représente 500 chambres de commerce communautaires de toutes les régions du pays. Grâce à cette représentation, nous constituons un réseau de plus de 170 000 entreprises établies dans presque toutes les circonscriptions canadiennes.

Le mémoire que nous avons soumis au comité a été rédigé par nos experts au Comité des affaires internationales qui viennent de divers secteurs et qui ont travaillé avec diligence pour mener à bien ce projet. M. Geoffrey Elliot, président de ce comité, est ici présent. Ceci dit, je lui passe la parole.

M. Elliot: Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité, je travaille normalement comme vice-président aux affaires générales de Foresterie Noranda Inc. qui est une importante compagnie canadienne intégrée de produits forestiers dont le siège social est à Toronto et qui a des activités dans toutes les régions du Canada, aux États-Unis et en Europe.

Aujourd'hui, je suis très honoré de prendre la parole devant vous as chairman of the international affairs committee of the Canadian en tant que président du Comité des affaires internationales de la Chambre de commerce du Canada, pour faire valoir les intérêts des entreprises canadiennes.

> La Chambre vous a déjà soumis un énoncé de position détaillé portant sur un certain nombre de questions qui préoccupent les milieux d'affaires et qui devraient intéresser le comité. Toutefois, dans mon exposé d'aujourd'hui, je vais me concentrer uniquement sur trois questions commerciales. Nous les avons choisies parce que nous croyons qu'elles sont urgentes et leur résolution est essentielle à la prospérité future de tous les Canadiens.

> Le première question que je vais aborder porte sur la nécessité de définir un objectif de négociation clair pour le Canada dans le cadre des groupes de travail de l'ALÉNA établis récemment pour concevoir un régime de remplacement aux droits antidumping et compensateurs dans le commerce entre le Canada et les États-Unis. La deuxième question porte sur la nécessité pour le Canada de se prononcer énergiquement pour influer sur la nouvelle législation commerciale américaine, dont certains éléments visent à renforcer davantage la capacité des intérêts protectionnistes américains de harceler les exportateurs canadiens. Enfin, je dirai quelques mots au sujet des programmes gouvernementaux visant à promouvoir les exportations.

Dans chacun de ces domaines, le gouvernement canadien devra prendre des mesures ou des décisions au cours des prochains mois. À notre avis, le comité doit s'y pencher de façon très attentive. Même si je limite mes observations à quelques questions seulement, cela n'enlève rien à l'importance que la Chambre attache à d'autres questions relatives à la politique étrangère du Canada. Je pense notamment à l'appui que nous donnons aux nouvelles initiatives visant à créer de meilleures relations commerciales avec les économies naissantes et en croissance rapide de l'Asie et du Pacifique. Nous craignons aussi que le présumé verdissement du GATT crée des problèmes commerciaux très graves pour le Canada si l'on ne s'y prend pas judicieusement. Nous craignons également que les establishment of the new World Trade Organization, which will dehors du cadre de l'ALÉNA. Autre sujet de préoccupation, la

will have to deal with.

Obviously, we would be glad to discuss any or all of these issues when we get to the discussion in a few minutes' time. But first, coming from a business organization I have to say something about Canada's debt and deficit problem.

All of our efforts at the international level will come to nothing if Canadian public finances collapse under the weight of huge federal and provincial deficits and the growing mountain of public debt. Canadian prosperity is fundamentally based on producing private sector goods and services at competitive prices and moving them into world markets to meet the needs of foreigners. Mounting public debt is eroding the ability of the private sector to do its job.

persistent response of successive government administrations to the looming financial crisis is to raise current taxes and increase public borrowing while deferring any real effort to bring expenditures into line. That's not a solution to Canada's problem. It's no different from an individual living beyond his or her means and using a credit card to pay the bills. Judgment day eventually arrives, and the longer the profligate spending goes on the greater the pain will be on judgment day and beyond.

• 1425

Even now we're paying a high economic price for government inaction on the deficit and debt. Canada has the highest real interest costs of any advanced industrial society. Crippling payroll and personal income taxes, accelerating costs of regulated inputs, and excessive and often overlapping regulation of almost every aspect of business activity have made Canada a less hospitable place for business. All these things discourage enterprise, punish initiative and shackle private sector growth. More important, they make Canada a less attractive location for business investment needed to generate jobs, create wealth for the economy and provide new revenues for government. We think we're running out of time. The Government of Canada must take concrete, credible and visible actions now to restore integrity to its dysfunctional public finances.

Our proximity to the United States, the world's biggest economic engine and generally the most open market in the world, is Canada's biggest economic asset. It's perfectly natural that we do more business with the United States than we do with anybody else. It's inevitable that our commerce with the United States will continue to expand more quickly than it does with more distant markets, so when you look at the conduct of Canada's foreign policy, and in particular Canada's trade policy, there is one single most important question that you should always ask in considering any new international agreement or any new international initiative.

[Translation]

also give rise to both opportunities for Canada and some issues we mise en oeuvre du nouvel accord du GATT et l'établissement de la nouvelle organisation mondiale du commerce, qui présenteront au Canada autant de possibilités que de dossiers chauds.

> Évidemment, nous serons ravis de discuter de ces sujets dans quelques minutes, pendant la période de questions. Mais tout d'abord, en tant que membre d'une organisation d'affaires, je dois parler du problème de la dette et du déficit du Canada.

> Tous nos efforts à l'échelle internationale seront vains si les finances publiques canadiennes s'effondrent sous le poids des énormes déficits fédéral et provinciaux et du fardeau croissant la dette publique. La prospérité du Canada est essentiellement fondée sur la production, par le secteur privé, de biens et services à des prix concurrentiels et sur leur acheminement vers les marchés internationaux pour répondre aux besoins des étrangers. L'augmentation de la dette publique diminue la capacité du secteur privé de faire son travail.

> Les gouvernements successifs ont toujours réagi à la crise financière imminente en augmentant les impôts et en empruntant davantage, retardant ainsi tout effort réel de maîtrise des dépenses. Ce n'est pas ainsi que l'on va résoudre le problème du Canada. Cette attitude n'est pas différente de celle d'un particulier qui vit au dessus de ses moyens et qui utilise une carte de crédit pour payer les factures. Le jour du jugement finit par arriver, et à ce moment-là, on souffre d'autant plus qu'on a été prodigue pendant longtemps.

> Jusqu'ici, l'inaction du gouvernement en ce qui concerne le déficit et la dette nous coûte plus cher sur le plan économique. Parmi les pays industrialisés, le Canada a les coûts d'intérêt réels les plus élevés. À cause des charges sociales écrasantes, des impôts personnels élevés, des coûts exponentiels des intrants réglementés et de la réglementation excessive et souvent dédoublée de presque tous les aspects de l'activité commerciale, le Canada est devenu un pays moins accueillant pour les affaires. Tous ces facteurs découragent les entrepreneurs, freinent l'initiative et entravent la croissance du secteur privé, Qui plus est, ils font du Canada un pays moins attrayant pour les investissements nécessaires à la création d'emplois et des richesses qui alimentent l'économie et renflouent les caisses du gouvernement. Nous pensons que le temps presse. Le gouvernement canadien doit prendre immédiatement des mesures concrètes, crédibles et visibles pour rétablir l'intégrité de ses finances dysfonctionnelles.

> La proximité des États-Unis, qui sont le plus grand moteur économique mondial et, d'une manière générale, le marché le plus ouvert, est notre plus grand atout sur le plan économique. Il est tout à fait naturel que nous avons plus de relations commerciales avec les États-Unis qu'avec n'importe quel autre pays. Il est inévitable que nos échanges avec les États-Unis continuent de s'accroître plus rapidement qu'avec des marchés plus éloignés; par conséquent, quand nous pensons à la politique étrangère du Canada et, en particulier, à notre politique commerciale, il y a une seule question importante que nous devons toujours nous poser lorsque nous envisageons un nouvel accord international ou une nouvelle initiative internationale.

I don't care whether it is the FTA, the NAFTA, the GATT, or any other bilateral or international agreement, the question you should always ask is will this prospective agreement make it easier or will it make it more difficult to manage our trading relationship with the United States of America, our most important trading partner.

When the chamber comes to this committee to advise you on the most important foreign policy priorities for Canada in 1994 it should come as no surprise that our primary focus is on Canada–U.S. trade.

Our first priority, and I mentioned it before, is the unfinished business on trade remedy law left over from the free trade agreement. FTA chapter 19 set up a working committee and a time limit to complete the single, free trade internal market, by developing a replacement regime for trade remedy laws like anti-dumping and countervailing duties. Provision to complete this unfinished business was mysteriously dropped from the NAFTA as originally negotiated and signed by Prime Minister Mulroney. But Prime Minister Chrétien and the Minister of International Trade did some very useful work by insisting on a commitment to complete that unfinished business as a condition for proclaiming the NAFTA earlier this year.

If you think for a moment about steel, magnesium, lumber, pork and wheat, you will know that the current ability of American special interests to invoke U.S. trade law to harass inconvenient Canadian competitors remains a serious defect in the NAFTA, and a very real problem for Canada. Thanks to the Prime Minister, Canada once again has an opportunity to deal with this problem in the new working groups established under the NAFTA.

The chamber has developed a detailed position paper which sets out the view of business on Canadian negotiating objectives for these NAFTA working groups. We submitted this position paper to Mr. MacLaren on June 22, and we're also submitting the chamber position paper officially to this committee today.

Our main concern is that the Government of Canada may set its negotiating objectives too low. We believe it would be a mistake for our negotiators to be instructed to gear their objectives only to what can be achieved in the short run, rather than addressing Canada's longer-term vulnerabilities in our trade relationship with the United States.

• 1430

In short, and recognizing that it will not be easy to make progress with the Americans, the chamber urges the Government of Canada to stake out a stretch objective for the NAFTA working group negotiations. We believe Canada's clearly stated goal from the outset should be the eventual removal of border measures like anti-dumping and countervailing duties from Canada–U.S. trade. We believe such measures are inconsistent with the integrity of the single market established under the FTA and subsequently extended under NAFTA.

[Traduction]

Qu'il s'agisse de l'ALÉ, de l'ALÉNA, du GATT ou de tout autre accord bilatéral ou multilatéral, nous devons toujours nous demander si l'accord proposé facilitera ou compliquera nos relations commerciales avec les États-Unis d'Amérique, qui sont notre plus important partenaire.

Étant donné que nous sommes venus ici vous conseiller sur les priorités les plus importantes du Canada en matière de politique étrangère en 1994, il n'est pas étonnant que nous nous concentrions de façon primordiale sur le commerce entre le Canada et les États-Unis.

Comme je l'ai déjà dit, notre première priorité, c'est le travail inachevé concernant les recours commerciaux dans l'Accord de libre-échange. Le chapitre 19 de cet accord crée un comité de travail et impose un délai pour achever la mise en place d'un marché interne unique de libre-échange, en instituant un régime de remplacement aux recours commerciaux tels que les mesures antidumping et les droits compensateurs. Les dispositions relatives à l'achèvement de ce travail ont disparu mystérieusement de l'ALÉNA tel qu'il a été d'abord négocié et signé par le premier ministre Mulroney. Toutefois, le premier ministre Chrétien et son ministre du Commerce international ont fait oeuvre utile en insistant sur un engagement à terminer ce travail inachevé comme condition préalable à la proclamation de l'ALÉNA au début de l'année.

Si vous pensez un peu à l'acier, au magnésium, au bois, au porc et au blé, vous saurez que la capacité actuelle des intérêts spéciaux américains d'invoquer les lois commerciales américaines pour harceler les concurrents canadiens qui les dérangent demeure une grave lacune de l'ALÉNA et un problème épineux pour le Canada. Grâce au premier ministre, notre pays a de nouveau la possibilité de régler ce problème dans le cadre des nouveaux groupes de travail établis en vertu de l'ALÉNA.

La Chambre a élaboré un énoncé de position détaillé présentant le point de vue des milieux d'affaires en ce qui concerne les objectifs de négociation du Canada dans ces groupes de travail de l'ALÉNA. Nous avons soumis cet énoncé de position à M. MacLaren le 22 juin, et nous le soumettons également à ce comité aujourd'hui.

Nous craignons surtout que le gouvernement canadien adopte des objectifs de négociation insuffisants. À notre avis, ce serait une erreur de demander à nos négociateurs de viser uniquement ce qui peut être réalisé à court terme, au lieu de remédier à nos faiblesses à long terme dans le cadre de nos relations commerciales avec les États-Unis.

Bref, et sachant qu'il ne sera pas facile de progresser avec les Américains, la Chambre exhorte le gouvernement du Canada à énoncer un objectif à long terme pour les négociations du groupe de travail de l'ALÉNA. Nous croyons que le Canada doit dire clairement et dès le début que l'objectif final est de supprimer les mesures à la frontière telles que les mesures antidumping et les droits compensateurs dans le commerce avec les États—Unis. À notre avis, des mesures semblables sont contraires à l'intégrité d'un marché unique établi en vertu de l'ALÉ et, par la suite, élargi dans le cadre de l'ALÉNA.

Vulnerability to border measures in an otherwise tariff-free North American market already detracts from secure access for Canadian-based producers to the largest component of our domestic North American market. Over time this will simply encourage investors to eliminate the risk by locating future greenfield investment in the largest component of that internal market, and that of course is the United States.

We recognize that obtaining U.S. agreement to eliminating anti-dumping and countervailing duties on Canada–U.S. trade is probably unrealistic in the 18-month period negotiating horizon of the NAFTA working groups. For this reason the chamber has also identified a list of technical improvements to these trade remedy laws for negotiation by the working groups. These improvements would reduce the vulnerability of Canadian exporters to the inappropriate use of anti-dumping and countervailing duties by the United States and represent practical progress towards our stated ultimate goal of eliminating this kind of border measure from Canada–U.S. trade.

The chamber believes these NAFTA working group negotiations are probably the most important single issue on Canada's trade policy agenda for the next two years. We also believe that if this committee speaks up clearly on this issue, it will enhance both the position and the negotiating leverage of our people who have to negotiate the arrangements with the United States and also Mexico.

The second major issue that I wanted to discuss today also involves trade with the United States. As we speak, the Clinton administration is putting the final touches on new trade legislation necessary in the United States to implement the results of the GATT Uruguay Round. It is of course very important for Canada that the GATT deal is fully implemented by the Americans. The problem is that in order to secure the support of the U.S. Congress, draft legislation currently under discussion, largely behind closed doors, contains additional provisions that would be extremely damaging to Canadian trade interests. Indeed, if adopted in its present form, the proposed U.S. legislation would move in the opposite direction to Canadian objectives for the NAFTA working groups that I just described.

Proposed changes in U.S. trade law appear to be drafted with the specific aim of overturning past rulings in Canada's favour by FTA dispute panels. Other proposed changes distort the intent of carefully negotiated provisions of the GATT arising out of the Uruguay Round negotiations on subsidies and countervail. Still other draft provisions in this legislation will make it easier for the United States to apply countervailing duties even in circumstances where alleged subsidies have no detrimental effect on U.S. business.

[Translation]

La vulnérabilité aux mesures à la frontière dans un marché nord-américain qui, autrement, serait libre, empêche aux producteurs établis au Canada d'accéder en toute sécurité à la plus grande composante de notre zone de libre-échange. Avec le temps, cela encouragera simplement les investisseurs à supprimer le risque en situant les investissements en installations nouvelles dans cette composante, c'est-à-dire, bien entendu, aux États-Unis.

Nous reconnaissons qu'il est probablement irréaliste de vouloir obtenir l'accord des États-Unis pour éliminer les mesures antidumping et les droits compensateurs dans le commerce entre nos deux pays dans la période de 18 mois pendant laquelle les groupes de travail de l'ALÉNA vont négocier. Pour cette raison, la Chambre a aussi dressé une liste d'améliorations techniques que l'on peut apporter à ces recours commerciaux dans le cadre des négociations des groupes de travail. Ces améliorations réduiraient la vulnérabilité des exportateurs canadiens à l'usage indu des mesures antidumping et des droits compensateurs par les États-Unis et nous feraient progresser concrètement vers notre objectif avoué d'éliminer ce genre de mesures à la frontière dans nos échanges avec les États-Unis.

La Chambre de commerce du Canada estime que les négociations des groupes de travail de l'ALÉNA constituent probablement la question la plus importante en ce qui concerne la politique commerciale du Canada pour les deux prochaines années. Nous croyons également que si le comité se prononce clairement sur cette question, cela va améliorer la position et la marge de manoeuvre de nos représentants qui doivent négocier avec les États-Unis et le Mexique.

La deuxième question importante que je voulais aborder aujourd'hui porte également sur le commerce avec les États—Unis. En ce moment—ci, l'administration Clinton est en train de mettre la dernière main à la nouvelle législation commerciale dont les États—Unis ont besoin pour mettre en oeuvre les résultats des négociations d'Uruguay du GATT. Évidemment, il est très important pour le Canada que les Américains appliquent intégralement l'accord du GATT. Le problème réside dans le fait que, afin d'obtenir l'appui du Congrès américain, on a ajouté au projet de loi qui fait actuellement l'objet de discussion, essentiellement à huis clos, des dispositions supplémentaires qui seraient extrêmement préjudiciables aux intérêts commerciaux du Canada. En effet, si on l'adopte dans sa forme actuelle, ce projet de loi américain sera contraire aux objectifs canadiens dans le cadre des groupes de travail de l'ALÉNA dont je viens de parler.

Les changements proposés à la législation commerciale américaine semblent avoir été conçus dans le but précis de renverser les décisions antérieures que les groupes spéciaux chargés de régler les différends ont prises en faveur du Canada en application de l'Accord de libre-échange. D'autres changements proposés faussent l'intention de dispositions soigneusement négociées par le GATT dans le cadre des négociations d'Uruguay, concernant les subventions et les mesures compensatoires. Dans ce projet de loi, d'autres mesures encore permettront aux États-Unis d'appliquer des droits compensateurs même dans des circonstances où de prétendues subventions ne nuisent pas aux entreprises américaines.

The Government of Canada is acutely aware of the mischief now being done in Washington on this issue. We have been assured that strong diplomatic representations have already been made to the Clinton administration and to key senators and congressmen in Washington. The problem is that we don't know whether this will be enough, and Canada doesn't have much time. We in the chamber believe it would be very useful for this committee to add its voice to those expressed by business and by Canadian diplomats regarding the perverse proposals contained in this draft U.S. trade legislation. I'm sure that this committee could seek a technical briefing on the proposed U.S. legislation from Canadian trade officials that would provide an authoritative basis for the committee to take a position on this important issue.

The legislation will almost certainly be introduced into the Congress in the next few weeks. Once introduced it cannot be changed under U.S. rules for fast-track trade legislation, so we urge the committee to move quickly.

• 1435

The last issue I was going to discuss is that the chamber urges the Business has always had a very high regard for the advice and assistance provided by Canada's foreign trade service. Our trade service is second to none anywhere in the world.

The trade commissioner service is particularly important in its assistance in overseas markets, where language, culture, and foreign business practices represent formidable obstacles to small and medium-sized companies, and where support by our trade diplomats can often open important foreign government doors that may be necessary to secure contracts.

The other important component of Canada's export development programs is the direct assistance and advice provided to exporters and potential exporters through various export development programs. We know money is tight and all these programs will come under very close scrutiny as government looks for ways to reduce these expenditures. Our concern is that in times of tight budgets and program cuts, which we recognize as necessary, we need to be absolutely sure we're getting full value for the limited funds available for export development. Just as small and medium-sized enterprises are the sources of most new jobs today, the same enterprises are usually in greatest need of expert advice, support, and assistance to move into export markets. The chamber, whose membership includes thousands of small and medium-sized businesses across the country, believes it has something to offer in the way these programs can be designed, implemented, and managed to provide the best value for the dollar spent, as well as the most practical forms of support for business.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Elliot, thank you very much. Mr. Graham will be the first questioner.

[Traduction]

Le gouvernement du Canada est très conscient du mal qui se prépare à Washington en cette matière. L'on nous a assuré que nos diplomates sont déjà intervenus énergiquement auprès de l'administration Clinton et des principaux sénateurs et membres du Congrès dans la capitale américaine. Le problème, c'est que nous ne savons pas si ces mesures seront suffisantes, et le temps presse. À la Chambre de commerce du Canada, nous estimons qu'il serait très utile que ce comité ajoute sa voix à celle des gens d'affaires et des diplomates canadiens qui se sont déjà prononcés sur les propositions néfastes contenues dans le projet de loi commercial des États-Unis. Je suis sûr que le comité pourrait obtenir des renseignements techniques sur ce projet de loi de la part des représentants commerciaux canadiens: ainsi, vous seriez en mesure de prendre position sur cette question importante.

Il est presque sûr que ce projet de loi sera déposé au Congrès au cours des prochaines semaines. En vertu des règles américaines relatives à la procédure d'adoption accélérée des lois commerciales, un projet de loi ne peut plus être modifié une fois déposé; nous exhortons donc le comité à agir rapidement.

En dernier lieu, je voulais dire que la chambre encourage le committee to consider Canada's export development programs. comité à considérer les programmes d'expansion des exportations du Canada. Le monde des affaires a toujours tenu en haute estime les conseils et l'assistance fournis par l'office du commerce extérieur du Canada. Ce service est un des meilleurs au monde.

> Le service fourni par les délégués commerciaux est particulièrement important au niveau de son assistance dans les marchés outre-mer, où la langue, la culture et les pratiques commerciales représentent de grands obstacles pour les petites et moyennes entreprises, et où un soutien de la part de nos délégués commerciaux peut souvent leur ouvrir des portes auprès des gouvernements étrangers et leur permettre d'obtenir des contrats.

> autre composante importante des programmes canadiens d'expansion des exportations est l'assistance directe et les conseils fournis aux exportateurs et aux exportateurs potentiels par le truchement de divers programmes d'expansion des exportations. Nous savons qu'il n'y a pas beaucoup d'argent et que ces programmes seront examinés de près parce que le gouvernement cherche à réduire ses dépenses. Cette situation mène à des restrictions budgétaires et à des coupures aux programmes, qui sont nécessaires, mais, nous devrons absolument nous assurer que sont optimalisés les fonds limités qui sont disponibles pour l'expansion des exportations. Les petites et moyennes entreprises sont aujourd'hui les sources des nouveaux emplois, mais ce sont ces entreprises qui ont souvent le plus besoin de conseils des spécialistes, de soutien et d'aide pour pénétrer des marché d'exportation. La chambre, qui compte parmi ces membres des milliers de petites et moyennes entreprises à travers le pays, croit qu'elle peut contribuer à la conception, à la mise en oeuvre et à la gestion de ces programmes, en vue d'optimalisé chaque dollar dépensé et de mettre en place les mécanismes les plus pratiques de soutien pour les entreprises.

> Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup, monsieur Elliot, Monsieur Graham, voulez-vous commencer?

Mr. Graham: I'd like to ask a general question of both groups. for the Chamber of Commerce.

The general question is this. The Conference Board presentation drew attention to the diversity that's out there for Canadians in our trade opportunities. We've heard this before from many groups. At the same time the Chamber of Commerce is telling us about the deficit and the debt and limited resources. If we have to make selections, you, like everybody else who comes here, are telling us there are great opportunities in Asia and Latin America, and don't forget the United States, and by the way, in Africa there's something to do too, and by the way, Indonesia last week presented a good opportunity, and Tibet is coming along.

I don't disagree with any of this, but the government at some point has to select priorities. If we decide Latin America is a priority, we have to train people in Spanish. We have to get our universities coordinated towards the Spanish thing. We have to encourage business to hire Spanish-speaking people, which I don't think they're perhaps as forward in as they might be.

Where are the priorities of the business community-or is it the world entirely-and then say to the government later on, by the way, you spent too much money and you're in debt, etc., because you tried to do what we told you to do. Where are your priorities? What is business's priorities? Are they to follow NAFTA down into Latin America and help build a regional bloc and thereby run the risk of turning to regionalization? Or is it to go towards Asia, as we heard when we were out west? Where are business's priorities? That is my general question. I think it would be helpful.

In that context, Mr. Elliot, your point about U.S. protectionism reminds me of a comment by George Will in the United States. He said free trade ranks somewhere between jogging and Christianity as something much talked about and little practised. When you come to the United States, it's very true, one talks about free trade, then when you get down to the nitty-gritty you get into the small area of the problem of the trade remedy laws you referred to.

• 1440

You and I know that the solution to anti-dumping on a long-term basis is to replace it with competition law. Is the Chamber of Commerce telling us that there's a realistic possibility that Mexico, the United States and Canada are going to adopt a similar competition law to deal with what is anti-dumping, which is a form of international competition? You are talking about the subsidies code. We've dealt with that. It's been dealt with in the World Trade Organization.

I look forward with interest to your observations about what technical improvements we can make to it, but I doubt very much we'll get anything substantially different from what we got out of the Uruguay Round negotiations. That's sort of on the ce que nous avons obtenu lors des négociations d'Uruguay.

[Translation]

M. Graham: J'aimerais poser une question d'ordre général aux and then move to a more particular question about the United States deux groupes, et ensuite poser une question plus précise à la Chambre de commerce à propos des États-Unis.

> La question générale est la suivante: l'exposé de la Conference Board a souligné la diversité qui existe pour les Canadiens sur le plan des débouchés commerciaux. Plusieurs groupes nous ont dit la même chose. En même temps, la Chambre de commerce nous parle du déficit, de la dette et des ressources limitées. Il faut faire des choix. Vous, comme tout le monde qui comparaît devant ce comité, nous dites qu'il y a de grands débouchés en Asie et en Amérique latine, et, il ne faut pas l'oublier, aux États-Unis. En passant, il y a quelque chose à faire en Afrique. De plus, la semaine dernière, il y avait une occasion intéressante en Indonésie, et la situation au Tibet s'annonce bien

> J'accepte ce que vous dites, mais à un moment donné, le gouvernement devra établir des priorités. Si nous décidons que l'Amérique latine est une priorité, nous devrons former des gens en espagnol. Nous devrons nous assurer que nos universités offrent des programmes en espagnol. Nous devrons encourager des entreprises à embaucher des personnes qui parlent espagnol, mais je ne crois pas qu'elles soient aussi prêtes que ca à le faire.

> Où sont les priorités des gens d'affaires—ou est-ce le monde entier qui est leur priorité? Puis ils viendront dire ensuite au gouvernement qu'il a dépensé trop d'argent et maintenant qu'il est endetté, parce qu'il a suivi leurs conseils. Où sont vos priorités? Quelles sont les priorités du monde des affaires? S'agit-il d'étendre l'ALÉNA à l'Amérique latine et d'essayer de créer un bloc régional, en courant ainsi le risque d'encourager la régionalisation? Ou s'agit-il de se tourner vers l'Asie, comme on nous a dit lorsque nous étions dans l'Ouest? Où sont les priorités du monde des affaires? Voilà ma question générale. Je crois qu'une réponse sera utile.

> Dans ce contexte, monsieur Elliot, votre argument à propos du protectionniste des États-Unis me rappelle un commentaire fait par George Will aux États-Unis. Il a dit que le libreéchange se situe quelque part entre le jogging et le christianisme, ce sont des choses dont on parle beaucoup mais qu'on pratique très peu. Et lorsqu'il est question des États-Unis, il est vrai que tout le monde parle du libre-échange. Puis il faut entrer dans les détails et faire face au problème des lois sur les recours commerciaux dont vous avez parlé.

> Vous savez aussi bien que moi que la solution à long terme au antidumping consiste à le remplacer par une loi sur la concurrence. Est-ce que la Chambre de commerce nous dit que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que le Mexique, les États-Unis et le Canada adoptent une loi commune sur la concurrence pour régler ce qu'on appelle l'antidumping, qui est une forme de concurrence internationale? Vous parlez du code des subventions. Nous l'avons déjà traité. L'Organisation mondiale du commerce l'a déjà traité aussi.

> J'ai hâte d'entendre vos commentaires à propos des améliorations techniques que nous pouvons y apporter, mais je doute fort que nous aboutirons à quelque chose de différent de

micro-level where we're going on that. Just on the macro-level, if Voilà où nous nous dirigeons sur le plan particulier. Sur le plan we could look at where our global priorities should be, and then in terms of the U.S. market how we could focus in on some of those micro-issues, that would be helpful for the committee.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Elliot, would you take those several questions?

Mr. Elliot: There were a whole lot of questions in there.

First of all, in response to what is the business view, I would respond to that by saying there is no monolithic business view. What you have in the business community is a collection of individual views which depend on the circumstances of individual companies.

If you look at my company, we have substantial investments in the United States and we have substantial exports to the United States from our Canadian operations. We are expanding our investments in the United States and we're also expanding our investments in Europe.

My company is located primarily in the eastern side of Canada. We're less active in Pacific markets, but that's a function of geography. You can find other Canadian forest products companies that would place a higher priority on access to those Pacific markets simply because of where they are.

I don't think there is a monolithic business view, but I think there would be consistent business support for the efforts of the Government of Canada to negotiate better access to global markets through the GATT Uruguay Round. Generally speaking, I think we did pretty well in the GATT Uruguay Round, and that will assist individual Canadian companies to pursue opportunities wherever they see them.

In relation to the issue you raised about protectionism, and the way and the difficulty in dealing with U.S. protectionism, I'll concede to you that it's not going to be easy.

If you take the time to look at the Chamber of Commerce brief on anti-dumping, we have identified eight or nine specific areas where we could see improvement in anti-dumping, and I'll just mention one of them.

Anti-dumping normally relates to circumstances in which companies are selling in export markets below their fair market value or below the cost of production. If you're in a business like many Canadian resource-based companies are, where you have no choice over the price at which you sell products in the marketplace—there are commodities, and the prices are determined in the marketplace-for a significant period of the business cycle we are selling our products to world markets at prices that are below fully allocated costs plus a margin for profit. Under U.S. law that's dumping. We would be vulnerable to accusations and petitions on dumping for perhaps three years out of seven in any typical forest products business cycle.

[Traduction]

général, si nous pouvons déterminer quelles devront être nos priorités globales, et ensuite, pour ce qui est du marché américain, comment nous pourrons aborder certaines de ces questions sur le plan particulier, ce serait très utile pour le comité.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Elliot, voulez-vous répondre à ces questions?

M. Elliot: Il y a là toute une série de questions.

D'abord, pour vous dire en quoi consiste le point de vue du monde des affaires, je répondrai qu'il n'y a pas de point de vue monolithique. Au sein du monde des affaires, vous avez une foule de points de vue individuels qui dépendent des circonstances de chaque société.

Prenons l'exemple de ma société. Nous avons beaucoup investi aux États-Unis, et nous exportons beaucoup aux États-Unis à partir de nos opérations canadiennes. Nous développons nos investissements aux États-Unis, et nous allons également développer nos investissements en Europe.

Ma société est située principalement dans l'est du Canada. Nous sommes moins actifs dans les marchés du Pacifique, mais c'est une question de géographie. Vous trouverez d'autres sociétés dans le domaine forestier qui mettraient plus d'importance sur l'accès aux marchés du Pacifique tout simplement à cause de l'endroit où elles sont situés.

À mon avis, il n'existe pas une perspective monolithique, mais je crois que le monde des affaires soutiendra les efforts du gouvernement fédéral visant à négocier un meilleur accès aux marchés mondiaux par le truchement des négotiations d'Uruguay du GATT. En général, je crois que nous nous sommes très bien débrouillés lors de ces négociations, et les sociétés canadiennes seront en mesure de poursuivre des occasions lorsqu'elles se présenteront.

Pour ce qui est de votre question sur le protectionnisme, et les difficultés à composer avec le protectionnisme de la part des États-Unis, je suis d'accord avec vous que ce ne sera pas très facile.

Si vous prenez quelques instants pour examiner le mémoire de la Chambre de commerce sur les mesures antidumping, vous verrez que nous avons identifié huit ou neuf domaines précis où on pourrait apporter des améliorations sur le plan des mesures antidumping, et je vais juste en mentionner un.

Les mesures antidumping s'appliquent normalement à des circonstances où les sociétés vendent des produits sur les marchés d'exportation à un prix inférieur à la juste valeur marchande, ou inférieur au coût de production. Si vous êtes dans le domaine des ressources naturelles, comme bien des sociétés canadiennes, vous ne pouvez pas établir le prix pour lequel vous vendez vos produits sur le marché—pour certains produits, les prix sont déterminés par le marché. Donc, pendant une certaine période du cycle économique, nous vendons nos produits sur les marchés mondiaux à des prix qui sont inférieures aux coûts intégralement répartis, plus un profit. En vertu de la loi américaine, c'est du dumping. Nous pourrons faire l'objet d'accusations et de requêtes pour le dumping pendant peut-être trois des sept ans de chaque cycle économique normal des produits forestiers.

At the moment I would guess that very few Canadian companies are exporting newsprint at above their fully allocated cost plus profit. That is dumping. One of the technical suggestions that we make in the chamber brief is to redefine what is meant by sales below cost to reflect what actually happens in terms of decisions on sales by commercial enterprises.

Mr. Graham: I don't want to interrupt your train of thought, but obviously the Americans are very difficult on this. Many of us have dealt with them. We've had recent meetings with U.S. congressmen, Mr. Gibbons among others, to discuss this very issue. The U.S. industry is determined to retain its protectionism. Is Canadian industry building allies around the world? Are you talking to your European counterparts, because we're not going to do this on our own? Have we got the European allies? Have we got the other allies lined up to deal with this, or are we just kind of out there by ourselves?

Mr. Elliot: If I may, I think we have the wrong mind—set here. We're not dealing with better rules for the multilateral trading system when we're dealing with the United States. We have a free trade area agreement with the United States. What we're dealing with there is the integrity of the internal market that was created with the free trade area agreement.

• 1445

If you look at free trade area agreements that exist in other parts of the world, they don't provide for anti-dumping and countervailing duties. They are inconsistent with the integrity of the internal market in a free trade area agreement. This was a deficiency in the way the free trade agreement was originally negotiated. That deficiency was recognized in the provisions of chapter 19 of that agreement, which required the negotiation within seven years of a replacement for anti-dumping and countervailing duties.

Anti-dumping and countervailing duties are perfectly appropriate in terms of developing trade rules—for example in the GATT—between sovereign countries in a multilateral trading system. But we need to get beyond that. We're kind of partly pregnant in that we will have no tariffs in Canada—U.S. trade but we have retained—mainly, I assume, at the insistence of the United States—these provisions that enable the United States to take protectionist measures when it is convenient for them to do so or when they want to deal with what they would regard as an inconvenient Canadian supply.

Mr. Graham: You give the example of the internal market. The European community is the most obvious one. But they have international, supranational institutions to manage that in terms of subsidies. They have a commission that can determine it.

[Translation]

En ce moment, je dirais que très peu de sociétés canadiennes exportent du papier journal à un prix supérieur aux coûts intégralement répartis plus un profit. C'est du dumping. Une des recommandations techniques que nous proposons dans notre mémoire consiste à redéfinir la vente à perte, pour refléter ce qui se passe vraiment sur le plan des décisions sur les ventes prises par les entreprises.

M. Graham: Je ne veux pas interrompre le fil de vos pensées, mais il est évident que les Américains ont un point de vue très différent à cet égard. Beaucoup d'entre nous ont traité avec les Américains. Récemment, nous avons eu des réunions avec des membres du Congrès américain, entre autres avec M. Gibbons, pour parler de cette même question. L'industrie américaine est déterminée à conserver son protectionnisme. Estce que l'industrie canadienne crée des alliés à travers le monde? Parlez-vous à vos homologues européens, parce que nous ne pourrons pas tout faire nous-mêmes? Avons-nous des alliés européens? Avons-nous d'autres alliés qui sont prêts à nous aider dans ce domaine, ou est-ce que nous sommes tout seuls?

M. Elliot: Si vous me le permettez, je dirais que nous avons adopté la mauvaise attitude ici. Nous ne parlons pas de meilleures règles pour le système de commerce multilatéral lorsqu'on traite avec les États-Unis. Nous avons un accord de libre-échange avec les États-Unis. À cet égard, il s'agit de l'intégrité du marché intérieur qui a été créé lorsqu'on a conclu l'accord de libre-échange.

Si vous examinez les accords de libre-échange qui existent dans d'autres régions du monde, vous verrez qu'ils ne prévoient pas de droits antidumping ni de droits compensateurs. De tels droits vont à l'encontre de l'intégrité du marché intérieur dans le cadre d'un accord de libre-échange. C'était une des faiblesses des négociations initiales de l'accord de libre-échange. C'est une faiblesse qui a été reconnue dans les dispositions du chapitre 19 de cet accord, qui exigeaient des négociations en vue de remplacer les droits antidumping et compensateurs d'ici sept ans.

Les droits antidumping et compensateurs s'appliquent parfaitement au développement de règles commerciales—par exemple, dans le cadre du GATT—entre les pays souverains faisant partie d'un système de commerce multilatéral. Toutefois, il faut aller plus loin. Nous sommes bien placés parce qu'il n'y a pas de tarifs applicables au commerce entre le Canada et les États-Unis, mais nous avons maintenu—principalement, à mon avis, à la demande des États-Unis—ces dispositions qui permettent aux États-Unis de mettre en place des mesures protectionnistes lorsque ça leur convient ou lorsqu'ils veulent composer avec une offre canadienne qui ne leur convient pas.

M. Graham: Vous donnez l'exemple du marché intérieur. L'exemple le plus évident est celui de la Communauté européenne. Toutefois, ils ont des institutions internationales, supranationales, pour gérer le marché intérieur sur le plan des subventions. Ils ont une commission qui s'occupe de cette question.

When we entered into the free trade agreement, we were told we were not going to give up any sovereignty. The Americans wouldn't give up the sovereignty so we took half a cake and we're stuck with that problem. We're not going to get from the Americans supranational institutions that will give relief of the type you're talking about before us today.

Mr. Elliot: But the European community is a customs union. A better example would be the European free trade area, which also did not have anti-dumping and countervailing duties.

Mr. Graham: But they have institutions.

Mr. Elliot: Australia and New Zealand is another free trade area with no anti-dumping or countervailing duties.

Mr. Charles A. Barrett (Vice–President, Business Research, Conference Board of Canada): Let me return to what I think was the original issue. The last exchange on trade policy was interesting, but the issue, as I understood it, really was looking ultimately at the allocation of resources within the Government of Canada based on our present and possible future direction of trade.

The first point, very similar to what Geoffrey said, is that I don't believe it is reasonable to think of the business community as a homogeneous group. The business community is made up of many, many organizations of different sizes, and for whatever market one would talk about, there would be some organization in this country with an interest in it. That is just a statement of fact.

Obviously, Canadian trade has become more concentrated with the United States over the last ten years—in fact, over the last 20 or 25 years. Without question, the United States is our most important relationship, and the biggest challenge for Canada really is one of integration within the North American economy.

But I also believe that other relationships are important. Directions of trade can change. As a concrete example of that, look at what has happened to Australia in the last 20 years. Australia has gone from being highly dependent on the United Kingdom market to having two—thirds of its trade with Asia.

It's not unreasonable, it seems to me—assuming that the Pacific Rim will continue to be the fastest–growing area of the world economy, which I believe will be the case over the longer term—to see the Canadian direction of trade stabilize and shift towards the Pacific. The point is that as we become competitive within North America, it is a necessary condition to be competitive in the world. Therefore, an initial reaction of our becoming more dependent on the United States may very well over the longer run be followed by a more diverse pattern of Canadian trade.

You can talk in terms of trade policy issues. There clearly is some very important unfinished business with the United States. But it would seem to me that it is very much in our interest to be looking at not only the multilateral channels through the GATT and the WTO but also emerging multilateral institutions in the Pacific. It is in this country's interest to be part of a multilateral system in which trade based on rules applies.

[Traduction]

Lorsque nous avons conclu l'accord de libre-échange, on nous a dit qu'il ne tallait pas renoncer à notre souveraineté. Les Américains ont refusé de renoncer à leur souveraineté, donc nous avons accepté la situation et maintenant nous sommes pris avec le problème. Nous n'obtiendrons jamais, de la part des Américains, des institutions supranationales qui nous donneront le type d'exonération dont vous nous parlez ici.

M. Elliot: La Communauté européenne est une union douanière. Un meilleur exemple, c'est celui de la zone de libre-échange européenne, qui excluait elle aussi les droits antidumping and compensateurs.

M. Graham: Mais ils ont des institutions.

M. Elliot: L'Australie et la Nouvelle-Zélande constituent une autre zone de libre-échange sans droits antidumping ni droits compensateurs.

M. Charles A. Barrett (vice-président, recherche dans le domaine des affaires, Conference Board du Canada): Permettez-moi de revenir à ce qui était je pense la question originale. Le demier échange sur la politique commerciale était intéressant, mais si j'ai bien compris, il était question en fin de compte d'examiner l'attribution des ressources à l'intérieur du gouvernement du Canada en fonction de l'orientation de notre commerce actuel et futur.

Mon premier argument ressemble à ce que Geoffrey a dit. À mon avis, il n'est pas raisonnable de croire que le milieu des affaires constitue un groupe homogène. Ce milieu est composé d'un très grand nombre d'organismes de différentes tailles, et peu importe le marché en question, il y aura un organisme dans ce pays qui s'y intéressera. C'est tout simplement un fait.

Évidemment, le commerce canadien s'oriente davantage vers les États-Unis depuis dix ans—en fait, c'est le cas depuis vingt ou vingt-cinq ans. Il va sans dire que les États-Unis constituent notre lien le plus important, et le plus grand défi pour le Canada consiste à s'intégrer à l'économie nord-américaine.

Cependant, je crois que d'autres liens sont importants. L'orientation du commerce peut changer. À titre d'exemple, vous n'avez qu'à considérer ce qui s'est passé en Australie depuis vingt ans. À l'époque, l'Australie était très dépendante du marché du Royaume—Uni; maintenant, elle fait deux tiers de son commerce avec l'Asie.

À mon avis, il n'est pas déraisonnable de voir l'orientation du commerce canadien se stabiliser et se tourner vers le Pacifique—si on considère que cette région continuera à croître rapidement sur le plan économique, ce qui sera le cas à long terme, à mon avis. Nous devenons concurrentiels en Amérique du Nord, et il est nécessaire de le devenir à l'échelle mondiale. Donc, une conséquence initiale de notre plus grande dépendance sur les États—Unis pourrait très bien être, à long terme, l'élaboration d'un système de commerce canadien plus diversifié.

Vous pouvez parler des questions de politique commerciale. Évidemment, il y a d'importantes affaires en suspens à l'égard des États-Unis. Cependant, il me semble qu'il est dans notre intérêt d'explorer non seulement les voies multilatérales qu'offrent le GATT et de l'Organisation mondiale du commerce, mais aussi les institutions multilatérales qui voient le jour dans le région du Pacifique. Il serait avantageux pour le Canada de faire partie d'un système multilatéral où le commerce qui s'applique est fondé sur des règles.

[Translation]

• 1450

From the point of view of trade development and the allocation of resources, it seems to me there are several layers to the problem. The types of trade development initiatives required in an emerging market may be very different from what is required in the United States.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Could I just follow that up? Mr. Elliot, you said trade commissioners are very important in areas where there are language and cultural barriers. How useful are trade commissioners in the United States? Should they be shifted to emerging markets? Should we reconsider that?

Mr. Elliot: I had the privilege of serving as the Canadian consul general in Atlanta for three years, from 1986 to the end of 1989, and the trade program was by far the largest program in that office. I can assure you the half dozen or so trade development officers I had working at that post at the time were very, very busy helping Canadian exporters.

I think they can be of assistance. It doesn't matter where you put them. As far as I could tell, most of their clients were from the small and medium-sized business component of the Canadian private sector, where companies engaged in exports typically need that kind of assistance. But the obstacles to those small and medium-sized businesses are even greater when you get outside North America and you get into cultures and languages and business practices that are different. I believe the trade commissioner service is invaluable in those circumstances. It is a convenience in the United States. It is invaluable elsewhere in the world.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): But if I follow Dr. Barrett's point that we should be looking at the Asia-Pacific markets in the next decade or so—

Mr. Elliot: We agree fully with that.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): —we should then train our commissioners to be able to speak the language of the markets in which they operate, shouldn't we?

Mr. Elliot: Unless policies have changed, External Affairs does go to considerable lengths to ensure trade commissioners are capable of communicating in the language of the location where they are posted.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): May I ask both of you a question? Are you in favour of the NAFTA extension talked about with South Korea, for example, or with Chile or Peru? Would you people endorse such an initiative at this time? Should it be a priority for us right now, to balance things out? I don't know if am getting myself clear here.

Mr. Barrett: Just to reiterate a comment made at the outset, the Conference Board is not an advocacy organization, so I am going to answer this in terms of analytical work we have done on the subject for the Department of Foreign Affairs.

Du point de vue de l'expansion du commerce et de l'attribution des ressources, il me semble qu'il y a plusieurs aspects à ce problème. Les types d'initiatives d'expansion du commerce nécessaires dans un marché naissant peuvent être très différents de ce qui est nécessaire dans le cas des États-Unis.

Le coprésident (M. Gauthier): Est-ce que je peux rajouter quelque chose? Monsieur Elliot, vous avez parlé de l'importance des délégués commerciaux dans les régions où il existe des barrières au niveau de la langue et de la culture. Jusqu'à quel point est-ce que les délégués commerciaux sont utiles aux États-Unis? Est-ce qu'il faudrait les déplacer vers les marchés naissants? Est-ce que nous devrions considérer cet aspect?

M. Elliot: J'ai eu le privilège de travailler à titre de consul général du Canada à Atlanta pendant trois ans, de 1986 jusqu'à la fin de 1989, et le programme commercial était de loin le plus grand programme de notre bureau. Je vous assure que la demi—douzaine d'agents commerciaux qui travaillaient à ce poste à l'époque étaient très très occupés à aider les exportateurs canadiens.

Je crois qu'ils peuvent être utiles peu importe où ils sont. Pour autant que je sache, la plupart de leurs clients provenaient de petites et moyennes entreprise du secteur privé canadien, où les sociétés exportatrices ont besoin normalement de ce genre d'aide. Les obstacles auxquels les PME doivent faire face sont encore plus grands lorsqu'on sort de l'Amérique du Nord et trouve des cultures, des langues et des pratiques commerciales qui sont très différentes. Je crois que l'office du commerce extérieur est indispensable dans ces cas-là. C'est utile aux États-Unis. C'est indispensable ailleurs dans le monde.

Le coprésident (M. Gauthier): Mais si je poursuis l'argument de M. Barrett, c'est-à-dire que nous devons nous tourner vers les marchés de l'Asie-Pacifique au cours de la prochaine décennie...

M. Elliot: Nous sommes entièrement d'accord.

Le coprésident (M. Gauthier):...nous devrons donc former nos délégués commerciaux pour qu'ils puissent parler la langue des marchés où ils travaillent, n'est-ce pas?

M. Elliot: À moins que les politiques aient changé, le ministère des Affaires étrangères fait tout ce qu'il peut pour s'assurer que les délégués commerciaux puissent communiquer dans la langue du pays auquel ils sont affectés.

Le coprésident (M. Gauthier): Est-ce que je peux vous poser tous les deux une question? Êtes-vous en faveur de l'élargissement de l'ALÉNA dont on parle en vue d'inclure la Corée du Sud, par exemple, ou le Chili ou le Pérou? Est-ce que vous appuieriez une initiative de ce genre maintenant? Est-ce que ça devrait être une priorité pour nous actuellement, pour essayer de créer un équilibre? Je ne sais pas si je m'exprime clairement.

M. Barrett: Juste pour répéter un commentaire qui a été fait au début, le Conference Board n'est pas une organisation de pression, donc je vais vous répondre en fonction du travail d'analyse que nous avons effectué sur le sujet pour le compte du ministère des Affaires étrangères.

We have conducted work looking at the possibility of a NAFTA extension both within the western hemisphere and possibly outside the western hemisphere, because of course it is not geographically limited. The conclusion that comes from that is from a Canadian point of view further trade liberalization within this hemisphere and NAFTA extension is preferable to the other option, which is ad hoc bilateral arrangements with the United States. The so-called hub-and-spoke, or rimless spoke, clearly is not in our interest.

Given that, the question from a Canadian point of view then becomes what would the priorities be in terms of possible candidates. I think you really have to look at it from the point of view of our potential short-term and long-term commercial interests as well as the readiness of the country to assume obligations under NAFTA.

Mr. Elliot: Mr. Chairman, as a practical matter, I think it is the United States that is going to determine who are the most likely candidates for an extension of duty—free arrangements in the western hemisphere or elsewhere. I suppose the country that is most usually identified as next on the list is Chile.

• 1455

Certainly it would be in the Canadian interest, if the United States pursues its objective of concluding a free trade arrangement with Chile, to do that through the framework of NAFTA rather than to do it bilaterally, for the reasons Mr. Barrett has given for hub—and—spoke. But the issue for Canada is to persuade the United States that it should indeed pursue it through NAFTA, because there is a very real risk the Americans may decide to go the bilateral route. If they do, I am sure Chile, looking at that issue. . . Its main target is to have free trade with the United States. It would be nice to have Canada, but it will conclude the deal with the Americans any way it has to.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Of course.

Mr. Elliot: So it is not that we have the luxury of creating an agenda for Canada in this area. We have to pursue all those individual opportunities in a way that meets the Canadian interest. More than anything else, that is influencing the United States to proceed within the framework of NAFTA, to the extent we can.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Let me just clarify in my mind testimony from Mr. Nininger. You talked about debt, Mr. Elliot; you talked about the need possibly to reduce it, expenditures and everything else. The Conference Board—I may be wrong here—asked for more resources to be spent on ODA and trade development. If that is right, where are the dollars coming from? Where am I going to get those dollars to satisfy both Mr. Elliot, who says cut your debt, because you are hurting our competitiveness in the world with higher interest and everything else, and Mr. Nininger coming in and saying we need more resources for ODA, and we should be spending more resources on our trade promotion?

[Traduction]

Nous avons examiné la possibilité d'élargir l'ALÉNA à l'intérieur et éventuellement à l'extérieur de l'hémisphère occidental, parce que l'ALÉNA n'est évidemment pas limité par la géographie. La conclusion du point de vue canadien consiste à dire qu'une plus grande libéralisation du commerce à l'intérieur de cet hémisphère et un élargissement de l'ALÉNA sont préférables à l'autre option, qui consiste en des arrangements bilatéraux ad hoc avec les États-Unis. Il n'est certainement pas dans notre intérêt de placer les États-Unis au centre de ces accords.

Ceci étant dit, du point de vue canadien, la question est de savoir quelles seront les priorités quant aux candidats éventuels. À mon avis, il faut l'examiner du point de vue de nos intérêts commerciaux potentiels à court et à long terme. Il faut également déterminer si le pays est prêt à respecter les obligations en vertu de l'ALÉNA.

M. Elliot: Monsieur le président, en termes pratiques, je crois que ce sont les États-Unis qui vont déterminer qui seront les candidats les plus susceptibles d'être inclus dans l'élargissement des arrangements de libre-échange dans l'hémisphère occidental ou ailleurs. J'imagine que c'est le Chili qui est le prochain pays sur la liste.

Ce sera certainement dans l'intérêt du Canada si les États-Unis décidaient de poursuivre leur objectif visant à conclure un accord de libre-échange avec le Chili dans le cadre de l'ALÉNA, plutôt que de façon bilatérale, pour les raisons que M. Barrett nous a données. Cependant, le Canada doit bel et bien persuader les États-Unis de poursuivre cet objectif dans le cadre de l'ALÉNA, parce que le risque existe que les Américains décident d'établir un accord bilatéral. S'ils le font, je suis certain que le Chili, si on examine cette question... Son objectif principal consiste à conclure un accord de libre-échange avec les États-Unis. Il aimerait bien que le Canada soit de la partie, mais il fera tout pour conclure un accord avec les Américains.

Le coprésident (M. Gauthier): En effet,

M. Elliot: Donc, il ne faut pas croire que nous avons le luxe de créer un agenda pour le Canada dans ce domaine. Nous devrons poursuivre toutes ces occasions individuelles de sorte à assurer que la situation soit avantageuse pour le Canada. Avant tout, il faut convaincre les États-Unis de procéder dans le cadre de l'ALÉNA dans la mesure du possible.

Le coprésident (M. Gauthier): Permettez-moi de préciser dans ma tête le témoignage de M. Nininger. Vous avez parlé de dette, monsieur Elliot; vous avez parlé de la nécessité de réduire la dette, les dépenses et tout le reste. Le Conference Board—j'ai peut-être tort ici—voulait qu'on consacre plus de ressources à l'expansion du commerce et à l'APD. Si c'est juste, où est-ce que nous allons trouver cet argent? Où est-ce que je vais trouver l'argent nécessaire pour satisfaire à la fois M. Elliot, qui nous dit de réduire la dette, parce que nous nuisons à notre compétitivité dans le monde en raison des taux d'intérêt plus élevés et tout le reste, et M. Nininger, qui vient nous dire qu'il faut consacrer plus de ressources à l'APD, et que nous devrons consacrer plus de ressources sur la stimulation du commerce?

Mr. Nininger: What we were referring to is that within the ODA envelope, and within the bilateral component, overtime resources should be shifted towards human resource activities, as opposed to what has perhaps been traditionally more of a focus on infrastructure kinds of activities. So it isn't suggesting more absolute resources, but perhaps a shift in focus of the dollars.

Mr. Elliot: Mr. Chairman, I was very careful in my remarks to avoid asking for more money. The observations I made about deficit and debt relate primarily to the ultimate cost of doing business in Canada. If the Government of Canada and provincial governments seek to deal with that problem simply by trying to enhance the revenue side and not dealing with the expenditure side, that's going to affect our ability to do international business, because it will increase our costs. That was the fundamental of my concern.

Mr. Barrett: I will add one additional point relating to the trade commissioner service. It would be misreading our submission to conclude that we believe more dollars should be spent on the trade commissioner service. What we are really saying is you have an excellent program of government that has been, and presumably will continue to be, under severe cost pressure, but has also seen pressures in terms of deliverability of services. If one were to talk to trade commissioners on the ground, particularly in the emerging markets, about the amount of traffic coming through their offices, you would see there is a real question of being able to cope with the traditional ways of doing business. So what I think we are leading to is the need for what might be termed "re-engineering": a look at the means of delivery, as opposed to the resources.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I have one final short question.

I think, Mr. Elliot, you referred to Canada's being partly pregnant versus the United States. I couldn't help but think of our defence posture. Are you people telling us that we should, for example in defence, probably reduce our budgets from the \$11 billion or thereabouts we are at now, and effectively use that for other purposes? Or are you giving us a different message here?

Mr. Elliot: Mr. Chairman, I referred only to the overall problem of debt and deficit. I don't feel particularly competent to make recommendations to this committee about how the government allocates available funds for defence.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Paré.

• 1500

M. Paré: Merci, monsieur le président. Monsieur Nininger, vous avez parlé de l'importance de la compétitivité dans un marché éclaté à l'échelle du monde. Vous avez à deux reprises parlé du développement des ressources humaines. Vous avez semblé le limiter, sans doute par manque de temps, au volet de l'aide aux pays en voie de développement.

[Translation]

M. Nininger: Quant à l'enveloppe de l'APD, et la composante bilatérale, nous disions qu'avec le temps, des ressources devront être transférées aux activités des ressources humaines, au lieu de faire ce que l'on fait d'habitude, c'est-à-dire mettre l'accent sur les activités dans le domaine de l'infrastructure. Donc, il ne s'agit pas de demander plus de ressources proprement dites, mais plutôt, un changement au niveau de l'attribution des ressources.

M. Elliot: Monsieur le président, dans mes commentaires, j'ai été très soucieux de ne pas demander plus d'argent. Les commentaires que j'ai faits à propos du déficit et de la dette sont liés principalement au coût de faire affaire au Canada. Si le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux cherchent à s'occuper de ce problème tout simplement en essayant d'améliorer le côté recettes et en ignorant le côté dépenses, cette action va affecter notre capacité de faire affaire dans le monde, parce qu'elle entraînera une augmentation des coûts. C'était l'essentiel de ma préoccupation.

M. Barrett: J'aimerais rajouter un point concernant le service des délégués commerciaux. Ce serait une mauvaise interprétation de conclure de notre mémoire que nous croyons que plus d'argent doit être dépensé sur ce service. Nous disons, en réalité, que vous avez un excellent programme gouvernemental qui est assujetti à des coupures, et qui, à mon avis, continuera à l'être. Cependant, il y a également des pressions quant à la prestation des services. Si on parlait à un délégué commercial sur le terrain, surtout dans un marché naissant, à propos du nombre de personnes qui se présentent à son bureau, on verrait qu'il est vraiment question de savoir s'il sera possible de conserver les façons traditionnelles de faire affaire. Donc, à mon avis, il y a un besoin de «remodelage», pour ainsi dire. Il faut examiner la prestation des services, et non pas les ressources.

Le coprésident (M. Gauthier): J'ai une dernière question très courte.

Je crois, monsieur Elliot, que vous avez dit que le Canada était dans une bonne position vis-à-vis les États-Unis. Je ne pouvais pas m'empêcher de penser à notre posture de défense. Est-ce que vous nous dites que nous devrions, dans le domaine de la défense par exemple, peut-être réduire notre budget d'environ 11 milliards de dollars, et l'utiliser à d'autres fins? Ou est-ce que vous nous envoyez un message différent ici?

M. Elliot: Monsieur le président, j'ai fait référence uniquement au problème global du déficit et de la dette. Je ne suis pas vraiment en mesure de faire des recommandations à ce comité à propos de la façon dont le gouvernement attribue les fonds disponibles pour la défense.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Paré.

Mr. Paré: Thank you, Mr. Chairman. Mr. Nininger, you talked about the importance of being competitive in a globalized market. On two occasions, you talked about the development of human resources. You seem to limit it, undoubtedly out of a lack of time, to the aspect of assistance for developing countries.

Si on associe la recherche et le développement aux même secteurs que la formation des ressources humaines, il faut se resource training, we have to keep in mind that Canada invests rappeler que le Canada est un pays qui investit relativement peu dans la recherche et le développement, à peu près la moitié ce que font les États-Unis, le Japon et l'Allemagne. Il me semble que vous autres, dans l'entreprise privée, vous auriez un rôle à jouer au niveau de la formation professionnelle, mais vous n'en parlez pas. Les entreprises privées canadiennes sont parmi celles qui investissent le moins dans la formation professionnelle de leurs travailleurs; c'est de l'ordre de 50 ou 80 dollars par tête et par année, alors que dans certains pays on investit jusqu'à 500\$ par employé et year. Would you not enable yourself to be more competitive if par année. Est-ce que vous ne pourriez pas vous-mêmes vous donner Canadian businesses invested in employment training for their des chances en termes de compétitivité si résolument les entreprises canadiennes décidaient d'investir dans la formation professionnelle de leurs travailleurs?

Mr. Nininger: I couldn't agree with you more on that. In the aftermath of the 1991 recession, what we're finding from the organizations competing globally—and more and more of them are—is that there are two areas where they're investing. One is in the area of training and development of their human resources, and the other one is investment in technology. We have lagged behind in that. Certainly the recession hurt investment in those two areas. But in the surveys we do on training and development expenditures we're impressed with the renewed commitment on the part of organizations as they have rationalized more and more to ensure they are spending appropriate amounts of money on training and development. That will have a significant pay-off in increased competitiveness.

About investment in technology, Canada again has lagged behind, in a global sense. The organizations that have competing on global markets for some time, though, haven't been among those which have spent little in R and D. They have spent significant amounts on R and D. As more and more organizations strive to become globally competitive, I think they too will increase their spending on research and development.

So these are two crucial areas for companies to be competitive in, and remain competitive, in Canada.

Mr. English: Some of the other witnesses who spoke on this particular area have spoken about the trade commissioners in general. Mr. Elliot, I gather you served as a consul general in Atlanta seven or eight years ago.

We've heard also about the German and French governments, which use their chamber of commerce or equivalent as essentially a trade commissioner service. It's a commercialization or privatization of the service. I wondered what you thought, as a person who had been a member of our trade commissioner service, of the German and French approach to the kind of work you were doing.

Mr. Elliot: I'd have to admit I don't know very much about the way the German system works internally and the way it's administered. I don't think there is any magic solution here, or one system is necessarily better than the other. The important qui est nécessairement meilleur qu'un autre. Il est important

[Traduction]

If we put research and development together with human a relatively small amount of money in research and development, it's roughly half of the amount invested by the United States, Japan and Germany. It seems to me that you, in the private sector, have a role to play with respect to employment training, but you didn't talk about it. Private firms in Canada are among those that invest the least in job training for their workers; the amount is roughly 50 or 80 dollars per person per year, whereas some countries invest up to \$500 per employee per

M. Nininger: Je suis entièrement d'accord avec vous. À la suite de la récession de 1991, ce que nous voyons chez les organismes qui sont concurrentiels à l'échelle mondiale-et il y en a de plus en plus qui le sont-c'est qu'il y a deux domaines où ils investissent: premièrement, dans le domaine de la formation et du perfectionnement des ressources humaines, et deuxièmement, dans la technologie. Nous sommes un peu à la traîne à cet égard. Certainement, la récession a nui aux investissements dans ces deux domaines, cependant, dans les sondages que nous réalisons sur les dépenses dans le domaine de la formation et du perfectionnement, nous sommes heureux de voir un nouvel engagement de la part de ces organismes, qui se rationalisent de plus en plus, en vue de s'assurer qu'ils consacrent suffisamment d'argent à la formation et au perfectionnement. Le résultat sera une plus grande compétitivité.

À l'égard des investissements dans le domaine de la technologie, le Canada est encore à la traîne, dans un sens global. Les organismes qui sont actifs dans les marchés mondiaux depuis quelque temps, cependant, ne sont pas parmi ceux qui dépensent relativement peu dans la recherche et le développement. Ils ont dépensé des sommes considérables dans ces domaines. Au fur et à mesure que ces organismes cherchent à devenir concurrentiels à l'échelle mondiale, je crois qu'ils vont augmenter leurs dépenses dans la recherche et le développement.

Donc, il faut que ces sociétés soient et restent concurrentielles dans ces deux domaines clé au Canada.

M. English: D'autres témoins qui ont abordé ce sujet ont parlé des délégués commerciaux en général. Monsieur Elliot, j'ai compris que vous avez agi à titre de consul général à Atlanta il y a sept ou huit

Nous avons également entendu parler des gouvernements de la France et de l'Allemagne, qui se servent de leur chambre de commerce ou de l'équivalent essentiellement pour fournir un service de délégués commerciaux. C'est une commercialisation ou une privatisation du service. Je me demande ce que vous pensez, à titre d'ancien membre de notre service des délégués commerciaux, de l'approche adoptée par les Allemands et les Français compte tenu du genre de travail que vous faisiez.

M. Elliot: Je dois vous avouer que je ne connais pas très bien le fonctionnement ni l'administration du système allemand. Je ne crois pas qu'il y a une recette magique ici, ou un système

in a position to provide the advice and assistance to exporters that they need to do their business. It's quite conceivable that kind of infrastructure can be put together through a framework based on cooperation between government and chambers of commerce and other private-sector providers of that service, or it can be done perfectly adequately by government itself.

I don't think there's a magic bullet here. We have a very good system in Canada, and I think we should be very careful before we change to some other system. We want to be sure we're changing to something that would be better, rather than not as good as what we have. But certainly I don't think we should shy away from innovating in particular areas. Maybe we could experiment in some markets or in some locations to see whether other formulas might work just as well, and these formulas might be cheaper.

• 1505

Mr. English: Are there any other comments?

Mr. Barrett: We have looked at the German and the Swedish models but not at the French model in connection with some research that we did on emerging markets a few years ago. I certainly would not claim to be an expert, but we were struck by what appeared to be a very well-developed network within the private sector of those countries for sharing knowledge not only on what might conventionally be thought of as market data, but also on some of the more subtler types of intelligence on doing business in a particular country. Now, that may have been a subject of the length of time in which those business communities had experiences in the market, in this case Asian markets. The other thing of course to bear in mind is that the German chamber of commerce system is privatized, with compulsory membership, so it does bear some aspects of a quasi-public

Mr. English: I'm aware of that. I was wondering whether you whether there are advantages.

Mr. Barrett: I think it's premature. It would seem to me-and here I express a personal opinion—that what is called benchmarking might well be in order. There are various models, and rather than immediately gravitating to the solution stage, perhaps there's some more in-depth study of the actual performance, the efficiency and the effectiveness of those models, which to my knowledge has not been done.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I want to follow that up with the Chamber of Commerce. Mr. Elliot, vesterday and several times before this committee we've had witnessesvesterday we had the BCNI, for example—who have told us that they had market information for their membership, these large corporations. The question was put to them: small business, medium-sized business doesn't have access easily to that kind of market information or market intelligence.

This morning we had a professor from the University of Montreal-I think it was Mario Polèse-who said to us that the Chamber of Commerce was the source of information that should be gathering this kind of market information for small

[Translation]

thing is to have the right people on the ground, in the market, d'avoir les bonnes personnes sur le terrain, près du marché, et en position de fournir aux exportateurs les conseils et l'aide dont ils ont besoin pour faire affaire. Il est concevable que ce genre d'infrastructure puisse être mis en place à l'intérieur d'un régime fondé sur la coopération entre le gouvernement et les chambres de commerce ainsi que d'autres fournisseurs de ce service dans le secteur privé, ou le gouvernement peut très bien le faire tout

> À mon avis, il n'y a pas de recette magique. Nous avons un très bon système au Canada, et je crois que nous devrons y réfléchir sérieusement avant d'adopter un autre système. Il faut s'assurer qu'on adopte un meilleur système, plutôt qu'un système qui n'est pas aussi bon que le système actuel. Cependant, il ne faut surtout pas hésiter à innover dans certains cas. Nous pourrions peut-être expérimenter dans certains marchés ou certains pays pour voir si d'autres formules ne pourraient pas marcher tout aussi bien, tout en étant moins cher.

M. English: Y a-t-il d'autres remarques?

M. Barrett: Nous nous sommes penchés sur le modèle allemand et le modèle suédois, mais non pas sur le modèle français, dans le cadre de certaines recherches que nous avons faites sur les nouveaux débouchés, il y a quelques années. Je ne prétends certes pas être un expert, mais nous avons été frappés par ce qui semblait être un réseau très développé au niveau du secteur privé de ces pays, en vue du partage non seulement de données commerciales, mais aussi de renseignements d'un type plus subtil sur la facon de mener des affaires dans un pays donné. C'est peut-être là le fruit de l'expérience que ces pays ont déià acquise dans ces marchés, en l'occurrence les marchés asiatiques. Évidemment, il ne faut pas oublier non plus que le système allemand de chambres de commerce est privatisé, avec adhésion obligatoire des entreprises, si bien que ce système peut être assimilé à un service quasi étatique.

M. English: Je suis au courant. Je me demandais si vous thought that was a possibility in terms of development here, or entrevoyiez la possibilité de le transposer ici, si vous lui trouvez des avantages.

> M. Barrett: Je pense que ce serait prématuré. Il me semble-et c'est là mon avis personnel-qu'il faudrait d'abord faire le point des différentes options. Il existe différents modèles et au lieu de passer immédiatement au stade des solutions, il faudrait peut-être étudier de plus près les résultats concrets, l'efficience et l'efficacité de ces modèles, ce qui n'a pas encore été fait, à ma connaissance.

> Le coprésident (M. Gauthier): J'aimerais m'attarder sur cet aspect avec la Chambre de commerce. Monsieur Elliot, hier et à diverses reprises auparavant, des témoins-notamment hier. le CCCE, par exemple-nous ont dit qu'ils avaient des informations sur les marchés à la disposition de leurs membres, de ces grandes sociétés. Nous leur avons rétorqué que les petites et moyennes entreprises n'ont pas accès à ce genre d'information commerciale ou de renseignements sur les débouchés.

> Ce matin, un professeur de l'Université de Montréal-je pense que c'était Mario Polèse-nous a dit que c'est à la Chambre de commerce qu'il appartiendrait de recueillir ce genre d'information commerciale à l'intention des petites entreprises,

business, so that they would have one place to go, one address to contact to find out exactly what kinds of market demands there are out there, how they can better sell their widgets or whatever they make. Is the Chamber of Commerce conscious of this? Are you intending to do anything about it? Or do you, at this stage, also find this premature?

Mr. Elliot: I think I should let Dave Hecnar respond to that.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Hecnar.

Mr. Hecnar: The chamber has definitely identified the need for more timely market access information for our members. In fact, we do get requests on an ongoing basis. We are in the process now of exploring some mechanisms whereby the chamber could provide nationally on-line access to trade leads and contact information that we would source from a variety of areas. We don't have a program in place at the moment.

One area where we help our members contact foreign counterparts is through a new initiative called BCNet, which was originally developed by the European Community and is an international computer-based business networking system. You can put a profile into the system and the computer will help you search potential matches in other countries, which could be for the purposes of joint ventures or entering into some kind of marketing arrangement. So it's one attempt whereby we're trying to facilitate access for our members to counterparts in other countries, which could benefit them.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Volpe.

Mr. Volpe: I wonder if I could follow up on that, because I think the question was a little wider than the way I heard the answer. The question specifically referred to an example that was illustrated by another group, which suggested that perhaps what's missing from the point of view of trade development, trade promotion—and this is public policy as opposed to just an individual business decision—is a set of not only data but also the data manipulation that would give the user, the potential client, an opportunity to understand what the trends in consumer requirement might be down the road and also in the area of innovation and the companies that are best suited to meeting both of those requirements.

• 1510

Now, there are countries around the world that do that. Japan does it. Taiwan has been doing it for years. Hong Kong, which was the example that was illustrated, has been doing that for years. Some of the European countries have been doing that for years but we don't seem to have something like that.

The challenge was that perhaps the Canadian government ought to do something to satisfy that very important need if it's going to be serious about trade development and trade promotion.

I gather that the business council already has something of that nature. The Chamber of Commerce doesn't have something like that. Is it possible that you might tap into their network and purchase that kind of service or would you propose to get into a joint venture operation with the Canadian government to establish one?

[Traduction]

afin qu'elles sachent à qui s'adresser, qu'elles aient un point de contact pour déterminer exactement les besoins des marchés étrangers, la meilleure façon de vendre leurs produits. La Chambre de commerce en a-t-elle conscience? Avez-vous l'intention de faire quelque chose à ce sujet? Ou bien trouvez-vous cela également prématuré?

M. Elliot: Je vais demander à Dave Hecnar de répondre.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Hecnar.

M. Hecnar: La Chambre de commerce a certainement conscience de la nécessité d'un accès plus rapide à l'information commerciale pour nos membres. Nous recevons d'ailleurs régulièrement des demandes à cet effet. Nous sommes en train d'explorer certains des mécanismes par lesquels la chambre pourrait offrir à l'échelle nationale un accès direct aux contacts et renseignements commerciaux pour diverses régions du monde. Nous n'avons pas de programme en place à l'heure actuelle.

Une façon pour nous d'aider nos membres à trouver des contacts parmi leurs homologues étrangers est une initiative nouvelle appellée BCNet, qui a été mise au point à l'origine par la Communauté européenne et qui est un système international de réseaux d'affaires informatisés. Il suffit de communiquer un profil à l'ordinateur qui va vous mettre en contact avec des personnes correspondant à ce profil à l'étranger, dans le but de conclure avec elles des accords de coentreprise ou quelqu'autre type d'accord commercial. Il y a donc là une tentative de faciliter l'accès de nos membres à des homologues étrangers.

Le coprésident (M. Gauthier): Je vous remercie. Monsieur Volpe.

M. Volpe: J'aimerais rester sur ce sujet, car je pense que la réponse a négligé certains éléments de la question posée, qui était de portée un peu plus vaste. La question renvoyait spécifiquement à un exemple qui a été illustré par un autre groupe, qui a estimé que ce qui manquait peut-être, sur le plan du développement et de la promotion du commerce—il parlait là de la politique des pouvoirs publics par opposition aux décisions d'affaires individuelles—c'est la capacité d'interpréter les données disponibles de façon à ce que l'usager, le client potentiel, puisse déterminer les tendances des besoins futurs des consommateurs, les innovations qui se profilent et les entreprises les mieux aptes à répondre à ces deux besoins.

Certains pays dans le monde le font. Le Japon le fait. Taïwan le fait depuis des années. Hong Kong, qui est l'exemple qui nous a été cité, le fait depuis des années. Certains des pays européens le font depuis des années, mais nous ne semblons avoir rien de semblable.

Peut-être le gouvernement canadien devrait-il faire quelque chose pour répondre à ce besoin très important, s'il veut sérieusement développer les échanges et les exportations.

J'imagine que le conseil patronal a déjà quelque chose de cette nature. La Chambre de commerce semble n'avoir rien de tel. Serait-il possible que vous vous branchiez sur son réseau pour instituer ce genre de service, ou bien envisagez-vous de vous associer au gouvernement canadien pour en créer un?

Mr. Hecnar: The system I'm aware of on which we've done some exploratory work is a business opportunities network, which is a computer-based trade lead sourcing system. We would hope at one point to be able to put something like that on-line, which we could provide as a service directly through the Chamber of Commerce.

In terms of government information, there certainly is all of that intelligence coming through the trade commissions, but I think the problem is getting that information to the small and medium-sized businesses that need it.

One example where the government has done some work in the area is through the WIN Exports system. I don't know whether you're familiar with that. It is an intelligence-gathering network. Up until recently it was used exclusively for the benefit of trade development officers through the various posts abroad but I believe the government has made some moves towards somehow making that available directly to the business community. So that might be one area where the Chamber of Commerce could play a role in trying to increase access to its members.

Mr. Volpe: The Chamber of Commerce has been criticized by some of the presenters and certainly by some of us on this side of the table who have been asking questions. I think many of us thought that in an environment like ours, which leaves a lot of room for business decisions to be made independent of public policy, the chambers of commerce would have led the way in exploiting the potential available in European countries by virtue of Canada's demographics.

I think one of my colleagues asked earlier in our hearings about the potential for business with Germany, given that we have about 1.5 million Canadians of Germanic origin. We have a similar number of Italian origin, so there are business opportunities with Italy. We have some 6.5 million francophones, which would give us an added advantage in dealing with France. Then, obviously, one of our other official languages is English. Yet we haven't been able to exploit all of those advantages, contacts, and networks with the European nations. I think our trade with those European countries, all of them—the ones I mentioned are part of the G-7—is minimal and almost insignificant when it's compared with our trade with the United States.

Is there a reason that escapes those of us who are uncultured as to why the chambers of commerce wouldn't have jumped in and exploited that potential, or are we just off in a different direction?

Mr. Hecnar: I would just add that there are ethnic chambers of commerce in Canada. So, for example, you will have a Canada—German chamber of commerce and a Canada—Italian chamber of commerce where the business community from both countries is brought together. A lot of times you have expatriates here in Canada who want to keep their ties.

So perhaps on a loose and ad hoc basis you do have these organizations operating and it's not something that the chamber of commerce movement is not using.

Mr. Volpe: But it's not systematic.

[Translation]

M. Hecnar: Le système sur lequel nous avons fait quelques travaux exploratoires est un réseau informatique qui met en contact des entreprises. Nous espérons être en mesure d'offrir un tel service, directement par l'intermédiaire de la Chambre de commerce.

Pour ce qui est des renseignements émanants du gouvernement, il y a bien sûr toute l'information qui est transmise par les commissions commerciales, mais la difficulté consiste à disséminer cette information auprès des petites et moyennes entreprises qui en ont besoin.

Un exemple d'une initiative gouvernementale est le système WIN Exports. Je ne sais pas si vous le connaissez. Il s'agit d'un réseau de collecte de renseignements. Jusqu'à tout récemment, il était destiné exclusivement aux agents de promotion commerciale en poste dans les diverses missions à l'étranger, mais je crois que le gouvernement se prépare à le mettre directement à la disposition des gens d'affaires. Ce pourrait donc être là un domaine où la Chambre de commerce pourrait jouer un rôle pour améliorer l'accès de ses membres.

M. Volpe: Des critiques ont été adressées à la Chambre de commerce par certains des témoins, et immanquablement par certains d'entre nous de ce côté—ci de la table qui avons posé des questions. Nous sommes nombreux à penser que dans un environnement comme le nôtre, qui laisse beaucoup de place aux décisions commerciales individuelles indépendantes de la politique gouvernementale, les chambres de commerce sauraient montrer la voie en mettant à profit le potentiel disponible dans les pays européens, du fait de la composition de notre population.

L'un de mes collègues a déjà évoqué lors de nos audiences précédentes le potentiel que représente l'Allemagne, étant donné qu'il y a près de 1,5 million de Canadiens d'origine germanique. Nous avons un nombre similaire d'Italo-canadiens, ce qui ouvre la possibilité de faire des affaires en Italie. Nous avons quelque 6,5 millions de francophones, ce qui nous donnerait un avantage en France. Et puis il y a le fait que notre autre langue officielle est l'anglais. Pourtant, nous n'avons pas su exploiter tous ces avantages, contacts et réseaux avec les pays européens. Nos échanges avec les pays européens, quelqu'ils soient—ceux que j'ai mentionné font partie du G-7—sont minimes et presque insignifiants comparés à nos échanges avec les États—Unis.

Y a-t-il une raison qui échappe à ceux d'entre nous qui sont dans le noir et qui explique pourquoi les chambres de commerce n'ont pas bondi pour exploiter ce potentiel, ou bien sommes—nous simplement engagés dans une direction différente?

M. Hecnar: J'ajouterais simplement qu'il existe des chambres de commerce ethniques au Canada. Ainsi, par exemple, vous avez une Chambre de commerce canado-allemande, et une Chambre de commerce canado-italienne où se retrouvent des gens d'affaires des deux pays. Il y a souvent des expatriés établis au Canada qui veulent maintenir des liens avec leur pays d'origine.

Il y a donc toutes ces organisations qui fonctionnent de manière ponctuelle et un peu informelle, et l'on ne peut pas dire que le mouvement des chambres de commerce ignore ces avantages.

M. Volpe: Mais ce n'est pas systématique.

Mr. Hecnar: There's nothing systematic, though,

Mr. Elliot: Perhaps I could add one more point to that. I think a part of it also has to do with what the members expect the Chamber of Commerce to do and provide resources for the Chamber of Commerce to do. Frankly, I think the kind of labour-intensive research that you describe is not something that most members expect the Chamber of Commerce to deliver. And there may be a gap there, particularly for small and medium-sized firms. Certainly big business spends a lot of money researching market developments in the areas in which it operates and it simply doesn't look to the chamber to get that kind of advice.

• 1515

Mr. Volpe: You don't represent big businesses. You represent smaller and medium-sized businesses.

Mr. Elliot: Yes.

Mr. Volpe: I know that they want to address that question as well, but in your presentations what struck me was that both of you said that one of the challenges of Canadian business is to integrate fully in a North American market. When I heard that phrase I wondered how you felt public policy ought to respond or how you would want to shape public policy. But before I finished that thought, Mr. Elliot, you came up and said that the most pressing need in terms of public policy is our tackling the debt and the deficit, and then of course all of the social programs and other types of programs that are appended have to suffer the consequences.

I'm wondering whether the integration of Canadian businesses into a North American environment is going to be driving public policy, in your view, or whether public policy ought to take into consideration some of the needs of businesses and whether in those needs we ought to direct ourselves more to Asiatic countries where we don't have to worry about integration but just about maximizing economic advantage, or whether we ought to continue to focus on an environment where both of you have suggested we are being toyed with by a very large neighbour.

Mr. Elliot: It's a very interesting question. When you look at what business is going to do, business is going to respond to the circumstances in the marketplace, and it will respond to circumstances in the marketplace in the way it makes its investment. The point that I was making is that the way we have structured the North American market will influence the way investment decisions are made in the future, and whatever we do in Asia-Pacific isn't going to change it.

The problem is that if you produce something in North America today, you have to be North American competitive. That means you must have the economies of scale that will enable you to compete in the United States, and to have those économies d'échelle qui vous permettent de soutenir la economies of scale you probably have to export 60%, 70% or concurrence aux Etats-Unis, et pour réaliser ces économies 80% of what you manufacture. And if your market for 60%, d'échelle, vous devez probablement exporter 60 p. 100, 70 p. 100 70% or 80% of what you manufacture is vulnerable to ou 80 p. 100 de votre production. Et si votre marché pour ces capricious anti-dumping and other trade measures, and you can 60, 70 ou 80 p. 100 est vulnérable à des mesures antidumping

[Traduction]

M. Hecnar: Non, il n'v a rien de systématique.

M. Elliot: J'ajouterais aussi que c'est dû en partie à ce que les membres des chambres de commerce attendent de ces dernières et des ressources qu'ils leur allouent. Franchement, ie pense que ce genre de recherche à forte concentration de maind'oeuvre que vous décrivez n'est pas ce que la plupart des membres attendent de la Chambre de commerce. Il y a peutêtre là une lacune, particulièrement en ce qui concerne les petites et les moyennes entreprises. Les grosses entreprises, pour leur part, dépensent beaucoup pour la recherche de marchés dans les régions qui les intéressent. Et elles ne se tournent tout simplement vers la chambre pour ce genre d'appui.

M. Volpe: Vous ne représentez pas les grandes entreprises. Vous représentez les petites et les moyennes entreprises.

M. Elliot: Oui.

M. Volpe: Ce qui m'a frappé, dans vos exposés, c'est que vous avez tous deux dit que l'un des défis posés aux entreprises canadiennes est de s'intégrer pleinement dans un marché nordaméricain. Lorsque j'ai entendu cette phrase, je me suis demandé comment vous souhaiteriez que la politique gouvernementale y contribue ou comment vous façonneriez la politique gouvernementale à cette fin. Mais avant même d'être parvenu au bout de cette réflexion, monsieur Elliot, vous avez ajouté que la tâche la plus pressante pour le gouvernement était de réduire l'endettement et le déficit, ce qui signifie bien entendu que tous les programmes sociaux et autres vont devoir en subir les conséquences.

Je me demande si l'intégration des entreprises canadiennes dans l'environnement nord-américain va déterminer la politique publique, à votre avis, ou bien si la politique publique ne devrait pas prendre en considération certains des besoins des entreprises, et notamment nous orienter davantage vers les pays asiatiques où nous n'avons pas à nous soucier d'intégration, mais simplement à optimiser nos avantages économiques, ou s'il convient effectivement de nous concentrer sur un environnement où tous les deux vous avez indiqué que notre très gros voisin se joue de nous.

M. Elliot: C'est une question très intéressante. Oue vont faire les entreprises? Elles vont réagir à la situation du marché, et elles vont réagir par le biais de leurs décisions d'investissement. Ce que je voulais vous faire comprendre c'est que la facon dont nous avons structuré le marché nord-américain va influencer les décisions d'investissement futures et rien de ce que nous ferons dans la région Asie-Pacifique ne va changer cela.

Le problème est que si l'on produit quelque chose en Amérique du Nord aujourd'hui, il faut être compétitif en Amérique du Nord. Cela signifie qu'il faut posséder les

avoid that simply by the decision on where you're going to locate your next plant, what is a sensible investor going to do? That's why we have to deal with that issue that I described. It doesn't have much to do with how you deal with Asia-Pacific. If we're competitive in a North American context we'll be able to compete for those markets in Asia-Pacific and we'll go after them.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I thank you very much for that

I have to ask you one question. Both of you mentioned the WTO, the World Trade Organization, which flows from the latest round of the GATT. Many witnesses have made the point that Canada should lead in getting labour standards and environmental standards as part of belonging to the World Trade Organization. What is the chamber's view on that? Do you think we should pursue that, Mr. Elliot and Mr. Nininger?

Mr. Elliot: Mr. Chairman, do you really have time?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Just a yes or a no.

Mr. Elliot: I would love to answer that question. As I mentioned to you earlier, I was the only corporate business person invited by the GATT at a recent symposium on trade and the environment that the GATT organized in terms of its future agenda.

I believe it is important that the World Trade Organization consider the appropriateness of existing rules in relation to the objectives of sustainable development, but I think Canada has to be very, very careful about the way that issue is handled because there are very substantial vulnerabilities for our exports in terms of proposals for changes in the rules which originate from both governments and green organizations, principally in Europe and in the United States of America.

• 1520

I think it can be established that trade rules have not constrained the ability of individual countries to protect their own environment. So the issue is whether trade rules should be used to influence the way other countries protect their environments.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Or their labour laws.

Mr. Elliot: Labour is very much the same kind of issue, and it seems to me that if there are issues of a global concern in terms of environmental protection, the answer is to use global agreements that deal with those problems rather than changes in the general trade rules. I could go on at this at length—

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): No, no-

Mr. Elliot: —and I know you don't want me to.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): It's unfair for me to ask this question again. Yesterday Mr. d'Aquino, when I asked him that same question, told us yes, he believes that there should be labour and environmental standards in the WTO. I think maybe I see you're not too sure that there should be some.

[Translation]

capricieuses ou à d'autres barrières commerciales, et si vous pouvez les éviter tout simplement en implantant votre prochaine usine aux Etats-Unis, que va faire l'investisseur sensé? C'est pourquoi il nous faut confronter le problème que j'ai décrit. Cela n'a rien à voir avec ce que nous faisons dans la région Asie-Pacifique. Si nous sommes concurrentiels dans le contexte Nord-Américain, nous serons compétitifs également dans ces marchés de la région Asie-Pacifique et nous chercherons à les exploiter.

Le coprésident (M. Gauthier): Je vous remercie de cette réponse.

Je dois vous poser une question. Vous avez tous deux mentionné l'OMC, l'Organisation mondiale du commerce, qui résulte des dernières négociations du GATT. De nombreux témoins ont fait valoir que le Canada devrait exiger que l'adhésion à cette organisation devrait être conditionelle au respect de normes de travail et de normes environnementales. Qu'en pense la Chambre de commerce? Pensez—vous qu'il faille s'engager dans cette voie, monsieur Elliot et monsieur Nininger?

M. Elliot: Monsieur le président, avez-vous vraiment le temps d'écouter une réponse détaillée?

Le coprésident (M. Gauthier): Une réponse par oui ou non me suffire

M. Elliot: J'aimerais beaucoup répondre à cette question. Comme je vous l'ai dit tout à l'heure, j'ai été le seul homme d'affaires à être invité par le GATT à un symposium récent sur le commerce et l'environnement que le GATT à organisé en prévision de ces travaux futurs.

Je pense qu'il est important que l'Organisation mondiale du commerce réfléchisse au bien-fondé des règles actuelles dans le cadre des objectifs du développement durable, mais je pense que le Canada doit se montrer très prudent dans les positions qu'il va adopter car nos exportations sont extrêmement vulnérables compte tenu de certains changements aux règles demandés tant par des États que par des organisations écologistes, principalement en Europe et aux États-Unis.

Je pense qu'il est établi que les règles commerciales n'ont pas empêché les pays individuels de protéger leur environnement. La question est donc de savoir s'il faut utiliser les règles commerciales pour influencer la manière dont les autres pays protègent leur environnement.

Le coprésident (M. Gauthier): Ou leurs législations du travail.

M. Elliot: C'est un problème très similaire. Il me semble que s'il y a des préoccupations à l'échelle mondiale en matière de protection de l'environnement, la solution est de recourir à des accords mondiaux traitant de ces problèmes plutôt que de procéder par le biais des règles commerciales générales. Je pourrais parler de ce suiet indéfiniment...

Le coprésident (M. Gauthier): Non, non. . .

M. Elliot: Mais je sais que vous n'y tenez pas.

Le coprésident (M. Gauthier): C'est un peu déloyal de ma part de poser cette question de nouveau. Hier, M. d'Aquino, lorsque je la lui ai posée, a répondu oui, que l'OMC devrait imposer des normes de travail et environnementales. Je vois que vous-même n'êtes pas très partisan de cette idée.

Mr. Elliot: Well, I look at it in terms of Canadian vulnerabilities. On the labour side, Canada is less vulnerable because we have very sophisticated laws and regulations that protect labour. It's unlikely that we would on the receiving end of punitive actions on our exports because we don't operate good labour standards in this country.

On environment it's something else, and I think we have to be very careful. It's not because our environmental standards are bad; it's because we don't want to have a situation in which the global environmental agenda becomes the U.S. agenda or the European agenda, because their circumstances may be different from ours. We need to be able to ensure that we're protected from that kind of potential abuse.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I thank you for that answer. I apologize for having taken that time, but I think it was important to get that on the record.

I want to thank Mr. Nininger, Dr. Barrett, Mr. Elliot, and Mr. Hecnar for their testimony this afternoon. We'll appreciate reading it over and maybe thinking about it. We may have some further questions for you in the coming weeks. I hope you will accept that we may be getting in touch with each other again on some of the details that were addressed today. Thank you for coming.

Next we have the Canadian Co-operative Association, Lynden Hillier, executive director, and Barb Millsap, first vice-president; and from the Rural Development Corporation, Max Florian Bade, president.

[Traduction]

M. Elliot: C'est que j'aborde la question sous l'angle de la vulnérabilité canadienne. En matière de législation sociale, le Canada est moins vulnérable car nous avons une législation et une réglementation très sophistiquées protégeant les travailleurs. Il est peu probable que nos exportations fassent l'object de sanctions en raison de normes de travail insuffisantes.

Sur le plan de l'environnement, la situation est autre et je pense que nous devons être très prudents. Ce n'est pas que nos normes écologiques soient mauvaises mais il faut se garder d'instaurer une situation où le programme environnemental ou mondial sera celui des Etats-Unis ou des pays européens, car leur situation est très différente de la nôtre. Nous devons nous prémunir contre ce genre d'abus potentiel.

Le coprésident (M. Gauthier): Je vous remercie de votre réponse. Excusez-moi d'avoir accaparé ce temps, mais j'ai jugé important que ce soit dit clairement.

Je veux remercier M. Nininger, M. Barrett, M. Elliot, M. Hecnar d'avoir accepté de comparaître cet après-midi. Nous allons le lire attentivement. Nous aurons peut-être d'autres questions à vous poser dans les semaines à venir. J'espère que vous accepterez que nous prenions contact de nouveau avec vous pour parler de certains détails qui ont été abordés aujourd'hui. Merci d'être venus.

Nous entendrons ensuite la Canadian Co-operative Association, représentée par Lynden Hillier, son directeur exécutif, et Barbara Millsap, première vice-présidente; et de la Rural Development Corporation, Max Florian Bade, président.

• 1523

• 1525

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We will resume, please.

As I said previously, our next witnesses will be from the Canadian Co-operative Association, Lynden Hillier, executive director; Barb Millsap, first vice-president; and, if I understand correctly, also Ms Zilla C. Potivongsajarn. Welcome.

Mr. Hillier, did you wish to start?

Mr. Lynden Hillier (Executive Director, Canadian Co-operative Association): Thank you, Mr. Chairman.

I'll just add that Barb Millsap is the first vice-president of the board of the Canadian Co-operative Association and also president of the Co-operative Housing Federation of Canada. Zilla Potivongsajarn is director of our Asia programs. Also with us today is Mary Pat McKinnon, with our government affairs department, and Rick Weger, who manages our Africa programs.

C'est un plaisir d'avoir quelques minutes aujourd'hui pour présenter notre organisation et nos programmes internationaux.

CCA est une association de trois organisations coopératives au Canada. Nous représentons des coopératives qui travaillent dans le milieu anglais, mais en même temps nous travaillons étroitement avec le Conseil canadien de la coopération qui représente les coopératives qui travaillent dans le milieu français.

Le coprésident (M. Gauthier): Nous allons reprendre la séance, s'il vous plaît.

Comme je l'ai dit, les témoins suivants représentent la Canadian Co-operative Association, en la personne de Lynden Hillier, directeur exécutif, de Barb Millsap, première vice-présidente; si j'ai bien compris, il y a également M^{me} Zilla C. Potivongsajam. Soyez les bienvenus.

Monsieur Hillier, voulez-vous commencer?

M. Lynden Hillier (directeur exécutif, Canadian Co-operative Association): Je vous remercie, monsieur le président.

J'ajouterais simplement que Barb Millsap est la première vice-présidente du conseil de la Canadian Co-operative Association et présidente également de la Fédération de l'habitation coopérative du Canada. Zilla Potinvongsajam est directrice de nos programmes asiatiques. Nous sommes accompagnés également de Mary Pat McKinnon, de notre service des affaires gouvernementales, et de Rick Weger, qui gère nos programmes africains.

It a pleasure to have a few minutes available today to discuss our organization and our international programs.

The CCA is an association of three cooperative organizations in Canada. We represent cooperatives working in the English community but we work also very closely with the Conseil canadien de la coopération which represents Francophone cooperatives.

CCA's members are provincial, regional and national cooperatives, which in turn represent local cooperatives and credit unions. CCA, along with CCC, le Conseil canadien de la coopération represent Canadian cooperatives at international level in organizations such as the International Co-operative Alliance and the World Council of Credit Unions. As a matter of fact, at this moment we are participating with the International Co-operative Alliance at a conference in Colombo, Sri Lanka, for ministers from the Asia-Pacific region. looking at legislation for countries in the Asia-Pacific that would allow cooperatives to operate as free-standing private sector cooperative organizations without government intervention in their operations.

With support from the Canadian International Development Agency and the Department of Foreign Affairs and Trade, CCA has 54 projects developing cooperatives and credit unions in 20 countries of the world. I would also mention that CCA participated in the national forum on Canada's international relations in March, where we also had the opportunity to advance some of our views in this area.

Our work and our recommendations to this committee encompass four main points:

- 1. That Canada does have a role to play in the fight against world poverty and violence.
- 2. The most sustainable type of development occurs when development partners become trading partners with companies in Canada.
- 3. That cooperatives in particular are an extremely relevant business model for countries that are moving from centrally planned economies to free-market economies.
- 4. Canadians expect foreign aid dollars to be used efficiently and effectively. Also Canadians do not want development in Canada forgotten.

Cooperatives have responded to this by contributing expertise from our organizations across Canada for international development while at the same time working at the community level at home.

Mr. Chairman, there are leaders in disadvantaged countries of the world prepared to play the same role as Moses Coady did in Atlantic Canada, or for that matter as Alphonse Desjardins did in Quebec in developing our society and our economy. Networking and support from a country like Canada are essential to allow these people and these countries to move forward with that kind of work.

I would like to call on Barb Millsap to talk about some of our specific experiences in the foreign aid and international development area.

Ms Barb Millsap (First Vice-President, Canadian Cooperative Association): Mr. Chairperson, members of the committee, in our written submission we have made the case

[Translation]

Les membres de la CCA sont des coopératives provinciales, régionales et nationales qui, à leur tour, représentent des coopératives locales et des caisses de crédit. La CCA, de même que le CCC, le Conseil canadien de la coopération, représentent les coopératives canadiennes au niveau international, au sein d'organisations telles que l'Alliance coopérative internationale et le Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit. De fait, nous participons en ce moment même à une conférence de l'Alliance coopérative internationale à Colombo, au Sri Lanka, avec la participation de ministres de la région Asie-Pacifique, pour mettre au point des législations dans ces pays autorisant les coopératives à fonctionner en tant qu'organisations coopératives autonomes du secteur privé, sans intervention gouvernementale dans leur fonctionnement.

Avec l'appui de l'Agence canadienne de développement international et du ministère des Affaires étrangères et du Commerce, la CCA réalise 54 projets de création de coopératives et de caisses de crédit dans 20 pays du monde. Je mentionnerai également que la CCA a participé au forum national sur les relations internationales du Canada en mars dernier, où nous avons eu l'occasion de présenter certaines de nos vues en la matière.

Notre travail et les recommandations que nous adressons à votre comité concernent quatre éléments principaux:

- 1. Le Canada a un rôle à jouer dans la lutte contre la pauvreté et la violence dans le monde.
- 2. Le type de développement le plus viable est celui qui permet à nos partenaires dans le développement de devenir partenaires commerciaux d'entreprises canadiennes.
- 3. Les coopératives, en particulier, représentent un modèle commercial extrêmement utile pour des pays qui passent d'une économie dirigée à une économie de libre marché.
- 4. Les Canadiens demandent que les fonds d'aide à l'étranger soient utilisés à bon escient. Par ailleurs, ils ne veulent pas que le développement au Canada soit oublié.

Les coopératives ont répondu à cette attente en mettant les connaissances accumulées par nos organisations membres de tout le Canada au service du développement international, tout en travaillant au niveau communautaire au Canada même.

Monsieur le président, il existe dans les pays défavorisés du monde des pionniers prêts à jouer le même rôle que Moses Coady a joué dans la région atlantique du Canada, ou encore Alphonse Desjardins au Québec, sur le plan du développement de notre société et de notre économie. L'appui d'un pays comme le Canada est essentiel pour permettre à ces personnes et à ces pays d'entreprendre le même genre de travail.

J'aimerais demander à Barb Millsap de vous parler plus particulièrement de certains de nos projets en matière d'aide à l'étranger et de développement international.

Mme Barb Millsap (première vice-présidente, Canadian Co-operative Association): Monsieur le président, membres du Comité, nous faisons valoir dans notre mémoire que le modèle that the cooperative model has been of great benefit in the coopératif a largement contribué au développement social et

social and economic development of Canada. We know from économique du Canada. Nous savons, grâce à notre expérience considerable experience that the same is true in the developing world. What's more, the cooperative model has a unique ability to address the best interests of Canada and the developing world through enlightened development activity.

• 1530

Through assistance in the development of cooperatives and credit unions, we are building Canada's reputation as a country committed to a more equitable world. At the same time, we are laying the groundwork for commercial connections that will ultimately benefit Canada as much as they do the developing world. It is a classic win-win situation.

Another important benefit of the cooperative model of development stems from its "one member, one vote" democratic governance structure. For countries with weak democratic traditions and institutions, cooperatives provide citizens with practical exposure to democratic methods of operation and decision-making. The cooperative model of development also provides developing countries with the mechanism to facilitate the transition from centrally planned economies to market economies.

I would like to share a few examples of CCA's work abroad. First is the Central America trade. For the past three years CCA has supported the development of the cooperative trade network among the five countries of Central America. The project has resulted in increased trade, primarily of agricultural commodities among the participating countries. Of equal importance, it has helped put the participating organizations on a stronger commercial footing and has developed an outward-looking approach to business.

Several of the organizations involved in this project recently participated in an international cooperative trade exposition in Toronto co-sponsored by CCA and our francophone counterpart, le Conseil canadien de la coopération. Currently, the stage is being set for commercial activities involving Canadian organizations within the Americas regions.

In the Dominican Republic is one of CIDA's pilot projects. This 15-month project will be implemented by CCA in partnership with the Canadian Foodgrains Bank. The Foodgrains Bank will purchase \$350,000 worth of Canadian flour, which it will then ship to the Dominican Republic, where it will be sold through a cooperative wholesaler to a network of small bakers. The proceeds of the flour sales will be used to finance at least four local agricultural development projects in the Dominican Republic. These agricultural products will be coselected by CCA and our Dominican Republic cooperative partner, Fedocoop. These projects will increase the production of specified food commodities, provide jobs and income in rural villages and provide local cooperatives with food commodities at reasonable prices.

In the Philippines we have been involved in insurance cooperatives. Canadian expertise has played an important role in the development of their cooperative insurance industry in the dans la création d'un secteur d'assurance coopératif aux Philippines. Through CCA, Co-operators Insurance Company of Philippines. Par l'intermédiaire de la CCA, la Co-operators

[Traduction]

considérable, que la même chose est vraie dans le monde en développement. Qui plus est, le modèle coopératif a la capacité unique de servir au mieux à la fois les intérêts du Canada et ceux du monde en développement, par le biais d'une activité de développe-

Au moyen de l'aide à la création de coopératives et de caisses de crédit, nous assoyons la réputation que possède le Canada d'être un pays aspirant à un monde plus équitable. En même temps, nous posons les fondements de liens commerciaux qui bénéficieront autant, au bout du compte, au Canada qu'au monde en développement. C'est une situation classique où tout le monde sort gagnant.

Un autre avantage important du modèle de développement coopératif réside dans sa structure de direction démocratique où chaque membre a droit de vote. Dans les pays caractérisés par la faiblesse des traditions et institutions démocratiques, les coopératives apportent aux citoyens l'expérience pratique des méthodes de fonctionnement et de prise de décisions démocratiques. Le modèle de développement coopératif apporte également aux pays en développement un mécanisme facilitant le passage d'une économie dirigée à une économie de marché.

Je voudrais vous donner quelques exemples du travail effectué à l'étranger par la CCA. Il y a d'abord les échanges commerciaux en Amérique centrale. Au cours des trois dernières années, la CCA a appuyé la création d'un réseau de coopératives commerciales qui s'étend sur les cinq pays d'Amérique centrale. Le projet a entraîné un accroissement des échanges, principalement de produits agricoles, entre les pays participants. Ce qui est tout aussi important, il a contribué à placer les coopératives participantes sur une assise économique plus forte et établi chez elles une approche des affaires plus ouverte sur le monde.

Plusieurs des organisations couvertes par ce projet ont récemment participé à une foire commerciale internationale de coopératives à Toronto, coparrainée par la CCA et notre homologue francophone. le Conseil canadien de la coopération. Tout est donc en place pour le démarrage d'activités commerciales mettant en jeu des organisations canadiennes dans les régions d'Amérique centrale et du Sud.

L'un des projets pilotes de l'ACDI se déroule en République dominicaine. Il s'agit d'un projet de 15 mois qui sera réalisé par la CCA en collaboration avec la Banque de céréales vivrières du Canada. Cette dernière achètera pour 350 000\$ de farine canadienne, l'acheminera en République dominicaine où elle sera vendue par une coopérative de grossistes à un réseau de petits boulangers. Le produit de la vente servira à financer au moins quatre projets locaux de développement agricole en République dominicaine. Ces produits agricoles seront sélectionnés conjointement par la CCA et notre partenaire en République dominicaine, la Coopérative Fedocoop. Ces projets accroîtront la production de produits alimentaires spécifiques, créeront des emplois et des revenus dans des villages ruraux et fourniront à des coopératives locales des produits alimentaires à prix raisonnable.

Aux Philippines, nous avons soutenu des coopératives d'assurance. Le savoir-faire canadien a joué un rôle important

Canada, Canada's largest multi-line insurer, has been assisting the Credit Life Mutual Benefit Society through training and technical assistance. This effort is for the first time making affordable insurance available to people of modest means, but is also benefiting the development of the cooperative system as a whole. The insurance coverage offered to the credit cooperative sector provides stability and allows for the granting of productive loans to people who would not qualify without this invisible support. The result is stronger cooperatives and greater economic activity in the Philippines.

I'm probably going to drive the translators crazy here. I'm going to digress from my speaking notes for a moment.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): If you slow down it will be even better.

Ms Millsap: I had the privilege of visiting the Philippines two years ago. It was about six months after Mount Pinatubo had erupted. We visited some of the cooperatives that were at the base of Mount Pinatubo. They had been able to survive. They had lost all their production capacity in their fields, but because they had their cooperative organizations they were able to distribute the aid that was brought into the area and begin to rebuild their small farms and their marketing cooperatives. So the cooperatives were able to survive and help them to meet that

Also, with the Philippines we have, in the last year, initiated a youth exchange. A number of Canadian youth went over to the Philippines and a number of youth from the Philippines came here to Canada. One of the things that we found from our Canadian youth was that they began to see the application of cooperatives back in their own communities as a way to create community economic development. So that was very exciting to see.

• 1535

In Vietnam, through two pilot projects, CCA is involved in reorienting state agricultural cooperatives into two cooperatives operating according to the international principle of cooperation. support for infrastructure improvements technological training has led to improved incomes for farm members. In addition, these members have been able to start their own credit unions with savings they have realized through improved agricultural production and marketing practices.

CCA assistance with member education and training has also helped these rural people to run their cooperatives in a democratic and business-like manner. To quote an official with the Vietnamese Ministry of Food and Agriculture, "CCA-supported projects are a tiny but important spark in igniting interest in a democratic and effective development tool."

In Africa, CCA has been working in Ghana for the past six years to strengthen the credit union sector in that country. Through our efforts a capable national apex organization is efforts, une organisation faîtière compétente est en train de voir

[Translation]

Insurance Company of Canada, le plus gros assureur polyvalent du Canada, a apporté son aide à la Credit Life Mutual Benefit Society, sous forme d'une aide technique et de formation. Cet effort met pour la première fois l'assurance à la portée de gens modestes, tout en contribuant au développement du système coopératif dans son ensemble. La couverture d'assurance offerte au secteur du crédit coopératif assure la stabilité et permet d'accorder des prêts productifs à des personnes qui ne pourraient les obtenir sans ce soutien invisible. Il en résulte des coopératives plus fortes et une plus grande activité économique aux Philippines.

Je vais sans doute rendre fous les traducteurs car je vais dévier de mon texte pendant quelques instants.

Le coprésident (M. Gauthier): Si vous ralentissez un peu, ce sera encore mieux.

Mme Millsap: J'ai eu la chance d'aller aux Philippines il y a deux ans. C'était à peu près six mois après l'éruption du Mont Pinatubo. Nous avons visité certaines des coopératives qui se trouvent au pied du Mont Pinatubo. Elles ont réussi à survivre. Elles avaient perdu toute leur capacité de production agricole, mais grâce à leurs organisations coopératives, elles ont pu distribuer l'aide acheminée dans la région et commencer à reconstruire leurs petites exploitations agricoles et leurs coopératives de vente. Les coopératives ont donc pu survivre et aider la population à surmonter cette crise.

Toujours aux Philippines, nous avons mis en place l'année dernière un programme d'échange de jeunes. Un certain nombre de jeunes Canadiens sont allés aux Philippines et un certain nombre de jeunes Philippins sont venus au Canada. Nous avons pu constater au retour de nos jeunes qu'ils commençaient à entrevoir le recours aux coopératives dans leurs propres collectivités comme un moyen d'engendrer le développement économique communautaire. Cela a donc été très enrichissant.

Au Vietnam, dans le cadre de deux projets pilotes, la CCA participe à la réorganisation des coopératives agricoles d'État en deux coopératives fonctionnant selon le principe de coopération reconnu internationalement. Grâce à l'aide de la CCA dans l'amélioration de l'infrastructure et la formation technologique, les entreprises agricoles membres ont vu leurs revenus s'accroître. En outre, les exploitations membres ont pu mettre sur pied leur propre coopérative de crédit à partir des économies réalisées grâce à de meilleures méthodes de production agricole et de commercialisa-

L'aide apportée par la CCA pour l'éducation et la formation des membres des coopératives a également permis à ces paysans d'exploiter leurs coopératives de façon méthodique et démocratique. Selon un représentant du ministère vietnamien de l'alimentation et de l'agriculture, les projets financés par la CCA ne représentent peut-être qu'une petite étincelle, mais celle-ci contribue grandement à attiser l'intérêt des gens à l'égard d'un outil de développement efficace et démocratique.

Au Ghana, au cours des six dernières années, la CCA s'est évertuée à consolider les coopératives de crédit. Grâce à nos emerging that can support the development of primary credit le jour, celle-ci pourra appuyer la mise en place de coopératives

unions throughout the country. The result will be greater access to financial services, including productive credit for many low-income people. Through one special initiative, thousands of Ghanian women have received credit for farming, vending, and other productive activities.

In South Africa, CCA organized an initial South African tour mission in 1992, bringing British Columbia Credit Union managers to meet with the Credit Co-operative League of South Africa. The tour has reaped great benefits not only for the league but also for the B.C. Credit Union system.

The B.C. Credit Union, which is a CCA member, hosted the league and gave general training in field services for managers for a month, connecting them with B.C. credit unions, in particular Vancouver City Savings. In addition, the B.C. Credit Union managers and retired personnel have volunteered months of their time working with the league to provide operations and administrative training. These volunteer assignments have proven so successful that CCA has assigned another B.C. Credit Union person to South Africa for another six—month period starting this August.

A democratic governing structure and self-help approach intrinsic to the cooperative credit union model are especially appropriate and timely as South Africa makes the challenging transition to a democratic state.

In the Ukraine, the political changes in eastern and central Europe have created an enormous need for institutions to fill service gaps left by the collapse of the state infrastructure. Financial services are just one example. Credit unions once flourished in the Ukraine but during the Soviet years they were completely eliminated. A three-way partnership involving CCA, the Department of Foreign Affairs and International Trade, and the Council of Ukrainian Credit Unions in Canada is enabling Canadians of Ukrainian origin to volunteer their time to reintroduce credit unions to the Ukraine.

Some of the commercial spin-off benefits: In some instances CCA's presence in the field simply serves to make introductions and facilitate connections. CCA's involvement in China, for example, has resulted in a commercial joint venture apple-boxing plant involving B.C. Tree Fruits, a CCA member, and the All-China Federation of Supply and Marketing Co-operatives. The Saskatchewan Wheat Pool, another CCA member, is working with the same Chinese organization to improve grain-handling facilities.

Letters of understanding on matters related to biogenetics and grain production between the Saskatchewan Wheat Pool and the agricultural cooperatives in Brazil came about as a direct result of a CCA-facilitated trade mission.

[Traduction]

de crédit primaires dans tout le pays. Ainsi, un grand nombre de personnes à faibles revenus auront un meilleur accès aux services financiers, y compris à un crédit productif. Grâce à une initiative spéciale, des milliers de femmes du Ghana ont pu recevoir des prêts pour des projets agricoles, des projets de distribution et d'autres activités productives.

En 1992, la CCA a organisé une première mission en Afrique du Sud, mission dans laquelle les gérants des coopératives de crédit de la Colombie-Britannique ont pu rencontrer leurs homologues de la Credit Co-operative League of South Africa. Cette tournée s'est montrée très avantageuse non seulement pour la ligue sud-africaine, mais aussi pour tout le réseau de la B.C. Credit Union.

La B.C. Credit Union, qui est membre de la CCA, a accueilli les représentants de la ligue et a offert aux gérants de celle-ci des cours de formation généraux sur place pendant un mois, les mettant en rapport avec les coopératives de crédit de la Colombie-Britannique et plus particulièrement la Vancouver City Savings. En outre, les gérants et les employés à la retraite de la B.C. Credit Union ont travaillé bénévolement pendant des mois auprès de la League, à offrir des cours de formation sur les opérations et l'administration. Ce travail bénévole a remporté un tel succès que la CCA a envoyé un autre employé de la B.C. Credit Union en Afrique du Sud pour une autre période de six mois débutant en août de cette année.

La structure de direction démocratique et le principe d'entraide qui font partie intégrante du modèle des coopératives de crédit sont particulièrement opportuns dans le cas de l'Afrique du Sud, puisque ce pays est en pleine transition vers la démocratie.

En Ukraine, les bouleversements politiques d'Europe du Centre et de l'Est ont créé un énorme besoin d'institutions capables de résoudre la pénurie de services occasionnés par l'effondrement de l'infrastructure étatique. Les services financiers n'en sont qu'un exemple. Les coopératives de crédit ont déjà prospéré en Ukraine, mais durant les années du régime soviétique, elles avaient été complètement éliminées. Grâce à un partenariat tripartite auquel participent la CCA, le ministère des Affaires étrangères et du commerce international ainsi que le Counsel of Ukrainian Credit Unions au Canada, les Canadiens d'origine ukrainienne peuvent travailler bénévolement à la restauration des coopératives de crédit en Ukraine.

Voici quelques avantages commerciaux indirects: dans certains cas, la présence de la CCA sur place sert tout simplement à mettre les gens en rapport entre eux et à faciliter les communications. En Chine, par exemple, le travail de la CCA a permis de créer une co-entreprise commerciale d'encaissage de pommes à laquelle sont associées B.C. Tree Fruits, membre de la CCA, et la All-China Federation of Supply and Marketing Co-operatives. Le Syndicat du blé de la Saskatchewan, qui fait également partie de la CCA, oeuvre avec le même organisme chinois à l'amélioration des installations de manutention des céréales.

Grâce à une mission commerciale animée par la CCA, des lettres d'entente ont été signées par le Syndicat du blé de la Saskatchewan et les coopératives agricoles du Brésil sur des questions liées à la biogénétique et à la production céréalière.

These are just a few examples of CCA's overseas development work. Collectively, they illustrate the flexibility of the cooperative model in development.

Before we conclude, I would like to point out that all of these efforts involved partnerships with the Canadian government through the Canadian International Development Agency or the Department of Foreign Affairs and International Trade. Our cooperative members are committed to sharing their resources, both human and financial, with emerging cooperatives in the developing world. But it is the financial, technical, political, and democratic support provided by the Canadian government that permits us to operate on a scale where real impact is possible.

We firmly believe that the Government of Canada should maintain an active role in international development. We would argue that working through non–governmental organizations such as cooperatives is the most effective and cost–efficient way to make an impact in the developing world.

• 1540

In April of this year you held a national forum on Canada's international relations, and one of the findings was that Canada's aid policy should focus on environmental sustainability, human assistance, and development of social, capital, and human resources. We believe that cooperatives can do all of that.

A key plank in Canada's development platform in recent years has been to support developing nations in their efforts to strengthen the fabric of their civil societies. What better way than by assisting those in civil institutions that have shaped Canadian society?

Cooperatives and credit unions that we represent today are improving economic, political, and social conditions in the developing world. In our opinion, it is sustainable development. In the process, fruitful relations are being forged that will yield dividends for Canada long after specific development projects have ended.

We would like to thank you for the opportunity to appear before your committee and will be open to any questions that you may have.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Madam Millsap.

I would now invite Mr. Max Florian Bade of the Rural Development Corporation to make his presentation.

Mr. Max Florian Bade (Rural Development Corporation): Thank you, Mr. Chairman. I'll be brief and to the point. I would like to limit my discussion and my presentation basically to CIDA.

In one way or another I've been associated with CIDA, worked for them, represented them, and executed part of their projects over the past 19 years. As such, I've seen very many projects, and over time, and especially reviewing the aid process

[Translation]

Ce ne sont là que quelques exemples du travail réalisé outremer par la CCA en matière de développement. Mis ensemble, ils illustrent la souplesse du modèle coopératif dans le domaine du développement.

Avant de conclure, permettez-moi de souligner que toutes ces initiatives ont été réalisées en partenariat avec le gouvernement canadien par l'entremise de l'Agence canadienne de Développement international ou du ministère des Affaires étrangères et du commerce international. Les coopératives qui font partie de nos associations se sont engagées à partager leurs ressources, tant humaines que financières, avec les coopératives qui voient le jour dans les pays en développement. Mais c'est grâce à l'appui financier, technique, politique et démocratique du gouvernement canadien que nous pouvons fonctionner à une échelle qui permet d'obtenir des résultats réels.

Nous sommes convaincus que le gouvernement du Canada doit demeurer actif dans le développement international. Nous soumettons que la façon la plus efficace et la plus rentable d'obtenir des résultats dans les pays en développement consiste à travailler par le truchement des organisations non gouvernementales comme les coopératives.

En avril dernier, vous avez tenu un forum national sur les relations internationales du Canada; vous avez conclu, entre autres, que la politique d'aide du Canada devrait être centrée sur le développement durable en matière d'environnement, l'aide humanitaire, ainsi que sur le développement de ressources sociales, financières et humaines. Nous croyons que les coopératives sont en mesure d'atteindre tous ces objectifs.

Au cours des dernières années, un des principaux éléments de la politique de développement du Canada a consisté à aider les nations en développement à renforcer la structure de la société civile. Quoi de mieux, pour y arriver, que d'aider ces mêmes institutions civiles qui ont sculpté la société canadienne?

Les coopératives et les coopératives de crédit que nous représentons aujourd'hui améliorent les conditions économiques, politiques et sociales des pays en développement. À notre avis, il s'agit là d'un développement durable. Ce faisant, on établit des relations fructueuses qui rapporteront au Canada des dividendes bien après l'expiration des projets de développement eux-mêmes.

Nous vous remercions de nous avoir invités à comparaître devant votre Comité et sommes prêts à répondre à toutes vos questions.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, madame Millsap.

J'invite maintenant M. Max Florian Bade, de Rural Development Corporation, à faire son exposé.

M. Max Florian Bade (Rural Developement Corporation): Merci, monsieur le président. Je vais être bref et aller droit au but. Mon exposé portera principalement sur l'ACDI.

Au cours des 19 dernières années, j'ai été lié d'une façon ou d'une autre à l'ACDI, car j'ai travaillé pour cet organisme, je l'ai représenté et j'ai réalisé une partie de ses projets. À ce titre, j'ai observé de très nombreux projets et, surtout après

over the past four decades, I believe CIDA's activities have evolved to the point where, for many reasons, which I can explain later, they could benefit from being focused. I'm sure you've heard of "being focused" before. When I say focused I don't necessarily mean a reduction in the number of countries that should be attended to, but perhaps the number of subject—matters that CIDA treats. I would like to leave it for discussion later on if you are pleased to ask questions afterwards.

I would like to mention that by focus I mean where Canada delivers what it is best at, be that in terms of services, NGOs, the CCA, industry, forestry—I don't know what else—but centres of excellence where we are appearing in the best way possible.

Secondly, I'd like to make a point that "development" and "sustainable development" and all of these phrases that are current these days take a long-term commitment, and take a commitment for long-term and consistent administration of development. From my experience, there are a few points I'll mention that are a strike against this long-term commitment. One, of course, is something we all know, and that is that due to budgetary restraints on the Government of Canada we've seen the aid budget reduced one way or another. The second thing, though, is that in terms of the administration of CIDA, planning for development is more or less restricted to five years, when in many countries, especially the lesser developed countries, a longer timeframe is required.

• 1545

The third thing is that administratively the CIDA staff tends to change a little too often for there to be great consistency in the delivery of development projects. I have one example that I can give you, a project I've been associated with for over nine years, in which we have had to deal with eight project officers over time, several budget cuts, changes in policy directions, all of which have appeared to me particularly rather contradictory if we want to deliver efficient aid funds.

I'd like to limit it at this and I'd like to point out that I've delivered a very short and succinct paper called "Foreign Aid: Comments and Suggestions for Change", which is very general, but it gives some pointers as to the points you may want to ask or may want to elucidate through examples. Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Bade. The summary of your presentation was given to us. We've read it and we have an executive summary for all members to read and to digest.

Monsieur Paré, vous voulez commencer les questions?

M. Paré: J'aurais une question pour M^{me} Millsap. Vous avez dit assez tôt dans votre exposé que le modèle coopératif est peut-être le meilleur dans le domaine du développement international. J'aimerais que vous expliquiez cela un petit peu plus, bien que j'aie déjà des éléments de réponse dans la suite; mais j'aimerais que vous puissiez approfondir un petit peu cette notion.

[Traduction]

avoir étudié le processus d'aide au cours des quatre demières décennies, j'estime que les activités de l'ACDI ont évolué à un tel point qu'il y aurait avantage, pour de nombreuses raisons que j'expliquerai plus tard, à les concentrer. On vous a déjà parlé de concentrer les activités auparavant, j'en suis certain. Je n'entends pas nécessairement par là qu'il faut réduire le nombre des pays auxquels nous apportons une aide, mais plutôt de restreindre le nombre des domaines d'intervention de l'ACDI. Mais je garderai la discussion sur ce point pour plus tard, si vous souhaitez poser des questions.

Lorsque je parle de concentrer les activités, j'entends par là que le Canada doit travailler dans le domaine où il excelle, que ce soit sur le plan des services, des ONG, de la CCA, de l'industrie, de l'exploitation forestière, etc., bref, dans les centres d'excellence où nos compétences sont à leur meilleur.

Deuxièmement, qu'il s'agisse de développement, de développement durable ou de toute autre expression à la mode de nos jours, tout cela nécessite un engagement à long terme, ainsi qu'un engagement envers une administration du développement qui soit constante et à long terme. Permettezmoi, d'après mon expérience, de souligner quelques points qui vont à l'encontre de cet engagement à long terme. Il y a d'abord, comme nous le savons tous, le fait qu'en raison des contraintes budgétaires du gouvernement du Canada, le budget de l'aide a été réduit d'une façon ou d'une autre. Deuxièmement, dans l'administration de l'ACDI, la planification du développement est plus ou moins limitée à cinq ans, alors que dans de nombreux pays, surtout dans les pays les moins développés; il est nécessaire d'avoir un échéancier plus étendu.

Troisièmement, d'un point de vue administratif, il y a trop de roulement au sein du personnel de l'ACDI pour que l'on puisse assurer une certaine constance dans la réalisation des projets de développement. Permettez-mois de vous en donner un exemple. Il s'agit d'un projet auquel j'ai été associé pendant plus de neuf ans et pour lequel nous avons eu huit agents de projet, connu plusieurs compressions budgétaires et des changements d'orientation de la politique; tout cela me semble assez contradictoire si l'objectif est d'offrir des fonds d'aide de façon efficace.

Je m'en tiendrai à cela. Permettez-moi cependant de souligner que j'ai rédigé un document très bref et succinct intitulé «Foreign Aid: Comments and Suggestions for Change». Il s'agit d'un document très général, mais dans lequel vous trouverez des indices quant aux questions que vous souhaiteriez peut-être poser ou pour lesquelles vous aimeriez avoir des exemples. Merci beaucoup.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Bade. Nous avons reçu un sommaire de votre témoignage. Nous l'avons lu et nous en avons remis un résumé à tous les députés, pour qu'ils puissent le lire et l'assimiler.

Mr. Paré, would you like to begin our question period?

Mr. Paré: I would like to address a question to Mrs. Millsap. At the beginning of your presentation, you said that the cooperative model might be the best for international development. Could you elaborate on this, even if I already got some elements of the answer from the rest of your presentation; I'd like you to explain more thouroughly this concept.

J'aurais aussi une petite question très technique. Vous avez à quelques occasions fait référence au volet francophone de la coopération. Est—ce que par exemple SOCODEVI travaille avec vous? Est—ce que c'est dans votre association ou si c'est un élément parallèle?

inquiétude à formuler. Dans le une développement coopératif que vous faites dans les pays en voie de développement, je comprends que le modèle coopératif est un outil important pour installer petit à petit la démocratie. Au lieu de parler de démocratie, vous avez un modèle qui permet aux gens, tout en faisant leurs activités, de développer le modèle démocratique. Lorsqu'on revient chez nous, au Ouébec en tout cas, on est obligé de constater que le mouvement coopératif-je ne parle peut-être pas tellement du volet coopérative de crédit car cela fonctionne assez bien-, tout le volet des coopératives agricoles, dis-je, est en très grande difficulté. J'ai comme l'impression qu'on a formé des coopératives, mais qu'on n'a pas formé de coopérateurs. Je me demande si ce ne serait pas cela le problème. Les gens ne semblent plus être intéressés à posséder cet outil qui est entre leurs mains, et pour des motifs de quelques sous parfois, s'en vont simplement se procurer leurs engrais ou leur moulée dans des entreprises privées.

Je me pose la question suivante et je vous la pose: Est-ce que dans les pays en voie de développement vous allez mettre beaucoup d'importance au développement de ce qui est la coopération et non pas seulement le développement de coopératives?

Ms Millsap: Thank you. I'll start answering, and Lynden may want to add to it.

The reason we believe the cooperative model is successful in the developing world is that it actually teaches people some basic skills about organization and how to function within the organization. It allows them to determine their own needs and their solutions to their own problems. We believe in that way, with our support, they will have more ownership of the solutions and therefore it will be sustainable.

• 1550

The cooperative model also has the advantage of creating more equality among the members because the profits are shared among them. The cooperatives also allow a group of people who don't have very much individually to collectively begin to leverage other services from the rest of the countryside so that it gives them those kinds of skills.

I'll let Lynden talk about the connection with our francophone counterparts, and then I'll come back.

Mr. Hillier: I'd like to add just one thing on the co-op model from an economic perspective. In many of the situations we work in, you find multinational corporations employing people but the returns to the corporation are leaving the local community, whereas with cooperative organizations the profits made are staying in the community and paying people and developing the community. That's what also adds to the value of that model.

[Translation]

I would also like to ask you a short but very technical question. On a number of occasions, you referred to the francophone part of cooperation. For instance, does SOCODEVI work with you? Is it a member of your association or is it a parallel organization?

I would also like to express a concern. In terms of the cooperative development efforts you make in developing countries, I understand that the cooperative model is an important tool to progressively implement democracy. Instead of discussing democracy, your model allows people, while working at their activities, to develop a democratic model. But to come back home, in Quebec at least, we have to admit that the cooperative movement—I'm not talking about credit unions because they operate quite well—all the agriculture cooperatives are having a very tough time. It looks like we have created cooperatives but we forgot to train their members to cooperation. I wonder if that is where the problem lies. People don't seem interested anymore in this tool that is available to them and sometimes, to save a handful of pennies, they would buy their fertilizer and their feed at private firms.

I'm asking myself the following question and I'm also asking it to you: In developing countries, will you insist on the development of cooperation and not only on the development of cooperatives?

Mme Millsap: Merci. Je vais commencer à répondre à votre question, et Lynden voudra peut-être ajouter quelque chose par la suite.

Si nous croyons que le modèle coopératif est fructueux dans les pays en développement, c'est qu'il permet aux gens d'acquérir des compétences de base en matière d'organisation et d'apprendre comment fonctionner au sein de l'organisation. Ce modèle leur permet de déterminer leurs propres besoins et de trouver des solutions à leurs propres problèmes. Nous croyons que de cette façon, avec notre appui, les gens trouvent des solutions qui leur sont davantage propres et qui, ainsi, seront durables.

Le modèle coopératif offre également l'avantage de créer une plus grande équité parmi les membres, puisque les profits sont partagés entre tous. Les coopératives permettent également à un groupe de gens qui, individuellement ne possèdent pas grand chose, d'avoir suffisamment de poids collectivement, d'obtenir d'autres services de leur région, ce qui leur permet d'acquérir ce type de compétence.

Je vais laisser Lynden vous parler de la relation avec nos homologues francophones, puis je reprendrai la parole.

M. Hillier: Permettez-moi d'ajouter quelque chose pour ce qui est de la perspective économique du modèle coopératif. Dans bien des endroits où nous travaillons, il y a des sociétés multinationales qui emploient des gens et les profits réalisés par ces sociétés quittent la localité, alors que dans les organisations coopératives, les profits restent dans la localité, paient les salaires des gens et contribuent au développement. C'est également un avantage de ce modèle.

With respect to francophone organizations, from time to time we work on projects with SOCODEVI and SDID, the development arm of the Mouvement Desjardins. I mentioned at the beginning a conference being held in Colombo, Sri Lanka, for ministers from countries in the Asia–Pacific, which is looking at co–op legislation. SDID is involved with us in that conference, which is going on right now.

Regarding cooperatives and how they teach people cooperation, we do focus on that in our international development work. We also focus on that in Canada. I think that in Canada you can find examples where maybe some cooperatives haven't worked that well but you can find a lot more examples where they have worked very well. There's always a challenge to do what you do better. We focus on working together and cooperation when we're setting up cooperatives with people in communities around the world.

Mr. Volpe: In your presentation there's a statement that runs a little counter to what others have pretended so far, and that is that your leading statement suggests that the Canadian cooperative sector believes foreign policy should be an extension of domestic policy. Others before us have suggested that perhaps domestic policy is a direct outcome of decisions made elsewhere, with foreign policy being a conduit not necessarily of Canadian expression but of international expression impacting on Canada.

While you were speaking, I leafed through all of your material, as you probably noted. I wonder whether you would elaborate on that statement just a little bit.

Mr. Hillier: I'll start and others in the group can add.

I think in domestic policy we are looking at questions of employment, education, and trade. Our statement there is simply saying that when we look at the area of foreign aid and international development, we should be keeping in mind how that particular area relates back to our policy areas here in Canada.

I think there are a couple of areas we could cite specifically on that. One is in terms of education and trying to create a broader international perspective amongst our particular employees and managers in cooperative organizations and in the case of some linkages, as was described earlier between South Africa credit unions and credit unions in British Columbia, we can gain the benefits for Canada and for our organizations in Canada of a broader world perspective and can learn some things from cooperatives in other parts of the world.

Similarly, in the trade area we do believe that the most sustainable form of development is development where the organizations we're working with ultimately become our trading partners. We've talked there about B.C. Tree Fruits as an example, setting up an apple–packaging facility with the All–China Federation of Supply and Marketing Co–operatives. That is the line of thinking we're presenting in that particular statement.

[Traduction]

Pour ce qui est des organismes francophones, nous travaillons périodiquement à des projets avec SOCODEVI et SDID, l'organisme de développement du mouvement Desjardins. Au début de mon témoignage j'ai parlé d'une conférence tenue à Colombo, au Sri Lanka, qui a réuni les ministres des pays de l'Asie du Pacifique qui envisagent d'adopter des mesures législatives à propos des coopératives. Le SDID travaille avec nous à cette conférence qui a lieu à l'heure actuelle.

Dans notre travail de développement international, nous accordons beaucoup d'importance aux coopératives et la façon dont elles enseignent aux gens à collaborer. Nous y accordons également de l'importance au Canada. Ici, on trouve aussi des exemples de coopératives qui n'ont pas très bien fonctionné, mais on trouve bien davantage de coopératives prospères. Il faut toujours viser à se dépasser. Lorsque nous mettons sur pied des coopératives, partout au monde, nous insistons sur le fait que les gens doivent travailler ensemble et collaborer.

M. Volpe: Par votre exposé, vous avez fait une déclaration qui va un peu à l'encontre de ce que d'autres témoins nous ont dit; vous laissez entendre dans votre déclaration principale que, d'après le secteur canadien des coopératives, la politique étrangère devrait être une extension de la politique intérieure. D'autres témoins nous ont dit que la politique intérieure découle directement des décisions prises ailleurs, que la politique étrangère n'exprime pas nécessairement la volonté des canadiens mais plutôt la volonté internationale qui influe sur le Canada.

Pendant que vous parliez, j'ai jeté un coup d'oeil sur votre document. J'aimerais que vous m'en disiez davantage à ce sujet.

M. Hillier: Permettez-moi de commencer, d'autres pourront se joindre à moi pour répondre à votre question.

Par politique intérieure, on entend les question d'emploi, d'éducation et de commerce. Dans notre énoncé, nous disons simplement qu'il faut toujours essayer de voir comment l'aide et le développement international sont liés à nos politiques, ici au Canada.

Il y a d'abord l'éducation et le fait d'amener les employés et les gestionnaires des organismes coopératifs à adopter une perspective internationale plus vaste. On a parlé précédemment des coopératives de crédit d'Afrique du Sud et de Colombie-Britannique pour illustrer comment une plus grande perspective internationale peut être avantageuse pour le Canada et nos organisation au Canada et comment il nous est possible de tirer des leçons des coopératives en exploitation dans les autres partie du monde.

De même, dans le domaine du commerce, nous croyons que la forme de développement la plus durable est un développement dans lequel les organimes avec qui nous travaillons finissent par devenir nos partenaires commerciaux. Nous avons donné l'exemple de la B.C. Tree Fruits, qui a établi une usine d'encaissage de pommes avec la All-China Federation of Supply and Marketing Co-operatives. C'est dans cet esprit que nous avons fait cet énoncé.

[Translation]

• 1555

Mr. Volpe: I don't want to prevent Ms Millsap from responding. The reason I was going through your material and asking that question was that I was looking for a clue as to what specifically you might have wished this committee to carry forward as recommendations to the minister. I guess I was looking for some indication that you really thought we had an exportable commodity—if I may use that phrase—that we were not not exploiting to its fullest potential, and that the Cooperation Association provides our external affairs department with a superb opportunity to establish linkages not only for development aid but also for trade development. Was I reading too much into this, or is that the sort of subliminal message you want to give?

Mr. Hillier: We are part of the agriculture committee of the International Co-operative Alliance, which involves cooperatives from over 100 countries. That agriculture committee, in which we have a representative from the Saskatchewan Wheat Pool participating, is looking at agriculture policy. They have worked together on GATT. They have looked at how cooperatives can cross boundaries in terms of trading with each other. They are continually bringing people together in that particular area, so I would say that's one example of how we have done that.

Mr. Volpe: Mr. Bade gave an indication of some of the difficulties that he experiences with CIDA, but I notice in some of your literature that 90% of your funding for cooperatives overseas or offshore is provided by CIDA. I think the total amount is about \$8.8 million. Is it your intention in the presentation to make some recommendation to this committee regarding increased funding, or maintenance of funding, or some redistribution of an arrangement with CIDA?

Mr. Hillier: No. We're making two points in the presentation. Number one is that the target that was set at 0.7% of GNP for foreign aid from our point of view is an appropriate target. That has been a target for a number of years now and-

Mr. Volpe: That's a global picture.

Mr. Hillier: That's a global picture and that's what we're saving. The second point we're making is that the cooperative model, for a number of reasons, is a model that has worked and will continue to work.

Mr. Volpe: You don't have any reflections on CIDA and its administration and organization?

Mr. Hillier: The other point that we have made is that we feel CIDA would do well to channel their aid work through non governmental organizations like our own.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Bade, in your comments on CIDA you reflected a comment made by the Auditor General. He believed, like you do, that CIDA should be more focused. I think that's the word you used. You said that we should be in those fields where we can do the best in terms of contribution, and that we also should have long-term commitments. When you say we should be focused on fewer

M. Volpe: Je ne veux pas empêcher Mme Millsap de répondre. Si j'ai lu votre document et posé cette question, c'est que je cherchais un indice de ce que vous souhaiteriez que notre comité recommande au ministre. J'essayais de voir si, d'après vous, nous avons un produit exportable-si vous me permettez l'expression-que nous n'exploitons pas au maximum et si la Co-operation Association offre à notre ministère des Affaires étrangères une magnifique occasion d'établir des liens non seulement pour l'aide au développement mais aussi pour le développement du commerce. Est-ce que j'irais trop loin dans mon interprétation ou est-ce là le genre de message que vous voulez transmettre?

M. Hillier: Nous faisons partie du comité de l'agriculture de l'Alliance coopérative internationale, à laquelle participent des coopératives de plus de 100 pays. Ce comité de l'agriculture, qui compte un représentant du Syndicat du blé de la Saskatchewan, étudie la politique agricole. Le comité a travaillé dans le cadre du GATT. Ses membres ont examiné comment les coopératives peuvent franchir les frontières dans le commerce qu'elles font entre elles. Elles amènent continuellement des gens à collaborer dans ce domaine et c'est un exemple de la facon dont nous avons procédé.

M. Volpe: M. Bade a parlé de certaines difficultés qu'il connaît avec l'ACDI, mais je remarque, dans certains de vos documents, que l'ACDI fournit 90 p. 100 des fonds que vous utilisez à vos coopératives d'outremer. Le montant total est d'environ 8,8 millions de dollars. Avez-vous l'intention, dans votre témoignage, de présenter des recommandations à notre comité au sujet d'une augmentation des fonds que vous verse l'ACDI, ou du maintien de ces fonds ou d'une redistribution quelconque avec l'ACDI?

M. Hillier: Non, notre témoignage comporte deux éléments. Premièrement, nous estimons que l'objectif de 0,7 p. 100 du PNB au titre de l'aide étrangère est suffisant. Cet objectif est le même depuis un certain nombre d'années et. . .

M. Volpe: Il s'agit d'un tableau d'ensemble.

M. Hillier: Oui, et c'est ce que nous disons. Deuxièmement, le modèle coopératif fonctionne et continuera de fonctionner pour un certain nombre de raisons.

M. Volpe: Vous n'avez pas de commentaires sur l'ACDI et sur son administration ou son organisation?

M. Hillier: Nous avons également dit que l'ACDI devrait réaliser son travail d'aide par le truchement d'organismes non-gouvernementaux comme le nôtre.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Bade, dans vos commentaires sur l'ACDI, vous avez repris une observation faite par le vérificateur général. Celui-ci, tout comme vous, estime que l'ACDI devrait concentrer davantage son travail. C'est l'expression que vous avez utilisée, je crois. Vous avez dit que nous devrions nous limiter aux domaines dans lesquels nous sommes les mieux en mesure de contribuer et, en outre, que activities, where would your priorities be, Mr. Bade, in terms of nous devrions prendre des engagements à long terme. Lorsque

telling us or telling the government or telling Canadians where you vous dites qu'il faudrait se concentrer sur un moins grand nombre think we should focus our attention?

Mr. Bade: I purposely left that out, for various reasons. I've got my biases, of course, but I should introduce it by saying we should really have a better and more consistent study to tell us which areas we are best at. One thing that comes to mind is communications. Another one would be transport. Another is hydro power. In agriculture, where I am active, there are various subgroups of elements that we're good at. Cooperatives may be one. But what I'd like to suggest to the committee more than anything is that somewhere a subgroup or a study can be made and can set up the criteria and the parameters with which to judge the areas where we're good and the areas where we're not good.

• 1600

In the many years I've been involved with CIDA, I've seen once too often that we happen to be rather weak in certain areas of expertise just because it happens to be in the newspapers that we should be in there. I believe that's a mistake. We should keep doing the things we're good at, whatever they may be, and promote exactly

If I may just add, about 30 years ago we used to build schools and put a teacher in there and he'd do his job. I see that less and less nowadays. Now we are more into human rights and policy issues, advocacy and so on and so forth. I'm not too sure we should be in that. We should be in something practical and useful.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): How about if I said to you that health and education were the priorities of many Canadians in terms of our external aid? Health and education, basic human needs-

Mr. Bade: Health and education are another point.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): The examples you gave are mostly infrastructure, roads, and bridges.

Mr. Bade: Health and education are very good too.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Yes.

Mr. Bade: Municipal affairs, taxing-

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I have another question, Mr. Bade. You mentioned that CIDA's commitments were rather short, five years maximum. Do you know why they have a five-year commitment?

Mr. Bade: I believe the gentleman on your left can answer that better than I can, but I believe it's-

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Are you talking about Mr. Wallace? He's always speechless.

Mr. Bade: I believe it's a Treasury Board imposed kind of regulation-

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I think it's Finance.

[Traduction]

d'activités, à quelles activités accorderiez-vous la priorité, monsieur Bade? À quelles activités nous dites-vous, à nous, au gouvernement ou aux Canadiens, devrions-nous accorder le plus d'attention?

M. Bade: J'ai évité d'aborder cette question pour diverses raisons. J'ai mes préférences, bien sûr, mais pour commencer, il faudrait réaliser une étude plus approfondie et plus logique pour déterminer dans quels domaines nous excellons. On pense tout de suite aux communications. Il y a aussi le transport et l'hydroélectricité. En agriculture, qui est mon domaine, il se trouve divers aspects dans lesquels nous excellons. Ce pourrait être le cas des coopératives. Mais ce que je veux dire au comité, plus que tout, c'est qu'il est possible de réaliser une étude qui permettrait d'établir des critères et des paramètres à partir desquels nous pourrions juger dans quel domaine nous sommes compétents et dans lesquels nous le sommes pas.

Pendant les nombreuses années où j'ai travaillé avec l'ACDI, j'ai trop souvent constaté que nous nous sommes engagés dans certains domaines où nos compétences étaient plutôt faibles pour faire plaisir aux médias. D'après moi, c'est une erreur. Nous devrions nous limiter aux activités où nous excellons, quelles qu'elles soient, et faire la promotion de ces activités.

Permettez-moi d'ajouter qu'il y a 30 ans, on construisait des écoles et on y installait un enseignant. Cela se fait de moins en moins de nos jours. On s'occupe maintenant davantage de droits de la personne, de questions de politique, de défense, etc. Je ne suis pas certain que ce soit là la bonne voie. Peut-être devrait-on travailler à des choses plus pratiques et plus utiles.

Le coprésident (M. Gauthier): Et si je vous disais qu'en matière d'aide extérieure, un grand nombre de Canadiens accordent la priorité à la santé et à l'éducation? La santé et l'éducation, les besoins fondamentaux de la personne...

M. Bade: La santé et l'éducation, c'est autre chose.

Le coprésident (M. Gauthier): Les exemples que vous proposez portent surtout sur l'infrastructure, les ponts et chaussées.

M. Bade: La santé et l'éducation, c'est très bien aussi.

Le coprésident (M. Gauthier): Oui.

M. Bade: Les affaires municipales, la taxation. . .

Le coprésident (M. Gauthier): Permettez-moi de vous poser une autre question, monsieur Bade. Vous avez dit que les engagements de l'ACDI étaient assez brefs, de cinq ans au plus. Savez-vous quelle en est la raison?

M. Bade: La personne à votre gauche serait mieux en mesure que moi de répondre à cette question, mais je crois que c'est. . .

Le coprésident (M. Gauthier): Vous parlez de M. Wallace? Il est toujours silencieux.

M. Bade: C'est à cause d'un règlement imposé par le Conseil du Trésor, je crois. . .

Le coprésident (M. Gauthier): Du ministère des Finances, je crois.

Mr. Bade: - if I remember this correctly.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Wallace, maybe you should take the floor and explain to us why we have five-year maximum planning in CIDA.

Mr. Stephen Wallace (Committee Researcher): The fiscal framework operates in five-year rolling figures. Projects can be approved that would go beyond that fiscal framework, provided that there is a staging point, a review that enables you to seek authority for an extension beyond that five-year period.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): My question to you, Mr. Bade, is the following. Why do you believe that a longer commitment to projects would be advantageous to Canada or to the targeted countries?

Mr. Bade: I am starting from a point of view that it would be advantageous to the country to start with. You may argue about le pays récipiendaire. On pourrait, par contre, faire valoir. . . that ---

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): But you have no basis for that. It's just-

Mr. Bade: Yes, I think I've some basis for that. Let me give you an example to elucidate something Mr. Wallace was saying.

We're working in Africa, in Mali specifically. The original project papers stated that CIDA should be in there for 20 or 25 years. After 15 years, which is now, CIDA, for reasons other than the development of the area, has decided—mainly budgetary cuts, as far as I know-to cut the project. Every five years—it has been in three phases and we're in the third phase now—there has been a continuous struggle to get the second phase or the third phase, as the case has been, approved. There has been endless discussion. You're supposed to continue smoothly, but it has taken two and a half years from the first to the second phase. There have been the consequent disruptions in terms of the executing agencies, in terms of the agents dealing with the project and corporate memory loss, etc...

• 1605

Now, that's one element. It depends on the project; it depends on the area. Therefore, you cannot say that you have to have something of a horizon beyond five years. If you were going to the lesser-developed countries, I believe that an educational project or even an agricultural project would take longer than five years, and the transition should be a smooth one.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, Mr. Bade.

May I ask the cooperative movement or representative of the co-ops, have you heard of the Grameen Bank as a co-op? If you have, if you are familiar with that, what involvement do you have with the Grameen Bank operations?

Ms Zilla C. Potivongsajarn (Regional Director, International Affairs, Canadian Co-operative Association): We are not involved with the Grameen Bank.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You are not involved at all, but you know about it?

[Translation]

M. Bade: . . . si je me rappelle bien.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Wallace, pourriezvous prendre la parole et nous expliquer pourquoi, à l'ACDI, la planification se fait pour une période maximale de cinq ans.

M. Stephen Wallace (attaché de recherche du comité): Le cadre financier fonctionne par période de cinq ans. Il est possible que des projets de plus de cinq ans soient approuvés, à condition qu'ils soient réalisés par étapes et qu'il soit possible de faire un examen permettant de demander une prorogation du délai.

Le coprésident (M. Gauthier): J'ai une question à vous poser, monsieur Bade. Pourquoi croyez-vous qu'un engagement à plus long terme à l'égard des projets serait avantageux pour le Canada ou pour le pays visé?

M. Bade: Pour commencer, je crois que ce serait avantageux pour

Le coprésident (M. Gauthier): Mais vous n'en avez pas de preuve. C'est seulement. . .

M. Bade: Oui, j'estime en avoir la preuve. Permettez-moi de vous donner un exemple pour expliquer ce que M. Wallace a dit.

Nous travaillons en Afrique, plus précisément au Mali. D'après les documents initiaux du projet, l'ACDI devait y participer pendant 20 ou 25 ans. Au bout de 15 ans, l'ACDI a décidé de mettre fin au projet, pour des raisons autres que le développement de la région-surtout pour des raisons de compression budgétaire, d'après ce que je crois savoir. Tous les cinq ans-on a procédé en trois étapes et nous en sommes maintenant à la troisième-on a dû se battre pour faire approuver l'étape suivante. Il a fallu mener des discussions interminables. Le projet est censé continuer sans heurts, mais il a fallu deux ans et demi pour passer de la première à la deuxième étape. Il y a eu ensuite des bouleversements quant aux agences chargées d'exécuter les travaux, quant aux agents chargés du projet et de tout ce qui était oublié entre les uns et les autres, etc..

C'est un des éléments. Tout dépend du projet et de la région. Par conséquent, on ne peut pas dire qu'il y aura quelque chose à l'horizon au-delà de cinq ans. Dans les pays en développement les moins avancés, je crois qu'il faudrait plus de cinq ans pour un projet d'éducation ou même un projet agricole, et la transition doit se faire en douceur.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup monsieur Bade.

J'aimerais maintenant demander au mouvement coopératif ou au représentant des coopératives de crédit si vous avez entendu parler du Grameen Bank qui est une coopérative de crédit? Si vous la connaissez, pouvez-vous nous dire dans quelle mesure vous participez à ses opérations?

Mme Zilla C. Potivongsajarn (directrice régionale, Affaires internationales, Canadian Co-operative Association): Nous ne participons pas aux activités de la Grameen Bank.

Le coprésident (M. Gauthier): Pas du tout, mais vous la connaissez?

Ms Potivongsajarn: Oh, yes.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Do you think it is a good cooperative idea?

Ms Potivongsajarn: They are not a cooperative, in the sense that the bank is not owned by the people who make loans with them.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I didn't say that. I asked if it is a good cooperative effort in a country that is developing to give the poor, to give the people the capacity to borrow at very low interest rates with simply no equity to back up the loan.

Ms Potivongsajarn: Allowing poor people to borrow that, they are doing well, yes.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You don't have any similar experience?

Ms Potivongsajrn: Our credit unions are doing as well and they own the banks besides. That's the difference.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Yes, but they charge the same rates as the ordinary banks, don't they?

Mr. Hillier: The difference between a bank and a credit union is that the credit union is owned by the people in the community.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I know that.

Mr. Hillier: What we've been emphasizing is that in itself is a good exercise. Lending money to people—sure, there are a number of different types of organizations that can do that, but developing the capability of people to run their own businesses, educating people, that's a different matter. Banks tend not to have the same capability to do that as the local credit union does.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Okay. I don't want to get involved in that, because we have a Canadian bank that is testing the waters right now on a similar program as the Grameen Bank's. I think it is the Imperial Bank of Commerce that is trying out a project of that same nature, where they loan money at very low interest rates with little equity to back it up.

I am coming back to the basic question Mr. Paré put to you: Are the cooperators—not the cooperatives, the cooperators—at this time as spirited, as devoted and sold on the idea of cooperatives as they were? Mr. Paré's comment to you was that in Quebec, for example, some of the cooperatives are falling a bit behind because the cooperators are fewer than they used to be. I am thinking here in terms of developing countries. The Grameen Bank was put to us as an example of helping people to help themselves. What does the co-op movement think about that? Are you doing similar things to have people help themselves?

Mr. Hillier: That is exclusively what we focus on, but there are all kinds of examples of rural credit banks and so on around the world that have lent money to poor people. What tends to happen is that the money doesn't come back into the bank, so you don't have a revolving kind of idea there to provide any longevity to the project. It would be worth while looking at some of those examples.

[Traduction]

Mme Potivongsajarn: Oui.

Le coprésident (M. Gauthier): Croyez-vous que c'est une bonne idée coopérative?

Mme Potivongsajarn: Ce n'est pas une coopérative, dans le sens où les personnes qui empruntent de l'argent de la banque ne sont pas les propriétaires.

Le coprésident (M. Gauthier): Ce n'est pas ce que j'ai dit. Je voulais savoir s'il s'agit d'un effort coopératif louable dans un pays en développement, où l'on essaie de donner aux pauvres, de donner au peuple la possibilité d'emprunter de l'argent à des taux d'intérêt très bas et contre une garantie très faible.

Mme Potivongsajarn: Oui, ils permettent aux pauvres d'emprunter de l'argent.

Le coprésident (M. Gauthier): Votre expérience n'est pas semblable?

Mme Potivongsajarn: Nos caisse populaires vont très bien et les membres sont les propriétaires des banques en plus. C'est ça la différence

Le coprésident (M. Gauthier): Oui, mais vos taux sont les mêmes que les banques ordinaires, n'est-ce pas?

M. Hillier: Il y a une différence entre une banque et une caisse populaire. Ce sont les membres de la communauté qui sont les propriétaires de la caisse populaire.

Le coprésident (M. Gauthier): Je le sais.

M. Hillier: Nous disons que c'est un bon exercice en soi. Il y a plusieurs types d'organisations qui peuvent prêter de l'argent aux gens, mais c'est différent lorsqu'on aide ces personnes à développer leurs capacités et à gérer leurs propres entreprises. En général, les banques n'ont pas les mêmes capacités que les caisses populaires à cet égard.

Le coprésident (M. Gauthier): D'accord. Je ne peux pas me lancer dans ces discussions; il y a une banque canadienne qui tâte le terrain actuellement dans le cas d'un programme semblable à celui de la Grameen Bank. Je crois que c'est la Banque canadienne impériale de commerce qui essaie d'établir un projet semblable, selon lequel elle prêterait de l'argent à un taux d'intérêt très bas contre des garanties très faibles.

Je reviens à la question de base que M. Paré vous a posée: est-ce que les coopérateurs—non pas les coopératives, mais les coopérateurs—sont actuellement aussi enthousiastes, dévoués et vendus d'avance à l'idée des coopératives? M. Paré vous a dit qu'au Québec, par exemple, il y a des coopératives qui perdent un peu de terrain parce qu'il y a moins de coopérateurs qu'avant. Je pense ici aux pays en développement. On nous a dit que la Grameen Bank est un exemple où l'on essaie d'aider les personnes à s'aider elles-mêmes. Qu'est-ce que le mouvement coopératif pense de ça? Est-ce que vous faites des choses semblables pour aider les personnes à s'aider elles-mêmes?

M. Hillier: C'est exclusivement ce que nous faisons, mais il y a beaucoup d'exemples de banques de crédit rurales à travers le monde qui ont prêté de l'argent aux pauvres. Ce qui se passe normalement c'est que l'argent ne revient pas à la banque et, par conséquent, il est très difficile d'assurer la longévité du projet. Ce serait utile d'examiner quelques—uns de ces exemples.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you.

Ms Millsap: I wanted to add that there are a number of credit unions across Canada that have special funds designated within their credit unions to lend to poor people here in Canada, in order to support their cooperative businesses at a preferred rate without very much equity. So there are examples right here in Canada of that going

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much.

I want to thank you very much, Mr. Bade, Mr. Hillier, Ms Millsap, and, if I can only get it right, Ms Potivongsajarn, How's that?

Ms Potivongsajarn: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you for your testimony this afternoon, and I wish you a good day. We may call upon you further on in the process for more advice.

Nous avons maintenant trois témoins. Ce sont M. André Sirois sur les droits de la personne, un avocat spécialisé; M. Richard Hogan, managing director, Trison Group; and we have a Mr. Colin A. Billowes, private citizen.

1610

Alors, pourquoi ne pas commencer avec M. Sirois, si vous voulez? Le jeu est très simple, monsieur Sirois. Ce sont sept ou huit minutes de présentation de vos points de vue sur la question de la politique étrangère du pays; et après ça, il y aura une série de questions des députés et des sénateurs concernant votre témoignage. Ca vous va?

M. André Sirois (avocat spécialisé en droits de la personne—Présentation individuelle): Très bien. Monsieur le président, mesdames et messieurs.

Vous avez utilisé, monsieur le président, l'expression «points de vue» et je pense que c'est justement ce que je vais vous apporter. Je n'ai pas l'intention ou la prétention de vous apporter une analyse exhaustive de problèmes. Je vous apporte plutôt des commentaires et des observations, et dans certains cas des recommandations de quelqu'un qui vit dans le domaine de l'aide humanitaire et dans des organismes internationaux depuis déjà un bon bout de temps.

Ca me fait grand plaisir de pouvoir me présenter devant vous et de vous apporter ces commentaires-là. Il y a plusieurs années que je voulais venir faire de tels commentaires et j'espère que, finalement, ça pourra servir à quelque chose.

Ma première remarque, et c'est peut-être une suggestion que je vous ferais, ou une recommandation, c'est ceci. Le gouvernement canadien devrait garder contact de façon suivie avec ses représentants dans les organisations internationales ou dans les missions internationales. Quand i'étais avec la Mission civile internationale en Haïti pendant un an-je suis revenu depuis quelques temps—, quand j'étais là-bas, dis-je, j'ai tenté à plusieurs reprises de communiquer avec le gouvernement canadien pour faire part de certains commentaires ou de certaines informations que je pouvais transmettre. Je tiens à préciser que je ne manquais pas à mon devoir d'observateur là-

[Translation]

Le coprésident (M. Gauthier): Merci.

Mme Millsap: Je voulais ajouter qu'il v a bon nombre de caisses populaires au Canada qui ont réservé des fonds spéciaux pour les prêter aux pauvres ici au Canada, pour soutenir leurs entreprises coopératives à un taux privilégié sans beaucoup de capitaux propres. Donc, il y a des exemples ici au Canada de ce dont vous parlez.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup.

Je tiens à vous remercier beaucoup, monsieur Bade, monsieur Hillier, madame Millsap, et, si je peux bien prononcer votre nom, madame Potivongsajam. Était-ce cela?

Mme Potivongsajarn: Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Je vous remercie beaucoup de vos témoignages cet après-midi et je vous souhaite tous une bonne journée. Nous vous rappellerons peut-être plus tard dans le processus pour obtenir plus de conseils.

We now have three more witnesses, Mr. André Sirois, a human rights lawyer, Mr. Richard Hogan,

administrateur gérant, «Trison Group»; et M. Colin A. Billowes, à titre de particulier.

So, would you like to begin Mr. Sirois? The procedure is very simple. You have seven or eight minutes to present your point of view on foreign policy in Canada; after that, there will be a series of questions from the members and Senators regarding your testimony. Is that okay?

Mr. André Sirois (Human Rights lawver - Individual presentation): Fine, Mr. Chairman, ladies and gentlemen.

Mr. Chairman, you used the expression "point of view", and I think that is exactly what I am going to present. I don't plan on or claim to be giving you an exhaustive analysis of the issues. Instead, I'm going to put forth some comments and observations, and in certain cases recommendations from someone who's been involved in humanitarian aid and international organizations for a long time now.

I'm very pleased to be able to appear before you and to make these comments. Several years ago, I wanted to make these comments, and I hope that now, they will prove useful.

My first remark, and it may be a suggestion that I would make, or a recommendation, is the following: The Canadian government should maintain regular contact with representatives in international organizations or international missions. When I was with the International Civilian Mission in Haiti for a year—I came back some time ago—I tried on several occasions to contact the Canadian government to make certain comments or to provide some information. I would like to clarify that I was not neglecting my duties as an observer. I was trying to communicate with someone who might have been interested in obtaining information from someone who is on bas. Je tentais donc de communiquer avec quelqu'un qui pouvait site. I was not trying to replace civil servants or to make

être intéressé à avoir des renseignements de quelqu'un qui était sur decisions for them. All I was doing was trying to provide them with prendre des décisions à leur place. Il s'agissait tout simplement, they had to make, quant à moi, de leur fournir des renseignements qui pouvaient leur être utiles pour leurs prises de décisions.

Cela a été tout simplement impossible d'arriver à trouver qui que ce soit, à Ottawa, que ca pouvait intéresser d'avoir des commentaires de quelqu'un qui était là, directement sur place, et qui voyait les choses peut-être différemment du point de vue qu'on avait à Ottawa. Ce serait donc la première recommandation que je ferais.

Avant de commencer-parce que c'est avant de commencer pour moi-, je tiens à rendre hommage à l'ambassadeur canadien en Haïti, M. Bernard Dussault et à son premier secrétaire qui se sont conduits d'une façon extraordinaire là-bas. J'ai dit à M. Dussault et je vous répète la même chose: c'est la première fois que je dis du bien d'un diplomate canadien. Je pense qu'il faut quand même le faire. M. Dussault s'est conduit d'une façon absolument extraordinaire là-bas. De la même façon qu'on a récompensé les diplomates canadiens qui étaient à Téhéran à l'époque des otages, moi, j'estime qu'on devrait récompenser M. Dussault pour l'excellent travail qu'il a fait là-bas.

Je crois que ça vaut la peine de le mentionner encore une fois parce que l'autre remarque que je voulais faire, c'est qu'il y a des années que je veux me plaindre du service que donne les Services diplomatiques canadiens à l'étranger. Je vais simplement faire deux remarques parce que je souhaite que ça aille au dossier.

Pour un cas, j'ai eu de nombreuses expériences. Il y a des problèmes qui se posent pour ce qui est des citoyens canadiens qui sont arrêtés et détenus à l'étranger et ça, c'est loin d'être un problème qui est réglé. L'attitude de beaucoup trop de fonctionnaires du corps diplomatique, c'est de considérer ces gens, qui sont encore au stade de l'accusation, comme étant coupables au départ. On ignore complètement leurs droits à une présomption d'innocence et quant à moi, ça, c'est important et fondamental. C'est un message qu'on devrait passer aux Affaires étrangères. Tous les employés des Affaires étrangères à l'étranger devraient savoir que, dans leurs rapports avec des accusés canadiens à l'étranger, il existe encore une présomption d'innocence. Peut-être pas dans le pays, peut-être pas par rapport au système de droit du pays, mais sûrement par rapport à la relation qui existe entre un fonctionnaire canadien et ce détenu-là.

• 1615

Ce n'est pas le cas du tout. Je connais des cas où les fonctionnaires canadiens ont, à toutes fins pratiques, donné l'ordre à la personne qui était détenue de plaider coupable. Heureusement pour elle, cette personne-là n'a pas plaidé coupable et a été acquittée par la suite. On peut supposer facilement qu'il y a des cas où les gens, sur les conseils des diplomates canadiens, plaident coupables et sont condamnés par la suite. Je think it's very important to bring up that point. pense que c'est très important de soulever ce point-là.

Par ailleurs, un autre point qui est peut-être moins vital si on veut, mais qui revient sûrement trop souvent, c'est l'impossibilité d'avoir des services en français dans de nombreux postes diplomatiques à l'étranger. Ce n'est pas seulement le fait abroad. It's not just a case of not being able to have services in

[Traduction]

place. Il ne s'agissait pas de me substituer aux fonctionnaires ou de information that might have been useful for them in the decisions

It was utterly impossible to find anyone, in Ottawa, who was interested in hearing comments from someone who was there, right on site, and who had maybe a slightly different point of view from the one in Ottawa. So that would be the first recommendation that I would make.

Before beginning—because I still haven't begun—I'd like to pay a tribute to the Canadian ambassador in Haiti, Mr. Bernard Dussault and his first secretary who acted exceptionally well there. I told Mr. Dussault and I'm repeating the same thing here: This is the first time that I've ever said something good about a Canadian diplomat. I think it's necessary to do so. Mr. Dussault acted in an absolutely extraordinary way in Haiti. As we rewarded Canadian diplomats who were in Tehran during the hostage taking incidents, I believe that we should reward Mr. Dussault for the excellent work that he's done in Haiti.

I believe that this is worth mentioning once again, because the other remark that I wanted to make is that, for years, I have been complaining about the service provided by Canadian diplomats abroad. I would just like to make two remarks, because I would like them to go on the record.

First of all, I've had numerous experiences. There are problems with respect to Canadian citizens who are arrested and detained abroad. This problem is far from being resolved. Too many public servants in the diplomatic corps consider these people, who are facing accusations, guilty from the outset. They completely ignore their right to be presumed innocent, and in my opinion, that is important and fundamental. It's a message that we must pass on to Foreign Affairs. All employees of Foreign Affairs abroad should know, in their dealings with Canadians facing accusations abroad, that the presumption of innocence exists. Maybe not in the country, maybe not with respect to the legal system of that country, but surely with respect to the relation that exists between a Canadian public servant and the detained person.

But that is not at all the case. I have seen cases where Canadian public servants have, for practical purposes, ordered a person who is detained to plead guilty. Fortunately, the person did not plead guilty and was subsequently acquitted. We can easily assume that there are cases where people plead guilty on the advice of Canadian diplomats, and are subsequently sentenced. I

Moreover, another point which is maybe less vital, but which comes up all too often, is the fact that it is impossible to obtain services in French in numerous diplomatic missions

dans trop de cas, lorsqu'on s'adresse en français à des diplomates canadiens à l'étranger qui ne parlent pas français ou à du personnel local, comme on l'appelle, on est traité avec mépris quand ce n'est pas grossièrement. Et je ne parle pas de situations qui ont existées il y a longtemps. Je vous parle d'un incident qui m'est arrivé encore au mois de novembre dernier à Santo Domingo, où la fonctionnaire locale parle espagnol seulement. Je parle espagnol couramment, je pouvais donc comprendre ce qu'elle racontait et c'était tout simplement inadmissible comme traitement. Je dois dire que j'ai porté plainte au bureau du ministre. Il y a quelqu'un là-bas, un attaché du ministre qui est intervenu très efficacement. Le problème a été résolu. J'ai eu droit, cependant, à une vive engueulade du consul là-bas et à ses mesures de représailles. Je trouve ça inadmissible. C'est un détail si on veut, mais ça se répète trop souvent.

Pour ce qui est des hommages aussi, je pense qu'il faut rendre hommage à Antoine Izméry, parce que je parle d'Haïti surtout à partir d'expériences. Autant il faut rendre hommage à M. Dussault, autant il faut rendre hommage à Antoine Izméry qui a été assassiné, parce qu'on doit souligner que des gens comme ca, dans des conditions pareilles, représentent finalement l'honneur de l'humanité. S'il y avait dix personnes comme Antoine Izméry en Haïti, la situation serait complètement différente. Ce sont des gens qui avaient beaucoup d'argent; qui auraient pu quitter le pays; qui auraient pu renoncer facilement et qui se sont battus pour des principes et qui ont continué de faire fonctionner leurs industries pour pouvoir continuer à donner du travail. Je crois qu'on ignore trop souvent que dans des pays où il y a des problèmes pareils, il y a aussi des gens qui se comportent de façon absolument héroïque.

C'est ce que je souhaitais dire pour commencer. Je vais lire rapidement le contenu de la lettre que j'ai envoyée. Je ferai ensuite des commentaires par rapport à l'expérience d'Haïti parce que je crois qu'il est bon d'avoir des exemples précis de la façon dont est vécu l'aide humanitaire, dont est vécu le travail dans une mission comme celle dont je faisais partie.

Je crois que le gouvernement canadien-donc, ça revient à ce que je disais tout à l'heure-aurait intérêt à garder le contact avec ses ressortissants qui sont membres d'organisations internationales ou qui participent à des missions internationales, électorales, missions de paix ou autres, et cela sans se substituer aux fonctionnaires responsables ni prendre des décisions à leur place. Ils pourraient faire profiter d'observations accumulées directement sur le terrain et fournir des renseignements qui peuvent s'avérer fort précieux. Lors de mon séjour en Haïti, comme d'autres Canadiens, j'aurais vivement souhaité pouvoir faire part de mes observations et commentaires à des responsables des Affaires étrangères ou de l'ACDI. Malgré divers appels à Ottawa, je n'y suis pas arrivé.

Je crois aussi que le gouvernement canadien, le vérificateur général, par exemple, devrait tenir à jour et rendre public le coût global et détaillé, a) de sa participation aux organisations internationales, et b) de sa participation aux nombreux programmes d'aide humanitaire. Le gouvernement canadien aurait aussi intérêt à exiger de ces divers organisations et organismes qu'ils publient un bilan détaillé permettant de connaître le coût véritable des projets et les montants des and the amount of contributions that are made. At this time, in

[Translation]

qu'on ne peut pas avoir de services en français, mais c'est que French, but in too many cases, when someone uses French to address a Canadian diplomat abroad or local personnel as they're called, who do not speak French, the person is treated with contempt, if not very rudely. And I'm not talking about situations that existed a long time ago. I'm talking about an incident that occured last November in Santo Domingo, where a local employee only spoke Spanish. I speak Spanish fluently; therefore I could understand what she was saying, and it certainly wasn't acceptable treatment. I must say that I lodged a complaint with the minister's office. There was a minister's attache on site who intervened very efficiently. The problem was resolved. However, I was balled out by the consul and subjected to his retaliatory measures. I find that unacceptable. It may very well be a detail, but it happens all too often.

> As regards tributes, I think that we should also pay tribute to Antoine Izméry, because when I talk about Haiti I'm talking from experience. It's important to pay a tribute to Mr. Dussault, and it's equally important to pay a tribute to Antoine Izméry who was assassinated, because we must point out that someone like that, in those conditions, is an honor to humanity. If there were ten people like Antoine Izméry in Haiti, the situation would be completely different. These are people who had a lot of money, who could have left the country, who could have easily have given up, but who have fought for principles and who continue to run their businesses in order to provide work. I think we too often forget that in countries with similar problems, there are also people who act very heroicly.

> That's what I wanted to say to begin with. I'm going to quickly read the content of a letter that I sent. After that, I'll make comments with respect to my experience in Haiti, because I think that it's good to have specific examples of how humanitarian aid works and of what work in a mission such as this one consists of.

> I think that the Canadian government—this comes back to what I was saying earlier-should maintain contact with Canadian nationals who are members of international organizations or who participate in international missions, electoral missions, peacekeeping missions or others, without asking them to replace public servants in charge, or to make decisions for them. They could provide interesting observations gathered directly on site, and provide information that could prove very useful. During my stay in Haiti, like other Canadians, I would have liked to have been able to share my observations and comments with people in charge at Foreign Affairs or at CIDA. Despite several calls to Ottawa, I was never able to do that.

> I also believe that the Canadian government, through the Auditor General for example, should keep an up-to-date, detailed, and public record of a) its participation in international organizations, and b) its participation in various humanitarian aid programs. The Canadian government should also require that the various organizations publish detailed statements which would enable the government to know the true cost of projects

contributions qui s'y rapportent. En ce moment, tant dans les international organizations as well as in Canada, it is impossible to d'obtenir ces chiffres et toute demande de renseignement est traitée suspicion and mistrust. avec suspicion et méfiance.

[Traduction]

organisations internationales qu'ici au Canada, il est impossible obtain these numbers, and any request for information is treated with

• 1620

Je tiens à préciser que dans le cas d'Haïti j'ai fait des démarches pendant des mois pour savoir combien le months on trying to determine how much the Canadian gouvernement canadien fournissait pour la Mission civile internationale. Je n'ai jamais pu obtenir les renseignements, ni de l'ambassade canadienne auprès de l'Organisation des États américains, ni ici. C'est seulement qu'indirectement, parce que j'ai appelé un de mes amis qui connaissait quelqu'un qui connaissait quelqu'un, et avec le type de renseignements que j'avais cet ami a téléphoné à quelqu'un en disant «je sais que c'est toi qui est responsable de cela, je veux savoir combien cela coûte». Et l'autre continuait de nier que c'était lui le finally he said: "Yes, that's true, but it's secret". I don't responsable et finalement il lui a dit: «oui, c'est vrai mais c'est understand anything. I don't see how public funds can be used secret». Là, je ne comprends plus. Je ne vois pas en quoi l'utilisation secretely in Canada. I don't understand that at all, but that's de fonds publics peut être faite de façon secrète au Canada. Je ne nevertheless the answer we got. I'd just like to point out to you that comprends pas du tout et c'est pourtant la réponse qu'on a eue. Je there are small things like that, and once again, I think that the vous signale donc qu'il y a des petites choses comme cela et je crois Auditor General should get involved. encore une fois que c'est le vérificateur général qui doit s'en mêler.

Je pense aussi que le vérificateur général devrait suivre les subventions ou l'aide financière qui est envoyée et s'assurer que ces montants arrivent à destination, et servent aux fins pour lesquelles on a contribué. J'ai parlé de cela avec quelqu'un de l'ambassade du Canada auprès de l'Organisation des États américains qui m'a dit: «On leur donne une contribution, vous ne voulez tout de même pas qu'on leur demande de rendre des comptes!» Mais la réponse, c'est oui. Comme contribuable je veux qu'on me rende des comptes. Je veux savoir où va l'argent. Je ne présume pas de malversations. Je pense que c'est tout simplement légitime et que cela fait partie du travail d'éducation, si on veut, que le Canada peut faire auprès de ces organismes et auprès d'organisations qu'on aide, à savoir de faire comprendre que c'est parfaitement normal de rendre compte. On demande à des enfants qui vont à l'épicerie de rendre compte lorsqu'ils reviennent à la maison. Je m'attends à ce que pour la contribution qu'on verse, et qui peut être très which are sometimes very generous, and they are made with généreuse, et qui est faite avec les taxes de tous les Canadiens, je Canadian taxpayers' money. I have the right to know. m'attends, dis-je, à ce qu'on me rende des comptes. Oui, parfaite-

Je ne demande pas qu'on fasse l'impossible. Je demande cependant qu'on fasse ce qui est possible et je trouve la réponse du haut fonctionnaire de l'ambassade du Canada, tout à fait inadmissible. Enfin, il m'a répondu cela d'un ton qui laissait Finally, the tone he used to reply made it sound like asking for croire que c'était faire une insulte personnelle que de demander this information was a personal insult. The Canadian des comptes. Le gouvernement canadien devrait prendre une government should take a very clear, strong public stand to position publique très claire et très ferme pour que sa contribution aux organisations internationales comporte comme include conditions requiring them to respect the values that condition incontournable le respect des valeurs auxquelles les Canadians believe in so strongly. I'm talking about the Charter, Canadiens croient fondamentalement, c'est-à-dire la Charte, le respecting human rights, not only in the countries where these respect des droits de l'homme, non seulement dans les pays visés par projects are carried out, but also within the administration of the les divers projets, mais aussi à l'intérieur même de l'administration international organization to which the Canadian government des organisations internationales auxquelles le gouvernement cana- contributes. dien contribue.

I'd like to specify that in the case of Haiti, I worked for government was contributing to the International Civilian Mission. I was never able to obtain that information from the Canadian Embassy at the Organization of American States or here. It's only indirectly, because I called one of my friends who knew someone who knew someone, with the type of information I had, that person called someone saying "I know that you're responsible for that, I'd like to know how much it costs". The only person continued to deny that he was responsible, and

I also think that the Auditor General should be required to monitor subsidies or financial assistance that's sent to insure that funds reach their destination, and that they serve the purpose they were sent for. I addressed that issue with someone at the Canadian Embassy at the OAS who told me: "They're given a contribution, you can't tell me you want to ask them for more information!" But the answer is yes. As a taxpayer, I want to know this type of information. I want to know where the money is going. I don't assume it's being embezzled. However, I think it's legitimate to want to know this information, and that it is part of the educational work that Canada does with these organizations, to help these organizations. We have to make it known that it's perfectly normal to provide this information. When we ask children to go to the grocery store, we ask them how much they spent when they get back home. I expect to be told how the money is being spent. We make contributions

I'm not asking them to attempt the impossible. However, I'm asking them to do what is possible, and the answer provided by the senior officer at the Embassy was quite unacceptable. insure that its contributions to international organizations

La raison pour laquelle je mentionne cela c'est que j'ai pu voir à l'intérieur de l'OÉA, et je le sais pertinemment parce que cela a été rapporté dans les journaux, à savoir que les problèmes sont les mêmes à l'intérieur des Nations Unies, que ces organismes qui ont des chartes de droits de l'homme ne respectent pas les droits de l'homme dans le cadre même de leur fonctionnement. Et ce n'est pas seulement une hypothèse. Je ne veux pas me perdre dans des exemples précis, mais croyez-moi, c'est le cas.

Il faut prévoir des mécanismes. Je pense que le gouvernement canadien manque de fierté, qu'il manque de fermeté dans ses transactions avec les organismes internationaux. Je crois que le gouvernement canadien a une position beaucoup plus forte qu'il le croit ou qu'il semble croire, et qu'il pourrait sûrement négocier de bien meilleures conditions pour l'utilisation de ses contributions.

Le gouvernement devrait aussi exiger une administration financière publique et transparente. Ce n'est toujours pas le cas, au contraire. Il est connu que tous les organismes supranationaux comme ça refusent de rendre des comptes et on oublie qu'à la base c'est l'impôt des contribuables de différents pays qui sert à cela; je pense qu'il faut insister très clairement et cela doit être une condition sine qua non: si vous ne voulez pas rendre des comptes, on ne contribue plus et cela s'arrête là. On contribuera quand vous rendrez des comptes.

Le coprésident (M. Gauthier): Est-ce que je peux vous inviter, non pas à accélérer votre discours mais à le terminer parce que cela fait 12 minutes que vous avez la parole et on voudrait que les autres aient une chance de se faire entendre également.

M. Sirois: Très bien.

• 1625

Donc, il faut qu'il y ait une gestion conforme à des principes modernes d'efficacité, d'économie, de justice fondamentale et de droit administratif; qu'il y ait une représentation canadienne à l'intérieur même du personnel de financière. Ils pourraient contribuer à assainir rapidement l'administration de plusieurs de ces organisations internationales et à les efficient. rendre plus efficaces.

Dans le cas par exemple de l'OÉA, les chiffres ne sont toujours pas publics mais on me dit qu'il y a 650 employés; làdessus il y a trois Canadiens. Il n'y a peut-être pas de rapport entre la contribution canadienne et la proportion d'employés canadiens. Le gouvernement devrait charger le vérificateur général ou un vérificateur spécial de contrôler les fonds et par ailleurs, parce que je ne veux pas abuser de votre temps, je vais le cas en ce moment. C'est de façon générale l'improvisation qui Generally speaking, improvization is dominant everywhere. prédomine partout.

Dans le cas de la Mission civile internationale, par exemple, la grande majorité des gens qui étaient là n'avaient aucune example, the majority of people there had no knowledge and no connaissance ni aucune formation en droits de l'homme, alors training in human rights, even though it was a mission to que c'était une mission d'observation des droits de l'homme. Il y monitor human rights. There were people there who didn't

[Translation]

I'm saying that because of what I saw within the OAS, and I know it for a fact, because it was reported in newspapers. The problems are the same within the United Nations. These organizations, which have human rights charters, do not respect human rights within their very operations. This is not just a hypothesis. I don't want to give too many specific examples, but believe me, this is the case.

We have to put mechanisms into place. I think the Canadian government lacks pride, and that it lacks firmness in its negociations with international organizations. I think that the Canadian government is in a stronger position then it believes, or seems to belive, and that it could surely negociate better conditions for the use of its contributions.

The government should also require public and transparent financial administration. However, this is not always the case. It's very well-known that all supernational organizations of that nature refuse to explain how the money is used. We often forget that it is the money of taxpavers from various different countries that is being used. I think we have to be very insistent; it must be an absolute requirement: if you do not explain how the money is spent, we will no longer contribute, and that's that. We will contribute when you tell us how the money is spent.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I'd like to ask you not to speed up your presentation, but to end it, because you've already been talking for twelve minutes and we'd like others to have the chance to be heard as well.

Mr. Sirois: Of course.

Therefore, management must be in accordance with modern principles of efficiency, economy, fundamental justice, and administrative law. Canadians must be represented among the personnel of these organizations to which we financially ces organisations qui corresponde à sa contribution financière. contribute. The two last point are very closely linked. Canadian Les deux derniers points sont étroitement reliés. Les Canadiens have developed expertise and remarkable efficiency, for example, ont développé une expertise et une efficacité remarquables, par in personnel management and financial administration. They exemple, en gestion de personnel et en administration could contribute to quickly improving the administration of several of the international organizations and to making them more

In the case of the OAS, for example, figures have not yet been made public, but I've been told that there are 650 employees, including three Canadians. Maybe there's no link between the Canadian contribution and the proportion of Canadian employees. The government should make the Auditor General, or a special auditor, responsible for monitoring these funds. I don't want to take up too much more of your time, but quand même mentionner rapidement que pour ce qui est de I would still like to quickly mention the issue of hiring. As l'embauche, pour ce qui est de l'emploi, le gouvernement canadien regards employment, Canadian government should demand that aurait intérêt à exiger qu'on respecte des normes strictes. Ce n'est pas strict standards are respected. Presently, this is not the case.

In the case of the International Civilian Mission, for

avait des gens qui ne parlaient ni français, ni créole, alors que speak French or Creole, even though it was an essential c'était une condition essentielle d'après le contrat. On disait clairement que le contrat pouvait être annulé si les gens n'avaient pas une connaissance du français au travail. Il y avait facilement 10 p. 100 de la mission qui ne parlait pas un mot de français ou de créole, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient pas travailler du tout. Ce sont des gens, je vous le rappelle, qui sont payés 100 000\$ canadiens par année après impôt, c'est-à-dire autour de 200 000\$ canadiens avant impôt, et ces gens-là ne pouvaient fournir aucun travail.

Par ailleurs, pour ce qui est des connaissances des droits de l'homme, non seulement il y avait des gens qui ne connaissaient pas les droits de l'homme, mais il y avait là-dedans des gens qui. lorsqu'on leur expliquait ce que c'était que les droits de l'homme, se rendaient compte qu'ils étaient contre les droits de l'homme, qu'ils ne voulaient pas défendre cela parce qu'ils étaient contre! Cela constituait un handicap sérieux dans le travail qu'on avait à faire.

Je tiens à souligner qu'il y a beaucoup d'autres gens très compétents. Je ne veux pas qu'on pense que je jette le bébé avec l'eau du bain. Imaginez-vous 10 p. 100 des membres de la Mission qui ne pouvaient pas faire une minute de travail! Et j'ai travaillé avec certains d'entre eux; non seulement ils ne pouvaient pas travailler mais comme on devait traduire constamment pour eux, cela devenait un fardeau considérable dans le travail qu'on avait à faire. Ce sont des situations qui peuvent être facilement corrigées. On a pris certaines personnes qui ne parlaient que l'anglais pour en faire des secrétaires de la Mission à 200 000\$ par année; le résultat, c'est que toute l'administration de la Mission dont la langue officielle était le français, s'est faite en anglais.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Sirois, je dois vous interrompre encore une fois.

M. Sirois: Très bien.

Le coprésident (M. Gauthier): On va revenir aux questions. Vous aurez peut-être l'occasion de...

M. Sirois: Très bien. Alors, je vais m'arrêter là. Cela donne l'essentiel des remarques que je voulais vous faire. Je voulais parler peut-être un peu plus longuement d'Haïti mais je suppose que vous avez...

Le coprésident (M. Gauthier): Vous aurez l'occasion de le faire en répondant à des questions, monsieur Sirois. C'est un bon témoignage et je suis certain qu'il y a un intérêt pour ce que vous avez dit au sein du Comité.

Could I invite Mr. Richard Hagan and friends to make comments.

Mr. Richard Hogan (Managing Director, Trison Group): Mr. last name is Hogan, not Hagan.

I represent business people living in the Ottawa community. We run small to medium-sized enterprises. There are small to large businesses who morally support the thrust of this statement. As business people, we're also involved in supporting the work of several NGOs. Today I would like to introduce Joan Summers and Jacqueline Adderley, both of whom work in the NGO community. You may address questions to all of us.

[Traduction]

condition under the contract. It was clearly stated that the contract could be canceled if the people did not have a working knowledge of French. There was easily ten percent of the members of the mission who did not speak a word of French or Creole. That means that they could not work at all. These are people, I remind you, who are paid \$100,000 Canadian a year after taxes. That's about \$200,000 Canadian before taxes, and these people could not work at all.

Moreover, as regards knowledge of human rights, not only were there people who had no knowledge of human rights, but there were some people who, when they learned what human rights involved, realized that they were against human rights. They could not defend human rights because they were against it! That represented a serious handicap given the work that we were there to do.

I'd like to point out that there were a lot of incompetent people. I don't want you to think that I threw the baby out with the bath water. Imagine, ten percent of the members of the mission could not do an ounce of work! And I worked with some of these people. Not only could they not work, but because we had to translate everything for them, it became a considerable burden in light of the work that we had to do. These are situations that could be easily corrected. Certain unilingual anglophones were selected to be secretaries of the mission, at \$200,000 a year. There result was that English was used for the administration of a mission which had French as an official

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Sirois, I have to interrupt you once again.

Mr. Sirois: Very well.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We can come back to that in the questions. You'll maybe have the opportunity to. . .

Mr. Sirois: Very well. I'll stop there. That's the essence of what I wanted to say. I would like to talk a little more about Haiti, but I imagine that you...

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You'll have an opportunity to do so in answering the questions, Mr. Sirois. Your testimony was good, and I'm certain that the committee is interested in what you had to say.

J'aimerais inviter M. Richard Hagan et ses amis de faire des commentaires.

M. Richard Hogan (administrateur gérant, Trison Group): Mon nom de famille est Hogan, non pas Hagan.

Je représente les entrepreneurs qui vivent dans la région d'Ottawa. Nous exploitons des petites et moyennes entreprises. Il y a des entreprises petites et grandes qui soutiennent moralement l'orientation de cette déclaration. À titre d'entrepreneur, nous soutenons également le travail de plusieurs ONG. Aujourd'hui, j'aimerais vous présenter Joan Summers et Jacqueline Adderley, qui travaillent toutes les deux au sein de la communauté des ONG. Nous sommes tous prêts à répondre à vos questions.

I would like to start this presentation by clearly stating that we believe government can no longer ignore the interest of the private sector when determining foreign policy, particularly the interests of small and medium business. But we must also recognize that the private sector alone, cannot and should not take over the task of defining Canada's foreign policy. We believe cooperation is not only possible, it is vital if Canadians want a foreign policy that will produce sustainable development, development that accelerates economic growth and improves human lives while preserving the natural environment. Good development is necessary in order to ensure a stable environment for doing business.

• 1630

Over the last four decades development strategies have focused on the generation of wealth through a variety of interventions on the assumption that growth would lead to generalized prosperity for most countries. However, over this period we have learned that although economic growth is important, it does not necessarily lead to improving the quality of life for the majority of people.

Major advances have been made in increasing life expectancy, lowering infant mortality, increasing literacy attainment, and improving nutrition. Yet, the gap between the rich and the poor continues to increase. Over the last 30 years the gap between the richest 20% of the population and the poorest 20% of the population has almost doubled. Clearly, this trend in growing economic disparities, both domestically and internationally, must be stemmed. This growing poverty precipitates conflict, wreaks havoc on fragile environments, and undermines long-term business prosperity both in Canada and internationally.

The private sector and NGOs can and must complement each other but one can never replace the other completely. The role of the private sector is to produce and sell goods for profit, to be the engine of economic growth. The role of non–governmental organizations and government is to address issues of public good.

Government and NGOs are entities that deal with social policy. Social policies can make a critical difference in what people can achieve by preventing discrimination, enhancing education and skills formation, expanding employment opportunities, and ensuring more equitable distribution of the benefits of economic growth.

Compatibility and cooperation between individual actions of entrepreneurs and public policy formulated and supported by government and NGOs is important for creating sustainable development and opportunities for future generations.

Long-term business success depends upon stability within civil society. Civil society shapes and supports people as employees/producers and consumers/purchasers.

Many people in the private sector now take a longer-term view of profit and realize that it must include sustainability and mutual interest.

[Translation]

J'aimerais commencer cet exposé en disant clairement que nous croyons que le gouvernement ne peut plus se permettre de passer outre l'intérêt du secteur privé dans l'élaboration de sa politique étrangère, et surtout pas les intérêts des petites et moyennes entreprises. Cependant, nous savons très bien que seul, le secteur privé ne pourra pas assumer la responsabilité d'élaborer la politique étrangère canadienne, et il ne le devrait pas non plus. À notre avis, la coopération est non seulement possible, elle est vitale si les Canadiens veulent une politique étrangère qui assurera le développement durable, le développement qui accélère la croissance économique et qui améliore la condition de la vie humaine, tout en préservant l'environnement dans son état naturel. Un développement sain est nécessaire pour assurer un environnement stable pour le commerce.

Depuis une quarantaine d'années, les stratégies de développement ont été orientées vers la production de richesses grâce à diverses interventions, parce qu'on a présumé que la croissance mènerait à une prospérité généralisée dans la plupart des pays. Nous avons toutefois appris durant cette période que, même si la croissance économique est importante, celle-ci ne mène pas nécessairement à l'amélioration de la qualité de vie de la majorité de la population.

On a fait de grands bonds en avant pour l'augmentation de l'espérance de vie, la baisse de la mortalité infantile, l'alphabétisation et l'amélioration de l'alimentation. Il reste que l'écart entre les riches et les pauvres continue de se creuser. Au cours des trentes dernières années, l'écart entre le cinquième de la population le plus riche et le cinquième le plus pauvre a presque doublé. Il est clair que cette tendance à l'accroissement des disparités économiques au plan national et international doit être freinée. L'augmentation de la pauvreté est propice aux conflits, nuit aux environnements fragiles et sape la prospérité commerciale à long terme du Canada et du reste du monde.

Les secteurs privés et les ONG peuvent et doivent se compléter mutuellement, mais aucun ne saura remplacer complètement l'autre. Le rôle du secteur privé est de produire et de vendre des biens, en vue de réaliser un profit et d'être ainsi le moteur de la croissance économique. Le rôle des ONG et du gouvernement est de s'intéresser aux questions relatives au bien public.

Le gouvernement et les ONG s'occupent de politiques sociales. Celles-ci peuvent faire une différence cruciale dans les réalisations d'un peuple, en évitant la discrimination, en encourageant la formation et l'acquisition de compétences, en faisant la promotion de la création d'emplois et en assurant une répartition plus équitable des bienfaits de la croissance économique.

Pour créer un développement durable et des occasions pour les générations à venir, il est essentiel que les démarches des entrepreneurs et les politiques formulées et promues par le gouvernement et les ONG soient compatibles et qu'il y ait une collaboration entre le secteur privé et le secteur public.

Le succès à long terme des entreprises dépend de la stabilité de la société civile. C'est cette société qui forme la population d'où sont tirés les employés et les producteurs, ainsi que les consommateurs.

Beaucoup de gens du secteur privé envisagent maintenant le profit à long terme. Ils savent qu'il faut tenir compte de la durabilité et des intérêts de chacun.

The benefits of economic growth must be distributed throughout populations. Economic growth must not destroy natural capital—i.e., non-renewable resources—and must protect these resources to ensure growing opportunities for future generations.

The results must be judged not only by the quality or quantity of wealth generated but also by the quality of society these resources engender. New definitions of efficiency based on long-term impact, the cost of depletion and replacement of natural resources, and the cost of waste disposal must be adopted.

It is ultimately in the long-term interest of business to create economic growth that translates into improvement in human lives. Incentives must be created to encourage business to make this shift to longer-term horizons. Business must be convinced that sustainability is not only environmentally appropriate but also profitable.

There are real opportunities for small and medium—sized businesses in Canada to engage in national and international business that fits within this new definition of global prosperity. For example, Canada is a leader in information technology. Much of the innovation in this area has come from small and medium—sized enterprises. As we move into an economy that is based more on information technologies and less on the use of non-renewable resources, small and medium—sized businesses could be in the forefront of selling information systems and technology.

• 1635

Canadian business has experience in recycling, pollution control, and retooling production that they could sell to companies abroad. In this context, the Canadian government can establish and improve mechanisms for long-term financing of small and medium-sized businesses interested in working internationally.

The existing financing structures are inaccessible to small business hoping to enter global markets. The funding agencies perceive the amount of money required as too small and the risk too high. Long-term financing is not easily available through the export finance structures, such as the Export Development Corporation.

A coherent foreign policy must include all sectors of society that have a global interest. Such coherence can only be achieved with knowledge and understanding in all sectors of Canadian society. This in turn creates credibility and trust between different and often competing sectors of Canadian society and between Canadians and people in other parts of the globe.

Opportunities must be created for opening the dialogue between competing sectors of Canadian society to identify complementarity and a common vision of what we are trying to achieve in the long term. There are tremendous opportunities to exchange expertise and knowledge within the NGO community and the private business sector.

Future partnerships between north and south must be based on mutual interest rather than charity; cooperation, not confrontation; and equitable sharing of market opportunities, not protectionism. [Traduction]

Les bienfaits de la croissance économique doivent être répartis équitablement dans la population. La croissance économique ne doit pas détruire le capital naturel, c'est à dire les ressources non renouvelables, et doit plutôt les protéger afin que les générations futures puissent également en profiter.

Les résultats doivent être jugés non seulement en fonction de la qualité ou de la quantité de richesses produites, mais également en fonction de la qualité de la société qui dépend des ressources. Il faut adopter de nouvelles définitions de l'efficience, en fonction des incidences à long terme, du coût de l'élimination ou du remplacement des ressources naturelles et du coût de la gestion des déchets.

Au bout du compte, il est dans l'intérêt à long terme des entreprises de créer une croissance économique qui améliore la qualité de vie des humains. Il faut proposer des mesures incitatives pour que les entreprises adoptent ces perspectives à long terme. Il faut convaincre les entrepreneurs que le développement durable n'est pas seulement souhaitable pour l'environnement mais qu'en plus il est rentable.

Il existe des occasions d'affaires intéressantes pour les petites et moyennes entreprises du Canada, aux échelons national et international, en fonction de cette nouvelle définition de la prospérité mondiale. Ainsi, le Canada est un chef de file en technologie de l'information. Dans ce secteur, un grand nombre d'innovations sont dues aux petites et moyennes entreprises. Plus notre économie dépend des technologies de l'information et moins des ressources non-renouvelable, et plus les petites et moyennes entreprises pourraient être à l'avant-scène en vendant des systèmes et de la technologie de l'information.

Les entreprises canadiennes ont une expérience exportable dans le recyclage, la lutte antipollution et le réoutillage des usines. Dans ce contexte, le gouvernement canadien pourrait mettre sur pied ou améliorer des mécanismes de financement à long terme des petites et moyennes entreprises qui s'intéressent à la scène internationale.

Les structures de financement actuelles ne sont pas accessibles aux petites entreprises qui veulent faire leur entrée sur les marchés mondiaux. Les agences de financement estiment que les sommes nécessaires sont trop petites et que le risque est trop élevé. Le financement à long terme n'est pas facilement accordé par les structures de financement des exportations, comme la Société pour l'expansion des exportations.

Une politique étrangère cohérente doit comprendre tous les secteurs de la société qui s'intéressent à la scène internationale. Pour y arriver, il faut bien connaître et bien comprendre tous les secteurs de la société canadienne. Cela crée donc une crédibilité et un climat de confiance entre divers secteurs concurrentiels de la société canadienne de même qu'entre les Canadiens et les étrangers.

Il faut créer des occasions de dialogue entre les secteurs concurrentiels de la société canadienne, afin de trouver les complémentarités et d'adopter une vision commune de ce que nous voulons accomplir à long terme. Il existe d'excellentes occasions d'échanger des connaissances et des compétences au sein de la communauté des ONG et dans le secteur privé.

Les partenariats futurs entre le Nord et le Sud doivent tabler sur un intérêt mutuel plutôt que sur la charité, sur la collaboration plutôt que sur la confrontation et sur un partage équitable des marchés plutôt que sur le protectionnisme.

Business has an interest in creating long-term partnerships and in building structures that are able to survive and grow over the long term

Many NGOs are on the ground in foreign markets and have knowledge of local institutions and how they function. This information would be of great value to small business. On the other hand, business has the expertise and skills necessary to create growth, jobs, and opportunities. This expertise would be useful for many NGOs.

Private sector enterprise and NGOs must complement each other. Foreign policy is not just how we do business with one another, it is also about how we live together. Issues of human rights, global security, and environmental sustainability are political issues by their very nature, but when it comes to how we go about implementing programs, managing projects, and maximizing efficiency, we have to look at the private sector and its expertise.

Coordination of personnel between the private sector and NGOs to work on development problems would be advantageous to both. It would provide opportunities to increase understanding and tolerance and develop new approaches to community—building.

It is imperative that Canada's foreign policy in both its formulation and implementation benefits from and promotes the relationship between the business community and NGOs.

Our foreign policy recommendations are, one, that the Canadian government's business development strategy must include incentives for business to adopt long-term perspectives on efficiency. Two, the government should provide guarantees to encourage the Export Development Corporation to fund small and medium enterprise; for instance, provide loans for projects in the \$100,000 range rather than the \$500,000 range. Three, the government should support forums for exchanging expertise and knowledge between the NGO community and the private business sector; for example, programs to exchange staff.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Hogan.

Mr. Colin Billowes, private citizen.

Mr. Colin Billowes (Individual Presentation): Thank you, Mr. Chairman. First of all, I am a professional engineer, former CIDA employee now retired, and professionally accredited in Canada, the U.S., the United Kingdom, and Europe. I spent 10 years as director of the telecommunications and electronics program in CIDA. During that period the number of programs in that sector rose from 25 to about 77 for a total value of \$500 million. I believe those numbers are now down.

[Translation]

Il est dans l'intérêt des entreprises de créer des partenariats à long terme et de préparer des structures qui pourront survivre et croître à long terme.

Beaucoup d'ONG travaillent sur le terrain, près des marchés étrangers et ont une connaissance des institutions locales et de leur fonctionnement. Cette information pourrait être précieuse pour les petites entreprises. Pour leur part, les entreprises ont les compétences et les qualifications nécessaires pour créer la croissance, les emplois et les occasions d'affaires. Beaucoup d'ONG pourraient en profiter.

Les entreprises du secteur privé et les ONG doivent se compléter mutuellement. La politique étrangère ne traite pas seulement de la façon de commercer les uns avec les autres mais aussi de la façon de vivre ensemble. Les questions des droits de la personne, de la sécurité mondiale et de l'environnement sont des questions politiques par leur nature. Mais lorsqu'il s'agit de mettre en oeuvre des programmes, de gérer des projets et de stimuler au maximum l'efficience, il faut se tourner vers le secteur privé et son expérience.

La coordination du personnel entre le secteur privé et les ONG qui travaillent sur les problèmes de développement serait avantageuse pour les deux. On aurait ainsi l'occasion d'augmenter la compréhension et la tolérance et de mettre au point de nouvelles façons de vivre ensemble.

Il est impératif que la politique étrangère du Canada, tant dans sa formulation que dans sa mise en oeuvre, profite de la relation entre le monde des affaires et les ONG, et en fasse la promotion.

Voici nos recommandations relatives à la politique étrangère: premièrement, la stratégie de développement des entreprises du gouvernement du Canada doit comprendre des mesures incitatives pour que les entreprises adoptent des perspectives à long terme relatives à l'efficience; deuxièmement, le gouvernement doit promettre d'encourager la Société d'expansion des exportations à financer les petites et moyennes entreprises, par exemple, en offrant des prêts à des projets de 100 000\$, plutôt qu'uniquement aux projets de 500 000\$; troisièmement, le gouvernement doit donner son appui aux occasions de partage de l'expérience et des connaissances entre les ONG et le secteur privé, par exemple, aux programmes d'échanges de personnel.

Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Hogan.

Passons maintenant à monsieur Colin Billowes, à titre individuel.

M. Colin Billowes (présentation individuelle): Merci, monsieur le président. Je vous dirai en commençant que je suis ingénieur, ancien employé de l'ACDI maintenant à la retraite. J'ai des accréditations professionnelles au Canada, aux États—Unis, au Royaume—Uni et en Europe. Pendant 10 ans, j'ai été directeur du programme des télécommunications et de l'électronique à l'ACDI. Pendant cette période, le nombre de programmes dans ce secteur est passé de 25 à environ 77, pour une valeur totale de 500 millions de dollars. Je pense qu'il y en a moins maintenant.

• 1640

I lived and worked in Africa and the Middle East for 10 years.

J'ai vécu et travaillé en Afrique et au Moyen-Orient pendant 10 ans.

Why am I here? I'm here because I disagreed with the Winegard findings, your former review committee, with respect to his recommendations on infrastructure. The recommendations were to reduce the number of infrastructure projects. I was also somewhat disappointed with what I heard of the private sector inputs to Winegard. I didn't think they were forceful or specific enough about the relationship between aid and trade.

I believe aid and trade are inexorably linked. Good aid contributes to trade, and trade can often be an effective form of aid. I have a basic proposition. After the emergency and humanitarian and other special areas like education, environment, women, and development activities of CIDA have been met, I believe most of the rest of the program should take trade benefits into account. I therefore propose that trade and mutual benefits be a factor added to the existing primary selection criteria for projects. Thus trade advantages would rank equal with the present criteria of poverty alleviation, self-help and assistance, partnerships, structural adjustment, food security and human rights, and not be a secondary item.

In addition, I suggest that Winegard's recommendations reducing infrastucture projects be reversed. Properly defined and executed infrastructure projects are and should be recognized as an excellent form of aid. We know how to do them right now. I will concede that perhaps 20 years ago we didn't.

What are my reasons for proposing this? I believe we can no longer afford to give away billions of dollars unless there is an increased benefit to our own economy. I'm convinced we can still execute an internationally acceptable and high-quality aid program with this small policy change. I believe there are a myriad of worthwhile aid projects that can benefit our vital export trade without detracting at all from their value as aid. I see aid and trade as a spectrum of activities: pure aid at one end and pure trade at the other. Most projects include elements of both, and even the purest of aid projects leaves a residue of goodwill, which helps our image and hence our trading opportunities.

Similarly, many trade projects contribute to development. Thus aid and trade are, in my opinion, fundamentally interrelated. I'm firmly convinced from my extensive experience that the adoption of this policy would not only do no harm at all to our aid program, but would create an increased economic dividend for Canada. It would also help to alleviate pressures on you, the legislators, to reduce our aid budget if aid was seen as having a greater benefit to the Canadian economy.

[Traduction]

Pourquoi suis—je ici? Parce que je suis en désaccord avec les conclusions du rapport Winegard, votre ancien comité d'examen, relatives aux infrastructures. On y préconise une réduction du nombre de projets d'infrastructure. J'ai également été déçu des commentaires du secteur privé pendant la préparation du rapport Winegard. Je pense que les entreprises n'ont pas suffisamment insisté sur les liens entre l'aide et le commerce.

J'estime que l'aide et le commerce sont inexorablement associés. Une bonne politique d'aide contribue au commerce et le commerce peut souvent être une forme d'aide efficace. J'ai une proposition toute simple. Après qu'on s'est occupé, à l'ACDI, des activités d'aide d'urgence, d'aide humanitaire et d'autres domaines particuliers comme l'environnement et les femmes, je pense que le gros des autres programmes devrait tenir compte des avantages commerciaux. Je propose donc que les avantages commerciaux soient un des principaux critères dans la sélection des projets. Les avantages commerciaux auraient donc la même importance que les critères actuels d'allégement de la pauvreté, d'entraide et d'assistance, de partenariat, d'adaptation structurelle, de sécurité alimentaire et des droits de la personne. Ce ne serait pas un critère secondaire.

En outre, je propose que l'on revienne sur la recommandation de réduction des infrastructures du rapport Winegard. Les projets d'infrastructure bien définis et bien exécutés sont une excellente forme d'aide et doivent être reconnus comme tels. Nous savons comment les réaliser actuellement. Je veux bien reconnaître qu'il y a 20 ans, ce n'était pas le cas.

Pourquoi ces propositions? Je pense que nous ne pouvons nous permettre de donner des milliards de dollars, à moins que cela ne soit avantageux pour notre économie. Je suis convaincu que nous pouvons encore mettre en œuvre des programmes d'aide acceptables au plan international et de grande qualité, même avec ce petit changement à notre politique. Je pense qu'il existe une myriade de projets d'aide valables dont pourraient profiter nos exportations, sans que cela nuise à leur valeur en tant que programmes d'aide. Je vois l'aide et le commerce dans une gamme d'activités où il y aurait, à un bout, l'aide uniquement et, à l'autre bout, le commerce pur. Dans la plupart des projets, il y a un mélange des deux et nême les projets d'aide les plus purs démontrent une certaine bonne volonté qui aide à notre image et, par conséquent, à nos activités commerciales.

De même, beaucoup de projets d'échanges commerciaux contribuent au développement. C'est pourquoi, à mon avis, l'aide et le commerce sont fondamentalement interreliés. D'après ma longue expérience dans le domaine, je suis profondément convaincu que l'adoption de cette politique serait non seulement positive pour nos programmes d'aide, mais aiderait en plus l'économie du Canada. Elle contribuerait également à atténuer les pressions qui l'exercent sur vous, les législateurs, en vue de réduire notre budget d'aide à l'étranger, puisque l'aide serait considérée comme comportant des avantages pour l'économie canadienne.

It is not widely understood that our aid program already creates many jobs, exposes many people to overseas markets, and introduces Canadian expertise and goods to recipient countries. My proposal merely recognizes these factors and takes them more into account.

We are very good at private-sector-delivered aid programs. The private sector is a very efficient and capable delivery system for well-defined aid projects, as their track record shows. Canadian aid programs have already played a major part in helping our private sector become more active in the developing world. Many companies-consulting, manufacturing and contracting—owe some or even all of their existence and their overseas business today to a start or to a helping hand given by CIDA. CIDA has caused many spin-off commercial projects and opportunities, so an even stronger emphasis on trade considerations would be of long-term benefit to the export industries.

Infrastructure helps everyone, including the poorest people in the poorest parts of the world. Everywhere I have been-and clean water, better sanitation, an electric light, basic transportation and a lifeline telephone system. Both rural and efficiently operate today without expected to do so?

• 1645

The problem is that there has not always been enough emphasis on appropriate design, which takes into account the special factors, like social and environmental...or the ability of the recipients to sustain the systems after the construction and the handover. In my opinion, we now know how to define and build appropriate sustainable infrastructure. The old days of white elephants are long gone, provided the right people are allowed to control the process. This is one of the problems.

I'm going to make a pitch for my own sector now, telecoms, which is particularly important in all parts of the developing world, as it is in the developed world. It is the underlying infrastructure on which all of the other infrastructures and many social, governmental and commercial systems rely for efficient operation. Without the telecommunications business, commerce, government, social development cannot be so efficient. Financial systems, transport, energy, tourism, health, and food distribution systems, to name a few sectors, will remain in the quill pen and telegraph era.

[Translation]

La population en général ne comprend pas très bien que notre contributes considerably to our economic strength in many ways. It programme d'aide à l'étranger contribue déjà considérablement à notre force économique, de bien des facons. Ces programmes créent des emplois, permettent à bien des gens de connaître les marchés étrangers et permettent de présenter aux pays récipiendaires les produits et les compétences des Canadiens. Ma proposition ne fait que reconnaître ce facteur et vous encourage à en tenir davantage

> Nous excellons dans les programmes d'aide mis en oeuvre par le secteur privé. On a pu constater que le secteur privé est capable de mettre en oeuvre des programmes d'aide bien définis d'une manière très efficace. Les programmes d'aide canadiens ont déjà joué un rôle majeur en contribuant à ce que notre secteur privé soit plus actif dans le monde en développement. Beaucoup d'entreprises de consultation, de fabrication ou de sous-traitance doivent une partie si ce n'est la totalité de leur existence et de leur chiffre d'affaires à des débuts qui ont été facilité par l'ACDI. Grâce à l'ACDI, beaucoup de projets commerciaux secondaires sont nés; il faudrait donc insister davantage sur les considérations commerciales et sur les avantages à long terme pour les exportateurs.

Les infrastructures aident tout le monde, v compris les peuples les plus pauvres des parties les plus pauvres du monde. I've set foot in 80 countries-even the poorest people want Partout où je suis allé, soit dans 80 pays, même les gens les plus pauvres veulent de l'eau propre, une meilleure hygiène, de la lumière électrique, des transports moins rudimentaires et un urban parts of the developing world badly need and can benefit système téléphonique, ne serait-ce que pour les urgences. Dans from modern infrastructure systems. Our Canadian society le monde en développement, les secteurs ruraux et urbains ont computer vraiment besoin des infrastructures modernes. notre société communication systems, electric power, efficient transport, water canadienne ne pourrait fonctionner efficacement aujourd'hui sans and sanitation systems. Why should the developing world be systèmes de communications informatisés, sans électricité, sans transports efficaces, sans eau et sans installations sanitaires. Pourquoi s'attendre à ce que le monde en développement le fasse?

> Le problème, c'est qu'on n'a pas toujours insisté sur une conception appropriée, tenant compte de facteurs spéciaux, comme le contexte social et environnemental, ni de la capacité des récipiendaires d'entretenir le système qu'on a construit et qu'on leur a confié. À mon avis, nous savons désormais comment définir et construire des infrastructures convenables et durables. L'époque des éléphants blancs est révolue, à condition que les bonnes personnes soient aux commandes. C'est un autre des problèmes.

> Je vais maintenant défendre mon propre secteur, celui des télécommunications, qui est particulièrement important partout dans le monde en développement, comme il l'est dans le monde industrialisé. C'est de l'infrastructure de base dont dépendent toutes les autres infrastructures ainsi que l'efficacité de nombreux systèmes sociaux, gouvernementaux et commerciaux. Sans les télécommunications, le commerce, les gouvernements et le développement social ne peuvent être efficaces. Les systèmes financiers, le transport, l'énergie, le tourisme, la santé et la distribution des aliments, parmi d'autres, resteraient autrement à l'époque des plumes d'oie et des télégraphes.

For example, today many tourists are less interested in visiting places if they can't call the kids, check their e-mail or rearrange or reconfirm their transport, use their credit cards and other such activities. These all rely on telecoms, and this country is a world leader in telecommunications systems.

If the developing world does not have increased access to efficient telecommunications and computer technology, they will be left even further behind in the movement towards the global village and the information society. Infrastructure is back in vogue again, albeit somewhat in a different form. The recent World Bank report supports more infrastructure projects, albeit with a much greater emphasis on training, sustainability, and maintenance and things like that. That has always been and always was my personal credo in CIDA.

Canada is very good at designing, building, sustaining, and maintaining infrastructure systems. We know how to do this in a harsh climate and in sparsely populated areas, which are characteristic of much of the developing world. Infrastructure is one of the key needs of the developing world and we are world leaders at it. The developing worlds needs our know-how and our skills in abundance, as one of their biggest problems is managing and maintaining their infrastructure.

I'll just say a couple of words on the administration, if I may. In my paper I commented that the abolition in CIDA of the professional services branch I think was a mistake. It means that nobody can go to CIDA now and ask this question: what are we doing in telecommunications? There is no single point of contact any more. It's been dispersed. This has resulted not only in a lack of a single point of contact, but there are no backup engineers. In my sector, I had four regions of the world and I had four engineers reporting to me. Each project had a backup engineer. You can't do that now. There's only one telecommunications engineer in each region. It's lost continuity. There's a loss of corporate memory, because these engineers are not interacting as much as they used to.

Having a sounding board is very important. All of us used to have to go and talk to our colleagues and say, look, what would you do with this sort of problem? Help me. That sort of interaction, even though the groups be small, is vitally important to capable design and management of projects.

I think the abolition of the professional services branch has also created a loss of an independent technical viewpoint, because dissent is hard to do when the guy you're giving the advice to is the guy who writes your appraisal. A strong and independent professional services branch eliminates many of these problems and I believe it should be restored, perhaps even with greater powers.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Billowes. As an engineer you're right on, sir. You were right on your 10 minutes. Mr. Hogan also was right on to his 10 minutes.

[Traduction]

Par exemple, de nos jours, bien des touristes s'intéressent moins aux destinations d'où ils ne peuvent téléphoner à leurs enfants, lire leur courrier électronique ou modifier ou vérifier leurs heures de départ, utiliser leurs cartes de crédit, etc. Ils ont donc besoin pour tout cela des télécommunications et notre pays est un chef de file dans ce secteur.

Si le monde en développement n'a pas un accès accru à des télécommunications et à des technologies informatiques efficaces, il continuera de tirer de l'arrière dans l'évolution vers un village global et une société de l'information. L'infrastructure est de nouveau à la mode, avec des variantes. Le rapport récent de la Banque mondiale est favorable à un nombre accru de projets d'infrastructure, mais à condition qu'on insiste davantage sur la formation, la durabilité, les possibilités d'entretien, etc. C'est ce que j'ai toujours dit moi-même, quand j'étais à l'ACDI.

Le Canada excelle dans la conception, la construction, le soutien et l'entretien des infrastructures. Nous savons comment le faire dans un climat peu clément et dans des zones faiblement peuplées, facteurs qui caractérisent également une bonne partie du monde en développement. Les infrastructures sont l'un des principaux besoins du monde en développement et nous sommes des chefs de file dans ce domaine. Les pays en développement ont un grand besoin de notre compétence et de notre expérience, puisque l'un de leurs principaux problèmes est la gestion et l'entretien de leurs infrastructures.

Je vais maintenant dire quelques mots au sujet de l'administration, si vous me permettez. Dans mon mémoire, j'affirme que l'abolition des services professionnels à l'ACDI était une erreur. Cela signifie en effet que personne ne peut plus aller à l'ACDI, pour poser cette question: que faisons-nous dans le domaine des télécommunications? Il n'y a plus un guichet simple. Il y a eu dissémination. Non seulement nous n'avons un guichet unique, mais nous n'avons pas d'ingénieurs de relève. Dans mon secteur, j'avais quatre régions du monde et quatre ingénieurs sous mes ordres. Pour chaque projet, il y avait un ingénieur de relève. Ce n'est plus possible. Il n'y a qu'un seul ingénieur des télécommunications par région. La continuité n'est donc plus possible. Il y a également une perte de mémoire collective au sein de l'organisation, parce que ces ingénieurs n'ont plus autant d'interactions qu'autrefois.

Il est important de pouvoir tester ses idées auprès de quelqu'un. Autrefois, nous pouvions aller parler à nos collègues et leur demander leur avis sur un problème. On pouvait demander de l'aide. Ce genre d'interaction, même dans un petit groupe, est essentiel pour de bonnes conceptions et une saine gestion des projets.

L'abolition de la direction des services professionnels a également crée une perte pour ce qui est de l'indépendance d'esprit au niveau technique, puisqu'il est difficile d'exprimer une dissidence quand on conseille la personne qui nous évalue. Une direction des services professionnels qui soit forte et indépendante élimine une bonne part de ces problèmes; elle devrait être restaurée, peut-être même avec des pouvoirs accrus.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Billowes. Vous avez la ponctualité de l'ingénieur, monsieur. Vous avez pris exactement dix minutes. Monsieur Hogan a également respecté le temps.

Mr. Volpe, did you want to start the questioning, sir?

Mr. Volpe: One is at a loss as to exactly where to begin. I'm taken by Mr. Billowes' intervention, inasmuch as he began by essentially taking exception to a report that... While it may be current, it is going to be replaced by the report that this committee or a part of this panel's input will dictate.

I think, if my memory serves me correctly, you're the first one who has come forward with a very vigorous defence of a component of CIDA that used to work, at least in your estimation, very properly, although you've underscored the fact that CIDA's institutional memory, corporate memory, may be suffering as a result of some of the administrative changes that have occurred. I wondered whether you could have expanded on that just a little bit more, because I sense that there's a community of interest between Mr. Hogan's statement and your own. I wondered whether you would elaborate just a trifle longer.

• 1650

Mr. Billowes: Exactly what would you like me to elaborate on?

Mr. Volpe: How you see the changes developing either to restore a situation that was favourable or improving on a situation that is current by taking into consideration the strains and stresses that financial cutbacks have imposed on the organization.

Mr. Billowes: I think perhaps I will preface my remarks by saying that I don't think anybody knows what the perfect organization is in the day and age of computer communications. We've just seen Digital Equipment, the second biggest computer company in the world, change completely from a matrix management system to a hierarchical management system. I don't know if that is going to work either, and I am not suggesting there is any one perfect solution. I am suggesting that the old system, in my opinion, worked much better. The professional group was headed by its own vice-president and had a degree of independence so that it was able to criticize and indeed object strongly, if necessary, to projects they thought were technically weak in some way or other. At the moment that is not possible, because the specialists have all been decentralized into the regional branches and report in fact to the project managers to whom they used to offer advice.

I think it would be stronger for the reasons I have cited, but particularly the interaction between the engineers. It is very, very hard to design and manage good aid. I can give away millions and millions of dollars a year easily, but to do it well and do it efficiently is very, very hard. You need a lot of help and you need a lot of advice and a lot of dialogue. Even though there aren't many engineers in CIDA, with their consultants and things there's a big enough critical mass to act as a sounding board. I think a lot of that has been lost.

Mr. Volpe: On the question of infrastructure—and I thank you for that response, by the way—you realize as well that you are running counter to a lot of the critics of the World Bank who suggested perhaps that the infrastructural programs that the World Bank says ought to be given priority for all development aid are in fact a) ruining the environment; b) have short—lived and short—term benefit for the indigenous populations; c) distort the economies of the areas where those

[Translation]

Monsieur Volpe, voulez-vous poser la première question?

M. Volpe: Il est difficile de savoir par où commencer. Je suis d'abord attiré par l'intervention de M. Billowes, parce que dès le début, il a émis des réserves au sujet d'un rapport qui. . . Malgré son degré d'actualité, il sera remplacé par le rapport que notre Comité préparera, avec les suggestions notamment de nos invités d'aujourd'hui.

Si je ne m'abuse, vous êtes le premier à venir défendre avec vigueur un service de l'ACDI qui fonctionnait bien, du moins à vos yeux. Vous avez également signalé que la mémoire collective au sein de l'ACDI pourrait avoir souffert des changements administratifs qui se sont produits. J'aimerais que vous expliquiez cela davantage, parce que j'ai l'impression que vous partagez certains points de vue avec M. Hogan. Pourriez-vous nous donner davantage d'explications à ce sujet.

M. Billowes: Quelles explications voulez-vous exactement?

M. Volpe: Quels changements sont nécessaires à votre avis pour revenir à une situation favorable ou améliorer la situation actuelle, compte tenu des problèmes que posent les restrictions financières subies par votre organisme.

M. Billowes: Avant de commencer, je tiens à dire qu'à mon avis, personne ne sait ce qu'est l'organisation parfaite, en cette ère des communications informatisées. Digital Equipment, la deuxième plus grande société d'ordinateurs du monde, vient de changer complètement son système de gestion, en passant d'une organisation matricielle à une organisation hiérarchique. Je ne sais pas si ça ira mieux, et je ne pense pas que ce soit la solution parfaite. Mais à mon avis, l'ancien système fonctionnait beaucoup mieux. Le groupe professionnel était dirigé par son propre vice-président et avait une certaine indépendance qui lui permettait de critiquer les projets, et même, au besoin, de s'y opposer fortement, lorsqu'ils comportaient des faiblesses techniques. Actuellement, ce n'est plus possible, parce que les spécialistes ont été disséminés dans les services régionaux et relèvent des agents de projets qu'ils conseillaient autrefois.

J'ai donc déjà dit pourquoi cette organisation serait plus forte et j'ajouterai l'avantage que représentait l'interaction entre les ingénieurs. Il est extrêmement difficile de concevoir et de gérer une aide étrangère adéquate. On peut distribuer chaque année des millions et des millions de dollars, mais pour bien le faire, d'une manière efficiente, c'est très, très difficile. Il faut beaucoup d'aide, beaucoup de conseils et de dialogue. Même s'il n'y a pas beaucoup d'ingénieurs à l'ACDI, notamment avec les consultants, il n'y a pas une masse critique et suffisante pour tester les idées. Je pense que cela a été perdu.

M. Volpe: Au sujet des infrastructures, je vous remercie de votre réponse, en passant, vous vous rendez bien compte que vous allez à l'encontre des critiques de la banque mondiale qui estiment que les programmes d'infrastructures auxquels la Banque mondiale veut donner priorité pour toute l'aide au développement présentent les défauts suivants: a) ils ruinent l'environnement; b) ils ne durent pas longtemps et n'ont de bienfaits qu'à court terme pour la population locale; c) ils

infrastructural programs are being funded; and d) are distorting as well the financial capabilities of many of those countries, first of all to finance those infrastructural programs and secondly to benefit economically from them in the long term.

Do you agree with that kind of criticism?

Mr. Billowes: I think that's the way it was. I don't know whether you have seen this report yet. This is the latest World Bank report on development entitled Infrastructure for Development. Right in the executive summary it says-I am sorry, I haven't got it marked. Basically, it is bringing infrastructure back as a worthwhile activity, albeit with some very important changes to take into account those very problems that were very well reported in a recent article in The Globe and Mail on the subject of the Indian power station problems.

I believe it is in fact quite possible to define and make good infrastructure without necessarily causing some of the problems and damage. Bear in mind that you can't introduce infrastructure --- we couldn't have done it in this country - without making some changes in society.

Mr. Volpe: Others who have come before this committee have recognized that western society-Canada being a part of that western society—has some of the most profligate abusers of the environment and of natural resources. Now that we have come to our senses, we want to impose a certain conscience on other people, which we didn't exercise ourselves.

Mr. Billowes: I am sure if you go to the poor villages in many, many parts of the world - many places, of course, where the sun goes down at six o'clock every night—the advantages of an electric light, some clean water, a telephone within a day's walking distance, and a bus service that goes past occasionally are some very high priorities, and this is what they want to see.

Mr. Volpe: Agreed.

Mr. Billowes: These things can be done better than they have been done before, but they won't leave the world unmarked.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Billowes. Thank you, Mr. Volpe.

Monsieur Paré.

M. Paré: Ce n'est pas nécessairement une question. Moi aussi j'aurais un commentaire à faire sur la dernière intervention qu'on a comment about the last intervention. entendue.

[Traduction]

altèrent l'économie des régions où ces programmes d'infrastructures sont financés et d) ils modifient également la capacité financière de nombre de ces pays, tout d'abord de financer ces programmes d'infrastructures et, deuxièmement, d'en profiter économiquement à long terme.

Êtes-vous d'accord avec ce genre de critiques?

M. Billowes: Je pense que c'était ainsi autrefois. Je ne sais pas si vous avez vu ce rapport. Il s'agit du dernier rapport sur le développement de la Banque mondiale, intitulé Infrastructure for Development. Dans le sommaire, on dit, , je suis désolé, je ne l'ai pas souligné. En gros, on dit que l'infrastructure est une activité valable, même s'il faut y apporter de très importants changements pour tenir compte des problèmes qu'on a très bien décrits dans un récent article du Globe and Mail, au sujet d'une centrale électrique en Inde.

Je pense en fait qu'il est tout à fait possible de concevoir et de construire de bonnes infrastructures sans nécessairement causer de problèmes ou de dommages. Mais il faut se rappeler qu'on ne peut construire des infrastructures sans apporter de changements à la société. Même ici, cela n'aurait pas été possible.

M. Volpe: D'autres témoins ont reconnu que la société occidentale dont fait partie le Canada compte dans ses rangs les pires bourreaux de l'environnement et les plus gros utilisateurs de ressources naturelles. Maintenant que nous avons compris cela, nous voulons imposer cette conscience environnementale à d'autres populations, alors que nous nous en sommes longtemps passés.

M. Billowes: Je suis persuadé que si vous allez dans les villages pauvres de bien des parties du monde, dans bien des endroits où le soleil se couche tous les soirs à 18 heures, on reconnaîtra les avantages d'une ampoule électrique qui s'allume, de l'eau potable, d'un téléphone à moins d'un jour de marche et d'un service d'autobus occasionnel. Il s'agit là, pour eux, de priorités très importantes et c'est ce qu'ils veulent.

M. Volpe: Je comprends.

M. Billowes: On peut maintenant réaliser ces choses mieux qu'autrefois, mais pas sans rien déranger.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Billowes. Merci, monsieur Volpe.

Mr. Paré.

Mr. Paré: It is not necessarily a question. I would also have a

• 1655

Je ne pense pas que les infrastructures soient une fin en soi. Cela me semble être une façon, un moyen pour assurer le bien-être d'une a means to ensure the well-being of people, but faced with the choice population; mais entre manger et pouvoir brancher un grille-pain qu'on n'a pas, je présume qu'on préférerait manger que brancher un that eating is more important. grille-pain qu'on n'a pas.

Je ne pense pas que les grands axes du rapport en question sont à éliminer. Il me semble que l'aide publique canadienne doit d'abord viser les plus pauvres du monde. On doit travailler

I don't think that infrastructure in itself is an end. It may be a way, of eating and being able to plug in a non-existant toaster, I assume

I don't think that the main ideas behind the relationship in question should be eliminated. I think that official Canadian aid must first of all be directed to the poorest people in the world. en partenariat avec les gens du milieu pour leur permettre de se We have to work together with these people in order to help

développer, d'apprendre en faisant. On doit s'assurer aussi qu'il y ait une concertation avec les populations canadiennes pour ne pas que le développement se fasse par des entreprises qui finalement n'ont aucune espèce d'intérêt dans le développement durable des populations. Je ne peux pas comprendre qu'on puisse mettre cela en opposition par rapport aux infrastructures. Si un pays est rendu dans son développement à avoir besoin d'infrastructures, je suis tout à fait d'accord. Mais cela me semble être vraiment mettre la charrue avant les boeufs que de dire: «on fait des infrastructures et ceux qui ne seront pas morts de faim pourront en profiter». J'ai beaucoup de mal à fonctionner dans un cadre comme cela

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Did you want to react to that statement?

Mr. Billowes: I'm very much in accord with what you're saying. But it has been my experience, in 25 years in the telecommunications industry, that you have to have an adequate degree of infrastructure in order to make most of the other systems work.

We found that one of the biggest single demands, for example, for applications of rural telecommunications was in the agriculture and food production industry, for farmers to be able to find out prices, to be able to organize transport, to get information and to be able to rearrange things.

We had a wonderful example of that in the Philippines, where we introduced a rural telecommunications system in a part of the Philippines for the first time. There was one telephone per village, and some of those villages are pretty big. We're talking about several thousands of people.

There was an old fisherman down there who used to load up his van with fish and ice once a week. He would go to Manila and peddle it around to various shops, and sometimes he sold it all and sometimes he didn't. When the phone went in, he started to organize orders and he only took out what he had already sold.

I think that's the sort of thing I mean. These sorts of infrastructures are done at the appropriate level, in the appropriate way, to help the basic food supply industries and all of the other industries and commerce that the Third World badly needs. You are absolutely right. They are a means to an end. Thank you, sir.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Sirois, j'ai trouvé votre témoignage très éloquent, intéressant d'ailleurs, voire même bouleversant par moment. Quant à votre expérience avec nos services dans certaines ambassades, je pense que certains Canadiens pourraient certainement dire comme vous, à savoir qu'ils ont été choqués de la réception qu'on y reçoit parfois.

On va s'assurer que notre ambassadeur en Haïti, M. Dussault, reçoive une copie de votre témoignage parce que je pense qu'à l'égard des services de M. Dussault vous avez été élogieux et même formidable.

Sur la question de l'imputabilité—parce que c'est cela que vous avez développé avec nous—, jusqu'où peut-on aller comme pays pour exiger des comptes à des organismes internationaux avec lesquels nous travaillons? Par exemple l'Organisation des

[Translation]

them develop, and to learn by doing. We also have to ensure that Canadians are consulted, so that development is not carried out by businesses, that in the end, have no interest whatsoever in sustainable development for these people. I don't understand how we can contrast that with infrastructure. If, in its development, a country has reached the point of needing infrastructure, I agree completely. However, saying: "we put infrastructure in place, and the people who have not died of hunger will be able to benefit from it", would be like putting the cart before the horse. I have a lot of trouble working in a framework like that.

Le coprésident (M. Gauthier): Voulez-vous réagir à ce commentaire?

M. Billowes: Je suis entièrement d'accord avec ce que vous dites cependant, selon mon expérience de 25 ans dans l'industrie des télécommunications, il faut un niveau suffisant d'infrastructures pour faire marcher les autres systèmes.

Ce sont l'agriculture et l'industrie alimentaire qui sont parmi les plus grands utilisateurs de réseaux de télécommunications ruraux, par exemple. Ces réseaux permettent aux agriculteurs de déterminer les prix, de pouvoir organiser les transports, d'obtenir des renseignements et de pouvoir s'arranger.

Un parfait exemple, c'est celui des Phillipines où nous avons introduit un réseau de télécommunications rural dans une région. Il y avait un téléphone par village, et quelques uns de ces villages sont assez vaste, puisqu'ils comptent plusieurs milliers de personnes.

Il y avait un vieux pêcheur là-bas qui avait l'habitude de remplir son fourgon de poissons et de glace une fois par semaine. Il se rendait à Manille pour le vendre aux divers magasins. Parfois il vendait tout et parfois non. Lorsqu'on a installé le téléphone, il a commencé à organiser ses commandes, et il apportait avec lui uniquement ce qu'il avait déjà vendu.

C'est le genre de choses dont je parle. Ces types d'infrastructures sont mis en place à l'échelon approprié, de façon appropriée, pour aider les industries alimentaires de base et toutes les autres industries et commerces qui sont absolument nécessaires au tiers-monde. Vous avez absolument raison, c'est là un moyen d'atteindre un but. Merci beaucoup messieurs.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Sirois, I found your testimony very meaningful, interesting, and at some point even very overwhelming. As for your experience with the service provided by some of our embassies, I think that some Canadians would certainly agree with you in saying that they were shocked with the reception they sometimes received.

We're going to ensure that our ambassador in Haiti, Mr. Dussault, receives a copy of your testimony, because you've spoken so highly of Mr. Dussault's services.

As regards accountability—because that's what you developed here with us—as a country, how far can we go in requiring such accounts from international organizations that we work with? For example, the Organization of American States

États américains a été à l'origine de la Mission civile en Haïti, et si eux ont dépensé des sommes d'argent sans que le Canada soit directement informé de ces dépenses, là vous avez un point qui, je pense, est sérieux. Jusqu'où le Canada peut-il aller pour exiger des organisations internationales qu'on lui rende compte sur la portion canadienne des fonds contribués pour l'effort, l'oeuvre ou le geste qu'on a posé?

Est-ce qu'au Rwanda actuellement, où les Zaïrois exigent 3 000\$ pour chaque avion qui atterrit au Zaïre, vous seriez contre ce genre de choses?

• 1700

M. Sirois: Je ne pense pas qu'il y ait de réponse précise. J'en conviens tout de suite. Je ne pense pas qu'il y ait une recette magique. Je pense que c'est un but vers lequel on doit tendre. On doit tendre d'avoir le plus d'information possible. Il y a des cas où c'est sûrement clair. Pour ce que je connais du financement de la Mission civile par exemple, si l'information que j'ai obtenue officieusement est exacte, il y a moyen de suivre assez bien le financement que le Canada fournissait.

Pour ce qui est du financement qui venait de l'administration générale de l'OÉA, j'en conviens que c'est une autre chose et on revient à ce moment-là à l'importance d'avoir des contacts avec les Canadiens qui sont à l'intérieur de ces missions, encore une fois dans la mesure où leur contrat de service leur permet de communiquer de l'information parce que bien entendu, on ne leur demande pas de violer leur contrat de service.

Je pense qu'il y a de l'information qui peut être échangée comme cela et qui devrait permettre un certain contrôle. Dans le cas de la Mission civile je pourrais vous parler de certaines choses très précises et vous dire, bon, dans le cas de voitures, on a payé des voitures usagées deux fois le prix d'une voiture neuve. Il y a quelque chose qui ne va pas!

Enfin, je ne veux pas commencer à donner plein d'exemples précis comme cela mais vous voyez que lorsqu'on est sur place, on le sait et dans un cas comme cela et comme d'autres d'ailleurs, j'aurais souhaité avoir un interlocuteur qui par la suite aurait donné un suivi, le suivi normal que l'on doit faire pour cela.

Le coprésident (M. Gauthier): Très bien. Je vous remercie.

Mr. Billowes, in your experience with CIDA, were the programs with which you were associated evaluated seriously by CIDA as to their effectiveness and their efficiency?

Mr. Billowes: Yes, Mr. Chairman, to some extent. I think it's fair to say that it was a bit haphazard, but of course I don't think you'd want to spend the money to evaluate every single program.

We tried quite hard. In fact, just before I left I set up a socio-economic evaluation of one of these rural telecommunications systems, because I think it was very important to find out whether there was a real socio-economic benefit from this. Evaluation in this field is very difficult when the primary objective is not simply to put in a working telephone system, but to find out whether or not it's benefiting the society. It becomes very difficult and costly and complex.

[Traduction]

initiated the Civil Mission in Haiti, and if they spent money without Canade being directly of these expenditures, I think you have a very serious point. How far can Canada go in requiring that international organizations provide it with information on how the Canadian portion of the funds contributed is used in the efforts undertaken, the work or the actions involved?

Would you be against this type of thing in the current case of Rwanda, where the Zairiers are demanding \$3,000 for each plane that lands in their country?

Mr. Sirois: I don't think there's a clear answer. I admit that right away. I don't think there's a magic formula. I think that it is a goal we have to try and reach. We have to try to obtain as much information as possible. There are cases where it is undoubtedly clear. As for my knowledge of the funding for the Civilian Mission, for example, if the information I obtained unofficially is correct, there is a way to closely monitor funding provided by Canada.

As regards funding from the general administration of the OAS, I admit that that's something completely different, and that brings us back to the importance of having contact with Canadians who are involved in these missions, once again to the extent that their service contract enables them to provide information, because of course, we're not asking them to breach their service contracts.

I think that there is information that can be exchanged that way, and that should allow for some control. In the case of the Civilian Mission, I could give you some very specific examples, and tell you that as far as cars were concerned, we bought used ones for twice the price we would have paid for a new one. There's something wrong there!

Finally, I don't want to start giving you more specific examples like that, but you can see that when someone is on site, the person is aware of these things, and in a case like that and like many others, I would've hoped there would have been someone who, subsequently, could have followed the situation up, as normally would be done.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Very well. Thank you.

Monsieur Billowes d'après votre expérience à l'ACDI, est-ce que cet organisme évaluait les programmes auxquels vous étiez associé afin de déterminer s'ils étaient efficaces et efficients?

M. Billowes: Oui Monsieur le président, dans une certaine mesure. Je crois qu'il est juste de dire que ces évaluations étaient faites un peu au hasard, mais évidemment, je ne crois pas que ce soit utile de dépenser de l'argent pour évaluer chaque programme.

Nous avons bien essayé. En effet, juste avant de partir, j'ai mis sur pied une évaluation socio-économique d'un de ces réseaux de télécommunications ruraux, parce que je croyais qu'il était important de déterminer s'il y avait de véritables avantages sociaux et économiques. Une telle évaluation est très difficile à réaliser, lorsque l'objectif principal consiste non seulement à mettre en place un réseau téléphonique opérationnel, mais aussi à déterminer si la société en tire profit. Cette évaluation devient très difficile à faire, coûteuse et complexe.

I think we make a fair effort at trying to do so. Of course, we work closely and read a lot of literature from other aid agencies, both bilateral and multilateral. We are in touch with them in telecommunications through the international organization, the ITU, the International Telecommunications Union. They put out a lot of good material of this nature. So there is quite a wealth of material available about the benefits, and we take that into considerable account. But it is difficult and costly to evaluate these things.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): But we are leaders in that field, as you know. The Auditor General of Canada has led the field in terms of value-for-money auditing, the efficiency and the effectiveness of the moneys being spent. And you're telling me that indeed we have that kind of threshold, that we can evaluate programs, if I hear you correctly.

Mr. Billowes: Oh, there is no question we can, and we do on a selective basis, yes.

I'm a bit leery about this question because-

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I know.

Mr. Billowes: —one is never satisfied with all the answers you get or the amount of evaluations.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Well, the Auditor General said in his latest report that he wasn't satisfied, so you can't be satisfied, I'm sure.

Mr. Billowes: No, no.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Senator Andreychuk, I'm sorry. I didn't see you asking for questions.

Senator Andreychuk: I have a question for Mr. Sirois.

You indicated that some of the professionals abroad are not professional. They lack the sensitivity to you and to issues that you were dealing with. Are you indicating that it is somehow unique to the foreign service, or is this something within the Public Service Commission? In other words, there are good professionals and bad professionals. I happen to support you. Mr. Dudoit is known to be a very good professional. He handles his position well, whether he's in Canada or overseas. What distinguishes his actions from the lack of proper functioning of the officials whom you dealt with overseas?

Mr. Sirois: I'm not sure if I understand your question well. Are you referring to my comments?

Senator Andreychuk: Well, for example, when I worked in Canada, from time to time there were civil servants who didn't perform adequately, and one would find an avenue to make sure that was corrected. How do we correct the injustices overseas if you say that they didn't perform well? What's unique about them as opposed to the rest of the civil service?

[Translation]

Je crois que nous avons déployé des efforts nécessaires pour essayer de le faire. Évidemment nous travaillons en étroite collaboration avec d'autres organismes bilatéraux et multilatéraux qui fournissent de l'aide, et nous lisons beaucoup de publications. Nous gardons contact par le truchement de la «International Telecommunications Union», qui prépare beaucoup de bonnes choses de ce genre. Donc, il y a toute sorte de documents disponibles à propos des avantages, et nous en tenons compte dans une grande mesure. Cependant, il est très difficile et très coûteux d'évaluer ces choses.

Le coprésident (M. Gauthier): Mais nous sommes les meilleurs dans ce domaine, comme vous le savez. Le vérificateur général du Canada domine dans le domaine pour ce qui est de la vérification de l'optimisation des ressources, et de la façon efficace et efficiente dont on dépense l'argent. Vous me dites que nous avons effectivement ce genre de seuil, que nous pouvons évaluer ces programmes, si i'ai bien compris.

M. Billowes: Oui, nous sommes en mesure de le faire, et nous le faisons sélectivement.

J'hésite à répondre à cette question, parce que...

Le coprésident (M. Gauthier): Je le sais.

M. Billowes: ...on est jamais satisfait des réponses, ni du nombre d'évaluations.

Le coprésident (M. Gauthier): Dans son dernier rapport, le vérificateur général a dit qu'il n'était pas satisfait, donc vous non plus vous ne devriez pas être satisfait.

M. Billowes: Non, non.

Le coprésident (M. Gauthier): Madame Andreychuk, je suis désolé. Je n'avais pas remarqué que vous vouliez poser des questions.

La sénatrice Andreychuk: J'ai une question à poser à M. Sirois.

Vous avez dit que certains professionnels à l'étranger ne sont pas très professionnels. Ils manquent de sensibilité envers vous et envers les questions auxquelles vous étiez confrontées. Estimez—vous que cette attitude est particulière au Service extérieur ou qu'il s'agit de quelque chose qui est plus répandu au sein de Commission de la fonction publique? En d'autres mots il y a de bons professionnels et de mauvais professionnels. Je suis d'accord avec vous. M. Dutoit est reconnu comme étant un bon professionnel. Il s'occupe bien de son poste qu'il soit ici ou à l'étranger. Qu'est—ce qui distingue ce genre d'actions du manque de professionnalisme des responsables que vous avez rencontrés à l'étranger?

M. Sirois: Je ne sais pas si je comprends bien votre question. Est-ce que vous faite référence à mes commentaires?

La sénatrice Andreychuk: Eh bien, quand je travaillais au Canada, par exemple, il y avait de temps à autre, des fonctionnaires qui ne travaillaient pas foi en adéquats, et on trouvait toujours un moyen pour corriger cette situation. Comment corriger les injustices outremer si, d'après vous, ces gens n'ont pas un bon rendement? Qu'ont-ils de si spécial en comparaison au reste de la fonction publique?

[Traduction]

• 1705

Mr. Sirois: I guess there should be a reminder to the civil servants who are within the foreign service that they are civil servants and that they owe a service to the Canadian public. There seemed to be for some of them some kind of industrial culture, if you want, where they feel they're above. They feel they're giving favours when we go to the embassy or to the consulate. I do not get that impression from other civil servants here. I do not get that kind of treatment. We encounter that feeling too often, unfortunately.

Mind you, I'm not disparaging the very good civil servants in the foreign service. I don't want to be misunderstood, but there seems to be something like that for some civil servants. Unfortunately, too often those are the persons who have to deal with the public.

Senator Andreychuk: I guess my question is, were you able to find the cause? I happen to agree with you that there is some of that difficulty. What is the cause and how can it be corrected, therefore?

Mr. Sirois: I don't know if it's the cause, but one of the particular problems is the fact that one cannot file a complaint immediately. One is away and one may have problems making phone calls—simply making phone calls to whoever may be in charge in Ottawa.

Senator Andreychuk: Communications.

Mr. Sirois: As any bad public servant knows, if you're sure there will be no report. . . When the person comes back here, that person will not necessarily spend time writing a letter, and then it goes with the flow and it is perpetuated.

I saw cases of abuse in the embassy in Bangkok some years ago. I could make a list.

There is room for improvement, let's put it that way. I'm not after one person in particular. I'm just saying that there is room for improvement; I'm sure of that.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I was just thinking, maybe we should have the British system and have a citizens' charter in every embassy: here are your rights as a Canadian citizen. If you don't get satisfaction from those rights you have a formal complaint right there and then. The British have it. I don't see why we shouldn't. Anyway, it's just an additional. . .

Are you finished, Senator Andreychuk?

Senator Andreychuk: Yes.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Any questions, Mr. English? I have a question for Mr. Hogan if you don't have one.

Mr. English: Go ahead.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Hogan, you talked about efficiency. You talked about long-term perspectives. If I heard you correctly you also said that the Export Development Corporation should focus on small business. We've heard an awful lot about that. You talked about exchange of information. I don't know if you specifically used the words "corporate intellectual". You didn't use that. In the last two days we've had several witnesses mention to us the

M. Sirois: Je pense qu'il faudrait rappeler aux fonctionnaires du service extérieur qu'ils sont au service de la population canadienne. À cause d'une certaine culture organisationnelle, ils semblent se croire un peu supérieurs. Ils semblent nous faire des faveurs lorsque nous nous adressons à eux, à l'ambassade ou au consulat. Ce n'est pas l'impression que j'ai en traitant avec d'autres fonctionnaires, ici. Je ne suis pas traité de cette façon. Nous rencontrons trop souvent cette attitude, malheureusement.

Mais je ne voudrais pas critiquer les excellents fonctionnaires du Service extérieur. Je veux qu'on me comprenne bien. Il semble que ce soit le cas pour quelques fonctionnaires. Malheureusement, trop souvent, ce sont ceux qui doivent traiter avec le public.

La sénatrice Andreychuk: Voici ma question: en avez-vous trouvé la cause? Je suis d'accord avec vous, il semble y avoir un problème. Mais quelle en est la cause et comment peut-on y remédier?

M. Sirois: Je ne sais pas si c'est la cause, mais il y a notamment le problème qu'on ne peut porter plainte immédiatement. On est à l'étranger et il peut être difficile de placer un appel, par exemple pour téléphoner au responsable à Ottawa.

La sénatrice Andreychuk: Les communications.

M. Sirois: Comme le savent tous les mauvais fonctionnaires, quand on sait qu'il n'y aura pas de plaintes... Lorsque la personne revient ici, elle ne prendra peut-être pas le temps de rédiger une lettre, ce qui fait que ce genre de comportements se perpétuent.

J'ai vu des cas d'abus à notre ambassade de Bangkok, il y a quelques années. Je pourrais préparer une liste.

Il y a place à amélioration, pour le moins. Je n'en veux à une personne en particulier. Je dis simplement, qu'assurément, il y a place à amélioration.

Le coprésident (M. Gauthier): Je pense que nous pourrions peut-être imiter les Britanniques et afficher dans chaque ambassade une charte du citoyen où seraient énoncés nos droits de citoyens canadiens. Si vos droits ne sont pas respectés vous pouvez porter plainte immédiatement. C'est le système britannique. Je ne vois pas pourquoi nous n'aurions pas le même. De toute façon, il suffirait d'ajouter...

Avez-vous terminé, sénatrice Andreychuk?

La sénatrice Andreychuk: Oui.

Le coprésident (M. Gauthier): Avez-vous des questions, monsieur English? J'ai une question pour M. Hogan, si vous n'en avez pas.

M. English: Allez-y.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Hogan, vous avez parlé d'efficience. Vous avez parlé de perspectives à long terme. Si j'ai bien compris, vous dites également que la Société pour l'expansion des exportations devrait se concentrer sur les petites entreprises. On en a beaucoup entendu parler. Vous avez parlé d'échange d'informations. Je ne sais pas si vous avez utilisé l'expression «intellectuel des organisations». Non, ce n'est pas le cas. Depuis deux jours, plusieurs témoins nous ont parlé du

or marketing it.

We heard today the Chamber of Commerce telling us that they're looking at the possibility of helping small business access information on markets and the needs of those markets. I'm just wondering, do you agree that there should be an effort in Canada, and who should put this together? Should it be the Chamber of Commerce? Should it be the Government of Canada? Should it be the private sector? How do you see that information being gathered by somebody so it can be accessible to Canadians without too much difficulty?

• 1710

Mr. Hogan: It's a really interesting question. In our statement we've attempted to kind of float on the ideological plane. I think that maybe our focus is not on reducing the limits from \$500,000 to \$100,000, but rather that there be some repositioning of the Export Development Corporation to include organizations that want to do business effectively in, let's say, the Third World.

The other aspect of the exchange of information was addressed while we were coming up with this statement by both Joan Summers and Jacqueline Adderley. We debated what structures might be put into place in order to ensure that happens. We felt that in the end that was something that should come out of this committee as a recommendation, because you people are more in tune with the structures of government as they evolve. However, you might want to consult with the individuals who have appeared before your committee before putting something like that into effect.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Hogan.

Mr. Billowes: Mr. Chairman, if I may, I will just take a couple of seconds to quote from this World Bank development report. It says:

Infrastructure can deliver major benefits in economic growth, poverty alleviation, and environmental sustainability—but only when it provides services that respond to effective demand and does so efficiently.

I think that's where I'm coming from. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Billowes.

Monsieur Sirois, voulez-vous faire un commentaire?

M. Sirois: Si vous me permettez, j'aimerais ajouter quelque chose au sujet d'Haïti. D'après ce que je lis dans les journaux, on dit qu'en ce moment il y a des tractations entre le gouvernement canadien et le gouvernement américain par rapport à l'invasion et ensuite pour ce qui va suivre l'invasion. Je voudrais juste faire une remarque très brève au sujet de la contribution du gouvernement canadien dans ce qui pourrait suivre une invasion éventuelle.

[Translation]

need to establish some connection between market needs or the besoin de créer des liens entre les besoins du marché et les targeted receivers of our aid and how information on those markets récipiendaires de notre aide et de l'importance de l'information sur is important. The BCNI yesterday said they had that kind of ces marchés. Hier, le CCCE affirmait posséder ce genre de information, but being a business they're not interested in selling it renseignements mais ses représentants nous ont dit qu'en tant qu'entreprise, il n'est pas intéressant de les vendre ni de les mettre sur le marché.

> Aujourd'hui, la Chambre de commerce nous disait étudier la possibilité d'aider les petites entreprises à obtenir des renseignements sur les marchés et leurs besoins. Pensez-vous qu'on devrait faire cet effort au Canada? À qui confier cette tâche? La Chambre de commerce? Au gouvernement du Canada? Au secteur privé? Comment ces renseignements pourraient-ils être recueillis de manière que les Canadiens puissent facilement y avoir

> M. Hogan: C'est une question très intéressante. Dans notre mémoire, nous avons essayé de nous situer sur un plan idéologique. Nous ne mettons pas l'accent sur une réduction des limites de 500 000\$ à 100 000\$, mais nous disons plutôt qu'il faut réorienter la Société pour l'expansion des exportations afin d'inclure des organisations qui veulent faire affaire efficacement dans le Tiersmonde, par exemple.

L'autre aspect de cet échange d'informations a été abordé par Joan Summers et Jacqueline Adderley, lorsque nous préparions notre mémoire. Nous avons discuté des structures à mettre en place pour assurer que cela se produise. Nous estimons que, en fin de compte, c'est quelque chose que ce Comité devrait présenter à titre de recommandation, parce que vous êtes plus au courant des structures gouvernementales et de leur évolution. Cependant, vous voudrez peut-être consulter les personnes qui ont comparu devant le Comité avant de passer à la pratique.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Hogan.

M. Billowes: Monsieur le président, si vous me le permettez, j'aimerais juste prendre quelques instants pour vous citer un extrait du rapport de la Banque mondiale sur le développement. On dit ici:

L'infrastructure serait très avantageuse au niveau de la croissance économique, de l'élimination de la pauvreté et de la durabilité environnementale-mais seulement lorsqu'elle fournit des services qui répondent à la demande efficacement.

C'est mon point de vue. Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci monsieur Billowes.

Mr. Sirois, would you like to make a comment?

Mr. Sirois: If you'll allow me to, I would like to add something on the topic of Haiti. According to what I've read in the newspapers, at this time there are negociations going on between the Canadian government and the American government with respect to an invasion and what will happen after the invasion. I would just like to make a very brief comment on the topic of the Canadian contribution to what would eventually take place after a possible invasion.

Je ne me prononce pas pour ce qui est de l'invasion. Je ne vais pas vous faire perdre de temps avec cela; mais si jamais il y a une invasion et si jamais le gouvernement canadien accepte de s'impliquer davantage par la suite, je pense qu'il est très important de bien se renseigner avant de décider des mesures qui devront être prises et je vous donne un seul exemple parce que j'ai vécu cela.

Le gouvernement canadien avait envoyé un contingent assez important de la MINUAR qui devait faire du travail là-bas et qui a dû revenir à cause de l'affaire du Harlan County. Il y avait trois volets. On devait entraîner l'armée et la police qui devaient être formées éventuellement. On devait fournir de l'équipement à l'armée et à la police éventuellement. On précisait que ce n'était pas des armes mais de l'équipement; et on devait contribuer à faire des routes en Haïti, dont Haïti a grandement besoin, il n'y a aucun doute. Cependant, ce qu'il faut voir et ce que les Haïtiens, tous les Haïtiens que je connais ont compris et ce que j'ai compris quand j'étais là, c'est que cela était le plus beau cadeau possible pour les militaires pour leur permettre d'améliorer, de renforcer la répression.

Et je vous donne un tout petit exemple. On allait voir les gens dans les villages. On arrivait à une rivière où le pont avait été détruit et donc la route s'arrêtait là. Les gens proposaient de remettre des roches et de faire une route. Je leur disais non parce que je savais très bien que leur seule protection c'était le fait qu'il n'y avait pas de route. Parfois, ce qui nous semble une mesure excellente ici peut être une catastrophe là—bas, et cela en est un bon exemple.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Sirois, pour ce commentaire.

Mr. English: Mr. Billowes, your comments on infrastructure are interesting. I read what I believe was John Stackhouse's article about development in general. He talked about Bangladesh, which has been a major recipient of Canadian aid, and about infrastructure projects that lie wasting. You've talked about the difficulty of assessing socio-economic benefits of specific infrastructure projects.

There was an article—I don't think it was in *The Globe and Mail*—that compared Malaysia and some of the British African countries that had similar infrastructure inherited from the colonial regime. We forget that many countries inherited quite impressive infrastructure—communications networks, etc.—from the colonial regimes. In many countries those infrastructures deteriorated enormously. I think this is really where the difficulty is with your presentation.

• 1715

In the case of Malaysia—and I believe it was *The Economist* that had this article—it seems that what they concentrated on was questions such as public health, literacy above all else, and women's health as well. This seemed to have an effect, and infrastructure flowed out of those earlier periods of concentration, because after all Malaysia was coming off a civil war.

In the case of the western African countries, which probably had better infrastructure than did Malaysia, much of that infrastructure of course now lies in ruins.

[Traduction]

I'm not going to comment on the invasion as such. I don't want to waste your time with that. But if ever there were an invasion, and if the Canadian government were to accept to be involved after the invasion, I think it would be very important to obtain information before deciding what measures will be made, and I'll give you a single example, because I've experienced it.

The Canadian government sent a rather significant MINUAR contigent which was supposed to work there and which had to return because of the *Harlan County* affair. There were three responsibilities. We were to train the army and the police that would eventually be set up. We were to provide the future army and police with equipment. We clearly said that we were not providing weapons, but equipment; and we were to continue to build roads in Haiti, which Haiti undoubtedly greatly needed. However, what we have to consider, and what the Haitians that I met understood, and what I understood when I was there, was that this was the best possible gift we could give the army to enable them to improve and reinforce repression.

I'll give you a small example. We went out to see people in the villages. We got to a river where the bridge had been completely destroyed, and so the road stopped there. Some people suggested putting down rocks and making a road. I said no, because I knew very well that their only means of protection was the fact that there was no road. Sometimes, what seems to be an excellent measure here, can turn out to be a catastrophy there, and that's a good example.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you for your comment, Mr. Sirois.

M. English: Monsieur Billowes, vos commentaires sur l'infrastructure semblent intéressants. J'ai lu un article qui était écrit par John Stackhouse, je crois, à propos du développement en général. Il a parlé du Bangladesh, qui a reçu beaucoup d'aide canadienne, et des projets d'infrastructure qui n'ont pas été réussis. Vous avez parlé des difficultés d'évaluer les avantages socio-économiques des projets d'infrastructure précis.

Il y avait un article—je ne pense pas qu'il soit paru dans le Globe and Mail—qui a comparé la Malaysie et quelques pays de l'Afrique britannique qui avaient hérité d'infrastructures semblable du régime colonial. On oublie que bon nombre de pays ont hérité d'une infrastructure assez impressionnante—réseaux de communications, etc—des régimes coloniaux. Dans bon nombre de pays, ces infrastructures se sont énormément détériorées. Je pense que c'est vraiment là où cela pose un problème par rapport à votre exposé.

Dans le cas de la Malaisie—je crois que c'est dans *The Economist* que j'ai lu cet article—il semble que l'on se soit concentré sur des questions comme la santé publique, l'alphabétisation surtout et la santé des femmes également. Cela semble avoir eu un effet, et il est resté une certaine infrastructure de cette période qui a précédé la guerre civile en Malaisie.

Dans le cas des pays d'Afrique occidentale, qui avaient sans doute une meilleure infrastructure que la Malaisie, une bonne partie de cette infrastructure est aujourd'hui en ruines.

What I'm asking is the chicken-and-the-egg question, and I'm wondering if you would comment on that. I think the reason that infrastructural projects are criticized by so many groups that have come before us is the fact that in many parts of the world where infrastructure was built up—you could see very modern telephones and very modern communications networks. It's not simply countries in Africa; it could be in Argentina as well. That infrastructure deteriorated enormously. It seems that if you're looking for what leads to sustainable human development. . . they are those things that you might call people-oriented questions.

Mr. Billowes: Very briefly, certainly I don't believe there is a chicken or an egg in this situation. I think there is a sort of interaction, more of a yin-yang type of thing, where each boot-straps the other to some extent.

Also, I would point out that commodity prices are critical to this. I think it was Nyerere of Tanzania who once remarked that, in 1950, three tonnes of coffee would buy a three-tonne Bedford truck and it took 37 tonnes today. And that meant a great loss of foreign earnings. This was always the problem I faced. We did not, in CIDA, ever want to have to sustain a project in perpetuity, i.e., provide unlimited funds for indefinite periods in the future to maintain it.

But you must put money into systems. You have to buy spare parts and consumables and things like that. You have to maintain the training; you have to maintain the equipment. These countries very often do not seem to have the budgets or, if they do have the budgets, they seem to be spent on some of the wrong things, some of the worst excesses being the president's bodyguard and things like that. It draws money away.

So this is where I'm very much taken by this new World Bank report, which says, look, we have to do it more efficiently, we have to do it effectively, and we have to choose projects that we can design that are appropriate, in all the many meanings of that word, for the circumstances.

When I'm talking about telephone systems, I'm not talking about 50 or 60 telephones per 100 people. I'm talking about trying to go from one per 1,000 people to one per 100 people and that sort of level, one per village and these sorts of things, and to provide the necessary training and the necessary backup.

What I've always wanted to do, and I was never allowed to do this, was to make it a condition, right in the memorandum of agreement, saying that the government of country X, the recipient country, undertakes to provide so many dollars a year, in hard currency, to maintain the system once we've got it. Oh, you can't do that. It's telling people their own business. That's true too, but if you don't do something like that, if you don't somehow do that, the spare parts supply winds down. I always put five to ten years of spares in, but some of them were used, some got lost, some got stolen, and some of them got destroyed by the weather and the animals and things. It's an incredibly complicated problem, but I believe we see the problem and I believe we're beginning to work out how to do it.

[Translation]

C'est comme l'histoire de la poule et de l'oeuf: quelle est la cause et quel est l'effet? J'aimerais savoir ce que vous en pensez. Je pense que si les projets d'infrastructure sont critiqués par un si grand nombre de groupes qui ont comparu devant nous, c'est parce que dans de nombreuses régions du monde où l'infrastructure a été mise en place—on pouvait trouver des réseaux de téléphone et de communications très modernes. Ce n'est pas seulement dans les pays d'Afrique; c'est le cas en Argentine également. Ces infrastructures se sont énormément détériorées. Si vous cherchez ce qui mène à un développement humain durable. . . Il y a ce que l'on pourrait appeler les questions axées sur les gens.

M. Billowes: Très brièvement, je ne pense certainement pas qu'il s'agisse ici d'une situation de cause ou d'effet. À mon avis il y a une sorte d'interaction, un genre de rapport yin-yang, où dans une certaine mesure une force met l'autre en équilibre.

En outre, je dirais que les prix des produits de base sont absolument critiques dans une telle situation. Je pense que c'est Nyerere de la Tanzanie qui a dit un jour qu'en 1950, trois tonnes de café permettaient d'acheter un camion Bedford de trois tonnes, alors qu'il en faudrait 37 tonnes aujourd'hui. Cela représente une perte énorme de revenus étrangers. C'est le problème que j'ai toujours rencontré. À l'ACDI, nous n'avons jamais voulu soutenir un projet à perpétuité, c'est-à-dire fournir des fonds illimités pour maintenir un projet indéfiniment.

On doit cependant investir dans des systèmes. On doit acheter des pièces de rechange, des produits de consommation, et ce genre de choses. On doit maintenir la formation; on doit entretenir l'équipement. Très souvent, ces pays ne semblent pas avoir les budgets nécessaires et lorsqu'ils les ont, ils semblent dépenser très mal leur argent, certains des pires excès étant pour les gardes du corps du président et ce genre de choses. Cela éloigne l'argent.

Donc, c'est là où je suis très impressionné par ce nouveau rapport de la Banque mondiale qui nous dit qu'il faut être plus efficace et que nous devons choisir des projets qui conviennent à toutes les circonstances, dans tous les nombreux sens de ce mot.

Lorsque je parle des réseaux téléphoniques, je ne parle pas de 50 ou de 60 téléphones pour cent personnes. Il s'agit ici d'essayer de passer d'un téléphone par 1 000 personnes à un téléphone par 100 personnes, ou à un par village, de fournir la formation et l'appui nécessaires.

Ce que j'ai toujours voulu faire, mais on ne me l'a jamais permis, c'est d'imposer une condition dans le protocole d'entente disant que le gouvernement du pays récipiendaire s'engage à fournir tel montant par année, en devises fortes, pour maintenir le système une fois qu'il a été installé. Mais on m'a dit qu'on ne peut pas faire cela. Que ce serait se mêler de ce qui ne nous regarde pas. C'est vrai, mais si on ne fait pas cela, les approvisionnements en pièces de rechange diminuent. Je prévoyais toujours des pièces de rechange pour 5 ou 10 ans, mais certaines étaient utilisées, d'autres se sont perdues, d'autres ont été volées, et d'autres ont été détruites par les intempéries, les animaux, etc. C'est un problème incroyablement compliqué, mais je crois que nous le comprenons et que nous commençons à savoir comment le régler.

But certainly I'm not talking necessarily about the megaprojects any more. I'm talking about human resource development, training, long-term development, showing them how to maintain the system, bringing people over here and helping them get into a work environment and helping them to really understand it, trying to get that corporate or government commitment to sustain the system with the foreign exchange. That's very often one of the key factors. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Billowes.

Monsieur Hogan, avez-vous un commentaire?

• 1720

Mr. Hogan: I would like to comment on this gentleman's statement—

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Very briefly.

Mr. Hogan: —very briefly. I have a colleague who has a small to medium—sized business, who recently installed a telephone system in a Third World country. The system has not been used because the people have never been trained how to use the telephone, nor have they ever been taught the benefits that a telephone system might bring to their own society. We need training in a Third World country, just as we need to focus on training here nationally.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Hogan. With those words, I want to thank Ms Joan Summers, Mr. Hogan, Jacqueline Adderley, Monsieur Sirois, Mr. Billowes. Thank you for your contribution this afternoon. We appreciate your taking the afternoon off to come and talk with us. I hope that you'll understand that what you've said to us today is very important to the process. We're trying to democratize it. Is that a good word?

Nous avons essayez de démocratiser le processus et je pense que nous en sommes à la soixante-quinzième réunion, monsieur Billowes. Depuis avril, ça fait plusieurs réunions! On va continuer et j'espère qu'un jour nous aurons un meilleur système. Merci beaucoup de votre comparution de cet après-midi.

J'inviterais maintenant de l'Association du barreau canadien, M^{me} Cecilia Johnstone, présidente; et M^{me} Melina Buckley, directrice générale, affaires légales et gouvernementales.

Madame Johnstone,

the floor is yours for whatever time you want. You're the icing on the cake this afternoon. We will end our afternoon session with you and then we will start again at 7:30 p.m.

Ms Cecilia I. Johnstone, Q.C. (President, Canadian Bar Association): Mr. Chair and members of the parliamentary committee, first of all, contrary to Mr. English's comments, I will be brief. I will take approximately 10 minutes and then I will entertain any questions you may have.

I first wanted to give you a brief synopsis of what the Canadian Bar Association is and then present our submission, which is very narrow and focused, because that is our reality in terms of foreign policy.

[Traduction]

Je ne parle plus nécessairement ici de méga-projets. Je parle de la mise en valeur des ressources humaines, de formation, de développement à long terme; de leur montrer comment entretenir le réseau, de faire venir des gens ici pour les aider à acquérir de l'expérience en milieu de travail et à vraiment comprendre le milieu de travail, d'essayer d'obtenir cet engagement de la part du gouvernement ou de la société qu'ils maintiennent le réseau grâce aux devises. Très souvent, c'est l'un des facteurs clés. Merci

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Billowes.

Any comments, Mr. Hogan?

M. Hogan: J'aimerais faire une remarque au sujet de la déclaration de M...

Le coprésident (M. Gauthier): Très brièvement.

M. Hogan: ...très brièvement. J'ai un collègue qui a une petite ou moyenne entreprise et qui a installé récemment un réseau téléphonique dans un pays du Tiers monde. Le réseau n'a pas été utilisé parce que les gens n'ont jamais appris comment se servir d'un téléphonique pour leur a jamais enseigné les avantages d'un réseau téléphonique pour leur propre société. On a besoin de formation dans un pays du Tiers monde, tout comme on a besoin de mettre l'accent sur la formation ici, au pays.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Hogan. Ça étant dit, j'aimerais remercier M^{me} Joan Summers, M. Hogan, Jacqueline Adderley, Mr. Sirois, M. Billowes. Je vous remercie de votre contribution cet après-midi. Nous vous remercions d'avoir pris l'après-midi pour venir témoigner devant notre Comité. J'espère que vous comprendrez que ce que vous nous avez dit aujourd'hui est très important pour le processus. Nous tentons de le démocratiser. Est-ce le bon mot?

We have tried to democratize the process and I think this is our seventy-fifth meeting, Mr. Billowes. Since April, it is a lot of meetings! We are going to continue and I hope that one day we will have a better system. Thank you very much for your testimony this afternoon.

I would now like to invite the Canadian Bar Association, Mrs. Cecilia Johnstone, President; and Mrs. Melina Buckley, Senior Director, Legal and Governmental Affairs.

Mrs. Johnstone.

vous avez la parole. Prenez tout le temps nécessaire. Vous êtes la cerise sur le gâteau cet après-midi. Nous allons clore notre séance de cet après-midi avec vous et nous reprendrons ce soir, à 19h30.

Mme Cecilia I. Johnstone, c.r. (présidente, Association du barreau canadien): Monsieur le président, mesdames et messieurs membres du Comité parlementaire, tout d'abord, contrairement aux commentaires de M. English, je serai brève. Je prendrai environ 10 minutes, puis je répondrai aux questions que vous voudrez bien me poser.

Permettez-moi tout d'abord de vous dire brièvement ce qu'est l'Association du barreau canadien et je vous présenterai ensuite notre mémoire, qui est très succinct et précis, car il reflète notre perspective de la politique étrangère.

The Canadian Bar Association represents approximately 35,000 lawyers, judges, notaries, law teachers and law students across Canada. It's an association that represents these Canadian jurists both nationally and internationally and is dedicated to four major purposes: improvement in the law, improvement in the administration of justice, advocacy in the public interest, and individual lawyer training.

We see our mandate in terms of foreign policy and our reality with it as being very narrow, and that's what we're bringing to you today. It is laudatory, however. We feel that the cooperation we received from the federal government in terms of funding our international initiatives bodes well for Canada and for Canadian lawyers.

I must tell you first of all that our involvement has been, as in our written submission, with the Bureau for Assistance to Central and Eastern Europe. Most of our experience has been with that particular bureau, and we've developed protocols or agreements with various countries in central and eastern Europe as they develop their democracies. We have brought lawyers to Canada to train them. Some have gone on to take leadership roles within their respective governments and within their respective legal communities.

• 1725

We have also been a very strong proponent of believing that this training program, either on site in central and eastern Europe or in Canada, has developed the rule of law, explained to them how important it is, and explained how important an independent judiciary and an independent legal profession is. As a result of that, I believe the Canadian legal profession is held in very high esteem internationally, particularly in these new countries.

Very recently we've also been funded by CIDA. As a result of that funding I went over to Beijing, to China. We entered into an historic agreement, a protocol of sharing our legal resources with the All China Bar Association. I say "historic" because it is the first formal agreement that's been entered into with this group of lawyers. As we were dealing and negotiating, the vice—minister of justice, at that high a level, indicated that they were moving to self-regulation of the legal profession. He welcomed the opportunity to deal with Canadian lawyers, to share and develop their rule of conduct, to develop what they knew was essential in terms of entering into a global economy.

We feel it very important that we be able to assist these emerging countries. I think Canadian lawyers are well received because we are not aggressive in how we share ideas. We have two systems of justice and laws as a result of the civil code and the common law, so we're very unique. That uniqueness brings a diversity that is applauded by our European and central European counterparts and also by China. We don't impose our will. We share ideas. I know that's hard to believe in terms of being advocates, but we are very accommodating and sharing, suggesting to them that they can learn, adopt what they feel is appropriate.

[Translation]

L'Association du barreau canadien représente environ 35 000 avocats, juges, notaires, professeurs de droit et étudiants en droit au Canada. C'est une association qui représente ces juristes canadiens à l'échelle nationale et internationale, et qui s'est donné quatre grands objectifs: améliorer le droit, améliorer l'administration de la justice, défendre l'intérêt public et offrir une formation individuelle aux avocats.

Notre mandat en matière de politique étrangère et notre réalité sont très limités, et c'est ce que nous allons vous expliquer aujourd'hui. C'est cependant élogieux. Nous estimons que la coopération que nous avons reçue du gouvernement fédéral pour le financement de nos initiatives internationales est de bon augure pour le Canada et les avocats canadiens.

Comme nous le disons dans notre mémoire, je dois souligner tout d'abord que tous nos projets ont été menés à bien en coopération avec la Direction générale d'assistance à l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Nous avons presque toujours travaillé avec elle, et nous avons élaboré des protocoles ou des ententes avec divers pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est au fur et à mesure qu'ils se démocratisaient. Nous avons accueilli des avocats au Canada pour les former. Lorsqu'ils sont retournés dans leur pays, un rôle de chef de file attendait certains d'entre eux au sein de leur propre gouvernement ou de leur communauté juridique.

Nous sommes en outre fermement convaincus que ce programme de formation, sur place en Europe centrale et en Europe de l'Est et au Canada, a permis d'instaurer la primauté du droit, d'expliquer dans ces pays l'importance de cette dernière et l'importance de l'indépendance du pouvoir judiciaire et de la profession juridique. Je crois donc que la profession juridique canadienne est tenue en très haute estime à l'échelle internationale, plus particulièrement dans ces nouveaux pays.

Tout récemment, notre association a reçu des fonds de l'ACDI. Cela m'a permis de me rendre à Beijing, en Chine. Nous avons conclu une entente historique, un accord de coopération avec la All China Bar Association. C'est une «entente historique», car il s'agit de la première entente officielle qui ait été conclue avec ce groupe d'avocats. Pendant que nous négocions l'entente, le vice-ministre de la Justice, à ce haut niveau, a laissé entendre que son pays se dirigeait vers l'autoréglementation de la profession juridique. Il se réjouissait de la possibilité de traiter avec des avocats canadiens, de partager et d'élaborer leurs règles de conduite, d'élaborer ce qu'ils savaient être essentiel pour que leur pays puisse participer à une économie globale.

Il est à notre avis très important d'être en mesure d'aider ces nouvelles nations. Je pense que les avocats canadiens sont bien reçus parce que nous n'essayons pas d'imposer nos idées. Nous avons deux systèmes de justice et de loi, le Code civil et la Common law, ce qui est très unique. Cette spécificité apporte une diversité qui est applaudie par nos homologues en Europe, en Europe centrale et en Chine. Nous n'imposons pas notre volonté. Nous échangeons des idées. Je sais que c'est difficile à croire de la part de défenseurs de la profession, mais nous sommes très conciliants et nous leur suggérons ce qu'ils peuvent apprendre, nous les aidons à adopter ce qu'ils estiment leur convenir.

I have not visited during my mandate or during my tenure the central and eastern European countries, but I did visit China. They want very much to learn from Canadians, to understand our legal system, and understand that lawyers and accountants are absolutely integral as they emerge and develop their economic base.

I believe the funding that is provided in such initiatives is germane. You certainly get your money's worth in terms of the legal expertise that's volunteered. All these lawyers are volunteers. In some cases they've even funded their own way over to these programs. I believe the Canadian legal community has embraced these initiatives, has welcomed the opportunity to share this expertise when they come and work within the law firms or within the government departments. It's an important initiative and that's why we're here.

As I said, too, it's a very narrow view of the whole foreign policy, but I believe one that's very laudable. I have never been so proud to be a Canadian, to be a member of the legal profession, to see these faces, smiling faces, as they see and understand more of the democratic process, how it works and how we can transplant that expertise in a meaningful way. The smiling faces come from those who participate on the panels and also those who greet our counterparts who come and visit Canada. The programs have been excellent.

In some cases, with central and eastern Europe, they visit Ottawa. They understand and see the Senate and the Parliament in operation. They have an intense program in dealing with our parliamentary process. The last group of entrants was here during the election, so they saw the electoral process. Then they are assigned to various law firms or government departments across the country, so they see a large part of Canada, very diverse geographically. Then they come back to Ottawa in essence, to do their post mortem on how the program works.

With China we have not done that yet. We hope to have the same kind of internship program in a more condensed version, and we will also do programming in China. They have welcomed the opportunity to have our lawyers come over and train. It's a well recognized program. We hope it continues. We hope there's a will and a means to expand this. We feel that we have and live in a free and democratic process that embraces the rule of law and, as I said, an independent profession and judiciary where other countries are just learning about that.

We have no complaints. We applauded the forward thinking of CIDA when they looked at China. They also funded in a very small way several of our lawyers going over to South Africa to observe the electoral process. That gave us the opportunity to put a foot in the door to encourage the lawyers in South Africa to work with us to develop a bar association. That's another thing we're working on, and we will do that in conjunction with hopefully South Africa. We've been asked also to look at

[Traduction]

Je n'ai pas visité les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est au cours de mon mandat, mais je suis allé en Chine. Ils tiennent beaucoup à apprendre des Canadiens, ils veulent comprendre notre système juridique et ils savent que les avocats et les comptables ont un rôle essentiel à jouer dans le développement de leur base économique.

J'estime que les fonds consacrés à de telles initiatives sont appropriés. L'expertise juridique qui est offerte est certainement un bon investissement. Tous ces avocats sont des bénévoles. Dans certains cas, ils financent eux-mêmes leur voyage pour se rendre sur place. La communauté juridique canadienne a, je pense, embrassé cette cause; elle est heureuse de participer à cette initiative et de partager ses compétences lorsque des stagiaires viennent travailler dans des cabinets d'avocats ou dans des ministères du gouvernement. C'est une initiative importante et c'est pour cette raison que nous sommes ici.

Comme je l'ai dit également, il s'agit d'une perspective très étroite de toute la politique étrangère, mais je crois qu'elle est néanmoins louable. Je n'ai jamais été aussi fière d'être Canadienne, d'appartenir à la profession juridique, de côtoyer ces personnes, des visages souriants, qui voient et comprennent davantage le processus démocratique, comment il fonctionne et comment nous pouvons transplanter ces compétences de façon significative. Ces sourires sont sur le visage de ceux qui participent au panel et de ceux qui accueillent nos homologues au Canada. Ces programmes ont été un succès.

Dans certains cas, par exemple, dans le cadre d'initiatives avec l'Europe centrale et d'Europe de l'Est, ils viennent à Ottawa. Ils peuvent voir comment fonctionnent le Sénat et la Chambre des communes. Ils participent à un programme intensif d'étude de notre processus parlementaire. Le dernier groupe de stagiaires était ici pendant les élections et a pu voir comment fonctionnait le processus électoral. Ils ont ensuite été affectés à divers cabinets d'avocats ou ministères du gouvernement, un peu partout au pays, de sorte qu'ils voient une bonne partie du Canada et sa grande diversité géographique. Ils reviennent ensuite à Ottawa pour faire le bilan du programme.

Avec la Chine, nous n'avons pas encore fait cela. Nous espérons avoir le même type de programme de stages sous une forme plus condensée cependant, et nous aurons également un programme en Chine. Les Chinois se réjouissent de la possibilité que nos avocats puissent y former des gens. C'est un programme bien reconnu. Nous espérons qu'il se poursuivra. Nous espérons qu'il y a une volonté et un moyen d'élargir ce programme. Nous vivons dans un monde libre et démocratique où la primauté du droit règne et, comme je l'ai dit, notre profession juridique et notre corps judiciaire sont indépendants, alors que d'autres pays commencent à peine à apprendre tout cela.

Nous n'avons aucun grief. Nous avons applaudi la démarche prospective de l'ACDI vers la Chine. L'ACDI a en outre quelque peu financé plusieurs de nos avocats afin qu'ils se rendent en Afrique du Sud pour y observer le processus électoral. Ça nous a donné l'occasion de mettre un pied dans la porte pour encourager les avocats d'Afrique du Sud à collaborer avec nous pour mettre sur pied une association du barreau. Voilà un autre projet auquel nous travaillons et que nous

or to help when they come here as interns.

[Translation]

Vietnam. We have no shortage of volunteers to go to these countries espérons mener à bien conjointement avec l'Afrique du Sud. On nous a demandé également de voir ce que l'on pouvait faire pour le Vietnam. Ce ne sont certainement pas les bénévole qui nous manquent pour se rendre dans ces pays ou pour aider les stagiaires qui viennent au Canada.

I'm sorry if you expected anything negative, because there's nothing coming from us in that regard. I'm very proud of the program and what we've done. Probably our only suggestion would be that of course if we could increase the funding that would be welcome. We certainly can get, as Canadians, a very high profile from this very meaningful role that we can play in working with the federal government in these programs and initiatives.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Madam Johnstone.

Noblesse oblige, je dois donner la parole à M. Graham. Monsieur Graham, comme avocat, vous allez...

Mr. Graham: As a former judge, that disqualifies you, Senator; you're not allowed to be here.

Senator Andreychuk: [Inaudible—Editor].

Mr. Graham: I don't count. I'm a former law professor, and the senator is a former judge. You'd better give her precedence, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I asked a lawyer, a real

Mr. Graham: I think your description of this particular program is very, very interesting. I think from the committee's point of view—and I appreciate I'm asking a question without any preparation on your part for this—it might be helpful if you had something to say about the way in which you see the role of the Canadian Bar Association in furthering the rule of law in issues of global governance. We in this committee have been hearing about international issues, many of which are being addressed by international institutions that are almost embryonic when compared with civil institutions in developed nation states. One of the things they lack, and international law itself largely lacks, is an enforceable regime backed up by a judiciary that can interpret and apply it in a way that will work.

I sat on the international law subsection of the Canadian Bar Association and chaired many meetings, and I know that many of my colleagues in the profession have been actively involved in promoting, if you like, the rule of law internationally.

I just wondered if you had anything you might like to add about that aspect of the bar association's work in addition to this - which, I agree, is a very important role—in furthering the domestic appreciation of law in countries like China, which are searching to develop a rule-based society from where they are coming from.

It seems to me that in a global sense there is a huge problem out there regarding the rule of law and the way it is interpreted and applied. I just wondered if the Canadian Bar Association was focusing more on that as an issue through the work of your subcommittees and other institutions.

Si vous vous attendiez à quoi que ce soit de négatif, je suis désolée, vous n'aurez rien de la sorte de nous à cet égard. Je suis très fière du programme et de ce que nous avons fait. Notre seule suggestion serait naturellement que l'on augmente son financement. Le rôle très significatif que nous pouvons jouer en travaillant avec le gouvernement fédéral dans le cadre de ces programmes et initiatives donne certainement une très grande visibilité aux Canadiens.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, Madame Johnstone.

Noblesse oblige, I must now go to Mr. Graham. Mister Graham, as a laywer, you're going to. . .

M. Graham: En tant qu'ancien juge cela vous disqualifie, Sénateur; vous n'avez pas le droit d'être ici.

La sénatrice Andreychuk: [Inaudible—Éditeur]

M. Graham: Je ne compte pas. Je suis un ancien professeur de droit, et le sénateur est un ancien juge. Vous devriez lui donner la priorité, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): J'ai demandé un avocat, un vrai.

M. Graham: Je pense que votre description de ce programme en particulier est extrêmement intéressante. Pour le comité-et je sais que je vous pose une question sans que vous ayez pu vous y préparer-il serait peut-être utile que vous nous parliez de la façon dont vous envisager le rôle de l'Association du Barreau canadien pour faire avancer la primauté du droit dans des questions d'intendance mondiale. À notre comité, nous avons parlé des questions internationales et, dans de nombreux cas, les institutions internationales qui s'occupent des ces questions sont presque embryonnaires si on les compare aux institutions civiles dans les pays développés. Une de leurs lacunes, et une grande lacune du droit international, est l'absence d'un régime ayant force de loi et appuyé par un corps judiciaire qui peut l'interpréter et l'appliquer de façon à ce qu'il fonctionne.

J'ai été membre du sous-comité du droit international de l'Association du Barreau canadien et j'ai présidé bon nombre de ses réunions, et je sais que bon nombre de mes confrères ont participé activement à la promotion de la primauté du droit à l'échelle internationale.

Je me demandais tout simplement si vous voudriez peut-être dire quelque chose au sujet de cet aspect du travail de l'Association du Barreau en plus de ce rôle qui-j'en conviens, est un rôle extrêmement important-en vue de faire avancer la primauté du droit dans des pays comme la Chine, qui cherche à mettre sur pied une société fondée sur le droit.

Il me semble qu'à l'échelle mondiale, la primauté du droit et la facon dont elle est interprétée et appliquée pose un problème énorme. Je me demandais si l'Association du Barreau canadien se penchait tout particulièrement sur cette question dans ses sous-comités ou d'autres institutions.

Ms Johnstone: We actually have three vehicles in which we would be addressing that. One, I have created this year an nous permettent de le faire. Premièrement, j'ai créé cette année international development committee that is dealing with all of these new initiatives we are talking about, including China, South Africa, Vietnam, which we have just been asked to look at, and of course the existing central and eastern Europe. We have a very able chair, Ron Pink, who is dealing with that. We also have an international law section, which is a substantive area of law. We also have national substantive areas, criminal law for example.

One of the key priorities for the Canadian Bar Association of course is law reform, as you know, and also court reform. What we will be looking at—and some of the sections have already started on-is something akin to the World Court in dealing with those particular issues.

So I think we have a meaningful role to play and we should be looking at that, because that will move along and I think be enhanced as we develop in these countries. They certainly don't have the infrastructure. They have no enforcement.

One of the things that came out quite clearly in China is that if we develop and explain to them what alternative dispute resolution is when we enter into a contract between a business person from Canada and someone from some part of China, how do we enforce that if they don't have that incorporated into their rule of law or their court system? So we are going to have to work hand in glove.

I see this as a stepping-stone towards developing the expertise to deal with it. We certainly will and we are looking at it. We have started, particularly within the criminal justice area.

• 1735

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Senator Andreychuk, former judge and lawyer.

Senator Andreychuk: I have no questions.

I think Madam Johnstone said that she would be concise and brief in light of the time and so will I.

I am a member of the Canadian Bar and I am very pleased to see that these initiatives have started. Perhaps it would be a conflict of interest, but I think they should be increased, and I will go on record saying that.

Ms Johnstone: May I quote you?

Senator Andreychuk: I have lost my neutrality on the panel.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much.

Mr. English wants to ask a question.

Senator Andrevchuk: Briefly.

Mr. English: Very briefly, yes.

[Traduction]

Mme Johnstone: Nous avons en fait trois véhicules qui un comité du développement international qui se penche sur toutes ces nouvelles initiatives dont je vous ai parlé, notamment avec la Chine, l'Afrique du Sud et le Vietnam, qu'on vient tout juste de nous demander d'examiner, et, naturellement, l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Nous avons un président fort compétent, Ron Pink, qui s'en occupe. Nous avons en outre une section du droit international, qui est un domaine important du droit. Nous avons des domaines importants sur le plan national, dont le droit pénal.

L'une des grandes priorités de l'Association du Barreau canadien est bien entendu la réforme du droit, comme vous le savez, ainsi que la réforme des tribunaux. Ce que nous allons examiner—et certaines des sections ont déjà commencé à le faire-est quelque chose qui ressemblerait au tribunal mondial pour s'occuper de ces questions particulières.

Donc, je pense que nous avons un rôle significatif à jouer et que nous devrions l'examiner, car toutes ces questions progresseront et évolueront au fur et à mesure que nous nous développons dans ces pays. Ils n'ont certainement pas les infracstrutures nécessaires. Ils n'ont pas de mécanismes d'application.

L'une des choses qui est resortie très clairement en Chine, c'est que si nous élaborons des règlements des différends sans recours aux tribunaux et que nous leur expliquons en quoi ils consistent lorsque nous concluons un contrat entre des gens d'affaires au Canada et quelqu'un en Chine, comment pouvons-nous faire respecter ce mécanisme s'ils ne l'ont pas incorporé à leur système judiciaire? Nous devrons donc travailler main dans la main.

C'est donc à mon avis un tremplin qui nous permettra de développer les compétences nécessaires pour y arriver. Nous examinerons certainement cette question, et nous avons déjà commencé à le faire. Nous avons commencé, plus particulièrement, dans le domaine de la justice pénale.

Le coprésident (M. Gauthier): Sénatrice Andreychuk, ancienne juge et avocate.

La sénatrice Andreychuk: Je n'ai pas de question.

Je pense que Mme Johnstone a dit qu'elle serait concise et brève étant donné l'heure, et je le serai moi aussi.

Je suis membre de l'Association du Barreau canadien, et je suis très heureuse de voir que ces initiatives ont été mises en place. Peut-être serait-ce un conflit d'intérêts, mais je pense qu'on devrait augmenter le nombre de ces initiatives, et je le déclare publique-

Mme Johnstone: Puis-je vous citer?

La sénatrice Andreychuk: J'ai perdu ma neutralité à ce panel.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup.

M. English veut poser une question.

La sénatrice Andreychuk: Quelle soit brève.

M. English: Elle sera très brève, oui.

I congratulate you on your very brief presentation, an excellent presentation.

How are the people who observe elections and who participate in this program chosen by the CBA?

Ms Johnstone: First of all, we ask for volunteers. We are a very democratic organization. We thought we wouldn't have that many. There was a concern about safety and it was a very short period of time, and they had to donate a month of their time. In some cases, it was a very limited funding for their travel. It didn't cover all of their out-of-pocket expenses, so it limited the group. We had an overwhelming number of applicants.

We chose them on the basis of their involvement in human rights issues, if they had had any experience in this area before. We limited it because of the shortage of funding. We could have probably sent 40, but we only sent seven.

Of course, as always when selecting our committees, we deal with gender, linguistics. We had anglophones, francophones, women, men, and geographical representation. We always choose that when we pick our committees.

Mr. English: Do judges have the right to go?

Ms Johnstone: We had one judge, Mr. Justice Wells, who had been involved before, but unfortunately, at the last moment, he could not attend. So originally we had eight, but then it was down to seven.

Mr. English: How many were law professors?

Ms Johnstone: We had no law professors. I think it was probably because of the time of year too. It was during exam time.

Mr. English: So they were lawyers in private practice largely.

Ms Johnstone: No, they ran the gamut. I think there was only one—no, two from private practice. They have very exciting stories to tell. We tried to get as much press coverage as we could in their local community. Then, nationally, I will raise their story at our annual meeting in August in Toronto. Then we are going to have a special meeting where they can explain their experiences.

Mr. English: I have one quick question. Of the six remaining lawyers—you said you had eight and there are two in private practice. Are the other six associated with NGOs in the human rights area?

Ms Johnstone: Either NGO or government.

Mr. English: If you were expanding it, would you hope to include more lawyers in private practice?

Ms Johnstone: In a perfect world, we would have sent the 40 who volunteered. We would have liked to send as many as possible. I think it was a very important process.

We now have, as a result of that, Andrew Orkin, who was the person who brought this initiative to us, a practitioner from Montreal. He was a South African previously and then immigrated to Canada, who was prepared to now deal with

[Translation]

Je vous félicite de votre excellent exposé qui a été très bref.

Comment l'Association du Barreau canadien choisit-elle les gens pour observer les élections et participer à ce programme?

Mme Johnstone: Tout d'abord, nous demandons des bénévoles. Notre organisme est très démocratique. Nous ne pensions pas en avoir autant. Nous avions certaines inquiétudes au sujet de leur sécurité, le préavis était très court et il devait nous consacrer un mois. Dans certains cas, les fonds étaient très limités pour leurs déplacements. Ils ne couvraient même pas leurs menues dépenses, de sorte que cela limitait le groupe. Nous avons été submergés par le nombre de réponses.

Nous les avons choisis en fonction de leur intérêt pour les questions des droits de la personne, compte tenu de leur expérience dans ce domaine. Nous devions limiter leur nombre en raison du manque de fonds. Nous aurions pu en envoyer 40, mais nous n'en avons envoyés que 7.

Naturellement, comme c'est toujours le cas lorsque nous choisissons les membres de nos comités, nous nous assurons que les hommes et les femmes, les anglophones, les francophones et les diverses régions géographiques soient bien représentés.

M. English: Les juges ont-ils le droit de participer?

Mme Johnstone: Nous avions un juge, M. le juge Wells, qui avait déjà participé à un tel projet, mais malheureusement au dernier moment il s'est désisté. Donc, initialement, nous en avions 8, mais il n'en est resté que 7.

M. English: Combien y avait-il de professeurs de droit?

Mme Johnstone: Nous n'avions aucun professeur de droit. Je pense que c'était en raison de la période de l'année. C'était pendant les examens.

M. English: Il s'agissait donc surtout d'avocats de pratique privée.

Mme Johnstone: Non, il y avait toute la gamme. Je pense qu'il y avait un, non deux avocats de pratique privée. Ils ont des récits très intéressants à raconter. Nous avons tenté d'obtenir le plus de couverture possible dans la presse locale. Ensuite, à l'échelle nationale, je parlerai de leur expérience à notre assemblée annuelle qui aura lieu en août, à Toronto. Il y aura ensuite une réunion spéciale au cours de laquelle ils pourront évoquer leur expérience.

M. English: J'aurais une petite question. Des six autres avocats—vous avez dit qu'il y en avait huit, dont deux de pratique privée. Ces six autres avocats, travaillent—ils pour des ONG dans le domaine des droits de la personne?

Mme Johstone: Soit pour des ONG, soit pour le gouvernement.

M. English: Si vous augmentiez leur nombre, voudriez-vous inclure un plus grand nombre d'avocats de pratique privée?

Mme Johnstone: Dans un monde idéal, nous aurions envoyé les 40 qui s'étaient portés bénévoles. Nous aurions aimé en envoyer le plus grand nombre possible. Je pense que c'était un processus très important.

Nous avons maintenant, à la suite de cela, Andrew Orkin qui nous a proposé cette initiative, un avocat de Montréal. C'est un Sud-africain qui a immigré au Canada et qui est maintenant prêt à s'occuper d'établir une Association du Barreau là-bas. Si

development of the bar association. If we had had more individuals, nous avions dayantage de personnes, nous pourrions sans doute faire we probably could have made more advances in terms of developing a black lawyers' association in South Africa. It is something we feel very strongly that we can move forward on.

Ms Melina Buckley (Acting Executive Director and Senior Director, Legal and Governmental Affairs, Canadian Bar Association): In terms of overall programs, we've had literally hundreds of lawyers involved across Canada, I think probably the majority are from private practice, in terms of our volunteers who have gone over to deliver workshops in specific areas of law-for example, bankruptcy and securities, telecommunications law. Additionally, in terms of the people who have hosted interns here and who have contributed their time, the majority would be from private practice as well.

I think there is a very high demand, a very high level of interest within the Canadian legal profession, and it is always the case of having more volunteers than we can actually use.

Ms Johnstone: We've had several firms, major firms across the country, volunteer to take interns from China, and we don't even have the program up and running vet. So there is no shortage of private practitioners.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Madam Johnstone.

Monsieur Paré.

M. Paré: Madame Johnstone, une petite question. Ici, au départ, vous avez énoncé les quatre objectifs que poursuit votre association.

Pouvez-vous nous dire brièvement, dans les pays où vous avez eu des contacts, quels sont les objectifs que peuvent poursuivre les associations de juristes de ces pays-là? Est-ce qu'on peut penser, à moyen terme, qu'elles pourraient se donner des objectifs semblables aux vôtres?

• 1740

Ms Johnstone: Very much so. I think one is advocacy and the public interest individual lawyer training. One of the things we are looking at is training lawyers to understand basic legal concepts. For example, in China they had no understanding of how a lawyer operated in drafting a contract. We're teaching them so they can get involved in the global economy. My hope and dream is to develop that beyond the contractual economic and expand the rule of law.

One of the questions that tragically was asked over and over again in China was how a lawyer in Canada gets involved in the criminal justice process. When do they get involved? They didn't understand the question, and then the lawyer from the embassy said, it's because they never, usually, have a lawyer defend them if they're an accused in the criminal process. Often their appeal is heard after they have been executed. The accused is never brought to the court. They will learn from us as we expand the economic and commercial area to develop that. I think in terms of the administration of justice, in terms of improvement in the law, all of those fall clearly within our mandate.

[Traduction]

encore plus de progrès pour mettre sur pied une association d'avocats de race noire en Afrique du Sud. Nous sommes fermement convaincus de pouvoir mener à bien un tel projet.

Mme Melina Buckley (directrice exécutive intérimaire et directrice générale. Affaires juridiques et gouvernementales, Association du Barreau canadien): Pour ce qui est des programmes généraux, il y a littéralement des centaines d'avocats qui y ont participé, un peu partout au Canada. Je pense que la majorité provient sans doute du secteur privé, des bénévoles qui se sont rendus sur place pour animer des ateliers dans des domaines précis de droit-par exemple, ceux de la faillite et des titres, des télécommunications. En outre, la plupart de ceux qui ont accueilli des stagiaires ici et qui se sont occupés d'eux étaient également des avocats de pratique privée.

Je pense qu'au sein de la profession juridique canadienne, la demande est très forte, il y a un très grand intérêt, et il se fait que nous avons toujours plus de bénévoles que nous ne pouvons en accepter.

Mme Johnstone: Plusieurs cabinets, de grands cabinets d'avocats au pays, ont déjà offert d'accueillir des stagiaires de Chine, et le programme n'est même pas encore en place. Il n'y a donc pas de pénurie d'avocats de pratique privée.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, madame Johnstone.

Mr. Paré.

Mr. Paré: Ms Johnstone, a brief question. Here, at the beginning, you mentioned the four objectives of your association.

Could you briefly tell us, in the countries where you had contacts, which are the objectives that the members of the legal profession of those countries may pursue? On the medium-term, did they have objectives that are similar to yours?

Mme Johnstone: Tout à fait. Je pense que l'un de ces objectifs est la défense de l'intérêt public et la formation des avocats dans ce domaine. L'une des choses que nous envisageons, c'est d'initier des avocats aux concepts juridiques de base. Par exemple, en Chine, ils ne comprenaient quel était l'apport d'un avocat lors de la rédaction d'un contrat. Nous le leur avons enseigné pour qu'ils puissent participer à l'économie mondiale. Mon rêve serait d'aller au-delà des contrats pour établir davantage la primauté du droit.

L'une des questions qu'on nous posait sans cesse en Chine était comment un avocat au Canada intervient dans le processus de justice pénale. Quand est-ce qu'il intervient? Ils ne comprenaient pas la question, ensuite l'avocat de l'ambassade a dit que c'était parce qu'ils n'avaient habituellement pas d'avocat pour les défendre lorsqu'ils étaient accusés dans le processus pénal. Souvent, leur appel est entendu après qu'ils aient été exécutés. L'accusé ne comparait jamais devant le tribunal. Ils apprendront de nous à le faire au fur et à mesure que nous le développeront les volets économique et commercial. Je pense que sur le plan d'administration de la justice, de l'amélioration du droit, toutes ces choses relèvent clairement de notre mandat.

Ms Buckley: If I could just add to that, in addition to that they can carry on the same type of function that the CBA does within Canada by putting on their own continuing legal education, by promoting rules of conduct in ethics and by from Canada.

Ms Johnstone: In the perfect world we would be able to put on more and more programs in their communities. We can only bring so very few interns to Canada because of the cost. So we do it on site. We develop the educational programs and teach them to teach others and expand it that way. In some cases, for example Poland, they are already doing that. They bring back their expertise and then they can train many more. So we're training the trainers also.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Could I ask you a question? I'm not being cynical here. It's the old question of the chicken and the egg. We've been told time and time again that with Canada's economy being what it is, we have to be careful about expenditures. We have to cut. Aid should be directed to the poorest of the poor. How does the bar association insert itself into that kind of equation? You're not the poorest of the poor and yet you get public moneys to do certain things in other countries. I'm just wondering if you could give us some reasons why it is good for Canada to support the bar association, and other professions for that matter. I'm told accountants and engineers have the same type of approach to foreign affairs. Could you give us maybe a short resumé?

Ms Johnstone: I don't want my association to be painted as immodest when I make these comments. I think, given that all the lawyers who are involved in these processes do all of the work that they're doing for free-and it's endless hours they donate and leave their offices-you are getting an incredible amount for very little expenditure. I don't look at it as being the poorest of the poor. I look at it also as being the most effective way of bringing a message and creating a system that will enhance their move towards democracy in some cases, towards a better life and world.

You can see that they need the law for freedom. They need ability to do that and you have an endless source of économiquement viables. Nous sommes en mesure de les aider extraordinary men and women who are prepared to volunteer et vous avez une source intarissable d'hommes et de femmes

[Translation]

Mme Buckley: Si vous me permettez d'ajouter quelque specific training of lawyers, another aspect of our work, which is chose, en plus de la formation comme telle des avocats, un detailed in the written submission, is our assistance to bar autre aspect de notre travail, dont vous trouverez les détails associations as institutions. I think the long-term goal of the dans notre mémoire, consiste à aider les associations de barreau CBA is actually to get these local bar associations to the point en tant qu'institutions. L'objectif à long terme de l'Association du barreau canadien est d'en arriver au point où ces associations locales pourront jouer à peu près le même rôle que celui de l'Association du barreau canadien au Canada en mettant sur playing a role in law reform the way the CBA does in Canada. pied leurs propres programmes de formation juridique That's certainly the long-term objective of our projects. It's just permanente ainsi que des normes de déontologie professionnelle sort of one step at a time. We're much further ahead in some of et des mesures disciplinaires, et en jouant un rôle dans la our central and eastern European partners. They are able to réforme du droit comme l'ABC le fait au Canada. Voilà start taking on some of these functions with less and less assistance certainement l'objectif à long terme de nos projets. Il faut procéder une étape à la fois. Nous sommes beaucoup plus avancés dans certains pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Nos partenaires là-bas sont maintenant en mesure d'assumer certaines de ces fonctions avec de moins en moins d'aide du Canada.

> Mme Johnstone: Dans un monde idéal, nous pourrions mettre sur pied de plus en plus de programmes dans leurs collectivités. Nous ne pouvons accueillir que très peu de stagiaires au Canada, en raison du coût. Nous le faisons donc sur place. Nous élaborons des programmes de formation et nous leur apprenons à les enseigner à d'autres, et à progresser de cette façon. Dans certains cas, notamment en Pologne, ils le font déjà. Ils rapatrient leurs experts qui peuvent ensuite en former beaucoup d'autres. Nous formons donc les formateurs également.

> Le coprésident (M. Gauthier): Puis-je vous poser une question. Je ne veux pas être cynique, mais je reviens à la question de la poule et de l'oeuf. On nous dit sans cesse que l'économie canadienne étant ce qu'elle est, nous devons surveiller nos dépenses. Nous devons réduire. L'aide devrait aller aux plus démunis. Où l'Association du barreau se placet-elle dans ce genre d'équation? Vous n'êtes pas parmi les plus démunis, et pourtant vous recevez des fonds publics pour faire certaines choses dans d'autres pays. Je me demandais tout simplement si vous pouviez nous expliquer pourquoi le Canada devrait appuyer l'Association du barreau, et d'autres professions également. On me dit que les comptables et les ingénieurs ont le même type d'approche vis-à-vis des affaires étrangères. Pourriezvous peut-être nous faire un petit résumé?

> Mme Johnstone: Je ne voudrais pas dépeindre mon association comme étant présomptueuse lorsque je fais ces commentaires. Mais, étant donné que tous les avocats qui participent à ces projets travaillent gratuitement-et cela représente des heures et des heures de travail et d'absence de leur bureau-je pense que cela représente un montant fort appréciable pour une très petite dépense. À mon avis, ce n'est pas une question de plus démunis. C'est aussi la façon la plus efficace de transmettre un message et de créer un système qui leur permettra de progresser vers la démocratie, dans certains cas, vers une vie et un monde meilleurs.

Vous pouvez comprendre qu'ils ont besoin du droit pour the law to work in becoming economically viable. We have the avoir la liberté. Ils ont besoin du droit pour devenir

their time. On very, very little we are doing some incredible extraordinaires qui sont prêts à travailler bénévolement. Nous projects. We are very cost-efficient. We've done something that menons à bien des projets incroyables avec très peu d'argent. most governments have not been able to do. Five years ago we had a \$700,000 deficit. We've now turned that around and we la plupart des gouvernements n'ont pas réussi à faire. Il y a cinq will probably have \$200,000. Cutting and cutting and cutting. We have turned around about \$1 million in five years, and we've still been able to do these projects. We've still been able to effectively administer with a very small budget from federal funding and by being resourceful. In the last few years in central and eastern Europe we've asked the law firms to contribute not only their efficaces sur le plan administratif, malgré un très petit budget time but \$10,000 per law firm. I'd say for one dollar in, you're getting alimenté par des fonds fédéraux, et faire preuve d'ingéniosité. Au four back in terms of profile, ability to change and do things more effectively.

[Traduction]

Nous sommes très rentables. Nous avons fait quelque chose que ans, nous avions un déficit de 700 000\$. Nous avons réussi à le réduire et il ne sera sans doute plus que de 200 000\$. Nous coupons, coupons et coupons encore. Nous avons coupé environ un million de dollars en cinq ans, et nous avons quand même réussi à réaliser ces projets. Nous avons tout de même pu être cours des dernières années, nous avons demandé aux bureaux d'avocats d'Europe centrale et de l'Est de nous donner non seulement de leur temps, mais aussi 10 000\$ par cabinet. Pour ce qui est du profil, de la capacité d'évoluer et de travailler plus efficacement, je dirais que chaque dollar investi en rapporte quatre.

• 1745

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Graham wants to ask a couple of questions.

Mr. Graham: Just a follow-up question, Ms Johnstone, Yesterday we heard the evidence of Mr. To, who told us he felt that when Canadians were operating in countries like China or others, we should be mindful of the ways in which we could advance and develop the notions of human right; that we should be conscious of that.

When the Canadian Bar Association is offering the courses in the development of a legal system and training lawyers in a sur la mise sur pied d'un système juridique et qu'elle forme des country like China or Vietnam, to what extent are you free to instil or transmit to the people who are participating in these activities a view that with a legal system comes a certain basic series of human rights' norms that should be followed in that system without necessarily suggesting—I don't like the term "cultural imperialism" -- that Canadian values have to be replicated everywhere? To what extent are you free, or do you stay away entirely from that type of issue?

Ms Johnstone: We were briefed to be cautious in the way we approach these issues. However, in every speech I made, including a legal conference, one of the first that was held in Beijing, I spoke about human rights. I spoke about Canadian reality—to be their lawyer, to have the solicitor-client privilege, to understand the criminal law process and the right to a lawyer regardless of income level; that this was a guaranteed, enshrined right for an individual who lives in Canada. I spoke that message to the law students whom I addressed and to this large forum. There was no problem. We had with us throughout a lawyer from the embassy. We had an open and very free discussion, particularly with the law students, on these issues. I think there is incredible respect for us because we just say this is our reality. It doesn't mean it's right. We start off very cautiously.

Le coprésident (M. Gauthier): M. Graham aimerait poser quelques questions.

M. Graham: Une question dans la même veine. Madame Johnstone. Hier, nous avons entendu le témoignage de M. To. D'après lui, les Canadiens qui travaillent dans des pays comme la Chine doivent être prudents dans leur façon de préconiser et d'expliquer les notions de droits de la personne; il a dit que nous devrions être conscients de ce fait.

Lorsque l'Association du Barreau canadien offre des cours avocats en Chine ou au Vietnam, par exemple, dans quelle mesure vous est-il possible de faire valoir aux participants de ces activités que tout système juridique entraîne certaines normes fondamentales de respect des droits de la personne, sans pour autant laisser entendre que les valeurs canadiennes doivent être adoptées partout-je n'aime pas l'expression «impérialisme culturel»? Avez-vous une certaine marge de manoeuvre ou évitez-vous totalement d'aborder ce genre de sujets?

Mme Johnstone: On nous a fait savoir que nous devions être prudents dans notre façon d'aborder ces sujets. Cependant, chaque fois que j'ai prononcé un discours, y compris dans le cadre d'une conférence juridique, dont l'une des premières s'est tenue à Beijing, j'ai parlé des droits de la personne. J'ai expliqué ce qui se faisait au Canada-la situation de l'avocat, le secret professionnel entre l'avocat et son client, le droit de comprendre le fonctionnement du droit pénal et le droit à la représentation par avocat, sans égard au revenu; je leur ai dit que tout cela était garanti à tous les citoyens du Canada. C'est le message que j'ai transmis aux étudiants en droit auxquels je m'adressais, ainsi qu'au vaste auditoire de la conférence. Il n'y a pas eu de problème. Durant toute la conférence, nous étions accompagnés d'un avocat de l'ambassade. Nous avons eu une discussion à bâtons rompus, surtout avec les étudiants en droit, sur ces questions. Nous jouissons d'un respect incroyable parce que nous nous contentons d'expliquer notre réalité. Cela ne signifie pas que ce soit l'idéal. Nous abordons les choses avec beaucoup de prudence.

I was also told that, unlike several of the other western throats. The Canadians were very subtle in the delivery of the message. Can we help you? This is what we do and it may work here. There's certainly an opportunity and a very good one. I think it will evolve as we develop our educational programs; no question.

Ms Buckley: I think the CBA has evolved a bit in its thinking about this. When we first started some of our international development work in the mid-1980s we focused on model human rights codes and those types of things that lawyers seem to feel very comfortable with. Our experience evaluating those particular projects is that they're not particularly meaningful unless there's a system in place where lawyers don't just disappear overnight or judges just don't disappear overnight if they make the wrong decision. I think that's why the focus now is very much on the rule of law and the fundamental importance of an independent judiciary and legal profession to human rights, but the content of those rights is something that may be more country specific.

The first step is to build the institutions and the recognition toward that within a democracy and within an advanced economy. I think that's how the process will work more effectively.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much.

Are there any further questions? If not, I want to thank Ms Johnstone and Ms Buckley for coming forward with some interesting challenges. I think the comments you made are indeed welcome. We now understand better, I think, the implication of the bar association in this.

On those words, I want to remind members that we will adjourn for about an hour and a half. We'll come back at 7:30 p.m. when we will have a panel with the Canadian Exporters' Association. It will be an interesting discussion, I take it.

Thank you, Ms Johnstone. Thank you, Ms Buckley. This meeting is adjourned until 7:30 tonight.

EVENING SITTING

• 1941

Le coprésident (M. Gauthier): À l'ordre! Nous reprenons la séance.

Mesdames et messieurs, bonsoir. Conformément aux ordres de renvoi adoptés par la Chambre des communes et par le Sénat, l'examen de la politique étrangère du Canada est en cours et nous avons ce soir le plaisir d'accueillir l'Association des exportateurs canadiens avec M. Raymond Gladu, président d'un groupe de travail sur l'examen de la politique étrangère. Bonjour monsieur Gladu. On vous a déjà vu et on vous revoit. C'est gentil de votre part.

[Translation]

On m'a également dit, que contrairement à plusieurs autres civilizations—their professions—it wasn't being forced down their nations occidentales—ou du moins leurs professionnels—nous ne les obligions pas à adhérer à nos principes. Les Canadiens se sont montrés très subtiles dans leur message. Nous leur avons demandé ce que nous pouvions faire pour les aider. Nous leur avons expliqué ce que nous faisions chez nous et que cela pourrait fonctionner chez eux également. Cela offre certes de grandes possibilités. Il ne fait aucun doute que tout cela évoluera au fur et à mesure que nous mettrons au point nos programmes d'enseignement.

> Mme Buckley: Notre association a quelque peu évolué dans sa philosophie. Lorsque nous avons entrepris nos premiers travaux de développement international, au milieu des années quatre-vingt, nous mettions davantage l'accent sur des modèles de codes de droits de la personnes et toutes ces choses avec lesquelles les avocats semblent très à l'aise. Après avoir évalué ces projets, nous avons constaté qu'ils ne donnaient pas de résultats significatifs à moins d'avoir en place un système dans lequel les avocats ou les juges ne disparaissent pas du jour au lendemain après avoir pris une mauvaise décision. C'est pourquoi nous mettons autant l'accent maintenant sur la primauté du droit et l'importance fondamentale, pour les droits de la personne, d'avoir un système judiciaire et une profession juridique indépendants; quant aux contenus de ces droits, ils peuvent être adaptés aux circonstances particulières de chaque pays.

> La première étape consiste à mettre en place les institutions et à faire reconnaître l'importance de ces droits au sein d'une démocratie et d'une économie avancée. C'est ainsi que l'on pourra obtenir des résultats efficaces.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup.

Y a-t-il d'autres questions? Non? Dans ce cas, je remercie mesdames Johnstone et Buckley d'être venues nous lancer des défis intéressants. Nous sommes très heureux de vos observations. Grâce à votre témoignage, nous comprenons mieux le travail de l'Association du Barreau à cet égard.

Cela dit, je rappelle aux membres du comité que nous levrons la séance pendant environ une heure et demie. Nous reviendrons à 19h30 pour rencontrer un groupe de représentants de l'Association des exportateurs canadiens. Je crois savoir que nous aurons une discussion intéressante.

Merci, madame Johnstone. Merci, madame Buckley.

La séance est levée jusqu'à 19h30.

SÉANCE DU SOIR

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Order! We are ready to resume sitting.

Good evening, ladies and gentlemen. Pursuant to the orders of reference adopted by the House of Commons and the Senate, the review of Canada's foreign policy is now under way, and this evening, we have the pleasure of welcoming the Canadian Exporters Association, along with Mr. Raymond Gladu, chairman of the task force reviewing foreign policy. Good evening Mr. Gladu. You have already appeared before us and now you're back. It was nice of you to come.

Larry Duffield is vice-president, relations gouvernementales; Katherine Cam, director of communications; the Honourable Gerald A. Regan, chair of the board of directors; Kenneth L. Matchett, vice-chair of the board of directors; Ian D. Scott, vice-chair of the board of directors; Jack S. Baker, member of the board of directors; Ron Couchman, member of the board of directors; Deborah Tumbull, member of the board of directors; and Mr. Jim Moore, vice-president, policy.

The format is very simple. You have 10, 15 or 20 minutes, whatever you want in terms of presentation. Then the members have a chance to get back at you on your statements and try to specify, maybe get some specifics from you or maybe explanations.

Mr. Regan, are you going to be opening up the comments for your group?

Hon. Gerald A. Regan (Chair of the Board of Directors, Canadian Exporters' Association): If that pleases you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Go right ahead, sir.

Mr. Regan: Mr. Chairman and members of the panel, I speak as chairman of the Canadian Exporters' Association. As you have indicated, I am accompanied tonight by various distinguished members of our board and of our staff.

The Canadian Exporters' Association is the only national organization representing exporters from all sectors of the economy in Canada. Fifty percent of our members are from small and medium-sized businesses, the other 50% from larger ones.

I don't have to remind the honourable members of the panel that one in six jobs in Canada is related to exports. The panel members we have here in our group tonight are real live exporters; these are not staff members. They have come to talk about actual experiences and their views on foreign policy as a consequence. They come from firms of various sizes and various sectors and regions. Indeed, many of them have offices in different provinces and in a number of foreign countries.

I would like to stop at this point to ask them to introduce themselves to you, starting with you, Deborah.

Ms Deborah Turnbull (Member of the Board of Directors, Canadian Exporters' Association): My name is Deborah Turnbull. I am the vice-president and general manager of Agrodev Canada.

Mr. Ian D. Scott (Vice-Chair of the Board of Directors (Canadian Exporters' Association): Ian Scott, president of the Electrolyser Corporation in Toronto.

Mr. Kenneth L. Matchett (Vice-Chair of the Board of Directors, Canadian Exporters' Association): My name is Ken Matchett. I am chief executive officer of EXCAN Grain in Winnipeg.

Mr. Jack S. Baker (Member of the Board of Directors, Canadian Exporters' Association): My name is Jack Baker. I am vice-president of Acres International, located in Niagara Falls, Ontario.

[Traduction]

Larry Duffield est le vice-président des relations gouvernementales; Katherine Cam, directrice des communications; l'honorable Gerald A. Regan, président du Conseil d'administration; Kenneth L. Matchett, vice-président du Conseil d'administration; Ian D. Scott, vice-président du Conseil d'administration; Jack S. Baker, membre du Conseil d'administration; Deborah Turnbull, membre du Conseil d'administration et monsieur Jim Moore, vice-président, politique.

Le format est très simple. Vous avez entre 10 et 20 minutes pour faire votre exposé. Ensuite, les membres auront l'occasion de revenir sur vos commentaires et peut-être d'obtenir des précisions ou des explications de votre part.

Monsieur Regan, allez-vous commencer les commentaires au nom de votre groupe?

L'honorable Gerald A. Regan (président du Conseil d'administration, Association des exportateurs canadiens): Si vous voulez, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Allez-y, monsieur.

M. Regan: Monsieur le président, membres du panel, je suis le président de l'Association des exportateurs canadiens. Comme vous le savez, divers membres distingués de notre Conseil d'administration et de notre personnel m'accompagnent ce soir.

L'Association des exportateurs canadiens est la seule organisation nationale qui représente des exportateurs de tous les secteurs de l'économie canadienne. La moitié de nos membres proviennent de petites et moyennes entreprises, et l'autre, d'entreprises plus grandes.

Les honorables membres de ce panel savent qu'un emploi sur six au Canada est lié aux exportations. Les membres de notre groupe ici ce soir sont de véritables exportateurs; ils ne sont pas partie de notre personnel. Ils sont venus pour parler de leurs propres expériences et pour vous donner leur point de vue sur la politique étrangère. Ils représentent des entreprises de tailles diverses, dans divers secteurs et dans diverses régions. En effet, plusieurs ont des bureaux dans différentes provinces et dans certains

J'aimerais m'arrêter là et leur demander de se présenter. Commençons par vous, Deborah.

Mme Deborah Turnbull (membre du Conseil d'administration, Association des exportateurs canadiens): Je m'appelle Deborah Turnbull. Je suis vice-présidente et directrice générale d'Agrodev Canada.

M. Ian D. Scott (vice-président du Conseil d'administration, Association des exportateurs canadiens): Ian Scott, président de Electrolyser Corporation à Toronto.

M. Kenneth L. Matchett (vice-président du Conseil d'administration, Association des exportateurs canadiens): Je m'appelle Ken Matchett. Je suis président-directeur général de EXCAN Grain à Winnipeg.

M. Jack S. Baker (membre du Conseil d'administration, Association des exportateurs canadiens): Je m'appelle Jack Baker. Je suis vice-président de Acres International, à Niagara Falls, en Ontario.

[Translation]

• 1945

M. Raymond Gladu (président du groupe de travail sur la revue de la politique étrangère, Association des exportateurs): Raymond Gladu, président du groupe de travail sur la revue de la politique étrangère, Association des exportateurs. Et comme vous le savez, j'ai eu l'occasion de vous rencontrer précédemment.

Mr. Jim Moore (Vice-President, Policy, Canadian Exporters' Association): Jim Moore, vice-president of policy at the Canadian Exporters' Association.

Mr. Larry Duffield (Vice-President, Government Relations, Canadian Exporters' Association): Larry Duffield from the Canadian Exporters' Association.

Mr. Regan: Mr. Chairman, you can see that we have at least enough for a basketball team here. You will have the opportunity to hear from each of these distinguished people, in turn, a little later on.

May I say that we have brought with us two documents. We have the detailed brief entitled "Foreign Policy: The Canadian Challenge in a Competitive World". Some of you had an opportunity earlier to discuss the executive summary of that particular document. We have also brought an accompanying document entitled "Canadian Private Sector in International Development". This rather interesting paper was prepared on the basis of finalists and winners in the international development awards, which you, Mr. Chairman, were kind enough to present in June of this year at the CCE-CIDA consultations.

The purpose of the document is to highlight the role of the private sector in developing countries, which is, I believe, largely unknown and misunderstood by many Canadians, and to demonstrate that development objectives are fully compatible with and reinforcing in achieving economic benefits in Canada.

The two documents also make clear that domestic policies and foreign policies are interlinked, not only in Canada but indeed in all industrialized countries. The theme was also treated in a previous CEA document "Towards a New Cohesive Export Strategy", which was sent to the committee, and which was prepared in response to the red book.

The essence of our recommendations, therefore, is that we must be more strategic, building on our strengths, working in cooperation between private sector and governments, and working between federal and provincial governments.

Mr. Chairman and members, Canada's role through foreign policy is somewhat unique. Canada is a highly regarded middle power. We have of course our diplomatic responsibilities. We have our major issues in relation to immigration. We have military interests in relation to peacekeeping. But as a country that lives on exports, and indeed in the same way that our recovery has been refuelled by exports, the country has always had export requirements to maintain the standard of living that we have, and in such a country trade must be the main purpose of foreign representation.

Mr. Raymond Gladu (Chairman of the task force reviewing foreign policy, Canadian Exporters Association): Raymond Gladu, president of the task force reviewing foreign policy, Canadian Exporters Association. As you know, I have already had the opportunity to meet you.

M. Jim Moore (vice-président, politique, Association des exportateurs canadiens): Jim Moore, vice-président des politiques à l'Association des exportateurs canadiens.

M. Larry Duffield (vice-président, relations gouvernementales, Association des exportateurs canadiens): Larry Duffield de l'Association des exportateurs canadiens.

M. Regan: Monsieur le président, comme vous pouvez voir, nous avons assez de monde pour former une équipe de basket-ball. Vous aurez l'occasion d'entendre des commentaires de chacun de ces membres distingués, à tour de rôle, un peu plus tard.

Nous avons apporté avec nous deux documents. Notre mémoire détaillé s'intitule «Foreign Policy: The Canadian Challenge in a Competitive World». Certains d'entre vous ont eu l'occasion un peu plus tôt de discuter du sommaire de ce document. Nous avons également apporté un document d'accompagnement intitulé «Canadian Private Sector in International Development». Ce document plutôt intéressant a été préparé en fonction des finalistes et des gagnants des prix dans le domaine du développement international que vous, monsieur le président, avez eu la gentillesse de présenter au mois de juin lors des consultations entre l'ACE et l'ACDI.

Ce document fait ressortir le rôle du secteur privé dans les pays en développement, qui, à mon avis, est peu connu et mal compris de la majorité des Canadiens, et de montrer que les objectifs du développement sont entièrement compatibles avec les avantages économiques pour le Canada, et qu'ils les renforcent.

De plus, les deux documents indiquent clairement que les politiques intérieures et les politiques étrangères sont interdépendantes non seulement au Canada, mais dans tous les pays industrialisés. Ce thème a également été abordé dans un autre document de l'AEC, intitulé «Towards a New Cohesive Export Strategy», qui a été envoyé au comité, et qui a été préparé en réponse au Livre rouge.

Donc, l'essentiel de nos recommandations consiste à dire que nous devrons adopter une approche plus stratégique et miser sur nos atouts, travailler en collaboration avec le secteur privé et les gouvernements, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux.

Monsieur le président et membres, le rôle du Canada en politique étrangère est en quelque sorte unique. Le Canada est une moyenne puissance hautement respectée. Évidemment, nous avons des responsabilités sur le plan diplomatique. Nous faisons face à de grandes questions en ce qui concerne l'immigration. Nous avons des intérêts militaires dans le domaine du maintien de la paix. Cependant, à titre de pays qui dépend des exportations, et en effet, dans la mesure où les exportations ont relancé notre économie, nous avons toujours été tributaires des exportations pour maintenir notre niveau de vie actuel. Un pays comme le nôtre doit être représenté à l'étranger en raison du commerce.

Our commercial counsellors abroad are very important. You will hear testament of that from some of the witnesses tonight. In general, the importance of the quality and quantity of foreign representation is a matter of great concern to those in the exporting community.

I speak as chairman, besides being chairman of this organization and chairman of the Trenton Works, which makes railway cars and exports a substantial number of those. From that capacity and in other ways, along with the other exporters, I can attest to how important it is that we have a goodly number in all of the strategic locations of commercial counsellors and the valuable role they play.

I have to say this about our foreign representation. Give me someone in a Third World city that is not represented by a trade counsellor now, rather than one more person in the Los Angeles legation or in the London or Paris office. I believe our commercial counsellors are much more important in the developing countries than in the markets to which we have easy access, such as the United States, although they of course do very valuable work also.

I've also developed the view, which I would like to present to the committee for its consideration, that while efforts have been made by External in this regard over the years, even greater effort should be made to see that every Canadian working abroad, whether they're from the diplomatic stream or the trade stream or the immigration stream, be oriented towards trade. They all should be trade ambassadors for Canada.

• 1950

Experiences have shown that even if a Canadian from the private sector happens to be working for a foreign company on a project in Oman or any such place, suddenly, as a consequence of his presence, opportunities for sourcing of products occur for Canadian companies that otherwise would not. The same thing applies of course in spades in relation to the opportunities spotted by people who are working in our legations and our embassies.

If I emphasize this a lot, it's because I am concerned about cut-backs in foreign representation by Canada. I recognize fully the financial problems for governments today, but I would say that for government it should be the same as it is for private industry. Private industry in difficult financial times would not cut out the sales force, because that would be to cut off the tentacles that can bring about the return.

Those are thoughts of a general nature that I wanted to place before you before yielding to Deborah Turnbull.

Let me finally say that I understand and hope the foreign policy review will be ongoing. We would look forward to being able to comment on it each year. We think your work is tremendously important and we wish you well in your deliberations. We know that your report will have a profound impact on government planning in the days and the years that lie ahead.

Thank you, Mr. Chairman.

[Traduction]

Nos délégués commerciaux à l'étranger sont très importants. Vous allez entendre des témoignages à cet effet de certains témoins, ici ce soir. En général, l'importance de la qualité et du nombre des représentants à l'étranger est une question qui préoccupe beaucoup les exportateurs.

Je vous parle à titre de président, de président de cette association mais aussi de président de Trenton Works, qui fabrique des wagons ferroviaires et qui en exporte beaucoup. À ce titre et à d'autres égards, avec d'autres exportateurs, je peux vous parler de l'importance d'avoir un bon nombre de délégués commerciaux dans les régions stratégiques, et du rôle indispensable qu'ils jouent.

Il y a une chose que j'aimerais dire au sujet de notre représentation à l'étranger. Mettez quelqu'un dans une ville du Tiers monde qui n'a pas encore de délégués commerciaux, au lieu d'un personne de plus à la délégation de Los Angeles ou dans les bureaux de Londres ou Paris. Je crois que les délégués commerciaux sont beaucoup plus importants dans les pays en développement que dans les marchés auxquels nous avons facilement accès facile, comme les États-Unis par exemple, même s'ils font du bon travail là-bas aussi.

J'ai un autre point de vue que j'aimerais soumettre au comité. Bien que le ministère des Affaires étrangères ait déployé beaucoup d'efforts à cet égard au fil des ans, il devrait cependant le faire davantage pour s'assurer que chaque Canadien qui travaille à l'étranger ait une perspective commerciale, qu'il travaille dans le domaine diplomatique, dans celui du commerce ectérieur ou dans celui de l'immigration. Tous devraient être des ambassadeurs du commerce canadien.

L'expérience a démontré que même si un Canadien du secteur privé travaille, par exemple, pour une société étrangère dans un projet à Oman ou ailleurs, sa seule présence crée subitement des possibilités de sourçage pour les compagnies canadiennes. Évidemment, le même principe s'applique par excellence aux débouchés commerciaux que dénichent nos délégations commerciales et nos ambassades.

Si j'insiste beaucoup là-dessus, c'est parce que je suis préoccupé par la réduction des représentations canadiennes à l'étranger. Je suis parfaitement conscient des problèmes financiers auxquels les gouvernements font face aujourd'hui, mais je dirais que le secteur public devrait fonctionner comme le secteur privé. Quand la conjoncture financière est mauvaise, les entreprises ne diminuent pas leur personnel de vente, car elles se renonceraient alors à des perspectives susceptibles de se concrétiser.

Voilà les idées générales que je voulais vous présenter avant de donner la parole à \mathbf{M}^{me} Deborah Turnbull.

En conclusion, je comprends et j'espère que l'examen de la politique étrangère va se poursuivre. Nous aimerions être en mesure d'y participer chaque année. Nous pensons que votre travail est éminement important, et nous vous souhaitons bonne chance dans vos délibérations. Nous savons que votre rapport aura une incidence profonde sur la planification des activités gouvernementales au cours des jours et des années à venir.

Je vous remercie, monsieur le président.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Regan. Ms Tumbull.

Ms Turnbull: Thank you very much, Mr. Chairman. And thank you, Mr. Regan, for the introduction.

As I introduced myself, I work for a company called Agrodev Canada. We are one of the small and medium-sized enterprises. We actually changed the name in our pre-meeting to SME, which is small and medium-sized exporting company.

We are involved in rural development and have been for over 18 years, in agriculture, in fisheries, in education training and women's projects in developing countries. We've worked in about 85 countries around the world and we have offices from P.E.I. to B.C. and from Jordan to Pakistan. We have 50 employees at the present time.

We are a company that has been committed to private-sector-led development, whereby we put the best Canadian team forward, which includes the Canadian NGOs and the Canadian academic community. We've had staff on interchange from government agencies in Canada. We, as the private company, have led the initiative, have been accountable and responsible for the delivery. We would like to see that kind of consortium of Canadian expertise continue.

We, as the CEA, are reluctant to support future development projects that might be led by Canadian government departments only, where the private sector is not involved, because we feel the private sector is very accountable to the Canadian taxpayer.

I chair the development aid committee of the Canadian Exporters' Association. We, as the committee, work very, very closely with CIDA in the everyday development of new CIDA policies, and this has been a very effective partnership. We look forward to continuing that.

One of the areas that was discussed at the recent CEA-CIDA days held in June was the opportunity for interchange between the private sector and government agencies, and certainly we would support that. We would also support programs to increase the opportunities for Canadians to get international experience, because one of the hardest things for us in the private sector is to find Canadians who have had the experience. It's like a catch-22: it's hard to sell someone who doesn't have the experience, but how do they get the experience in the first place? For many in Canada this has come through either our NGO community or the academic community. We'd also like to see it through the continuation of programs that support junior professionals at the various UN agencies, the IFIs, and others, where we could increase Canada's involvement in those areas.

As the CEA, we wish to have the committee consider continuing support for the IFIs and the UN agencies, as it keeps us in the game.

[Translation]

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Regan. Madame Turnbull.

Mme Turnbull: Merci beaucoup, monsieur le président. Merci aussi, monsieur Regan, pour cette entrée en matière.

Comme je l'ai dit tout à l'heure, je travaille pour une entreprise appelée Agrodev Canada. Nous sommes une PME. Au cours de notre réunion préparatoire, nous avons décidé de nous appeler désormais PMCE, c'est-à-dire petite et moyenne compagnie exportatrice.

Nous nous occupons de développement rural depuis 18 ans et, en particulier, de l'agriculture, de la pêche, de l'éducation et de projets à l'intention des femmes dans les pays en développement. Nous avons travaillé dans près de 85 pays, et nous avons des bureaux de l'Île-du-Prince-Édouard à la Colombie-Britannique, et de la Jordanie au Pakistan. Actuellement, nous avons 50 employés.

Notre compagnie s'est engagée dans des activités de développement dirigées par le secteur privé; nous mettons de l'avant la meilleure équipe canadienne, qui comprend des ONG et des universitaires. Nous avons un programme d'échange de personnel avec des organismes gouvernementaux canadiens. En tant que société privée, c'est nous qui prenons l'initiative et qui assumons la responsabilité de la mise en oeuvre des programmes. Nous aimerions que ce genre de mise en commun du savoir faire canadien se poursuive.

L'AEC hésite à appuyer les projets de développement qui ne seraient dirigés que par des ministères canadiens et auxquels le secteur privé ne participerait pas, parce que nous estimons que ce dernier a particulièrement à coeur les intérêts du contribuable.

Je suis présidente du comité de l'aide au développement de l'Association des exportateurs canadiens. Ce comité travaille très étroitement avec l'ACDI dans l'élaboration quotidienne de ses nouvelles politiques, et ce partenariat a été très efficace. Nous entendons poursuivre cette collaboration.

Au cours de la réunion de l'AEC et de l'ACDI, en juin dernier, nous avons notamment discuté de la possibilité d'instituer un programme d'échanges entre le secteur privé et les organismes gouvernementaux, et nous sommes en faveur de cette initiative. Nous sommes aussi en faveur de programmes Canadiens d'acquérir qui permettraient aux d'expérience internationale, car l'une des choses les plus difficiles pour le secteur privé est de trouver des Canadiens qui bénéficient d'une telle expérience. C'est un peu un dilemme. Il est difficile de placer quelqu'un qui n'a pas d'expérience, mais comment acquérir de l'expérience en début de carrière? Bon nombre de Canadiens sont passés par les ONG ou par les universités. Nous préconisons aussi le maintien des programmes d'appui aux jeunes professionnels dans les différentes agences de l'ONU, dans les institutions financières internationales, etc., où nous pourrions accroître la participation du Canada.

L'AEC souhaite que le Comité envisage le maintien de l'appui aux institutions financières internationales et aux organismes de l'ONU, car cela nous permet de rester dans le jeu.

[Traduction]

• 1955

CIDA is not a one-stop shop any more for the private sector, for NGOs. We have to look much beyond that and be getting multiple effects, perhaps by working through a CIDA industrial cooperation program into an IFI type of program like the Asian Development Bank, winning that for Canada and then forming joint ventures.

We're one of the companies that was fortunate enough to be awarded one of the Canadian International Development awards this year for a bilateral project, where we're a partner with CIDA working in Bangladesh. You'll find in this document an example of other Canadian private sector companies that have been successful in their operations internationally, where the responsive mechanisms that were the front-end funding either came from CIDA—it's the industrial cooperation program—or through other programs available internationally.

We encourage the committee to consider funding more responsive mechanisms in the future so that we can be competitive within an international market where other governments support major development programs to help their private sector in establishing long-term development links with private sector and with government agencies in development.

I will say then we are an agent for change even though we are a private sector company, and we are a vehicle for effective development assistance whereby we work with governments to help them meet their development assistance needs at the community level.

Thank you very much.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Madam Tumbull.

Mr. Matchett?

Mr. Matchett: Thank you, Mr. Chairman.

First, I would like to introduce EXCAN Grain briefly. EXCAN is an exporting company. It was formed by the three large grain-handling cooperatives in western Canada: the Saskatchewan Wheat Pool, Alberta Wheal Pool, and Manitoba Pool Elevators. They formed EXCAN 24 years ago to be their exporting company, to complement the Canadian Wheat Board's export program for wheat and barley. As such, EXCAN spends most of its time marketing canola, flax, rye, oats, and a variety of special crops.

Our head office is in Winnipeg. We have offices in Vancouver, and we've had an office in Tokyo for over 20 years—Japan has been EXCAN's prime market for these last 20 years—an office in London for over 20 years, opened an office in Warsaw a year and a half ago, and in Hong Kong we opened an office about four months ago. We complement our own offices with agent representation in many other countries.

L'ACDI n'est plus un guichet unique pour le secteur privé et pour les ONG. Nous devons chercher beaucoup plus loin et obtenir des effets multiples, peut-être par l'entremise d'un programme de coopération industrielle de l'ACDI pour accéder à un programme semblable aux institutions financières internationales, comme la Banque asiatique de développement, ce serait un atout pour le Canada et cela nous permettrait ensuite de créer des entreprises conjointes.

Nous sommes l'une des entreprises qui a eu la chance de gagner l'un des prix canadiens du développement international, cette année, pour un projet bilatéral auquel nous avons collaboré avec l'ACDI au Bangladesh. Dans ce document, vous trouverez d'autres exemples de sociétés privées canadiennes qui ont bien réussi sur la scène internationale et dont le financement initial provenait soit de l'ACDI—dans le cadre du programme de coopération industrielle—soit d'autres programmes internationaux.

Nous encourageons le Comité à envisager le financement d'un plus grand nombre de mécanismes adaptés aux besoins, afin que nous puissions être compétitifs sur le marché international où d'autres gouvernements appuient d'importants projets de développement pour aider leur secteur privé à établir des relations à long terme avec des organismes des secteurs privé et public qui oeuvrent dans le domaine du développement.

Je dirai donc que nous sommes un agent de changement, même si nous sommes une entreprise privée, et nous facilitons l'aide au développement efficace en collaborant avec les gouvernements pour les aider à atteindre leurs objectifs d'aide au niveau communautaire.

Je vous remercie.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, madame Turnbull.

Monsieur Matchett?

M. Matchett: Merci, monsieur le président.

Tout d'abord, permettez-moi de vous présenter brièvement la société EXCAN Grain. EXCAN est une société exportatrice. Elle a été créée par les trois grandes coopératives de manutention des grains dans l'ouest du pays: la Saskatchewan Wheat Pool, l'Alberta Wheat Pool et la Manitoba Pool Elevators. Ces coopératives ont créé EXCAN il y a 24 ans pour exporter leurs produits, complétant ainsi le programme d'exportation de blé et d'orge de la Commission canadienne du blé. En tant que telle, EXCAN se consacre surtout à la commercialisation du canola, du lin, du seigle, de l'avoine, et de divers produits spéciaux.

Notre siège social est à Winnipeg. Nous avons des bureaux à Vancouver, et nous en avons un à Tokyo depuis plus de 20 ans—au cours des 20 dernières années, le Japon a été le principal marché d'EXCAN—un bureau à Londres depuis plus de 20 ans; nous en avons ouvert un à Varsovie il y a un an et demi et un autre à Hong Kong, il y a quatre mois environ. En plus de ces bureaux, nous sommes représentés par des agents dans bon nombre d'autres pays.

With the grain handling cooperatives behind us as a supply base, basically originating some 50% to 60% of western Canadian grain, we are, therefore, Canada's largest exporter, other than the Canadian Wheat Board, of grains and oilseeds and special crops.

In recent years we've been expanding our activity into more value—added food products other than just the raw commodities, to include processed canola oil and meal, bakery mixes, Canadian wine, beer, and maple syrup. For the crop year just ending this week we will have marketed some 4.5 million tonnes of grains and oilseeds, mostly to international markets.

Trade policy is extremely important to western Canadian agriculture. Our industry depends on exports. We export some 75% to 80% of what we produce, so as an industry we need market access, lower tariffs, lower non-tariff barriers, and hopefully the elimination, but certainly a reduction, of subsidies.

We've seen GATT make a major step in the right direction towards achieving these longer term objectives. I think it's safe to say the very early results are encouraging, and I say that even knowing that GATT hasn't been officially adopted by most countries that are signatories. As part of the process there are some structural changes that have taken place—I'll use Europe as an example—where they changed their oilseed regime a couple of years ago in response to pressures from the GATT process. As a result of that change, Europe imported almost a million tonnes of canola last year.

• 2000

To put things in perspective, we had a record crop of canola last year, and with this increased demand out of Europe particularly, it resulted in increased prices and increased incomes to the farmers of western Canada. Of course, this first GATT round, or the Uruguay Round, is really only a step, an important step, in having agriculture a part of it.

We certainly encourage the Government of Canada to be an active participant in future trade negotiations, whether it be an FTA type, or developing NAFTA, or further developing MTN through participation and leadership in the new World Trade Organization, as an example.

Another example we would use would be the APEC organization, which is rather new, but I think it is extremely important to Canada, and to agriculture particularly, as we see Asia being the most important market of the future. It is very important that Canada is an active player in that process. China obviously stands out as a key market not only for agriculture but for a number of other industries as well.

With respect to export support and promotion, we certainly support the ongoing effort of the federal government and the provincial governments getting together, streamlining their activities and efforts in export market intelligence-gathering

[Translation]

Étant donné que les coopératives de manutention des grains sont nos principaux fournisseurs, avec 50 à 60 p. 100 des grains provenant de l'Ouest canadien, nous sommes par conséquent le plus gros exportateur canadien de grains, d'oliagineux et de cultures spéciales après la Commission canadienne du blé.

Au cours des dernières années, nous avons élargi nos activités à des produits alimentaires à plus grande valeur ajoutée que les produits bruts, notamment l'huile et la farine de canola, les mélanges à pâte, du vin canadien, de la bière et du sirop d'érable. Pour la campagne agricole qui se termine cette semaine, nous aurons vendu quelque 4,5 millions de tonnes de grains et d'oliagineux, essentiellement sur les marchés internationaux.

La politique commerciale est extrêmement importante pour l'agriculture de l'Ouest canadien. La survie de notre secteur dépend des exportations. Nous exportons de 75 à 80 p. 100 de notre production; par conséquent, nous avons besoin de l'accès aux marchés, de tarifs plus faibles, de barrières non-tarifaires moins élevées, et nous souhaitons l'élimination—à tout le moins une réduction—des subventions.

Le GATT a fait un grand pas dans la bonne direction pour réaliser ces objectifs à plus long terme. Je pense qu'on peut affirmer en toute confiance que les premiers résultats sont encourageants, même si l'accord du GATT n'a pas encore été officiellement adopté par la plupart des pays signataires. Dans la foulée de cet accord, il y a eu des changements structurels; par exemple, il y a quelques années, l'Europe a modifié son régime pour les oliagineux à la suite des pressions exercées par le GATT. À la suite de ce changement, l'Europe a importé près de un million de tonnes de canola l'année dernière.

Pour mettre les choses en perspective, nous avons eu une production record de canola l'an dernier, et grâce à cette demande accrue de la part de l'Europe en particulier, les prix ont augmenté, de même que les revenus des agriculteurs de l'Ouest canadien. Bien entendu, ce premier cycle des négociations du GATT, l'Uruguay Round, n'est en fait qu'une étape, mais une étape importante vers

l'inclusion de l'agriculture.

Nous encourageons bien entendu le gouvernement du Canada à participer activement aux futures négociations commerciales, qu'il s'agisse d'un accord du type de l'ALE, du développement de l'ALÉNA ou d'autres négociations multilatérales, en prenant les devants, par exemple, au sein de la nouvelle organisation mondiale du commerce.

Citons aussi l'exemple de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique, dont la création est assez récente, mais qui est extrêmement importante pour le Canada et, en particulier, pour son agriculture, car à notre avis, l'Asie sera le plus grand débouché de l'avenir. Il est donc très important que le Canada participe activement à ce processus. De toute évidence, la Chine se distingue comme un marché clé non seulement pour l'agriculture, mais aussi pour un certain nombre d'autres secteurs.

En ce qui concerne la promotion des exportations, nous souscrivons assurément aux efforts constants de collaboration entre le gouvernement fédéral et les gouvernement provinciaux pour rationaliser leurs activités et recueillir des renseignements

information systems. The development of the international trade business plan is a good example of that, where we see the provincial and federal governments focusing their efforts and trying to eliminate duplication.

We also support high-level missions, ministerial-led, and with business participation, to various countries. This has been extremely effective in getting doors opened in many countries in recent years, where we have seen a number of countries moving towards market—driven economies where the recent history has been that the local government has traditionally played a strong role. The opportunity to have ministers, with senior government people in attendance, has been very effective in making initial contact and in establishing contacts not only government to government but with the business sector.

The program for export market development, PEMD, has been a particularly popular program that the Canadian government has been operating and industry utilizing. Typically the demand has exceeded the supply, which I think is a clear indication of the effectiveness of it. Certainly we encourage the maintenance of that and the priority as far as ongoing funding for that program is concerned.

Mr. Regan mentioned it, but I will mention it again, that the network of trade commissioners in the various embassy offices is extremely important to the agricultural sector. I know that the Department of Agriculture has actually placed specialists in a number of different embassy offices, and in our experience this has proven successful.

As an example, EXCAN has worked closely with the people in Tokyo, and through them has increased the export of Canadian food and beverage into Japan. We have firsthand experience of the success of that, and have had extremely good experience with the people with whom we have been working.

Finally, Mr. Chairman, we certainly applaud the new forum for international trade training, FITT. We believe that's an excellent addition to the exporters' education and training programs. It is still in the very early stages. We would encourage that through these initial stages it be nurtured and encouraged to get on its own feet for ongoing financing.

Just as an aside, with that sort of program we encourage the ongoing program of seminars something like the Canadian Exporters' Association has been involved with, which provides information to potential exporters, new-to-the-business exporters, as encouragement and information to get them out on the road.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Scott.

[Traduction]

sur les marchés d'exportation. L'élaboration d'un plan d'action pour le commerce international illustre bien la volonté des gouvernements provinciaux et fédéral de concentrer leurs efforts et d'éliminer les dédoublements.

Nous sommes également favorables à l'idée d'envoyer à l'étranger des missions de haut niveau dirigées par des ministres et composées de gens d'affaires. Au cours des dernières années, cette stratégie a été extrêmement efficace et nous a ouvert des portes dans bon nombre de pays qui s'acheminent vers l'économie de marché et où, récemment encore, le gouvernement local jouait encore un grand rôle. L'envoi de ministres et de hauts fonctionnaires a permis de briser la glace et d'établir des contacts non seulement entre gouvernements, mais aussi avec les milieux d'affaires des pays concernés.

Le Programme de développement des marchés d'exportation, administré par le gouvernement canadien à l'intention du secteur privé, a été particulièrement populaire. D'une manière générale, la demande a dépassé l'offre, ce qui, à mon avis, témoigne de son efficacité. Nous voulons assurément que ce programme soit maintenu et que l'on donne la priorité à son financement.

Comme l'a dit M. Regan, le réseau des délégués commerciaux dans nos ambassades est extrêmement important pour le secteur agricole. Je sais que le ministère de l'Agriculture a affecté des spécialistes dans un certain nombre d'ambassades, et d'après notre expérience, cette initiative s'est avérée fructueuse.

À titre d'exemple, EXCAN a collaboré étroitement avec nos représentants à Tokyo, et grâce à eux, nous avons augmenté nos exportations d'aliments et de boissons vers le Japon. Nous avons eu une expérience de première main en cette matière, et nos rapports avec nos interlocuteurs ont été excellents.

Enfin, monsieur le président, nous saluons le nouveau Forum de formation au commerce international. Nous croyons que c'est un excellent ajout aux programmes d'éducation et de formation des exportateurs. Ce forum en est encore à ses balbutiements. Dès maintenant, il faut l'entretenir et l'aider à voler de ses propres ailes.

Soit dit en passant, nous proposons que ce forum offre régulièrement des colloques semblables à ceux de l'Association des exportateurs canadiens, au cours desquels on donne des informations aux exportateurs potentiels et aux nouvelles sociétés d'exportation pour les encourager et les aider à se lancer.

Je vous remercie, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Scott.

• 2005

Mr. Scott: The Electrolyser Corporation was established in 1948 and has been exporting since 1950. We currently employ directly about 50 people, but including our subcontractors we probably supply some 200 to 250 man—years of employment in the production of our electrolytic equipment, which is high—tech industrial machinery.

M. Scott: La Société électrolyseur Ltée a été créée en 1948 et exporte depuis 1950. Actuellement, nous employons directement une cinquantaine de personnes, mais si nous comptons nos sous-traitants, nous alimentons probablement quelque 200 à 250 années-personnes dans la production du matériel d'électrolyse, c'est-à-dire à des machines industrielles de pointe.

At Electrolyser we have taken the approach of having a single product line and trying to be the best in the world at what we produce. Some 12% of our direct employees are engaged in research and development to keep us ahead of the market. In some years as much as 10% of our revenue is dedicated to research and development.

Because we have only a single product and our market is around the world, virtually all of our production is exported. We have exported now to 90 different countries. We export to some 20 different industry sectors, from low-tech to high-tech types of customers.

For exporters such as us, and for many other exporters, represented at this table by the CEA and even beyond the CEA, we need assured market access to remain successful. We must depend on governments to give us the tools we need, and where it is appropriate and possible, we try to influence governments to ensure the tools we need to achieve that access are available to us.

Foreign policy clearly is a leader. It is a driving force. We would consider it generally a positive one, but occasionally negative, and sometimes negative unintentionally. That is something we are very concerned about.

We see foreign policy providing three principal aims, from the point of view of an exporter: removal of existing barriers to export, ensuring we do not create new barriers to export, and provision of incentives to give us access to foreign markets. On the question of removal of barriers, to reiterate one of my colleagues' comments, we consider both bilateral and multilateral engagement negotiations to be very important: the FTA leading to NAFTA, GATT leading, we hope, to a WTO, and participation in things like APEC perhaps in time leading to a trading relationship throughout the Pacific area, through the Pacific Rim.

These are important because they build an international understanding and appreciation for the openness of trade and how it benefits us all. It creates a climate in which we can trade successfully as Canadians. We are not going to muscle our way into other markets. We have to persuade our way. These are bodies that help us do that.

On the home front, elimination of interprovincial trade barriers would be helpful because exporters need a strong domestic base to be successful in international markets.

On the question of resisting the creation of new barriers, we feel there is merit in a proposal that all legislation, all regulations, before promulgation, be subjected to examination for their effect on exports and exporters. We would like also to ensure that when such legislation or regulations are put in force, the bureaucracy knows the goal that is to be achieved by these parliamentary declarations so they can be properly implemented and not have unforeseen and negative side—effects.

[Translation]

À la Société électrolyseur, nous avons décidé de n'avoir qu'une seule gamme de produits et d'essayer d'être les meilleurs au monde dans ce que nous produisons. Près de 12 p. 100 de nos propres employés travaillent en recherche et développement pour nous donner une longueur d'avance sur le marché. Dans quelques années, près de 10 p. 100 de notre chiffre d'affaires sera consacré à la recherche et au développement.

Étant donné que nous n'avons qu'un produit et que nous vendons dans le monde entier, la quasi-totalité de notre production est exportée. Actuellement, nous avons des clients dans 90 pays. Nous traitons avec une vingtaine de secteurs industriels, et nos clients se situent à tous les niveaux de la technologie.

Les exportateurs comme nous, représentés à cette table par l'ACE, et beaucoup d'autres, ont besoin de marchés sûrs pour demeurer compétitifs. Nous devons compter sur les gouvernements pour nous donner les outils dont nous avons besoin, et dans la mesure du possible, nous essayons de faire pression sur eux pour qu'ils mettent ces outils à notre disposition.

La politique étrangère est vitale. C'est une force motrice. D'une manière générale, nous estimons qu'elle est positive; mais parfois, elle nous pose des problèmes, même si ce n'est pas délibéré. Cela nous préoccupe beaucoup.

À notre avis, c'est-à-dire pour les exportateurs, la politique étrangère doit avoir trois objectifs principaux: supprimer les entraves à l'exportation, empêcher la création de nouvelles barrières, fournir des incitatifs pour nous permettre d'accéder aux marchés étrangers. En ce qui concerne la suppression des obstacles, et comme l'un de mes collègues l'a dit, nous estimons que les négociations bilatérales et multilatérales sont très importantes: l'ALÉ a mené à l'ALÉNA; nous espérons que le GATT va mener à une organisation mondiale du commerce, et que la participation à des organisations comme l'OCEAP nous permettra, au fil des ans, d'établir des relations commerciales dans toute la région du Pacifique.

Ces négociations sont importantes parce qu'elles permettent de comprendre et d'apprécier le libéralisme commercial et les avantages qu'il procure à tous. Elles créent un climat dans lequel les entreprises canadiennes peuvent mener à bien leurs activités commerciales. Nous n'allons pas accéder à d'autres marchés par la force. Nous devons les convaincre de nous accueillir; et c'est au sein des instances internationales que nous pouvons le faire.

Sur le plan national, il faudrait pouvoir éliminer les barrières commerciales entre les provinces parce que les exportateurs ont besoin d'une base nationale solide pour s'imposer sur les marchés internationaux.

Pour ce qui est d'empêcher la création de nouvelles barrières, nous estimons judicieuse l'idée d'assujettir tous les projets de lois et de règlements à une évaluation de leurs effets sur les exportations et les exportateurs. Nous aimerions aussi nous assurer, au moment de promulguer ces lois ou ces règlements, que les fonctionnaires soient conscients des objectifs visés afin que ces mesures législatives soient judicieusement mises en oeuvre et n'entraînent pas des conséquences aussi néfastes qu'imprévues.

We would like to see simplification, wherever possible, in some of the more complex bureaucratic and regulation systems. An example is the area of export controls, which I know are under constant review but where there are definitely areas where you have known exporters of known products going to known customers, and they perhaps ought not to be caught, but are now, by export controls and requirements for export licences.

Creation of a positive environment or the incentives for current exporters to continue, and perhaps as yet non-exporting small and medium enterprises to enter it: be proactive. Assist in opening new markets, particularly non-traditional markets. People looked at Malaysia and Korea and Thailand a decade, two decades ago, and thought these were basket cases. Now they are huge trading partners.

[Traduction]

Nous aimerions aussi que l'on simplifie, dans la mesure du possible, certains systèmes bureaucratiques et réglementaires complexes. Je citerai par exemple le domaine du contrôle des exportations, dont je sais qu'il est constamment révisé; il arrive que le contrôle des exportations et l'exigence des licences d'exportation créent paradoxalement des problèmes à des exportateurs connus de produits connus, qui ont des clients connus.

Il faut créer un climat propice ou offrir des incitatifs aux exportateurs actuels pour qu'ils poursuivent leurs activités et que l'on aide aussi les PME non-exportatrices à chercher des débouchés à l'étranger: en un mot, il faut être proactif. Le gouvernement doit aussi contribuer à ouvrir de nouveaux marchés, surtout des marchés non-traditionnels. Il y a dix ou vingt ans, la Malaisie, la Corée et la Thaïlande étaient considérées comme des cas désespérés. Aujourd'hui, ce sont des partenaires commerciaux très importants.

• 2010

We have to get trade staff into some of the new markets—for example, Vietnam, which is just starting to open up. We have to be on the ground before the competition has set up their own infrastructure so that when a market starts to mature they're already on the ground.

We look to foreign policy to encourage lending agencies to support Canadian exporters. EDC needs more capacity to take on greater risks and risks that are to some extent undefined when you go into a new market. Similarly, mechanisms have to be found for domestic private sector lenders, the bankers, to be willing and able to assume more risk in some of these markets.

I think I will end my remarks there and just say that we depend on this committee's deliberations to support exporters in their goal of exporting more. Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Scott. I know what Agrodev does and I know what EXCAN does, but what does Electrolyser do? What's your product?

Mr. Scott: We make machines called electrolysers. These machines are used to take water and electric power and produce hydrogen gas. Our clients are consumers of hydrogen gas.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, sir. Now I understand.

Mr. Baker, sir.

Mr. Baker: Thank you very much, Mr. Chairman.

Acres International is a major Canadian—owned consulting engineering firm with offices across Canada. Our field of strength is primarily infrastucture. We started with the power developments on the Niagara River in Canada but our practice has evolved into softer areas, such as the environment, and more recently into transfer of technology.

We have offices across Canada and in the United States. Our international operations are concentrated in Africa and Asia and more recently we've been moving back into Latin America.

Nous devons envoyer des agents commerciaux dans certains de ces nouveaux marchés—par exemple, au Vietnam, qui commence à peine à s'ouvrir. Nous devons être sur place avant que la concurrence ne s'installe; ainsi, nous serons déjà là quand le marché commencera à être vraiment productif.

La politique étrangère doit encourager les organismes de prêts à financer les exportateurs canadiens. Il faut donner plus de moyens à la SEE pour qu'elle prenne plus de risques, notamment ceux qui sont relativement inconnus lorsqu'on s'engage dans un nouveau marché. De même, il faut mettre en place des mécanismes encourageant les prêteurs du secteur privé au Canada, les banquiers, à accepter plus de risques dans certains de ces marchés.

Je terminerai en disant que nous comptons sur les travaux de votre comité pour appuyer les exportateurs qui veulent exporter davantage. Je vous remercie.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Scott. Je sais ce que font Agrodev et EXCAN; que fait Electrolyser? Quel est votre produit?

M. Scott: Nous fabriquons des électrolyseurs. On utilise ces machines pour fabriquer de l'hydrogène à partir de l'eau et du courant électrique. Nos clients sont des consommateurs d'hydrogène.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup, monsieur Scott. Je comprends maintenant.

Monsieur Baker, vous avez la parole.

M. Baker: Merci beaucoup, monsieur le président.

Acres International est une grande société canadienne d'ingénieurs-conseils ayant des bureaux dans toutes les régions du pays. L'infrastructure est notre point fort. Nous avons commencé en construisant des barrages hydroélectriques sur la rivière Niagara au Canada, mais nous avons évolué vers des domaines moins lourds comme l'environnement, et plus récemment, vers le transfert de technologies.

Nous avons des bureaux un peu partout au Canada et aux États-Unis. Nos activités à l'étranger sont concentrées en Afrique et en Asie, et depuis quelque temps, nous nous intéressons de nouveau à l'Amérique latine.

With the decline in the infrastructure market in North America, we see the Third World as our growth market. Of our 750 people, about 40% of them depend directly on the export market for jobs. Forty percent of our revenues are from exports. I should say that with the economy we have in Ontario and perhaps across Canada, if we didn't have those export revenues we'd be in deep trouble in our operations.

Certainly it's been our experience—and I think recent research suggests—that although development is a very complicated issue, there seem to be indications that having an open economy that encourages imports of technology, a strong private sector, a good educational system, good infrastructure, and good government are key to successful development.

I think that any country that has moved into a very high growth mode certainly requires infrastructure and in that respect we are very proud of our contributions to many countries. I think particularly of a long involvement in countries like Nepal, Thailand, and Ghana, where people we worked with many years ago have now risen—we hope through some of the training that was received from us—to positions of prominence and are now running major organizations and major utilities in those countries.

I can attest that a cohesive, well-thought-out export strategy provided by government, along with the full complement of export promotion tools, has been very important to our success in international markets. I would like to just dwell on a few examples, which I hope will give some insights into what are effective policies with respect to our foreign policy.

Our initial movement into the international market was facilitated through the Colombo Plan back in the early 1950s, and we've been international ever since then. A good example is our work in Ghana, which started with a power system master plan financed by CIDA, which in turn led to a feasibility study of a hydro–electric project, which in turn led to design implementation of that project under international multilateral financing. That project led to considerable procurement of equipment from Canadian equipment suppliers.

• 2015

Since that time we've diversified our base in Ghana and for all intents and purposes are resident consultants to the Volta River Authority. We recently completed a rehabilitation project, financed under the World Bank, where we did the engineering and a Canadian equipment supplier secured an approximately \$40 million contract under European investment bank financing, of all things.

In India we've been involved in a hydroelectric project for the last eight years. It started with an industrial cooperation pre-feasibility study grant. A package was put together to do design, and eventually a Canadian financing package that

[Translation]

À cause du déclin du marché de l'infrastructure en Amérique du Nord, nous considérons le Tiers monde est un marché en croissance. Près de 40 p. 100 de nos 750 emplois dépendent directement des marchés d'exportation. Quarante pour cent de nos revenus proviennent de ces marchés. Je dois dire qu'en raison de la situation économique qui prévaut en Ontario et peut-être dans toutes les régions du Canada, nous connaîtrions d'énormes difficultés si nous n'avions pas ces revenus d'exportation.

D'après notre expérience—du reste confirmée par des recherches récentes—même si le développement est une question très complexe, il semble qu'on puisse le réaliser si l'on a une économie ouverte qui encourage l'importation de technologies, un secteur privé dynamique, un bon système d'éducation, de bonnes infrastructures et un bon gouvernement.

Je pense que tout pays qui connaît un fort taux de croissance a certainement besoin d'une bonne infrastructure; à cet égard, nous sommes très fiers de ce que nous avons apporté à bien des pays. En particulier, je pense au travail de longue haleine que nous avons accompli au Népal, en Thaïlande et au Ghana, où nos collaborateurs d'il y a de nombreuses années se sont hissés—nous espérons que c'est grâce à la formation que nous leur avons dispensée—à des postes clés et gèrent maintenant des organisations et des sociétés de services publics de premier plan.

Je puis affirmer qu'en matière d'exportation, une stratégie gouvernementale cohérente et bien pensée, assortie d'une gamme complète d'outils de promotion, a joué un rôle clé dans notre succès sur les marchés mondiaux. Permettez-moi de m'attarder sur quelques exemples qui, je l'espère, vous donneront une idée de ce que peut être une politique étrangère efficace.

Nos premiers pas sur les marchés internationaux ont été facilités par le Plan de Colombo, au début des années cinquante, et nous n'avons pas quitté la scène internationale depuis lors. Un bon exemple en est notre travail au Ghana, où nous avons commencé avec un plan directeur pour un système hydroélectrique financé par l'ACDI; il a été suivi d'une étude de faisabilité pour un projet hydroélectrique, qui a ensuite mené à la conception de la mise en oeuvre de ce projet dans le cadre d'un financement multilatéral. Ce projet nous a permis de commander énormément de matériel à des fournisseurs canadiens.

Depuis lors, nous avons diversifié notre base au Ghana et, à toutes fins utiles, nous sommes devenus experts—conseils résidants de la Volta River Authority. Nous avons récemment achevé un projet de réaménagement, financé par la Banque mondiale, dont nous avons effectué les travaux d'ingénierie et pour lequel un fournisseur canadien d'équipement a décroché un contrat d'environ 40 millions de dollars financé, tenez—vous bien, par la Banque européenne d'investissement.

En Inde, nous travaillons à un projet hydroélectrique depuis huit ans. Ce projet a démarré grâce à une subvention pour une étude de pré-faisabilité dans le cadre de la coopération industrielle. Nous avons mis en place les modalités de

involved EDC, concessional financing from CIDA, and private bank financing was put together for a 640 megawatt hydroelectric project, which once again led to considerable purchase of equipment and man-hours from companies across Canada.

Those two are positive examples. I will now quote perhaps a negative example of follow-up.

In Nepal, under CIDA financing, as a partner with them, we've been involved since 1978 in a very strategic position, planning the water resources and energy resources for the entire country, with a consortium of two other firms, SNC and Lavalin. The interesting thing about that involvement is despite our strategic position and despite the fact that we won considerable World Bank contracts and Asian Development Bank contracts, the plums from an employment generation perspective in Canada have gone to other countries that have had well-thought-out commercial strategies that have linked their aid financing to export credit financing, and packages for major equipment components have gone to the French, the Japanese, and the Germans on major projects that have been developed there, despite the fact that we've been in a strategic and leading position that could have led to much more procurement in Canada.

So our perspective is that there certainly is business in the business of development. I feel we've approached that business in a very professional way. Our staff, who have been involved in now over 90 countries, but who concentrate their efforts in a small basket of 10 to 15 countries, have an intimate knowledge of those countries, of their development problems and development potentials. We believe quite strongly in many cases we are as well informed as any to be able to develop projects and programs in those countries. We would certainly urge the committee to continue the trend towards identification and development of projects by the private sector and other entities that are involved in these countries.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, sir. That was an interesting tour d'horizon.

I invite Mr. Graham to start the questioning.

Mr. Graham: You have had a very rich set of experiences, but different from the panellists', so it's difficult to pose a question that englobes all the experience. I suppose on the macro-level we have heard a great deal in the committee, obviously, about the new, evolving international trade organizations, the World Trade Organization, etc. We would be quite interested in hearing from you about the role you see as an organization in formulating Canadian policy on an ongoing basis in our international trading organizations: the NAFTA framework, the Asian framework, the new World Trade Organization.

We heard earlier today about the role of the cities, the role of the provinces, the role of the private sector. It is going to be a very complex process of foreign policy formulation and trade policy formulation. Does the organization see itself as directly

[Traduction]

conception qui a été suivi d'un montage financier auquel ont participé la SEE, l'ACDI et par le touchement d'un financement de faveur et des banques privées pour la réalisation d'un projet hydroélectrique de 640 mégawatts; une fois de plus, cela nous a permis d'acheter énormément d'équipement et de donner beaucoup de travail à des sociétés canadiennes.

Voilà deux exemples positifs. Je vais maintenant vous donner un exemple négatif du genre de suivi qui a été donné.

Au Népal, dans le cadre d'un projet conjoint financé par l'ACDI, nous travaillons depuis 1978 à un projet très stratégique qui consiste à planifier les ressources hydrauliques et énergétiques de l'ensemble du pays, en collaboration avec un consortium regroupant SNC et Lavalin. Ce qui est intéressant dans cette affaire, c'est qu'en dépit de notre position stratégique et du fait que nous avons remporté beaucoup de contrats de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement, les perspectives de création d'emplois se sont concrétisées dans d'autres pays qui avaient des stratégies commerciales bien pensées et qui avaient lié le financement de l'aide à celui des crédits à l'exportation. C'est ainsi que les montages relatifs aux principales composantes d'équipements sont allés aux Français, aux Japonais et aux Allemands pour les principaux projets lancés au Népal, malgré notre position stratégique et de premier plan qui aurait pu nous faire commander beaucoup plus d'équipements au Canada.

Par conséquent, nous estimons que les activités de développement peuvent entraîner des activités commerciales. Nous nous sommes lancés dans ce domaine de façon très professionnelle. Notre personnel, qui travaille maintenant dans plus de 90 pays, et qui consacre ses efforts sur un noyau de 10 ou 15 pays, connaît à fond ces derniers ainsi que leurs problèmes et leurs possibilités de développement. Nous croyons fermement que, dans bien des cas, nous sommes aussi bien informés que quiconque pour mettre en oeuvre des projets et des programmes dans ces pays. Nous exhortons le comité à encourager le secteur privé et d'autres organismes établis dans ces pays à cerner et élaborer des projets.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup. C'était un tour d'horizon intéressant.

Nous entamons la période de questions avec M. Graham.

M. Graham: Vous avez vécu une série d'expériences très enrichissantes, mais différentes de celles des autres témoins; il est donc difficile de poser une question qui les concerne tous. D'une manière générale, les membres du comité ont beaucoup entendu parler des nouveaux organismes du commerce extérieur, notamment l'Organisation du commerce mondial. À votre avis, que pouvons–nous faire pour façonner la politique canadienne de façon continue dans le cadre des systèmes de commerce international comme l'ALÉNA, la BAD et l'Organisation du commerce mondial.

Aujourd'hui, d'autres témoins nous ont parlé du rôle des municipalités, des provinces et du secteur privé. Dans ce contexte, la formulation de la politique étrangère et de la politique commerciale sera très complexe. Votre association

municipalities, provinces, in trying to formulate trade policy? Or do you just feel that, as you put it to us, anything that breaks down trade barriers is good, so let's let the governments do that and we'll concentrate on selling our goods?

• 2020

Mr. Regan: Mr. Chairman, in answer to Mr. Graham I think I might say a few words and perhaps someone would like to augment them

We regard ourselves as the voice of Canadian exporters, and as such we feel we have the responsibility to our members and indeed to all other exporters in the country to continually be providing input of a helpful nature to government in relation to all of those matters that touch on trade, and certainly in relation to Canada's involvement with international agencies regulating trade or removing barriers.

Traditionally, as an organization in the past we had prebudget consultations with the Department of Finance and the minister. Over the years we have had wonderful cooperation from the Department of External Affairs and International Trade in relation to consultations with reference to positions that Canadian governments might be proposing toward the liberalization of trade and indeed toward the protection of Canadian manufacturers and exporters against unfair competition so that Canada not be improperly treated by other countries.

We would be most anxious to continue to play that role and to make our views known. This is one of the reasons why I referred earlier to the hope and expectation that the review of foreign policy would be an ongoing matter and one in which there might be a yearly look at changing circumstances and changing opportunities.

We still have in this country a vast number of businesses that do not export but which have tremendous potential for export into the various markets of the world. Our studies have shown, perhaps strangely, that the single most important factor in bringing about an export proportion of the total sales of a company is when the company acquires within their staff someone who has an orientation towards export. In other words, there are a great number of companies out there that don't realize what is possible, and perhaps they don't realize how helpful government can be in opening doors for them. Therefore anything that gets the message out to those beyond our members, to other manufacturers or other businesses in the country, about the opportunities that exist is very important.

In naming the agencies that we do work with and that have been very helpful I would want to single out the Export Development Corporation for its very vital role and its desire to increase its role. I compliment the government upon the completion of the regulations for its expanded powers recently. We think that will help exporters in this country and lead to additional sales.

Perhaps someone would like to add to what I've said.

[Translation]

involved on an ongoing basis with the government and other veut-elle collaborer activement et de façon continue avec le gouvernement, les municipalités et les provinces à l'élaboration de la politique commerciale? Sinon, estimez-vous simplement, comme vous l'avez dit, que toute mesure visant à éliminer les barrières commerciales est positive, et qu'il faut laisser aux gouvernements le soin d'élaborer les politiques pendant que vous, vous concentrez sur la vente de vos produits?

> M. Regan: Monsieur le président, pour répondre à M. Graham, i'aimerais dire quelques mots et peut-être que quelqu'un voudra ajouter quelque chose.

> Nous nous considérons comme les porte-parole des exportateurs canadiens et, à ce titre, nous estimons avoir vis-à-vis de nos membres et, en fait, de tous les autres exportateurs au pays la responsabilité de transmettre régulièrement au gouvernement des commentaires utiles relativement à toutes les questions commerciales et, certainement, en ce qui concerne la participation du Canada aux organismes internationaux qui réglementent le commerce ou qui s'emploient à éliminer les barrières commerciales.

> Par le passé, le ministère des Finances et le ministre ont tenu des consultations pré-budgétaires avec notre organisme. Au fil des ans, nous avons eu une excellente collaboration du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en ce qui a trait aux consultations relativement aux positions que le gouvernement Canadien pourrait proposer à l'égard de la libéralisation des échanges commerciaux et de la protection des fabricants et des exportateurs canadiens contre une concurrence déloyale, afin d'assurer que le Canada soit bien traité par d'autres pays.

> Nous tenons beaucoup à conserver ce rôle et à faire connaître nos points de vue. C'est l'une des raisons pour lesquelles j'ai dit tout à l'heure que nous espérions et que nous nous attendons à ce que l'examen de la politique étrangère soit un processus continu qui nous permettra de nous pencher tous les ans sur de nouvelles circonstances et perspectives.

> Il y a toujours au pays un très grand nombre d'entreprises qui n'exportent pas, mais qui ont un excellent potentiel d'exportation vers les divers marchés mondiaux. C'est peut-être étrange, mais nos études montrent que le facteur le plus important qui fait qu'une entreprise exporte une partie de sa production, c'est que lorsqu'elle compte, dans ses effectifs, quelqu'un qui a une certaine orientation vers l'exportation. En d'autres termes, il y a un grand nombre d'entreprises qui ne savent pas ce qu'il est possible de faire, et peut-être ne savent-elles pas que le gouvernement peut les aider à ouvrir certaines portes. Par conséquent, il est très important de parler des perspectives d'exportation non seulement à nos membres, mais aussi à d'autres fabricants ou à d'autres entreprises au pays.

> Parmi les organismes avec lesquels nous travaillons et qui nous ont été très utiles, j'aimerais mentionner la Société pour l'expansion des exportations qui a joué un rôle de premier plan et qui souhaiterait faire plus. Je félicite le gouvernement d'avoir récemment adopté un règlement qui élargit les pouvoirs de la SEE. Je pense que cela sera utile aux exportateurs canadiens et que cela fera augmenter les ventes à l'exportation.

Quelqu'un voudrait peut-être ajouter quelque chose.

Mr. Graham: I will follow that up with another question then, which is related, Mr. Regan, pertaining to Mr. Baker's perspective of CIDA and aid as being a door opener to trade, if I can put it that way.

Before the committee there's been a clear distinction between those in the business community who see the importance of aid as a way, and in particular Indonesia has been cited an example. I believe you cited it as well, and it's quite often set as an example of a place where trade followed the aid flag, if I could put it that way.

However, there are many people who come before the committee saying that this is not where we should be putting our resources, that we should be consecrating our aid resources to the poorest of the poor, that in fact by using aid as a sort of trade promotion vehicle it's almost immoral, if I could put it that way, when you look at the suffering around the world.

Obviously, as you put it, you've got a vested interest in the system. How do you try to square those two seemingly irreconcilable philosophies? Is there in the business community a way in which you can try to unite those two themes whereby everybody benefits so it isn't a zero sum game?

• 2025

Mr. Scott: By and large the business community does not view a distinction between trade and aid as a discontinuity. Rather, they're part of a continuum.

You cite the case of Indonesia. When CIDA-enhanced aid-trade relationships started, they were among the poorest of the poor. They are not now, and they're developing quickly, in part because of the aid-encouraged trade relationships they built, and not just with Canada. We don't take credit for all of this. Many of our competitors were doing the same thing.

For our company, Indonesia in the last four years has been our biggest single-country market all on commercial terms. That country couldn't have developed without the thin edge of the wedge in the aid-trade relationship developing.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Baker, sir, would you like to add to this?

Mr. Baker: Yes. Mr. Graham, I think you're asking if I can sleep at night. I can answer that very assuredly. I do.

It goes back to the fundamentals of development of which I spoke, the characteristics of societies that are progressing, those that have progressed very well with rapid economic growth if you look at the indicators of the well-being of their peoples. Certainly there are disparities and so on, but by and large those economies have provided goods and services, better health care, better education, and so on, to their populations in a way that is much more efficient than other economies that haven't developed. I believe that within that context there is nothing wrong with providing things to those economies that Canada can do very well. That is what development is about. If it happens to provide good benefits to Canada as well, that to me is a win—win situation. I see nothing wrong with that at all.

[Traduction]

M. Graham: Monsieur Regan, j'aimerais vous poser une autre question connexe, qui a trait à ce qu'a dit M. Baker au sujet de l'ACDI et de l'aide qui peut ouvrir des portes sur le commerce international, si je peux m'exprimer ainsi.

Nous avons entendu deux points de vue clairement distincts. Il y a les gens d'affaires qui considèrent que l'aide est importante. On a particulièrement cité en exemple le cas de l'Indonésie. Je crois que vous l'avez cité également, et on en parle souvent comme un exemple de pays où le commerce a été à la remorque de l'aide, pour ainsi dire.

Cependant, bon nombre de gens qui viennent témoigner devant notre comité nous diseant que cela n'est pas là que nous devrions mettre nos ressources, que ces ressources devraient plutôt être consacrées au moins nantis, et que lorsqu'on regarde toute la souffrance dans le monde, il est presque immoral d'utiliser ces ressources pour promouvoir le commerce.

Naturellement, comme vous le dites, vous avez un intérêt direct dans le système. Comment essayez-vous de concilier ces deux philosophies qui semblent inconciliables? Est-il possible, dans le milieu des affaires, d'essayer de concilier ces deux thèmes à l'avantage de tous?

M. Scott: De façon générale, le monde des affaires ne fait pas de distinction entre le commerce et l'aide sur le plan de la continuité. Ils font plutôt partie d'un continuum.

Vous citez le cas de l'Indonésie. Lorsque l'ACDI a décidé de lui accorder de l'aide pour améliorer les relations commerciales avec ce pays, l'Indonésie figurait au nombre des pays les moins nantis. Ce n'est plus le cas aujourd'hui; ce pays se développe rapidement et ce, en partie grâce aux relations commerciales qui ont été encouragées par l'aide, et pas seulement avec le Canada. Nous ne nous en attribuons pas tout le mérite. Bon nombre de nos concurrents font la même chose.

Pour notre société, l'Indonésie, ces quatre dernières années, a été le plus important marché pour ce qui est des rapports commerciaux avec un seul pays. Ce pays n'aurait pu se développer si les rapports commerciaux n'avaient pas été encouragés par l'aide.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Baker, avez-vous quelque chose à ajouter?

M. Baker: Oui. Monsieur Graham, je pense que vous voulez savoir si je peux dormir la nuit. Je peux vous assurer que je le peux.

Cela revient aux principes fondamentaux du développement dont j'ai parlé, aux caractéristiques des sociétés qui évoluent, de celles qui ont très bien progressé avec une croissance économique rapide si l'on considère les indicateurs de bien-être de leurs populations. Il y a certainement des disparités, mais de façon générale, ces économies ont fourni à leur population des produits et services, de meilleurs soins de santé, une meilleure éducation, etc., bien plus efficacement que d'autres économies qui ne se sont pas développées. Je crois que dans un tel contexte il n'y a rien de mal à ce que l'on fournisse à ces pays des choses que le Canada peut faire très bien. C'est cela le développement. S'il se trouve que c'est également avantageux pour le Canada, je pense que tout le monde y trouve son compte. Je ne vois rien à redire à cela.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): To get back on this, Mr. Baker, should CIDA, for example, do more co-financing with the World Bank or with the regional banks? Would that help you in the case you mentioned in your remarks where the contracts went to the European firms, for example? Would it help Canadian exporters if we did more co-financing with the World Bank and other regional banks?

Mr. Baker: I believe so. There has been a lot of discussion about co-financing. On one side of that coin, Canada does extremely well in a broad foreign policy context by our role in the multilateral financing institutions. We achieve a level of influence far beyond what we could expect from a country of our size, and it's very important to continue that.

However, in terms of what we call leverage with respect to employment in Canada, purchase of goods and services, there has been no identified mechanism or way of promoting cofinancing with the multilateral financing institutions. Although it's talked about a lot, there is no place within CIDA, or no one, really, who is tagged with the responsibility of looking for co-financing opportunities, nor is there a co-financing window within CIDA.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): None of you tonight, and only few businesses appearing before this committee, have mentioned Europe. Where does Europe fit in all of this? How do you see Europe in your corporate plans or business plans?

Mr. Baker: As I indicated, ironically our growth markets are seen as Third World. We have a technology that is applicable there and it's certainly on the high end of the technology scale. The reality, from our perspective—and other firms may differ—is that those skills are available in abundance in Europe. We just feel that in terms of our opportunities it's more cost-effective to pursue those types of projects in Third World countries, in developing countries.

Mr. Regan: When you speak of Europe, Mr. Chairman, it is the attitude of the organization, depending upon the product, of course, that our businessmen will seek the markets wherever they exist. It has never been a question of either/or. It has never been a question of shall we sell to the United States or shall we sell to Europe or to the developing world. It's a question that it's in Canada's interest to develop all of these.

• 2030

I have to say that when the country puts particular emphasis on the development of trade, and when the government does as a consequence of new pacts or matters of that type, then obviously new attention is given to that market, as is happening in Mexico at present as a consequence of NAFTA. But I do think it's very important to remember that in trade, in selling products, it's never either/or. It's a question of seeking out the markets against your competitors and doing your best for Canada.

[Translation]

Le coprésident (M. Gauthier): Pour revenir à cette question, monsieur Baker, est-ce que l'ACDI devrait par exemple faire davantage de cofinancements avec la Banque mondiale ou les banques régionales? Est-ce que cela vous aiderait dans le cas que vous avez mentionné, lorsque des contrats ont été accordés à des entreprises européennes, par exemple? Est-ce que cela aiderait les exportateurs canadiens s'il y avait davantage de cofinancements avec la Banque mondiale et d'autres banques régionales?

M. Baker: Je le crois. On a beaucoup parlé de cofinancement. D'un côté, le Canada réussit extrêmement bien dans un contexte général de politique étrangère, grâce à son rôle dans les institutions financières multilatérales. Notre influence est bien supérieure à celle à laquelle on pourrait s'attendre d'un pays de notre taille, et il est très important de la maintenir.

Cependant, en ce qui concerne ce que nous appelons l'effet de levier par rapport à l'emploi au Canada, l'achat de produits et services, il n'existe aucun mécanisme ni aucune façon de promouvoir le cofinancement avec les institutions financières multilatérales. Bien qu'on en parle beaucoup, personne au sein de l'ACDI ou ailleurs n'a la responsabilité d'examiner les possibilités de cofinancement. Il n'y a aucune possibilité de cofinancement au sein de l'ACDI.

Le coprésident (M. Gauthier): Personne d'entre vous ce soir n'a mentionné l'Europe. Seulement quelques entreprises qui ont comparu devant notre comité l'ont fait. Comment l'Europe s'intègre-t-elle dans tout cela? De quelle façon voyez-vous l'Europe dans vos plans d'entreprise.

M. Baker: Comme je l'ai dit, ce qui est ironique, c'est que ce sont les pays du Tiers monde qui sont considérés comme étant nos marchés de croissance. Nous avons une technologie qui peut s'appliquer là—bas et c'est en fait une technologie de pointe. Selon nous—et d'autres entreprises sont peut—être d'un autre avis—ces compétences fourmillent en Europe. Nous estimons tout simplement que, pour nous, il est plus rentable de mener à bien ce genre de projets dans des pays du Tiers monde, dans des pays en voie de développement.

M. Regan: Lorsque vous parlez de l'Europe, monsieur le président, notre organisme estime que, selon le produit, bien entendu, nos gens d'affaires doivent essayer de trouver des débouchés là où ils existent. Il n'a jamais été question de faire l'un ou l'autre. Il n'a jamais été question de décider si nous allions vendre aux États-Unis, à l'Europe ou aux pays en voie de développement. Il est dans l'intérêt du Canada de développer tous ces marchés.

Je dois dire que lorsque le pays met particulièrement l'accent sur l'essor du commerce, et lorsque le gouvernement le fait à la suite de nouveaux pactes ou autres choses du genre, alors naturellement on accorde davantage d'attention à ce marché, comme c'est le cas à l'heure actuelle avec le Mexique dans la foulée de l'ALÉNA. Mais je pense qu'il est très important de se rappeler qu'en commerce international, lorsqu'on vend des produits, ce n'est jamais l'un ou l'autre. Il s'agit de trouver des marchés malgré la concurrence, et de faire ce qu'il y a de mieux pour le Canada.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Regan, you have mentioned to us a few times tonight that you are the spokesperson for the exporters of Canadian products, if I heard you right. Am I paraphrasing your thoughts there properly?

Mr. Regan: The Canadian Exporters' Association is the only association of exporters that represents all the different segments of exporting, yes.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I've heard many complaints from several witnesses that our trade commissioners pay no attention to our cultural exporters and little attention is given to the products Canada produces in the cultural industry here in Canada. Are the cultural industries a member of your group?

Mr. Regan: Certainly our group has a service sector as well as a product sector. We have eligibility for membership with anyone who's selling Canadian services or Canadian products of any nature.

About actual membership, I might defer to Jim Moore to see if he can think of specific cultural products that are being exported by members of our association.

Mr. Moore: We have had publishing interests in the membership, Mr. Chairman. It depends what cultural area one has in mind. We haven't had people in television production, for example, in our membership. It's open to that sector.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): But in the performing arts, for example, the exporters of our CD discs, our books, we were told here a variety of products were quite popular in Europe, for example. The Orchestre symphonique de Montréal, the OSM, apparently exports an awful lot of these CD discs with Mr. Dutoit's name on them, and the orchestra's rendition of a variety of artists. We were told here it's a market that's quite lucrative. They made \$35 million or something like that in exporting these things.

Because of the fact that this committee has opened up the cultural aspects and we do believe strongly, some of us anyway, that the cultural export products of Canada are worth selling, and should be sold and aggressively marketed, I'm wondering if that was part of your mandate. Since you said you spoke for all exporters, I thought you might have some room to make here.

Mr. Regan: Mr. Chairman, you bring a very good point forward.

The Joint Chairman (Mr.Gauthier): The performing artists are now multinational. I don't have to tell you who Céline Dion is. I don't have to tell you who the Cirque du Soleil is either. I'm sure you know that. They're now multinationals, and they export a Canadian product.

Mr. Regan: They do, and we would urge them to join our organization.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Good pitch.

Mr. Regan: If they are appearing before your committee, I hope you will mention us to them.

[Traduction]

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Regan, si j'ai bien compris, vous nous avez dit ce soir, à quelques reprises, que vous étiez le porte-parole des exportateurs de produits canadiens. Ai-je bien interprété votre pensée?

M. Regan: Oui, l'Association des exportateurs canadiens est la seule association d'exportateurs qui représente tous les secteurs d'exportation.

Le coprésident (M. Gauthier): J'ai entendu de nombreuses plaintes de la part de plusieurs témoins qui disaient que nos délégués commerciaux n'accordaient aucune attention à nos exportateurs du domaine culturel et très peu d'attention aux produits canadiens dans le secteur culturel ici au Canada. Les industries culturelles sont-elles membres de votre association?

M. Regan: Notre groupe comprend le secteur des services ainsi que le secteur des produits. Quiconque vend des services ou des produits canadiens de quelque nature que ce soit peut devenir membre de notre association.

Pour ce qui est des membres comme tels, je pourrais demander à Jim Moore s'il a à l'esprit un produit culturel spécifique qui est exporté par des membres de notre association.

M. Moore: Monsieur le président, nous avons eu parmi nos membres des représentants du secteur de l'édition. Cela dépend du domaine culturel auquel on pense. Par contre, nous n'avons eu aucun membre du secteur de la production de télévision, mais ils peuvent faire partie de notre association.

Le coprésident (M. Gauthier): Mais dans le domaine des arts du spectacle, par exemple, les exportateurs de nos disques compacts, de nos livres, on nous a dit qu'il y avait toute une variété de produits qui étaient très populaires en Europe. L'Orchestre symphonique de Montréal, l'OSM, exporte apparement de nombreux disques compacts sur lesquels figure le nom de M. Dutoit, et sur lesquels sont interprétés divers artistes. On nous a dit qu'il y avait là un marché très lucratif. Ces exportations leur ont rapporté quelque 35 millions de dollars.

Comme notre comité s'intéresse aux aspects culturels et que nous sommes fermement convaincus, du moins certains d'entre nous, que les produits culturels canadiens valent la peine d'être exportés, et qu'ils devraient être vendus et commercialisés, je me demandais si cela faisait partie de votre mandat. Étant donné que vous nous avez dit que vous étiez le porte-parole de tous les exportateurs, j'ai pensé que vous pourriez peut-être inclure ce secteur parmi nos membres.

M. Regan: Monsieur le président, ce que vous dites est très juste.

Le coprésident (M. Gauthier): Les artistes du spectacle sont aujourd'hui multinationaux. Vous savez sûrement qui est Céline Dion. Vous avez sûrement aussi entendu parler du Cirque du Soleil. Je suis certain que vous les connaissez. Ils sont donc aujourd'hui multinationaux, et ils exportent un produit canadien.

M. Regan: Oui, et nous devrions les encourager vivement à se joindre à notre organisme.

Le coprésident (M. Gauthier): Bonne publicité.

M. Regan: S'ils comparaissent devant votre comité, j'espère que vous leur parlerez de nous.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Tomorrow morning we're going to have a good panel here on that subject again. You may want to sit around, Mr. Regan, and learn something here from these very aggressive and very convincing people in the export business of cultural industries.

Mr. Regan: We have had great exports in that regard for a substantial period of time. I don't mean to deal with names, but I'm thinking of a very distinguished singer of Acadian background who simply, I found, advertised everywhere in Paris and just did tremendously in that market, and so many others, as you know, in the United States and elsewhere.

Probably what it amounts to is they find they can prosper in those markets without the aid of government agencies or private sector organizations such as ours, or it hadn't crossed their minds. But I am sure synergies could be achieved in their marketing by cooperation with an organization such as our own. So I thank you very much for the idea.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): If you want to explore that further, I can give you the name of a Canadian artist who's done so well in Europe that he now has a beer he's marketing in Europe. It's called La Maudite. Apparently it sells. The French are buying it by the case. So you can diversify from singing to beer drinking.

• 2035

Mr. Regan: I'm in favour of both.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Paré.

M. Paré: Monsieur Gladu ne s'étant pas présenté comme un exportateur, je me questionne et ce sera ma première question: Est-ce que les exportateurs québécois sont membres de votre association et où sont—ils ce soir?

Mais la vraie question que je voulais vous poser, c'est celleci: On a assisté depuis plusieurs années à la signature d'accords commerciaux qui visent à libéraliser le commerce et à éliminer les barrières. Ces jours-ci, nous avons rencontré des groupes, en particulier le Business Council qui est venu nous dire, en autres choses, que toutes formes de subventions aux entreprises devaient être éliminées. Cet après-midi, on a rencontré la Chambre de commerce du Canada et le Conference Board qui sont venus nous dire que le Canada devrait diminuer son déficit, devrait diminuer ses dépenses. Je présume que vous, vous êtes membres de ces organismes. J'ai l'impression que ce soir vous changez de chemise et vous venez nous dire: On a absolument besoin de l'aide du gouvernement pour exporter.

Lequel des deux groupes a raison?

M. Regan: Je vous remercie pour cette importante question.

I want to emphasize to you that we have many Quebec members in the Canadian Exporters' Association and they are very active in the organization. SNC has been extremely active, and Lavalin, in its time, Bombardier, and many, many more. Indeed, they are leading exporters in this country, and immensely important to our export trade.

No, the Canadian Exporters' Association is not a member of other organizations. It is the voice of the exporting community.

[Translation]

Le coprésident (M. Gauthier): Demain matin, nous aurons de nouveau un excellent panel sur la question. Vous voudrez peut-être rester parmi nous, monsieur Regan, pour apprendre quelque chose de ces gens très dynamiques et très convaincants qui travaillent dans le domaine de l'exportation des industries culturelles.

M. Regan: Nous avons eu d'excellentes exportations à cet égard, pendant assez longtemps. Je ne veux pas citer de noms, mais je pense à un chanteur très distingué, d'origine acadienne, qui a tout simplement fait de la publicité partout à Paris et qui a extrêmement bien réussi sur ce marché, et à de nombreux autres, comme vous le savez, qui se sont produits aux États-Unis et ailleurs.

Ils peuvent sans doute réussir sur ces marchés sans l'aide d'organismes gouvernementaux ou du secteur privé, comme le nôtre, ou bien cela ne leur est pas venu à l'esprit. Je suis certain cependant que l'on pourrait arriver à des synergies si leur commercialisation se faisait conjointement avec un organisme comme le nôtre. Je vous remercie donc de nous avoir suggéré cette idée.

Le coprésident (M. Gauthier): Si vous voulez approfondir la question, je peux vous donner le nom d'un artiste canadien qui a si bien réussi en Europe qu'il a maintenant sa propre bière sur le marché européen. Cette bière s'appelle La Maudite. Apparemment, elle se vend très bien. Les Français l'achètent à la caisse. Donc on peut se diversifier, en chantant ou en vendant de la bière.

M. Regan: Je suis en faveur des deux.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Paré.

Mr. Paré: Mr. Gladu did not introduce himself as an exporter, I'm wondering, and this is my first question: Are Quebec exporters members of your association and where are they this evening?

But the real question that I wanted to ask you, is the following: Over the past few years, a number of trade agreements have been signed that are intended to liberalize trade and eliminate barriers. In the past few days, we have met groups, in particular the Business Council, who have told us, among other things, that all forms of subsidies to businesses should be eliminated. This afternoon, we met representatives of the Canadian Chamber of Commerce and the Conference Board who told us that Canada should decrease its deficit and cut spending. I assume that you are members of these organizations. I'm under the impression that tonight, you have a different hat on and you're telling us: We absolutely need government assistance to export.

Which of the two groups is right?

Mr. Regan: Thank you for your important question.

J'aimerais faire valoir que l'Association des exportateurs canadiens compte plusieurs membres québécois, très actifs. La SNC a été très active, tout comme Lavalin à l'époque; il y a aussi Bombardier, et bien d'autres. En effet, ce sont des chefs de files dans le domaine des exportations au Canada, et ils jouent un rôle très important sur ce plan.

Non, l'Association des exportateurs canadiens n'est pas membre des ces autres organisations. Elle est le porte-parole des exportateurs.

And yes, perhaps those who addressed their earlier remarks to you were talking about internal matters within the domestic trade of this country. But if we are to go into export markets and win our share against the other very vigorous, very competitive countries that are seeking to have jobs created in their countries as a result of exports, which would be the loss of jobs created here if we lose those export markets, you must go after those by comparable encouragement.

I think every industrialized country of the world that is an exporting country of importance maintains, as Canada does, and indeed at much greater expense and to a much greater extent, in many cases, such as that of France, commercial counsellors and other representatives to help their exporters sell their goods to the far corners of the world. Not for an instant will I say it would be wise to eliminate that. It would be disastrous.

Indeed, we find Canada has often been not sufficiently vigilant and not sufficiently expansive, if you like, in doing that. When you close posts abroad, you lose opportunities for sales. I don't see that the other countries are doing that. I see that they are seeking those markets.

We find Japan is a very tough competitor in southeast Asia. We find despite international agreements on interest rates on loans and so forth, some countries. . . The worst experience I've had over the years has been France. It has often seemed to us to break those agreements and make Canadian sale of goods or bidding on projects uncompetitive, with the result that we've lost out.

So I say to you quite clearly that it is in the interest of every region of Canada that governments continue to provide the type of assistance to our exports that they have been providing.

• 2040

Le coprésident (M. Gauthier): Merci. Monsieur Gladu, vous vouliez faire un commentaire?

M. Gladu: Oui, si vous permettez. J'aimerais simplement répondre à M. Paré.

La seule raison pour laquelle je ne vous ai pas adressé la parole ce soir, c'est que, comme je vous l'ai mentionné, j'ai eu l'occasion deux fois déjà de comparaître devant le Comité et que mon rôle n'est que celui de président du groupe de travail qui a aidé l'Association à évoluer dans la revue de la politique étrangère.

De plus, les panelistes, comme vous l'avez remarqué, viennent de toutes les régions du Canada. On a des représentants de l'Ouest, de l'Ontario, des Maritimes et, on avait effectivement quelqu'um du Québec qui malheureusement a dû canceller à 16h00, cet après—midi, à cause justement d'un des problèmes qu'on a dans le secteur privé, à savoir vous amener des interlocuteurs qui doivent défendre au jour le jour leur terrain et compétionner dans le monde. C'est pour ça qu'il n'est pas là; mais il y avait effectivement quelqu'un du Québec. Nous étions intéressés à avoir une représentation complète. Personnellement, comme vous le savez, moi aussi je suis exportateur impliqué dans le développement international et je suis de Montréal. Merci.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Senator Andreychuk, do you have a question or two?

[Traduction]

Oui, il est possible que les personnes qui ont fait ces commentaires plus tôt faisaient référence à des questions internes, liées au commerce intérieur du Canada. Mais si nous voulons nous lancer sur les marchés extérieurs et gagner notre part de ces marchés contre des pays très vigoureux et concurrentiels, qui cherchent à créer des emplois par le biais des exportations, le fait de perdre ces marchés pourrait entraîner une perte d'emplois ici. Donc, il faut obtenir les mêmes encouragements que ces pays.

Je pense que tous les pays industrialisés qui exportent beaucoup font comme le Canada. Des délégués commerciaux et d'autres représentants aident leurs exportateurs à vendre leurs produits partout dans le monde. Dans plusieurs cas, et c'est celui de la France, on dépense beaucoup pour assurer une grande représentation à l'étranger. Je ne dirai jamais qu'il faut éliminer les délégués commerciaux. Ce serait désastreux.

En effet, à notre avis, le Canada n'a pas toujours été assez vigilant et, si vous voulez, ne se développe pas assez dans ce domaine. Lorsqu'on ferme des missions à l'étranger, on perd des perspectives de ventes. D'autres pays ne ferment pas leurs missions. Ils cherchent à se positionner sur ces marchés.

Le Japon est un concurrent de taille dans le sud-est de l'Asie. Malgré des accords internationaux sur les taux d'intérêt pour les prêts et ainsi de suite, certains pays... J'ai eu une très mauvaise expérience avec la France. Elle semble toujours prête à violer les accords et à rendre la vente de biens canadiens ou les soumissions canadiennes non concurrentielles. Le résultat, c'est que nous perdons du terrain.

Donc, très clairement, il est dans l'intérêt de chaque région du Canada de veiller à ce que les gouvernements continuent à fournir le même niveau d'assistance pour nos exportations.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you. Mr. Gladu, would you like to make a comment?

Mr. Gladu: Yes, if you allow me to. I'd simply like to answer Mr. Paré's question.

The only reason I didn't take the floor here this evening, is that as I mentioned, I have already had two opportunities to appear before the committee, and my role here today is simply that of chairman of a task force which is helping the Association carry out a review of foreign policy.

In addition, the panelists, as you have noticed, come from all regions of Canada. There are representatives from the West, from Ontario, from the Maritimes and, in fact, there was one from Quebec who unfortunately had to cancel at four o'clock this afternoon because of a problem that frequently occurs in the private sector. You bring in speakers, who from day to day, have to defend their ground and compete in the world. That's why he's not here, but there was a representative from Quebec. We wanted to have a complete representation. Personally, as you know, I am also an exporter involved in international development, and I'm from Montreal. Thank you.

Le coprésident (M. Gauthier): Sénatrice Andreychuk, est-ce que vous avez une ou deux questions?

Senator Andreychuk: Or two? The chairman is getting to know me. I think.

It seems that this evening particularly—and I'm not going back to Mr. Gladu's previous presentations here—you seem to say that we should continue to do what we are doing, and more of it. I don't hear from anyone at the table that we should be doing anything differently, that we should be taking any new perspectives, that we should be creating any new trade incentives or institutions.

What I simply hear is talk of more and perhaps increased levels of spending and incentives, with the possible exception that you are saying that we should not have transferred some of our trade offices from Africa and the Third World into the United States. Am I correct in saying that? In that vein, do you believe that using Canadians abroad in trade offices is the most effective way?

We've heard from some groups saying that we put in officers, they get to know the culture, they get to know the people, but then they're transferred out, and that it would be more helpful to have continuity in the people, utilizing local resources, or using Canadian resources for a longer period of time. We've heard others say that we should employ some companies as agents for other companies.

I would be interested in your perspective on what kinds of trade services you would expect—more in Canada and less overseas, more Canadian, or less Canadian and more locally engaged staff. Am I correct in both assumptions that I've made?

Mr. Scott: If I may at least tackle part of that, on the question of the amount of resource available I think that we are realistic enough to realize that increasing resources is going to be difficult in the extreme, and probably politically unacceptable under the present climate. We have in mind more reallocation of resources.

If I can go back to Mr. Regan's opening remarks—do we need more people in the United States versus the African offices—which is the example you use, we have heard stories of huge numbers of staff, relatively speaking, being involved in visa applications where we don't have one trade officer. We think that there are appropriate reallocations that can be made.

Another example of that would be within the CIDA organization. We do not foresee increasing CIDA's budget, but we think that there are more developmentally useful activities that can be carried out by increasing the amount of private—sector business—led development work, some of which might be funded or co—funded by CIDA. Again this would be a reallocation of resource rather than an increase of resource.

I am one of those people who have advocated for some time that we need to keep Canadian people in the field in our trade offices, but I have also felt that the terms have been far too short. One year gets you to know a little bit about the climate, in two years you make a few contacts, and in the third year you start to get sort of useful but then you're sent home. I think that's too short a time.

[Translation]

La sénatrice Andreychuk: Une ou deux? Je crois que le président commence à me connaître.

Il me semble que ce soir, en particulier—et je ne reviendrai pas sur l'exposé précédent de M. Gladu—vous semblez vouloir dire que nous devons continuer à faire ce que nous faisons, et à en faire plus. Personne, autour de la table, ne semble dire que nous devrions procéder différemment, qu'il faudrait adopter de nouvelles perspectives, qu'il faudrait créer de nouveaux stimulants pour le commerce ou de nouvelles institutions.

J'entends tout simplement parler d'un niveau plus élevé de dépenses et de stimulants, avec peut-être une exception: vous dites que nous n'aurions pas dû transférer nos bureaux commerciaux de l'Afrique et du Tiers-monde aux États-Unis. Est-ce que j'ai raison en disant cela? Dans la même veine, est-ce que vous estimez qu'avoir des Canadiens à l'étranger, dans nos bureaux commerciaux, soit la façon la plus efficace de procéder?

Quelques groupes nous ont dit que nous envoyons des agents qui apprennent à connaître la culture et la population, mais qu'ensuite on les transfère ailleurs. On nous dit qu'il serait plus judicieux d'assurer la continuité du personnel, d'utiliser des ressources locales, ou des ressources canadiennes au cours d'une période plus longue. D'autres nous ont dit que nous devrons engager des sociétés à titre de mandataires pour d'autres sociétés.

J'aimerais savoir quel genre de services commerciaux que vous aimeriez avoir—plus au Canada et moins à l'étranger, qu'ils soient plus canadiens ou moins canadiens, et avoir plus de personnel local. Est-ce que les deux hypothèses que j'ai avancées sont bonnes?

M. Scott: Si vous me permettez de répondre à une partie de votre question, celle qui porte sur les ressources disponibles, je pense que nous sommes assez réalistes pour nous rendre compte qu'une augmentation des ressources sera extrêmement difficile à obtenir, et sans doute politiquement inacceptable dans le contexte actuel. Nous pensions plutôt à une réattribution des ressources.

Je vais revenir aux commentaires initiaux de M. Regan—à savoir si nous avons besoin de plus de monde aux États-Unis qu'en Afrique—puisque c'est l'exemple que vous utilisez. Nous avons entendu parler d'endroits où il y a beaucoup de personnel, relativement parlant, qui s'occupe des demandes de visas, mais où nous n'avons aucun délégué commercial. Je crois que dans ce cas—là, il y a lieu de procéder à des réaffectations.

L'ACDI est un autre exemple. Nous ne prévoyons pas une augmentation du budget de l'ACDI, mais nous estimons que l'on pourrait faire davantage sur le plan du développement si on augmentait la participation des entreprises du secteur privé, dont certaines activités pourraient être financées entièrement ou en partie par l'ACDI. Encore une fois, il s'agirait davantage d'une réattribution des ressources que d'une augmentation des ressources.

Depuis quelque temps, je maintiens que nous devrions garder des Canadiens dans nos bureaux commerciaux, mais j'ai toujours pensé que les affectations étaient beaucoup trop courtes. La première année, on commence à comprendre le contexte, la deuxième année, on se fait des contacts, et la troisième année, on commence à être utile mais on nous renvoie chez nous. Je crois que ces affectations sont trop courtes.

[Traduction]

• 2045

Ms Turbull: To complement that, we have found in some posts the locally engaged staff, because of the short term, become really the experts in that country, as well as the secretaries, who are locally engaged. Sometimes they have been the most effective in providing us with information. So if the right locally engaged person is hired, they can be extremely effective in the long term. . .as a long-term career opportunity for them.

We don't see an increase in the level of spending, perhaps just a reallocation. What we are asking for in both the aid and the trade program is more accountability, more cost-effectiveness, better planning of projects, and performance based on quality of delivery of projects rather than on disbursement. For example, CIDA, as a granting agency, should be focusing on quality. Certainly with a lot of the IFIs, as you will see in all the reports, their performance is based on disbursement. I hope CIDA can aim its future programming on quality of delivery.

If I can address something Mr. Graham said about aid and trade, we don't see them as mutually exclusive. They are totally different. Aid is delivered through the bilateral program of CIDA. Trade has many different types of mechanisms. The industrial cooperation program of CIDA is one of those mechanisms, as is PEMD, as are others. They are a stepping—stone. So we don't see them as either/or.

As a company involved in the delivery of aid projects and also private sector joint ventures, in selling Canadian agricultural goods internationally we are in both areas. We can do it effectively. We may have different partners in the different areas, private sector versus working with Canadian NGOs, Canadian government agencies in the delivery of the aid program.

On co-financing, which is a good question, a lot of the IFIs now are very worried about what they are going to do in the future, because many countries are moving to what is called the "soft side": education for women, rural development, community-based resource management, environmental policy. Our country is willing to borrow money from the IFIs to do that work. This is a role CIDA really can play, because as a granting agency they can help in granting on the soft side.

The question of untied aid and tied I won't get into, but Japan is certainly one that has a special fund that is largely grant aid, and it is untied. They deal with it through the Asian Development Bank and some agencies.

But co-financing per se on loans I know has not worked well with IFIs. It is just a suggestion that in that one area it may work.

Mme Turbull: Permettez-moi d'ajouter que dans certaines missions commerciales nous avons constaté que les personnels engagées localement, étant à court terme, deviennent vraiment des experts dans ce pays, tout comme les secrétaires engagées localement. Ce sont parfois ces employés qui réussissent le mieux à nous fournir de l'information. Donc, si on engage localement la bonne personne, elle peut-être extrêmement efficace à long terme en avant une possibilité de carrière à long terme.

Nous ne voyons pas d'augmentation des dépenses, peut-être simplement une réaffectation. Ce que nous demandons, tant en ce qui concerne le programme d'aide que le programme commercial, c'est une plus grande imputabilité, une meilleure rentabilité, une meilleure planification des projets et un rendement fondé sur la qualité de l'exécution des projets plutôt que sur les dépenses. Par exemple, l'ACDI comme organisme d'octroi de subventions, devrait mettre l'accent sur la qualité. Comme vous pourrez le constater dans tous les rapports, pour bon nombre d'institutions financières internationales, le rendement est évalué en fonction des dépenses. J'espère que l'ACDI pourra à l'avenir viser la qualité d'exécution pour ses programmes.

Si vous me permettez de répondre à ce qu'a dit M. Graham au sujet de l'aide et du commerce, nous ne considérons pas ces deux éléments comme s'excluant l'un l'autre. Ils sont tout à fait différents. Les programmes d'aide sont exécutés par le programme bilatéral de l'ACDI. Le commerce comporte divers types de mécanismes. Le programme de coopération industrielle de l'ACDI est l'un de ces mécanismes, tout comme le PDME et d'autres. C'est un tremplin. Donc pour nous, l'un n'exclut pas l'autre.

En tant que société qui s'occupe de l'exécution de projets d'aide et d'entreprises conjointes dans le secteur privé, qui vend des produits agricoles canadiens sur le marché international, nous travaillons dans les deux domaines. Nous pouvons le faire efficacement. Nous avons peut-être des partenaires différents selon le domaine, c'est-à-dire le secteur privé par opposition aux ONG canadiennes ou aux organismes gouvernementaux canadiens pour l'exécution du programme d'aide.

Pour ce qui est du cofinancement, ce qui est une bonne question, bon nombre d'institutions financières internationales s'inquiètent actuellement de ce qu'elles feront à l'avenir, car de nombreux pays s'orientent vers ce que l'on appelle le développement en douceur: l'éducation pour les femmes, le développement rural, la gestion des ressources communautaires, la politique environnementale. Notre pays est prêt à emprunter de l'argent aux institutions financières internationales pour faire ce travail. C'est un rôle que l'ACDI peut vraiment jouer, puisqu'il peut accorder des subventions pour ce genre de développement.

Je n'aborderai pas la question de l'aide liée ou non à certaines conditions, mais le Japon a certainement un fonds spécial d'aide qui consiste surtout en des subventions, et cette aide est non liée. Le Japon traite avec la Banque asiatique de développement et certains organismes.

Je sais cependant que le cofinancement comme tel ne fonctionne pas très bien pour les prêts avec les institutions financières internationales. Nous suggèrons tout simplement que dans ce domaine précis, cela pourrait peut-être fonctionner.

So no, we are not going after increased spending, but more effective program spending.

Senator Andreychuk: Would anyone care to comment on the issue of human rights? When should foreign policy preclude trading, or should it? Is there some other way we can influence the process of human rights without the conditionality concepts?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Scott, brave man, go ahead.

Mr. Scott: Brave or foolish, I am not sure which.

I personally, and I think I speak for a good many exporters, have a concern with Canada trying to solve the world's problems unilaterally. I think we do ourselves no good and we do the people we are trying to help no good. In extreme circumstances sanctions of various sorts may be appropriately applied. I am not personally convinced they are always very effective. But the only chance they have of being effective is if they are virtually universally applied. All the major trading nations have to be involved. It has to be done in concert, presumably under the auspices of some organization such as the United Nations. For any single trading nation to do something by itself is not going to be effective, because all its competitors will be there, selling what it is not. It has to be virtually universal to be effective.

Senator Andreychuk: I am not talking about sanctions. I am talking about human rights. We seem to go always to the ultimate stick, which is sanctions. What about having the duality of continuing to dialogue with countries, using all sorts of incentives to increase respect for human rights and democratic development while at the same time pursuing our trade objectives? Do you see an inconsistency in doing that?

• 2050

Mr. Regan: I don't know if Ian wants to continue with that or whether I'll join in his bravery—

Senator Andrevchuk: Bail him out.

Mr. Regan: I'll try to show myself having a little bit of courage by saying that I believe the vast majority of Canadians support the efforts of government and anyone involved to improve human rights anywhere in the world. I think it's probably never done more effectively than by improving the economy of a country. As a country advances and evolves, certainly more attention is paid to human rights. Example plays an important role. But to cut off trade, or to say that you will restrict Canadian goods from being sold because of violations perceived by us as being violations of human rights, I think is counterproductive to that progress.

[Translation]

Nous ne demandons pas une augmentation des dépenses, mais plutôt une façon plus efficace de dépenser les fonds consacrés au programme.

La sénatrice Andreychuk: Quelqu'un voudrait-il dire quelque chose sur la question des droits de la personne? Quand la politique étrangère devrait-elle exclure les échanges commerciaux, ou devrait-elle l'exclure? Y a-t-il d'autres façons pour nous d'influencer le processus des droits de la personne sans le concept de la conditionalité?

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Scott, vous êtes brave, allez-y.

M. Scott: Je ne sais pas si c'est de la bravoure ou de la sottise.

Personnellement, et je pense que c'est le point de vue de bon nombre d'exportateurs, je suis préoccupé par le fait que le Canada tente de résoudre les problèmes du monde entier de façon unilatérale. À mon avis, cela n'est une bonne chose ni pour nous ni pour les gens que nous tentons d'aider. Dans des circonstances extrêmes, on peut imposer à juste tire des sanctions de toutes sortes. Je ne suis pas personnellement convaincu qu'elles soient toujours très efficaces. Elles ne sont efficaces que dans la mesure où elles sont pratiquement universellement imposées. Tous les grands pays commerçants doivent participer. Ce doit être une action concertée, sous les auspices d'un organisme comme les Nations unies. Une mesure prise par une nation commerçante seule de son côté ne peut pas être efficace, car tous ses concurrents seront là, pour vendre ce qu'elle ne vend pas. Il faut donc que ce soit une mesure universelle pour qu'elle soit efficace.

La sénatrice Andreychuk: Je ne parle pas des sanctions. Je parle des droits de la personne. Il semble que nous choisissions toujours la mesure ultime, c'est-à-dire les sanctions. Pourquoi ne pourrions-nous pas continuer à dialoguer avec les pays, en utilisant toutes sortes d'incitatifs pour améliorer le respect des droits de la personne et le développement démocratique tout en poursuivant nos objectifs commerciaux? Ces deux objectifs sont-ils à votre avis incompatibles?

M. Regan: Je ne sais pas si Ian veut continuer aussi je me ferai aussi brave que lui. . .

La sénatrice Andreychuk: Sortez-le d'affaire.

M. Regan: Je vais tenter de faire preuve d'un peu de courage en disant qu'à mon avis la grande majorité des Canadiens appuient les efforts du gouvernement et de quiconque tente d'améliorer les droits de la personne où que ce soit dans le monde. Je pense que la façon la plus efficace d'y arriver consiste à améliorer l'économie d'un pays. Au fur et à mesure qu'un pays progresse et évolue, il accorde certainement une plus grande attention aux droits de la personne. L'exemple joue un rôle important. Mais si on met fin aux échanges commerciaux ou si on décide de limiter la vente des produits canadiens en raison de ce que nous considérons comme étant un non-respect des droits de la personne, je pense que cela va à l'encontre de l'objectif recherché.

Indeed, I think the other side of that coin is that we don't like it in the field of human rights if the United States say that they don't want to buy our electricity because they're not happy with their perception of our relations with our native peoples. Or we're not happy—if I may move away from human rights—in the east of Canada when the European Community cut off the purchase of Canadian products because they don't like the way that seals are killed because they get inaccurate information on the matter.

I'm off the field of human rights now. I'm just talking about trade restrictions between countries. I think that the best path is followed and the best progress is achieved when we continue to trade, and to talk to people and to encourage them to improve their practices. We are totally in support of that.

Are you on all fours with that, Ian?

Mr. Scott: Didn't I write that for you?

Some hon. members: Oh, oh.

Mr. Volpe: Mr. Chairman, the presentation has been very, very thorough. I'm trying to keep in mind that it's thorough because it's representing a particular organization. What I'd like some of the panellists to do for me is correct an impression that's been left in my mind by other presenters, that approximately 70% of all exports of whatever variety are accounted for by about 5% of all the businesses in Canada.

Mr. Regan: I don't want to dominate this. Jack, would you like to lead off on that? You're from a large company.

Mr. Baker: I'm not one of those lucky five, Mr. Chairman. I certainly would like to look at those statistics.

There's no question that there's a very strong dominance of our exports by a relatively small number of companies, and in many cases some of those have their ownership in foreign countries. From my own personal perspective I've been quite astounded over the last few years at the number of companies that have moved into the export market, I think driven by the economic circumstances in Canada and, as our chairman has pointed out, once they've got somebody in their organization who has an interest in exports. I think oftentimes that may be as a result of somebody who has come to our country recently and got a job in a company, etc., and opened up some eyes about opportunities out there.

Canadians, perhaps with some of the encouragement from government about the need to export, the need to become competitive, are becoming much more competitive in the international market and much more interested in the international market. If our export statistics are dominated by a few large companies now, I'd like to submit that in the future we might move more towards the German model where we will have a very large number of small and medium—sized companies that are aggressive and hungry, and go out into the export market, and into export markets beyond the United States.

[Traduction]

L'autre côté de la médaille, c'est qu'en fait, dans le domaine des droits de la personne, nous n'aimons pas que les États-Unis nous disent qu'ils n'achèteront pas notre électricité parce qu'ils ne sont pas satisfaits de la façon dont ils perçoivent nos relations avec nos peuples autochtones. Si vous me permettez de donner un exemple qui ne relève pas du domaine des droits de la personne, nous ne sommes pas non plus très heureux dans l'Est du Canada lorsque la communauté européenne cesse d'acheter des produits canadiens parce qu'elle n'aime pas la façon dont les phoques sont tués alors qu'on sait très bien qu'elle n'a pas très bien été informée sur la question.

Je ne parle plus du domaine des droits de la personne. Je parle tout simplement des restrictions commerciales entre les pays. Je pense que la meilleure voie à suivre pour faire des progrès consiste à poursuivre les échanges commerciaux, à parler aux gens et à les encourager à améliorer leurs pratiques. Nous sommes tout à fait d'accord sur ce point.

Êtes-vous impressionné, Ian?

M. Scott: Est-ce que je n'ai pas écrit cela pour vous?

Des voix: Oh, oh.

M. Volpe: Monsieur le président, on nous a fait un exposé extrêmement complet. J'essaie de ne pas oublier qu'il est complet parce que qu'il représente un organisme particulier. J'aimerais que les panelistes corrigent une impression que m'ont laissée d'autres intervenants, c'est-à-dire qu'environ 5 p. 100 de toutes les entreprises au Canada sont responsables d'environ 70 p. 100 de toutes les exportations.

M. Regan: Je ne veux pas m'imposer ici. Jack, voulez-vous prendre la parole? Vous représentez une grande société.

M. Baker: Monsieur le président, je ne fais pas partie de ces 5 p. 100 d'entreprises qui ont cette chance, mais j'aimerais certainement examiner ces statistiques.

Il ne fait aucun doute qu'un nombre relativement petit d'entreprises domine nos exportations, et dans de nombreux cas, certaines de ces entreprises appartiennent à des étrangers. Personnellement, j'ai été assez étonné au cours des dernières années de voir le nombre d'entreprises qui avaient pénétré le marché des exportations et ce, je pense, en raison des circonstances économiques propres au Canada et, comme le président l'a souligné, lorsqu'elles engagent quelqu'un qui s'intéresse aux exportations. Je pense qu'il s'agit souvent d'une personne qui est arrivée récemment dans notre pays, qui a trouvé un emploi dans une entreprise, etc. et qui a ouvert les yeux des responsables sur les débouchés qui existent sur ces marchés.

Les Canadiens, peut-être avec un peu d'encouragement de la part du gouvernement au sujet de la nécessité d'exporter, de la nécessité de devenir compétitifs, sont en train de devenir beaucoup plus compétitifs sur le marché international et commencent à s'y intéresse davantage. Si nos statistiques d'exportation sont dominées par quelques grandes sociétés, je dirais qu'à l'avenir nous nous dirigerons peut-être vers le modèle allemand où nous aurons un grand nombre de petites et moyennes entreprises dynamiques et enthousiastes qui partiront à la conquête des marchés d'exportation, au-delà des États-Unis.

Mr. Volpe: I wish to ask a couple of questions as a follow-80% of all exporters are dealing with the United States. It really means that only one out of every five exporters, and that's only, outside the United States.

[Translation]

Volpe: J'aimerais poser quelques M. up to that. They're very brief actually. Those figures, even if complémentaires. Elles sont en fait très brèves. Ces chiffres, they're not accurate, if they're in the ballpark mean that about même s'ils ne sont pas justes, s'ils sont approximatifs, signifient qu'environ 80 p. 100 de tous les exportateurs traitent avec les États-Unis. Cela veut dire en réalité que seulement un exportateur again, one out of every twenty, that's one out of every hundred sur cinq, et c'est seulement encore une fois une sur vingt, une sur des businesses altogether, are actually engaged in some kind of export centaines d'entreprises qui exportent leurs produits dans un pays autre que les États-Unis.

You listed a whole series of things you thought the government might do in the formulation of both its foreign policy and international trade policy that would help the exporters increase their volume. Aside from the one clear suggestion that you would hire somebody with a foreign trade mentality, what are the other things you might see a government doing to encourage the increase in your membership?

Mr. Matchett: If I may make a comment, I think you invited us to try to dispel that impression you had. I don't think we can. I think that it's probably the case.

In the food industry, I'm sure it's the case. It has been our experience that a lot of companies in the food industry are extremely small, and there are-I'm not just talking about commodity exporters, there are few enough of them—relatively few processed food exporters.

I think it's the result of Canada being a very wide country with a population spread very thinly along our U.S. border and dealing with relatively small local markets. So you have a large number of small companies dealing with a local market and some of them have grown to be active participants in the U.S. market. It has been relatively easy, geographically and access-wise. Certainly there is a minimum of problems in terms of language, culture, and that sort of thing.

The opportunities in the rest of the world are probably more apparent to the companies that are more active in those parts of the country. I think it is imperative for the government-and I would urge the government—to make these smaller exporters aware of these opportunities.

One example that's going on right now is the trade opportunities strategy committee, TOS. They're developing strategies basically for the food industry. The report is going to be coming out shortly, but as I understand it, they've established certain objectives in terms of export sales in billions of dollars to be achieved on a rather short-term basis. I think it ties in with the trade commissioner support, tracking the opportunities, being made aware of the opportunities, and bringing those opportunities to the attention of the smaller companies through seminars, conferences, meetings, etc.

Mr. Regan: I wonder if I might add a word to say that the Canadian Exporters' Association itself has established chapters in the different provinces. We have staff in Montreal and Toronto and are in the process of doing the same thing in Toronto et nous sommes en train de faire la même chose dans

Vous avez énuméré toute une série de mesures qu'à votre avis le gouvernement pourrait prendre dans le cadre de la formulation de sa politique étrangère et de sa politique en matière de commerce international et qui pourraient aider les exportateurs à augmenter leur volume. Mise à part la suggestion très claire d'engager quelqu'un qui ait le sens du commerce international, quelles sont ces autres mesures qu'à votre avis le gouvernement pourrait adopter pour encourager une augmentation de vos membres?

M. Matchett: Si je puis faire une remarque, je pense que vous nous avez invités à essayer de dissiper l'impression que vous aviez. Je ne pense pas que nous puissions le faire. Je pense que les statistiques sont exactes.

Dans le secteur alimentaire, je suis certain que c'est le cas. Notre expérience montre que bon nombre d'entreprises du secteur alimentaire sont extrêmement petites et qu'il y a relativement peu d'exportateurs d'aliments transformés-je ne parle pas ici seulement des exportateurs de produits de base, il y en a déjà si peu.

À mon avis, cette situation est dûe au fait que le Canada est un très grand pays dont la population est dispersée le long de la frontière américaine et traite avec des marchés locaux relativement petits. On a donc un grand nombre de petites entreprises qui traitent avec un marché local et certaines d'entre elles sont devenues des participants actifs au marché américain. Cela s'est fait relativement facilement, tant sur le plan géographique que de l'accès. Il y a très peu de problèmes sur le plan de la langue, de la culture et ce genre de chose.

Les débouchés dans le reste du monde sont sans doute plus apparents pour les entreprises qui sont plus actives dans ces régions du pays. Je pense qu'il est impératif que le gouvernement sensibilise ces petits exportateurs à ces débouchés commerciaux-et j'encourage fortement le gouvernement à le faire.

Prenons un exemple d'actualité, celui du comité de la stratégie de conquête des marchés. Ce comité élabore des stratégies essentiellement pour l'industrie alimentaire. Son rapport devrait paraître sous peu, mais je crois comprendre que le comité a établi certains objectifs qui représentent des milliards en dollars de ventes d'exportation et qui doivent être atteints à relativement court terme. Je pense que cela dépendra de l'appui du délégué commercial qui doit trouver des débouchés et en faire part aux petites entreprises lors de colloques, de conférences, de réunions, etc..

M. Regan: J'aimerais ajouter que l'Association des exportateurs canadiens a établi une section locale dans les différentes provinces. Nous avons du personnel à Montréal et à

who will be able to work with smaller manufacturers or businessmen to identify export markets and help them to become oriented toward

We also work with the Department of External Affairs and International Trade in organizing seminars and other activities of that étrangères et du Commerce international pour organiser des type to promote the entry into the export field.

I think you touched on a very important point. I think there's a lot more to be done on that. But, indeed, the very nature of our country is that a high percentage of the total production is in a relatively few companies. There are, nevertheless, a vast, vast number of small companies that, as I said in my opening remarks, are not in the export market and should be.

We do not of course claim to have all wisdom, and we would welcome any initiatives or ideas the distinguished members of the committee might have.

Mr. Volpe: I'm coming at this as someone who is looking to your association for greater insight. You're speaking to a convert. You gave—and I listed them—at least six very specific items I hadn't heard of before that make a lot of sense.

Now, in terms of us getting more people to think about an export market that's somewhere outside of the border, which is only about an hour's drive from here, and from where I come it's even less, and to think of the international marketplace as being somewhere other than Cleveland, I wondered if there is something a little more proactive.

• 2100

I suppose in this sense I am revealing myself as a little more of an interventionist. But from a philosophical point of view, is there something a government can do to enhance this ethic of export, perhaps with small and medium-sized businesses?

I am thinking out loud. I am sorry. This is not a question. It was prompted by Mr. Baker's response when he was talking about reasons why we don't seem to be making much headway in Europe.

Mr. Regan, you indicated businesses go where there are opportunities. In four years France is going to host the World Cup. The last time the World Cup was held in Europe, it was in Italy. If that's an experience that should be used as an example, they did something like \$16 billion U.S. of upgrading on their road system. That didn't include all the other infrastructure they added. It would appear France is going to be doing the same sort of thing on roads and stadia. I am sure that would mean a lot of their architectural and engineering firms are going to be occupied at home and other markets are going to be left open. Or additional markets are going to be available in France, as they maintain foreign market share.

[Traduction]

western Canada. We hope to develop in every part of the country staff 1'Ouest canadien. Nous espérons former dans toutes les régions du pays du personnel qui pourra travailler avec les petits fabricants ou les petites entreprises pour trouver des marchés d'exportation et les aider à v pénétrer.

> Nous travaillons en outre avec le ministère des Affaires colloques et d'autres activités de ce genre en vue de promouvoir l'entrée sur les marchés d'exportation.

> Je pense que vous avez abordé une question très importante. À mon avis, il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine. Mais effectivement, la nature même de notre pays veut qu'un nombre relativement limité d'entreprises soit responsable d'un pourcentage élevé de la production totale. Cependant, comme je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, il y a un très grand nombre de petites entreprises qui n'exportent pas leurs produits et qui devraient le faire.

> Naturellement, nous ne prétendons pas détenir la vérité et nous invitons les membres éminents du comité à nous faire part de leurs initiatives ou de leurs idées.

> M. Volpe: Personnellement, je me tourne vers votre association pour mieux comprendre le problème. Vous parlez à un converti. Vous nous avez donné—et je les ai notés—au moins six points très précis dont je n'avais pas encore entendu parler et qui sont très logiques.

> Mais pour ce qui est de convaincre davantage de gens à envisager un marché d'exportation au-delà de la frontière, qui n'est qu'à une heure de route d'ici, et de ma circonscription c'est encore moins loin-et de ne pas se limiter à Cleveland lorsqu'on pense au marché international, je me demandais s'il n'y avait pas quelque chose d'un peu plus concret.

> En ce sens, je me déclare un peu plus interventionniste, je suppose. Néanmoins, d'un point de vue philosophique, un gouvernement peut-il faire quelque chose pour favoriser cette éthique de l'exportation, peut-être auprès des petites et moyennes entreprises?

> Je pense tout haut. Veuillez m'excuser. Ce n'est pas une question. Cette réflexion m'a été inspirée par la réaction de M. Baker, quand il a parlé des raisons pour lesquelles nous ne semblons pas réaliser de grandes percées en Europe.

> Monsieur Regan, vous avez dit que les entreprises vont là où il y a des possibilités. Dans quatre ans, la France sera l'hôte de la Coupe du Monde. La dernière fois que la Coupe du Monde a eu lieu en Europe, c'était en Italie. Si je puis citer cette expérience en exemple, je dirai que les Italiens ont investi des sommes de l'ordre de 16 milliards de dollars U.S. dans l'amélioration de leur réseau routier. Et cela ne comprend pas tous les autres travaux d'infrastructure qu'ils ont réalisés à cette occasion-là. Il semble que la France va faire la même chose pour améliorer ces routes et ces stades. Je suis sûr que, par conséquent, une grande partie des firmes d'architecture et de génie françaises seront occupées en France même, et que d'autres marchés seront donc ouverts. Il se pourrait aussi que des marchés soient ouverts en France, si ces firmes conservent leur part du marché étranger.

I am wondering if France, the one place where we have an and Ouebec corps. They're the same, in my view.

Is there something we can do?

Mr. Baker: I want to address the France question immediately, but I would like to introduce perhaps an element of caution.

Mr. Volpe: I am a risk-taker.

Mr. Baker: At present we have federal government trade promotion efforts. We have provincial government trade promotion efforts. We are now getting municipal government trade promotion efforts. We are a relatively small country in our gross national product, although we are very larger traders. The worst thing that can happen is over-enthusiasm, getting small exporters and introducing them into the international market, and then having them become disappointed and withdraw immediately. You have to begin to have policies in place that make us, even in our schools, and starting way back there...people becoming aware that we have to trade and be competitive internationally and that the world is changing very rapidly. You need to have people looking much further than Cleveland or Niagara Falls or New York City. That's extremely important.

It is beginning to happen. When I started in international business back in 1968, people thought I was mad to be going off to a foreign country to live for a couple of years. Now I relate very well to people because of travel, because of many more people in international business. You need to have a very long-term program oriented towards that.

In the short term, with projects and opportunities, people in our business say they come up and hit you in the face. You can rest assured the architects and engineers are rushing into China. They've rushed into Mexico. If there is an automobile market somewhere, somebody is going to be there. Those opportunities people will address, just because we are what we are.

But I think there has to be a note of caution here. We don't want to overdo the case.

Mr. Scott: I agree. You don't want to thrust somebody into a market for which he is not prepared, because he'll get burned and withdraw and never attack that market again, or perhaps not for a generation.

Like you, the CEA has identified that the level of participation is low. We view it as an opportunity. Within the CEA we have a four-year plan to try to build membership, build our expertise in cooperation with DFAIT in delivering programs to get exporters ready, so when they do go out into the market they are going to be in a position to succeed. The government is presently assisting us in that effort. We are working very cooperatively with it.

[Translation]

Je me demande si la France, le pays où nous avons des diplomates abundance of foreign affairs personnel—they have to be coming out en abondance—ils semblent sortir de partout... Veuillez m'excuof our ears. . . Excuse me, Mr. Paré. There's probably no country. . . ser, monsieur Paré. Il n'y a probablement pas d'autre pays, . . Nous There's a veritable invasion of a Canadian corps there, a Canadian avons en France une véritable invasion de personnel diplomatique, tant Canadien que Québécois. À mon avis, c'est la même chose.

Pouvons-nous faire quelque chose?

M. Baker: Je veux répondre tout de suite à votre question sur la France, mais j'aimerais conseiller peut-être un peu de prudence.

M. Volpe: J'aime prendre des risques.

M. Baker: À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral fait des campagnes de promotion du commerce extérieur, et les gouvernements provinciaux aussi. Les autorités municipales font elles-aussi des campagnes de promotion du commerce extérieur. Nous avons le produit national brut d'un pays relativement petit, mais nous sommes un gros pays commerçant. Le pire qui puisse arriver, c'est de pécher par excès d'enthousiasme et d'amener de petits exportateurs à se lancer sur le marché international, pour les voir ensuite être déçus et se retirer immédiatement. Il faut commencer par avoir des politiques qui nous sensibilisent, même à l'école, même tout jeune... pour que nous sachions que nous devons commercer et être compétitifs à l'échelle internationale, et que le monde change très rapidement. Il faut que nous voyions plus loin que Cleveland, Niagara Falls ou New-York. C'est extrêmement important.

Nous commencons à agir en ce sens. Quand j'ai débuté dans le commerce international, en 1968, les gens pensaient que j'étais fou parce que j'allais vivre quelques années dans un pays étranger. Maintenant, j'ai d'excellents rapports avec les gens parce que j'ai voyagé et parce qu'il y a bien plus de gens qu'avant qui font des affaires internationales. Nous avons besoin d'un programme à très long terme axé sur ce genre d'activités.

À court terme, les gens qui travaillent dans notre secteur disent que les projets et les occasions sautent aux yeux. Vous pouvez être sûrs que nous avons des architectes et des ingénieurs qui se ruent vers la Chine. Ils se sont rués au Mexique. S'il y a un marché de l'automobile quelque part, quelqu'un se rendra là. Les gens saisissent ces occasions, parce que c'est dans notre nature de le faire.

Néanmoins, je pense que nous devons être quand même prudents. Nous ne voulons pas dépasser la mesure.

M. Scott: Je suis d'accord. Nous ne voulons pas lancer quelqu'un sur un marché pour lequel il n'est pas préparé, parce qu'il va se brûler et décider de ne pas se relancer sur ce marché, peut-être pour une génération et peut-être à tout jamais.

Comme vous, l'ACE a constaté que le niveau de participation est faible. Pour nous, c'est une occasion. À l'ACE, nous avons un plan de quatre ans pour essayer de recruter de nouveaux membres et pour enrichir nos compétences, en collaboration avec AECI, afin de mettre sur pied des programmes de préparation pour nos exportateurs, de façon à ce qu'ils soient en mesure de réussir quand ils se lanceront sur le marché. Le gouvernement nous aide actuellement à mener cette entreprise à bien. Nous collaborons vraiment beaucoup.

[Traduction]

• 2105

The gist of my earlier remarks in the prepared text was that we really need climate as well. We've got to do our side as private sector to get our people ready to export, the ones who are not now doing so, but they also have to see that the climate is right to be able to go out and take those risks, because there are risks even if it is just across the border in Cleveland. If that is the first time you've been out of Canada, that's risky stuff, but if you succeed at that, Jakarta may not be far behind.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Scott, all of you have mentioned tracking opportunities tonight. you. You've mentioned the need for small and medium—sized businesses to get information, or the need for them to be able to be exposed to opportunities within those markets.

In one of your recommendations you say Ottawa and the provinces must cooperate in order to rationalize information systems concerning export markets. That's not what the BCNI told us. They say they have their information, and, thank you very much, we are not going to share it with you people.

Today we had the Chamber of Commerce here. When we put the same question to them they said "We don't have that information. We would love to get it, and we will try to get some of that information." Keep in mind that the BCNI says "Keep government out of this thing. This is business. It is our business to look after the opportunities." You just mentioned that you have to be open. What is government going to do to rationalize this? The big business concerns are saying "We have got the information and we are not going to market it. It is not for sale. It is ours." The Chamber of Commerce, on the other hand... I don't want to repeat myself. You heard what the message is here. We are confused a bit.

What are you saying tonight to me? Are you going to tell me that the governments now have to get an organization together to track opportunities for you people? I don't think I heard that. You didn't mention that to me tonight. What are we talking about?

Mr. Regan: We are not aware of the position that has been taken by the BCNI.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): It was yesterday, and Mr. d'Aquino was very clear on that.

Mr. Regan: We speak for our organization and for exporters. We see the best way of maximizing the benefit to Canada and the jobs in Canada is Team Canada, government working in cooperation with the private sector to develop overseas opportunities.

Yes, you can have companies sell into the United States without any help at all, although the help can be valuable to others. That's why I said a position in some countries is more important than a position in Los Angeles. Unless you have a Canadian presence, unless you have an embassy, unless you have someone dealing with trade, we are not going to sell anything in Iran, we are not going to sell anything in Syria.

Ce que je voulais dire fondamentalement dans mon exposé, c'est que nous avons aussi besoin d'un climat favorable. Il faut que nous fassions notre part, dans le secteur privé, pour préparer à exporter ceux de nos entrepreneurs qui n'exportent pas encore, mais ces gens—là ont besoin de savoir que le climat est favorable avant de prendre ces risques, lorsqu'il y a des risques, même s'il ne s'agit que de franchir la frontière pour aller à Cleveland. Quand on sort du Canada pour la première fois, c'est un risque, parce que, quand on réussit à exporter à Cleveland, le jour n'est peut—être pas loin où l'on exportera à Jakarta.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Scott, vous avez tous dit ce soir qu'il fallait rechercher les possibilités. Vous avez dit que les petites et moyennes entreprises avaient besoin d'obtenir des renseignements ou de pouvoir être exposées à des débouchés dans ces marchés—là.

Dans l'une de vos recommandations, vous dites qu'Ottawa et les provinces doivent coopérer afin de rationaliser le système d'information sur les marchés d'exportation. Ce n'est pas ce que le CCCE nous a dit. Il a les renseignements qu'il lui faut, et il n'est pas prêt à les partager avec vous.

Aujourd'hui, la Chambre de commerce a témoigné. Quand nous lui avons posé la même question, elle nous a dit qu'elle n'avait pas ces renseignements, qu'elle aimerait bien les obtenir et qu'elle allait s'efforcer d'en trouver une partie. N'oubliez pas que le CCCE dit qu'il faut que le gouvernement ne se mêle pas de cette question. C'est l'affaire des entreprises, et c'est à elles de rechercher les possibilités. Vous venez de dire qu'il faut être ouverts. Qu'est—ce que le gouvernement va faire pour rationaliser cette situation? Les représentants de la grande entreprise disent qu'ils ont les renseignements nécessaires et qu'ils ne veulent pas les commercialiser. Ils ne sont pas à vendre, car c'est à eux qu'ils appartiennent. D'un autre côté, la Chambre de commerce. . . je ne veux pas me répéter. Vous avez saisi le message. Nous ne savons plus très bien.

Qu'est-ce que vous me dites ce soir? Allez-vous me dire que les gouvernements doivent mettre sur pied une organisation chargée de rechercher des débouchés pour vous? Ce n'est pas ce que j'ai entendu. Ce n'est pas ce que vous avez dit ce soir. De quoi parlons-nous?

M. Regan: Nous ne sommes pas au courant de la position adoptée par le CCCE.

Le coprésident (M. Gauthier): On nous l'a dit hier, et M. D'Aquino a été très clair.

M. Regan: Nous parlons pour notre organisation et pour les exportateurs. À notre avis, la meilleure façon de maximiser les avantages des exportations pour le Canada et de maximiser aussi le nombre d'emplois au Canada, c'est l'approche d'Équipe Canada, dans laquelle le gouvernement coopère avec le secteur privé pour créer des débouchés à l'étranger.

Oui, des compagnies peuvent aller vendre des produits et des services aux États-Unis sans qu'on les aide, bien qu'une aide puisse être utile pour d'autres entreprises. C'est pourquoi j'ai dit qu'avoir une position dans certains pays est plus important qu'en avoir une à Los Angeles. À moins que nous ayons une présence canadienne, une ambassade, quelqu'un qui s'occupe du commerce, nous ne réussirons pas à vendre quoi que ce soit en Iran ou en Syrie.

There is a role for government regardless of what any other organization says before your committee, and I would be quite happy to reappear at the same time as anyone who says otherwise, and have a little discussion on the matter, if that would be of any service. We think the proper approach is Team Canada. We think it is working. It can be improved, but it is the right direction.

Ms Turnbull: Just one additional point. I think there's confusion there for the company that wants to export and doesn't know how to go about it because they can go to their municipal office, their provincial office, the government office, Industry, Science and Trade has an office, CIDA has an office, etc., etc. You can get quite confused. Where should I go to get the proper information? I think one-stop shopping would be nice, even if it is just on a provincial basis, to help companies get involved in international trade and international export, international development.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Why wouldn't the business community do it? Why doesn't small business do it in conjunction with medium-sized business, get together and work with all of you people, all the actors?

Ms Turnbull: Let's say in areas where government has an opportunity to encourage this one would be in the CIDA bilateral program where CIDA can say when we short-list a potential contractor, we would encourage you, big company, to... To be eligible to bid you have to have the small companies; you have to have whatever, the NGOs, etc.

I understand from my dealings with CIDA in the past that this was a scenario that was being discussed. Certainly that was one our membership supported. We are a small company, but we can still bring in the smaller ones, or we can bring in the NGOs, or Interchange Canada can bring people in from government who have skills to offer internationally. But that's when the government has control. When it is beyond your control, it's difficult.

Mr. Matchett: The point was raised before about other companies working with other companies to try to develop their own export interests. To some extent this happens. We've been involved in it. I credit our commercial officers in the Tokyo embassy specifically for bringing smaller Canadian exporters who were getting interested, for instance, in the Japanese market, in touch with our people in Tokyo. We've been established there for 20 years. This is one market where we have been for a long time. In fact, over time we have come to represent a number of smaller companies in the food industry in assisting them in marketing their products in the Japanese market. So there is a case where it's happening, albeit the marriage brokering, if you like, was done by the embassy staff.

[Translation]

Le gouvernement a un rôle à cet égard, quelque soit ce qu'une autre organisation puisse en dire devant votre Comité, et je serais tout disposé à comparaître de nouveau en même temps que quelqu'un qui dit le contraire pour avoir une petite discussion avec lui là-dessus, si cela peut vous rendre service. À notre avis, l'approche optimale est celle d'Équipe Canada. Nous sommes convaincus qu'elle donne des résultats. Elle est perfectible, mais c'est la bonne voie.

Mme Turnbull: Je voudrais simplement faire observation supplémentaire. Je pense qu'une entreprise qui veut exporter a du mal à s'y retrouver car elle ne sait pas à qui elle peut s'adresser: au bureau de l'administration municipale, du gouvernement provincial, du gouvernement fédéral, de Industrie, Sciences et Commerce, de l'ACDI, et ainsi de suite. Cela peut causer beaucoup de confusion. Où devrais-je m'adresser pour avoir les renseignements qu'il me faut? Je pense qu'il serait souhaitable de regrouper toute l'information en un seul point, même si c'est seulement sur une base provinciale, afin d'aider nos entreprises à se lancer dans le commerce international, les exportations et le développement international.

Le coprésident (M. Gauthier): Pourquoi le monde des affaires ne le ferait-il pas? Pourquoi la petite entreprise ne le ferait-elle pas de concert avec la movenne entreprise, en unissant les efforts de tout le monde pour travailler avec tous les intervenants?

Mme Turnbull: Disons que le gouvernement est en mesure de favoriser cette évolution dans certains secteurs comme celui du programme bilatéral de l'ACDI, car l'ACDI, quand elle sélectionne un entrepreneur, peut l'encourager à... L'ACDI pourrait lui dire que, pour soumissionner, qu'il devrait avoir une entente avec de petites entreprises ou avec des ONG et d'autres organisations.

Les rapports que j'ai déjà eus avec l'ACDI m'ont laissé entendre que ce scénario est possible. Nos membres y étaient certainement favorables. Nous sommes une petite entreprise, mais nous pouvons en mobiliser de plus petites, ou mobiliser des ONG, ou faire appel à Échanges Canada, qui peut offrir les services de fonctionnaires qui peuvent nous faire bénéficier de leurs aptitudes internationales. Mais cela n'est possible que si le gouvernement a l'autorité dans le domaine. Sinon, c'est difficile.

M. Matchett: On a dit que les entreprises peuvent collaborer entre elles pour développer leurs propres intérêts dans le secteur de l'exportation. Cela se produit dans une certaine mesure. Nous avons déjà vu des activités de ce genre. Je rends hommage tout particulièrement aux attachés commerciaux de notre ambassade de Tokyo pour avoir mis de petits exportateurs Canadiens qui commençaient à s'intéresser au marché Japonais, par exemple, en contact avec nos représentants à Tokyo. Nous sommes établis là-bas depuis vingt ans. C'est un marché où nous sommes présents depuis longtemps. En fait, avec le temps, nous en sommes venus à représenter plusieurs entreprises plus petites que la nôtre du secteur de l'alimentation, en les aidant à commercialiser leurs produits sur le marché Japonais. C'est un exemple de ce genre de collaboration, mais le mariage a été facilité par le personnel de l'ambassade, qui a fait les présentations, si vous voulez.

Frankly, it's probably the only way it would have happened. We weren't out looking for people. We were busy looking after our own business. It was a question of the government trying to bring export opportunity interest and awareness to other, smaller companies, bringing together people, through various missions and programs. One thing led to another, and here we are, representing them, with varying degrees of success.

About this duplication of effort between the provinces and the federal government, we need to be careful. It's one thing to avoid confusion on this side, with exporters, about whom they should be talking to and dealing with, but more important is trying to avoid confusion with our customers. To me it's a duplication of effort to have various provinces going into a particular market, maybe trying to promote the export of the same product in competition with each other. Meanwhile we have a federal government office trying to promote those same products to the same people. Certainly this has created some confusion in the minds of the buyers over in the particular country involved. So there's a lot to be gained, not the least of which is avoiding or minimizing that confusion.

Mr. Gladu: I promised I wouldn't speak, but maybe just one intervention, if you will allow me. I just want to complement what you were asking, Mr. Volpe.

Much of the confusion in the debate you talked about comes from the various types of exporters; their degree of maturity or clientele, in the sense that the BCNI, as you know, represents the larger exporters, the Chamber of Commerce the smaller ones. So what we have to recognize is the needs of the various levels of development and how we introduce new exporters. A lot of it has to do simply with having the resources to do it, perhaps in the form of one person who has experience and can draw the company into exporting.

The government role, in a sense... From the work we've done, two basic principles stand out. One is the cohesiveness of the policies in the programs, whether within departments, amongst departments, or at various levels of government, having the right support and not duplicating it and doing it strategically. The other is to have support that is competitive with what our foreign competitors receive from their own governments. This is extremely important on the financing side of things and the front—end project development support side of things.

We have to get away from this mentality... And I'm sorry, Mr. Paré, when you mentioned the word "subsidy" to business, when we talk about export promotion programs or aid development programs, the only ones that benefit from these

[Traduction]

Franchement, nous n'aurions jamais collaboré autrement. Nous n'étions à la recherche de personnne. Nos affaires nous occupaient déjà assez. Si nous avons collaboré avec d'autres entreprises, c'est parce que le gouvernement a essayé de présenter des possibilités d'exportation à d'autres entreprises plus petites que la nôtre et de les y intéresser en mettant leurs représentants en contact avec les nôtres dans le cadre de diverses missions et de différents programmes. Une activité à débouché sur une autre et nous sommes maintenant les représentants de ces entreprises avec plus ou moins de succès.

Au sujet de doublement des efforts des provinces et du gouvernement fédéral, nous devons être prudents. C'est une chose d'éviter la confusion chez les exportateurs, en ce qui concerne les gens qu'ils doivent consulter et avec qui ils doivent traiter au Canada, mais il est plus important d'essayer d'éviter de causer de la confusion chez nos clients. À mon avis, c'est un doublement des efforts que d'avoir plusieurs provinces oeuvrer dans un marché donné et chercher à mousser l'exportation du même produit, en rivalisant les unes avec les autres. Parallèlement des représentants du gouvernement fédéral essaient de mousser les mêmes produits auprès des mêmes clients éventuels. Cela a certainement causé une certaine confusion dans l'esprit des acheteurs des pays en cause. Il y a donc beaucoup à gagner en évitant ce doublement des efforts, et l'un des principaux avantages serait précisément d'éviter ou de réduire au minimum ce genre de confusion.

M. Gladu: J'avais promis de ne pas intervenir, mais si vous me permettez, je voudrais faire une seule intervention. Je veux simplement ajouter un complément à ce que vous demandiez Monsieur Volpe.

Une grande partie de la confusion dans la discussion dont vous avez parlé est dû à la diversité des exportateurs, ou si vous préférez à leur degré de maturité ou à leur clientèle, en ce sens que, comme vous le savez, le CCCE représente les grosses entreprises d'exportation et la Chambre de commerce, les petites. Nous devons donc reconnaître les besoins des divers niveaux de développement et être conscient de la façon dont nous introduisons les nouveaux exportateurs sur les marchés étrangers. La question est liée en grande partie aux ressources dont nous disposons, et ces ressources peuvent peut-être revêtir la forme d'une personne qui a l'expérience voulue et qui peut amener l'entreprise à se lancer dans l'exportation.

D'une certaine façon, en ce qui concerne le rôle du gouvernement, notre expérience pratique nous a permis de dégager deux principes fondamentaux. Le premier, c'est la cohérence des programmes, que ce soit à l'intérieur d'un même ministère, entre les ministères ou entre les paliers de gouvernement, pour avoir le soutien voulu, sans duplication et de façon stratégique. L'autre, c'est que ce soutien doit pouvoir concurrencer celui que nos rivaux étrangers reçoivent de leurs gouvernements. C'est extrêmement important pour le financement et pour le soutien initial des projets.

Nous devons renoncer à cette mentalité... et je regrette, Monsieur Paré, car vous avez parlé du mot «subvention» des entreprises. Dans le contexte des programmes de promotion des exportations ou d'aide au développement, les seuls qui en

service, often on a cost-shared basis. In fact, it absorbs some of the cost of doing that business because it knows as part of a long-term strategy eventually it will become more involved in those markets.

So we have to get away from this false impression that the export financing mechanisms we have and the front-end project support mechanisms we have are subsidies to Canadian business. mechanisms are on a cost-shared basis and some of them are repayable. If you are successful you repay. So they are not subsidies. The point is that we have to have support that is at least competitive with what others have when they are in the market, which includes the whole diplomatic support, political support and everything else.

1215

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Graham.

Mr. Graham: This afternoon we heard from the Chamber about the removal of barriers, which is one of the things government has to obviously focus on with other governments. The Chamber of Commerce's point—if I could put it this way—was that the United States still remains our most important market and that there are still significant barriers to entry into the United States. They focused in their evidence a great deal on trade remedy laws, anti-dumping duties, countervail, etc..

I presume that it's mainly the large exporters, steel, others, that are running into problems of this sort. But is your group of exporters seriously concerned with trade harassment at the U.S. border? Is it at the level of trade remedy laws? Or is at the level of immigration procedures, which makes it difficult to get access to the market? What should government be focusing on in terms of the U.S. market? Obviously, from the NAFTA experience we would be looking at similar things in other areas. Would that be the most intense focus? Can you help us with that?

Mr. Moore: Mr. Chairman, we would share the concerns that the chamber has expressed to you on the trade remedy laws. As you're probably aware, we've made a lot but not complete progress on the trade remedy laws regarding the FTA and NAFTA. We have a bit further to go. I suspect the chamber outlined to you the direction in which we should be moving. We would share those concerns.

[Translation]

from a subsidy point of view are the recipients, the buyers or the beneficient, sur le plan de subventions, ce sont les bénéficiaires recipients in the country. The firm itself provides a commercial ultimes, les acheteurs ou les bénéficiaires du pays importateur. L'entreprise d'exportation elle-même offre un commercial, souvent à frais partagés. En fait, elle absorbe une partie du coût d'exploitation, parce qu'elle sait qu'elle va finir par avoir une participation accrue sur ces marchés dans le contexte d'une stratégie à long terme.

Nous devons nous débarrasser de cette idée erronnée voulant que les mécanismes de financement des exportations et de soutien initial des projets que nous avons sont des They're not. The recipients are those who benefit, not Canadian subventions pour les entreprises canadiennes. Pas du tout. Ceux business. In fact, as I said earlier, most of the front-end project qui en bénéficient ce sont les acheteurs, pas les entreprises canadiennes. En fait, comme je l'ai dit plus tôt, la plupart de nos mécanismes de soutien initial des projets sont à frais partagés, et certains des crédits avancés sont remboursables. Si les résultats sont bons, l'entreprise les rembourse. Il ne s'agit donc pas de subventions. L'important, c'est que nous avons besoin d'un soutien qui puisse au moins concurrencer celui que nos rivaux recoivent, et j'entends par là tout le soutien diplomatique, tout le soutien politique, et ainsi de suite.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Graham.

M. Graham: Cet après-midi, nous avons entendu le of Commerce, and my question goes back to Mr. Scott's point témoignage de la Chambre de commerce, et ma question porte sur ce que M. Scott a dit au sujet de l'élimination des barrières commerciales, qui est l'une des mesures sur lesquelles notre gouvernement doit de toute évidence se concentrer, avec les autres gouvernements. Le raisonnement de la Chambre de commerce-si je puis le présenter ainsi-consiste à dire que les États-Unis sont encore notre plus important marché et qu'il subsiste encore d'importants obstacles à l'entrée de nos entreprises sur le marché américain. Dans son témoignage, elle a beaucoup parlé de la législation sur les recours commerciaux, des droits anti-dumping et compensateurs, etc..

> J'imagine que ce sont principalement les gros exportateurs d'acier et d'autres produits qui éprouvent des difficultés de ce genre. Néanmoins, votre groupe d'exportateurs a-t-il de grosses difficultés dues au harcèlement commercial à la frontière américaine? Ces difficultés sont-elles imputables aux lois sur les recours commerciaux? Aux procédures d'immigration, qui font qu'il est difficile d'avoir accès au marché? Sur quoi le gouvernement devrait-il se concentrer dans le cas du marché américain? Manifestement, l'expérience acquise dans le cadre de l'ALENA nous laisse entendre que nous devrions prévoir des phénomènes analogues dans d'autres secteurs. Sur quoi faudrait-il que le gouvernement se concentre le plus? Pourriez-vous nous éclairer à ce sujet?

> M. Moore: Monsieur le président, nous nous associons aux remarques que la Chambre de commerce vous a faites au sujet de la législation sur les recours commerciaux. Comme vous le savez sans doute, nous avons fait de grands progrès dans le contexte de la législation sur les recours commerciaux applicables à l'ALE et à l'ALENA, mais nous avons encore du chemin à faire. Je suppose que la Chambre de commerce vous a indiqué quelle direction nous devrions prendre. Nous nous associons à son raisonnement.

More generally, though, the problems in dealing with the United States really are that we still have a customs service there. They're not collecting duties—those are rapidly disappearing—but they're enforcing an increasing array of regulations: the environment, food labelling, all very good causes. So customs officers aren't disappearing along the border.

In addition, the rules of origin that you have to use to qualify for free trade for most goods are very simple and clear—cut. But for others, particularly more sophisticated manufactured products, which may include 100 or even 1,000 components sourced from 500 different suppliers, many of whom may be wholesalers, you have to track down the origin. Then you have to get them to certify that they, in turn, bought them from a qualifying source. It can become horrendous. So there are still a lot of problems there. It's a lot better than it was. But larger businesses are obviously better able to cope with these problems than smaller and medium—sized companies. That's a harassment area on the trade remedy law.

I don't think we need to comment on the highly publicized issues that we have on the table now. The minister went down, I believe tonight, to Washington to discuss some of them with Mr. Kantor.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Moore.

Are there any further questions?

M. Paré: J'aimerais revenir un petit peu sur la Société d'expansion des exportations. On sait que depuis un certain temps, des entreprises privées interviennent et exportent des services dans le domaine du développement et de la coopération internationale. Qu'est—ce qui empêcherait ces organismes qui exportent des services dans le domaine du développement et de la coopération internationale, au lieu de venir frapper à la porte de l'ACDI, de le faire à la porte de cette Société en laissant à l'ACDI le rôle plus spécifique de l'aide proprement dite, de l'aide conventionnelle avec des organismes gouvernementaux, des universités peut—être, et les ONG? Ne faudrait—il pas libérer complètement les entreprises privées pour qu'il n'y ait qu'un seul canal, la Société d'expansion des exportations, au service des entreprises canadiennes qui exportent des produits ou des services?

• 2120

Mr. Scott: I think most exporters would probably do both, because as EDC's mandate now stands they are involved in some of those transactions. The compelling reason for calling at CIDA as well as at EDC is the reality that on major projects that's what our competitors are doing. EDC is offering commercial financing and that may not be competitive with what we may be faced with in the field.

Mr. Regan: But certainly services are covered by some of EDC's export financing.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Ms Turnbull.

[Traduction]

Cela dit, d'un point de vue plus général, les problèmes que nous avons face aux États-Unis sont fondamentalement imputables au fait qu'il y a encore des douaniers. Ils ne perçoivent plus de droits—les droits sont rapidement éliminés—mais ils appliquent un nombre croissant de règlements sur l'environnement et sur l'étiquetage des aliments, par exemple, bref toutes sortes de très bonnes causes. Autrement dit, les douaniers n'ont pas disparu de la frontière.

En outre, les règles d'origine applicables à l'admissibilité au libre-échange de la plupart des produits sont très simples et limpides. Néanmoins, pour d'autres produits, et surtout pour les produits manufacturés les plus complexes, qui peuvent comprendre jusqu'à 100, voire 1000 pièces obtenues de 500 fournisseurs différents, dont beaucoup peuvent être des vendeurs en gros, il faut remonter jusqu'à l'origine des pièces. Ensuite, il faut obtenir du fournisseur l'attestation qu'il les a achetées à une source admissible. Cela peut devenir un fardeau terrible. Bref, il y a encore bien des problèmes. La situation s'est beaucoup améliorée, mais les grandes entreprises ont manifestement plus en mesure de faire face à ces difficultés que les petites et moyennes entreprises. C'est un secteur de harcèlement dans le contexte de la législation sur les recours commerciaux.

Je ne pense pas avoir besoin de dire quoi que ce soit sur les questions très bien connues qui sont à l'ordre du jour. Je crois que le Ministre est d'ailleurs parti ce soir à Washington pour en parler avec M. Kantor.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Moore.

Y a-t-il d'autres questions?

Mr. Paré: I would like to go back a little to the Export Development Corporation. We know that, for a while, private firms have been exporting services in the international development and cooperation area. What is to keep them from coming to knock on CIDA's door and to go instead to that Corportation, thus leaving CIDA with the more specific role of aid as such, that is conventional aid with governmental organizations, maybe universities, and NGOs? Shouldn't private firms be completely free, in order that there be only one channel, the Export Development Corporation to serve those Canadian companies which export goods or services?

M. Scott: Je pense que la plupart des exportateurs s'adresseraient probablement aux deux organismes, étant donné que le mandat de la SEE l'a fait intervenir dans certaines de ces opérations. La principale raison pour laquelle on s'adresse aussi bien à l'ACDI qu'à la SEE, c'est que, pour les grands projets, nos concurrents font la même chose. La SEE offre un financement commercial, qui n'est peut-être pas concurrentiel par rapport à celui que nos rivaux peuvent obtenir.

M. Regan: Pourtant, les services sont certainement couverts par certaines des dispositions de financement des exportations de la SEE

Le coprésident (M. Gauthier): Madame Tumbull.

Ms Turnbull: The question is a good one. Again, it relates cooperation program of CIDA is very supportive of the privatesector-to-private-sector joint venture. This helps us with frontend support, where it is cost-shared, for us to get into markets that are preliminary, before EDC even gets involved. This is the pre-feasibility stage. It's finding your partner. This is deciding whether the project exists, which is, as I say, cost-shared. Then you go to EDC. Again, some countries are off cover. These may be the ones where you're developing your opportunities. The countries supported under the IC program are not necessarily all covered under EDC at the present time.

On the bilateral side, I would say that there are thousands of person-years of international development experience in the private sector. The experience has come from the academic community. It has come from the NGOs. It has come from people who work in my company, who work for a private sector company that delivers international development aid. Many of the agencies, let's say the IFIs, don't contract NGOs directly at the moment, in most instances. Many of the recipient countries are still reluctant to get involved directly with NGOs in a government-to-IFI kind of project, because maybe they don't want one NGO, they want many NGOs. Or they hire a private sector company where we then would use local NGOs, local partners in that country to develop our projects, as we do in many instances.

We don't see ourselves as competitors with NGOs. We can work on these projects together. We bring different experience. We bring the accountability, the cost-effectiveness, knowing you have to get a job done within a time given to match a client's need. NGOs have been very effective in the delivery at the community level, where the private sector may have been involved in the design of the project that is then delivered.

You'll see in the Canadian community that a lot of people who have worked in NGOs have also worked in the private sector. It's just the nature of our business. The business exists. There is room for both.

Mr. Regan: Mr. Chairman, before you conclude, there is something I'd like to say arising out of previous questions. I would not want any misconception to exist that we do not have in this country many small enterprises that are exporting very successfully to the far corners of the earth. From Charlottetown. Prince Edward Island, they're selling eyeglasses in many countries of the world successfully, and from Yarmouth, Nova Scotia—vou will notice that I talk about Nova Scotia a lot they sell ambulances to virtually every country in the Middle East. It is a very small, locally owned company.

[Translation]

Mme Turnbull: C'est une bonne question. Dans ce cas-là back really to bilateral aid assistance versus trade. The industrial aussi, il faut revenir à la dichotomie entre l'aide bilatérale au développement et le commerce. Le programme de coopération industrielle de l'ACDI est très favorable aux coentreprises secteur privé-secteur privé. Il nous donne le soutien initial à frais partagés qui nous permet de nous lancer dans des marchés pour des travaux préliminaires, avant même que la SEE n'entre en scène. Nous sommes alors à l'étape des études de préfaisabilité, où il s'agit de trouver un partenaire. Il faut décider si le projet existe, et cela se fait, comme je le disais, à frais partagés. Ce n'est après que l'on s'adresse à la SEE. En outre, la SEE ne finance pas les projets dans certains pays, qui peuvent être ceux où nous cherchons à développer des possibilités. Les pays pour lesquels on peut obtenir un soutien grâce au programme de coopération industrielle ne sont pas nécessairement tous couverts par la SEE à l'heure actuelle.

> En ce qui concerne les ententes bilatérales, je dirais qu'il v a des milliers d'années-personne d'expérience en développement international dans le secteur privé. Cette expérience vient du monde universitaire, des ONG, de gens qui travaillent dans ma compagnie, qui travaillent pour une entreprise du secteur privé qui fournit des services d'aide au développement international. Dans la plupart des cas, une grande partie des organismes, par exemple les IFI, ne passent pas de contrats directement avec les ONG. Une grande partie des pays bénéficiaires continuent d'hésiter à entrer directement en relation avec des ONG dans des projets gouvernement-IFI, peut-être parce qu'ils ne veulent pas une ONG, mais plusieurs. Ils peuvent aussi recourir aux services d'une entreprise privée dans des cas où nous nous tournerions plutôt vers des ONG locales, des ONG du pays bénéficiaire, pour faire avancer nos projets, comme nous le faisons dans bien des cas.

> Nous ne nous considérons pas comme des rivaux des ONG. Nous pouvons travailler ensemble dans le cadre de ces projets. Nous v apportons une expérience différente. Nous apportons l'imputabilité et la rentabilité; nous savons qu'il faut que le travail soit réalisé dans les délais voulus en fonction des besoins des clients. Les ONG se sont révélées très efficaces au niveau communautaire, alors que le secteur privé peut avoir contribué à la conception du projet qu'elles

> Au Canada, bien des gens qui ont travaillé pour des ONG ont aussi travaillé dans le secteur privé. C'est la nature de nos entreprises qui le veut. Le marché est là, et il y a place pour tout le monde.

> M. Regan: Monsieur le président, avant que vous ne leviez la séance, j'aimerais dire quelque chose qui découle des questions posées jusqu'à présent. Je ne voudrais pas qu'il subsiste un malentendu et qu'on pense que nous n'avons pas de petites entreprises qui exportent avec beaucoup de succès aux quatre coins du monde. Il y a à Charlottetown, dans l'Île-du-Prince-Édouard, une firme qui vend des lunettes dans bien des pays du monde, et une firme de Yarmouth, en Nouvelle-Écosse—vous remarquerez que je parle beaucoup de la Nouvelle-Écosse—qui vend des ambulances à virtuellement tous les pays du Moyen-Orient. C'est une très petite compagnie qui appartient à des intérêts locaux.

By the same token, companies that started small... For instance, in Oxford, Nova Scotia, they now send more blueberries from Oxford Frozen Foods to Japan than any other source of blueberries outside that country. And of course companies like ATCO, Ron Southem's company, started small, but today they sell to every comer of the world. It's been within this generation that McCain's, which was a non-existing company, now is one of the largest in the world. The small exporters do very rapidly, if they're good and if they're helped along the way, develop into very large ones.

[Traduction]

Dans le même ordre d'idées, des compagnies qui ont eu des débuts très modestes... Par exemple, une firme d'Oxford, en Nouvelle-Écosse, Oxford Frozen Foods, exporte maintenant plus de bleuets au Japon que n'importe quelle autre entreprise exportatrice. Et il y a bien sûr des compagnies comme ATCO, l'entreprise de Ron Southern, qui a débuté modestement, mais qui vend maintenant des produits aux quatre coins du monde. C'est dans notre génération que McCain est parti de rien pour devenir l'une des plus grosses entreprises au monde. Les petits exportateurs deviennent très rapidement de très gros exportateurs, s'ils sont compétents et si on les aide à se développer.

• 2125

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Just a small correction, Mr. Regan. The ambulance manufacturer, as far as I know, is from Dartmouth, not Yarmouth.

Mr. Regan: Yarmouth.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You say Yarmouth?

Mr. Regan: Yarmouth. Yes, sir.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): It's across from Halifax?

Mr. Regan: No, no. Yarmouth is down towards the tropical zone of Nova Scotia.

Some hon, members: Oh, oh.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I maintain it is Dartmouth, but anyway we won't argue that point because I was there. Nevertheless, I may have mistaken Dartmouth for Yarmouth.

I want to thank you all for coming here tonight and taking the time to come and dialogue with us. I hope you found it interesting. We sure did. We want to thank you for the advice you gave us, the expertise you shared with us, and we will keep most of your comments in mind when we're writing our report by the end of October, if we don't have this so-called overload of information.

This is our 75th meeting. We've been at it pretty regularly. Tomorrow morning at 8:30 we will start over again. We have a special guest tomorrow morning at 8:30. We have Rislan Allouch, Vice–Minister of Foreign Affairs for the Syrian Arab Republic, for about half an hour before we start with our round table tomorrow morning again for a whole day of sessions.

I thank you for coming in. Have a good night's sleep, and God bless you all.

This meeting is adjourned.

Le coprésident (M. Gauthier): Je voudrais apporter une petite correction à ce que vous avez dit, monsieur Regan. Le constructeur d'ambulances est à Dartmouth, et non pas à Yarmouth, pour autant que je sache.

M. Regan: À Yarmouth.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous dites Yarmouth?

M. Regan: Yarmouth, oui, monsieur.

Le coprésident (M. Gauthier): De l'autre côté du bassin, en face d'Halifax?

M. Regan: Non, non. Yarmouth est près de la zone tropicale de la Nouvelle-Écosse.

Des voix: Oh. oh.

Le coprésident (M. Gauthier): Je maintiens que l'entreprise est à Dartmouth, mais, de toute façon, nous n'allons pas poursuivre la discussion, parce que j'y suis allé. Il est possible que j'ai confondu Dartmouth et Yarmouth.

Je tiens à vous remercier tous d'avoir pris le temps de venir nous parler ce soir. J'espère que vous avez trouvé l'expérience intéressante. Elle l'a été pour nous. Nous voulons vous remercier pour vos conseils et pour les compétences que vous avez partagées avec nous, et nous nous rappellerons de la plupart de vos observations quand nous rédigerons notre rapport, d'ici la fin d'octobre, si nous ne succombons pas à ce qu'on appelle une surcharge d'informations.

La séance d'aujourd'hui était notre 75e. Nous avons travaillé assez régulièrement, et nous reprenons le collier demain matin à 08h30. À ce moment-là, nous aurons un invité spécial, M. Rislan Allouch, vice-ministre des Affaires étrangères de la République arabe de Syrie, qui nous parlera pendant environ une demi-heure avant que nous recommencions à travailler en table ronde pour le reste de la journée.

Je vous remercie d'être venus. Je vous souhaite une bonne nuit de sommeil, et que Dieu vous garde tous.

La séance est levée.



From the Canadian Co-operative Association:

Lynden Hillier, Executive Director;

Barb Millsap, First Vice-President.

Zilla C. Potivongsajarn, Regional Director, International Affairs.

From the Rural Development Corporation:

Max Florian Bade, President.

As individuals:

André Sirois, Human Rights Lawyer;

Richard Hogan, Managing Director, Trison Group of Ontario;

Colin A. Billowes.

From the Canadian Bar Association:

Cecilia L. Johnstone, Q.C., President;

Melina Buckley, Senior Director, Legal and Governmental Affairs.

From the Canadian Exporters' Association:

The Honourable Gerald A. Regan, Chairman of the Board of Direc-

tors;

Kenneth L. Matchett, Vice-Chair of the Board of Directors;

Ian D. Scott, Vice-Chair of the Board of Directors;

Jack S. Baker, Member of the Board of Directors;

Larry Duffield, Vice-President, Government Relations;

Deborah Turnbull, Member of the Board of Directors;

Jim Moore, Vice-President, Policy;

Raymond Gladu, Chair of a Working Group on the review of foreign

policy.

De Canadian Co-operative Association:

Lynden Hillier, directrice générale;

Barb Millsap, première vice-présidente.

Zilla C. Potivongsajarn, directrice régionale, Affaires internationa-

De Rural Development Corporation:

Max Florian Bade, président.

À titre particulier:

André Sirois, avocat spécialisé, droits de la personne;

Richard Hogan, administrateur gérant, Trison Group de l'Ontario;

Colin A. Billowes.

De l'Association du Barreau canadien:

Cecilia L. Johnstone, c.r., présidente;

Melina Buckley, directrice générale, affaires légales et gouverne-

mentales.

De l'Association des exportateurs canadiens:

L'honorable Gerald A. Regan, président du conseil d'administration;

Kenneth L. Matchett, vice-président du conseil d'administration;

Ian D. Scott, vice-président du conseil d'administration;

Jack S. Baker, membre du conseil d'administration;

Larry Duffield, vice-président, relations gouvernementales;

Deborah Turnbull, membre du conseil d'administration;

Jim Moore, vice-président, Politique;

Raymond Gladu, président d'un groupe de travail sur l'examen de la politique étrangère.

MAIL POSTE

Canada Poet Comoration/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé

Lettermail

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

th undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré – Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré—Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

As individuals:

Alison Van Rooy, The North-South Institute;

Henry Jacek, Professor, McMaster University;

Mario Polèse, Professor, Université du Québec in Montreal;

Louis Sabourin, Professor, École nationale d'administration publique (Montreal);

Peter Meekison, Professor, University of Alberta.

From the Canadian Ethnocultural Council:

Dr. Dmytro Cipywnyk, President.

From The Canadian Chamber of Commerce:

Geoffrey Elliot, Chairman, International Affairs Committee;

David J. Hecnar, Senior Policy Analyst, International Division.

From The Conference Board of Canada:

James R. Nininger, President and Chief Executive Officer; Charles A. Barrett, Vice-President, Business Research.

(Continued on previous page)

TÉMOINS

À titre particulier:

Alison Van Rooy, L'Institut Nord-Sud;

Henry Jacek, professeur, Université McMaster;

Mario Polèse, professeur à l'Université du Québec à Montréal;

Louis Sabourin, professeur, École nationale d'administration publique (Montréal);

Peter Meekison, professeur, Université de l'Alberta.

Du Conseil canadien ethnoculturel:

Dr Dmytro Cipywnyk, président.

De La Chambre de commerce du Canada:

Geoffrey Elliot, président, Comité des affaires internationales;

David J. Hecnar, analyste principal des politiques, Division des affaires internationales.

Du Conference Board du Canada:

James R. Nininger, président et directeur général;

Charles A. Barrett, vice-président, recherche dans le domaine des affaires.

(Suite à la page précédente)

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 49

Wednesday, July 27, 1994

Joint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator

Jean-Robert Gauthier, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 49

Le mercredi 27 juillet 1994

Coprésidents:

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Special Joint Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte spécial du Committee of the Senate and of the House of Commons on

Sénat et de la Chambre des communes chargé de l'

Reviewing **Canadian Foreign Policy**

Examen de la politique étrangère du Canada

RESPECTING:

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994, review of the Canadian foreign policy

-Panel on Communications, Culture and Foreign Policy

CONCERNANT:

Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994, examen de la politique étrangère du Canada

-Panel sur les communications, la culture et la politique étrangère

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON REVIEWING CANADIAN FOREIGN POLICY

Joint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator

Jean-Robert Gauthier, M.P.

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CHARGÉ DE L'EXAMEN DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

Coprésidents:

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

MEMBERS

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault —(7)

Representing the House of Commons:

Members

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

MEMBRES

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Published under authority of the Senate and of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Cana

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K I A OS9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

WEDNESDAY, JULY 27, 1994

(76)

[Text]

The Sub-Committee Atlantic-Quebec (A) of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met in a televised session at 9:14 o'clock a.m. this day, in Room 253-D Centre Block, the Joint Chair, Jean-Robert Gauthier, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senator Raynell Andreychuk.

Representing the House of Commons: John English, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré, Joseph Volpe.

In attendance: From the Department of Foreign Affairs and International Trade: Nicolas Dimic, Policy Advisor, on secondment to the Committee. From the Canadian International Development Agency: Stephen Wallace, Policy Advisor, on secondment to the Committee.

Witnesses: As individuals: David Johnston, Chairman, Information Highway Advisory Council; Charles Dalfen, Senior Comité consultatif sur l'autoroute de l'information; Charles Partner, Johnston, Buchan & Dalfen; Jocelyne Côté-O'Hara, Dalfen, associé principal, Johnston, Buchan & Dalfen; Jocelyne President and Chief Executive Officer, Stentor Telecom Policy Inc.; Paul-André Comeau, Chairman, Commission d'accès à l'information; Robert Anderson, Professor, School of Communications at Simon Fraser University.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy (Panel on Communications, Culture and Foreign Policy).

The Chairman made a statement.

David Johnston, Charles Dalfen, Jocelyne Côté-O'Hara, Paul-André Comeau and Robert Anderson made statements and answered questions.

At 12:06 o'clock p.m., the Sub-Committee adjourned until 2:00 o'clock p.m. this day.

AFTERNOON SITTING

The Sub-Committee Atlantic-Quebec (A) of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met in a televised session at 2:09 o'clock p.m. this day, in Room 253-D Centre Block, the Joint Chair, Jean-Robert Gauthier, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the House of Commons: John English, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré, Joseph Volpe.

Senator present: The Honourable Senator Jacques Hébert.

In attendance: From the Department of Foreign Affairs and International Trade: Nicolas Dimic, Policy Advisor, on secondment to the Committee.

PROCÈS-VERBAUX

LE MERCREDI 27 JUILLET 1994 (76)

[Texte]

Le Sous-comité Atlantique-Québec (A) du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui en séance télévisée, à 9 h 14, dans la pièce 253-D de l'édifice du Centre, sous la présidence de Jean-Robert Gauthier (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: L'honorable sénateur Raynell Andreychuk.

Représentant la Chambre des communes: John English, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré et Joseph

Aussi présents: Du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international: Nicolas Dimic, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité. De l'Agence canadienne de développement international: Stephen Wallace, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité.

Témoins: À titre particulier: David Johnston, président, Côté-O'Hara, présidente et directrice générale, Stentor Telecom Policy Inc.; Paul-André Comeau, président, Commission d'accès à l'information; Robert Anderson, professeur, École des communications à l'Université Simon Fraser.

Conformément aux ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule nº 1), le Sous-Comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada (Panel sur les communications, la culture et la politique étrangère).

Le président fait une déclaration.

David Johnston, Charles Dalfen, Jocelyne Côté-O'Hara, Paul-André Comeau et Robert Anderson font des déclarations et répondent aux questions.

À 12 h 06, le Sous-comité suspend ses travaux jusqu'à 14 heures aujourd'hui.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le Sous-comité Atlantique-Québec (A) du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui en séance télévisée, à 14 h 09, dans la pièce 253-D de l'édifice du Centre, sous la présidence de Jean-Robert Gauthier (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant la Chambre des communes: John English, Jean-Robert Gauthier, Bill Graham, Philippe Paré et Joseph Volpe.

Sénateur présent: L'honorable sénateur Jacques Hébert.

Aussi présents: Du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international: Nicolas Dimic, conseiller en politiques, en détachement auprès du Comité.

Witnesses: As an individual: The Honourable Serge Joyal. From the Canadian Conference for the Arts: Keith Kelly, National Director. From the Concerned African Women: Dr. Baba Jigida; Mary Kipruto, Member of the Coalition. As individuals: The Honourable Lloyd Francis; François Dallaire. From the Kawartha World Issues Centre: Linda Slavin, Community Programme Coordinator; Lauren Baker. From the Pan African Movement: Gilbert Oloko, President. From Agrodev Canada Inc.: K.C. Lucas, Chief Executive Officer and President; Deborah Turnbull, Vice-President (Fisheries and Aquaculture) and General Manager. From V.J. Nordin & Associates Ltd.: V.J. Nordin, President. From l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec: Magella Morasse, président; Gérard Szaraz. From E.T. Jackson and Associates Ltd.: Edward Thomas Jackson, President and Professor at Carleton University.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy.

The Honourable Serge Joyal made a statement and answered questions.

Keith Kelly made a statement and answered questions.

Mary Kipruto and Baba Jigida made statements.

The Honourable Lloyd Francis made a statement and answered questions.

François Dallaire, Linda Slavin, Lauren Baker and Gilbert Oloko made statements and answered questions.

K.C. Lucas, V.J. Nordin, Magella Morasse, Gérard Szaraz and Edward T. Jackson made statements and, with Deborah Turnbull, answered questions.

At 5:58 o'clock p.m., the Sub-Committee adjourned to the call of the Joint Chairs.

Clairette Bourque

Clerk of the Committee

Témoins: À titre particulier: L'honorable Serge Joyal. De la Conférence canadienne des arts: Keith Kelly, directeur national. De Concerned African Women: Dr Baba Jigida; Mary Kipruto, membre de la coalition. À titre particulier: L'honorable Lloyd Francis; François Dallaire. De Kawartha World Issues Centre: Linda Slavin, coordonnatrice du programme communautaire; Lauren Baker. Du Mouvement panafricain: Gilbert Oloko, président. De Agrodev Canada Inc.: K.C. Lucas, directeur général et président; Deborah Turnbull, vice-présidente (pêches et aquaculture) et gérante générale. De V.J. Nordin & Associates Ltd.: V.J. Nordin, président. De l' Ordre des ingénieurs forestiers du Québec: Magella Morasse, président; Gérard Szaraz. De E.T. Jackson and Associates Ltd.: Edward Thomas Jackson, président et professeur à l'Université Carleton.

Conformément aux ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule nº 1), le Sous-Comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada.

L'honorable Serge Joyal fait une déclaration et répond aux questions.

Keith Kelly fait une déclaration et répond aux questions.

Mary Kipruto et Baba Jigida font des déclarations.

L'honorable Lloyd Francis fait une déclaration et répond aux questions.

François Dallaire, Linda Slavin, Lauren Baker et Gilbert Oloko font des déclarations et répondent aux questions.

K.C. Lucas, V.J. Nordin, Magella Morasse, Gérard Szaraz et Edward T. Jackson font des déclarations et, avec Deborah Turnbull, répondent aux questions.

À 17 h 58, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation des coprésidents.

La cogreffière du Comité

Clairette Bourque

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Wednesday, July, 27, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mercredi 27 juillet 1994

• 0914

Le coprésident (M. Gauthier): À l'ordre!

Bonjour. Je suis Jean-Robert Gauthier, le coprésident de ce Comité mixte spécial de la Chambre des communes et du Sénat qui revoit la politique étrangère du Canada. Je vous souhaite la bienvenue. Nous sommes au travail depuis avril dernier et nous avons tenu un nombre important de réunions; je pense que c'est la soixante-seizième, aujourd'hui, sauf erreur.

Ce matin, on a une table ronde sur les communications, la culture et la politique étrangère. Un sujet assez vaste. Un sujet qui peut être and foreign policy. It is a very vast subject, that can be extremely extrêmement intéressant.

In testimony previously received by the committee, extraordinary comments—and I would say that—were made about the influence of the worldwide communications revolution, if I may use that word. on international relations and on the ability of governments to make foreign policy.

• 0915

For example, television daily brings images of starvation and violence around the world. They generate powerful public pressures on government to do something to stop these events.

To take another example, world-wide communications have broken down many of the boundaries, linguistic or otherwise. between states, strengthened sub-national loyalties, and posed challenges to the ability of governments to maintain control of their national agendas.

Finally, to take another example, modern communications have made possible a global market in which huge financial flows escape the regulation of governments and at the same time impact powerfully on government's policy-making ability.

On the other side of the ledger, Canada is well placed in community because we have developed communications industries that are at the forefront of their field. We are a lead player in many of these new, modern technologies. This morning the committee felt it was appropriate to have a panel or round-table discussion with some experts in the field. Therefore we've invited some prominent Canadians. We have Mr. David Johnston, chairman of the Information Highway Advisory Council-Mr. Johnston, welcome; Charles Dalfen, senior partner, Johnston, Buchan & Dalfen;

et M^{me} Jocelyne Côté-O'Hara, présidente et directrice générale de Stentor Telecom Policy Inc.; M. Paul-André Comeau, président, Commission d'accès à l'information: et Robert Anderson, professeur, École des communications à l'Université Simon Fraser en Colombie-Britannique.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Order please.

My name is Jean-Robert Gauthier and I am the Co-Chairman of this special joint committee of the House of Commons and the Senate reviewing Canadian foreign policy. You are all welcome. Our work started last April and we have had numerous meetings. I believe this is the 76th, today, if I am not mistaken.

This morning, we have a round table on communications, culture interesting.

Dans les témoignages préalablement recus par le Comité, nous avons entendu des commentaires que je qualifierais d'extraordinaires sur l'influence de la révolution des communications à l'échelle mondiale, sur les relations internationales et la capacité des gouvernements à décider de leur politique étrangère.

Par exemple, chaque jour, la télévision nous montre des images de la faim et de la violence dans le monde. Il en découle des pressions importantes de la population sur le gouvernement afin qu'il agisse pour mettre fin à ces situations.

Prenons un autre exemple: les communications à l'échelle planétaire ont fait tomber de nombreuses frontières linguistiques ou autres, entre les États, ont renforcé les loyautés régionales et posé le problème de la capacité des gouvernements à contrôler leur destinée nationale.

Un dernier exemple: les communications modernes ont rendu possible l'existence d'un marché mondial dans lequel des mouvements financiers énormes échappent à la réglementation des gouvernements tout en ayant un impact senti sur la capacité de ces gouvernements à prendre des décisions.

En revanche, le Canada est bien placé au sein de la internationale puisque ses entreprises communauté communication sont à l'avant-garde de leur secteur. Nous sommes des chefs de file pour ce qui est de bon nombre de ces techniques modernes et nouvelles. Le Comité a estimé qu'il convenait de réunir ce matin des experts de ce secteur et detenir une table-ronde. Nous avons par conséquent invité des Canadiens éminents: M. David Johnston, président du Comité consultatif sur l'autoroute de l'information, M. Charles Dalfen, partenaire principal chez Johnston, Buchan et Dalfen,

Mrs. Jocelyne Côté-O'Hara, President and Chief Executive Officer of Stentor Telecom Policy Inc., Mr. Paul-André Comeau, Chairman of the Commission d'accès à l'information and Mr. Robert Anderson, Professor at the School of Communications, at the Simon Fraser University, in British Columbia.

La formule est très simple. Je vais vous inviter à faire un commentaire sur le sujet à l'ordre du jour et ensuite on va ouvrir la réunion, si vous le voulez bien, à des questions de la part des députés et des sénateurs et un dialogue va s'engager. Espérons qu'à la fin de notre matinée, vers 12h00 ou 12h10, nous aurons compris un peu mieux le défi qui se présente au Canada et peut-être élucidé un peu plus les problèmes que ca représente.

J'inviterais pour commencer, monsieur David Johnston, président, Comité consultatif sur l'autoroute de l'information. Monsieur Johnston, vous avez la parole.

M. David Johnston (président, Comité consultatif sur l'autoroute de l'information—Présentation individuelle): Merci

monsieur le président. Il me fait grand plaisir d'avoir l'occasion de venir faire le point avec vous, aujourd'hui, sur le mandat et les travaux du Comité consultatif sur l'autoroute canadienne de l'information. Je me réjouis particulièrement de retrouver parmi les panelistes qui sont présents, particulièrement M. Paul-André Comeau qui a gracieusement accepté tout récemment de participer à un des groupes de travail du Comité consultatif.

Before I attempt to deal with some of the policy issues this committee has raised, I would like to give a very brief summary of what has occurred since I was appointed chair of the National Advisory Council on March 16 last by Industry Minister John Manley. The members of the council were appointed on April 19, at the same time as the minister issued a discussion paper entitled The Canadian Information Highway: Building Canada's Information and Communications Infrastructure.

The 15 major public policy issues raised in the discussion paper, which were meant to focus public debate, have also been used to structure the world of the advisory committee. At our first meeting in May, the council struck five working groups to address these issues. They are one on access and social impacts, another on competitiveness and job creation, a third on research and development and applications in market development, a fourth on learning and training, and a fifth on Canadian content in culture.

The council has just held its third monthly meeting. The working groups and task forces within each of these five groups have held many more meetings. Judging from the results I've seen so far, I agree with Minister Manley that we as Canadians are fortunate to have a learned and experienced group of unpaid volunteers to guide the development of our information highway.

• 0920

En élaborant le mandat du Comité consultatif, le gouvernement a tenu avec raison à baliser notre réflexion. Il a énoncé clairement les trois grands objectifs qui devaient guider notre démarche: la création d'emplois grâce à l'innovation et à l'investissement au Canada; le renforcement de la souveraineté et de l'identité culturelle; et l'accès universel à un prix raisonnable.

Il a également établi quatre principes directeurs. L'interconnection et l'interopérabilité d'un réseau de réseaux; le développement concerté entre les secteurs publics et privés; la concurrence au chapitre des installations des produits et des services, ainsi que la protection de la vie privée et la sécurité des réseaux.

[Translation]

The format is very simple. I will invite you all to make some comments about the subject on our agenda and then we will open the meeting to questions from the members and the Senators, and we will then have a discussion. Let's hope that at the end of this moming, around twelve or ten past twelve, we will understand a bit better the challenge facing Canada and the problems that it represents.

I would like to give the floor to Mr. David Johnston, Chairman of the Information Highway Advisory Council.

Mr. David Johnston (Chairman, Information Highway Advisory Council, Individual Presentation): Thank you, Mr. Chairman. It is a great pleasure to have a chance to explain to you today the mandate and the work of the Information

Highway Advisory Committee. I am especially glad to be part of your panel today and particularly to find among the panelists Mr. Paul-André Comeau, who has recently agreed graciously to be part of one of our task forces.

Avant de vous entretenir des questions politiques soulevées par le Comité, j'aimerais faire un bref résumé de ce qui s'est produit depuis que le ministre de l'Industrie, John Manley, m'a nommé président du comité, le 16 mars dernier. Les autres membres du comité ont été nommés le 19 avril, le jour même où le ministre publiait un document de travail intitulé l'Autoroute canadienne de l'information: une nouvelle infrastructure de l'information et des communications au Canada.

Les 15 importantes questions soulevées dans le document de travail visant à orienter les discussions publiques ont également servi à structurer le travail du comité consultatif. À notre première réunion, en mai, le conseil a créé cinq groupes de travail pour se pencher sur ces questions. Le premier étudiera l'accès à l'autoroute et ses incidences sociales, le second, la compétitivité et la création d'emplois, le troisième, la recherche et le développement et les applications dans le cadre du développement des marchés, le quatrième, l'enseignement et la formation et le cinquième, le contenu canadien dans la culture.

Le conseil vient de terminer sa troisième séance mensuelle. Les groupes de travail et leurs sous-groupes ont tenu de nombreuses autres réunions. D'après les résultats que j'ai pu voir jusqu'ici, j'abonde dans le sens du ministre Manley: les Canadiens ont la chance de disposer d'un groupe de bénévoles érudits et expérimentés pour orienter la construction de l'autoroute de l'information.

In developing the mandate of the advisory council, the government insisted on guiding our reflection. It gave us three clear objectives for our work: job creation through innovation and investment in Canada, the strenthening of our sovereignty and our cultural identity and a universal and affordable access.

It also gave us four guiding principles: inter-connection and inter-operability of a network of networks; a concerted development by the public and private sectors; competitiveness for facilities, products and services as well as privacy protection and safety of the networks.

Cet avant-propos, je le croyais nécessaire à toute discussion des questions sur lesquelles se penche ce Comité mixte, notamment l'incidence des nouvelles technologies de l'information et des communications sur nos relations avec le monde.

I believe we all agree here that new information and communications technologies are having, and will continue to have, a profound impact on our institutions, on our businesses, and on every citizen, as you yourself, Mr. Chairman, identified so clearly in your opening comments.

In many ways we're already living in the global village that Marshall McLuhan envisaged not so long ago. Through modern communications we have all lived, through our television sets, the horrible tragedy in Rwanda. We've also seen how the world community's and individual governments' will and commitment to act appear to be linked to the intensity of media coverage and attention. This, of course, is but one facet of the new information society.

International financial markets, again as you outlined a moment ago, have been linked electronically for many years. We've seen in recent months how a simple statement by policy-makers, or even rumours, can instantly set off huge market swings in Tokyo, London, and around the world.

Canadians have watched, bemused and sometimes perplexed, as international communications networks such as Internet have been used in recent months to flaunt a publication ban on evidence tendered in an Ontario court.

We have seen in recent years traditional policy instruments, such as the one that allowed us to interdict at the border split—run editions of foreign magazines suddenly become meaningless when a foreign corporation chooses to transmit the editorial content for such an edition via satellite whose signals know no borders.

But for all the policy challenges there are also tremendous opportunities. For a country like Canada, where geography has been such a determining factor in our development, new and emerging information technologies offer great promise. Through high-speed, broadband links we can build virtual schools and health care centres spread over thousands of kilometres, which can offer residents in rural or remote communities the same level of resources and services that are now only available in large urban areas. Virtual reality is more than a concept that applies to the video games children seem to enjoy so much. It means greater access for these remote communities to investment and job creation.

For example, manufacturing plants or research facilities no longer have to be in a single physical location. Some initiatives are already under way. Research facilities here in Ottawa-Carleton are linking up with a high-speed network called OCRiNet. A similar network is being built in Alberta, to link universities and private-sector facilities. CANARIE, a private-sector initiative with government support, will give Canada a true educational network.

[Traduction]

I felt it was important to go through this preamble before discussing the issues studied by the Joint Committee, including the impact of new information and communication technologies on our foreign policy.

Je pense que nous convenons tous que les nouvelles technologies de l'information et des communications ont déjà et continueront d'avoir une incidence importante sur nos institutions, nos entreprises et sur chacun de nous, comme vous l'avez dit si clairement au début de cette séance, monsieur le président.

De bien des façons, nous vivons déjà dans le village global que décrivait Marshall McLuhan il n'y a pas si longtemps. Grâce aux moyens de communications modernes, par l'intermédiaire de nos téléviseurs, nous avons tous vécu l'horrible tragédie du Rwanda. Nous avons tous également constaté combien la volonté d'agir et l'engagement de la communauté mondiale et de chaque gouvernement sont étroitement liés à l'intensité de la couverture médiatique et de l'attention accordée à une situation. Ce n'est bien sûr qu'une facette de la nouvelle société de l'information.

Les marchés financiers internationaux, comme vous le disiez plus tôt, sont reliés électroniquement depuis quelques années déjà. Nous avons vu il y a quelques mois comment la simple déclaration d'un décideur, ou même une rumeur, peut instantanément provoquer de grands mouvements de marché à Tokyo, Londres et ailleurs dans le monde.

C'est avec stupéfaction ou perplexité que les Canadiens ont constaté que les réseaux de communication internationaux comme Internet ont pu être utilisés récemment pour contourner l'ordonnance de non-publication d'un tribunal de l'Ontario.

Ces dernières années, nous avons vu des instruments politiques traditionnels devenir tout à fait désuets: nous avions interdit nos frontières aux revues à tirage partagé mais des entreprises étrangères ont décidé de transmettre leurs textes par satellite, se riant ainsi des frontières.

Malgré la remise en question de nos politiques, il faut considérer les avantages extraordinaires de ces nouveaux modes de communication. Pour un pays comme le nôtre, dont le développement a été grandement déterminé par sa géographie, les nouvelles technologies de l'information sont pleines de promesses. Grâce à des voies de transmission à haute vitesse et à large spectre, nous pouvons construire des écoles et des centres de soins de santé virtuels, répartis sur des milliers de kilomètres, afin d'offrir aux habitants des régions rurales ou isolées les mêmes ressources et les mêmes services qu'aux citadins des grands centres. La réalité virtuelle est un concept qui ne se limite pas aux jeux vidéos dont raffolent les enfants. Cela signifie également pour les localités isolées un meilleur accès à l'investissement et à la création d'emplois.

Ainsi, les manufactures et les centres de recherche ne sont plus obligés de se trouver en un seul lieu. Certaines initiatives sont déjà en cours. Des centres de recherche d'Ottawa-Carleton sont reliés à un réseau de grande vitesse appelé OCRINet. Un réseau semblable est en construction en Alberta, pour relier les universités et des entreprises. CANARIE, une initiative du secteur privé recevant l'appui du gouvernement, donnera au Canada un vrai réseau d'enseignement.

Dans la région de Chicoutimi, quelque 34 000 abonnés de la société de câblodistribution Vidéotron auront accès dès l'an prochain à toute une gamme de services interactifs grâce au consortium UBI (universalité, bidirectionnalité et interactivité) auquel participent entre autres Hydro-Québec et la Banque nationale. Ces abonnés vont pouvoir effectuer directement leurs transactions bancaires, se livrer au télémagasinage et choisir des films qu'ils transactions, home-shopping and video on demand. veulent visionner.

Les entreprises de télécommunications regroupées dans Stentor ont pour leur part annoncer leur intention d'investir quelque 8 intention of investing some eight billion dollars over the next ten milliards de dollars au cours des 10 prochaines années pour relier years to link all their subscribers with optic fiber. tous leurs abonnés par fibres optiques.

Si j'ai choisi de donner ces quelques exemples, c'est pour avant tout illustrer que le développement de l'autoroute de l'information est déià en cours et que cette évolution se poursuivra tant au Canada qu'à l'étranger.

Définir dans cette perspective la problématique pour les gouvernements qui doivent guider cette évolution en fonction des objectifs socio-économiques et culturels subit un nouvel éclairage. Par exemple, la notion de contrôler la quantité et la qualité de l'information qui circulera sur ces réseaux compte tenu de l'évolution internationale, semble quelque peu illusoire. La situation financière des gouvernements est également incontournable. Pour moi et mes collègues du Comité consultatif qui voulons mettre de l'avant des recommandations éclairées et réalisables, les investissements massifs de l'État qui ont caractérisé les années soixante ne peuvent être une option.

It would not be appropriate for me to prejudge the issues the advisory council is now reviewing. However, what I can say from our discussions to date is that within the advisory council there are universal acceptance of and support for the basic social and cultural policy tenets that make this country different and unique, and in my judgment remarkably attractive.

When the advisory council members were appointed, I heard some criticism that the information highway was being handed over to a group of CEOs who thought only about profit and had no sensitivity to social and cultural issues. I can assure you this is not what we have seen and heard today. Basic principles such as universal access at affordable cost and Canadian content, which have driven our broadcasting and telecommunications policies, are not on the table, nor is the right to privacy. I believe we all feel entrusted with this legacy of values that have made Canadian society what it is today. I'm not suggesting these issues are not the subject of vigorous debate—they are—but from the perspective of a group of distinguished Canadians who have substantial knowledge and experience of the technologies, the market forces, the social demands, and most of all the opportunities, that will drive the information highway development.

On the issue of content, for example, the working group on Canadian content and culture has already adopted a number of

[Translation]

In the Chicoutimi area, some 34,000 subscibers to the Videotron cable company will have access as of next year to a whole world of interactive services, thanks to the UBI (Universality, bidirectionality and interactivity) consortium, with the participation of Hydro-Ouebec and the National Bank, among others, those subscribers will have a direct access to bank

Telecom industries that make up Stentor have announced their

I have chosen those few examples to illustrate the fact that the information highway development is already underway and that this evolution will go on in Canada as well as abroad.

This sheds a new light on the context that we must give to governments who will guide this evolution, taking into account social-economical and cultural objectives. For example, it would be illusive to think that we can control the quantity and the quality of the information that will circulate on those networks, because of the international evolution. And we cannot forget the financial situation of governments. My colleagues and I of the Advisory Council want to make realistic and enlightened recommendations and we think that the massive government investments that were characteristic of the sixties are not an option

Il ne convient pas que je vous parle des questions actuellement examinées par le comité consultatif. Je peux toutefois dire, d'après les discussions que nous avons eues jusqu'ici, qu'il y a au sein du comité une acceptation et un appui unanimes des principes culturels et sociaux fondamentaux qui font que notre pays est à la fois différent et unique, et à mon avis, très attrayant.

Lors de la nomination des membres du comité consultatif, j'ai entendu des critiques selon lesquelles l'autoroute de l'information avait été confiée à un groupe de PDG qui ne pensaient qu'aux profits et qui ne s'intéressaient aucunement aux questions sociales et culturelles. Je peux vous assurer que ce n'est pas ce que nous avons vu et entendu jusqu'ici. Les principes de base que sont l'accès universel à un coût raisonnable, ainsi que le contenu canadien, qui ont été les fondements de nos politiques de radiodiffusion et de télécommunications ne sont pas remis en question, pas plus que le droit à la vie privée. Je crois que nous sentons tous qu'il nous incombe de faire respecter les valeurs qui ont façonné la société canadienne actuelle. Je ne prétends pas que ces questions ne font pas l'objet de discussions sérieuses, puisque c'est le cas. Je vous donne simplement le point de vue d'un groupe de Canadiens distingués qui ont une grande connaissance et une grande expérience des techniques, des marchés, des besoins sociaux et surtout, des occasions qui nous sont offertes dans le cadre de la construction de l'autoroute de l'information.

Pour ce qui est du contenu, par exemple, le groupe de travail sur la culture et le contenu canadien a déjà adopté un basic principles to guide its deliberations. It has proposed, for certain nombre de principes de base qui guideront ces example, that all players of the information highway must délibérations. Ainsi, on a proposé que tous les participants à

provide support for the development and production of Canadian l'autoroute de l'information donnent leur appui à la production et à content. We shall have to wait to see how these principles are translated into specific recommendations, but it is quite clear that the advisory council is proceeding down the right track.

Such an approach is consistent with the basic cultural and broadcasting policy objectives that till now have served us well. Although some regulations might at times have appeared too restrictive, the object was not to deprive Canadian consumers of choices. Rather, they favoured increased choices while ensuring there were Canadian voices among those choices. This objective remains. The challenge for the advisory council is to define realworld policy instruments or mechanisms that will ensure fair and equitable Canadian participation in the wide range of Canadian information highway products and services, in programming and in non-programming products.

Il existe une autre dimension que mes collègues et moi du Comité consultatif trouvons tout aussi fondamentale. Elle touche à la fois la dualité linguistique canadienne et la diversité de nos régions. L'auroroute canadienne de l'information face au concept de réseau de réseaux ne se veut pas une structure de mondialisation ou de nivelage. Les impératifs technologiques dictèrent, certes, des normes techniques. C'est là une question sur laquelle se penche le Comité consultatif. Toutefois, au chapitre des contenus, l'autoroute sera avant tout une structure adaptée. Il existera sans doute des services d'envergure nationale, mais l'autoroute devra aussi s'ouvrir à la recherche de nos régions et de réseaux qui reflèteront leurs besoins propres tout en leur fournissant une porte d'accès sur l'information, les marchés et les possibilités de développement économique de l'ensemble canadien et du monde entier.

La dimension linguistique est également étroitement liée à celle du contenu. L'autoroute de l'information ne peut réussir, tant sur le plan économique que social, que si elle est enrichie de contenus qui répondront aux besoins des Canadiens et reflèteront les valeurs et les symboles qui leur sont propres.

• 0930

La dualité linguistique de notre pays est une caractéristique qui nous est propre. Je ne peux donc que me réjouir de voir le projet UBI, le premier au Canada et possiblement en Amérique du Nord, tourné vers l'ensemble de la population et s'être lancé plus particulièrement sur le marché francophone. Également, le Centre de recherche informatique de Montréal, en collaboration avec Alis Technologies Inc., élabore présentement une architecture ouverte qui permettra entre autres de franciser le réseau interne.

Let me conclude, Mr. Chairman, by saying that notwithstanding that competition and consumer choice are to be the driving forces in the development of Canada's information highway, the council recognizes that some form of government support-be it direct funding, tax incentives, or levies - will be required in some cases to ensure that social policy objectives are met.

Equitable access for minority language groups, senior citizens, and the disabled is one of the issues that the advisory council is addressing.

[Traduction]

la mise au point de produits à contenu canadien. Il reste à voir comment ces principes se traduiront dans les recommandations, mais il est clair que le comité consultatif est sur la bonne voie.

Cette démarche cadre tout à fait avec les objectifs politiques reliés à la culture et à la radiodiffusion qui nous ont jusqu'ici bien servis. Bien que certains règlements aient pu sembler trop restrictifs en certaines occasions, l'objectif n'était pas de priver les Canadiens de certains choix. Il s'agissait plutôt d'augmenter les choix, tout en donnant une place à l'expression canadienne. Cet objectif demeure. Pour le comité consultatif, l'enjeu est de définir des instruments ou des mécanismes politiques réalistes, qui permettront une participation juste et équitable du Canada à une vaste gamme de produits et de services canadiens sur l'autoroute de l'information, tant dans les domaines de la programmation que dans les autres.

For my colleagues and I of the Advisory Council, another dimension is just as fundamental. It deals with our linguistic duality as well as with the regional diversity. The Canadian information highway, as a network of networks, is not meant to be a globalization or leveling structure. Some technical standards were dictated by technological imperatives. This is one issue studied by the Advisory Council. However, for its contents, the highway will be an adapted structure. There will obviously be services of a national ambit, but the highway will also have to open itself to the regions and to networks which will have their own needs. It will have to open a door to them, to give them access to information, markets, and the economical development opportunities that will exist in Canada and in the whole world.

The linguistic dimension is closely linked to the content issue. The information will not be a success, on an economical as well as social level, if it is not enriched by contents which will answer the needs of all Canadians, and which will reflect their values and their symbols.

Our linguistic duality is our country's very own characteristic. I can only rejoice in the fact that the UBI project, the first in Canada and maybe in North America, is intended for the whole population and, more particularly, the Frenchspeaking market. Furthermore, the Centre de recherche informatique de Montréal, in collaboration with Ellis Technologies, is presently developing an open architecture which will allow, among other things, a French adaptation of the internal network.

En terminant, monsieur le président, j'aimerais dire que même si la concurrence et le choix des consommateurs seront les forces qui guideront le développement de l'autoroute canadienne de l'information, le comité reconnaît qu'une certaine forme d'appui gouvernemental, que ce soit par des subventions directes, des incitatifs fiscaux ou des droits, sera nécessaire dans certains cas pour veiller au respect des objectifs politiques et sociaux.

Notre comité examine aussi la question d'un accès équitable pour les groupes linguistiques minoritaires, les personnes âgées et les handicapés.

I believe that Canada is currently very well positioned. Our existing communications infrastructure—whether it be in broadcasting, telecommunications, satellite, or wireless communications—is second to none. These sectors have in the past contributed to our economic development and have furthered our social and cultural objectives.

My colleagues and I on the advisory council see no reason why we cannot successfully move into the new information-based society while at the same time reinforcing the symbols and values that are our own

Thank you for the opportunity to share these views with you, Mr. Chairman and colleagues.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Johnston.

I would now invite Mr. Charles Dalfen, senior partner, Johnston, Buchan & Dalfen to make his remarks.

Mr. Charles Dalfen (Senior Partner, Johnston, Buchan & Dalfen): Thank you, Mr. Chairman and members of the committee. I want to thank you for the opportunity you've given me to share my views with you, and I will try to be as brief as I can.

While it may seem obvious to a committee such as this, which has been involved in a review of foreign policy, that it involves balances among contending values and objectives and that there are linkages drawn between domestic and foreign policy, this does not always appear obvious.

Perhaps the ambiguities involved were best summed up by Mackenzie King when he demonstrated the classic linkage between domestic and foreign policy and showed the balances entailed in respect of the conscription issue in World War II when he said "Conscription if necessary but not necessarily conscription." That summed up the difficulties, delicacies, and linkages that were involved in an area like this.

No more is it better illustrated than in the field of telecommunications. Yet, it's not always obvious. Sometimes it seems to me that we mistake the balances that have to be drawn for choices that have to be made between contending opposites. So in general policy debates one hears about the multilateral approach that is said to have characterized the Pearson and St. Laurent eras against the national interest approach under Prime Minister Trudeau.

Recent research, I think, illustrates amply that probably this was not a choice among opposites at all but again another example of balances that had to be made between two streams that run through Canadian foreign policy and that were indeed pursued jointly in both epochs by both prime ministers and governments. I think this is characteristic of telecommunications.

When one thinks of satellites, one notes that throughout the 1960s and early 1970s Canada was at one and the same time a full and active participant in the INTELSAT negotiations that led to the multilateral international telecommunications satellite organization and busily building its own domestic satellite. It was indeed the first country in the world to have a domestic commercial telecommunications satellite. So these were not choices that had to be made. They were two tracks that Canada was going down in this field, as in others, and one reinforced the benefits of the other, it seemed to me.

[Translation]

Je pense qu'actuellement, le Canada est en très bonne position. Nos infrastructures de communication existantes pour la radio, les télécommunications, les communications par satellite et sans fil, sont les meilleures au monde. Ces secteurs ont dans le passé contribué à notre développement économique et ont fait la promotion de nos objectifs sociaux et culturels.

Mes collègues du comité consultatif et moi-même ne voyons pas pourquoi nous ne pourrions pas entrer en toute confiance dans la nouvelle société de l'information, tout en renforçant nos valeurs et nos symboles.

Je vous remercie de cette occasion de vous présenter notre point de vue, monsieur le président, mesdames et messieurs.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Johnston.

J'invite maintenant M. Charles Dalfen, partenaire principal chez Johnston, Buchan & Dalfen à prendre la parole.

M. Charles Dalfen (partenaire principal, Johnston, Buchan & Dalfen): Merci, monsieur le président et membres du Comité. Je vous remercie de me permettre de vous présenter mon point de vue. Je m'efforcerai d'être bref.

Pour un comité comme le vôtre, qui examine la politique étrangère, il peut sembler évident que cela implique un équilibre entre des valeurs et des objectifs contradictoires et qu'il existe des liens entre la politique nationale et la politique étrangère; mais ce n'est pas toujours le cas.

Les subtilités de ce travail ont peut-être été résumées au mieux par MacKenzie King, lorsqu'il a démontré les liens entre la politique étrangère et la politique nationale et a montré l'équilibre à respecter au sujet de la conscription, pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il a dit: «La conscription si nécessaire mais pas nécessairement la conscription». Cela résume bien les difficultés et les subtilités de ce travail

Nous en avons une autre illustration dans le domaine des télécommunications. En effet, ce n'est pas toujours évident. On semble confondre l'équilibre à respecter entre certaines options et le choix à faire entre des solutions contradictoires. Dans les discussions générales sur les politiques, on parle de la démarche multilatérale qui a soi disant caractérisé l'époque Pearson et Saint-Laurent et celle de l'intérêt national, à l'époque du Premier ministre Trudeau.

Des recherches récentes démontrent clairement qu'il ne s'agissait pas d'un choix entre des solutions contraires mais plutôt d'un autre exemple d'équilibre à atteindre entre deux tendances de la politique étrangère du Canada, qui ont été utilisées simultanément, aux deux époques, par ces premiers ministres et leur gouvernement. Je pense qu'on peut dire la même chose des télécommunications.

Prenons les satellites. Pendant les années soixante et au début des années soixante—dix, le Canada participait activement aux négociations INTELSAT qui ont mené à la création d'une organisation multilatérale internationale de télécommunication par satellite, tout en construisant ses propres satellites nationaux. Nous avons d'ailleurs été le premier pays du monde à avoir notre propre satellite de communication commerciale. Il ne s'agissait donc pas de choix exclusif. Il s'agissait plutôt de deux voies parallèles que suivait le Canada, comme il le faisait dans d'autres domaines. Il me semble qu'une démarche ne nuisait pas à l'autre, au contraire.

Canada is inherently a trading nation—this is obvious, I am sure, to members of this committee—and it's a national interest that appears pretty constant to us over the decades. We are dependent on it for our economy, we're dependent on it for our GNP, and we're a nation that can't survive without a healthy trading environment. This would appear to dictate a foreign policy goal of freedom of trade to the maximum extent possible, and indeed it's a strain in Canadian foreign policy with which we're all familiar.

[Traduction]

Le Canada est par nature une nation commerciale, comme en sont certainement conscients les membres du Comité. C'est un intérêt national qui est demeuré constant pendant des décennies. Les échanges commerciaux sont nécessaires à notre économie, à notre PIB, et nous ne pourrions survivre sans un environnement commercial sain. Cette situation semble dicter une politique étrangère profondément libre-échangiste, et c'est d'ailleurs une tendance de la politique étrangère canadienne que nous connaissons tous.

• 0935

At the same time, however, there are contending goals that have to be balanced against it. I lump these under two major l'encontre du libre-échange. Je les sépare en deux principaux categories. One set of values is that which flows from a desire to protect local industries, values and resources that have to be balanced against the desire for complete freedom of trade. There are a number of examples where foreign and domestic policy-making have had to balance these. There's no better area than broadcasting to illustrate this, where a desire to protect Canadian artists, Canadian performers, Canadian producers, Canadian technical people locally, has led to restrictions on the freedom of commerce internationally in this area. It's a balance we continue to draw.

The second set of contending factors against the freedom of commerce that our national interest would appear to dictate flows from what one can call reciprocity, or fairness, or not getting taken advantage of. That is illustrated again in Canadian telecommunications policy in a number of areas. The United States put foreign ownership levels on those who could hold broadcasting licences when broadcasting first started in the 1920s. We have, of course, done the same thing with our ownership limits. Where we're not allowed to compete in other countries, we want reciprocally to ensure that we don't allow others to compete in our areas.

An illustration that I'm not sure how many of you are familiar with, but some would be, is in the area of satellites. When Telesat was first launched in the late 1960s, we, having had the first domestic satellite system, were able to provide excess capacity to the Americans. Indeed, there was a desire to have Alaska-mainland-U.S. traffic carried on Telesat, but the Americans were very careful, while permitting it, to restrict it to that which would be incidental, exceptional, and on the basis of an emergency, such that the moment they had their own domestic capacity, Telesat would have to be replaced by an American domestic satellite. That principle has reflected itself in Canadian policy as well.

Some of you are aware of the exchange of agreements that took place between Canada and the United States in the early 1970s, providing for the use of domestic satellites for transborder purposes, only in rather limited circumstances. Here again is another illustration of balancing a desire for freedom of commerce and getting on with the activities that have to be gotten on with, balanced against, in this case, reciprocity.

In communications, though, one would have thought that aiding and abetting our general instincts as Canadians for a free trading environment is the fact that communications in and of itself eliminates barriers. It's inherently a freeing kind of les

Mais il faut également tenir compte d'objectifs qui vont à groupes. D'abord, les valeurs découlant de notre désir de protéger les entreprises, les idées et les ressources locales, qui vont à l'encontre d'un libre-échange complet. Il y a de nombreux exemples de cas où la politique étrangère ou nationale a dû tenir compte d'un équilibre entre ces deux tendances. Et la meilleure illustration est certainement la radiodiffusion: Nous désirons protéger les artistes, les producteurs et les techniciens canadiens et nous avons pour cela limité la liberté des échanges internationaux dans ce secteur. Nous devons continuer à conserver cet équilibre.

Le deuxième groupe de facteur qui vont à l'encontre du libre-échange sont les considérations de réciprocité ou d'équité ou tout simplement notre désir de ne pas nous faire avoir. Nous en avons encore de nombreux exemples dans notre politique sur les télécommunications. Au tout début de la radiodiffusion, dans les années vingt, les États-Unis ont imposé des limites à la propriété étrangère des entreprises désirant détenir des permis de radiodiffusion. Nous avons bien sûr fait de même. Si nous ne pouvons pas concurrencer d'autres pays chez eux, nous voulons d'un autre côté nous assurer qu'ils ne viendront pas jouer dans nos plate-bandes.

Je vais vous en donner un exemple que vous ne connaissez peut-être pas tous. Il s'agit des satellites. Lors du lancement de Télésat, à la fin des années soixante, comme nous avions le premier système de satellites nationaux, nous avons pu offrir le surplus de capacité aux Américains, qui souhaitent utiliser Télésat pour les communications entre l'Alaska et le continent américain. Tout en l'autorisant, les Américains ont été très prudents en ne permettant que les communications exceptionnelles, extraordinaires ou urgentes, afin qu'ils puissent remplacer les communications offertes par Télésat par leurs propres services, dès qu'ils auraient leur propre satellite national. Le Canada a également adopté ce principe.

Certains d'entre vous sont au courant des ententes qui ont été conclues entre le Canada et les États-Unis au début des années soixante-dix, prévoyant l'utilisation de satellites nationaux pour des communications transfrontalières, uniquement dans des circonstances très précises. Encore une fois, on voulait arriver à un équilibre entre la liberté des échanges et l'élimination de certains obstacles, d'une part, et, la réciprocité, d'autre part.

Dans le monde des communications, toutefois, on aurait pu croire que nos instincts fondamentaux, en tant que Canadiens, en faveur du libre-échange seraient encouragés par le fait que communications représentent en elles-mêmes

those who want to restrict communications can use to their advantage as well. But I think its inherent nature is such that, particularly in the wireless mode, it flows over borders, doesn't allow for political restrictions or legal restrictions, and it's with great effort that one has to impose those restrictions. If you like, there's an added thrust in the telecommunications field to allow freedom to allow access.

It seems to me that in this field in particular the onus is on those who would seek to restrict that flow, whether it's a technological flow or an economic flow, or a cultural or information flow. Not that there may not be reasons for restricting it, again to promote local values or artists or whatever, but this should be done with great care to take account of the greater good and the greater benefit that may be lost in doing it. The balance has to continue to be drawn, and the onus is on those who would seek to restrict the flow. Being a free country just adds to that mix, of course.

Where that balance isn't carefully drawn, it seems to me that you get awkward results. You get people flouting the law. In the early 1980s when the government attempted, for example, to impose a restriction on individual satellite dishes in remote parts of the country, it simply didn't fly. Communities wouldn't accept it. The police were reluctant to enforce it. In the end the rule was changed and the government simply permitted individual access to satellite dishes, and that remains the policy.

[Translation]

technology. Some would say it's also a kind of technology that suppression des obstacles. C'est une technologie de libération. Certains diront aussi que c'est une technologie qui peut être utilisée à l'avantage de ceux qui veulent restreindre les communications. Mais je pense qu'à cause de sa nature même, particulièrement dans le cas des communications sans fil, elle traverse les frontières et permet difficilement l'imposition de restrictions juridiques ou politiques. Il faut beaucoup d'efforts pour imposer ce genre de restrictions. Autrement dit, dans le secteur des télécommunications, la liberté va encore plus de soi et l'accès est facile.

> Dans ce secteur en particulier, l'effort doit incomber à ceux qui veulent restreindre cette circulation de la technologie, de l'économie, de la culture ou de l'information. Ce n'est pas que pareilles restrictions ne puissent être justifiées. Ce pourrait être le cas, par exemple, pour la promotion de valeurs locales, d'artistes, etc. Mais il faudrait alors agir en tenant compte du bien de tous et des avantages que l'on risque de perdre. Il faut conserver l'équilibre, et l'effort doit être fait par ceux qui veulent restreindre la communication. Il faut bien sûr tenir compte du fait que nous sommes un pays libre.

> Sans cet équilibre, on n'arrive pas à de bons résultats. Certains voudront contourner la loi. Ainsi, au début des années quatre-vingt, le gouvernement a tenté de restreindre la possession d'antennes paraboliques dans les régions isolées du pays. Cela n'a pas marché. Les collectivités ne l'acceptaient pas et la police hésitait à appliquer cette loi. Au bout du compte on a changé les règles et le gouvernement a tout simplement permis la possession individuelles de ses antennes. Cette politique est toujours en vigeur.

• 0940

Another area where awkwardness develops is, for example, at customs, where certain forms of software, proprietary information, are blocked when carried in on disks or in physical form. I'm sure we've all heard of cases of people who simply go back into the other country and then telecommunicate the information via the wires. It ends up where it was meant to end up, but people have been put to great difficulty, with perhaps a bad taste left in everyone's mouth, not to mention whatever economic benefit might be sacrificed. In this area you attempt to restrict at your peril, because there are so many ways the technology itself permits you to go through the system.

Other efforts at restriction can simply lead to retaliation. Foreign ownership levels are again a good example of this. I think we in Canada imposed our own foreign ownership restrictions originally because they were imposed by the United States, for perhaps good and valid reasons. Now we've been very active in adding ownership restrictions in areas where they didn't exist before, for example in the whole area of radio common carriers, where we've now imposed foreign ownership levels, and where we now could face retaliation from others, either in direct form, with foreign ownership levels, or simply in areas they themselves hadn't covered.

D'autres problèmes d'application se posent, par exemple, aux douanes, où l'on bloque l'entrée physique, sur disquettes, de logiciels ou d'information faisant l'objet de droits particuliers. Nous avons tous entendu parler de personnes qui sont simplement retournées à l'étranger pour télécommuniquer l'information. Le résultat est le même, même s'il a fallu consacrer des efforts considérables à l'envoi des données. Tous en tirent de l'amertume, sans parler des avantages économiques qui ont pu être ainsi perdus. Dans ce domaine, on ne gagne rien à imposer des restrictions, parce qu'il existe bien des façons d'utiliser la technologie pour contourner la loi.

Par ailleurs, les restrictions peuvent mener à des représailles. Les niveaux de propriété étrangère en sont encore une fois un bon exemple. Le Canada a d'abord imposé ses restrictions relatives à la propriété étrangère parce que les États-Unis l'avaient fait, sans doute pour des raisons tout à fait valables. Depuis, nous avons ajouté des restrictions de ce genre dans de nouveaux secteurs, notamment pour les entreprises de télécommunication radio. Nous pourrions ainsi faire l'objet de représailles directement, c'est-à-dire par des restrictions sur la propriété étrangère dans d'autres pays, dans ce domaine ou dans d'autres qui ne faisaient pas encore l'objet de telles restrictions.

A good example in the United States is cable television, where we've always had foreign ownership restrictions, they haven't. But every time they feel we're putting a restriction on, in effect they raise that issue. Some congressman or senator or other will put a bill in that says cable should be entirely American owned.

So again it's the natural flow of freedom on the one hand, reciprocity on the other. Again, there may be good and valid reasons for imposing limits in every case in which they are imposed, but it seems to me the benefits have to be raised carefully.

On the plus side, I think Canada can take pride in the fact that in a number of areas we've pioneered freedom of information. One example is in the resale of telecommunication services. Canada probably now has the most liberal regime in the world in that respect, and I think it's benefiting Canadian consumers. It's providing for a level of competition in the Canadian long-distance market that is certainly reducing prices. While the final verdict is not in on a number of policy issues, we certainly are acknowledged in Europe, the United States, and elsewhere as having the most liberal regime.

We pay a price for that, of course. One of the prices is that major foreign entrants enter into our economy. American AT&T, Sprint, have entered into the Canadian arena through our liberalized rules. On the other hand, consumers may be benefiting from it. Again, the trade—offs are never perfect, but it seems to me this is an area where Canada has taken the lead.

In other areas, of course, we are perceived as somewhat restrictive. The entire area of satellite broadcasting is an example there. Our restrictions are imposed for good domestic reasons, but they are perceived as restrictions, and when we go abroad these are raised.

Similarly, relationships among manufacturers and service providers are raised. You're probably familiar with one agreement that was recently relaxed as a result of pressure from other countries.

On balance, the message I would like to leave here is that the linkages one sees between domestic and foreign policy in practically every area exist in this area as well. One can't isolate telecommunications domestically or internationally. The balances have to be drawn, and will continue to be drawn, hopefully with wisdom, on a case-by-case basis. Finally, it seems to me the onus should be on those who would restrict information, technology, the flows of goods, services, labour, and information, so we are certain the final decisions we're taking are wise ones and in the general interest.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, Mr. Dalfen.

I would now invite

à prendre la parole, madame Jocelyne Côté-O'Hara, présidente et directrice générale, Stentor Telecom Policy Inc. C'était long!

Mme Jocelyne Côté-O'Hara (présidente et directrice générale, Stentor Telecom Policy Inc.—Présentation individuelle): Oui, très long.

[Traduction]

Nous en avons un bon exemple aux États-Unis avec: la télévision par câble. Dans ce domaine, nous avons toujours imposé des restrictions relatives à la propriété étrangère, mais pas les États-Unis. Chaque fois que nous ajoutons une restriction, les Américains solèvent cette question. Un représentant ou un sénateur présente un projet de loi selon lequel tous les entreprises de câblodistribution des États-Unis devraient être exclusivement américains.

Encore une fois, il y a donc la liberté naturelle des échanges d'une part, et d'autre part, la réciprocité. Encore une fois, il peut y avoir des raisons tout à fait valables d'imposer des limites dans chaque cas, mais il me semble qu'il faut bien en peser les avantages.

Du côté positif, le Canada peut être fier d'être un pionnier de la liberté de l'information. Prenons l'exemple de la revente des services de télécommunication. Dans ce domaine, le Canada a probablement maintenant le régime le plus libéral, ce qui est tout à l'avantage du consommateur canadien. Nous avons ainsi un niveau de concurrence sur le marché des appels interurbains qui mène certainement à des réductions de prix. Nous ne savons pas encore quel sera le résultat pour certaines politiques, mais l'Europe et les États-Unis et d'autres pays reconnaissent certainement que nous avons le régime le plus libéral.

Bien entendu, nous en payons le prix. Nous avons ouvert la porte à des entreprises étrangères. La société américaine AT&T et Sprint sont entrées sur la scène canadienne grâce à la déréglementation. Mais les consommateurs en profitent. Bien sûr, tout le monde n'est pas content, mais c'est un domaine où le Canada est un chef de file.

Par contre, dans d'autres secteurs, nous sommes perçus comme étant des plus restrictifs. Il y a ainsi tout le domaine de la télédiffusion par satellite. Nos restrictions sont imposées pour d'excellentes raisons nationales, mais elles sont perçues comme des restrictions et sont critiquées à l'étranger.

De même, on soulève la question des relations entre les fabricants et les fournisseurs de services. Vous êtes sans doute au courant d'une entente qui a récemment été rejetée à la suite des pressions de l'étranger.

Finalement, ce que je voulais faire comprendre, c'est que les liens entre la politique nationale et la politique étrangère que l'on voit dans tous les autres domaines se retrouve également dans celui des communications. On ne peut pas isoler les télécommunications au niveau national et international. Il faudra arriver à des équilibres dans chaque cas, en usant espérons—le de sagesse. Finalement, il me semble que s'il y a un effort à faire, il revient à ceux qui veulent restreindre la circulation de l'information, de la technologie, du transfert des biens, des services, de la main—d'oeuvre et de l'information. Ainsi, nous serons assurés que les décisions finales seront prises judicieusement et dans l'intérêt de la majorité.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup, monsieur Dalfen.

J'invite maintenant

Mrs. Jocelyne Côté-O'Hara, Chairman and Chief Executive Officer of Stentor Telecom Policy Inc. That was very long!

Mrs. Jocelyne Côté-O'Hara (Chairman and Chief Executive Officer, Stentor Telecom Policy Inc.—Individual presentation): Yes, very long.

Le coprésident (M. Gauthier): Bienvenue, madame. Mme Côté-O'Hara: Je vous remercie, monsieur le président.

• 0945

Membres du Comité, c'est avec un énorme plaisir que je suis ici ce matin avec mes collègues. De mon côté, on m'a demandé de vous présenter quelques détails SUF télécommunications. le commerce international et financement. J'ai récemment parlé de ce sujet, plus ou moins, devant une audience à Bruxelles, audience qui avait été convoquée par The Wall Street Journal, donc par les Américains, et cela pour percer le marché européen. Ce que je vous présente, c'est ce que j'ai aussi présenté-mais modifié pour vous, évidemment, ce qui est très important—, à savoir les éléments importants des considérations canadiennes sur le côté du commerce international et sur la convergence des technologies qui se fait ici au Canada autant qu'autour du monde.

As Chuck Dalfen has just told you, Canada is one of if not the most open telecommunications market in the world. Competition in all telecommunications services is open, with the exception of basic local calling, which is a flat rate. That service remains in a monopoly, although we have, as telephone companies that I represent, proposed that this also be open.

Canadians are served, as you know, by many communication service providers—telephone companies or Telecom carriers, mobile cellular companies, cable operators, cable television operators, satellite carriers, and other enhanced service providers.

What is really changing in our environment is that customer needs are pressing on all companies. Technologies and applications are changing rapidly and the distinctions between the services provided by these varying companies is disappearing, in North America in particular but also in developing countries.

These technologies are driving what is called today the convergence of technologies or the converging environment of communications. No one is really predicting or can say what will be the shape of the industry, the size of this industry, but we know that ultimately we're in for a significant change.

The president and chief executive officer of U.S. West earlier this week addressed a Calgary audience. He predicted that telephone companies would disappear within ten years. What he's really saying is that your old telephone company won't be what it was. This revolution is not just in North America; it is global, and the stakes are very high.

In the first part of my remarks, I would like to look a little more at the North American relationship, because it's critical. As you've just heard a few minutes ago, the relationship between Canada and the U.S. is particularly close. As I strengths that we have in this country, both in terms of having done the R and D and having discovered and developed many of atouts que nous avons, tant parce que nous avons fait de la R &

[Translation]

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Madam. Mrs. Côté-O'Hara: Thank you, Mr. Chairman.

Members of the Committee, it is with great pleasure that I am here this morning, together with my colleagues. I have been asked to give you some details on telecommunications, international trade and financing. I recently spoke more or less on that subject in Brussels, in front of an audience that was brought together by The Wall Street Journal, in other words by the U.S., in order to break into the European market. What I am going to tell you is what I told them, albeit adapted for your purpose, of course, which is very important, on the important aspect of our Canadian concerns on international trade and on the technological convergence that is happening both in Canada and around the world.

Comme Chuck Dalfen vient de vous le dire, le marché canadien des télécommunications est l'un des plus ouverts, sinon le plus ouvert du monde. La concurrence est ouverte pour tous les services de télécommunications, à l'exception des services d'appels locaux de base, dont le tarif est uniforme. Ce service est encore un monopole, bien que nous ayons proposé que ce marché-là soit ouvert, à l'instar des compagnies de téléphone que je représente.

Comme vous le savez, les Canadiens ont accès à de nombreux fournisseurs de services de communication-compagnies de téléphone ou de télécommunications, entreprises de téléphone cellulaire et mobile, firmes de câbles, câblodistributeurs, compagnies de services de télécommunications par satellite, et autres fournisseurs de services dits améliorés.

Ce qui change vraiment dans notre environnement, c'est que les besoins des consommateurs exercent des pressions sur toutes les entreprises du secteur. Les techniques et leurs applications changent rapidement, et la distinction entre les services offerts par les diverses entreprises s'estompe, surtout en Amérique du Nord, mais aussi dans les pays en développement.

L'évolution des techniques est le moteur de ce qu'on appelle aujourd'hui la convergence technologique ou l'environnement convergeant des télécommunications. Mais personne ne peut prédire vraiment quelle forme notre industrie revêtra et quelle sera sa taille, mais nous savons tous que nous finirons par faire face à de profondes transformations.

Plus tôt cette semaine, le président directeur général d'U.S. West a prononcé à Calgary un discours dans lequel il a prédit que les compagnies de téléphone allaient disparaître d'ici dix ans. Ce qu'il a voulou dire, c'est que nos compagnies de téléphone actuelles ne seront plus ce qu'elles étaient. Et cette révolution ne se produira pas seulement en Amérique du Nord, car elle est mondiale, et les enjeux sont très élevés.

Dans la première partie de mon exposé, j'aimerais me concentrer un peu plus sur la relation qui existe entre les deux grands pays d'Amérique du Nord, parce qu'elle est critique. Comme on vous l'a dit il y a quelques minutes, la relation entre experienced in Brussels, Canada did not exist on the program of le Canada et les États-Unis est particulièrement étroite. J'ai pu discussion of converging technology, notwithstanding the constater à Bruxelles que le Canada n'était pas au programme des discussions sur la convergence technologique, en dépit des

the critical technologies that play, or because we are the most digitalized nation in the world. It's simply because we are small and we are in the shadow of the United States. None of this is a surprise to any of us. We're accustomed to this. But the Canadian proximity to the U.S. is critical as we look forward, as we ask ourselves what share we want to have in Canada in the growth market of these new emerging technologies—the new economy, essentially—and the role that information and communication technologies will play.

The influence from the United States comes from a variety of reasons, and proximity is one. There are more minutes of traffic exchanged between Canada and the United States than between any other two countries in the world. The United States sends more minutes of traffic to Canada than anywhere else in the world, which is quite a phenomenon when you consider the size of ourselves and the United States.

Many Canadian companies have their head offices based in the United States, and Canadian customers demand prices and services comparable to the United States. It's becoming more and more difficult to draw a definitive line between the Canadian market and the U.S. market for telecommunications and it will soon be so across oceans. Competition in all aspects of U.S. communications is accelerating.

As you've probably noticed, there is sweeping legislation now going through the Congress and being debated in the Senate. While it may not pass in the Senate because of conflicts and the shortness of time before the elections in the United States, it is anticipated that something of a dramatic nature in legislative changes will occur early next year.

• 0950

These changes are going to revamp completely the U.S. regulatory model. There will be fewer restrictions on lines of businesses available to telephone and cable companies. There will be a riskier environment for companies accustomed to getting their revenues from monopoly or tariff services. There will be massive investments, more than you've seen, intense competition, and many more mergers, acquisitions, and alliances than we read about today in the papers.

In this context we look and ask, do we have a chance, when we see the United States shaping up as it is? I think the strengths we have in Canada should not be underplayed. In situation se développer ainsi aux ÉtatsUnis. Je pense que nous some respects, although it's strange for me as a representative ne devrions pas sous-estimer les atouts dont nous disposons au of a highly regulated industry to say, we have the best regulatory Canada. A certains égards, nous avons le meilleur sytème de system. The most important reason is that we have only one. réglementation, même s'il peut sembler étrange que ce soit une The United States is whipsawed between two or three. In représentante d'une industrie aussi réglementée que la nôtre qui

[Traduction]

D et que nous avons découvert et mis au point une grande partie des techniques d'importance critique dans télécommunications d'aujourd'hui, que parce que nous sommes le pays le plus numérisé du monde. Si nous n'étions pas au programme, c'est simplement parce que nous sommes une petite puissance perdue dans l'ombre des États-Unis. Rien de tout cela ne nous a étonnés. Nous avons l'habitude. Néanmoins, le fait que le Canada soit si près des États-Unis est d'une importance critique pour l'avenir, au moment où nous demandons quelle part du marché en pleine expansion de ces nouvelles techniques émergentes—et somme toute de la nouvelle économie—nous voulons avoir au Canada, et quel rôle les techniques de l'information et des communications joueront dans ce contexte.

L'influence que les États-Unis exercent sur nous est imputable à diverses raisons, dont leur proximité. Il y a plus de minutes de communications échangées entre le Canada et les États-Unis qu'entre n'importe quel autre couple de pays du monde. Les États-Unis envoient plus de minutes de communications au Canada que dans n'importe quel autre pays du monde, et c'est proprement phénoménal, si l'on pense à la taille de notre marché et à celui des États-Unis.

De nombreuses entreprises canadiennes ont leur siège social aux États-Unis et la clientèle canadienne exige des prix et des services comparables à ceux des États-Unis. Il devient de plus en plus difficile de distinguer vraiment le marché canadien et le marché américain des télécommunications, et il sera bientôt aussi difficile d'établir cette distinction au-delà des océans. La concurrence s'accélère sous tous les aspects des communications aux États-Unis.

Vous avez probablement constaté que la Chambre des représentants est en train d'adopter à cet égard une législation d'envergure dont on discute au Sénat. Même si cette législation ne sera peut-être pas adoptée par le Sénat, en raison des conflits qui y règnent et du peu de temps qui reste avant les élections aux ÉtatsUnis, on prévoit qu'il y aura des changements législatifs importants chez nos voisins au début de l'an prochain.

Ces changements vont complètement transformer la réglementation américaine. Il y aura moins de restrictions sur les types d'activités commerciales auxquelles les compagnies de téléphone et de câble pourront se livrer. Par conséquent, les compagnies qui ont l'habitude de tirer leurs recettes de monopoles ou de services tarifés devront assumer plus de risques. On investira énormément, plus que ce qu'on l'a fait jusqu'à présent, et il y aura une concurrence intense et bien plus de fusions, d'acquisitions et d'alliances que les journaux n'en mentionnent actuellement.

Dans ce contexte, nous étudions la situation et nous nous demandons si nous avons une chance, car nous voyons la Canada we have come to terms with the fact that this country le dise. La principale raison de la qualité de notre système, c'est

can best be served by one regulatory jurisdiction. I would be pleased que nous n'en avons qu'un. Les ÉtatsUnis sont aux prises avec deux to elaborate on that in questions, if you wish.

In my remaining moments, I want to go over what the FTA. the NAFTA, and the GATT have done to telecommunications in terms of trade. Neither the free trade agreement nor NAFTA really changed much of what has been going on between the countries for decades. It did liberalize or eliminate duties on telecommunications equipment, telephone switches, and circuit boards, and it opened up what is referred to as "enhanced services," value-added services, for total competition in the three countries. But it has not changed much of what has been the rule in the past, which is that each country decides for itself what will be the established rules for entry and market access.

Practices vary from country to country. A lot more has happened psychologically in this field of telecommunications under the trade agreements than in actual provisions of these two agreements.

On the GATT side, there was much to-ing and fro-ing about developing a trade in telecommunication and computer services annex. It was approved, as you know, essentially providing new ground rules in transparency and making sure a variety of rules were standardized across nations. But it didn't come to grips with the critical issue, which is market access.

The decision to continue negotiations in that field for the next couple of years is critical to Canada, because as we have said, we have the most open market in the world. Trade is critical to us, and will be in this field as well, and market access will be critical to us in our future. These negotiations are just about to begin.

Now, how does Canada do relative to other nations? A recent study was done by Mesa Research in the United States, comparing Canada with France, Germany...the seven most industrialized countries, including Singapore, which is well known as a very advanced telecommunications and communications country, the U.K., the United States, and so on. In the analysis of varying areas such as investment, financing, regulatory environment, digitalization, Canada fared exceedingly well. In fact, we're regarded as the best in the world in quality of service. We are the best in the world in technology deployment, digitalization, and fibre optics. We have the greatest penetration of countries, where we are, as you know, in the high 90s; 98% to 99%.

Where we lag, and where we're not so good, unfortunately,

[Translation]

ou trois systèmes différents. Au Canada, nous avons accepté l'idée que notre pays ne peut être mieux servi que par une seule compétence en matière de réglementation. Je me ferai un plaisir de vous donner une complément d'information là-dessus au cours de la période de questions, si vous voulez.

Je voudrais consacrer le reste de mon temps à vous parler des conséquences commerciales de l'ALÉ, de l'ALÉNA et du GATT dans le domaine des télécommunications. Ni l'ALÉ, ni l'ALÉNA n'ont vraiment beaucoup changé les habitudes établies depuis des décennies entre les pays signataires. Les deux accords ont libéralisé ou éliminé les droits sur l'équipement de télécommunications, les commutateurs téléphoniques et les plaquettes de circuits, en ouvrant le marché des services dit «améliorés» c'est à dire des services à valeur ajoutée, au libre-jeu de la concurrence entre les trois pays. Néanmoins, ils n'ont pas changé grand chose à ce qui était la règle jusqu'alors, c'est à dire à ce que chaque pays décide de lui-même quels seront les règles établies pour l'entrée et l'accès à son marché.

Les pratiques varient selon les pays. Dans le domaine des télécommunications, les accords de libre-échange ont eu des effets psychologiques beaucoup plus importants que les effets pratiques de leurs dispositions.

En ce qui concerne le GATT, on a longuement discuté du commerce des télécommunications et des services informatiques. Le concept a été approuvé, comme vous le savez, et il signifie fondamentalement que nous avons de nouvelles règles de base qui garantissent la transparence et l'uniformisation des diverses régles adoptées par différents pays. Pourtant, le GATT ne s'est pas attaqué à la question critique de l'accès aux marchés.

La décision qui a été prise de poursuivre les négociations dans ce domaine pendant les deux prochaines années est d'une importance critique pour le Canada parce que, comme nous l'avons dit, notre marché est le plus ouvert du monde. Le commerce est d'une importance critique pour nous, et il le sera dans ce domaine-là aussi bien que dans les autres, de sorte que l'accès aux marchés sera lui aussi d'une importance critique pour notre avenir. Ces négociations sont sur le point de commencer.

Comment la performance du Canada se compare-t-elle à celle des autres pays? Mesa Research des ÉtatsUnis a récemment réalisé une étude comparant le Canada avec la France, l'Allemagne... les septs pays les plus industrialisés du monde, y compris, Singapour, un pays réputé pour ses télécommunications et ses communications très avancées, le Royaume-Uni, les ÉtatsUnis, et ainsi de suite. Le Canada se distingue dans des domaines comme l'investissement, le financement, la réglementation et la numérisation. En fait, notre pays est considéré comme le meilleur du monde pour la qualité du service. Nous sommes les meilleurs du monde pour le déploiement technologique, la numérisation et les fibres optiques. Nous avons le taux de pénétration le plus élevé de tous les pays du monde, avec 98 à 99 p. 100.

Là où nous prenons du retard et où notre performance is in the areas characterized as the investment climate and the n'est pas aussi enviable, malheureusement, c'est dans les regulatory climate areas. On the investment side, we particularly domaines définis comme le climat d'investissement et le climat need to address the one critical area of telecommunications that de réglementation. En ce qui concerne l'investissement, nous

could allow for springboarding into new markets, and that is the avons surtout besoin de nous pencher sur un secteur critique des capital recovery rates that exist in Canada. They are very, very much behind those of other countries. We're the lowest. For example, recovery rates for digital switches in Canada is 18,75 years; in Japan it's 6 years; 8 years in Singapore; 10 years in France: 15 years in the States; and so on.

Fibre optic cable investment is recovered over 20 years in Canada, while France and Japan recover in 10 and 15 years. So there is a gap Canada, tandis qu'il est de 10 ans en France et de 15 ans au Japon. that has to be adjusted.

Finally, I'd like to say that culture and sovereignty have become very critical to our future in telecommunications because of this converging issue. Companies are going to be reclaiming or refocusing themselves into new industries referred to as multimedia. We certainly believe that this multimedia field is going to show great promise for Canada and for the cultural sector, particularly if we have an open network of networks that's interconnected, interoperable in this country, which will stimulate the creation of products and services that we can export to Europe and to the United States, and in fact around the world.

I welcome the questions. I think that we in the telecommunications industry consider that we're on the threshold of great things. Let's be in the 20th century what we were in the 1950s and 1960s in the fields of communications. Thank you.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, madame O'Hara, J'inviterais maintenant M. Paul-André Comeau, président, Commission d'accès à l'information, à prendre la parole.

M. Paul-André Comeau (président, Commission d'accès à l'information—Présentation individuelle): Merci, monsieur le président.

Madame et messieurs les parlementaires, je vous remercie de m'avoir invité et de me permettre de vous faire part de quelques remarques. Il y a quelques temps, pour qualifier l'état du monde au lendemain de la disparition du mur de Berlin, un auteur français a parlé du nouveau Moyen-âge. Or, la conjugaison de l'informatique et des télécommunications aujourd'hui nous incite, je pense, à faire un pas en avant. On peut imaginer le profil d'une nouvelle Renaissance sans doute inédite.

La circulation de l'information, car c'est de cela dont il s'agit, reprend sur un mode différent le poids de l'invention de Gutenberg à l'orée de la première Renaissance. Il s'agit là bien sûr du prolongement de l'une des thèses d'un autre auteur. canadien celui-là. On commence à mieux évaluer, après avoir subi ses premières conséquences, ce qu'on appelle maintenant l'«effet CNN». Il y a à cet égard des études, des recherches dont on dispose.

Mes propos, aujourd'hui, porteront davantage sur une tentative de contribution à votre réflexion sur l'impact au niveau de la politique étrangère des innovations dans le domaine des communications au chapitre du transfert de l'information, et de façon plus précise, de l'information de caractère personnel, une réflexion qui à mon point de vue va un peu au-delà des paramètres traditionnels de la politique étrangère. Bien sûr citizens. That is very clear. But we must realize that safety l'État, tout État moderne, a comme mission d'assurer la includes more than simple physical well-being and that it will

[Traduction]

télécommunications qui nous permettrait de nous lancer dans de nouveaux marchés, et ce secteur est celui des taux de recouvrement du capital. Ces taux sont très nettement inférieurs à ceux des autres pays. Nous nous classons au dernier rang à cet égard. Par exemple, le seuil de rentabilité pour les commutateurs numériques au Canada est de 18,75 ans; au Japon il est de 6 ans; à Singapour, 8 ans; en France, 10 ans; aux États-Unis, 15 ans; etc.

Le seuil de rentabilité pour les fibres optiques est de 20 ans au Il y a donc un écart qui doit être comblé.

Enfin, j'aimerais dire que la culture et la souveraineté sont devenues des facteurs critiques pour l'avenir télécommunications à cause de cette question de convergence. Des entreprises vont commencer à se réorganiser ou à se concentrer sur de nouvelles industries qu'on appelle les multimédias. Nous croyons certainement que ce secteur des multimédias est très prometteur pour le Canada et pour le secteur culturel, surtout si nous avons un réseau ouvert de réseaux qui sont interconnectés et interopérables, car cela stimulera la création de produits et de services que nous pourrons exporter en Europe et aux États-Unis, et, en fait, partout dans le monde.

Je vous invite à me poser des questions. Je crois que nous qui travaillons dans l'industrie des télécommunications pensons que nous allons vers de très grandes choses. Soyons au XXe siècle ce que nous étions dans les télécommunications dans les années cinquante et soixante. Merci.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mrs. O'Hara. will now call upon Mr. Paul-André Comeau, President of the Commission d'accès à l'information.

Mr. Paul-André Comeau (President, Commission d'accès à l'information-Individual presentation): Thank you, Mr. Chair-

Ladies and gentlemen, members of Parliament, thank you for having invited me to come and share some of my thoughts with you. Some time ago, a French author used the words New Middle Ages to describe the state of the world following the fall of the Berlin Wall. I believe that we must move forward now because of the stage we are at in computers and telecommunications. I think that we will see an unprecedented new Renaissance.

The flow of information-because that is what we are talking about—is similar in its importance to Gutenberg's invention at the dawn of the first Renaissance. This of course is based on the thoughts of another author-a Canadian author. We have begun to better assess, after having experienced some of its repercussions, what is now called the "CNN effect". Several studies and research papers in that area are now available.

Today, I would like to contribute to your reflections on the impact on foreign policy of innovations in communications dealing with the transfer of information, and more specifically, the transfer of personal information; these reflections extend beyond the traditional parameters of foreign policy. Of course, the state, any modern state, must ensure the safety of its

sécurité de ses citoyens. Aucun doute à cet égard. Mais il faut se include, more and more, intellectual and spiritual well-being, what rendre compte que la sécurité va au-delà du simple bien-être is generally called in the West, the right to privacy. physique et qu'elle comporte, et qu'elle comportera, de plus en plus des dimensions intellectuelles et même spirituelles, notamment ce qu'on appelle globablement en Occident, le respect de la vie privée.

Le professeur Dalfen, tout à l'heure, a parlé de l'équilibre à établir entre un certain nombre de valeurs et de tendances différentes. Je pense que cet équilibre doit aussi incorporer d'un côté l'accès à l'information, mais de l'autre, le respect de la vie privée. Il ne s'agit pas là d'une dimension purement nationale, mais d'une dimension qui rejoint les relations entre États, donc la politique étrangère.

Vous me permettrez d'insister sur deux exemples, l'un déjà abordé par M. Johnston, l'autoroute, mais je voudrais aussi attirer votre attention sur les impacts vraisemblables de l'utilisation des techniques nouvelles comme celles de la carte à microprocesseur, la carte savante, la smart card ou la carte à puce selon le terme qu'on lui désigne.

Quand on parle de l'autoroute de l'information pour le moment, on nage-il faut bien le reconnaître-dans une science fiction théorique. Évidemment, on commencera à y voir plus clair comme l'a signalé M. Johnston, lorsque l'expérience UBI à Chicoutimi sera mise en place. On pourra voir concrètement les avantages, l'utilité et aussi les problèmes de la concrétisation de ce que planifient et imaginent les techniciens et les informaticiens. Mais il est évident que nous avons besoin d'une réflexion immédiate sur le contenu de ce qui circulera dans ces autoroutes.

1000

Il y a à cet égard un débat qui a été engagé aux États-Unis, en Europe et un peu partout. Au Canada le débat est plus lent sur ce point. On a vu aux États-Unis comment les Américains ont été intrigués par le projet de la Maison blanche d'utiliser le système Clipper pour le chiffrage de l'information sur ces fameuses autoroutes. Ici, le débat est demeuré à peu près latent, pour ne pas dire plus.

Quel sera le sens, quelle sera l'utilité pour les citoyens de cette autoroute, et je précise pour le simple citoyen et non plus simplement pour les entreprises? À qui sera dévolue la propriété de l'information qui circulera là-dessus? Il s'agit de renseignements importants, de renseignements qui vont nous rejoindre inévitablement. Prenons un cas précis. Il est vraisemblable que peu de temps après sa mise en fonctionnement, l'autoroute permettra de faire des achats. Mais comment allons-nous régler le problème de l'achat de médicaments à la pharmacie par l'utilisation de l'autoroute électronique? Vous imaginez la sensibilité des renseignements qui vont circuler sur l'autoroute électronique.

J'ai en tête une image qui est bien sûr une image imparfaite. Il nous a fallu 70 ans après l'invention de l'automobile pour songer à inventer et à utiliser la ceinture de sécurité. Est-ce qu'au moment où nous nous engageons dans une aventure phénoménale comme celle de l'autoroute électronique, il nous faudra aussi attendre un certain nombre d'années avant de songer à une forme de sécurité? Je pense que l'image est even though it is imperfect. fondamentale, même si elle est imparfaite.

[Translation]

Earlier on, Professor Dalfen talked about the balance that had to be struck between values and various trends. I think this balance must include access to information on the one hand, but on the other hand, the right to privacy. This is not purely a national concern, it is also a concern that involves relations between States, and therefore foreign policy.

I would like to draw your attention to two examples. One was already raised by Mr. Johnston, the information highway, but the other involves the possible impact of the use of new techniques such as microprocessor cards, smart cards or chip cards, depending on which term is used.

When we talk about the information highway, we must admit that we're swimming in theoretical science fiction. Of course, as Mr. Johnston pointed out, this will soon all become clearer, when the UBI experiment is set up in Chicoutimi. We will have the opportunity of seeing the concrete advantages, use and also the problems of the practical outcome of what our technicians and computer experts have been planning and creating. Obviously, however, we need to reflect now on the content of what will travel on these highways.

Discussions regarding this have already begun in the United States, in Europe, more or less everywhere. In Canada, debate has been slower. In the States, we saw how intrigued the Americans were with the White House's project to use the Clipper system to encode information on these infamous highways. Here, the debate has been almost dormant, to say the least.

What will this highway mean to people and how will it be useful? I'm talking about average people and not only businesses. Who the information travelling on this highway belong to? There will be important information, information that will inevitably involve us. Let us take a specific case. It is quite possible that soon after it is running, the information highway will be able to be used to make purchases. How will we deal with the problem of buying medication at the pharmacy via the information highway? You can imagine the sensitivity of the information that will be travelling on the information highway.

I have an image in my mind, an imperfect image of course. After inventing the automobile, it took us 70 years to think about inventing and using safety belts. Now that we are undertaking an enterprise as phenomenal as the information highway, will we also have to wait a number of years before thinking about safety measures? I think that this is a vital image to think about,

Il ne s'agit pas ici d'un débat théorique engagé par mes collègues commissaires à la protection de la vie privée. Il s'agit là d'une question de politique internationale. Elle a été engagée très clairement aux États-Unis au début de l'année lors des audiences régionales, présidées par le vice-président Gore, précisément sur l'autoroute électronique; et on a vu lors de ces audiences régionales, comment cette question d'équilibre entre l'accès à l'information et le respect de la vie privée, sur ces futurs autoroutes, était au coeur des préoccupations, non seulement des citoyens mais aussi des entreprises.

C'est également une question qui a été abordée très clairement dans le Livre blanc déposé à la Commission européenne par M. Bangemann, voilà quelques mois, où il affirme très clairement la nécessité sur les autoroutes envisagées par les Européens, d'assurer lui aussi cet équilibre. Il y a donc un certain nombre de réflexions qui sont en cours sur le plan international quant à l'intercommunication des autoroutes et à la circulation de l'information sur ces autoroutes qui, je pense, nous imposent en tant que Canadiens, la réflexion et la nécessité de songer à une forme d'harmonisation pour assurer cette circulation sécuritaire de l'information.

Dans un même ordre d'idées, les cartes à microprocesseur, citoyens sous forme expérimentale et seront demain la denrée quotidienne. Par exemple, à compter de janvier prochain, 60 à 70 millions d'Allemands recevront une carte-santé munie de ce microprocesseur qui contiendra une partie de leur dossier médical. Il ne s'agit pas d'une expérience mais vraiment d'une mise en oeuvre à vaste échelle de l'une des technologies de cette carte qui contient le dossier médical sous forme de l'équivalent containing information about the health problems of these people. de huit pages classiques d'information qui relatent les problèmes de santé de chacune des personnes.

Évidemment, la carte à microprocesseur ne va pas se limiter et ne se limite pas déjà au seul domaine de la santé. Déjà, par the health sector. Already in France, for example, several banks exemple en France, beaucoup de banques, d'institutions and banking institutions have replaced the traditional bank bancaires ont remplacé le carnet traditionnel par cette petite books with a small portable card the size of a credit card. There carte portable de la dimension d'une carte de crédit. Il y a donc are therefore many ways in which it can be used and this is the de multiples usages, et c'est évidemment en ce sens que way that several States and businesses will be going. However s'orientent une foule d'entreprises et d'États. Mais ces cartes, powerful these cards may be, however, they also contain toutes puissantes qu'elles soient, contiennent aussi des extremely personal information. Few people would want renseignements extrêmement personnels. Peu de personnes sont someone who normally does not have access to their medical intéressées à ce qu'un individu, qui n'y pas accès, puisse connaître information, to be able to have that access. I think that is true for le contenu de leur dossier médical. Je pense que c'est à peu près everyone. évident pour tout le monde.

[Traduction]

This is not just a theoretical debate started by my commissioner colleagues involved in the protection of privacy. This is an international policy issue. It is a debate that very clearly began in the United States at the beginning of the year, when regional hearings chaired by Vice-President Gore were held regarding the information highway. During these regional hearings, it was clear that a balance between access to information on these future highways and respect for privacy, was the main concern, not only of the people but also of businesses.

This issue was also raised very clearly in the White Paper tabled at the European Commission by Mr. Bangemann a few months ago, in which he states very clearly that this balance must be ensured on the highways being considered by the Europeans. Thus, there is a certain amount of reflection taking place on an international level regarding intercommunication of these highways and the information travelling on these highways. Therefore, as Canadians, we must also reflect upon this and consider harmonization measures to ensure that the information on these highways is safe.

Another related area is that of microprocessor cards, these les fameuses smart cards, sont déjà des réalités pour certains famous smart cards, which are already a reality for some people on an experimental basis and which, in the future, will be readily available. For example, starting next January, 60 to 70 million Germans will receive a health card with this microchip that will contain some of their medical information. This is not an experiment; it is the implementation on a broad scale of cuttingedge technology. Already in the Rimouski area in Ouebec, about pointe. Déjà dans la région de Rimouski au Québec, une dizaine de 10,000 people will be given, on an experimental basis of course, a milliers de citoyens sont porteurs, à titre expérimental bien sûr, de card that contains the equivalent of eight pages of their medical file

Of course, these smart cards will not only be restricted to

• 1005

Il y a donc nécessité de réfléchir. L'utilisation de la technologie n'entraîne pas, ne doit pas entraîner un changement de régime en ce qui concerne les droits fondamentaux des citoyens. La technologie ne doit pas primer, mais elle doit servir. Or, il faut bien se rendre compte que l'utilisation de ces cartes oblige et amène, comme l'a souligné l'un de nos intervenants ce matin, la mondialisation de the globalization of information. l'information.

So we have to think about this. The use of technology does not mean, and it must not mean, a change in the protection of the fundamental rights of citizens. Technology must not override this, but it must be used. Yet, as one of the speakers mentioned this morning, we must realize that the use of these cards will bring about

Actuellement, l'Union européenne à Bruxelles étudie le projet d'une carte-santé d'urgence pour permettre aux citoyens des 12 et demain, des 16 de l'Union européenne, de circuler et d'être traités partout en Europe grâce à cette carte d'urgence qui contiendra les renseignements fondamentaux: allergie, passé médical majeur, groupe sanguin, etc. Est-ce que le Canada peut se permettre de ne pas être dans cette mouvance également?

Bien sûr, l'utilisation de ces cartes oblige la mise en place d'une harmonisation, ne serait-ce qu'élémentaire. Et mes réflexions nous obligent, je pense, à aller au-delà de la dimension locale traditionnelle en ce qui concerne l'utilisation des technologies. Nous l'avons fait, on l'a répété tout à l'heure, dans le domaine des télécommunications. Il faut le faire maintenant dans ces technologies qui rejoignent directement le citoyen, non plus simplement sur le plan culturel par les ondes, mais dans sa vie précise.

Je pense que le principe fondamental qui doit être mis de l'avant c'est que la circulation de l'information doit prendre en compte les droits des citoyens; et la politique étrangère doit s'élargir à cette dimension nouvelle qui résulte, bien sûr, des progrès de la technologie. L'État a des obligations dans ce domaine, comme il a des obligations dans le maintien d'un certain équilibre, d'un équilibre assuré entre l'entreprise privée et ce qui lui est son domaine propre. L'État doit donc favoriser la circulation de l'information tout en protégeant les droits des citoyens. Et cette réflexion doit être engagée de façon politique et non pas simplement technique comme c'est le cas actuellement. Nous ne sommes plus à l'âge des frontières imperméables, au contraire. Tout circule et tout nous rejoint directement. Pour le moment il nous faut, je pense, élargir cette dimension.

Aux États-Unis, on remarque, et on l'a souligné dans un autre domaine, que chaque fois que des percées technologiques sont faites au chapitre de la circulation de l'information, des membres du Congrès déposent à Washington des projets de loi précisément pour tenter d'assurer cet équilibre entre l'accès à l'information sur ces autoroutes, ou sur tout autre réseau, et le respect des principes fondamentaux dont celui de la vie privée. Le demier de ces projets de loi a été déposé par un congressiste de l'État du Maine, voilà quelques mois.

En Europe également, l'Union européenne multiplie les études à cet égard sur cet équilibre à établir. Je pense qu'il faut-et je me réjouis de voir votre démarche—que le débat sur la politique étrangère du Canada englobe également cette circulation de renseignements personnels parce qu'il s'agit d'une donnée importante, mais parce qu'il s'agit aussi de la traduction à cet égard du respect des droits des citoyens.

Je vous remercie.

Le coprésident (M. Gauthier): J'inviterais maintenant M. Robert Anderson, professeur, École des communications à l'Université Simon Fraser, à prendre la parole.

M. Robert Anderson (professeur, Université Simon Fraser—Présentation individuelle): Merci, monsieur le président pour ty—individual presentation): Thank you, Mr. Chairman. m'avoir donné la parole.

[Translation]

Currently, the European Union in Brussels is studying a project involving an emergency health card that would allow citizens of the 12 countries, and later the 16 countries, of the European Union to be able to travel and be treated anywhere in Europe with this emergency card, which will contain their basic data: allergies, important medical history, blood group, etc. Can Canada afford not to move in this direction as well?

Of course, we need at least a basic level of harmonization in order to use these cards. I think that our thinking must extend beyond our traditional local parameters when the use of technology is involved. As pointed out earlier, we did this for telecommunications. We must now do it for technology that directly affects people, no longer simply on a cultural level on the airwayes. but in their private lives.

I think that the fundamental principle that must guide our thinking is that the circulation of the information must take into account the rights of citizens and foreign policy must expand to include this new dimension which is, of course, an outcome of the progress of technology. The State has a responsibility in this area, just as it has a responsibility to ensure a balance between private enterprise and the State's jurisdiction. The State should encourage the circulation of information while protecting the rights of its citizens. This must be a political debate, not just a technical debate, as it is currently. We no longer live within impermeable borders, on the contrary. Everything travels and everything affects us directly. I think we have to broaden this debate.

In the United States, just as mentioned in regard to another area, every time there are technological advances in the circulation of information, members of Congress table bills in Washington in an attempt to ensure this balance between access to information on these highways, or on any other network, and respect for the fundamental principle of privacy. The most recent of these bills was tabled by a Congressman for the State of Maine a few months ago.

In Europe as well, the European Union has been undertaking a variety of studies on this necessary balance. I think that the debate on Canada's foreign policy—and I am pleased to see what you are doing-must also include the availability of personal information because it is an important issue, but also because it concerns respect for the rights of citizens.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I will now call upon Professor Robert Anderson of the Faculty of Communications at Simon Fraser University.

Mr. Robert Anderson (Professor, Simon Fraser Universi-

Je crois que vous êtes, vous et vos collègues, très courageux d'inviter non seulement un groupe comme nous, mais vous avez aussi une longue liste de Canadiens qui veulent cet été vous soumettre leurs valeurs, leurs idées et leurs recommandations. J'ai repassé hier soir, dans ma chambre d'hôtel, les témoignages de la journée des new actors in foreign policy. Je crois que c'est un travail vaste pour votre Comité. Je vous souhaite bonne chance.

I would like to put my remarks this morning in the form of recommendations to you, if you will allow me to do that. At a convenient date I will make the text I have prepared available to the members of the committee.

I should just preface my remarks by saying that I'm very pleased there's such a mixture of voices here because I'm going to take a slightly different path from my colleagues. I hope that will provide j'aborderai la question sous un angle légèrement différent, J'espère another window for the discussion.

When I was telephoned and invited to meet with you, I was in a small village in France. It was July 14, and we were seeing firsthand the celebration and self-confidence that is so characteristic around the 14th, that sense of being French and having a certain identity despite all the internal and very passionate disagreements in France, this enormous focus and centralized vision of a country that is rather unlike the Canadian vision, which is a vision of a country much smaller, of course, but also much more dispersed and more variable.

When I was flying home from Heathrow just a few days ago, I sat with a group of visitors to Canada, all for the first time. They were from France and Holland. We had, as you do when you spend 10 hours in the air, ample time for discussion.

We were served a very second-rate French wine. This was on a well-known Canadian airline. One of them turned to me and said that he thought Canada makes wine. I said that it does and some of it's not bad. So he was very puzzled why that wasn't being served.

Then, as time went on, they showed a very second-rate Hollywood movie, which after about 30 minutes put everyone to sleep. This was daytime so it was not a night flight in that sense. One of them who knows something about Canada said that he had seen Canadian films. He asked whether we had any more or if that was the only one we made.

This led to a lot of discussion with these people en français. Also, the Dutch, as you know, are trilingual, so we had a lot of discussion. I had to admit to them, under a challenge, that in a certain sense by doing this—this is just an ordinary, normal, everyday Canadian experience for us -- in a way we are carriers but we don't do content. That's the conclusion they were prepared to come to. That's the challenge they put to me.

These are people with whom we have made efforts to have Canada understood. Indeed, they know we make wine, films, and all sorts of things. So in a way the discussion was all about our confidence in our products, our abilities, and our achievements.

[Traduction]

I think that you and your colleagues are very brave for having invited not only a group such as ours, but also the long list of Canadians who want to talk to you this summer about their values, their ideas, and their recommendations. Yesterday evening, in my hotel room, I read the day's testimony regarding new actors in foreign policy. I think this is a vast undertaking on the part of your Committee and I wish you good luck.

Si vous me le permettez, je formulerai mes observations sous forme de recommandations. Lorsque ce sera possible, je mettrai le texte que j'ai préparé à la disposition des membres du comité.

Pour commencer, permettez-moi de dire que je suis très heureux de voir une telle gamme d'opinions puisque, pour ma part, que cela ouvrira d'autres avenues à la discussion.

Lorsqu'on m'a téléphoné pour m'inviter à vous rencontrer, j'étais dans un petit village de France. C'était le 14 juillet, et nous étions aux premières loges pour voir les célébrations et constater la confiance si caractéristique qu'ont les Français en eux-mêmes à cette date, leur sentiment d'identité malgré les désaccords intérieurs très passionnés qui règnent au pays et, contrairement à ce qui se passe au Canada, leur vision précise et centralisée de ce qu'est leur pays. Ici, la vision que nous avons de notre pays est plus petite, bien sûr, mais également plus éparpillée et plus variable.

Dans l'avion que m'a ramené de Heathrow, il y a quelques jours à pense, j'étais assis avec un groupe de touristes français et hollandais qui se rendaient au Canada pour la première fois. Puisque nous devions passer dix heures dans l'avion, nous avons amplement eu le temps de discuter.

Nous volions sur les ailes d'une compagnie aérienne canadienne bien connue. Comme vin, on nous a servi une piquette française. L'un des visiteurs s'est tourné vers moi et m'a dit qu'il croyait que le Canada produisait du vin. Je lui ai répondu que c'était le cas et que certains de nos vins n'étaient pas mauvais du tout. Il était très étonné de voir qu'on ne nous avait pas servi du vin canadien.

Puis, plus tard, on nous a projeté un film américain de deuxième ordre, qui a endormi tout le monde après 30 minutes. Il ne s'agissait même pas d'un vol de nuit. L'un des passagers, qui avait certaines connaissances sur le Canada, a dit qu'il avait déjà vu un film canadien. Il a demandé si nous en avions d'autres ou si c'était le seul que nous avions tourné.

Tout cela a donné lieu à une grande discussion avec ces gens, en français. D'ailleurs, comme vous le savez, les Hollandais sont trilingues, ce qui nous a permis de bien discuter. Mis au défi, i'ai bien dû avouer que cette facon de procéder, qui est tout à fait ordinaire et normale dans la vie quotidienne des Canadiens, montre que nous sommes fort capables de transporter et de transmettre la production des autres, mais que nous avons de la difficulté à fabriquer notre propre produit. C'est la conclusion à laquelle ils en étaient arrivés et c'est le défi qu'ils me lançaient.

Ce sont là des gens auprès de qui nous avons fait des efforts pour faire mieux connaître le Canada. En fait, ils savent que nous faisons du vin, des films et toutes sortes de choses. La discussion a donc porté sur la confiance que nous avons en nos produits, en notre capacité et en nos réalisations.

So what I want to do a little bit this morning is to turn that discussion towards the way in which Canadians are going to have to negotiate over the next 100 years. We already live in a world in which negotiation, as communication, is the central and unavoidable technique.

• 1015

I want to talk a little bit about the role of Canadian identities and convergence of comunication technologies in this kind of negotiation.

Put in its most simple form, my brief to you is that the conduct of foreign affairs requires continuous negotiation and that negotiating environments change constantly, thus posing certain risks. Negotiation requires intelligent Canadian actors who understand communication, who understand risk, and who understand the game of national identities. Negotiation requires a climate of support of broad public understanding for the actors directly involved in foreign relations. Negotiation involves a grasp of the dimensions of national identities, because the others apply them to us, and we apply them to the others. We apply national identity calculations even to ourselves. We cannot overcome this limitation, but we can influence it. We in a certain sense must have constructive engagement with the stereotypes of us and them.

Finally, my suggestion is that changes in communication, which we have just heard eloquently described, alter the space and time dimension of foreign relations by breaking boundaries down and speeding processes up. Nevertheless, the effective conduct of foreign affairs requires patient understanding of the importance of boundaries and of time, even in relatively small places.

I think you may recall in the report of the Brundtland commission about six years ago that they estimated, at that time, that there were roughly 6,000 multilateral negotating meetings occurring in the world annually at that time-1987-88. If we took a conservative growth for that, maybe 15%, and raised that to the current...around 7,000, perhaps adding in the kind of negotiating meetings that occur between the private sector involving government players, perhaps arbitrarily reaching a number of, say, 10,000 a year—I think that would be a conservative, a careful figure—it would give us a little more than 30 multilateral negotiating meetings occuring every day somewhere in the world, on some topic or other.

This negotiation is always cross-cultural and it always involves the play, or the game, or the interplay of national identities. National identities, of which we have some, involve the imaginary Canadian, the imaginary French person. It involves stereotypes; it involves a kind of realistic calculation, particularly with respect to power differentials, and they come in very many sizes.

We have, for example, next to us a paradigm of openness. The American national cultural life and identity in the foreign relations sphere is particularly open, particularly transparent; perhaps the paradigm case of being accessible, understandable, and informal.

[Translation]

Ce matin, par conséquent, j'aborderai la discussion sous l'angle de la facon dont les Canadiens devront négocier au cours des 100 prochaines années. Nous vivons déjà dans un monde dans lequel la communication est axée sur ce pivot incontournable que représente la négociation.

Permettez-moi de parler un peu du rôle de l'identité canadienne other national identities, and the role of communication and the et des autres identités nationales, du rôle des communications et de la convergence des technologies de communication dans ce type de négociations.

> Pour résumer mon témoignage à sa plus simple expression. je dirai que la conduite des affaires étrangères nécessite des négociations permanentes et que le climat de négociation évolue constamment, ce qui pose certains risques. Pour négocier, nous devons avoir des intervenants canadiens intelligents comprennent la communication, le risque et le jeu des identités nationales. La négociation exige que le grand public appuie et comprenne les acteurs qui jouent sur la scène des relations étrangères. La négociation suppose la compréhension des principes qui sous-tendent les identités nationales, puisque les s'appliquent mutuellement ces principes. négociateurs D'ailleurs, nous nous appliquons même à nous-mêmes des calculs d'identité nationale. Il n'est pas possible de surmonter cet obstacle, mais il est possible de l'influencer. Dans une certaine mesure, nous devons utiliser de facon constructive les stéréotypes du «eux» et du «nous».

> Enfin, je dis que les changements dans les communications, que l'on vient de nous décrire de façon si éloquente, modifient la dimension temporelle et spatiale des relations étrangères en abolissant les frontières et en accélérant les processus. Néanmoins, pour conduire les affaires étrangères de façon efficace, il faut être patient et comprendre l'importance des frontières et du temps, même dans des pays relativement petits.

> Il y a six ans environ, en 1987-1988, dans le rapport de la Commission Brundtland, on avait estimé qu'il y avait environ 6 000 réunions de négociations multilatérales au monde chaque année. En supposant une croissance prudente, peut-être de 15 p. 100, et en l'appliquant à ce chiffre, cela signifie qu'il y a environ 7 000 réunions par année, 10 000 si l'on y ajoute les négociations du secteur privé auxquelles participe gouvernement—je crois que c'est une estimation assez prudente. Cela veut dire qu'il v a un peu plus de 30 séances de négociations multilatérales chaque jour, quelque part au monde, sur un sujet ou un autre.

Toujours interculturelle, cette négociation met nécessairement en cause la relation entre les identités nationales. Les identités nationales, et nous en avons quelques-unes, font appel à l'imaginaire canadien, à l'imaginaire français. Elles comprennent des stéréotypes, une sorte de calcul réaliste, surtout en ce qui a trait aux différences de pouvoir, qui sont extrêmenent variées.

On constate, par exemple, chez nos voisins, un paradigme d'ouverture. Dans leur vie culturelle nationale et dans l'identité qu'ils projettent dans la sphère des relations étrangères, les Américains se montrent particulièrement ouverts et transparents, sans doute pour paraître accessibles, compréhensibles et sans chichi.

Four or five years ago we saw the world attempting to understand a relatively closed national identity, which is Iraq. There was a fascinating flurry of concentration on archeology, language, poetry, a kind of instant seminar on what this relatively "unknown country" really is, what its motivations might be, what that might have to do with actions.

Canada falls somewhere, obviously, in the middle of that. I want to say that I'm going to urge you to go much more in the direction of more force and more articulation of our national identities in foreign relations; in a certain sense, a more self-confident openness.

• 1020

My view is that intelligent decisions require informed publics, publics that understand the world in which we must live, even though I know some people resist this understanding. I know that. But frankly, there is no foreign policy, nor its implementation, which is not negotiated.

Effective foreign relations require that we must be active and not passive receivers. Because of increased competition and conflict in the world, we must become smarter at finding cooperation in foreign relations. We must look for mutual benefits within stable arrangements that have durabilité: sustainability. What makes this tricky is that stable arrangements nowadays may last only one year or two years, and not four years or five years, as previously. This is what I mean when I say continuous adaptation is inevitable.

We've heard a lot about the impact of new communications on life in Canada. I'd like to make one or two observations on its impact on the conduct of foreign relations before I move to a few suggestions for the committee.

It's true that changes in communications make possible flows of goods, capital, information, and people that have no historical precedent, neither in volume nor in velocity. Although the impact of new communications on spatial boundaries is better known than their impact on time, these flows have enormous effects on the conduct of foreign affairs, which have not been fully studied. With instant communication, the startstop cycle is compressed. There is less and less time for reflection and consultation before reaction. This new communication induces premature closure, or at least the expectation of closure. Also offered is the illusion of being there, hence the illusion of understanding complexities in negotiation, such as national identities, but much more quickly than is really the case. It's a kind of "microwave" view of learning about situations.

There is a possibility, which you can see frequently in the conduct of foreign affairs, of vicarious and spurious participation, but with lowered commitment and distracted attention. So we have volatile public opinion, which sometimes dwells in a kind of confusion, without a sense of place.

[Traduction]

Il y a quatre ou cinq ans, le monde a essayé de comprendre une nation dotée d'une identité assez fermée, c'est-à-dire l'Irak. Cela a donné lieu à toutes sortes de discussions sur l'archéologie, la langue, la poésie, une sorte de cours condensé expliquant ce pays relativement inconnu, ses motivations et la façon dont tout cela se traduit dans ses actes.

De toute évidence, le Canada se situe au milieu de ce spectre. Je vous demande de vous orienter davantage vers un renforcement et une meilleure articulation de nos identités nationales dans les relations étrangères et, d'une certaine façon, de projeter une transparence et une confiance accrues.

À mon avis, pour prendre des décisions intelligentes, il faut que le public soit bien informé et que, malgré la réticence de certains, il comprenne le monde dans lequel nous devons vivre. Mais ni la politique étrangère ni sa mise en oeuvre ne peuvent se faire sans négociations.

Pour être efficaces dans nos relations avec les autres pays, nous devons jouer un rôle actif et non seulement un rôle passif. Compte tenu de la concurrence accrue et des conflits plus nombreux dans le monde, nous devons être plus vifs à établir des liens de collaboration dans nos relations étrangères. Nous devons chercher des avantages mutuels dans des accords stables et durables. Ce qui est difficile, de nos jours, c'est que les accords stables peuvent ne s'appliquer qu'un an ou deux, plutôt que quatre ou cinq comme par le passé. C'est là ce que j'entends lorsque je parle d'adaptation permanente inévitable.

On nous a beaucoup parlé des conséquences des nouvelles formes de communication sur la vie au Canada. Permettez-moi de faire quelques observations sur leurs conséquences dans la conduite des relations étrangères avant de faire quelques propositions au comité.

Il est exact que l'évolution des communications rend possible des mouvements de produits, de capitaux, de renseignements et de gens sans précédent dans l'histoire, ni par leur volume ni par leur rapidité. Même si l'on connaît mieux conséquences que les nouvelles techniques communication ont sur les frontières spatiales que leur incidence temporelle, ces mouvements ont des répercussions énormes pour la conduite des affaires étrangères, répercussions qui n'ont pas encore été étudiées en profondeur. Grâce aux communications instantanées, le cycle du début à la fin est comprimé. On a de moins en moins le temps de réfléchir et de consulter avant de réagir. Cette nouvelle façon de communiquer donne lieu à une clôture, réelle ou attendue, de la discussion. Elle donne également l'illusion d'être sur place et, par conséquent, de comprendre toute la complexité de la négociation, entre autres à ce qui a trait aux identités nationales, beaucoup plus rapidement que ce n'est le cas en réalité. C'est une sorte d'apprentissage «au micro-ondes» des situations.

Il est possible, comme on le constate fréquemment dans la conduite des affaires étrangères, d'avoir une participation simulée, par procuration, avec un engagement plus faible et une attention moins soutenue. Nous sommes donc confrontés à une opinion publique changeante, parfois confuse et nébuleuse.

There are parts of the public that are tempted to forget, or at least tempted not to remember. But they cannot forget. Memory turns out to be a key variable in the construction of a national identity. For example, I suggest we have seen, in the case of the so-called "Vietnam syndrome", which is said to have lasted 15 years in the United States, the key effect of memory on the conduct of foreign policy and foreign affairs in the United States.

Of course it's well known new communications techniques and technologies make some kinds of response and some kinds of reaction in foreign affairs, and make very important breakthroughs of a very positive sort. But we must understand very clearly the limitations these same techniques and same methods impose.

My recommendations are very few, but I want to start with a subtle and important one. We require a shift in attitude and approach to our national identities by accepting the imperative to display the cultural resources we have. The objective is to make ourselves more knowable and more known outside Canada, particularly in places that lie outside the old circuit of countries and cities where we have done this for years.

Accepting this logic does not mean blowing our horn loudly. We cannot so easily violate other people's expectation of us. After all, we don't see ourselves as hom-blowers.

The first step means assembling the cultural capacities and resources that make up our national identities, warts and all, and displaying them in an articulate manner while at the same time demonstrating genuine interest in the national identities of others.

• 1025

The second and more concrete step is that in order to better deploy the cultural ingredients of our national identities we need coordination of existing capabilities. This means cooperation, and not necessarily cooperation imposed by a super agency. We should avoid an official definition of a singular national identity itself. This would be a futile task. But we should demonstrate official support for a pluralist vision of our identities. This extends the idea of multiculturalism outside our country and it deepens it. Coordination will take some resources but not a great deal. It's more a matter of being smarter with the resources we have.

The principle of coordination should apply to big organizations like the CBC and to very small ones too. In order to build this cooperation effectively, we should study the practices of the British Council, the Alliance Française, the Goethe Institute, the United States information agency, etc. If simple coordination is found to be ineffectual, we could move eventually in a direction to become more like these major agencies in other countries, but I think we should try the lower—cost approach first.

In the same time that we are displaying a more articulate vision of our national identities, we should pursue constructive engagement with other countries vis-à-vis theirs and how these relate to their development. We should have a more vigorous

[Translation]

Pour certains, il est tentant d'oublier, ou du moins de ne pas se souvenir. Mais il n'est pas possible d'oublier. La mémoire est une variable essentielle à l'établissement d'une identité nationale. Par exemple, on a constaté l'effet crucial qu'a eu la mémoire sur la conduite de la politique étrangère et des affaires extérieures des États-Unis, avec ce qu'on a appelé le «syndrome du Viêt Nam», qui, dit-on, a persisté pendant 15 ans.

On sait, bien sûr, que les nouvelles techniques de communication influent sur les affaires extérieures et permettent des percées très importantes et très positives. Nous devons cependant comprendre très clairement les limites qu'imposent ces mêmes techniques et méthodes.

Mes recommandations sont peu nombreuses, et la première est à la fois subtile et importante. Il nous faut changer nos attitudes à l'égard de nos identités nationales et notre façon de les aborder en acceptant le besoin impératif d'exposer les ressources culturelles dont nous disposons. L'objectif consiste à être mieux connus et plus faciles à connaître à l'extérieur du Canada, surtout à l'extérieur des circuits habituels où nos efforts ont été concentrés par le passé.

Cela ne signifie pas cependant que nous devions nous mettre à crier sur les toits. Nous ne saurions violer aussi aisément les attentes des autres à notre endroit. Après tout, cela ne correspond pas non plus à l'image que nous avons de nous-mêmes.

La première étape consiste à rassembler toutes les ressources culturelles qui composent nos identités nationales, les bonnes et les moins bonnes, et à les montrer de façon structurée tout en manifestant un intérêt réel pour les identités nationales des autres.

La deuxième étape, plus concrète, pour mieux déployer les ingrédients culturels de nos identités nationales, consiste à coordonner les ressources actuelles. Pour cela, la collaboration est nécessaire, et pas nécessairement une collaboration imposée par une super agence. Il faudrait éviter de donner une définition officielle à une identité nationale simple. Ce serait une tâche futile. Nous devrions toutefois souscrire officiellement à une vision pluraliste de nos identités. Cela aurait pour effet de propager le principe du multiculturalisme à l'extérieur du pays et de lui donner plus de profondeur. Cette coordinnation nécessitera des ressources, mais pas énormément. Il s'agira davantage de faire un meilleur usage des ressources que nous avons déjà.

Le principe de la coordinnation devrait s'appliquer aux grands organismes comme la SCR, mais aux très petits également. Pour mettre en place de façon efficace cette collaboration, nous devrions étudier les méthodes utilisée par la British Council, l'Alliance française, l'Institut Goethe, la United States Information Agency, etc. Si l'on se rend compte que la coordination n'est pas efficace, il faudrait peut-être prendre la même orientation que d'autres grandes agences étrangères, mais il faudrait probablement commencer par la méthode la moins coûteuse.

Tout en exposant une vision plus structurée de nos identités nationales, nous devrions parallèlement nous engager de façon constructive à l'égard de l'identité des autres pays et du lien qu'il y a entre leurs identités et leur développement. Nous

program to instruct Canadians to speak other languages, and this means also the retrieval of languages spoken by Canadians that are gradually falling into disrepair. I suggest maybe Ukrainian or Punjabi are examples. We should reward Canadians who use languages other than French or English in their work. Through knowledge of these other languages can grow an appreciation of other peoples, which has both intrinsic value and strategic value.

Canadians can learn from their experiences in development and apply lessons learned from them to Canadian problems. We have too long treated international development as an instrumental "can do" activity and not enough as a mutually beneficial learning experience.

The organizations that should be included are of course for the committee to decide. The federal government has responsibility for organizations like NSERC, the Canada Council, the CBC, the National Film Board, Telefilm, and there are others. There should be invitations to the private sector, to the press, to participate. These activities should include a broad range—sports, theatre, cinema, radio, television, science, the press, and crafts. The energy and the creativity in them, which is so attractive, should be well represented. This should be done outside the circle of countries in which we have long concentrated our efforts, such as France, Great Britain and the United States. We must look much further ahead to the day when other countries like Tajikistan and Myanmar are playing significant roles in foreign affairs in their regions and when we need to understand them.

This is my final suggestion. I know that a great deal of effort and money is spent by the Department of Foreign Affairs, by CIDA, by IDRC, by the Export Development Corporation, by the Canadian Armed Forces, by Immigration Canada, by the RCMP, etc., to the analysis of risk in the international environment, focusing on political, economic and cultural developments. In this I return to my original observation to you, that these constantly changing environments contain a certain risk, which we must correctly judge in order to be able to negotiate.

The assessments made by these agencies are normally kept secret and not shared for administrative reasons. They are mostly focused on the same questions, mostly contain the same data and are paid for from the same source, federal government revenues. In fact often they are gathered by talking to the same people. In a small country like Canada it is more reasonable and effective to pool this intelligence about the world and to put it at the disposal of everyone involved in international negotiations.

[Traduction]

devrions mettre en place des programmes plus vigoureux pour apprendre aux Canadiens à parler d'autres langues et réapprendre à certains d'entre eux à parler des langues qu'ils ont graduellement oubliées. L'ukrainien et le panjabi en sont peut-être des exemples. Nous devrions récompenser les Canadiens qui utilisent d'autres langues que le français et l'anglais au travail. La connaissance de ces autres langues ouvre la voie à la connaissance des autres peuples, ce qui a une valeur tant intrinsèque que stratégique.

Les Canadiens peuvent tirer des leçons de leurs expériences en matière de développement et appliquer ces leçons aux problèmes canadiens. Pendant trop longtemps, le développement international a été considéré comme une activité philanthropique accessoire et non comme une expérience d'apprentissage dont on peut bénéficier mutuellement.

C'est au comité, bien sûr, qu'il incombe de décider quels organismes devraient être inclus. Les organismes comme le CRSNG, le Conseil des arts du Canada, la SRC, l'Office national du film, Téléfilm et bien d'autres dépendent du gouvernement fédéral. Il faudrait également inviter le secteur privé et les médias à participer. Les activités pourraient être très variées-sports, théâtre, cinéma, radio, télévision, sciences, médias et artisanat. L'énergie et la créativité qu'on trouve dans toutes ces activités, et qui les rendent si attirantes, devraient être mises en valeur. Tout cela devrait être effectué dans des pays autres que ceux où nous avons depuis longtemps concentré nos efforts comme la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis. Nous devons prévoir le jour où d'autres pays comme le Tajikistan et le Myanmar joueront un rôle important dans les affaires étrangères de leurs régions et où nous aurons besoin de les comprendre.

Voici ma dernière proposition. Je sais que le ministère des Affaires extérieures, l'ACDI, le CRDI, la Société pour l'expansion des exportations, les Forces armées canadiennes, Immigration Canada, la GRC et bien d'autres investissent beaucoup de temps et d'argent dans l'analyse des risques que pose la scène internationale, en mettant l'accent sur les éléments politiques, économiques et culturels. J'en reviens à la première observation que j'ai faite, c'est-à-dire que l'évolution constante de ces milieux pose un certain risque, mais que nous devons être capables d'évaluer correctement ce risque de façon à négocier.

Les évaluations effectuées par ces organismes sont normalement gardées secrètes et ne sont pas publiées pour des raisons administratives. Elles portent pour la plupart sur les mêmes questions, contiennent les mêmes données et sont payées à partir d'une même source, c'est-à-dire les recettes du gouvernement fédéral. Enfin, les données sont souvent recueillies en parlant aux mêmes personnes. Dans un pays aussi petit que le Canada, il est plus raisonnable et plus efficace de mettre en commun ces renseignements sur le monde et de les mettre à la disposition de tous les participants à des négociations internationales.

[Translation]

• 1030

About two—thirds of this work, I would estimate, uses evidence from the public domain and a considerable amount is from public media, analysing the cultural sources of political and economic change. Some of this analysis is duplicated in the private sector, for example, among banks and firms engaged in trade.

I think there should be coordination of such risk assessments so that our north-south and our east-west relations can be more intelligent and, indirectly, our publics can be better informed. This should be done of course without attempting to suffocate the differences of interpretation in the situation, but it should be done nevertheless.

I would like to close by urging you to look outside the old circuit of countries where Canadians have focused their attention on countries like India and China—very large and very powerful—and also countries like Jamaica—very small and not very powerful but where we have very important relations. For example, if you think of the importance in the area around Montreal of a small country like Haiti or the importance in the area around Toronto of a small country like Jamaica, it behoves us to understand and to make ourselves better known to those peoples.

Merci, monsieur le président.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Anderson.

Well, that was an interesting hour. I think we have some food for thought here and I want to thank you all for your presentations. Now it is up to the members here to decide who goes first. I see them all at the gate wanting to go.

Mr. Volpe, do you want to start?

Mr. Volpe (Eglinton-Lawrence): Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I usually wait to the last for Volpe, but this time I will start with him first.

Mr. Volpe: Reverse alphabetical order is a great way to start, so I will go after the person in alphabetical order, Mr. Anderson.

All the presentations were very interesting, and I guess it's like all other things, you always remember the last thing most.

Mr. Anderson, just out of curiosity, when you think of American, what images are conjured up in your mind?

Prof. Anderson: I have spent five years at the University of Chicago so I have a street level sense of Americans.

Mr. Volpe: Cowboys?

Prof. Anderson: A few in Chicago, yes.

Mr. Volpe: Gang warfare?

Prof. Anderson: Sure. I have travelled in every state of America. I have lived in America. I am a student of American foreign policy and I have done research for the U.S. National Science Foundation in Congress and so on. So I have a multi-level sense of America.

Pour les deux tiers de ce travail, environ, on utilise probablement des données qui appartiennent au domaine public et qui viennent, en grande partie, des analyses qui ont faites les médias des causes des changements politiques et économiques. Le secteur privé, par exemple les banques et les entreprises commerciales, procède lui aussi, de son côté, à des analyses du même genre.

À mon avis, il faudrait coordonner ces analyses de risque de façon à rendre plus intelligentes nos relations Nord-Sud et Est-Ouest et, portant, à mieux informer nos publics. Il faudrait cependant éviter d'étouffer les divergences d'interprétation.

Pour conclure, je vous exhorte à sortir des sentiers battus pour concentrer votre attention sur des pays comme l'Inde et la Chine—des pays très vastes et très puissants—mais également des pays comme la Jamaïque, très petits, d'assez faible puissance, mais avec lesquels nous entretenons des relations très importantes. Par exemple, lorsqu'on pense à l'importance d'un petit pays comme Haïti dans la région montréalaise ou de la Jamaïque dans la région de Toronto, on voit qu'il nous incombe de mieux comprendre ces gens et de mieux nous faire connaître d'eux.

Thank you, Mr. Chairman.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Anderson.

Eh bien, nous avons passé une heure intéressante. Nous avons là matière à réflexion. Je vous remercie tous de vos exposés. Je laisserai maintenant les membres du comité décider qui posera la première question. Ils semblent tous vouloir obtenir la parole.

Monsieur Volpe, voulez-vous commencer?

M. Volpe (Eglinton—Lawrence): Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Je place généralement M. Volpe en fin de liste, mais cette fois-ci, je lui donnerai la parole en premier.

M. Volpe: Puisque vous suivez l'ordre alphabétique à rebours, je commencerai, moi, par la première personne en ordre alphabétique, c'est-à-dire M. Anderson.

Les exposés ont tous été intéressants, mais là comme ailleurs, c'est toujours du demier dont on se rappelle le mieux.

Monsieur Anderson, pourriez-vous me dire, pour satisfaire ma curiosité, quelles images vous viennent à l'esprit lorsque vous pensez aux Américains?

M. Anderson: J'ai passé cinq ans à l'Université de Chicago et j'ai donc une vision assez terre-à-terre des Américains.

M. Volpe: Des cow-boys?

M. Anderson: Il y en a quelques-uns à Chicago, oui.

M. Volpe: Les luttes entre gangs?

M. Anderson: Bien sûr. J'ai voyagé dans tous les États d'Amérique et j'ai vécu aux États-Unis. J'étudie la politique étrangère américaine et j'ai fait des travaux de recherches pour la U.S. National Science Foundation du Congrès, etc. Ma perception des Américains se situe donc à plusieurs niveaux.

Mr. Volpe: I just gave you two images that come to my mind.

Prof. Anderson: Cowboys and gang wars. Go ahead.

Mr. Volpe: I am not trying to be facetious. I want to address the kinds of things, the images that you had some difficulties projecting when you were on the plane on the way back from Denmark, or wherever it was.

Prof. Anderson: London.

Mr. Volpe: Heathrow. I was thinking in my own mind...I was trying to picture what it was that was a typical American, because that's the open society. I guess Sunday afternoon football, street violence, cowboys, corruption in politics, Hollywood images that are projected and dominated largely by international movie directors with Italian actors, Italian singers, Jewish comedians. I am not sure what other images of this great American place I would have.

On the other hand, I didn't have any problems when you said "What's a Canadian?" I looked across and I saw Mr. Paré. I looked at Mr. Graham. I looked at me. I looked at Mr. Gauthier. All these people are different, but I didn't have any problems. It is somebody who speaks English, maybe French, lives in a cosmopolitan environment, makes second-class and third-class movies on occasion, lives in a free and fairly open environment, has a heck of a creative genius. One need only look at any of the cities we have. Anybody who lives in the country that's under ice for seven months of the year has to be creative.

• 1035

I didn't have any problem at all in identifying and promoting Canada, but I have problems understanding Americans. I have problems understanding the English. I don't have too many problems understanding the French from France. They are pretty one-dimensional.

I am trying to define in my own mind how I am going to project Canada on the world stage. You are right. We are not well known by a lot of people. Maybe it is because we are rather apologetic.

When I make the comparisons, I think that some of our writers are at least as good as many of the French writers of modern times. I am not talking about the classical French writers. They are in a unique class. I take a look at our English writers and they are at least the equal of any of the contemporary English writers, perhaps not as snooty.

I think that our directors in movies and the new forms of communication are at least as awful as the Americans.

I can't imagine a more dynamic, commercial, and inventive environment than the one I see in Canada. I think we are sought after by virtually anyone who wants to seek excellence and by anyone who has a spirit of entrepreneurship. Somebody who wants to see what Canada is need only go to Toronto or Montreal.

Mr. Graham (Rosedale): Or Vancouver.

Mr. Volpe: Yes. I don't mean to disparage any of the other places. I just picked on the three largest.

[Traduction]

M. Volpe: Je viens de vous donner deux images qui me viennent à l'esprit.

M. Anderson: Les cow-boys et les luttes entre gangs. Continuez.

M. Volpe: Loin de moi l'idée de me montrer facétieux. Ce que je veux connaître, ce sont les images que vous aviez quelques difficultés à transmettre, en avion, de retour du Danemark ou d'ailleurs.

M. Anderson: C'était de Londres.

M. Volpe: De Heathrow. J'essayais de voir ce qu'est un Américain typique, puisqu'il vit dans une société ouverte. Le football du dimanche après-midi, je suppose, la violence dans les rues, les cow-boys, la corruption politique, les images d'Hollywood projetées et dominées surtout par des réalisateurs de films internationaux, avec des acteurs italiens, des chanteurs italiens et des comédiens juifs. Je ne sais pas très bien quelles autres images je pourrais avoir de ce grand pays d'Amérique.

Par contre, lorsque vous avez demandé ce qu'était un Canadien, j'ai su tout de suite la réponse. J'ai regardé M. Paré et M. Graham, et je me suis regardé. J'ai regardé M. Gauthier. Tous ces gens sont différents, mais cela ne me posait pas de problèmes. Un Canadien, c'est quelqu'un qui parle anglais, peut-être français, vit dans un milieu cosmopolite, tourne à l'occasion des films de deuxième ou de troisième catégorie, vit dans un milieu libre et relativement ouvert et possède un grand génie créateur. Il suffit de voir nos villes pour s'en convaincre. Toute personne qui vit dans un pays recouvert de glace sept mois par année doit se montrer créative.

Je n'ai eu aucun problème à identifier et à promouvoir le Canada, mais j'ai eu du mal à comprendre les Américains. J'ai aussi eu du mal à comprendre les Anglais. Il ne m'est pas très difficile de comprendre les Français de France. Ils sont assez directs.

J'essaie de clarifier dans mon esprit la façon dont je vais projeter le Canada sur la scène internationale. Vous avez raison. Beaucoup de gens ne nous connaissent pas bien. C'est peut-être parce que nous avons tendance à nous excuser.

Quand je compare, je constate que certains de nos écrivains sont au moins aussi bons que bien des écrivains français contemporains. Je ne parle pas des écrivains français de l'époque classique. Ils constituent une classe à part. Nos écrivains anglophones sont au moins aussi bons que n'importe quel écrivain anglais contemporain, mais peut-être pas aussi prétentieux.

Je pense que nos réalisateurs de cinéma et les nouvelles formes de communication sont au moins aussi médiocres qu'aux États-Unis.

À mon avis, il n'existe pas d'environnement plus dynamique, commercial et créatif que celui que l'on retrouve au Canada. Je pense que nous sommes recherchés par tous ceux qui cherchent l'excellence et qui ont un esprit d'entreprise. Ceux qui veulent voir ce qu'est le Canada n'ont qu'à se rendre à Toronto ou à Montréal.

M. Graham (Rosedale): Ou à Vancouver.

M. Volpe: En effet. Je ne voulais pas dénigrer les autres villes. Je n'ai cité que les trois plus grandes.

When you have identified, for example, that we ought to—

Mr. Graham: Skip Ottawa.

Mr. Volpe: This is a pretty insulated place. Nothing real happens here except in Vanier.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Ottawa-Vanier.

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Volpe: I am trying to absorb all of these images that the panellists have put together to come to a sense of how we are going to project our interest in foreign affairs.

You talked about the telecommunications industry. Mr. Comeau wants us to ensure that we safeguard the rights of individuals. Others are saying that we have to make sure that we balance off the environment so that there can be a creative and competitive commercial venue. We have to put all of these things together so that we can have a fairly distinctive image of what Canada would be on the world stage. I am wondering what it is.

We are not afraid to invent. We are in the forefront of all of these innovations. We are not terribly concerned about access to our information. We have a sense of privacy but we are willing to do away with that in order to be cosmopolitan. We are creative on a day—to—day basis culturally, socially, even politically, Mr. Chairman. What's the problem?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): The idea behind all of this is to get some input from all of you.

Mr. Anderson, maybe you could briefly reply to Mr. Volpe.

I will get to all of you afterwards.

M. Anderson: Merci, monsieur Gauthier.

I wasn't asking what a Canadian is. I was reporting that some French and Dutch visitors who had been exposed in the country they come from to knowledge of Canada from Canadians were physically taking the first step to come here and spend their money. Actually, they were going to British Columbia to hike and look at forest fires. I was simply describing a world they were surprised by.

Now, if you think about what we know about the Americans, I would venture that there is no country in the world that knows so much about its neighbour than Canada does of the U.S. The level of knowledge among Canadians of American everything, life—

Mr. Volpe: You have to use this as an example because I am sure the images I gave you of the United States will be refuted by anybody who is remotely proud of being American. But that's the extent of my information on the United States.

Prof. Anderson: Fair enough, but you are talking about images and that's a legitimate working list.

The opposite is not the case; that is, Americans know surprisingly little about Canada despite the fact that this is the largest number of minutes spent back and forth over the border.

[Translation]

Quand vous avez mentionné, par exemple, que nous devrions. . .

M. Graham: Vous avez oublié Ottawa.

M. Volpe: C'est une ville assez isolée. Rien d'intéressant ne se produit ici, sauf à Vanier.

Le coprésident (M. Gauthier): À Ottawa-Vanier.

Des voix: Oh, oh!

M. Volpe: J'essaie d'absorber toutes ces images que les conférenciers ont présentées pour avoir une idée de la manière dont nous pouvons projeter nos intérêts dans le domaine des affaires étrangères.

Vous avez parlé du secteur des télécommunications. M. Comeau tient à ce que nous protégions les droits des particuliers. D'autres témoins estiment que nous devons protéger l'environnement tout en favorisant l'émergence d'un contexte propice à la créativité et à la compétitivité. Nous devons concilier tous ces éléments pour obtenir une image assez distinctive du Canada sur la scène mondiale. Je me demande quelle est cette image.

Nous ne craignons pas d'inventer. Nous sommes à l'avant-garde sur tous ces fronts. Nous ne sommes pas particulièrement préoccupés par l'accès à nos informations. Nous faisons preuve de discrétion, mais nous sommes disposés à y renoncer pour être cosmopolites. Nous sommes quotidiennement créatifs sur les plans culturel, social et même politique, monsieur le président. Quel est donc le problème?

Le coprésident (M. Gauthier): Je tiens surtout à donner la parole à tout le monde.

Monsieur Anderson, voulez-vous répliquer à M. Volpe?

Ensuite, je ferai le tour de la table.

Mr. Anderson: Thank you, Mr. Gauthier.

Je ne demandais pas ce que sont les Canadiens. Je disais que certains visiteurs français et hollandais, à qui des Canadiens avaient parlé du Canada dans leur pays respectif, prenaient l'initiative de venir ici pour dépenser leur argent. En effet, ils allaient en Colombie-Britannique pour faire des randonnées et voir les incendies de forêt. Je décrivais simplement un monde qui les a étonnés.

Quant à ce que nous savons des Américains, j'ose affirmer qu'aucun pays au monde ne connaît autant son voisin que le Canada connaît les États-Unis. Nous connaissons tellement les Américains, leur vie. . .

M. Volpe: Il faut vous en servir comme exemple, car je suis sûr que les images des États-Unis que je vous ai présentées seront réfutées par quiconque a la moindre fierté d'être Américain. Néanmoins, voilà ce que je sais des États-Unis.

M. Anderson: Très bien, mais vous parlez d'images, et ce sont des hypothèses légitimes.

L'inverse n'est pas vrai; je veux dire qu'il est surprenant de constater que les Américains connaissent à peine le Canada, malgré que nous ayons le plus grand nombre d'échanges transfrontaliers.

• 1040

[Texte]

Mr. Volpe: That's information being shared by the multinationals that are just reporting back to their headquarters, that's all.

Prof. Anderson: Or people in Los Angeles talking to their mothers in Saskatchewan.

Mr. Volpe: There is a Canadian colony down in Los Angeles.

Prof. Anderson: I just want to say that this asymmetrical situation is what I am arguing for. We have to be as knowledgeable about other countries as we are about the United States. We have to know their languages and their cultures. We have to learn to negotiate.

Mr. Volpe: I applaud you on that, by the way.

Prof. Anderson: It is true that 85% of our trade is with the United States and I know that therefore it behoves us to know them better than anyone else. There is logic there.

But I am looking farther ahead towards understanding other countries with which we are going to be able to trade. Some of this trade is made possible by the kind of communication technologies that are now available, and some of the trade is in communication, no doubt about it. But we have to look beyond that, not simply to France or Holland -as I told you, these people already knew a good deal about us and decided to come-but also to other countries. I used Tajikistan and Myanmar as extreme examples just to kind of provoke you.

Ms Côté-O'Hara: When you were speaking, I thought it was quite neat the way you provoked this kind of discussion about who we are.

For the last number of years I have been going to places like Budapest, Vienna, and Korea, places I don't go to necessarily for a holiday. What gets me is how they always tell me we are so nice. I remember that little cliché, the nice finish last. From discussions with our diplomatic offices around the world, I think we are viewed exceedingly well, but do we do well? We must distinguish the two.

I've spent seven years now working as a linkage person between the public and private sectors on trade agreements. I am on the board of IDRC. I have tried to be on all kinds of other things that have an international link.

I think the problem is that we do not know how to promote ourselves very well. We do not have a good self-image. While it is a good image, it is not a good enough one for a very competitive global environment. The challenge is to know how to do it and not be afraid.

In most of the trade agreements, what used to get me and some of my private sector colleagues is that we chair exceedingly well. We are the best chairs, but do we have—I am sorry, Mr. Chairman, I didn't mean it that way.

Some hon, members: Oh, oh!

[Traduction]

M. Volpe: Il s'agit simplement d'échanges d'information entre les multinationales et leurs filiales; c'est tout.

M. Anderson: Ou de gens de Los Angeles qui parlent à leur mère en Saskatchewan.

M. Volpe: Il existe une colonie canadienne à Los Angeles.

M. Anderson: Je veux simplement dire que c'est cette situation asymétrique qui m'intéresse. Nous devons connaître les autres pays autant que nous connaissons les États-Unis. Nous devons connaître leur langue et leur culture. Nous devons apprendre à négocier.

M. Volpe: Soit dit en passant, je vous félicite pour ces propos.

M. Anderson: Il est vrai que 85 p. 100 de nos échanges commerciaux se font avec les États-Unis, et je sais que, par conséquent, il nous incombe de les connaître mieux que quiconque. C'est tout à fait logique.

Mais il faut regarder plus loin et chercher à comprendre d'autres pays avec lesquels nous voulons commercer. Cela est possible grâce aux nouvelles technologies de communication; et il ne fait aucun doute qu'une partie du commerce se fait dans le domaine des communications. Mais nous devons regarder ailleurs, non seulement vers la France ou la Hollande-comme je vous l'ai dit, les gens de ces pays nous connaissent déjà bien et viennent visiter le Canada-mais aussi vers d'autres pays. J'ai utilisé le Tajikistan et le Myanmar comme des exemples extrêmes tout simplement pour vous provoquer.

Mme Côté-O'Hara: Pendant que vous parliez, j'ai pensé que votre façon de susciter le débat sur notre identité était assez intéressante.

Au cours des dernières années, j'ai visité des endroits comme Budapest, Vienne et la Corée, où je ne vais pas nécessairement passer mes vacances. Ce qui me frappe, c'est que les habitants de ces endroits-là me disent toujours que nous sommes fort gentils. Je me souviens de ce petit cliché selon lequel les gentils sont toujours les derniers. Après avoir discuté avec nos diplomates dans le monde entier, je pense que nous avons une image excellente; mais est-ce que nous obtenons de bons résultats? Nous devons faire la différence entre les deux.

Depuis sept ans, je suis agente de liaison entre les secteurs public et privé en ce qui concerne les accords commerciaux. Je suis membre du conseil du CRDI. J'ai essayé de travailler dans toutes sortes d'organismes ayant des liens internationaux.

À mon avis, le problème réside dans le fait que nous ne savons pas bien nous promouvoir. Nous n'avons pas une bonne image de nous-mêmes. Même si nous sommes bien vus, ce n'est pas suffisant dans un environnement mondial très concurrentiel. Le défi est de savoir comment projeter une bonne image sans avoir peur,

Dans la plupart des négociations commerciales, ce qui me frappait, ainsi que certains collègues du secteur privé, c'est que nous présidons extrêmement bien. Nous sommes d'excellents présidents, mais avons-nous. . .désolée, monsieur le président, ce n'est pas ce que je voulais dire.

Des voix: Oh, oh!

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): That's okay.

Ms Côté-O'Hara: You do chair exceedingly well, and I chair exceedingly well.

But how do we, as chairpersons, also get our agenda on the table?

My experience has been that we have preferred to be the broker because we believed that was the way in which we could fit on the world's stage. We came into the G-7 by being invited by someone, not on our own rights.

So that's how I feel. I would like us to stay nice but become a little bit shrewder.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): More aggressive also.

Thank vou, Ms Coté-O'Hara.

Mr. Johnston.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, let me make two very brief comments in response to Mr. Volpe's very thoughtful interventions.

One is to stress the importance of the electronic revolution through which we are passing. To my mind, it is as profound in its consequences for our society as the agrarian revolution or the industrial revolution with this marked change; that this is a revolution we are going through in a matter of months or years as opposed to decades and centuries.

I think understanding the significance of that for our society is the reason we are here and the reason you have invited us here. If we can come to understand and master the implications of this revolution, our country benefits.

The second point I would like to make is that we have here a wonderful new set of tools that deal with knowledge, which is the important currency of the 21st century. Those societies will be most successful economically, culturally, and socially insofar as they are able to best put knowledge to use and to spread it throughout their populations.

• 1045

When it comes to the question of identity, I think we have a wonderful new set of tools here to help us to know ourselves better and to take great confidence in the wonderful values that this country has developed over decades, and, secondly, to come to be more knowledgeable about others, and therefore to be citizens of the world, to play an even more prominent role than we have to this date.

The final observation I would make is that I am a teacher, and I think the most significant thing about this new set of tools is what we can do in very early schooling, and even before very early schooling, that has to do with human development and the opportunity to make equality of opportunity for knowledge, which has been such a fine tradition of this society, even more important in the decade or so ahead.

I really think those rather simple observations have a lot to do with the mission of your committee. [Translation]

Le coprésident (M. Gauthier): Il n'y a pas de quoi.

Mme Côté-O'Hara: Vous présidez extrêmement bien, et j'en fais autant.

Cependant, en tant que présidents, faisons-nous valoir également nos intérêts?

D'après mon expérience, nous préférons être courtiers parce que nous croyons que c'est la façon pour nous d'avoir une place sur la scène mondiale. Nous avons adhéré au G-7 parce que nous y avons été invités, et non pas de notre plein droit.

Voilà donc ce que je pense. Je veux que nous demeurions gentils, mais que nous devenions un peu plus astucieux.

Le coprésident (M. Gauthier): Et plus agressifs.

Je vous remercie, madame Côté-O'Hara.

Monsieur Johnston.

M. Johnston: Monsieur le président, permettez-moi de faire deux observations très brèves pour répondre aux interventions très pertinentes de M. Volpe.

Tout d'abord, je vais souligner l'importance de la révolution électronique à laquelle nous assistons aujourd'hui. À mon avis, ses conséquences sont aussi profondes pour notre société que celles de la révolution agraire ou de la révolution industrielle, à cause des changements importants qu'elle entraîne. Il s'agit d'une révolution qui se produit en quelques mois ou en quelques années, contrairement aux autres qui ont pris des décennies ou des siècles.

Si nous sommes ici et si vous nous avez invités, c'est pour essayer de comprendre l'importance de ce phénomène pour notre société. Si nous pouvons comprendre et maîtriser les conséquences de cette révolution, notre pays en profitera.

Ma deuxième observation porte sur le fait que nous avons ici une nouvelle série d'outils merveilleux relatifs à la connaissance, qui est la monnaie importante du XXIe siècle. Les sociétés qui réussiront le mieux sur les plans économique, culturel et social sont celles qui seront capables de faire le meilleur usage de la connaissance et de la disséminer au sein de leur population.

En ce qui concerne la question de l'identité, je crois que nous avons de nouveaux outils merveilleux pour nous aider à mieux nous connaître, à avoir vraiment confiance dans les valeurs merveilleuses que ce pays a forgées au cours des décennies, et deuxièmement, pour nous aider à mieux connaître les autres, et donc, à devenir des citoyens du monde et à jouer un rôle encore plus important que nous ne l'avons fait jusqu'à présent.

Le dernier commentaire que j'aimerais faire porte sur le fait que je suis un professeur, et que je pense que l'aspect le plus important de ces nouveaux outils est que nous pouvons nous en servir au tout début de l'école, même avant. Cela a trait au développement humain et à l'occasion que nous avons d'augmenter, dans les décennies à venir, l'égalité d'accès aux connaissances, qui a été une tradition si importante de notre société.

Je crois que ces commentaires assez simples ont beaucoup à voir avec le mandat de votre comité.

Mr. Volpe: I have a brief technical question. Dr. Johnston says it's akin to developing a new literacy in the nation. Madam O'Hara gave us an indication that probably the cost might be excessive inasmuch as there's an 18 1/2—year wait for a return on capital investment in order to make this kind of new literacy eligible.

Do any of the panellists have a suggestion as to how we as a country might reduce that period so that (a) it would be very competitive and (b) it might make it a little easier and quicker for us to get those kinds of tools into the hands of people who have to be prepared, and that's the population as a whole?

Mr. Johnston: A very short answer to that question is that Madam O'Hara makes the point very well for a very important industry that she defends and promotes very well.

I think this question of what is an appropriate return on investment to encourage the acceleration of the building of the information highway is an absolutely fundamental one, and obviously one wants to try to provide an environment in which those investments can be made aggressively and wisely in this country, particularly because we compete with many other countries around the world in how quickly and how wisely we build this infrastructure.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Paré, s'il vous plaît.

M. Paré (Louis-Hébert): Merci, monsieur le président. Quelques intervenants, ce matin, ont fait référence au lien qui existe entre l'identité culturelle canadienne et le secteur des communications. La Constitution canadienne est peu loquace je pense, et M. Graham pourra me confirmer cela sans doute, sur le phénomène des télécommunications qui étaient peu répandues en 1867. Devant cette réalité, l'histoire du contentieux entre le Canada et le Québec dans le secteur des communications, et je relis toujours cela à l'identité culturelle, s'est toujours habituellement traduit par une décision de la Cour suprême du Canada qui était généralement favorable au Canada et non pas au Québec.

D'autres intervenants aussi ont démontré l'importance de la proximité et du volume que représentent les États-Unis par rapport à la réalité canadienne. Alors, si les Canadiens en général peuvent se sentir menacer par la réalité américaine dans ces dimensions culturelles autant qu'économiques et démographiques, vous pouvez sans doute comprendre que les Québécois ne se sentent pas nécessairement très gros dans ce contexte.

Il m'apparaît qu'il faudra trouver des moyens pour assumer la défense, mais pas seulement la défense, la promotion aussi de la réalité francophone au Canada. Le phénomène de l'assimilation des minorités francophones dans les autres provinces est peu porteur d'espoir, il faut le reconnaître.

D'autre part, les entreprises qui vont évoluer dans le secteur des communications seront probablement plus prédisposées à réaliser des profits qu'à sauvegarder et à promouvoir la réalité francophone.

[Traduction]

M. Volpe: J'ai une petite question technique. M. Johnston dit que cela équivant à une nouvelle alphabétisation au pays. M^{me} O'Hara a mentionné que le coût en sera peut-être excessif parce que le seuil de la rentabilité ne sera atteint que dans 18 ans et demi.

Est-ce qu'un des invités pourrait nous dire comment nous pourrions, comme pays, réduire cette période a) pour que nous soyons vraiment très compétitif et b) pour que nous puissions plus facilement et plus rapidement remettre ce genre d'outils entre les mains des gens qui devront être préparés, c'est-à-dire la population entière?

M. Johnston: Une brève réponse à cette question est que M^{me} O'Hara a fait valoir d'excellents arguments pour une industrie très importante qu'elle sait très bien défendre et promouvoir.

Je crois que la question du seuil de rentabilité pour faire accélérer l'aménagement de l'autoroute électronique est une question fondamentale. Bien sûr, nous voulons créer un milieu dans lequel ces investissements peuvent être faits de façon dynamique et sage dans ce pays, surtout parce que nous faisons concurrence à beaucoup d'autres pays pour ce qui concerne la façon la plus rapide et la plus opportune de construire cette infrastructure.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Paré, please.

Mr. Paré (Louis-Hébert): Thank you, Mr. Chairman. This morning, some speakers referred to the link between the Canadian cultural identity and the communication sector. I believe the Canadian Constitution does not say much—and Mr. Graham can no doubt confirm that—about telecommunications, which weren't very developed in 1867. Given this, disputes between Canada and Quebec in the communications sector—and I'm linking this to the issue of cultural identity—have usually resulted in a ruling on the part of the Supreme Court of Canada, generally in favor of Canada and not Quebec.

Other speakers also spoke about the importance of the proximity and the sheer mass of the United States compared to Canada. So, if Canadians in general feel threatened by the Americans from a cultural as well as an economic and demographic standpoint, you will no doubt understand that Quebecers may feel somewhat small in that framework.

It seems to me that we will have to try to find ways of ensuring the defense, and not only the defense but also the promotion, of the francophone reality in Canada. You must admit that the rate of assimilation of francophone minorities in the other provinces does not leave much room for hope.

Furthermore, businesses involved in the communications sector will probably be more concerned with making a profit than with protecting and promoting the francophone reality.

[Translation]

1050

Je ne voudrais pas que ma question soit prise dans le sens politique; je veux qu'elle soit strictement celle d'un Québécois qui se sent comme les autres Ouébécois. Oui, à part le Ouébec, pourra assumer la défense des intérêts des francophones au Canada dans le secteur des communications? Qui, à part le Québec, peut le faire à la lumière de la réalité que l'on connaît et de l'histoire que l'on connaît également?

Le coprésident (M. Gauthier): Est-ce qu'il y a quelqu'un qui veut répondre? Monsieur Anderson, très brièvement.

M. Anderson: Merci, monsieur Gauthier. M. Paré,

I want to speak to one aspect of your question. Two years ago I participated in the Colloque Jacques Cartier at Lyon, which is a Quebec tradition in which very senior Quebec politicians, business people, the chairman of Hydro Québec, academics, etc., artists come to Lyon and present the faces of Ouebec. It's done with great skill. It exemplifies what you heard yesterday in the discussion on new actors by Louis Sabourin, I think, who talked a good deal about Quebec's foreign policy and practices.

In fact, Colloque Jacques Cartier is a model that I would hold up to the rest of Canada as something to do that's multimedia, multi-professional, multi-disciplinary, which has considerable contact in the streets of Lyon. All I'm urging is that this kind of model be taken by Canada, but moved out of it that old circuit of countries and take that spirit, which Quebec has exemplified so well—I won't say aggressively, just skillfully and assertively in that tangible, self-confident manner that's so characteristic—and apply that to other countries.

As for the renovation, so to speak, of francophonie in Canada, I don't quite know who the right. . .

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I would answer clearly that the Canadian institutions are not doing too badly on that-Radio Canada and other institutions.

Mr. Johnston.

M. Johnston: Monsieur le président, je veux mentionner deux exemples concrets comme réponse aux questions très profondes de M. Paré. Le premier exemple, c'est l'exemple de Schoolnet qui a le but de connecter toutes les écoles du Canada, l'une avec l'autre, pour échanger des informations; ce sera un événement très important pour nous quand il sera possible pour les jeunes de Nanaïmo de parler avec les jeunes de Chicoutimi par le truchement de connexions virtuelles. Les États-Unis ont pour but de connecter toutes les écoles de chez-eux pour l'an 2000. Ici, au Canada nous aurons le même objectif pour l'an 1996, quatre ans avant les États-Unis, sans grande célébration mais simplement comme accomplissement et pour développer la compréhension entre les jeunes francophones et les jeunes anglophones de toutes les régions du Canada par le biais des écoles. Pour moi, c'est un accomplissement très réel, très important, très fondamental.

Deuxième exemple concret. Nous avons vu pendant les

I do not want my question to be interpreted politically; I want it to be taken as coming from a Quebecer who feels like other Quebecers. Who, besides Quebec, will be able to defend the interests of Canada's francophones vis-à-vis the communications sector? Who, besides Quebec, will be able to do this in light of the reality we are aware of and the history we are also familiar with?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Can anyone answer? Mr. Anderson, quickly,

Mr. Anderson: Thank you, Mr. Gauthier. Mr. Paré,

i'aimerais répondre à une partie de votre question. Il y a deux ans, j'ai participé au Colloque Jacques Cartier à Lyon, qui est une tradition québécoise, à laquelle des Québécois très en vue, des politiciens, des gens d'affaires, le président d'Hydro-Québec, des universitaires, etc., des artistes, viennent à Lyon et présentent les divers aspects du Québec. C'est fait avec beaucoup de compétence. C'est un exemple de ce que vous avez entendu hier, au cours des discussions sur les nouveaux acteurs, dans la présentation de M. Louis Sabourin, je crois, qui a parlé beaucoup de la politique étrangère et des pratiques du Ouébec.

En fait, le Colloque Jacques Cartier est un modèle que je c'est au reste du Canada; multimédia. multiprofessionnel, multidisciplinaire, et c'est très visible dans les rues de Lyon. J'encourage fortement l'adoption de ce genre de modèle par le Canada, mais propose qu'on en supprime ce vieux réseau de pays et qu'on prenne l'esprit, l'esprit que le Québec a si bien démontré—je ne dirai pas de façon énergique, mais compétente, avec l'assurance et la détermination qui lui sont propres-et qu'on l'applique à d'autres pays.

En ce qui a trait à la rénovation, pour ainsi dire, de la francophonie au Canada, je ne sais pas qui pourrait...

Le coprésident (M. Gauthier): J'aimerais répondre clairement que les institutions canadiennes ne le font pas si mal-Radio-Canada et d'autres institutions.

Monsieur Johnston.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, I would like to raise two practical examples in answer to the very serious questions put by Mr. Paré. The first example is that of Schoolnet, whose purpose is to connect up all the schools in Canada with each other to exchange information. It will be a great day when young people from Nanaïmo are able to speak with young people in Chicoutimi via virtual connections. The United States intends to connect up all their schools by the year 2000. In Canada, we have the same goal for the year 1996, four years before the United States-not to celebrate that as such but simply to achieve it and to develop understanding between young francophones and anglophones from all over Canada in their schools. I think that this is a very real, very important and very fundamental achievement.

My second practical example is the following. Over the past derniers 20 à 30 ans les avantages énormes de l'enseignement 20 to 30 years, we have seen the huge advantages to teaching des langues. Quand j'étais jeune étudiant dans le Nord de languages. When I was a young student in the North of l'Ontario, j'ai mémorisé le vocabulaire français mais je l'ai Ontario, I memorized French vocabulary but I forgot it

oublié immédiatement après l'examen, totalement. Mais avec la immediately and completely after my exams. With the new methods nouvelle méthode utilisée, l'instruction par ordinateur, etc., il est possible d'avoir une approche d'enseignement des langues très importante, très fondamentale; et ce sont deux domaines de la falls under the provinces' jurisdiction. If the provinces could juridiction des provinces. Mais si nos provinces pouvaient collaborer collaborate, we could achieve much more. ensemble, nous avons beaucoup à accomplir.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Johnston. Monsieur Graham, vous avez la parole.

• 1055

Mr. Graham: First, I would like, and I'm sure I'm echoing the thoughts of the other members of the committee, to thank the members of the panel this morning and to say you've given us a rich diet of problems. To say I hope we'll get some more solutions before the morning is out is to say very little. We're privileged to have people of your quality come before us, and we're privileged to have the depth of the reflections you've given us this morning.

I would like to follow up Mr. Paré's question because I think he touched profoundly on the issues that are bothering us. In the era of globalization how do we defend the specificity of our existence and cultural identity as individuals and in collectivities? He put his finger on the Quebec collectivity. I would put it more on the Canadian collectivity. We are there in this world, which you've described and which you are telling us is going to link us more and more with the outside world. You are telling us that in fact our ability to act individually, whether on the provincial or the national level, will become more and more complicated, will become virtually impossible.

You are, if I understand what you are telling us, saying we will have to act on the international agenda if we are to protect our cultural identity. Professor Anderson is telling us that we have to understand ourselves and understand others if we are going to do that task.

I would address myself to Professor Johnston, Mr. Dalfen, and Ms Côté-O'Hara, who have had experience in the area of negotiating international instruments. What are you telling this committee that we should recommend to our government as to the nature of the international instruments and institutions that we should be engaged in, and what are the substantive rules that you are telling us we should be telling our government how we are going to project Canadian identity, how we are going to protect the values?

M. Comeau nous a parlé avec beaucoup de clarté de la protection des droits de l'individu, de la protection de la vie privée dont on a beaucoup entendu parlé en Europe. Je suis familier avec le travail de la Commission européenne, je suis familier avec le travail de la Commission des droits de l'homme, à Strasbourg. C'est une préoccupation de toutes les races, de toutes les personnes, de toutes les organisations dans le monde actuel.

Mais, quelles seront les solutions canadiennes à ce problème? Comment allons-nous efficacement projeter ces solutions sur la scène internationale qui est la seule scène où nous aurons une chance de nous protéger des problèmes qui vont venir du nouveau monde que nous avons décrit ce matin?

Mr. Dalfen: It's a very pertinent question. I find myself operating on the practical side of a number of these issues and the question is one on which I feel comfortable beginning an answer. I'm sure my colleagues will have other contributions to make.

[Traduction]

being used, teaching on computers, etc., it will be possible to use a very important, very basic approach to teaching languages; and this

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Johnston. Mr. Graham, you have the floor.

M. Graham: D'abord, j'aimerais, et je suis sûr que j'exprime les pensées des autres membres de ce comité. remercier nos invités de ce matin et vous dire que vous nous avez présenté tout un menu de problèmes. Espérer pouvoir trouver d'autres solutions avant la fin de cette séance est bien peu dire. Nous sommes privilégiés d'avoir des gens de votre calibre venir nous parler et nous sommes honorés d'avoir pu profiter des réflexions que vous avez partagées avec nous ce matin.

J'aimerais faire suite à la question de M. Paré parce que je crois qu'il a touché les questions précises qui nous préoccupent tous. À l'époque de la mondialisation, comment défendons-nous la spécificité de notre existence et de notre identité culturelle en tant qu'individus et collectivité? Il a soulevé la question de la collectivité québécoise. Je parlerais plutôt de la collectivité canadienne. Nous faisons partie du monde que vous avez décrit et qui, dites-vous, va nous relier de plus en plus avec le monde extérieur. Vous nous dites, en fait, que notre capacité de penser de façon indépendante, soit au niveau provincial ou au niveau national, se compliquera au point de devenir pratiquement inexistante.

Si je vous saisis bien, il faudra que nous intervenions sur la scène internationale si nous voulons protéger notre identité culturelle. M. Anderson nous dit que nous devons nous comprendre et comprendre les autres si nous voulons accomplir cette tâche.

J'aimerais poser une question à M. Johnston, à M. Dalfen et à Mme Côté-O'Hara qui ont de l'expérience dans la négociation d'accords internationaux. Que pensez-vous que ce comité devrait recommander à notre gouvernement quant à la nature des instruments et des institutions internationaux auxquels nous devrions participer, quelles règles devrions-nous communiquer à notre gouvernement pour protéger l'identité canadienne et nos valeurs?

Mr. Comeau spoke very clearly about the protection of individual rights and the protection of privacy, which has been much discussed in Europe. I am familiar with the work of the European Commission, and I am familiar with the work of the Human Rights Commission in Strasbourg. This concerns all races, all people, all organizations in the world today.

But what are the Canadian solutions to this problem? How are we going to bring these solutions onto the international stage, which is the only one where we will have an opportunity to protect ourselves from the problems resulting from this new world that has been described this morning?

M. Dalfen: C'est une question très pertinente. Je travaille sur l'aspect pratique d'un certain nombre de ces questions et je me sens à l'aise pour vous donner un début de réponse. Je suis sûr que mes collègues auront d'autres commentaires à faire.

I started with linkages between domestic and foreign policy. It seems to me, in answer to your question, the first thing you have to do is to make sure your own house is in order to some extent. There are two areas that have already come up in discussion where we can get our house perhaps in better order than it is now.

The answer to the question that Mrs. Côté—O'Hara raised about the long returns on investment and telecommunications equipment is, in part, 'a matter of regulation.' It's a matter, in part, of adjusting depreciation rates so that a company that invests in technology that is likely to be subject to obsolescence or a quick change has an ability to write it off more quickly than current rates allow.

Partly the reason that an organization like the CRTC doesn't want to see quick depreciation is that it raises the costs, and hence local revenues stand a chance of getting raised. But there's a balance that has to be drawn domestically within Canadian government institutions in order to achieve the goal that I agree with Ms Côté-O'Hara is one that we have to look to as a country, competing with countries that write things off and that return investment a lot more quickly.

• 1100

The second area is in international trade. I agree that we have a tremendous image abroad. It benefits our own law firm. We're seen by many abroad as having American know-how without the American attitude. I think that Canadians can, in effect, benefit from that in all service sectors certainly and in goods as well, although it's more difficult when you're trying to sell major equipment pieces.

But we have a trade service. We have trade offices around the globe. It may be ignorance on my part but I'm not sure what standards of performance our trade offices are held to. How does a trade officer measure his success? Is it in deals that are closed or the amount of money that is closed under his aegis?

I know too many people who simply don't use the trade offices, either because they don't know about them or because their experience has been that they simply were not useful. This is certainly not an effort to put down trade commissioners. I've had occasion to use them in a number of countries and, as in any institution, very often the quality varies with the individuals who are on the job.

I'm looking at a different issue, which is the standards that are set for the trade commission service in terms of the goals of Canadian trade, particularly the goals of those in the private sector who are engaged in that trade. That might be something the committee would want to look into. On the other hand, it may be something you have the answer to and I don't. However, it seems to me to be an area that is useful.

As far as substantive sections of international agreements are concerned, which is really the heart of Mr. Graham's question, I think I would have to back away from that a little and focus on case-by-case areas that members of the committee might wish to raise.

[Translation]

J'ai commencé avec les liens entre la politique étrangère et la politique intérieure. Il me semble, en réponse à votre question, que vous devez d'abord faire le ménage dans votre propre maison. Il y a deux secteurs qui ont déjà été soulevés et qui pourraient être améliorés.

La réponse à la question que M^{me} Côté—O'Hara a soulevée à l'égard de la rentabilité de l'investissement et de l'équipement de télécommunications se trouve, en partie, dans les règlements. Il faut notamment ajuster les taux de dépréciation pour qu'une compagnie qui investit dans une technologie qui deviendra périmée ou qui changera rapidement puisse faire une déduction plus rapidement que cela n'est permis à l'heure actuelle.

Un organisme tel que le CRTC ne veut pas qu'il y ait des dépréciations rapides en partie parce que cela hausse les coûts, et que les revenus locaux risquent d'augmenter. Mais un équilibre national doit être établi au sein des institutions canadiennes afin de réaliser le but que, selon M^{me} Côté—O'Hara, nous devons poursuivre comme pays—et avec lequel je suis d'accord—à savoir: faire concurrence à des pays qui permettent de telles déductions et où le seuil de rentabilité est donc atteint plus rapidement.

Le deuxième domaine est celui du commerce international. Je conviens que nous avons une merveilleuse réputation à l'étranger. Notre cabinet en profite. À l'étranger, on considère que nous avons le savoir-faire américain sans la mentalité américaine. Je pense que les Canadiens peuvent tirer avantage de cela dans tous les secteurs de services et en ce qui concerne les produits aussi. Il est néanmoins plus difficile d'y arriver dans le cas des grosses pièces d'équipement.

Nous avons un service commercial. Nous avons des bureaux partout dans le monde. J'ignore quel niveau de rendement est exigé de nos agents commerciaux. Comment un agent évalue-t-il son taux de succès? En fonction du nombre de marchés conclus ou des sommes qu'ils représentent?

Je connais trop de gens qui ne font pas appel à nos services; ou bien ils en ignorent l'existence ou bien ils les trouvent inutiles. Je ne veux pas dénigrer le travail de nos commissaires. J'ai recouru à leurs services dans plusieurs pays, et comme c'est le cas dans toute institution, la qualité varie selon les agents.

Je parle d'autre chose, à savoir les normes que doivent respecter nos agents en ce qui concerne nos buts commerciaux nationaux, tout particulièrement dans le secteur privé. Le comité devrait peut-être se pencher là-dessus. Vous avez peut-être la réponse à cette question. Il s'agit d'un domaine qu'il serait certes utile d'étudier.

En ce qui concerne le contenu de nos accords internationaux — et c'est là la véritable question qu'a posée M. Graham — j'estime qu'il faut prendre un peu de recul et examiner au cas par cas les domaines qui intéressent les membres du comité.

I think that as a rule we do negotiate rather well, both multilaterally and bilaterally. From what I've seen, the agreements concluded in the areas I'm familiar with are generally coherent. They generally do reflect Canadian interests, although perhaps in a slightly more haphazard way than, say, the Americans.

I've participated by accident in American planning sessions chaired by the State Department where in different sectors of negotiation they very formally assemble a wide swath of members of the private sector in the United States for consultations on their negotiating position. I don't think we do it quite as formally in Canada and perhaps that's something we can also look at. But I think that on the whole the agreements are relatively coherent.

Unless there are specific cases, I don't have anything more to add to that.

Le coprésident (M. Gauthier): Madame Côté-O'Hara.

Mme Côté-O'Hara: Oui, merci. Comme francophone et Franco-Ontarienne, j'aimerais répondre brièvement à la question qui a été soulevée par M. Paré et ensuite par M. Graham.

Je crois que pour les institutions canadiennes françaises ou québécoises, de langue française, au point de vue du contenu, la création de l'identité est beaucoup plus forte qu'elle ne l'est ailleurs. On peut facilement le constater en regardant les chiffres. Les Canadiens de langue française regardent des émissions produites au Canada beaucoup plus que les Canadiens de langue anglaise regardent des émissions produites ici.

Je souligne ça simplement pour mettre en contexte ce dont on doit préconiser ou préparer. En parlant de toute cette nouvelle technologie qu'on vous a présentée ici, de toute la question des télécommunications, de la convergence des technologies des fibres optiques, de la numéralisation, etc., l'importance au Canada, vous savez, ça ne sera pas if we get the technology right. Nous allons le faire, j'en suis convaincue. On a des possibilités canadiennes qui sont meilleures qu'ailleurs, Mais je pense que notre plus grand défi est celui du contenu. Et ça, ça se rapproche de ce que vous avez soulevez sur cette question de l'identité.

Le Canada est beaucoup plus fort technologiquement, je dirais, que sur le côté du contenu quant à la création de services et de la capacité d'informations. Que se soit dans le secteur des écoles pour des livres d'école, pour que les enfants apprennent l'histoire canadienne, ou bien que se soit sur la question des outils de formation, les petites compagnies canadiennes de logiciels, dans leur grande majorité (80 p. 100) font l'exportation de leurs produits. Pourquoi? Parce que le Canada ne semble pas capable d'accepter les produits aussi rapidement qu'ils sont, semble—t—il, apprécier ailleurs.

Je pense que si on a un défi à relever, c'est de regarder de très près quelle sera la façon de promouvoir un plus grand contenu canadien dans le développement de toute une gamme d'activités, celles au sein du gouvernement ainsi qu'ailleurs.

[Traduction]

Je pense que de façon générale, nous savons nous y prendre en ce qui concerne les négociations bilatérales et multilatérales. D'après ce que j'ai constaté, les ententes conclues dans les domaines que je connais sont, dans l'ensemble, cohérentes. La plupart du temps, elles traduisent les intérêts du Canada, quoique d'une façon quelque peu moins cohérente que celles des Américains.

Le hasard a voulu que je participe à des séances de planification aux États-Unis, séances présidées par le State Department. On y convoque des représentants de toute une gamme de domaines du secteur privé pour qu'ils participent aux consultations qui portent sur les positions à prendre dans les négociations. Nous ne le faisons pas de façon aussi officielle au Canada; on devrait peut-être envisager ce genre de démarches. Toutefois, j'estime qu'en général les ententes sont relativement cohérentes.

À moins qu'il n'y ait des cas précis que vous voulez soulever, je n'ai rien d'autre à ajouter.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Ms Côté-O'Hara.

Ms Côté-O'Hara: Yes, thank you. As a francophone and as a Franco-Ontarian, I would like to respond briefly to the question raised by Mr. Paré and later by Mr. Graham.

As concerns content, I believe that creating an identity is far more important for French-Canadian or Quebec French-language institutions than it is for others. The numbers bear this out. French-speaking Canadians watch programs produced in Canada far more than English-speaking Canadian watch Canadian-made programs.

I point this out simply as background for anything we may advocate or draft. You have heard about all these new technologies, about the entire issue of telecommunications, about the convergence of fiber optic technologies, about digitalization and about the significance of these technologies for Canada. The problem isn't getting the technology right. We can do that, I'm sure. There are opportunities in Canada that are far more attractive than those elsewhere. But I believe that our greatest challenge is content. And this touches upon what you said with respect to identity.

As concerns the creation of services and information capacity, Canada is far stronger technologically than it is with respect to content. Be it school books to help children learn Canadian history or training tools. Most small Canadian software firms (80 percent) export their products. Why? Because Canada does not seem to be catching on to the value of these products as quickly as others are.

If we are facing a challenge, it is that we must look carefully at how best to promote more Canadian content in a whole range of areas, in and outside government.

[Translation]

• 1105

Je vais vous donner un exemple très rapide. Je sais que dans le secteur de certaines agences internationales, ils ont souvent des projets qui sont très intéressants pour aider, que ce soit l'Inde ou l'Afrique, un pays quelconque. J'ai personnellement—sans donner de détails—constater qu'on payait avec des sous canadiens des CD—ROM de capacité et de qualité au—delà de ce que nous avons aujourd'hui dans notre propre secteur hospitalier, pour les pays à l'étranger. Alors, je me pose la question. Est—ce que les liens sont faits entre les secteurs de soutien international que nous avons développés, que ce soit CRIA ou bien l'ACDI, et puis toutes les industries canadiennes? Je pose cette question parce que j'étais étonnée de voir à quel point les liens n'avaient pas été faits. Nous sommes prêts à donner aux autres ce que nous nous donnons pas nous—mêmes.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Comeau, s'il vous plaît.

M. Comeau: Monsieur le président, vous me permettrez de vous dire que si je portais mon ancien chapeau de rédacteur en chef du quotidien *Le Devoir*, j'aimerais bien répondre à la question de M. Paré, mais mes fonctions actuelles m'obligent à une certaine réserve. Je vais revenir par contre à la question fondamentale de M. Graham, en ce que cela peut me concerner actuellement.

Les négociations internationales, M. Dalphen l'a dit, sont pointues, exigent la mise en place de compétences variées. Dans les domaines de pointe en ce qui concerne les négociations internationales, trop souvent ces dernières sont menées au Canada de façon très traditionnelle et non pas avec l'appui des forces vives. Je vais vous donner un exemple précis en ce qui touche le petit domaine qui est le mien actuellement. Pendant les négociations du GATT à Genève, voilà deux ou trois ans, (c'était en octobre-je ne me souviens plus quelle était l'année, mais il y a deux ou trois ans), subitement les Américains ont fait inscrire à l'ordre du jour d'un sous-comité, précisément la façon de répondre au projet de directives de la Communauté européenne sur la circulation des renseignements personnels dans et à l'extérieur de la Communauté. Alors là, cela a été de la part de la délégation canadienne une espèce de stupeur et ensuite, un mouvement, je vous dirais frantic, pour essayer de savoir ce dont il s'agissait, alors que le projet était connu depuis au moins un an mais il n'y avait eu aucune consultation de faite avec ceux qui, dans ce pays, au niveau fédéral comme provincial, ont comme mission de traiter ces questions. Pendant ces négociations du GATT, pour cet aspect très précis, nous avons été purement et simplement à la remorque de ce que les Américains disaient et savaient. Nos négociateurs n'avaient pas préparé quoi que ce soit, parce qu'il n'y a pas cette intégration de ce que j'appelle les forces vives, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Comeau. Monsieur Johnston, très brièvement.

I'll give you a quick example. I know that in the international agency sector, there are often very interesting projects designed to help countries like India or the African nations. I won't go into details, but I have personally seen Canadian money being used to buy CD-ROMs of far better quality than what we have in our hospital system. I have to ask if we have forged the necessary links between the international aid sectors we have developed—CIDA for example—and Canadian industry? I ask this because I was astonished to see just how few links have been developed. We are ready to give to others what we have not given to ourselves.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Comeau, please.

Mr. Comeau: Mr. Chairman, if I could revert for a moment to a previous incarnation as editor of *Le Devoir* I would love to answer Mr. Paré's question, but given my present position I must be a bit more circumspect. I'll get back to Mr. Graham's basic question as it affects me at the present time.

Mr. Dalphen said that international negociations deal with specific subjects and require diverse skills. With respect to high tech, negociations in Canada are carried out in the traditional manner without the support of those players who are most knowledgeable. I'll give you a specific example concerning my modest field of activity. During the GATT negotiations in Geneva, two or three years ago (it was in October-I don't remember exactly what year but it was two or three years ago), the Americans suddenly added an item to the sub-committee's agenda. It had to do with the specific way in which we should respond to the draft directives of the European Community concerning the availability of personal information in the Community and abroad. The Canadian delegation was at first dumbstruck and then began frantically trying to find out what it was all about. As it happened, the project had been public for a year but there had been no consultations with those, from the federal and provincial sectors, whose business it is to deal with these issues. During these particular GATT negotiations, we were completely dependent upon what the Americans said and knew with respect to that specific point. Our negotiators hadn't prepared anything whatsoever because there had been no meeting of the various concerned parties either from the private sector of from the public sector.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you Mr. Comeau. Mr. Johnston, very briefly.

Mr. Johnston: Mr. Chairman, I have a very brief response to only one small part of Mr. Graham's very profound question. I would suggest that over the next five years we as a nation demonstrate the same interest in making our expertise in communications available to the world as we have for the last 45 years with peacekeeping, a record that is truly a remarkable Canadian accomplishment in peacekeeping.

If we approach this responsibility of sharing our communications knowledge, of chairing the conferences—which we do so well, as Jocelyn has pointed out—of being prepared to share our mastery of telecommunications and the content issues to go with it, to make that very freely available to the world at large, if we do that in the same way in the next five years that we have in the last 45 years in peacekeeping, then I think we will have made a profound contribution to peace in the world.

Second, I think we'll see some of the distinctiveness of the Canadian character playing its way on the world scene in a very substantial manner.

Third, I think there will be some very considerable trade advantages that follow from that.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Johnston. Senator Andreychuk.

Senator Andreychuk (Regina): My concern is not on the issues that have been presented to date. I think you've done it very well today and I commend you for that.

• 1110

I guess my concern is not on the issues that have been presented to date. I think you've done it very well today and I commend you for that. My concern is that the diplomatic system that we are presently operating on, the Vienna Convention and all that is implied by the convention, is based on very much personal appeal, personal dialogue, negotiation, pre-set conditions, very formal networking and environments to discuss and to dialogue. The whole host of communications is a very speed-oriented, different process.

Are you aware of any international institution or any countries that are looking at how we operate in the international field? You've touched on trade offices, but it's also true if you're an ambassador or if you're in the political field or immigration. Are we effectively using modern telecommunications, and are we changing the diplomatic structures to accommodate this new technology? Perhaps I'm showing my own bias because I believe we're not. I believe that we have a whole diplomatic system that is archaic to today's needs and to the future and doesn't take into account modern communications in an appropriate way.

Yes, we do have computers on desks overseas. Yes, we are using modern transmissions. But have we changed our philosophy, our process, to accommodate it? Let me just use an example. While I was negotiating overseas bilaterally on issues, ministers were accomplishing through shuttle diplomacy of some sort or other. That led to cracks in our effectiveness all over the place. That's just one small example.

[Traduction]

M. Johnston: Monsieur le président, je peux répondre rapidement à une partie de la question de fond posée par M. Graham. Nous avons consacré beaucoup d'efforts au maintien de la paix au cours des 45 dernières années. Notre bilan est admirable. Je propose qu'on fasse preuve, au cours des cinq années à venir, du même enthousiasme en vendant notre compétence dans le domaine des communications.

Si nous adoptions cette approche dans les domaines des communications, des conférences—et, comme Jocelyn l'a dit, nous avons beaucoup de doigté en ce qui concerne la présidence des conférences—des télécommunications, des questions sur le contenu. Si nous mettions nos services dans ce domaine à la disposition du monde entier—tout comme nous avons mis notre compétence en matière de maintien de la paix à la disposition des autres pays—nous pourrions contribuer beaucoup à la paix mondiale.

Deuxièmement, à l'avenir le caractère distinct du Canada va se faire sentir sur la scène internationale.

Troisièmement, cela va donner lieu à d'intéressants avantages commerciaux.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Johnston. Sénatrice Andrevchuk.

La sénatrice Andreychuk (Regina): Ma préoccupation ne porte pas sur les questions qui ont été présentées jusqu'ici. Vous vous êtes bien acquittés de votre tâche aujourd'hui et je vous en félicite.

Je pense que ma préoccupation ne porte pas sur les questions qui ont été présentées jusqu'ici. Vous vous êtes bien acquittés de votre tâche aujourd'hui et je vous en félicite. Je m'inquiète du fait que le système diplomatique que nous utilisons actuellement, qui est régi par la Convention de Vienne et toutes les autres conventions, est essentiellement fondé sur le charme et le dialogue personnel, la négociation, les conditions préétablies, l'établissement de réseaux et de cadres de discussion et de dialogue très formels. Tout le système de communication est un processus différent très axé sur la vitesse.

Connaissez-vous une institution internationale ou un pays qui s'intéresse à la façon dont nous travaillons dans le domaine international? Vous avez parlé des missions commerciales, mais votre propos s'applique aussi aux ambassadeurs, aux politiciens ou aux agents d'immigration. Utilisons-nous efficacement les télécommunications modernes, et modifions-nous les structures diplomatiques pour les adapter à cette nouvelle technologie? Je ne le crois pas; mais peut-être suis-je en train d'exprimer mes propres préjugés. Je crois que nous avons tout un système diplomatique qui est archaïque par rapport à nos besoins d'aujourd'hui et de demain, et qui ne tient pas judicieusement compte des communications modernes.

Certes, nous avons des ordinateurs dans nos bureaux à l'étranger. Certes, nous utilisons les transmissions modernes. Mais avons—nous modifié en conséquence notre façon de penser et de travailler? Je vais vous donner un exemple. Pendant que j'étais à l'étranger pour négocier sur des questions bilatérales, il y avait des ministres qui faisaient des navettes diplomatiques. Cela a compromis notre efficacité un peu partout. Ce n'est qu'un petit exemple.

So my long question is, is there a need to study what diplomacy should be in the future, taking into account modern tools and methods?

Prof. Anderson: I had some limited experiences in the embassies in Bangkok and Beijing, and in the High Commission in Kingston where I worked for a number of weeks and could observe, kind of as an anthropologist, the life of embassies, diplomats, first secretaries, trade counsellors and so on. I was always struck there by the contradiction between what they were required to do. For example, telex traffic was still very important. There was a communicator in the embassy, a person who managed telexes because they were print based. These were documents that were required. There was no e-mail that I could see yet, but the huge volume of informal telephone traffic suggests that there's a real tension in the system. I think you pointed that out very well.

Senator Andreychuk: E-mail is now a process, and I think telexes are going to be the past and not the future.

Prof. Anderson: One would think so.

Senator Andreychuk: What I see is that we're imprinting modern communications on a system that was built, as someone said, in the King's representative style-

Prof. Anderson: That's right.

Senator Andreychuk: --not the modern system. Is there any change in that?

Prof. Anderson: That's right. And these counsellors each have their different tensions. The RCMP representative is pulled in one direction. Immigration is a very large part of the embassies now. It's probably the growth industry in most embassies. People in it have very different practices. They don't have a diplomatic history in that sense. They're relatively free. Their intelligence gathering and so on are relatively different from foreign affairs.

I think your last question was, should this be studied? Should we be looking at how this is done? Yes, it's definite that our negotiating approaches and the role that our embassies play, for example, our cultural attachés, should be studied. I presume or I assume that you're reviewing them yourselves, and we would be very, very interested to hear what you find.

• 1115

Mr. Johnston: Mr. Chairman, forgive me for being so frequent with my interventions. Again, let me be brief. I have

[Translation]

Ma question est donc la suivante: est-il nécessaire d'étudier la diplomatie de l'avenir, en tenant compte des outils et des méthodes modernes?

M. Anderson: J'ai oeuvré quelque peu dans les ambassades de Bangkok et de Pékin, ainsi qu'au Haut Commissariat à Kingston, où j'ai travaillé pendant quelques semaines et où j'ai pu observer, un peu comme un anthropologue, la vie des ambassades, des diplomates, des premiers secrétaires, des conseillers commerciaux, etc. Là-bas, j'étais toujours frappé par la contradiction qui existait dans leur mandat. Par exemple, les communications par télex étaient encore très importantes. Il y avait un communicateur à l'ambassade, une personne qui gérait les télex parce qu'ils étaient imprimés. C'étaient des documents nécessaires. Autant que je sache, il n'y avait pas encore de courrier électronique, mais en raison du volume énorme des communications téléphoniques informelles, on peut affirmer qu'il y a une véritable tension dans le système. Je pense que vous l'avez très bien souligné.

La sénatrice Andreychuk: Les ambassades ont déjà le courrier électronique, et je pense que le télex va disparaître.

M. Anderson: Vous avez probablement raison.

La sénatrice Andreychuk: Je constate que nous sommes en train d'intégrer les communications modernes dans un système qui a été bâti, comme l'a dit quelqu'un, dans le style du représentant du roi. . .

M. Anderson: C'est exact.

La sénatrice Andreychuk: . . . et non dans un style moderne. Y a-t-il un changement à ce niveau?

M. Anderson: Vous avez raison. Et chacun des conseillers a des problèmes différents. Le représentant de la GRC est tiraillé dans une direction. L'immigration constitue un secteur très important des ambassades actuellement. C'est probablement le secteur en croissance dans la plupart des ambassades. Les agents d'immigration ont des pratiques très différentes. En ce sens, ils n'ont pas d'antécédents diplomatiques. Ils sont relativement libres. La façon dont ils recueillent des renseignements est relativement différente de celle des affaires étrangères.

Je pense que votre dernière question était de savoir s'il faut étudier la diplomatie de l'avenir. Devons-nous étudier la façon dont les choses fonctionnent? Je réponds par l'affirmative. Nous devons assurément étudier nos méthodes de négociation et le rôle de nos ambassades, notamment celui de nos attachés culturels. Je présume et je tiens pour acquis que vous êtes aussi en train d'étudier cette question, et j'aimerais beaucoup connaître les résultats de votre analyse.

M. Johnston: Monsieur le président. excusez-moi d'intervenir aussi fréquemment. Une fois de plus, je serai bref. two specific responses to the question. Mr. Eggleton's ministry Ma réponse à la question comporte deux volets précis. Le is reviewing government services with respect to using ministère de M. Eggleton est en train d'examiner les services information highway opportunities to achieve better efficiency, gouvernementaux en vue d'utiliser l'autoroute électronique pour better quality of service. I would have thought our foreign assurer une meilleure efficacité et un service amélioré. J'aurais service is a wonderful case example that should be put into high pensé que notre service extérieur est un cas excellent qui devrait priority for that re-engineering and review, because those être éminemment prioritaire à cet égard, car son budget est budgets are under pressure like all government budgets. Given assujetti aux mêmes pressions que celui de tous les services the extreme distances we're dealing with, it seems to me there gouvernmentaux. Compte tenu des distances considérables qui are some very fruitful opportunities, some low-hanging fruit entrent en jeu ici, il me semble que nous avons du pain sur la there, where an accelerated information highway connection of planche. En effet, en reliant nos ambassades et nos hauts-

our embassies and high commissioner offices around the world commissariats à une autoroute de l'information accélérée, nous would pay enormous dividends. That would be answer number one: put this as a high priority in the review of government services.

The second thing I would say is, again, I think we have some distinctive Canadian advantages in making available our technological services for virtual reality conferences that connect people electronically, visually, vocally, without their having to be in the same hotel room. We have quite advanced technology in that respect. We have a role as the chair of many of these meetings in multilateral negotiations. I think we could put our technological expertise at the disposal of a number of the multilateral discussions to have them occur electronically, along with our excellent translation facilities. That again could be a distinctive Canadian, multilateral, diplomatic service: we are the people that bring together negotiators, diplomats electronically, without bringing them into a room.

There are all sorts of opportunities, including this terrible tragedy we face in Rwanda right now, where one is simply trying to collect experiences around the world and how to respond.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Ms Côté-O'Hara.

Ms Côté-O'Hara: Thank you, Mr. Chairman. In the last few months I have been giving briefings in a number of our embassies around the world about the future, because there is a tremendous amount of curiosity about what is truly happening. Why is this always on the front page? What does it mean?

I will start by saying that I don't think our Canadian foreign service offices around the world are any less and probably better equipped than any other country. You really hit on the much more fundamental issue; that is, being a diplomat has changed. But what is the new role of the diplomat? How does he play in this shrinking world, this competitive environment?

I can tell you that in discussions with some fine officers and clever people...they're hungry for somebody to engage them in the discussion of how they function now in this change. The communicators referred to earlier disappeared, as you know, as part of the cuts in spending. Those communicators are gone. I am not that computer friendly, but I have a terminal and I'm supposed to use it, and so are all the diplomats. They're learning to use theirs.

But they need a climate change within the organization, as you've raised, Senator, or at least provoked the discussion, because at the highest order, without identifying whom, they just plugged this in and said, well, use it now; we're saving money. That is the unfortunate thing. We're learning as the purveyors of technology that this is our downfall; that if we do not get sensitive to how it's used, how it benefits, how it affects your life, there will be no return customers and we will not be at the cutting edge.

I leave you with that, perhaps a recommendation you might like to make, that there should be a change there.

[Traduction]

pouvons en tirer des avantages énormes. Ma première réponse est donc la suivante: considérez cela comme une grande priorité dans l'examen des services gouvernementaux.

En deuxième lieu, je pense que le Canada dispose de certains avantages particuliers dans le domaine technologique. Nous pouvons organiser des conférences en réalité virtuelle pour mettre les gens en communication électronique, visuelle et vocale sans qu'ils soient obligés d'être dans la même chambre d'hôtel. Dans ce domaine, nous avons une technologie assez avancée. Nous présidons bon nombre de réunions dans le cadre des négociations multilatérales. Je pense que nous pourrions mettre notre savoir-faire technologique à la disposition d'un certain nombre d'instances multilatérales de même que nos excellentes installations de traduction. Une fois de plus, ce serait là un service multilatéral et diplomatique purement canadien: le Canada est le pays qui peut réunir électroniquement des négociateurs et des diplomates sans les amener dans une même salle.

Il existe toutes sortes de possibilités, y compris la terrible tragédie qui se déroule actuellement au Rwanda, où l'on essaie simplement d'acquérir de l'expérience dans le monde entier et de trouver des solutions.

Le coprésident (M. Gauthier): Madame Côté-O'Hara.

Mme Côté-O'Hara: Merci, monsieur le président. Au cours des derniers mois, dans certaines de nos ambassades du monde entier, j'ai organisé des séances d'information sur l'avenir, parce que les gens s'interrogent beaucoup sur ce qui se passe en réalité. Pourquoi certains événements se retrouvent-ils toujours à la une des journaux? Qu'est-ce que cela signifie?

Je dirai d'abord qu'à mon avis, les représentations canadiennes à l'étranger ne sont pas moins équipées que celles des autres pays-elles le sont probablement plus. Vous avez vraiment touché une question beaucoup plus fondamentale: la profession de diplomate a effectivement changé. Cependant, quel est le nouveau rôle du diplomate? Comme le joue-t-il dans ce monde qui s'amenuise, dans cet environnement compétitif?

Je puis vous dire que dans les discussions que j'ai eues avec certains de nos meilleurs agents... Ils désirent fortement que quelqu'un les engage dans le débat sur la facon de s'adapter à la situation actuelle. Comme vous le savez, les communicateurs dont quelqu'un a parlé tout à l'heure ont vu leur poste supprimé dans le cadre de la réduction des dépenses. Ils sont partis. Je ne connais pas très bien les ordinateurs, mais j'ai un terminal que je suis censée utiliser, comme tous les diplomates d'ailleurs. Ils apprennent à utiliser les leurs.

Cependant, ils ont besoin d'un changement d'atmosphère au sein de l'organisation, comme vous l'avez suggéré, sénateur, parce que dans les instances supérieures, et je ne nommerai personne, on a décidé d'installer des ordinateurs et demandé aux diplomates de les utiliser; il paraît que c'est économique. C'est dommage. En tant que pourvoyeurs de technologies, nous apprenons que c'est là notre talon d'Achille; si nous ne faisons pas attention à la facon de les utiliser, d'en profiter, et à leur incidence sur notre vie, les clients vont nous déserter et nous ne serons plus à la fine pointe.

Je terminerai donc sur cette recommandation qui pourrait vous intéresser: il faudrait peut-être changer les choses à ces niveaux.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): This committee is quite aware of that problem. The technology is there. We know that. SIGNET is in place.

Ms Côté-O'Hara: Oh, they have it, but they don't know how to use it.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): That's the point. How do you do that? How do you change the climate? How do you make our foreign representatives aware of the changing modes of transportation in terms of information and everything?

Ms Côté-O'Hara: Mr. Chairman, I heard you the other night on television, on a replay. You had mentioned about the quality. . .I'm sorry. It was Mr. Graham. It was on CPAC anyway.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Well, you're on TV right

Ms Côté-O'Hara: You asked a question about this significant investment. I think the danger is you must never nowadays, with the sophistication of technology, impose technology without involving those whom it is going to affect. I think to a great measure—and we're not alone because it happens all over; it's not just a government issue, but it is something you probably should face—that particular system that has gone across the world has not been done with input from the people who are going to use it. I've had this told to me by many that this is not what they want; that it doesn't fit with them, with what their work is.

• 1120

Senator Andreychuk: What I think should be on the record is that there is a difference when you go overseas into Foreign Affairs as opposed to any other ministry, or department, or private business. We are imprinting this technology on Canadian embassies and Canadian diplomacy, but we must not forget that we're part of an international stream of diplomacy, and that is where the complicating factor is. Therefore my question was not just what Canada does with this technology, but how do we collectively, all the countries emerging, using these technologies, create a new diplomatic system that functions well? If we do it alone we won't succeed. It has to be a collective effort. We have countries that have just the first embryos of this technology; some have none of it and some have very sophisticated systems. We are all now impacting diplomacy, which still runs, as I put it very quickly, under the Vienna Convention, which didn't imply any of this technology. Is there a need for an international thrust?

Ms Côte—O'Hara: I've sat in rooms at the OECD with the same kind of hope and aspiration. I'm sorry, I don't hold it too much now. I have decided that I would rather get our own shop and our own abilities very firmly grounded, use that as the trench, as the springboard to influence others to do the same. I don't disagree with your point. It's just that I can't fathom who they are and how that will happen.

[Translation]

Le coprésident (M. Gauthier): Les membres du comité sont tout à fait conscients de ce problème. La technologie existe. Nous le savons. SIGNET est en place.

Mme Côté-O'Hara: On l'a, mais on ne sait pas comment l'utiliser.

Le coprésident (M. Gauthier): C'est ça le problème. Comment le faire? Comment changer l'environnement? Comment faire connaître à nos représentants à l'étranger l'évolution des moyens de véhiculer l'information et ainsi de suite?

Mme Côté-O'Hara: Monsieur le président, je vous ai entendu lors d'une reprise l'autre nuit à la télévision. Vous aviez parlé de la qualité... Excusez-moi. C'était M. Graham. L'émission passait au canal parlementaire.

Le coprésident (M. Gauthier): Eh bien, vous passez en direct à la télévision en ce moment.

Mme Côté-O'Hara: Vous avez posé une question concernant cet important investissement. Le problème est que, de nos jours, nous ne devons jamais imposer les technologies sophistiquées dont nous disposons sans la participation de ceux qui vont en subir les répercussions. Je pense que, dans une grande mesure—et nous ne sommes pas seuls parce que cela se passe un peu partout; cette question n'intéresse pas seulement le gouvernement, vous devriez peut-être l'examiner aussi—ce système s'est imposé dans le monde sans la participation des utilisateurs potentiels. Bien des gens m'ont dit qu'ils n'en veulent pas, que ça ne leur convient pas, ni à la nature de leur travail.

La sénatrice Andreychuk: Il convient de souligner qu'à l'étranger, il y a une différence entre les services des affaires étrangères, d'un ministère ou d'une société privée. Nous sommes en train d'implanter cette technologie dans les ambassades canadiennes et dans la diplomatie canadienne, mais nous ne devons pas oublier que nous faisons partie d'un système diplomatique international, et c'est cela qui complique les choses. Par conséquent, ma question était de savoir, non seulement ce que le Canada doit faire avec cette technologie, mais aussi comment nous pouvons collectivement, y compris des pays naissants et utilisant cette technologie, créer un nouveau système diplomatique qui fonctionne bien? Si nous faisons cavalier seul, nous ne réussirons pas. L'effort doit être collectif. Dans certains pays, cette technologie n'en est qu'à ses balbutiements; d'autres n'en ont pas du tout, et d'autres encore ont des systèmes très perfectionnés. Cela a maintenant une incidence sur la diplomatie, qui est encore régie, comme je l'ai dit très rapidement, par la Convention de Vienne; aucune disposition de cette convention ne porte sur la technologie en question. Y a-t-il lieu de lancer un débat international à ce sujet?

Mme Côté-O'Hara: J'ai participé à des réunions de l'OCDE avec le même espoir et la même aspiration. Je regrette, mais je ne suis plus très optimiste. Je crois désormais que nous ferions mieux d'établir très solidement nos infrastructures et nos compétences, de les utiliser comme rempart et comme tremplin pour inciter les autres à en faire autant. Je ne rejette pas votre point de vue. Tout simplement, j'ignore qui sont les autres et ce qui va se passer.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much. I now go to Mr. English.

Mr. English (Kitchener): Thank you, Mr. Chairman. I'd like to thank the panellists for excellent presentations and indeed provocative presentations. As many of you have suggested, and as some of my colleagues have suggested, it's hard to fasten your comments upon our task, which is to talk about Canadian foreign policy in the future. I commend you because your comments did look at the future.

The comment by Professor Johnston that this is a revolution akin to the agrarian revolution in its significance is an interesting one. I think if there's something that we know about revolutions, it is that they never turn out exactly as you expect. In the case of this particular revolution, as it was envisaged by Huxley or Orwell, the effect of it was going to be the enhancement of the state. The state was going to become more pre-eminent and the state was going to have greater control of information. All of us have read 1984 and Brave New World. What you've been telling us this morning is in fact exactly the opposite. It's become open. Professor Anderson has talked about the paradigm of the United States as the most open society.

However, there are other ways to look at these questions. About 20 years ago there was a movement among some third world countries and second world countries called "the new world information order", which charged information as it was diffused throughout the world as being dominated by the west and preserving western cultural values and breaking down local particularities. That has died. It didn't succeed. Indeed the pre-eminence of those kinds of concerns, not only in that respect but also economically, has diminished greatly in international fora.

But when we talk about the kinds of things you're mentioning this morning-you're talking about technology that really is western, with of course Japan and other places-we're starting to see responses to this again from some countries, including some fairly prosperous countries. One reads The Economist and sees that countries in southeast Asia have banned certain issues because there is criticism of government. Murdoch agreed to take off programs that offended the Chinese government recently. I was wondering, when you're looking into the future, whether we might not see once again on the part of some states, Islamic states, for example, southeast Asian states, who I would imagine will become more pre-eminent in international fora in future decades, once again asserting the Sundamental kinds of charges that were made during the 1970s in the lebates about the new world information order. In other words, the revolution may not turn out exactly as you were suggesting it might.

[Traduction]

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup. Passons maintenant à M. English.

M. English (Kitchener): Merci, monsieur le président. Je voudrais remercier les conférenciers de leurs excellents exposés qui donnent à réfléchir. Comme beaucoup d'entre vous, ainsi que certains de mes collègues l'ont suggéré, il est difficile de faire le lien entre vos observations et notre travail, qui consiste à examiner la future politique étrangère du Canada. Je vous félicite d'avoir effectivement envisagé l'avenir.

M. Johnston a fait une observation intéressante en affirmant que nous assistons à une révolution semblable à la révolution agraire. S'il y a quelque chose que nous savons au sujet des révolutions, c'est qu'elles ne se terminent jamais de la façon escomptée. Pour ce qui est de la révolution qui nous intéresse et qui a été envisagée par Huxley ou Orwell, elle était censée promouvoir l'État. Celui—ci allait devenir plus prééminent et contrôler davantage l'information. Nous avons tous lu 1984 et Brave New World. Ce matin, vous nous avez dit tout à fait le contraire. Le système s'est libéralisé. M. Anderson a dit que les États—Unis ont la société la plus ouverte.

Cependant, il existe d'autres façons d'examiner la question. Il y a près de vingt ans, dans des pays du Tiers monde et du Deuxième monde, on parlait du «nouvel ordre mondial de l'information»; on estimait alors que les informations diffusées dans le monde entier étaient dominées par l'Occident, qu'elles préservaient les valeurs culturelles occidentales et détruisaient les particularités locales. Ce mouvement s'est éteint. Il a échoué. En fait, la popularité de ce genre de préoccupations, non seulement en matière d'information mais aussi sur le plan économique, a considérablement diminué dans les instances internationales.

Toutefois, quand on aborde le sujet que vous avez examiné ce matin-vous parlez de la technologie, qui est vraiment occidentale, avec l'exception du Japon et d'autres pays-nous recommençons à voir les réactions de certains pays, dont quelques-uns sont relativement prospères. The Economist rapportait qu'en Asie du Sud-Est, il y a des pays qui interdisent certaines questions parce qu'elles permettent de critiquer le gouvernement. Récemment, M. Murdoch a accepté de supprimer des programmes qui offensaient le gouvernement chinois. En pensant à l'avenir, je me suis demandé si nous n'allions pas voir, une fois de plus, des pays islamiques ou du Sud-Est asiatique, par exemple, qui pourraient devenir plus importants sur la scène internationale au cours des prochaines décennies, porter à nouveau des accusations fondamentales semblables à celles qui ont été faites au cours des années 1970, lors des débats sur le nouvel ordre de l'information. Autrement dit, la révolution pourrait ne pas se dérouler exactement comme vous l'envisagez.

• 1125

Mr. Dalfen: It's an interesting question. I've actually had direct experience in an Asian network called Star TV, which is now in fact controlled by the Murdoch interests.

M. Dalfen: C'est une question intéressante. En fait, j'ai eu une expérience de première main dans un réseau asiatique appelé Star TV, qui est maintenant contrôlé par la société de M. Murdoch.

When that service started up-it was at that time that I was involved—it was to be a pan-Asian service carrying five channels: MTV, the American music channel, in an Asian variation; an American sports channel with inserts of Asian sports; the BBC News Service: a Mandarin channel; and a film channel. That was going to be shot up into the atmosphere from Hong Kong onto the AsiaSat satellite and beamed down across Asia.

At the time we raised the very issue you're talking about: what the reaction of different governments around Asia to this would be, from the North Korea iron-fisted rule to Iran and its very fundamentalist Islamic government. The bottom line four and a half years later is that Star TV has been accepted in every country in Asia with one exception-Singapore. Singapore has been the only country that has kept the channel out for, if you like, industrial policy reasons as much as cultural policy reasons. There's a very tight monopoly by Singapore Telecom, and the government in Singapore, as we know, is able to have its writ run over a very small area. Dishes are extremely visible and easily enforceable. It's the only one.

So to answer your question, it seems to me that going forward based on that experience we're unlikely to see very much resistance to the ever-increasing encroachment of different channels from all over the world-CNN, more sports, more music, and the like-throughout Asia.

I have one small anecdote. A friend of mine who is the head of a PBS station in one of the cities in the United States recently visited the south sea island of Palau. I hadn't heard of it; maybe you have. He said that the airport was essentially a thatched roof building, the plane was a small aircraft, and there was a dirt landing strip.

The first question the baggage handler, a person who would never have left the Island of Palau, asked was, did he do it? Now, he was referring to O.J. Simpson. This was in the remotest part of the world, but of course CNN is there. Whether there's one TV in his village or they all have TVs, I'm not sure, but in fact the information had got there and they were participating in this trial of O.J. Simpson to an extent that would boggle the mind. That's just an anecdote.

Prof. Anderson: I just wanted to follow up briefly on a remark you made. It was me who characterized the American system as being particularly open, but I wasn't implying that the nation state of the United States of America was now a weak state or that it was withering away.

I think we should be very clear that although new communications technologies and patterns break down boundaries and do have effects on states, sovereignty, and so on, it doesn't automatically follow that they are the cause—or that it is inevitable—of the nation state withering away. I'm seeing a really dialectical situation there.

For example, we've seen an enhancement of the exercise of state power in the last, say, three or four years, since the Gulf Great Britain, and I would be surprised if we were to see the frontières des États-Unis, de la France et de la Grande-

[Translation]

Quand ce service a démarré—c'est à ce moment-là que j'y ai travaillé—il était censé desservir toute l'Asie avec cinq chaînes: MTV, la chaîne de musique américaine, version asiatique; un réseau de sports américain avec quelques événements sportifs asiatiques; les nouvelles de la BBC; une chaîne mandarine; et une chaîne de films. La diffusion devait se faire à partir de Hong Kong vers le satellite Asia-Sat pour atteindre toutes les régions de l'Asie.

À l'époque, nous avons soulevé la même question que vous venez de poser: quelle serait la réaction des différents gouvernements des pays asiatiques, du régime autoritaire de la Corée du Nord au gouvernement musulman très intégriste de l'Iran. Quatre ans et demi plus tard, nous constatons que Star TV est accepté partout en Asie, sauf dans un pays: Singapour. Ce pays est le seul à avoir refusé Star TV, et ce, pour des raisons de politique, si l'on veut, tant industrielle que culturelle. Singapore Telecom dispose d'un monopole très étroit et, comme nous le savons, le gouvernement de Singapour peut faire main basse sur un domaine très étroit. Les antennes paraboliques sont extrêmement visibles et faciles à contrôler. Singapour est donc le seul pays dans cette situation.

Pour revenir à votre question, il me semble que, si l'on en juge par cette expérience, il est peu probable que les pays asiatiques résistent beaucoup à l'hégémonie croissante des réseaux de télévision du monde entier-CNN, les chaînes sportives, les chaînes musicales, etc.

Je vais vous raconter une petite anecdote. Un de mes amis qui dirige une station de la PBS dans une ville des États-Unis a récemment visité l'Île de Palau dans les mers du Sud. Je n'en avais pas entendu parler; peut-être la connaissez-vous. Il m'a raconté que l'aéroport se résumait à un bâtiment au toit de chaume, que l'avion était un petit appareil, et que la piste d'atterrissage était poussiéreu-

La première question que le bagagiste, une personne qui n'avait probablement jamais quitté l'Île de Palau, lui a posée était la suivante: «L'a-t-il fait?» Il faisait allusion à O.J. Simpson. Tout cela se passait dans un coin perdu, mais on y recevait évidemment CNN. J'ignore s'il y a un seul téléviseur ou autant de téléviseurs que d'habitants dans ce village; chose certaine, l'information y était parvenue et la population assistait au procès de O.J. Simpson de façon inimaginable. Ce n'est qu'une anecdote.

M. Anderson: Je voudrais revenir brièvement sur une observation que vous avez faite. C'est moi qui ai dit que le système américain était particulièrement ouvert, mais je ne voulais pas dire par là que l'État-nation des États-Unis d'Amérique est maintenant faible ou qu'il est en déclin.

Je pense qu'il faut affirmer très clairement que, bien que les nouvelles technologies de communication anéantissent les frontières et aient des répercussions sur les États, la souveraineté, etc. il ne s'ensuit pas automatiquement qu'elles sont à l'origine de l'effritement de la l'État-nation-ni qu'elles sont inévitables. À mon avis, la situation actuelle est véritablement dialectique.

Par exemple, nous avons assisté à l'exercice accru du pouvoir de l'État au cours des trois ou quatre dernières années, War, outside of the borders of the United States, France, and c'est-à-dire depuis la Guerre du Golfe, à l'extérieur des

withering away of the nation state and of its need as a state and as a government to negotiate in many, many fora. So the openness with which the Americans are characterized is at the same time allied to a very strong and vigorous government.

M. Comeau: Je voudrais revenir à la question de M. English. Je pense que M. English a soulevé l'une des composantes du problème. Je ne pense pas que l'on vive actuellement, ou que l'on s'apprête à vivre une révolution. Les révolutions sont imprévisibles et on n'en connaît ni les composantes ni le cours.

Rappelons—nous seulement ce qui s'est passé au Québec. Il a fallu deux ans et demi avant qu'un journaliste de Toronto, en 1962, invente le terme «révolution tranquille». On la vivait depuis deux ans et demi et personne ne le savait.

• 1130

La différence avec ce qui se prépare actuellement, c'est que nous avons des contenants et nous avons une quincaillerie que nous connaissons, dont nous connaissons les composantes et aussi les possibilités. Nous sommes capables d'orienter cela. Ce n'est pas une révolution, à ce moment—là, c'est un changement qualitatif et peut—être quantitatif. Mais les révolutions, vous l'avez dit, sont imprévisibles et hors de notre contrôle. Nous avons la chance, je pense, d'avoir des instruments que nous pouvons contrôler mais à la condition de vouloir le faire.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Comeau, c'est vous qui avez soulevé la question: À qui appartient l'information? Vous n'avez pas répondu à votre question.

Des voix: Ah, ah!

M. Comeau: Non. Vous voulez que je réponde?

Le coprésident (M. Gauthier): J'aimerais que vous me donniez une réponse, oui.

M. Comeau: Il faut se rendre compte de deux choses. Sur l'autoroute de l'information—puisque c'est de ça dont nous parlons en ce moment—, il y aura deux types d'informations. Il y aura l'information mise à la disposition de tous les utilisateurs, aussi bien les banques de données que les émissions ou que toutes autres données du genre. Il y aura, à ce moment—là, une propriété intellectuelle dont il faudra redéfinir les caractéristiques et les impératifs. Ça, c'est à peu près évident.

Mais il y aura aussi, si les projets s'orientent comme on semble le croire, il y aura aussi, dis-je, de l'information strictement personnelle qui circulera. Déjà l'expérience UBI le laisse très clairement entendre. Les gens pourront commander des biens et services. Or, il est évident que cette information-là appartient à l'individu qui en est l'auteur. Mais, en plaçant une commande auprès d'un propriétaire, d'un locataire ou autre, il autorise une partie de cette information à être partagée avec le destinataire de l'information. Mais il y a un contrôle quand même. Et la propriété n'est pas perdue parce qu'elle circule.

Prenons un cas très précis. Le fait que pour des raisons majeures vous preniez tel ou tel type de médicament ne cesse plus d'être une caractéristique personnelle et votre propriété peut-être malheureuse, parce que l'information circule dans une fibre optique. La propriété demeure et elle continue d'être la caractéristique d'un individu.

[Traduction]

Bretagne, et je serais étonné s'il y avait un effritement de l'État-nation et de son besoin, en tant qu'État et en tant que gouvernement, de négocier dans d'innombrables instances. Par conséquent, l'ouverture dont on caractérise les Américains est en même temps liée à l'existence d'un gouvernement très fort et vigoureux.

Mr. Comeau: I would like to come back to Mr. English's question. I think Mr. English raised one aspect of the problem. I don't think we are living in a revolution or that a revolution is about to come. Revolutions are unpredictable and we never know their structure nor their course.

Let us remember what happened in Quebec. It took two years and a half before a Toronto journalist, in 1962, invented the term "quiet revolution". It had been going on for two years and a half and nobody knew it.

The difference now, is that we have the carriers, we have the hardware. We're familiar with it, its components and what it can do. We can direct our efforts in this field. There isn't a revolution going on, rather a qualitative and possibily a quantitative change. But, as you said, revolutions are unforseeable and beyond our control. We have the good fortune to have tools we

can control but only if we have the will to do so.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Comeau, wasn't it you who raised the question of whom this information belongs to? You didn't answer your question.

Some hon, members: Oh, oh!

Mr. Comeau: No. Would you like me to answer?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I'd like you to give me an answer, yes.

Mr. Comeau: We have to realize two things. On the information highway—since that is what we are talking about—there will be two kinds of information. There will be information made available to users as well as data banks, programs and all other data of that sort. We shall then have to redefine intellectual property and the characteristics and the imperative that attach to it. That's fairly obvious.

But if things evolve as we seem to think they will, there will also be purely personal information in the system. The UBI experience clearly shows that people will be able to order goods and services. It's clear that this other information belongs to the author. But when one orders something from an owner or a lessee, the latter authorizes the sharing of part of this information with the recipient. But there are safeguards nevertheless. And the property isn't lost even though it's moving in the system.

Let's look at a very specific case. Let's say that for unavoidable reasons you take a certain kind of medicine. This remains personal property, even though the fact may be part of the information in the fiber optic system. The ownership remains personal.

Je pense qu'il faut faire la part des choses entre le type d'information qui circule là-dedans. Je ne pense pas que les principes fondamentaux changent. Les législations devront s'adapter au contenant et au véhicule mais les principes de base demeurent, à mon point de vue.

Le coprésident (M. Gauthier): Est-ce qu'il y a quelqu'un d'autre qui veut commenter cette question, à savoir: À qui appartient l'information? Parce que moi, j'ai des difficultés.

Vous nous avez dit qu'on a des contenants; on est très bon dans le domaine des carriers, mais le contenu est tout de même assez rare parfois, voire même difficile à avoir. Mais vous venez de me dire, si j'ai bien compris, que l'individu qui a son information concernant sa santé personnelle sur une carte microprocesseur est responsable car il a donné son aval à ce que cette carte soit utilisée. Ce n'est pas toujours le cas.

Si, par exemple, dans la smart card de santé, l'autorité gouvernementale décide de mettre toutes ces informations-là sur une petite carte et sans consulter, est-ce que vous voulez me dire que l'individu aurait droit de dire non, «vous ne mettez pas mon information sur la carte»? «Vous ne pouvez pas faire ça»! Il va y avoir un système très complexe, très compliqué.

M. Comeau: Il v a évidemment beaucoup d'implications dans votre question. Mais au départ, il est évident que, entre le dossier «papier» que le médecin détient dans son bureau et le dossier «papier» mis sur une carte, le principe de protection de la vie privée est le même. Il s'agit de voir comment ça se matérialise. Le problème, c'est de faire en sorte que n'aient accès à cette information, qu'elle soit sur papier ou sur support électronique, que les personnes autorisées. Dans un hôpital, est-ce que le commiscomptable a le droit de connaître le diagnostic?

Je pense que le principe est le même. Il s'agit de faire preuve d'imagination et d'utiliser la technique pour faire en sorte que les droits fondamentaux de l'individu soient respectés. Il s'agit d'imaginer et de transposer des principes fondamentaux dans des réalités nouvelles. Ce n'est pas facile, je l'admets. Mais on a, heureusement, le temps de le faire actuellement parce que la mise en oeuvre de ces techniques n'est pas pour demain matin, mais peut-être pour après demain. On a quand même le temps et l'obligation de le faire.

Le coprésident (M. Gauthier): Si je transpose ça à un défi plus large. Le Canada est un pays bilingue, biculturel ou multiculturel, bijuridique; en tout cas, on a des qualités terriblement intéressantes à développer. Mais on a un problème. C'est qu'on a deux entités: le Canadien anglophone et le Canadien francophone. Comment fait-on pour réconcilier les difficultés qu'ont, par exemple, nos agents culturels, nos exportateurs de produits culturels? Ca leur prend un marché, le Comité, que pour un manufacturier, ça lui prend à peu près 20 p. 100 de son marché canadien, et 80 p. 100 ou presque, il le vend à if he is to compete successfully in world markets. l'extérieur s'il veut réussir sur le plan compétitivité, marchés mondiaux, globalisation et toutes ces choses-là.

Je vous pose la question: Les Québécois et les Canadiens d'expression française, les Acadiens—je pense à certains artistes, en tout cas-qui sont maintenant capables de vendre leurs produits sur le marché international, ils le font parce qu'il

[Translation]

I think our approach will have to reflect the kind of information that is circulating in the system. I don't believe that fundamental principles are changed. The laws will have to be adapted to the carriers, the vehicles, but in my opinion, fundamental principles will remain the same.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Is there anyone else who would like to comment on the question of whom the information belongs to? Because I'm having a difficult time with it.

You said that we have carriers and we're very good in that field; but content is nevertheless rather rare sometimes and even difficult to get. But, if I've understood you, you just said that the individual whose health information is on a smart card is responsible because he or she has endorsed that particular use of the card. That isn't always the case.

If, for example, with respect to a health system smart card, the government decides to put all information in one card and this without consulting the persons involved, are you saying that the individual would have the right to say," No, you're not putting my information on that card, you can't do that"? The system will be extremely complicated, extremely complex.

Mr. Comeau: There are obviously many facets to your question. But first of all, it's clear that the principle of the protection of privacy remains the same whether it has to do with a paper file in a doctor's office or with a paper file on a smart card. We have to look at how this works in reality. The problem is to make sure that only authorized persons have access to this information, be it on paper or electronic. Would an accounting clerk in a hospital have the right to information about a diagnosis?

I believe that the principle remains the same. We have to be imaginative and use the technology in such a way that fundamental individual rights are respected. We have to integrate basic principles with new realities. I admit it's not easy. But, fortunately, these technologies won't be implemented tomorrow morning-possibly the day after tomorrow. We do have the time and the duty to act.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Let's look at the challenge on a larger scale. Canada is a bilingual, bicultural or multicultural country; a country with two legal systems. In any case we have very attractive qualities which should be developed. But we have a problem. There are two entities: Englishspeaking Canada and French-speaking Canada. How can we deal with the problems experienced by our cultural officers, the exporters of our cultural products? They need a market; they une masse critique. On nous a dit, on nous le répète souvent ici devant need critical mass. We often hear in committee that a manufacturer needs to sell 20% of his production in Canada and almost 80% abroad

> I put the question to you: the Quebecers, French-speaking Canadians, Acadians-I'm thinking here of certain singers-who are now able to sell their products internationally do so because there is the necessary critical mass either in Europe or, today, in

y a eu une masse critique d'établie, soit en Europe et the United States. Celine Dion is a multinational corporation; multinationale; et puis, Roch Voisine, quasiment aussi, et le goes for the Cirque du Soleil. There is the Montreal Symphony Cirque du Soleil. Je pense à l'OSM, aux produits de M. Dutoit Orchestra, the work done by Mr. Dutoit and his musicians et de son orchestre symphonique qui font fureur dans le domaine de which is all the rage as an export; these are Canadian products. I'm l'exportation canadienne; c'est un produit canadien. Je pense à also thinking of certain English-speaking Canadians as well such as certains anglophones, également, comme Anne Murray, et je peux en Anne Murray, and I could mention others who have also carved out nommer d'autres, qui ont aussi un marché assez bien établi au niveau a niche in the cultural market. de ce marché culturel.

Comment fait-on pour encourager nos contenants, ceux qui transportent l'information, pour satisfaire M. Anderson quand il in a manner that would satisfy Mr. Anderson when he is on a est sur l'avion et pour satisfaire Jean-Robert Gauthier quand il plane and that would satisfy Jean-Robert Gauthier when he is tourne sa télévision pour qu'il y ait un programme à contenu flipping from channel to channel trying to find Canadian canadien? Comment faites-vous pour faire ça et éviter qu'on nous content? How can you manage this, how can you avoid always tranmette toujours ces programmes de télévision américaine avec la broadcasting American television programs and the violence that violence qui en découle et toutes ces choses-là? Comment faites- goes with them? What would you do to deal with the problems vous pour réconcilier ce dont M. Anderson a parlé,

the paradigm of openness that you talked about, Mr. Anderson. le paradigme d'ouverture dont vous avez parlé, monsieur we cope with that, without getting into un dirigisme à outrance? How do you do that? Does anybody know the answer to that question?

Ms Côté-O'Hara: Well, I'd just like to take a stab at it, if I may.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Go ahead.

Ms Côté-O'Hara: I think that is the dilemma that the CRTC has been trying to handle, guaranteeing the balance CRTC cherche à résoudre est d'assurer l'équilibre entre les between, as Chuck Dalfen has said, consumers' wants and désirs des consommateurs et les intérêts des Canadiens, pour consumers' and Canadians' interests. I think what is happening reprendre ce qu'a dit Chuck Dalfen. Ce qui se passe, ce dont and what everyone is speaking about is that, as has been shown in tout le monde parle, ce qui a déjà été démontré à Hong Kong et Hong Kong or elsewhere, without having a police state, it's hard to ailleurs, c'est qu'il est difficile d'empêcher les gens de regarder ce stop people from choosing what they want to look at, and others are qu'ils veulent sans avoir un État policier; et tout aussi difficile going to beam it down, whether by satellite or across wires or what d'empêcher les autres de transmettre ces émissions, que se soit par have you.

This is why the information highway concept and all the discussion that is being held is so critical to culture and to its suscite importent tellement pour l'avenir de notre culture; la future, because distribution has been a critical problem for them. distribution continue de poser un problème sérieux. D'autres There would be more niches that would be worth while secteurs de marché devraient être exploités; et je ne pense pas pursuing, not just the mega-coverage, which is now how things seulement aux télédiffuseurs généralistes, c'est-à-dire ceux qui operate on networks, the Global Network, CTV, CBC, TVO. prédominent en ce moment-Global Network, CTV, CBC, Different formulas are going to emerge in terms of content, TVO. On va trouver de nouvelles formules qui vont satisfaire which would probably satisfy a lot of our cultural producers, the beaucoup de nos producteurs culturels dans les domaines de la content producers in the music industry, in film, and in a variety musique, du film et de la vidéo; des producteurs qui ne of video formats, who would find that they couldn't get on a pourraient pas faire transmettre leurs émissions par cable channel because of the restricted highway. The highway câblodiffusion à cause des restrictions imposées à l'autoroute now allows other choices, and that is going to stimulate content. Electronique. En ce moment, cette autoroute permet d'autres We're going to find that this content is not only going to be good for choix, ce qui va mettre l'accent sur le contenu. Et nous allons Canadians but it's going to be exportable quality. That's my dream. constater que le contenu canadien n'est pas seulement une bonne

[Traduction]

aux États-Unis. Céline Dion, c'est une in the case of Roch Voisine it's almost the same thing; the same

How can we encourage our carriers to transport information discussed by Mr. Anderson.

I have difficulty in trying to understand how we, as a Anderson. Je comprends mal comment en tant que government and as a people, impose upon our carriers a content gouvernement et en tant que peuple, nous pouvons imposer un that is Canadian. We have that product, but we're not contenu canadien à nos distributeurs. Nous avons des produits distributing it; we're not making it available to Canadians. How do mais nous ne les distribuons pas; nous ne rendons pas ces produits accessibles aux Canadiens. Comment régler ce problème sans créer un dirigisme à outrance, «extreme state intervention»? Comment s'y prendre? A-t-on la réponse à cette question?

> Mme Côté-O'Hara: Eh bien, je voudrais tenter d'y répondre, si vous le permettez.

Le coprésident (M. Gauthier): Allez-v.

Mme Côté-O'Hara: Je pense que le problème que le cable, satellite ou autrement.

C'est pourquoi l'autoroute électronique et le débat qu'elle chose pour les Canadiens, mais qu'il représente aussi un produit exportable. Voilà mon rêve.

[Translation]

• 1140

I guess part of what we've been trying to say is create what we call wider highways, more choice at the homefront, a strong push to get Canadian-content producers, whether they're in the educational field, the health field, or the entertainment field, to be confident that their product not only will be reaching Canadian homes and businesses but also the international market.

I think the issue of privacy plays into a lot of this, because the play on content will be different from what it was before. Privacy is a critical one because you're trying, on the one hand, to use these new instruments but not invade a person's right for information about him not to be shared without his permission. In other words, information about him must be accessible to him so that he can have open disclosure and is always informed.

It's a very expensive process, particularly the last one, making sure that people are informed and involved. We're very involved in the process, as many companies are, trying to figure out whether a self-regulated or a mixed hybrid system is the best one. And Ouebec is certainly avant-garde in that field.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Johnston, followed by Mr. Comeau.

Mr. Johnston: Let me make two points, Mr. Chairman, on your very fundamental questions. My first point, I think, would be a very simple observation, but one which I hold with great conviction. I think we should place great emphasis in our investment in people and that we should be attempting, with even more ambition, to nurture our young artists, writers, musicians and producers even more than we do.

When we look at the trade-off of Canadian content requirements as opposed to the same dollar being invested in the development of a young creator, I think my tendency would be for the latter rather than for the former. In general, it would be to provide levels of investment in our young people in cultural endeavours more than we

My second point is that the returns on those investments, to be very crude and mercantilistic about it, are very large. I have spent the last 15 years as a rector of a university and much of my time has been spent in fundraising—it's a noble calling. We need resources for good universities.

I think I can say without hesitation that, in the efforts to raise money and in making those terribly difficult decisions as to where you place it to get the best pay-off, the best decisions we've made at our university have been in the cultural parts of the university. We've raised large sums of money for a superb faculty of medicine that does excellent work, for an absolutely splendid faculty of engineering, and it is a little bit easier to raise money for a faculty of commerce, because it's easier to make that appeal.

But when I think of what has happened in our faculty of music, which at McGill has been the faculty that has advanced most prominently in quality in the past 15 years and now is a faculty that ranks with the three or four leading ones in North America, there has been an amazing accomplishment done with levels of investment that are one-tenth, per student, those of

Ce que nous disons, c'est qu'il faut bâtir ce que nous appelons des autoroutes plus larges; il faut offrir davantage de choix aux Canadiens, il faut encourager les fabricants de produits à contenu canadien, que ce soit dans le domaine de l'éducation, de la santé ou des arts et des loisirs. Il faut leur assurer que leur produit va être offert non seulement chez nous, mais aussi à l'étranger.

Je pense que la protection de la vie privée est un aspect essentiel de cette question, parce qu'on va interpréter le contenu d'une façon différente. La protection de la vie privée est d'une importance critique parce qu'on veut se servir de ces nouveaux instruments tout en respectant le droit des particuliers de ne pas partager des renseignements personnels. Autrement dit, il faut qu'un citoven soit toujours au courant de la situation quant aux renseignements personnels qui le concernent.

Tout cela coûte très cher—le dernier processus surtout, celui qui permet de garder les gens informés et attentifs. Nous nous intéressons beaucoup au processus, comme bien des entreprises et tentons de déterminer s'il faut un régime d'auto-réglementation ou bien un système mixte. Le Québec fait oeuvre de pionnier dans ce domaine.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Johnston, ensuite monsieur Comeau.

M. Johnston: Monsieur le président, je voudrais soulever deux points qui portent sur vos questions très fondamentales. D'abord, une observation fort simple, mais qui me semble essentielle. Selon moi, il faut investir surtout dans nos gens et on devrait-ce qui est encore plus ambitieux-tenter d'encourager nos jeunes artistes, écrivains, musiciens et producteurs encore bien plus qu'on ne le fait maintenant.

Quand on fait la comparaison entre ce qu'on dépense pour les exigences en matière de contenu canadien par rapport aux sommes qu'on pourrait investir dans la formation de jeunes créateurs, eh bien, je pense qu'il nous ont opter pour cette dernière possibilité. De façon générale, on devrait mieux financer les entreprises culturelles de nos jeunes.

Deuxièmement-et j'aborde ici des considérations bassement matérielles—on pourrait s'attendre à des profits très intéressants. J'ai été doven d'université au cours des quinze dernières années et j'ai consacré beaucoup de mon temps aux levées de fonds; il s'agit d'une noble vocation. Les bonnes universités ont besoin de sous.

Je peux dire sans hésiter que les meilleurs investissements de l'argent recueilli à la suite de campagnes de souscription ont été faits dans les secteurs culturels de l'université. Nous avons trouvé de grosses sommes pour construire une superbe faculté de médecine qui fait un excellent travail, pour une merveilleuse faculté de génie et-soit dit en passant-il est un peu plus facile d'aller chercher des fonds pour une école de commerce parce qu'il y a bien des gens qui s'y intéressent.

Mais quand je songe à notre faculté de musique à l'Université McGill qui, depuis quinze ans, a connu les plus grands progrès en matière de qualité et qui figure parmi les quatre meilleures en Amérique du Nord, je conclus que des réalisations étonnantes ont été accomplies grâce à des investissements qui ne constituent que le dixième de ce que l'on the great universities in the United States. I could repeat that dépense pour les grandes universités aux États-Unis. La même for theatre, I could repeat that for film and a number of other chose vaut pour le théâtre, le cinéma et d'autres domaines où

areas of endeavour, where a dollar goes a very long way, invested in teaching and research about culture in a university.

M. Comeau: Je voudrais, monsieur le président, revenir avec votre question qui rejoignait indirectement celle de M. Paré tout à l'heure. Je fréquente l'Europe depuis 29 ans. J'y ai vécu 17 ans. J'ai été surpris de constater ces deux dernières années l'influence en Europe de TV5, des émissions canadiennes qui sont maintenant là-bas et qui commencent à être en Afrique.

Par cette familiarisation accidentelle au départ des téléspectateurs européens avec des émissions et des réalités francophones du Canada et ensuite par l'habitude de regarder TV5, j'ai été surpris ces deux dernières années, parce que j'y retourne plusieurs fois par année, de voir comment des personnes que je connaissais depuis des années me parlent maintenant de réalités de chez nous parce qu'elles les ont vu à TV5; et elles ont des questions qui viennent de TV5. C'est it is one of the best investments made by Canada and the absolument phénoménal et je pense que c'est l'un des meilleurs investissements qui aient été faits par le Canada et par les membres out astute diplomacy. du consortium depuis des années. Cela, c'est utiliser une technique de pointe pour faire une forme de diplomatie intelligente.

• 1145

Je pense que de tout ce que j'ai vu en 29 ans, c'est l'instrument le plus rentable au point de vue image et au point de vue connaissance du Canada francophone et du Canada en général à ce moment-là. Voilà ma réponse à votre question.

Le coprésident (M. Gauthier): Je suis entièrement d'accord avec vous. J'ai été surpris récemment, aussi. Il y a eu les Jeux de la Francophonie, et TV5 a fait un bon travail pour transmettre ce qui se passait dans ces fameux Jeux. Mais je n'ai pas vu au Canada, quoi que ce soit au niveau de la communication, télévision ou autre, au sujet de cette activité qui impliquait tout de même 47 pays et qui avait un impact assez fort sur notre jeunesse. On manque peut-être le bateau, car il n'y a pas beaucoup de Canadiens qui ont su qu'il y avait eu des Jeux de la Francophonie où on a même gagné plusieurs médailles d'or. C'est malheureux parce que c'est du contenu, mais ce n'est pas transporté par nos transporteurs et cela me déplaît un petit peu.

Monsieur Dalfen, avez-vous quelque chose à ajouter?

Mr. Dalfen: Thank you, Mr. Chairman.

The question is a good one. I'm delighted to hear about the result of TV5 because for years I've been trying to answer the very question of how you get essentially Canadian images and stories to be popular, because in the end that is what they have to be for people to want to watch them. You can't force people to watch in most of the world where there is a multiplicity of choice on the dial.

We know there have been two outcomes as a result of our Canadian content requirements and our funding of Canadian artists, creators, and producers. One is that individuals have done very well and have gone on to great fame. Forty years ago, the chief writer on The Sid Caesar show, Mel Tolkin, was a Canadian. Lorne Michaels, the executive producer of Saturday Night Live and all those shows, is a Canadian.

There is CBC experience in both cases and NFB in some cases. Individuals go on and do quite well around the world in disproportionate numbers.

[Traduction]

les sommes investies en matière d'enseignement et de recherche dans les secteurs culturels d'une université rapportent énormément.

Mr. Comeau: Mr. Chairman, I'd like to get back to your question which is indirectly connected with the question put by Mr. Paré earlier. I've been going to Europe for 29 years now. I lived there for 17 years. I was surprised at the influence in Europe of TV5 and the Canadian programs which are broadcast there and are now beginning to be broadcast in Africa.

In the beginning European viewers learned about Canada's French-language programs by accident. Then they got in the habit of watching TV5. I am in Europe several times a year, and over the past two years I've been astonished to see how people I've known for ages discuss our country and our situation because of what they see on TV5. And they ask questions based on what they have seen. It is absolutely phenomenal and I think members of the consortium in years. It is a high-tech way of carrying

I believe that it is the most profitable instrument I've seen in 29 years with respect to image and knowledge of French-speaking Canada and Canada in general. That's my answer.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I agree with you entirely. I was surprised by this recently myself. The Jeux de la Francophonie took place recently and TV5 did a good job broadcasting these games. But I saw nothing about them in Canada whatsoever, either on television or elsewhere; and these games did involve 47 countries and had a tremendous impact on our young people. We may be missing the boat because there are not many Canadians who knew that these games were going on even though we did win several gold medals. This is unfortunate because it is Canadian content, but it is not being carried by our carriers and I am rather chagrined by this.

Mr. Dalfen, do you have anything to add?

M. Dalfen: Merci, monsieur le président.

La question est valable. Je suis ravi d'entendre ce que vous avez à dire au sujet du TV5 parce que je tente d'expliquer comment rendre les réalités canadiennes populaires; en fin de compte, il faut que les émissions soient populaires pour que les gens les écoutent. Dans la plupart des pays au monde, on ne peut pas obliger les gens à écouter des émissions là où il y a toute une gamme de choix.

Nos exigences en matière de contenu canadien ainsi que notre financement des artistes, des créateurs et des producteurs canadiens ont eu deux résultats: d'abord, certains particuliers ont réussi de façon remarquable et sont devenus célèbres. Mel Tolkin, qui était le rédacteur en chef de l'émission The Sid Caesar Show, émission qui remonte à il y a 40 ans, était Canadien, Lorne Michaels, le réalisateur de l'émission Saturday Night Live est Canadien.

Les deux ont travaillé pour la CBC. Dans d'autres cas, les gens concernés travaillaient pour l'ONF aussi. Un nombre disproportionné de Canadiens réussissent dans ces domaines partout dans le monde.

The second thing-and this has been going on for the past 25 years—is that the CRTC insists on Canadian content so there are Canadian productions. However, the reality of sales in the international marketplace is that you have to produce a product that is going to appeal to popular tastes. Therefore, you lower the denominator, you homogenize it, and you make it look more American, not because you're in some ways perverse but because you want to maximize the sale. So the money that goes into Canadian production is, in a sense, destined for a larger market, with Canada just being a bit of a springboard, and we're not getting the cultural pay-off we all would really love to see.

So, as Woody Allen once said, I can't leave you with a positive message so I'll leave you with two negative ones. That's, in effect, my observation.

We do have, though, on the horizon TV5 in a very different market, the francophone market. We also have this new alliance between the CBC and Power Broadcasting that proposes to export CBC and other Canadian productions onto the deathstar to be broadcast into the United States and so on.

We have redoubled efforts on the part of the CRTC to get not just Canadian content but what is known in the trade as Canadian-Canadian, which is not only that all the producers, artists, and so on have to get the points that amount to a Canadian production but that the content has to be a Canadian story. More and more when major station licence renewals come up, the CRTC insists on getting more Canadian-Canadian. Whether this will achieve the result, the verdict isn't in yet.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Believe me, Mr. Dalfen, when I say to you that I would like to see a Commonwealth network similar to TV5. I'm dreaming. You said that will never happen. Why can't it? Why couldn't we counter the American influence here in Canada by having a Commonwealth link like TV5?

Mr. Dalfen: Mr. Chairman, the only answer is, again, anecdotal. When I was on the CRTC back in the 1970s, I met the head of the Hungarian Broadcasting Corporation, as it was known at the time. I asked what their biggest problem was, thinking that it might be Russian influence or whatever at the time. He said that the biggest problem was the insatiable desire of their viewers for American programming.

Mr. Graham: I would like to follow up on the theme the panel has been exploring in all of these areas, including Mr. Comeau's thoughtful remarks about the relationship between the state and the need to protect essential fundamental values, without getting into the Singapore censorship level of control referred to by Mr. Dalfen; the tremendous problem of homogenization that we are all dealing with in terms of the American culture, the terrifying story of Mr. Dalfen that people on a south sea island would feel that part of their cultural formation reposait sur la télédiffusion du procès d'O.J. Simpson. Nous savons now as being true. Things that happen in the United States are true s'est déjà produit aussi ailleurs au monde. worldwide because they have happened there.

[Translation]

Deuxièmement-et cette situation existe depuis 25 ans-le CRTC exige une certaine proportion de contenu canadien; il existe donc des productions canadiennes. Toutefois, la réalité du marché international veut qu'on produise quelque chose qui va plaire à la majorité. Il faut donc aller au dénominateur le plus bas, il faut un produit homogénéisé, il faut quelque chose de plus américain. Et cela parce qu'on veut quand même vendre le produit. Quand on finance des émissions canadiennes, on les finance, en quelque sorte, pour un marché plus vaste. Le Canada est le point de départ. Nous ne réalisons pas les profits culturels que tout le monde voudrait toucher.

Alors, comme l'a dit si bien Woody Allen, je ne peux pas vous donner un message positif, donc je vais vous en donner deux négatifs. Ce sont mes observations.

Toutefois, il y a TV5 qui évolue dans un marché très différent, à savoir le marché francophone. Il existe aussi cette nouvelle alliance entre la SRC et Power Broadcasting qui se propose d'exporter des émissions de la SRC et d'autres produits canadiens aux États-Unis par le truchement de «l'étoile de la mort».

On travaille de plus en plus fort au CRTC pour faire en sorte que les produits ne soient non seulement canadiens, mais ce qu'on appelle canadiens-canadiens. Autrement dit, les producteurs et les artistes sont canadiens, mais le contenu porte aussi sur des réalités canadiennes. De plus en plus lorsqu'un télédiffuseur veut faire renouveler sa licence, il doit respecter des critères canadiens-canadiens. On ne sait pas encore si cela va avoir les résultats escomptés.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Dalfen, croyez-moi; je voudrais voir se créer un réseau du Commonwealth, réseau semblable à TV5. Est-ce que je rêve en couleur? Vous avez dit que cela ne pourra jamais se produire. Pourquoi pas? Pourquoi ne pas contrer l'influence américaine ici par le biais d'un réseau du Commonwealth?

M. Dalfen: Monsieur le président, tout ce que je peux vous dire relève de ma propre expérience. Quand j'ai siégé au CRTC pendant les années 1970, j'ai rencontré le chef de ce qu'on appelait alors le Réseau national hongrois. Je lui ai demandé quel était son problème le plus important. Moi, je pensais qu'il allait parler de l'influence russe ou de quelque chose comme ça. Il m'a dit que le problème le plus sérieux, c'était le désir inasouvissable de voir des émissions américaines.

M. Graham: Je voudrais commenter ce dont ont discuté les panélistes, y compris les observations réfléchies de M. Comeau au sujet du lien entre l'État et le besoin de protéger les valeurs fondamentales, cela sans recourir au genre de censure qui existe à Singapour et dont M. Dalfen a parlé. On a à faire face aux problèmes énormes du pouvoir assimilateur de la culture américaine. Il y a cette histoire terrifiante que M. Dalfen nous a racontée au sujet des habitants d'une île du Sud dont la culture was being determined by the O.J. Simpson trial. We all know this tous maintenant que c'est vrai. Ce qui se produit aux États-Unis

[Traduction]

• 1150

The same things have happened all over the world in other circumstances, and they don't exist because they have not been reported by CNN, and hundreds of millions of people have not seen them, but they are of equal importance in forming our understanding of society and what we are trying to do.

The institutions, the standards, that we must be evolving must be international, because we cannot do it by ourselves.

Perhaps what I would like to ask this panel, in going back to my original question to you in that international arena... In those international institutions, who are our natural allies in this area? Who should we be working with? My intuition-and this is not anti-American of me; I declare my mother was American, and all of those things -is that the United States is not our ally in this. In fact, I don't say the United States is the enemy, but maybe it is the common enemy of everybody else because it's so all-pervasive. Who are our natural allies? Are they the Europeans, with the directive that Mr. Comeau mentioned, with their perspective of trying to preserve European culture in the face of this cultural homogenization? Are they certain Asian nations? Who should we be looking to, as Canadians, as allies in international fora to ensure the preservation of a Canadian cultural identity in this huge international homogenization process that's taking place as a result of your information highway?

Prof. Anderson: Mr. Graham, you've posed a very difficult question. I think apropos to what I said before, the changing environment for negotiation guarantees that we have no natural allies and that all calculation of alliance are specific to the context. The one or two-year stable set of arrangments, which used to be four, five, nine, or ten in the past, is what we must continuously adapt to. We might say that in international development circles our natural allies have been the Nordic countries or what we call the like-minded group. That arrangement itself is of a short duration and we must recalibrate, recalculate, redefine, at every stage.

I think from time to time we find our American neighbours natural allies. Yes, it happens. But no, there aren't many countries that find them as a continuous natural ally, and we're certainly not one.

I would urge you to look always at the context, and perhaps I would respectfully suggest that you abandon an arithmetic that would hold as natural allies for all time and to make those investments for the long term. I would urge you to take another approach, which is actually in answer to your question and that of Senator Andreychuk. As Mr. Johnston has just said, we must invest in people over the very long term and prepare them for negotiating in circumstances that we can't foresee today; we don't have quite that foresight. All we know is that it will be on a multitude of issues; it will be exceedingly complex and at every stage our freedom of action will be compromised. Those are probably the three guarantees that you can give.

Les mêmes choses se sont produites dans toutes les régions du monde, dans d'autres circonstances, sans faire la manchette à CNN et sans que des centaines de millions de gens en soient informés. Néanmoins, ces événements sont tout aussi importants pour comprendre la société et nos objectifs.

Nous devons élaborer et adopter des institutions et des normes internationales puisque nous ne pouvons tout faire à nous seuls.

Pour revenir à ma question initiale l'arène internationale, je poserai une question à nos témoins... Dans ces institutions internationales, qui sont nos alliés naturels dans domaine? Avec qui devrions-nous collaborer? J'ai l'impression que les États-Unis ne sont pas nos ailliés à cet égard-et je n'ai rien contre les Américains; ma mère était américaine, etc. En fait, je ne dis pas que les États-Unis soient l'ennemi, mais dans ce domaine, ils sont peut-être l'ennemi de tous, puisqu'ils sont si omniprésents. Qui sont nos alliés naturels? S'agit-il des Européens, dotés de la directive mentionnée par M. Comeau et orientés vers la protection de la culture européenne contre ce nivellement culturel? S'agit-il de certains pays d'Asie? Qui les Canadiens devraient-ils considérer leurs alliés sur la scène internationale, pour ce qui est de conserver une identité culturelle canadienne compte tenu de la grande homogénéisation internationale à laquelle donnera lieu votre autoroute de l'information?

M. Anderson: Monsieur Graham, il est très difficile de répondre à votre question. Ce que j'ai dit tout à l'heure est encore à-propos, c'est-à-dire que compte tenu du climat changeant des négociations, il est désormais certain que nous n'avons pas d'alliés naturels et que toutes les alliances devront être calculées en fonction de leur contexte. Alors que les accords étaient auparavant de 4, 5 ou même 10 ans, nous devons maintenant nous adapter constamment à des accords d'un an ou deux. Dans les milieux du développement international, ce sont les pays du Nord, ou ce qu'on appelle le groupe d'esprit commun, qui ont été nos alliés naturels. Cet accord est lui aussi de courte durée et nous devons le recalibrer, le recalculer et le redéfinir à chaque étape.

Il arrive de temps à autre que nos voisins américains soient nos alliés naturels. Et oui, cela arrive. Mais les Américains ne sont pas les alliés naturels permanents d'un grand nombre de pays, comme c'est certes le cas pour nous.

Je vous exhorte de toujours tenir compte du le contexte et je suggère respectueusement qu'il faut abandonner l'idée qu'il existe des alliés naturels à perpétuité et qu'on peut investir à long terme. Je vous demande d'adopter une autre méthode, qui répond en fait à votre question et à celle du sénateur Andreychuck. Comme M. Johnston vient de le dire, il faut investir dans les ressources humaines, à très long terme, et préparer les gens à négocier dans des circonstances qu'il ne nous est pas possible de prévoir à l'heure actuelle. Tout ce que nous savons, c'est qu'il y aura une multitude d'enjeux. Tout cela sera extrêmement complexe et notre liberté d'action sera constamment en péril. Ce sont sans doute là les trois seules garanties que l'on puisse donner.

But if we take his view, take it from the school of music and apply it more generally to the school of cultural understanding. Take people who learn other languages, learn histories, live in the situation, learn that diplomacy is no longer conducted according to the Vienna Convention but is exceedingly more complex now, and be very patient with them. Develop a large group of such people from whom we can choose.

1155

While on the one hand we acknowledge that instantaneous communication allows us to do many things in a microwave fashion—there is a kind of cooking that's not bad with the microwave—there are other things that require real time, and these are experiences and kinds of knowledge for negotiation that cannot be conveyed quickly. In fact, in some ways you can't train people to do it. We're about to start a course, for example, called Negotiation as Communication, but that's merely an introduction at a certain point in life to framing the problem, which people are going to have to work with for 10 or 15 years before they're really able.

While perhaps great mathematicians show up while they're in their 20s and great gymnasts or tennis players show up in their teens, it could be that good negotiators only show up at the gracious age of 40. I don't know. I'm urging the committee to see-

Mr. Graham: There's hope for us professors.

Prof. Anderson: Oh yes, and infinitely after that. I'm just urging you to see that you can't foresee the circumstances of where your alliances will lie, but you must prepare for all eventualities and, as we all have been told, at a reasonable cost.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I can't but think that at the beginning of this process—I think it was last spring, maybe in April or May-one of our witnesses said to us that he was very impressed with the way the French stood up to the Americans on the cultural negotiations on the GATT round, and how the others didn't stand up to the Americans because of the different language that was used. We use "culture" and they use "entertainment". To them it's the same thing, and you have to understand. We were very impressed at that time by the fact that if you stood up to some of these people, groups, that you sometimes come out on the winning side. I take it that this is what you're telling us, to stand up.

Prof. Anderson: That's true. The French understand that culture means cheese, with all the holes in it.

Mr. Graham: Swiss cheese has holes in it.

Mr. English: This brings me back to Professor Anderson's comments earlier. I just wanted to clarify what I had asked before. I had used the term "withering away of the state", which was unfortunate, and of course it derives from Marx and erreur, puisque l'expression est tirée de l'oeuvre de Marx, avec

[Translation]

Mais si on adopte son point de vue, il faut prendre l'exemple de la musique et l'appliquer d'une façon plus générale à la compréhension culturelle. Rassemblez des gens qui apprennent d'autres langues, qui étudient l'histoire, qui vivent sur place, qui apprennent que la diplomatie est beaucoup plus complexe que par le passé et ne se fait plus selon la convention de Vienne, et soyez très patients avec eux. Formez un vaste groupe de telles personnes au sein duquel nous puissions choisir celles dont nous avons besoin.

Même si l'on reconnaît que les communications instantanées nous permettent de faire beaucoup de choses très rapidement-pour reprendre l'exemple du micro-ondes, il est possible de cuisiner certaines choses de façon assez satisfaisante dans cet appareil-il y a d'autres choses qui exigent du temps, et il s'agit de l'expérience et des connaissances nécessaires aux négociations et qui ne peuvent être transmises rapidement. En fait, à certains égards, il est impossible de former les gens à cet art. Par exemple, nous allons entreprendre un cours intitulé «La négociation dans les communications», mais il s'agit d'un simple cours d'introduction, qui permettra aux gens de cerner un problème avec lequel ils devront composer pendant dix ou quinze ans avant d'être vraiment compétents.

Tout comme le génie des mathématiques se révèle dans la vingtaine et les grands talents pour la gymnastique ou le tennis à l'adolescence, les talents de négociateur ne se révèlent peut-être qu'à l'âge de quarante ans. Je n'en sais rien. Je demande au comité de comprendre...

M. Graham: Cela nous laisse donc de l'espoir.

M. Anderson: Oui, et bien après cet âge. Tout ce que je vous demande, c'est de comprendre qu'il est impossible de prévoir les circonstances dans lesquelles nous trouverons nos alliés, mais que nous devons nous préparer à toutes les éventualités, et cela, à un prix raisonnable, comme on nous l'a dit.

Le coprésident (M. Gauthier): Cela me rappelle le début de nos audiences-au printemps dernier, je crois, peut-être en avril ou mai, l'un de nos témoins nous avait dit qu'il avait été très impressionné de la façon dont les Français avaient tenu tête aux Américains sur la question de la culture dans les négociations du GATT. D'après lui, les autres pays avaient courbé l'échine devant les États-Unis pour une différence de terminologie. Nous parlons de «culture» alors que les Américains parlent de «divertissement». Pour eux, c'est la même chose, et nous devons le comprendre. Nous avions été très étonnés de constater que si l'on tient tête à certaines personnes ou à certains groupes, il arrive que l'on gagne. C'est ce que vous nous dites, je suppose, qu'il faut tenir tête.

M. Anderson: C'est exact. Les Français savent que la culture peut commencer même par le fromage, plein de trous.

M. Graham: C'est le fromage suisse qui a des trous.

M. English: Cela me ramène à une observation précédente de M. Anderson. Je veux seulement préciser ma question de tout à l'heure. J'ai parlé de retrait de l'État, ce qui est une

had a different meaning. What I meant was that the United States as un sens différent. Ce que je voulais dire, c'est que la société a society seems to try to regulate information flows less than other countries do, and less certainly than it had anticipated in 1900, 1930 or 1950. That's what I meant. It's not a case of the nation state disappearing; it's a different kind of conception.

What I meant by my question was that a good part of the world wants a closed society, to use an old term. Our part of the world, North America, is an open society in terms of regulating information flows. There's a mass of information not regulated by government, far less regulated than it was 50 years ago.

In international fora, I wonder where Canada will fit in the future. Historically, our tradition has been to try to regulate information flows. In the free trade negotiations we tried to talk about culture. When radio came in, we established the air commission, and when television came in, we had the Fowler commission. We have the CRTC, on which Mr. Dalfen served. It attempted for many years, unsuccessfully in part because of technology, to try to limit foreign cultural contacts for Canadians or to regulate in other directions, to regulate it toward Great Britain, as our Copyright Act did. And maybe today, with the royal family being almost as popular as O.J. Simpson, we could do a Commonwealth direction again.

That being said, we're in a different period now. We're facing a different technology. But in the future, for a Canadian government, who are our natural allies? There are going to be states, whether they are Islamic fundamentalist states-and you mentioned Iran, which was a more open society 20 years ago than it is now-states like Singapore, and there are perhaps going to be states like China to establish a continuity, who are going to be arguing for the right to restrict information flows. What are we going to do when we're faced in a body such as UNESCO, where there are many, even thousands, of multilateral negotiations going on. . .? What stand are we going to take?

On the one hand, Canadians have historically tried to prevent themselves from being overrun by American culture. In some ways we share an interest with the French, as they expressed themselves in GATT. On the other hand, there is so much, including our desire to sell both content and technology in the area of communication, that argues for openness. Where do we fall now? Is it a different world from the world when Mr. Dalfen served on the CRTC, when we did I think try to regulate technology? Many of us talked about ourselves as being nationalists. We're a long way from there, but I can imagine 15 years from now we're going to have quite a different kind of situation. Many states in the world are going to react against things like smart cards.

[Traduction]

américaine semble imposer moins de règles que d'autres pays au mouvement de l'information; ce mouvement est certes plus ouvert qu'on l'avait prévu en 1900, 1930 ou 1950. C'est ce que je voulais dire. Il ne s'agit pas de la disparition de l'État-nation; il s'agit d'un concept différent.

Dans ma question, je voulais dire qu'une bonne partie du monde souhaite avoir une société fermée, pour utiliser une vieille expression. Ici, en Amérique du Nord, nous vivons dans une société ouverte, pour ce qui est de régir les mouvements d'information. Il existe une masse de renseignements qui ne sont pas régis par le gouvernement, ou du moins qui le sont bien moins qu'il y a 50 ans.

Je me demande quelle sera la place du Canada, à l'avenir, dans les tribunes internationales. Nous avons toujours essayé de réglementer la circulation de l'information. Nous avons essayé d'aborder la question de la culture dans les négociations de libre-échange. Quand la radio a commencé, nous avons créé la commission des ondes, puis avec l'avènement de la télévision. nous avons eu la commission Fowler. Nous avons maintenant le CRTC, où a travaillé M. Dalfen. Pendant de nombreuses années, le CRTC a essayé, sans succès, en partie à cause de la technologie, de limiter les contacts culturels des Canadiens avec l'étranger ou de les orienter différemment, par exemple vers la Grande-Bretagne, tout comme on l'avait fait dans notre Loi sur le droit d'auteur. Puisque la famille royale est maintenant presque aussi célèbre que O.J. Simpson, nous pourrions peut-être nous orienter de nouveau davantage vers le Commonwealth.

Cela dit, nous vivons dans une époque différente. La technologie a évolué. A l'avenir, quels seront les alliés naturels du gouvernement canadien? Certains États réclameront le droit de limiter les mouvements d'information, qu'il s'agisse d'États intégristes musulmans-vous avez parlé de l'Iran, dont la société était plus ouverte il y a vingt ans que maintenant, d'États comme Singapour ou peut-être d'États comme la Chine, pour maintenir une continuité. Que ferons-nous, dans un organisme comme l'UNESCO, où sont tenues des milliers de négociations multilatérales? Quelle sera notre position?

Les Canadiens ont toujours essayé de se protéger contre l'assimilation à la culture américaine. Dans une certaine mesure, nous avons un intérêt commun avec la France, tel que ce dernier pays l'a exprimé dans les négociations du GATT. Par contre, tant d'autres éléments plaident en faveur de l'ouverture, y compris, dans le domaine des communications, notre désir de vendre et le contenu et la technologie. Où en sommes-nous maintenant? Les choses ont-elles changé depuis l'époque où M. Dalfen travaillait au CRTC, où nous tentions de réglementer la technologie? Un grand nombre d'entre nous se prétendaient nationalistes. Nous sommes bien loin de cette époque, mais j'imagine que la situation sera de nouveau bien différente dans 15 ans. De nombreux États réagiront contre des nouveautés telles les cartes à puce.

[Translation]

• 1200

At the present moment we don't know quite what that means, but a smart card, when you cross a border, could immediately identify you and you could be stopped. It can be done in a domestic society too. That was the nature of my question: where are we going to stand as Canadians in international negotiations on these questions, given the fact that historically we have, as a state, tried to regulate information?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Who wants to handle that one? Mr. Dalfen, sir, do you want to try?

Mr. Dalfen: I think if we're consistent, we would probably have to again balance those two. The CRTC continues to not allow certain services to come into Canada where there's an equivalent Canadian service. HBO is an example, ESPN—American networks that are simply not allowed to be carried on cable systems in Canada or by master antenna television systems. So we do restrict those. We may have very good reasons for doing so, and it's for us as a sovereign country to decide whether those are good reasons or not. But in international fora I don't see how we can ignore that, because it'll be raised, as it is against us whenever we try to promote free flow.

We try to steer a balance and I think in that we haven't really changed very much in the past 25 years. Will we change in the next 15 or 20 years? I somehow doubt it.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Anderson, sir, briefly.

Prof. Anderson: I spent some time at UNESCO, two years as an observer of how they make decisions. Of course, in that forum some of our old natural allies, the Americans and the British, are absent. So one saw alliances between the Canadian delegation and the Japanese and the Germans. Those two countries now do determine the direction that UNESCO takes. So it's a matter of recalculating the relative power of states in these multilateral groups and, as Mr. Dalfen said, finding the balance. We have our own strong tendency to protect ourselves and to resist.

So it's finding those other states that have that same kind of contradictory quality, which of course both Germany and Japan do, which is not simply to close the borders. They have their own internal political pressures for protection and for resistance, but at the same time believe, for economic and political reasons, things should be much more open. Those are the kinds of states that are our natural allies, the ones that reveal to us those kinds of contradictions that we have and that we can—

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I have to tell you all that we're going to have to close off this meeting. Our time is up. I would like to, in the name of all of my colleagues here, thank you all for this excellent discussion we've had this morning.

Mr. Johnston gave us useful information on the information highway or the super highway. We thank you for that, sir, and bid you a good return home.

À l'heure actuelle, nous n'en connaissons pas toutes les implications, mais à cause de la carte à puce, vous pourriez être immédiatement identifié et arrêté lorsque vous traversez une frontière. Cela peut également se produire à l'intérieur du pays. C'est ce que j'entendais par ma question: Quelle sera la position des Canadiens dans les négociations internationales sur ces questions, compte tenu de ce que par le passé, l'État canadien a tenté de réglementer l'information?

Le coprésident (M. Gauthier): Qui veut répondre à cette question? Monsieur Dalfen, voulez-vous essayer?

M, Dalfen: Pour être logiques, il nous faudrait probablement essayer d'en arriver à un équilibre. Le CRTC interdit encore l'entrée de certains services au Canada, lorsqu'il existe un service canadien équivalent. Il y a par exemple HBO, ESPN—des chaînes américains qui ne peuvent pas être retransmises au Canada par les réseaux de câble ou par les systèmes de télévision à antenne collective. Il est donc vrai que nous imposons de telles restrictions. Peut-être avons-nous de très bonnes raisons pour le faire, et c'est à nous, à titre de nation souveraine, de décider si ces raisons sont valables. Dans les organismes internationaux, nous ne pouvons pas l'ignorer, car la question sera soulevée, comme c'est le cas à chaque fois que nous essayons de promouvoir la liberté de mouvement.

Nous essayons d'en arriver à un équilibre, et à cet égard, il n'y a pas vraiment eu beaucoup de changement au cours de 25 dernières années. Cela changera-t-il dans les 15 ou 20 prochaines années? J'en doute un peu.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Anderson, soyez bref.

M. Anderson: J'ai passé deux ans à l'UNESCO, à titre d'observateur, pour voir comment on prenait les décisions. Dans cet organisme, bien sûr, certains de nos vieux alliés naturels, les Américains et les Britanniques, sont absents. Il y a donc eu des alliances entre la délégation canadienne et les délégations japonaise et allemande. À l'heure actuelle, c'est l'Allemagne et le Japon qui déterminent l'orientation que prend l'UNESCO. Il faut donc recalculer le pouvoir de ces États dans les groupes multilatéraux et, comme M. Dalfen l'a dit, établir un équilibre. Nous avons nous aussi une forte tendance à résister et à nous protéger.

Il s'agit donc de trouver les autres États qui partagent avec nous cette qualité contradictoire, comme c'est le cas de l'Allemagne et du Japon, et non de fermer tout simplement les frontières. Ces deux pays subissent leurs propres pressions politiques internes pour la protection et la résistance, tout en croyant, parallèlement, qu'il faut davantage d'ouverture, pour des raisons économiques et politiques. Voilà le genre d'États qui sont nos alliés naturels, les États qui nous révèlent nos contradictions et que nous pouvons.

Le coprésident (M. Gauthier): Nous allons devoir lever la séance. Notre temps est écoulé. Au nom de tous mes collègues, je vous remercie de l'excellente discussion que nous avons eue.

M. Johnston nous a fourni des renseignements intéressants sur l'autoroute de l'information ou la superautoroute. Merci beaucoup, monsieur, et bon retour.

Mr. Dalfen reminded us of the constant balancing act the governments have played in protecting our resources, our values and reciprocity...arguments to fairness, the goals of openness.

Madame Côté-O'Hara outlined the strengths and weaknesses of our telecommunications industry. I think we benefited from some of the comments and advice she gave us.

M. Comeau nous a rappelé les progrès technologiques et nous a parlé de toutes ces cartes micro-électroniques qui vont faire partie de notre société d'ici quelques temps, ainsi que des dangers que cela peut avoir pour la liberté ou enfin, le droit d'expression et la protection des droits de la personne.

Finally, Mr. Anderson stressed the importance of promoting Canadian content—and I thank him for that—so that we are not just carriers but something better than that, and that the content also happens to be more and more Canadian.

• 1205

I conclude that there is a role for governments to play in all the areas you people have addressed this morning. We thank you very much for the contribution and we wish you a good return home. Have a good day.

This meeting is suspended until 2 o'clock, at which time we will resume.

We have 13 witnesses this afternoon, just in case some of you want to come in a little late. Please be here at 2 o'clock sharp. We will then resume our discussions.

Thank you very much.

AFTERNOON SITTING

• 1409

Le coprésident (M. Gauthier): Mesdames et messieurs, le Comité chargé de l'examen de la politique étrangère reprend ses travaux interrompus pour le lunch.

Nous avons le plaisir d'accueillir cet après—midi l'honorable Serge Joyal, que vous connaissez tous. M. Joyal a été député et ministre pendant de nombreuses années et il s'est toujours impliqué dans le domaine culturel. Nous avons déjà entendu M. Joyal. Il a déjà participé avec d'autres personnes à une table ronde sur la culture, la communication et les ressources humaines.

• 1410

Il témoignera aujourd'hui à titre personnel. J'invite M. Joyal à faire son commentaire d'ouverture.

L'honorable Serge Joyal (présentation individuelle): Merci, monsieur le président.

Je voudrais d'abord remercier les députés qui font diligence pendant la période estivale et qui continuent de réfléchir et d'entendre des témoins à travers le Canada sur les questions reliées à la politique étrangère, en particulier aujourd'hui sur les aspects reliés à la politique culturelle internationale.

[Traduction]

M. Dalfen nous a rappelé que les gouvernements ont toujours dû lutter pour établir un équilibre, pour protéger nos ressources, nos valeurs et la réciprocité—les arguments d'équité et les buts d'ouverture.

M^{me} Côté-O'Hara a souligné les points forts et les points faibles de notre secteur des télécommunications. Ses observations et ses commentaires nous ont été utiles à tous.

Mr. Comeau reminded us of the technological advances and mentioned these smart cards that will be part of our society in the future, and also the risks that these cards might create for our freedom, or at least the freedom of speech and the protection of human rights.

Enfin, M. Anderson a souligné l'importance de promouvoir le contenu canadien—et je l'en remercie—de façon à ce que nous ne soyons pas simplement des télécommunicateurs, mais aussi à ce que le contenu soit de plus en plus canadien.

J'en conclus que les gouvernements ont un rôle à jouer dans tous les domaines dont vous avez traité ce matin. Merci beaucoup de votre apport. Nous vous souhaitons un bon retour.

La séance est suspendue jusqu'à 14 heures.

Je vous signale que nous entendrons 13 témoins cet après-midi, au cas où vous seriez tentés d'arriver en retard. Veuillez revenir à 14 heures précises. Nous reprendrons nos discussions.

Merci beaucoup.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Ladies and gentlemen, the Foreign Policy Review Committee will begin where it left off before lunch

This afternoon, it is our pleasure to welcome the Honourable Serge Joyal, whom you all know. Mr. Joyal was a member of Parliament and a minister for many years and has always been involved in cultural issues. We have already heard from Mr. Joyal. Along with others, he was part of a round table on culture, communication and human resources.

Today, he will speak as an individual. I would now ask Mr. Joyal to make his opening remarks.

Hon. Serge Joyal (Individual presentation): Thank you, Mr. Chairman.

I would like to begin by thanking the members who are still working this summer, who are still thinking about our foreign policy and who are hearing witnesses throughout the country on foreign policy issues, and today in particular on international cultural policy.

Monsieur le président, vous rappeliez mon passage ici, devant les mois plus tard dans un contexte où vous et moi avons entendu des dizaines de témoins et passé quelques centaines d'heures à réfléchir sur ces questions.

J'ai remis aux membres du Comité une liste des personnes et groupes que j'ai eu l'occasion de rencontrer depuis le mois de mars, depuis que le ministère du Patrimoine canadien m'a confié le mandat de réévaluer les implications des programmes d'appui aux échanges internationaux administrés par les agences ou les diverses directions du ministère du Patrimoine canadien. Depuis lors, le ministre des Affaires étrangères du Canada, l'honorable André Ouellet, m'a demandé de réfléchir sur l'aspect structurel du ministère des Affaires étrangères, en particulier en ce qui concerne le domaine des relations culturelles internationales, et sur l'impact de ces programmes à l'égard de la politique étrangère et surtout de son avenir.

C'est donc fort de cette expérience accumulée au cours des cinq derniers mois que je puis vous faire part aujourd'hui de l'essentiel de mes conclusions. Si vous me le permettez, je ne lirai pas un texte formel. Je sais que plusieurs témoins se sont présentés devant vous et ont eu l'occasion de vous remettre un texte. D'autre part, je sais aussi que, vos délibérations étant imprimées sous forme de procès-verbal continu, vous pourrez éventuellement recourir à mes propos sous forme écrite. J'ai cependant apporté quelques tableaux et statistiques pour illustrer mes conclusions. Je m'v référerai tout au long de mon exposé.

Je voudrais d'abord souligner que la première conclusion que je dégage de mon enquête et de mes réflexions, c'est que le secteur culturel est important en termes économiques. C'est le premier préjugé que je voudrais combattre, à savoir que la culture, c'est ce que l'on fait quand on a terminé de faire autre chose ou quand il reste un peu d'argent après un exercice de dégraissage budgétaire.

Je voudrais vous rappeler à cet égard que, selon les statistiques de Statistique Canada, les activités culturelles au Canada représentent 14,7 milliards de dollars. De plus, si on calcule les emplois indirects qui sont générés par les activités culturelles au Canada, on arrive au chiffre de 585 000 emplois qui sont directement ou indirectement reliés aux activités culturelles, ce qui représente un total global du produit intérieur brut de 3,8 p. 100.

C'est donc dire qu'il y a plus d'un demi million de Canadiens et de Canadiennes qui travaillent, qui gagnent leur vie, qui paient des impôts dans le domaine des activités culturelles. Ces travailleurs sont engagés par environ 19 200 PME. On ne trouve que des PME dans le domaine culturel. Il n'y a à peu près pas de multinationales, sauf peut-être le Festival Juste pour rire, qui occupe un créneau pratiquement unique à travers le monde et qui diffuse ses spectacles dans plusieurs pays européens, notamment en Allemagne, en France, en Angleterre, aux États-Unis et à l'échelle canadienne, en particulier au Québec.

Je fais un commercial pour le Festival Juste pour rire puisqu'il a cours actuellement. J'y reviendrai plus tard au niveau de l'activité touristique.

[Translation]

Mr. Chairman, you mentioned that I appeared before the membres du Comité, au mois de mai. Nous nous retrouvons deux committee in May. Two months have gone by, and we have heard from dozens of witnesses and spend many hours thinking about the issues at hand.

> I've submitted to committee members a list of individuals and groups I've had the opportunity to meet since March, when Heritage Canada gave me the mandate to reassess the implications of international exchange support programs managed by the agencies or various branches of the Department of Canadian Heritage. Since that time, the Canadian Minister of Foreign Affairs, the Honourable André Ouellet, asked me to assess the structure of the Department of Foreign Affairs, in particular international cultural relations and the impact those programs have on foreign policy and, in particular, its future.

> With the knowledge accumulated over the last five months, I will today share with you the general conclusions I have reached. If you don't mind, I won't read a formal text. I know that several witnesses who appeared submitted a text. But I know that your deliberations will be printed for the record, so in future you can if you wish refer back to what I said. However, I did bring several charts and statistics to support my conclusions. I will refer to them throughout my presentation.

> The first thing I concluded from my study and research is that the cultural sector is important to the economy. I want to break the myth that cultural activities are to be considered only whenever everything else has been taken care of or when a budget has been picked clean and only crumbs are left over.

> Let me remind you that, according to Statistics Canada, cultural activities in Canada represent \$14.7 Furthermore, if you take into account indirect jobs created by Canadian cultural activities, you'll find that 585,000 jobs are directly or indirectly related to the cultural sector, which represents a grand total of 3.8% of GDP.

> This means that over half-a-million Canadian men and women earn their living and pay taxes because they work in the cultural sector. Approximately 19,200 small and medium-sized businesses employ these people. There are only small and medium-sized businesses in the cultural sector. There are practically no multinational corporations, except perhaps the Just for Laughs Festival, which has no equal in the world, and which broadcast its shows in several European countries, including Germany, France and England; in the United States and throughout Canada, and especially in Ouebec.

> I'm doing a commercial for the Just for Laughs Festival, since it is taking place now. I'll talk more about the festival later, and its impact on tourism.

À eux seuls, les arts de la scène ont généré au Canada, en 1992, 383 millions de dollars. Il s'agit seulement de ce qui est 1992. That's just for performing arts. When you try to relié au domaine du spectacle. Quand on essaie de comprendre understand how much money is generated by importing cultural les chiffres globaux d'importation des produits culturels au products into Canada, and how much is generated in foreign Canada et ce qu'ils génèrent en devises étrangères au Canada, on voit currency within the country, you'll find that over \$485 million come que plus de 485 millions de dollars viennent au Canada suite à into the country after Canada has exported its own cultural products. l'exportation de produits culturels. C'est donc un élément extrême- So culture is an extremely important sector of the economy. ment important de l'activité économique.

[Traduction]

Performing arts in Canada alone generated \$383 million in

• 1415

Se greffent aux activités culturelles les activités touristiques. Comme vous le savez, dans plusieurs ambassades du Canada à Canada's tourist attractions are promoted by many Canadian l'étranger, dans plusieurs postes consulaires canadiens à embassies and consulates abroad. Tourism in Canada generates l'étranger, on fait valoir la capacité touristique canadienne. \$26 billion. This is more than what Canada receives from sales L'activité touristique au Canada génère 26 milliards de dollars of wheat, natural gas, pulp and paper, metal and minerals. d'activités économiques. C'est plus que ce que le Canada tire de ses ventes de blé, de gaz naturel, de pulpe et de papier, de métaux et de minéraux.

Il faut bien comprendre que nous sommes dans une économie de services. C'est l'économie de demain. À titre economy. It's the economy of tomorrow, For example, the d'illustration, le Festival de jazz de Montréal, qui avait lieu du 29 juin au 7 juillet, a reçu 1,2 million de visiteurs, dont 300 000 étrangers qui sont venus à Montréal à cette occasion, qui ont évidemment séjourné dans les hôtels, qui ont mangé dans les restaurants et qui ont acheté un t-shirt, une casquette, des disques, des vidéocassettes, enfin tout l'ensemble des produits reliés à cette activité.

Au Canada, il y a 150 festivals par année. Toutes ces activités, qui ont lieu principalement l'été, génèrent 60 millions de dollars de revenus et emploient au total, au Canada, 1,2 million de personnes.

Donc, l'activité culturelle et son pendant économique, l'activité touristique, sont des activités extrêmement importantes pour la base économique canadienne. J'insiste là-dessus parce qu'on on a trop souvent l'impression que les activités culturelles sont des activités élitistes qui sont réservées à un pourcentage extrêmement minime de la population. Encore une fois, je prends l'exemple des festivals. Je sais qu'il y a un festival du jazz à Ottawa. Je vois le président sourire puisqu'il est luimême de la région de la Capitale, d'Ottawa-Hull. Quand vous vous promenez dans ces festivals, vous voyez qu'il n'y a pas là seulement des intellectuels universitaires; il y a M. et Mme Tout-le-monde. Ce sont des activités de famille également. Ce sont des activités qui recoupent toutes les strates d'âges dans la population, toutes les couches de revenus et tous les types d'intérêts personnels.

Donc, lorsque vous réfléchissez au niveau de la politique étrangère du Canada, vous devez retenir que la première constatation est que ce domaine est essentiel à la progression de l'économie of Canada's economy. canadienne.

Je vais illustrer ceci d'une façon très simple en vous référant à un article qui a été publié dans le Business Week du article published in the March 14, 1994 issue of Business Week, 14 mars 1994, la semaine où vous avez débuté vos travaux. La the week you started your hearings. On the front page was: «The page couverture du BusinessWeek était: The Entertainment Entertainment Economy» underneath it read: «America's Growth Economy et le sous-titre était: America's Growth in Jeans: in Jeans: Theme Parks, Casinos, Sports, Interactive TV.» The Theme Parks, Casinos, Sports, Interactive TV. L'article article said that the fastest growing sector of the American s'employait à expliquer que le secteur économique américain qui economy was what Americans call Arts and Entertainment. This connaît la plus forte croissance économique est celui que les sector generates the highest return in the United States after

Tourism is included in the cultural industry. As you know,

Let's be clear about the fact that we live in a service Montreal Jazz Festival, which took place between June 29 and July 7, attracted 1.2 million visitors. Some 300,000 came to Montreal from abroad, and obviously they stayed in hotels, ate in restaurants and bought t-shirts, caps, records, video-cassettes and other products related to the event.

There are 150 festivals a year in Canada. These festivals usually take place in summer, and they generate \$60 million as well as employing a total of 1.2 million Canadians.

Therefore, the cultural industry and its economic counterpart, tourism, are extremely important to the Canadian economy. I want to insist on this because cultural activities are often perceived as being elitist and accessible only to a tiny minority of the population. Let me go back to the example of festivals. I know there is a jazz festival in Ottawa. The Chairman is smiling; he lives in the capital, in the Ottawa-Hull area. If you go to one of these festivals, you won't only be surrounded by academic intellectuals; you will also see the average Canadian. Festivals attract families as well. They attract people of all ages, of all incomes and people who are interested for various personal reasons.

Therefore, when you're thinking about Canada's foreign policy, you have to remember above all that culture is essential to the growth

I'll give you a very simple example by referring you to an

secteur en revenus aux États-Unis, après l'industrie militaire et l'industrie aéronautique et spatiale. Dans le contexte américain de dans le secteur Arts and Entertainment, soit 12 p. 100 de l'ensemble de la masse des travailleurs du domaine, ce qui a représenté des dépenses américaines de 340 milliards de dollars.

C'est donc dire que les Américains prennent le secteur Arts and Entertainment extrêmement au sérieux. Pour eux, il en va de l'emploi. C'est le secteur qui a créé le plus d'emplois. Comme on dit dans le jargon.

it's the most labour-intensive sector of the economy. It is the fastest-growing sector of the American economy and it is the one that generates the highest return after the military, aeronautics, and aerospace industries.

Vous comprenez que dans un secteur comme celui-là, les Américains se sont défini des objectifs extrêmement importants. Ce sont également des secteurs à haut niveau salarial. La moyenne des salaires à Hollywood est de 38 000 dollars US par année. C'est un secteur qui attire les personnes les plus scolarisées, les plus créatrices, les plus innovatrices et les mieux au fait des besoins et des domaines où la croissance est la plus rapide.

• 1420

Dans un domaine comme celui-là, il y a une priorité essentielle à retenir, à savoir que dans les travaux que vous faites, la dimension économique de la politique culturelle est maintenant indissociable de la politique économique globale. Je crois que c'est un phénomène qui est maintenant reconnu par tous ceux qui réfléchissent sur cette question. La politique culturelle est maintenant indissociable de la politique économique globale. Si vous avez encore des doutes, je vous réfère au reportage du BusinessWeek. Nos voisins américains vont continuer de nous déverser des centaines d'heures de télévision et des milliers de films. Seulement pour faire face à la croissance de l'industrie du cinéma, ils devront ajouter l'an prochain 180 films de plus aux réseaux de distribution américains et nord-américains pour répondre à la demande.

Donc, la politique culturelle doit maintenant faire partie des priorités du gouvernement en termes de son impact économique et financier, puisqu'il en va aussi de la situation fiscale canadienne.

Le deuxième élément que je voudrais porter à votre attention, c'est celui de l'importance des marchés d'éducation. Plusieurs recteurs d'université et représentants des milieux de l'enseignement supérieur ont eu l'occasion de défiler devant vous. Un des éléments essentiels que j'aimerais souligner est le suivant. Il en coûte au Canada en moyenne 7 300\$ par étudiant à l'université. C'est le coût moyen de l'enseignement pour un étudiant universitaire au Canada. Comparez ce coût moyen au coût moyen américain. Ceux ou celles d'entre vous qui ont des amis, des connaissances, des fils ou des cousins qui ont le plaisir, le bonheur ou l'avantage d'étudier aux États-Unis coût de revient pour l'enseignement secondaire est de trois fois cost in the United States. inférieur au coût moyen américain.

[Translation]

Américains appellent Arts and Entertainment. C'est le deuxième the military, aeronautics, and aerospace industries. Last year, 200,000 new jobs were created south of the border in the Arts and Entertainment sector, a figure which now represents 12% of all l'an dernier, 200 000 emplois nouveaux ont été créés aux États-Unis workers in that sector; Americans spent \$340 billion on arts and entertainment last year.

> This goes to show that Americans take arts and entertainment extremely seriously. For them, its a question of jobs. That sector created the highest number of jobs. As they say,

> c'est le secteur de l'économie qui emploie le plus grand nombre de gens. C'est le secteur de l'économie américaine qui croît le plus vite, et c'est le deuxième secteur en revenus aux États-Unis après les industries militaires, aéronautiques et aérospatiales

> You can understand why in that kind of sector, the Americans have given themselves extremely ambitious objectives. It's also a high salary sector. The average salary in Hollywood is U.S. \$38,000 per year. The arts and entertainment sector attracts the most educated, the most creative and the most innovative people, as well as those who best understand people's needs and know where the fastest growth will occur.

> You have to remember one thing about the arts and entertainment sector: cultural activities cannot be dissociated from the economics of cultural policy, which in turn is related to overall economic policy. I think this fact is recognized by anyone who has thought about the issue. Cultural policy is now intertwined with overall economic policy. If you have any doubts about this, I'll refer you to the BusinessWeek article. Our American neighbours will continue to inundate us with hundreds of hours of television and thousands of movies. In order to respond to the growth in the movie industry alone, they will have to produce and additional 180 movies next year for distribution to American and North American networks to meet the demand.

> So now cultural policy has to become a government priority because of its economic and financial impact, since Canada's very financial situation is involved here.

The second thing I'd like to talk about is the importance of education. You had the opportunity to hear from several university presidents and representatives from post-secondary institutions. I'd like to underline the following essential fact: In Canada it costs on average \$7,300 for a student to attend university. That's how much it costs, on average, to educate a student in a Canadian university. Compare that figure to what it costs the average American to go to university. Those of you who have friends, acquaintances, sons or cousins who have had the pleasure, the good fortune or the benefit of studying in the States know that it costs an average of U.S. \$21,000 a year. So savent que cela coûte en moyenne 21 000\$ US. Nous avons in Canada, we have a huge competitive advantage, since our cost donc au Canada un avantage concurrentiel énorme, parce que notre price for secondary education is three times lower than the average

Les 90 000 étudiants étrangers que nous recevons au moyenne 20 000\$ par année. Au-delà du coût moyen de l'enseignement, universitaire, il y a évidemment les coûts de afférentes, les visites, l'entertainment et ainsi de suite. Les universités du Canada, plus de 1,8 milliard de dollars par année sont injectés dans le réseau de l'éducation et dans le réseau économique général par la présence de ces étudiants étrangers.

Voyons de quelle manière les États-Unis tirent avantage de ce phénomène. Il y a plus d'un demi million d'étudiants étrangers aux États-Unis, principalement des Asiatiques. Il va de soi que les États-Unis en retirent un avantage énorme, tant saying that the United States benefits enormously in terms of sur le plan économique que sur le plan du leadership d'affaires et du the economy, and in terms of business leadership and trade relations leadership des relations commerciales qui suivent, une fois que l'étudiant ou l'étudiante est diplômé et retourne dans son pays d'origine.

Donc, l'industrie de l'éducation génère des revenus et rapporte au Canada un montant important de devises qui, autrement, ne seraient pas injectées dans le système et qui sont utilisées pour l'amélioration et le perfectionnement de ce système. Ce phénomène nouveau n'existait pas il y a une dizaine d'années.

Je suis heureux de saluer le sénateur Hébert, puisque les réflexions que je partage avec vous aujourd'hui ont eu comme point de départ le Rapport de la Commission Applebaum-Hébert, en 1982, qui était présidée par l'honorable sénateur Hébert. L'un des points de départ de notre réflexion a été de reprendre connaissance des recommandations du Rapport Applebaum-Hébert, en particulier en ce qui concerne les relations culturelles internationales. Je reviendrai plus tard à ces recommandations.

1425

Donc, à la constatation de l'importance de la culture dans le marché économique s'ajoute une autre constatation, à savoir l'importance des marchés d'exportation pour les produits culturels canadiens.

The second conclusion I would like to put forward to you is the importance of the export of Canadian cultural products and services. That is another key element of a new situation for which the statistics and the figures show an importance that is much beyond the average perception the average citizen has of its importance.

Prenons le cas de l'industrie du film. L'industrie du film au Canada est l'objet de 23 accords de production, et on me disait ce matin qu'un 24e accord sera signé avec le Chili, un pays qui attend aux portes de l'ALÉNA. Ces 23 accords de production ont amené, dans le domaine de la production de films de langue anglaise au Canada, des revenus de 23 p. 100 en termes de capitalisation pour la création de nouveaux films. Sur les 250 millions de dollars qui ont été injectés de 1988 à 1992 pour produire des films de langue anglaise, 59 millions de dollars provenaient du capital étranger. C'est une importation directe pour fabriquer des films de langue anglaise. Pour ce qui est des films de langue française, c'est 30 p. 100 de la capitalisation qui provient de l'étranger.

[Traduction]

The 90,000 foreign students who attend Canadian colleges Canada dans le réseau collégial et universitaire dépensent en and universities spend on average \$20,000 a year. Apart from the average cost of university tuition, there are transportation and lodging expenses, as well as miscellaneous ones, like transport et les frais de résidence; il y a aussi les dépenses entertainment and going back home. Studies carried out for the Canadian Association of Colleges and Universities have shown études faites pour le compte de l'Association des collèges et that it costs a foreign students about \$20,000 a year to study in universités du Canada ont démontré qu'un étudiant étranger au Canada. Given the total number of foreign students attending Canada dépensait environ 20 000\$ par année. Etant donné le nombre Canadian colleges and universities, over \$1.8 billion are injected into total d'étudiants étrangers qui séjournent dans les collèges et the post-secondary school system and into the economy in general.

> Let's see how the United States takes advantage of this phenomenon. There are over half a million foreigner studying in the United States, most of them from Asia. It goes without once the student has returned home with his or her degree.

> Hence, the field of education generates revenue and provides Canada with foreign currency which would otherwise not be injected into the system, and which is used to improve and perfect the system, This was not the case about a decade ago.

> I'm pleased to greet Senator Hébert, since the ideas I'm sharing with you today are grounded in the Applebaum-Hébert Commission Report which was published in 1982; the commission was co-chaired by Senator Hébert. When we started working on this issue we referred to the recommendations of the Applebaum-Hébert report, in particular those dealing with international cultural relations. I'll come back to those recommendations a little later on.

> Therefore, we have acknowledged the fact that culture is important to the economy, but there is another fact which also must be noted: export markets are important for Canadian cultural products.

> La deuxième conclusion que j'aimerais vous expliquer est l'importance des marchés d'exportation pour les produits et services culturels canadiens. C'est un autre élément clé d'une situation dont les chiffres et les statistiques nous en démontrent l'importance, qui est plus grande que ce que ne penserait l'homme moyen.

> Take the film industry, for example. There are 23 production agreements in Canada's film industry, and I was told this morning that agreement number 24 will be signed with Chile, a country which is knocking on the door of NAFTA. In terms of English language movie production in Canada, these 23 agreements have generated 23% of revenue, going towards the financing of new films. Between 1988 and 1992, \$250 million was spent on the production of English language films; of that amount, \$59 million came from foreign capital. That money came into Canada to directly finance English-language films. As for French-language films, 30% of their financing comes from abroad.

Regardons maintenant les chiffres des revenus de ces films. français proviennent du marché canadien ou du marché d'exportation. Donc, sans la capacité du cinéma canadien d'aller s'approvisionner en termes financiers sur les marchés étrangers et sans la capacité du cinéma canadien de recouvrer une partie de ses coûts par des ventes à l'étranger, il y aurait moins de au Canada. Par conséquent, la vie tournés cinématographique canadienne serait plus pauvre, il y aurait moins de création, il y aurait moins d'emplois pour les comédiens, il y aurait moins d'emplois pour les auteurs et il y aurait moins d'emplois pour l'ensemble des travailleurs de l'industrie du film.

De la même facon, au niveau de la télévision, si vous regardez les accords de coproduction qui sont signés au niveau des grandes chaînes de télévision, vous verrez que 21,7 p. 100 des montants d'argent proviennent des accords de coproduction pour les émissions de langue française et à peu près le même montant pour les émissions de langue anglaise, soit 22,7 p. 100.

À notre avis, ce n'est pas une situation unique au Canada. Un rapport a été commandé au Centre national de Cinématographie par le ministre français de la culture, M. Toubon, sur la situation du cinéma français à travers le monde. Le rapport est récent. Il a été publié la semaine dernière dans les médias français. Je vous en cite un extrait:

La place du cinéma français à l'étranger est une question de «survie financière» de l'industrie cinématographique française qui ne peut être amortie sur un marché national de 130 millions d'entrées en salles dont 40 à 50 [millions] pour le film français. C'est également une question de «survie économique à moyen et long terme» et de «survie artistique et culturelle».

C'est donc dire que, sans la capacité d'aller chercher du financement à l'étranger et sans la capacité d'augmenter ses revenus par des recettes à l'étranger, l'industrie cinématographique canadienne souffrirait d'un manque à gagner d'environ 25 à 30 p. 100 pour des activités auxquelles elle est présentement engagée.

Il en va de même pour l'industrie de la télévision. J'insiste là-dessus, parce que j'ai constaté, en regardant la liste des témoins, que vous aviez entendu ce matin M. David Johnston, le président du Comité consultatif sur l'autoroute électronique. Entre nous, qu'est-ce que c'est, l'autoroute électronique? C'est deux choses. C'est de la plomberie et c'est du contenu. On peut évidemment développer une capacité au niveau de la technologie, mais il faut en même temps se préoccuper de ce qu'on va mettre dans ce pipeline national qui va joindre les satellites, les radios et télévisions, les systèmes de télécommunications, les systèmes de téléphonie et tous les autres moyens de communication systems. numérique contemporaire.

1430

Qu'est-ce que ce système va véhiculer, sinon un contenu qui sera évidemment la résultante d'émissions produites par le film, par la télévision, par des auteurs, par des artistes, par des interprètes, par des chercheurs, par des universitaires et par tous ceux qui réfléchissent sur ce que nous sommes et sur les valeurs qui questionnent l'homme et la femme dans un monde où la globalisation des marchés a complètement aboli toute frontière nationale naturelle?

[Translation]

Let's look at the revenues these films generated. For Par exemple, on constate que 50 p. 100 des revenus des films example, half the revenue generated by French films came from the Canadian market or from foreign markets. Therefore, if Canadian films were not financed by other countries and if Canadian producers could not recoup part of their costs by selling their products abroad, there would not be as many movies produced in Canada. Consequently, the country's film industry would not be as productive; it would be less creative, it would employ fewer actors, it would employ fewer authors and it would employ fewer people overall.

> Television works the same way. If you look at co-production agreements signed between major television networks, you'll realize that 21.7% of revenues come from co-production agreements on French language programs and about the same for English language programs, that is 22.7%.

> In our opinion, Canada is not the only country in this situation. A report was commissioned by the Centre national de Cinématographie by the French Culture Minister, Mr. Toubon, about the state of French cinema throughout the world. The report was recently made public. It was published last week in the French media. Let me quote a passage:

The state of French cinema abroad is directly related to the "financial survival" of the French film industry which cannot be amortized in a domestic market of 130 million ticket sales of which 40 to 50 million are for French movies. It's also an issue of "medium and long-term economic survival" and of "cultural and artistic survival".

This is to say that if the Canadian film industry was not able to get financing from abroad and if it was not able to sell its products abroad, it would experience a revenue shortfall of between 25 to 30% for current activities.

The same applies to television. I want to stress this, because when I saw the list of witnesses I noticed that this morning you heard from Mr. David Johnston, the President of the Information Highway Advisory Committee. Between us, what really is the information highway? It's two things. It's technical development and it's content. We're obviously able to develop technology, but at the same time, we have to think about what is going to flow through this national pipeline which will link satellites, radio and television, telecommunication systems, telephone systems and all other contemporary digital communication

What is the system going to transmit, other than a content which will obviously be the result of programs produced by the film industry, by television, by authors, artists, interpreters, researchers, academics, and by anyone who thinks about who we are and the values men and women hold dear in a world where market globalization has completely eliminated all natural boundaries?

C'est donc dire que cette question des relations culturelles internationales est maintenant indissociable de la présence des produits et services culturels canadiens sur les marchés étrangers.

Il en va de même dans le domaine du livre. Je vous ai donné quelques tableaux qui sont produits par l'Association des exportateurs du livre canadien. De 1987 à 1992, les Canadiens ont acheté pour une valeur de 302 à 372 millions de dollars. Au cours de la même période, les exportations ont augmenté deux fois plus rapidement; elles sont passées de 17 millions à 37 millions de dollars. C'est donc dire que les exportations ont doublé en l'espace de cinq ans.

Encore une fois, je regarde du côté du sénateur Hébert qui animait lui-même une maison d'édition. Je pense que le sénateur peut comprendre l'importance de la capacité d'exporter ces produits canadiens pour la survie de l'industrie du périodique et du livre canadiens.

Il en va de même pour l'enregistrement sonore et pour les arts d'interprétation. J'ai apporté à titre d'exemples quelques tableaux représentant les revenus des 10 compagnies de danse parmi les plus contemporaines en termes de création. Eh bien, pour l'ensemble de ces 10 compagnies de danse, les revenus provenant de l'étranger représentent 13,7 p. 100 de l'ensemble de leurs revenus. Il en va de même pour tous les autres secteurs des arts d'interprétation, avec des variantes qui, dans tous les cas, ne sont pas inférieures à 13, 15 ou 20 p. 100.

Si l'ensemble du secteur ne pouvait pas exporter ses produits sur les marchés étrangers, c'est la vie culturelle canadienne qui perdrait une capacité de créer davantage.

Il y a actuellement le Festival du théâtre d'Avignon, comme il y aura le Festival d'Edimbourg, en Écosse, plus tard au mois d'août. Eh bien, les auteurs canadiens, les auteurs du Québec, les auteurs de l'Ontario, le Canadian Opera Company de Toronto peuvent produire 30 p. 100 plus de spectacles parce qu'ils arrivent à se qualifier sur ces marchés étrangers, où ils obtiennent des commandes, non seulement pour faire travailler leurs artistes, mais aussi pour réinvestir dans des spectacles qu'ils produiront par la suite au Canada. Cela devient un des éléments essentiels du moteur de développement de l'ensemble des secteurs de l'industrie culturelle au Canada.

C'est donc le deuxième constat que je faisais au cours de ces tournées de rencontres et de réflexion, à savoir que le marché d'exportation est devenu indissociable du dynamisme de la vie culturelle canadienne et de sa capacité de recouvrer ses coûts et d'améliorer la qualité de son produit.

Il est extrêmement important que vous reteniez ce phénomène. En définitive, le volet international de la vie culturelle est devenu indissociable de la vie culturelle nationale.

Au moment où la Commission Applebaum-Hébert faisait ses travaux, au début des années 1980, elle avait aperçu les éléments de ce développement. Dans ses recommandations qui traitaient de la situation de la culture canadienne à l'échelle internationale, elle avait identifié un certain nombre de mesures et fait un certain nombre de suggestions. Quand on relit ces suggestions et qu'on constate, dans la réalité de 1994, le progrès qui a été fait, force est de constater que nous sommes malheureusement soit en stagnation, soit encore en régression.

[Traduction]

This goes to show that international cultural relations are now inextricably linked to selling canadian cultural products and services in foreign markets.

The same holds true for the publishing industry. I've given you several charts produced by the Canadian Association of book exporters. Between 1987 and 1982, Canadians bought printed material worth between 302 and 372 million dollars. During the same period, exports increased twice as fast; their value went from 17 million to 37 million dollars. So exports doubled within the space of five years.

I turn again to senator Hébert who once headed a publishing house. I think the senator understands how important the ability to export canadian products is to the survival of Canada's book and magazine industries.

The recording and performing arts industries are in the same situation. I've brought several charts to show you some examples. They give the revenues of the ten most avant–garde dance companies. Well, 13.7% of the total revenue of these dance companies came from abroad. The same holds true for other areas in the performing arts; the numbers vary a little, but revenues from foreign sources do not fall bellow 13, 15 or 20%.

If the cultural sector as a whole could not export its products, the cultural life of Canada would not be as creative.

The theatre festival of avignon is currently taking place, and the Edinburgh festival in Scotland will take place a little later in the month of August. Well, Canadian authors, as well as those from Quebec and Ontario, and the Canadian Opera Company from Toronto can produce 30% more shows because they qualify to perform in festivals and other countries; they are asked to put on productions, which not only creates jobs for their own performers, but it generates money which will be reinvested in shows which will be produced in Canada. So finding markets abroad is essential to the development of Canada's cultural industry.

This is the second conclusion I reached during my hearings and in the course of my work. Foreign markets are essential to the dynamism of Canadian culture and to its ability to recover costs and improve the quality of its product.

It is extremely important that you remember this. There is no doubt about it: exporting Canadian culture abroad is vital to Canada's own culture.

At the beginning of the 1980s, when the Applebaum–Hébert Commission was working on its report, it had already perceived these changes. In its recommendations concerning the state of Canadian culture abroad, the commission identified certain measures and made certain recommendations. When you re-read the suggestions, and then realize how little progress was made between then and now, you unfortunately come to the conclusion that we're either stagnating or even regressing.

Je tiens à le dire parce que les produits culturels canadiens et les services culturels canadiens font face à une concurrence extrême- Canadian cultural services are in fierce competition with Canada's ment vive de la part des partenaires du Canada. C'est le deuxième partners. This is the second issue I want to bring to your attention. élément que je voudrais porter à votre attention.

Quelle situation comparable pouvons-nous constater chez les partenaires du Canada? Quand on compare l'ensemble des sommes qui sont consacrées par les 12 pays de la Communauté économique européenne et le budget que le Canada consacre aux activités culturelles, on constate que nous arrivons au dixième rang, devant la Grèce, l'Irlande et le Luxembourg. C'est donc dire que nous sommes le pays du G-7 qui, per capita, dépense le moins pour les activités culturelles, que ce soit les activités reliées au monde des arts ou les activités reliées au monde de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Il est extrêmement important que vous preniez conscience que les trois régions concurrentielles du Canada, à savoir les États-Unis et le Mexique dans le cadre du traité de l'ALÉNA, la Communauté économique européenne suite aux accords de Maastricht et le secteur Asie-Pacifique suite aux accords de coopération signés sous le vocable APEC, placent le Canada, que ce soit vis-à-vis du Japon, vis-à-vis de ses partenaires du G-7, du G-6 ou du G-5 ou vis-à-vis des États-Unis, dans une position d'infériorité budgétaire telle qu'il risque d'être submergé totalement par les productions et les échanges pratiquement unilatéraux provenant de ces trois grandes régions du monde.

Je vous ai préparé quelques tableaux comparatifs de ces montants. Je me permettrai de les lire rapidement pour le compte rendu. La France vient en tête de liste avec 26,50\$ par tête d'habitant, suivie de l'Allemagne à 18,50\$, de la Grande-Bretagne à 16\$, du Japon à 12\$ et, finalement, du Canada avec 4,90\$ par tête d'habitant.

En pratique, si vous regardez les budgets canadiens depuis les cinq dernières années, en particulier le budget du Bureau des affaires culturelles et de l'enseignement supérieur au ministère des Affaires étrangères du Canada-c'est le tableau en bleu, sous le vocable «Ministère des Affaires étrangères (en milliers de dollars)»-, vous verrez que le budget des relations culturelles internationales est passé de 7,692 millions de dollars en 1990-1991 à 4,968 millions de dollars en 1994-1995 et que le budget des échanges d'enseignement supérieur est passé de 19,5 millions de dollars à 16 millions de dollars.

Donc, au moment où nos partenaires du G-7 ou du traité de l'ALÉNA investissent massivement dans le domaine des échanges culturels, le Canada prend la direction opposée. Nous avons décidé de nous contracter ou de nous retirer. Je reviendrai aux options auxquelles fait face ce Comité.

Il est extrêmement important que vous compreniez que les États-Unis et l'Union européenne ont décidé de consacrer 1 milliard de dollars aux échanges et à la collaboration dans les secteurs de l'enseignement supérieur, qu'en plus du programme Erasmus, un programme de mobilité étudiante à l'intérieur de l'Europe, les pays membres de la Communauté européenne ont décidé de placer l'ensemble de leurs services dans le domaine de l'éducation dans le cadre du projet Socrates, qui sera en opération en 1995, et l'ensemble des programmes de formation à l'intérieur du programme Leonardo, qui disposera d'un budget de 2,8 milliards de dollars canadiens pour 1995-1999.

[Translation]

I want to insist on this because Canadian cultural products and

Is the situation comparable among Canada's partners? When we compare the total funding that the twelve countries of the European Economic Community allocate to cultural activities with the funding that Canada provides for cultural activities, we see that we come in tenth place, ahead of Greece, Ireland and Luxembourg. In other words, on a per capita basis, we are the G-7 country that spends the least on cultural activities, whether we are talking about artistic activities or those in the area of higher education and research.

It is extremely important for you to realize that the three major areas that are in competition with Canada—the United States and Mexico under NAFTA, the European Economic Community under the Maastricht Agreement and the Asia-Pacific Rim Region under cooperation agreements signed as part of APEC-put Canada in a position of financial inferiority, whether in comparison with Japan, our G-7, G-6 or G-5 partners or the United States. Canada is at such a disadvantage that it could be totally submerged by productions and exchanges coming almost unilaterally from these three major areas of the world.

I prepared a few charts for you that compare these amounts. I will read them out quickly for the minutes. France is first on the list, spending \$26.50 per inhabitant, followed by Germany, with \$18.50 per capita, Great Britain with \$16 per capita, Japan with \$12, and finally, Canada, with a spending of \$4.90 per capita.

In practice, if you look at Canada's budgets for international cultural relations over the past five years, particularly the budget for the Cultural Affairs and Higher Education Bureau within Canada's Department of Foreign Affairs-it's the blue chart, with the heading "Department of Foreign Affairs (in millions of dollars)"—you'll see that the budget for international cultural relations dropped from \$7.692 million in 1990-1991 to \$4.968 million in 1994-1995, and that the budget for higher education exchanges decreased from \$19.5 million to \$16 million.

So as you can see, at a time when our G-7 and NAFTA partners are investing heavily in cultural exchanges, Canada is taking the opposite tack. We have decided to reduce our activities or to withdraw from this area. Now I would like to turn to the various options that this committee has before it.

It is extremely important for you to understand that the United States and the European Union have decided to allot one billion dollars to exchanges and other forms of cooperation in the areas of higher education, and that in addition to the Erasmus Program, which allows students to move about within Europe for their studies, the countries that belong to the European Community have decided to group all their educational services within the Socrates project, which will be operational by 1995. All their training programs will be combined within the Leonardo program, which will have a budget equivalent to Can \$2.8 billion for the period from 1995 to 1999.

Ces pays ont donc décidé de jouer à plein le jeu de la définition d'objectifs communs et de profiter au maximum du marché qui est défini par les nouvelles frontières du Traité de Maastricht.

Au moment où les partenaires du Canada sont en train de faire le ménage de leurs maisons pour mettre ensemble l'essentiel de leurs initiatives et de redéfinir des objectifs de coordination, au moment où ils se questionnent à long terme sur les industries du devenir, quelle est notre attitude à nous, Canadiens?

• 1440

À mon avis, les membres de ce Comité sont en face de trois options possibles. Vous avez passé des centaines d'heures à écouter des témoins et des dizaines d'heures à lire des mémoires, et vous passerez plusieurs autres heures à vous questionner sur les choix qui sont les vôtres.

À mon avis, ils sont triples dans le domaine des relations culturelles internationales. Vous pouvez maintenir la situation de statu quo régressif qu'on constate dans le tableau en bleu qui est devant vous, un statu quo où le ministère des Affaires étrangères conserverait une certaine responsabilité dans le domaine des relations culturelles internationales, mais s'assujettirait à la nécessité de restrictions budgétaires. Ajoutez cinq autres années à la période de 1990-1995. Si vous supposez une diminution d'environ 30 p. 100 des budgets, vous pouvez faire une extrapolation et voir où on en sera rendu en 1998-1999.

Donc, la première option est un statu quo régressif, un statu quo où les programmes du ministère et de l'ensemble de l'administration canadienne demeurent éparpillés à travers le ministère des Ressources humaines, le ministère du Patrimoine canadien, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Industrie. Il s'agit d'une dispersion telle que, suite aux exercices de restrictions budgétaires, leur impact sera minime dans le domaine.

L'autre option qui confronte le ministère des Affaires étrangères, c'est celle de se délester de cette responsabilité. Le gouvernement antérieur avait emprunté ce chemin. Je vous rappelle que le projet de loi C-91, qui avait été présenté devant le Sénat du Canada en 1993, avait comme conséquence de transférer cette responsabilité à un nouveau Conseil des arts et des sciences humaines refondu; le ministère des Affaires étrangères n'avait plus aucune responsabilité dans le domaine des relations culturelles internationales et transférait ce qu'il restait de budget et d'années-personnes.

C'est donc la deuxième option. Le gouvernement antérieur l'avait adoptée. Il a déposé un projet de loi qui, à la suite de l'intervention du Sénat, est devenu caduc. Nous sommes donc dans le statu quo ante, dans la situation qui prévalait avant la défaite de ce projet de loi, mais c'est un statu quo régressif. Ce n'est pas un statu quo où la valeur constante en dollars est assurée. Ce n'est pas, non plus, un statu quo qui maintient l'efficacité des programmes car, au moment où le Canada n'avance pas, il recule en fait, parce que ses partenaires, eux, courent à toute vitesse. Donc, c'est la deuxième option.

La troisième option consiste à changer radicalement l'approche du ministère des Affaires étrangères quant à sa responsabilité culturelle internationale, à la changer pour en

[Traduction]

So these countries have decided to work very hard to define common objectives and to make the most of the market that the new borders of the Maastricht Treaty have defined.

At a time when Canada's partners are working so hard as to pool their initiatives and redefine common objectives, at a time when they are asking themselves long-term questions about evolving industries, what position are we Canadians taking?

In my opinion, the members of this committee have three options before them. You have spent hundreds of hours listening to witnesses and dozens of hours reading briefs, and you will be spending many more hours pondering the choices that you must make.

I think there are three such choices in the area of international cultural relations. You can decide to maintain the regressive status quo that we can see in the blue chart before you, a status quo that would see the Department of Foreign Affairs retain some responsibility for international cultural relations, yet be subject to the need for financial restraint. Add five more years to the 1990-1995 period. If you assume that budgets will decline by about 30%, you can extrapolate a figure for 1998-99.

So the first option is a regressive status quo, whereby the programs of the Department and of the entire Canadian government would still be scattered among the Department of Human Resources, the Department of Canadian Heritage, the Department of Foreign Affairs and the Industry Department. After the various budget cut-back exercices, these programs would be so dispersed that their impact will be minimal in the area in question.

The other option of the Department of Foreign Affairs is to jettison this responsibility. The previous government had taken this route. I would remind you that one consequence of Bill C-91, which was brought before the Senate of Canada in 1993, was to transfer this responsibility to a new, amalgamated institution, the Canada Council of the Arts and for Research in the Social Sciences and Humanities. With this bill, the Department of Foreign Affairs would no longer have any responsibility for international cultural relations, and was to transfer the remaining funds and person years to the new council.

So that is the second option, which the previous government chose. It tabled a bill which, following intervention by the Senate, died. So we are back to the earlier status quo, to the situation that prevailed before this particular bill was defeated, but it is a regressive status quo. The constant value of the funding is not assured. Nor does this status quo maintain the effectiveness of the programs, because as soon as Canada stops moving ahead, it is actually moving backwards, because our partners are moving ahead at full-steam. So that's the second option.

The third option would be to radically change the approach taken by the Department of Foreign Affairs to its international cultural responsibilities. The third choice would be to change faire l'une des trois missions principales du ministère. Quelles this responsibility, making it one of the three main mandates of

Le ministère des Affaires étrangères du Canada, au mois de relations culturelles internationales. C'est une sorte d'appendice

Ge qui se présente à vous comme option, c'est de faire de la mission culturelle internationale l'une des trois missions fondamentales de ce ministère, au même titre que ses partenaires l'ont fait à l'intérieur du G-7 et au même titre que l'ensemble des pays avec lesquels le Canada échange l'ont fait.

Si vous relisez le rapport Forum 2000 Canada-Japon, vous constaterez que les Japonais ont identifié le secteur culturel comme l'un des secteurs où ils espèrent voir leur niveau d'échange et de développement avec le Canada atteindre la maturité. C'est ce qui, à l'époque, avait justifié que le Canada investisse dans une ambassade dotée de services culturels adéquats.

C'est donc la première recommandation que je ferais à votre Comité.

• 1445

La deuxième, c'est qu'il y ait un changement structurel à l'intérieur du ministère des Affaires étrangères. Si vous changez le niveau de la mission culturelle, il va de soi que les personnes responsables dans l'échelle administrative devront se situer au niveau sous-ministériel. Je recommande donc qu'il y ait une réforme de la structure du ministère des Affaires étrangères qui tienne compte de l'importance de la mission culturelle au niveau de la mission commerciale.

La troisième recommandation que je porte à votre attention, c'est de mettre sous cette autorité l'ensemble des interventions, des programmes et des initiatives qui relèvent du secteur culturel international, s'entendant non seulement des arts, mais aussi des échanges au niveau des ressources humaines et de la recherche, puisque c'est la seule façon de définir des objectifs.

La quatrième recommandation que je porte à votre attention, c'est que ce ministère définisse les objectifs de développement par région, par secteur. Il est évident que, si le Canada veut occuper sur les marchés étrangers la place qui lui revient, il devra avoir une stratégie de développement que l'on pourra mesurer en termes de capacité et en termes de réalisations. Cela signifie donc que le ministère des Affaires étrangères aura, dans sa Division des relations culturelles internationales, un rôle de coordination de l'ensemble des initiatives du gouvernement canadien et agira comme foyer de l'ensemble des objectifs de développement, tant au niveau des échanges culturels qu'au niveau des échanges d'enseignement supérieur, de mobilité, d'objectifs, de perfectionnement, de formation de la main-d'oeuvre, enfin de tout ce qui a un impact sur le plan international.

Voici ma cinquième recommandation. Vous comprendrez que l'exercice budgétaire dans lequel le gouvernement canadien est engagé en est un, essentiellement, de consolidation et d'efficacité administrative. Ce sont les deux mandats du ministre des Affaires intergouvernamentales et ministre chargé du Renouveau de la Fonction publique. L'ensemble de ces programmes doit faire l'objet d'une réévaluation pour assurer la meilleure utilisation possible des fonds qui sont consacrés à chacun d'entre eux.

[Translation]

sont les deux premières? Les deux missions fondamentales du the department. What are the first two? At present, as we ministère à l'heure actuelle, au moment où nous échangeons speak, the two basic mandates of the Department are trade and ensemble, sont la mission commerciale et la mission politique. policy. As of July 1994, these are the two basic mandates of the Canadian Department of Foreign Affairs. The department has juillet 1994, a ces deux missions fondamentales. Il a un Bureau des an International Cultural Relations Division. It's a kind a lateral appendage.

> One of your options is to recommend that international cultural relations become one of three main mandates of this Department, just as our partners within the G-7 and all our other trading partners have done.

> If you reread the report entitled Forum 200 Canada-Japan, you will see that the Japanese have identified the cultural sector as one of the areas where they would like to increase their exchanges and development with Canada. That is why Canada decided at the time to invest in an embassy with adequate cultural services.

> That is therefore the first recommendation I would make to your committee.

> The second option would be to make structural changes within the Department of Foreign Affairs. If you change the level of its cultural mandate, it goes without saying that the officials responsible for this mandate will have to be at the deputy minister level. So I recommend that the Department of Foreign Affairs be reorganized as to reflect the importance of this cultural mandate in the context of its trade mandate.

> The third recommendation that I would draw to your attention is that all the activities, programs and initiatives in the cultural sector should be placed under this authority, not just the arts, but also exchanges in the area of human resources and research, since that is the only way of defining objectives.

> My fourth recommendation for you is that this Department should define its development objectives by region and by sector. Obviously, if Canada wants its rightful share of foreign markets, it has to have a development strategy that can be measured in terms of capacity and achievements. This means that the International Cultural Relations Division of the Department of Foreign Affairs should coordinate all Government of Canada initiatives and should be a focal point for all development objectives, whether in the area of cultural exchanges or in the area of exchanges for higher education, mobility, professional development, labour force training, or any other sector that has an impact at the international level.

> And now I come to my fifth recommendation. You realize that the financial exercice that the Government of Canada is engaged in is basically a process aimed at consolidation and administrative effectiveness. The Minister responsible for Intergovernmental Affairs and for Renewal of the Public Service was given these two mandates. All these programs have to be reassessed to make sure that the best possible use is being made of the funds allocated to each one of these programs.

Je sais que plusieurs témoins ont paradé devant vous et ont abordé la question de la coopération et du développement touched upon the issue of international development and international. Vous savez qu'en termes d'enseignement supérieur, l'ACDI a un budget énorme. Elle dispose cette année de 125 millions de dollars pour des échanges dans des pays en voie de développement. Je porte à votre attention le fait que, pour les pays développés, le Canada consacre 16 millions de dollars cette année. Donc, il reviendrait nécessairement au ministère des Affaires étrangères de rediscuter des équilibres budgétaires entre les différentes missions canadiennes à l'étranger.

Il va de soi que, sous l'angle des équipements dont on devrait se doter, et c'est ma sixième recommandation, il faut saying that—this is my sixth recommendation—that the status of évidemment redéfinir le statut des agents culturels canadiens à l'étranger et celui des équipements culturels canadiens à l'étranger. Il va de soi que le Centre culturel canadien à Paris, tel qu'on l'a connu, a vécu; en bon français, it's dead. Il ne correspond absolument plus à la vocation d'exportation de la capacité canadienne dans le domaine des arts et de la culture. Il faut redéfinir son rôle et l'intégrer comme un des outils essentiels de développement et de diffusion dans une région donnée.

Ce que j'exprime devant vous est relativement simple, à toutes fins pratiques. Je dois vous dire que je n'ai rien inventé. J'ai placé des chiffres devant vous et je pourrais déposer des centaines de pages de témoignages aux archives de votre Comité. J'ai rencontré plus de 148 personnes et 45 groupes, soit presque autant que vous. Tout cela m'amène à conclure que notre choix est relativement simple: il s'agit de prendre modèle sur ce que les Britanniques ont fait en instaurant le British Council.

• 1450

Je vous ai apporté aujourd'hui l'organigramme de fonctionnement du British Council. Il m'a fallu beaucoup de British Council. It took me a great deal of time to get this temps pour l'obtenir, non pas parce que c'était un document secret, mais parce que ce n'était pas un document destiné à la diffusion. Dans cet organigramme extrêmement important—il est évidemment en langue anglaise-, vous constaterez que les Britanniques ont parfaitement réussi l'intégration entre la mission trade mandate and their cultural mandate. commerciale et la mission culturelle.

Le budget du British Council est de 408 millions de livres par année. De ce montant, le British Council souscrit en revenus autonomes 106 millions de livres. C'est donc dire que moins de la moitié de son budget provient de sources gouvernementales et que presque les deux tiers proviennent de contrats, de mandats ou encore de ventes de services.

Je tiens à vous répéter que la culture rapporte. Cela fait travailler du monde. Cela fait vivre du monde. Cela fait payer des taxes. Cela évite l'assurance-chômage. C'est créatif. C'est innovateur. C'est l'industrie du savoir. Contrairement à ce que je mentionnais plus tôt, contrairement au succès d'estime que nous pouvons avoir au Canada... Comme vous le savez très bien, quand nous franchissons les frontières, il n'y a pas de pitié pour un mauvais spectacle, pour un mauvais film, pour un mauvais livre. Quand on essaie d'exporter un produit culturel, il faut absolument qu'il soit innovateur, créatif, de qualité et surtout à un prix concurrentiel; autrement, les marchés ne l'absorberont pas.

[Traduction]

I do know that several witnesses came before you and cooperation. You know that CIDA has an enormous budget for higher education. This year, it has a budget of \$125 million for exchanges with developing countries. I would like to draw your attention to the fact that this year Canada is alloting \$16 million for exchanges with developed countries. So the Department of Foreign Affairs would do well to discuss once again the issue of rebalancing the budgets for the various Canadian missions overseas.

As for the facilities that we should have, it goes without Canadian cultural officers overseas should be redefined, as should the status of Canada's cultural facilities overseas. It goes without saying that the Canadian cultural centre in Paris as we knew an enjoyed it, is dead. In no way does it fulfill its original mandate which was to export Canadian expertise in the area of arts and culture. Its role must be redefined, and it has to be integrated as one of the essential tools for development and promotion within a given region.

For all practical purposes, what I'm saying to you is relatively simple. I must tell you that I have not invented anything here. I've just presented some figures to you, and I could provide hundreds of pages of testimonies for your committee's records. I met with more than 148 individuals and 45 groups, almost as many as you have. All these consultations lead me to conclude that your decision is a relatively simple one: we should model ourselves upon the British, who created the British Council.

Today I have brought you the organizational chart of the document, not because it was classified secret, but because it wasn't a document intended for distribution. You will see in this extremely large organization chart-obviously, it's in English—that the British have done a wonderful job of integrating their

The annual budget of the British Council totals 408 million. Of this amount, the British Council has 106 million in independent revenue. In other words, less than half of its budget comes from government sources and almost two thirds come from contracts, assignments or services that the Council sells.

I really must reiterate that culture is profitable. It provides employment. It provides people with a living. It brings in tax revenues. It avoids unemployment insurance. It's creative. It's innovative. It's the knowledge industry. Contrary to what I was saying earlier, contrary to the esteem that we can gain in Canada... As you are well aware, when we cross a border, no one has any pity for a bad show, a bad film or a bad book. When we try to export a cultural product, it absolutely has to be innovative, creative, and of good quality. Above all, it has to be offered at a competitive price; otherwise, the markets will not accept

Les Britanniques l'ont très bien compris. Les Allemands l'ont très bien compris. Ils se sont dotés d'un bras d'exportation qui s'appelle l'Institut Goethe. Les Français l'ont très bien compris et les Américains ont laissé à la force du capital la capacité d'envahir presque tous les marchés. Je ne vous ferai pas la description de la situation du film et du livre canadiens aux mains des majors américains.

Voici le seul corollaire que je ferai devant vous. Au moment où vous vous apprêtez à faire des recommandations extrêmement importantes pour la survie des arts, de la culture et de l'enseignement supérieur au Canada, vous devez tenir compte du fait qu'il faudra éventuellement que le Canada requestionne la façon dont il aborde l'ensemble de sa politique culturelle. Si nous ne voulons pas être submergés par la multiplication des canaux, les moyens modernes de diffusion et la force du capital du voisin avec qui nous avons accepté de développer un parternship, il faudra que nous soyons extrêmement lucides quant à la situation dans laquelle nous nous retrouvons à l'aube d'une période qui changera radicalement le monde et la façon dont nous l'avons connu jusqu'à présent.

Merci, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Joyal. Monsieur Joyal, permettez-moi de vous dire que ce Comité a recu quelque 435 mémoires à ce jour, que nous avons 10 000 pages de témoignages devant nous et que nous avons tenu 77 réunions jusqu'à maintenant. Si vous voulez vous joindre à nous pour analyser tout cela, vous êtes le bienvenu. On a jusqu'au 31 octobre. Il faut faire un rapport. Je vous remercie de votre témoignage. C'était fort intéressant. Est-ce qu'il y a des questions? Monsieur Graham, vous avez des questions, j'en suis certain.

M. Graham: Monsieur Joyal, je vous remercie beaucoup de votre témoignage. J'aimerais aborder un sujet qui déborde un peu le cadre de vos suggestions. J'ai bien compris vos suggestions concernant la politique interne du Canada et le ministère au point de vue des dépenses, etc.

Si nous voulons projeter la culture canadienne sur la scène internationale, il nous faut une politique internationale. Il nous faut identifier les institutions et les normes que devront suivre ces institutions pour permettre à notre culture canadienne de s'épanouir sur la scène internationale.

Vous avez parlé du problème de l'autoroute électronique dont nous avons longuement discuté ce matin. Une chose nous a beaucoup impressionnés. Un résultat certain de l'autoroute électronique sera la globalisation de l'information et de la culture, c'est-à-dire le contenu de cette plomberie dont vous avez parlé.

Comment allons-nous protéger le contenu canadien dans cette plomberie? Comment allons-nous nous protéger contre la globalisation?

[Translation]

The British have clearly understood this. The Germans have also clearly understood this also. They set up an export arm called the Goethe Institute. The French have understood this concept quite well, and the Americans have let market forces invade nearly every market. I will not describe the situation of Canadian films and books in the hands of the American majors.

I'll only give you one corollary. As you prepare to make extremely important recommendations for the survival of arts, culture and higher education in Canada, you should bear in mind the fact that eventually Canada will have to take an entirely new look at the way it handles its entire cultural policy. If we want to avoid being submerged by the countless channels, the modern broacasting techniques and the financial strength of the neighbour that we have agreed to develop a partnership with, we are going to have to think very clearly about the situation that we find ourselves in as we approach a period that will radically change the world and our perception of it so far.

Thank you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Joyal, Mr. Joyal, I would like to say that this committee has received some 435 briefs to date, we have heard testimony totalling 10,000 pages and that we have held 77 meetings so far. If you would like to join us to analyze all this information, you are welcome. Our deadline is October 31. That's when we have to bring out our report. Thank you for your testimony. It was very interesting. Are their any questions? Mr. Graham, I'm sure you have some questions.

Mr. Graham: Mr. Joyal, thank you very much for your testimony. I would like to touch upon a topic that extends somewhat beyond your suggestions. I understood your suggestions about Canada's domestic policies and the department in terms of expenditures and so on.

If we want to put Canadian culture on the international stage, we need an international policy. We have to identify the institutions and the standards that these institutions will have to follow so that our Canadian culture can flourish on the international scene.

You talked about the problem of the information highway, which we discussed at length this morning. One thing impressed us a great deal. One certain result of the information highway will be the globalization of information and culture, that its to say, the content of the technical developments that you spoke of.

How are we going to protect Canadian content in this context? How are we going to protect ourselves against this globalization?

• 1455

M. Dalfen nous a dit ce matin, et je crois qu'il avait raison, que si nous voulons vendre la culture canadienne à l'extérieur, that if we want to sell Canadian culture abroad, we have to nous devons l'américaniser, la faire descendre à un niveau qui Americanize it, bring it down to a level where it is acceptable to soit acceptable à tout le monde. Donc, on dilue le contenu everyone. So, we dilute the Canadian content so as to sell and

Mr. Dalfen told us this morning, and I believe he was right,

canadien afin de vendre et de survivre sur la scène internationale. Il survive on the international scene. There's a kind of paradox there. y a là une sorte de paradoxe. Pour survivre, il faut temporiser. On est en face d'un problème, et il me semble qu'il faut essayer de protéger le contenu canadien au sein de certaines institutions internationales en élaborant certaines normes internationales.

Quelle est votre perception quant aux alliés que nous devons chercher sur la scène internationale? Est-ce que nos alliés naturels sont les Américains, ou si ce sont plutôt les Européens ou d'autres États qui ont des problèmes semblables aux nôtres? Avez-vous certaines idées à ce sujet?

Le coprésident (M. Gauthier): Je voudrais dire aux députés que nous devons restreindre nos questions. On a 13 témoins à entendre cet après-midi. Nous avions donné à M. Joyal jusqu'à 14h45. Il est 14h55. Je suis prêt à vous donner cinq autres minutes si vous voulez répondre assez brièvement, monsieur Joyal. Il y a d'autres députés et sénateurs qui veulent poser des questions.

M. Joyal: Préférez-vous, monsieur le président, que toutes les questions soient posées d'abord et que j'y réponde par la suite?

Le coprésident (M. Gauthier): Si vous voulez prendre note. . .

M. Joyal: J'ai pris note des questions de M. Graham. Je pourrais faire la même chose pour les autres.

Le coprésident (M. Gauthier): Très bien. Monsieur Paré.

M. Paré: Monsieur Joyal, vous nous avez fait remarquer que 90 000 étudiants étrangers étudient au Canada et vous compariez cela aux 500 000 étudiants étrangers aux États-Unis. Je vous ferai remarquer que si les États-Unis avaient le même pourcentage que nous, ils en auraient probablement 900 000. Donc, on n'est pas déficitaires à cet égard.

Vous avez un tableau indiquant le nombre des emplois qui sont reliés à la culture. Vous nous avez dit, d'autre part, que cela représentait 3,8 p. 100 du PIB canadien. J'aurais souhaité qu'on ait aussi le revenu moyen des artistes. Vous avez dit que cela empêche l'assurance-chômage, mais je ne suis pas sûr que cela n'empêche pas l'assistance sociale. Je ne suis pas certain que les gens qui sont dans ce secteur ont des revenus qui leur permettent toujours d'obtenir ou d'éviter l'assurance-chômage.

Voici mon dernier commentaire. C'est vrai qu'il y a beaucoup d'emplois. C'est vrai qu'on pourrait dire qu'il faut investir au lieu de restreindre. Mathématiquement ou économiquement parlant, cela va, mais notre problème au Canada est qu'on consacre un montant incroyable d'argent à payer la dette et nos déficits. Nous sommes ficelés comme des jambons à cause de cela.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur le sénateur Hébert.

Le sénateur Hébert (Wellington): Je suis heureux d'avoir eu à remplacer à la demière minute un de mes collègues du Sénat à ce Comité. Cela m'a permis d'entendre la présentation absolument remarquable de l'honorable Joyal. Je la trouve remarquable sans doute parce qu'elle fait écho au rapport d'un comité auquel j'ai été associé jadis.

[Traduction]

To survive, we have to stall. We have a problem, and it seems to me that we must try to protect Canadian content within certain international institutions by developing some international stan-

What kind of allies should we be looking for on the international scene? Are our natural allies the Americans, or rather, are they the Europeans or citizens of other states that have problems similar to our own? Do you have any particular ideas about that?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I wanted to mention to the members that we have to limit our questions. We have 13 witnesses to hear this afternoon. We gave Mr. Joyal until 2:45 p.m. It is now 2:55 p.m. I'm willing to give you five more minutes if you could respond fairly briefly, Mr. Joyal. Other members and senators would also like to ask some questions.

Mr. Joyal: Mr. Chairman, would you prefer to have all the questions asked first and then I'll answer?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): If you could jot them

Mr. Joyal: I noted Mr. Graham's questions. I could do the same thing for the others.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Fine. Mr. Paré.

Mr. Paré: Mr. Joyal, you pointed out to us that 90,000 foreign students are studying in Canada and you compared that figure with the 500,000 students in the United States. I'd like to point out to you that if the United States had the same percentage of foreign students as we do, they would probably have 900,000. So as you can see, we are not running a deficit in that regard.

You have a chart showing the number of jobs that are related to culture. Furthermore, you told us that this sector represented 3.8% of Canada's GDP. I would have also liked to have seen the average income of artists. You said that employment in the cultural area kept people from having to go on unemployment insurance, but I'm not so sure that it keeps people from going on social assistance. I'm not sure whether people working in that sector have sufficient income to collect or avoid unemployment insurance.

I'll make one final comment. It's true that there are many jobs in this area. It's true that we could say that we have to invest in this area rather than restricting our activities. That's fine from a mathematical or economic point of view, but our problem in Canada is that we have to use an incredible amount of money to pay the debt and our deficits. Our freedom to act is completely restricted because of that problem.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Senator Hébert.

Senator Hébert (Wellington): I am pleased to have this opportunity to come in at the last minute to replace one of my Senate colleagues on this committee. It allowed me to hear the absolutely remarkable presentation given by the Honourable Serge Joyal. No doubt I found his presentation to be remarkable because it echoes a report produced by a committee that I was associated with some years ago.

Voici ma question. Je me souviens vaguement que, lors des audiences publiques de ce comité, il y a plusieurs années, des témoins s'inquiétaient de la présence selon eux trop nombreuse, de plus en plus nombreuse, d'étudiants étrangers dans nos universités, ce qui est à l'opposé de ce que vous venez de nous dire.

C'est peut-être un souvenir un peu vague, mais je me demande si ces témoins parlaient essentiellement des boursiers, des étudiants dont nous payons le séjour ici par des bourses de l'ACDI ou d'ailleurs, ou s'ils parlaient des étudiants étrangers qui, parce qu'étrangers, profitaient d'un tarif spécial. Je pense que vous avez parfaitement raison: il faudrait avoir encore plus d'étudiants étrangers, mais j'avais été frappé par cette espèce de réticence de gens qui disaient: Oui, mais attention, c'est nous qui payons tout cela, c'est très coûteux, etc.

Le coprésident (M. Gauthier): J'ai aussi une question à vous poser. J'ai cru percevoir dans votre intervention le témoignage d'un eurocentriste. Vous semblez dire qu'on devrait aller vers l'Europe.

[Translation]

My question, is the following: I vaguely remember that several years ago, when this committee was holding public hearings, some witnesses said that they were concerned that there were, according to them, more and more or too many foreign students in our universities, which is the contrary of what you just told us.

Perhaps this is a somewhat vague memory, but I wonder whether those witnesses were basically talking about scholarship students, whose stay here in Canada was being paid for by means of scholarships from CIDA or other agencies, or were they talking about foreign students who were able to take advantage of a special rate because they were foreigners. I think you're quite right: we should have even more foreign students, but I was struck by this reticence on the part of the people who said to us, "Yes, but be careful, we're the ones who are paying for all that and it's very expensive."

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I have a question for you too. As I listened to your testimony, I thought I was hearing someone who was a Eurocentrist. You seem to be saying that we should be focusing our efforts on Europe.

• 1500

Dans votre quatrième recommandation, vous dites qu'il va falloir redéfinir les objectifs par région et par secteur. Parlez-vous des régions géographiques au niveau du globe? Pour ce qui est des secteurs, je peux comprendre. Il s'agit de la télévision, du livre, du cinéma, etc., mais je n'ai pas bien compris ce que vous entendez par «les régions».

M. Joyal: Je vais commencer par répondre à votre question, monsieur le président, et ensuite remonter jusqu'à M. Graham si M. Graham me permet de procéder ainsi.

Lorsque je parle de programmes par région et par secteur, je veux définir essentiellement des marchés. Pour certains produits, nous avons des marchés dans des régions, mais pas dans d'autres régions. Le fait que nous avons deux langues officielles au Canada fait que certains produits culturels s'exportent spontanément sur un marché mais pas dans l'autre, à moins qu'ils ne soient traduits. Par ailleurs, lorsqu'ils sont traduits, ils deviennent des succès dans l'autre marché. Le meilleur exemple que je puisse vous donner est celui du théâtre de Michel Tremblay qui a été traduit en 13 langues et qui est plus joué dans toutes les autres langues qu'il n'est joué en français actuellement dans les pays de la Francophonie. Il est actuellement plus joué en Angleterre, en Écosse, dans le pays de Galles et en Israël qu'il ne l'est en France. Cela ne veut pas dire que le théâtre de Michel Tremblay n'est pas apprécié en France. Bien au contraire, il est joué continuellement en France, mais le fait qu'il est traduit lui donne un auditoire plus large. C'est ce qui a permis à trois auteurs de participer depuis deux ans au Festival de théâtre de Florence. Les Italiens ont tout à coup découvert une mine de création qui correspond parfaitement à la sensibilité italienne contemporaine.

C'est donc dire que lorsqu'on définit certains secteurs ou certaines régions, il faut tenir compte de la capacité de traduire ou de transmettre le produit dans l'autre langue.

In your fourth recommendation, you say that the objectives will have to be redefined, by region and by sector. Are you talking about various geographical regions throughout the world? I understand what you mean about sectors. You are talking about television, books, films, and so on, but I didn't understand what you meant by regions.

Mr. Joyal: I'll start by answering your question, Mr. Chairman, and then work backwards towards Mr. Graham's questions if Mr. Graham doesn't mind my proceeding in that way.

When I talk about setting programs by regions and by sector, I basically want to define markets. We have markets in some regions for certain products, but not in other regions. Because we have two official languages in Canada, some cultural products are exported automatically to one market but not to another market, unless they are translated. Furthermore, once they have been translated, they can become successful in the other market. The best example that I can give you is that of Michel Tremblay's plays, which have been translated into 13 languages. There are more performances of these plays in all the other languages than there currently are in French in the countries of la Francophonie. At present, these plays are performed more often in England, Scotland, Wales and Israel than they are in France. That doesn't mean that Michel Tremblay's work is not appreciated in France. Quite on the contrary, his works are performed continually in France, but because they have been translated they have a broader audience. Thanks to translation, over the past two years, three authors have been able to take part in the Florence Theatre Festival. The Italians suddenly discovered a creative source that corresponds perfectly to contemporary italian sensibilities.

All this to say that once we define certain sectors or certain regions, we have to bear in mind the capacity of having the product translated and thereby transmitted into the other language.

Je vous donne un autre exemple. Le film de Jean-Claude Lauzon, Léolo, a été malheureusement un échec commercial en France même s'il s'est mérité le Prix France-Canada. Pourtant, il a connu un succès commercial énorme en Allemagne. Il a réalisé pour 3 millions de profits en Allemagne.

Le marché n'est pas absolument étanche. Lorsque je dis qu'il faut définir les objectifs par région, je veux dire qu'il faut tenir compte de ce que l'on veut exporter et de ce que le marché peut recevoir en termes de la nature du service ou du produit que l'on veut faire sortir des frontières canadiennes.

Pour ce qui est de la question du sénateur Hébert, qui parlait d'une certaine réticence à la présence des étudiants étrangers, et de la première question de M. Paré, qui est extrêmement à propos, je vais souligner d'abord pour le bénéfice de M. Paré que le fait qu'il y a proportionnellement plus d'étudiants étrangers au Canada qu'il y en a aux États-Unis illustre précisément le constat que je faisais. C'est qu'il en coûte moins cher pour un étudiant étranger de venir étudier au Canada même si—et là je réponds au sénateur Hébert—un étudiant étranger paie 1 500\$, 1 600\$ ou 2 000\$ de plus en frais qu'un étudiant canadien. C'est une critique constante que l'on a faite dans le système, à savoir que les étudiants étrangers financaient le système universitaire canadien.

M. Paré disait qu'il devrait normalement y avoir 900 000 étudiants étrangers aux États-Unis. Monsieur Paré, si les coûts universitaires aux États-Unis n'étaient que de 7 300\$, même US, il y aurait probablement 10 fois plus d'étudiants étrangers. C'est ce qui explique la différence.

Je reviens au sénateur Hébert. La présence des étudiants étrangers est souhaitée en majorité par les recteurs et les facultés des universités, parce qu'on estime que la diversité d'origines est un facteur créatif. Une personne qui vient de l'Asie, de la Corée ou du Japon, qui suit un cours en administration, en gestion, en architecture ou en médecine et qui retourne dans son pays, c'est un ambassadeur du Canada en architecture, en médecine, en administration, en commerce ou dans quelque domaine que ce soit

Comme nos coûts d'enseignement sont concurrentiels, nous avons avantage à développer une masse critique d'étudiants étrangers, qui corresponde évidemment aux capacités des universités canadiennes. C'est à elles de définir le nombre, de les intégrer et de définir les objectifs. Ce n'est pas au gouvernement canadien de le faire, mais je crois que le gouvernement canadien doit ouvrir le potentiel du marché. Telle est la nature de mon propos.

• 1505

Je reviens aux propos de M. Paré. Il aurait souhaité qu'à ces chiffres sur l'ensemble de l'activité culturelle économique, on puisse donner le portrait des *success stories* versus le portrait de ceux qui ont de la difficulté. Dans les milieux de la culture, il y a un fossé énorme entre les artistes ou les troupes qui sont au stade initial et ceux qui réussissent à faire le plein du travail.

Il n'y aucun doute dans mon esprit qu'entre le salaire des artistes qui travaillent à l'intérieur du groupe Les Musiciens du Louvre à Toronto ou de I Musici à Montréal et celui des musiciens de l'Orchestre symphonique de Montréal ou de

[Traduction]

I'll give you another example. Jean-Claude Lauzon's film *Léolo* was unfortunately a commercial failure in France, even though it did win the *Prix France-Canada*. Yet in Germany, it was an enormous commercial success. In Germany, it earned \$3 million in profit.

Markets are not absolutely sealed off from one another. When I say that objectives have to be defined by regions, I mean that we have to bear in mind what we wish to export and what the market can receive in terms of the nature of the service or product that we would like to distribute beyond Canada's borders.

As for the question asked by Senator Hébert, who was talking about a certain reticence toward the presence of foreign students, and Mr. Paré's first question, which is extremely relevant, I'd like to begin by stressing, for Mr. Paré's benefit, that the fact that there are more foreign students in Canada than there are in the United States, on a proportional basis, illustrates the very observation that I was making. You see, it costs a foreign student less to come study in Canada even though—and here I'm responding to Senator Hébert's point—a foreign student pays \$1,500,\$1,600 or \$2,000 dollars more in tuition fees than a Canadian student does. This criticism is constantly being made in the system, namely that foreign students are financing the Canadian university system.

Mr. Paré was saying that on the basis suggested there should be 900,000 foreign students in the United States. Mr. Paré, if the cost of university in the United States was only \$7,300, even US dollars, there would probably be ten times as many foreign students as there actually are. That's what explains the difference.

Now I'll go back to Senator Hébert's point. Most university presidents and most faculties like to have foreign students, because they feel that having a diverse student body is a creative factor. If someone from Asia, Korea or Japan comes here to study administration, management, architecture or medecine, and then returns to his own country, it's as though he becomes a Canadian ambassador in architecture, medicine, administration, business or whatever field he may be in.

Since our educational costs are competitive, it is to our advantage to develop a critical mass of foreign students, obviously a critical mass that is in keeping with the capability of Canadian universities. It is up to them to set the numbers, to integrate these students and to define the objectives. It's not up to the Canadian government to do that, but I believe that the Canadian government must work to develop the potential of this market. That is what I am saying.

I'd like to come back to what Mr. Paré said. He hoped that with these figures on economic cultural activities, we could have compared the profile of the success stories with that of less successful situations. In the cultural sector, there is a huge gap between the artists or groups who are just starting out and those who have succeeded in their work.

There's no doubt in my mind that there's a huge difference between the salary of artists working with the *Musiciens du Louvre* group in Toronto or the I Musici group in Montreal and that of the musicians working with the Montreal Symphony

différentes. C'est précisément l'objectif de cette politique que de développer au maximum les marchés pour s'assurer que le potentiel de travail soit atteint au maximum. Plus on réduit les chances d'exportation, plus on condamne le milieu artistique à vivoter, à se contenter d'un minimum de création et à recourir à des mesures d'appoint comme l'assurance-chômage et l'assistance sociale.

Je termine sur les propos de M. Graham. Je vais être très bref, monsieur Graham.

Le premier des choix que le Canada doit faire dans son ensemble est celui-ci: voulons-vous continuer à développer une personalité particulière ou voulons-nous nous fondre dans le tout américain? Si nous voulons maintenir un système de valeurs démocratiques et de respect de la liberté qui soit particulier au Canada et qui représente, dans l'ensemble du concert des nations, une proposition originale, innovatrice et susceptible d'apporter certaines réponses aux questions que l'homme se pose, je crois qu'il y a lieu d'ajuster les institutions canadiennes, singulièrement les structures et les politiques du ministère des Affaires étrangères, singulièrement nos programmes nationaux de soutien aux industries culturelles et à l'enseignement supérieur, et de donner à l'ensemble des personnes qui ont le mandat de réaliser l'objectif du développement culturel les moyens de relever les défis auxquels nous nous mesurons.

Je ne crois pas que nous devrions nous ajuster aux Américains ou aux Européens. Nous devons être ce que nous sommes. Lorsque nous avons un succès sur un marché quelconque, dans un pays quelconque, ce n'est pas parce que nous devenons le reflet ou la pâle imitation de ce marché, mais parce que nous apportons quelque chose de nouveau, une approche créatrice nouvelle, qui innove et qui demeure à un niveau de qualité et de prix concurrentiel.

Ce n'est pas en se fondant dans le tout américain ou dans le tout européen que le Canada et son peuple survivront comme nation indépendante.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Joyal, je dois vous interrompre. Je vous remercie énormément de votre témoignage. Nous avons fort apprécié votre étude et vos commentaires. Nous en tiendrons compte et nous serons certainement de ceux qui liront attentivement le rapport que vous devez rendre public d'ici quelques semaines. Vous verrez à m'en envoyer des copies pour que je puisse les distribuer aux membres de ce Comité, Je vous remercie bien. On vous reverra plus tard.

M. Joyal: Merci, monsieur le président.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Now, from the Canadian Conference of the Arts, we have Mr. Keith Kelly, the national director. Mr. Kelly, the committee is happy to have you here this afternoon. You're following on Mr. Joyal's admonition to this committee to keep in mind cultural matters, and it's appropriate that the Canadian Conference of the Arts be our next witness. We're listening to you. We'll give you about ten minutes, if you don't mind, then we'll have some questions.

[Translation]

l'Orchestre symphonique de Toronto, il y a une différence. Vous Orchestra or the Toronto Symphony Orchestra. These are comprendrez qu'on parle de situations économiques tout à fait completely different economic situations. That is precisely the goal of this policy: to develop to the maximum these markets to ensure that this work potential is maximized. The more we reduce export opportunities, the more we condemn the artistic sector to struggle, to make do with a minimal amount of creation and use assistance such as unemployment insurance and social assistance.

> I would like to end on what Mr. Graham said, I will be very brief, Mr. Graham.

The first choice that Canada as a whole must make is this: do we want to continue to develop our own unique identity or do we want to be a part of the American melting pot? If we want to preserve our system of democratic values and respect for freedom that is particular to Canada and that represents, in the world, an original and innovative concept that can provide answers to the questions that people are asking themselves, I believe that it is time to adjust Canadian institutions, change the structures and policies of the Department of Foreign Affairs, change our national support programs for the cultural sector and higher education, and give people who are responsible for meeting our cultural development goals, the means to meet the challenges that we are facing.

I do not believe that we should adjust to the Americans or the Europeans. We should be what we are. When we succeed in a given market, in a given country, it is not because we have become the reflection or just a pale imitation of that market, but rather because we have contributed something new, a new creative approach, one that innovates, one that represents quality and is competitive.

It is not by becoming a part of America or Europe that Canada and its people will survive as an independent nation.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Joyal, I must interrupt you. Thank you very much for your presentation. We greatly appreciate your study and your comments. We will take them into account and we will most certainly read closely the report that you will be making public in a few weeks. Please ensure that you send us copies so that I can provide them to the members of this committee. Thank you very much. We will see you again.

Mr. Joyal: Thank you, Mr. Chairman.

Le coprésident (M. Gauthier): Maintenant, de Conférence canadienne des arts, M. Keith Kelly, directeur national. Monsieur Kelly, le comité est heureux de vous accueillir cet après-midi. Vous suivez l'avertissement de M. Joyal au comité de garder à l'esprit des facteurs culturels; il est alors tout à fait opportun que la Conférence canadienne des arts soit notre projet témoin. Nous vous écoutons. Vous avez environ dix minutes, si cela ne vous dérange pas et ensuite il y aura une période de questions.

Mr. Keith Kelly (National Director, Canadian Conference of the Arts): I understand that you're pressed for time, so I'll try to be as short as possible.

First of all, on behalf of the president of the board of governors of the Canadian Conference of the Arts, I would like to thank the co-chairs and the members of this special joint committee for an opportunity to present our views on the arts in international cultural relations.

• 1510

For us, Canadian cultural identity is a work in progress. Building on the work of Canadian artists and cultural workers over the last 50 years, we have come to regard the elements of Canadian cultural identify as evolving with the nature of our people and our national experience. Where once we referred to our nation as one composed of two founding cultures, time and reflection have brought us to an appreciation of the complexity of Canadian society.

The development of the multicultural policy is an adjunct to the official languages policy. The growing awareness of the important contribution made by our first people in addition to the work of Canadian artists in all disciplines and regions of Canada typify this evolution. In the international context, this evolution has particular currency for many other nations confronting a similar process of demographic and social change. These social and cultural dimensions of the Canadian experience are now facing new proving grounds. Powerful new technologies, which bring the world into our living rooms, are transforming cultural expression and materials into important commodities in international markets and trading blocs around the world. This present environment presents us with a mixture of challenges and opportunities that go to the heart of our cultural identity and future.

As the CCA considered the issue of international cultural relations within the context of this review, some basic considerations were at the heart of our discussions. First, we can and should take some satisfaction in the manner in which Canadian artists and cultural industries have succeeded in establishing themselves on the world stage in cooperation with the dedicated assistance of the staff of the Department of Foreign Affairs, the Canada Council and the Department of Canadian Heritage. The combined result of these efforts has secured international recognition and respect for Canadian cultural achievement.

There are massive changes under way in the manner in which Canadians regard Canadian cultural identity. The decision to aggregate responsibilities for the arts, cultural industries, museums and heritage, multiculturalism, official languages, some aboriginal issues and a full range of national cultural institutions in the Canadian heritage department is a reflection of the social, demographic and technological changes under way in Canadian society.

[Traduction]

M. Keith Kelly (Directeur national, Conférence canadienne des arts): Je comprends que vous n'avez pas beaucoup de temps, donc j'essaierai d'être aussi bref que possible.

Tout d'abord, au nom du président du Conseil des directeurs de la Conférence canadienne des arts, j'aimerais remercier le coprésident et les membres de ce comité mixte spécial pour nous avoir donné l'occasion de vous présenter nos idées sur les arts dans les relations culturelles internationales.

Pour nous, l'identité culturelle canadienne évolue sans cesse. Nous appuyant sur les oeuvres des artistes canadiens et les accomplissements des travailleurs culturels au cours des 50 dernières années, nous en sommes arrivés à considérer que les éléments de l'identité culturelle canadienne évoluent suivant la nature de notre peuple et de notre expérience nationale. Alors qu'auparavant, nous considérions que notre nation était composée de deux cultures fondatrices, le temps et la réflexion nous ont fait comprendre la complexité de la société canadienne.

L'élaboration de la politique multiculturelle vient s'ajouter à la politique sur les langues officielles. La prise de conscience croissante de l'importante contribution apportée par nos premières nations illustre bien cette évolution, tout comme le font les oeuvres des artistes canadiens dans toutes les disciplines et toutes les régions du Canada. Dans le contexte international, on retrouve cette même évolution chez bon nombre d'autres nations subissant un processus semblable de changement social et démographique. Mais ces dimensions culturelles et sociales de l'expérience canadienne sont maintenant mises à l'épreuve. En effet, les nouvelles technologies puissantes, qui amènent le monde dans nos salons, sont en train de transformer les formes et les modes d'expression culturelle en des produits de base importants sur nos marchés internationaux et dans les blocs commerciaux du monde. L'environnement actuel représente pour nous un mélange de défis et de possibilités qui vont au coeur même de notre identité culturelle et de notre avenir.

La Conférence canadienne des arts s'est penchée sur la question des relations culturelles internationales dans le cadre de cet examen, et certains éléments fondamentaux ont été au coeur de nos débats. Tout d'abord, la façon dont les artistes canadiens et les industries culturelles ont réussi à s'établir à l'échelle mondiale en collaboration avec l'aide du personnel du ministère des Affaires étrangères, du Conseil des Arts du Canada et du ministère du Patrimoine canadien peut et devrait nous apporter une certaine satisfaction. Grâce à ces efforts combinés, le Canada jouit aujourd'hui de la reconnaissance et du respect de la communauté internationale pour ses réalisations culturelles.

La façon dont les Canadiens considèrent leur identité culturelle est en train de changer considérablement. La décision de réunir les responsabilités pour les arts, les industries culturelles, les musées et le patrimoine, le multiculturalisme, les langues officielles et certaines questions autochtones ainsi que pour toute une série d'institutions culturelles nationales au sein du ministère du Patrimoine canadien reflète les changements sociaux, démographiques et technologiques qui sont en train de s'opérer dans la société canadienne.

These developments require us to rethink how we can best promote Canadian cultural achievement, domestically and in the international domain. Such changes necessitate greater access for all participants of the diverse Canadian cultural sector who were not captured in previous policy and program design.

It is also important to note that with technological changes the traditional divide between the arts and cultural industries is evaporating. We cannot afford the luxury of maintaining systems that fail to deal with the transformation in a cost-effective and comprehensive manner. The challenge for the CCA and certainly for the special joint committee becomes building on the strengths we have nurtured through decades of international cultural relations, while at the same time broadening access to programs and support systems to ensure that every aspect of Canadian cultural activity is welcomed into the international cultural relations arena.

Programs must accommodate and reflect Canadian cultural diversity, artists engaged in all forms and permutations of artistic expressions and in all parts of Canada. Just to make this exercise more interesting, it must all, of course, be accomplished in an atmosphere of fiscal restraint with the supposition of no major infusion of new funding.

Conscious of the financial restraints facing the federal government, it is important to note that access does not exclusively mean access to funding. Although direct financial support is essential to a large part of the cultural sector, of equal importance is access to information about international marketing possibilities so Canadian artists and producers can gamer more revenue from the sale or use of their work in the global marketplace.

• 1515

This service, which could be provided by the Department of Foreign Affairs and their staff and embassies and missions around the world, would greatly enhance the ability of some portions of the cultural sector to move to self-sufficiency.

While we are discussing access, access to information is another very important part of the access issue. It is important to mention that information on international trade agreements, which may affect the ability of Canadian artists and entrepreneurs to function effectively in the marketplace, is wanting.

While culture has been exempted from FTA, NAFTA, and we have secured limited exemptions in the GATT, there remains a large measure of uncertainty about how this exception deals with the growing realities of convergence. In government circles it has become fashionable to delay decisions on cultural policy matters by saying that first we have to examine our international trade obligations before we make a decision on this.

[Translation]

Reviewing Canadian Foreign Policy

Ces changements nous obligent à repenser quelle est pour nous la meilleure façon de promouvoir les réalisations culturelles canadiennes, tant au pays qu'à l'étranger. De tels changements nécessitent un plus grand accès pour tous les participants au secteur culturel canadien qui n'étaient pas visés par la politique et les programmes précédents.

Il est en outre important de noter qu'en raison des changements technologiques, la séparation entre les arts et les industries culturelles est en train de disparaître. Nous ne pouvons nous permettre le luxe de maintenir des systèmes qui ne réussissent pas à faire face à la transformation d'une façon rentable et globale. Le défi pour la Conférence canadienne des arts et certainement pour le comité mixte spécial consiste à progresser en nous appuyant sur les forces que nous avons développées pendant des décennies de relations culturelles internationales, tout en élargissant l'accès aux programmes et aux systèmes de soutien afin de nous assurer que chacun des aspects de l'activité culturelle canadienne sera bien accueilli dans l'arène des relations culturelles internationales.

Les programmes doivent tenir compte de la diversité culturelle canadienne et la refléter. Nos artistes sont engagés dans toutes sortes de formes et de permutations artistiques dans toutes les régions du Canada. Pour que cet exercice soit plus intéressant, il doit naturellement être réalisé en tenant compte des restrictions budgétaires et en supposant qu'il n'y aura aucune nouvelle effusion importante de fonds.

Étant conscients des restrictions budgétaires auxquelles le gouvernement fédéral doit faire face, il est important de noter que l'accès ne signifie pas exclusivement un accès au financement. Bien qu'un appui financier direct soit essentiel à une grande partie du secteur culturel, l'accès à l'information au sujet des possibilités de commercialisation sur le marché international est tout aussi important pour les artistes et les producteurs canadiens afin qu'ils puissent aller chercher davantage de revenus de la vente et de l'utilisation de leurs oeuvres sur le marché mondial.

Ce service, qui pourrait être offert par le ministère des Affaires étrangères et son personnel ainsi que par les ambassades et les missions un peu partout dans le monde, aiderait considérablement des composantes du secteur culturel à acquérir une certaine autosuffisance.

Puisque nous parlons d'accès, l'accès à l'information est un autre aspect fondamental de toute cette question. Il est important de mentionner qu'il n'y a pas suffisamment d'information concernant les accords commerciaux internationaux qui peuvent affecter la capacité des artistes et des entrepreneurs canadiens à fonctionner efficacement sur le marché.

Même si la culture a été exemptée de l'ALÉ et de l'ALÉNA et que le GATT nous garantit des exemptions limitées, il reste énormément d'incertitude quant à la façon dont ces exceptions s'appliqueront aux réalités croissantes de la convergence. Dans les cercles gouvernentaux, il est devenu de bon ton de reporter les décisions en matière de politique culturelle sous prétexte que nous devons tout d'abord examiner nos obligations commerciales internationales.

We would really appreciate it if the special joint committee would recommend to the government the release of all documents associated with the cultural exceptions in FTA and NAFTA, so that we can have a full knowledge of exactly what our international trade obligations and possibilities are as a result of these two important agreements. That will allow us to do some strategic thinking and to really begin to capitalize on what we see as a fairly important export potential for the arts and cultural industries.

Finally, a vital element in the success of any cultural initiative, either domestically or internationally, is a commonly held and coherent federal cultural policy that defines our national cultural objectives and identifies the modalities through which we can attain them. This cultural policy must articulate a new view of Canadian cultural identity that integrates traditional cultural practics, official language communities, the important role of multicultural communities and first peoples, as well as the important contribution from all regions of Canada on a non-discriminatory basis.

International cultural relations are, in and of themselves, important extensions of Canadian identity and influence and should be given the care and attention they deserve by all players within the full spectrum of government departments and agencies. Cultural development is something that government can only achieve in partnership with artists and cultural workers, because ultimately it is their work and their efforts that will determine whatever success we can enjoy not only at home but also on international stages.

In this, as all matters affecting the interests of Canadian artists and cultural workers, the Canadian Conference of the Arts stands read to work cooperatively and constructively with the federal government in attaining these objectives.

I would like to thank you for your time today.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much. Any questions?

M. Paré: J'ai le petit texte en français. Je ne sais pas s'il correspond exactement...

Le coprésident (M. Gauthier): Tout à fait. Allez-y.

M. Paré: Il y ici quelque chose qui me surprend un petit peu. On it:

Il faudrait mettre le milieu culturel canadien au courant des programmes de relations culturelles internationales offerts...

A un autre endroit, on dit:

Le secteur des relations culturelles internationales des Affaires étrangères devrait inviter les intéressés à faire des commentaires sur l'utilité...

D'une part, il semble que les programmes ne soient pas très connus par les artistes eux-mêmes, mais d'autre part, on mettrait même en doute l'utilité des programmes. Cela me semble être une question assez grosse.

[Traduction]

Nous saurions réellement gré au comité mixte de recommander au gouvernement de publier tous les documents concernant les exceptions culturelles prévues dans l'ALÉ et l'ALÉNA, de sorte que nous puissions connaître exactement toutes nos obligations commerciales internationales aux termes de ces deux importants accords et toutes les possibilités qui en découlent pour nous. Cela nous permettrait de faire une certaine planification stratégique et de commencer réellement à capitaliser sur ce que nous considérons comme un potentiel d'exportation assez important pour les arts et la culture au Canada.

Enfin, le succès de toute initiative culturelle, tant au pays qu'à l'étranger, reposera en grande partie sur une politique culturelle fédérale cohérente qui définira nos objectifs culturels nationaux et déterminera les modalités qui nous permettront de les atteindre. Cette politique culturelle devra expliquer clairement une nouvelle vision de l'identité culturelle canadienne qui intègre les pratiques culturelles traditionnelles, les communautés anglophones et francophones, le rôle important des communautés multiculturelles et des Premières nations ainsi que la contribution importante de toutes les régions du Canada et ce, de façon non discriminatoire.

Les relations culturelles internationales sont en soi une extension importante de l'identité et de l'influence canadiennes et devraient recevoir toute l'attention qu'elles méritent de la part de tous les intervenants au sein des ministères et des organismes gouvernementaux. Le gouvernement ne peut réaliser le développement culturel qu'en partenariat avec les artistes et autres créateurs, car en fin de compte, ce sont leurs oeuvres et leurs efforts qui détermineront le succès que nous aurons non seulement ici au pays, mais également sur la scène internationale.

À cet égard, et en ce qui concerne toutes les questions qui touchent aux intérêts des artistes et des autres créateurs canadiens, la Conférence canadienne des arts est prête à travailler en coopération et constructivement avec le gouvernement fédéral pour atteindre ces objectifs.

Je vous remercie du temps que vous avez bien voulu m'accorder aujourd'hui.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup. Y a-t-il des questions?

Mr. Paré: I have the French summary. I don't know if it corresponds exactly...

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Absolutely. Go ahead.

Mr. Paré: There is something that somewhat surprises me. It says:

The Canadian cultural community must be made aware of the existing programs of international cultural relations available through...

Further on, it says:

The International Cultural Relations Bureau of Foreign Affairs should solicit comments on the usefulness and effectiveness of their program. . .

On the one hand, it seems that the artists themselves are not quite familiar with those programs, but on the other hand, we're even questioning the usefulness of those programs. It seems to me this is a bit a exaggerated.

Mr. Kelly: Well, first of all, to reply to the first part, we surveyed 200 organizations in preparation of our submission to your committee. For the most part, they were unfamiliar with the list of programs offered by the Department of Foreign Affairs.

When we say that the department should consult with artists and cultural workers to make sure that the programs are useful, what we are saying is that the conditions are changing very quickly and we can no longer look at maintaining some programs that may be so small that their impact is negligible. If we could broaden it or reshape it in some way that meets real needs within the cultural community, not necessarily within the government, then we would be in a good position to advise the department on how to restructure their efforts so that they are most effective for the artists and cultural industries concerned.

• 1520

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Kelly, are you consulted by the department regularly on matters of cultural policy, for example? The department has a consultative process.

Mr. Kelly: Yes.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You have 200,000 members, I am told.

Mr. Kelly: Through our membership of individuals and organizations, we represent the interests of over 200,000 artists and cultural workers in Canada.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): So my question stands: Are you consulted on international matters?

Mr. Kelly: On national matters?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): No, on international matters.

Mr. Kelly: We are consulted on international matters from time to time. I wouldn't characterize the consultations as necessarily consistent, but we are certainly invited to participate in discussions at the Department of Foreign Affairs from time to time.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): What would be your reaction to this proposal, to concentrate all cultural questions of international impact in the Department of Foreign Affairs?

Mr. Kelly: Well, that would have to be followed by a corporate commitment to the activity. I think Mr. Joyal referred to the uncertainty that hung over the international cultural relations within the department, which was perhaps precipitated by Bill C-93, where it would appear that had the legislation succeeded, all of those responsibilities would have been transferred to the new council. At that point, there seemed to be a lack of appetite within the department for this task.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Reorganization.

Mr. Kelly: If there were a reconcentration, I would say the only way it could succeed is if the department rededicated itself to international cultural relations in a very serious way. We are certainly very encouraged by the remarks of the current

[Translation]

M. Kelly: Eh bien, tout d'abord, nous avons fait un sondage auprès de 200 organismes avant de préparer notre mémoire à votre comité. La plupart de ces organismes ne connaissaient pas très bien la liste des programmes offerts par le ministère des Affaires étrangères.

Lorsque nous disons que le ministère devrait consulter les artistes et autres créateurs pour s'assurer de l'utilité des programmes, nous disons que les conditions changent très rapidement et que nous ne pouvons plus maintenir certains programmes qui sont peut-être de si petite envergure que leur incidence est négligeable. S'il était possible de les élargir ou de les remanier de façon à qu'ils puissent répondre aux besoins réels de la communauté culturelle, non pas nécessairement au sein du gouvernement, alors nous serions en mesure de conseiller le ministère sur la façon de restructurer ses efforts afin qu'il soit le plus efficace possible pour les artistes et les industries culturelles concernés.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Kelly, le ministère vous consulte-t-il régulièrement sur des questions de politique culturelle, par exemple? Le ministère peut tenir des consultations.

M. Kelly: Oui.

Le coprésident (M. Gauthier): On m'a dit que votre organisme compte 200 000 membres, est-ce exact?

M. Kelly: Si l'on compte les particuliers et les organismes qui sont membres de notre groupe, nous représentons les intérêts de plus de 200 000 artistes et travailleurs de la culture au Canada.

Le coprésident (M. Gauthier): Ma question demeure donc la même: êtes-vous consultés sur des questions internationales?

M. Kelly: Sur des questions nationales?

Le coprésident (M. Gauthier): Non, sur des questions internationales.

M. Kelly: Nous sommes consultés de temps à autre sur des questions internationales. Je ne dirais pas que cela se fait de façon constante, mais nous sommes invités, de temps à autre, à participer à des discussions avec le ministère des Affaires étrangères.

Le coprésident (M. Gauthier): Que pensez-vous de la proposition de concentrer toutes les questions culturelles qui peuvent avoir des répercussions internationales au ministère des Affaires étrangères?

M. Kelly: Eh bien, il faudrait que le ministère s'engage par la suite à l'égard de ces activités. M. Joyal a parlé de l'incertitude qui plane sur les relations culturelles internationales au sein du ministère. Le projet de loi C-93 a sans doute précipité cette situation; si cette mesure avait été adoptée, toutes les fonctions auraient été transférées au nouveau conseil. Il semble que le ministère ait alors fait preuve d'un manque d'enthousiasme devant la tâche.

Le coprésident (M. Gauthier): Il s'agissait d'une réorganisa-

M. Kelly: Il n'y aurait qu'une seule solution pour qu'une reconcentration réussisse, et ce serait que le ministère se réoriente de façon sérieuse vers les relations culturelles internationales. Nous trouvons certes très encourageantes, du

minister, who has said some very encouraging things from our moins dans notre perspective, les remarques faites par le ministre perspective about the importance of international cultural relations in the discharge of his mandate. If that stage were set, we would certainly support that kind of concentration.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You would be supportive of that?

Mr. Kelly: Absolutely.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much. Culture has not been traditionally a matter for review by a foreign affairs committee. This time it is, because we believe the cultural exports, cultural products, are very important to our future and we have to participate. Many of us believe it is a strong point to be made.

Mr. Kelly: We certainly agree that this is a very high-growth area. especially the export of cultural materials. Over the long run, it can really diversify our economic base, not only domestically but also internationally. We support any efforts to support that development,

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Kelly, in the name of the committee, I wish to thank you, sir, for your presentation. We have your brief; we've read it. We have an executive summary. We thank you for your contribution.

Mr. Kelly: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I would like to call upon Dr. Baba Jigida and Mary Kipruto, members of the coalition for Jigida et Mme Mary Kipruto, membres de la coalition Concerned concerned African women.

Dr. Jigida, I have a copy of your brief. It is quite an extensive one. Do you want to present this to the committee?

Dr. Baba Jigida (Concerned Canadian-African Women): Yes, please.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We have about 15 to 20 minutes, so you go right ahead. If you take all the time to read your brief, then there will be no questions.

Dr. Jigida: Okay, Mr. Chairman.

• 1525

Mrs. Mary Kipruto (Concerned Canadian-African Women): Honourable chairman of the committee, honourable members, ladies and gentlemen of this honourable venture, the reviewing of Canada's foreign policy, we take this opportunity to thank you for allowing us to present this paper before your august committee.

Every age is an age of transition, for the world never stands still. We believe this to be truer today than at any time in our history and civilization. The continent of Africa is not a full participant in today's age of transition. By this we do not mean to say that the position she is in is solely due to outside influence. In fact, permit us to express our gratitude for the effort and contribution Canada has made on various fronts through foreign policies to the continent of Africa, especially in this post-colonial era.

[Traduction]

actuel sur l'importance, dans son mandat, des relations culturelles internationales. En établissant une telle base, on favoriserait ce type de concentration.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous appuieriez cette concentration?

M. Kelly: Tout à fait.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup. La culture n'est pas un sujet qui a été beaucoup étudié par le Comité des affaires étrangères par le passé. Si nous l'examinons maintenant, c'est que nous estimons que les exportations culturelles, les produits culturels, sont très importants pour notre avenir. Un grand nombre d'entre nous croyons que c'est un élément très important.

M. Kelly: Nous sommes d'accord avec vous sur le fait qu'il s'agit d'un secteur à croissance très rapide, surtout pour ce qui est de l'exportation de produits culturels. À long terme, nous pourrons ainsi diversifier notre assise économique, non seulement au Canada, mais aussi à l'étranger. Nous appuyons tous les efforts qui favorisent cette expansion.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Kelly, je vous remercie de votre exposé, au nom du comité. Nous avons votre mémoire, nous l'avons lu. Nous en avons également un résumé. Merci de votre participation.

M. Kelly: Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): J'invite maintenant Mme Baba African Women, à venir témoigner.

Madame Jigida, j'ai un exemplaire de votre mémoire. C'est un très long document. Souhaitez-vous le présenter au comité?

Mme Baba Jigida (Concerned Canadian-African Women): Oui, s'il vous plaît.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous disposez de 15 à 20 minutes. Si vous prenez tout ce temps pour lire votre mémoire, il n'en restera plus pour les questions.

Mme Jigida: D'accord, monsieur le président.

Mme Mary Kipruto (Concerned Canadian-African Women): Monsieur le président, Mesdames et Messieurs du comité, vous avez entrepris une tâche honorable, celle d'étudier la politique étrangère du Canada. Nous saisissons cette occasion pour vous remercier de présenter ce document devant votre auguste comité.

Il y a des transitions à toutes les époques, car le monde évolue constamment. Cela est plus vrai encore de notre époque que de toute autre période de notre histoire et de notre civilisation. Le continent africain ne participe pas pleinement à l'ère de transition actuelle. Nous n'entendons pas par cela que cette situation ne soit due qu'à des facteurs extérieurs. En fait, permetteznous d'exprimer notre gratitude à l'égard des efforts et de la contribution faits par le Canada sur divers fronts par le truchement de ses politiques étrangères pour le continent africain, surtout en cette époque post-coloniale.

Almost in the same breath we crave your indulgence as we briefly dilate on some aspects of Canada's foreign policy in Africa, given the very limited time, hoping that this presentation would be taken in good part in the revision of foreign policy. Politics are seen by Concerned Canadian–African Women vis–à–vis human rights and democracy, NGOs, economics and immigration.

Dr. Jigida: The area of crisis intensifying at very great frequency is regrettably posing a severe challenge to all and sundry. A number of African countries hold membership in the unenviable club of political violence, be it physical or mental violence. Concerned Canadian-African Women recommend that Canada in her foreign policy take a position om which she can effect position changes by assuring the basic human rights which most Africans have yet to experience.

Mrs. Kipruto: Canada should go down in history as allowing her conscience to be her guide as she did in her foreign policy in the once apartheid South Africa. We are concerned about the restoration of freedom of association, freedom of speech, verbally and in the print media, in all media, including the arts.

Today, in Africa, most of the people know the rights they were born with and are no longer prepared to be trampled under by some repressive leadership. The upheavals on the continent of Africa have been a long time coming. The handwriting had been on the wall and we are saddened to know that our beloved Canada joined other powers to ignore all signals, or maybe Canada did not want to act in isolation from the G-7 partners.

Dr. Jigida: Congratulations to Canada for her new foreign policy under today's Liberal government—for example, her recent stands on Haiti, preferring a continuation of sanctions over invasion of the island, a far cry from Canada's recent Conservative government, "Yessir, master" politics with the United States. Canada is the most respected country abroad to Africans, even connoting a certain mystique, even romance attached to the sentiments that most Africans carry in their hearts for Canada. We appeal to you, sir, Mr. Chairman, and members, to try to keep things this way, even to improve on it.

Mrs. Kipruto: As stated by Piers Campbell, of the International Council of Voluntary Agencies:

In development terms, the 1980s may well be called the decade of NGOs. From relative obscurity of a decade ago, non-governmental organizations, NGOs, have suddenly found themselves catapulted into international respectability. Donor governments and multilateral institutions now routinely pay tribute to their presumed capacity to reach the poor and to the qualities of innovation and flexibility which are supposed to characterize NGO work.

[Translation]

Parallèlement, nous faisons appel à votre indulgence car nous aborderons brièvement certains aspects de la politique étrangère du Canada en Afrique, compte tenu du peu de temps dont nous disposons, en espérant que cet exposé vous sera utile dans votre examen de la politique étrangère. Le groupe Concerned Canadian-African Women étudie la politique sous l'angle des droits de la personne et de la démocratie, des ONG, de l'économie et de l'immigration.

Mme Jigida: Malheureusement, l'accroissement rapide de la zone de crise pose un problème grave pour tous. Un certain nombre de pays d'Afrique sont membres du club peu reluisant de la violence politique, qu'il s'agisse de violence physique ou mentale. Concerned Canadian—African Women recommande que le Canada adopte une politique étrangère qui lui permette d'apporter des changements en garantissant les droits fondamentaux de la personne dont la plupart des Africains n'ont encore jamais joui.

Mme Kipruto: Le Canada devrait entrer dans l'histoire pour s'être laissé guider par sa conscience, comme il l'a fait dans sa politique étrangère en Afrique du Sud, sous le règne de l'aparteid. Nous nous préoccupons de la restauration de la liberté d'association, de la liberté de parole, que ce soit verbalement ou dans la presse écrite, dans tous les médias, y compris les arts.

En Afrique, de nos jours, la plupart des gens connaissent leurs droits et n'acceptent plus d'être écrasés par une dictature. Les bouleversements du continent africain se préparaient depuis longtemps. Les signes avant-coureurs étaient bien visibles et nous avons constaté avec tristesse que notre Canada bien-aimé avait, comme d'autres puissances, décidé de ne pas en reconnaître l'existence; peut-être le Canada ne souhaitait-il pas agir isolément de ses partenaires du G-7.

Mme Jigida: Nous félicitons le Canada de la nouvelle politique étrangère adoptée par le gouvernement libéral actuel—par exemple, la position prise récemment à l'égard d'Haïti, où l'on a préféré poursuivre les sanctions plutôt que d'envahir l'île; cela va à l'opposé de «l'à-plat-ventrisme» manifesté par le gouvernement conservateur antérieur devant les États-Unis. Le Canada est le pays étranger le plus respecté des Africains; les sentiments éprouvés par la plupart des Africains à l'égard du Canada comportent un certain élément de mysticisme et même de romantisme. Nous faisons appel à vous, monsieur le président, mesdames et messieurs du comité, pour que cet état de choses demeure et même s'améliore.

Mme Kipruto: Comme l'a déclaré Piers Campbell, du Conseil international des agences bénévoles:

Sur le plan du développement, les années 80 pourraient bien être déclarées décennie des ONG. Travaillant dans une obscurité relative il y a dix ans, les organisations non gouvernementales, ou ONG, se sont soudainement acquis le respect du monde. Les gouvernements donateurs et les institutions multilatérales rendent maintenant couramment hommage à leur capacité d'aider les pauvres, ainsi qu'aux qualités d'innovation et de flexibilité qui sont supposées caractériser leur travail.

Dr. Jigida: With this type of responsibility, it is no wonder that NGOs are coming under pressure to evaluate their strategies and respective roles in the development process. Concerned Canadian–African Women are very interested in the NGOs, given that they have been very significant actors in the development field in Africa.

Many NGOs complain that there are political strings attached by some donors, that they are being influenced directly and indirectly in their program priority. Quite frankly, Concerned Canadian—African Women see the need in terms of priority for NGOs to clean up their act vis—à—vis their programs on women on the African continent. It has not been effective in Africa, we cry.

Canadian taxpayers dollars can be better spent for strong and not weak communication between Canadian NGO headquarters and their representatives in the field. Some NGOs must not be seen working in Africa as the dream to show their outlandishly expensive residence and useless amount of servants in waiting, etc. I go to Africa often. Last year I was there four times. I am talking from experience.

• 1530

Concerned Canadian African Women assert that the tax dollars must be wisely spent for women's programs through viable women's schemes: loan schemes, women entrepreneurs, women's cooperatives, substantial literacy programs for all. There are some ways for development in lieu of the infinitesimal degree of very petty village schemes in various parts of Africa, for example in the northern upper western region in Wa, Ghana, or in southern Sierra Leone. Such schemes are so outdated that they do not bring in much trade—too petty and inadequate even as we start out on the threshold of the 21st century. We urge our Canadian government in her new foreign policy to remember that development is a global issue.

Participation in the truest sense and not a semblance of partnership is the key to Canada's foreign policy as we see it, for genuine development success will ultimately lie in the creation of effective local organizations. NGOs then can become service–providing agencies, for example, trading consultants or fund–raising services. They would be selected, hired and paid. Some of the NGOs would focus entirely on development education and policy advocating in the right direction.

Mrs. Kipruto: We, as Concerned Canadian-African Women, seek your help to consider the almost incorrigible position, as our sisters find themselves in abject poverty in Africa through no fault of their own. A woman's work is never done. The African woman in good health wakes up at the average time of 4:45 a.m. and works until 8:30 in the evening. Suffice it to say that her work is still not recognized. National statistics for the economically active usually omit women's work

[Traduction]

Mme Jigida: Avec de telles responsabilités, il n'est pas étonnant que des pressions soient exercées sur les ONG pour qu'elles évaluent leur stratégie et leur rôle dans le développement. Concerned Canadian-African Women s'intéresse vivement aux ONG, compte tenu de ce que ces organismes ont joué un rôle important dans le développement en Afrique.

Un grand nombre d'ONG se plaignent de ce que certains donateurs assortissent leurs dons de conditions politiques et soutiennent être influencés directement et indirectement dans l'ordonnancement de leurs priorités. Eh bien, franchement, Concerned Canadian—African Women estime que, du point de vue des priorités, les ONG doivent revoir leurs programmes destinés aux femmes d'Afrique, car ils n'ont pas été efficaces.

L'argent des contribuables canadiens devrait servir à des communications renforcées et non affaiblies entre les bureaux centraux des ONG canadiennes et leurs représentants sur place. Certaines ONG devraient cesser de voir l'Afrique comme l'endroit où elles peuvent réaliser leurs rêves de résidences exotiques et luxueuses, dotées d'une armada de serviteurs. Je vais souvent en Afrique. L'année dernière, j'y suis allée quatre fois. Je sais donc de quoi je parle.

Le groupe Concerned Canadian African Women affirme que l'argent des contribuables doit être sagement utilisé pour financer des programmes viables à l'intention des femmes: programmes de prêts, appui aux femmes d'affaires, coopératives féminines, programmes substantiels d'alphabétisation pour tous. Il existe d'autres moyens de promouvoir le développement que les minuscules projets de villages entrepris dans diverses régions d'Afrique; par exemple, dans la région de Wa, située dans le Nord—Ouest du Ghana, ou dans le Sud de la Sierra Leone. Ce genre d'initiatives est tellement dépassé qu'il ne suscite pas tellement d'activités commerciales—elles sont trop dérisoires et inappropriées, même en cette veille du XXIe siècle. Dans le cadre de sa nouvelle politique étrangère, nous exhortons le gouvernement canadien à se rappeler que le développement est une question mondiale.

À notre avis, une participation véritable, à ne pas confondre avec un semblant de partenariat, est essentielle à la politique étrangère du Canada, car le succès d'un développement digne de ce nom dépend finalement de la création d'organisations locales efficaces. Ainsi, les ONG peuvent devenir par exemple des organismes de prestation de services, des experts—conseils en matière commerciale ou des organisateurs de levées de fonds. Elles seraient sélectionnées et rémunérées. Certaines d'entre elles se concentreraient uniquement sur la sensibilisation au développement et la défense de politiques axées sur les besoins réels.

Mme Kipruto: Nous, de la Concerned Canadian African Women, vous exhortons à vous pencher sur une situation pratiquement incorrigible, car nos soeurs se retrouvent malgré elles dans une pauvreté abjecte en Afrique. Le travail d'une femme n'est jamais terminé. Une femme africaine en bonne santé se lève généralement à 4h45 et travaille jusqu'à 20h30. Le moins qu'on puisse dire, c'est que son travail n'est toujours pas reconnu. Dans les statistiques nationales concernant les

in the subsistence sector; yet in Africa 60% to 80% of all agricultural work is done by women.

We here today, through this paper, urge our Canadian government to operate foreign policy with the very fundamentals on which this beloved country was built.

Dr. Jigida: Many women in Africa have neither the education nor the skills to work in formal wage-paying jobs. The best programs emerge from the experience and the expression of women themselves. Only with active involvement of women can development goals be reached, as even noted by Sharon Capeling-Alakija, who is the UNIFEM director.

The women of the Republic of Mali, West Africa, took to the streets in March 1991 against over a quarter of a century of rule by Moussa Traore. They were shot and killed in unthinkable numbers, some with young babies on their backs. When the international community then said enough is enough, they brought down the rotten regime of Traore. But alas, it was a victory for one night. The women are back where they started.

Canada should take note that especially on the continent under discussion the men just know and believe that it is their innate right to rule. What have they to account for their splendid ability to rule since the continent's new era of post colonialism? Wars, and wars and wars! Knavery: a knave is a knave, is a knave, is a knave. Or should we be more accommodating and say embezzlers?

We are also aware of the fact that Canada does not believe in being known as the police in the world. African women and children suffer under the wars created by their men, under the economic deprivations and political shortchange in general. We ask in great candour: How can Canada have diplomatic ties in recent history given the atrocities and inadequacies of various African governments? Many societies' laws have been made by and for men. Often they deny women rights as full citizens by either omitting, specifically submitting, or subordinating women's rights to those of men.

A few women in the forefront in Africa strive to change in a minimal way the political scene, but a good number of these women meet with untold miseries in the process, heading to either exile or imprisonment. Some of them find themselves in Canada. God bless Canada, for when we get into prison most of the time women come to Canada for protection. Women parliamentary representation is so minimal that it is a mockery. Most times in African politics one effects changes only when one is in a political position, especially with the party in power.

Mrs. Kipruto: Africa has had its share of natural and manmade disasters. Of the world's 42 least-developed countries, 29 are in Africa, where resources are often lacking to cushion violent fluctuations in economic fortunes. The 1980s have been

[Translation]

personnes actives sur le plan économique, on oublie souvent le travail des femmes dans le secteur des cultures vivrières de base; pourtant, en Afrique, de 60 à 80 p. 100 de tout le travail agricole est effectué par des femmes.

Aujourd'hui, à travers notre mémoire, nous exhortons le gouvernement canadien à fonder sa politique étrangère sur les principes fondamentaux qui ont présidé à l'édification de ce pays.

Mme Jigida: En Afrique, bon nombre de femmes n'ont ni l'éducation ni les compétences donnant accès à des emplois rémunérés. Les meilleurs programmes découlent de l'expérience et de l'expression des femmes elles—mêmes. Ce n'est qu'avec la participation active des femmes que les objectifs du développement pourront être atteints, comme l'a d'ailleurs noté Sharon Capeling—Alakija, la directrice de l'UNIFEM.

En mars 1991, les femmes de la République du Mali en Afrique occidentale sont descendues dans la rue pour protester contre le régime de Moussa Traoré, qui a duré plus d'un quart de siècle. Elles ont été tuées en nombre inimaginable, alors que certaines portaient des bébés sur le dos. Quand la communauté internationale a estimé que c'en était assez, les femmes ont renversé le régime corrompu de M. Traoré. Cependant, la victoire n'a duré qu'une nuit. Les femmes sont revenues à la case départ.

Le Canada doit noter qu'en Afrique surtout, les hommes croient tout simplement qu'ils sont nés pour diriger. Et où ce droit de régner les a-t-il menés depuis la fin de la colonisation? À la guerre et rien qu'à la guerre! À la filouterie: filou un jour, filou toujours. Sans doute serait-il plus gentil de les traiter d'escrocs.

Nous savons aussi que le Canada ne veut pas avoir la réputation de faire la police dans le monde. Les femmes et les enfants d'Afrique souffrent des guerres déclenchées par leurs hommes, ainsi que des privations économiques et politiques en général. Nous posons tout naïvement la question suivante: comment le Canada a-t-il pu entretenir des relations diplomatiques avec divers gouvernements africains malgré les atrocités et les inepties commises récemment par ces demiers? Dans bien des sociétés, les lois ont été faites par et pour les hommes. Souvent, elles refusent aux femmes le droit d'être des citoyennes à part entière, soit en ne reconnaissant pas ce droit soit en le subordonnant à celui des hommes.

En Afrique, quelques femmes s'efforcent de promouvoir un changement minimum sur le plan politique, mais bon nombre d'entre elles éprouvent des difficultés incroyables, ce qui leur vaut l'exil ou l'emprisonnement. Certaines de ces femmes se retrouvent au Canada. Que Dieu bénisse le Canada, car lorsque nous allons en prison, nous cherchons souvent à venir au Canada pour être protégées. La représentation des femmes au parlement est si minime en Afrique qu'elle est dérisoire. Très souvent l'on y effectue des changements politiques seulement lorsqu'on occupe un poste politique, surtout dans le parti au pouvoir.

Mme Kipruto: L'Afrique a connu sa part de désastres naturels et artificiels. Sur les 42 pays les moins développés du monde, 29 sont en Afrique, où l'on manque souvent des ressources nécessaires pour amortir les violentes fluctuations

characterized by many as Africa's lost decade, a period during which per capita GNP fell by an average of more than 2% per year after rising steadily between 1965 and 1980. Crippling external debts, falling prices for commodity exports, and structural adjustment programs forced deep cuts in social spending, exemplified by declining per capita expenditures on health and education.

• 1535

Dr. Jigida: Children occupy a special place of honour in African culture. Cherished as a manifestation of God's blessings, Africa's children are held in high esteem by their parents and their community as an ongoing link in the long and proud history of a continent and as a symbol of hope for a future in which poverty and underdevelopment will be vanquished. The extended family, the bedrock of the African social system, ensures that under normal circumstances no child will go hungry or homeless. The life of a child is valued above all others. Indeed, the wealth of a family is judged less by its monetary assets than by the strength of its lineage.

Mrs. Kipruto: The latest report from the World Bank says that adjustment works in Africa. Canada's foreign economic policy for Africa is related to the policies of the World Bank and the International Monetary Fund. The World Bank in a major new study states that moving away from an aggregate picture of Africa suggests unrelenting economic crises. The report concludes that countries that undertook the most comprehensive reform programs were rewarded by the fastest turnaround in growth rates.

What about the devaluation of the African franc?

Dr. Jigida: Without knowing that the war in Rwanda was going to be very disastrous, it was calculated that some 24 million Africans would need emergency food aid in 1994. Canada must be congratulated, as it was one of the first countries to respond to the African famine, even before the media drew the world's attention to the gravity of the situation. Africa will never forget this help and the continuing help and the major role in terms of Canada's contributions to eliminate Africa's precarious emergencies.

We are quite concerned that on the continent of Africa we lack good leadership. Should we begin to dilate on the latter, it would need the volume of an encylopedia.

For self-sufficient food production, we concernedly crave your indulgence to make it a priority in Canada's foreign policy. Good food contributes to good health for all by the year 2000.

Trade liberalization should be the number one priority of Canadian aid to Africa.

Mrs. Kipruto: Looking through Canadian trade agreements with Africa, we crave your understanding to liberalize further trade with Africa. African women are engaged in agriculture in great numbers. For African goods imported to Canada, we urge preferred nation status.

[Traduction]

économiques. Bien des gens ont dit que les années 80 constituent la décennie perdue de l'Afrique, une période au cours de laquelle le PNB par habitant a chuté en moyenne de plus de 2 p. 100 par année après avoir augmenté constamment entre 1965 et 1980. La dette extérieure écrasante, la chute des produits d'exportation et les programmes d'ajustements structurels ont obligé les gouvernements à réduire considérablement leurs dépenses sociales, d'où une baisse des dépenses par habitant en matière de santé et d'éducation.

Mme Jigida: Les enfants occupent une place de choix dans la culture africaine. Chéris comme une manifestation de la bénédiction divine, les enfants d'Afrique sont éminemment estimés par leurs parents et par leur collectivité, parce qu'on les considère comme un lien permanent dans la longue et fière histoire d'un continent et comme un symbole d'espoir pour un avenir où la pauvreté et le sous—développement seront vaincus. La famille élargie, fondement du système social africain, veille à ce que, dans les circonstances normales, aucun enfant ne manque de nourriture ou soit sans abri. La vie d'un enfant est plus précieuse que celle de tous les autres membres de la société. En effet, la richesse d'une famille dépend moins de l'argent qu'elle possède que de la force de son lignage.

Mme Kipruto: Dans son dernier rapport, la Banque mondiale estime que l'ajustement fonctionne en Afrique. La politique économique du Canada à l'égard de l'Afrique est liée aux politiques de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Dans une importante étude publiée récemment, la Banque mondiale affirme que l'abandon d'une vision globale de l'Afrique entraînerait des crises économiques interminables. Elle conclut que les pays ayant entrepris les programmes de réforme les plus complets ont été récompensés par la reprise la plus rapide de la croissance.

Qu'en est-il de la dévaluation du franc africain?

Mme Jigida: Avant même de savoir que la guerre au Rwanda allait être dévastatrice, on avait calculé que près de 24 millions d'Africains auraient besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 1994. Le Canada doit être félicité, car il a été l'un des tout premiers pays à réagir à la famine en Afrique, avant même que les médias n'attirent l'attention du monde sur la gravité de la situation. L'Afrique n'oubliera jamais cette aide, qui se poursuit d'ailleurs, ni le rôle important que le Canada a joué en contribuant à régler les situations d'urgence en Afrique.

Nous sommes préoccupées par le manque de bons dirigeants sur le continent africain. S'il fallait commencer à disserter sur ce sujet, nous rédigerions l'équivalent d'une encyclopédie.

Nous vous prions de faire de l'autosuffisance alimentaire une priorité de la politique étrangère du Canada. Une bonne alimentation favorisera la bonne santé de tous en l'an 2000.

La libéralisation du commerce doit être la première des priorités en ce qui concerne l'aide canadienne en Afrique.

Mme Kipruto: Pour ce qui est du commerce entre le Canada et l'Afrique, nous vous exhortons à le libéraliser davantage. Nombreuses sont les femmes africaines travaillant dans le secteur agricole. Nous exhortons le Canada à accorder un statut préférentiel aux produits africains importés au Canada.

Palm oil, which in recent years became very political, as well as certain locally produced dress wares should be reviewed in terms of entry customs tariffs. Africa is quite a distance from Canada. The transportation takes quite a bit off the trade and adjustments can be made to relax other tariffs.

Dr. Jigida: Air transportation to and from Africa is another very unfair aspect of Canada's foreign policy and economics. Given the market and the mileage, we fail to see why the fares in question are as high as they are compared with mileage to other parts of this same world. Possibly it is to discourage much travel to here, especially from Africa, partly due to the change in immigration laws.

Immigration: We are grateful to Canada for the great work so far in allowing Africans in distress to emigrate to Canada for political, social, cultural, or even economic and humanitarian reasons.

We are aware of the burden on the Canadian economy and social structure with reference to immigration. We are also aware that immigrants make a substantial contribution to the Canadian economy. They pay taxes when given the opportunity. They buy goods and services and participate fully in the economic, cultural, and social fabric of Canada. Self-employed persons are more numerous among immigrants from Africa and Europe. Entrepreneurs are relatively numerous from Asia and Africa.

I hope it doesn't surprise you to know that at some Canadian immigration hearings women seeking refugee status receive the short end of the stick-much more so than the men, reports would show—and are being told at the slightest whatever that they are not genuine refugees. We used to believe that the truth shall make us free. If and when Canada Immigration turns them down from all the slime in Africa, we wonder where they will furn to.

• 1540

There is still a snail's pace problem with reference to the overall adjustment of already landed immigrants and their family members joining them. By the time family members are allowed to join them in Canada—it takes so long—some families are distraught. It should have been a joyous reunion. You cannot begin to imagine the

Also, in trying to bring a relative to visit who will return to Africa, it can be a real pain to be granted a visitor's visa. Lest we forget, the African is strongly built on family ties. Such deprivation may cause social unhappiness. You cannot love the monkey and hate its tail. We recommend some reviewing of these conditions by any measure.

A very important development in the lives of certain Canadian citizens must be brought to this committee's attention. It has been seen that certain countries turn away black

[Translation]

Les droits de douane sur l'huile de palme qui, au cours des dernières années, est devenue un important enjeu politique, ainsi que sur certains effets vestimentaires produits localement, doivent être révisés. L'Afrique est éloignée du Canada. Le transport coûte déjà assez cher, et l'on peut faire des ajustements pour assouplir les tarifs douaniers.

Mme Jigida: Le transport aérien entre l'Afrique et le Canada est un autre aspect de l'économie et de la politique étrangère du Canada où il y a beaucoup d'injustice. Étant donné le marché et la distance, nous ne comprenons pas pourquoi les billets d'avion coûtent si cher par rapport à d'autres destinations dans le monde. Il est possible que l'on vise à décourager les voyages à destination du Canada, surtout en provenance de l'Afrique, et cela est dû en partie à la modification des lois de l'immigration.

En ce qui concerne l'immigration, nous sommes reconnaissantes au Canada pour l'excellent travail qu'il a fait jusqu'à présent en permettant aux Africains d'émigrer ici pour des raisons politiques, sociales, culturelles ou même économiques et humanitaires.

Nous sommes conscientes du fardeau que l'immigration impose à l'économie et à la structure sociale du pays. Nous savons aussi que les immigrants apportent une contribution substantielle à l'économie canadienne. Ils paient des impôts quand on leur en donne l'occasion. Ils achètent des produits et des services, et ils participent pleinement à la vie économique, culturelle et sociale du pays. Les travailleurs autonomes sont plus nombreux parmi les immigrants venus d'Afrique et de d'Europe. Les entrepreneurs sont relativement nombreux parmi ceux venus d'Asie et d'Afrique.

J'espère que vous ne serez pas étonnés d'apprendre qu'à certaines audiences relatives à l'immigration, les femmes qui demandent le statut de réfugié sont défavorisées-d'après certains rapports, beaucoup plus que les hommes-et on leur dit avec mépris qu'elles ne sont pas de véritables réfugiées. Il fut un temps où nous croyions que la vérité nous libérerait. Si Immigration Canada les refuse malgré toute la misère qu'elles ont vécue en Afrique, nous nous demandons vers qui elles vont se tourner.

D'une manière générale, la réunion des immigrantes reçus et des membres de leur famille se fait encore à pas de tortue. Avant que l'on ne permette aux membres de la famille de les rejoindre au Canada—cela dure si longtemps—certaines familles sont affolées. La réunion des familles devrait être une occasion de réjouissances; vous êtes loin de vous imaginer le stress qui y est associé.

De plus, quand on veut recevoir la visite d'un parent qui va retourner en Afrique, on a parfois beaucoup de mal à obtenir un visa de séjour. N'oublions pas que pour l'Africain, les relations familiales sont essentielles. Le refus d'un visa de séjour peut créer beaucoup de tristesse. Vous ne pouvez pas aimer un singe et haïr sa queue. Nous recommandons que l'on révise les modalités d'octroi du visa de séjour.

Il convient d'attirer l'attention du comité sur un aspect très important de la vie de certains citoyens canadiens. On a constaté que certains pays refusent de recevoir des Canadiens de race Canadians from their borders. The former are not criminals, but noire. Il ne s'agit pas de criminels, mais de voyageurs légitimes

they are legitimate travellers being refused entry with Canadian à qui l'on refuse l'entrée malgré leur passeport canadien. On les passports. They are harassed and humiliated worse than dirt. depending on the immigration officer's personal prejudices. We ask that you please look into this before it grows into a very ugly international scene.

African regimes are plagued with economic mismanagement. It seems to us that it is hard for us to come to grips with the reality of the mess that all citizens have to endure due to the covetousness of a very few.

Mrs. Kipruto: Canada should integrate francophone, anglophone, and the rest of Africa in her policies for development.

Debt forgiveness: we wonder what those in power in Africa learn from debt forgiveness to make amends.

Canada can provide market services. This is a very crucial area in development aid, where structural adjustment programs curtail the public sector presence in favour of private sector. A smooth transition is important in this to save the poor from suffering the most.

Dr. Jigida: We've also dilated on cultural exchange programs between Africa and Canada. This does not mean that we consider this aspect of foreign affairs in Canada unimportant. In fact, we ask that you consider more cultural exchange, in a way that can educate both parties for a better world.

As Concerned Canadian-African Women we ask the question: Are we our brothers' and our sister's keepers? We also say please. let us come and reason together.

We thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much for that presentation. We are indeed deeply touched by your comments. We'll keep them in mind, you can be assured of that.

You made some good points. Some of them are very debatable, because there are indeed some examples of success in Africa. Ghana, for example, we're told is coming up from a difficult situation. It is now, it seems to us anyway, from reports we get, showing some good gains in terms of productivity and in terms of adjusting to the present reality of life. And we know of other examples. But we take your message clearly. It was well delivered. Thank you very much.

Our time is up, the 20 minutes. Thank you very much, Dr. Jigida, Mrs. Kipruto.

Dr. Jigida: Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I'd like to call on The Honourable Lloyd Francis. Mr. Speaker, are we supposed to rise when you come in?

Hon. Lloyd Francis (Individual Presentation): I defer to you, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Welcome to this committee, Mr. Francis.

[Traduction]

harcèle, on les humilie et on les considère comme moins que rien, selon les préjugés personnels de l'agent d'immigration. Nous vous prions de bien vouloir examiner cette situation avant qu'elle ne s'aggrave et ne se se répercute sur la scène internationale.

Les gouvernements africains sont affligés par une mauvaise gestion chronique de l'économie. Il est difficile d'imaginer l'ampleur des difficultés auxquelles l'avidité d'une infime minorité assujettis l'ensemble des citovens.

Mme Kipruto: Le Canada doit intégrer les pays francophones et anglophones d'Afrique dans ses politiques de développement.

Radiation la dette: nous nous demandons si la radiation de la dette incite les tenants du pouvoir en Afrique à modifier leur comportement.

Le Canada peut fournir des services de marché. Il s'agit d'un domaine clé de l'aide au développement, car les programmes d'ajustement structurel défavorisent le secteur public au profit du secteur privé. À cet égard, une transition souple est importante pour empêcher les pauvres d'être les plus durement touchés.

Mme Jigida: Nous avons aussi parlé en détail des programmes d'échanges culturels entre l'Afrique et le Canada. Cela ne signifie pas que cet aspect des affaires étrangères ne soit pas important. En fait, nous demandons que vous accordiez plus d'importance aux échanges culturels, de telle façon que les deux parties puissent s'éduquer mutuellement et bâtir un monde meilleur.

En tant que femmes africaines canadiennes, nous posons la question suivante: sommes-nous les gardiennes de nos frères et de nos soeurs? Nous disons aussi: s'il vous plaît, rassemblons-nous et réfléchissons ensemble.

Je vous remercie.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup pour votre exposé. Nous sommes très touchés par vos observations. Je puis vous assurer que nous allons en tenir compte.

Vous avez soulevé des questions intéressantes. Certaines sont très contestables, parce qu'il y a certainement des cas de succès en Afrique. Par exemple, nous apprenons que le Ghana est en train de se tirer d'une situation difficile. Actuellementc'est du moins ce qu'il nous semble d'après les rapports que nous avons obtenus—ce pays améliore sensiblement sa productivité et s'adapte bien aux nouvelles réalités. Et nous connaissons d'autres exemples. Mais nous avons bien compris votre message. Il a été bien présenté. Merci beaucoup.

Les 20 minutes sont épuisées. Merci beaucoup, madame Jigida et madame Kipruto.

Mme Jigida: Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Nous passons maintenant à l'honorable Lloyd Francis. Monsieur le président, sommes-nous censés nous lever quand vous entrez?

L'honorable Lloyd Francis (présentation individuelle): Je m'en remets à vous, monsieur le président,

Le coprésident (M. Gauthier): Bienvenue au comité, monsieur Francis.

Mr. Francis: I have a brief submission for this committee. I believe it is in the hands of members of the committee, and in two languages, thanks to the services of the committee.

My story is a very brief one. In 1993 I was invited by the Government of Sri Lanka to be an observer of the elections process, as part of an international team of some 24 members from 12 countries in Europe, Asia, and North America. I have had, sir, over the years, more than a passing interest in the country. I first visited in 1974 with the Interparliamentary Union delegation of members of Parliament. We sponsored the daughter of the health minister, who lived with us in Ottawa. She got a degree from the University of Ottawa. There was no foreign exchange available to her family to study abroad. We have kept in touch with her. She is married, is back in Sri Lanka, and the relationship is more than cordial.

• 1545

What gave me great concern, Mr. Chairman, on my visit a year ago was to find how the image of Canada had been eroded. If I had my brief I'd follow it more closely.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I have my copy, sir, and I can send it to you.

M. Francis: Merci. Je parle français, mais mon français est inférieur faute de pratique, monsieur le président. C'est la retraite.

The extent of our Canadian Development Assistance program delivered through CIDA and the use of non-governmental organizations was a little bit of a shock to me. It's only part of our total program, and we have done many good things in Sri Lanka, but that country has had serious difficulties.

When I agreed to be part of the delegation, part of the international observer team, the leader of the opposition was assassinated. A week later the president was assassinated. It took place at a time when the government party was engaged in the leadership contest, and I was asked if I would represent Canada at the funeral of the president. I agreed to it, but at the last minute I was replaced by someone of the government party.

In this period Canada undertook a program of aid to civil rights groups in Sri Lanka. Bear in mind, there was a terror from the right-wing Buddhist Sinhalese. The previous elections observer team said in their official report that they got a report that at one poll nobody was voting. They went to see why, and there were three bodies strung up at the entrance to the poll. Terrorists had shot the first three people who had come in and hung up their bodies, and it was a deterrent. The terrorists also announced that there would be no banking on a certain day. On that day, at the same hour, they shot four people in four different banks.

[Translation]

M. Francis: J'ai un court mémoire à vous présenter. Je crois qu'on l'a distribué aux membres du comité, et dans les deux langues officielles, grâce aux services parlementaires.

Je vais vous raconter une histoire très brève. En 1993, j'ai visité le Sri Lanka, à l'invitation du gouvernement de ce pays afin de faire partie d'une équipe internationale d'observateurs des élections. Je faisais partie d'une équipe internationale de 24 personnes venant de 12 pays d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord. Je dois dire, monsieur le président, qu'au fil des ans, j'ai eu un intérêt plus que passager pour ce pays. Je l'ai visité pour la première fois en 1974 en tant que membre d'une délégation de l'Union interparlementaire. Nous avons parrainé la fille du ministre de la Santé, qui a vécu avec nous à Ottawa. Elle a obtenu un diplôme de l'Université d'Ottawa. Il n'existait pas de programme d'échanges susceptible de permettre à sa famille d'étudier à l'étranger. Nous sommes restés en contact avec elle. Elle est depuis retournée au Sri Lanka, et nous entretenons des relations plus que cordiales.

J'ai été très préoccupé, monsieur le président, lors de ma visite il y a un an, de constater à quel point l'image du Canada s'était effritée. Si j'avais mon mémoire, je le suivrais de plus près.

Le coprésident (M. Gauthier): J'ai mon exemplaire, monsieur, et je peux vous l'envoyer.

Mr. Francis: Thank you. I do speak French, but my French is not good enough due to lack of practice, Mr. Chairman. It's retirement.

La portée de notre programme d'aide au développement mis en oeuvre par le Truchement de l'ACDI et des organisations non gouvernementales m'a un peu troublé. Cela représente seulement une partie de l'ensemble de notre programme d'aide, et nous avons fait beaucoup de bonnes choses au Sri Lanka, mais ce pays a connu d'énormes difficultés.

Au moment où j'ai accepté de faire partie de la délégation, c'est-à-dire de l'équipe internationale d'observateurs, le leader de l'opposition a été assassiné. Une semaine plus tard, le président a été assassiné à son tour. Cela s'est passé à un moment où le parti ministériel était engagé dans une course au leadership, et l'on m'a demandé si je voulais représenter le Canada aux funérailles du président. J'ai accepté, mais à la dernière minute, j'ai été remplacé par quelqu'un du parti ministériel.

À ce moment-là, le Canada a lancé un programme d'aide au groupe de défense des droits civils. N'oubliez pas que les Cingalais bouddhistes de droite avaient instauré un incroyable régime de terreur. L'ancienne équipe internationale d'observateurs d'élection signalait, dans son rapport officiel, avoir appris qu'à un bureau de scrutin, personne ne votait. Elle est allée voir pourquoi, et trois corps étaient exposés à l'entrée du bureau. Les terroristes avaient abattu les trois premiers électeurs et pendu leur corps pour dissuader les autres. Les terroristes ont également annoncé que personne ne devait aller à la banque un certain jour. Ce jour-là, à la même heure, ils ont abattu quatre personnes dans quatre banques différentes.

To repress the terror, the government resorted to counter-terror, and they are not proud of it. When they caught a terrorist, they punished not only the terrorist but a family. If a village was supporting the terrorists, they punished the village. The measures that were taken were very severe. At the same time, there was a Tamil rebellion going on and the Tamils still control two provinces in the north.

Mr. Chairman, I was a member and so were you, I believe, in 1970, when *le Front de libération du Québec* undertook its program of terrorism in Canada. I was a supporter of a government that threw many people into jail. I know how I would have felt if a foreign power had come in and had undertaken to subsidize the civil rights arguments of those who were in jail at that time. Looking back, some people were put in jail who should not have been there, but we stopped the terror. A democratic government is particularly vulnerable when faced with terror.

Today, in Sri Lanka, the situation is much better, I'm informed. I expect to go back within the next month to observe another set of elections. But the aid that we have given through non-governmental organizations has been construed in many parts of Sri Lanka as aid that has filtered through to groups that are in insurrection to the government. I cannot prove that; I don't know enough about the truth of it. But I do know that is the image of some of the CIDA projects that we have approved and where Canadian money has been spent.

I believe, Mr. Chairman, that we are wrong in putting our aid into this kind of project in a country that has a civil war. At least the Tamils, in the north, are engaging in a continuing war of independence. The Liberation Tigers of Tamil Eelam, LTTE, have been outlawed in India. They continue a state of insurrection.

• 1550

There is an allegation by members of the Sinhalese community that some of the funds that have gone through CIDA, through non-governmental organizations, have filtered their way through to support insurrection against the government of the country. I don't know, I repeat, the truth of it. But I come back to members of the committee and say that I don't think we have any business picking out Sri Lanka and that part of the world to fund civil rights; I really don't think we do. We're not doing it in Indonesia; we're not doing it in Myanmar, formerly Burma, where the case is even worse; we're not doing it with the Government of India in their suppression of some of the Sikh terrorists, or in Southeast Asia. We pick out Sri Lanka as the only country in that part of the world, and we put money into non-governmental organizations to teach the people of Sri Lanka civil rights. I really question whether we should try to play God this way.

All I know, Mr. Chairman, is that I was a member of a government that suppressed terror. I'm not proud of all the things we did, but I'm not ashamed of it either. I know that if we try to put ourselves in the position of passing judgment on a

[Traduction]

Pour réprimer la terreur, le gouvernement a répondu par la terreur, et il n'en est pas fier. Quand il attrapait un terroriste, il punissait non seulement ce dernier, mais sa famille aussi. Si un village appuyait les terroristes, ses habitants étaient punis. Les mesures qui ont été prises étaient très sévères. En même temps, les Tamuls étaient engagés dans une rébellion et ils contrôlaient encore deux provinces du Nord.

Monsieur le président, en 1970, j'étais député et vous aussi, je crois, quand le Front de libération du Québec a lancé son programme de terrorisme au Canada. J'étais partisan d'un gouvernement qui a emprisonné beaucoup de gens. Je sais ce que j'aurais pensé si une puissance étrangère était venue ici et avait commencé à subventionner la défense des droits civils des personnes qui étaient en prison à l'époque. Avec le recul, on a mis en prison beaucoup de gens qui ne le méritaient probablement pas, mais nous avons mis fin à la terreur. Un gouvernement démocratique est particulièrement vulnérable quand il fait face à la terreur.

L'on m'a appris qu'aujourd'hui, au Sri Lanka, la situation s'est nettement améliorée. Je compte y retourner dans les prochaines semaines pour observer une autre série d'élections. Toutefois, l'aide que nous lui avons accordée par l'entremise des organisations non gouvernementales a été vue, dans bien des régions du Sri Lanka, comme une subvention indirecte à des groupes opposés au gouvernement. Je ne peux pas le prouver; je ne suis pas suffisamment renseigné à ce sujet. Mais je sais que telle est la perception de certains projets de l'ACDI que nous avons approuvés et pour lesquels on a dépensé l'argent des contribuables canadiens.

Monsieur le président, je crois que nous avons tort d'accorder notre aide à ce genre de projets dans un pays engagé dans une guerre civile. Au moins les Tamouls, dans le nord, sont en train de mener constamment une guerre d'indépendance. Le mouvement des Tigres libérateurs de l'Eelam Tamoul a été interdit en Inde. Il entretient un état d'insurrection.

Certains membres de la communauté cingalaise prétendent qu'une partie des fonds qui ont été acheminés par l'ACDI et par des organisations non gouvernementales, indirectement à appuyer l'insurrection contre le gouvernement du pays. Je répète que je ne sais pas si cette allégation est vraie. Cependant, je redis aux membres du comité qu'il ne nous appartient pas de choisir le Sri Lanka et cette partie du monde pour financer la promotion des droits civiques; je ne pense vraiment pas que ce soit notre rôle. Nous ne le faisons pas en Indonésie ni au Myanmar, qui s'appelait autrefois Birmanie, où la situation est encore pire; nous ne le faisons pas non plus à l'égard du gouvernement de l'Inde qui réprime certains terroristes sikhs, ni en Asie du sud-est. Nous choisissons le Sri Lanka dans cette partie du monde et donnons de l'argent aux organisations non gouvernementales pour enseigner les droits civiques à la population. Je me demande sincèrement si nous avons le droit de nous substituer à Dieu de cette manière.

Tout ce que je sais, monsieur le président, c'est que j'ai fait partie d'un gouvernement qui a réprimé la terreur. Je ne suis pas fier de tout ce que nous avons fait, mais je n'en ai pas honte non plus. Je sais que si nous essayons de porter un

democratic government, and it is trying hard to respect the forms of jugement sur un gouvernement démocratique qui s'évertue à democracy, and channel money, part of whih they think is going to those who are promoting insurrection, we are doing an immense amount of damage to Canada's image.

Sri Lanka has had a change of government and a change of orientation. The present government is not Marxist any more. It's looking at Singapore and Taiwan. They're looking at the junior tigers of Asia: Thailand and the Philippines. They see that market orientation leads to a better standard of living, and they're trying hard to join the ranks of newly industrialized countries.

My plea to members of the committee is that Canadian aid be directed to those projects that will help the material development of Sir Lanka. It should make it possible for specialists, like Northern Telecom, a well-known international company, to go in and modernize their communications, and make it possible for Canadian businessmen to have the goodwill of the Government of Sri Lanka and others, to come in and, under the discipline of the marketplace, help transform that country into one of the newly industrialized countries. I would like to see us not get into the business of trying to decide right and wrong in a country with an unfortunate tradition of violence.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, Mr. Francis.

Are there any questions? Mr. Volpe.

Mr. Volpe: Mr. Francis, first of all, thank you very much for a very straightforward and frank engagement. I want to ask just a couple of questions.

First of all, as a general impression, I guess you don't believe that NGOs are all into subversive activity.

Mr. Francis: I was not saying what my opinion was. I'm reporting to you that there is a widespread belief in Sri Lanka among supporters of the government that some Canadian funds, through some NGOs, have gone that way.

Mr. Volpe: Do you have a suggestion as to how CIDA might have a check against that misuse of funds?

Mr. Francis: I don't think CIDA should give money for civil rights causes at the present time in Sri Lanka. I think the choosing of the instruments for such a purpose is going to make us far more enemies than friends.

Mr. Volpe: Mr. Francis, in fairness to the organizations that are operating from what they perceive to be a very positive and very worthwhile social and economic basis, the impressions you've garnered are those that have been relayed to you by government officials.

Mr. Francis: No, sir, not only. I have many friends in Sri Lanka and my impressions came from the business community of Sri Lanka.

Mr. Volpe: Is it fair for us to characterize NGOs as basically organizations that are altruistic in nature and that are using whatever resources are available in order to promote a betterment of society?

[Translation]

respecter les formes de la démocratie, et que nous envoyions de l'argent dont une partie, selon ce gouvernement, sert à promouvoir l'insurrection, nous portons énormément préjudice à l'image du Canada

Le Sri Lanka a changé de gouvernement et d'orientation. Le gouvernement actuel n'est plus marxiste. Il voit ce qui se passe à Singapour et à Taïwan. Il voit les jeunes tigres de l'Asie que sont la Thaïlande et les Philippines. Il constate que l'économie de marché améliore le niveau de vie et il s'efforce de hisser le Sri Lanka au rang des nouveaux pays industrialisés.

J'exhorte donc les membres du comité à faire en sorte que l'aide canadienne soit accordée à des projets qui contribueront au développement matériel du Sri Lanka. Cette aide doit permettre à des compagnies spécialisées, comme Northern Telecom qui est très bien connue dans le monde, d'aller moderniser les communications dans ce pays, et aux hommes d'affaires canadiens de s'assurer la bonne volonté du gouvernement cingalais et d'autres, d'y aller et, selon les règles du marché, aider à transformer ce pays pour en faire une nouvelle nation industrialisée. Je voudrais que nous évitions de décider ce qui est bien ou mal dans un pays ayant une malheureuse tradition de violence.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup, monsieur Francis.

Y a-t-il des questions? Monsieur Volpe.

M. Volpe: Monsieur Francis, tout d'abord, je vous remercie beaucoup pour votre prise de position directe et franche. Je vais vous poser quelques questions.

Premièrement, d'une manière générale, je présume que vous ne croyez pas que toutes les ONG mènent des activités subversives.

M. Francis: Je n'exprimais pas mon opinion. Je vous disais qu'au Sri Lanka, la plupart des partisans du gouvernement estiment que certains fonds provenant du Canada, par l'entremise des ONG, ont été utilisés à cette fin.

M. Volpe: À votre avis, que peut faire l'ACDI pour remédier à cette mauvaise utilisation des fonds?

M. Francis: Je pense que l'ACDI ne doit pas subventionner la promotion des droits civiques au Sri Lanka en ce moment. Si nous prenons des décisions de ce genre, nous allons nous faire beaucoup plus d'ennemis que d'amis.

M. Volpe: Monsieur Francis, pour être juste à l'égard des organismes qui essaient honnêtement de poursuivre des objectifs économiques et sociaux très valables dans ce pays, il faut dire que les impressions que vous avez recueillies sont celles des autorités gouvernementales.

M. Francis: Non, monsieur; pas uniquement. J'ai beaucoup d'amis au Sri Lanka et mes impressions viennent aussi des gens d'affaires de ce pays.

• 1555

M. Volpe: Serait-il juste pour nous de considérer les ONG comme étant essentiellement des organisations altruistes qui utilisent les ressources dont elles disposent pour promouvoir l'amélioration de la société?

Mr. Francis: That is a general question, and I would have to answer yes. To say no would be to say I'm still beating my wife or something. Obviously, this is the purpose of NGOs. But I am saying to you that in the particular context of Sri Lanka at this time, with the Tamil insurrection under way, it's a very dangerous business for us to set up NGOs and channel funds to them to support the civil rights workers who for one reason or another the government has incarcerated.

Mr. Volpe: But those organizations or those NGOs aren't necessarily ones whose primary motive is to celebrate and to propagate civil rights in the western concept. Theirs is probably—

Mr. Francis: I think the ones we're supporting in Sri Lanka are.

Mr. Volpe: Then I come back to my initial question. Short of CIDA saying we will not fund any NGOs in Sri Lanka or Indonesia or anywhere else, is there a mechanism that would provide a check for CIDA against those who would use funds for political activity in addition to social economic activity?

Mr. Francis: First of all, I'd like to say that NGOs in many parts of the world do very good work. I listened in particular to the delegation that preceded me, and obviously the NGOs in Africa... It's a different social context.

Mr. Volpe: I heard the presentation before as well and I thought there was at least a faint strain of criticism for some NGOs there.

Mr. Francis: But on the whole they were supportive.

Mr. Volpe: Fairly positive, yes.

Mr. Francis: I would have no reason to disagree.

In what other country do we have a comparable program? Sri Lanka stands out in southeast Asia as the one country in which we have directed CIDA funds this way, and I'm questioning the wisdom of it.

Mr. Volpe: Okay. Thank you.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Paré, vous avez une question?

M. Paré: Je suis un peu estomaqué par le témoignage de M. Francis. D'abord, comme Québécois, j'aurais cru qu'après 25 ans, même un membre du gouvernement qui a décrété les mesures de guerre aurait pu se repentir. Je me rends compte que ce n'est pas le cas. Je vous dirai que présentement, les victimes du coup de force de M. Trudeau, en 1970, sont à mettre sur pied une fondation pour tenter de corriger les injustices qui ne l'ont jamais été.

Il y a des témoins qui se sont présentés au Comité mixte et qui nous ont dit, entre autres choses, qu'au moins 60 p. 100 de toute l'aide publique au développement devaient être affectés au développement durable, soit la santé, l'éducation, la démocratisation, etc.

Je suis un peu surpris de voir que, quand il s'agit d'une valeur canadienne aussi importante que la démocratie et la question des droits humains, lorsqu'on passe nos frontières, il faut devenir muet, sourd et aveugle. Je ne comprends pas.

[Traduction]

M. Francis: Vous posez-là une question d'ordre général à laquelle je répondrai par l'affirmative, sans quoi, cela équivaudrait à dire que je bats encore ma femme ou quelque chose de ce genre. À l'évidence, les ONG visent l'amélioration de la société. Toutefois, dans le contexte particulier du Sri Lanka, je vous dis qu'à ce moment-ci, en raison de l'insurrection des Tamouls, il est très dangereux pour nous de créer des ONG et de leur envoyer des fonds pour appuyer les défenseurs des droits civiques que le gouvernement à incarcérés pour une raison ou une autre.

M. Volpe: Mais ces organisations ou ces ONG n'ont pas nécessairement comme but premier de célébrer et de propager les droits civiques dans le sens occidental du terme. Elles visent probablement...

M. Francis: Je pense que les ONG que nous appuyons au Sri Lanka visent cet objectif.

M. Volpe: Je reviens donc à ma première question. À moins que l'ACDI décide de ne pas financer des ONG, que ce soit au Sri Lanka, en Indonésie ou ailleurs, existe—t—il un mécanisme qui lui permette de s'assurer que l'on n'utilisera pas ses fonds à des fins politiques en plus des activités socio—économiques?

M. Francis: Tout d'abord, je dirai que, dans bien des régions du monde, les ONG font un excellent travail. J'ai écouté notamment la délégation qui m'a précédé et il est évident qu'en Afrique, les ONG... Le contexte social est différent.

M. Volpe: J'ai aussi écouté l'exposé précédent et j'ai pensé qu'il comportait au moins une critique en filigrane de certaines ONG en Afrique.

M. Francis: Mais dans l'ensemble, les témoins les ont appuyées.

M. Volpe: En effet, leur opinion à ce sujet était assez positive.

M. Francis: Je n'aurais aucune raison d'en disconvenir.

Dans quel autre pays avons—nous un programme comparable? En Asie du sud—est, le Sri Lanka est le seul pays où nous avons utilisé les fonds de l'ACDI de cette manière, et je conteste la sagesse d'une telle décision.

M. Volpe: Très bien. Je vous remercie.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Paré, do you have a question?

Mr. Paré: I am a little flabbergasted by Mr. Francis' comments. First of all, as a Quebecker, I would have thought that after 25 years, even a member of a government that decreed the war measures could have repented. I realize that this is not the case. I will tell you that the victims of Mr. Trudeau's abuse of authority in 1970 are currently setting up a foundation in an attempt to correct the injustices that have never been corrected.

Some witnesses have told the joint committee, among other things, that at least 60% of all official development assistance should be allocated to sustainable development, meaning health, education, democratization, and so on.

I am a little surprised to see that, when it comes to a Canadian value as important as democracy and human rights, when something happens outside our borders, we have to become mute, deaf and blind. I do not understand.

Je pense que les Canadiens dans leur ensemble, et c'est également vrai pour les Québécois, sont d'accord qu'on le fasse avec respect dans les autres pays, mais à mon point de vue, il serait tout à fait inadmissible que ce qui est bon pour nous, on le cache une fois à

Si les pays comme le Canada et un grand nombre d'autres pays n'avaient pas utilisé les moyens qu'ils ont utilisés pour rétablir une situation normale en Afrique du Sud, pensez-vous que la situation se serait corrigée?

Je pense qu'il y a des situations où il faut prendre les moyens qu'il faut prendre. Je ne pense pas d'ailleurs que le seul endroit où l'ACDI favorise l'émergence des droits de la personne et de la démocratie soit le Sri Lanka. Je ne le pense pas. Je pense que l'ACDI a dans d'autres endroits des programmes qui favorisent l'émergence d'une société civile.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Francis.

Mr. Francis: Excuse me if I speak English, but I understand everything you're saying.

First of all, you say that I am an unrepentant supporter of the measures of 1970. I have a certain concern about it, but I remember picking up on the radio the murder of Pierre Laporte and reporting that to Jean Marchand and seeing tears come to Jean Marchand's eyes. I know how he felt at that time, and we didn't want any more of that.

Mr. Chairman, if the honourable member had been in Sri Lanka and in a bank when terrorists just came in and shot people because they were going to stop banking that day, I daresay his concern about Sri Lanka wouldn't quite be in the same terms as he expressed it this afternoon.

Obviously, democratic values are good. Obviously, I believe in democratic values. I'm not suggesting that there are universal truths and universal situations. In South Africa, the government of apartheid is not the same kind of government as the government of Sri Lanka at this time. The government of Sri Lanka is trying hard to be a democracy and observe democratic norms, establishing its courts and its rule of law and its procedures. It has a tradition of British law that it is trying to apply.

When you face terror, it is very difficult for a democratic society. In Canada we have the great luxury of living in a stable society where political terror is alien to us. There have only been very rare instances in our history. There were hundreds of thousands of people killed in Sri Lanka four years ago in terror, by terrorists. To say that we should go in and teach them Canadian democracy is, as I suggest, a little bit far-fetched. I hope they will achieve it some day, and I'm not saying that democracy is not a good thing. I firmly believe in it. But I also know that there are ways of setting an example and persuading other countries to a better way of doing things than just going in and preaching at them.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Francis, I think indeed what you're saying to us, and I think that I hear you. . . I don't believe the Canadian NGOs funded by CIDA went in deliberately to fund or to do subversive actions.

[Translation]

I think that all Canadians, and this is also true of Quebeckers, agree that we should demand respect for human rights in other countries; in my view, it is totally unacceptable that what is good for us should be hidden once we are abroad.

If countries like Canada and many others had not used the means at their disposal to reestablish a normal situation in South Africa, would the situation in that country have been corrected?

I think there are cases where we have to take the necessary means. For that matter, I do not think that Sri Lanka is the only place where CIDA promotes human rights and democracy. I do no think so. CIDA has programs in other countries to promote the emergence of a civil society.

• 1600

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Francis.

M. Francis: Vous m'excuserez de ne parler que l'anglais, mais je comprends tout ce que vous dites en français.

Tout d'abord, vous dites que je suis un farouche partisan des mesures qui ont été prises en 1970. J'ai quelque inquiétude à ce sujet, mais je me rappelle avoir appris le meurtre de Pierre Laporte par la radio et en avoir communiqué la nouvelle à Jean Marchand qui en a eu les larmes aux yeux. Je sais ce qu'il ressentait à ce moment et nous ne voulons plus vivre ce genre de chose.

Monsieur le président, si l'honorable député s'était trouvé au Sri Lanka, dans une banque attaquée par des terroristes qui ont tué des gens pour mettre un terme à toute opération bancaire ce jour-là, j'ose dire qu'il n'aurait pas exprimé son inquiétude au sujet de ce pays comme il l'a fait cet après-midi.

Bien sûr, les valeurs démocratiques sont bonnes et j'y crois évidemment. Je ne dis pas qu'il existe des vérités et des situations universelles. En Afrique du Sud, le gouvernement de l'apartheid n'est pas le même gouvernement que celui du Sri Lanka aujourd'hui. Celui-ci fait tout ce qu'il peut pour se conformer aux normes démocratiques, pour établir des tribunaux, un état de droit et des procédures équitables. Le Sri Lanka a une tradition de droit britannique qu'il essaie d'observer.

Mais devant la terreur, une société a beaucoup de mal à être démocratique. Au Canada, nous avons le luxe formidable de vivre dans une société stable où la terreur politique nous est inconnue. Il n'y a eu que de très rares cas de ce genre dans l'histoire canadienne. Mais les terroristes ont tué des centaines de milliers de personnes au Sri Lanka il y a quatre ans. Dire que nous devrions aller là-bas et leur enseigner ce qu'est la démocratie canadienne est un idéal à mon avis quelque peu farfelu. J'espère qu'il se réclisera là-bas un de ces jours, et je ne dis pas que la démocratie n'est pas bonne. J'y crois fermement. Mais je sais aussi qu'il y a des façons de donner l'exemple et de persuader d'autres pays de mieux faire les choses et que cela vaut mieux que d'aller leur faire la morale.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Francis, je vous suis tout à fait, je crois comprendre ce que vous dites. . . Je ne crois pas que les ONG canadiennes financées par l'ACDI sont allées là-bas délibérément pour appuyer des activités subversives ou y prendre part.

Mr. Francis: No.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): They may have funded an NGO, an indigenous group in that country, which may have —I have no way of knowing—supported some movements, as we did in Ethiopia. Remember, we did have some. . .

Mr. Francis: You put it well, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You remember that one.

I think your message is clear. You're just saying to us that accountability is very important. You're telling us to be careful about how we spend Canadian taxpayers' money on our aid programs, and I think that was clear to me. You're saying let's make sure that the moneys we spend are effectively spent with the purpose for which they were voted by Parliament.

Mr. Francis: I'm adding one other thing, Mr. Chairman. The other thing is that I think measures to rebuild an airport or control malaria or to improve the education system are more likely to have a positive long-term impact on Sri Lanka.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I thank you for your testimony, Dr. Francis.

I would now like to call upon Monsieur François Dallaire as an individual; Madam Linda Slavin, community program coordinator for the Kawartha World Issues Centre; and from the Pan African Movement, Gilbert Oloko, president, and Akouété Vidal.

Welcome to the committee. We have half an hour or so. I know you have briefs. If you want us to listen to you reading the brief, it's fine with me. As I said, we have résumés of most of the briefs. If you want us to ask questions and maybe get some details of your concerns, then I think you should leave yourself some time for that purpose.

L'idée est tout simplement d'échanger. Autant que possible, si vous voulez comprendre ce qui se dit dans l'autre langue, vous devez vous brancher sur le système de son.

• 1605

Je demanderais maintenant à M. François Dallaire de nous faire part de son mémoire. Monsieur Dallaire.

M. François Dallaire (présentation individuelle): Merci.

Je devrais peut-être me présenter. J'imagine qu'il n'y a pas tellement de notes biographiques. Je suis associé indirectement ou directement aux questions de développement depuis une quinzaine d'années, surtout comme journaliste. Je suis économiste de formation. En résumé, je suis un cynique du développement; je suis très déçu.

Je vais commencer par vous relater mon arrivée, il y a une douzaine d'années, à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Jusqu'alors, je n'avais jamais voyagé et travaillé en Afrique. J'avais été nourri de plusieurs lectures que l'on qualifie maintenant de tiers—mondistes. J'avais assimilé beaucoup de statistiques onusiennes. Fort de ces connaisances, je m'attendais à débarquer dans un pays où la plupart des gens seraient très jeunes, parce que l'espérance de vie était de 48 ou 49 ans, où les gens crèveraient littéralement de faim parce que leur PIB per capita était de 300\$, je crois.

[Traduction]

M. Francis: Non.

Le coprésident (M. Gauthier): Il se peut que l'on ait financé une ONG, un groupe indigène de ce pays, qui aurait pu—je ne peux le dire avec certitude—soutenir certains mouvements, comme nous l'avons fait en Éthiopie. Rappelez-vous, nous avions en effet des...

M. Francis: Vous l'avez bien dit, monsieur le président.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous vous souvenez de ce cas-là.

Je crois que votre message est clair. Vous nous dites tout simplement que la responsabilisation est une chose très importante. Vous voulez que nous soyons prudents dans l'usage des deniers du contribuable canadien qui sont alloués aux programmes d'aide, et je vous ai bien compris sur ce point. Vous nous dites qu'il faut bien s'assurer nous dépensons cet argent utilement dans le respect des intentions du Parlement.

M. Francis: J'ajoute une autre chose, monsieur le président. À mon avis, les mesures visant à reconstruire un aéroport, à maitriser la malaria ou à améliorer le réseau éducatif auront des conséquences à long terme beaucoup plus positives au Sri Lanka.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Francis, je vous remercie de votre témoignage.

J'aimerais maintenant inviter M. François Dallaire, qui témoigne à titre individuel; M^{me} Linda Slavin, coordonnatrice du Programme communautaire du Kawartha World Issues Centre; et M. Gilbert Oloko, président du Mouvement panafricain et M. Akouété Vidal.

Bienvenue au comité. Nous disposons d'environ une demi-heure. Je sais que vous avez des mémoires. Si vous voulez nous en donner lecture, je n'aurai aucune objection à cela. Comme je l'ai dit, nous avons des résumés de la plupart des mémoires. Si vous voulez que nous vous posions des questions pour avoir des détails sur ce qui vous préoccupe, il faudra vous laisser un certain temps pour cela.

The purpose, is simply to exchange ideas. As much as possible, if you want to understand what is being said in the other language, you will have to use the sound system.

I would now ask Mr. François Dallaire to present his brief. Mr. Dallaire.

Mr. François Dallaire (Individual presentation): Thank you.

Perhaps I should begin by introducing myself. I suppose you don't have many biographical information. I have been indirectly or directly involved with development issues for about 15 years, especially in my capacity as a reporter. I am an economist by training. In short, I am a development cynic; I am very disappointed.

I will begin by telling about my arrival, around twelve years ago, in Ouagadougou, the capital of Burkina Faso. Until then, I had never travelled and worked in Africa. I had been fed on literature that could now be called Third World literature. I had absorbed many United Nations statistics. Armed with that knowledge, I expected to land in a country where most of the people would be very young, because life expectancy was 48 or 49 years, and where people were literally dying of hunger because their per capita GNP was about \$300, I believe.

Je suis donc débarqué. Le premier type que j'ai rencontré, c'est le gars de la douane qui m'a extorqué cinq ou dix dollars pour que je puisse faire passer mes valises. Le gars était bien bâti et il avait des dents infiniment meilleures que les miennes, bien solides. En regardant autour de moi, je me suis rendu compte que la plupart des gens semblaient en parfaite santé. Ce fut un premier choc, parce que ne ne m'attendais pas à cela.

Bien sûr, il y avait beaucoup d'enfants, mais la plupart d'entre eux semblaient en parfaite santé. Bien sûr, il y avait des mendiants, mais dans les hôpitaux, ici, il v a plein de gens qui sont en difficulté également. On sait que dans la plupart des pays en développement, il n'y a pas d'impôt sur le revenu. Par conséquent, les gens vont chercher des cotisations directement sur la rue.

Ensuite, je me suis installé dans le pays. Les choses fonctionnaient très, très mal. J'ai pu circuler dans plusieurs pays de la région. Ouand je dis que les choses fonctionnaient mal, je parle d'inefficacité institutionnalisée. Après quelques mois, on fait des plaisanteries entre nous et on se dit: Si un groupe venant de ce genre de pays débarquait au Nouveau-Brunswick et se mettait à diriger comme il le fait dans son pays, le Nouveau-Brunswick ferait sûrement faillite en moins d'un an. Je ne suis pas le seul à dire cela.

Donc, cela a été un petit choc. Ce choc a amené un début de réflexion que j'aimerais vous livrer le plus rapidement possible. Je ne veux pas prendre la place de quelqu'un d'autre. Vous m'arrêterez quand vous en aurez assez.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous avez cinq ou dix minutes.

M. Dallaire: Ce sera terminé dans cinq ou six minutes.

Premièrement, en ce qui concerne le développement, quand on entend parler de tous les efforts de sensibilisation, de publicité ou de propagande, on finit par se convaincre que le sous-développement et la misère économique sont une aberration dans l'histoire de l'humanité. Ce n'est pas vrai. C'est l'inverse qui l'est.

Ce qui est une aberration sur cette planète, c'est le régime de vie que l'on a. L'aberration, c'est notre standard de vie extrêmement élevé. Il y a à peine trois ou quatre générations, les gens étaient très, très miséreux. Ma mère, qui n'a que 82 ans, me raconte qu'elle a vu de petits enfants infirmes qu'on faisait mourir entre deux matelas parce qu'on n'avait pas les moyens de s'en occuper. Cela, c'était dans le Bas-du-Fleuve, au Québec. Ce n'est pas tout à fait au Togo.

On oublie cela. On perd un certain sens de la perspective historique, ce qui fait qu'on oublie. Je le répète encore une fois parce que c'est une idée forte: l'aberration sur cette planète, ce n'est pas le sous-développement; c'est le développement. Quand on oublie cela, on s'imagine que le développement économique tel qu'on l'entend... Je ne parle pas du développement social ou spirituel. Cela, c'est une autre histoire. On n'a rien à enseigner à qui que ce soit, même si on laisse partir nos missionnaires qui vont essayer de vendre des dieux qui n'ont rien à voir avec les Africains. Cela, c'est une autre histoire. Donc, c'est la première idée forte.

La deuxième, c'est celle du lien entre la guerre et le sousdéveloppement ou entre la guerre et la misère. Là j'ai development or between war and poverty. I think that in this l'impression de me faire l'écho de certains courants dans la respect I am reflecting certain feelings amongst the public. population. J'entendais hier aux informations radiophoniques Yesterday on the radio I heard that the International Red Cross

[Translation]

Thus, I arrived in Africa. The first person I met, was the customs officer who extorted five or ten dollars from me so I could get my bagage through. The guy was quite well-built and he had much nicer teeth than my own, very solid teeth. Looking around me, I realized that most people seemed to be perfectly healthy. That was my first shock because I wasn't expecting that.

Of course, there were many children, but most of them seemed to be perfectly healthy. There were also beggars, but in our hospitals here, there are also many people who are in difficulty. We all know that in most developing countries, there is no income tax. Therefore, contributions are sought directly in the streets.

I then settled down in the country. Things were working very, very badly. I travelled in several countries in the area. When I say that things were working very badly, I'm talking about institutionalized inefficiency. After a few months, we would make jokes between ourselves and we would say: If a group from this country were to come to New Brunswick and start administering it the way they do in their own country, New Brunswick would definitely go bankrupt in a year. I am not the only one to say that.

So that was a little shock. This shock started me thinking, and it is the thought that I would like to share with you as quickly as possible. I would not like to take up anybody else's time. Stop me when you will have heard enough.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You have five or ten minutes.

Mr. Dallaire: I will be finished in five or ten minutes.

First, as regards development, when you hear about all the awareness raising programs, advertising or promotion, you end up becoming convinced that under-development and economic misery are an aberration in the history of mankind. That's not true. The opposite is true.

What is an aberration on this planet, is our kind of lifestyle. The aberration is our extremely high standard of living. Only three or four generations ago, people were living in great, great poverty. My mother, who is only 82 years old, tells me of young disabled children being killed between two mattresses because their parents could not afford to keep them. That was in the Lower Saint-Lawrence, in Quebec. That is not exactly in Togo.

We've forgotten that. We lose our sense of historical perspective, and we forget. I repeat this again because it is important: the aberration on our planet is not underdevelopment, it is development. When we forget that, we imagine that economic development as we understand it... I'm not talking about social or spiritual development. That is something else. We have nothing to teach anybody, even though we let our missionaries leave to try and sell gods who have nothing to do with Africans. That is something else all together. So that is my first main point.

The second involves the link between war and under-

que la Croix-Rouge internationale avait beaucoup de difficulté à is having great difficulty in obtaining funds from donor counables, pour monter de grandes opérations d'aide à Goma, au Zaïre, Goma, in Zaire, for Rwandan refugees. pour les réfugiés rwandais.

[Traduction]

recueillir des fonds des pays donateurs, c'est-à-dire des contribu- tries-that is to say taxpayers-to establish its relief operations in

Je le comprends très bien. Je regarde autour de moi et j'écoute: il y a une certaine lassitude qui s'est installée et a certain amount of weariness, and also people are making surtout il y a des liens qui se font. Les gens savent très bien que connections. People know quite well that if it hadn't been for n'eût été une guerre civile, on ne verrait pas des milliers de civil war, there wouldn't be thousands of people living in total personnes vivre dans une misère abjecte et mourir. Ce n'est pas une misery and dying. This isn't a natural catastrophe. It is man-made. catastrophe naturelle. C'est fabriqué par l'homme. Il devient très, très difficile de ne pas se dire, en tant que contribuables qu'on constantly being asked to contribute: God helps those who help sollicite toujours: Aidez-vous et le ciel vous aidera. C'est la themselves. That is my second main point. deuxième idée forte.

Voici la troisième. Comme producteur exécutif de films documentaires, je me souviens très bien qu'une firme de Toronto avait proposé de fabriquer un film documentaire qui montrerait comment les élites bien nanties de certains pays endettés d'Amérique latine vivent. Le thème était: Comment les riches des pays pauvres vivent. Cela avait été présenté à l'ACDI. J'avais recommandé cela. Je trouvais cela formidable comme idée. C'était quand on parlait de l'énorme problème de surendettement des pays du Tiers monde. Il y a des gens qui se posent des questions et qui se disent: Où est passé l'argent? Il n'a pas disparu. On sait très bien qu'il se retrouve toujours canalisé dans les poches des riches.

Ce projet avait été refusé. Pourquoi? Je ne le sais pas exactement, mais une chose est certaine: dans les ONG, à l'ACDI et dans ce que j'appelle l'industrie de l'aide, il y a très peu de gens qui nous décrivent comment vivent les riches des pays pauvres. J'imagine que les honorables membres du Comité ont assez voyagé pour savoir que, sur l'ensemble de la planète, le sort le plus enviable, c'est celui d'un riche dans un pays pauvre. Il a tous les pouvoirs et il paie très peu d'impôts. Cela, personne n'en parle. Cela devient un petit peu gênant. Quand on a l'occasion de fréquenter ce genre de personnes, comme cela a été mon cas, on a l'impression de changer de planète. On se dit: C'est dans le même pays; comment se fait-il qu'il puisse y avoir des disparités aussi grandes? Pourtant, personne n'en parle. On l'accepte. On se demande si cela ne serait pas couper l'herbe sous le pied de certaines organisations qui font métier de parler de ce genre job it is to speak about these kinds of things.

Je vous fais part de ma dernière idée et ensuite je me tais. Ce qui me gêne pour ce qui est des sommes consacrées à l'aide au développement, c'est qu'on n'a pas les moyens de les donner. Le Canada est un des pays les plus endettés sur cette planète. Je parle des pays développés. En résumé, on emprunte des Japonais pour pouvoir donner aux Africains. Je trouve qu'il y a un petit problème. Si on en avait les moyens, cela irait, mais on n'en a pas les moyens. Devant cet argument, je ne vois pas comment on peut continuer à solliciter les Canadiens. On n'a pas l'argent. L'argent qu'on donne, c'est de l'argent emprunté. Ce faisant, nous mettons un fardeau énorme sur les générations futures, et on n'a pas été mandatés pour cela. Je ne crois pas que les Canadiens qui ne sont pas encore nés se réveilleront en se disant: Merveilleux! Nos ancêtres ont été tellement généreux qu'ils they left us with a debt. That is my last main point, nous ont endettés. C'est ma dernière idée forte.

I understand this. I look around myself and I listen. There is It becomes very, very difficult not to feel, as a tax-payer, that you are

Here's the third. As an executive producer of documentary films, I remember very well that a Toronto firm had suggested making a documentary film about how the wealthy elite of some heavily indebted Latin-American countries were living. The theme was: How the wealthy in poor countries live. This was presented to CIDA. I recommended it. I thought it was a fantastic idea. It was around the time when we were talking about the enormous problem of the excessive debt of Third World countries. There were people who were asking questions: Where has the money gone? It didn't just disappear. We know quite well that it was just channelled into the pockets of the wealthy.

This project was refused. Why? I don't know exactly, but one thing is for sure; in the NGOs, in CIDA and in what I would call the aid industry, there are very few people who tell us how the rich in poor countries live. I imagine that the honourable members of this committee have travelled enough to know that, on this planet, the most enviable situation to be in is that of the rich in poor countries. They have all the power and they pay very little tax. Nobody talks about that. It has become somewhat embarassing. When one has the opportunity to meet with this kind of people, as I did, one has the impression of visiting another planet. One asks oneself: This is the same country; how is it that there are such great disparities? And yet nobody talks about it. It is accepted. One wonders if it might be cutting the ground from under the feet of certain organizations whose

I will share my last thought with you and then I will finish. What bothers me about the amount of money we are contributing to development, is that we cannot afford it. Canada is one of the most indebted countries in the world. I'm talking about developed countries. We borrow from the Japanese to help the Africans. I think that there is a little problem here. If we could afford it, fine, but we cannot afford it. Given this, I do not see how we can continue to ask Canadians to contribute. We do not have the money. The money that we are giving is borrowed money. In doing this, we are saddling future generations with an enormous burden, and we have no mandate to do so. I do not think that Canadians who have not yet been born would say: Marvellous! Our ancestors were so generous that

Merci.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Dallaire.

I now call upon Linda Slavin and Lauren Baker to make a short presentation.

Ms Linda Slavin (Community Program Co-ordinator, Kawartha World Issues Centre): I would like to introduce Lauren Baker beside me. Lauren is a recent graduate of the comparative development studies program at Trent, has experience in Ecuador working with women, is on the Kawartha World Issues Centre Board among many other things. I don't have time, but I want you to know her a little bit.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Welcome.

Ms Lauren Baker (Kawartha World Issues Centre): I'd like to introduce Linda Slavin. She is a community programmer at the Kawartha World Issues Centre and plays a crucial role in linking global and local issues in a range of local situations. She has travelled and worked extensively in Central America, in China, and most recently observed the elections we all celebrate in South Africa. She's also achieved the CIDA award for international educators in 1990. She was one of the first recipients of this award.

Ms Slavin: We have two parts to our presentation, actually three parts. The first one is to start with you and with time of course I'd involve everyone, so if the rest of you do it mentally. . .

I would like the members of the committee and perhaps the researchers and clerk to just spend a few minutes about what global concerns come up in the middle of the night. What are your night fears? What are those issues that...? You worry about your grandchildren or someone else's grandchildren. What, just very briefly, are those fears? I'm asking for a response.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Madam Slavin, I sleep at night. I don't have... I can't answer that.

Mr. Volpe: I'm one of those people who-

Ms Slavin: People who sleep through the night? If you look at the globe in terms of where we're positioned, what kinds of images or concerns come into your head? I mean, Rwanda surely must be there.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Are you looking for a speech? You must, because if you are. . . This is time. I don't think this process will work. I'll be very frank with you. I'm to chair this meeting, and if you start asking questions of members, I can tell you right now, I can give you an answer, but I'll take half an hour.

Ms Slavin: No, I'd just like a very quick word or two to suggest what global concerns of parliamentarians are.

[Translation]

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Dallaire.

J'invite maintenant Linda Slavin et Lauren Baker à nous faire un bref exposé.

Mme Linda Slavin (coordinatrice des programmes communautaires, Kawartha World Issues Centre): J'aimerais présenter Lauren Baker qui m'accompagne. Lauren a récemment fini ses études dans le programme d'études comparatives sur le développement à l'université Trent, elle a travaillé en Ecuador avec des femmes, elle est membre du Conseil du Kawartha World Issues Centre, entre ses autres activités. Je n'ai pas beaucoup de temps, mais je veux que vous la connaissiez un peu.

Le coprésident (M. Gauthier): Bienvenue.

Mme Lauren Baker (Kawartha World Issues Centre): J'aimerais vous présenter Linda Slavin. Elle est responsable des programmes communautaires au Kawartha World Issues Centre et elle joue un rôle crucial en faisant le lien entre les questions locales et mondiales dans toute une gamme de situations locales. Elle a beaucoup voyagé et travaillé en Amérique centrale, en Chine, et elle est allée comme observatrice aux élections que nous avons cous célébrées en Afrique du Sud. Elle a aussi reçu un prix de l'ACDI pour l'éducation planétaire en 1990. Elle est une des premières à recevoir ce prix.

Mme Slavin: Il y a deux parties de notre exposé, en fait il y en a trois. Vous allez participer à la première et si j'avais le temps, bien sûr, je ferais participer tout le monde, donc peut-être vous pourriez participer dans votre tête. . .

J'aimerais que les membres du Comité et que peut-être les recherchistes et le greffier passent quelques minutes à se demander quelles sont les questions mondiales qui les préoccupent au milieu de la nuit. Qu'est-ce qui vous fait peur la nuit? Quelles sont les questions qui...? Vous vous inquiétez de vos petits-enfants ou peut-être des petits-enfants de quelqu'un d'autre. Quelles sont, brièvement, craintes? Je demande une réponse.

Le coprésident (M. Gauthier): Madame Slavin, moi, je dors la nuit. Je n'ai pas de... Je ne peux pas y répondre.

• 1615

M. Volpe: Je suis de ceux qui. . .

Mme Slavin: De ceux qui dorment sur leurs deux oreilles? Si vous regardez la planète à partir de notre perspective à nous, quelles images ou préoccupations vous viennent-elles à l'esprit? Le Rwanda en fait sûrement partie.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous voulez nous faire un discours? Ce doit être le cas, parce que si vous êtes. . . Cela prend du temps. Je ne crois pas que ce procédé va marcher. Je serai très franc avec vous. Je dois présider cette séance et si vous commencez à poser des questions aux députés, je vous le dis tout de suite, j'ai une réponse toute prête pour vous, mais il me faudra prendre une demi-heure pour vous la donner.

Mme Slavin: Non, je veux seulement prendre quelques instants pour dire ce quoi consistent les préoccupations mondiales des parlementaires.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): This is a review process, not an exchange of preoccupations or fears.

Ms Slavin: With respect, I think it's linked in. We're global educators. All Canadians have concerns, whether they be ecological, whether they be social or whether they be economic. Most of them see those concerns as part of a wider picture. By asking, you your concerns, even mentally, then we can say okay, the job of global educators is to link those concerns to the issues in your own community and to the wider concerns and to link them to each other. Those are new phenomena, if you like. Those are new additions to development education and global education.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I don't want to pursue this argument, because if we're going to have an argument... What I'm here to do with my colleagues is to listen to you as to how we can improve our foreign affairs. This is not a psychoanalysis of my fears or Mr. Joe Volpe's fears or Mr. Paré's fears. It's a question of what you have to tell us about how we can improve foreign policy to make it better, more efficient, more effective in its actions. If you want to know what my fears are, I can go on for the next half hour, because I have lots of them.

We've been listening to people explain to us since April 21 their concerns and fears about the world today, spending 13 to 14 hours a day doing that, and you come in and ask me what my fears are. I can tell you right now: I fear for the future of this world if that's what you want to know. That's why I'm here in the middle of July listening to people like you. But I don't think you want to psychoanalyse me. That won't give the process any great contribution.

Ms Slavin: I don't think our purpose is to psychoanalyse. Our purpose is to connect the fears and concerns of Canadians to your work, and how do we do that through global education. I hope we've made that point.

Ms Baker: I won't follow the brief specifically, but I'll make reference to it.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We have it. We've read it. We have an executive summary and we know all about it. We'd like you to speak to it, though.

Ms Baker: I am going to speak to the brief. Thank you.

One of the recommendations or suggestions that we made in our brief is that instead of using the word "development" we use the word "global equity". The word "development" suggests there are two conditions in the world: underdeveloped and developed—one is good, one is bad. The word "equity" suggests that we rise above that and think about different issues other than what images development may conjure up.

[Traduction]

Le coprésident (M. Gauthier): Il s'agit ici d'un processus d'examen et non d'un échange de préoccupations ou de craintes.

Mme Slavin: Sauf tout le respect que je vous dois, je crois que mon intervention est pertinente. Nous sommes des éducateurs planétaires. Tous les Canadiens préoccupations, qu'elles soient écologiques, sociales économiques. La plupart d'entre eux les situent dans un contexte global. Si je vous demande quelles sont ces préoccupations, même s'il ne s'agit que d'images mentales, nous pouvons dire alors: très bien, la mission des éducateurs planétaires consiste à faire le joint entre ces préoccupations et les questions d'intêrét communautaire et à les relier à des préoccupations plus globales. Ce sont de nouveaux phénomènes, si vous voulez. Ce sont de nouvelles additions à l'éducation relative au développement et à l'éducation planétaire.

Le coprésident (M. Gauthier): Je ne veux pas m'étendre sur ce sujet, parce que si nous devons nous quereller... Si je suis ici aujourd'hui avec mes collègues, c'est pour vous écouter et savoir comment nous pouvons améliorer notre politique étrangère. Il ne s'agit pas de faire une psychanalyse de mes craintes, de celles de M. Joe Volpe ou de M. Paré. Ce que je veux savoir de vous, c'est comment nous pouvons améliorer notre politique étrangère, la rendre plus efficiente et plus efficace. Si vous voulez connaître mes propres craintes, il me faudra y consacrer la prochaine demi-heure, parce que j'en ai beaucoup.

Depuis le 21 avril, nous écoutons des gens nous expliquer leurs préoccupations et leurs craintes au sujet du monde d'aujourd'hui, nous consacrons à cela entre 13 et 14 heures par jour, et vous venez ici me demander quelles sont mes craintes. Je peux vous le dire tout de suite: je crains pour l'avenir du monde, si c'est ce que vous voulez savoir. C'est pourquoi je suis ici, au beau milieu de juillet, à écouter des gens comme vous. Mais je ne veux pas que vous me psychanalysiez. Cela n'enrichira pas beaucoup le processus.

Mme Slavin: Je ne crois pas que nous soyons ici pour vous psychanalyser. Ce que nous voulons, c'est faire le lien entre les craintes et les préoccupations des Canadiens et votre mission à vous. Et nous voulons y arriver en pratiquant l'éducation planétaire. J'espère m'être bien fait comprendre.

Mme Baker: Je ne suivrai pas le mémoire tel quel, mais je vais m'y reporter.

Le coprésident (M. Gauthier): Nous l'avons. Nous l'avons lu. Nous en avons un résumé et nous en connaissons tous la teneur. Mais nous aimerions que vous nous en parliez, cependant.

Mme Baker: Je vais parler de mon mémoire. Merci.

L'une des recommandations ou suggestions que nous avons formulées dans notre mémoire, consiste à remplacer le mot «développement», par l'expression «équité globale». Le mot «développement» laisse entendre qu'il y a deux conditions dans le monde: la condition de sous-développé et celle de développé... l'une est bonne, l'autre est mauvaise. Le mot «équité» veut dire que nous nous élevons au-dessus de ces notions au profit d'autres questions qui s'éloignent des images que le terme développement fait surgir.

Canadians have a fairly distinct role in the new global paradigm. Because of problems of overconsumption and the market economy with problems of exploitation of labour, natural resources, both in the south and in the north, we are suggesting an integration of foreign and domestic policy and a move towards sustainable communities and sustainable livelihoods.

For example, my work in the community of Peterborough has brought together both global and local issues. We are working toward sustainable community economic development. Peterborough has a very high unemployment rate, one of the highest in the province. We relate that unemployment rate to the global situation. Companies that used to be located in communities such as Peterborough are fleeing to where labour is cheaper, to where resources are more readily available. We're working to develop the local community to create sustainable livelihoods for individuals, to give people an income with which they can do something and not be...

Ms Slavin: Can I just add to that? Some of the best models that I've seen come from the south. At the height of the war I visited communities in El Salvador that were totally self-sustaining, so I think there are models and lessons to be learned from each other. I think this is part of this process of reclaiming globalization for ourselves and for communities.

• 1620

Ms Baker: And as we're faced in Canada with issues we do look to the south because they have years of experience in dealing with these issues. That's a very important dialogue that global education centres and NGOs in general allow to happen.

We feel overseas equity assistance should move to reflect what was suggested in the Winegard report. We would like to see 60% of OEA delegated to the alleviation of poverty, economic sustainability, promoting a democratic civil society, human rights, and the acquirement of basic needs.

Our partners that we deal with on a day-to-day basis say "Leave us as the south to develop our own systems and our own supports and our own communities". Our job as global educators, as Canadian citizens, is to change our policies, to act towards global equity in Canada, and to change the system that keeps people in the south unemployed, exploited, enslaved, and keeps the world system unequal. That's all I'd like to say.

Ms Slavin: I just want to speak very briefly about the role of global educators. I remember a few years ago a teacher friend of mine who related the story that many of the children in her class were really scared by news events, particularly international ones. But one child wasn't. And when she asked that child, "Why are you not more concerned?" the child said "Because my parents are working to change it". I think therein lies the key of our work as global educators in Canada.

[Translation]

Les Canadiens ont un rôle très distinct à jouer dans ce nouveau paradigme global. En raison des problèmes que posent la surconsommation et l'économie de marché, l'exploitation de la main-d'oeuvres, et les ressources naturelles, tant dans le sud que dans le nord, nous proposons l'intégration de la politique étrangère et intérieure et l'adoption d'un modèle qui favorise les communautés durables et les moyens d'existence durables.

Par exemple, mon travail dans la ville de Peterborough m'a permis de relier entre eux les enjeux globaux et locaux. Nous nous employons à favoriser un développement économique dans le cadre d'une communauté durable. Le taux de chômage est très élevé à Peterborough, c'est l'un des plus élevés de la province. Nous établissons un lien entre ce taux de chômage et la situation globale. Les entreprises autrefois établies dans des villes comme Peterborough, fuient vers des pays où la maind'oeuvre est bon marché et où les ressources sont plus accessibles. Nous nous employons à développer la communauté locale afin de créer des emplois durables et de donner aux individus un revenu qu'ils peuvent employer de façon utile et non. . .

Mme Slavin: Me permettez-vous d'ajouter un mot à cela? Certains des meilleurs modèles que j'ai vus venaient du sud. Au moment où la guerre faisait rage au Salvador, j'ai visité des villages là-bas qui étaient entièrement autosuffisants; je crois donc que nous pouvons apprendre les uns des autres, que cela fait partie du processus consistant à réformer la globalisation pour nous-mêmes et pour nos collectivités.

Mme Baker: Et étant donné que nous sommes aux prises avec des problèmes au Canada, nous regardons vers le sud parce que les gens là-bas affrontent ces problèmes depuis des années. C'est un dialogue très important que favorisent généralement les centres d'éducation planétaire et les ONG.

Nous croyons que l'assistance à l'équité outre-mer doit réfléter les propositions du rapport Winegard. Nous voulons que 60 p. 100 de cette aide serve à soulager la pauvreté, à assurer une economie durable, à créer des sociétés civiles et démocratiques, à promouvoir les droits de la personne et à satisfaire ses besoins fondamentaux.

Nos partenaires, ceux avec qui nous travaillons quotidiennement, nous disent: «Laissez le sud instaurer ses propres systèmes, ses propres réseaux de soutien et ses propres collectivités». Notre mission, en tant qu'éducateurs planétaires et citoyens canadiens, consiste à changer nos politiques, à favoriser l'avènement de l'équité planétaire au Canada et à changer le système qui maintient le chômage, l'exploitation, l'esclavage des gens du sud ainsi que les inégalités du système mondial. C'est tout ce que je voulais dire.

Mme Slavin: J'aimerais dire quelques mots au sujet de notre rôle d'éducateurs planétaires. Je me souviens, il y a de cela quelques années, qu'une enseignante de mes amis m'a dit que plusieurs enfants dans sa classe étaient effrayés par les nouvelles, particulièrement les nouvelles internationales. Mais il y avait un enfant qui n'avait pas peur. Et lorsqu'elle lui a demandé: «Pourquoi n'es—tu pas plus inquiet?», l'enfant a répondu: «Parce que mes parents travaillent pour que cela change». Je crois que c'est là que réside l'essentiel de notre travail en tant qu'éducateurs planétaires au Canada.

As you know, there's been a long history of education on these issues, 25 years or more. I think the focus needs to change the recognition that Canadians belong in the global paradigm. The work with Canadians here on equity issues is as important as the overseas equity work and needs to be recognized. You'll see in our recommendations in the rest of the brief that we suggest concrete ways of improving that education among Canadians and in partnership with the south.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I'd like to go on now, because we have other witnesses.

Monsieur Gilbert Oloko, c'est vous qui parlez?

Ms Baker: Mr. Chairman, I just have one more thing to say. May I speak once again, briefly?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): How long are you going to be? I've already given you 12 minutes.

Ms Baker: I'll be less than two then.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Okay. Go ahead.

Ms Baker: I just want to say that our foreign policy can't encourage the global economy and isolate communities any longer. We can't isolate ourselves from the global economy any longer. I am just reflecting back on what happened when we asked you to express your night fears. The way that we work in global education centres is to engage the public to think about the effects of things like globalization, to think about the environment, to think about the world as an integrated ecosystem, to think about social, political, economic aspects of the global system. I think that is really important in our work, and I find it unfortunate that we couldn't have a little bit of engagement here.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): But you're going to get it. You had the first shot. I was asking you to speak and then we will speak. That's the name of the game here.

Ms Baker: Okay.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): The dialogue will take place after that, but first of all you must tell us who you are, what you want, and what you recommend. Then we'll ask you questions. That's the way it operates. Anyway, I want to go to Monsieur Oloko.

M. Gilbert Oloko (président du Mouvement panafricain): Merci, monsieur le président.

Monsieur le président et honorables membres du Comité, nous nous réjouissons de l'avènement de cet exercice important et utile qui arrive à point nommé, au moment même où l'Afrique ploie sous des soubresauts dramatiques et absurdes. La situation met en relief l'urgence et la gravité de la situation de la santé.

Nous vous remercions de nous faire l'honneur de prendre connaissance de nos modestes vues. Notre bref exposé dégagera les perspectives du Mouvement panafricain et portera essentiellement sur la politique africaine du Canada.

[Traduction]

Comme vous le savez, la sensibilisation à ces problèmes remonte assez loin, à 25 ans ou davantage. Je crois qu'il faut changer d'orientation et reconnaître que les Canadiens appartiennent au paradigme global. Le travail que nous accomplissons ici avec les Canadiens, sur ces questions d'équité, est tout aussi important que le travail qui se fait à cet égard outre—mer, et cela doit être reconnu. Vous verrez dans les recommandations qui figuerent à la fin de notre mémoire, que nous proposons des moyens concrets d'améliorer cette éducation au Canada, et de concert avec le sud.

Le coprésident (M. Gauthier): J'aimerais qu'on avance maintenant, parce que nous avons d'autres témoins à entendre.

Mr. Gilbert Oloko, are you going to speak?

Mme Baker: Monsieur le président, j'ai une toute petite chose à ajouter. Me permettez-vous de reprendre la parole, brièvement?

Le coprésident (M. Gauthier): Combien de temps allez-vous prendre? Je vous ai déjà donné 12 minutes.

Mme Baker: D'accord, j'en prendrai moins de deux.

Le coprésident (M. Gauthier): Très bien. Allez-y.

Mme Baker: Je veux simplement dire que notre politique étrangère ne peut pas encourager l'avènement de l'économie globale et isoler plus longtemps les collectivités. Nous ne pouvons plus nous isoler de l'économie globale. Je songe à ce qui est arrivé lorsque nous vous avons demandé de nous dire quels cauchemars vous faisiez. Dans les centres d'éducation planétaire, nous invitons le public à réfléchir à des questions comme la globalisation, l'environnement, le monde en tant qu'écosystème intégré et les aspects sociaux, économiques et politiques du système global. Je crois que c'est un élément très important de notre travail et je trouve malheuréux que nous n'ayons pas pu en disenter davantage ici.

Le coprésident (M. Gauthier): Mais vous pourrez bientôt le faire. C'est vous qui avez entamé la discussion. Je vous ai demandé de parler, après quoi ce sera notre tour. C'est comme cela qu'on procède ici.

Mme Baker: Très bien.

Le coprésident (M. Gauthier): Le dialogue aura lieu après, mais tout d'abord, vous devez nous dire qui vous êtes, ce que vous voulez et ce que vous recommandez. Ensuite, nous poserons des questions. Voilà comment nous procédons. De toute façon, je veux maintenant passer à M. Oloko.

Mr. Gilbert Oloko (Chairman, Pan-African Movement): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Chairman and honourable members of the committee, we are delighted to see this important and useful exercise taking place at such a timely moment, at the very moment where Africa is tormented by tragedy and folly. This situation highlights the urgency and the gravity of the health situation over there.

We thank you for doing us the honour of listening to our modest views. In our brief presentation, we will define the point of view of the Pan-African Movement and deal essentially with Canada's African policy.

[Translation]

• 1625

Avant d'y arriver, monsieur le président, permettez-moi de vous dire en quelques mots ce qu'est que le Mouvement panafricain. Il s'agit d'un réseau international indépendant dont la mission est de promouvoir l'intégration régionale africaine comme condition sine qua non d'un développement durable de l'Afrique.

Le Mouvement est composé de personnes de bonne volonté, dont le secrétaire général des Nations Unies qui y a adhéré pendant qu'il était vice-ministre des Affaires étrangères d'Égypte. Donc, il s'agit de gens de bonne volonté et de comités nationaux de par le monde, dont un au Canada. Ce sont les vues de ce comité national canadien que nous allons essayer de partager avec vous.

Nous vous avons remis un mémoire qui s'intitule Afrique future et qui présente 37 recommandations. Nous n'allons pas passer à travers toutes ces 37 recommandations. Nous allons simplement vous en dégager les principales lignes.

Nous adhérons à l'idée que la politique étrangère du Canada soit formulée et conduite en fonction des valeurs canadiennes, comme plusieurs l'ont dit. Au nombre de ces valeurs se trouve l'unité nationale. Nous, fédéralistes africains et Africains canadiens, sommes convaincus que les orientations privilégiant l'intégration comme processus de développement sont parmi les plus efficaces et les plus propres à générer le développement durable.

On peut voir l'Accord de libre-échange nord-américain, la Communauté européenne, la Communauté des États indépendants, les blocs d'Asie et ainsi de suite. Ce sont là des illustrations de la tendance prononcée au développement et au renforcement des blocs économiques et géopolitiques.

Dans cette perspective, il serait important de définir la politique africaine du Canada en tenant compte du fait que la viabilité du développement passe aujourd'hui et passera davantage demain par des dynamiques mues par des entités d'échelle. Il est donc tout à fait indiqué que le développement de l'Afrique évolue dans ce sens, d'où la priorité qui devrait être accordée aux principes de l'intégration régionale. Ce principe doit se trouver en filigrane dans l'ensemble des composantes de la politique africaine du Canada.

Au niveau de l'aide publique au développement, tant en ce qui concerne le développement politique et économique que le développement socioculturel, les programmes et les politiques devraient s'articuler en tenant compte des dimensions d'intégration régionale.

En ce qui concerne la prévention des conflits et le maintien de la paix, le Canada devrait promouvoir la paix en Afrique en appuyant les politiques multilatérales africaines de prévention des conflits, dans le cadre du mécanisme de prévention des conflits mis sur pied par l'Organisation de l'unité africaine. Il devrait contribuer au renforcement et au développement des capacités régionales africaines dans ce domaine.

Au chapitre de la diplomatie et de la coopération internationale, nous résumons nos perspectives en trois points.

Au niveau des relations bilatérales, le Canada devrait considérer une restructuration de son appareil diplomatique en Afrique sous la forme de regroupements par sous-région africaine. But before speaking of that, Mr. Chairman, let me briefly explain what the Pan-African Movement is. It's an independent international network whose mission is to promote African regional integration as a *sine qua non* condition for sustainable development in Africa.

Members of the movement are people of good will, and they include the Secretary General of the United Nations, who was a member when he was the Egyptian Deputy Minister of Foreign Affairs. So, membership includes people of good will and national committees throughout the world, including one in Canada. We will try to share with you the views of the Canadian national committee.

We have submitted a brief titled *Afrique future*, which makes 37 recommendations. We won't go into all 37 recommendations. We will simply explain the main ideas.

We believe that Canada's foreign policy should be based on and implemented in accordance with Canadian values, as several other witnesses have already said. National unity is one of these values. We, as African federalists and African Canadians, are convinced that policies based on integration as a developmental process are amongst the most effective and most conducive to achieving sustainable development.

Take for example the North American Free Trade Agreement, the European Community, the Commonwealth of Independent States, the Asian trading blocks and so on. These associations are proof of a strong trend towards development and strengthening of economic and geopolitical blocks.

In this light, it is important to define Canada's African policy by taking into account the fact that viable development is, and will be, dependent on dynamics based on economies of scale. Therefore, the development of Africa should follow this principle, and thus priority should be given to regional integration. This principle should be inherent in every aspect of Canada's african policy.

As for official development aid, including political and economic development as well as socio—cultural development, programs and policies should also take into account regional integration.

Regarding the prevention of conflicts and peacekeeping, Canada should promote peace in Africa by supporting African multilateral policies to prevent conflict, within the framework of conflict prevention mechanisms developed by the Organization for African Unity. Canada should contribute to the strengthening and development of African regional capabilities in this area.

We have summarized our views on diplomacy and international cooperation in three points.

Regarding bilateral relations, Canada should consider restructuring its diplomatic organization in Africa by creating groups according to subregions.

Deuxièmement, la coopération multilatérale devrait être le principal cadre de concentration de la politique africaine du Canada.

Troisièmement, le modèle de la coopération trilatérale devrait être exploité. Il s'agit du principe suivant lequel trois partenaires coopèrent dans un but d'intérêt mutuel et de plus grande efficience. Cela permettrait d'arriver à des résultats auxquels le Canada tout seul n'arriverait pas étant donné ses capacités. Ceci est différent du multilatéralisme classique.

Pour ce faire, il faudrait peut-être commencer par des actions pilotes, des programmes tripartites, notamment avec le Japon qui, comme vous le savez, était récemment l'hôte, à Tokyo, de la dernière grande conférence internationale sur le développement en Afrique en collaboration avec les Nations Unies et la Coalition mondiale pour l'Afrique.

About having a Canadian foreign policy on Africa that is substantially knowledge based, it is recommended that a centre of excellence be set up to develop Canadian expertise on African integration seen as a cornerstone for sustainable development.

• 1630

As for popular participation in Canada on the basis of contributions from the entire demographic spectrum, it will be necessary that some measures be taken with the view of eliminating and overcoming all kinds of systemic and psychological obstacles. We do not facilitate the contribution of the minorities to the definition and implementation of Canadian foreign policy.

Enfin, monsieur le président, comme vous le savez, les tendances géopolitiques et économiques mondiales font état d'un développement fulgurant du bassin du Pacifique. Il est donc légitime que le Canada veille au développement de ses relations économiques avec ces régions. Il ne devrait cependant pas négliger la sauvegarde de ses intérêts en Afrique. Une marginalisation plus avancée de l'Afrique ne serait nullement bénéfique à l'équilibre mondial. Les capacités financières, il est vrai, exigent des efforts de concentration, mais il ne s'agit pas de dire qu'il faut opérer des choix d'exclusion, par exemple opter pour l'Amérique latine et l'Asie au détriment de l'Afrique. Il serait plutôt indiqué de changer les paradigmes en forgeant une politique d'efficacité.

C'est ainsi que la position centrale et l'intégration régionale telles que décrites en détail dans notre mémoire abondent dans le sens du regional integration, as described in detail in our brief, changes must changement.

Thank you, Mr. Chairman and members of the committee, for your attention. We'll be more than happy to answer some of the questions you may have.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Oloko. I must say that I'm impressed with your submission.

M. Volpe: Je voudrais poser une question assez brève à M. Oloko. Dans votre mémoire, vous faites allusion aux principes qui devraient guider la politique extérieure du Canada en disant

it should be guided by principles of national sovereignty.

Cependant, dans les recommandations, vous parlez

[Traduction]

Second, multilateral cooperation should be the main focus of Canada's African policy,

Third, there should be more trilateral cooperation. This means that three partners work together towards a mutual goal and greater effectiveness. This would allow us to achieve results which Canada would not be able to achieve alone with the means at its disposal. Trilateral cooperation is not the same as classic multilateral cooperation.

If we are to adopt the trilateral approach, we will perhaps have to start with pilot projects, trilateral programs, with countries such as Japan which, as you know, recently hosted, in Tokyo, the last major international conference on development in Africa in cooperation with the United Nations and the World Coalition for Africa

En ce qui concerne une politique étrangère canadienne sur l'Afrique axée principalement sur les connaissances, nous recommandons qu'un centre d'excellence soit créé pour promouvoir les connaissances canadiennes sur l'intégration africaine, pierre angulaire du développement durable.

En ce qui concerne la participation de tous les Canadiens à l'élaboration d'une politique sur l'Afrique, il sera nécessaire de prendre certaines mesures afin d'éliminer et d'enrayer toutes sortes d'obstacles systémiques et psychologiques. Nous n'aidons pas actuellement les minorités à contribuer à la définition et à l'application de la politique étrangère du Canada.

Lastly, Mr. Chairman, as you know, international geopolitical and economical trends reflect the enormous economic growth of the Pacific rim. Therefore, Canada should develop its economic ties with Pacific rim countries. However, Canada should not neglect its interests in Africa. If Africa were increasingly marginalized, it would be detrimental to the world as a whole. Financial considerations demand concentration, but one region should not be excluded in order to benefit others. For example, we should not chose Latin America or Asia over Africa.

It would be wiser to change our paradigms by developing more effective policies.

Thus, in keeping with a central position and considerations of be implemented.

Merci, monsieur le président et membres du comité, de m'avoir écouté. Il nous fera grand plaisir de répondre à vos questions.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Oloko. Je dois dire que j'ai été très impressionné par votre mémoire.

Mr. Volpe: I have a brief question for M. Oloko. In your brief, you talk about principles which should underlie Canada's foreign policy by saying.

Elle devrait être guidée par des principes de souveraineté nationale.

However, in your recommendations, you talk

of appointing ambassadors by subregion

sans faire de changements dans les rapports diplomatiques. Cela me mêle un peu. Pouvez-vous élaborer, s'il vous plaît?

M. Oloko: Je crois qu'il y a eu un problème de traduction. Il ne s'agit pas de national sovereignty. Il s'agit de national unity.

M. Volpe: Très bien.

M. Oloko: Il s'agit de l'unité nationale, qui est un principe d'intégration, et de l'intégration régionale pour promouvoir, par exemple, une Afrique plus unie. Dans ce sens, les valeurs canadiennes sont une référence de premier plan pour la promotion d'une Afrique plus intégrée. Je crois que c'était un problème de traduction. Je crois que vous avez la version anglaise que nous vous avons donnée.

M. Volpe: Permettez-moi d'employer des termes un peu brusques. Avez-vous l'impression que les Européens sont une race unie de peuples?

M. Oloko: Il y a là tout un débat. Je ne dirais pas qu'il s'agit d'une race unie de peuples mais, comme le démontrent le profil et l'orchestration de leur développement vers le XXIe siècle, il va de soi que la problématique de la nécessité d'avoir des entités d'échelle en fait une partie du monde—je ne veux pas utiliser le mot race—qui a à coeur la question de l'unité européenne. C'est dans ce sens que les expériences de la Communauté européenne sont un exemple de prédilection pour nous qui faisons la promotion de l'unité de l'Afrique.

M. Volpe: Ou bien un modèle.

M. Oloko: Un exemple. Pour ce qui est du modèle, la formule a ses côtés positifs et ses côtés négatifs qui tiennent à la dynamique pragmatique de mise en oeuvre d'une politique d'unité européenne, mais il s'agit quand même d'un ensemble d'expériences dont on peut vraiment tenir compte quand on veut bâtir une nation compétitive dans le concert des nations au siècle prochain.

• 1635

M. Volpe: Êtes-vous d'accord sur la présentation de M. Dallaire, qui s'est présenté comme une personne un peu cynique quant à la valeur des fonds diffusés à travers les ONG et au travail de ces ONG dans le milieu africain?

M. Oloko: La seule chose que j'ai notée dans l'exposé de M. Dallaire, c'est son attitude cynique face au développement. Je ne suis pas un cynique du développement comme M. Dallaire, mais je crois que les propos qu'il a émis portent à réfléchir.

Ayant travaillé longtemps et ayant été très proche du monde des organisations non gouvernementales, je crois que le piège réside dans le fait qu'il est facile de tomber dans des généralisations abusives. Je comprends comment M. Dallaire a été impressionné lors de son arrivée à l'aéroport d'Ouagadougou, mais c'est ce qui arrive à tous ceux qui sont en situation de choc culturel. Je ne pense pas qu'on doive pour cela jeter la pierre aux organisations non gouvernementales quand on sait que leur apport est tout à fait remarquable et indiqué.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Oloko, nous avons présentement 10 ambassadeurs en Afrique. Vous proposez que nous n'en envoyons plus que cinq, si j'ai bien compris votre proposition. Comment justifiez-vous cela?

[Translation]

de nommer des ambassadeurs par sous-région.

without changing diplomatic relations. I'm a little confused. Can you please explain?

Mr. Oloko: I think there was an error in the interpretation. I wasn't talking about national sovereignty, but national unity.

Mr. Volpe: I see.

Mr. Oloko: I was talking about national unity, which is a principle of integration, and of regional integration to promote, for example, a more united Africa. In this respect, Canadian values are a first class reference point to promote a more integrated Africa. I think there was a problem with the interpretation. I believe you have the English version we submitted.

Mr. Volpe: Let me be blunt. Do you think that Europeans are a united race of peoples?

Mr. Oloko: That's a whole issue unto itself. I wouldn't say that its a united race of peoples, as is demonstrated by the profile of Europe's development as we approach the 21st century; it goes without saying that there is a problem in certain parts of the world created by the fact that there are several different scales—I don't want to use the word races—which lies at the heart of the issue of European unity. It is in this regard, that the experience of the European Community is a prime example for those of us promoting African unity.

Mr. Volpe: It could also be model.

Mr. Oloko: An example. In considering whether it is a model, you must consider its pros and cons which depend on the way the policy of European unity is implemented, but we can refer to the European experience in seeking to build a competitive nation alongside others in the next century.

Mr. Volpe: Do you agree with what Mr. Dallaire said? He said he was a little cynical about the good which came of money spent by NGOs and the work they did in Africa.

Mr. Oloko: The only thing that struck me in Mr. Dallaire's presentation was his cynical attitude about development. I am not cynical about development like Mr. Dallaire, but I think that he gave us food for thought.

I've worked very closely with NGOs for quite a long time, and I believe it's easy to fall into the trap of making sweeping negative generalizations. I understand why Mr. Dallaire was struck by what he saw when he arrived at the Ouagadougou airport, but that's what happens to everyone in a state of culture shock. However, I don't think it's a reason to condemn non-governmental organizations when it's a known fact that their contribution is remarkable and needed.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Oloko, Canada currently has ten ambassadors in Africa. If I understood correctly, you said we should only have five. What's your reasoning?

M. Oloko: La proposition n'est pas de couper à cinq drastiquement. Notre recommandation dit qu'il faut avoir au moins cinq five. Our recommendation is that there be at least five regional ambassadeurs régionaux et continuer à développer les relations bilatérales avec certains pays qui sont traditionnellement importants dans les relations du Canada avec l'Afrique. Je peux vous donner des exemples.

Il est évident que s'il y a cinq ambassadeurs en Afrique, par exemple, il faudra peut-être un ambassadeur pour l'Afrique du Sud uniquement, ou bien pour d'autres parties de l'Afrique comme celle-là. Nous parlons de ce genre de flexibilité.

Notre proposition n'est pas de couper drastiquement, mais que le mandat des ambassadeurs ait une orientation régionale. Ainsi, pour l'Afrique australe, par exemple, il y avait un ambassadeur en Afrique du Sud, mais il y avait un ambassadeur à Harare qui avait un mandat régional.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci.

Ms Slavin, on the question of ODA, many months ago when we started this process the Canadian Council for International Co-operation proposed the same thing you proposed today regarding 60% of ODA. Presently, but I could be mistaken, I think it's between 17% and 20% that goes for basic human needs, if I may use that connotation, to cover education, health and everything else. Where would you cut to get 60% for basic human needs? Which programs would you cut in the present context of economic difficulties and budgetary restraints?

Ms Slavin: I think that is something that all departments within CIDA and foreign affairs need to review.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): But I'm asking you as an experienced-

Ms Slavin: Multilateral and bilateral programs, My understanding is that they often work for economies of scale that don't benefit at the local level to the same degree.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Give me an example, please.

Ms Slavin: I'm thinking of the huge hydroelectric dam I went close to in China, where the number of displaced people and the environmental consequences of that dam-

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): But that's not CIDA.

Ms Slavin: No, it wasn't, but it was Canada through the International Monetary Fund. I think we have to look at those kinds of programs.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You'd cut the infrastructure programs that are funded at this time by the IMF or by the World Bank?

Ms Slavin: I believe that in the CCIC brief they say to look at them for those -

[Traduction]

Mr. Oloko: I'm not suggesting we drastically cut that number to ambassadors and that we continue to develop bilateral relations with some countries which have traditionally been important in African-Canadian relations. I can give you some examples.

If there were to be only five ambassadors to Africa, it's clear that we would need one, for example, for South Africa, or for other parts of Africa as important as South Africa. We're talking about that kind of flexibility.

We don't want to drastically cut the number of ambassadors, we're only saying that their mandate should extend over an entire region. In this way, for example, Southern Africa would have an ambassador based in Harare with a regional mandate, but there would also be one in South Africa.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you.

Madame Slavin, pour ce qui est de l'APD, il y a plusieurs mois, lorsque nous avons entamé ce processus, le Conseil canadien pour la coopération internationale a fait la même suggestion que vous avez faite aujourd'hui concernant la part de 60 p. 100 de l'APD. Aujourd'hui, à moins que je ne me trompe, entre 17 p. 100 et 20 p. 100 de l'APD est consacrée aux besoins humanitaires de base, si je puis m'exprimer ainsi, tels l'éducation, la santé et tout le reste. Quels programmes élimineriez-vous afin d'affecter 60 p. 100 de l'APD aux besoins humanitaires de base? Étant donné la conjoncture économique difficile et la période d'austérité que nous traversons, quels programmes élimineriez-

Mme Slavin: Je crois que c'est une question que chaque section au sein de l'ACDI et du ministère des Affaires étrangères doit examiner

Le coprésident (M. Gauthier): Mais je vous pose la question puisque vous avez beaucoup d'expérience...

Mme Slavin: Les programmes multilatéraux et bilatéraux. D'après ce que je comprends, ces programmes fonctionnent à l'avantage des économies d'échelle mais au détriment des économies locales.

Le coprésident (M. Gauthier): Donnez-moi un exemple, s'il

Mme Slavin: Je songe au gigantesque barrage hydroélectrique en Chine—j'étais dans la région—où le nombre de personnes déplacées et les répercussions environnementales de la construction du barrage...

Le coprésident (M. Gauthier): Mais ce projet ne concerne pas l'ACDI.

Mme Slavin: Non, c'est vrai, mais il concerne le Canada par l'intermédiaire du Fonds monétaire international. Je crois que nous devons examiner ce genre de programmes.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous élimineriez les programmes d'infrastructure financés actuellement par le FMI ou par la Banque mondiale?

Mme Slavin: Je crois que le mémoire du CCCI recommandait qu'on les examine...

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): But I'm asking you specifically.

Ms Slavin: Yes. That's what I'm saying.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I've heard that message: "Look at them and you decide. Then we'll criticize you." But I'm asking you specifically, where would you cut? If I hear you correctly—

Ms Slavin: I'm saying put those programs under scrutiny to see if they benefit the people at the base.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you.

Ms Slavin: I think those are the programs you start with, through the International Monetary Fund, the World Bank, and our own multilateral and bilateral programs.

• 1640

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Dallaire, vous vouliez dire quelque chose. Allez-y.

M. Dallaire: Oui, j'aimerais préciser ma pensée. Je n'ai rien contre les ONG. Je les ai simplement inclus dans une énorme industrie de l'aide. Monsieur faisait allusion au choc culturel. Quand cela dure depuis 15 ans, ce n'est plus un choc culturel.

Je reviens à ces chiffres. J'avais appris, par exemple, que l'espérance de vie était de 45 ou 46 ans. Oui, mais quand on regarde les petites lettres, on voit que c'est l'espérance de vie totale, que cela ne tient pas compte du fait que la plupart des décès ont lieu avant l'âge de cinq ans. Il y a d'énormes problèmes de mortalité infantile, d'accord, mais une fois que cela est réglé, les adultes se retrouvent aussi sains, sinon plus, que vous et moi. Je n'aime pas cette espèce de manipulation des chiffres. Le commun des mortels, à moins d'avoir vérifié ou songé un peu à la question, transpose les chiffres qu'il reçoit à des situations qui sont complètement différentes.

Je pense, par exemple, au revenu per capita. Si monsieur ici devait vivre avec 300\$ par année, c'est sûr qu'il mourrait de faim au bout de trois semaines, mais ce n'est pas le cas au Togo, en Afrique. Vous savez très bien que les choses sont différentes. Les besoins sont différents. Les prix sont différents également. Il y a une énorme portion de l'économie qui fonctionne de façon non monétarisée, en parallèle.

Je n'aime pas qu'on entretienne cette pensée qu'il y a des milliards d'individus qui vivent dans des conditions absolument abjectes. C'est vrai qu'il y a beaucoup de misère, mais il faudrait peut-être regarder cela d'une façon un peu plus sereine, en se mettant dans une perspective historique.

Le coprésident (M. Gauthier): Quand on parle de la moyenne d'âge, on inclut la mortalité infantile.

M. Dallaire: Excusez-moi. Je parle de l'espérance de vie. La moyenne d'âge en Afrique n'est pas de 45 ans. Ce n'est pas cela. Je parle de l'espérance de vie.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous avez parlé de la moyenne.

[Translation]

Le coprésident (M. Gauthier): Mais je vous pose la question à vous.

Mme Slavin: Oui. C'est ma réponse.

Le coprésident (M. Gauthier): Ce n'est pas la première fois que j'entends: «Regardez ce qu'ils font et prenez une décision. Par la suite, nous allons vous critiquer.» Mais je vous pose la question à vous: quels programmes élimineriez-vous? Si je vous ai bien compris...

Mme Slavin: Je dis qu'il faut examiner ces programmes à la loupe pour voir s'ils bénéficient les gens à la base.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci.

Mme Slavin: Je crois qu'il faut commencer par examiner les programmes du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, ainsi que nos propres programmes multilatéraux et bilatéraux.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You wanted to say something, Mr. Dallaire. Go ahead.

Mr. Dallaire: Yes, I'd like to clarify something. I have nothing against NGOs. I simply included them in the huge assistance industry. The gentleman spoke of culture shock. But when a culture shock lasts for 15 years, it's not culture shock anymore.

I'll come back to the numbers. I had learned, for example, that life expectancy was about 45 or 46 years. That's fine, but when you look at the small print, you'll see that overall life expectancy does not take into account the fact that most deaths occur before the age of five. There is a huge problem of infant mortality, sure, but once you get past that, adults are as healthy, if not more, than you and I. I don't like it when people manipulate figures. Most people apply those figures to situations which are completely different, unless they did a bit of research or thought about the matter at all.

Take, for example, revenue *per capita*. If this gentleman had to live on \$300 a year, he would obviously die of hunger after three weeks, but that would not be the case in Togo, in Africa. Everyone knows that things are different there. Needs are different. Prices are also different. There is a huge parallel economy which is not based on the exchange of money.

I don't want people to believe that billions of individuals live in absolutely miserable conditions. It's true there is a lot of misery, but we should look at the situation a little more calmly, by keeping in mind a historical perspective.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): When we talked about the average age, we took infant mortality into account.

Mr. Dallaire: Excuse me, I'm talking about life expectancy. The average age in Africa is not 45 years. I'm not talking about that. I'm talking about life expectancy.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You talked about the average.

M. Dallaire: Non, j'ai parlé de l'espérance de vie.

Le coprésident (M. Gauthier): Très bien. J'ai compris.

M. Dallaire: Le gars qui atteint l'âge de cinq ans a d'aussi bonnes chances que vous et moi de vivre jusqu'à 70 ans. Il y a plein de vieillards là-bas.

Le coprésident (M. Gauthier): Monsieur Paré.

M. Paré: Monsieur Oloko, croyez-vous que l'Afrique du Sud est appelée à jouer un rôle nouveau et particulier dans le développement de l'Afrique? Croyez-vous que les femmes en Afrique représentent la clé de la solution africaine?

M. Oloko: Il s'agit là de questions éminemment fondementales.

Pour ce qui est de la première, il est certain que l'Afrique du Sud a pour mission et vocation naturelles de servir de moteur de développement de l'Afrique, compte tenu de la base infrastructurelle et technologique et de la base de connaissances qu'on trouve dans ce pays. Non seulement elle le pourrait, mais nous sommes en train de demander avec force, à cor et à cri, qu'il en soit davantage ainsi. Cela pourrait être vrai.

En ce qui concerne les femmes, il est évident qu'elles sont le moteur du développement en Afrique. Elles produisent une grande, sinon la plus grande partie des biens, la plus grande partie de ce qui constitue l'essentiel de la vie en Afrique, mais nous appartenons à ce nouveau courant qui dit qu'au lieu de parler de l'intégration des femmes dans le développement, avec l'idée qu'elles en seraient peut-être excluses, il faut parler davantage de la nécessité de démocratiser les relations entre les hommes et les femmes pour que cela se fasse en harmonie.

Monsieur Paré, oui, les femmes sont le moteur du développement en Afrique, mais avec les hommes.

M. Paré: Si vous me le permettez, monsieur le président, j'aimerais poser une question à M. Dallaire À juste titre, je pense, vous avez fait un lien entre la guerre et la misère. C'est au moins l'un des points sur lesquels j'étais d'accord avec vous, mais j'arrête d'être d'accord quand vous dites que le Canada n'a plus le moyen de se payer le luxe d'aider les pays en voie de développement.

Voici où je vois une contradiction extrêmement importante. Vous dites que la guerre crée la misère. Le Canada consacre 2,5 milliards de dollars à l'aide publique au développement et 11 milliards de dollars à la défense.

• 1645

Comment conciliez-vous ces deux choses?

M. Dallaire: Je ne vois aucun problème. La différence entre le Canada et la plupart des pays que nous aidons, c'est que le Canada peut peut-être se permettre d'emprunter pour sa propre défense. Le jour où le Canada sera armé par d'autres pays qui, eux, auront emprunté pour l'armée, on aura un problème.

Il s'agit de deux situations différentes. Je ne vois pas de lien entre les deux. Le jour où c'est l'aide américaine qui nous permettra de nous acheter des armes, je verrai un problème, mais ce n'est pas le cas. Je ne le pense pas, du moins. Vous voyez ce que je veux dire?

[Traduction]

Mr. Dallaire: No, I talked about life expectancy.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Very well. Now I understand.

Mr. Dallaire: A boy who turns five has as good a chance as you or me to live until he's seventy. There are many old men over there.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Mr. Paré.

Mr. Paré: Mr. Oloko, do you think South Africa should play a new and specific role in the development of Africa? Do you believe that African women represent the key to the African solution?

Mr. Oloko: Those are very basic issues.

Regarding your first point, it's clear that South Africa has a duty and a natural calling to act as the motor of African development, given its infrastructure, its technology and its know-how. Not only can South Africa play an important role, but we are imploring it to do so. So it could become the motor of African development.

As for women, they are obviously the motor of African development. They produce a large—if not the largest—proportion of goods produced in Africa. Women do most of the work which makes up daily life in Africa. However, people are now saying—and we agree—that it is better to democratize relations between men and women in order to harmonize women integration in development work, rather than trying to integrate them directly, for fear of perhaps excluding them.

Mr. Paré, yes, women are the motor of African development, but in partnership with men.

Mr. Paré: If you don't mind, Mr. Chairman, I'd like to ask a question of Mr. Dallaire. I believe you were right in saying that war and misery go hand in hand. I agree with you on that point at least, but I don't agree with you when you say that Canada can't afford the luxury of helping developing countries anymore.

This is where I see an extremely telling contradiction. You said that war creates misery. Canada spends 2.5 billion dollars on official development aid and 11 billion dollars on defence.

How do you reconcile these two facts?

Mr. Dallaire: I don't think there's a problem. The difference between Canada and most of the countries we help is that Canada can perhaps afford to borrow money to defend itself. The day when Canada will be armed by other countries which in turn borrowed money to arm themselves, we'll have a problem.

We're talking about two different situations. I don't see what the relationship is. The day when Americans help us buy weapons there will be a problem, but that's not the case right now. At least, I don't think so. Do you see what I mean?

Idéalement, le Canada ne devrait pas avoir d'armée, mais ce serait dans un monde idéal. Quand on voit des pays très, très pauvres se battre entre eux ou se battre à l'intérieur, ce qui génère des misères absolument abjectes, et qu'on voit ensuite ces mêmes pays demander de l'aide pour soulager les misères, cela devient un petit peu difficile à vendre auprès des contribuables. C'est comme cela que j'explique une certaine lassitude.

Ms Slavin: I believe it was the Group of 78 who first coined the phrase "common security", and I'm very hopeful that in these hearings and the review of our national defence policy those two ideas will be put together.

What do we need to be secure from and against? That has changed in this world, and at this point in our history work on global equity is perhaps much more important than defending our borders in the traditional sense.

I recognize the peacekeeping role of our defence forces, but Canadian foreign policy can play a major role in the security of the future of our planet.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): How do you define "security", Ms Slavin?

Ms Slavin: I think it is defence against poverty, against unnecessary wars where diplomacy...environment, misplaced people, refugees. The list is long, as you know.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You have a fairly wide definition of ''security''.

Ms Slavin: We have to. With the end of the Cold War, we have a window of opportunity, and I hope that this committee will talk with the defence review about those fundamental questions. I'm not afraid for my children of war within Canada; I am afraid about the survival of the planet for their benefit.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I think that's a concern we all share.

Merci beaucoup, messieurs Dallaire, Oloko, Vidal, madame Slavin et madame Lauren Baker.

Thank you very much for your contributions.

I would now like to call upon K.C. Lucas, chief executive officer and president of Agrodev Canada Inc., and Ms Deborah Turnbull, vice-president of fisheries and aquaculture and general manager of Agrodev Canada Inc. I think we saw you not very long ago, Ms Turnbull.

We also have Mr. V.J. Nordin, president of V.J. Nordin & Associates Ltd., and Mr. Edward Thomas Jackson, president of E.T. Jackson and Associates Ltd. and a professor at Carleton University.

De l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, il y a également M. Magella Morasse et M. Gérard Szaraz, directeur des projets internationaux.

Si vous voulez tous prendre votre place, on va procéder à notre exercice de consultation.

[Translation]

Ideally, Canada should not have an army, but that would only be possible in an ideal world. When we see very, very poor countries fight amongst themselves, or when there is civil war within a country, it leads to the absolute worst kind of misery. But when we see these same countries asking for help to relieve that misery, it's a hard sell to taxpayers. That's why I think there's a kind on donor fatigue.

27-7-1994

Mme Slavin: Je crois que c'est le Groupe de 78 qui a inventé l'expression «sécurité collective», et j'ai bon espoir que ces deux idées se rejoindront au cours de ces audiences ainsi qu'au cours de l'examen de notre politique de défense nationale.

Contre quoi devons-nous nous protéger? Le monde a changé, et à ce stade-ci dans l'histoire de l'humanité, il est beaucoup plus important de travailler à l'égalité entre les hommes plutôt que de défendre nos frontières de la façon traditionnelle.

Je reconnais le rôle de maintien de la paix de nos forces armées, mais la politique étrangère du Canada peut jouer un rôle important dans la sécurité future de notre planète.

Le coprésident (M. Gauthier): Comment définissez-vous «sécurité», madame Slavin?

Mme Slavin: Je crois qu'il nous faut nous défendre contre la pauvreté, contre toute guerre inutile où la diplomatie. . . l'environnement, les personnes déplacées, les réfugiés. La liste est longue, comme vous le savez.

Le coprésident (M. Gauthier): Votre définition de «sécurité» est assez large.

Mme Slavin: Il faut. La fin de la guerre froide nous ouvre une voie nouvelle et j'espère que ce comité communiquera avec le comité d'examen de la politique de défense au sujet de ces questions fondamentales. Je ne m'inquiète pas de ce que mes enfants vivent une guerre au sein du Canada; je m'inquiète pour eux de la survie de la planète.

Le coprésident (M. Gauthier): Je crois que nous partageons tous cette inquiétude.

Thank you very much, Mr. Dallaire, Mr. Oloko, Mr. Vidal, Ms Slavin and Ms Lauren Baker.

Merci beaucoup pour votre participation.

J'aimerais maintenant demander à K.C. Lucas, chef de la direction et président d'Agrodev Canada Inc., et M^{me} Deborah Turnbull, vice-présidente des pêches et de l'aquaculture et directrice générale d'Agrodev Canada Inc. de bien vouloir s'avancer. Je crois que nous nous sommes rencontrés il n'y a pas si longtemps, M^{me} Turnbull.

Nous accueillons également M. V.J. Nordin, président de V.J. Nordin & Associates Ltd., et M. Edward Thomas Jackson, président de E.T. Jackson and Associates Ltd., qui enseigne également à l'Université Carleton.

Also present are Mr. Magella Morasse and Mr. Gérard Szaraz, Director of international projects, who represent the Order of Quebec Forestry Engineers.

Please take a seat; we will then begin our consultations.

Ms Turnbull, you have big books there.

Ms Deborah Turnbull (Vice-President (Fisheries and Aquaare something to hand out.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): The messenger will get them.

Mr. Volpe: If you want the students to come back then you have to give something out at every lecture or at every seminar. Do you follow that advice, Mr. Jackson?

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We shall start with Agrodev. Mr. Lucas, you have the floor, sir.

• 1650

We have until 5:30. The process is simple. We would like to have an opening statement. We know Agrodev. As a matter of fact, I decorated you people not long ago for your NGO and other exercises in the developing world. Then we'll go to questions.

Mr. K.C. Lucas (President, Agrodev Canada Inc.): Thank you, Mr. Chairman.

We have tabled a nine-page brief and a summary in English and French, which is available to be passed out. I do have a brief opening statement, which will summarize that brief.

First, I would like to introduce us. My name is Ken Lucas. I'm the president of Agrodev Canada, which is a 100%-Canadian-owned private company. I've been president since 1982.

Before I came to this job, I was an assistant director general of the Food and Agriculture Organization of the UN in Rome, where I was in charge of FAO's fisheries department worldwide. Before that, I was a public servant. I was a senior official leading what is now the Department of Fisheries and Oceans. It was then the Fisheries and Marine Service of the Departments of Fisheries and the Environment. Before that, I was head of the Environmental Protection Service when we began that activity back in the early 1970s.

I trained as a civil engineer at the University of British Columbia, and I come from Kamloops, B.C., in case there are any westerners around.

Ms Turnbull is a key member of our firm. She joined Agrodev as a professional officer back in 1982. She became vicepresident and general manager in 1985 and has been extremely active and involved in directing and participating in a variety of our major programs, especially for the Asian Development Bank, where she has prepared development programs with a total value of over \$1 billion. That's over \$1 billion worth of development programs that she has designed for delivery.

Before she came to Agrodev, she was a program officer with the International Development Research Centre, which is called IDRC. She was with the information sciences division latterly. Before that she was a fisheries project officer with IDRC in Vancouver.

[Traduction]

Madame Turnbull, vous avez des livres épais.

Mme Deborah Turnbull (vice-présidente (Pêches et aquaculculture) and General Manager, Agrodev Canada Inc.): I do. They ture) et directrice générale, Agrodev Canada Inc.): Oui, je vais les distribuer.

Le coprésident (M. Gauthier): Le messager s'en occupera.

M. Volpe: Si vous voulez que les étudiants reviennent, il faut leur distribuer un document pendant chaque cours ou séminaire. Est-ce que vous adhérez à cette pratique, monsieur Jackson?

Le coprésident (M. Gauthier): Nous allons commencer avec la firme Agrodev. Monsieur Lucas, vous avez la parole.

Nous avons jusqu'à 17h30. Le processus est simple. Nous aimerions que vous nous fassiez une déclaration liminaire. Nous connaissons Agrodev. En fait, je vous ai remis demièrement une distinction pour votre ONG et d'autres initiatives dans les pays en voie de développement. Nous passerons ensuite aux questions.

M. K.C. Lucas (président, Agrodev Canada Inc.): Merci, monsieur le président.

Nous avons déposé un mémoire de neuf pages et un résumé en anglais et en français qui peut être distribué. J'aimerais faire une brève déclaration liminaire qui résumera ce mémoire.

Permettez-moi tout d'abord de nous présenter. Je m'appelle Ken Lucas. Je suis le président d'Agrodev Canada qui est une société privée canadienne à part entière. J'en suis le président depuis 1982.

Avant d'occuper ce poste, j'étais directeur général adjoint de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome, où j'étais responsable de la Division des pêches de cet organisme à l'échelle mondiale. Auparavant, j'étais fonctionnaire. J'ai été haut fonctionnaire à la tête de ce qui est aujourd'hui le ministère des Pêches et des Océans. Cela s'appelait à l'époque les Services de la Marine et des pêcheries du ministère des Pêches et de l'Environnement. Auparavant, j'étais chef des Services de protection de l'environnement lorsque nous avons lancé cette activité au début des années soixante-dix.

J'ai fait des études d'ingénieur civil à l'Université de Colombie-Britannique et je suis originaire de Kamloops en Colombie-Britannique, au cas où il y aurait des gens de l'Ouest ici.

Mme Turnbull est un membre clé de notre société. Elle s'est jointe à Agrodev à titre d'administratrice en 1982. Elle est devenue vice-présidente et directrice générale en 1985 et elle dirige et participe activement à bon nombre de nos grands programmes, plus particulièrement celui de la Banque asiatique de développement où elle a préparé des programmes de développement d'une valeur totale de plus de 1 milliard de dollars. Elle a donc conçu l'exécution de programmes de développement d'une valeur de plus de 1 milliard de dollars.

Avant de se joindre à Agrodev, elle était agent de programme au Centre de recherches pour le développement international, que l'on appelle le CRDI. Avant de travailler dans la division des sciences de l'information, elle avait été agent de projet des pêches pour le CRDI à Vancouver.

She took her training at McGill and has a master's degree in marine environment conservation and coastal zone management. She actually had the pleasure of doing her research work in a difficult developing area called Barbados, where she worked in a polluted harbour. She did her bachelor of science honours in aquatic sciences at Queen's University.

You've probably seen her before. She's the chairperson of the Canadian Export Association's development aid committee and a director of the CEA. I believe she appeared here in that capacity. But that's only a hobby of hers; her real work lies with Agrodev, and we've worked her pretty hard.

I'd like to say just a few words about what Agrodev Canada is. As I mentioned, it's a wholly owned Canadian company. We work exclusively in international development, which makes us different from most companies. We work only in developing countries, and we work in the fields of agriculture, aquaculture, fisheries, and natural resources management. We work with the aim of strengthening the human and institutional capabilities within these countries to develop and manage their natural resources and their economic development in a sustainable manner.

Our accomplishments and experience are summarized in the first two pages of our brief. I'm not going to mention them because you can read about them. In addition, we have a kit containing copies of our periodic publication entitled *Agrodev World Report*, which I think Ms Turnbull passed around. We also have our corporate brochure in that document, so you can learn more about what Agrodev really is.

We are a fairly unique company. We're based in Ottawa, although we have offices in the western provinces. Of course, we have many, many offices overseas.

Now, turning to our nine-page brief, our brief addresses only the official development assistance aspect of Canada's foreign policy. We're not dealing with any aspect other than official development assistance.

On pages 3 and 4 of our brief we point out the critical international development issues and concerns that, in our opinion, are not being given anywhere near enough priority by Canada.

[Translation]

Elle a étudié à McGill et elle détient une maîtrise en conservation de l'environnement marin et en gestion de la zone côtière. Elle a en fait eu le plaisir de faire ses recherches dans une région où le développement est difficile, soit la Barbade, où elle a travaillé dans un port pollué. Elle a obtenu un baccalauréat ès sciences avec concentration en sciences aquatiques à l'Université Queen's.

Vous l'avez sans doute déjà vue. Elle est présidente du Comité d'aide et de développement de l'Association des exportateurs canadiens et l'une des directrices de cette association. Je crois qu'elle a déjà comparu devant votre comité à ce titre. Mais ce n'est qu'un passe-temps pour elle; elle travaille en réalité pour Agrodev et nous la faisons travailler très fort.

Permettez-moi de dire quelques mots pour vous expliquer ce qu'est Agrodev Canada. Comme je l'ai dit, c'est une entreprise canadienne à part entière. Nous travaillons exclusivement dans le domaine du développement international, ce qui nous distingue de la plupart des autres sociétés. Nous ne travaillons que dans les pays en voie de développement, dans les domaines de l'agriculture, de l'aquaculture, des pêches et de la gestion des ressources naturelles. Notre objectif consiste à renforcer les capacités institutionnelles et humaines dans ces pays pour leur permettre de développer et de gérer leurs ressources naturelles et leur développement économique de façon durable.

Nos réalisations et notre expérience sont résumées dans les deux premières pages de notre mémoire. Je ne vous les mentionnerai pas car vous pouvez lire vous-mêmes à ce sujet. En outre, nous avons une trousse contenant des exemplaires de notre publication périodique intitulée *Agrodev World Report* que M^{me} Turnbull a distribuée, je pense. Cette trousse contient également un dépliant qui vous permettra d'en apprendre davantage au sujet d'Agrodev.

Notre société est assez unique. Nos bureaux principaux se trouvent à Ottawa, mais nous avons des bureaux dans les provinces de l'Ouest. Naturellement, nous avons de très nombreux bureaux à l'étranger.

Dans notre mémoire de neuf pages, nous n'abordons que l'aspect de l'aide publique au développement de la politique étrangère du Canada. Nous n'abordons ici aucun autre aspect que l'aide publique au développement.

Aux pages 3 et 4 de notre mémoire, nous soulignons les principaux problèmes et préoccupations en matière de développement international auxquels, à notre avis, le Canada est loin d'accorder suffisamment de priorité.

• 1655

The very areas where Canadians have special knowledge and experience and special capabilities to offer—I am speaking of sustainable management and development of fisheries, agriculture, food security, water quality, and their intimate connection to rural poverty alleviation in the developing world—are the things we are best at, and those things are being de—emphasized now in our aid programs, which makes us very sad.

Les secteurs mêmes où les Canadiens ont un savoir, une expérience et des compétences uniques à offrir—je parle ici de gestion durable, d'exploitation des pêches et de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la qualité de l'eau, sans parler du lien intime qu'ont les Canadiens avec le soulagement de la pauvreté rurale dans le monde en voie de développement—sont les secteurs où nous sommes les plus compétents, et ce sont ces secteurs mêmes dont on atténue l'importance aujourd'hui dans nos programmes d'aide, ce qui nous attriste beaucoup.

We are recommending that Canada take a leading role, through its international development programs, all of its programs, to undertake effective interventions leading to sustainable development and poverty alleviation. We believe those are the two principal goals we should be pursuing, sustainable development and poverty alleviation.

We propose that this be done by focusing our bilateral aid program on interventions in poverty reduction in developing countries and building capabilities for sustainable development as its two primary goals. We feel the four pillars or priorities for Canada's development assistance to address these two goals of poverty alleviation and sustainable development in descending order of priority are:

- sustainable natural resources management, and food security, which go hand in hand;
- population control, so critical that in some countries population growth is outstripping economic growth and space;
- (3) clean water;
- (4) education and training, particularly of girls and women, as that half of the human race is not given the opportunity of making its contribution to development mainly because of lack of opportunities for education.

In paragraph 4.2 on page 6 of our brief we list the world's poorest countries that should be receiving Canada's bilateral aid in support of the above objectives. We are recommending only that list of countries, with some of them perhaps taken off because of their particular governing or misgoverning situations now. Those countries represent the poorest countries of the world according to the World Bank 1994 indicator study. These indicators are based not only on per capita incomes but on other factors, health services and the whole mix of factors, and we are suggesting that our bilateral aid, the direct Canada-to-other-country aid, be channelled only to countries on that list, or countries from that list.

In paragraph 4.3 on pages 6 and 7 we list the middle-income countries which, we suggest, be added to the first list, to be eligible for support from multilateral aid which flows from Canada through the multilateral organizations like the World Bank, Asian Bank, UNDP and so forth, and also from CIDA's private sector programs like CIDA, Inc., the industrial corporations program of CIDA, which supports private companies in Canada to prepare and deliver development projects overseas.

Finally, on pages 8 and 9 of our brief we recommend how Canada's official development assistance should be shared between the bilateral, multilateral, CIDA Inc., and other private sector initiatives.

[Traduction]

Nous recommandons que le Canada prenne l'initiative d'interventions efficaces visant à encourager le développement durable et le soulagement de la pauvreté par l'entremise de ses programmes de développement international, de tous ses programmes. Nous croyons que le développement durable et le soulagement de la pauvreté doivent devenir nos deux principaux objectifs.

Nous pouvons atteindre ces deux objectifs essentiels, croyonsnous, en axant notre programme d'aide bilatérale sur des interventions visant à réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement et à doter ces mêmes pays d'une infrastructure de développement durable. Nous croyons que le Canada pourra atteindre ces deux objectifs que sont le soulagement de la pauvreté et le développement durable en s'appuyant sur quatre piliers ou priorités que je vais maintenant énumérer en ordre descendant:

- la gestion durable des ressources naturelles, et la sécurité alimentaire, qui vont de pair;
- le contrôle démographique, ce qui est très important car dans certains pays, la croissance démographique prive la population de tout espace de croissance économique;
- 3) la pureté de l'eau;
- 4) l'éducation et la formation, particulièrement des filles et des femmes, étant donné que la moitié de l'espèce humaine n'a pas la chance de contribuer au développement essentiellement parce qu'elle est dépourvue de moyens d'éducation.

Au paragraphe 4.2, à la page 6 de notre mémoire, nous énumérons les pays les plus pauvres du monde qui devraient bénéficier de l'aide bilatérale du Canada en appui aux objectifs déjà mentionnés. Nous recommandons que le Canada se limite strictement à cette liste de pays, dont certains pourraient être retranchés en raison des circonstances politiques malheureuses qu'on y trouve. Selon une étude des indices économiques de la Banque mondiale de 1994, ces pays sont les plus pauvres du monde. Ces indices sont fondés non seulement sur des données comme le revenu par habitant mais aussi sur d'autres facteurs comme les services de santé et tout un ensemble de facteurs, et nous sommes d'avis que notre aide bilatérale, soit l'aide directe que le Canada apporte à un autre pays, doit être canalisée uniquement vers les pays figurant sur cette liste.

Au paragraphe 4.3, pages 6 et 7, nous énumérons les pays à revenu moyen qui, à notre avis, devraient être ajoutés à la première liste, et seraient ainsi admissibles à l'aide multilatérale à laquelle le Canada participe par l'entremise d'organisations multilatérales comme la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le PNUD et tout le reste, et aussi des programmes du secteur privé de l'ACDI comme ACDI, Inc., le Programme d'entreprises industrielles de l'ACDI qui vient en aide à des entreprises privées canadiennes oeuvrant dans des projets de développement outre-mer.

Enfin, pages 8 et 9 de notre mémoire, nous recommandons le partage de l'aide publique au développement entre les secteurs bilatéral, multilatéral, ACDI Inc. et les initiatives du secteur privé.

I must say, we overlooked one important aid delivery mechanism we have in Canada in this list, and I would like to insert it now. We overlooked the International Development Research Centre, IDRC, which is a Canadian sponsored organization doing work world-wide with a number of partners overseas. It is doing excellent work and we feel its allocation of Canadian funds should not be further reduced at this time

Also, we believe it should be authorized and encouraged aggressively to seek outside funds from other governments as well as other donor foundations and IFIs, international financial institutions. For many, many years we've restricted IDRC to using Canadian funds only, and I think we are missing a big bet there. IDRC has a terrific organization, and good network mechanisms, and it could be doing so much more if it were open to other agencies' fundings as well.

Finally, on page 9 of our brief we make some recommendations which we believe would vastly improve the operational capacities of CIDA. We suggest that CIDA study the professional way that the Asian Development Bank conducts its operations, with which Agrodev is very familiar and is very impressed with, to obtain ideas in how to improve CIDA's effectiveness and efficiency while also being transparent in their decision-making processes.

• 1700

Mr. Chairman, that is the summary of our brief.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We will come back to questions after we've heard from our other witnesses.

Je donne maintenant la parole à M. Nordin de V.J. Nordin & Associates Ltd.

M. V.J. Nordin (président, V.J. Nordin & Associates Ltd.): Merci beaucoup, monsieur le président.

Membres du Comité, mesdames et messieurs,

I welcome the opportunity to appear before this committee this afternoon, because the topic I have to present I believe is vital to the fabric of our Canadian society.

The committee already has a 42-page document that I prepared, in both languages. I want to apologize for the length, but as George Bernard Shaw once said, "I didn't have time to write a short one".

As you will have read in the full text, Mr. Chairman, I am also representing and reflecting the views of the Canadian Institute of Forestry, the singular national organization for the Canadian forestry profession. I am very glad to see here today the executive director and chief executive officer of the CIF, Mr. Chris Lee.

I want to assure the chairman too that I am going to help him stay on track. I won't take more than nine, ten minutes maximum.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Good.

Mr. Nordin: I would like to set a bit of foundation for this presentation on the significance of the Canadian forestry sector. The forests, which symbolize Canada, are crucial components of the natural environment. They provide habitat for plants, composante essentielle de l'environnement naturel. Les forêts

[Translation]

Je dois admettre que nous avons oublié un mécanisme d'aide important du Canada dans cette liste, et j'aimerais l'ajouter maintenant. Nous avons oublié le Centre canadien de recherches pour le développement international, le CRDI, une organisation internationale du Canada qui travaille avec un grand nombre de partenaires outre-mer. Cette organisation accomplit une excellente besogne et nous sommes d'avis que son budget doit rester intact.

Nous crovons également que le CRDI devrait être autorisé et même encouragé à solliciter des fonds de l'extérieur, d'autres gouvernements ainsi que d'autres fondations donatrices et institutions financières internationales. Depuis tant d'années, nous contraignons le CRDI à utiliser uniquement des fonds canadiens, et je crois que nous faisons fausse route ici. Le CRDI dispose d'une organisation formidable, d'excellents réseaux, et pourrait faire beaucoup plus s'il avait accès au financement d'autres organismes.

Enfin, page 9 de notre mémoire, nous faisons des recommandations qui, à notre avis, amélioreraient de beaucoup les compétences opérationnelles de l'ACDI. Nous proposons que l'ACDI s'inspire du professionnalisme avec lequel la Banque asiatique de développement mène ses opérations, opérations que la société Agrodev connaît fort bien et admire, afin d'améliorer son efficacité générale tout en demeurant transparente dans son processus décisionnel.

Monsieur le président, voilà qui résume notre mémoire.

Le coprésident (M. Gauthier): Nous vous poserons des questions après avoir entendu nos autres témoins.

I'm now giving the floor to Mr. Nordin from V.J. Nordin & Associates Ltd.

Mr. V.J. Nordin (Chairman, V.J. Nordin & Associates Ltd.): Thank you very much, Mr. Chairman.

Members of the committee, ladies and gentlemen,

Je suis heureux de témoigner devant votre comité cet après-midi parce que le sujet que je vais développer est à mon avis essentiel pour l'avenir de la société canadienne.

Le comité a déjà reçu le texte de 42 pages que j'ai rédigé, dans les deux langues officielles. On excusera la longueur du texte, mais comme Georges Bernard Shaw l'a dit, «Je n'ai pas eu le temps de faire court».

Comme vous l'avez appris en lisant ce texte, monsieur le président, j'exprime également les vues de l'Institut forestier du Canada, l'organisation nationale de la profession forestière du Canada. Je suis très heureux de voir parmi nous aujourd'hui le directeur administratif et le président-directeur général de l'Institut forestier du Canada, M. Chris Lee.

Je tiens également à assurer au président que je vais l'aider à respecter l'horaire. Je ne prendrai pas plus que neuf ou dix minutes au maximum.

Le coprésident (M. Gauthier): Bien.

M. Nordin: J'aimerais d'abord établir le fondement de mon exposé en vous expliquant l'importance du secteur forestier du Canada. Les forêts, qui symbolisent le Canada, forment une

animals, and micro-organisms. They moderate the climate and provide clean air and water. They prevent erosion of soil and regulate water flow. They act as a storehouse for carbon, and as forests grow, they absorb carbon dioxide and produce oxygen. They provide natural and wilderness areas for the cultural, spiritual, and recreational benefit for all Canadians.

Mr. Chairman, without forests, obviously civilization as we know it today wouldn't exist at all. It has to be important,

Canadians earn \$10 billion in wages and salaries. Shipments of manufactured forest products are valued at \$50 billion, making Canada the world's leading supplier of wood products. But the statistic, Mr. Chairman, that really hits home is this one. Exports contribute annually almost \$20 billion to the country's net balance of trade, about as much as gas and oil, fishing, mining and agriculture put together.

The Hon. Serge Joyal this afternoon also mentioned a \$26 billion tourism and recreation industry. I would like to add a codicil that there wouldn't be any if there weren't any forest resources.

With regard to the topic of foreign aid, Mr. Chairman, I would like to make one point. At one time Canada was a major contributor of international assistance for forestry programs. Unfortunately, this posture has declined in recent years as a result of reduced budgets and a movement away from natural resources fields towards social sectors. Without limiting the importance of the social sectors and knowing full well that we are in an economy crunch, somehow this trend in the forestry sector must be reversed and stabilized; otherwise, Canada's economic position nationally and its leadership internationally will be seriously compromised.

As the leading trading nation in forest products, Canada has a responsibility to provide leadership in global forest issues. How these issues are resolved can affect the very fabric of our Canadian society, and certainly Canada, with an annual balance of \$20 billion, as I have just mentioned, has a moral obligation to return some of these gains for the survival of this planet.

• 1705

What is the dimension of need for foreign aid assistance in the forestry sector? At the Rio de Janeiro Earth Summit Conference two years ago in Brazil—our prime minister was there—100 nations agreed that, as a minimum, the international community should spend about \$5.6 billion annually until the year 2000 for the sustainable development of forest resources. That minimal estimate is four times the current aid flow of annual funding. This indicates the depth of need for aid support by the international community. With this dimension of need, what is Canada's capacity for aid development?

[Traduction]

constituent l'habitat de la faune, de la flore et des microorganismes. Elles modèrent le climat et sont une source d'air et d'eau purs. Elles préviennent l'érosion du sol et règlent l'écoulement des eaux. Les forêts récupèrent le gaz carbonique, et dans leur croissance, elles absorbent le gaz carbonique et produisent de l'oxygène. Elles offrent à tous les Canadiens un espace naturel et vierge qui répond à leurs besoins culturel, spirituel et récréatif.

Monsieur le président, sans la forêt, la civilisation que nous connaissons aujourd'hui n'existerait pas. La forêt est importante.

Les Canadiens en tirent 10 milliards de dollars par année en salaire. On évalue à 50 milliards de dollars les exportations de produits forestiers manufacturés, ce qui fait du Canada le principal fournisseur mondial de produits ligneux. Mais la donnée la plus importante, monsieur le président, est celle-ci: les exportations de produits forestiers comptent annuellement pour presque 20 milliards de la balance commerciale nette du Canada, presque autant que le gaz et le pétrole, les produits de la pêche, les mines et l'agriculture réunis.

L'honorable Serge Joyal a mentionné également cet après-midi l'industrie du tourisme et du loisir qui génère des revenus de l'ordre de 26 milliards de dollars. J'ajoute à cela que cette industrie n'existerait pas sans nos ressources forestières.

Pour ce qui concerne l'aide à l'étranger, monsieur le président, j'aimerais faire une observation. Il fut un temps où le Canada jouait un rôle important dans l'aide internationale aux programmes forestiers. Malheureusement, la participation du Canada à cet effort a décliné au cours des dernières années à cause de la compression des crédits et de l'abandon de l'exploitation des ressources naturelles en faveur des secteurs sociaux. Sans atténuer l'importance des secteurs sociaux et sachant parfaitement bien que nous traversons une crise économique, il faut renverser et stabiliser cette tendance dans le secteur forestier; autrement, on compromettra gravement la position économique nationale du Canada et son leadership à l'échelle internationale.

En tant que première nation commerçante en matière de produits forestiers, le Canada a la responsabilité de prendre l'initiative en matière forestière à l'échelle internationale. Les remèdes que nous apporterons à ces problèmes sont essentiels pour l'avenir de la société canadienne, et chose certaine, le Canada, avec une balance commerciale annuelle de 20 milliards de dollars, comme je viens de le dire, a l'obligation morale de réinvestir une partie de ces gains pour la survie de la planète.

Quelle est la part que doit prendre le secteur forestier à l'aide à l'étranger? Au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, il y a deux ans, au Brésil—notre premier ministre y était—cent pays se sont entendus pour que la communauté internationale dépense au minimum 5.6 milliards par année jusqu'en l'an 2000 pour favoriser le développement durable des ressources forestières. Cette estimation minimale est quatre fois la part allouée annuellement au financement de l'aide à l'étranger. Ce qui indique l'ampleur du besoin pour le soutien au développement international. Avec un tel besoin, dans quelle mesure le Canada peut—il contribuer à l'aide au développement?

As I have detailed in the submission text, Canada is a world superpower in forestry, with unparalleled cutting—edge technology, and rich resources in expertise in governments, in the forest industry, in universities, in our technical colleges, and in non-governmental agencies, NGOs. Canada therefore has a significant comparative advantage to assist developing countries, and in fact developing countries look to Canada for leadership.

Turning now to international imperatives and the subject of trade, the most important issue facing Canada's forest industry at this time is to assure consumers of Canadian forest products that such products are derived from forests that are sustainably and effectively managed. A certification system with the help of the Canadian Council of Standards, the Canadian Standards Association, and the International Standards Organization is under development to assure domestic and foreign buyers about the soundness of forest practices in Canada. This committee is urged to underwrite this initiative and to support aid assistance to Third World countries to develop their national and international certification standards.

Since a system like this of certification may well take up to another two years to implement, there is an urgent need in the interim to mount an effective, coordinated public relations campaign aimed at overseas markets so the world will be better appreciate that Canada's forestry practices, believe me, are second to none in the world, and to counteract massive Greenpeace campaigns that unjustifiably discredit our Canadian industry.

In my presentation, ladies and gentlemen, there are two other trade matters that I deal with in detail, but in the interest of time I will conclude this verbal presentation by referring to some of the recommendations very briefly.

On foreign aid assistance, obviously it is recommended that forestry and conservation be a priority for Canada's international development assistance programs, utilizing the extensive talents of expertise in the public and private sectors. I urge this committee to support this recommendation vigorously.

There are three other recommendations in my presentation, numbers two, three, and nine, which are procedurally supportive of that first recommendation.

I would like to review briefly recommendation number nine, however, because the Department of Foreign Affairs is intimately involved with it. There it is recommended that to contribute to international cooperation, to further the development of best principles and working models of sustainable forest management in Canada and abroad, this committee support the enlargement and the timeframe extension through Canada's aid program of the existing international network of model forests. The Department of Foreign Affairs has a budget of \$10 million assisting the establishment of model forests in Mexico, Russia, and Malaysia at this time.

[Translation]

Comme je l'explique dans mon mémoire, le Canada est une superpuissance en matière forestière, disposant d'une technologie pointue et de compétences des plus riches au niveau des gouvernements, de l'industrie forestière, des universités, de nos collèges techniques et des organisations non gouvernementales. Le Canada dispose donc d'un avantage comparatif important dans l'aide aux pays en voie de développement, et d'ailleurs, les pays en voie de développement veulent suivre l'exemple du Canada.

Passons maintenant aux impératifs internationaux et à la question du commerce international: L'enjeu le plus important de l'industrie forestière du Canada aujourd'hui consiste à garantir aux consommateurs des produits forestiers canadiens que ces mêmes produits sont extraits de forêts qui sont gérées de façon efficace et durable. On est à mettre au point un système de certification avec l'aide du Conseil canadien des normes, de l'Association canadienne de normalisation et de l'Organisation internationale de normalisation afin d'assurer aux acheteurs canadiens et étrangers que les pratiques forestières du Canada sont des plus sûres. Nous pressons votre comité d'encourager cette initiative ainsi que l'aide aux pays du tiers Monde qui veulent développer leurs normes de certification nationales et internationales.

Étant donné qu'il faudra peut-être encore deux ans pour mettre en oeuvre ce système de certification, nous croyons qu'il est urgent dans l'intervalle de monter une campagne de relations publiques efficace et coordonnée, axée sur les marchés étrangers, afin de faire comprendre au monde entier que les pratiques forestières du Canada sont, croyez-moi, les meilleures qui soient, et afin de contrer les campagnes massives de Greenpeace qui discréditent sans raison l'industrie forestière canadienne.

Mesdames et messieurs, j'explique en détails dans mon exposé deux autres questions commerciales, mais étant donné que nous avons peu de temps, je conclurai en mentionnant quelques recommandations.

Au sujet de l'aide à l'étranger, nous recommandons évidemment que les pratiques forestières et la conservation des forêts deviennent une priorité dans les programmes d'aide au développement international du Canada, et qu'on utilise les vastes compétences dont nous disposons dans les secteurs public et privé. J'encourage le comité à faire sienne cette recommandation.

Il y a trois autres recommandations dans mon exposé, les #2, #3 et #9, qui découlent de cette première recommandation.

J'aimerais commenter brièvement la recommandation #9, toutefois, parce que le ministère des Affaires étrangères joue ici un rôle important. Nous recommandons qu'afin de renforcer la coopération internationale, d'encourager l'adoption des meilleurs principes de développement forestier qui soient et de modèles opératoires de gestion forestière durable au Canada et à l'étranger, le comité encourage l'élargissement et le prolongement du réseau international existant de forêts modèles par l'entremise du programme d'aide du Canada. À l'heure actuelle, le ministère des Affaires étrangères dispose d'un budget de 10 millions de dollars pour aider le Mexique, la Russie et la Malaysia à créer des forêts modèles chez eux.

[Traduction]

• 1710

Going now to the recommendations on trade, number four, it's recommended that this committee facilitate every possible support it can on the current efforts to obtain national and international certification for Canadian forest products.

Recommendation number five, it is recommended that development assistance funds be allocated to assist Third World nations to establish national certification standards that will meet ISO international principles so that we can be on a level playing field with all nations when it comes to critiques.

Recommendation number six, it is recommended that this committee support a consolidation of the communications strategies currently employed in international markets into a single effective campaign to promote Canada's sustainable forest management practices abroad.

Ladies and gentlemen, Greenpeace in Germany alone has about a \$70 million budget each year, and our efforts to date just pale in comparison. So we need to combine all elements of our forestry resources community into an effective campaign to counteract what I think are some fairly deceitful and unwarranted criticisms of our forestry industry sector.

Recommendation number seven, it is recommended that as part of the foregoing international communications strategy this committee support the organization of a conference on sustainability that is at the highest profile level.

Finally, Mr. Chairman, the last recommendation, it is recommended, given the critical importance to Canada and the rest of the world of achieving an international convention on sustainable forestry that would be a more permanent solution to that level playing field we want with other nations, that the federal government increase its financial and personnel support of the Canadian negotiating team leading up to the conclusion of such an agreement.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Nordin.

By coincidence.

nous entendrons maintenant les représentants de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec. Allez-y, monsieur Morasse.

M. Magella Morasse (président de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec): Merci, monsieur le président. Je suis accompagné de M. Gérard Szaraz, qui fera la dernière partie de la présentation.

Nous tenons d'abord à remercier les députés et sénateurs membres du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada de nous recevoir et nous permettre d'expliquer le point de vue des ingénieurs forestiers du Québec sur le volet forestier d'une partie importante de la politique étrangère du Canada.

D'abord un petit mot sur l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec. C'est un ordre qui comprend 1850 ingénieurs et ingénieures forestiers exerçant leur profession au Québec et à

Passons maintenant aux recommandations portant sur le commerce. Recommandation #4: que ce comité fasse tout son possible pour appuyer les efforts actuels pour obtenir la certification nationale et internationale des produits forestiers canadiens.

Recommandation #5: que le gouvernement affecte des fonds de l'aide au développement à des pays du tiers monde pour les aider à fixer des normes de certification nationales qui respectent les principes internationaux de l'ISO pour que nous ne soyons pas plus vulnérables que toutes les autres nations à des critiques au sujet de nos pratiques forestières.

Recommandation #6: que ce comité appuie l'unification des stratégies de communication actuellement utilisées sur les marchés internationaux en une seule campagne efficace qui pourra promouvoir les pratiques d'aménagement forestier durable à l'étranger.

Mesdames et messieurs, la section allemande de Greenpeace dispose à elle seule d'un budget annuel d'environ 70 millions de dollars, et jusqu'à présent, nos efforts sont loin d'être comparables. Alors, il nous faut rallier tous les intervenants du secteur forestier pour lancer une campagne efficace qui va neutraliser certaines critiques formulées à l'égard de notre industrie, des critiques qui à mon avis sont injustifiées et assez trompeuses.

Recommandation #7: que dans le cadre de la stratégie de communication internationale que je viens de mentionner, ce comité appuie l'organisation d'une conférence sur la durabilité, une conférence très visible qui ne passera pas inaperçue.

monsieur le président, notre recommandation est la suivante: comme il est d'une importance capitale pour le Canada et les autres pays du monde de négocier convention internationale sur l'exploitation forestière durable qui réduise les inégalités entre les nations de façon permanente, que le gouvernement fédéral augmente le budget et le nombre d'employés de l'équipe de négociation canadienne qui se prépare à conclure une telle entente.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Nordin.

Par un concours de circonstances.

we will now be hearing from representatives of the Ordre des ingénieurs forestiers du Québec. Mr. Morasse, please go ahead.

Mr. Magella Morasse (President, Ordre des ingénieurs forestiers du Québec): Thank you, Mr. Chairman. Mr. Gérard Szaraz is with me, and he will be giving the last part of the presentation.

First of all, we would like to thank the members of Parliament and the Senators of the Special Joint Committee Reviewing Canadian Foreign Policy for inviting us and allowing us to explain the views of Quebec's professional foresters on the forestry component of a major part of Canada's foreign policy.

First of all, let me say a few words about the Ordre des ingénieurs forestiers du Québec. Our organization is made up of 1 850 professional foresters who pratice in Quebec and abroad. l'étranger. Cet ordre professionnel vient de se donner une Our professional association has just set a mandate for itself

mission dans laquelle on parle de développement. Une des that includes development, Consequently, one of the aims of missions de l'Ordre est donc de veiller à ce que la forêt active le développement socio-économique de l'ensemble des régions du Ouébec et, pourrait-on ajouter avec une vision un peu plus internationale, que la forêt active le développement socio-économique de tous les pays possédant des ressources forestières.

À titre indicatif, on a près de 200 personnes qui pratiquent en foresterie internationale et qui ont donc une expertise et qui ont contribué à préparer ce document.

Dans notre présentation, sans reprendre systématiquement le texte que vous avez entre les mains, on veut vous démontrer la nécessité d'une consolidation du rôle du Canada en foresterie internationale. En terminant, M. Szaraz fera un certain nombre de recommandations pour appuyer ces principes de départ.

Au cours des 30 dernières années, le Canada a joué un rôle de chef de file sur le plan de la foresterie internationale en concordance avec son image de superpuissance de la foresterie, comme le mentionnait mon prédécesseur.

• 1715

Sans hésitation, le Canada a partagé ses connaissances et son expertise forestière, tant sur les plans sociaux qu'environnementaux, mais il apparaît évident pour ceux qui oeuvrent dans le secteur que la dimension internationale de la foresterie canadienne est en train de s'effriter. On parle de coupures, des coupures qui touchent évidemment le domaine forestier, et ces coupures ont touché la foresterie dite sociale.

La dimension financière est un aspect de la problématique actuelle qui couvre également des questions d'ordre politique et institutionnel. Nous croyons donc important de profiter de la révision de la politique étrangère du Canada pour faire valoir les engagements du Canada au Sommet de Rio, en 1992, et en conséquence la nécessité de développer pour le Canada un plan d'action globale.

On parle souvent de développement durable. La foresterie est un élément essentiel de ce développement durable. La forêt joue un rôle capital dans la poursuite de l'objectif du développement durable. La forêt, c'est beaucoup plus que des arbres et de la matière ligneuse destinés à la production industrielle et commerciale. La forêt est un écosystème qui contribue au maintien de la biodiversité, du climat, du sol, de l'eau et, partant, de la sécurité alimentaire et du bien-être de l'homme, tant au plan local que national et global.

L'importance du rôle de la forêt dans le maintien de l'équilibre des écosystèmes planétaires et du développement durable a été reconnue par tous lors de la dernière conférence des Nations Unies, en juin 1992. Tant la Convention sur la biodiversité que celle sur les changements climatiques signées par de nombreux pays, dont le Canada, reconnaissent le rôle clé de la forêt dans la poursuite de leurs objectifs.

Par ailleurs, l'Agenda 21 consacre le rôle de la foresterie pour la conservation des écosystèmes et sa contribution à la solution des grands enjeux qui confrontent les nations. La forêt est une ressource naturelle dont l'apport à l'économie des pays en développement est parfois considérable et qui, aménagée de façon soutenue, peut contribuer à soulager la pauvreté.

[Translation]

our association is to ensure that forestry sparks the socioeconomic development of all regions of Quebec, and if we take a somewhat more international view, we could add that forestry should also spark the socio-economic development of all countries that have forest resources.

For your information, we have nearly 200 people who practice international forestry, and who consequently have expertise in this area. They have helped prepare this brief.

Without going systematically through the brief you have before you, we would like to demonstrate to you during this presentation that Canada's role in international forestry must be consolidated. At the end of the presentation, Mr. Szaraz will make a number of recommendations in support of these initial principles.

Over the past 30 years, Canada has been a leader in international forestry, in keeping with its image as a forestry superpower, as the gentleman before me was saying.

Canada has never hesitated to share its expertise and knowledge in forestry, at both the social and environmental levels, but it is clear to those who are working in this sector that the international dimension of Canadian forestry is declining. There have been cutbacks, obviously cutbacks that affect forestry, and these cutbacks have affected what is termed social forestry.

Funding is one aspect of the current problem that also covers political and institutional issues. Consequently, we believe it is important to take advantage of this review of Canada's foreign policy to stress Canada's commitments at the Rio Summit in 1992, and consequently, the need to develop a comprehensive action plan for Canada.

People often talk about sustainable development. Forestry is an essential element of sustainable development. Forests are very important to the objective of sustainable development. Forests are much more than just trees and other woody materials for industrial and commercial production. Forests are ecosystems that help maintain biodiversity, climate, soil, water, as well as food security and the welfare of humanity, locally, nationally and globaly.

At the last United Nations conference, held in June 1992, all participants acknowledged the importance of forests in maintaining a proper balance of planetary ecosystems and the importance of sustainable development. Both the Convention on Biodiversity and the Convention on Climatic Changes, which were signed by many countries, including Canada, recognize the key role that forests play in the attainment of these objectives.

Furthermore, Agenda 21 sets out the role of forestry in preserving ecosystems and its contribution to solving the major problems that nations are facing. Forests are a natural resource that can provide considerable contributions to the economy of developing nations. and if they are managed in a sustained fashion, they can help alleviate poverty.

La préoccupation mondiale croissante pour le déboisement des forêts tropicales, la conservation de la biodiversité et le réchauffement du climat ont propulsé la foresterie parmi les priorités des forestry onto the political agendas of many nations. agendas politiques des nations.

Par contre, le débat sur le commerce international des bois, l'aménagement soutenu des forêts et la conservation ont également fait ressortir la diversité des vues, des aspirations et des intérêts des acteurs.

On peut facilement comprendre que le débat s'est rapidement polarisé entre les pays du Nord, protagonistes de l'exploitation, et ceux du Sud. Cette polarisation du débat a souvent entraîné un gaspillage de ressources humaines et financières, des discussions stériles et, finalement, une paralysie de l'action.

Sur la scène mondiale, le Canada a joué un rôle de premier plan dans la recherche d'une solution de compromis. Il s'est fait un chef de file dans les tentatives pour conjuguer harmonieusement les impératifs de la conservation avec ceux de la production.

Un autre point de vue sur lequel nous voulons insister, c'est le developpement d'une approche globale à l'intervention. Lorsque l'on pense à la dimension internationale de la foresterie canadienne, certains éléments viennent rapidement à l'esprit, tels l'exportation des produits forestiers, la perception du Canada comme un pays aux vastes forêts, les projets d'aide au développement réalisés dans ce secteur, ainsi que, plus récemment, la perception de nos pratiques d'exploitation de la ressource.

Même si, à prime abord, ces éléments paraissent indépendants les uns des autres et parfois contradictoires, par exemple en opposant commerce et aide au développement, ceux-ci représentent des facettes d'une même réalité.

De l'avis de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, il est évident qu'il manque une politique globale pour faciliter une meilleure harmonisation entre le commerce et l'aide internationale et pour fournir des outils afin d'accroître l'efficacité et assurer la durabilité de la foresterie, tant sur le plan national que sur le plan international.

De façon générale, les ingénieurs forestiers du Québec recommandent une politique étrangère plus intégrée, comprenant notamment une promotion plus efficace des produits forestiers canadiens, une défense plus rigoureuse contre les barrières tarifaires, des ententes de réciprocité avec les pays importateurs de produits forestiers canadiens quant à la certification des pratiques d'aménagement durable de la forêt, et un renforcement de l'information auprès du personnel dans les délégations commerciales canadiennes afin de les mettre au fait de l'évolution des forest management in the various regions of Canada. méthodes actuelles et futures d'aménagement des forêts des diverses régions canadiennes.

[Traduction]

Growing global concern about deforestation of tropical forests, preservation of biodiversity and global warming have pushed

On the other hand, the debate on international lumber trade, sustained management of forests and preservation have also served to illustrate that the various stakeholders have diverging views, aspirations and interests.

It is easy to see why this debate rapidly became polarized between the countries of the North, which are in favour of harvesting, and the countries of the South. This polarized debate has wasted human and financial resources, led to unproductive discussions and finally, to inertia.

Canada has played a leading role on the world stage to help find a compromise. It has led various attempts to reconcile preservation with production.

We would also like to stress the development of a global approach to intervention. Certain issues quickly come to mind when we think about the international dimension of Canadian forestry, such as the export of forestry products, the perception that Canada is a country with vast forests, development assistance projects carried out in this sector, as well as, more recently, the perception of our logging practices.

Even though at first glance these issues appear to be separate from one another, and occasionally in opposition-for instance, some people set trade against development assistance—they are actually different facets of the same reality.

The Ordre des ingénieurs forestiers du Québec believes that there is no comprehensive policy, either nationally or internationally, to improve harmonization of trade and international systems and to supply the tools needed to improve effectiveness and ensure sustainable forestry.

In general, the professional foresters of Quebec recommend a more integrated foreign policy, particularly one that would include more effective promotion of Canadian forestry products, a stronger defence against tarif barriers, reciprocity agreements with countries that import Canadian forestry products regarding certification of sustainable forest management practices, and better information for the staff of Canadian trade delegations so that they are brought up to date on changes in current and future methods of

1720

plus directement reliée à la foresterie d'individus ont développé et mis en valeur leurs compétences developed and enhanced their skills mostly through bilateral

Speaking more directly about international forestry, I should bon nombre de firmes de consultants et point out that many individuals and consulting firms have grâce notamment à la mise en oeuvre de projets bilatéraux projects that are carried out for the most part within the

industrielle de l'ACDI, qui mise sur le partenariat Nord-Sud, constitue également un levier dont la pertinence est à souligner. Ces programmes doivent être poursuivis, et les ressources humaines spécialisées en foresterie doivent être augmentées en nombre et en poids afin d'établir des liens avec les secteurs connexes comme l'agriculture, l'énergie et l'environnement.

Par ailleurs, il est également important de considérer les organisations multilatérales, les gouvernements nationaux, le secteur privé et celui des organismes non gouvernementaux comme autant d'interfaces pour assurer une participation durable à l'étranger. Les mêmes individus et compagnies dont l'ACDI a souvent été le tremplin sur la scène internationale atteignent des taux de succès variables en transigeant avec ces dernières organisations lorsque vient le moment de consolider leurs assises.

À cet égard, il existe un sentiment assez répandu que nous pourrions et serions en droit d'accroître notre part du marché, sur lequel nous sommes sous-représentés. Il est reconnu que l'engagement des ressources financières canadiennes est de beaucoup supérieur aux sommes recouvrées. L'Ordre des ingénieurs forestiers croit qu'il serait souhaitable que des agents du gouvernement canadien à l'étranger informent les consultants canadiens dès l'étape d'identification de tout projet forestier financé par les fonds multilatéraux.

Également, l'élimination de certains dichotomies apparentes, comme ACDI versus Affaires étrangères ou ACDI bilatérale versus ACDI coopération industrielle, enlèverait certains obstacles internes. Ce sont des exemples.

M. Szaraz vous présentera quelques recommandations.

M. Gérard Szaraz (directeur des projets internationaux, Ordre des ingénieurs forestiers du Québec): J'aimerais faire un résumé en mettant l'accent sur quelques recommandations qui pourraient aussi s'inscrire dans la présentation de M. Nordin.

Premièrement, un constat de la situation: Il est important de reconnaître la contribution de la forêt dans les considérations environnementales et l'atteinte des objectifs du développement durable, la capacité du milieu forestier à fournir des produits, des biens et des services de ce milieu et, indirectement, la contribution essentielle des forêts à la conservation des sols et de l'eau. Tout ceci est important pour le bien-être et le mieux-être des populations.

Nous reconnaissons également la faiblesse du secteur forestier des pays en développement, souvent laissés pour compte ou soumis à des pressions qui rendent pratiquement impossible l'application du principe du développement durable et, donc, le besoin d'assistance pour contrer ces pressions.

Finalement, il est important de souligner à prime abord la qualité, la diversité et la profondeur de l'expertise canadienne, qui est mondialement reconnue dans le secteur, et le rôle de chef de file que le Canada peut jouer.

L'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec recommandeclairement l'engagement du Canada à la poursuite de l'objectif specify Canada's commitment to pursue the objective of

[Translation]

canalisés en grande partie via l'ACDI. Le programme de coopération framework of CIDA: CIDA's Industrial Cooperation Program, which encourages north-south partnerships, has also been a useful tool. These programs should be pursued, and the number of forestry experts should be increased in order to establish ties with related sectors such as agriculture, energy and the environment.

> Furthermore, it is also important to think of multilateral organizations, national governments, the private sector and the non governmental organizations as additional interfaces that can ensure sustainable participation overseas. The same individuals and companies which often used CIDA as a springboard to get onto the international scene have varying amounts of success when dealing with these organizations to gain a better stronghold.

> In this regard, there is a rather widespread feeling that we can and should increase our share of the market, in which we are under-represented. People recognize that Canada has committed financial resources that are far greater than the sums actually recovered. Our association believes that Canadian government officials overseas should inform Canadian consultants about all forestry projects that are funded multilaterally as soon as these projects have been identified.

> Furthermore, eliminating certain obvious dichotomies, such as CIDA versus Foreign Affairs or CIDA's bilateral programs versus CIDA's Industrial Cooperation Program, would do away with certain internal obstacles. These are some examples.

Mr. Szaraz will provide you with a few recommendations.

Mr. Gérard Szaraz (Director, International Projects, Ordre des Ingénieurs Forestiers du Québec): I would like to sum up by making a few recommendations which could also have been placed in Mr. Nordin's presentation.

First of all, a statement of fact: it is important to recognize the contribution that forests make in terms of environmental considerations and attaining sustainable development objectives, the capacity of the forestry industry to provide products, goods and services in that sphere, and, indirectly, the essential contribution that forests make to soil and water conservation. All of this is important for the welfare and well-being of populations.

We also recognize the weakness of the forestry sector in developing countries, which is often overlooked or subject to pressures that make it almost impossible to apply the principle of sustainable development. Consequently, assistance needs to be provided to offset these pressures.

Finally, it is important to stress the quality, diversity and depth of Canadian expertise, which is recognized world-wide in the industry, as well as the leading role that Canada can play.

The Ordre des ingénieurs forestiers du ie vais simplement souligner les points les points importants— recommends—I'm just going to stress the most important que la politique canadienne d'aide au développement spécifie points-that Canada's development assistance policy clearly

du développement durable et la recherche d'un équilibre entre les sustainable development and to strike a balance between conservaaspects de l'utilisation des ressources naturelles et de leur conservation. Donc, il s'agit de développer des institutions et des mécanismes pour inciter le secteur forestier à contribuer plus pleinement au développement et à la conservation.

Il recommande que, dans sa politique d'aide au développement, le Canada privilégie le partenariat, le dialogue et la participation de tous les acteurs à l'élaboration et à la mise en oeuvre de politiques et de programmes d'action, notamment et particulièrement les populations qui vivent en forêt ou en périphérie. On parle de 500 millions d'habitants.

Finalement, il recommande que la politique d'aide au développement du Canada privilégie des actions mieux ciblées, en concentrant mieux les efforts, et une vision à plus long terme, de 10 à 15 ans, notamment pour les projets qui ont une composante sociale, de façon à assurer un impact réel durable.

Je vous remercie.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Szaraz.

Mr. Jackson, we missed you yesterday, sir. I understand your plane came in late, so we rescheduled. You're not part of the forestry group. Nevertheless, I understand that you have some comments to make.

Mr. Edward T. Jackson (President, E.T. Jackson and Associates Ltd): I'd like to talk about seeing the forest and not the

You don't know, Mr. Chairman, how glad I am to be here. Two days ago on my way from Thailand there was a loud noise in the plane and I saw a flash of light. Perhaps it was a conversion to the Liberal Party, I'm not sure.

Some hon. members: Oh, oh!

Mr. Jackson: Actually, the plane was hit by lightning, so I'm very pleased to be here in more than one way.

• 1725

I've been involved in international development for about 20 years, first as a student, then as an NGO worker, as a consultant to CIDA for the last 10 years, and now also as a university professor.

I'd like to start my presentation by telling you what my mother thinks about all this, because she is a source of some wisdom to me. I've been travelling to many countries for many years and coming back and talking with my mother. She is not interested in what report I wrote, or what was the design of the project, or who was executing this project. For example, I would come back from Ghana in the north, where Canada has done a lot of water projects in a very poor area. She would not ask how the trip was or anything like that, or what did I eat. She'd say "Are those women actually using those pumps?" I'd say "Don't you want to know anything else?" She'd say "Not really, because that's really what I care about.'

[Traduction]

tion of natural resources and the use of these resources. So institutions and mechanisms have to be developed to encourage the forestry sector to make a greater contribution to development and conservation.

We recommend that Canada's development assistance policy stress partnership, dialogue and the participation of all stakeholders in the development and implementation of policies and programs, particularly those people who live in forests or adjacent to forests. These populations total some 500 million people.

Finally, we recommend that Canada's development assistance policy favour more targeted measures, by concentrating efforts better, as well as a more long term vision, within a 10 to 15 year time frame, particularly for projects that have a social component, so as to ensure that they have a true, sustainable impact.

Thank you.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Szaraz.

Monsieur Jackson, vous n'étiez pas avec nous hier. Je crois comprendre que votre avion est rentré tard, alors nous avons changé l'heure prévue. Vous ne faites pas partie du groupe intéressé aux forêts. Cependant, je crois comprendre que vous avez quelques remarques pour nous.

M. Edward T. Jackson (président, E.T. Jackson & Associés Ltée): Je ne voudrais pas que les arbres nous empêchent de voir la

Monsieur le président, vous ne pouvez pas imaginer combien je suis content d'être ici. Il y a deux jours, je revenais de la Thaïlande en avion, et tout d'un coup il y a eu un bruit très fort dans l'avion et j'ai vu un éclair. C'était peut-être une conversion au Parti libéral, mais je ne suis pas certain.

Des voix: Oh. oh!

M. Jackson: En effet, l'avion a été foudroyée, je suis très content d'être ici à bien des égards.

Je travaille dans le domaine du développement international depuis une vingtaine d'années. J'y ai commencé comme étudiant, puis comme travailleur auprès d'une ONG, à titre de consultant de l'ACDI pendant les 10 dernières années, et maintenant, à titre de professeur d'université.

Pour commencer mon exposé, permettez-moi de vous dire ce que ma mère pense de tout cela, puisque je trouve chez elle une certaine sagesse. Depuis de nombreuses années, j'ai voyagé dans bien des pays et, à mon retour, j'en discutais avec ma mère. Elle ne s'intéresse pas au rapport que j'ai rédigé, ni à la conception du projet, ni à son exécutant. Par exemple, je suis un jour revenu du Ghana, dans le nord, où le Canada avait réalisé de nombreux projets d'adduction d'eau dans une région très pauvre. Elle ne m'a pas demandé comment le voyage s'était déroulé, ni ce que j'avais mangé. Elle m'a demandé si les femmes utilisaient vraiment les pompes. Je lui ai répondu: «Tu ne veux rien savoir d'autre?» Et elle: «Pas vraiment, c'est cela qui m'intéresse.»

She's a person of quite modest means. She continues to give to many non-governmental organizations and she cares quite a bit. I think she represents the views of many Canadians and the behaviours of many Canadians, perhaps of her generation but also I think certainly of my own. She's concerned about results.

I guess the basic point I'd like to make today—and I won't take a lot of time—is that the people who care most about results in the foreign aid program are the people who are least involved in the planning and the delivery of the aid program.

Conceive, Mr. Chairman, of our aid system as a series of links in a chain. First we have, at least from a Canadian point of view, the Canadian taxpayer giving money to their favourite organization, Revenue Canada. Then the money is channelled in some byzantine way to CIDA. CIDA then moves the money to our counterpart country government, or in the case of NGOs, through Canadian NGOs to southern NGOs, then to local development agencies and then to the household of people who live in the south. The people who care most about results of course are the Canadian taxpayers, people like you and me, and also the people who live in the households in the south. I am very concerned that both parties at the end of the chain, at both ends, are cut out of the action in planning and in evaluating how the aid program is doing.

I believe you have a short presentation from me. I'd like to amplify a couple of ideas there. I guess my own personal view is that aid is not trade. Aid is something that has to do with democracy and it has something to do with alleviating poverty. It is not trade. We should be very aggressive, as a small country in the world, about trade, whether that's in natural resources, in manufacturing, or in the service businesses. We are a small country. It's a very tough world out there. But that is not aid. That's not why we give our development agency \$2.5 million. It certainly is not why my mother gives it. She expects us to take care of trade issues in another way and so do I, perhaps through foreign affairs trade commissioners and so on.

Our point about aid is that it's about helping other people to promote democracy and helping other people in other countries to alleviate poverty. We have not driven the aid program in many years on the basis of results. I think there is an opportunity here. We don't have as much money as we used to have in tax dollars.

I know you're dealing with this issue, Mr. Chairman. I see it as a real opportunity to restructure the aid program in a results-oriented way. I mean that in a very serious way. You can see in my notes to you that I mean that results should define who gets promoted inside CIDA—our aid officials' career path, which is very dear to them—who gets contracts in the private sector, which is very dear to a lot of us who work in the private sector, and what programs and policies continue to exist.

[Translation]

Même si elle est loin de rouler sur l'or, ma mère continue de faire des dons à de nombreuses organisations non gouvernementales et le sort des autres lui tient à coeur. Elle est un bon exemple de l'opinion et du comportement d'un grand nombre de Canadiens, tant de sa génération que de la mienne. Ce qui l'intéresse, ce sont les résultats.

Ce que j'ai à vous dire aujourd'hui—et je serai bref—c'est que les gens qui s'intéressent le plus aux résultats du programme d'aide étrangère sont ceux qui participent le moins à sa planification et à sa prestation.

Monsieur le président, imaginez notre système d'aide comme une chaîne formée de différents Premièrement, ici au Canada du moins, le contribuable canadien verse des fonds à son organisme préféré, c'est-à-dire Revenu Canada. Puis, l'argent aboutit à l'ACDI après avoir traversé les méandres de l'administration. L'ACDI transfère l'argent au gouvernement du pays visé, ou dans le cas des ONG, aux ONG du Sud par le truchement des ONG canadiennes. Cet argent est ensuite versé aux organismes locaux de développement, puis aux ménages des pays du Sud. Les personnes qui s'intéressent le plus aux résultats ce sont bien sûr les contribuables canadiens, des gens comme vous et moi, et aussi les ménages des pays du Sud. Je m'interroge vivement sur le fait que les deux extrémités de la chaîne sont tenues à l'écart de la planification et de l'évaluation de la prestation du programme d'aide.

Vous avez reçu, je crois, mon bref mémoire. Permettez-moi d'insister sur quelques-unes des idées qu'il contient. À mon avis, l'aide, ce n'est pas du commerce. L'aide est liée à la démocratie et à la lutte contre la pauvreté. Ce n'est pas du commerce. Puisque nous sommes un petit pays, nous devons faire preuve d'un grand dynamisme commercial, que ce soit dans le domaine des ressources naturelles, de la fabrication ou des services. Le Canada est un petit pays et le monde est une véritable jungle. Mais cela n'a rien à voir avec l'aide. Ce n'est pas pour cela que nous donnons à notre organisme de développement 2,5 millions de dollars. En tout cas, ce n'est pas pour cela que ma mère donne ses sous. Tout comme moi, elle s'attend à ce que les questions de commerce soient réglées par d'autres moyens, entre autres par l'entremise des délégués commerciaux des Affaires étrangères.

Pour nous, l'aide consiste à aider les gens d'autres pays à promouvoir la démocratie et à lutter contre la pauvreté. Depuis de nombreuses années, le programme d'aide n'est plus axé sur les résultats. Une nouvelle occasion s'offre maintenant à nous. L'argent des impôts n'est plus aussi abondant que par le passé.

Je sais que vous traitez de ces questions, monsieur le président. J'estime que c'est une bonne occasion de restructurer le programme d'aide en l'axant sur les résultats. Cela devrait être fait de façon très sérieuse. Comme vous pouvez le lire dans mes notes, c'est en fonction des résultats qu'il faudrait décider qui, au sein de l'ACDI, reçoit une promotion—ce qui touche au plan de carrière de nos fonctionnaires de l'aide, et qui leur tient fort à coeur—qui, du secteur privé, obtient un contrat—ce qui touche de près un grand nombre de personnes qui, comme nous, oeuvrent dans le secteur privé—et quels programmes et politiques doivent être maintenus.

How are results defined? Yes, it's very complicated. But it seems to me that there are two basic ways of defining them. One is whether II me semble cependant que cela peut se faire par deux moyens. L'un the quality of life improves and whether incomes improve for poor people where we are doing our projects. That's a tough one to measure, but I have some ideas on how you do that.

• 1730

Does the space and the institutional capacity for democracy increase? We can measure that. This is not a vague matter. This is a matter of people's lives and a matter of institutional skill and capacity. We can assess that,

So I believe that we have to go in a results-oriented direction, that we have to put more influence over the direction of the aid program in the hands of the Canadian tax payers and also southern households.

I should also say that behind my own comments are the observations that the story about the Canadian aid program is not getting out. The paradoxical situation is that the success stories and the good news is not getting out. There have been two decades' worth and hundreds of projects where there have been remarkable successes. Some of them have been very small scale. Some of them have never been replicated and they should have been. But our aid officials, our consultants and our NGOs have not been very good about communicating that to the Canadian public in any other than a self-serving way. The bureaucrats are saying they did a great job. The consultants are saying they want more contracts. The NGOs are saying they want more grants. Well, that's not good enough any more.

I think Canadians, like my mother and myself and others, want a very frank debate about the effectiveness of the aid program. So one of the other ideas that I have proposed to you, and it's a significant idea in terms of the way things are done now, is that evaluations of aid programs and projects be undertaken by somebody other than CIDA management, perhaps the Auditor General. I like a great deal of what he's saving about results orientation and I hope he'll be a really serious voice on that.

The process of evaluation right now-and I've done many of these—is totally captured by the interests of CIDA managers and executives. That's not so bad, except it doesn't really get us to the question of effectiveness and impacts. It gets us to tinkering a little bit, and maintains everybody's self-interest in keeping the programs

You have the resources, Mr. Chairman. You can do some more thinking about this, more than I can. You have some research capacity here to figure this out.

Going back to the issue of democratization, let me say that I see putting more influence and control in the hands of taxpayers in southern households over the way Canada engages in aid is a matter, at least in Canada, of in a sense democratizing the process of managing the aid program. It has occurred to me and perhaps to you that we need something above the executives who run the CIDA program. We have a minister, but that minister is very busy and has the whole world to look after, and au-dessus des gens qui dirigent le programme de l'ACDI. Il y a

[Traduction]

Comment peut-on définir les résultats? Oui, c'est très complexe. consiste à déterminer si les pauvres qui vivent là où nous réalisons nos projets voient leur qualité de vie s'améliorer et leurs revenus augmenter. C'est difficile à mesurer, mais j'ai quelques idées sur la façon dont cela peut se faire.

Sur le plan de la démocratie, est-ce que le climat et la capacité des institutions s'améliorent? Nous pouvons le mesurer, il ne s'agit pas d'une notion vague. Il s'agit de la vie des gens, de la compétence et des ressources des institutions. Tout cela peut être évalué.

Je crois donc que nous devons nous orienter vers les résultats et accorder aux contribuables canadiens et aux ménages du Sud une plus grande possibilité d'influer sur l'orientation du programme d'aide.

Mes observations se fondent également sur le fait qu'on ne sait pas grand-chose du programme d'aide canadien. Paradoxalement, les réussites et les bonnes nouvelles ne sont pas portées à la connaissance du public. Depuis vingt ans, des centaines de projets ont été réalisés et certains ont remporté un succès remarquable. Parmi ces derniers, certains étaient des projets à très petite échelle. Certains auraient dû être répétés et ne l'ont jamais été. Nos fonctionnaires de l'aide, nos expertsconseils et nos ONG n'ont pas été très efficaces pour ce qui est de faire savoir tout cela au public canadien, sauf lorsque cela servait leurs propres intérêts. Les bureaucrates déclarent qu'ils ont fait de l'excellent travail. Les experts-conseils disent qu'ils veulent davantage de contrats. Les ONG réclament davantage de subventions. Eh bien, tout cela ne suffit plus.

Les Canadiens, ma mère, moi-même et bien d'autres. souhaitent une discussion franche sur l'efficacité du programme d'aide. C'est pourquoi je vous ai proposé—il s'agit d'une idée importante quant à la façon dont les choses se font à l'heure actuelle-que l'évaluation des programmes et des projets d'aide soit confiée à un organisme autre que la direction de l'ACDI, peut-être au vérificateur général. J'aime beaucoup ses propos sur le fait d'orienter les programmes sur les résultats et j'espère qu'il défendra sérieusement ce point de vue.

À l'heure actuelle, le processus d'évaluation-et j'ai fait un grand nombre d'évalutions-dépend totalement des intérêts des gestionnaires et des directeurs de l'ACDI. Ce n'est pas si mal, mais cela nous écarte de la question de l'efficacité et des résultats. On apporte des petites retouches ici et là, et tout le monde défend son propre intérêt à ce que le programme soit conservé.

Vous disposez des ressources nécessaires, monsieur le président. Vous pouvez y réfléchir, bien mieux que moi. Vous avez des recherchistes pour comprendre la situation.

Pour revenir à la question de la démocratisation, permettezmoi de dire qu'à mon avis, il faudrait accorder aux contribuables et aux ménages du Sud une plus grande capacité d'influencer et de contrôler la façon dont le Canada travaille dans le domaine de l'aide, au Canada du moins, de façon à démocratiser la gestion du programme d'aide. Il me semble, et peut-être vous semble-t-il aussi, qu'il faut avoir un échelon supplémentaire.

would supplement the minister's responsibility and capacity, and that is a citizen's board above CIDA that in fact would hire and fire those officers and those executives who perhaps are not performing as well as they should.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): We have some questions.

Mr. Jackson: Okay. I have a couple more ideas.

The idea of having a series of advisory committees in countries, which are broad-based in their representation and which will guide our aid officials and give them feedback on the ground, is quite important.

A final idea, and this is more to do with sustainability issues, is that I don't think we need to spend as much money on grants as we have in the past. I think we can do a lot more with loans: for example, micro-enterprise loans for poor people on the ground who are doing things. We can recycle that money, because we know how to get high repayment rates through what I think are quite innovative techniques and progressive techniques.

I hope you'll look at some of these things. I wish you well in writing your report. I understand it's happening very soon, or right now. I'd be pleased to elaborate privately on any of these things, in any detail you want.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Jackson. As a matter of fact, you said many things that many of us have been thinking about. I thank you for your contribution.

I will go to Agrodev first. You had four priorities: sustainable natural resource management, food security, population control, and your last one was education and training, particularly of girls and women.

You're the first witness who has come out explicitly saying that population control should be one of our objectives. As you know, this is a very contentious area, both from the view of the recipients, shall I say, in the countries that are the object of our aid, and of the NGOs in particular. How shall we go about raising the profile of this issue? Education, we've been told, is the key, especially for women and girls. Yet if I take it in the order in which you've put it, it is last. I would have thought you would have put it first. Then from that flows sustainable development, population control and other things. Can you tell me why you put it last? I don't want to be picky or nit-picking.

Ms Turnbull: I think it's a very good point. It may be that the way we mixed issues with possible solutions is part of it.

[Translation]

also trade and many other things. So my concept is something that bien un ministre, mais ce ministre est très occupé, car il doit surveiller le monde, en plus de s'occuper du commerce et de bien d'autres choses. Ce que je propose, c'est un conseil de citoyens dont la position hiérarchique sera supérieure à celle de l'ACDI et dont le rôle serait complémentaire à celui du ministre, sur le plan des fonctions et des compétences. Ce conseil serait chargé d'embaucher les agents et les directeurs et de mettre à pied ceux dont le rendement est inférieur à ce qu'il devrait être.

> Le coprésident (M. Gauthier): Nous avons des questions à vous poser.

> M. Jackson: D'accord. J'ai une ou deux autres idées encore à vous proposer.

> Il y a une idée très importante, celle de mettre en place des séries de comités consultatifs dans les pays, des comités qui représentent l'ensemble des intérêts et qui seront chargés de conseiller nos fonctionnaires de l'aide et de leur fournir des réactions sur place.

> Dernière idée, et qui touche davantage les questions de développement durable. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'accorder autant de subventions que par le passé. Nous pourrions faire davantage au moyen de prêts; par exemple, on pourrait accorder aux pauvres qui réalisent des projets sur place des prêts aux micro-entreprises. Cet argent peut être recyclé puisque nous pouvons maintenant obtenir des taux élevés de remboursement grâce à des techniques très innovatrices et progressistes.

> J'espère que vous étudierez certaines de ces idées. Je vous souhaite bonne chance dans la rédaction de votre rapport. Je crois savoir que vous l'entreprendrez bientôt, si ce n'est déjà fait. Je serai heureux de discuter en tête à tête de toutes ces questions, avec tous les détails que vous souhaitez.

1735

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Jackson. En fait, vous avez dit bien des choses auxquelles un grand nombre d'entre nous avons déjà réfléchi. Merci de votre contribution.

Je vais commencer par Agrodev. Vous avez mentionné quatre objectifs prioritaires: la gestion durable de ressources naturelles, la sécurité alimentaire, le contrôle de la population et, enfin, l'éducation et la formation, surtout pour les femmes et les jeunes filles.

Vous êtes le premier témoin à venir nous dire de façon explicite que le contrôle de la population devrait faire partie de nos objectifs. Comme vous le savez, c'est une question très controversée, tant pour les pays qui reçoivent notre aide que pour les ONGs. Comment pourrait-on accorder davantage d'importance à cette question? On nous a dit que l'éducation est l'élément clé, surtout pour les femmes et les jeunes filles. Et pourtant, si je place les objectifs dans l'ordre où vous les avez mentionnés, c'est au dernier rang. J'aurais pourtant cru que vous l'auriez placé au premier. C'est de là que découle le développement durable, le contrôle de la population, etc. Ce n'est pas que je veuille être difficile ni chercher la petite bête, mais pourriez-vous me dire pourquoi vous placez l'éducation au dernier rang?

Mme Turnbull: Vous soulevez un très bon point. Cela vient peut-être de la façon dont nous avons mélangé les enjeux et les solutions possibles.

We put food security first, probably for obvious reasons. It is linked with the water supply and of course with population control. The population control issue I think is more than just education; it's policy, and it's a way of looking at programming. It is linked to the very essence of development. You will find now that the international financing institutions are developing a population policy, and they are now forming divisions aimed at population issues.

As to the solutions that come out of that population control, you are correct: one of the major solutions is through education of women, because as women become more educated it is more likely that they either delay childbirth or that they choose not to have children. And the longer you educate a girl, as I say, the fewer years she might have to be able to give birth to children, particularly in the country where we worked, Pakistan,

This has been a major issue in Pakistan and in Bangladesh as well. where of course religion plays a strong role. It's matching religious premises with educational values. I think rather than try to go after it from the religious point of view, which is a total non-starter, we should go after it in a more positive way through education programs.

Mr. Volpe: Mr. Chairman, this has been a different type of presentation, inasmuch as we have people who have been in the field and are asking for a different type of development assistance, or at least policy direction, in that they're looking for management of natural resources on an international scale rather than on a piecemeal basis. I found the concept quite engaging.

I really don't have much by way of questions for those who represent the forestry sector, other than simply to say that you've been at least as vigorous as those who would oppose your views, and not having them present to present a different position, I don't think I'll take up the challenge of being their advocate. However, I want to reserve judgment until I read some of your material a little bit more. Rather than be flip, I might ask on a lighter note, how many trees would this material cost?

Mr. Nordin: It's all recycled material, and it didn't cost any trees at all.

Mr. Volpe: But it had to at one point. I know one of the premier private printers in Canada has a policy of planting a tree every time they use up enough paper to consume one. I compliment them, and I'm assuming that you're doing the same kind of work, judging by your recommendations.

Of course we'had an opportunity to speak last night to Madam Tumbull. Some of the issues were raised, I think, in a different context, so I really didn't have much to add there.

Mr. Jackson I think has come closest to giving a condemnation of our system of aid in the last little while. I don't know whether you've heard, but we've had 78 sittings of this committee or panel thereof, so we've heard a fairly broad range of views. I think this is the first time that someone has come forward and said... I thought I had it noted down. I don't want to put words into your mouth; they are already here n'avez pas tenus; ils sont déjà là sur papier. Vous vous montrez on paper. You're very harsh toward CIDA. I think that's très dur à l'égard de l'ACDI, mais vous atténuez cette attitude

[Traduction]

Nous plaçons la sécurité alimentaire au premier rang, sans pour des raisons évidentes. C'est l'approvisionnement en eau et, bien sûr, au contrôle des naissances. Le contrôle des naissances n'est pas simplement une question d'éducation; c'est une question de politique et de façon de formuler les programmes. Cette question est liée à l'essence même du développement. Vous constaterez que les institutions de crédit internationales développent maintenant une politique des naissances et qu'elles sont en train de former des divisions destinées à traiter les questions démographiques.

Quant aux solutions pour le contrôle des naissances, vous avez raison: l'une des principales solutions consiste à éduquer les femmes, parce que plus les femmes sont instruites, plus il est probable qu'elles attendront avant d'avoir des enfants ou qu'elles choisiront de ne pas en avoir. Comme je dis toujours, plus longtemps on garde une fille à l'école, moins il lui reste d'années pour avoir des enfants, surtout dans le pays où nous travaillons, le Pakistan.

Ce problème a été très important au Pakistan et au Bangladesh. pays où la religion joue un rôle considérable. Il s'agit de faire correspondre les principes de la religion aux valeurs de l'éducation. Plutôt que d'aborder la question du point de vue de la religion, ce qui ne mène strictement à rien, nous devrions le faire de façon plus positive, par le truchement des programmes d'enseignement.

M. Volpe: Monsieur le président, voilà un témoignage bien différent des autres, dans la mesure où nos témoins ont travaillé sur place et réclament un type différent d'aide au développement, ou du moins une orientation politique, puisqu'ils souhaitent que les ressources naturelles soient gérées à l'échelle internationale plutôt que locale. Je trouve l'idée très intéressante.

Je n'ai pas vraiment de question à poser aux représentants du secteur forestier. Je dirai simplement qu'ils se sont montrés au moins aussi vigoureux que les gens qui défendent l'opinion contraire, et puisque ces derniers ne sont pas là pour faire valoir leur point de vue, je ne tiens pas à le faire à leur place. Je préfère attendre d'avoir lu vos documents de façon plus approfondie. Permettez-moi de vous demander plutôt, un peu à la blague, combien il a fallu d'arbres pour produire ce document?

M. Nordin: Il est entièrement imprimé sur papier recyclé et n'a ainsi entraîné la mort d'aucun arbre.

M. Volpe: Mais il a bien fallu en abattre à un moment donné. Je sais que l'un des principaux imprimeurs du secteur privé au Canada a pour politique de planter un arbre à chaque fois qu'il en consomme l'équivalent d'un, en papier. Je l'en félicite et je suppose que vous faites la même chose, d'après vos observations.

Bien sûr, nous avons eu hier soir l'occasion de parler à Mme Tumbull. On a soulevé certaines questions dans un contexte différent, je crois, et je n'ai pas eu vraiment grand chose à ajouter.

M. Jackson est sans doute celui qui, récemment est venu tout près de condamner notre système d'aide. Au cas où vous ne le sauriez pas, notre comité a tenu 78 séances et nous avons donc entendu une gamme assez complète d'opinions. C'est la première fois que quelqu'un vient nous dire... Je croyais l'avoir noté. Je ne veux pas vous attribuer des propos que vous

accountability system that is not necessarily unique, but at least it's

I'm wondering whether you think that would in fact be workable, given the types of projects that are funded through CIDA. For example, the one by Madam Turnbull and Mr. Lucas is a little different from the norm. There were NGOs here who gave us a more traditional view of the kinds of funding that would have to take place. I'm wondering whether your proposal is workable, in both contexts.

Mr. Jackson: I think we're a little bit like the U.S. rust belt in the north, in the early 1980s. As an industry, we have to restructure in a very fundamental way. In respect to NGOs-some of my best friends are NGO leaders—there is a lot of stagnant—

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Your best friends were.

Mr. Jackson: My best friends also used to be at CIDA, until today, and so did my ability to earn a living. I guess I just feel strongly that somebody has to say something quite clearly on these things, even if it's only part of the story.

It's a complicated matter to assess progress, performance, and results in some of these programs and projects. I don't disagree with that, I guess I would say that there are a couple of principles though. Do these programs and projects advance the interests and the real quality of life of particular groups of people?

One thing that I didn't say and I should have is that micro matters. What I mean by that is that local projects, grassroots projects, matter. In themselves they're small and they don't make a lot of impact. They make impact once we know how they work. In my teaching I use a book by Dennis Rondinelli called Development Projects as Policy Experiments. It's the grassroots, local-level projects that have to be worked on to get policy right at the macro-level. I think while we're doing microprojects and tracking policy innovations and so on, we track what the real impacts are on livelihoods—community forestry projects, model forestry, community fisheries. My biases would certainly be in that direction. It's not that you don't do policy, but you test it at a micro-level and then elevate it to the national level.

Mr. Volpe: I wouldn't want you or anybody else to try to quantify the answer to a question that was posed to a previous presenter-and I don't know whether any of you were here. Just a short while ago one of them said, and I paraphrase, that essentially development aid has become an industry without results, but its main purpose is self-sustainment. As I say, I don't want you to quantify that, but I'm tempted to ask you to what extent you agree with that.

[Translation]

mitigated by the fact that you propose a monitoring system or an en proposant la mise en place d'un système de surveillance ou de responsabilisation qui n'est peut-être pas unique en son genre, mais qui sera là néanmoins.

> Croyez-vous que ce serait possible, compte tenu des types de projets financés par le truchement de l'ACDI? Par exemple, le projet de Mme Turnbull et de M. Lucas s'écarte légèrement de la norme. Certaines ONG ont exprimé dans leur témoignage un point de vue plus traditionnel quant aux types de financement qui devraient être faits. Je me demande si votre proposition pourrait s'appliquer dans les deux contextes.

> M. Jackson: La situation est un peu la même que celle qui prévalait dans le «rust belt» du nord des États-Unis, au début des années quatre-vingt. Notre secteur doit être restructuré en profondeur. Pour ce qui est des ONG-je compte parmi mes meilleurs amis des chefs d'ONG-il y a beaucoup de stagnation. . .

Le coprésident (M. Gauthier): Il faudrait dire: «Je comptais parmis mes meilleurs amis.»

M. Jackson: Jusqu'aujourd'hui, j'avais aussi d'excellents amis à l'ACDI et c'est là également que j'étais à même de gagner ma vie. Je suis seulement convaincu que quelqu'un devrait dire clairement ce qui en est de ces choses-là, même si le tableau n'est pas nécessairement complet.

Il est très difficile d'évaluer les progrès, le rendement et les résultats réalisés grâce à certains de ces programmes et projets. Je suis d'accord là-dessus. Il existe cependant un ou deux principes. On peut se demander si les programmes et les projets font progresser les intérêts et la qualité de vie réelle des groupes visés.

J'ai omis de dire que les micro-projets sont importants. J'entends par là les projets locaux, les projets de la base. Ce sont des projets à petite échelle qui n'ont pas nécessairement de gros effets; ils ont par contre des répercussions une fois qu'on en connaît le fonctionnement. Dans mes cours, je me sers d'un livre de Dennis Rondinelli intitulé «Development Projects as Policy Experiments». C'est au niveau des projets de base, des projets locaux qu'il faut travailler pour mettre en place une bonne politique macroéconomique. Lorsqu'on réalise des microprojets, qu'on suit les innovations de politique, etc., on découvre les conséquences réelles sur les moyens d'existence: projets d'exploitation forestière communautaires, foresterie modèle, pêches communautaires. C'est certes là l'orientation que je préfère. Cela ne signifie pas qu'il faille laisser la politique de côté; il s'agit plutôt de la vérifier à l'aide de micro-projets puis de l'adapter ensuite à l'échelle nationale.

M. Volpe: Loin de moi l'idée de vous demander, pas plus qu'à quelqu'un d'autre, de quantifier la question posée tout à l'heure à un autre témoin—et j'ignore si vous étiez même dans la salle. Tout à l'heure, l'un des témoins a déclaré, et je paraphrase, que l'aide au développement était devenue une industrie stérile dont le principal objectif était de justifier sa propre existence. Comme je l'ai dit, je ne vous demande pas de quantifier cela, mais je suis néanmoins tenté de vous demander dans quelle mesure souscrivez à cette opinion.

Mr. Jackson: I personally tend to think we have gone too far in that direction. I don't think it means that everything that is done by the industry, if you will, is useless or doesn't have social and policy utility. One of the points I was trying to make is that there is a lot that is good, but people are very unskilled in how to communicate what works and where the successes are.

I think we are spending a lot of time and energy maintaining our own institutions for the sake of doing that, and not being pushed, not pushing ourselves, not pushing our partners. This also goes for local and national governments we work with, and even local NGOs, in pushing for results.

• 1745

Mr. Lucas: May we comment on the dialogue between Mr. Volpe and Mr. Jackson? We agree with a lot of what Mr. Jackson says. What we need is more focus in our programming. We should be setting our priorities and shortlisting the things that have to be done and making sure they get through to the people. The most successful programs we've had are the ones where we've worked with communities and empowered communities to start taking care of things for themselves. It's amazing. It grows like wildfire once you've started it. You can demonstrate it and then you can replicate it in a region and in a country.

I don't think our aid people are able to get past the bureaucrats on the other side. You're dealing bilaterally. You are dealing with a government agency. In some countries the guys haven't a clue what is really going on there. It's very difficult to get through to what's really needed at the grass roots. We should have more ability for governments to consult on the other side, with the households, as Mr. Jackson says.

I don't think we should throw CIDA away, but what is really lacking with CIDA is a policy framework within which it can work. I don't think, as bureaucrats, they can set their own policies. They need to have you people, and the government and their minister, helping to set that policy. We're trying to do too many things in too many places, and it's losing focus.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): You're repeating what the Auditor General said to us in his report last February or March; and I think some of us agree with that.

M. Paré: Je ne veux pas nécessairement prendre la défense de Greenpeace. Cependant, j'aurais une question à poser. J'aimerais que M. Nordin ou les représentants de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec fassent le parallèle entre ce qui est permis comme coupe à blanc dans les pays scandinaves, par exemple, et ce qui est permis au Canada. La réponse nous expliquera peut-être pourquoi Greenpeace travaille.

M. Morasse: La coupe à blanc est un sujet plutôt tabou, faut-il dire. Certains prétendent qu'il ne se fait pas de coupes à blanc en Scandinavie. Toutes les coupes faites en Scandinavie sont des coupes à blanc. Évidemment, il y a une question de course, there is the issue of land area and of adapting these

[Traduction]

M. Jackson: Pour ma part, j'estime que nous sommes allés trop loin dans ce sens. Cela ne signifie pas que tout ce que fait cette industrie, pour utiliser ce terme, soit inutile ou sans effets sur le plan social et politique. Comme je l'ai dit, il y a beaucoup de bonnes choses qui se font, mais les gens ne savent pas très bien comment faire part de ce qui fonctionne et des réussites.

Nous investissons beaucoup de temps et d'énergie à défendre le maintien de nos institutions pour elles-mêmes, au lieu d'aller de l'avant, de nous dépasser et de presser nos partenaires de faire davantage. Cela s'applique également aux gouvernements locaux et nationaux auprès desquels nous travaillons, et même aux ONG locales, pour en obtenir des résultats.

M. Lucas: Puis-je faire une observation au sujet de la discussion qui a eu lieu entre M. Volpe et M. Jackson? Nous approuvons une grande partie de ce que dit M. Jackson. Ce qu'il nous faut, ce sont des programmes plus ciblés. Il faudrait définir nos priorités, établir la liste des choses à faire et nous assurer d'atteindre notre clientèle. Nos programmes les plus fructueux sont ceux où nous avons travaillé avec la population locale et avons donné aux gens les moyens de prendre les choses en main. C'est incroyable. Une fois le processus enclenché, il se propage comme une trainée de poudre. Une fois que la démonstration en est faite, ces programmes peuvent être répétés dans une autre région ou dans un autre pays.

Je ne crois pas que nos préposés à l'aide soient en mesure de passer outre aux bureaucrates de l'autre côté. On travaille de façon bilatérale, avec un organisme gouvernemental. Dans certains pays, les travailleurs n'ont pas la moindre idée de ce qui se passe et il est donc très difficile de savoir de quoi la population a vraiment besoin. Les gouvernements devraient avoir davantage la capacité de consulter les bénéficiaires, les ménages, pour reprendre l'expression de M. Jackson.

Je ne crois pas qu'il faille se débarrasser de l'ACDI, mais ce qui manque à cet organisme, en fait, c'est une politique cadre. Je ne pense pas que l'ACDI, en tant que bureaucratie, puisse adopter ses propres politiques. Pour cela, elle a besoin de vous, du gouvernement et de ses ministres. Nous essayons de faire trop de choses à trop d'endroits à la fois et nous nous éparpillons.

Le coprésident (M. Gauthier): Vous répétez ce que le Vérificateur général nous a dit dans son rapport de février ou mars dernier: certains d'entre nous sommes d'accord sur cela.

Mr. Paré: I don't necessarily want to defend Greenpeace, but I'd like to ask a question. I would like Mr. Nordin or the witnesses from the Ordre des ingénieurs forestiers du Québec to compare what is allowed in terms of clear-cutting in Scandinavian countries, for instance, with what is allowed in Canada. The answer to that question might explain why Greenpeace is working on this issue.

Mr. Morasse: I have to say that clear-cutting is a rather taboo issue. Some people claim that there is no clear-cutting in Scandinavia. There, all harvesting is done by clear-cutting. Of

régional. Au Canada, il y a quelques années, les coupes étaient probablement trop grandes. On a probablement fait des coupes abusives. Cependant, au cours des dernières années, une série de mesures ont été prises afin qu'on ait des pratiques sylvicoles qui collent aux réalités régionales et locales de chacun des peuplements forestiers.

En passant, le Ouébec vient d'adopter une stratégie de protection des forêts qui va dans ce sens. Au Canada, chacune des provinces tend à adopter des pratiques beaucoup plus soucieuses de l'environnement, avec des préoccupations d'habitat faunique, de protection de l'eau, de protection des paysages forestiers et ainsi de suite. On ne peut pas comparer les pays sans tenir compte du contexte des peuplements forestiers qu'on y retrouve et des considérations biophysiques de chacun des milieux.

Non, on ne peut pas comparer comme cela bêtement.

M. Paré: Un dernier petit commentaire. On m'a dit à un moment donné que dans les pays scandinaves — je ne sais pas si c'est en Suède ou en Norvège—, on autorisait la coupe à blanc sur des surfaces de cinq hectares au maximum, alors qu'ici, du moins au Québec, c'est de l'ordre d'au-delà de 200 hectares.

M. Morasse: Il y a des coupes de 50, 80 et 100 hectares. On procède beaucoup par reboisement. Si on reboise une année donnée, on repasse 60 ans plus tard. Si on a reboisé 100 hectares d'un coup, on va couper 100 hectares. Telle est la logique du traitement.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci, monsieur Paré. Sénateur Hébert.

Le sénateur Hébert: J'ai une seule petite question qui est à moitié une réflexion.

Of course I agree CIDA could be or should be better. But the CBC should be better, and Canada should be better, and I should be better.

Mr. Volpe: No.

Senator Hébert: Well, forget the last one.

What I don't understand is what you are suggesting in your brief. How can we imagine that a prime minister, even the best prime minister possible, would choose people who could find some kind of board and that these citizens would hire and fire people in CIDA and in Zaire and in Colombia, all over the place? That sounds a bit difficult for me to understand. Maybe it's because I should be better.

• 1750

Mr. Jackson: I think we all should be better. We are spending \$2.5 billion, and if we can't do better than what we're doing now. . . We are doing some good things. That's not good enough.

On the specific issue, you mentioned the CBC. We have in that case, although formally it's a crown corporation, a board.

Senator Hébert: Yes, and it doesn't seem to show a lack of. . .

[Translation]

superficie et une question d'adaptation de ces pratiques au contexte practices to regional contexts. In Canada, some years ago, clear-cutting was probably extensively. But in the last few years, a series of measures have been taken in order to bring forestry practices into line with the regional and local realities of each forest stand.

> By the way, the province of Quebec has just adopted a forest protection strategy that goes along those lines. In Canada, there is a tendency for each province to adopt practices that are a more environment friendly, with concerns for wildlife habitat, water and forest landscape protection, and so on. It is impossible to compare between countries without taking into account the type of forest stands and the biophysical considerations of each of their

I don't think it can be compared like that, out of the blue.

Mr. Paré: A last brief comment, if I may. I was told at some point that in Scandinavia-I don't remember if it was Sweden or Norway—clear cutting was allowed on areas of up to five hectares, while here, in Quebec at least, this area can extend beyond 200 hectares.

Mr. Morasse: There are cuttings of 50, 80 and 100 hectares. A lot is done through reforestation. If trees are planted in a given year, they are cut 60 years later. If 100 hectares have been reforested, the same area will be cut. That's how it works.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you, Mr. Paré. Senator Hébert.

Senator Hébert: I only have one brief question that is partly a comment.

Je suis bien sûr d'accord sur le fait que l'ACDI devrait s'améliorer. Mais on pourrait en dire autant de la SRC, du Canada et de moi-même.

M. Volpe: Non.

Le sénateur Hébert: Eh bien, excluez-moi de la liste.

Je ne comprends pas ce que vous proposez dans votre mémoire. Comment peut-on imaginer qu'un premier ministre, même le meilleur au monde, puisse choisir des gens pour composer un conseil de citoyens chargé d'embaucher et de mettre à pied les fonctionnaires de l'ACDI, ici, au Zaïre, en Colombie et partout ailleurs? Je trouve cela un peu difficile à comprendre. Peut-être est-ce dû au fait que je devrais moi aussi m'améliorer.

M. Jackson: À mon avis, nous devrions tous nous améliorer. Nous dépensons 2,5 milliards de dollars et si nous voulons améliorer notre prestation. . . Nous faisons de bonnes choses, mais ce n'est pas suffisant.

À ce sujet, vous avez mentionné la SRC. Même s'il s'agit officiellement d'une société d'État, elles est néanmoins dotée d'un conseil.

Le sénateur Hébert: Oui, et elle ne semble pas montrer un manque de...

Mr. Jackson: Okay. But what I'm saying is that we can't do any worse than what we are doing now. We need to try something.

I will put it back to this committee. You have the resources. You do some more thinking about it. The principle is that we have to have some more citizen control over this aid business. Maybe there's a better way to do it. You figure it out. You're on the committee.

My one idea to get the discussion going is that perhaps we need a board of citizens. Maybe there's a way to elect them. Maybe there's a sort of constituent assembly or something that you could do. That's your job. You figure out what works. That's the research staff's job.

What I'm saying, and I don't have a lot of time to figure this one out for you, is that we have to have more citizen involvement in this aid program, because citizens will drive the discussion about results.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I would think also that your point about evaluation is an important one. I really hook onto that one, because that's some kind of preference of mine. I think we should evaluate our programs much better. I think a lot of these NGOs are protecting their own turf. They are not very self-criticizing about their own projects and sometimes need to be told that perfection is not what they are seeking or reaching all the time. Sometimes an Auditor General or maybe an independent body can come in and evaluate that program and tell them that they're not reaching the objectives, they're not spending the money, and they're not getting value for money spent there. Maybe in times of scarcity this is about the best method of solving the issue of efficiencies and effectiveness.

I take your point seriously. I support most of that idea of evaluation. I think it's a good idea.

Mr. Nordin, with regard to the question of forestry, I have one question. We were in Newfoundland sometime in June. The fisheries issue in Newfoundland is uppermost in most people's minds. We were told that we needed to build up friendships with other countries to get international action, to get international cooperation and international attention to the issues of overfishing and some of the issues that are plaguing our fishing industry. In the present mode of thinking, we need international support for the convention that we want to sign in terms of preserving our forests and getting our sustainable development policies in place.

In your brief, are you supportive of this issue that we should use some of our friends' support on some of those issues, in order to gather support for the international agreements that are required in terms of sustainable resource replacements and all that question? Am I clear?

Mr. Nordin: Very clear, Mr. Chairman. There's no question about that sort of support. I spend a fair amount of time in the brief on the significance and importance of international forestry conventions. I keep talking about getting a level playing field. That level playing field will only come if we do become successful; and we must become successful in international conventions.

[Traduction]

M. Jackson: D'accord. Ce que je dis, c'est que l'on saurait difficilement faire pire que maintenant. Il faut essayer quelque chose d'autre.

Permettez-moi de le répéter. Vous avez les ressources nécessaires, réfléchissez-y. Le principe que je défends, veut que les citoyens aient plus de voix au chapitre de l'aide. Peut-être y a-t-il un meilleur moyen d'y arriver. Trouvez-le. Vous êtes membre du comité.

L'idée que je propose, pour entretenir la discussion, c'est qu'il nous faut peut-être un conseil de citoyens. Peut-être est-il possible de les élire. Ce pourrait être une sorte d'assemblée constituante ou autre chose. C'est votre travail. Trouvez une solution efficace. C'est aussi le travail de vos recherchistes.

Ce que je dis, et je n'ai pas beaucoup de temps pour vous exposer tout cela, c'est qu'il faut que les citoyens participent davantage à ce programme d'aide, puisqu'ils axeront la discussion sur les résultats.

Le coprésident (M. Gauthier): J'estime aussi que ce que vous avez dit au sujet de l'évaluation est important. J'ai vraiment accroché là—dessus, puisque c'est l'un de mes sujets préférés. Nous devrions mieux évaluer nos programmes. À mon avis, un grand nombre de ces ONG protègent leur propre fief. Elles ne se montrent pas critiques à l'égard de leur projets et il est parfois nécessaire de leur rappeler qu'elles ne visent pas toujours à atteindre la perfection. Il faudrait peut—être que le Vérificateur général ou un organisme indépendant évalue le programme et leur dise qu'elles n'atteignent pas les objectifs fixés, qu'elles ne dépensent pas les fonds qui leur sont accordés ou qu'elles n'en ont pas pour leur argent. En période de pénurie, c'est peut—être le meilleur moyen de résoudre les problèmes d'efficiences et d'efficacité.

Je prends votre proposition au sérieux. J'appuie pratiquement toute cette idée d'évaluation. Je trouve qu'elle est bonne.

Monsieur Nordin, j'ai une question à vous poser au sujet de l'exploitation forestière. Nous nous sommes rendus à Terre-Neuve, en juin. Dans cette province, c'est la question de la pêche qui retient l'attention de la plupart des gens. On nous a dit qu'il faut établir des relations d'amitié avec d'autres pays pour que soient prises des mesures internationales, pour obtenir une collaboration à ce niveau et pour que l'attention du monde soit attirée sur les questions de surpêche et sur certains des problèmes qui nuisent à notre secteur des pêches. Dans le mode de penser actuel, il nous faut l'appui du reste du monde à la convention que nous voulons signer afin de protéger nos forêts et de mettre en place nos politiques de développement durable.

Dans votre mémoire, croyez-vous également que nous devrions nous servir du soutien de nos amis à certains de ces problèmes, pour obtenir l'appui qu'il faut aux accords internationaux nécessaires pour remplacer les ressources durables et tout ce qui s'ensuit?

M. Nordin: Très clair, monsieur le président. Il n'y a aucun doute quant à ce type d'appui. J'ai consacré une assez bonne partie du mémoire à l'importance des conventions internationales en matière d'exploitation forestière. Je parle sans cesse de conditions égales pour tous. Nous n'atteindrons cette égalité que si nous réussissons et, pour cela, nous devons réussir au chapitre des conventions internationales.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): I would like to pursue that thought. How do you answer those NGOs that have told us that use of that process is not a good use of aid money? In other words, if we support some African or South American or Asian country because we think they would be friendly to us by supporting international conventions we agree should be signed and approved and supported, they say to us that's not a proper use of aid money and we shouldn't be doing that. Do you agree with that?

[Translation]

Le coprésident (M. Gauthier): Permettez-moi de poursuivre dans cette veine. Que répondez-vous aux ONG selon qui cette façon de procéder est un mauvais usage des fonds destinés à l'aide? Autrement dit, ces ONG estiment que si nous aidons un pays d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'Asie simplement pour entrer dans ses bonnes grâces et obtenir son appui à des conventions internationales que nous voudrions voir signées, nous ferions un mauvais usage de l'argent destiné à l'aide. Êtes-vous d'accord sur cela?

• 1755

Mr. Nordin: Mr. Chairman, not with aid money, no. But in the sense we're talking about in international imperatives that impinge on this country's very welfare, we need to put in much more resources so we can work with the international sector in a leadership way to develop conventions that will give us that level playing field.

Concerning Mr. Paré's question, Mr. Paré, I happen to be of Swedish origin. I know the Swedish situation quite well. Everything my colleague from Quebec said was true. The Swedes will clear—cut right down to the main highway. But they PR their reasons so well that they overcome the severe criticisms that come from clear—cutting.

Here in this country our past record hasn't been that perfect, but we have improved fantastically over the last few years. We have nothing to be ashamed of in this country concerning our forest resource practices.

Let's forget the past. We've made mistakes, but the future looks extremely good. But because of our past, we have to do a first-class job of developing that level playing field.

The Joint Chairman (Mr. Gauthier): Thank you very much, Mr. Lucas and Ms Turnbull. I wish you good luck with Agrodev. Next year I hope you'll win a prize again for one of the best projects for the NGOs.

Mr. Nordin, thank you for your comments and your suggestions.

Mr. Jackson, we take your comments seriously. You've brought us another picture, another view, but I think it's going to be constructive.

Messieurs Morasse et Szaraz, je vous remercie, au nom des Canadiens et Canadiennes, pour votre contribution à ce processus de révision de la politique étrangère.

Je voudrais également dire merci à tous les députés et sénateurs qui ont participé à cet exercice depuis trois jours.

Je voudrais dire merci également à tous ceux qui nous ont aidés dans ce processus. Nous apprécions ce qu'ils ont fait. Il y a les techniciens cachés qui font de la télévision continuellement, les interprètes, nos greffiers, nos recherchistes, notre greffière préférée et tous ceux qui ont contribué à faire fonctionner le Comité depuis trois jours, presque 12 heures par jour.

M. Nordin: Monsieur le président, il ne faut pas utiliser à cette fin l'argent destiné à l'aide. Mais lorsqu'il s'agit d'impératifs internationaux qui touchent au bien-être même de ce pays, j'estime qu'il faut investir davantage de ressources de façon à jouer un rôle de leader auprès du secteur international pour élaborer des conventions qui permettront d'établir des conditions égales pour tous.

Pour répondre à la question de M. Paré, je lui dirai que je suis d'origine suédoise. Je connais très bien la situation en Suède. Tout ce qu'a dit mon collègue du Québec est exact. Les Suédois font des coupes à blanc qui s'étendent jusqu'aux autoroutes principales. Mais ils arrivent a si bien les justifier dans leurs relations publiques qu'ils évitent les graves critiques qui sont généralement faites à ce genre de coupe.

Au Canada, nos antécédents n'ont pas été sans faille, mais nous avons fait des progrès fantastiques au cours des dernières années. La façon dont nous exploitons nos ressources forestières n'a rien de répréhensible.

Oublions le passé. Nous avons fait des erreurs, mais l'avenir semble extrêmement souriant. Mais à cause de notre passé nous devons faire un travail de tout premier ordre pour établir ces conditions égales.

Le coprésident (M. Gauthier): Merci beaucoup, monsieur Lucas et madame Turnbull. Bonne chance avec Agrodev. J'espère que vous remporterez un autre prix l'an prochain pour l'un des meilleurs projets des ONG.

Monsieur Nordin, merci de vos observations et de vos propositions.

Monsieur Jackson, nous prenons vos observations au sérieux. Vous nous avez dressé un autre tableau qui sera, je crois, constructif.

Mr. Morasse and Mr. Szaraz, thank you on behalf of all Canadians for your contribution to this process of foreign policy review.

I would also like to thank all the members and senators who have taken part in this exercise for the last three days.

I would also like to thank all those who helped us in this process. We appreciate their work. They include the hidden television technicians who work without respite, the interpreters, our clerks, our research staff, our favorite clerk and all those who have contributed to the committee's work for the last three days, almost 12 hours a day.

[Traduction]

Merci et bonne soirée. On vous reverra dans les plus brefs délais. Je pense qu'on sera à Toronto les 27, 28, 29 et 30 août.

Thank you and good evening. We will see you shortly. I think we will be in Toronto on August 27, 28, 29 and 30.

La séance est levée.

The meeting is adjourned.



From the Kawartha World Issues Centre:

Linda Slavin, Community Programme Coordinator;

Lauren Baker.

From the Panafrican Movement:

Gilbert Oloko, President.

From Agrodev Canada Inc.:

K.C. Lucas, Chief Executive Officer and President;

Deborah Turnbull, Vice-President (Fisheries and Aquaculture) and General Manager.

From V.J. Nordin & Associates Ltd.:

V.J. Nordin, President.

From l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec:

Magella Morasse, President;

Gérard Szaraz.

From E.T. Jackson and Associates Ltd:

Edward Thomas Jackson, President and Professor at Carleton University.

De Kawartha World Issues Centre:

Linda Slavin, coordonnatrice du programme communautaire;

Lauren Baker.

Du Mouvement panafricain:

Gilbert Oloko, président.

De Agrodev Canada Inc.:

K.C. Lucas, directeur général et président;

Deborah Turnbull, vice-présidente (pêches et aquaculture) et gérante générale.

De V.J. Nordin & Associates Ltd.:

V.J. Nordin, président.

De l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec:

Magella Morasse, président;

Gérard Szaraz.

De E.T. Jackson and Associates Ltd.:

Edward Thomas Jackson, président et professeur à l'Université Carleton.

MAIL >POSTE

Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid

Port payé
Poste-lettre

8801320 OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré – Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré—Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

As individuals:

David Johnston, Chairman, Information Highway Advisory Council:

Charles Dalfen, Senior Partner, Johnston, Buchan & Dalfen;

Jocelyne Côté-O'Hara, President and Chief Executive Officer, Stentor Telecom Policy Inc.;

Paul-André Comeau, Chairman, Commission d'accès à l'information:

Robert Anderson, Professor, School of Communications at Simon Fraser University.

As an individual:

The Honourable Serge Joyal.

From the Canadian Conference for the Arts:

Keith Kelly, National Director.

From the Concerned African Women:

Dr. Baba Jigida;

Mary Kipruto, Member of the Coalition.

As individuals:

The Honourable Lloyd Francis;

François Dallaire.

(Continued on previous page)

TÉMOINS

À titre particulier:

David Johnston, président, Comité consultatif sur l'autoroute de l'information:

Charles Dalfen, associé principal, Johnston, Buchan & Dalfen;

Jocelyne Côté-O'Hara, présidente et directrice générale, Stentor Telecom Policy Inc.;

Paul-André Comeau, président, Commission d'accès à l'information:

Robert Anderson, professeur, École des communications à l'Université Simon Fraser.

À titre particulier:

L'honorable Serge Joyal.

De la Conférence canadienne des arts:

Keith Kelly, directeur national.

De Concerned African Women:

Dr Baba Jigida;

Mary Kipruto, membre de la coalition.

À titre particulier:

L'honorable Lloyd Francis;

François Dallaire.

(Suite à la page précédente)

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 50

Monday, August 29, 1994

Toronto, Ontario

Joint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator

Jean-Robert Gauthier, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 50

Le lundi 29 août 1994 Toronto (Ontario)

Coprésidents:

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Special Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes chargé de l'

Reviewing **Canadian Foreign Policy**

Examen de la politique étrangère du Canada

RESPECTING:

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994, 1994, review of the Canadian foreign policy

CONCERNANT:

examen de la politique étrangère du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



First Session of the Thirty-fifth Parliament, 1994

Première session de la trente-cinquième législature, 1994

SPECIAL JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON REVIEWING CANADIAN FOREIGN POLICY

Joint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator

Jean-Robert Gauthier, M.P.

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Representing the House of Commons:

Members

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

ERRATA

Evidence

Issue No. 13

Page 13:136 In left column, line, 2, "93 profitable corporations" should read "93,000 profitable corporations".

Issue No. 14

Page 14:61 In left column,

4th alinea, "Royal Bank" should read "World Bank";

5th alinea, "Royal Bank" should read "World Bank".

Published under authority of the Senate and of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9 COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CHARGÉ DE L'EXAMEN DE LA

POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

Représentant le Sénat:

Coprésidents:

Les honorables sénateurs

Raynell Andreychuk
Pat Carney
Gérald J. Comeau
Philippe D. Gigantès
James F. Kelleher
Raymond J. Perrault—(7)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Colleen Beaumier Stéphane Bergeron John English Jesse Flis Bill Graham Walt Lastewka Nic Leblanc Bob Mills Philippe Paré Bernard Patry Charlie Penson Geoff Regan Chuck Strahl Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Clairette Bourque

Serge Pelletier

ERRATA

Témoignages

Fascicule no 13

Page 13:136 Dans la colonne de droite, à la ligne 2, «93 sociétés rent bles» doit être remplacé par «93 000 sociétés rentables».

Fascicule nº 14

Page 14:61 Dans la colonne de droite,

4e paragraphe, «Banque Royale» doit être remplacé par «Banque mo

diale»;

5^e paragraphe, «Banque Royale» doit être remplacé par «Banque mo

diaic».

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Canada.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

MONDAY, AUGUST 29, 1994 (78)

[Text]

The Prairies-Ontario Sub-Committee (B) of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met at 9:08 o'clock a.m. this day, in the Mandarin Room, at the Chestnut Park Hotel, in Toronto (Ontario), the Joint Chair, the Honourable Senator Allan J. MacEachen, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Raynell Andreychuk, James F. Kelleher and Allan J. MacEachen.

Representing the House of Commons: Stéphane Bergeron, John English and Jesse Flis.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Gerald Schmitz, Research Officer. From the Canadian International Development Agency: Stephen Wallace, Policy Advisor, on secondment to the Committee.

Witnesses: From the Christian Reformed World Relief Committee: Fred Bennink, Board President. From the Interfaith Development Education Association of Burlington: Gail McMillen. From Ten Days for World Development, Guelph Committee: Elizabeth Snell, Chair, From PEN Canada: Marian Botsford Fraser, From Share Agriculture Foundation: Hugh Beaty. From Ko-Mentor International: Alex Kobelak, Principal. From Mercy International Canada: Richard J. Barr, President. From the Jamaican Self-Help Organization for the Relief of Poverty: Rosemary A. Ganley, Global Educator, From International Child Care (Canada) Inc.: Bob Janzen, Chairman, From Kawartha World Issues Centre: Linda Slavin. From Agriteam Canada Consulting Ltd.: Robert B. Francis, President. From Mount Sinai Hospital - World Health Organization Collaborating Centre: Dr. Irmajean Bajnok, Program Director of Nursing / International Director for WHOCC. From the Canadian Pugwash Group: Leonard V. Johnson, Chairman.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy.

The witnesses made statements and answered questions.

At 12:18 o'clock p.m., the Sub-Committee adjourned until 2:00 o'clock p.m. this day.

AFTERNOON SITTING (79)

The Prairies-Ontario Sub-Committee (B) of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met at 2:02 o'clock p.m. this day, in the Mandarin Room, at the Chestnut Park Hotel, in Toronto (Ontario), the Joint Chair, the Honourable Senator Allan J. MacEachen, presiding.

PROCÈS-VERBAUX

LE LUNDI 29 AOÛT 1994 (78)

[Texte]

Le Sous-comité Prairies-Ontario (B) du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui, à 9 h 08, dans la salle Mandarin de l'hôtel *Chestnut Park*, à Toronto (Ontario), sous la présidence de l'honorable sénateur Allan J. MacEachen (*coprésident*).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Raynell Andreychuk, James F. Kelleher et Allan J. MacEachen.

Représentant la Chambre des communes: Stéphane Bergeron, John English et Jesse Flis.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Gerald Schmitz, attaché de recherche. De l'Agence canadienne de développement international: Stephen Wallace, conseiller politique, en détachement auprès du Comité.

Témoins: De «Christian Reformed Committee»: Fred Bennink, président de l'exécutif. De «Interfaith Development Education Association of Burlington»; Gail McMillen. De «Ten Days for World Development», Comité de Guelph: Elizabeth Snell, présidente. De «PEN Canada»: Marian Botsford Fraser. De «Share Agriculture Foundation»: Hugh Beaty. De «Ko-Mentor International»: Alex Kobelak, directeur. De «Mercy International Canada»: Richard J. Barr, président. De «Jamaican Self-Help Organization for the Relief of Poverty»: Rosemary A. Ganley, éducatrice. De «International Child Care (Canada) Inc.»: Bob Janzen, président. De «Kawartha World Issues Centre»: Linda Slavin. De «Agriteam Canada Consulting Ltd.»: Robert B. Francis, président. De «Mount Sinai Hospital - World Health Organization Collaborating Centre»: Dr Irmajean Bajnok, directrice des programmes infirmiers / directrice internationale du «WHOCC». De «Canadian Pugwash Group»: Leonard V. Johnson, président.

Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule nº 1), le Sous-comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada.

Les témoins font des présentations et répondent aux questions.

À 12 h 18, le Sous-comité suspend ses travaux jusqu'à 14 heures aujourd'hui.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le Sous-comité Prairies-Ontario (B) du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui, à 14 h 02, dans la salle Mandarin de l'hôtel *Chestnut Park*, à Toronto (Ontario), sous la présidence de l'honorable sénateur Allan J. MacEachen (*coprésident*).

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Raynell Andreychuk, James F. Kelleher and Allan J. MacEachen.

Representing the House of Commons: Stéphane Bergeron, John English and Jesse Flis.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Gerald Schmitz, Research Officer. From the Cana- Parlement: Gerald Schmitz, attaché de recherche. De l'Agence dian International Development Agency: Stephen Wallace, Policy Advisor, on secondment to the Committee.

Witnesses: From the Guatemala Community Network: Patricia Crowther. From the Support Group for Radio YSFF in El Salvador: Henry Aviles, Member. From the Mexican Solidarity Network, Kitchener-Waterloo Chapter: Debbie Chapman, Volunteer. From Almae Matris Alumni Croaticae: Dr. Ivan Hrvoic. From the Croatian Party of Rights of Canada: Liljana Milberg, President. From the Canadian Croatian Congress: S. Louis Butkovic, Vice-President / Chairman; Michael Yelavich. From the National Council of Resistance of Iran in Canada: Dr. H. Mahabadi, Representative. From the Portuguese-Canadian National Congress: Fernando Nunes. Researcher-Coordinator. From the Estonian Central Council in Canada: Laaz Leivat, President. From East Timor Alert Network: Sharon Scharfe, National Coordinator. From the Czechoslovak Association of Canada: Dr. Peter Munk, Chairman; Kateryna Makovic, Vice-President.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy.

The witnesses made statements and answered questions.

At 4:48 o'clock p.m., the Sub-Committee adjourned until 7:00 o'clock p.m. this day.

EVENING SITTING (80)

The Prairies-Ontario Sub-Committee (B) of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met at 7:02 o'clock p.m. this day, in the Mandarin Room, at the Chestnut Park Hotel, in Toronto (Ontario), the Joint Chair, the Honourable Senator Allan J. MacEachen, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Raynell Andrevchuk and Allan J. MacEachen.

Representing the House of Commons: Stéphane Bergeron, Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier and Bill Graham.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Gerald Schmitz, Research Officer. From the Canadian International Development Agency: Stephen Wallace, Policy Advisor, on secondment to the Committee.

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Raynell Andreychuk, James F. Kelleher et Allan J. MacEachen.

Représentant la Chambre des communes: Stéphane Bergeron, John English et Jesse Flis.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du canadienne de développement international: Stephen Wallace, conseiller politique, en détachement auprès du Comité.

Témoins: De «Guatemala Community Network»: Patricia Crowther. De «Support Group for Radio YSFF in El Salvador»: Henry Aviles, membre. De «Mexican Solidarity Network, Kitchener-Waterloo Chapter»: Debbie Chapman, volontaire. De «Almae Matris Alumni Croaticae»: Dr Ivan Hrvoic. De «Croatian Party of Rights of Canada»: Liljana Milberg, présidente. De «Canadian Croatian Congress»: S. Louis Butkovic, vice-président / président; Michael Yelavich. De «National Council of Resistance of Iran in Canada»: Dr H. Mahabadi, représentant, Du Congrès national portugais membre / recherchiste et Fernando Nunes. canadien: coordonnateur. Du Conseil central estonien au Canada: Laaz Leivat, président, De «East Timor Alert Network»: Sharon Scharfe, coordonnatrice nationale. De l'Association tchécoslovaque du Canada: Dr Peter Munk, président; Kateryna Makovic, vice-présidente.

Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule nº 1), le Sous-comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada.

Les témoins font des présentations et répondent aux questions.

À 16 h 48, le Sous-comité suspend ses travaux jusqu'à 19 heures aujourd'hui.

SÉANCE DU SOIR

Le Sous-comité Prairies-Ontario (B) du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui, à 19 h 02, dans la salle Mandarin de l'hôtel Chestnut Park, à Toronto (Ontario), sous la présidence de l'honorable sénateur Allan J. MacEachen (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Raynell Andreychuk et Allan J. MacEachen.

Représentant la Chambre des communes: Stéphane Bergeron, Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier et Bill Graham.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Gerald Schmitz, attaché de recherche. De l'Agence canadienne de développement international: Stephen Wallace, conseiller politique, en détachement auprès du Comité.

Witnesses: From Tafelmusik: Heather Clark, Marketing and Development Director. From the Organization of African Unity, Group of Ambassadors: Pierre Diouf, Ambassador of Senegal to Canada. As individuals: Shirley Farlinger; Cranford Pratt, Professor of Political Science, University of Toronto; Adrienne Clarkson.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy.

The witnesses made statements and answered questions.

At 9:00 o'clock p.m., the Sub-Committee adjourned to the call of the Joint Chairs.

Serge Pelletier

Joint Clerk of the Committee

Témoins: De Tafelmusik: Heather Clark, directrice du marketing et du développement. De l'Organisation de l'unité africaine, groupe des ambassadeurs: Pierre Diouf, ambassadeur du Sénégal au Canada. À titre personnel: Shirley Farlinger; Cranford Pratt, professeur, département des Sciences politiques, Université de Toronto; Adrienne Clarkson.

Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule n° 1), le Sous-comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada.

Les témoins font des présentations et répondent aux questions.

À 21 heures, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation des coprésidents.

Le cogreffier du Comité

Serge Pelletier

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus] Monday, August 29, 1994 [Translation]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]
Le lundi 29 août 1994

• 0900

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Good morning, ladies and gentlemen. We have a quorum and we have our witnesses, so we ought to start our proceedings. On behalf of the committee, I want to welcome those who are here this morning to give us evidence and give us their views on the various subjects that we are examining in this review of Canada's foreign policy.

We are, as usual, operating under strict time limits. The witnesses understand that this portion of the hearings is also governed by time limits. In light of those time limits, I will call on each of the presenters, so to speak, to make a five-minute presentation, and following the presentations there will be an opportunity for dialogue with the committee.

We have found that much can be said in five minutes when concentration is applied to the presentation, and second, we've also found that the question and answer part or dialogue is as important, if not more important, in providing an opportunity to get the views of witnesses before the committee. You have a fair amount of time and we look forward to hearing from you, especially the questions and answers.

Maybe I should, for the benefit of those present, state who is to be heard: Fred Bennink, the Christian Reformed World Relief Committee; Gail McMillen, the Interfaith Development Education Association of Burlington; Elizabeth Snell, president, Ten Days for World Development, Guelph Committee; and Marian Botsford Fraser of PEN Canada.

Welcome. I will follow the order of my list. Mr. Fred Bennink, president of the board of the Christian Reformed World Relief Committee.

Mr. Fred Bennink (President of the Board, Christian Reformed World Relief Committee): Thank you, Mr. Chairman.

My name is Fred Bennink. I live in Ancaster, Ontario, and I operate an outdoor sign company in Burlington. I serve as the chairman of the board, and I thank you for the opportunity to visit your committee this morning.

I distributed a copy of the brief. I don't know if you already had one or not, but I circulated another one this morning. On the first page are key recommendations, and I will start on the next page, which talks a little bit about those key recommendations.

The Christian Reformed World Relief Committee, CRWRC, is a relief and development agency supported by a 300,000 member denomination. Seventy–five thousand members are in Canada. We have a budget of \$10 million annually. Our Canadian budget is \$4 million, with about \$1.2 million coming from CIDA and other government sources.

We have 67 national partner organizations in 26 countries. We are recognized for the meaningful partner relations that we have established in the south and for our holistic approach to our development activities.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Bonjour, mesdames et messieurs. Nous avons le quorum nécessaire et nos témoins sont là. Commençons donc nos délibérations. Au nom des membres du Comité, je souhaite la bienvenue à ceux et à celles qui sont venus ici pour témoigner aujourd'hui et qui nous présenteront leur point de vue sur les diverses questions à l'étude dans le cadre de l'examen de la politique étrangère du Canada.

Comme toujours, le temps est compté. Les témoins comprendront que cette règle s'applique aussi à nos audiences. Vu cette contrainte, j'invite chaque intervenant à faire un exposé de cinq minutes, après quoi il pourra y avoir un échange de vue avec les membres du Comité.

L'expérience nous a appris que l'on peut dire beaucoup de choses en cinq minutes si l'exposé est concis. Nous avons aussi constaté que la période réservée aux questions et échanges permet tout autant, voire mieux, de savoir ce que pensent les témoins. Vous bénéficiez d'un temps de parole suffisant et c'est avec plaisir que nous allons vous écouter, surtout à l'occasion de vos réponses à nos questions.

Je commencerai par identifier nos témoins: M. Fred Bennink, du Christian Reformed World Relief Committee; M^{me} Gail McMillen, de l'Interfaith Development Education Association de Burlington; M^{me} Elizabeth Snell, présidente du comité pour la ville de Guelph de Ten Days for World Development et enfin M^{me} Marian Botsford Fraser de PEN Canada.

Je vous souhaite la bienvenue. Je vais suivre l'ordre de ma liste. Nous entendrons d'abord M. Fred Bennink, président du conseil du Christian Reformed World Relief Committee.

M. Fred Bennink (président du conseil, Christian Reformed World Relief Committee): Merci, monsieur le président.

Je m'appelle Fred Bennink. J'habite à Ancaster en Ontario et j'exploite une fabrique d'enseignes extérieures à Burlington. J'occupe les fonctions de président du conseil et je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée de comparaître devant le Comité.

J'ai fait distribuer des copies du mémoire. J'ignore si vous en avez déjà une, mais j'en ai fait circuler d'autres exemplaires ce matin. Vous trouverez nos principales recommandations en première page. Je vais commencer par la page suivante, où l'on explique un peu ces recommandations.

Le Christian Reformed World Relief Committee est un organisme de secours et de développement financé par les 300 000 membres de notre confession, dont 75 000 se trouvent au Canada. Notre budget annuel est de 10 millions de dollars au total et de 4 millions de dollars pour le Canada, dont 1,2 million proviennent de l'ACDI et d'autres sources publiques.

Nous comptons 67 organismes nationaux associés dans 26 pays. Nous sommes reconnus pour la qualité de nos rapports avec nos associés dans le sud et le caractère holistique de nos activités de développement.

Our development thrust is the organizational strengthening of local national organizations and expands on the key recommendations that are on the first page.

1. Canada should hold to the following core values for decisions in foreign policy matters: human dignity, respect for diversity, environmental integrity, mutual responsibility, social justice and peace and economic equity.

As a member of the Canadian Council of Christian Charities, we have been active participants in the development of their submissions on core values to the foreign policy review process. A copy of that is on the last page. We believe these core values should serve as a guide for the key issues of trade, aid, defence, and development education.

Canadian aid must be focused on sustainable activity promoting a food–secure environment and ensuring environmental integrity. The underlying goal is sustainable human development activity. Close to one billion people are nutrition–deficient on a daily basis. Billions of dollars have been spent to alleviate hunger.

• 0905

What we need now is to realize the capacity in local organizations and communities that can be empowered to address these problems. We need to rethink our approach to the problems that we have sought to address. We should be agents of change and information that will help our southern neighbours address their own problems in a holistic fashion.

We support CIDA's commitment to focus on development activities as an appropriate response to the empowerment of the poor. We applaud CIDA's emphasis on gender and the environment.

Canada needs to continue its involvement in peacekeeping activities and should move to peace-building activities to address the changing realities of conflict. We believe that Canada needs to continue to play the peacekeeper role that it does with its military forces. However, we have seen firsthand this past year the limitations of this approach in conflict resolution and the wanton slaughter that can occur in insecure environments where peacekeeping is not respected.

While we would encourage the peacekeeping role that Canada has and continues to play, we need to move from more traditional methods of military force as a peacekeeping initiative to more collaborative, preventive approaches to armed conflict. We need to have forces that are well equipped for such duty and forces that are trained to handle the rigours of negotiation and mediation.

Canada needs to continue its collaboration and participation in the initiatives taken by the UN. Trade as an aid activity needs to include benefits for Canada's trading partner. How we trade, what we trade, who we trade with must serve the well-being of developing countries if in fact trade is to be promoted as a means of enhancing the well-being of poorer nations.

[Traduction]

Pour nous, le développement passe par le renforcement des organisations nationales sur place et s'inspire des principales recommandations qui figurent sur la première page.

1. Le Canada doit adhérer aux valeurs fondamentales suivantes lorsqu'il a à prendre des décisions en matière de politique étrangère: la dignité humaine, le respect de la diversité, l'intégrité environnementale, la responsabilité mutuelle, la justice sociale et la paix ainsi que l'équité économique.

Membre du Canadian Council of Christian Charities, nous avons participé activement à la formulation de leur position énoncée dans le mémoire sur les valeurs fondamentales qui doivent inspirer l'examen de la politique étrangère. Vous en trouverez une copie à la demière page. Ces valeurs devraient servir de guide dans les domaines du commerce, de l'aide, de la défense et de la sensibilisation au développement.

L'aide du Canada doit être centrée sur les activités durables propres à assurer la sécurité alimentaire et à garantir l'intégrité de l'environnement. Le but dans les deux cas est le développement humain durable. Chaque jour, près d'un milliard de gens souffrent de malnutrition. On a dépensé des milliards de dollars pour lutter contre la faim.

Aujourd'hui, il nous faut comprendre que les organismes et les populations locales sont capables de régler ces problèmes si on leur en donne les moyens. Il faut revoir notre façon d'aborder ces problèmes. Il faut que nous devenions des agents du changement et de l'information qui aidera nos voisins du sud à régler leurs propres problèmes selon une démarche holistique.

Nous approuvons la détermination de l'ACDI de s'attaquer en particulier au développement car nous y voyons une façon pour les pauvres de se prendre en main. Nous approuvons tout particulièrement l'insistance que l'ACDI met sur l'égalité des sexes et l'environnement.

Le Canada doit continuer de participer aux activités de maintien de la paix mais surtout s'employer à bâtir la paix dans un monde où les conflits ne cessent de se métamorphoser. Le Canada doit continuer d'avoir recours à ses forces militaires pour le maintien de la paix. Toutefois, le Canada a bien vu cette année que cette solution n'a pas réponse à tout et que des atrocités peuvent se produire là où le maintien de la paix ne jouit pas du respect nécessaire.

Même si nous encourageons le rôle que le Canada joue dans ce domaine, il faut substituer à la force militaire classique des formules de concertation et de prévention du recours aux armes. Il faut disposer de forces bien équipées pour cette tâche et rompues aux exigences de la négociation et de la médiation.

Il faut que le Canada maintienne sa collaboration avec l'ONU et continue de participer aux initiatives de l'organisation. Le commerce comme forme d'aide doit aussi profiter à nos partenaires commerciaux. La nature et la forme de notre commerce ainsi que l'identité de ceux avec qui nous commerçons doivent concourir au bien-être des pays en développement si l'on continue de promouvoir le commerce comme un facteur de prospérité pour les pays défavorisés.

Security aid, that is the provision of weapons for security purposes, needs to be rethought. The international arms market has made Rwanda's holocaust possible. War is now the principal cause of hunger and death and negates much of the development work that has been done.

Development education is vital to the Canadian people's understanding and ownership of the problem that Canada's aid activity seeks to address.

Public education of the Canadian constituency is essential if there is to be any change in focus by the Canadian government. Much of our community does not understand the connections between the problems of the north and south; that is, monetary policies, environmental degradation, trade policies, arms trade, etc. Development education must be a priority if we are to develop an understanding of the issues that we in the north and south face together and what we together will do to transform values, behaviours, and institutions so that there will be the right responses for justice and change.

Church NGOs are in a good position to educate about justice and transformation. It is what the church is all about. We have large grassroots constituencies and can reach a diverse number of Canadian people. Churches can make efficient use of development education resources—moneys, materials, ideas and people.

We laud the Canadian government for taking this initiative to review its foreign policies and appreciate this opportunity to participate in the process. We look forward as a church NGO to continue partnership with CIDA, our northern colleagues and our southern partners, as we seek the well-being of all life and humankind.

Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I call on Gail McMillen of the Interfaith Development Education Association of Burlington.

Ms Gail McMillen (Interfaith Development Education Association of Burlington): Thank you, Mr. Chairman.

IDEA, as we commonly call our organization in Burlington, is a loose network of volunteers of all faiths, which operates a global education service in Burlington. We are very pleased to present our brief to you today. You have received copies both of the full brief and of the summation.

I'll not take too much of your time. We are basically supporting the same principles that have been outlined by Mr. Bennink and by many other non-governmental organizations you have already heard from.

We would agree that the principal thrust of Canada's foreign policy should be the support of global equity, which takes many forms. We're defining this as the right of every individual and community to the resources needed to develop their full potential. You could also use the phrase "sustainable human development". Of the many factors that are needed to promote sustainable human development, we have keyed in on four: democratization, human rights, fair trade and sustainability.

[Translation]

L'aide en matière de sécurité, c'est-à-dire la fourniture d'armes, doit être révisée de fond en comble. C'est le trafic d'armes à l'échelle mondiale qui a abouti au carnage au Rwanda. C'est la guerre qui est aujourd'hui la principale cause de la faim et de la mort et qui réduit à néant une bonne partie des réalisations du développement.

Il est essentiel de sensibiliser les Canadiens aux questions du développement pour qu'ils comprennent bien les problèmes auxquels le Canada tente de remédier grâce à son aide.

Il faut en effet sensibiliser la population canadienne si l'on veut que les pouvoirs publics réorientent leur action. La plupart de nos concitoyens ne comprennent pas les liens qui existent entre les problèmes du nord et du sud, c'est-à-dire la politique monétaire, la dégradation de l'environnement, les mesures commerciales, le commerce des armes, etc. La priorité doit aller à la sensibilisation si nous voulons comprendre les problèmes qu'éprouvent aussi bien le nord que le sud et si nous voulons transformer ensemble les valeurs, les comportements et les institutions de manière à favoriser la justice et l'évolution de la situation.

Les ONG confessionnelles sont toutes désignées pour parler de justice et de transformation. C'est précisément là la mission des Églises. Nous comptons de nombreux fidèles et pouvons joindre un grand nombre de Canadiens. Les Églises peuvent faire un emploi judicieux des moyens de sensibilisation, qu'il s'agisse d'argent, de documents, d'idées ou de personnes.

Nous félicitions le gouvernement d'avoir pris l'initiative de procéder à un examen de sa politique étrangère et nous sommes heureux de pouvoir y participer. À titre d'ONG confessionnelles, nous envisageons avec plaisir la poursuite de nos liens avec l'ACDI ainsi qu'avec nos associés du nord et du sud dans notre recherche de la prospérité pour l'humanité tout entière.

Merci

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je donne maintenant la parole à M^{me} Gail McMillen de Interfaith Development Education Association de Burlington.

Mme Gail McMillen (Interfaith Development Association de Burlington): Merci, monsieur le président.

Notre association, qu'on désigne familièrement par le diminutif IDEA, regroupe des bénévoles de toutes les confessions et s'occupe de sensibilisation sur les questions mondiales à Burlington. Nous sommes très heureux de vous présenter notre mémoire aujourd'hui. Nous vous avons remis des exemplaires du mémoire et de son résumé.

Je ne vous retiendrai pas très longtemps. Dans les grandes lignes, nous souscrivons aux principes exposés par M. Bennink et beaucoup d'autres organismes non gouvernementaux que vous avez déjà entendus.

Comme eux, nous pensons que la politique étrangère du Canada doit d'abord favoriser la justice dans le monde, ce qui peut prendre plusieurs formes. Pour nous, il s'agit du droit de chaque individu et collectivité aux ressources nécessaires à son plein épanouissement. On pourrait aussi employer l'expression «développement humain durable». Parmi les nombreux facteurs nécessaires au développement humain durable, nous en avons retenu quatre: la démocratisation, les droits de la personne, les justes pratiques commerciales et la durabilité.

[Traduction]

• 0910

While the process of moving from one party to multi-party systems is desirable and should be encouraged, we wish to l'unipartisme au multipartisme, il ne faudrait pas que le comité caution the committee against relying on this as the sole measure of democratization. Far more important, in our view, is the support of civil society; that is, the right of individuals to form associations for various sorts of purposes-charitable, social, educational and environmental—and to be able to promote their aims freely and without threat of persecution or repression.

We feel this is an indication of the active participation of people in their society. In that respect I would mention particularly trade unions. In the former Soviet bloc, trade unions were an arm of the government rather than a representation of their members. We saw what a difference it made in Poland when a trade union, Solidarity, was formed independently of the governing party.

The same kind of reform is needed today, for example, in Mexico, where union leadership is often chosen by the governing party rather than elected by the membership. There is a great need for democratization of the trade union movement in that country in order to promote the interests of the people, not only with trade unions but also with many other civil organizations. The promotion of democracy therefore demands respect for human rights.

We believe human rights should be an important indicator of how we offer trade and offer aid to other countries. Our support of human rights should be firm, should be clear, should be consistent. It should not, however, be arrogant. We know we have not achieved perfection ourselves in our own society. We don't need to expect perfection from other countries, but we need to expect a commitment to support human rights.

We should not choose ourselves whether or not a country needs to be disciplined or sanctioned for human rights abuses. Rather, we should listen to the voices from within a country and support those voices that are struggling to achieve human rights, as we did, for example, with South Africa. In this regard we might mention particularly the case of Burma, where the democracy movement has been repressed for nearly five years by a dictatorial government. It's a clear area where we should be reconsidering any aid or trade that we are doing with that country.

When we cannot hear voices from directly within a country, we should remember that we have a large multicultural community right here in our own country. One of our members points out, for example, that there are 300,000 Muslims in Canada. They are not well organized or that wealthy that they can afford to have professional lobbyists on the Hill all the time. But if Canada is making decisions about its relationships to an Islamic country, we should make certain that Muslims in Canada are consulted about what they feel would be appropriate to their country of origin.

Another important facet of sustainable human development is economic relationships. We look here at trade, at debt, and at structural adjustment programs. The emphasis in trade should be on the fairness of the relationship. It should be of mutual

Même s'il faut souhaiter et encourager la transition de en fasse le seul indicateur de la démocratisation. Ce qui compte beaucoup plus, pour nous, c'est le soutien de la société civile, c'est-à-dire le droit des particuliers de former des associations de tout genre—caritative, sociale, éducative et environnementale—et de poursuivre leurs objectifs librement, à l'abri de toutes menaces de persécution ou de répression.

Pour nous, c'est le signe que les citoyens sont des membres actifs dans leur société. Je songe ici en particulier aux syndicats. Dans l'ex-bloc soviétique, les syndicats étaient un organe de l'État plutôt que les porte-parole des syndiqués. Nous avons constaté la différence qui s'est produite en Pologne lorsque le syndicat Solidarité a été créé sans lien avec le parti au pouvoir.

Une réforme semblable est nécessaire aujourd'hui au Mexique, par exemple, où les dirigeants syndicaux sont souvent choisis par le parti au pouvoir au lieu d'être élus par les syndiqués. Le mouvement syndical de ce pays, tout comme de nombreuses autres associations civiles, ont grandement besoin d'être démocratisées si l'on veut que l'intérêt de la population soit défendu. La promotion de la démocratie passe donc par le respect des droits de la personne.

Selon nous, les droits de la personne devraient servir à déterminer la façon dont nous commerçons avec les autres pays et la forme d'aide que nous leur apportons. Notre défense des droits de la personne doit être ferme, claire et cohérente. Par contre, elle ne doit pas être arrogante. Comme notre société n'a pas atteint la perfection. il ne faut pas l'attendre des autres mais nous avons le droit de nous attendre à ce que ces pays s'engagent à respecter les droits de la personne.

Ce n'est pas à nous de décider si un pays doit être réprimandé ou sanctionné pour avoir enfreint les droits de la personne. Nous devrions au contraire écouter les voix qui s'élèvent dans un pays pour le triomphe des droits de la personne comme nous l'avons fait, en Afrique du Sud. Voilà quel doit être notre rôle. Dans le même ordre d'idée, je voudrais parler du cas de la Birmanie, où le mouvement démocratique subit depuis près de cinq ans la répression d'un régime dictatorial. Voilà un cas patent où il y a lieu de reconsidérer les relations d'aide ou de commerce avec ce pays.

Lorsqu'il est impossible d'entendre ceux qui habitent le pays, souvenons-nous que notre pays compte de nombreuses communautés ethno-culturelles. Il y a par exemple 300 000 Musulmans au Canada. Ils n'ont ni l'organisation ni les moyens d'avoir des lobbyistes professionnels sur la Colline à tout instant, mais lorsque le Canada prend des décisions concernant ses relations avec un pays musulman, le gouvernement devrait s'assurer que les Musulmans du Canada soient consultés sur le parti à suivre concernant leur lieu d'origine.

Le développement humain durable comporte une autre dimension importante: l'économie. J'englobe ici le commerce, l'endettement et les programmes d'ajustement structurel. D'abord et avant tout, la relation commerciale doit être juste et

benefit both to Canada and to our trading partner. You have heard être avantageuse pour le Canada et pour son partenaire commercial. many times about the many situations in which Third World countries are not able to export their goods and services to Canada because of various restrictions.

[Translation]

On vous a cité de nombreux cas de pays du Tiers monde incapables d'exporter leurs produits et leurs services au Canada à cause d'une multitude de restrictions.

• 0915

We need to look at ways of phasing in more imports from the Third World so that they can derive benefit from a trading relationship and be weaned from the dependency on aid. Key to undertaking that is a resolution of the debt problem. This has attempted to be resolved through the imposition of a conditionality known as structural adjustment programs. But these have had very deleterious effects on many people in many parts of the world.

Recent articles in The Globe and Mail have suggested it will take well into the next century for Africa to regain the economic well-being it had in the 1970s under structural adjustment programs. In the meantime, the United Nations has estimated that nearly half a million children a year die as a direct result of trying to service international debts.

This is something that must be changed. Canada's whole policy around structural adjustment programs needs to be looked at again. We need to find ways to make economies serve people instead of repressing them.

We should also note that economic conditions can sometimes undermine our support for democracy and human rights. If a country is forced by external conditions to introduce highly unpopular economic strategies, it undermines democracy and human rights in that country.

Our last point was sustainability, and I think you'll hear from other presenters on that.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Gail McMillen.

Elizabeth Snell, Ten Days for World Development, Guelph Committee.

Ms Elizabeth Snell (Chair, Ten Days for World Development, Guelph Committee): Thank you. Ten Days for World Development is an ecumenical group founded on the biblical call for justice. We help Canadians examine how some policies and structures cause poverty and injustice and we propose change. We raise awareness, not funds.

There are independent committees, all volunteers, in over 200 communities across Canada. A coordinating staff of three or four is funded by the Anglican, Lutheran, Presbyterian, Roman Catholic and United Churches, and CIDA. In Guelph we have members representing four denominations from eight churches. Recent themes have included lifting the burden of debt, fair trade, and development demands democracy.

Il faut trouver le moyen d'augmenter graduellement les importations en provenance du Tiers monde pour que ces pays puissent profiter d'une relation commerciale et cessent de dépendre de l'aide. Pour y arriver, il faudra régler le problème de l'endettement. On a tenté de le faire au moyen de la conditionalité, connue sous le nom de programmes d'ajustement structurel. Hélas, ces programmes ont eu des conséquences très fâcheuses sur bien des gens dans beaucoup de régions du monde.

Des articles publiés récemment dans le Globe and Mail montrent qu'à cause de ces programmes, il faudra que l'Afrique attende loin dans le siècle prochain pour retrouver la prospérité qu'elle a connue dans les années 1970. D'ici là, l'ONU a estimé que près de un demi million d'enfants allaient mourir chaque année à cause de l'effort consenti pour assurer le service de la dette.

Il nous faut pas que cela se produise. Il faut que le Canada revoie toute sa politique concernant les programmes d'ajustement structurel. Il faut trouver des moyens pour que l'économie serve les populations au lieu de les asservir.

N'oublions pas non plus que la situation économique peut parfois saper la démocratie et les droits de la personne. En effet, toute contrainte par l'étranger pour faire adopter des mesures économiques impopulaires met en péril la démocratie et les droits de la personne de ce pays.

Le dernier point est la durabilité, et je crois que d'autres témoins vont vous en parler.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, madame McMillen.

Madame Elizabeth Snell, représentante du Comité de Guelph pour Ten Days for World Development.

Mme Elizabeth Snell (présidente, Comité de Guelph de Ten Days for World Development): Merci. Notre association est un regroupement oecuménique inspiré de l'appel en faveur de la justice que l'on retrouve dans la bible. Nous aidons les Canadiens à voir comment certaines positions et certaines structures sont à l'origine de la pauvreté et de l'injustice et nous proposons des changements. Nous lançons un appel à la conscience et non pas un appel de fonds.

Il y a des comités autonomes, composés entièrement de bénévoles, dans plus de 200 localités au pays. Nous avons un bureau de coordination composé de trois ou quatre membres et financé par l'Église anglicane, l'Église luthérienne, l'Église presbytérienne, l'Église catholique et l'Église unie ainsi que par l'ACDI. À Guelph, nos membres représentent quatre confessions appartenant à huit églises différentes. Récemment, nous avons abordé les thèmes suivants: Allégement de la dette, pratique commerciale juste, développement et démocratie.

We learn by study and meeting with Third World guests in town. We educate through sermons and workshops at local churches, sometimes with a Third World visitor. There are public meetings. For example, one linked food, farming and debt issues in Canada and the Third World. There are newspaper articles and cable TV. We act through briefs, meeting with our MP, and co-sponsoring all-candidates meetings.

Ten Days, Guelph, feels Canadian and global security depend on global justice, and we feel justice demands democracy and respect. The world's economic directions, the trade agreements and IMF policies are determined by the planet's rich minority. The majority, the poor, are excluded. It's a democracy?

The world's standards for progress, GNP, for example, are western ones. The south's cultural and spiritual wealth and progress aren't counted. The west tends to ask only what can we teach them, not what can we learn. Respect.

Ten Days feels democracy and respect mean revising our attitudes, policies and institutions so the poor can have a say and can build their own future. They know what they need far better than we do. Ten Days, Guelph, suggests that Canadian foreign policy programs, projects and trade relationships should sustain people's lives within their own communities: local ownership, control, regional self-reliance; conserve local resources for local people; and promote all citizens participating in decisions that affect their lives.

We suggest that CIDA be mandated to review and advise all government departments, to ensure compliance with these three criteria of all policies and programs affecting other nations.

Canada should initiate democratization of international financial institutions, trade agreements and UN agencies.

We feel such measures will not only further global justice and security, but by listening Canadians will learn much of value to us. Last year my family and I had a study tour of Kerala, one of the poorest, most densely populated and culturally mixed states in India. It sounds as if there would be serious problems, but it's tree covered and beautiful. It has almost 100% literacy—men and woman. Birth and death rates are close to Canada's. They have strong religious tolerance. Everyone has enough to eat. We saw only one beggar. And 90% of the people own the land their house is on.

[Traduction]

Nous apprenons grâce à nos lectures et aux rencontres avec des invités venus du Tiers monde. Nous sensibilisons nos concitoyens grâce à des sermons et des ateliers dans les églises de la ville, parfois en compagnie d'un visiteur du Tiers monde. Nous tenons aussi des assemblées publiques. Par exemple, une de ces assemblées a porté sur l'alimentation, l'agriculture et l'endettement au Canada et au Tiers monde. Nous publions des articles dans les journaux et nous passons à la télévision communautaire. Nos interventions prennent la forme de mémoires et de rencontres avec notre député; nous organisons aussi avec d'autres des rencontres regroupant tous les candidats.

La section de Guelph est d'avis que la sécurité du Canada et de la Communauté internationale dépend de la justice dans le monde et que les deux conditions essentielles à cette justice sont la démocratie et le respect. Les orientations économiques du monde, les accords commerciaux et les mesures du FMI émanent de la minorité riche de la planête. La majorité, les pauvres, n'ont pas voix au chapitre. Est-ce cela la démocratie?

L'unité de mesure du progrès dans le monde, le PNB, par exemple, vient de l'Occident. On ne tient pas compte du progrès et de la richesse spirituelle et culturelle du sud. L'Occident ne s'intéresse qu'à ce qu'il peut enseigner aux autres et non aux leçons qu'il peut en tirer. Le respect.

Pour garantir la démocratie et le respect, il faut revoir nos attitudes, nos principes et nos institutions de manière à donner voix au chapitre aux pauvres pour qu'ils puissent bâtir leur propre avenir. Bien mieux que nous, ils savent ce dont ils ont besoin. Notre association estime que les projets et les programmes du Canada à l'étranger ainsi que nos relations commerciales devraient aider les gens dans leur milieu: Autonomie locale, mainmise, autosuffisance régionale, conservation des ressources locales pour les populations locales et promotion de la participation des citoyens aux décisions qui les touchent.

Nous recommandons que l'ACDI soit chargée de contrôler et de conseiller tous les ministères pour veiller à ce que les trois critères énoncés plus haut soient respectés dans l'élaboration des mesures et des programmes touchant les pays étrangers.

Le Canada devrait engager le processus de démocratisation des institutions financières internationales, des accords commerciaux et des organismes de l'ONU.

Non seulement ces mesures favoriseront la justice et la sécurité dans le monde, mais en prêtant l'oreille, les Canadiens tireront des enseignements précieux. L'année dernière, je suis allé avec ma famille en visite de familiarisation au Kerala, l'un des États les plus pauvres, les plus densément peuplés et le plus culturellement diversifié de l'Inde. À première vue, on s'attend à y trouver de très graves problèmes, mais au contraire, c'est un pays magnifique couvert d'arbres. Le taux d'alphabétisation approche 100 p. 100, aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Les taux de fécondité et de mortalité sont proches de ceux du Canada. La tolérance religieuse y est grande. Chacun a suffisamment à manger. Nous n'avons vu qu'un seul mendiant. J'ajouterai que 90 p. 100 des habitants sont propriétaires du terrain où est bâtie leur maison.

[Translation]

• 0920

How do we they do this? They participate. They have a very active village and state democracy. There are 400 newspapers and journals being read and discussed everywhere, in fishing huts and in rural lanes. They have a strong sense of community. Fifty thousand volunteers joined one local literacy campaign. Families are close. Culture and religion are part of everyday life, and in their tiny plots agricultural is diverse, organic, and independent of agribusiness. They control their own lives.

Kerala continues centuries of trade in spices, tea, and coconut, but on their terms, under their own ownership, not ruled by foreign transnationals. We saw no state force beyond a few traffic policemen.

We learned how much Canadians can learn from other societies. We experienced how as a society Canada is extremely wealthy materially, unthinkingly using obscene levels of resources, but poorer in community, culture, spirituality, sense of identity, participation and self-worth of all members, sense of family and closeness to the land.

Canada has traditions of democracy and respect. You're listening to Canadians. The recent SCEAIT committee on international debt listened to representatives of the Third World poor and wrote a very good report, which should be dusted off. We suggest you listen not only to Washington, New York, Brussels, and the Third World elite but also—maybe through phone or satellite links—to the representatives of the poor majority.

Democracy and respect. Canada's policies and programs should encourage self-reliant, locally controlled communities, resource conservation, and everyone participating in decisions that affect their lives. First of all, Canada will gain greater global security; second, wonderful lessons on breaking the grip of unsustainable consumerism and reaching a real abundance of life and living.

Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much.

I will now call upon Marian Botsford Fraser of PEN Canada.

Ms Marian Botsford Fraser (President, PEN Canada): Thank you very much, Mr. Chairman. My name is Marian Botsford Fraser. I'm the current president of PEN Canada, the writers organization. We have about 500 members in Canada and we are the Canadian centre of International PEN, which is an international writers organizations with about 12,000 members worldwide. We are committed to the defence of freedom of expression everywhere in the world.

Je regrette de ne pouvoir parler français suffisamment bien pour traiter de ce sujet. Je devrais m'exprimer en anglais seulement, je m'en excuse.

Comment les gens ont-ils réussi cela? Ils participent. Dans l'état et dans le village, la démocratie est très vigoureuse. On lit et on discute partout, dans les huttes de pêcheurs comme dans les chemins de campagne, les quelques 400 périodiques qui se publient. Le sens civique est très développé. Par exemple, 50 000 bénévoles ont participé à une campagne locale d'alphabétisation. Les familles sont unies. La culture et la religion font partie de la vie de tous les jours et sur leur minuscule parcelle, l'agriculture est diversifiée, biologique et affranchie du secteur agro-alimentaire. Les gens sont maître d'eux-mêmes.

Au Kerala, on continue de faire le commerce traditionnel des épices, du thé et de la noix de coco, mais selon les règles du pays, par des gens qui sont propriétaires et qui ne sont pas sous la domination des sociétés transnationales étrangères. Les seuls représentants de l'autorité que nous avons vus étaient des agents de circulation.

Nous avons vu combien les Canadiens peuvent apprendre des autres sociétés. Nous avons vu combien le Canada est riche sur le plan matériel et combien, sans y réfléchir, il consomme une quantité scandaleuse de richesses naturelles. Nous avons aussi vu combien le Canada est pauvre en comparaison sur le plan de la participation à la collectivité, la culture, la spiritualité, l'identité, l'estime de soi, le sens de la famille et la proximité à la terre.

Le Canada a une tradition de démocratie et de respect. Vous écoutez les Canadiens. Lors d'audiences récentes, le Comité permanent des Affaires étrangères et du commerce extérieur chargé d'examiner la question de l'endettement international a écouté des représentants des pauvres du Tiers monde et produit un rapport de qualité qui mériterait d'être relu. Nous vous disons de ne pas écouter seulement Washington, New-York, Bruxelles ou l'élite du Tiers monde, mais aussi — peut-être au moyen du téléphone ou de liaisons satellites, les représentants de la majorité pauvre.

La démocratie et le respect. La politique et les programmes du Canada devraient favoriser l'administration locale de collectivités autonomes, la conservation des richesses naturelles et la participation de tous les citoyens aux décisions qui les touchent. De cette façon, le Canada favrorisera une plus grande sécurité internationale; deuxièmement, il apprendra à se libérer de la consommation à outrance et à jouir de l'authentique abondance dont la vie regorge.

Merci.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Marian Botsford Fraser de PEN Canada.

Mme Marian Botsford Fraser (présidente, PEN Canada): Merci beaucoup, monsieur le président. Je m'appelle Marian Botsford Fraser. Je suis l'actuelle présidente de PEN Canada, l'association des écrivains. Nous comptons 500 membres au Canada et nous sommes la section canadienne de l'organisation internationale qui compte environ 12 000 membres. Notre mission est la défense de la liberté d'expression partout dans le monde.

I regret not to be able to speak French fluently enough to discuss this issue. I must speak in English only and I apologize.

I just want to preface my remarks on the brief by applauding the idea of an open and public process on the issue of Canadian foreign policy. I think this acknowledges that our foreign policy in some way mirrors our country itself, our values and our traditions and our cultures.

I think it's essential that Canada have at this point in history a very clear and committed and rational foreign policy, one that reflects not only ourselves but also derives from a very distinct and sure—footed sense of our role in the world historically.

I think we all recognize that we are in a time of extraordinary crisis in the world. There are some 32 very serious trouble spots in the world today, and leadership is notably uncertain everywhere.

We believe Canada has an important role to play, that we have a history as a conscientious middle power in the world. Our foreign policy should reflect that and derive strength from that history.

We're here today because we're concerned that Canadian foreign policy is shifting too much off the balance between trade and human rights. We believe foreign policy is not only about trade deals and multibillion-dollar contracts but also about people, people living in peace or in war, torn by ethnic conflict, or else able to work together and co-operate together.

[Technical Difficulty—Editor]

...but we think it is all the more crucial that Canada at this point take a leadership role and draw on the reserves of knowledge and experience that we have in order to develop responsible foreign policy.

• 0925

I am here to talk specifically about the issue of freedom of expression as a fundamental human right. We believe a vigorous and committed defence of all human rights, especially freedom of expression, must form an integral part of Canadian foreign policy.

PEN Canada works on behalf of specific writers who are imprisoned, or journalists who have disappeared or who have been murdered. We have what we call honorary members, who are people who are either in jail or whom we are unable to locate. We adopt these cases. We work very specifically with them. We write to people in prison. We lobby governments. We participate in what are called rapid—action faxes campaigns.

For example, if we hear of a particular writer who has been charged, there is an international network of organizations that immediately start a rapid-action fax campaign, the idea being perhaps to stop that person from being charged. Once a person is charged and in prison, it is much less likely that he will be released.

One of our better known cases is Salman Rushdie, whom we brought to Canada several years ago. He addressed the human rights subcommittee, and his visit to Canada and to Ottawa resulted directly in action from Canada on his behalf at the United Nations Human Rights Commission.

[Traduction]

Avant de commenter le mémoire, je tiens à vous féliciter de tenir des consultations publiques sur la politique étrangère canadienne. C'est une façon de dire, je crois, que notre politique étrangère est en quelque sorte le reflet de notre pays, de nos valeurs, de nos traditions et de nos cultures.

À ce moment de son histoire, il faut absolument que le Canada ait une politique étrangère rationnelle, claire et ferme, une politique qui soit le reflet de nous-mêmes mais qui découle aussi de la perception nette que nous avons de notre rôle dans le monde.

Nous convenons tous, je crois, que le monde traverse actuellement une crise extraordinaire. Il y a environ 32 points chauds dans le monde aujourd'hui, et nos dirigeants sont singulièrement hésitants partout.

Nous estimons que le Canada a un rôle important à jouer. Par le passé, nous avons toujours été une puissance moyenne guidée par sa conscience. Notre politique étrangère devrait en témoigner et s'inspirer de ce passé.

Si nous sommes ici aujourd'hui, c'est parce que nous craignons que la politique étrangère du Canada ne maintienne plus l'équilibre entre le commerce et les droits de la personne. Pour nous, la politique étrangère, ce n'est pas seulement les ententes commerciales et des contrats de plusieurs milliards de dollars; c'est aussi des êtres humains, des gens qui vivent en état de paix ou en état de guerre, déchirés par des conflits ethniques ou capables de travailler ensemble et de collaborer.

[Difficultés techniques—Éditeur]

...et c'est pour cela qu'il importe plus que jamais que le Canada prenne aujourd'hui les devants et puise dans son réservoir de connaissances et d'expérience pour élaborer une politique étrangère responsable.

Je suis ici pour parler précisément de la liberté d'expression comme droit fondamental. Nous croyons qu'une défense vigoureuse et indéfectible de tous les droits de la personne, et plus particulièrement de la liberté d'expression, doit faire partie intégrante de la politique étrangère du Canada.

PEN Canada travaille au nom de certains écrivains qui sont emprisonnés ou de certains journalistes qui ont disparu ou qui ont été assassinés. Nous avons des membres honoraires qui sont des personnes emprisonnées ou portées disparues. Nous les adoptons. Nous travaillons de façon très particulière sur leurs dossiers. Nous écrivons à des prisonniers. Nous faisons pression sur les gouvernements. Nous participons à des campagnes d'action rapide qui consistent à télécopier des messages.

Par exemple, si nous apprenons que des accusations ont été portées contre un écrivain donné, un réseau international d'organisations commence immédiatement à envoyer des messages par télécopie dans le cadre d'une campagne d'action rapide pour essayer d'éviter des poursuites. Une fois qu'une personne est accusée et emprisonnée il est beaucoup moins probable qu'on la libère.

Celui de nos dossiers les plus connus est celui de Salman Rushdie que nous avons fait venir au Canada il y a quelques années. Il a comparu devant le sous-comité des droits de la personne, et grâce à sa visite à Ottawa, le gouvernement canadien est immédiatement intervenu en sa faveur devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.

The importance of freedom of expression cannot be underestimated. It is customarily one of the first rights that are taken from citizens of a country in times of war or revolution or political instability. The declaration of a state of emergency gives governments enormous powers over its citizens, and they are frequently exercised absolutely unfairly and usually in secrecy.

Egypt, for example, has been under a state of emergency for 26 years. Consider that appalling possibility here in Canada. Countries like Sri Lanka regularly rubber-stamp their state of emergencies, a condition that goes on and on. The actual fundamental problems are never dealt with.

The denial of freedom of expression enables other human rights abuses to flourish unabated, because they are shrouded in secrecy in the many countries that are embroiled in war or internal ethnic conflict. This is a particularly common and appalling state of affairs. We do not know what is going on in those countries because there is no freedom of expression. There is no press that is allowed to operate freely.

In the last several years there have been dramatic increases in the abuses of freedom of expression around the world. The writers in prison committee of International PEN has on record 700 cases. Approximately 59 to 75 journalists were killed last year simply because they were out doing their jobs.

In China, according to Amnesty International, there were some 1,600 executions last year and there are about 3,000 counter-revolutionaries in prison. There are perhaps as many as 2,000 dissidents imprisoned in Cuba.

At the 49th session of the United Nations Human Rights Commission a special rapporteur on freedom of expression was appointed, which gives you an indication of how serious the abuses are at the present time.

As I said before, we are here because we are concerned that the balance in Canadian foreign policy is switching too much to trade and away from human rights. We wish to participate directly with politicians and with officials on discussions about the balance between human rights issues and trade and aid policies.

We fear that an unfortunate double standard can develop. We have seen public statements by politicians in the past few months that suggest that human rights is no longer an important part of Canadian policy. On the other hand, we have bureaucrats telling us that the dialogue is still taking place.

We would like to stress that to deal effectively with freedom of expression is to acknowledge the plight of specific individuals. It is one thing to declare support in principle of human rights. It is a much bolder and more definitive step to take action on specific cases of abuse. This is what we would recommend.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): You make it difficult for me to interrupt.

Ms Botsford Fraser: I realize that.

[Translation]

L'on ne saurait sous—estimer l'importance de la liberté d'expression. Habituellement, c'est l'un des premiers droits que l'on enlève aux citoyens d'un pays en temps de guerre, de révolution ou d'instabilité politique. La déclaration d'un état d'urgence donne aux gouvernements des pouvoirs immenses sur leurs citoyens, et souvent, ces pouvoirs sont exercés de façon absolument injuste et généralement en secret.

Par exemple, l'Égypte est en état d'urgence depuis 26 ans. Imaginez une situation aussi épouvantable au Canada. Des pays comme le Sri Lanka impose régulièrement l'état d'urgence et cela dure indéfiniment mais les problèmes fondamentaux ne sont jamais réglés.

Quand on supprime la liberté d'expression, cela permet de violer sans vergogne les autres droits de la personne, car tout se fait dans le secret dans bon nombre de pays aux prises avec la guerre ou des conflits ethniques internes. Cet état des choses est particulièrement courant et épouvantable. Nous ne savons pas ce qui se passe dans ces pays là parce qu'il n'y a pas de liberté d'expression. L'on ne permet à aucune presse de fonctionner librement.

Ces dernières années, il y a eu une augmentation dramatique des cas de violation de la liberté d'expression dans le monde entier. Le comité sur les écrivains en prison de PEN International en a enregistré 700. L'année dernière, près de 59 à 75 journalistes ont été tués tout simplement parce qu'ils faisaient leur travail.

En Chine l'année dernière, selon Amnestie Internationale il y a eu environ 1 600 exécutions et près de 3 000 contre-révolutionnaires ont été emprisonnés. À Cuba, il y a peut-être jusqu'à 2 000 dissidents en prison.

À la 49e session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, un rapporteur spécial sur la liberté d'expression a été nommé, ce qui vous donne une idée de la gravité des violations de cette liberté à l'heure actuelle.

Comme je l'ai déjà dit, si nous sommes ici c'est parce que nous craignons que la politique étrangère du Canada ne penche un peu trop vers le commerce au détriment des droits de la personne. Nous voulons participer directement, avec les politiques et les fonctionnaires, aux discussions concernant l'équilibre entre les questions relatives aux droits de la personne et les mesures concernant le commerce et l'aide internationale.

Nous craignons que l'on n'adopte deux poids deux mesures, ce qui serait dommage. Ces demiers mois, des politiciens ont fait des déclarations qui semblent indiquer que les droits de la personne ne constituent plus un élément important de la politique canadienne. D'autre part, les fonctionnaires nous disent que le dialogue se poursuit.

Il convient de souligner que, pour promouvoir efficacement la liberté d'expression il faut se pencher sur des cas précis. C'est une chose que de déclarer un soutien de principe pour les droits de la personne mais il faut beaucoup plus d'audace pour prendre des mesures plus concrètes et plus efficaces afin de régler des cas précis de violations. Voici ce que nous recommandons.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Il m'est difficile de vous interrompre.

Mme Botsford Fraser: Je m'en rends compte.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): You are taking advantage of me.

Ms Botsford Fraser: I will simply say that we would like it to be an official policy of the government to intervene in specific cases of human rights abuse and freedom of expression abuse at the highest level; that is to say, ministerial and above. We feel that the naming of names is a powerful weapon and it is one that should be in the army of those defending freedom of expression, not those who would simply take away that right.

[Traduction]

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Vous abusez de ma patience.

Mme Botsford Fraser: Je dirais simplement que nous aimerions que le gouvernement du Canada ait pour politique officielle d'intervenir dans des cas précis de violations des droits de la personne et de la liberté d'expression au niveau le plus élevé c'est-à-dire à partir du niveau ministériel. Nous estimons que le fait de citer des noms constitue une arme puissante que devrait utiliser les défenseurs de la liberté d'expression et non pas les violateurs de cette liberté.

• 0930

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much, each of you, for your presentations. Your cooperation also is much appreciated. We have some good time now to engage in an exchange of views, which will give you an opportunity to further support your arguments or add new ones.

Do any of the members of the committee wish to address a question to any of our witnesses? Mr. Flis.

Mr. Flis (Parkdale—High Park): Both Ms McMillen and Mr. Bennink touched on trade, and fair trade. This is a very timely topic, to the point where the G-7 countries held a special jobs conference not long ago. As GATT has come to finalize a lot of the world trade agreements—over 100 countries are now regulated by GATT rules—countries are fighting to be more productive or to compete with each other.

To be productive, they must harness the latest technology. By harnessing the latest technology, they are putting many people out of work. In the development of our foreign policy, how do we balance being productive to be world-competitive, harnessing the technology, and at the same time keeping our employment up? Most countries around the world are facing the same problem we are, the problem of unemployment. If people do not have jobs, that leads to poverty and all the other issues other presenters have mentioned.

Mr. Bennink: I have a couple of comments. It would seem to us the allocation of foreign aid and how it is channelled ought not to be based at all on trade agreements or industrial trade but rather on the needs of the poorest of the poor countries. I own my own business. Industrial trade is extremely important to me and my staff. But I do not think foreign aid and industrial trade are the same. If it is going to be industrial trade, it ought to be called trade; it ought not to be called foreign aid.

I want to make that clear. I touched on it in my brief, but we think they are very different issues.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): What practices now taking place do you think confuse trade and aid?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je remercie beaucoup les témoins pour leur exposé. Votre collaboration est très appréciée. Maintenant, nous allons passer à la période des questions, et vous aurez l'occasion d'étoffer vos arguments et d'en présenter de nouveaux.

Les membres du comité ont-ils des questions à poser aux témoins? Monsieur Flis.

M. Flis (Parkdale—High Park): M^{me} McMillen et M. Bennink ont parlé du commerce et des justes pratiques commerciales. Cette question est d'autant plus d'actualité que les pays du G-7 ont tenu une conférence consacrée aux emplois il n'y a pas longtemps. Le GATT vient de conclure de nombreux accords commerciaux internationaux—plus de 100 pays sont maintenant régis par des règles du GATT—et les pays luttent pour être plus productifs ou pour se faire concurrence.

Pour être productifs, ils doivent maîtriser les technologies de pointe. En maîtrisant les technologies de pointe, ils réduisent beaucoup de gens au chômage. En élaborant notre politique étrangère, comment pouvons-nous assurer l'équilibre entre la productivité, la compétitivité internationale, la maîtrise de la technologie et la création d'emplois? Dans le monde entier, la plupart des pays connaissent le même problème que nous, celui du chômage. Le chômage mêne à la pauvreté et à tous les autres problèmes que les témoins ont mentionnés.

M. Bennink: J'ai quelques observations à faire. Il nous semble que l'octroi et l'acheminement de l'aide étrangère ne devraient pas du tout être fondés sur les accords commerciaux ni sur le commerce industriel, mais plutôt sur les besoins des pays les plus pauvres. J'ai ma propre entreprise. Le commerce industriel est extrêmement important pour moi et pour mes employés. Cependant, il ne faut pas confondre l'aide étrangère et le commerce industriel. Si nous choisissons le commerce industriel, il faut l'appeler par son nom; il ne faut donc pas parler d'aide étrangère.

Je tiens à ce que cela soit clair. J'en ai parlé dans mon mémoire, et selon nous, ce sont des questions très différentes.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): À votre avis, quelles sont les pratiques commerciales qui entraînent la confusion entre le commerce et l'aide?

Mr. Bennink: CIDA in 1992 and 1993 starting to move away from southern countries and toward eastern Europe and what used to be the Soviet Union is probably a good example of that. In other words, we ought not to be asking what we can get back, how we can get some benefits down the road, and saying we will only help those countries where we see we can trade with them down the road. They are completely separate.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Do you see any objection to Canada's developing relations through its aid policy ultimately to benefit through trade?

Mr. Bennink: No, as long as it is clearly identified as such.

Let me just follow up with a comment that goes along with that. It seems to me the aid ought to be done, as you probably see through many of the submissions you've had, more through NGOs than government to government.

• 0935

I am sure you've heard many examples of how government-to-government aid, particularly with southern countries, isn't nearly as efficient as how NGOs handle money, and they are accountable to CIDA and empower the people there. That works directly with the jobs we talked about.

We believe we ought to empower the people themselves. If we empower the people so they can decide for themselves and they set up the programs and we are merely the consultant type, if you will, behind the scenes, it is their decision and they will do income generation, they will do health and so on. They will create the jobs and they will create the market, and that in turn will look after itself.

Mr. English (Kitchener): Ms Botsford Fraser, as you know, recently there was a incident involving a writer in Bangladesh, Taslima Nasrin. She has now seemingly taken exile.

I happen to have one of the articles in my briefcase. It is a coincidence, but it shows I am interested in the topic, at least. John Burns, a Canadian by background who writes for *The New York Times*, wrote about the case:

...in apportioning blame, many here

-this is in Bangladesh-

do not stop at the clerics and their appeasers. Many of those whose futures seem most at risk from the fundamentalists—the professional class of bankers, engineers and editors, who are working for a modernized, secular Bangladesh—reserve much of their frustration for the Western countries that have intervened on Ms Nasrin's behalf. They are irritated at what they regard as a short-sighted approach. In "mistaking Bangladesh for Iran," as one scholar put it, the West may foster the extremism it seeks to oppose by leaving Bangladeshis feeling willfully misunderstood.

[Translation]

M. Bennink: En 1992 et 1993, l'ACDI a commencé à se détourner des pays du sud pour se rapprocher des pays d'Europe de l'Est et de l'Ancienne Union soviétique; or voilà probablement un bon exemple. Autrement dit, nous ne devrions pas nous demander quels sont les avantages que nous pouvons en tirer ni comment nous pouvons en bénéficier ultérieurement et dire que nous n'allons aider que les pays avec lesquels nous pourrons commercer éventuellement. L'aide et le commerce sont deux questions tout à fait distinctes.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Voyez-vous un inconvénient à ce que le Canada crée, grâce à sa politique d'aide, des relations qui pourraient en fin de compte être avantageuses sur le plan commercial?

M. Bennink: Non, à condition de le dire clairement.

Permettez-moi de faire une observation dans le même ordre d'idée. Il me semble que l'aide devrait être accordée, comme l'ont probablement dit bon nombre de témoins, plus par l'entremise des ONG que de gouvernement à gouvernement.

Je suis sûr qu'on vous a donné de nombreux exemples attestant que l'aide de gouvernement à gouvernement, surtout quand elle est destinée aux pays du Sud, est loin d'être aussi efficace que celle qui transite par les ONGs, car celles—ci sont responsables devant l'ACDI et font participer les populations concernées. Les ONGs créent directement les emplois dont nous avons parlé.

Nous croyons qu'il faut donner le pouvoir de décision aux populations elles-mêmes. Si nous leur permettons de décider et de mettre en place les programmes, et si nous nous contentons de jouer le rôle d'expert-conseils dans les coulisses si on veut, elles vont produire des revenus, s'occuper de la santé, et ainsi de suite. Elles vont créer les emplois et les débouchés, et le système va fonctionner de lui-même.

M. English (Kitchener): Madame Botsford Fraser, comme vous le savez, il y a eu récemment au Bangladesh un incident concernant un écrivain, Taslima Nasrin. Apparemment, elle est maintenant en exil

Comme par hasard, j'ai dans ma serviette un article à ce sujet. C'est une coïncidence, mais cela montre au moins que je m'intéresse à la question. John Burns, un resortissant Canadien qui écrit pour le *New York Times*, a écrit à ce sujet:

. . . en établissant les responsabilités, bon nombre de gens ici. . .

---c'est-à-dire au Bangladesh---

...ne s'arrêtent pas aux ecclésiastiques et à ceux qui les calment. Bon nombre des personnes dont l'avenir semble le plus menacé par les intégristes, c'est à dire les professionnels que sont les banquiers, les ingénieurs, les écrivains, qui travaillent à l'édification d'un pays moderne et laïque, s'en prennent essentiellement aux pays occidentaux qui sont intervenus en faveur de M^{me} Nasrin. Ils sont irrités par ce qu'ils considèrent comme étant une démarche à courte vue. «En confondant le Bangladesh et l'Iran estime un universitaire, l'Occident pourrait promouvoir l'extrémisme qu'il tente de combattre, en amenant les gens du Bangladesh à croire qu'ils sont victimes d'une malheureuse incompréhension.»

He continues:

Although many here feel the Government erred in bringing a criminal charge against Ms Nasrin, a wariness of the fundamentalists' wrath is shared even by the writer's supporters. "Once fundamentalism is out of the bottle, you can't put it back," said Kamal Hossein, a former Foreign Minister who leads Ms Nasrin's legal team.

Others here say that Western countries have made the mistake of speaking of freedom of expression as if Dhaka were London or New York, a place where democracy is sufficiently well rooted to survive the shocks of unfettered speech and writing.

The case, as you can see, is a difficult one. Burns is a reporter who has been out of North America for many years. He is currently in Southeast Asia. He talks about the reaction of people who would be, we would expect, sympathetic to the kinds of principles about which you spoke very eloquently. I wonder how you would react to this particular comment by Mr. Burns.

Ms Botsford Fraser: I think it is a fair comment. I do think there is a great over—simplification of the issues and there is a real danger of a kind of hardening of western values versus Islam in some way. There is a great deal of misunderstanding on both sides.

PEN Canada did a study a few years ago—it is available from our office—on the connections between Muslim history, law, and tradition and international human rights laws. Many Muslim countries are signatory to the international conventions on human rights, and many of their own internal documents very clearly state there are laws and traditions that would protect individuals from the kind of persecution we are seeing.

I think we in the west have over-simplified. We do tend to treat Salman Rushdie and Taslima Nasrin as if they were the same case. They are not at all. There is no fatwa against Taslima Nasrin. It is a very different situation. The over-simplification makes it difficult for countries to have an open dialogue.

I do think, though, we can come back to the fundamental right of any individual to be able to express his or her opinions and to write freely without threat of death. I do not think, and I don't think anyone here would believe, a person should be executed for stating their opinions. On that basis, I think it is fair to take on the case of Taslima Nasrin, which PEN has done. For example, I think Sweden is offering exile to Taslima Nasrin.

• 0940

But we have to be cautious. We have to get better at understanding the realities in both those countries and to understand the rights of those countries as well.

Mr. English: In terms of these questions, you mentioned China and you had suggested in your testimony before that perhaps the balance has shifted too much towards trade rather than human rights. Yesterday I read an article in *The Toronto*

[Traduction]

Monsieur Burns poursuit:

Même si bien des gens ici estiment que le gouvernement s'est fourvoyé en portant une accusation criminelle contre M^{me} Nasrin, même les partisans de l'écrivain sont conscients de la colère des intégristes. «Une fois que l'intégrisme sort de sa boîte, vous n'y pouvez plus rien», déclare Kamal Hossein, ancien ministre des Affaires étrangères qui dirige l'équipe d'avocats défenseurs de M^{me} Nasrin.

D'autres ici estiment que les pays occidentaux ont fait l'erreur de parler de la liberté d'expression comme si Dhaka était Londres ou New York, des endroits où la démocratie est assez bien enracinée pour résister au choc d'une liberté débridée de parler et d'écrire.

Comme vous pouvez le voir, il s'agit là d'un cas difficile. M. Burns est un journaliste qui a quitté l'Amérique du Nord depuis de nombreuses années. Il vit maintenant en Asie du Sud-est. Il parle de la réaction de personnes qui, à notre avis, devraient être sensibles aux principes dont vous avez parlé avec beaucoup d'éloquence. Comment réagissez-vous aux propos de M. Burns?

Mme Botsford Fraser: Je pense que c'est une remarque juste. À mon avis, les questions sont trop simplifiées et l'on risque vraiment d'assister d'une manière ou d'une autre à un durcissement des valeurs occidentales par opposition à l'Islam. Il y a beaucoup d'incompréhension des deux côtés.

Il y a quelques années, PEN Canada a fait une étude—que vous pouvez obtenir à nos bureaux—sur les rapports entre, d'une part, l'histoire, le droit et la tradition islamique et, d'autre part, les règles internationales relatives aux droits de la personne. Bien des pays islamiques sont signataires des conventions internationales sur les droits de la personne et bon nombre de leurs documents nationaux stipule très clairement qu'il y a des lois et des traditions qui protègent les individus du genre de persécution que nous voyons.

Je pense qu'en Occident, nous avons trop simplifié les choses. Nous avons tendance à traiter le cas de Salman Rushdie de la même façon que celui de Taslima Nasrin. Les deux ne sont pas du tout semblables. Taslima Nasrin ne fait l'objet d'aucune fatwa. Sa situation est très différente. La sursimplification rend difficile le dialogue ouvert entre les pays.

Cependant, je pense que nous pouvons revenir au droit fondamental qu'a tout individu de pouvoir exprimer ses opinions et d'écrire librement sans risquer la mort. Je ne pense pas, et je crois que vous êtes tous d'accord avec moi, qu'il faille exécuter une personne pour avoir exprimé ses opinions. C'est pour cela qu'il est juste de se pencher sur le cas de Taslima Nasrin, comme PEN l'a fait. Par exemple, je pense que la Suède a offert l'exil à M^{me} Nasrin.

Mais nous devons être prudents. Nous devons chercher à mieux comprendre les réalités dans ces deux pays et à comprendre aussi les droits de ces derniers.

M. English: À cet égard, vous avez mentionné la Chine et dans votre mémoire, vous avez affirmé qu'on a peut-être trop privilégié le commerce au détriment des droits de la personne. Hier, dans le *Toronto Star*, j'ai lu la chronique de Richard

Canadian foreign policy is that we have continued to trade with Cuba. where human rights certainly have been abused over the last 30 years. but we have kept open and it is a much better policy than that of the United States.

So we move to China. No one can doubt that there are human rights abuses in China. No one can doubt that there are limitations on freedom of expression, although much less than 30 years ago.

How do you see the balance changing? We are continuing, in this public setting, to talk about human rights abuses in China, but we are in another sense taking the same policy as we did for Cuba. It is the argument that if we trade with these countries, if we encourage cultural exchanges, if we have students from China who come here, then somehow this process will break down those limitations upon human freedom of expression, as perhaps it did in eastern Europe.

Ms Botsford Fraser: I think that is true in the case of China, that we should be looking for that kind of connection with China, and we are doing so. Our concern is that at the same time we are pulling back on human rights problems, that we are downplaying human rights problems.

Again, it seems to be almost a double standard. That is not a very kind way to phrase this, but it seems that on the one hand we do have politicians... Mr. Rae is one of them. Our Minister of Foreign Affairs and our Prime Minister, too, have somehow suggested that Canada can't really play an important role on human rights issues as it might, that it is folly to imagine that we actually can have any impact. As a Canadian, I don't believe that.

Canada has a very long record of taking part in a very determined way on human rights issues, and it is absolutely essential that we should continue to do that, by taking individual cases, such as in China, where there is a writer named Ren Wanding-by taking the case of Mr. Wanding's plight, his sentence, which I think is 20 years, specifically before the highest political level in China and saying, "What about this case? Why is this person in prison?" We should be dealing with those individual cases instead of just asking for an improvement in the human rights standards. That's not going to happen. You have actually to deal with very specific cases.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We've had a lot of evidence on this subject - I am sure Mr. English will come back to some of it-but you have raised the question of human rights and trade in the same context. You haven't gone so far as to say that we ought to adjust our trade policy to China in order to register a human rights concern.

Ms Botsford Fraser: We saw the Americans flirt with that possibility when they threatened to take away the most-favourednation status of China, and they obviously pulled back.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): It was more than a flirtation; it was a colossal backdown.

[Translation]

Star, Richard Gwyn's column, which said that the great triumph of Gwyn dans laquelle il disait que le grand triomphe de la politique étrangère du Canada réside dans le fait que nous avons continué à commercer avec Cuba, où les droits de la personne sont certainement bafoués depuis trente ans; nous avons néanmoins continué à traiter avec ce pays, ce qui est nettement mieux que la politique des États-Unis.

> Nous parlions donc de la Chine. Nul ne peut contester le fait que les droits de la personne sont violés dans ce pays. Nul ne peut douter que l'on y impose des restrictions à la liberté d'expression, même s'il y en a moins qu'il y a trente ans.

> À votre avis, comment rétablir l'équilibre? Dans le cadre de ce comité, nous continuons à parler des violations des droits de la personne en Chine, mais nous sommes en train d'appliquer d'une autre manière la même politique que nous avons adoptée par le passé à l'égard de Cuba. D'aucuns estiment que si nous commercons avec ces pays, si nous encourageons les échanges culturels, si nous faisons venir des étudiants chinois au Canada, cela va contribuer à promouvoir la liberté d'expression, comme on l'a peut-être vu en Europe de l'est.

> Mme Botsford Fraser: Je pense qu'il est vrai, dans le cas de la Chine, que nous devrions rechercher ce genre de relations et c'est ce que nous sommes en train de faire. L'autre préoccupation est que, parallèlement, nous sovons en train de reculer en ce qui concerne les droits de la personne, que nous sommes en train de les minimiser.

> Une fois de plus, il me semble qu'on peut presque parler de deux poids deux mesures. Ce n'est peut-être pas très gentil de le dire de cette façon, mais j'ai l'impression que, d'une part, nous avons des politiques... M. Rae en est un. Notre ministre des Affaires étrangères et notre Premier ministre ont en quelque sorte indiqué que le Canada ne peut pas vraiment jouer un rôle important dans le dossier des droits de la personne, qu'il est illusoire de s'imaginer que nous pouvons vraiment avoir de l'influence. En tant que Canadienne, je ne partage pas cet avis.

> Le Canada a largement fait la preuve de sa grande détermination à défendre les droits de la personne, et il est absolument essentiel que nous continuons dans cette voie, en nous penchant sur des cas précis; par exemple, prenons le cas de l'écrivain Chinois Ren Wanding. Nous pourrions intervenir au plus haut niveau politique en Chine pour nous en informer et demander pourquoi M. Wanding est emprisonné depuis 20 ans. Nous devrions traiter des cas précis au lieu de demander simplement une amélioration des normes relatives aux droits de la personne. À moins de travailler sur des cas très précis, on ne peut pas obtenir de résultats concrets.

> Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous avons reçu de nombreux témoignages à ce sujet-je suis sûr que M. English reviendra là-dessus - mais vous avez soulevé la question des droits de la personne et du commerce dans le même contexte. Vous n'êtes pas allé jusqu'à dire que nous devrions ajuster notre politique commerciale à l'égard de la Chine pour signifier notre préoccupation concernant les droits de la personne.

> Mme Botsford Fraser: Nous avons vu les Américains envisager cette possibilité quand ils ont menacé d'enlever à la Chine son statut de nation la plus favorisée, et ils y ont manifestement renoncé.

> Le coprésident (le sénateur MacEachen): Ils ne l'ont pas seulement envisagé; c'était un recul phénoménal.

Ms Botsford Fraser: Exactly. You will notice that now the Americans—surprise, surprise—are considering sanctions because of CD piracies. In other words, it seems to be okay to recommend sanctions on those kinds of issues, but not on human rights issues. I think that is a skewing of the priorities.

I would like to see Canada be much more direct with China on human rights. There may well be some cost initially in a deal here or a deal there, but I just think it is wrong to throw away our commitments and our beliefs simply because we imagine that there is a multibillion-dollar possibility of trade.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I must say that I agree with you on that one, the way you put it.

Mr. English: I have a short question. Turning from trade to aid, we can argue about China, because it is a massive country and apparently it has potentially enormous markets, but in the case of Bangladesh we have influence, because Bangladesh has received enormous amounts of Canadian aid and continues to do so. In fact, I think it has been the largest recipient of Canadian development assistance. Given our influence there, what should we do in this case? Should we be speaking out, or should we accept the caution that Mr. Burns presents for us?

Ms Botsford Fraser: We should speak out. We should clearly distinguish between Iran. . . I believe there should be a much stronger international pressure on Iran because of the fatwa, and Canada started to proceed toward that—

• 0945

Mr. English: But we don't have much influence on Iran. We have a lot of influence on Bangladesh, I would think.

Ms Botsford Fraser: Yes. I think we should be speaking out on the issue of Taslima Nasrin. It's a slightly different case there, because the government is not calling for her death; there is a penal code that she is seen to have transgressed, and there is a court case. But I do think we should be addressing Bangladesh on that issue.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I wonder if you could clarify for me what you mean by fair trade and unfair trade. When does trade become unfair? Presumably a seller and a buyer find an arrangement that is mutually beneficial and they have an exchange, and that is called trade. One buys, and the other sells, across borders. When does it become unfair, and how does it relate to development?

Ms McMillen: I would like to attempt a brief response to that. I would say trade becomes unfair when the effects of the trade deal are negative on many people who have not had input into the trade arrangement. This certainly applies in the case of various international treaties such as GATT and NAFTA. Trade deals are often made by governments, by transnational corporations, with no consultation whatsoever with the people who may be affected directly.

[Traduction]

Mme Botsford Fraser: Exactement. Vous remarquerez qu'en ce moment—incroyable, mais vrai—les Américains envisagent des sanctions à cause du piratage des disques compacts. Autrement dit, il semble être acceptable de recommander des sanctions dans des domaines semblables, mais pas en ce qui concerne les droits de la personne. Je pense que les priorités américaines sont de travers.

Je voudrais que le Canada soit beaucoup plus direct avec la Chine sur les droits de la personne. Au début, cela pourrait bien nous valoir un contrat ici et là, mais je pense qu'on a tort de renoncer à nos engagements et nos convictions pour la simple raison que nous nous imaginons que nous pouvons gagner des milliards de dollars en commerçant avec ce pays.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je dois dire que je suis d'accord avec vous sur ce point et sur la façon dont vous l'avez formulé.

M. English: J'ai une question brève. Pour passer du commerce à l'aide, nous pouvons débattre de la Chine, car c'est un pays immense qui présente apparemment des débouchés potentiellement considérables, mais dans le cas du Bangladesh, nous avons de l'influence, car ce pays a reçu et continue à recevoir beaucoup d'aide du Canada. En effet, je pense que le Bangladesh est le plus grand bénéficiaire de l'aide canadienne au développement. Compte tenu de notre influence, que devrions-nous faire dans ce cas? Devrions-nous prendre position ou accepter les conseils de M. Burns?

Mme Botsford Fraser: Nous devrons prendre position. Nous devons clairement faire la distinction entre l'Iran... Je crois que la communauté internationale doit exercer des pressions beaucoup plus fortes sur l'Iran à cause de la fatwa, et le Canada s'est engagé dans cette voie...

M. English: Mais nous n'avons pas beaucoup d'emprise sur l'Iran. Nous en avons beaucoup sur le Bangladesh, j'imagine.

Mme Botsford Fraser: En effet. Je pense que nous devons prendre position dans l'affaire Taslima Nasrin. Cette affaire est légèrement différente dans la mesure où le gouvernement n'a pas décrété sa mort; l'on estime qu'elle a violé un code pénal et l'affaire est devant les tribunaux. Mais je pense effectivement que nous devons intervenir à ce sujet auprès du gouvernement du Bangladesh.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Pourriez-vous préciser ce que vous entendez par justes et injustes pratiques commerciales? Quand les pratiques commerciales deviennent-elles injustes? Je présume que, lorsqu'un vendeur et un acheteur s'entendent pour faire un échange mutuellement bénéfique, on parle de commerce. L'un achète, et l'autre vend, au delà des frontières. À partir de quel moment ces pratiques commerciales deviennent-elles injustes? Et quelles en sont les répercussions sur le développement?

Mme McMillen: Je vais essayer d'y répondre brièvement. Je dirai qu'elles deviennent injustes quand les effets de l'accord commercial sont négatifs sur bien des personnes qui n'ont pas contribué à cet accord. Tel est certainement le cas de divers traité internationaux comme le GATT et l'ALÉNA. Souvent, les accords commerciaux sont conclus par des gouvernements et par des sociétés multinationales sans aucune consultation avec les personnes qui pourraient être touchées directement.

29-8-1994

[Text]

The Joint Chairman (Senator MacEachen): So you're talking really about trade agreements rather than trade in the pure sense.

Ms McMillen: Yes. Sometimes perhaps it may be an individual trade agreement that has been negotiated, but I think the key is this: Who does this trade agreement affect? Have these people had adequate input into the trade deal? If they are going to be affected negatively, have they been properly informed, have they been properly consulted, will they be properly compensated? So much of our international trading arrangements today is based on western conceptions of competitiveness and free trade that absolutely do not take into consideration the ecological impacts or the sociological impacts on the people who are going to be directly affected.

So when we're talking about fair trade, we are talking about what is going to promote sustainable human development for the poorest people in that country and how their interests are being considered.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Whose responsibility is it to decide how their interests are being protected? Is it the government of that country, the people of that country, or Canada?

Ms McMillen: The people of that country.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I would agree with that. But how does Canadian development bring that about?

Ms McMillen: As I said, I think we have to listen to the people of the country and hear what their own priorities are for development and how they would like to see that proceed. One of the things we can do is look for areas where Canada's interests and the interests of the people in other countries coincide.

I think, for example, we may have considerable interest in listening to the people of India and other southern countries when it comes to trade-related intellectual property rights. This is a very controversial issue, and at present it is being pursued solely in the context of what an individual or a corporation can patent, whereas a great deal of the knowledge held in the Third World is held verbally and communally. People are seeing western corporations coming in and putting patents on ideas and innovations that have existed informally among communities for millennia, and they see this as piracy.

• 0950

That's one example of the way we can listen to people and look at what is their own perspective and can we support that. This certainly has many implications for development, especially in sustainability. How do we deal with things such as the Three Gorges dam project in China, logging in India and Indonesia, as well as looking at our own domestic policies on these, looking at what's sustainable?

[Translation]

Le coprésident (le sénateur MacEachen): En réalité, vous parlez donc des accords commerciaux et non pas du commerce au sens propre du terme.

Mme McMillen: En effet. Parfois, il peut s'agir d'un accord commercial qui a été négocié mais je pense que les questions fondamentales sont les suivantes: Qui subit les répercussions de cet accord? Les personnes touchées ont-elles donné leur avis sur l'accord? Si les répercussions vont être négatives, ces personnes en sont-elles adéquatement informé, ont-elles été adéquatement consultées, seront-elles adéquatement indemnisées? De nos jours, bon nombre de nos accords commerciaux internationaux sont fondés sur les conceptions occidentales de la compétitivité et du libre-échange qui ne tiennent absolument pas compte de leurs répercussions écologiques ou sociologiques sur les personnes qui seront directement touchées.

Par conséquent, quand nous parlons de justes pratiques commerciales, nous pensons à un commerce qui va promouvoir un développement humain durable pour les habitants les plus pauvres d'un pays donné, et nous nous demandons dans quelles mesures nos intérêts sont pris en ligne de compte.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Qui a la responsabilité de décider de la manière dont leurs intérêts sont protégés? Est-ce le gouvernement de ce pays, la population de ce pays, ou le Canada?

Mme McMillen: La population de ce pays.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je suis d'accord avec vous. Mais comment l'aide canadienne au développement peut—elle contribuer à atteindre cet objectif?

Mme McMillen: Comme je l'ai dit, nous devons écouter la population de ce pays pour connaître ses priorités en matière de développement, ainsi dont la manière dont elle aimerait procéder. L'une des choses que nous pouvons faire est de rechercher des domaines ou des intérêts du Canada et ceux de la population des autres pays coïncident.

pourrions Par exemple, je pense que nous considérablement intéressés en écoutant ce que la population de l'Inde et des autres pays du Sud ont à nous dire en ce qui concerne les rapports entre le commerce et les droits de la propriété intellectuelle. Il s'agit là d'une question très controversée, et actuellement, on l'examine uniquement dans le contexte de ce qu'un particulier ou une société peut breveter, alors que dans le Tiers monde, bon nombre de connaissances sont véhiculées oralement et collectivement. On voit des sociétés occidentales qui arrivent et qui font breveter des idées et des innovations qui ont existé de façon informelle au sein des collectivités pendant des milliers d'années, et l'on considère que c'est de la piraterie.

Voilà un exemple de la façon dont nous pouvons écouter les gens, examiner comment ils envisagent les choses et voir dans quelle mesure nous pouvons leur donner notre appui. Cela a assurément de nombreuses conséquences pour le développement, surtout sur le plan de la durabilité. Quelle doit être notre position face aux projets de barrage des Trois gorges en Chine, à l'exploitation forestière en Inde et en Indonésie? Nous devons également remettre en question nos prises de position intérieures à cet égard, et nous interroger sur ce qui est durable.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Elizabeth Snell, in your presentation you talked about a particular area in India which you described as having established a commendable or maybe even enviable way of solving community problems. You compared that society with Canada, it seemed to me to the detriment of Canada. You found that society more appealing than Canada. I don't object to your conclusion, but what went through my mind is what do we have to teach developing countries? If there are models within those countries that have achieved such success, why aren't these models being transmitted more effectively within the developing world, from one nation to another?

Ms Snell: Canada's home to me, so I was glad to come home. There's certainly lots that's positive about Canada. My enthusiasm goes both ways, actually.

Why isn't it transferred? Well, some things unique about Kerala maybe don't apply to other areas. But something we could be part of is helping people in those areas publish what they want to publish about how they have done things. They probably don't have the resources to make that available.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): They seem to have a lot of newspapers.

Ms Snell: They're all local. A lot of them are in Malayalam, the local language, and that's unique to Kerala. So it would need extra resources, which I suppose would be something we could contribute—not to direct it, but just to offer that so they would be able to have more interaction. We could pay the way for delegates representing poor people from various countries to international or foreign policy review committees or other international fora so interaction and learning are possible. Those are perhaps ways we could contribute to making that communication happen more.

Of course it's unique, so it doesn't apply everywhere. But there are lots of lessons that can apply. There are lessons that can go from Canada there, too. I didn't mean to say we compare altogether unfavourably.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): My real main point was that here was a very striking model in a developing country, indicating problems had been solved to the satisfaction of the inhabitants, and I wondered why such a model wasn't being more widely used even in India and in other developing countries. Are there networks within the developing world by which these examples are transmitted...rather than, in a roundabout way, expecting a country like Canada to take on the job of educating other developing countries about what is happening in this part of India?

• 0955

Ms Snell: I suppose another influence that occurs in the rest of India but that doesn't occur in Kerala is that the un autre type d'influence qu'on ne voit pas beaucoup dans l'état transnational corporations do not have a big presence there, so de Kerala, je veux parler de l'influence des sociétés there isn't that... They've also tried to be independent of transnationales, et par conséquent cet élément ne... Ils ont

[Traduction]

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Elizabeth Snell, dans votre exposé vous avez parlé d'une région de l'Inde qui a réussi à mettre en place un système particulièrement intéressant et peut-être même enviable pour résoudre les problèmes de la communauté. Vous avez comparé cette société à celle du Canada, et il m'a semblé que la comparaison se faisait plutôt au détriment du Canada. C'est une société qui, à votre avis, est plus séduisante que celle du Canada. Je ne conteste pas votre conclusion, mais je ne peux pas m'empêcher de demander ce que nous avons qui peut être enseigné aux pays en voie de développement? Si dans ces pays-là certains modèles ont remporté un tel succès, pourquoi ne sont-ils pas imités efficacement par les autres pays du monde en voie de développement?

Mme Snell: Le Canada, c'est chez-moi, j'ai donc été heureuse de rentrer. Le Canada a sans aucune doute beaucoup d'aspects positifs. En fait, mon enthousiasme va dans les deux sens.

Pourquoi ces modèles ne sont-ils pas transférés? Eh bien, l'État de Kerala a certaines caractéristiques uniques qui empêchent peut-être d'utiliser ses idées ailleurs. Cela dit, nous pourrions certes aider les gens de ces régions-là à publier des documents sur la façon dont ils s'y sont pris. Ils ne disposent probablement pas des ressources nécessaires pour faire connaître leurs expériences.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): J'ai l'impression qu'ils ont beaucoup de journaux.

Mme Snell: Ce sont tous des journaux locaux. Très souvent, ils sont en Malayalam, la langue locale, qui n'est parlée que dans l'État de Kerala. Il faudrait donc des ressources supplémentaires, et j'imagine que nous pourrions contribuer sur ce plan-là, et je ne parle pas d'exercer un contrôle, mais simplement de faciliter l'interaction. Nous pourrions, par exemple, défrayer les délégués qui représentent les pauvres de divers pays au sein de comités internationaux ou de comités d'examen de la politique étrangère ou autres forums internationaux: cela faciliterait l'interaction et l'apprentissage. Voilà peut-être comment nous pourrions faciliter ce type de communication.

Bien sûr, dans la mesure où une expérience est unique, elle ne s'applique pas ailleurs mais il y a tout de même des leçons à en tirer. Il y a également des leçons du Canada qui peuvent s'appliquer là-bas. Je n'ai pas voulu dire que la comparaison nous était totalement défavorable.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Ce qui m'intéresse c'est que voilà un modèle particulièrement frappant. issu d'un pays en voie de développement, un modèle qui a permis de résoudre des problèmes à la satisfaction des habitants; je me demande pourquoi ce modèle n'est pas plus imité, ne serait-ce qu'en Inde et dans d'autres pays en voie de développement. Y a-t-il des réseaux dans les pays en voie de développement qui permettent de transmettre ces exemples, ce qui éviterait le détour par un pays comme le Canada lorsqu'il s'agit de faire connaître l'expérience de cette région de l'Inde à d'autres pays en voie de développement?

Mme Snell: Je suppose que le reste de l'Inde est soumis à

western influence that's allowed them this. As for whether we can allow other areas that kind of independence, to say that the intellectual property rights are an issue or to give them that say in these agreements so that they are able to have the independence to develop societies like Kerala, I think that's a role we could have in democratization of the international financial institutions. Then countries and states like that could have more say and not be steamrolled by western policy.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. English, one final question, and then we will wrap up.

Mr. English: I have a very quick question about India, which I visited. I visited Kerala too. I know when I was there some years ago that western influence was remarkably small. The policy that was followed after independence was to minimize influence, and certainly the philosophy of independence as espoused by Gandhi and Nehru was self-reliance.

More recently India has opened up, if you like. You can tell that this weekend I have been reading The Toronto Star. Yesterday The Toronto Star had an article about 200 million who are moving into the middle class in India. I gather it has changed remarkably since the time I was there a few years ago.

The rate of economic growth is high. You have been to Kerala. When I was there I certainly did see beggars. You said you saw none. Kerala's history is an interesting one because it is a communist form of state that elected a communist government. Sometimes that works. In Venice it is much cleaner since they have elected a communist mayor. It is also a place where there is direct rule imposed by the central government. So in some cases it was not so much what people wanted as what the government did.

1000

What I am getting at in this question is that we have heard attacks on western influence as possibly deleterious to countries such as India, but the government currently has opened up and it seems to have ameliorated some of the very bad situations that were present in India as recently as five or six years ago. I wonder if you would care to comment on that.

Ms Snell: First, on the issue of the communist government in Kerala, they do alternate. It was freely elected as well, and then they alternate between the Congress, or central government, and... So there is a lack of corruption there that happens in other parts, just because it changes from one party to another in their very active democracy. It does not get some of the excesses of either extreme.

[Translation]

international trade. So in a sense it's staying independent of our également essayé de se libérer des contraintes du commerce international. D'une certaine facon, c'est parce qu'ils sont restés à l'abri de notre influence occidentale qu'ils ont pu réussir cette expérience. Quant à savoir si nous pouvons accorder ce genre d'indépendance à d'autres régions, décider que les droits sur la propriété intellectuelle sont une question pertinente ou leur accorder cette influence dans ces accords pour leur permettre d'élaborer des sociétés comme celles de Kerala, je considère que nous pourrions jouer ce rôle-là dans le cadre d'une démocratisation des institutions financières internationales. Ces pays et ces États auraient alors une plus grande influence et ne seraient plus dominés par la politique occidentale.

> Le coprésident (le sénateur MacEachen): Monsieur English, une dernière question, après quoi nous terminerons.

M. English: J'ai une question très courte à poser au sujet de l'Inde, un pays que j'ai visité. C'était il y a quelques années et j'ai également visité Kerala où il m'a semblé que l'influence occidentale était remarquablement faible. Après son indépendance, cet État a décidé de minimiser toute influence et il ne faut pas oublier que la philosophie de l'indépendance de Gandhi et de Nehru était une philosophie d'autosuffisance.

Ces derniers temps, l'Inde s'est en quelque sorte ouverte. Vous devinez que cette fin de semaine j'ai lu The Toronto Star. Dans le numéro d'hier, il v avait un article au sujet des 200 millions d'Indiens qui accèdent actuellement à la classe moyenne. Apparemment, les choses ont beaucoup changé depuis que j'y suis allé, il y a quelques années.

Le taux de croissance économique est très élevé. Vous avez visité Kerala; quand j'y étais, il y avait certainement des mendiants dans les rues. Vous nous dites que vous n'avez pas vu. L'histoire de cet État est intéressante car il s'agit d'un état communiste qui a élu un gouvernement communiste. Il arrive que cela fonctionne. Venise est devenue beaucoup plus propre depuis qu'on y a élu un maire communiste. C'est également un endroit qui est directement administré par le gouvernement central. Ainsi, dans certains cas, ce n'est pas tellement la volonté du peuple que les décisions du gouvernement qui ont triomphé.

Ce qui m'intéresse c'est lorsque je pose cette question, c'est qu'on a entendu critiquer la mauvaise influence de l'intervention occidentale sur des pays comme l'Inde. Or, ces derniers temps le gouvernement a pris les mesures d'ouverture et il semble que cela ait amélioré des situations particulièrement déplorables qui existaient encore en Inde il y a cinq ou six ans. Pouvez-vous nous dire ce que vous en pensez.

Mme Snell: Pour commencer, en ce qui concerne le gouvernement communiste à Kerala, il y a une alternance. C'est également un gouvernement qui a été librement élu et il existe une alternance entre le Congrès, ou gouvernement central, et... Par conséquent, contrairement à ce qui se produit ailleurs, il n'y a pas la même corruption, justement à cause de cette alternance d'un parti à l'autre dans le cadre d'une démocratie très active. On n'assiste pas aux excès que donne souvent l'un ou l'autre extrême.

As for the opening up, Gandhi and Nehru did not necessarily have a parallel philosophy on that. Gandhi was more for using appropriate technology within the self–sufficiency idea. Nehru was slightly more for industrializing. As you say, now it is opening up.

Mr. English: There is a protectionist policy towards importation of goods from outside. You could not buy a Coca-Cola, for example.

Ms Snell: Right; which means they have a strong soft drink industry in India, with many different brands, and very delicious ones. Through that they have been able to develop self-sufficiency.

This almost comes back to Mr. Flis's question about how you approach jobs. That might be one way of having appropriate technology—not necessarily high technology, if you have high unemployment and low capital in a limited environment, but low, appropriate technology that does allow local development and local soft drink industries instead of Coke.

Mr. English: Then why has the current government opened up so much? They are allowing western brands in at this point. Why is this occurring?

Ms Snell: I think it is the influence of the GATT. The globalization push is taking over. What you have read makes it sound positive. I am not sure it always is. Places such as the Punjab, where there has been a lot of western influence, have gone to the extreme of a lot of centralization to Delhi because of the need for big irrigation schemes and so on, and it has caused a lot of violence. I am not sure it is universally seen as a positive thing. It is causing a loss of their local knowledge and community integrity.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We must wind up now. If any witness wants to make a brief final comment to utter a thought that must be uttered, I will give them a chance.

Ms McMillen: I have just had a communication. One of our committee members is from India originally. To respond somewhat to your comment—I am sure you are aware of this—each state in India is almost like a separate country. There are different languages, and it is sometimes—

Mr. English: It sounds like Canada.

Ms McMillen: Yes, but it is even more so in India, where I believe there are over 30 different languages. It is sometimes very difficult to transform a model from one system to another.

Another point raised by my colleague is that in regard to human rights we are hearing a great deal about the difficulties of women in India. We should perhaps consider that in our aid and trade relationships with India.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): So you all feel you have delivered your message?

[Traduction]

Quant à l'ouverture, Gandhi et Nehru n'avaient pas forcément la même philosophie à ce sujet. Gandhi voulait surtout qu'on utilise la technologie appropriée tout en restant dans le cadre d'un modèle d'autosuffisance. Nehru penchait un peu plus du côté de l'industrialisation. Comme vous l'avez dit, c'est un pays qui s'ouvre actuellement.

M. English: Il existe une politique protectionniste en ce qui concerne l'importation des biens de l'extérieur. Par exemple, on ne peut pas trouver de Coca-Cola.

Mme Snell: Exactement. Par conséquent, l'industrie des boissons gazeuses en Indde est florissante, il y a de nombreuses marques, dont certaines sont excellentes. Grâce à cette politique, ils sont parvenus à l'autosuffisance.

Cela nous ramène pratiquement à la question posée par M. Flis au sujet des emplois. C'est peut-être un moyen de se doter de la technologie appropriée—pas forcément une technologie avancée, dans une situation de chômage élevée et de pénurie de capital dans un environnement limité, la solution réside peut-être dans une technologie rudimentaire mais appropriée qui permet le développement local, et par exemple une industrie des boissons gazeuses au lieu du Coke.

M. English: Dans ce cas, pourquoi le gouvernement actuel a-t-il choisi d'adopter une politique d'ouverture? Pourquoi a-t-on décidé de laisser entrer les marques occidentales? Quelle en est la raison?

Mme Snell: A mon avis, c'est à cause de l'influence du GATT. La vague de globalisation est en train de tout balayer. Vous avez lu des articles qui annoncent cela comme quelque chose de positif. Je n'en suis pas si certaine. Des endroits comme le Punjab, qui ont été soumis à une forte influence occidentale ont choisi une extrême centralisation par rapport à Delhi parce qu'ils avaient besoin de grands travaux d'irrigation, etc.; tout cela a provoqué énormément de violence. Je ne suis pas du tout certaine que cela soit considéré universellement comme étant positif. On assiste à une disparition des connaissances locales et de l'intégrité de la communauté.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Il va falloir que nous terminions. Si l'un des témoins souhaite faire une courte observation ou nous faire part d'une pensée profonde, je lui en donnerais l'occasion.

Mme McMillen: On vient de me donner une information. Un des membres de notre comité est originaire de l'Inde. Pour répondre à votre observation, et je suis certaine que vous le savez, en Inde, chaque État est un pays distinct. Il y a de nombreuses langues et parfois. . .

M. English: On dirait le Canada.

Mme McMillen: Oui, mais c'est encore plus marqué en Inde où on parle quelque 30 langues différentes. Il est parfois très difficile de transférer un modèle d'un système à un autre.

Ma collègue vous a dit également au sujet des droits de la personne qu'il était beaucoup question des difficultés éprouvées par les femmes en Inde. C'est peut-être une particularité dont nous devrions tenir compte dans nos relations d'aide et de commerce avec l'Inde.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Votre message à tous a bien été transmis?

Thank you very much for your presence.

[Translation]

Merci beaucoup d'être venus.

• 1005

Now we will allow you to withdraw and invite the next group to come forward: Share Agriculture Foundation, the Ko-Mentor International, Mercy International, the Jamaican Self-Help Organization, International Child Care, and Kawartha World Issues Centre. Would you people come forward, please. We will resume in about five minutes.

Nous allons maintenant vous demander de vous retirer avant d'inviter le groupe suivant à s'avancer: Share Agriculture Foundation, Ko-Mentor International, Mercy International, l'organisation Jamaican Self-Help, International Child Care et Kawartha World Issues Centre. S'il vous plaît, veuillez vous avancer. Nous reprendrons dans environ cinq minutes.

• 1006

• 1011

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Welcome to the table. The rules are simple, easy to follow. Each witness has five minutes to begin with and then we have a chance for general discussion. If you watched the preceding group you would find they had enough time to give their views, not only initially but also in the discussion we had.

I have already read the list of organizations. There are six, beginning with Share Agriculture Foundation, whose spokesman is Hugh Beaty. Mr. Beaty.

Mr. Hugh Beaty (Share Agriculture Foundation): Mr. Chairman, thank you very much. I am pinch-hitting for our own chairman, Ms Ann Bradbury.

I have been involved in Share Agriculture for the last 15 or 16 years. It is strictly an agricultural foundation doing agricultural work in the Third World. It started with a group of farmers, and even today a large percentage of members of the board are farmers. They are full-time agriculturalists. Agriculture is the basic industry to human life. We know what we are doing and we can do it well.

The charter was given to the Share Agriculture Foundation, which stands for ''sending help and resources everywhere'', in December 1976. I joined the organization in January 1977, and my wife and I went to Brazil on the first project, which was to send 41 head of cattle to an agricultural university northeast of Brazil.

That project is still going on without another cent being sent from Canada. It is just an example of the kind of work that is possible through small NGOs such as our own. The benefits of that project have been widespread. The bull calves and so forth have been used for cross-breeding in a variety of communities far from the agricultural university.

In each of the projects we have undertaken there is one principle applied: if you receive help, then you must pass on the help to someone else. It takes many different forms. A simple example in livestock is that the first heifer calf must be passed on to someone else. It does not always work in that way, but the principle is applied in every project.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous vous souhaitons la bienvenue. Les règles sont très simples et très faciles à suivre. Chaque témoin dispose de cinq minutes au départ après quoi nous ouvrons une discussion générale. Si vous avez assisté à l'audience des témoins qui vous ont précédés, vous avez pu constater qu'ils ont eu le temps d'exposer leurs points de vue, pas seulement pendant leur exposé, mais également au cours de la discussion.

J'ai lu tout à l'heure la liste des organisations. Elles sont six, et nous commençons par la Share Agriculture Foundation, dont le porte-parole est M. Hugh Beaty. Monsieur Beaty.

M. Hugh Beaty (Share Agriculture Foundation): Merci beaucoup, monsieur le président. Je prends la relève pour notre présidente, M^{me} Ann Bradbury.

Je fais partie de Share Agriculture depuis 15 ou 16 ans. C'est une fondation strictement agricole qui oeuvre dans le domaine agricole dans les pays du Tiers monde. Au départ, cette organisation a été mise sur pied par un groupe d'agriculture et, encore aujourd'hui, un pourcentage important des membres du conseil sont des agriculteurs, et des agriculteurs à temps plein. L'agriculture est l'industrie de base de la vie humaine. Nous savons ce que nous faisons et nous pouvons le faire très bien.

Une charte a été accordée à la Share Agriculture Foundation en décembre 1976 qui parle d'«envoyer de l'aide et des ressources partout». J'ai adhéré à la fondation en janvier 1977, et pour notre premier projet, ma femme et moi-même sommes allés au Brésil. Il s'agissait d'accompagner un troupeau de 41 têtes de bétail destinées à une université d'agriculture dans le nord-est du Brésil.

Aujourd'hui ce projet est toujours en cours sans que le Canada ait jamais depuis lors envoyé un cent de plus. C'est un exemple, parmi tant d'autres, du type de travail qu'accomplissent les petites ONG comme la nôtre. Les retombées de ce projet ont été importantes. Les jeunes taureaux et autres animaux ont été utilisés pour faire des croisements dans plusieurs collectivités, certaines d'entre elles très éloignées de cette université d'agriculture.

Dans tous les projets que nous avons entrepris, nous avons respecté un principe: si vous recevez de l'aide, vous devez en faire profiter quelqu'un d'autre. Ce principe s'applique de façon différente. Lorsqu'il s'agit de bétail, il y a un exemple très simple: le premier animal qui naît doit être donné à quelqu'un d'autre. Les modalités ne sont pas toujours les mêmes, mais le principe s'applique toujours.

The proposals we receive from the Third World are not generated by us; they are generated by the people within that country. When we receive a proposal, we do go down to investigate it. When we have researched it sufficiently, we will give criticism to bring it up to the standards that we want proposals to be at before we will respond positively.

When the project is undertaken and funded, we do go down and monitor it on a regular basis. Everyone in Share Agriculture works on a voluntary basis. There are no paid employees. I do not know how long that is going to be able to continue, with the pressure of work and so forth. People engaged in doing the work in Share Agriculture are full-time workers at various jobs. It is not all agriculture. We need people with different skills such as accounting, communications and so forth.

We have found that the inhuman existence of people in the Third World is probably at three levels: you have the poor, you have the poverty, and you have those who are living in misery. We have been able to direct our efforts to the benefit of the two groups of people in the lower classes. It is sometimes very difficult to do and sometimes very frustrating, but we've been able to do it.

• 1015

Since our inception, we probably have a membership of around 1,500 people throughout Canada, with some supporting from the United States.

The projects have become numerous. We're talking about probably 20 to 25 projects a year. At one time we had contributions from CIDA up to about \$85,000. Our current budget is around \$150,000. That has dropped to about \$75,000 now. We had contributions in the neighbourhood of \$90,000 coming in last year.

The point I want to make, speaking on our own behalf and perhaps on behalf of some of the smaller organizations, is do not lose sight of the fact that you can get a great deal of mileage from the bucks that are given to small organizations that probably don't have the political power or skills really to pressure anybody for more money. The value and the great advantage of them is working at a grassroots level, and they themselves are very practical people.

I've seen many instances of bilateral aid that have been total disasters. I'm sure you've all heard of them. I've seen them and am very disappointed with them as compared to the work the NGOs will do.

I'll be open for any questions you may have. Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you.

Mr. Kobelak, Ko-Mentor International.

Mr. Alex Kobelak (Ko-Mentor International): Thank you, Mr. Chairman.

Members of the committee, in a short time I would like to give you an overview of my submission. I have to assume that it has been read before.

[Traduction]

Ce n'est pas nous qui proposons les projets, ils proviennent des gens des pays du Tiers monde. Lorsque nous recevons une proposition, nous allons sur place nous informer. Lorsque nous avons fait suffisamment de recherche, nous critiquons le projet pour l'amener à un niveau qui nous semble acceptable.

Lorsque nous décidons d'entreprendre et de financer un projet, nous allons suivre les choses sur place régulièrement. Tous les membres de Share Agriculture travaillent bénévolement. Nous n'avons pas d'employés rémunérés. Nous ne savons pas combien de temps nous pourrons continuer, étant donné les contraintes que nous impose notre travail, etc. En effet, les gens qui travaillent pour Share Agriculture sont des travailleurs à temps plein qui occupent divers emplois. Ils ne sont pas tous dans le secteur de l'agriculture. Nous avons besoin de compétences diverses, par exemple, des comptables, des experts en communication, etc.

Nous avons eu l'occasion de constater que les conditions inhumaines qui existent dans le Tiers monde se situent à trois niveaux: il y a les pauvres, il y a la pauvreté, et enfin, il y a ceux qui vivent dans la misère. Nous avons pu aider les deux groupes les plus défavorisés de la société. C'est une tâche très difficile qui peut parfois être très frustrante, mais nous y sommes parvenus.

Depuis notre création, nous nous sommes probablement gagné 1 500 membres répartis un peu partout au Canada; nous avons également des appuis aux États-Unis.

Les projets se sont multipliés. Nous en avons probablement de 20 à 25 tous les ans. À un certain moment nous recevions des contributions d'environ 85 000\$ de l'ACDI. Notre budget actuel est d'à peu près 150 000\$. Ce montant est passé à 75 000\$. Nous avons reçu des contributions de l'ordre de 90 000\$ l'année dernière.

Mon argument, en tant que porte parole de mon propre organisme et peut-être d'un certain nombre d'autres petits organismes, et que vous devez considérer que beaucoup de travail est effectué à peu de frais par les organismes qui ne peuvent pas exercer de pressions politiques ou qui n'ont pas la capacité de réclamer davantage de fonds. Leur valeur et leur utilité tiennent au fait qu'ils travaillent à la base et qu'ils sont composés de gens très pratiques.

J'ai vu beaucoup de projets d'aide bilatérale qui se sont traduits par des désastres. Je suis sûr que vous en avez entendu parler. J'en ai été très déçu, sachant quel travail les ONGs peuvent faire.

Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions. Merci.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci.

Monsieur Kobelak, au nom de Ko-Mentor International.

M. Alex Kobelak (Ko-Mentor International): Merci, monsieur le président.

Membres du comité, dans le peu de temps qui m'est attribué, je voudrais revoir rapidement mon mémoire avec vous. Je suppose qu'il a été lu.

Let me start by giving you a little bit about my background. It has been in international development for the past 15 years on the development side, principally in Bangladesh for 10 years, and in Indonesia and China. I currently work in China, although I'm retired. That's my bias. I declare it.

My presentation will therefore be slanted towards the aid policy and developmental issues more than the others that you seek to address. I'll focus discussion on what I think are Canada's strengths and how to use them towards development of what I'll call an aid-for-trade policy.

Let me start by making this statement. In my opinion Canadian aid, by and large, over the past years has been applied reasonably well, but these are changing times and the concern is that our policies still reflect the mentality of the decade of the 1980s. Therefore I am encouraged by the language used in the committee documents, such as multilateral and bilateral trade, security systems and linkages between them, transnational challenges, and sustainability.

If you or I were to ask a Canadian development officer why Canada provides aid to a specific country, there's usually a very lengthy response that, in total, is nothing more than verbiage. It's not his or her fault. It's because a concise policy has not been articulated and it usually has multiple objectives and is vague as to its rationale.

Recipient countries of our aid in many cases are equally mystified about why we're providing aid and what the basis of it is. But as recipients they're more flexible and rationalize these situations.

For decades Canadian aid policy was focused on the socalled poorest of the poor in rural and underdeveloped areas, and as a target group it is very commendable. But more than a decade ago, the real need in developing people shifted to the urban sector. It's still there partially in the rural sector, but it has shifted predominantly to the urban sector. The transition on our side, the Canadian side, has been very painful; painful because we know it exists but we're powerless to act and usually have very limited ability to intervene.

• 1020

There are reasons why this transition is slow. But that's not the issue here. What is significant is that there is potential for a strong synergy between the global ''urban'' needs and issues and Canada's strengths. That's what I would like to deal with—that and my suggestion for how we may capitalize on it.

Canada's strength lies in the credibility we have as an orderly and tolerant society, our habitat, our infrastructure and technology, and not the least in the multicultural mix of our educated people. We are admired for many things, including our international role as peacekeepers for the UN, of course. If we desire, we can change that strength into a global opportunity. What is needed is a dose of realism, some confidence in ourselves, and a supportive policy framework to act on emerging opportunities.

[Translation]

Je commence par vous dire un peu quels sont mes antécédents. J'ai travaillé dans le domaine du développement international au cours des quinze dernières années, au Bangladesh surtout, pendant dix ans, en Indonésie et en Chine. Je travaille actuellement en Chine, même si je suis à ma retraite. C'est mon préjugé favorable. Je le déclare.

Parmi les questions que vous proposez, je m'attacherai donc surtout à celles qui ont à voir avec la politique d'aide et le développement. J'essayerai d'insister sur ce que je crois être les points forts du Canada et la façon des les utiliser en vue d'en arriver à ce que j'appelle une politique débouchant sur le commerce.

Je fais au départ ce constat. À mon avis, l'aide canadienne, de façon générale, a été assez bien distribué au cours des dernières années. Cependant, la situation évolue et il est possible que nos politiques reflètent encore la mentalité des années 1980. Je suis encouragé par ce que je vois dans les documents du comité, des termes et des expressions comme «commerce multilatéral et bilatéral», «système de sécurité et liens entre ces systèmes», défis transnationaux et durabilité.

Lorsqu'on demande à un agent canadien de développement pourquoi le Canada accorde une aide à tel ou tel pays, il répond habituellement par une longue explication qui est finalement que du verbiage. Il n'est pas à blâmer. La raison en est que la politique n'a pas été articulée de façon concise, qu'elle comporte des objectifs multiples et que sa raison d'être est vague.

Les pays bénéficiaires de notre aide sont tout aussi confus dans bien des cas quant à nos motifs et à nos principes. En tant que bénéficiaires, cependant, ils peuvent se montrer plus disposés à trouver des explications.

Pendant des décennies, la politique d'aide canadienne s'est attachée aux plus pauvres parmi les pauvres dans les régions rurales et les régions sous-développées. C'était sans doute très louable. Depuis plus de dix ans, cependant, les besoins les plus pressants dans les pays en voie de développement se font sentir dans les régions urbaines. Il y a encore des besoins dans les régions rurales mais la demande existe surtout au niveau urbain. Du côte canadien, la transition est extrêmement difficile. Nous constatons la nouvelle tendance, mais nous ne pouvons pas agir, nous sommes souvent très limités dans nos possibilités d'intervention.

Il y a des raison pour lesquelles la transition est lente. Ce n'est cependant pas ce qui retient l'attention du comité. Ce qui est important, c'est de voir qu'il y a une possibilité de synergie des plus intéressantes entre les besoins urbains dans le monde et les points forts du Canada. Je veux développer cette idée et suggérer la façon dont le Canada peut le mieux en tirer profit.

La force du Canada tient à sa crédibilité en tant que société ordonnée et tolérante, à son habitat, à son infrastructure et à sa technologie ainsi qu'au caractère multiculturel de sa population. Ce qui est très important. Nous sommes admirés pour bien des raisons, y compris notre rôle international dans le maintien de la paix pour l'ONU. Si nous le désirons, nous pouvons nous servir de cet avantage pour nous ouvrir des portes dans le monde. Nous avons seulement besoin d'un certain réalisme, de confiance en nous et d'un ensemble de politiques qui nous permettent de profiter des possibilités.

In my paper I cited two areas of Canadian strength. The first is in a subsector, the agro-industry, as was mentioned here by my fellow witness, and the environmental sciences. Canada is well recognized as a leader in both, even though on this side there's no tie between them, no visible tie, as there is in other countries. But the shrinking arable land mass, and specifically the top six inches of precious topsoil, the medium for food growth, needs our kind of expertise to keep the food supply growing and meet the ever-increasing demands of global population. Canadians, I submit, are well placed to deliver such training, skills, and knowledge, but a policy framework that fosters Canadian aid in that area must be in place to showcase those skills.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I thank Mr. Kobelak for his interesting comments. We look forward to his additions.

Now we go to the next witness, Mr. Richard Barr, president of Mercy International Canada.

Mr. Richard Barr (President, Mercy International Canada): Thank you, Mr. Chairman.

On behalf of the board of directors of Mercy International Canada, I'd like to thank the committee for this opportunity to present our thoughts on Canadian foreign policy and aid and development.

A little about Mercy International Canada. We were established in March 1993 as a response to the need for support of Mercy International's programs in the former Yugoslavia. In our first year of operations we have targeted for fund-raising in donations in kind, to start with. So we have been talking to drug companies, medical supply firms, and that kind of thing. In the first year of operations we raised over \$450,000 worth of medical supplies and shipped them to Croatia and Bosnia-Hercegovina. This year we've already raised over \$700,000 in kind. We're just starting a TV campaign with Ms Dinah Christie as our spokesperson.

Mercy International has a strong Canadian component. My background is that I was with UNICEF in New York for five years before joining Mercy International Canada. Our international program director has over 15 years with CIDA and WUSC. He's centred in Ottawa. Our Croatian country director is also a Canadian.

We don't think we're here to tell you about public opinion on foreign aid and development. We think you'll get enough of that when you're knocking on doors. However, as an agency with people in the field, we do have an opinion on where we should go as Canadians in our aid and development assistance.

• 1025

I will briefly run down our points. First, we really don't believe that the government, facing the deficit crisis it does, should try to stick to any artificial guideline on the amount of aid given. We think the issue should be quality, not quantity.

[Traduction]

Dans mon mémoire, j'indique deux domaines dans lesquels le Canada est reconnu comme une force. Il y a d'abord un soussecteur, l'industrie agro-alimentaire, qui a été mentionné par un témoin précédant, et les sciences environnementales. Le Canada est reconnu comme un chef de file dans les deux domaines, même si de son côté il ne semble pas y avoir de liens visibles comme c'est le cas dans d'autres pays. Cependant, la masse de terre arable qui rétrécit sans cesse, les premiers six pouces qui forment la couche arable précieuse, le milieu qui permet de produire les aliments, sollicitent les compétences dont nous disposons pour que la production alimentaire continue de croître et satisfasse les besoins grandissants de la population mondiale. À mon avis, les Canadiens sont bien placés pour offrir la formation, la compétence nécessaires. Les politiques doivent cependant assurer que l'aide canadienne leur permettra de montrer leur savoir-faire.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je remercie M. Kobelak de ses observations intéressantes. Nous serons heureux de recevoir ses ajouts.

Nous passons maintenant au témoin suivant M. Richard Barr, président de Mercy International Canada.

M. Richard Barr (président, Mercy International Canada): Merci, Monsieur le président.

Au nom du conseil d'administration de Mercy International Canada, je remercie le comité de nous permettre de lui faire part de nos vues sur la politique étrangère du Canada, l'aide et le développement.

Quelques mots d'abord au sujet de Mercy International Canada. Nous avons été créé en mars 1993 pour appuyer les programmes de Mercy International dans l'ancienne Yougoslavie. Lors de notre première année d'activités, nous avons commencé par solliciter des dons en espèces. Nous avons communiqué avec des fabricants de médicaments, de fournitures médicales etc. Au cours de cette période nous avons amassé pour plus de 450 000\$\$ en fournitures médicales. Nous les avons expédiées en Croatie et en Bosnie–Herzégovine. Cette année, nous avons déjà amassé pour plus de 700 000\$\$ de fournitures. Nous lançons une campagne de publicité à la télévision avec M^{me} Dinah Christie comme porte–parole.

Mercy International a une composante canadienne très active. En ce qui me concerne, j'ai travaillé à l'UNICEF à New York pendant cinq ans avant de me joindre à Mercy International Canada. Notre directeur du programme international a plus de quinze ans d'expérience avec l'ACDI et les EUMC. Il est établi à Ottawa. Notre directeur pour la Croatie est également canadien.

Nous ne sommes pas ici pour discuter avec vous de ce que pense la population de l'aide et du développement. Nous pensons que vous en entendrez suffisamment parler lorsque vous ferez du porte à porte. En tant qu'organisme oeuvrant sur le terrain, cependant, nous avons une opinion sur l'orientation que devrait prendre notre politique en matière d'aide et d'assistance au développement.

Voici brièvement quels sont nos arguments d'abord, nous ne croyons pas que le gouvernement, aux prises avec le problème du déficit, devrait essayer de se fixer une norme artificielle quant au montant de l'aide qu'il désire accorder. Nous croyons que ce devrait être une question de qualité plutôt que de quantité.

We think the government does have a role to ensure the administration of aid and development is as efficient as possible. By that we mean there are a lot of objective and subjective issues in foreign aid development, but I really think with projects funded inside the government, in CIDA, or through NGOs, there has to be some measurability of inputs or outputs. There has to be a sense of value for money—and this is value for the taxpayers' money—and there has to be a sense of measuring the capacity of the country to absorb the assistance before the project takes place.

Third, if anyone comes to the table to suggest that 5% of our aid budget be spent on public opinion polls, we are definitely against that. We would rather see the money spent on programs—perhaps on some public information, but please, no public opinion polls.

Fourth, to echo the comments of my colleague from Share, we actually feel—and this is no surprise, since we are an NGO—wherever possible, international agencies and NGOs should be utilized for program delivery. I would qualify those remarks by saying that up to this point we have received no money from the Canadian government. So we don't feel a conflict of interest presenting that point this morning.

In our own case, with Croatia and Bosnia–Hercegovina, we look at the new approach of the Minister of Foreign Affairs in giving \$500,000 to Canadian NGOs for reconstruction. We think this is a start. We think the government has to recognize the United Nations agencies are no longer in a position to provide major relief efforts in a timely manner, because as we know, Mr. Boutros Boutros–Ghali has decided no agency will act until all agencies are ready to act, thus moving them to the slowest common denominator, not the fastest common denominator.

Secondly, certainly in our case, in the former Yugoslavia, we see local community-based reconstruction projects are one reasonably good way of helping residents in the area reconstruct their lives, their businesses, and giving them some hope for the future.

In closing, as my colleague from Share said, if the government wants to use, if you will, a private sector model for foreign aid and development, come to the NGOs, give us targets, give us money, and see if we meet the goals and the targets. If we do, fund further projects through us. If we don't, don't give us any more money.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much, Mr. Barr.

I now call on Rosemary A. Ganley, of the Jamaican Self-Help Organization for the Relief of Poverty.

Ms Ganley.

Ms Rosemary A. Ganley (Jamaican Self-Help Organization for the Relief of Poverty): Thank you, Senator MacEachen and committee.

I was here in the public gallery in late June. I just want to thank you, from your fellow citizens and citizens of the world, for the time, effort, and care you give this work, and also for encouraging citizens involved in citizen initiatives to appear before you.

[Translation]

Nous pensons que le gouvernement doit certainement veiller à ce que l'administration l'aide et du développement soit la plus efficace possible. Il y a beaucoup de questions objectives et subjectives qui interviennent dans le domaine de l'aide au développement à l'étranger, mais les intrants ou les extrants pour les projets financés à l'intérieur du gouvernement, soit au niveau de l'ACDI, soit au niveau des ONGs, doivent pouvoir être mesurés. Le principe de l'optiminisation des ressources—des deniers publics—doit s'appliquer. La capacité du pays d'absorber l'aide doit être mesurée avant que le projet ne débute.

Troisièmement, si quelqu'un se présente à la table et propose que 5 p. 100 du budget d'aide soit consacré à des sondages d'opinion publique, nous sommes absolument contre. Nous préférons que les fonds aillent à des programmes—peut-être à des programmes d'information, non pas des sondages d'opinion publique.

Quatrièmement, je rejoins ici l'opinion de mon collègue de Share, nous préconisons—ce n'est pas une surprise, nous sommes un ONG—que dans la mesure du possible les programmes soient mis en œuvre par l'intermédiaire des organismes internationaux et des ONGs. Je désire préciser ici que jusqu'à présent nous n'avons pas reçu de fonds du gouvernement canadien. Nous n'avons donc pas de conflits d'intérêts ce matin.

Dans notre cas particulier, en ce qui concerne la Croatie et la Bosnie-Hérzégovine, nous notons la nouvelle approche du ministre des Affaires extérieures qui accorde 500 000\$ aux ONGs canadiens en vue de la reconstruction. Nous croyons que c'est un début. Le gouvernement doit tenir compte du fait que les organismes des Nations Unies ne sont plus en mesure d'accorder une aide importante rapidement. Comme nous le savons, M. Boutros Boutros-Ghali a décidé qu'aucun organisme n'interviendra tant que tous les organismes ne seront pas prêts à le faire, ce qui les force à suivre le rythme du plus lent d'entre eux.

De même, dans notre cas, pour ce qui est de l'ancienne Yougoslavie, nous considérons que les projets locaux de reconstruction sont une bonne façon d'aider les gens à refaire leur vie, reconstruire leurs entreprises et leur redonner espoir en l'avenir.

Enfin, comme le soulignait mon collègue de Share, si le gouvernement désire utiliser le modèle du secteur privé pour l'aide et le développement à l'étranger, qu'il s'adresse aux ONGs, qu'il leur fixe des objectifs, leur accorde des fonds et qu'il voie à ce qu'ils font le travail. Si nous atteignons les objectifs, que le gouvernement nous confie d'autres projets. Autrement, qu'il nous refuse d'autres fonds.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup, monsieur Barr.

Je cède maintenant la parole à M^{me} Rosemary A. Ganley, de la Jamaican Self-Help Organization for the Relief Poverty.

Madame Ganley.

Mme Rosemary A. Ganley (Jamaican Self-Help Organization for the Relief Poverty): Merci, sénateur MacEachen, membres du comité.

J'ai suivi vos travaux de la tribune publique à la fin du mois de juin. Au nom de vos concitoyens et au nom des citoyens du monde, je tiens à vous remercier du temps, de l'effort et du dévouement que vous consacrez à votre tâche. Je vous suis également reconnaissante d'encourager les citoyens et les citoyennes travaillant dans ce domaine à comparaître devant vous.

I belong, as you do, to several concentric circles. One is my own personal history, where as a cooperant with CIDA I spent three years in Tanzania and two years in Jamaica. Actually, in CIDA language, I was a "dependent spouse".

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Please explain.

Ms Ganley: In those days we used to say it was *co-vivant*, in French. This was the language at the time.

In any case, I am a high school teacher, so I am in daily contact with the young, who are my major commitment and from whom I take my energy and my global vision.

On return to Peterborough, several of us were involved in the formation—and there is room in Canada for this—of an NGO called Jamaica Self-Help, now 15 years of age. We have facilitated 300 Canadian citizens, mostly from our own community, on awareness and solidarity visits to Jamaica in the last 10 years. The last were 30 youths in March, 10 from a francophone high school in Edmonton and 10 from the Peterborough area.

So our global vision is daily in our consciousness, but that is the same for many Canadian citizens.

• 1030

Our brief is four pages, and it looks like this. I think we mentioned in it we'd like to keep in your vision a pencil that one of our youth volunteers borrowed from a Jamaican youngster in March. I am going to pass it around, if you don't mind. It is just that the youngster appeared at class and said, I am ready to learn, and that was the equipment.

Canadians have a sense of fairness, and when you are thinking about what is fair, it is the cause of meditation.

I am going to make five quick points. We would like to ask you to stop the hemorrhage from ODA, although ODA is only one piece in a whole new global order. We would like to recommend a reapportioning of it, as Mr. Beaty says, more to NGOs and more to global education.

We think the global education centres are starved. There is a lot of community work going on in the global education centres and we would like to see them strengthened. They are in a coalition with us.

When we heard about your review, we called together 11 NGOs from central Ontario, Warkworth, Haliburton, Cobourg. We worked together, so it was a good activity that you people initiated by asking us to make a brief and to call together our colleagues. Some were from the peace movement.

Our national military budget is \$13 billion and our aid budget is \$2.3 billion. We need to move smartly, I think, into a new definition of what global security is, and it has to do with debt, disease, drugs, population, and increasing poverty. If we

[Traduction]

Comme vous le savez, je fais partie de plusieurs cercles concentriques. Il y a d'abord mes antécédents. En tant que coopérante avec l'ACDI j'ai passé trois ans en Tanzanie et deux ans en Jamaïque. En réalité, j'étais considérée comme «conjoint à charge», pour utiliser la langue de l'ACDI.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Expliquez-vous davantage, s'il vous plaît.

Mme Ganley: Nous étions des «des co-vivants», c'était le terme utilisé à l'époque.

Par ailleurs, je suis enseignante au secondaire, je suis donc quotidiennement en contact avec les jeunes, à qui je consacre le plus clair de mon temps, d'où je tire mon énergie et ma vision du monde.

À mon retour à Peterborough, avec un certain nombre d'autres personnes, j'ai participé à la création—il y a sûrement au Canada de la place pour un tel organisme—d'un ONG appelé Jamaica Self—Help. Il a maintenant quinze ans d'existence. Au cours des dix dernières années, nous avons aidé 300 Canadiens, la plupart de notre propre communauté à effectuer des visites en Jamaïque pour susciter la prise de conscience et encourager la solidarité. La dernière visite a été effectué en mars par 30 jeunes, 10 d'une école secondaire francophone d'Edmonton et 10 de la région de Peterborough.

Nous sommes donc constamment conscients du reste du monde, tout comme beaucoup d'autres citoyens Canadiens.

Notre mémoire fait quatre pages et contient les éléments suivants. Nous y disons que nous aimerions que vous gardiez ce crayon à l'esprit. Il a été rapporté par un de nos jeunes volontaires qu'il empruntait d'un jeune Jamaïquain en mars. Avec votre permission, je vais le faire circuler. Le jeune s'est présenté en classe et a dit: je suis prêt à apprendre; voici mon outil.

Les Canadiens ont le sens de la justice. Réfléchir à ce qui est juste est méditer.

Je vais vous présenter cinq arguments brièvement. Nous réclamons que cesse l'hémorragie de l'APD, même si l'APD n'est qu'un élément du nouvel ordre mondial. Nous recommandons qu'elle soit distribuée différemment, selon l'idée de M. Beaty, que davantage de fonds aillent aux ONGs et à l'éducation mondiale.

Les centres d'éducation mondiale sont privés de fonds. Ils effectuent un excellent travail et leur rôle devrait être renforcé. Ils forment une coalition avec nous.

Lorsque nous avons entendu parler de votre étude, nous avons réuni 11 ONGs du centre de l'Ontario, de Warkworth, Haliburton, Cobourg. Nous avons collaboré. Finalement, c'est un processus très utile que vous avez mis en branle en nous demandant de présenter un mémoire avec nos collègues. Certains appartiennent au mouvement pacifiste.

Notre budget militaire national est de 13 milliards de dollars tandis que notre budget d'aide est de 2,3 milliards de dollars. Nous devons faire preuve d'intelligence et d'en arriver vite à une nouvelle définition de la sécurité mondiale, une définition

are able—many Canadians are up to this—to redefine security in those terms, then we need to look critically at our military budget vis—à—vis the investment we are making in human development. It is six to one.

When we enter a coalition, one of our coalition members, namely from the peace movement, with sound research from Ploughshares, will raise that point for us and we can incorporate it into our vision too.

The second thing is to recover the ethical ground, what Cranford Pratt calls humane internationalism, that has marked us in the past. I do not mean that it would be the same as in the 1970s, but it would carry the same characteristics. We think if you make a report that carries a real moral message, then you will find a resonance in Canadians. We do at the grassroots.

A project officer went to Jamaica and looked at the work we were involved in. Recently a southern NGO called Jamaica Selfhelp Partners was formed, and he said, you people are doing development work worth a million dollars a year with a budget of about \$350,000. It is because what are called for, both north and south, are the humane characteristics. Our recent policy statements have not articulated what is our experience and what is in our people.

We also think your report could call for a moral call to frugality. The young are living it out. They see the limits to growth. They see that their lives will be considerably simpler than those of the generation ahead of them. They welcome that.

We believe government should be tapped into. . . Jim Wallis says you find common ground on higher ground. Our foreign policy can be a real ethical and moral call.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much. I have to be fair to the others and impose the same rules, although I have found your comments very interesting. It is not because of any lack of interest and appreciation of what you are saying that I am moving on to the next witness, who is Mr. Janzen, the chairman of International Child Care.

Mr. Bob Janzen (Chairman, International Child Care (Canada) Inc.): Thank you, Senator, and thank you to the members of the committee. I too was taken by Ms Ganley's presentation. I would actually be willing to forgo a couple of minutes of my own presentation in order to hear a bit more of hers. However, that might offend the rules of fairness at this hearing.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): No bargaining.

Mr. Janzen: I will just say a word or two about International Child Care. We are a health development organization working in Haiti and the Dominican Republic. We started in 1967, and we currently have a budget, in Canadian dollars, of something over \$3 million. Three hundred thousand dollars or so annually comes from CIDA. We have a similar organization in the United States that raises funds, and we also get funding from European sources, primarily Christian Blind

[Translation]

qui tienne compte de problèmes comme ceux de la dette, de la maladie, de la drogue, de la population et de l'augmentation de la pauvreté. Si nous parvenons—plusieurs Canadiens sont capables de le faire—à redéfinir la sécurité en tenant compte de ces facteurs, nous devrons examiner de très près notre budget militaire par rapport à notre investissement dans le développement humain. Il est six fois plus élevé.

1035

Un des membres de notre coalition, qui appartient à un mouvement pacifiste, fort de la recherche effectué par Ploughshares, fera valoir cet argument pour nous et il fera partie de notre vision.

Nous devons également revenir à l'éthique, ce que Cranford Pratt appelle l'internationalisme humain, qui a caractérisé notre action par le passé. Elle ne doit pas être la même que dans les années 1970, mais elle doit avoir les mêmes caractéristiques. Si votre rapport comporte un message moral réel, il touchera les Canadiens. Nous travaillons à la base en ce qui nous concerne.

Un agent de projet est allé en Jamaïque et a examiné le travail que nous y effectuons. Un ONG du sud appelé Jamaïca Self-help Partners a été créé récemment. Selon l'agent, le travail que cet ONG effectue avec un budget de 350 000\$ vaut un million de dollars. Ce qui est important, tant au nord qu'au sud, c'est l'aspect humain. Nos récents énoncés de politique n'ont pas bien décrit notre expérience ou ce dont nous sommes capables.

Votre rapport devrait également comporter un appel moral à la frugalité. Les jeunes mettent le principe en pratique. Ils voient les limites à la croissance. Ils constatent que leur vie sera beaucoup plus simple que celle de la génération qui les a précédés. Ils l'acceptent volontiers.

Nous pensons que le gouvernement devrait en tenir compte... Selon Jim Wallis, le seul terrain d'entente possible se situe à un niveau élevé. Notre politique étrangère peut être un appel aux valeurs morales.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup. Je dois être juste à l'endroit de tout le monde, appliquer les mêmes règles, même si je trouve vos observations très intéressantes. Ce n'est pas parce que je manque d'intérêt ou que je n'apprécie pas ce que vous dites que je passe au témoin suivant, M. Janzen, le président d'International Child Care.

M. Bob Janzen (président, International Child Care (Canada) Inc.): Merci, monsieur le sénateur, membres du comité. J'ai également été très intéressé par les propos de M^{me} Ganley. Je suis d'ailleurs prêt à lui céder quelques minutes de mon temps pour qu'elle continue. Je ne voudrais cependant pas enfreindre les règles de procédure.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Pas de marchandage.

M. Janzen: Je vais simplement dire quelques mots au sujet d'International Child Care. Nous sommes un organisme de développement de la santé oeuvrant à Haïti et dans la République dominicaine. Nous avons été créés en 1967. Notre budget actuel, en dollars canadiens, dépasse le trois millions de dollars. De ce montant, environ 300 000\$\$ nous viennent annuellement de l'ACDI. Nous avons un organisme semblable aux États-Unis qui amasse des fonds. Nous obtenons en outre

Mission and the Dutch funding organizations. So we have a fairly wide base of support for our health development programs.

We have produced a list of eight fairly specific recommendations for the committee to hear relative to our own experience.

The first is similar to what others have said, that more overseas development assistance should be given by Canada, and specifically that we should move the percentage of the GNP up to 1% over the next three years and that part of those funds should come from reductions in military expenditures.

We are also suggesting that the overseas development assistance money should be divided differently so that 75% of it would be channelled through the partnership branch and a lesser amount would be allocated to the bilateral division.

• 1040

We are also suggesting that the CIDA assistance and the overseas development assistance be kept distinct from other policies of external affairs, that there be a recognition that sometimes there may be a political agenda that may differ from humanitarian assistance. When there are areas of conflict and calamity, as there is in Haiti now, the existing Canadian partners of CIDA, the non–governmental organizations, should be seen as the first–line potential source of partnership for aid that would flow into these countries.

We see evidence from Haiti that there is a division between how bilateral sees aid being delivered and how the NGO division sees it. We are pleading for a reduction in that kind of duplication. We see many opportunities for collaboration and coordination lost because of people wanting to preserve their own territory.

We would like to have Canada focus more aggressively on those areas that have the greatest likelihood of breaking down the cycle of poverty and population difficulties and environmental degradation. Those should be the primary ways in which the overseas development assistance program should be focused.

We would also like to see that each non-governmental organization receives a part of its funds for development education. That should be a way of getting assistance out into the community, as well as educating the community here in Canada. We believe it is necessary to focus our attention more on children. As Mrs. Ganley pointed out, our children see it is necessary to be frugal, and we too see there is a real importance in investing our knowledge and wisdom in the next generation coming up.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much

Our final witness is Ms Linda Slavin, of the Kawartha World Issues Centre.

Ms Linda Slavin (Kawartha World Issues Centre): Thank you very much. I am delighted to be here. I think the recognition of education by inviting witnesses from that community is an important one, and I appreciate it.

At this point you have listened to over 500 witnesses, and you have read 432 briefs. I am impressed. I thank you. I would just ask you at this point to identify your own global concerns in your minds. Once you have done that, I would ask whether

[Traduction]

une aide de sources européennes, essentiellement de la Christian Blind Mission et d'organismes hollandais. Nos programmes de développement de la santé reçoivent donc un appui étendu,

Nous avons donc préparé, à partir de notre expérience propre, une liste de huit recommandations bien précises à l'intention du comité.

Nous disons d'abord, comme d'autres qui nous ont précédés, que le Canada devrait accroître son aide au développement à l'étranger, qu'il devrait hausser le pourcentage de cette aide à 1 p. 100 du PNB au cours des trois prochaines années et qu'il devrait puiser une partie de l'augmentation dans les dépenses militaires.

Nous proposons également que l'aide au développement à l'étranger soit répartie différemment, c'est-à-dire que 75 p. 100 soit acheminé par l'intermédiaire des partenaires et qu'une part moindre passe par la division de l'aide bilatérale.

Nous suggérons aussi que l'aide de l'ACDI et l'aide au développement à l'étranger demeurent distinctes des autres politiques des Affaires extérieures, et qu'on reconnaisse parfois qu'il peut exister un calendrier politique différent du calendrier d'aide humanitaire. Dans les zones de conflit et de dévastation, comme en Haïti actuellement, les partenaires canadiens actuels de l'ACDI, les ONG, devraient être considérés comme la source principale de partenariat pour fournir une aide aux pays concernés.

Nous constatons actuellement en Haïti une divergence de points de vue entre les services bilatéraux et la division des ONG. Il faudrait absolument supprimer ce genre de double emploi. De nombreuses occasions de collaboration et de coordination ne sont pas mises à profit parce que chacun veut préserver son territoire.

Nous souhaiterions que le Canada se concentre plus énergiquement sur les domaines les plus susceptibles de mettre fin au cycle de la pauvreté, des problèmes démographiques et de la dégradation de l'environnement. Le programme d'aide au développement à l'étranger devrait être essentiellement axé sur ces objectifs.

Nous souhaiterions qu'une partie des fonds accordés aux organisations non gouvernementales soit destinée à l'éducation pour le développement. Ce serait un moyen d'aider la collectivité tout en éduquant les Canadiens. Nous estimons que nous devons nous concentrer plus sur les enfants. Comme l'a dit M^{me} Ganley, nos enfants voient qu'il faut être frugal, et nous aussi nous voyons qu'il est important d'investir nos connaissances et notre sagesse dans la prochaine génération.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup.

Notre dernier témoin est M^{me} Linda Slavin, du Kawartha World Issues Centre.

Mme Linda Slavin (Kawartha World Issues Centre): Merci beaucoup. Je suis très heureuse d'être ici. Je crois qu'il est important de reconnaître l'importance de l'éducation en invitant des témoins issus de ce secteur, et je vous en suis reconnaissante.

Vous avez déjà entendu plus de 500 témoins et lu 432 mémoires. C'est impressionnant. Je vous remercie, Je pense qu'à ce stade, vous devriez simplement préciser les grands domaines qui vous préoccupent. Une fois que vous l'aurez fait,

concerns. In other words, are Canadians taking an active role in changing the root causes of your concerns as well as those you have heard in those briefs across Canada, or are we perpetrating them?

Probably those concerns come from all over: the political carnage in Bosnia, in Rwanda; overpopulation; deforestation. The list is very long and, as you know, very interconnected. One child in six in Canada eats at a food bank. That is connected as well. I think the point from the Kawartha World Issues Centre and other global education centres across the country is that the global education of Canadians to make those connections and to act on them here for global equity is of primary importance.

We have a number of people who come through KWIC every year. We estimate we work with over 300 volunteers. We are involved in between 6 and 8 grassroots projects identified by the community with that global perspective. We do public programming. We have a resource library. In many ways we are able to make those connections, so Canadians can see themselves as part of the global equity paradigm.

1045

I use the words "global equity" instead of "development" now. It puts us in the picture. It's a more balanced look.

I spent last evening at a folk festival in Peterborough. I listened to the concert and enjoyed it very much, but I was particularly enjoying the reunion with 10, 12, 14 young people who came to say goodbye to me as they went off to university, as they went off to jobs, as they went off to further schooling in high schools. These are young people who have worked, who have found those connections, and who are using those connections now for their own lives. I'm impressed. I'm impressed that somehow in Peterborough we've made a difference together in how the future might look for Canada, based on the commitment of these young people.

I'd like to make four points. The first one is that pivotal role of global education to raise awareness and foster analysis and action as Canadians work for global equity.

The second point is what the south asks us to do; and I'm talking about the grassroots organizations, the small women's groups I visited in El Salvador, the peace group in Guatemala, the human rights groups in Guatemala and Nicaragua. They say, what we need from you in the north is to educate Canadians about their own role and responsibility in the global equity paradigm. I hear that, and I take that responsibility on, and we try to live it through our work.

The third point they ask us to do is to address Canadian policy issues that affect them. I think you've heard many of those over the last few months.

[Translation]

existing Canadian foreign policy is addressing your deepest je voudrais savoir si la politique étrangère du Canada répond vraiment maintenant à vos préoccupations les plus profondes. Autrement dit, les Canadiens cherchent-ils vraiment à s'attaquer aux racines mêmes de vos préoccupations et de celles qui ont été exprimées dans tous ces mémoires venus d'un peu partout, ou continuons-nous simplement d'agir comme avant.

> Ces préoccupations sont de tous ordres: le carnage politique en Bosnie et au Rwanda; la surpopulation; la déforestation, la liste est très longue, et les problèmes, comme vous le savez, sont étroitement liés les uns aux autres. Un enfant sur six au Canada s'approvisionne à une banque alimentaire. Là aussi, il y a un lien. Je crois que le rapport entre le Kawartha World Issues Centre et les autres centres canadiens d'éducation mondiale, c'est le fait que nous reconnaissons tous qu'il est absolument essentiel de faire comprendre aux Canadiens le lien entre tous ces problèmes et la nécessité de s'y attaquer pour que l'équité règne dans le monde.

> De nombreuses personnes passent par notre centre chaque année. Nous travaillons avec quelque 300 bénévoles. Nous sommes présents dans six à huit projets locaux mis sur pied par la collectivité dans cette perspective mondiale. Nous faisons de la programmation publique. Nous avons une bibliothèque de ressources. Nous avons de multiples moyens d'établir ces liens et de permettre ainsi aux Canadiens de sentir qu'ils contribuent à la réalisation de cette équité dans le monde.

> J'emploie maintenant l'expression «équité dans le monde» au lieu de «développement». Cela nous permet de mieux nous replacer dans une perspective plus équilibrée.

J'étais hier soir à un festival populaire à Peterborough. J'ai écouté le concert, qui m'a beaucoup plû, mais j'ai surtout apprécié la réunion avec 10, 12 ou 14 jeunes venus me dire aurevoir avant de partir à l'université, de partir travailler, de partir poursuivre leurs études secondaires. Ce sont des jeunes qui ont travaillé, qui ont découvert ces liens et qui s'en servent maintenant dans leur existence. Je suis impressionnée. Je suis impressionnée de constater que nous avons réussi à influer, à Peterborough, sur l'avenir du Canada tel que le façonneront ces jeunes gens.

Je voudrais faire quatre remarques. Tout d'abord, l'éducation mondiale est fondamentale pour sensibiliser les individus et inciter les Canadiens à analyser la situation et à agir en faveur de l'équité dans le monde.

Deuxièmement, il y a ce que le Sud attend de nous, et je pense ici aux organisations locales, les petits groupes de femmes que j'ai rencontrés au Salvador, le groupe de la paix au Guatemala, les groupes de défense des droits de la personne au Guatemala et au Nicaragua. Ce qu'ils attendent de nous, c'est que nous sensibilisions les Canadiens à notre rôle et à notre responsabilité dans la perspective de l'équité dans le monde. Voilà ce que j'entends quand je parle à ces personnes, et nous essayons de nous acquitter de cette responsabilité dans notre travail.

En troisième lieu, ils nous demandent de nous occuper des questions de politique canadienne qui les concernent. Vous en avez déjà beaucoup entendu parler ces derniers mois.

My fourth point is about global education and how we do it. It's absolutely critical that we don't repeat some of the structures and the ways of educating that have produced the concerns we all have. We have to do it in a different way. We have to model it the way I tried to do in my first question to you, to link the head, the heart, and the hands, the fact that you have those concerns. You know what needs to be done, or you're getting a pretty clear picture. You yourselves have spent a long summer listening to people like us. That's really critical.

It's important that this work be community based. I just want to say that in a small community like Peterborough I can walk down the street and talk to our MP, who's on a corner with someone else. I can meet someone from the media in the supermarket. The kind of work we can do and the effect we can have cross-sectorally in a small community is really quite exceptional. It also involves a long-term commitment in funding to get that effect.

The last point I want to make about methodology is that there are new partnerships between Canadian and international NGOs around global education. We can learn and help facilitate for each other the kind of change we need.

Finally, this presentation speaks of the need for the commitment to global education and support for funding. In my brief for the Kawartha World Issues Centre we outline some of those points. I think they're critical. The north-north collaboration on these issues is really important, as well as the north-south collaboration.

I would also urge the committee to recommend continuation of the decentralized funding initiative that was started and then put on hold. It was a really important piece for our own development as global educators.

To finish up, from our experience locally—and we've also worked provincially, nationally, and internationally—we would ask you to consider these priorities and to integrate them into Canadian foreign policy, if Canada is to reach those broader societal objectives of global equity.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you.

All right, we have some time and we have some questions from the committee. You will have an opportunity to advance any thoughts you were unable to advance, or new thoughts, in the time available.

• 1050

I'm going to begin with Senator Andreychuk, who has asked to be heard. Then I'll follow up with Jesse Flis.

Senator Andreychuk (Regina): I want to comment to all the panels, not only the last one, for their positive approach and, I think, thoughtful comments.

I was particularly struck, Mr. Beaty, that you said self-reliance includes responsibility to others in the community. I think that hasn't been underscored sufficiently in previous submissions, so I thank you for that. There were many other comments, but I wanted to point that out and make sure it's underscored in our review.

[Traduction]

Le quatrième point concerne l'éducation mondiale et la façon de la dispenser. Il faut absolument éviter de retomber dans les structures et les méthodes d'éducation qui ont débouché sur les problèmes que nous connaissons maintenant. Il faut changer les choses. Il faut façonner cet enseignement un peu de la même façon que dans ma première question, établir le lien entre la tête, le coeur et les mains. Vous savez ce qu'il faut faire ou vous en avez une assez bonne idée. Vous avez passé tout l'été à écouter des gens comme nous. Il s'agit de quelque chose de vraiment vital.

Il faut que ce travail s'appuie sur la base. Je dois dire que dans une petite ville comme Peterborough, je peux facilement rencontrer au coin de la rue notre député. Je peux très bien rencontrer un journaliste au supermarché. Notre travail et notre influence sont vraiment exceptionnels auprès de tous les secteurs d'une petite collectivité de ce genre. Mais il faut aussi s'engager en faveur d'un financement à long terme pour obtenir ce résultat.

En dernier lieu, je voudrais souligner les nouveaux partenariats qui existent entre les ONG canadiennes et internationales au sujet de l'éducation mondiale. Nous pouvons nous entraider pour réaliser les changements nécessaires.

Enfin, je voudrais parler de l'engagement relatif à un enseignement mondial et de l'aide au financement. Dans le mémoire du Kawartha World Issues Centre, nous développons quelques—uns de ces points. Je pense qu'ils sont essentiels. La collaboration Nord—Nord sur ces questions est vraiment importante, de même que la collaboration Nord—Sud.

J'invite aussi vivement votre comité à recommander qu'on poursuive l'initiative de financement décentralisé qui avait été lancée et qui a été suspendue. Elle nous était extrêmement utile pour notre travail d'éducateurs mondiaux.

Pour terminer, d'après notre expérience locale—et nous avons aussi travaillé au niveau provincial, national et international-nous pensons que vous devriez examiner ces priorités et les intégrer à la politique étrangère du Canada, pour lui permettre d'atteindre ses vastes objectifs d'équité dans le monde.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci.

Très bien, il nous reste un peu de temps et les membres du comité ont des questions. Vous allez pouvoir développer les réflexions que vous n'avez pas pu nous présenter ou nous exposer de nouvelles idées dans le temps qui nous reste.

Je vais commencer par la sénatrice Andreychuk qui a demandé la parole, et je passerai ensuite à Jesse Flis.

La sénatrice Andreychuk (Regina): Je tiens à féliciter tout ces groupes d'intervenants et pas seulement le demier pour leurs démarches positives et leurs réflexions qui m'ont paru mûrement réfléchies.

J'ai été particulièrement frappée de vous entendre dire, monsieur Beaty, que le fait de compter sur soi-même impliquait une responsabilité vis-à-vis des autres membres de la collectivité. Je crois qu'on ne l'a suffisamment souligné dans les précédentes interventions, et je vous en remercie donc. Il y a eu bien d'autres remarques intéressantes, mais je voulais simplement souligner cela et veiller à ce que nous en prenions bonne note.

Ms Ganley, I wanted to come back to your comments because you touch what is important to me, and that's the future generations and their look at the global experience.

We've heard from a lot of groups that seem to say that Canada is in the same crisis as many other countries are in, that jobs are the important issue, and that somehow implicitly or explicitly these groups are saying that we must drop some of our values, some of our directions, some of our moral fabric that went into our internationalism. You seem to have given us a positive approach again. Do you think that message, if reinforced, a Canadian vision of our values, is one that will be received by Canadians? Or do you believe we have to put some dose of reality about competitiveness, trade, etc. into it?

Ms Ganley: I think we're on the edge of major social change. I think there are good economic futurists to read, for instance, Hazel Henderson. I recently saw an ad that said if economists would learn to subtract—and I've read the feminist economist from New Zealand, Marilyn Waring—a new economic order will include a computation of the GNP that we don't presently use. There may be less traditional paid work in the future for all our children, everywhere. It's going to mean a simplified style of life. It's also going to mean increased arts and voluntarism. These are the positive values.

A paradigm can be held up to the young: there won't be as many toys, but there will be meaningful work, and it may not be so tied to the old economics. The old industrial order where the GNP was tied to the sum of individual productivity in paid employment, in a competitive system, also needs to include now unpaid social... The fabric that most of our communities are now living by, including family, street, village, and town needs to be computed. But what also needs to be subtracted from GNP is the damage that is done to the environment when a tree is cut. Now it's added to the GNP, a tree is cut.

What's also factored into the GNP is a new cancer diagnosis, the technology and the human services that went into that cancer diagnosis. It's an economic system that primarily to non–economists doesn't make sense.

Will there be meaningful work? Yes. Look at what the globe needs.

Senator Andreychuk: Could I have a follow-up?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Yes, you may come back later. I see that Mr. Flis is getting impatient.

Mr. Flis: I'm a very patient man, Mr. Chairman.

I'd like to pick up on something Mr. Janzen and Mr. Barr said. Mr. Janzen, in your presentation you recommend that the Canadian government should increase the percentage of GNP earmarked for ODA to at least 1% over the next three years. Mr. Barr, you say, as all of us know, there is little relation between the amount spent on a program and its effectiveness.

[Translation]

Madame Ganley, je voudrais revenir sur ce que vous nous avez dit, car vous abordez un sujet que j'estime important, les générations futures et leur vision de l'expérience mondiale.

Nous avons entendu de nombreux intervenants nous dire que le Canada était plongé dans la même crise que bien d'autres pays, que les emplois étaient la grande question. Implicitement ou explicitement, ces gens-là nous disent qu'il faudrait abandonner une partie de nos valeurs et de nos orientations, une partie de la trame morale sur laquelle s'est élaborée notre internationalisme. Vous nous présentez au contraire une démarche positive. Pensez-vous que les Canadiens entendront, si on le renforce, ce message d'une vision canadienne de nos valeurs? Ou pensez-vous qu'il faudrait y intégrer des notions de compétitivité, de commerce, par souci de réalisme?

Mme Ganley: Je crois que nous sommes à la veille d'un profond bouleversement social. Il y a d'excellents économistes futurologues à lire, par exemple, Hazel Henderson. J'ai récemment lu une annonce disant que si les économistes apprenaient à faire des soustractions—et j'ai lu à ce sujet les écrits de l'économiste féministe néo-zélandaise Marilyn Waring—ils tiendraient compte dans la description d'un nouvel ordre économique d'un calcul du PNB que nous n'utilisons pas actuellement. Il y aura peut-être à l'avenir beaucoup moins de travail payé de la manière traditionnelle pour nos enfants, dans le monde entier. Autrement dit, le mode de vie se simplifiera. Cela veut dire aussi qu'il y aura aussi de plus en plus d'activités artistiques et bénévoles. Ce sont-là des valeurs positives.

Voici ce qu'on peut expliquer à la jeunesse: il n'y aura plus autant de jouets, mais il y aura du travail utile, qui ne sera peut-être plus aussi étroitement lié aux vieux mécanismes économiques. Au vieil ordre industriel, en vertu duquel le PNB était fonction de la somme de la productivité des individus rémunérés dans un système concurrentiel, il faut maintenant ajouter les activités sociales non rémunérées... Il faut tenir compte de cette trame sur laquelle s'appuie maintenant la majorité de nos collectivités, y compris la famille, la rue, le village et la ville. Mais ce qu'il faut aussi soustraire du PNB, ce sont les dégâts que l'on cause à l'environnement quand on abat un arbre. Actuellement, quand on abat un arbre, c'est un revenu qui vient s'ajouter au PNB.

On tient aussi compte dans le PNB d'un nouveau diagnostic du cancer, de la technologie et des services humains utilisés pour faire ce diagnostic. C'est un régime économique qui n'a aucun sens pour des non-économistes.

Y aura-t-il à l'avenir du travail utile? Oui. Regardez de quoi a besoin la planète.

La sénatrice Andreychuk: Pourrais-je enchaîner?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Oui, vous pourrez y revenir, mais je vois que M. Flis s'impatiente.

M. Flis: Je suis très patient, monsieur le président.

J'aimerais revenir sur ce qu'ont dit M. Janzen et M. Barr. Monsieur Janzen, dans votre exposé vous recommandez que le gouvernement canadien augmente d'au moins 1 p. 100 au cours des trois prochaines années le pourcentage du PNB consacré à l'aide publique au développement. Monsieur Barr, vous dites, comme nous le savons tous d'ailleurs, qu'il n'y a guère de rapport entre le montant consacré à un programme et son efficacité.

[Traduction]

• 1055

I would like to bring us back to this whole issue of the 0.7% of GNP for ODA, as recommended by the Pearson commission. Every government since then has used that as a guideline. In developing a new, independent foreign policy, is it time we got rid of this 0.7% and used other criteria for what we should spend on ODA?

I am always very impressed, for example, with the kind of work that was done in former Yugoslavia, and how quickly Canadians rallied around to send aid. The taxpayer generally will complain about the amount we spend on ODA, but in times of crisis Canadians really open up their pockets and their hearts to assist people in other countries.

What criteria could we use so Canadians are motivated to do the kind of work they are doing in Rwanda and the former Yugoslavia, maybe with our not using this 0.7%? Could we have a little discussion or debate around that?

Mr. Janzen: I agree the old way of doing it is problematic. Whenever we try to set a limit, within our society there is an energy that says we can't do that. I am not clear why that is. Part of what we understand now is that our assistance is something such that by giving it, we are losing something. My own feeling from being involved in Haiti has been that I have been enriched by helping other people around me—not necessarily the Haitians; they have helped me as much as I have helped them.

There is a richness within humanity that we have reduced to material form. At the root of it, that is the difficulty we encounter. If we could somehow move away from that value and understand that we together, as humanity, have a richness about us, that would be a way of doing it.

How do you set some kind of monitoring? How do you measure that? It is not clear to me how we would do that. The suggestion of 1% of GNP I agree is artificial. It wants to speak to enriching ourselves as humanity in some way.

Mr. Barr: I would just add that certainly we need a yardstick by which we can measure our progress and the kind of support the Canadian government gives in foreign aid and development. It may be we need a new target.

The problem we have is, in most aid and development projects, what is available? Accounting data. So what do we start doing? We start measuring projects by completion in terms of dollars. That is the point in my major submission: it isn't always the amount of money spent that gives us the value of the project. Our only point is that if we watch to make sure we have well-managed projects, if we understand the inputs and the outputs, if we know at the beginning what the deliverables are, then in general we would argue, perhaps naively, that if we have better managed projects with better outputs, we will be able to fight the sort of bad-news syndrome you as politicians and we as aid workers find, that the media want to tell only the story

J'aimerais revenir sur cette question du pourcentage de 0,7 p. 100 du PNB à consacrer à l'APD, comme le recommande la Commission Pearson. C'est le pourcentage cible qu'utilisent depuis lors tous les gouvernements. Si nous élaborons une nouvelle politique étrangère indépendante, serait—il temps de nous débarrasser de ce pourcentage de 0,7 p. 100 et de nous servir d'autres critères pour déterminer le champ d'application de l'APD?

Je suis par exemple toujours impressionné de voir ce que l'on a pu faire dans l'ex-Yougoslavie et la rapidité avec laquelle les Canadiens ont manifesté leur solidarité. Le contribuable se plaint généralement du montant consacré à l'APD, mais en période de crise, les Canadiens n'hésitent pas à ouvrir leur porte-monnaie et leur coeur pour aider les habitants d'autres pays.

Quels critères pourrions—nous utiliser pour inciter les Canadiens à faire ce qu'ils font actuellement au Rwanda et dans l'ex—Yougoslavie sans nécessairement s'appuyer sur ce chiffre de 0,7 p. 100? Pourrions—nous en discuter un peu?

M. Janzen: Il est vrai que cette démarche traditionnelle pose des problèmes. À chaque fois qu'on essaie de proposer une limite, des voix s'élèvent dans notre société pour dire que c'est impossible. Je ne sais pas trop pourquoi. Les gens ont l'impression qu'en aidant les autres, nous perdons quelque chose. J'ai personnellement constaté au contraire en Haïti que je m'enrichissais en aidant d'autres personnes, et pas seulement les Haïtiens; ces personnes m'ont aidé autant que je les ai aidées moi-même.

Il existe dans l'humanité une richesse que nous avons réduite à sa simple forme matérielle. C'est vraiment là le problème fondamental. Il faudrait pouvoir modifier cette vision et comprendre que nous avons tous une richesse à partager en tant qu'êtres humains.

Comment établir un contrôle? Comment mesurer cela? Je ne sais pas trop. Je reconnais qu'il est artificiel de vouloir parler de 1 p. 100 du PNB. Ce qu'il faudrait développer, c'est la notion d'enrichissement de l'être humain.

M. Barr: J'ajouterai qu'il nous faut certainement un étalon pour mesurer nos progrès et ce que le gouvernement canadien consacre à l'aide et au développement des pays étrangers. Il nous faudrait peut-être une nouvelle cible.

Le problème, c'est que la seule chose dont on dispose dans le cas de la plupart des projets d'aide au développement, ce sont des données comptables. Alors que fait—on? On évalue les projets en termes de dollars. C'est là l'idée maîtresse de mon intervention: le montant dépensé n'est pas toujours représentatif de la valeur du projet. Tout ce que nous disons, c'est que si nous veillons à ce que les projets soient bien gérés, si nous tenons compte des intrants et des extrants, si nous savons au départ ce que nous pouvons offrir, nous estimons, avec une certaine naïveté peut—être, qu'en gérant mieux les projets, nous serons mieux armés pour résister au syndrome de négativisme auquel les politiciens que vous êtes et les

about the time when there are 16 ships standing off Somalia and they can't unload because there isn't the capacity in the port, and they never track the stories that all of us do, the good–news stories, the kind of good–news stories we have and other people have.

That's our argument, in the main. It is for the political process to decide what the guidelines should be, given fiscal realities.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Would you like to go back to your earlier question now, Senator?

Mr. Flis: Then I could come back.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Yes, we could relay it.

The chair has been greatly influenced by the Commonwealth games.

• 1100

Senator Andreychuk: Mr. Barr, I have a short question. You say that you don't receive government funding now. Would it be presumptuous to ask if you will be receiving it? If you aren't, then how would you distinguish yourself from other NGOs who seem to have a lifeline of small, volunteer—based, no government involvement, to government involvement, to bureaucracies of their own and to suffer from some of the same things as CIDA aid workers, etc.? Do you think that the NGO community is on the right track or not at the moment?

Mr. Barr: We don't necessarily think growth in the size of an NGO, based on funding from the government, is altogether wrong. What we do think is if the growth is to generate giant bureaucracies here in Canada rather than to put people in the field, then perhaps that needs to be reviewed.

We have put in a project proposal to Foreign Affairs for a reconstruction project in Croatia, a school and 20 houses, but we are not planning on charging the project any overhead. We shall absorb the management fees ourselves. We want our project money to go directly to our projects and to let Canadian donors, in their general contributions to us, pay for our management fees.

Ms Ganley: Mr. Flis, I was just thinking about the numbers. We have our announced numbers and our fall-back numbers, and that is a source of embarrassment to those of us working and to all in the public service who rely on honest delivery and transparency. At world conferences what is announced is that Canada is moving rapidly toward 0.7%, but the reality is 0.49%.

On the other point, making your way as an NGO, you must have a constituency. My conviction is that it needs to be rooted. We know the vastness of this country and the sparse population. I believe NGOs need to be strongly regional before moving to the national level.

[Translation]

prestataires d'aide que nous sommes sont confrontés, syndrome qui fait que les journalistes se contentent uniquement de parler des 16 navires ancrés au large de la Somalie et incapables de décharger leur cargaison parce que le port ne veut pas les accueillir, et ne parlent jamais de tout ce que nous faisons, des réussites, des réalisations encourageantes que nous-mêmes et d'autres personnes pouvons enregistrer.

Voilà en gros ce que nous disons. Il appartient au corps politique de fixer les lignes directrices en fonction de la réalité financière.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Sénateur, vous souhaiteriez revenir à votre première question?

M. Flis: Et je pourrais ensuite revenir à la mienne.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Oui, nous pourrions faire un relais.

La présidence a été très influencée par les Jeux du Commonwealth.

La sénatrice Andreychuk: Monsieur Barr, j'ai une brève question à vous poser. Vous dites que le gouvernement ne vous verse pas d'aide financière actuellement. Serait-il présomptueux de vous demander si vous allez en recevoir une? Sinon, en quoi vous distinguez-vous des autres ONG qui commencent par être des petites entreprises bénévoles sans participation du gouvernement et qui en viennent progressivement à obtenir cette participation, à avoir leur propre bureaucratie et à souffrir des mêmes problèmes que les travailleurs de l'ACDI, etc.? Avez-vous l'impression que le monde des ONG est sur la bonne voie actuellement?

M. Barr: Nous pensons que la croissance d'une ONG grâce à une aide financière du gouvernement n'est pas nécessairement une mauvaise chose. Ce que nous pensons, c'est que si cette croissance se manifeste par l'apparition d'une bureaucratie énorme ici au Canada au lieu d'une présence accrue de personnes sur le terrain, il faut peut-être revoir les choses.

Nous avons soumis aux Affaires étrangères une proposition relative à un projet de reconstruction en Croatie portant sur une école et 20 maisons, mais nous n'allons pas imputer de frais généraux à ce projet. Nous absorberons nous-mêmes les frais de gestion. Nous voulons que l'argent de ce projet soit entièrement consacré au projet lui-même et nous comptons nous servir des autres sommes versées par nos donateurs canadiens pour couvrir les frais de gestion.

Mme Ganley: Monsieur Flis, je réfléchissais à ces chiffres. Nous avons des chiffres annoncés et des chiffres de repli, et c'est très gênant pour ceux d'entre nous qui travaillent dans ce domaine et tous les fonctionnaires qui ont un souci de transparence et d'honnêteté. Lors des conférences mondiales, on dit que le Canada se rapproche rapidement du chiffre de 0,7 p. 100, alors qu'en réalité nous en sommes à 0,49 p. 100.

Pour ce qui est de votre deuxième remarque, pour qu'une ONG se développe, il faut qu'elle s'appuie sur une certaine collectivité. Je crois qu'il faut qu'elle soit enracinée. Or, nous savons à quel point notre pays est vaste et sa population clairsemée. Je crois qu'il faut que les ONG aient une solide base régionale avant de passer au niveau national.

I imagine that a public poll for ODA in Peterborough would be extremely positive, because everybody knows somebody or is planning to. That is really the extent of our ambition. It is community to community. It's unlikely, isn't it—Peterborough, Ontario and Kingston, Jamaica—as a way of releasing knowledge about our world, gender, race, the family, solidarity?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Kobelak wanted to make a comment. We'll get back to you.

Mr. Kobelak: My response to some extent is that there is a role for NGOs. I am not an NGO, but there is a role for NGOs and there isn't a role in other places. It depends very heavily on the nature of the aid and the country.

Some of the projects countries ask Canada to undertake cannot possibly be handled totally, or even partially, by NGOs.

The other thing that needs to be said—and this is the point I really wanted to make—is that it is a very competitive world in trade, technology, and development aid. The nations that continue to believe in the altruistic dissemination of untied aid are few. Unfortunately, Canada is still one of them. Very few nations in this world any longer disseminate aid without some form of tie to it.

In China that aid is very much tied to trade, and herein lies the dilemma. We don't seem to be changing, but maybe we should be.

Where do NGOs fit in? The chance of NGOs fitting into the trade side gets rather limited, even though they come from a private base. There's the dilemma in this respect. If Canada is going to benefit from this somewhere down the line, then it has to start looking at a policy that engenders a mix and somehow to engender trade.

• 1105

Mr. Flis: My supplementary is that MPs—and senators, I am sure—get approached many times for helping, asking the government to help ship something over, whether it is an X—ray scanner, a carload of clothing, pharmaceutical supplies, etc. Usually there is no government funding for that. So Canadians have done all this work to amass all of this assistance, and yet for a very small amount the government does not seem to have the funds to help Canadians ship that over.

Do you find that a problem in all of your work, or is it just individual members having the wrong perception of what is actually happening?

Mr. Barr: I would just say that what we notice... There was a letter about six weeks ago by a woman to *The Globe and Mail* in which she pointed out that all she read in the newspapers were the problems in Bosnia-Hercegovina-Croatia, the problems in Rwanda, but the newspapers never bothered to follow up with how people could help. So it's almost an information problem that we, as a small NGO, are shipping goods to the former Yugoslavia, pretty much a 40-foot container

[Traduction]

J'imagine que si l'on faisait un sondage d'opinions sur l'APD, à Peterborough, il donnerait des résultats positifs, car tout le monde connaît plus ou moins quelqu'un dans ce domaine. Notre ambition se limite à cela, des liens de communauté à communauté. C'est singulier, non—Peterborough en Ontario et Kingston en Jamaïque—comme façon de développer les connaissances sur le monde, les sexes, la race, la famille, la solidarité?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): M. Kobelak voulait faire un commentaire. Nous reviendrons à vous.

M. Kobelak: Ce que je veux dire, c'est qu'il existe un rôle pour les ONG. Je ne fais pas partie d'une ONG, mais les ONG ont un rôle et ce n'est pas le cas partout. Tout dépend de la nature de l'aide et du pays.

Les ONG ne peuvent pas s'occuper entièrement ni même partiellement de certains des projets que les pays demandent au Canada d'entreprendre.

Ce qu'il faut dire aussi, et c'est surtout cela que je voulais dire, c'est que c'est un monde où il y a une concurrence féroce en matière de commerce, de technologie et d'aide au développement. Rares sont les pays qui continuent à fournir une aide non liée. Malheureusement, le Canada en fait encore partie. Très peu de pays distribuent encore leur aide sans la lier d'une manière ou d'une autre.

En Chine, cette aide est étroitement liée au commerce, et c'est là le problème. Nous n'avons pas l'air de changer, mais nous devrions peut-être le faire.

Quelle est la place des ONG? Les ONG n'ont guère de chance de s'intégrer dans le circuit commercial, même si elles s'appuient sur une base privée. C'est là le dilemme. Si le Canada veut finir par profiter de cette aide, il faut qu'il commence à réfléchir à une politique qui mélangera les deux et qui débouchera dans une certaine mesure sur des échanges commerciaux.

M. Flis: Ma question supplémentaire est la suivante: les députés—et sans doute les sénateurs aussi—reçoivent souvent des demandes d'aide de personnes qui voudraient que les gouvernements les aident à expédier des choses, que ce soit un scanner, des vêtements, des produits pharmaceutiques, etc. D'habitude, le gouvernement ne fournit pas d'aide financière à cette fin. Alors, après que des Canadiens ont travailllé fort pour amasser tous ces produits, le gouvernement ne semble pas avoir les fonds nécessaires pour les aider à les expédier alors que cela ne coûterait pas très cher.

Avez-vous constaté vous-même ce problème ou certains députés ont-il simplement une perception erronée de ce qui se produit en réalité?

M. Barr: Je dirais simplement que nous avons remarqué... Il y a environ six semaines le Globe and Mail a publié une lettre dans laquelle une dame soulignait le fait que les journaux semblaient seulement mentionner les problèmes en Bosnie-Herzégovine-Croatie, les probèmes au Rwanda, mais sans jamais se donner la peine de dire ce que les gens pourraient faire pour aider. Nous avons donc un problème d'information. Nous sommes une petite ONG qui envoie des

every six weeks, and yet other Canadians, unless I spend an inordinate amount of money on public awareness to do what, tell people that I exist. . .? Unless I do that, they won't know I exist and then their goods that they would raise for the former Yugoslavia will

So this is no doubt a problem we all face. If we spend too much money on PR, it looks as if we are just patting ourselves on the backs. But if people don't know we exist, how can we multiply the effect we would have?

Mr. Flis: Being very specific, there was a Bosnian who had a clothing drive in my constituency but didn't have the money to ship a container over, and that's where the problem lay. The government didn't seem to have the policy to send that over. Is that a problem or not? If it is, we should be addressing it in developing our foreign policy. If not, well...

• 1110

Mr. Barr: Specifically for us, it hasn't been a problem. We've

Ms Slavin: In my experience we're in a partnership to determine what we need. I do see many NGOs moving past the shipping down there and encouraging the response in the south with their partners.

That takes me back to an earlier point, about economics and economic vision. I would hope this committee will look at the traditional economics. I'm sure you've had a lot about that. But if you go back to some of your deepest concerns, and my deepest concerns, you'll see we also need some alternatives.

What I see happening in Peterborough, and what I saw happening in Guarjila, El Salvador, and what I saw happening in the coastal towns of Nicaragua, was local economic sustainable policies that were community based and that were not necessarily tied to international trade. They provided a living. We're trying to do that among the most marginalized in Peterborough, and that was happening there. I think we have to look at all the alternatives and couch this policy in the future of the planet as well as in sustainable policies for us and our communities in this country and how we connect to the south in the same way.

Mr. English: In your presentation, Mr. Barr, you said Mercy International understands that other groups may propose that up to 5% of Canada's aid budget be spent on education, public opinion, research, and communication strategy.

[Translation]

biens à l'ancienne Yougoslavie, un conteneur de 40 pieds toutes les six semaines environ, mais les autres Canadiens ne le savent pas. Comment faire savoir aux gens que nous existons, à moins de dépenser une somme d'argent excessive pour sensibiliser le public? Si je ne le fais pas, ils ne savent pas que nous existons et les biens qu'ils pourraient amasser pour l'ancienne Yougoslavie ne le seront iamais.

C'est certainement un problème auquel nous faisons tous face. Si nous dépensons trop pour les relations publiques, nous avons l'air de vouloir simplement chanter nos propres louanges. Mais si les gens ne savent pas que nous existons, comment pouvons-nous devenir plus efficaces?

M. Flis: Je vais vous citer un cas bien précis. Dans ma circonscription, un Bosnien a organisé une collecte de vêtements, mais il n'avait pas l'argent nécessaire pour expédier un conteneur et c'est là qu'est le problème. Le gouvernement ne semble pas avoir pour politique d'expédier ces biens. Est-ce un problème ou non? Si cela en est un, il faut en tenir compte lorsque nous élaborerons notre politique étrangère. Si non, eh bien. . .

M. Barr: Pour nous, ce problème ne s'est pas posé. Nous avons negotiated some free cargo with Air Canada Cargo and CP Express. négocié avec Air Canada Cargo et CP Express, qui nous fournissent gratuitement le fret aérien.

> Mme Slavin: D'après mon expérience, nous avons créé un partenariat pour déterminer ce dont nous avons besoin. Je constate que de nombreuses ONG ne se contentent plus d'expédier des biens et encouragent leurs partenaires du Sud à réagir.

Cela me ramène à quelque chose qui a été dit tout à l'heure, au sujet de l'économie et de la vision économique. J'espère que le comité examinera les politiques économiques traditionnelles. Je suis sure qu'on vous en a déjà beaucoup parlé. Mais si vous revenez à certaines de vos préoccupations les plus profondes, et de mes préoccupations les plus profondes, vous verriez qu'il nous faut également des solutions de rechange.

Ce que je constate à Peterborough, ce que j'ai constaté à Guarjila, au Salvador, ce que je constate dans les villages côtiers du Nicaragua, ce sont des politiques durables pour l'économie locale qui sont axées sur la collectivité et qui ne sont pas nécessairement liées au commerce international. permettent aux gens de gagner leur vie. C'est ce que nous essayons de faire chez les plus marginalisés de Peterborough et c'est ce qui se passe là-bas. Je pense que toutes les possibilités doivent être examinées et que cette politique doit s'inscrire dans la vision que nous avons de l'avenir de notre planète ainsi que dans des politiques durables pour nous et pour les collectivités de notre pays, et que nous devons déterminer notre relation avec le Sud de la même

M. English: Dans votre exposé, monsieur Barr, vous avez dit que d'autres groupes proposeront sans doute que le Canada consacre jusqu'à 5 p. 100 de son budget d'aide à l'éducation, aux sondages d'opinion publique, aux recherches et à la stratégie des communications

About education, I take it to be some of the work that is done by your group, Ms Ganley, and your group, Ms Slavin. So you seem to have a difference of opinion on CIDA's spending on public education, which has a long tradition and which has been expanded over the last decade or so. There is clearly a difference of opinion.

I wonder if you would care to expand on your comments, Mr. Barr, and perhaps one of the two of you could respond.

Mr. Barr: We were reacting to the lumping of public opinion polls in with the whole area of public education and communication strategy. As I said in my opening remarks, we really don't have a problem with spending on public education per se. But please, no public opinion polls to tell us what the Canadian public wants by way of foreign aid before we start spending our foreign aid. We leave that to the political process and don't believe the money spent on public opinion polls in this area would be money well spent when we could spend it on programs.

Public education programs per se were not the issue. We wanted to pull out the concept of opinion polls.

Mr. English: Okay. So there is really no difference between you.

Ms Ganley: When you come to global issues, a high degree of criticism will take place. The Ontario Ministry of Education tells me to encourage critical thinking skills, but they're uneasy with what happens when that is done, including with the sociology of education itself, which is widely critiqued by the young. This will be the same in global education.

For example, Mr. Flis, you're talking about shipping goods. It's an ambivalent moral question. It may be the opening for a Canadian to feel a sense of global solidarity. But if it stops there, then an NGO has not served the education of that Canadian on whether we shipped arms to either of the combatants here, or what the roots of this conflict are. So the shipping of goods should not be considered a high level of international involvement. It also often assuages the Canadian conscience when really we're looking for deep structural change.

The education NGOs do will of necessity be critical of itself, government, CIDA. But at the same time it needs to hold out hope that reasonable people will agree those things should be criticized and this is a better way. I hope no education I take part in is hopeless or engenders hopelessness.

[Traduction]

Je crois savoir que votre groupe, madame Ganley, et le vôtre, madame Slavin, consacrent une partie de leurs efforts à l'éducation. Vous ne semblez pas partager la même opinion au sujet des dépenses de l'ACDI en matière d'éducation publique, dépenses qui découlent d'une longue tradition et qui ont été accrues au cours de la dernière décennie environ. Il y a clairement une divergence d'opinion.

Je me demande si vous pourriez nous expliquer vos observations, monsieur Barr, et peut-être que l'une des deux autres personnes voudra répondre.

M. Barr: Nous réagissions à l'idée d'inclure les sondages d'opinion publique dans le domaine de l'éducation publique et de la stratégie de communication. Comme je le disais dans mon exposé, nous ne nous opposons pas aux dépenses d'éducation publique en tant que telles. Mais, nous vous en supplions, ne faites pas de sondage d'opinion publique pour nous dire ce que le public canadien veut que nous fournissions comme aide étrangère avant que nous puissions commencer à dépenser. Nous laissons cela au processus politique et nous croyons que l'argent qui serait consacré aux sondages d'opinion publique dans ce domaine serait plus utilement dépensé s'il était affecté au financement des programmes.

Les programmes d'éducation publique comme tels ne posent pas de problèmes. Nous voulions condamner l'idée des sondages d'opinion.

M. English: Très bien. Alors il n'y a pas vraiment de divergence d'opinions entre vous.

Mme Ganley: Lorsque nous abordons des questions mondiales, nous suscitons beaucoup de critiques. Le ministère de l'Éducation de l'Ontario me dit d'encourager l'esprit critique, mais il est mal à l'aise lorsque nous le faisons, notamment en ce qui concerne la sociologie même de l'éducation, qui est largement critiquée par les jeunes. Il en ira de même pour l'éducation à l'échelle mondiale.

Par exemple, monsieur Flis, vous parliez d'expédier des biens. C'est une question morale ambivalente. C'est peut-être l'occasion pour les Canadiens d'avoir un sentiment de solidarité mondiale. Mais si ça s'arrête là, alors l'ONG n'aura pas informé les Canadiens, pour qu'ils sachent si nous avons envoyé des armes à l'un ou l'autre des belligérants ou pour les aider à comprendre l'origine du conflit. Alors l'envoi de biens ne doit pas être considéré comme un haut niveau de participation internationale. Souvent, cela aide les Canadiens à avoir bonne conscience alors que ce que nous voulons en réalité, ce sont des changements structuraux profonds.

Dans leurs efforts d'éducation, les ONG critiqueront nécessairement les ONG elles-mêmes, le gouvernement, l'ACDI. Mais en même temps, elles doivent laisser espérer que les gens raisonnables admettront que ces choses doivent être critiquées et que c'est une meilleure façon de procéder. J'espère qu'aucun programme d'éducation auquel je participerai ne sera sans espoir et qu'il n'engendrera pas de sentiment d'impuissance.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Monsieur Bergeron.

[Translation]

• 1115

M. Bergeron (Verchères): Merci, monsieur le président. J'aimerais adresser ma question à M^{me} Ganley.

Le mémoire que vous nous avez soumis semble suggérer une nouvelle façon d'envisager la politique de sécurité du Canada, à savoir la sécurité par le développement. Vous semblez suggérer une réduction des dépenses militaires du Canada au profit des organismes qui oeuvrent dans le domaine du développement. D'autre part, vous semblez reconnaître un rôle positif aux opérations de maintien de la paix. Je vous dirai que, de leur côté, les responsables de la défense nationale semblent plutôt considérer que des réductions supplémentaires dans leur budget mettent en danger la force du Canada dans les opérations de maintien de la paix.

Comment pouvez-vous concilier ces deux interprétations de la situation? D'un côté, vous prônez la réduction des dépenses dans le domaine militaire pour donner plus au niveau de l'aide au développement et, de l'autre, les militaires prétendent qu'on ne peut réduire davantage leur budget si on veut qu'ils soient encore opérationnels au niveau du maintien de la paix.

Mme Ganley: La communauté du développement veut entendre les voeux de la communauté militaire, mais où est la vérité?

Je ne sais pas comment votre Comité est

influenced par the military lobby

et ses conclusions au sujet de la sécurité. Nos militaires sont-ils des visionnaires? Voyagent-ils dans le *path* de la sécurité mondiale? Est-ce qu'il y a des relations très étroites entre le développement et le maintien de la paix?

The brief of Ploughshares,

que vous avez peut-être lu, traite de questions comme la sécurité à l'avenir et la nécessité de travailler avec les organismes de développement. Nous avons vu les difficultés de nos soldats en Somalie. Voici un exemple d'une vision du développement, de la culture et des attentes des soldats. Ce Comité est capable d'unir les deux pour le bonheur de notre société et de tout le monde.

I think that would be a new contribution, a holistic view of politics. We'd like to see a consultative or advisory in Ottawa with trade, export, human rights, development, the military. We have the brains. We have the goodwill. If those people are proceeding with their careers in separate tracks, the society will be the poorer for it.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I'm going to ask Ms Slavin. Do you want to make a brief comment?

Ms Slavin: Yes, I could. [Inaudible—Editor] ...as global educators were in when the Gulf War happened. All our development analysis, our global equity analysis, said that the resources needed in the Horn of Africa far outweighed the resources needed in the Gulf. So we were in a dilemma. We actually had funding threatened by a member of Parliament—not our CIDA funding, some other funding. So it is a great dilemma. I think it's lived out practically in a kind of schizophrenic way in our communities.

Mr. Bergeron (Verchères): Thank you, Mr. Chairman. My question is for Ms Ganley.

The brief that you have submitted seems to suggest a new way of looking at Canada security policy, namely, security through development. You seem to be suggesting a reduction in military spending in Canada for the benefit of organizations working in the area of development. Nevertheless, you seem to acknowledge that peacekeeping operations play a positive role. I can tell you that, for their part, those in charge of such matters at National Defense seem to feel that additional cut in their budget will affect Canada's strength in peacekeeping operations.

How can you reconcile these two interpretations over the situation? On the one hand, you advocate reducing military spending to provide more aid for the development, and on the other hand, the military claim that their budget cannot be reduced any further if we want them to continue to be operational in peacekeeping.

Ms Ganley: The development community wants to hear the wishes of the military community, but where does the truth lie?

I don't know how this committee is

influencé par les lobbyistes militaires

and what its conclusions are about security. Are our military personnel visionaries? Do they travel in the path of worldwide security? Are there very close links between development and peacekeeping?

Le mémoire de Ploughshares,

that you may have read deals with issues such as security in the future and the need to work with development organizations. We have seen the difficulties experienced by soldiers in Somalia. This is an example of a vision of development, culture and the expectations of soldiers. This committee is able to unite the two for the greater well-being of our society and of the entire world.

Je crois qu'il s'agirait là d'une nouvelle contribution, d'une vision globale de la politique. Nous aimerions voir à Ottawa un comité consultatif regroupant les représentants du monde du commerce, de l'exportation, des droits de la personne, du dévelopment et de la défense. Nous avons l'intelligence voulue et la bonne volonté. Si tous ces gens-là orientent leur carrière sur des voies distinctes, notre société en sera appauvrie.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je vais demander à M^{me} Slavin. Voulez-vous faire un bref commentaire?

Mme Slavin: Oui, je veux bien. [Inaudible—Éditeur]... se retrouvaient les éducateurs lors de la Guerre du Golfe. Toutes nos analyses de développement et d'équité dans le monde indiquent que les ressources dont avait besoin la Corne de l'Afrique dépassaient de loin les ressources requises dans le Golfe. Donc, nous nous trouvions devant un dilemme. Un député a même menacé notre financement—non pas celui de l'ACDI, mais une autre source. C'est donc un grand dilemme. Dans la pratique quotidienne, je crois que nos communautés vivent cette grande contradiction.

I do call on this government to look at that rational integration of foreign, domestic, and security policies. I agree with Ms Ganley that there's some hope we can do that, and should do that, if we're to survive.

• 1120

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Earlier in our evidence one of the witnesses said that we must have heard a lot of evidence, a lot of examples, about the inefficiencies of bilateral aid. The fact of the matter is that we haven't. General comments have been made by the NGOs about the superiority of NGO delivery, and generally a less enthusiastic support of bilateral aid. One might say that it's self-serving for the NGOs to say, well, we're better and bilateral aid is not as good as we are. I have no difficulty with anyone who says that. We know that the NGOs do a good job most of the time.

I think the bilateral aid program has done a good job as well. So I wonder why there is this tension that I note so often between the NGOs and bilateral aid, as if it were a win-lose game.

I know there are horror stories in the delivery of aid in Canada and other countries, and there must be horror stories among the NGOs as well. So maybe you'll comment a bit more about this. Mr. Kobelak and then Mr. Beaty.

Mr. Kobelak: The issue between NGOs and the other communities, shall we say, is a matter of turf. The NGOs see as their domain the area of the grassroots activities, whereas the larger firms see themselves as being the deliverers of major aid on substantive projects. The two clash because at some point there's a fear that one is encroaching on the other. That's what basically happens.

In some countries, especially the less-developed ones, this is a major clash.

I monitor and have done evaluations on both sides, and I agree with you, sir, that there have been colossal mistakes, bungling of projects on both sides. But that is not necessarily always related to whether they're NGO or non-NGO. If there is one parameter that is different, it's the fact that generally speaking the projects managed by other than NGO firms are better managed in terms of financial accountability and ability to produce outputs that are stated. It doesn't mean they were of better quality necessarily, but those are the parameters that usually seem to come up.

Mr. Beaty: I've had the privilege of listening for only a very short time to what you've had to listen to for a long time, I presume. My conclusion is that when you finish you're going to be an extremely wise group of people with all of the answers.

I don't think there is an NGO that hasn't had a catastrophe. We ourselves are included in that, from my own experience in witnessing a bilateral project in Belize, where Canada put in the sewage system and, as far as I know, did a

[Traduction]

Je demande donc au gouvernement de se pencher sur l'intégration rationnelle de ses politiques étrangères, intérieures et de sécurité. Je suis d'accord avec M^{me} Ganley pour dire que c'est ce que nous pouvons faire et ce que nous devons faire si nous voulons survivre.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Lors d'un témoignage que nous avons entendu plus tôt, un témoin a dit que nous avons dû entendre beaucoup d'exemples d'inefficacité dans l'aide bilatérale. En fait, ce n'est pas le cas. Les ONG ont parlé de façon générale de leur supériorité en matière de mise en oeuvre de programmes, et elles se sont montrées généralement moins enthousiastes en ce qui concerne l'aide bilatérale. On pourrait dire que c'est dans l'intérêt des ONG de dire: «Nous sommes meilleurs et l'aide bilatérale est moins efficace que nous.» Ça ne me pose aucun problème si quelqu'un dit cela. Nous savons que les ONG font un bon travail la plupart du temps.

Je crois que le programme d'aide bilatérale a également comme du succès. Alors, je me demande pourquoi il existe cette tension que l'on rencontre si souvent entre les ONG et l'aide bilatérale, comme s'il s'agissait d'un jeu avec des gagnants et des perdants.

Je sais qu'il existe des histoires d'horreur sur la mise en oeuvre de programmes d'aide au Canada et dans d'autres pays, et il y a sûrement eu des histoires d'horreur chez les ONG également. Alors vous pouvez peut-être nous expliquer ce qu'il en est. M. Kobelak et ensuite M. Beaty.

M. Kobelak: Le problème qui se pose entre les ONG et les autres communautés est un problème que je qualifierais de territorial. Les ONG considèrent que leur domaine, ce sont les activités locales, tandis que les organismes plus gros se perçoivent comme étant ceux qui fournissent une aide importante pour des projets de grande envergure. Les deux se heurtent parce qu'ils craignent parfois que l'un empiète sur le territoire de l'autre. C'est exactement ce qui se produit.

Dans certains pays, particulièrement ceux qui sont moins développés, cet affrontement devient sérieux.

Je surveille la situation et j'ai fait des évaluations des deux côtés, et je suis d'accord, monsieur, pour dire qu'il y a eu des erreurs monumentales, des projets complètement ratés des deux côtés. Mais ce n'est pas nécessairement relié au fait qu'ils s'agissent d'ONG ou non. Si il y a un paramètre qui est différent, c'est le fait que, de façon générale, les projets gérés par des organismes qui ne sont pas des ONG le sont mieux en ce qui concerne la présentation de comptes financiers et la capacité de produire des résultats quantifiables. Cela ne veut pas nécessairement dire que la qualité est meilleure, mais ce sont les paramètres que l'on rencontre le plus souvent.

M. Beaty: J'ai eu le privilège d'écouter pendant très peu de temps ce que je présume que vous entendez depuis très longtemps. Ma conclusion, c'est qu'à la fin, vous allez devenir un groupe de personnes très sages qui ont toutes les réponses.

Je ne crois pas qu'il existe une ONG qui n'ait pas connu une catastrophe, y compris notre organisme. J'ai moi-même vu un projet bilatéral au Bélize, où le Canada a installé un système de traitement des eaux usées et, à ma connaissance, nous avons

grain-drying establishment, with bins, driers, elevators, and all the rest of it. It never dried a bushel of grain, because it wasn't needed in the first place.

I personally saw in Peru-

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Just before you leave Belize, is it not a fact that before CIDA would undertake any such program there would have to be a direct request from the government of the country and an agreement that this was an essential or a development project? CIDA would not do it and say it would put this in unless the government asked for it, or somebody asked for it. Am I right in that?

1125

Mr. Beaty: I presume you are correct.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): So we have to say at least that, whatever defect is within CIDA, there was a certain defect in the sponsoring government.

Mr. Beaty: I would say there was a defect in both cases, both the sponsoring government and CIDA. Why did they not look into it to see what the requirements were? Did they take somebody's word that it was needed?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): When did this case happen? Was this a recent case?

Mr. Beaty: No, it was a number of years ago, because the bins are starting to rust now.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We'll have to track this down. It interests me, because I was minister on two separate occasions. CIDA was under my jurisdiction, and when there was a horror story it was always very upsetting, because we would wonder what the hell was going on. We would ferret it out and there would be an explanation. It would be so complicated.

I remember going to a country in Africa where we had built a library. There was a magnificent library and I went to visit it, but the thing about it is that there were very few books in it. I saw long walls of shelves and a little book here and there. I asked, "How did this ever happen?" We were operating there, and that was the top priority of the president of the country. In order to do any aid program in that country, we needed his cooperation, and that was his top priority.

In itself, it was not a bad idea to have a good library in the capital. What was lacking was the follow-up funding to provide books.

My own view is that we have to look at these things more sympathetically, at least with critical sympathy, and understand why they all happen.

Anyway, Mr. Beaty, I am taking your time.

[Translation]

very good job in extremely difficult situations. It also put in a whole fait un très bon travail dans une situation extrêmement difficile. Par contre, nous avons également bâti une installation de séchage de céréales, y compris les cellules à grains, les séchoirs, les silos, etc. On n'y a jamais séché un seul boisseau de grains, car on n'avait pas besoin de cette installation au départ.

J'ai vu de mes propres yeux au Pérou-

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Avant de quitter le Bélize, n'est-il pas vrai qu'avant que l'ACDI n'entreprenne un tel programme, il faudrait qu'il y ait une demande directe de la part du gouvernement de ce pays-là et une entente selon laquelle c'était bel et bien un projet essentiel ou un projet de développement? L'ACDI ne bâtirait pas une telle installation à moins que le gouvernement local ne l'ai demandé ou, enfin, que quelqu'un l'ait demandé. Est-ce exact?

M. Beaty: Je présume que vous avez raison.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Alors nous devons dire que quels que soient les torts de l'ACDI, il y avait au moins une certaine responsabilité au niveau du gouvernement qui parrainait le

M. Beaty: Je dirais qu'il y avait des responsabilités dans les deux cas, tant du côté du gouvernement qui parrainait le projet que de l'ACDI. Pourquoi n'ont-ils pas examiné les exigences de plus près? Ouelqu'un leur a dit qu'on en avait besoin et ils l'ont crû?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Quand cela s'est-il produit? Est-ce un cas récent?

M. Beaty: Non, cela fait plusieurs années, car les séchoirs à grains commencent maintenant à rouiller.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous devons faire de plus en plus de recherches à ce sujet. Cela m'intéresse, car j'ai été le ministre responsable deux fois. L'ACDI relevait de mon ministère, et lorsqu'on entendait une histoire d'horreur, c'était toujours très troublant, car nous nous demandions ce qui se passait vraiment. Nous devions fouiller pour avoir des réponses, et il y avait une explication. C'était toujours très compliqué.

Je me souviens de m'être rendu dans un pays africain où on avait construit une bibliothèque. Il y avait une bibliothèque magnifique, et je suis allé la visiter, mais j'ai constaté qu'elle ne contenait presque pas de livres. J'ai vu de longs murs couverts de tablettes et un petit livre ici et là. Je me suis demandé: «Comment cela a-t-il pu se produire?» Nous travaillions dans ce pays, et cette bibliothèque était la première priorité du président de ce pays. Afin de mener à bien tout programme d'aide dans ce pays, nous avions besoin de sa collaboration, et cette bibliothèque était sa priorité.

Ce n'était pas une mauvaise idée en soi d'avoir une bonne bibliothèque dans la capitale. Ce qui manquait, c'était un autre financement pour acheter des livres.

À mon avis, nous devons considérer ces choses-là avec plus de sympathie, ou du moins avec une sympathie critique, et comprendre pourquoi elles se produisent.

Enfin, monsieur Beaty, je prends votre temps.

Mr. Beaty: That's fine. I do not know if there is any value in going on any further. I have seen it in Peru, where a massive dairy set—up was established. Houses were built for the workers, the dairy barn was built, a herring—bone milking parlour was established, Canadian cattle were purchased and sent down there. But it just never worked.

There is no use in going on further. My point is that there is a place for all of us in this development work. In this time of monetary shortage and fiscal restraint, for goodness' sake let us not have some of those kinds of horror stories to the detriment of small NGOs that put the money down where it will do a lot of good.

Mr. Janzen: Although I took a swipe at CIDA bilateral aid as well, I think the programs are well intentioned. What I am discovering for myself, and what we will be finding together more and more, is that we tend to apply relatively short-term solutions, believing that this will automatically turn things around. That simply is not true. What we are learning in terms of our globe is that we need to begin to look at the longer term and to think about how these things are going to affect us at some later time.

As you pointed out on the library, the extra funding was not there. Somebody did not think ahead to do that. But we can learn to think ahead about those kinds of things.

• 1130

I think the work Mrs. Ganley and Ms Slavin are doing points us in that direction. It is an education for all of us to learn how to think in long-term rather than short-term gains. I think that during the time you were in the House you would have been faced with that same dilemma. How do you produce results within five years or seven years? That simply isn't the kind of world we live in, but there is a place for us to think in the long term. Perhaps the Senate is one of those places where that can be done.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Mr. Kobelak.

At some point, I am going to ask—or somebody ought to ask—Ms Ganley what advice she can give to a member of Parliament and a senator to live more frugally.

Mr. Kobelak: The question was asked in the previous session, Mr. Chairman, about employment and this sort of thing. I am a supporter of bilateral trade because I see it as an opportunity to incorporate trade with aid.

The point I wanted to make is that one of the areas shifting severely into the area of need is urban centres. The problem, Mr. Chairman, lies with us, not with them. We don't seem to have the ability to translate that into a soluble component, a packagable project—type component. It largely stems from the fact of the nature of the beast that is administering it. Part of the problem is in the planning.

The second part I want to address, which is very prevalent...I make the point that appropriate technology is not just two words. They are probably the most important things when planning projects. Most of our recipient donors demand

[Traduction]

M. Beaty: Ça va. Je ne sais pas s'il est utile d'aller plus loin. J'ai vu le même problème au Pérou, où on a établi un énorme centre laitier. On a construit des maisons pour les travailleurs, un étable pour les vaches laitières et un local de traite en épi. On a acheté du bétail canadien qui a été envoyé là-bas. Mais cela n'a jamais fonctionné.

Il est inutile d'aller plus loin. Ce que je tiens à dire, c'est qu'il y a de la place pour nous tous dans le domaine du développement. À cette époque de contraintes budgétaires, il ne faut surtout pas raconter ces histoires d'horreur qui vont nuire aux petites ONG qui dépensent de l'argent dans des endroits où il fait beaucoup de bien.

M. Janzen: Bien que j'aie moi-même critiqué l'aide bilatérale de l'ACDI, je pense que les programmes sont bien pensés. Ce que je découvre personnellement, et ce que nous allons trouver ensemble de plus en plus souvent, c'est que nous avons tendance à appliquer des solutions à relativement court terme, en croyant que cela va automatiquement amener un changement radical. C'est tout simplement faux. Ce que nous apprenons dans le monde entier, c'est que nous devons commencer à songer au long terme et voir comment ces choses vont nous toucher à l'avenir.

Comme vous l'avez dit au sujet de la bibliothèque, il n'y avait pas de financement supplémentaire. Quelqu'un n'y a pas songé. Mais nous pouvons apprendre à anticiper ce genre de situation.

Je crois que le travail accompli par M^{me} Ganley et M^{me} Slavin nous met dans la bonne voie. Il est bon que nous apprennions à penser au long terme plutôt qu'aux gains à court terme. Je crois que lorsque vous étiez à la Chambre, vous vous êtes trouvé en face du même dilemme. Comment produire des résultats en cinq ou sept ans? Ce n'est tout simplement pas le genre de monde dans lequel nous vivons, mais dans certains cas, il faut que nous pensions au long terme. Le Sénat est peut-être un des endroits où cela peut se faire.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup, monsieur Kobelak.

A un moment donné, je vais demander—ou quelqu'un devrait demander à M^{me} Ganley quel conseil elle pourrait donner à un député ou un sénateur pour qu'il vive de façon plus frugale.

M. Kobelak: La question a été posée lors de la séance précédente, monsieur le président, en ce qui concerne l'emploi et des choses de ce genre. J'appuie les échanges commerciaux bilatéraux, car je crois qu'ils nous donnent une bonne occasion d'intégrer le commerce et l'aide au développement.

Je tiens à signaler que ce sont les centres urbains qui deviennent de plus en plus les endroits dont les besoins sont les plus pressants. Monsieur le président, le problème vient de nous et non pas d'eux. Nous semblons incapables de traduire ce besoin en une série de mesures constituant un élément de solution. Le problème tient de la nature même de l'organisme qui administre un tel projet. Le problème se situe en partie au niveau de la planification.

Le deuxième partie de ce que je veux signaler, qui se rencontre très fréquemment... Je tiens à dire que «technologie appropriée» n'est pas simplement deux mots. C'est peut-être la chose la plus importante lorsqu'on planifie des

leading-edge technology, which they are unable to understand and which is unable to fulfil their expectations. Yet, in our generosity, we continue to give them—it is usually at the expense of the working group and the employment in that country.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you.

I must apologize to Mr. English that I won't be able to allow him to ask a question because I have to wind up, but I promise him he will be first on the list in the next session.

Yes, Ms Slavin.

Ms Slavin: Mr. Chairman, I would just like to offer an invitation to everyone at the table—in the room, in fact—to join us in a wonderful community experience that we have in Peterborough, International Development Week. More than 550 people come annually to the world's largest international vegetarian pot-luck dinner, dance and dessert auction. You may live frugally because you may stay with one of us in the community. Come, and bring your contribution in food and in sharing. It is an invitation to you all.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much for your kind invitation. It sounds interesting.

Ms Slavin: It's fun.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I bet.

I conclude by thanking you for your testimony and for the thorough and sympathetic way you've dealt with all of these subjects and the contribution you've made to our understanding. But more than that, you have given evidence of the interest that Canadians take in these important world questions. That is very important and reassuring.

We now invite you to withdraw and we'll invite the next group to come to the table.

[Translation]

projets. La plupart des bénéficiaires de ces projets exigent une technologie de pointe, qu'ils ne comprennent pas et qui ne peut satisfaire leurs attentes. Toutefois, dans un élan de générosité, nous continuons de leur donner cette technologie, généralement aux dépens des travailleurs et de l'emploi dans ce pays.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci.

Je dois m'excuser auprès de M. English car je ne pourrai lui permettre de poser une question puisque notre temps est écoulé, mais je lui promets qu'il sera en tête de liste lors de notre prochaine séance.

Qui, madame Slavin.

Mme Slavin: Monsieur le président, j'inviterais tous ceux qui sont autour de cette table, et même tous ceux qui se trouvent dans la pièce, à se joindre à nous à l'occasion d'une expérience communautaire extraordinaire que nous vivons à Peterborough, la Semaine du développement international. Plus de 550 personnes y assistent annuellement, et c'est le plus grand dîner végétarien international à la fortune du pot, avec danse et encan de dessert. Vous pourrez vivre de façon plus frugale parce que vous pouvez rester avec l'un de nous dans la communauté. Apportez un plat et venez le partager avec nous. C'est une invitation que je lance à tous.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup pour votre aimable invitation. Elle semble intéressante.

Mme Slavin: C'est très amusant.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): J'en suis sûr.

Pour conclure, j'aimerais vous remercier pour votre témoignage et pour la façon très complète et très sympathique dont vous avez traité de tous ces sujets, et aussi pour nous avoir aidé à comprendre la situation. En plus, vous avez témoigné de l'intérêt que les Canadiens portent à ces questions mondiales très importantes. C'est très important et très rassurant également.

Nous vous invitons maintenant à vous retirer et nous demandons au prochain groupe de prendre place à la table.

• 1135

• 1140

The Joint Chairman (Senator MacEachen): The first on my list is Mr. Francis.

Mr. Robert B. Francis (Agriteam Canada Consulting Ltd.): Thank you for allowing me to speak to you personally about a very important issue.

Agriteam Canada is a company that consults on agricultural projects in the developing world. I represent a group of Canadians who have contributed to this presentation. We represent a broad range of agricultural organizations, including private firms, NGOs, professional associations, and government departments. The list includes Agriteam Canada, Agriculture and Agri-Food Canada, La Corporation de développement international de l'UPA, McGill University, the Agricultural

Le coprésident (le sénateur MacEachen): M. Francis est le premier sur ma liste.

M. Robert B. Francis (Agriteam Canada Consulting Ltd.): Je vous remercie du temps que vous voulez bien consacrer à ce sujet crucial.

L'organisation Agriteam Canada est une compagnie travaillant sur des projets agricoles dans le tiers-monde. Je représente un groupe de Canadiens qui ont contribué à cette présentation. En qualité de porte-parole, nous représentons un ensemble d'entreprises privées, d'ONG, d'associations professionnelles et des départements gouvernementaux—Agriteam Canada, Agriculture et agro-alimentaire Canada, la Corporation internationale de l'UPA, l'Université McGill,

Institute of Canada, the Canadian Federation of Agriculture, the Canadian Hunger Foundation, the Department of Foreign Affairs and International Trade, the Canadian International Development Agency, the National Farm Products Council, and the International Development Research Centre. Our submission is entirely spontaneous, based on the group's commitment to food security and the role of agricultural development in our development cooperation program.

My presentation supports the arguments made in the group's discussion paper "Agriculture Now", which is being finalized for translation into our two official languages. This paper will be available in early September and will be forwarded to the committee.

Let me begin by distinguishing between issues that are important and those that are crucial. For example, development cooperation is important in terms of Canada's overall foreign policy. Within our program of development cooperation, one component is crucial; that is, investment in agriculture.

During your deliberations over the past months you will no doubt have heard about the issues of basic human needs. We want to emphasize that the most basic human need is food and that agriculture-including agribusiness, agri-forestry, and aquaculture—is the basic need of food production.

Recently Canada's program for development cooperation has focused on themes such as good governance and environmental protection. Assistance in these thematic areas is designed to promote long-term sustainable development. However, this new emphasis has also resulted in a decline of agricultural assistance as government planners make assumptions that agriculture will somehow be pulled along by thematic activities.

We believe that agricultural development is simply too vital to be allowed to slip through the cracks. It must continue to be a crucial element of the aid program, especially as global population increases by 100 million people per year and our stock of arable land declines or is degraded.

A new emphasis on agricultural development is needed at this time, and the thematic approach that pursues good governance and the environment must not displace agriculture but rather include it in

We would like to request that Canada state clearly its commitment to agricultural development by including agriculture as a crucial component of its foreign policy.

In October 1995 Canada will host a conference in Quebec City celebrating the 50th anniversary of the Food and Agricultural Organization of the United Nations. The conference will be attended by 1,500 delegates and 150 ministers from around the world. As the host nation, Canada's Minister of Agriculture will be asked to address this conference, providing him with a unique opportunity to make this commitment to agriculture clear by stating that it is part of our official foreign policy.

[Traduction]

l'Institut agricole du Canada, la Fédération canadienne de l'agriculture, la Fondation canadienne de l'agriculture, le ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur, le Centre de recherches pour le développement international, le Conseil national de commercialisation des produits agricoles et l'ACDI. Notre soumission est entièrement spontanée et se base sur un engagement profond des individus en ce qui concerne la sécurité alimentaire et le rôle de l'agriculture dans le développement au sein de notre programme d'aide à l'étranger.

1145

Cette présentation appuie les idées maîtresses défendues dans le document intitulé «Revitaliser l'agriculture maintenant—ou réparer les dégâts plus tard?», qui sera traduit dans les deux langues officielles et finalisé à la mi-septembre. Nous en enverrons un exemplaire au comité.

Laissez-moi commencer par faire la distinction entre des questions dites importantes ou considérées comme cruciales. Par exemple, la coopération dans le développement est un élément important de la politique étrangère du Canada. Au sein de notre programme de coopération, une composante est cruciale: celle de l'investissement dans l'agriculture.

Durant les audiences de ces derniers mois, vous avez certainement entendu parler plusieurs fois des besoins de base humains. Nous voulons mettre l'accent sur le fait que le besoin humain fondamental est l'alimentation. L'agriculture inclut l'agri-négoce, l'agro-foresterie et l'aquaculture. Ce sont autant de moyens de base visant la production et la distribution d'aliments.

Le programme d'aide canadien a privilégié les thèmes suivants, bon gouvernement et protection de l'environnement, dans le cadre d'un développement durable. Néanmoins, ce nouvel accent a produit des bénéfices mais aussi une certaine déconsidération des questions précises de développement agricole. Certains preneurs de décisions assument que l'agriculture est d'une certaine manière absorbée dans l'ensemble des autres activités.

Nous croyons fermement que le développement agricole est tout simplement vital et qu'il ne peut être mis de côté comme entité. Ce domaine doit rester un élément crucial du programme d'aide, en partie à cause d'une augmentation croissante de la population mondiale d'environ 100 millions par année et d'un déclin et d'une dégradation des réserves en terres arables.

Un nouvel accent pour le développement agricole est nécessaire. L'approche thématique du bon gouvernement et de l'environnement ne doit pas mettre de côté l'agriculture mais au contraire l'inclure comme cible prioritaire.

Ces priorités devraient être réinstaurées dans le programme d'aide canadien. Nous aimerions demander au Canada de formuler clairement son engagement pour le développement agricole en incluant l'agriculture comme composante cruciale de sa politique étrangère.

En 1995, le Canada organisera un symposium pour le 50^e anniversaire de la FAO. Celui-ci se tiendra à Québec. Parmi les participants, il y aura environ 1 500 délégués et 150 ministres du monde entier. Comme hôte du symposium, le ministre canadien de l'Agriculture demandera à ses collègues de prendre un engagement similaire en faveur du développement agricole en affirmant qu'il fait partie de notre politique étrangère officielle.

Thank you very much for the opportunity to speak to you about this crucial component of our foreign policy.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much indeed.

I will call upon Dr. Bajnok to make a presentation.

Dr. Irmajean Bajnok (Director, World Health Organization Collaborating Centre for International Nursing Development, Mount Sinai Hospital): Thank you very much. It is indeed a pleasure to be here to make this presentation to the committee.

I want to begin my remarks with a comment about Canada's health care system. I am sure that a number of you have heard this before, but it is important to reiterate it again.

It is very clear the world over that Canada is known very well for its high quality of health care. Probably even more importantly, it is known for its ability to make this health care available to all in the country on an equal basis. We are seen as a model for health care.

I believe we have much to offer in the world in relation to our health care system, not only from a clinical perspective but from areas of governance, policy development in health care, and relations with professionals.

This statement I am presenting today represents the views of the World Health Organization Collaborating Centre for International Nursing Development at Mount Sinai Hospital, as well as the World Health Collaborating Centre in Educational Developments at the School of Nursing of McMaster University and the Registered Nurses' Association of Ontario. These three organizations have had a major role in international development activities in health, in particular in the area of nursing. Mount Sinai Hospital in particular has a strong international interest and as a hospital has played a major role in international development in health.

The mandate of the World Health Organization and the collaborating centres the world over centres around the Alma-Ata declaration of health for all. In May 1992 at the World Health Assembly a resolution known as AHA 45.5 focused on strengthening nursing and midwifery in support of strategies for health for all. This resolution was fully adopted.

As a result, the director general of the World Health Organization established a global multidisciplinary advisory group on nursing and midwifery to advise the director general on a number of issues, some of which are developing mechanisms for assessing national nursing and midwifery service needs, and also assisting countries with the development of a national action plan for nursing and midwifery services, which included research and educational needs, and last, monitoring progress in strengthening nursing and midwifery services, again in support of strategies for health for all.

[Translation]

Merci infiniment de m'avoir permis de vous parler de cet élément essentiel de notre politique étrangère.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci infiniment.

Je demanderais maintenant à M^{me} Bajnok de faire son exposé.

Mme Irmajean Bajnok (directrice, Collaborating Centre for International Nursing Development, Organisation mondiale de la santé, Mount Sinai Hospital): Merci beaucoup. C'est pour moi un plaisir d'être ici pour présenter cet exposé au comité.

J'aimerais tout d'abord vous parler du système de santé du Canada. Je suis convaincue que vous êtes nombreux à avoir déjà entendu ce que je veux dire, mais je trouve important de le répéter.

Il est très clair que la qualité des services de santé du Canada est reconnue dans le monde entier. Ce qui est peut-être encore plus important, c'est que le Canada est reconnu parce qu'il assurait à tous, dans toutes les régions du pays, un accès égal à ces services de santé. Nous sommes perçus comme un modèle en matière de soins de santé.

Je crois que nous avons beaucoup à offrir au monde en ce qui a trait à notre système de santé, non seulement dans une perspective unique, mais également dans les domaines de la gestion, de l'élaboration de politiques en matière de santé et des relations avec les professionnels.

L'exposé que je vous présente aujourd'hui reflète les vues du Collaborating Centre for International Nursing Development, de l'Organisation mondiale de la santé, du Mount Sinai Hospital, ainsi que celles du World Health Collaborating Centre in Educational Development, de l'École de sciences infirmières de l'université McMaster et de la Registered Nurses Association of Ontario. Ces trois organismes ont joué un rôle important dans les activités de développement international en matière de santé, en particulier dans le domaine des soins infirmiers. Le Mount Sinai Hospital en particulier, s'intéresse vivement aux questions internationales et a joué un rôle important dans l'aide au développement international en matière de santé.

Le mandat de l'Organisation mondiale de la santé et des centres collaborateurs du monde entier découle de la déclaration «santé pour tous» d'Alma-Ata. En mai 1992, à l'Assemblée mondiale de la santé, une résolution portant le numéro AHA 45.5 proposait de renforcer les services d'infirmières et de sages-femmes en vue d'appuyer les stratégies de «Santé pour tous». Cette résolution a été adoptée sans réserves.

Par conséquent, le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé a créé un groupe consultatif multidisciplinaire mondial sur les services d'infirmières et de sages-femmes, qui le conseillé sur un certain nombre de questions, notamment l'élaboration de mécanismes permettant d'évaluer les besoins nationaux en matière de services d'infirmières et de sages-femmes et les moyens d'aider les pays à élaborer des plans d'action nationaux en matière de services d'infirmières et de sages-femmes, ce qui comprend les besoins en recherche et en éducation, et enfin, le contrôle des progrès réalisés afin de renforcer ces services, toujours pour appuyer les stratégies de «santé pour tous».

[Traduction]

1150

The World Health Organization collaborating centres in McMaster and at Mount Sinai, and the Registered Nurses' Association of Ontario, believe health plays a major role in the development process. These organizations believe strengthening specific professional groups such as nursing and midwifery groups, both of which groups have a major impact on the health of the population, will in fact have a significant impact on health the world over.

We believe in health policy various professional groups should be targeted...again, looking at those groups which have the greatest potential for affecting health for all. Of course we believe nursing and midwifery are such groups.

Again, the WHO Global Advisory Group for Nursing and Midwifery identified key policy areas that should be focused on for WHO development work globally. We believe Canada should focus on health and development assistance in these policy areas. Such areas are, first of all, strengthening the contribution of nursing and midwifery; making it possible for nursing and midwifery personnel to be represented on decision—making structures in health care; looking at legislation and regulatory mechanisms to support nursing and midwifery services; allocation of resources to nursing and midwifery services as a proportion of the total health care budget; and authority and remuneration according to responsibility.

I think it is clear that when you look at some of the great needs in health, very many of these needs can be resolved with what might be considered in our country rather basic health care services. For example, 500,000 maternal deaths in the world result from lack of appropriate pregnancy-related care; 850,000 child deaths and 100,000 maternal deaths result from lack of access to family planning services; 2 million deaths from tuberculosis result from lack of education and access to drug therapy; and perhaps the saddest of all, 7 million child deaths result from infectious diseases. Nursing and midwifery have much to offer in many developing and other countries and could make a major impact on these and other health problems.

Areas of nursing intervention include education in the practices of hygiene, asepsis, and basic nutrition; health education for new parents; pre-natal education and follow-up during childbirth and post-partum; health education for women and mothers about disease prevention, immunization, and early disease detection. Our greatest assistance to these countries can be in targeting nursing groups for additional education and support so as to enable them to focus on these critical areas with population groups.

In both primary and tertiary health care settings in many countries the world over, nursing is the most consistent health care resource. Nursing provides 24-hour-a-day, 7-day-a-week coverage.

Les centres collaborateurs de l'Organisation mondiale de la santé, à l'Université McMaster et au Mount Sinai Hospital, ainsi que la Registered Nurses Association of Ontario, croient que la santé joue un rôle majeur dans le processus de développement. Ces organismes croient qu'en appuyant certains professionnels précis, comme les groupes d'infirmières et de sages-femmes qui ont tous deux une influence importante sur la santé de la population, nous contribuerons grandement à améliorer la santé des gens dans le monde entier.

Nous croyons que la politique en matière de santé doit cibler divers groupes professionnels en aidant particulièrement ceux qui sont les mieux placés pour contribuer à la santé pour tous. Bien sûr, nous croyons que les infirmières et les sages—femmes sont parmi ces groupes.

Le Groupe consultatif mondial de l'OMS en matière de services d'infirmières et de sages-femmes a déterminé des domaines clés sur lesquels l'OMS devrait mettre l'accent dans ses travaux de développement dans le monde. Nous croyons que dans ces domaines, le Canada doit axer ses informations sur la santé et l'aide au développement. Ces domaines sont les suivants: renforcer la contribution des infirmières et des sages-femmes; permettre aux infirmières et aux sages-femmes d'être représentées dans les structures décisionnelles des services de santé; examiner les mécanismes législatifs et réglementaires pour appuyer les services d'infirmières et de sages-femmes; affecter des ressources à ces services en proportion du budget total en matière de santé; donner des pouvoirs et des rémunérations conformes aux responsabilités

Lorsque nous examinons certains des grands besoins en matière de santé, je pense qu'il est clair que nous pourrions résoudre un grand nombre de ces problèmes au moyen de ce que les Canadiens pourraient considérer comme des services de santé de base. Par exemple, le décès de 500 000 accouchées dans le monde est attribuable à l'absence de soins appropriés pendant la grossesse; la mort de 850 000 enfants et 100 000 accouchées est attribuable au manque d'accès aux services de planification familiale; deux millions de morts causées par la tuberculose sont le résultat d'une absence d'éducation et d'accès à la pharmacothérapie; et ce qui est peut-être le plus triste de tout, sept millions d'enfants meurent de maladies infectieuses. Les infirmières et les sages—femmes ont beaucoup à offrir dans de nombreux pays en voie de développement ou autres et pourraient contribuer grandement à résoudre ces problèmes de santé parmi bien d'autres.

Les interventions des infirmières comprennent l'éducation en matière d'hygiène, d'asepsie et de nutrition de base; l'éducation en matière de santé pour les nouveaux parents; l'éducation prénatale et le suivi pendant et après l'accouchement; l'éducation des femmes et des mères au sujet de la prévention des maladies, de l'immunisation, du dépistage rapide des maladies. C'est en aidant ces groupes d'infirmières à se perfectionner et en les aidant afin qu'elles puissent mettre l'accent sur ces domaines critiques que nous rendrons le plus service à ces pays.

Dans de nombreux pays, l'infirmière est la ressource la plus disponible dans les installations de soins de santé primaires et tertiaires. Les services de santé sont offerts 24 heures par jour, sept jours par semaine.

Many of these settings in health care require infrastructure development and leadership and management support. With appropriate leadership, management, and policy education and assistance, nurses also have the potential to provide leadership in management of health systems and to provide leadership in development of health policy that actually responds to the local and national mortality and morbidity patterns. Too often in international development activities, those professional groups that are likely to have the most intimate contact with the local clients are ignored, and often nursing is included in that group that is ignored.

In our view, the development policy adopted by Canada must have a provision for targeted programs focused on health and areas of significant impact. It is now clearly being acknowledged that the soft side of international development has a tremendous and sustainable impact on the health and advancement of a country.

We would like to recommend that health aid become a Canadian foreign development policy priority and that Canada's foreign development policy in health target health care professionals such as nurses and midwives, and others who focus on interventions with the strongest likelihood of influencing health for all; secondly, that the policy reinforce other global initiatives focusing on health for all; and lastly, that such a health policy embody increasing the infrastructure development capacity and advancement of leadership and health policy skills among health care professionals.

Thank you very much.

• 1155

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you for that presentation.

The third witness this morning is Major-General Leonard V. Johnson of the Canadian Pugwash Group.

Major-General Leonard V. Johnson (Ret.) (Chairman, Canadian Pugwash Group): Thank you, Mr. Chairman.

Since its foundation in 1957, Pugwash conferences on science and world affairs have been concerned, among other things, about the proliferation of nuclear weapons and strategies in the world. Each year, after its annual conference, and after the numerous seminars and workshops that are held on the subject, the Pugwash council has issued statements on these matters. What I am going to give you this morning is a summary of the latest, which was issued after a conference in Greece at the end of June. This conference was attended by five members of Canadian Pugwash.

Concern was expressed that an unwarranted complacency has developed among the public and policymakers, who believe that the danger from nuclear weapons has diminished so rapidly and irreversibly that it can now be forgotten. Of course, we cite the START agreements, the intermediate nuclear force agreements, and all of these things as evidence for that.

[Translation]

Nombre de ces installations de soins de santé ont besoin d'infrastructures, de leadership et d'aide à la gestion. Avec de l'éducation et de l'aide en matière de leadership, de gestion et de politique, les infirmières pourraient également jouer un rôle de premier plan dans la gestion des systèmes de santé et dans l'élaboration d'une politique de santé qui tienne vraiment compte des configurations de mortalité et de morbidité à l'échelle locale et nationale. Trop souvent, dans les activités de développement international, ces groupes professionnels qui ont probablement les contacts les plus directs avec les populations locales sont exclus, et les infirmières sont souvent dans ces groupes.

À notre avis, la politique d'aide au développement du Canada doit prévoir des programmes ciblés en matière de santé et dans les autres domaines où ils peuvent avoir un effet important. Il est maintenant clairement reconnu que l'aspect non matériel de l'aide au développement international a un effet immense et durable sur la santé et l'avancement d'un pays.

Nous recommandons que l'aide en matière de santé devienne une priorité de la politique canadienne d'aide au développement international et que cette politique en matière de santé soit axée sur les professionnels de la santé, comme les infirmières et les sages-femmes, et d'autres, dont les interventions ont le plus de chance d'influer sur la santé de tous; deuxièmement, que la politique appuie d'autres initiatives mondiales en matière de santé pour tous; et enfin, que cette politique de santé ait pour objectif de rehausser la capacité de développer des infrastructures et d'aider les professionnels de la santé à perfectionner leur qualité de leaders et leurs compétences dans l'élaboration de politiques de santé.

Merci infiniment.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci de votre exposé.

Notre troisième témoin est le major général Léonard V. Johnson, du groupe canadien Pugwash.

Le major-général Léonard V. Johnson (à la retraite) (président, Groupe canadien Pugwash): Merci, monsieur le président.

Le groupe Pugwash a été fondé en 1957. Depuis, dans ses conférences sur les sciences et les affaires mondiales, il s'est préoccupé, entre autres, de la prolifération des armes et des stratégies nucléaires dans le monde. Chaque année, après sa conférence annuelle, et après les nombreux séminaires et ateliers tenus sur ce sujet, le conseil du groupe a publié des déclarations sur ces questions. Ce matin, je vous résumerai la demière de ces déclarations, qui a été publiée après la conférence tenue en Grèce, à la fin juin, et à laquelle ont participé cinq membres du groupe canadien Pugwash.

On s'est dit inquiet de ce que le public et les décideurs semblent faire preuve d'une complaisance indue, croyant qu'il est maintenant possible d'oublier le danger que représentent les armes nucléaires et que le nombre de ces armes a diminué de façon rapide et irréversible. On en donne bien sûr comme preuve les accords sur la réduction des armements stratégiques, les traités de limitation des armes nucléaires à moyenne portée, etc.

However, the facts are these. It is far from clear, as recent events in Germany have shown, that adequate attention and resources are being or will be devoted to preventing the theft and diversion of demobilized nuclear weapons and the nuclear explosive materials removed from the warheads.

The American and Russian nuclear arsenals remaining even after the implementation of the START II agreement will still be 3,000 to 3,500 warheads on each side, an enormous destructive capability. There has been no commitment at all to reduce the smaller but still dangerously large nuclear arsenals of the other three nuclear weapons power, namely China, Britain, and France.

In recent years, the continuing U.S. and possibly Russian interest in clarifying the ABM treaties, so as to permit deployment of theatre defences against ballistic missiles, threatens to open a large loophole in that crucial treaty, which, if it occurred, would probably sabotage all chances of deeper nuclear force reductions in the U.S. and Russia, as well as any possibility of adding the United Kingdom, France, and China to a deep—cut regime.

The nuclear non-proliferation regime is being jeopardized by threats to the security of non-nuclear weapon states, which some of them may erroneously think would be alleviated by acquiring nuclear weapons, as well as by the reinforcement with that perception by the insistence of the nuclear weapon states that their own security continues to depend on nuclear deterrence. There is a massive hypocrisy in the belief that the Koreas of this world should not rely on nuclear weapons for their own defence when the United States and France and Britain continue to do so.

What is required, then, is not complacency but urgent action to address and reduce these dangers. We believe the Government of Canada should press for these specific measures.

- 1. A sharp upward revision in the priority resources and transparency associated with the dismantling of surplus nuclear weapons in the United States and Russia; to secure interim storage and safe, final disposition of the nuclear explosive these weapons contain.
- 2. Internationalization of the verification and reporting procedures relating to nuclear force reductions and the fate of the associated nuclear explosive materials.
- 3. Universal abstinence from nuclear explosive testing until a permanent comprehensive test ban treaty can be concluded.
- 4. Unilateral commitments to halt the development and production of nuclear weapons and explosives pending early conclusion of a treaty or treaties formalizing these commitments.
- 5. The recommitment to preserve the ABM Treaty according to the existing agreed interpretation.

[Traduction]

Toutefois, voici les faits. Comme on a pu récemment le constater en Allemagne, rien ne garantit que l'on consacrera l'attention et les ressources nécessaires pour éviter le vol et le détournement des armes nucléaires mises hors service ainsi que des explosifs nucléaires retirés des ogives.

Même après la mise en oeuvre du deuxième accord START, les Américains et les Russes disposeront encore d'arsenaux nucléaires comprenant chacun de 3 000 à 3 500 ogives, ce qui représente une énorme force destructrice. Aucun engagement n'a été pris à l'égard de la réduction des arsenaux nucléaires, plus petits mais néanmoins dangereusement importants, des trois autres puissances nucléaires, c'est-à-dire la Chine, la Grande-Bretagne et la France.

Au cours des dernières années, l'intérêt constant manifesté par les États-Unis, et peut-être aussi par la Russie, pour ce qui est de faire préciser la teneur des traités sur les missiles antimissiles balistiques de façon à permettre le déploiement d'armes de défense contre les missiles balistiques sur les théâtres d'opération, menace de créer une échappatoire importante dans ce traité essentiel. Dans un tel cas, les possibilités de réduction importante des forces nucléaires américaines et russes se trouveraient probablement sabotées, de même que toute possibilité de faire adhérer le Royaume-Uni, la France et la Chine à un régime radical.

L'origine de non-prolifération des armes nucléaires est mis en péril par les menaces faites à la sécurité des États qui ne possèdent pas de telles armes; certains de ces pays pourraient estimer, à tort, que l'acquisition d'armes nucléaires leur permettrait d'éliminer ces menaces. En outre, cette idée se trouve renforcée du fait que les États dotés d'armes nucléaires insistent pour dire que leur propre sécurité continue de dépendre de la dissuasion nucléaire. Quelle hypocrisie que de croire que des pays comme la Corée ne devraient pas fonder leur propre défense sur les armes nucléaires, alors que les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne continuent de le faire.

Ce qu'il faut, alors, c'est abandonner notre complaisance et agir de façon urgente pour régler ces dangers. À notre avis, le gouvernement du Canada devrait exercer des pressions pour que des mesures précises soient prises:

- l. Revoir à la hausse les ressources prioritaires et la transparence liées au démantèlement des armes nucléaires excédentaires aux États—Unis et en Russie; garantir l'entreposage provisoire et l'élimination définitive et sans danger des explosifs nucléaires contenus dans ces armes.
- 2. Internationaliser les processus de vérification et de rapport relatifs aux réductions des forces nucléaires et au sort des explosifs nucléaires qui y sont rattachés.
- 3. Convenir d'un arrêt universel des essais d'explosifs nucléaires jusqu'à ce que soit signé un traité permanent et complet interdisant ces essais.
- 4. Prendre des engagements unilatéraux pour mettre fin à la mise au point et à la production d'armes et d'explosifs nucléaires en attendant que soient conclus, rapidement, un ou des traités concrétisant ces engagements.
- 5. Réitérer notre engagement à préserver le traité sur les missiles antimissiles balistiques selon son interprétation approuvée actuelle.

[Translation]

• 1200

- 6. Early development of prescriptions for reductions in the American and Russian nuclear arsenals to far below the 3,000 to 3,500 START II limits, accompanied by prescriptions for the engagement of the other nuclear weapon states in the reduction process as it proceeds.
- 7. Finalization of pending nuclear weapon-free zone regimes, the strengthening of existing ones, and the negotiation of new ones as way stations towards a worldwide nuclear weapon-free regime.
- 8. Acceptance by all parties to the non-proliferation treaty of full-scope International Atomic Energy Agency safeguards and increased authority and resources for that agency and its safeguard responsibilities.

We are convinced that the abolition of nuclear weapons is ultimately feasible and necessary. The path towards that goal is obstructed by those who believe it to be unnecessary or not feasible, and especially by the five nuclear weapon states that still insist their security depends on them. As long as they continue to do so, the North Koreas of the world will continue to develop nuclear weapons.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Mr. Johnson. I also thank the other members of the panel for their evidence.

Mr. English.

Mr. English: Mr. Johnson, I believe you yourself have a military background. I wonder whether you've had the chance to look at the Canada 21 recommendations. I noticed in your brief you talk about some Canadian policies on NATO, on the United Nations, and also on development assistance. Canada 21 has brought forward a fairly coherent plan that encompasses a lot of those areas. I wonder if you could outline any differences you have with the Canada 21 recommendations, particularly, I suppose, in the area of the military, since you do have a background.

MGen Johnson: Mr. English, I have read that report. I got five copies of it from three different sources in the same week.

Mr. English: More than I got.

MGen Johnson: I don't think we had any major items of disagreement. Maybe there are some in the area of numbers. They perhaps were advocating rather larger forces than we. But there is no difference in the philosophy. We have no major points of disagreement.

Mr. English: In the previous session Mr. Bergeron asked a question that bears on some of the points raised in your comments here. You stress the building of peace-building capabilities and you talk about employment of military force in UN operations. But then, in speaking of development assistance, you say development assistance should match or exceed military spending in Canada. How is this possible if Canada continues to maintain its international peacekeeping activities at the level at which we now maintain them?

MGen Johnson: Our defence spending is coming down, as you know—

- 6. Élaborer au plus tôt des prescriptions pour que les arsenaux nucléaires américains et russes soient très inférieurs aux limites de 3 000 à 3 500 prévues au traité START II, ainsi que des prescriptions pour les autres États disposant d'armes nucléaires s'engagent dans le processus de réduction.
- 7. Achever les régimes de zone dénucléarisée, renforcer les zones existantes et en négocier de nouvelles à titre d'étapes vers un régime mondial dénucléarisé.
- 8. Faire accepter par toutes les parties au traité de non-prolifération la gamme complète des mesures de sauvegarde préconisée par l'Agence internationale de l'énergie atomique ainsi que des pouvoirs et des ressources accrues pour cette agence et son travail en matière de sauvegarde.

Nous sommes convaincus qu'il est possible et nécessaire d'éliminer les armes nucléaires. La réalisation de cet objectif n'est entravée que par ceux qui estiment que ce n'est pas nécessaire ou que ce n'est pas possible, et plus spécialement par les quatre États disposant d'armes nucléaires qui continuent de dire que leur sécurité dépend de ces armes. Tant que ce sera le cas, des pays comme la Corée du Nord, continueront de mettre au point les armes nucléairs.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur Johnson. Je remercie également les autres témoins.

Monsieur English.

M. English: Monsieur Johnson, vous avez vous aussi une expérience militaire, n'est-ce pas? Avez-vous eu l'occasion d'examiner les recommandations du document Canada 21? Dans votre mémoire, vous parlez de certaines des positions du Canada à l'égard de l'OTAN, des Nations Unies et aussi de l'aide au développement. Dans Canada 21, on propose un plan assez logique qui comprend tous ces domaines. Pourriez-vous nous dire en quoi vos recommandations sont différentes de celles de Canada 21, plus particulièrement, je suppose, dans le domaine militaire, puisque vous avez l'expérience de ce domaine.

Mgén Johnson: Monsieur English, j'ai lu ce rapport. La même semaine, j'en ai reçu cinq exemplaires de trois sources différentes.

M. English: Plus que moi.

Mgén Johnson: D'une façon générale, nous sommes d'accord avec les recommandations. L'écart se situe peut-être au niveau de certains chiffres. On y préconise peut-être des forces plus vastes que nous. Mais il n'y a pas de différence de principe. Nous sommes d'accord avec les recommandations d'une façon générale.

M. English: À la séance précédente, M. Bergeron a posé une question qui touche certains des points dont vous avez parlé. Vous mettez l'accent sur le renforcement des ressources visant à établir la paix et vous parlez de l'emploi des forces militaires dans les opérations des Nations Unies. Par contre, au titre de l'aide au développement, vous dites que cette aide devrait être égale ou supérieure aux dépenses militaires canadiennes. Comment serait—ce possible si le Canada continue de participer aux activités internationales de maintien de la paix au niveau actuel?

Mgén Johnson: Comme vous le savez, nos dépenses au titre de la défense diminuent. . .

Mr. English: It is still a lot more than development assistance.

MGen Johnson: —and a considerable amount of Cold War costs are still coming through, costs of past investments; air defence, for instance, and anti-submarine warfare. It is our feeling these capabilities can be run down and over time military spending can probably be reduced by about 50% and the savings from that should be diverted into the development assistance field. The real threats are amenable only to improvement of conditions in the world, and we don't see that military spending is contributing to that in the way development assistance is or could be.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Just a supplementary to Mr. English's question. When you say "we", Mr. Johnson, are you referring to the Canadian Pugwash Group in your—

• 1205

MGen Johnson: Yes, I am referring to the members of my group. I tend to use "we" rather loosely, because I belong to several different organizations, including Ploughshares. I am the chairman of Ploughshares as well.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): So when you use the expression "we", it means that your group has considered Canada 21 proposals and generally you find them non-objectionable.

MGen Johnson: Yes, I would say that. We have not considered Canada 21 proposals formally, however; but they are consistent with the recommendations in the discussions that we have had over the years.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I just want to make it even clearer that it would include the cessation of Canada's anti-submarine warfare and also the running down of the CF-18s.

MGen Johnson: Yes.

Senator Andreychuk: I will turn to the health issue. Do you think Canada's current policy would then have to change, or that our continuing to look at the poorest of the poor with emphasis on women's issues and poverty alleviation would be sufficient? Or are you recommending some other strengthening or changing of direction in our policy to accomplish what you have proposed in your brief?

Dr. Bajnok: Thank you very much for the question.

I find it difficult to say that we would only centre always on the poorest of the poor, because often in some of the countries you find that a small amount of help provides just enough of a boost to get a country that might be in the mid-range to move up a lot.

So although I would never advocate not to focus on the poorest of the poor, it becomes very difficult to cut off certain groups when you know that sometimes minimal help can have maximum benefit. What we often call women's issues—but they are really society's issues, around child care, infectious diseases, and pre-natal care—are prevalent in many countries, not just in the poorest of the poor.

[Traduction]

M. English: Leur chiffre est encore bien supérieur à celui de l'aide au développement.

Mgén Johnson: ...mais on continue encore de payer certains frais considérables de la Guerre froide, les frais d'investissements antérieurs; c'est le cas par exemple de la défense aérienne de la lutte anti-sous-marine. Nous estimons que ces ressources peuvent être éliminées progressivement et que les dépenses militaires pourront sans doute à l'avenir être réduites d'environ 50 p. 100; les économies ainsi réalisées devraient être investies dans le domaine de l'aide au développement. Le seul moyen de mettre fin aux menaces réelles consiste à améliorer la situation dans le monde. Nous ne croyons pas que les dépenses militaires contribuent à cette amélioration, du moins pas comme l'aide au développement pourrait le faire.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Permettez-moi de poursuivre dans la même veine que M. English. Lorsque vous dites «nous» monsieur Johnson, s'agit-il du groupe canadien Pugwash de votre. . .

Mgén Johnson: Oui, il s'agit des membres de mon groupe. J'ai tendance à utiliser ce pronom assez fréquemment, puisque j'appartiens à différents organismes, y compris Ploughshares. Je suis également le président de Ploughshares.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Alors, lorsque vous utilisez ce pronom, cela signifie que votre groupe a étudié les propositions de Canada 21 et que, d'une façon générale, vous ne vous y opposez pas, n'est—ce pas?

Mgén Johnson: Oui, c'est exact. Cependant, nous n'avons pas étudié de façon officielle les propositions de Canada 21; ces propositions vont dans le même sens que les recommandations formulées au cours des discussions que nous avons eues par le passé.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Pour être encore plus clair, pour le Canada, cela signifierait également la fin de la lutte anti-sous-marine et l'élimination progressive des CF-18.

Mgén Johnson: Oui.

La sénatrice Andreychuk: Je vais maintenant parler de santé. Croyez-vous que la politique actuelle du Canada devrait être modifiée ou qu'il nous suffira de continuer à aider les pays les plus pauvres en mettant l'accent sur les problèmes des femmes et la lutte contre la pauvreté? Recommandez-vous plutôt que certains éléments de notre politique soient renforcés ou que notre orientation soit modifiée de façon à accomplir ce que vous proposez dans votre mémoire?

Mme Bajnok: Je vous remercie de poser cette question.

Il est difficile pour moi d'affirmer que nous devrions limiter toujours nos efforts aux pays les plus pauvres, car dans certains cas, on constate qu'une aide minimale peut être suffisante pour permettre à un pays moyen de faire d'énormes progrès.

Loin de moi l'idée de dire qu'il ne faut pas aider les plus pauvres, mais il devient parfois très difficile de tenir certains groupes à l'écart quand on sait qu'une aide minimale peut parfois avoir des effets maximaux. Les problèmes qu'on appelle souvent les problèmes des femmes—mais il s'agit en fait de problèmes de société, portant sur les soins aux enfants, des soins prénatals et les maladies infectieuses—sont prédominants dans de nombreux pays, pas seulement dans les plus pauvres.

So it might involve a little bit of enhancement of our policy.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Francis, could I ask you a question about the statement in your short paper to the effect that such objects as good governance and environmental protection have somehow displaced agriculture. That has happened because the planners apparently thought that agriculture would be included in these other themes. My specific question is, have you done any analysis of the actual dollars that CIDA has spent on agriculture over the years and is it a fact that it has reduced considerably?

Mr. Francis: Yes, our group has done some analysis. In particular, in the 1980s CIDA was spending about 30% of its budget in the agricultural sector. I am just quoting off the top of my head, but I believe it is now down to 14%. So that represents a significant reduction in investment in agriculture internationally as a result of that, given the large amounts that CIDA is investing internationally in our ODA.

Our position is that the bureaucrats and policymakers within the Canadian International Development Agency, with the good intentions they have of concentrating on things such as good governance and democratization—which are important issues, and we are not saying they are not—have got away from the basics of development, which we believe are things such as poverty alleviation.

Agriculture is one of the main mechanisms to get involved in assisting a developing country. We believe agriculture is the economic engine of growth. It provides income to the population, which then affects things like health. It affects things like good governance, and from a good healthy agricultural environment, a country can develop and prosper and hopefully eventually become a trading partner with Canada on a real basis.

• 1210

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Would you say that the decline in the assistance by CIDA to agricultural objects has been due at least in part to the fact that the world has managed its food production better and that more countries are producing enough food to feed their populations?

Mr. Francis: No, we would not agree with that, because we think definitely in certain regions of the world like sub—Sahara Africa the food production is minimal. I am quoting off the top of my head, but there is something like 700 million people in the world who would be stated as being undernourished by normal standards. I think the move away from agriculture has not been intentional; it has just been overlooked.

Mr. English: I have a short question to Mr. Francis. You mentioned that this is the 50th anniversary of the founding of the FAO in Quebec City. Over that 50-year period, the FAO has benefited from large Canadian subventions; in fact, it is one of our largest institutions to which we give funds. Yet many have been critical of the FAO and its work, particularly its direction. Have you had any contact with the FAO as an agency? What did you think of the extent of Canadian subvention to the FAO?

[Translation]

Il faudrait donc peut-être apporter certaines améliorations à notre politique.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Monsieur Francis, permettez-moi de vous poser une question sur l'énoncé que l'on trouve dans votre document abrégé, sur le fait que les objectifs de bon gouvernement et de protection de l'environnement ont en quelque sorte remplacé ceux de l'agriculture. Cela s'est produit, semble-t-il, parce que les planificateurs estimaient que l'agriculture serait comprise dans ces autres domaines. Avez-vous analysé les sommes réelles et l'ACDI a investies dans l'agriculture dans le passé, et est-il vrai que ces sommes ont diminué considérablement?

M. Francis: Oui, notre groupe a fait une analyse. Dans les années quatre-vingt, 30 p. 100 du budget de l'ACDI était consacré au secteur agricole. Je n'ai pas le chiffre exact, mais je crois que ce pourcentage est maintenant de 14 p. 100. Cela représente par conséquent une diminution considérable des investissements dans le domaine agricole, sur le plan international, compte tenu des sommes importantes que l'ACDI investit partout au monde dans notre APD.

Nous croyons que les bureaucrates et les décideurs de l'Agence canadienne de développement international se sont écartés des éléments fondamentaux du développement, qui comprennent d'après nous des éléments comme la lutte à la pauvreté, malgré leurs bonnes intentions à l'égard des principes de bon gouvernement et de démocratisation—principes dont nous reconnaissons l'importance, n'en doutez pas.

L'agriculture est l'un des principaux mécanismes qui nous permet d'aider un pays en développement. Nous croyons que l'agriculture est le moteur économique de la croissance. Elle offre des revenus aux populations, ce qui par ricochet influe sur des domaines comme la santé. Elle influe sur le bon gouvernement, et à partir d'un milieu agricole sain, un pays peut se développer et prospérer, et même devenir un véritable partenaire commercial du Canada.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): D'après vous, la diminution de l'aide consentie par l'ACDI aux projets agricoles est-elle imputable, en partie du moins, au fait que les pays gèrent mieux leur production alimentaire et que davantage d'entre eux produisent suffisamment pour nourrir leurs populations?

M. Francis: Non, nous ne sommes pas d'accord avec cette idée, car nous estimons que dans certaines régions du monde, comme l'Afrique du sud du Sahara, la production alimentaire est minimale. Je n'ai pas les chiffres exacts, mais on peut dire que 700 millions d'habitants de la planète peuvent être considérés comme souffrant de malnutrition d'après les normes habituelles. Je crois que ce n'est pas intentionnellement que l'on s'est écarté de l'agriculture; il s'agit d'une simple omission.

M. English: J'ai une petite question à poser à M. Francis. Vous avez mentionné que cette année la FAO célèbre le 50° anniversaire de sa fondation, à Québec. Depuis 50 ans, la FAO a reçu d'importantes subventions du Canada; en fait, de toutes les institutions à qui nous versons des fonds, c'est une de celles qui en reçoit le plus. Pourtant, bien des gens ont critiqué la FAO et son travail, surtout son orientation. Avez-vous déjà traité avec la FAO en tant qu'organisme? Qu'avez-vous pensé de l'ampleur des subventions versées par le Canada à la FAO?

Mr. Francis: I guess I will answer your question in different parts. One, we have had contact with FAO. My company, which is a private company, provides professionals who work on FAO—funded projects, so they are a client of ours. That is how we have had contact with them.

However, I do not mind saying that the FAO is a very large organization, with very large representation around the world. I believe it is a very political organization because of the diversity and size of the political representation on its board and its members. As a result of that broad diversity, they obviously have some inherent problems with the administration of the organization trying to satisfy everybody's agenda.

Mr. Flis: I had a question for each presenter, but the first one has already been answered by Mr. Francis in response to Mr. English.

I will go on to Dr. Bajnok. I believe you said there were 2 million deaths—there are children still dying of TB—and 7 million from other infectious diseases.

UNICEF has done a lot through inoculations, vaccinations, etc. Why does the world still have such a bad record? These are diseases that can be eliminated very quickly at a very small cost. Why are close to 10 million children still dying of these diseases?

Dr. Bajnok: In some of the countries some of the major problems are around helping people even understand why immunization is important, setting up systems so that immunization is possible to have access to. That is where I think we see some of the health care workers who are actually working in the communities close to the people, and they need to be involved in some of those decisions.

It is clear that immunization is not reaching all of those in the world who need it. I believe it is partly because the access to the health care workers who could make that difference is not there either. That whole group of nursing individuals who are working in outposts needs to be part of any kind of immunization team. Often they are not, and often various policies do not accommodate the fact that people have to walk miles to become immunized, that there are many cultural taboos around this.

• 1215

Much more still needs to be done, but it needs to be done involving the health care workers who are in the front lines doing that actual work or having access to the populations to help them truly to understand what it is all about. The medical advances and the technology still need to be coupled with that human contact, that education, that cultural understanding that involving direct—line health care workers might help us with.

Mr. Flis: Thank you for coming and making the presentation, knowing the excellent work the Sinai Hospital is doing internationally.

[Traduction]

M. Francis: Permettez-moi de répondre à votre question en la divisant. Premièrement, nous avons eu des contacts avec la FAO. Ma société, qui est une société privée, fournit les services de professionnels à l'égard de projets financés par la FAO; on peut donc dire qu'elle est l'un de nos clients. C'est dans ce cadre que nous avons traité avec la FAO.

Néanmoins, la FAO est pour le moins une très vaste organisation qui compte des représentants dans le monde entier. Il s'agit aussi d'une organisation très politique en raison de la diversité et du nombre des représentants politiques qui en sont membres ou qui siègent à son conseil d'administration. En raison de cette vaste diversité, l'organisation éprouve certains problèmes inhérents d'administration lorsqu'il s'agit de satisfaire les attentes de tous.

M. Flis: J'avais une question pour chacun des témoins, mais M. Francis vient de répondre à la première, lorsqu'il a répondu à la question de M. English.

Je passerai donc à M^{me} Bajnok. Vous avez dit, je crois, que 2 millions de personnes meurent. Il y a encore des enfants qui meurent de la tuberculose—et 7 millions d'autres meurent d'autres maladies infectieuses.

L'UNICEF a déjà fait beaucoup grâce à ses campagnes d'inoculation, de vaccination, etc. Pourquoi donc la situation est—elle encore aussi terrible dans le monde? Ce sont là des maladies qui peuvent être éliminées très rapidement à très peu de frais. Pourquoi presque 10 millions d'enfants meurent encore de telles maladies?

Mme Bajnok: Dans certains pays, l'un des grands problèmes, pour aider les gens, consiste à leur faire comprendre pourquoi l'immunisation est importante, à mettre en place des systèmes qui permettent l'accès à l'immunisation. C'est à ce niveau que doivent travailler les dispensateurs de soins de santé, dans les collectivités, près des gens, et ils doivent pouvoir participer à certaines des décisions.

Il est certain que l'immunisation n'est pas à la portée de tous ceux qui en auraient besoin. Cela s'explique en partie par le manque d'accès aux travailleurs de la santé qui pourraient la prodiguer. Tous ces gens qui offrent des soins infirmiers dans des postes isolés doivent faire partie d'une équipe d'immunisation. Ce n'est pas toujours le cas et souvent, les divers programmes ne tiennent pas compte du fait que les gens doivent parfois parcourir des milles pour aller se faire vacciner et qu'il existe aussi des tabous culturels relatifs à la vaccination.

Il reste encore beaucoup à faire, mais il faut pour cela la participation des travailleurs de la santé qui sont en première ligne et offrent les soins ou pouvoir communiquer avec les gens pour les aider à comprendre de quoi il s'agit. Aux progrès médicaux et à la technologie. Il faut encore joindre ce contact humain, cette éducation, cette compréhension culturelle auxquels peuvent aider les travailleurs de la santé sur place.

M. Flis: Merci d'être venu nous rencontrer et merci de votre exposé. Nous savons l'excellent travail que l'Hôpital Sinaï fait partout dans le monde.

My question is for Mr. Johnson. You mentioned five nuclear weapons states. What stage of nuclear development do countries such as Kazakhstan, Ukraine, and Byelorussia have? You say the five states are including those with Russia.

In your Pugwash conferences I am sure there must have been a lot of discussion about Ukraine turning its nuclear warheads over to Russia. Everyone praised this move, but is this not Russia's attempt to protect its own security in that region? If it gets control of the nuclear arms from Byelorussia, Ukraine, and Kazakhstan, is there not a new nuclear threat developing in that part of the world?

MGen Johnson: Yes, of course. I fell into the habit of grouping all of those states under the former Soviet Union, and under Russia now. It is quite right that there are many more than those five nuclear weapons states if you consider Kazakhstan, Byelorussia, and Ukraine, and if you add Israel and India, a near-nuclear weapons state, and perhaps Pakistan. I guess the five are more properly described as the five declared nuclear weapons states, who are also the permanent members of the United Nations Security Council.

• 1220

There certainly has been proliferation in that sense through the collapse of the Soviet Union. The control of those weapons is a problem that has to be faced.

Mr. Flis: What should be Canada's foreign policy in relationship to these countries bilaterally or multilaterally, knowing they have these nuclear weapons in their hands? We are helping them with economic and political recovery. Should we be putting any conditions on our technical assistance program and other programs?

MGen Johnson: To give it the same priority and consideration as you would give other matters. Linkage is a possibility where it is appropriate, but generally, through the United Nations and all of the organizations to which Canada belongs, including NATO, to press for nuclear disarmament as rapidly as possible.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Johnson, did your group talk at all about arms trade in general in the world?

MGen Johnson: Yes. I was not at the conference in Greece, which was the most recent one, but we do talk about the arms trade. There was a workshop at that conference that considered it.

Project Ploughshares, the other organization I chair, is perhaps one of the leading non-government organizations in Canada on the arms trade. In fact, we maintain a register of arms transfers, in collaboration with the foreign affairs department, to track the production and distribution of weapons.

[Translation]

Ma question s'adresse à M. Johnson. Vous avez parlé de cinq États qui possèdent des armes nucléaires. Où en est, sur ce plan, le développement de pays comme le Kazakhstan, l'Ukraine et la Byelorussie? Vous avez parlé de cinq États en incluant ceux—là avec la Russie.

Dans les conférences du groupe Pugwash, je suis certain qu'on a beaucoup discuté du fait que l'Ukraine a remis ses ogives nucléaires à la Russie. Ce geste a été applaudi par tous, mais ne s'agit-il pas là d'une tentative de la Russie de protéger sa propre sécurité dans la région? Si la Russie obtient le contrôle des armes nucléaires de la Byelorussie, de l'Ukraine et du Kazakhstan, n'assisterons-nous pas à l'émergence d'une nouvelle menace nucléaire dans cette partie du monde?

Mgén Johnson: Oui, bien sûr. J'ai pris l'habitude de grouper tous ces États sous la bannière de l'ancienne Union soviétique, et maintenant de la Russie. Il est vrai qu'il y a beaucoup plus que ces cinq pays nucléarisés, si l'on tient compte du Kazakhstan, de la Byelorussie, et de l'Ukraine, et si on ajoute l'Israël et l'Inde, qui sont presque nucléarisés et peut-être aussi le Pakistan. Lorsqu'on parle des cinq pays nucléarisés, on devrait peut-être dire plutôt qu'il s'agit des cinq pays qui ont déclaré être nucléarisés, et qui sont en outre membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Il y a certainement eu prolifération en ce sens avec l'effondrement de l'Union soviétique. Le contrôle de ces armes est un problème auquel on doit faire face.

M. Flis: Quelle politique étrangère le Canada devrait-il adopter face à ces pays de façon bilatérale ou multilatérale, sachant qu'ils possèdent des armes nucléaires? Nous les aidons à se remettre sur pied sur le plan économique et politique. Devrions-nous imposer des conditions à nos programmes d'aide technique ou à d'autres programmes?

Mgén Johnson: Il faut y accorder la même priorité et la même importance que l'on accorde à d'autres questions. La conditionnalité peut se justifier dans certaines circonstances, mais de façon générale, le Canada devrait insister pour le désarmement nucléaire le plus rapidement possible, par l'intermédiaire des Nations Unies et de tous les organismes auxquels notre pays appartient, notamment l'OTAN.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Monsieur Johnson, est-ce que votre groupe a abordé la question du commerce des armes en général dans le monde?

Mgén Johnson: Oui. Je n'étais pas à la conférence la plus récente qui s'est tenue en Grèce, mais nous parlons effectivement du commerce des armes. La question a été abordée au cours d'un atelier lors de cette conférence.

Project Ploughshares, l'autre organisme que je préside, est peut-être l'un des principaux organismes non gouvernementaux au Canada qui s'intéresse au commerce des armes. En fait, nous tenons un registre des transferts d'armes, en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, pour suivre de près la production et la distribution des armes.

Certainly the arms trade has fuelled the wars in the world. Those in Rwanda and Bosnia and also the former Yugoslavia and throughout Africa have been made possible by the arms trade, either the official government-recognized and often-sponsored arms trade or the black market in arms, which is awash in—

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Why do you think governments generally have been unable to come to grips with this arms trade business? Why does it apparently take such a low priority among western governments, for example?

MGen Johnson: There are many reasons, perhaps democratic politics and jobs, all of these, the political forces within the country... There are powerful constituencies involved in defence industries. They have to be recognized and heard.

The problem is difficult because it is endemic to our economies. We depend on it to a considerable extent, particularly in the United States. For instance, the whole State of California for many years was awash in defence industries. They are slowly falling on harder times out there, but those congressional districts have certainly exerted powerful political influence in the Congress and the Senate.

• 1225

Mr. English: I have a follow-up with Mr. Francis about agriculture. You'd had the statistic of the decrease in the amount that Canadian aid is concentrated in agriculture, and I suspect that is true of other aid programs in other countries. We talked about difficulties with the FAO.

We talked earlier this morning with another group that said that the concerns now are urban in what we call the Third World. They are no longer rural. There was at least the implicit assumption that we move beyond that. The area of development assistance should be in the urban areas because the greatest problems are now occurring there.

Second, agriculture reform was very much a centre of aid policies in the 1970s, for reasons that were distinct to that period. In many cases agricultural development assistance was present, such as in sub-Saharan Africa. In the words of Maureen O'Neil of the North-South Institute, who appeared before us, the amount of funds spent on consultancy, mainly in agriculture, in Tanzania was as much as the state budget in one year. Yet agriculture did very poorly there.

I was wondering if you would reflect upon this change in the attitude towards what you would call the consultation on agricultural projects in the developing world. To what extent is this a reflection of perhaps some failure in that area on the part of agricultural consultants, whether it be the FAO or the individual countries of the west?

Mr. Francis: It is quite a long statement. There are a few things in your statement I would like to reflect on as I recall them.

[Traduction]

Il est certain que le commerce des armes a alimenté les guerres dans le monde. Les conflits au Rouanda et en Bosnie et dans l'ex-Yougoslavie ainsi que dans toute l'Afrique ont été possibles grâce au commerce des armes, soit le commerce des armes officiellement reconnu par le gouvernement et souvent parrainé par celui-ci, ou le marché noir des armes, marché qui est inondé...

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Pourquoi croyezvous que les gouvernements en général n'ont pas réussi à s'attaquer à ce problème du commerce des armes? Pourquoi les gouvernements des pays occidentaux accordent—ils à ce problème une si faible priorité, par exemple?

Mgén Johnson: Les raisons sont nombreuses: peut-être la politique démocratique et les emplois, les forces politiques dans le pays... Il y a des factions très puissantes dans l'industrie de la défense qui doivent être reconnues et entendues.

C'est un problème épineux, car il est endémique dans notre économie. Nous en dépendons dans une mesure considérable, plus particulièrement aux États-Unis. Par exemple, pendant de nombreuses années les industries de la défense étaient très nombreuses dans tout l'État de la Californie. Elles commencent lentement à avoir un peu plus de difficultés là-bas, mais ces district congressionnels ont certes exercé une très grande influence politique au Congrès et au Sénat.

M. English: J'aimerais relancer une question à M. Francis au sujet de l'agriculture. Les statistiques révèlent que la diminution du montant d'aide canadienne est concentrée dans le domaine de l'agriculture, et j'imagine que c'est la même chose pour d'autres programmes d'aide dans d'autres pays. Nous avons parlé des problèmes de la FAO.

Plus tôt ce matin un autre groupe nous a dit que dans ce que nous appelons le Tiers monde, les problèmes sont aujourd'hui des problèmes urbains. Ce ne sont plus des problèmes ruraux. On a laissé entendre du moins de façon implicite que nous devrions aller au-delà des problèmes ruraux. L'aide au développement devrait se faire dans les régions urbaines, car c'est là que sont les plus gros problèmes aujourd'hui.

Ensuite, la réforme agricole a été au centre des programmes d'aide dans les années 1970, pour des raisons qui étaient propres à cette période. Dans de nombreux cas, l'aide au développement agricole était présente, comme en Afrique du Sud du Sahara. Comme l'a dit Maureen O'Neil de l'Institut nord-sud qui a comparu devant notre comité, en Tanzanie le montant qui a été consacré aux experts-conseils dans le domaine de l'agriculture surtout était aussi élevé que le montant total du budget de ce pays pour une année. Pourtant l'agriculture va très mal là-bas.

Pourriez-vous nous parler de ce changement d'attitude à l'égard de ce que l'on pourrait appeler la consultation sur des projets agricoles dans les pays en voie de développement. Dans quelle mesure cela reflète-t-il peut-être un certain échec dans ce domaine de la part des experts-conseils agricoles, que ce soit de la FAO ou des pays occidentaux?

M. Francis: C'est une déclaration assez longue. Il y a plusieurs points auxquels j'aimerais répondre au fur et à mesure qu'ils me reviendront en mémoire.

With regard to the comment of the shift in development that should be more towards the urban versus the rural, I don't want to state that urban development is not also very important, because I believe it is. But I think in a lot of developing countries, the importance of agriculture and the shift of populations from the rural environment to the urban environment is a result of poor economic development in the area of agriculture. Maybe some of the urban problems could be entirely avoided if the rural problems were dealt with, not to take anything away from the urban problems.

Also, just to make a point, in some countries, such as Vietnam, 80% of the economic income and employment is in the area of agricultural development and primary agricultural development. So in a country like Vietnam, if you are going to affect the economic growth there or if you are going to have any influence on that economy, it should be in an area that is most heavily employing people.

With regard to the 1970s and the 1980s and the failure of agricultural projects, agricultural projects have failed. Tanzania is a very good example of that. Our company, coincidentally, did a study for the Canadian International Development Agency, looking at the issues related to that project. We looked at everything from the agronomic issues to the social issues.

I guess to summarize it, we in Canada obviously had very good intentions, but we were not very well founded in our advice.

The aspect of development has changed over the years. I believe we are a lot wiser than we were in the 1970s. We realize that we cannot go into a country and transfer our technology and make assumptions that Tanzanian plains look exactly like Saskatchewan and therefore that we should practise Saskatchewan agronomic practices in Tanzania. Obviously, Tanzania is different. It has differences agronomically, it has differences socially. So agricultural practices should be modified and adapted to the particular environment.

I like to think that although we are going to make mistakes in the future, at least we'll be a little wiser and maybe we won't make as many or as serious mistakes. But nevertheless, agriculture is very important for the future and we believe that the food crisis we experienced in the 1970s is going to return by the beginning of the next century. If we don't start to prepare for it now, we'll be doing damage control later.

Thank you.

a 1220

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Mr. Francis and Mr. English. I thank all three witnesses in this sector of our hearings for their presentations.

Dr. Bajnok.

Dr. Bajnok: I just wanted to make a special point of thanking Mr. Jesse Flis for advising us to come before this group, or advising us about this group. Thank you very much. I just wanted to do that publicly.

[Translation]

Vous avez dit qu'on devrait mettre davantage l'accent sur le développement urbain plutôt que sur le développement rural. Je ne dis pas que le développement urbain n'est pas également très important, car je crois qu'il l'est, mais je pense que dans bon nombre de pays en voie de développement, l'importance de l'agriculture et les migrations de populations du milieu rural au milieu urbain sont le résultat d'un mauvais développement économique dans le domaine de l'agriculture. Certains des problèmes urbains pourraient peut-être être entièrement évités si on réglait d'abord les problèmes ruraux, sans vouloir pour autant minimiser l'importance des problèmes urbains.

En outre, dans certains pays comme le Vietnam, 80 p. 100 du revenu économique et de l'emploi proviennent du développement agricole surtout primaire. Donc dans un pays comme le Vietnam, si on veut affecter la croissance économique ou si on veut avoir de l'influence sur cette économie, on doit agir dans le secteur qui emploie le plus de gens.

Pour ce qui est des années 1970 et 1980 et de l'échec des projets agricoles, effectivement des projets agricoles ont échoué. La Tanzanie en est un très bon exemple. Notre compagnie a fait une étude pour l'ACDI et a examiné les problèmes liés à ce projet. Nous avons tout examiné, des problèmes agronomiques aux problèmes sociaux.

En résumé, au Canada nous avions de toute évidence de très bonnes intentions, mais nos conseils n'étaient pas très bien fondés.

L'aspect du développement a changé au fil des ans. Je crois que nous sommes beaucoup plus avisés que nous ne l'étions dans les années 1970. Nous nous rendons compte que nous ne pouvons aller dans un pays transférer notre technologie en supposant que les plaines de Tanzanie sont exactement comme celles de la Saskatchewan et que par conséquent nous devrions transposer nos pratiques agronomiques de la Saskatchewan en Tanzanie. De toute évidence, la Tanzanie est différente. Il y a des différences sur le plan agronomique, sur le plan politique et sur le plan social. Nos méthodes agricoles devraient donc être modifiées et adaptées à cet environnement particulier.

J'aimerais croire que même si nous allons commettre encore des erreurs à l'avenir, au moins nous serons un petit peu plus prudents et que nos erreurs en seront peut-être pas aussi nombreuses ou aussi graves. Quoiqu'il en soit, l'agriculture est très importante pour l'avenir et nous croyons que la crise alimentaire que nous avons connue dans les années 1970 se reproduira au début du siècle prochain. Si nous ne nous y préparons pas dès maintenant, nous ne pourrons que limiter les dégâts plus tard.

Merci.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur Francis et monsieur English. Je remercie nos trois témoins qui nous ont présenté un exposé au cours de cette partie de nos audiences.

Madame Bajnok.

Mme Bajnok: Je voulais remercier tout particulièrement M. Jesse Flis qui nous a conseillé de venir témoigner devant votre comité ou qui nous a parlé de votre groupe. Merci beaucoup. Je voulais tout simplement le remercier publiquement.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We didn't know he was a recruiter.

We thank him, you, Mr. Francis, and Mr. Johnson for your appearance.

We shall return at 2 p.m. to resume our work.

This meeting stands adjourned.

[Traduction]

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous ne savions pas qu'il faisait du recrutement.

Nous le remercions, ainsi que vous, monsieur Francis et monsieur Johnson pour avoir comparu devant notre comité.

Nous reprendrons nos audiences à 14 heures.

La séance est levée.

AFTERNOON SITTING

• 1400

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Order. We have a quorum.

On my list for this group are Miguel Figueroa, Patricia Crowther, Henry Aviles, and Debbie Chapman. We have four presenters. We shall start with the Guatemala Community Network, with Patricia Crowther.

It is understood that these initial presentations will take about five minutes. After the presentations we'll have some time to exchange some views and ask questions.

Ms Patricia Crowther (Guatemala Community Network): Good afternoon. I would like to read our brief, which focuses on Canada's responsibility as a signatory to international conventions within the United Nations and the Organization of American States.

While we recognize the positive input that Canada has had by recently allocating resources towards the promotion of human rights and democratic development in Guatemala, we are preoccupied due to the fact that despite recommendations from Canadian and Guatemalan organizations, the Canadian government voted in favour of item 19 at the United Nations Commission on Human Rights.

Furthermore, we are deeply concerned by recent statistics showing 850 human rights violations during the first six months of 1994—all this while the government is in the process of signing a peace treaty with the Guatemalan National Revolutionary Unity.

For all Guatemalans the question of peace is a priority. Although the signing of a cease—fire agreement is necessary for the civil sectors, it is more important to address the issues that have led to the armed conflict. Canada's role in this regard must be to ensure that through the peace process the basis for a long—lasting peace will be established by resolving the roots of the conflict.

At the present time, and under the sponsorship of the United Nations, a peace process is under way. As a result, three accords have been signed: first, the global agreement on human rights; second, the accord for the resettling of uprooted populations due to the armed conflict; and third, an accord on the establishment of the commission for the historical clarification of human rights violations and acts of violence that have caused suffering among the Guatemalan people.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le coprésident (le sénateur MacEachen): La séance est ouverte. Il y a quorum.

Sur la liste des témoins, nous avons Miguel Figueroa, Patricia Crowther, Henry Aviles et Debbbie Chapman. Il y a donc quatre témoins. Nous commençons par le Guatemala Community Network, avec Patricia Crowther.

Il est entendu que chaque exposé initial durera à peu près cinq minutes. Ensuite, nous aurons quelque temps pour discuter et poser des questions.

Mme Patricia Crowther (Guatemala Community Network): Bonjour. Je voudrais lire notre mémoire, qui porte sur la responsabilité du Canada en tant que signataire de conventions internationales dans le cadre des Nations Unies et de l'Organisation des États américains.

Bien que nous reconnaissions la contribution positive que le Canada a apporté récemment en affectant des ressources à la promotion des droits de la personne et du développement démocratique au Guatémala, nous sommes préoccupés par le fait que, malgré les recommandations d'organisations canadiennes et guatémaltèques, le gouvernement canadien ait voté en faveur du point 19 à la Commission des Nations Unies sur les droits de la personne.

Qui plus est, nous sommes profondément préoccupés par les statistiques récentes faisant état de 850 cas de violations des droits de la personne au cours des six premiers mois de l'année 1994—violations qui ont eu lieu pendant que le gouvernement était en train de signer un traité de paix avec l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque.

Pour tous les Guatémaltèques, la paix est une question prioritaire. Bien que la signature d'un accord de cessez-le-feu soit nécessaire pour les secteurs civils, il est plus important de se pencher sur les problèmes qui sont à l'origine du conflit armé. A cet égard, le rôle du Canada doit être de s'assurer que grâce au processus de paix, les fondements d'une paix durable soient établis par la suppression des causes du conflit.

Actuellement, et sous l'égide des Nations Unies, un processus de paix est en cours. C'est ainsi que trois accords ont été signés. Premièrement, l'accord global sur les droits de la personne; deuxièmement, l'accord sur la réinstallation des populations déplacées à cause du conflit armé; et troisièmement, l'accord sur l'établissement d'une commission chargée de faire la lumière sur les cas de violations des droits de la personne et sur les actes de violence qui ont fait souffrir le peuple du Guatémala.

We are concerned that although these three accords have been signed, none of the issues has been implemented. We consider that due to Canada's participation within organizations such as the United Nations and the Organization of American States and Canada's international recognition as a peace promoter, it should use its influence and lobby for immediate compliance with the peace accords.

In a recent lecture at the University of Ottawa, the Hon. Flora MacDonald acknowledged the existence of internally displaced people who are not internationally recognized as refugees although they share several characteristics with the refugees in terms of who they are and the factors that led them to abandon their communities. The difference is purely a legal technicality as opposed to a legal reality.

Our recommendation to the Canadian government on this issue is that it should ensure that the United Nations Commission on Human Rights protects the rights of returnees and extends its services and protection to the internally displaced people.

Finally, with the recent appointment of the Hon. John A. Fraser as ambassador for the environment, Canada is in some way responding to the requirements established through the globalization of the economy. We believe this globalization of the economy cannot be separated from issues such as human rights, human development, and respect for the environment.

As part of the North American Free Trade Agreement and as a member of the General Agreement on Tariffs and Trade, Canada must ensure that these three issues are fully considered while developing trade agreements. By ensuring that these three issues are integrated into their economic development, we will be establishing the basis for a more humane, egalitarian, and peaceful world.

• 1405

The establishment of sustainable development in Guatemala cannot be met without the participation and integration of the Mayan peoples and the understanding of their ''cosmovision'', which means the global understanding of the world. The people of Guatemala have struggled for a more equitable society, and the price we have paid has been high and very painful in terms of human lives. We can assure you that we will continue in our struggle. The least we request from the international community is to listen to our cry for justice.

The questions of human rights, human development, and peaceful societies are no longer the problem of a single person or a single country. It is something for which we all have to be responsible.

Muchas gracias.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very

Now Mr. Aviles, for the support group in El Salvador.

Mr. Henry Aviles (Support Group for Radio YSFF in El Salvador): I am from El Salvador. Thank you for the opportunity to be asked to express our concern.

[Translation]

Nous déplorons qu'en dépit des trois accords qui ont été signés, aucun des problèmes n'a été résolu. A notre avis, étant donné que le Canada est membre d'organisations telles que les Nations Unies et l'OÉA, et qu'il est reconnu de par le monde comme un promoteur de la paix, il doit user de son influence pour militer en faveur de la mise en oeuvre immédiate des accords de paix.

Récemment, au cours d'une conférence donnée à l'Université d'Ottawa, l'honorable Flora MacDonald a reconnu l'existence de personnes déplacées à l'intérieur du pays qui ne sont pas reconnues à l'échelle internationale comme réfugiés, bien qu'elles présentent plusieurs caractéristiques des réfugiés classiques, notamment leur origine et les facteurs qui les ont amenés à abandonner leur collectivité. La différence relève davantage d'un détail juridique que de la réalité.

A cet égard, nous recommandons au gouvernement canadien de veiller à ce que la Commission des droits de l'homme des Nations Unies protège les droits des rapatriés et offre ses services et sa protection aux personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Enfin, avec la récente nomination de l'honorable John A. Fraser comme ambassadeur pour l'environnement, le Canada est en train de répondre d'une certaine manière aux exigences établies par la mondialisation de l'économie. Nous croyons que cette mondialisation est inséparable des questions telles que les droits de la personne, le développement humain et le respect de l'environnement.

En tant que signataire de l'Accord de libre-échange nord-américain et membre des accords généraux sur les tarifs et le commerce, le Canada doit s'assurer que l'on tienne intégralement compte de ces trois questions dans l'élaboration des accords commerciaux. En veillant à l'intégration de ces questions au développement économique, nous jetterons les bases d'un monde plus humain, plus égalitaire et plus pacifique.

L'établissement du développement durable au Guatémala est impossible sans la participation et l'intégration des peuples Mayas et la compréhension de leur «cosmovision», ce qui signifie une vision intégrale du monde. Le peuple guatémaltèque a lutté pour que règne une société plus équitable, et le prix que nous avons payé a été élevé et très douloureux en termes de vies humaines. Nous pouvons vous assurer que nous poursuivrons notre lutte. Le minimum que nous attendons de la communauté internationale est d'écouter notre appel à la justice.

Les droits de la personne, le développement humain et la paix sociales sont des questions qui transcendent désormais les individues ou les pays. Nous devons tous en assumer la responsabilité.

Muchas gracias.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup.

Maintenant, M. Aviles interviendra au nom du groupe d'appui au Salvador.

M. Henry Aviles (Support Group for Radio YSFF in El Salvador): Je viens du Salvador. Je vous remercie de nous avoir donné l'occasion d'exprimer nos préoccupations.

This brief will elaborate and submit to represent the concern and hope of the local Salvadorean community, as well as other Canadians in solidarity with El Salvador.

We think El Salvador has entered a very special and hopeful stage of its development. As never before, there is now an opportunity to construct a meaningful and lasting peace in El Salvador. In this context, we think Canada can play an important role in helping us in the development and creation of a new model of development.

Traditionally the struggle and conflict in El Salvador, as throughout Latin America, has been defined in terms of an east-west conflict and Cold War tensions. Canadian foreign policy has taken its shape and direction from this analysis. Now, however, it has become clear and common knowledge that the root cause of El Salvador's struggle is extreme social and economic injustice. It is not that the communists are coming or that there is a struggle between north and south. The real problem in Latin America, specifically in El Salvador, is the poverty. People need to survive in economic and in political terms.

El Salvador's history, which is marked by military dictatorships, electoral fraud, and extreme social injustice, creates a situation in which the vast majority of the population are completely marginalized without the means to satisfy even their most basic needs: education, job, health. Disparity between the rich and the poor is so extreme that 5% of the population control 50% of the national income. Unemployment is well above 50% in the rural areas, and health care and education are tragically substandard for the majority.

A struggle for change is incubated in such conditions, and in El Salvador those efforts have been met by violent military repression supported by substantial American financial, political, and military support. We are sad to know that sometimes Canadian external policy has supported the American one. It is sad for us.

El Salvador is finally charting a new course since the signing of the peace accords in 1992. The difficult work to comply with the many obligations of the accords has only just begun. The peace accords signify a new development model. Canadian foreign policy, if it is to support this new model, must also be new.

What do we mean by a new Canadian foreign policy? Canadian foreign policy must now be shaped by a clearer analysis of the factors of underdevelopment in El Salvador and give respect and support to the peace process, which has evolved from a long, hard struggle and many sacrifices. To truly contribute to lasting peace and just development, Canadian foreign policy must finally pursue a course independent from the U.S.A. American foreign policy. For us, Canadians are different from the American government, and we are very grateful for the Canadian people, the Canadian government.

[Traduction]

Dans notre mémoire, nous présentons les craintes et l'espoir de la communauté salvadorienne locale, de même que celle des autres Canadiens qui sont solidaires de notre cause.

Nous pensons que le Salvador a entamé une étape spéciale et prometteuse de son développement. Phénomène sans précédent, nous avons maintenant la possibilité de bâtir une paix significative et durable au Salvador. Dans ce contexte, nous pensons que le Canada peut jouer un rôle important en nous aidant à concevoir un nouveau modèle de développement.

Traditionnellement, la lutte et le conflit au Salvador, comme partout ailleurs en Amérique latine, a été défini dans le cadre du conflit est-ouest et de la Guerre froide. La politique étrangère du Canada a été formulée et orientée sous cet angle. Maintenant, tout le monde sait clairement que la cause profonde de la crise salvadorienne est une extrême injustice sociale et économique. L'arrivée des communistes ou le conflit entre le nord et le sud n'ont rien à y voir. Le véritable problème en Amérique latine, et surtout au Salvador, c'est la pauvreté. Les gens ont besoin de survivre économiquement et politiquement.

L'histoire salvadorienne, qui est marquée par des dictatures militaires, des fraudes électorales et une injustice sociale extrême, crée une situation dans laquelle la grande majorité de la population est complètement marginalisée et ne dispose pas des moyens permettant de satisfaire ses besoins les plus essentiels: l'éducation, le travail et la santé. La disparité entre les riches et les pauvres est si extrême que 5 p. 100 de la population contrôlent 50 p. 100 du revenu national. Le chômage dépasse largement 50 p. 100 dans les régions rurales, et pour la majorité de la population, les soins de santé et l'éducation sont hélas de qualité très inférieure.

C'est dans ces conditions que la lutte pour le changement a émergé, et au Salvador, cette initiative a été violemment réprimée par l'armée qui bénéfie d'un appui financier, politique et militaire substantiel de la part des États-Unis. Nous sommes tristes de savoir que parfois, la politique extérieure du Canada s'est alignée sur celle des États-Unis. C'est triste pour nous.

Finalement, le Salvador s'engage sur une nouvelle voie depuis la signature des accords de paix en 1992. La tâche difficile qui consiste à respecter les nombreuses obligations découlant de ces accords ne fait que commencer. Les accords de paix entraînent un nouveau modèle de développement. Si la politique étrangère du Canada doit appuyer ce nouveau modèle, elle doit également se renouveler.

Qu'entendons—nous par le renouvellement de la politique étrangère du Canada? Cette politique doit être reformulée en fonction d'une analyse plus claire des facteurs du sous-développement au Salvador et elle doit respecter et soutenir le processus de paix, qui découle d'une longue et dure lutte et de nombreux sacrifices. Pour contribuer véritablement à une paix durable et à un développement juste, le Canada doit finalement adopter une démarche indépendante de celle des États—Unis. Pour nous, le gouvernement canadien est différent du gouvernement américain, et nous sommes très reconnaissants au peuple et au gouvernement canadiens.

[Translation]

• 1410

Canadian foreign policy must support the peace accord and try to support the democratic base of the Salvadorean society. In this context we have made specific recommendations in our brief.

The first one is worth repeating. We emphasize that Canadian foreign aid policy must be decided in recognition of the root causes of the poverty and conflict in the central American region. They are a matter of poverty, people who are trying to survive, people who are trying to work hard in order to survive. We can see the contrast between Canadian society and Salvadorean society, and we have a lot of expectations.

The second is that Canadians must have a foreign policy independent from the United States policy by becoming a partner in the hemisphere. That is more than a partner with a superpower with overpowering interests. We have expectations about Canada.

Canada should increase the quantity of financial aid to El Salvador, to strengthen the progress of democratization and reconstruction.

Canada should make any government support conditional on compliance with the peace accord.

Canada should direct its aid through NGO channels rather than directly to the Salvadorean government.

So we Salvadoreans have a lot of expectations for Canadian foreign policy. We expect Canadian policy to be redefined in terms of the real problem in Latin America. In El Salvador the real problem is poverty. The real problem is social injustice. The real problem is people who try to leave. That is the real problem.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Mr. Aviles.

Now Debbie Chapman, of the Mexican Solidarity Network.

Ms Debbie Chapman (Mexican Solidarity Network): The Mexican Solidarity Network was formed in January 1994.

The foreign affairs policy of the Canadian government is based on its own political and economic interests. There's absolutely no concern for human rights or dignity. We take NAFTA as a clear example. If it were not to drain Mexico of its natural resources and to exploit the working class, Canada would have no need to enter into a free trade agreement with Mexico. The only sector that will benefit from this agreement will be the large transnational corporations and investors, at the expense of the rest of society. I would like to ask how the Canadian government can politically support a corrupt, repressive government like Mexico's, all in the name of development. I would consider this a criminal offence.

La politique étrangère du Canada doit appuyer l'accord de paix et essayer de promouvoir la démocratisation de la société salvadorienne. Dans ce contexte, nous avons formulé des recommandations précises dans notre mémoire.

La première mérite d'être réitérée. Nous soulignons que la politique canadienne d'aide internationale doit être élaborée en tenant compte des causes profondes de la pauvreté et des conflits en Amérique centrale. Il s'agit de combattre la pauvreté, d'aider les personnes qui essaient de survivre et qui dépoient des efforts considérables dans ce sens. Nous pouvons voir le contraste entre la société canadienne et la société salvadorienne, et nous avons beaucoup d'attentes.

Deuxièmement, le Canada doit avoir une politique étrangère indépendante de celle des États-Unis en devenant un partenaire au sein de l'hémisphère. Il s'agit d'être plus qu'un partenaire avec une superpuissance ayant des intérêts dominants. Nous attendons beaucoup du Canada.

Le Canada doit accroître le montant de son aide financière au Salvador pour consolider le progrès de la démocratisation et la reconstruction.

Le Canada doit assujettir son aide au respect de l'accord de paix.

Au lieu d'aider directement le gouvernement du Salvador, le Canada doit acheminer son aide par l'entremise des ONG.

Nous, Salvadoriens, avons donc beaucoup d'attentes en ce qui concerne la politique étrangère du Canada. Nous nous attendons à ce qu'elle soit redéfinie en fonction des vrais problèmes de l'Amérique latine. Au Salvador, le vrai problème c'est la pauvreté. Le vrai problème c'est l'injustice sociale. Le vrai problème, ce sont les gens qui essaient de partir. Voilà le vrai problème.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur Aviles.

Maintenant, je donne la parole à Debbie Chapman, du Mexican Solidarity Network.

Mme Debbie Chapman (Mexican Solidarity Network): Le Mexican Solidarity Network a été créé en janvier 1994.

La politique étrangère du gouvernement canadien est fondée sur les intérêts politiques et économiques du pays. Elle ne tient absolument pas compte des droits et de la dignité de la personne. L'ALÉNA en est un parfait exemple. S'il n'avait pas l'intention de vider le Mexique de ses ressources naturelles et d'exploiter la classe ouvrière, le Canada n'aurait pas besoin de conclure un accord de libre-échange avec le Mexique. Le seul secteur qui profitera de cet accord sera celui des grandes sociétés multinationales et des gros investisseurs, aux dépens du reste de la société. Comment le gouvernement canadien peut-il appuyer politiquement un gouvernement corrompu et répressif comme celui du Mexique, et ce, au nom du développement? Je considère qu'il s'agit là d'un délit.

We're all aware of the results of the Mexican elections and a very watered—down version of the fraud and irregularities that occurred. This illegitimate government has been in power for 65 years. It has complete control of the army and the state bureaucracy. It has maintained a public education system and health, housing, and environmental conditions far below the acceptable international standard.

The debt: Mexico has the dubious distinction of being one of the first nations to renege on servicing its debt, in 1982. In return for rescheduling the debt payments, the international financial institutions insisted on radical policies to stem inflation, improve government balance sheets, and open the economy to market forces. These structural adjustment programs ensured that interest rates shot up and subsidies to the poor were all but eliminated. Health and education budgets were slashed. State enterprises were privatized or shut down. Within a few years Mexico moved from being one of the most protected economies in the world to being one of the most open. Mexico had become the showcase for structural adjustment programs that had been and continue to be carried out worldwide.

Between 1983 and 1992 real wages fell 57%. Mexico has become a haven for foreign investors seeking low-wage labour. Thousands of peasant farmers, *campesinos*, lost their land and have become a part of the increasing number of the urban poor.

• 1415

Foreign aid: In light of the fact that the richest 40% of the underdeveloped world gets about twice as much aid per head as the poorest, and it is often left to the discretion of corrupt governments to ensure the distribution of aid, the Canadian government must reconsider its foreign aid policy. In some cases, aid money is used actually to harm those it was intended for. This is most obvious with countries that have big military expenses. Foreign aid should circumvent foreign governments and be distributed by Canadian NGOs to their foreign counterparts. This would allow resources to get to those who most deserve it. Also, Canadian economic interests would not be a major consideration in whether aid would be provided.

A final result of this system would see much less money getting to large-scale capital projects and to countries with big military expenses. Most resources would be used in projects that make a difference, such as primary education, health care, and population programs.

To conclude, our summary recommendations:

First and foremost, the Canadian government should strengthen its links with national NGOs and grassroots organizations.

Canada should not trade with countries that have proven to be physically, financially, or politically repressive to their people.

[Traduction]

Nous connaissons tous les résultats des élections mexicaines, ainsi que la version très édulcorée de la fraude et des irrégularités qui onteu lieu. Ce gouvernement illégitime est au pouvoir depuis 65 ans. Il a un contrôle absolu de l'armée et de la bureaucratie d'état. Il a maintenu un système d'éducation publique, de santé et de logement, ainsi que des conditions environnementales nettement inférieures aux normes internationales acceptables.

En ce qui concerne l'endettement, le Mexique a la triste réputation d'être l'un des premiers pays a avoir renoncé au service de sa dette en 1982. En contrepartie du rééchelonnement de sa dette, les institutions financières internationales ont insisté pour que le gouvernement mexicain adopte des mesures radicales pour juguler l'inflation, réduire les dépenses gouvernementales et ouvrir l'économie aux forces du marché. À cause de ces programmes d'ajustement structurel, les taux d'intérêt ont flambé et les subventions aux pauvres ont été pratiquement éliminées. Les budgets de la santé et de l'éducation ont été coupés. Les entreprises d'État ont été privatisées ou fermées. En l'espace de quelques années, l'économie mexicaine, qui était l'une des plus protégée au monde. est devenue l'une des plus ouvertes. Le Mexique est devenu la vitrine des programmes d'ajustement structurel qui ont été et qui continuent à être imposés dans le monde entier.

Entre 1983 et 1992, les salaires réels ont chuté de 57 p. 100. Le Mexique est devenu un paradis pour les investisseurs étrangers en quête de main-d'oeuvre à bon marché. Des milliers de paysans cultivateurs, appelés *campesinos*, ont perdu leurs terres et sont venus grossir les rangs des pauvres urbains.

Pour ce qui est de l'aide internationale, étant donné que dans les pays sous-développés, 40 p. 100 des plus riches obtiennent deux fois plus d'aide par habitant que les plus pauvres, et que, souvent, on laisse à la discrétion de gouvernements corrompus le soin de distribuer l'aide, le gouvernement canadien doit réexaminer sa politique en la matière. Dans certains cas, les fonds accordés au titre de l'aide sont utilisés pour nuire aux présumés bénéficiaires. Cette situation est particulièrement évidente dans les pays ayant de gros budgets militaires. L'aide internationale doit contourner les gouvernements étrangers pour être distribuée par des ONG canadiennes et leurs partenaires locaux. Ainsi, les ressources pourront parvenir à ceux qui en ont le plus besoin. En outre, les intérêts économiques du Canada ne doivent pas prévaloir dans l'octroi de l'aide.

Ainsi, l'on consacrerait beaucoup moins d'argent à des projets d'immobilisations à grande échelle et à des pays qui engagent des dépenses militaires considérables. La plupart des ressources seraient investies dans des projets ayant une incidence positive, notamment l'enseignement primaire, les soins de santé et les programmes démographiques.

En conclusion, voici un résumé de nos recommandations:

D'abord et avant tout, le gouvernement canadien doit renforcer ses liens avec les ONG nationales et les organisations de base.

Le Canada ne doit pas commercer avec des pays dont on sait qu'ils ont réprimé physiquement, financièrement ou politiquement leur population.

Free-trade agreements must be abolished. I say "free".

Environmental impact assessments must be completed on the Canadian government's foreign activities.

Canada should revoke its position of supporting structural adjustment programs that are hurting the world's poorest people.

Canada should not provide further loan assistance through multilateral institutions.

Outstanding loans held by the Canadian government to underdeveloped countries should be waived.

No financial aid should be given to other countries unless the resources are distributed through bona fide Canadian NGOs that will forward the aid to the grassroots organizations in foreign countries.

The majority of aid should be given to long-term, predetermined social projects, as opposed to being given in crisis situations. Foreseeing the need for emergency assistance, the Canadian government should discuss with Canadian NGOs where and if resources should be sent.

No military aid should be provided by the Canadian government.

Foreign aid should not be a tool to promote Canadian interests.

Foreign aid should not be taken from the world's poorest countries only to be given to potential trading countries, for example the eastern bloc countries.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you. I thank the three witnesses.

Now we have a chance to have an exchange. I will give Mr. Bergeron an opportunity to begin the discussion.

M. Bergeron (Verchères): Merci beaucoup, monsieur le président. J'aimerais commencer par la question des droits de la personne et je reviendrai ultérieurement à M. Aviles concernant les relations avec les États-Unis.

Avant même que ce Comité entreprennne ses travaux, le gouvernement a décrété d'emblée qu'il n'entendait plus considérer la question des droits de la personne comme une condition sine qua non pour l'établissement de relations commerciales ou pour l'octroi d'aide aux pays en voie de développement. J'aimerais que vous m'exprimiez votre position sur cette question puisque Mme Crowther, en particulier, exprimait le désir de voir les droits de la personne pris en considération quand il s'agit de relations commerciales, par exemple. Compte tenu du fait que le gouvernement canadien, avant même que ce Comité entrepenne ses travaux, a déjà manifesté son opposition à cette question, j'aimerais que vous nous fassiez part de votre point de vue sur ce sujet.

1420

Ensuite monsieur Aviles, sur la question des relations avec les États-Unis, vous avez manifesté à quelques reprises le United States, you expressed the wish several times to see souhait de voir la politique canadienne se démarquer de celle Canada take a different position from that of the United States. des États-Unis. Je pense que c'est le sens qu'il faut donner à I think that is the approach the government must take to carry

[Translation]

Les accords de libre-échange doivent être abolis. J'insiste sur le mot «libre».

Les évaluations d'impact écologique doivent être effectuées sur les activités étrangères du gouvernement canadien.

Le Canada doit revenir sur sa décision d'appuyer les programmes d'ajustement structurel qui nuisent aux plus pauvres de la terre.

Le Canada doit cesser d'accorder des prêts par l'entremise des institutions multilatérales.

Les emprunts non remboursés par les pays sous-développés et consentis par le gouvernement canadien doivent être annulés.

Aucune aide financière ne doit être accordée à d'autres pays, à moins qu'elle ne soit distribuée par l'entremise de véritables ONG canadiennes qui l'achemineront aux organisations locales des pays bénéficiaires.

La plus grande partie de l'aide doit être accordée à des projets sociaux durables et choisis d'avance, et non pas à des projets visant à parer à des situations de crise. Afin de prévoir les besoins en aide d'urgence, le gouvernement canadien doit discuter avec les ONG canadiennes pour déterminer l'opportunité de fournir des ressour-

Le gouvernement canadien ne doit accorder aucune aide militaire.

L'aide internationale ne doit pas être un outil de promotion des intérêts canadiens.

Il ne faut pas retirer l'aide aux pays les plus pauvres du monde tout simplement pour la donner à des partenaires commerciaux éventuels, comme par exemple les pays d'Europe de l'Est.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je tiens à remercier les trois témoins.

Nous passons maintenant à la période des questions. M. Bergeron, veuillez lancer le débat.

Mr. Bergeron (Verchères): Thank you very much, Mr. Chairman. I would like to start with the Human Rights issue and later on, I will come back to what Mr. Aviles said about relations with the United States.

Well before this committee started its deliberations, the government had decided right away that it did not intend any more to consider the human rights issue as a precondition for the establishment of trade relations or the granting of aid to developing countries. I would like you to comment on that because Ms Crowther, in particular, wanted the government to take human rights into consideration when it comes to trade relations, for example. In view of the fact that the Canadian government, well before this committee met, had already opposed that position, I would like you to tell us what do you think about that.

Secondly, Mr. Aviles, on the issue of relations with the

cette démarche entreprise par le gouvernement pour une révision en profondeur de la politique étrangère du Canada. Vous savez fort bien que, de gouvernement en gouvernement, le Canada a toujours essayé de se tenir à l'écart de l'Organisation des États américains justement pour essayer d'éviter un trop grand alignement sur la politique des États—l'his.

Le gouvernement précédent, soit le gouvernement progressiste-conservateur, qui était beaucoup plus aligné sur les politiques américaines, a décidé de joindre les rangs de l'OÉA. J'aimerais savoir si vous considérez que cette participation du Canada à l'Organisation des États américains risque de nous nuire quant à notre position à l'égard des pays de l'Amérique latine, ou au contraire, compte tenu des nouvelles donnes de la politique internationale, cette participation à l'OÉA ne risque-t-elle pas d'être un atout pour apporter une voix nouvelle dans le concert des nations qui composent l'Organisation des États américains.

Ms Crowther: I am sorry, I had a bit of a problem hooking up to the translation device. If I got it right, you were concerned about the Guatemala Community position on trade. Is that it?

Mr. Bergeron: The relation between trade and human rights.

Ms Crowther: Our concern is that the present conditions in a poor country like Guatemala, in which 65% of the population have Mayan roots... Most of them do not speak the Spanish language. Till now they have lived in subhuman conditions. We do not see how these massive international trade blocs are going to benefit that population.

Of course our concern is how they will be "used", because at present we do not see them as participants. Maybe the Canadian government could give us an outline of how it envisions bringing up the educational standards of the Mayan population to be able to compete and participate without being used.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Aviles.

Mr. Aviles: What is my feeling about the position of Canada in Latin America? History shows that Canada has sometimes been outside. Years ago, who in Latin America knew about Canada? A few. But what happened? Who had control of our country? Who helped define the terror or the struggle in El Salvador? The United States.

What is our feeling? Of course Canada cannot play an active role of supporting the United States. But how can it play an active role of trying to change the policy? That is our concern. Sometimes you support not only action. Sometimes you support a policy for many things you do not do. That is the point.

I think Canada has now changed in the world. Canada can play an important role in the definition of development in Latin America.

[Traduction]

out a thorough review of Canada's foreign policy. You know full well that successive Canadian governments have always tried to stay away from the organization of American states in an effort to distance themselves from the United States government policy.

The previous government, that is the Progressive Conservative government, which aligned itself much more with american policy, decided to join the ranks of the OAS. I would like to know if you feel that Canada's participation in the Organization of American States could harm our position with regard to Latin America, or if on the contrary, given the new international political order, such participation in the OAS might be an asset that could add our voice to those of other countries that make up this organization.

Mme Crowther: Je m'excuse, mais j'ai eu du mal à brancher mon écouteur pour la traduction. Si j'ai bien compris, vous vous préoccupez de la position de la communauté du Guatemala sur les échanges commerciaux, n'est-ce pas?

M. Bergeron: Le lien entre les échanges commerciaux et les droits de la personne.

Mme Crowther: Notre inquiétude c'est que étant donné les conditions actuelles dans un pays pauvre comme le Guatemala, dont 65 p. 100 de la population a des racines mayas... La plupart des Guatémaltèques ne parlent pas l'espagnol. Jusqu'à présent, ils ont vécu dans des conditions tout à fait inacceptables pour des êtres humains. Nous voyons mal comment ces énormes blocs internationaux d'échanges commerciaux vont venir en aide à ces gens là.

Bien sûr, ce qui nous préoccupe c'est comment on va se servir d'eux, car actuellement, nous ne les voyons pas comme participants. Le gouvernement canadien pourrait peut-être nous expliquer comment il entend améliorer les normes d'éducation de la population maya afin qu'elle puisse participer et devenir concurrentielle sans être exploitée.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): M. Aviles.

M. Aviles: Qu'est-ce que je pense de la position du Canada en Amérique latine? L'histoire nous montre que le Canada s'est parfois tenu à l'écart. Il y a plusieurs années, qui connaissait le Canada en Amérique latine? Quelques-uns. Mais qu'est-ce qui c'est produit? Qui avait le contrôle de notre pays? Qui a contribué à définir la terreur ou la lutte au Salvador? Les États-Unis.

Qu'en pensons-nous? Il est évident que le Canada ne peut pas jouer un rôle actif s'il appuie les États-Unis. Mais comment peut-il jouer un rôle actif s'il s'efforce de changer la politique? Voilà notre préoccupation. Parfois, on appuie pas seulement des actes, mais une politique visant beaucoup de choses que l'on ne ferait pas soi-même. Voilà le coeur de la question.

Je crois que la position du Canada vis-à-vis du reste du monde a changé maintenant. Le Canada peut jouer un rôle important dans la définition du développement en Amérique latine.

But what has happened? What is our feeling? I do not understand the good intentions of governments. I understand facts. I speak about the role Canada follows: the American policy. In what terms? Does it support an economic model that does not help the majority of the people?

Foreign policy has been defined in terms that the communists are coming. The real problem is social injustice. The key point for Canada is trying to define a clear foreign policy, a clear definition of what the real problems are in Latin America.

Of course, which country does not have its own interests? Everybody has interests. But Canada has an interesting relationship with Latin American countries, more because we have lived here. I think Canada can make a new definition of foreign policy, trying to support democracy with justice. Sometimes they define it more in the American foreign policy.

• 1425

We are going to promote democratic elections, but elections do not solve the problem. That is only one dimension of the problem. The real problem is poverty. That is the real problem. Health and education. . . We need to support this process. That is my point.

Senator Andreychuk: I have a very short question for Ms Chapman, but it might be difficult to answer.

You put out some criteria as to when Canada should engage itself in trade in certain countries and have a relationship. I think individually all your points are well taken. When you take them collectively and put them against the countries, and functioning, can you give me an example of a country with which we could trade and have a bilateral relationship given your criteria? I think I understand your point about Mexico, but could you give me an example of where we could trade given the government's current dilemma on China, Indonesia, and many Latin American countries? Under your criteria, where would Canada fit in the world?

Ms Chapman: First, I would not say we are necessarily against trade. We are against free trade in the manner in which it is being implemented.

The differentiation we make is that trade is the mutual exchange of raw materials or whatever. The problem with free trade as it is being presented is that we going into a country like Mexico and literally draining it. We are not on equal playing ground. There is nothing fair about the whole procedure. By going into a country like that, you are forcing its people to change their own governmental policies with the elimination of article 27 of their constitution, which was totally modified in 1992 and eliminated the rights to communal land and heathland in the country.

[Translation]

Mais que s'est-il produit? Qu'en pensons-nous? Je ne comprends pas les bonnes intentions des gouvernements. Je comprends les faits. Je veux parler du rôle du Canada: il suit la politique américaine. Quels en sont les termes? Est-ce qu'elle appuie un modèle économique qui n'aide pas la majorité de la population?

La politique étrangère a été fondée sur la notion que les communistes étaient à la porte. Le vrai problème c'est l'injustice sociale. L'important pour le Canada c'est d'essayer de définir une politique étrangère claire, ainsi qu'une définition claire des vrais problèmes qui sévissent en Amérique latine.

Évidemment, quel pays n'a pas ses propres intérêts à défendre? Tout le monde a des intérêts. Mais le Canada a une relation intéressante avec les pays d'Amérique latine, surtout parce que nous y avons vécu. Je crois que le Canada peut créer une nouvelle définition de la politique étrangère qui vise à appuyer tant la démocratie que la justice. Parfois le Canada calque la politique étrangère américaine.

Nous allons promouvoir des élections démocratiques, mais les élections ne résoudront pas le problème. Ce n'est qu'une seule dimension du problème. Le vrai problème est la pauvreté. La santé et l'éducation... Nous devons appuyer ce processus. Voilà où je voulais en venir.

La sénatrice Andreychuk: J'ai une question très brève pour M^{me} Chapman, mais il lui sera peut-être difficile d'y répondre.

Vous avez énuméré des critères selon lesquels le Canada devrait décider de s'engager dans la voie des échanges commerciaux dans certains pays et y établir des relations. Près séparément, tous les points que vous soulevez sont très valables. Lorsqu'on les envisage tous ensemble et qu'on applique ce modèle à certains pays pouvez-vous me donner une exemple d'un pays dans lequel nous pourrions avoir des échanges commerciaux et des relations bilatérales selon vos critères? Je crois comprendre vos préoccupations concernant le Mexique, mais pouvez-vous me donner un exemple d'un pays où nous pourrions établir des relations commerciales étant donné le dilemme actuel du gouvernement quant à la Chine, l'Indonésie et plusieurs pays d'Amérique latine? D'après vos critères, quelle serait la place du Canada dans le monde?

Mme Chapman: Premièrement, je dirais que nous ne sommes pas nécessairement contre les échanges commerciaux. Nous sommes contre le libre-échange tel qu'il est mis en oeuvre actuellement.

La distinction que nous faisons est que le commerce est l'échange mutuel de matières brutes ou autres biens. Le problème avec libre-échange tel qu'il nous est présenté est que nous allons dans un pays comme le Mexique et nous le saignons à blanc. Nous ne sommes pas sur un pied d'égalité avec eux. Tout le processus est inéquilable. En allant dans un pays comme celui-là, vous forcez sa population à changer ses propres politiques gouvernementales telles la radiation de l'article 27 de leur Constitution qui fut complètement modifiée en 1992 éliminant ainsi le droit aux terres et aux landes collectives dans ce pays.

That is where I think we have our biggest problem. Trade, as far as we are concerned, is an acceptable thing, but not free trade going in and changing the policies of the country that directly affect the lower class.

I don't want to mention a country. I think any country is fine, but it is the way it is done that is unacceptable.

[Traduction]

Voilà où se situe notre problème principal, d'après moi. Quant à nous, le commerce est quelque chose de tout à fait acceptable, mais non pas le libre-échange qui cherche à modifier les politiques d'un pays qui touche directement la classe inférieure.

Je ne veux pas citer un pays en particulier. Je pense que n'importe quel pays peut être acceptable, mais c'est la façon de faire qui est inacceptable.

• 1430

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Of course you acknowledge that the Mexican government itself sought the trade agreement with the United States, altered its economic policies in order to attract American investment, and that it was not a matter of our going in there. You may disagree with what the Mexican government did, but nevertheless they took the initiative.

Ms Chapman: I agree with what you are saying, but does that mean the Canadian government's position is acceptable? Does that mean we can go out and support the type of government that is repressing its population on a continuous, ongoing basis? I was a victim of that. I don't think it is at all acceptable, and I don't think it is acceptable that the Canadian government would sit back and say they have changed their policy and have made all these radical changes to accommodate us, and therefore the door is open.

As far as I am concerned, that is not acceptable. We are still talking about the human rights of the individuals in that country, and I feel that is a major issue.

Going to the question of the elections, it makes me laugh every time I pick up the newspaper and read this. We don't refer to it as a fraudulent procedure; we refer to "certain irregularities" or "problems with the system". To me that is unacceptable. I do not care what country we are in. There are so many problems.

I guess I am getting off track here, but the point is that I don't agree the Canadian government should be supporting this type of government, whether it be in a trade agreement or financial support or anything. That is my opinion.

Senator Andreychuk: Putting aside free trade, you had a whole host of criteria on human justice and human rights. Can you give me an example in Latin America of a country that you think could meet those criteria and that we could embark on?

Ms Chapman: In Latin America?

Senator Andreychuk: Yes.

Ms Chapman: Not one comes to mind.

Senator Andreychuk: So Canada should not work in Latin America except on an NGO basis.

Ms Chapman: I think so. That would definitely be my opinion. I feel that NGOs are the organizations that work with the base of the population in any country and that is the only acceptable way to get financial aid into a country.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Vous conviendrez avec moi que c'est le gouvernement mexicain lui-même qui a cherché cet accord d'échange avec les États-Unis, qui a modifié ses politiques économiques afin d'attirer les investisseurs américains et que ce n'était pas nous qui les avons sollicités. Vous n'êtes peut-être pas d'accord avec ce qu'a fait le gouvernement mexicain, mais néanmoins, ce sont eux qui ont pris l'initiative.

Mme Chapman: Je suis d'accord avec ce que vous dites, mais est-ce que cela veut dire que la position du gouvernement canadien est acceptable? Est-ce que cela signifie que nous devons appuyer le genre de gouvernement qui opprime continuellement sa population? J'ai été victime de ce genre de situation. Je ne crois pas que ce soit acceptable du tout, et je ne crois pas non plus que ce soit acceptable que le gouvernement canadien s'en lave les mains et disent que ce sont eux qui ont fait tout ces changements radicaux pour nous accommoder et que la porte nous est donc ouverte.

Pour ma part, je trouve cela inacceptable. Nous parlons encore des droits de la personne des habitants de ce pays, et je pense qu'il s'agit là d'une question d'importance primordiale.

Pour ce qui est de la question des élections, ça me fait rire chaque fois que je vois un article de journal qui en parle. Nous ne parlons jamais de procédures frauduleuses; nous faisons allusion à «certaines irrégularités» ou des «problèmes avec le système». À mon avis, c'est inacceptable. Peu importe dans quel pays nous nous trouvons. Il y a tellement de problème.

Je m'égare peut-être du sujet, mais là où je veux en venir c'est que je n'accepte pas que le gouvernement canadien devrait appuyer ce genre de gouvernement, que ce soit dans le cadre d'une entente commerciale, d'appui financier ou quoi que ce soit d'autre. C'est mon opinion.

La sénatrice Andreychuk: Si nous laissons de côté le libreéchange, vous aviez toute une liste de critères sur la justice humaine et les droits de la personne. Pouvez-vous me donner un exemple d'un pays d'Amérique latine qui pourrait satisfaire ces critères et dans lequel nous pourrions nous engager?

Mme Chapman: En Amérique latine?

La sénatrice Andreychuk: Oui.

Mme Chapman: Il n'y en a aucun qui me vient à l'esprit.

La sénatrice Andreychuk: Alors le Canada ne devrait pas travailler en Amérique latine sauf par le biais des ONG.

Mme Chapman: Je le crois. Cela résume exactement mon opinion. Je pense que les ONG sont les organismes qui travaillent avec le peuple à la base dans n'importe quel pays et c'est la seule façon acceptable d'apporter une aide financière à un pays.

Mr. Flis: To carry that scenario a little further into the future of the North American trade agreement, it is no secret that there are negotiations with Chile now, and who knows with whatever countries, and if NAFTA does expand to cover Latin America, Central, and parts of South America, will the countries that will not sign be the countries that will suffer the most?

As you mention, the real problem is poverty. I agree with you. I think the future security threat anywhere in the world will be poverty. But for the countries that refuse to sign the freer trade agreements the real problem will get worse. Unless they can compete in free trade markets, etc., they will not get on their feet and poverty will get worse.

• 1435

Yes, you would like Canada to come and help out through NGOs, but Canada has its own problems. As I was coming to this hearing this morning, there was a lady on the subway with a sign begging for money to help her two children. Canada also cannot keep pumping out money. We have our own social and economic problems to deal with.

Putting all our fancy theories aside, let us look for the next decade and look at reality, at what is going to happen to that part of the world.

Mr. Aviles: I agree with you on some counts. In this world, no matter whether white or black, we need to put the answer in the historical context.

Our feeling is that Canada needs to support a new economic and political model, but we are not asking for charity. This is an important point. It is not a matter of charity. It is a matter of international relationship, a country supporting another country.

I agree with you that the problems in El Salvador are not going to be resolved by giving money. Never. It is a matter of an economic model that has excluded most people from the labour market. It is an economic and political model that has excluded people from participating in the political life. That is our point.

We are not asking for charity. We are asking for political support, of course, and economic support. I agree with you that the need is mainly for political support.

In some ways the situation in El Salvador has changed. It is a new challenge for El Salvador, but because the government wants no, no, no, there is a lot of international pressure. It is important.

We Salvadoreans need to define our own model in economic and in political terms, but we need political and financial support. We do not want charity. That is my first point.

The second point is this, specifically. We are in a new world. I agree with you that it is difficult to isolate. Now Canada is America; it's not only the United States. Everybody is part of America. On this point, we need to support a new process, a new model. It is not only elections.

[Translation]

M. Flis: Si on veut regarder un peu plus loin dans l'avenir de l'ALÉNA, il n'est de secret pour personne qu'on a maintenant entrepris des négociations avec le Chili et Dieu sait quel autre pays. Si l'ALÉNA s'étend au reste de l'Amérique latine, à l'Amérique centrale et à certaines parties de l'Amérique du Sud, ne croyez-vous pas que les pays qui ne signeront pas cette entente en souffriront?

Comme vous l'avez dit, le vrai problème est la pauvreté. Je suis d'accord avec vous. Je crois que la pauvreté sera la menace future à la sécurité du monde. Mais le vrai problème ne fera que s'aggraver dans les pays qui refusent d'adhérer aux accords de libéralisation des échanges commerciaux. Si ces pays ne peuvent concurrencer les autres sur les marchés libres, etc., ils ne pourront pas se remettre en selle et la pauvreté ne fera qu'empirer.

Oui, nous voulons que le Canada nous aide par l'entremise des ONG, mais le Canada a ses propres problèmes. Alors que je venais témoiquer ce matin j'ai aperçu une dame dans le métro qui tenait une pancarte où elle disait qu'elle mendiait pour ses deux enfants. Le Canada ne peut pas être non plus la vache à lait de tout le monde. Nous devons régler nos propres problèmes sociaux et économiques.

Mettons de côté toutes nos belles théories et voyons ce que nous réserve la prochaine décennie et considérons la réalité, ce qui va se passer dans cette partie du monde.

M. Aviles: Je suis d'accord avec vous sur certains points. Dans le monde d'aujourd'hui, qu'on soit blanc ou noir, nous devons situer la réponse dans le contexte historique voulu.

Nous croyons que le Canada doit soutenir un nouveau modèle économique et politique, mais nous ne demandons pas la charité. C'est un point important. Ce n'est pas une question de charité. C'est une question de relations internationales, c'est-à-dire un pays qui vient en aide à un autre.

Je suis d'accord avec vous: l'argent seul ne suffira pas à régler les problèmes du Salvador. Jamais. Nous avons là un modèle économique qui a exclu le gros de la population du marché du travail. Il s'agit d'un modèle économique et politique qui a interdit à la population toute participation à la vie politique. C'est ce que nous disons.

Nous ne demandons pas la charité. Bien sûr, nous demandons un soutien politique et économique. Je suis d'accord avec vous pour dire que nous avons surtout besoin de soutien politique.

La situation au Salvador a changé à certains égards. Il s'agit d'un nouveau défi pour le Salvador, mais étant donné que le gouvernement là-bas s'obstine à dire non, les pressions internationales se font plus grandes. C'est important.

Nous, les Salvadoriens, devons définir notre propre modèle économique et politique, mais nous avons besoin pour ce faire de soutien politique et financier. Nous ne voulons pas la charité. C'est la première chose que je tiens à dire.

La deuxième est précisément celle-ci: nous vivons dans un monde nouveau, je suis d'accord avec vous pour dire qu'il est difficile de s'isoler. Mais le Canada fait partie de l'Amérique; il ne s'agit pas seulement des États-Unis. Nous faisons tous partie de l'Amérique. Sur ce point, nous devons donner notre appui à un nouveau processus, à un nouveau modèle. Il ne s'agit pas seulement d'élections.

If Canada says "We are going to support democratic elections", you are lost. It is not a matter of election; it is a model. For example, specifically in El Salvador we ask for support of the peace accord.

What does the peace accord mean? Does it mean change in the economic structure and change in the political system? Who is going to make these changes? It is only we Salvadoreans who will. Of course it is difficult to live isolated in this world, but we need support in economic terms. This is my point.

Mr. Flis: That support will be through the democratic process, through elections, so you, the Salvadoreans, will decide what is best for your country, not Canada or the United States or anyone else.

Mr. Aviles: Yes, but please do not in your diagnosis say that the real problem in Latin America is elections. Elections are only one dimension; they are not the real problem. Elections are only an effect; they are not the cause of the problem.

[Traduction]

Si le Canada dit: «Nous allons encourager des élections démocratiques», on est perdu. Il ne s'agit pas d'élections; il s'agit d'établir un modèle. Par exemple, au Salvador nous vous demandons précisément de soutenir l'accord de paix.

Que signifie cet accord de paix? Va-t-il entraîner un changement dans la structure économique et dans le système politique; qui va faire ces changements; seuls nous, les Salvadoriens, pouvons faire ces changements. Bien sûr, il est difficile de vivre isolés dans le monde d'aujourd'hui, et nous avons besoin de soutien économique. Et c'est ce que je dis.

M. Flis: Nous vous accorderons ce soutien au niveau du processus démocratique, par la tenue d'élections, pour que vous, les Salvadoriens, puissiez décider ce qui convient le mieux à votre pays, et non le Canada ou les États—unis ou qui que ce soit d'autre.

M. Aviles: Oui, mais de grâce ne dites pas dans votre diagnostic que le vrai problème en Amérique latine, ce sont les élections. Les élections ne représentent qu'un aspect du problème; elles ne sont pas le véritable problème. Les élections ne sont pas la cause du problème.

• 1440

Ms Crowther: Basically, I would just like to reinforce what my friends here have said about their views on trade. I would like to reinforce that in the Guatemalan case we don't see the benefits of trade without human rights being taken into consideration. The root of the problem that has created confrontations in the past. . . As I said, we need to address the root of the problem, which is appalling poverty.

My question is to the Canadian government. How do you see free trade really making a positive impact on a country such as Guatemala under the conditions we have? That is what we work for. We work for social justice and social change. How do you see that free trade is going to benefit the majority of our population instead of a few, or instead of just reinforcing international powers? That is our concern about free trade, that it has to be linked to human rights.

Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you.

In the absence of further questions or further points to be made, I think we can conclude this session by thanking our participants for giving us their views on the situation in three countries that we watch with interest and whose development, of course, is a matter of concern. Unless you have further comments, I will conclude this portion of the meeting and call the next set of witnesses. Thank you again.

Mme Crowther: Je veux seulement confirmer ce que mes amis ont dit au sujet du commerce international. Je veux rappeler le fait que dans le cas du Guatemala, on ne peut envisager les avantages du commerce international indépendamment du respect des droits de la personne. La racine du problème qui a suscité des affrontements par le passé... Comme je l'ai dit, nous devons aller au coeur du problème, à savoir la pauvreté révoltante qui règne là-bas.

Ma question s'adresse au gouvernement canadien. À votre avis, comme le libre-échange peut-il avoir des effets positifs sur un pays comme le Guatemala qui vit dans les conditions que nous connaissons? Voilà pourquoi nous travaillons. Nous travaillons pour l'établissement de la justice sociale et de l'évolution de la société. Comment croyez-vous que le libre-échange va bénéficier à la majorité de la population au lieu de profiter à quelques-uns, ou encore de renforcer simplement les puissances internationales? C'est l'inquiétude que nous avons au sujet du libre-échange, à savoir, il faut qu'il soit lié aux droits de la personne.

Merci.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci.

Si vous n'avez pas d'autres questions ou observations, je crois que nous pouvons conclure cette séance en remerciant nos participants qui nous ont fait connaître leurs vues sur la situation dans trois pays qui nous intéressent et dont le développement, bien sûr, nous préoccupe. Si vous n'avez pas d'autres observations, je vais conclure cette partie de la séance et convoquer les prochains témoins. Encore merci.

I would proceed immediately to the next set of witnesses. If the Croatian Party of Rights of Canada, the Canadian Croatian Congress, and the Almae Matris Croaticae Alumni are here, we would be happy to have them at the table.

[Translation]

J'aimerais passer immédiatement au nouveau groupe de témoins. Si les représentants du Croatian Party of Rights of Canada, du Congrès Croate du Canada et de l'Almae Matris Croaticae Alumni sont ici, nous les invitons à s'avancer.

• 1443

• 1453

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Members of the committee, one of the witnesses from the upcoming group of witnesses is present, and that is Mr. Hrvoic, who represents the Alma Matris Croaticae Alumni. Instead of leaving the time unused, I decided we would begin with Mr. Hrvoic. He can make his presentation and hopefully the other witnesses will have arrived in a few minutes.

The rule, Mr. Hrvoic, is a five-minute presentation followed by begin. Welcome to the committee.

Dr. Ivan Hrvoic (Almae Matris Croaticae Alumni): Mr. Chairman, members of the committee, we represent an association of alumni and friends of Croatian universities, which is a worldwide organization on all five continents.

On the American continent there are actually eight branches of our society and not 12, as I was assuming in my brief. Two of them are in Canada. We have 500-plus members totally in Canada, all professionals, about 300 of them in Toronto.

We are very active in the cultural field and the humanitarian field, because the humanitarian cause is part of the mandate of our association. During the last five years, roughly, we were very keenly monitoring the situation in the former Yugoslavia, which later split into Slovenia, Croatia and Bosnia, and we were engaged very strongly in helping in a humanitarian way. We sent clothes, food and medicine to the victims of that nasty war.

Also, we were engaged in trying to alert the Canadian public, the Canadian media, and the Canadian government of the atrocities that were committed at the very start of the war. Actually, the war was a war against the Croatian population, not the Croatian military but Croatian culture; churches and hospitals were hit and so on.

We communicated with External Affairs Canada, the then Conservative government, and in many encounters we were frustrated because Canada was taking a fully neutral stance. The excuse was that we wanted to put peacekeepers in Croatia to stop the war and we wanted to be impartial in order to be able to do that.

Okay, in a way that was a reason that proved to be proper. But it was frustrating for us to see so many abuses of human rights that were practically ignored by the Canadian government, when we know Canada has a very good reputation for being an international defender of universal human rights.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Chers collègues, l'un des témoins du prochain groupe est ici, et il s'agit de M. Hrvoic, qui représente l'Alma Matris Croaticae Alumni. Afin de bien employer notre temps, j'ai décidé que nous commencerions avec M. Hrvoic. Il peut nous faire son exposé et j'espère que les autres témoins seront ici dans quelques minutes.

Monsieur Hrvoic, la procédure prévoit un exposé de cinq minutes an exchange of views. With that in your mind, you may feel free to suivi d'une discussion. Cela dit, vous pouvez commencer. Bienvenue au comité.

> M. Ivan Hrvoic (Almae Matris Croaticae Alumni): Monsieur le président, membres du comité, nous formons une association d'anciens et d'amis des universités croates, et il s'agit d'une organisation mondiale qui est présente sur les cinq continents.

Sur le continent américain, notre société compte en fait huit chapitres et non douze, comme je l'ai écrit dans mon mémoire. Deux d'entre eux sont au Canada. Nous avons au total plus de 500 membres au Canada, qui sont tous des professionnels, et environ 300 d'entre eux sont à Toronto.

Nous sommes très actifs dans le domaine culturel et humanitaire étant donné que la cause humanitaire fait partie du mandat de notre association. Depuis cinq ans, à peu près, nous observons très étroitement l'évolution de la situation dans l'ancienne Yougoslavie, dont l'éclatement a donné naissance à la Slovénie, à la Croatie et à la Bosnie, et nous avons pris une part très active à l'aide humanitaire là-bas. Nous avons envoyé des vêtements, de la nourriture et des médicaments aux victimes de cette affreuse guerre.

De même, nous tâchons d'attirer l'attention du public canadien, des médias canadiens et du gouvernement canadien sur les atrocités qui ont été commises dès le début de la guerre. En fait, il s'agissait d'une guerre contre la population croate, qui visait non pas des objectifs militaires croates mais la culture croate; des églises et des hôpitaux ont été bombardés et tout le reste.

Nous avons communiqué avec Affaires extérieures Canada, sous le régime conservateur d'alors, et nous avons été déçus dans nos nombreuses rencontres avec le ministère parce que le Canada restait résolument neutre. Le ministère prétextait que le Canada voulait envoyer des gardiens de la paix en Croatie pour mettre un terme à la guerre et que le Canada devait donc rester impartial.

D'accord, d'une certaine façon, on a vu que c'était la bonne raison. Mais nous étions irrités de voir, qu'à toutes fins pratiques, le gouvernement canadien passait sous silence autant de violations des droits de la personne, alors qu'on sait que le Canada a une excellente réputation de défenseur international des droits de la personne.

The deployment of peacekeepers in Croatia really brought peace. This was a valuable contribution. Canada was one of the initiators of that kind of action, and we appreciated it very much.

However, the deployment of peacekeepers brought its own problems to Croatia, and later to Bosnia and so on. For some reason the peacekeepers as we saw them...and the news coming from Croatia was telling us they were strongly biased in the direction of supporting the Serbian side more than the Croatian. It is not clear how much that was because of their commander, General Lewis MacKenzie, who at the beginning, when he came to Croatia, started renting Serbian premises for his offices and employing Serbian people instead of being impartial. Later on, by his own words, he cheated to become commander in Sarajevo, only to engage, again in his own words, in illegal activities and to be dismissed before the end of his mandate.

Now General MacKenzie comes to Canada and instantaneously becomes a hero despite this irresponsible behaviour, of which we know only part. We do not know everything he did there.

We tried to explain that by Mr. Mulroney's also being biased towards that side, and we may suspect why. He spent the last few months of his mandate actually going to European capitals and pleading for the Serbian cause. It is not very nice to say so, perhaps, but we found very good satisfaction in the destruction of his party in the last election. This is something nasty to say, but I just must say it.

When the Liberal government came to power, we saw a marked reduction of that wall that we were hitting, achieving nothing. The Liberal government is really more open-minded.

But I must say we still feel a bias is aimed against Croatia. We really cannot explain it, because we do not know what the Croatian government, the Croatian people, or Canadians of Croatian origin have done to deserve it. The bias in the military, in the peacekeepers, is still there. We have plenty of documentation there, if you want to read it, to show the details of that bias.

We have opened a Canadian embassy in Zagreb, but it does not function. It is nice, because we have made a step forward. The Conservative government refused to do that for a year. We were really frustrated. It recognized Croatia but did not open diplomatic relations

So I would like to plead for Croatia, which is a nice, young democracy that is trying to be a democracy. They still have to deal with the residue of communist thinking in the population, let alone in the officials and administration and so on. They really do need help.

Canada, as one of the leading democracies of the west, a country that was so nice to all of us immigrants, should help. We should help not so much with dollars and cents, but maybe more by supporting the democratic infrastructure that is missing

[Traduction]

Le déploiement des gardiens de la paix en Croatie a effectivement instauré la paix. C'était une contribution précieuse. Le Canada a été l'un des maîtres d'oeuvre de cette initiative, et nous lui en sommes très reconnaissants.

Cependant, le déploiement des gardiens de la paix a suscité d'autres problèmes en Croatie, et plus tard en Bosnie et ailleurs. Pour une raison quelconque, les gardiens de la paix, tels que nous les voyions là-bas... Et les nouvelles que nous recevions de Croatie nous apprenaient que les Canadiens étaient beaucoup plus favorables aux Serbes qu'aux Croates. On ne sait pas au juste dans quelle mesure parce que leurs chefs, le général Lewis MacKenzie, qui au départ, lorsqu'il est arrivé en Croatie, a commencé par louer des locaux serbes pour ses bureaux et en employé des Serbes au lieu de rester impartial. Plus tard, comme il l'a dit lui-même, il a triché pour devenir commandant de la place à Sarajevo, pour s'engager par la suite, c'est encore lui qui le dit, dans des activités illégales qui lui ont valu d'être renvoyé avant la fin de son mandat.

Ensuite le général MacKenzie rentre au Canada et devient instantanément un héros malgré ce comportement irresponsable, dont nous ne savons que certaines choses. Nous ne savons pas tout ce qu'il a fait là-bas.

Nous avons cru que c'était parce que M. Mulroney était lui aussi favorable aux Serbes, et on imagine pourquoi. Il a consacré les quelques derniers mois de son mandat à faire le tour des capitales européennes et à plaider la cause serbe. Ce n'est peut-être pas très aimable de le dire, mais nous avons été très heureux que son parti soit annihilé aux dernières élections. C'est méchant à dire, mais je dois le dire.

Lorsque le Parti libéral a pris le pouvoir, nous avons vu s'abaisser le mur contre lequel nous nous buttions et à cause duquel nous n'aboutissions à rien. Le gouvernement libéral est beaucoup plus ouvert.

Mais je dois dire que nous percevons encore un préjugé contre la Croatie. Nous ne pouvons pas vraiment l'expliquer, parce que nous ne savons pas ce que le gouvernement croate, le peuple croate ou les Canadiens d'origine croate ont fait pour mériter un pareil sort. Le préjugé chez les soldats, chez les gardiens de la paix canadiens, est encore là. Nous avons une preuve documentaire abondante, si vous voulez en prendre connaissance, qui illustre tous les aspects de ce

Le Canada a ouvert une ambassade à Zagreb, mais elle ne fonctionne pas. C'est bien, parce que c'est un progrès. Le gouvernement conservateur a refusé de faire cela pendant un an. Nous étions très déçus. Ce gouvernement avait reconnu la Croatie mais n'avait pas établi de relations diplomatiques.

Je vais donc aujourd'hui plaider la cause de la Croatie, qui est une démocratie jeune et belle, qui s'efforce d'être une démocratie. Ce pays est encore aux prises avec les séquelles de la pensée communiste au sein de la population, sans parler des fonctionnaires, de l'administration et de tout le reste. Ce pays a vraiment besoin d'aide.

Le Canada, qui est l'une des grandes démocraties occidentales, un pays qui a été tellement bon pour nous tous, les immigrants, doit aider la Croatie. Il ne s'agit pas seulement de gros sous ici, il s'agit beaucoup plus de soutenir l'édification

there. It is only being built. There is a shortage of people, a shortage of knowledge, and a shortage of experience, which we have plenty of. We should open our minds and open Croatia not only for that type of cooperation but also for business.

We have many interests in Croatia. We have relatives, friends, and so on. We would really appreciate it if Canada would open itself up and take Croatia as a friendly nation that is struggling to become better than it is now.

I thank you very much for your attention and for the opportunity to tell you our opinion.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much for your presentation, Mr. Hrvoic.

Mr. Flis.

Mr. Flis: The first attack was against the previous government. I thought I would let the senators here lead off. But the second attack was against the present government, so I feel I should jump in here.

First of all, thank you for coming and making your submission to this committee.

Yes, we have opened the embassy in Zagreb. But Croations here feel it is not functioning the way it should be, as an embassy.

You want Canada to help build a democratic infrastructure. I think that is a role Canada has played in other countries, and can continue to play.

You want Canada to accept Croatia as a friendly nation. I think Canada has done that in all its actions so far, being one of the first countries to recognize Croatia's independence and so on.

Can you be more specific about just what Croatia would like from Canada in its bilateral relations and in our development of a unique foreign policy? I hear opposing views from Canadians of Croatian descent in Canada. There are the pro–Tudjman supporters. There are the pro–Paraga supporters. There is a lot of political infighting within the Croatian community within Canada.

• 1500

I have read in your magazine where you are disappointed because ministers of foreign affairs do not respond when you would like them to be helpful. I think governments appreciate that to be fair, when you hear from one faction you have to hear from all the factions. I guess the fairest way is to have open, transparent hearings such as we have here, so all Canadian organizations of Croatian descent or interest can make their submissions. That is why we appreciate your submission here.

I am wondering if you could be more specific, looking a little into the future in developing Canada's foreign policy. I am thinking all the way to investigating the war crimes and who was responsible for the actual situation that brought the crisis to its present day. I am wondering if as a representative of the alumni you could share with this committee a few more specifics.

[Translation]

de l'infrastructure démocratique qui est absente là—bas. On ne fait que commencer à l'édifier. On manque de monde, de connaissances, d'expérience, ce dont nous sommes riches. Nous devons nous ouvrir l'esprit et ouvrir la Croatie, non seulement à ce genre de coopération mais aussi à l'établissement de liens commerciaux.

Nous avons de nombreux intérêts en Croatie. Nous y avons des parents, des amis, et tout le reste. Nous serions très reconnaissants au Canada s'il acceptait de s'ouvrir et d'accepter la Croatie comme une nation amie qui s'efforce de s'améliorer.

Je vous sais vivement gré de m'avoir écouté et de m'avoir donné la possibilité de vous donner notre opinion.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup de votre exposé, monsieur Hrvoic.

Monsieur Flis.

M. Flis: Vous vous êtes d'abord attaqué au gouvernement précédent et j'ai cru bon de laisser les sénateurs prendre la parole d'abord. Toutefois, vous avez ensuite attaqué le gouvernement actuel et il est de mon devoir d'intervenir.

Premièrement, je tiens à vous remercier de votre témoignage.

Il est vrai que nous avons ouvert notre ambassade à Zagreb. Cependant, les Croates d'ici estiment qu'elle ne fonctionne pas comme elle le devrait, comme une véritable ambassade.

Vous souhaitez que le Canada vous aide à construire une infrastructure démocratique. À mon avis, le Canada a joué ce rôle dans d'autres pays et peut continuer à le faire.

Vous souhaitez que le Canada considère la Croatie comme un pays allié. Il me semble que c'est ce qu'a fait le Canada dans toutes ses interventions jusqu'à présent, puisqu'il compte parmi les premiers pays à reconnaître l'indépendance de la Croatie, notamment.

Pourriez-vous nous dire plus précisément ce que la Croatie attend du Canada dans ses relations bilatérales et dans l'élaboration d'une politique étrangère exceptionnelle? Les Canadiens d'origine croate ont des opinions divergentes à ce sujet. Certains soutiennent Tudjman, d'autres sont pro-Paraga. Un débat politique fait rage au sein même de la communauté croate du Canada.

J'ai lu dans votre magazine que vous êtes déçus de l'inaction des ministres des Affaires étrangères dont vous souhaitez la collaboration. Les gouvernements, eux, estiment que, pour être justes, ils doivent entendre non seulement une seule faction, mais toutes les factions. La méthode la plus équitable est probablement celle des audiences ouvertes et transparentes comme celle-ci qui permet à toutes les organisations de Canadiens d'origine Croate ou s'intéressant à la Croatie de présenter leurs points de vue. Voilà pourquoi nous sommes heureux que vous soyez venus témoigner aujourd'hui.

J'aimerais que vous nous donniez des précisions sur l'avenir de la politique étrangère du Canada telle que vous l'envisagez. Je pense entre autres aux enquêtes sur les crimes de guerre et sur ceux qui sont responsables de la situation actuelle, ceux qui ont provoqué la crise actuelle. Peut-être que, au nom de votre organisation, vous pourriez nous faire des recommandations plus précises.

Dr. Hrvoic: First I would like to apologize if anybody has understood my talk as an attack on the government. I just wanted to be sincere, simple, and clear on what they think. Even if there are hard feelings, they are temporary and not something we will keep in us for years.

Second, it will be very simple and easy for Canada to design its foreign policy once it accepts the nation as a friendly nation, as a nation that could cooperate and that will do all in her power to comply and to cooperate.

First of all, the embassy should really start functioning, because we have about 300,000 Canadians here. We have maybe 100,000 in the Toronto area. We have no possibility of bringing our relatives in. They have to go to Budapest or Vienna; I am not even sure which. There were some emergency cases where a man could not bring in his mother. Somebody was sick and so on, and it was refused.

It may be a little thing, but I just do not see why that would not be at the level it should be. Maybe there is no money. Perhaps we will collect the money. I don't know. I will go among people of the same origin as me. We have collected money for a Croatian embassy in Ottawa. Perhaps we will have to do a little for the Canadian embassy in Zagreb. If this is the problem, it could be resolved.

Let us say Air Canada was offered the link, Toronto-Zagreb. This link existed before. It was Toronto-Zagreb-Belgrade, with the Yugoslav airline. It functioned nicely. Air Canada and the Yugoslav airline made lots of money on that, decent money anyway. You have a captive public that takes this route every summer anyway. And it is dragging its feet. It is not going to be done until. . .they are not sure.

There could be exchanges of students. We have initiated that. Actually, it was initiated with the University of Waterloo. It started functioning, but now it has been cut because of the war problems. I hope it is re—established.

There could be courses or training for the politicians, or future politicians. We certainly have the expertise to teach them the procedures, relations in a democratic society, and so on. Many of the corps are well at home with that, but not all of them. New ones are coming in and there is a big problem with personnel. It is a big problem—so much so that when President Tudjman was here he appealed that we all return and help build Croatia. We cannot do that, of course, but we would like to help indirectly.

Probably a school of economics could be opened.

1505

So there are quite a few moves Canada could make. And they do not have to cost a lot of money. Goodwill shown would certainly be very eagerly accepted on the Croatian side. Then we will develop the programs and the ways and means.

If the committee wishes, I will make a more comprehensive list of what can be done and submit it later on.

[Traduction]

M. Hrvoic: Tout d'abord, je présente mes excuses à ceux qui auraient cru que mes remarques constituaient une attaque contre le gouvernement. Je voulais seulement présenter mon point de vue avec sincérité, simplicité et clarté. Même si une certaine animosité existe, elle est temporaire et personne n'en gardera rancune.

Deuxièmement, il sera facile pour le Canada d'élaborer sa politique étrangère une fois qu'il aura reconnu que notre pays est un allié, un pays avec lequel il pourrait collaborer et qui est tout à fait disposé à collaborer.

Il faudrait d'abord et avant tout que l'ambassade fonctionne comme elle le devrait, puisqu'il y a environ 300 000 Canadiens d'origine Croate, dont près de 100 000 dans la région de Toronto. Il est actuellement impossible pour eux de faire venir leurs parents au Canada. Je ne pourrais même pas vous dire avec certitude s'ils doivent aller à Budapest ou à Vienne. Des cas d'urgence n'ont pu être traités: ainsi, un de nos compatriotes n'a pu faire venir sa mère au Canada et des gens malades ont essuyé un refus.

Cela peut sembler de peu d'importance, mais je ne comprends pas comment il se fait que ce genre de choses se produise. Il s'agit peut-être d'un manque d'argent. Peut-être devrions-nous solliciter des fonds. Je l'ignore. Je pourrais peut-être m'adresser aux autres Canadiens d'origine Croate. Nous avons déjà recueilli des fonds pour une ambassade de la Croatie à Ottawa. Peut-être faudrait-il en faire autant pour l'ambassade du Canada à Zagreb. Si c'est là le problème, on pourrait le régler.

Disons qu'on offre à Air Canada la liaison Toronto-Zagreb. Cette liaison a d'ailleurs déjà existé. La ligne aérienne yougoslave avait un vol Toronto-Zagreb-Belgrade qui fonctionnait bien et qui a rapporté à Air Canada et à la ligne aérienne yougoslave. Il y a des gens qui veulent se rendre dans ces destinations chaque été et qui sont bien obligés de prendre ce vol. Or, on tergiverse. On ne sait trop quand la liaison sera rétablie.

On pourrait créer des programmes d'échange pour les étudiants. Nous en avons mis un sur pied de concert avec l'Université de Waterloo. Il a cependant été interrompu en raison des problèmes causés par la guerre. J'espère qu'on le rétablira.

On pourrait prévoir des cours ou une formation pour les politiques ou futures politiques. Nous pourrions certainement leur en apprendre en matière de procédures, de relations dans une société démocratique, etc.. Certains sont déjà assez compétents, mais pas tous. De nouveaux entrent en scène et on connaît de graves problèmes de personnel. La situation est telle que, lorsque le président Tudjman est venu au Canada, il nous a exhortés à retourner en Croatie pour contribuer à rebâtir le pays. Nous ne pouvons pas le faire, bien sûr, mais nous aimerions quand même aider la Croatie indirectement.

On devrait aussi ouvrir une école d'économie.

Il y a donc bien des mesures que le Canada pourrait prendre, des mesures qui ne sont pas nécessairement très coûteuses. Toute preuve de bonne volonté serait bien reçue par les Croates qui pourront ensuite élaborer leurs propres programmes avec leurs propres moyens.

Si le comité le souhaite, je dresserai une liste plus exhaustive de ce que pourrait faire le Canada et je vous la ferai parvenir.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We can continue with the questioning. I would like to acknowledge the presence at the table of Mrs. Milberg, who is representing the Croatian Party of Rights of Canada. I understand there are also representatives here of the Canadian Croatian Congress. If they are here, I would invite them to the table.

In any event, to resume our normal procedure, having heard from Mr. Hrvoic, I would now hear from Mrs. Milberg and then hear from the representatives of the Canadian Croatian Congress, and then have a general question—and—answer session with full participation by all witnesses and committee members.

You have the floor.

Ms Liljana Milberg (President, Croatian Party of Rights of Canada): Mr. Chairman, ladies and gentlemen of the committee, first of all, thank you for accepting our request of June 7, 1994, to appear as witnesses. We have since learned Mothers for Peace appeared before you on June 15, 1994. We strongly support their position and urge you to study their submission in detail and take action on their recommendations.

Canada is well-known in the world as one of the best democratic countries. However, a number of Canada's actions relating to the former Yugoslavia do not apply to the democratic heritage of this country that we are so proud of. We must not forget the people in the republics of Slovenia, Croatia, and Bosnia-Hercegovina voted peacefully for independence and self-determination. They were rewarded instead with torture, rape, and brutal attacks by the Serbo-Yugoslav army.

The Republic of Slovenia was spared destruction. The Republic of Croatia and the Republic of Bosnia-Hercegovina have an endless line of dead and mutilated bodies and physically and emotionally damaged people of all ages. The Serbian aggression against Croatia and Bosnia-Hercegovina has been a war of systematic genocide. Mass rape is an act to achieve total genocide. All this has been euphemistically named ''ethnic cleansing''.

We must also remember the Albanians in Kosovo. From the beginning, foreign interaction was visible and extremely involved. This is, we strongly believe, where Canada should have taken a stronger position in working for establishing democracy instead of silently accepting aggression and destruction. Canada should have urged the international powers to help the people achieve self—determination. Canada should not have accepted the flimsy excuse of not knowing and then wondered about alleged torture, killing, and destruction.

The secret and public agreements between Tudjman and Milosevic initiated by international powers did not reflect in the least the wishes and rights of the people. Those negotiations only gave power to Serbian aggressors to act further and succeed in the genocide that continues. Those negotiations also gave time to create artificial hate between religions. Canada should have voiced strong objections to political negotiations with the war criminals and obvious aggressors.

[Translation]

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Avant de poursuivre la période de questions, je voudrais souligner la présence de M^{me} Milberg, représentante du Croatian Party of Rights of Canada. Je crois savoir que des représentants du Congrès croate du Canada sont aussi présents. Si tel est le cas, je les invite à prendre place à la table.

Comme le veut la procédure habituelle, et ayant entendu le témoignage de M. Hrvoic, nous allons maintenant donner la parole à M^{me} Milberg, puis aux représentants du Congrès croate du Canada. Il y aura ensuite une période de questions à laquelle participeront tous les témoins et les membres du comité.

Vous avez la parole.

Mme Liljana Milberg (présidente, Croatian Party of Rights of Canada): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité, je tiens d'abord à vous remercier d'avoir accédé à notre demande de comparution en date du 7 juin 1994. De plus, nous avons appris que les Mères pour la paix avaient comparu devant votre comité le 15 juin dernier. Nous partageons sans réserves le point de vue de cette organisation et nous vous encourageons à examiner leur mémoire en détail et à donner suite aux recommandations qui y figurent.

Le monde considère le Canada comme étant l'un des pays où la démocratie se porte bien. Cependant, certaines des décisions prises par le Canada relativement à l'ancienne Yougoslavie ne sont pas conformes au patrimoine démocratique du Canada dont nous sommes si fiers. N'oublions que les habitants des républiques de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine ont voté pacifiquement pour l'indépendance et l'autodétermination. L'armée serbo-yougoslave les a récompensés en les torturant, en les violant et en les attaquant brutalement.

La destruction a épargné la république de la Slovénie. Mais la république de la Croatie et la République de Bosnie-Herzégovine ne comptent plus les morts, les corps mutilés ni les ravages physiques et émotifs causés aux habitants de tous âges. L'agression serbe contre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine est un génocide systématique. Les viols en séries ne servent qu'à accomplir ce génocide total. C'est ce qu'on appelle la «purification ethnique», un bon euphémisme.

N'oublions pas non plus les Albanais du Kosovo. Dès le départ, l'interaction étrangère a été visible et très étendue. Nous estimons que c'est alors que le Canada aurait dû adopter une position beaucoup plus ferme et tenter d'établir la démocratie plutôt que d'accepter en silence l'agression et la destruction. Le Canada aurait dû exhorter les puissances internationales à aider ces peuples à parvenir à l'autodétermination. Le Canada n'aurait pas dû accepter la piètre excuse qu'on a invoquée, à savoir qu'on ignorait que certains s'adonnaient à la torture, au meurtre et à la destruction.

Les ententes secrètes et publiques qui sont intervenues entre Tudjman et Milosevic à la demande des puissances internationales ne traduisent nullement les souhaits et les droits de la population. Ces négociations n'ont servi qu'à renforcer le pouvoir des agresseurs serbes qui continuent le génocide. Ces négociations ont aussi servi à créer une haine artificielle entre les adhérents aux différentes religions. Le Canada aurait dû exprimer haut et fort son objection aux négociations politiques avec des criminels de guerre et des agresseurs connus.

[Traduction]

1510

As an active member of the United Nations, Canada must voice stronger support for the rights of self-determination and self-defence. It is a well-known fact that the peaceful approach of the Croatian government, which arranged numerous peace agreements with the Serbs under the umbrella of foreign negotiators, was disastrous.

Canadian soldiers do not have to be involved. The people under the aggressors' attack must have a chance to defend themselves. As a member of the United Nations, Canada must ask for the lifting of the embargo in Bosnia–Hercegovina.

Canada has promised to accept 5,000 refugees from the "former Yugoslavia"; however, Canada's only embassy is in Belgrade, the capital of Serbia/Yugoslavia. Canada must establish an embassy in Croatia and in Bosnia-Hercegovina in order to allow the refugees from Serbian aggression to have at least equal opportunity for acceptance.

Under no circumstances should a war criminal be allowed to come.

In conclusion, we again stress that instead of negotiating secret and empty agreements, the international powers involved there should bring to justice all those responsible for the crimes against humanity. They should then go back and support the original wish and right of the people there, which is to become independent through democratic means.

Canada can take the initiative. We appreciate this opportunity to speak and ask you to take our concerns and those of Mothers for Peace seriously. It is of no use to feel sorry when it is too late.

Thank you very much. Yours truly, Liljana Milberg, President; and Falila Braj, Secretary.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): The third witness in this section of the hearing is from the Canadian Croatian Congress. I understand that he is available to speak to us now. I call upon Mr. Louis Butkovic, Chairman.

Mr. Louis Butkovic (Canadian Croatian Congress): I am the chairman of the public relations committee of the Canadian Croatian Congress.

May I ask that my colleague, Michael Yelavich, who is going to address the committee, be present here as well. We will not take more time than is allocated.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Yes. He can be seated here. You are to share the time. It is about five minutes. It is not a big chunk of time to share.

Mr. Butkovic: I understand that.

By way of introduction, as I said before, I am the chairman of the public relations committee of the Canadian Croatian Congress. Next to me is Mr. Michael Yelavich, director of the Canadian Croatian Congress.

À titre de membre actif des Nations Unies, le Canada doit accorder son soutien sans équivoque au droit à l'autodétermination et à l'autodéfense. Tout le monde sait que la démarche pacifique du gouvernement croate, qui a signé de nombreux accords de faire avec les Serbes sous l'égide des négociateurs étrangers, a été désastreuse.

La participation des soldats canadiens n'est pas nécessaire. Les peuples qui se font attaquer doivent avoir la chance de se défendre eux-mêmes. À titre de membre des Nations Unies, le Canada doit demander la levée de l'embargo imposé à la Bosnie-Herzégovine.

Le Canada a promis d'accueillir 5 000 réfugiés de l'ancienne Yougoslavie; or, la seule ambassade du Canada dans cette région se trouve à Belgrade, l'ancienne capitale de la Yougoslavie et maintenant la capitale de la Serbie. Le Canada doit ouvrir une ambassade en Croatie et en Bosnie-Herzégovine pour donner aux réfugiés qui fuient l'agresseur serbe les mêmes chances d'être accueillis au Canada que les autres.

On ne devrait, sous aucun prétexte, accueillir des criminels de guerre au Canada.

En conclusion, nous soulignons encore une fois que les négociations secrètes et les ententes vides de sens ne servent à rien et que les puissances internationales doivent plutôt veiller à ce que les responsables des crimes contre l'humanité soient traduits en justice. Après quoi elles doivent accéder au souhait initial et au droit de la population, c'est-à-dire l'accès à l'indépendance par la voie démocratique.

À cet égard, le Canada peut ouvrir la marche. Nous vous remercions de nous avoir écoutés et nous vous demandons d'étudier attentivement nos préoccupations et celles des Mères pour la paix. Il ne sert à rien de se repentir quand il est trop tard.

Je vous remercie en mon nom personnel et au nom de la secrétaire, Falila Braj.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Le troisième témoin que nous entendrons dans le cadre de ce volet de nos audiences est le représentant du Congrès croate du Canada. Je crois savoir qu'il est maintenant prêt à nous présenter son exposé. Je passe donc la parole à M. Louis Butkovic, le président du Congrès.

M. Louis Butkovic (Congrès croate du Canada): Je suis président du comité des relations publiques du Congrès croate canadien.

Puis-je demander à mon collègue, Michael Yelavich, qui présentera notre mémoire, de prendre place? Nous nous en tiendrons au temps qui nous est alloué.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Oui, qu'il prenne place. Vous devrez partager le temps qui vous est alloué, soit cinq minutes. C'est bien peu de temps à partager.

M. Butkovic: C'est entendu.

En guise d'introduction, je suis, je le répète, président du comité des relations publiques du Congrès croate du Canada. Je suis accompagné de M. Michael Yelavich, directeur du Congrès croate du Canada.

The Canadian Croatian Congress is an umbrella organization encompassing over 100 Croatian organizations in societies across Canada. We run a complete range of community services and involvement in social and political developments.

I would like to commend the government's desire to hear views from a broad section of Canadians with respect to Canadian foreign policy. We welcome this opportunity to contribute our views and recommendations.

Central and eastern Europe, particularly Croatia, are our specific geographic concerns. This is not to say that we are not interested in Canada's other foreign involvements, but we wish to be more specific today and share our concerns regarding the status of UNPROFOR in Croatia and Canada's foreign trade, which is to be addressed by my colleague, Michael Yelavich.

We have distributed our brief, which treats the matter in more detail.

I believe everyone knows about UNPROFOR and Canada's involvement in it. We recognize that UNPROFOR's principal success in Croatia has been in ensuring the complete withdrawal of the Yugoslav army from the territory of Croatia. However, other mandates given to UNPROFOR by the United Nations Security Council were not achieved to this date, and this fact undermines the credibility of UNPROFOR in the area and consequently it undermines the credibility of Canadian peacekeepers as well.

• 1515

First, the demilitarization of the UNPAs and disarming of Serbian regular forces in this area has not been achieved, and consequently murder, rape, atrocities and the ethnic cleansing of Croats from the Serb held UNPAs continue under the noses of UNPROFOR.

Second, UNPROFOR has not been able to establish the conditions of peace and security that would have permitted the voluntary return of refugees and displaced persons to their homes, nor has it been able to establish the internationally recognized border controls called for by resolution 769.

Third, UNPROFOR has not restored the Croatian authority in UNPAs and "pink zones" as required by the United Nations resolutions. The inability of UNPROFOR to establish effective control of UNPAs and the lack of implementation of its mandate are seriously damaging the integrity of UNPROFOR and consequently, I believe, of the Canadian peacekeepers.

Some UNPROFOR forces in Croatia and Bosnia-Hercegovina in fact openly fraternize with Serbian paramilitary forces—we have seen that even on television—including engagements in black marketing of diesel fuel and other military essentials such as uniforms.

Therefore, we believe Canada must review its foreign policy and establish its own priorities with respect to UNPROFOR. Canada must influence the United Nations and UNPROFOR to find the means to be able to execute its resolutions. Then Canada will show, as in the past, leadership in world affairs.

[Translation]

Le Congrès croate du Canada est une organisation cadre regroupant plus de 100 organisations croates au Canada. Nous offrons toute une gamme de services communautaires et nous participons aux événements politiques et sociaux.

Je félicite le gouvernement de solliciter les vues de Canadiens de toutes les couches de la société au sujet de la politique étrangère. Nous sommes heureux d'avoir l'occasion de vous faire part de vos opinions et de nos recommandations.

Nous nous intéressons à l'Europe centrale et de l'Est, plus particulièrement à la Croatie. Cela ne signifie toutefois pas que nous ne suivons pas aussi les autres interventions du Canada à l'étranger, mais, aujourd'hui, nous voulons vous parler plus précisément de la FORPRONU en Croatie et du commerce du Canada avec l'étranger, sujet dont traitera mon collègue, Michael Yelavich.

Nous avons distribué notre mémoire qui contient plus de détails sur ce sujet.

Je crois que nous connaissons tous la FORPRONU et la participation du Canada à cette force de maintien de la paix. Nous reconnaissons que le principal succès de la FORPRONU en Croatie a été d'assurer le retrait complet de l'armée yougoslave du territoire de la Croatie. Toutefois, la FORPRONU n'a toujours pas réalisé certains autres mandats que lui a confiés le conseil de sécurité des Nations Unies, ce qui sape sa crédibilité dans la région et par conséquent la crédibilité des Casques bleus canadiens.

Premièrement, on n'a toujours pas démilitarisé les zones protégées des Nations Unies ni désarmé les forces régulières serbes dans la région, de sorte que le meurtre, le viol, toutes sortes d'atrocités et la purification ethnique des Croates se poursuivent toujours dans les zones protégées des Nations Unies détenues par les Serbes sous les yeux de la FORPRONU.

Deuxièmement, la FORPRONU n'a pas été en mesure de créer les conditions de paix et de sécurité qui auraient permis aux réfugiés et aux personnes déplacées de rentrer chez eux, et elle n'a pas non plus été en mesure d'établir les contrôles des frontières reconnues internationalement que prévoyait la résolution 769.

Troisièmement, la FORPRONU n'a toujours pas rétabli l'autorité croate dans les zones protégées des Nations Unies et les «zones roses» comme le stipulaient les résolutions des Nations Unies. Le fait que la FORPRONU ait été incapable de prendre vraiment le contrôle des zones protégées des Nations Unies et de réaliser son mandat nuit considérablement à son intégrité et par conséquent, je le crois, à celle des Casques bleus canadiens.

En fait, certains membres de la FORPRONU en Croatie et en Bosnie-Herzégovine fraternisent ouvertement avec les forces paramilitaires serbes —on l'a vu même à la télévision —notamment en vendant au marché noir du carburant diesel et d'autres denrées militaires essentielles telles que les uniformes.

Nous estimons donc que le Canada doit revoir sa politique étrangère et fixer ses propres priorités en ce qui concerne la FORPRONU. Le Canada doit faire pression sur les Nations Unies et sur la FORPRONU pour que cette dernière ait les moyens de mettre à exécution les résolutions adoptées. Le Canada redeviendra ainsi le chef de file qu'il était dans le passé pour les questions internationales.

We have also submitted our recommendations in our brief. Mr. Chairman, whether I have time to go through all those is up to you to decide. I would also like Mr. Yelavich to address Canada's foreign trade.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): You may do that now. We have your brief and recommendations. Maybe in our discussion you may want to draw particular attention to some of the recommendations.

Mr. Michael Yelavich (Canadian Croatian Congress): The key to Canada's success as a nation has been our ability to face change and pursue our interests with diligence.

The conflict in the former Yugoslavia and recent developments in central and eastern European countries show how quickly the political scene may evolve and even provide new opportunities. Specifically, Canada's economic and trade policy can benefit from these changes provided that a thoughtful policy is undertaken with the new emerging democracies such as the Republics of Slovenia, Croatia, Bosnia–Hercegovina, Macedonia, Slovakia, and the Czech Republic, etc.

A policy recommendation for bilateral economic trade and transfer of technologies between Canada and Croatia is offered herewith for your consideration in formulating the foreign policy of the Government of Canada.

Trade policy and trade relations are vitally important to the achievement of Canada's economic and social goals. We must turn to find the right mix of policies so as to ensure stability and prosperity at home, and as well to help create a more predictable, safer world and promote democratic principles.

Canadians of diverse ethnic backgrounds can bring a special sensitivity to issues and can direct and offer liaison between Canada and the respective countries of origin. Specifically, Canadians of Croatian origin are in the process of establishing direct contacts with Croatian officials in matters of trade and economic cooperation, exchange of technologies, and legal matters.

In order to secure the benefits of successful adaptation to the new world order, Canadian business and entrepreneurs need to secure access to foreign markets. Canadian businessmen of Croatian descent in Canada could advance our interests through multilateral, regional and bilateral trade negotiations and consultations.

Furthermore, Canada should encourage the integration of economies in transition in eastern Europe, including Croatia, into the international trade and banking organizations. Canada must seize the opportunity for trade and investment in Croatia in knowledge—based and service industries, and in telecommunications, engineering and infrastructure reconstruction.

[Traduction]

Nous présentons aussi nos recommandations dans notre mémoire. Monsieur le président, je m'en remets à vous pour savoir si nous avons le temps d'en parcourir toute la liste. Je souhaiterais aussi que M. Yelavich vous parle des relations commerciales du Canada avec l'étranger.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Vous pouvez le faire tout de suite. Nous avons votre mémoire et vos recommandations. Vous pourrez éventuellement attirer plus particulièrement notre attention sur certaines recommandations lors de la discussion.

M. Michael Yelavich (Congrès croate du Canada): La réussite de la nation canadienne tient au fait qu'elle a su s'adapter au changement et promouvoir avec diligence ses intérêts.

Le conflit en ex-Yougoslavie et les récents événements qui se sont produits en Europe centrale et en Europe de l'Est montrent avec quelle rapidité la scène politique peut se transformer et même ouvrir de nouvelles perspectives. Pour être plus précis, la politique économique et commerciale du Canada peut bénéficier de ces changements à condition que nous menions une politique mûrement réfléchie avec les nouvelles démocraties qui apparaissent dans cette région, telles que les républiques de Slovénie, de Croatie, de Bosnie-Herzégovine, de Macédoine, de Slovaquie et la République tchèque, etc.

Nous vous présentons ici une recommandation de politique concernant les relations économiques bilatérales et le transfert de technologie entre le Canada et la Croatie, recommandation dont nous espérons que vous tiendrez compte dans l'élaboration de la politique étrangère du gouvernement canadien.

La politique et les relations commerciales sont d'une importance vitale pour la réalisation des objectifs économiques et sociaux du Canada. Il faut chercher à trouver le bon dosage de politique pour assurer notre stabilité et notre prospérité tout en contribuant à créer un monde plus prévisible et moins dangereux et à promouvoir les principes de la démocratie.

Les Canadiens de diverses origines ethniques peuvent être particulièrement sensibles à ces questions et assurer le lien entre le Canada et leurs pays d'origine respectifs. Plus précisément, les Canadiens d'origine croate sont en train d'établir des contacts directs avec les autorités croates dans le domaine de la coopération commerciale et économique, l'échange de technologies et les questions juridiques.

Pour réussir notre adaptation au nouvel ordre mondial, il faut que les entrepreneurs canadiens s'implantent sur les marchés étrangers. Les hommes d'affaires canadiens d'origine croate au Canada peuvent faire progresser nos intérêts dans le cadre de négociations et de consultations multilatérales, régionales et bilatérales.

Le Canada doit en outre encourager l'intégration d'économies en phase de transition en Europe de l'Est, notamment l'économie de la Croatie, aux organisations commerciales et bancaires internationales. Il faut que le Canada profite de l'occasion qui lui est offerte d'avoir des échanges commerciaux et de réaliser des investissements en Croatie dans le domaine des industries de services et des industries à base de connaissances ainsi que des télécommunications, du génie et de la reconstruction de l'infrastructure.

Canada has a unique opportunity to establish trade relations with Croatia due to the large population of Canadians of Croatian origin. Accelerated development of trade with Croatia would give Canadian firms the opportunity to invest, create jobs, and develop technologies and products. Croatia offers year-round warm-water harbours, facilitating an excellent access to European markets.

• 1520

A vital priority for Canada's foreign policy is the establishment of a more cooperative world order based on the rule of law; therefore, Canada should offer official development assistance to reduce poverty, enhance human rights, and facilitate stable political entities.

Through effective international measures to protect the environment, Canada should help east European countries, including Croatia, to honour their international environmental obligations.

Canada's foreign policy must focus on promoting democracy and human values through trade initiatives designed to encourage respect for human rights, the rule of law, and fundamental democratic principles. Canada should also encourage good governance and sound economic policies and maintain a strong commitment to reducing poverty and providing humanitarian assistance.

Diversifying our trade with other countries will reduce our dependence on bilateral trade with the United States. Expanding trade and investment with east European countries such as Croatia can be beneficial to our economic future. Canada should take advantage of our burgeoning markets for Canadian exports, including food, telecommunications software, environmental and other technologies, housing components, and complete homes.

An effective bilateral partnership between the two nations of Canada and Croatia would strengthen our relationship with eastern European markets. With its expertise in energy, telecommunications, agribusiness, and resource development, Canada is well positioned to take advantage of the opportunities in these emerging markets.

The World Bank and the European Bank for Reconstruction and Development have resources ready to invest in goods and service industries in countries such as Croatia. Canadian foreign policy can enhance the ability of Canadian business to secure contracts for large-scale development and infrastructure projects.

Our recommendations. Canada is a trading nation, and our jobs and future prosperity depend on our ability to sell our products abroad. Therefore we must carry out the following:

1. strengthen our trading relationships with countries of the western hemisphere and eastern Europe, particularly with the emerging new democracies such as Croatia;

[Translation]

Grâce à son importante population d'origine croate, le Canada a l'occasion rêvée d'établir des relations commerciales avec la Croatie. En accélérant nos échanges commerciaux avec la Croatie, nous donnerions aux entreprises canadiennes une occasion d'investir, de créer des emplois et d'élaborer des technologies et des produits. La Croatie a des ports en eaux chaudes ouverts toute l'année qui permettent un excellent accès aux marchés européens.

L'une des priorités essentielles de la politique étrangère du Canada consiste à organiser une meilleure coopération mondiale reposant sur la règle du droit; le Canada doit donc, au moyen de son aide publique au développement, contribuer à réduire la pauvreté, faire progresser les droits de la personne et faciliter la mise en place d'entités politiques stables.

Il faudrait que le Canada aide les pays d'Europe de l'Est, notamment la Croatie, à honorer leurs obligations internationales en matière d'environnement en mettant en place des mesures internationales efficaces destinées à protéger l'environnement.

La politique étrangère du Canada doit être axée sur la promotion de la démocratie et des valeurs humaines grâce à des initiatives commerciales axées sur le respect des droits de la personne, de la règle du droit et des principes démocratiques fondamentaux. Le Canada doit aussi encourager le bon gouvernement et les programmes économiques sains et maintenir son engagement ferme à lutter contre la pauvreté et à fournir une aide humanitaire.

La diversification de nos échanges commerciaux avec les autres pays nous permettra d'être moins dépendants de notre commerce bilatéral avec les États-Unis. Notre avenir économique pourra bénéficier de l'élargissement de notre commerce et de nos investissements auprès de pays d'Europe de l'Est comme la Croatie. Il faut que le Canada profite des créneaux qui s'ouvrent aux exportations canadiennes notamment dans le domaine de l'alimentation, du logiciel de télécommunications, des technologies environnementales et autres, des éléments de maisons et des maisons complètes.

Un partenariat bilatéral efficace du Canada et de la Croatie nous permettrait de renforcer nos liens avec les marchés d'Europe de l'Est. Grâce à son expertise en matière d'énergie, de télécommunications, d'agrinégoce et de développement des ressources, le Canada est bien placé pour saisir au vol les occasions qui se présentent sur ces nouveaux marchés.

La Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ont des ressources à investir dans les industries des biens et services dans des pays comme la Croatie. La politique étrangère du Canada peut aider les entreprises canadiennes à obtenir des contrats dans le cadre de projets à grande échelle de développement et d'infrastructure.

Nos recommandations. Le Canada est un pays commerçant et nos emplois et notre prospérité future dépendront de notre aptitude à vendre nos produits à l'étranger. Voici donc ce que nous devons faire:

1. renforcer nos rapports commerciaux avec les pays de l'hémisphère occidental et de l'Europe de l'Est, notamment avec les nouvelles démocraties comme la Croatie;

- 2. offer official development assistance to reduce poverty, enhance human rights, facilitate stable political entities;
- 3. protect the environment, helping east European countries to carry out their international environmental obligations;
- 4. promote respect for human rights, the rule of law, and fundamental democratic principles through its trade development policy;
- 5. actively encourage Canadian business to obtain development contracts financed through the World Bank and the European Bank for Reconstruction and Development; and finally,
- 6. open dialogue with Canadian businessmen of Croatian descent so as to facilitate the broadening of trade and other relations with Croatia.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much, Mr. Yelavich.

We have had four presentations, so to speak. We have some time for dialogue and questions and answers. Committee members will want to ask some questions, so we can begin that process now.

I invite the witnesses to make any further points they have in mind as we go along.

Mr. Bergeron.

M. Bergeron: Merci beaucoup, monsieur le président.

Je dois vous dire d'emblée que je suis tout à fait sympathique à la cause qui est la vôtre, mais il me faut également dire que le processus qu'on a mis en place nous oblige à faire abstraction de nos souhaits et de nos convictions personnels pour écouter ce que les groupes, les Canadiens et Canadiennes ont à nous dire. Dans ce sens, je vous remercie des présentations que vous êtes venu faire aujourd'hui. Je pense, comme le soulignait M. MacEachen plus tôt que nous saurons en tenir compte, le cas échéant.

Vous avez tout à fait raison, je pense, de souligner le fait que la diplomatie canadienne fonctionne souvent à des vitesses différentes, dépendant des situations. Vous avez parlé de la lenteur avec laquelle le Canada accentuait ses relations avec la Croatie. On peut noter que le Canada aura été beaucoup plus rapide dans l'établissement et dans le raffermissement de ses relations avec l'Ukraine qu'il ne l'a été avec la Croatie.

Mais je pourrais vous souligner également qu'on a reçu, au début du mois de juin dernier, des représentants de la communauté bulgare qui, de leur côté, se plaignaient du fait qu'il n'y avait pas encore d'ambassade canadienne à Sofia alors que nos relations avec la Bulgarie sont beaucoup plus anciennes qu'elles ne le sont avec la Croatie. Le Canada entretient des relations diplomatiques avec la Bulgarie depuis très longtemps, mais n'a pas encore d'ambassade à Sofia. Il ne faut donc pas désespérer. Je pense qu'on sera éventuellement en mesure d'accentuer nos relations avec la Croatie, cela est certain.

[Traduction]

- 2. proposer une aide publique au développement pour atténuer la pauvreté, faire progresser les droits de la personne, faciliter l'établissement de régimes politiques stables;
- 3. protéger l'environnement en aidant les pays d'Europe de l'Est à s'acquitter de leurs obligations internationales en matière d'environnement;
- 4. promouvoir le respect des droits de la personne, la règle du droit et les principes démocratiques fondamentaux par le biais de la politique de développement commercial;
- 5. encourager activement les entreprises canadiennes à obtenir des contrats de développement financés par la Banque mondiale et la Banque européenne par la reconstruction et le développement; et finalement,
- 6. ouvrir le dialogue avec les hommes d'affaires canadiens d'origine croate pour faciliter l'élargissement de nos liens commerciaux et autres avec la Croatie.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup, monsieur Yelavich.

Nous avons en quelque sorte entendu quatre exposés. Il nous reste du temps pour la discussion et les questions et réponses. Les membres du comité ont certainement des questions à vous poser et nous pouvons donc commencer tout de suite.

J'invite les témoins à compléter leurs remarques au cours de cette discussion.

Monsieur Bergeron.

Mr. Bergeron: Thank you very much, Mr. Chairman.

Let me first tell you that I am quite supportive of your position, but I also have to add that by reason of the very process that we are following, we have to set aside our personal wishes and convictions and listen to what groups of Canadians have to tell us. In that respect, I thank you for your presentations today. As Mr. MacEachen said earlier, I think those will be helpful to us eventually.

You are quite right, I believe, to point out that Canadian diplomacy often operates at different speeds depending on the situations. You mentioned how slowly Canada is developing its relations with Croatia. We might know that Canada was much quicker in establishing and restoring relationships with Ukraine than with Croatia.

However, I could also mention that we met early last June with representatives of the Bulgarian community who complained that we did not yet have a Canadian embassy in Sofia although our relationships with Bulgaria date back to much earlier times than with Croatia. Canada has had diplomatic relationships with Bulgaria for a long time, but it still does not have an embassy in Sofia. So, let us not give up hope. I think we can be confident that we will be establishing closer links with Croatia eventually.

[Translation]

• 1525

Vous avez appelé le Canada à une attitude un peu plus vindicative à l'égard de ce que vous appelez les criminels de guerre. La question que je voudrais vous poser est un peu délicate. Croyez-vous que le Canada devrait avoir une attitude différente, selon que les criminels de guerre soient d'origines croate, musulmane ou serbe, car il y a des exactions qui nous sont rapportées de tous les camps?

Vous nous rapportez bien sûr celles qui ont été commises supposément par les Serbes. Je ne veux pas entrer dans le débat que vous avez ouvert au sujet de collusions éventelles entre les forces de maintien de la paix canadiennes et les troupes serbes. La question que je vous pose est sans aucun préjugé. Croyez-vous que le Canada devrait avoir une attitude différente à l'égard des criminels de guerre selon leurs origines ethniques dans le conflit qui sévit actuellement dans l'ex-Yougoslavie?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Let us start with Ms Milberg.

Ms Milberg: I did address this point. Yes, we do believe that Canada, from the very beginning of these international activities, could have voiced strongly all the atrocities that were happening there.

It is simply against the aggression. Aggression is definite there. Destruction is definite there. As I mentioned here, it is only the Republic of Slovenia that was saved, spared for the time being maybe. Many believe that once they are finished with Bosnia–Hercegovina, and finished with Croatia, they will go on because they do wish for a greater Serbia.

We also believe that this is a well-known fact and Canada knows it. We believe Canada is a strong enough country to do something about it. Even if others think differently, Canada could very easily take firm action for democracy, and take into account the fact that people did go to polls to vote for independence and self-determination.

The Yugoslav army, which was composed of all nationalities in Yugoslavia, was taken into the hands of Serbs. In my statement I mentioned Mothers of Peace. We had a lady who came over there and said, "Our Croatian sons were forced to point guns and tanks against us, their mothers, because they were under their command". We had a number of Croatian people who deserted the Yugoslav army, which eventually, over these four years, became a Serbian army.

Canada was possibly just not strong enough, and Canada is a country that could be strong.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Dr. Hrvoic would like to make a comment.

Dr. Hrvoic: Maybe this is not such a good example. We should hurry into Bulgaria too, because others are opening their embassies and they are grabbing the business that is being opened even in Bulgaria. The best thing would be to hurry and open embassies in all those new countries where there are loads of new opportunities for business and for other activities.

You suggested that Canada should have a somewhat tougher attitude with respect to what you call war criminals. I have a slightly delicate question to put to you. Do you believe Canada should have a different attitude to war criminals if they are of Croatian, Muslim or Serbian origin, since we hear of abuses on all sides?

You mention of course the abuses blamed on the Serbs. I do not wish to go into the discussion you opened regarding a possible collusion between Canadian peacekeepers and Serbian soldiers. My question is totally unbiased. Do you believe Canada should treat war criminals differently depending on their ethnic origin in the present conflict in the former Yugoslavia?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Commençons par M^{me} Milberg.

Mme Milberg: J'en ai parlé. Effectivement, nous considérons que le Canada aurait pu dès le début de ses activités internationales, s'élever vigoureusement contre les atrocités qui se produisaient.

Il s'agit simplement de s'opposer à l'agression. L'agression est très claire, la destruction est manifeste. Comme je l'ai dit ici, seule la république de Slovénie a été sauvée, épargnée provisoirement peut-être. Beaucoup de gens pensent qu'une fois qu'ils en auront fini avec la Bosnie-Herzégovine et avec la Croatie, les Serbes continueront à poursuivre leur projet de grande Serbie.

Nous sommes aussi convaincus que ce fait est bien connu et que le Canada en est bien conscient. Nous pensons que le Canada est un pays suffisamment fort pour y porter remède. Même si d'autres pays ne sont pas du même avis, le Canada pourrait très facilement intervenir énergiquement en faveur de la démocratie en tenant compte du vote favorable à l'indépendance et à l'autodétermination.

L'armée yougoslave, qui était composée de représentants de toutes les nationalités de Yougoslavie, est passée aux mains des Serbes. Dans mon exposé, je parle des Mères de la paix. Une dame est venue nous dire: «Nos fils croates ont été obligés de tourner leurs canons et leurs chars contre nous, leurs mères, parce qu'ils étaient sous les ordres des Serbes». De nombreux Croates ont déserté de l'armée yougoslave qui a fini par devenir une armée serbe au cours de ces quatre années.

Le Canada n'a peut-être pas eu une attitude assez ferme, alors qu'il le pourrait.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Le docteur Hrvoic a un commentaire à formuler.

M. Hrvoic: Ceci n'est peut-être pas un très bon exemple. Nous devrions aussi nous dépêcher d'établir des liens avec la Bulgarie, car d'autres pays sont déjà en train d'y ouvrir des ambassades et de s'emparer des affaires qu'on peut y réaliser. Nous ferions bien de nous dépêcher d'ouvrir des ambassades dans tous ces nouveaux pays où il y a une foule de perspectives commerciales et d'activités possibles.

As for war criminals, a war crime is a war crime and we should have no reservations about that. The courts should decide each specific case, but we should prosecute every war criminal in this world who comes to Canada. I suspect there may be some here already.

We have a law that allows the prosecution of war criminals from the Second World War and not later on. I don't see why that is so. If we prosecute war criminals of 50 years ago, why would we not prosecute war criminals who came to Canada later on from whatever war and whatever part of the world? They should have no mercy in that respect.

Mr. English: I thought you presented some very good recommendations for strengthening bilateral ties between Canada and Croatia.

I have a couple of questions and I will direct the first one to you, Ms Milberg. You talked about Canada not supporting self-determination. I think that was the term you used in the quotation I have here. You reiterated that in your answer to the previous question.

What are the limits on self-determination? In eastern Europe today we have, not only in the former Yugoslavia but in places like Moldova and the Soviet Union as a whole, minorities of one size or another wanting to express self-determination. There are minorities within Croatia too. Are there limits on what self-determination can be? What are the groups that can have self-determination? How can you make that distinction?

Ms Milberg: Self-determination is based on the will of people.

• 1530

Mr. English: But what if the will of the people is within a state? Say there is a minority. Let us take a country outside Yugoslavia. Let's take Moldova. There is a minority there of 700,000 and a group of 5 million that wants to have self-determination. Should they have that right?

Ms Milberg: I believe if history is behind them, they should have it, yes.

Mr. English: How is history behind them?

Ms Milberg: It is behind a nation that belongs together and that through force or for political reasons, political interests, is placed... This is the case of Croatia. It was placed within Yugoslavia against the wish of the people. The people should have the right to voice their right to govern themselves.

Unfortunately, Yugoslavia lasted much too long. We can document that, if anybody is interested. All this talk about Bosnian Serbs is like a Canadian Serb who comes here and in a month becomes a citizen—although many are not citizens of Bosnia right now; but suppose they were—and demands the right to rule and govern Canada. This is the difference.

[Traduction]

Pour ce qui est des criminels de guerre, un crime de guerre est un crime de guerre et cela doit être clair et net. C'est aux tribunaux qu'il doit appartenir de se prononcer dans chaque cas particulier, mais nous ne devons poursuivre tous les criminels de guerre du monde qui viendront au Canada. Je pense d'ailleurs qu'il y en a déjà.

Nous avons une loi qui nous permet de poursuivre des criminels de guerre de la Deuxième Guerre mondiale, mais pas plus tard. Je ne vois pas pourquoi. Si nous poursuivons des criminels de guerre dont les crimes remontent à 50 ans, pourquoi ne pourrions-nous pas poursuivre des criminels de guerre qui sont arrivés plus tard au Canada, quelle que soit leur origine et quelle que soit la guerre en question? On ne devrait avoir aucune pitié pour eux.

M. English: Je crois que vous avez formulé d'excellentes recommandations en ce qui concerne le renforcement des liens bilatéraux entre le Canada et la Croatie.

J'ai quelques questions à poser et je vais vous adresser la première, M^{me} Milberg. Vous dites que le Canada n'appuie pas l'autodétermination. Je crois bien que c'est textuellement ce que vous avez dit, d'après ce que j'ai noté. Vous l'avez répété dans votre réponse à la précédente question.

Quelles sont les limites de l'autodétermination? En Europe de l'Est actuellement, et pas seulement en ex-Yougoslavie, mais dans des régions comme la Moldavie et l'ensemble de l'Union soviétique, vous avez toutes sortes de minorités plus ou moins importantes qui réclament l'autodétermination. Il y a aussi des minorités en Croatie. Y a-t-il des limites à l'autodétermination? A quel groupe peut-on l'accorder? Comment faire la distinction?

Mme Milberg: L'autodétermination repose sur la volonté du peuple.

M. English: Je veux bien que l'on dise qu'elle dépend de la volonté du peuple, mais que faites—vous si il y a des minorités ethniques à l'intérieur d'un même état? Laissons la Yougoslavie de côté et prenons plutôt l'exemple de la Moldavie. Supposons dans ce pays une minorité de quelque 700 000 habitants sur un total de 5 millions qui souhaite avoir droit à l'autodétermination. Devrait—on lui accorder ce droit?

Mme Milberg: Si la minorité peut se fonder sur son histoire pour l'invoquer, alors certainement.

M. English: Mais comment peut-on invoquer l'histoire?

Mme Milberg: Une nation qui a vécu unie mais contre qui on a imposé une force extérieure ou qui, pour des raisons ou des intérêts politiques, a été placée sous tutelle... Prenez la Croatie: on l'a incluse de force à la Yougoslavie contre le désir de sa population. Or, cette population devrait pouvoir faire savoir qu'elle veut se gouverner elle-même.

Malheureusement, la Yougoslavie comme pays a duré beaucoup trop longtemps, et nous pouvons documenter cette affirmation, si vous le souhaitez. Quand on parle des Serbes bosniaques, c'est comme si l'on parlait d'un Serbe canadien qui, un mois après son arrivée au Canada devient un citoyen canadien—peu d'entre eux sont citoyens bosniaques alors qu'il l'est, mais supposons qu'il devienne canadien et exige le droit de régir et de gouverner le Canada. Comprenez—vous ce que je veux dire?

Mr. English: I am sorry, I do not follow you.

Ms Milberg: What I am trying to say is that through these 50 years of communist Yugoslavia, Serbs have moved into Bosnia, they have moved into Croatia, and now they claim to have been there for centuries. It simply is not true. That is where history comes in; and that is why they are destroying the history.

We have an article in the *Times*. I am sure you gentlemen and ladies have read it. They acknowledge that history is being ruined. Why are they ruining history, if it is theirs? They would not ruin their own history. They ruin Croatian history so they can convince the world they are in the right.

Mr. English: I may come back to that, but I wanted to ask a question about the United Nations force.

Dr. Hrvoic: This question is not straightforward, of course. In general it is difficult to say this group has a right and that group does not have a right. In the former Yugoslavia, the countries that have now separated from Yugoslavia existed in the past. But the Croatian borders are one of the oldest borders in Europe, and it is a false claim by Serbians that these are the administrative borders of the then Republic of Croatia in Yugoslavia. I can give you documents on that later on, if you wish.

At this point it is reasonable to allow the states that existed before to determine by majority votes which way they want to go. If they are minorities, of course they should be protected. This is, to my mind, a reasonable limit to which we can go in allowing the self-determination of the peoples in former Yugoslavia.

It is hard to say for Moldova. I do not really know much about this

Mr. English: I was a historian before I became a politician. The borders of that part of the world have changed fundamentally over the past 500 years, as you know. How do you follow a principle of self-determination, given the fact that this was previously the Austro-Hungarian Empire, or a great amount of it was? Some parts of it were part of the Turkish empire, as you know. If you go to history to make your claims, are you not going to run into some difficulties?

Dr. Hrvoic: I do not think so. Croatia was a separate entity in the Austro-Hungarian Empire. The Austro-Hungarian rulers—czars and kings—were crowned kings of Croatia separately, Bohemia separately, Hungary separately, and so on. So although this was part of the larger multi-ethnic society, perhaps one of the first multi-ethnic societies in Europe, it was very distinguished. The region is very distinguished. The delegations were Croatian delegations in the Hungarian parliament—let's say Hungarian delegations in a common parliament. So it was well-known who was who and who belonged where.

[Translation]

M. English: Je m'excuse, mais je ne vous suis pas.

Mme Milberg: Tout au long des 50 ans de communisme en Yougoslavie, les Serbes se sont installés en Bosnie et en Croatie et prétendent aujourd'hui y être depuis de siècles. C'est tout à fait faux. Or, comme l'histoire dément la thèse des Serbes, ceux-ci cherchent à la détruire.

Nous avons apporté un article du *Times*, que vous avez sans doute déjà lu. Dans cet article, on affirme que les Serbes cherchent à détruire l'histoire. Pourquoi le voudraient—ils si cette histoire était la leur? Si les Serbes cherchent à réécrire le cours de l'histoire croate, c'est tout simplement pour tenter de convaincre le reste du monde qu'ils sont dans leur droit.

M. English: J'y reviendrai peut-être, mais je voulais vous interroger sur les Nations Unies.

M. Hrvoic: Ce n'est évidemment pas une question facile. Il est périlleux d'affirmer que tel groupe ethnique a des droits, contrairement aux autres. Pour ce qui est de la Yougoslavie, les pays qui se sont désormais séparés existaient déjà dans le passé. Les frontières croates sont parmi les plus anciennes de l'Europe, et les Serbes prétendent à tort qu'il s'agit des frontières administratives de l'ancienne république de Croatie en Yougoslavie. Je peux étayer tout cela, si vous le voulez.

Il est désormais raisonnable de permettre aux états qui existaient auparavant de déterminer par vote majoritaire leur avenir. Advenant qu'il y ait des minorités, il faut bien sûr les protéger. Voilà ce qui pour moi constitue un droit raisonnable à l'autodétermination pour les peuples de l'ancienne Yougoslavie.

C'est plus difficile dans le cas de la Moldavie, car je ne m'y connais pas vraiment.

M. English: Avant de faire de la politique, j'étais historien. Vous savez sans doute que depuis 500 ans, les frontières de cette région-là du monde ont changé continuellement. Que faites-vous du principe de l'autodétermination si vous considérez que ces pays faisaient autrefois partie pour la plupart de l'empire austro-hongrois? Certains d'entre eux faisaient aussi partie de l'empire turc. N'est-il pas épineux de fonder toutes ces revendications sur l'histoire?

M. Hrvoic: Je ne crois pas. La Croatie était une entité distincte au sein de l'empire austro-hongrois. Les tsars et les rois qui régnaient sur cet empire étaient couronnés de façon distincte rois de Croatie, rois de Bohème, rois de Hongrie, et ainsi de suite. Par conséquent, même si cette nation faisait partie d'une grande société multi-ethnique, peut-être l'une des premières en Europe, elle était distincte des autres. La région est un tout en soi. Il y avait des délégations croates au parlement hongrois et des délégations hongroises à un parlement commun. Chacun savait qui était l'autre et qui il représentait.

• 1535

A good portion of the Serbs now in Croatia came there to defend Croatia against the Turks. This is also true. Some 300 years ago they were part of the so-called "military border".

Mr. English: Germans too.

On peut aussi vérifier qu'une bonne partie des Serbes actuellement en Croatie sont venus dans la région pour défendre la Croatie contre les Turcs. Il y a quelque 300 ans, ils formaient ce que l'on appelait la frontière militaire.

M. English: Les Allemands aussi.

Dr. Hrvoic: Germans too, that's true, yes. But they were always in a minority, and there was no claim to any kind of nationhood even by sheer numbers or by cross-section of that population.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Are there any further questions? You were finished, Mr. English? As a historian, you could have probed indefinitely.

Mr. English: I've exhausted myself.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): But you made a good exploration.

Senator Andreychuk.

Senator Andreychuk: Mr. Butkovic, you indicated you think there should be greater controls on our peacekeepers through the UN. What is your position, when you know the United Nations is difficult to move and difficult to change and Canada continues to attempt to get better management over the peacekeeping process? Do we continue to keep our peacekeepers in the area, or do you believe they should be withdrawn?

Mr. Butkovic: This is a good question. I think the dilemma of whether Canadian peacekeepers should remain in Croatia or Bosnia-Hercegovina is a question of timing. Their mandate is quite clear. The United Nations has established it through different resolutions. The fact is that these resolutions haven't been achieved; in other words, they haven't done their job. I believe the United Nations has to go back and improve or enhance their mandate so they can peform their duties. If these duties cannot be performed, then probably it is better to have peacekeepers out of the country.

Right now UNPROFOR, the peacekeepers, are losing their reputation. They're being abused on account of inaction by the United Nations. Particularly recently in Croatia, I'm informed by NGOs a lot of the population have on their own initiative blockaded approaches to frontiers where peacekeepers are holding territory.

It's very difficult for people there to wait any longer. I understand some of these people can see with binoculars their houses being destroyed or occupied by the Serbian irregulars and so on. These are people who have homes not far away. Right now I believe there are over 250,000 Croatians, refugees from their own homeland, all within a few kilometres of these particular zones where peacekeepers are stationed.

If Canada cannot change United Nations resolutions to a point where peacekeepers are authorized to carry out their duties and carry out their mandate, then Canada should insist that the peacekeeers be pulled out.

Mr. Flis: I remind the presenters that this joint committee is reviewing our foreign policy in the hope of developing a better foreign policy for the future. So looking at what's happened in former Yugoslavia...Canada has provided more peacekeepers than any other country, provided probably more humanitarian aid per capita than any other country, taken leadership in the diplomatic circles in the CSCE, taken the lead in the war crimes, contributing \$300,000 actually to set up a tribunal or

[Traduction]

M. Hrvoic: Oui, c'est vrai. Mais les Serbes formaient toujours une minorité et n'avaient jamais prétendu être une nation, même s'ils étaient en nombre respectable et qu'ils s'étaient croisés avec la population locale.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Y a-t-il d'autres questions? Aviez-vous terminé, monsieur English? Les historiens creusent toujours les problèmes à l'infini.

M. English: Je n'en avais plus.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Mais votre recherche était bonne.

Sénatrice Andreychuk.

La sénatrice Andreychuk: Monsieur Butkovic, d'après vous, il faudrait mieux contrôler nos soldats du maintien de la paix par le biais de l'ONU. Vous savez pourtant qu'il est très difficile de faire bouger et de faire évoluer l'ONU, et que le Canada cherche toujours à assurer une meilleure gestion du processus du maintien de la paix. D'après vous, devrions—nous laisser nos soldats de la paix dans la région, ou devrions—nous plutôt les retirer?

M. Butkovic: C'est une bonne question. Quant à savoir si les soldats canadiens du maintien de la paix devraient rester en Croatie ou en Bosnie-Herzégovine, tout est dans le synchronisme. Le mandat de ces soldats est très clair, car les Nations Unies l'ont énoncé dans diverses résolutions. Malheureusement, ces résolutions sont restées lettre morte et n'ont abouti à rien. Donc, les Nations Unies doivent revenir à la case départ et modifier voire élargir le mandat de cette force pour qu'elle puisse mieux remplir ses fonctions, à défaut de quoi, il vaudra alors peut-être mieux les retirer.

À l'heure qu'il est, les soldats de la paix et la FORPRONU voient leur réputation entachée. On fait fi de leur présence à cause de l'inaction de l'ONU. Les ONG m'ont informé que tout récemment, en Croatie, une grande partie de la population a, de sa propre initiative, empêché toute tentative d'approcher des frontières, là où pourtant étaient installés les soldats de la paix.

La population ne peut plus attendre. Certains des habitants peuvent, grâce à des jumelles, contempler la destruction de leur maison ou son occupation par des forces serbes, notamment. Il s'agit bien sûr de gens dont les habitations ne sont pas éloignées. Je crois qu'il y a actuellement plus de 250 000 réfugiés croates dans leur propre pays qui se trouvent à quelques kilomètres à peine de ces zones où sont stationnés les soldats du maintien de la paix.

Si le Canada ne parvient pas à faire modifier les résolutions des Nations Unies pour permettre aux soldats de la paix de remplir leurs fonctions et de faire respecter leur mandat, le gouvernement devrait alors insister pour faire retirer ses soldats.

M. Flis: Je rappelle aux intervenants que notre comité mixte examine la politique étrangère du Canada dans l'espoir d'élaborer une meilleure politique étrangère pour l'avenir de notre pays. Si l'on regarde ce qui s'est passé dans l'ancienne Yougoslavie, on se rend compte que le Canada a fourni plus de soldats du maintien de la paix que tout autre pays; qu'il a sans doute fourni plus d'aide humanitaire par habitant que tout autre pays; qu'il a joué un rôle de chef de file dans les cercles

whatever they want to call it. Should something such as this happen again in the future, what should be Canada's foreign policy so that we'll be more effective?

• 1540

Ms Milberg, you said that Canada is a strong country and could have used more influence and been more effective; yet, after everything we've done, you Canadians are not happy with current foreign policy. Can you be more specific? Exactly what would you like to be written into our future foreign policy, based on your experiences and looking a little bit into the future?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): You've posed a blockbuster question, Mr. Flis, that they can't answer in a minute. They've been trying to give their views.

Mr. Flis: We have very intelligent witnesses before us.

Mr. Yelavich: With regard to Croatia's right to self-determination, if we had more historical knowledge of these regions and were to check for references with existing ethnic groups in Canada and maybe at the early stages of these conflicts discuss with Canadians of various origins how they feel, and maybe have discussions, such as we're having now, about what our foreign policy should be there... I'm sure we have a lot of historical knowledge about what goes on in different regions of the world and we have our experts, but no one can be a better expert than someone who comes from the country, who was raised in the culture and understands the language and was schooled in the region and understands the local political situation.

With regard to Croatia's right to self-determination, the problem with Canadian foreign policy was that there was a doubt about whether Croatia had a right to self-determination. In most of the historical or diplomatic literature, I don't think there's any doubt that Croatia, vis-à-vis Serbia, is a separate nation and Yugoslavia in fact is an artificial construct.

I was just recently reading even Henry Kissinger-

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I'm sorry, but you've had your time. I have another witness who is slated to come on at this moment.

Ms Milberg: May I comment for one second?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): One second.

Ms Milberg: To Mr. Flis. Well, it might be one minute.

Please do not get the wrong impression, that we are not happy with the Canadian foreign policy. That would be very wrong. We are proud Canadians. Of course we are extremely concerned with the situation there, where human rights are totally abused and destruction is still going on, and we are urging Canada to take proper steps to stop those atrocities. Then we will see who has the right to self-determination and who does not.

[Translation]

diplomatiques de la CSCE; qu'il a été un des premiers à reconnaître les crimes de guerre; et qu'il a contribué à raison de 300 000\$ à la mise sur pied d'un tribunal de guerre, peu importe comment on l'appellera. Si des atrocités de ce genre devaient se reproduire, comment le Canada devrait-il modeler sa politique étrangère de façon à être beaucoup plus efficace?

Madame Milberg, vous dites que le Canada est un pays fort qui aurait pu exercer plus d'influence et être plus efficace; pourtant, après tout ce que nous avons fait, vous dites que les Canadiens sont insatisfaits de la politique étrangère actuelle. Pouvez-vous être plus précise? Exactement, vu votre expérience et en songeant un peu à l'avenir, que voudriez-vous voir dans notre future politique étrangère?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): C'est une question énorme que vous posez, monsieur Flis, à laquelle il leur est impossible de donner une réponse en une minute. Ils ont essayé de nous dire ce qu'ils pensaient.

M. Flis: Nous avons ici des témoins très intelligents.

M. Yelavich: En ce qui concerne le droit à l'autodétermination de la Croatie, si l' on connaissait mieux l'histoire de ces régions et si l on contactait les groupes ethnoculturels qui se trouvent au Canada et si au moment où naissent ces conflits on discutait avec eux de notre politique étrangère, comme on le fait maintenant... Nous connaissons très bien l'histoire de ces différentes régions du monde et nous avons nos spécialistes, mais personne ne comprend mieux la situation politique locale que celui qui vient du pays, qui a grandi dans la culture, parle la langue et a été élevé là-bas, qui a fait ses études dans la région et comprend la situation politique locale.

En ce qui concerne le droit à l'autodétermination de la Croatie, le problème de la politique étrangère canadienne, c'est qu'elle n'est pas convaincue que la Croatie a le droit à l'autodétermination. Pourtant, dans la plupart des ouvrages d'histoire et de relations diplomatiques, il ne fait pas de doute, je crois, que par rapport à la Serbie, la Croatie est une nation distincte. C'est la Yougoslavie qui est un assemblage artificiel.

Tout dernièrement, je lisais que même Henry Kissinger. . .

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Désolé. Mais votre temps est écoulé. Un autre témoin est censé comparaître maintenant.

Mme Milberg: Pourrais-je avoir un instant?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Un instant.

Mme Milberg: Je m'adresse à M. Flis. Cela prendra peut-être une minute.

Ne pensez surtout pas que nous sommes insatisfaits de la politique étrangère du Canada. C'est faux. Nous sommes fiers d'être Canadiens. Bien sûr, nous sommes très inquiets de la situation là—bas avec ses violations des droits de la personne et la destruction qui continue de faire rage. Nous exhortons le Canada à faire ce qu'il faut pour mettre fin à ces atrocités. Ensuite seulement on verra qui a le droit à l'autodétermination.

Also, please open the embassies in Croatia and in Bosnia-Hercegovina.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much.

Ms Milberg: Thank you very much.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We've had a very good discussion. We've had a wide-ranging exchange of views. We've had a very good sense of your concerns and where you want the government to go, and I thank you very much for your presentation.

Mr. Butkovic: I would like to ask if I can leave some documents.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Yes, please do. Thank you very much.

Mr. Butkovic: Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Next we have the National Council of resistance of Iran in Canada, the Portuguese-Canadian National Congress, the Estonian Central Council in Canada, the East Timor Alert Network, and the Canadian Citizens of Czech and Slovak Origin. I would ask the representatives of these five groups to join Dr. Mahabadi.

• 1545

You know what the rules are. Each witness has five minutes. It makes my life easier if you cooperate. I get very fidgety when you go beyond the allotted time because I am thinking of what happens after we use too much time.

May I begin by calling upon Dr. Mahabadi.

Dr. H. Mahabadi (Representative, National Council of Resistance of Iran in Canada): Mr. Chairman, members of the committee, ladies and gentlemen, thank you very much for giving me the opportunity to be here and give a presentation to this committee. I am sure you have heard different opinions regarding future direction of the Liberal government's foreign policy, internationalism versus isolation, and so on.

Following the end of the Cold War, progress made in South Africa, in eastern Europe and in the republics separated from Russia, there is a very good opportunity for economic and democratic development in some parts of the world. Yet other regions are still struggling and need international attention to achieve democracy. Countries like Canada have been better positioned to play an active role in this important development.

A region that requires special attention is the vital region of the Middle East. Although progress towards peace is very important, there are still some obstacles to economic and democratic development in that part of the world. It is mainly the rise of Islamic extremism centred in Tehran.

Fifteen years after the fall of the shah, the threat posed by the successor is greater now than ever. Five years after Khomeini's death, his "moderate" heirs have sunk to new depths in the violation of human rights, export of terrorism, and Islamic extremism, economic crisis and inciting turmoil.

[Traduction]

Enfin, je vous en prie, ouvrez une ambassade en Croatie et en Bosnie-Herzégovine.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup.

Mme Milberg: Merci beaucoup.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Ce fut un échange enrichissant qui a porté sur un vaste éventail de sujets. Nous avons une bonne idée de ce qui vous préoccupe et des mesures que vous souhaitez que le gouvernement prenne. Je vous remercie beaucoup de votre comparution.

M. Butkovic: Est-ce que je pourrais vous laisser quelques documents?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Oui, je vous en prie. Merci beaucoup.

M. Butkovic: Merci.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous entendrons maintenant la section canadienne du Conseil national iranien de résistance, le Congrès national portugais—canadien, la section canadienne du Conseil central d'Estonie, le East Timor Alert Network ainsi que les Canadiens d'origine tchèque et slovaque. J'invite les représentants de chacun de ces cinq groupes à se joindre à M. Mahabadi.

Vous savez quelles sont nos règles. Chaque témoin dispose de cinq minutes. Vous me faciliterez la tâche si vous respectez cette règle. Je m'impatiente quand quelqu'un dépasse le temps alloué car je sais ce que cela va entraîner.

J'invite M. Mahabadi à commencer.

M. H. Mahabadi (représentant de la section canadienne du Conseil national iranien de résistance): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité, laissez—moi d'abord vous remercier de l'occasion qui m'est offerte de comparaître devant le comité. Vous avez déjà sûrement entendu divers avis sur l'orientation à donner à la politique étrangère du gouvernement libéral, sur l'internationalisme par opposition à l'isolationnisme, etc.

Avec la fin de la guerre froide, les progrès réalisés en Afrique du sud, en Europe de l'Est et dans les ex-républiques soviétiques, les chances de développement économique et démocratiques sont excellentes dans plusieurs parties du monde. Pourtant, d'autres régions sont toujours en difficulté et doivent retenir l'attention de la communauté internationale si l'on veut que des régimes démocratiques y voient le jour. Les pays comme le Canada sont bien placés pour jouer un rôle actif en ce sens.

Le Moyen-Orient est l'une des régions qui doit tout particulièrement retenir l'attention. Même si d'importants progrès ont été réalisés sur le chemin de la paix, des obstacles nuisent toujours au développement économique et démocratique de cette région vitale de la planète. Je pense surtout à la montée de l'extrémisme islamique, dont le foyer est Téhéran.

Quinze ans après la chute du Shah, la menace posée par son successeur est plus grande que jamais. Cinq ans après la mort de Khomeini, ses héritiers dits modérés multiplient les violations des droits de la personne, exportent le terrorisme, l'extrémisme islamique, les troubles économiques et incitent à la violence.

Since this regime has come to power they have executed 100,000 political prisoners and imprisoned and tortured many more dissidents. Amnesty International, the UN Human Rights Commission, and other human rights organizations concur that the executions, arrests, torture, as well as flagrant violations of women's and religious minorities' rights are continuing.

While I was preparing this document there was some evidence given to the world showing human rights violations in Iran. A German engineer, recently freed from Iranian prisons, testified last week. His name is Helmut Szimkus. He told a news conference that he witnessed several cases during five and a half years in prison where Iranian children were tortured in the presence of their parents to get their confession.

Once these torturers raped a nine-year-old girl. The parents had to watch. The father shook and rattled so badly that he could no longer sign his confession.

The Islamic government of Iran, which has often been criticized by human rights groups for its treatment of religious minorities, is mounting the fiercest campaign since the 1979 revolution against the small Christian minority here, church leaders and Western diplomats say.

As you can see, human rights violations are continuing.

The New York Times wrote recently, on July 29:

Tehran-sponsored terrorism is an ever-present plague while this regime remains in power. As a key instrument of internal and foreign policy, it has targeted more than 100 terrorist attacks against Iranian dissidents. A parliamentary committee prepared a statement that documents all of these terrorist attacks.

In the last four years the rulers in Tehran have ordered three times as many assassinations as Khomeini did in his decade—long rule. American officials, soldiers, European citizens, and those affiliated with Salman Rushdie and others are victims. Innocent people have been killed as a result of terrorist bombing, to derail the peace process in the Middle East and to advance their philosophy of Khomeinism in the Middle East.

Their tentacles stretch from North America to central Asia, from the Middle East to the Near East, from Europe to north and south Africa. It is a mistake to think that this phenomenon can be forgotten or relegated to the back burner. Iran's rulers must be dealt with today, not tomorrow.

As for its terrorist activities, Reuters reports on behalf of the United States State Department that Iran is the worst principal sponsor of extremism, that Iran is currently the most dangerous state sponsor of terrorism in the world.

Shimon Peres said recently, on August 26:

Without any doubt many murderous terrorist attacks today can be put down to Tehran's account

[Translation]

Depuis qu'il a pris le pouvoir, ce régime a exécuté 100 000 prisonniers politiques et incarcéré et torturé un nombre plus grand encore de dissidents. Amnistie internationale, la Commission des droits de l'homme de l'ONU et d'autres organismes de défense des droits de la personne l'affirment: les exécutions, les arrestations, la torture ainsi que la violation flagrante des droits des femmes et des minorités religieuses durent toujours.

Pendant que je préparais mon texte, j'ai eu vent d'un autre cas de violation des droits de l'homme en Iran. Helmut Szimkus, un ingénieur allemand fraîchement sorti des prisons iraniennes a annoncé la semaine dernière lors d'une conférence de presse que pendant ses cinq ans et demi d'incarcération il avait été témoin de cas où des enfants iraniens avaient été torturés sous les yeux de leurs parents pour leurs arracher des aveux.

Un des bourreaux avait violé une fillette de neuf ans. Les parents avaient été obligés d'assister au viol. Son père tremblait tellement qu'il n'a pas pu signer ses aveux.

• 1550

Dans The New York Times on écrivait récemment, le 29 juillet:

Le gouvernement islamique d'Iran, qui a souvent été critiqué par des groupes de défense des droits de la personne pour la façon dont il traite les minorités religieuses, est en train de monter sa campagne la plus féroce depuis la révolution de 1979 contre une petite minorité chrétienne ici, disent les chefs de l'Église et les diplomates occidentaux.

Comme vous pouvez le constater, on continue de violer des droits de la personne.

Le terrorisme parrainé par Téhéran est un fléau constamment présent pendant que ce régime est au pouvoir. Comme instrument clé de sa politique interne et étrangère, il a ciblé plus de 100 attaques terroristes contre les dissidents iraniens. Un comité parlementaire a préparé une déclaration qui documente toutes ces attaques terroristes.

Au cours des quatre dernières années les dirigeants à Téhéran ont ordonné trois fois plus d'assassinats que Khomeini n'en a ordonné pendant les dix années au cours desquelles il a été au pouvoir. Des représentants américains, des soldats, des citoyens européens et ceux qui s'associent à Salman Rushdie ainsi que d'autres sont des victimes. Des innocents ont été tués à la suite de bombardements terroristes afin de faire dérailler le processus de paix au Moyen-Orient et promouvoir leur philosophie du Khomeinisme au Moyen-Orient.

Leurs tentacules s'étendent de l'Amérique du Nord à l'Asie centrale, du Moyen-Orient au Proche-Orient, de l'Europe vers l'Afrique du Nord et du Sud. C'est une erreur que de croire que ce phénomène peut être oublié ou mis en veilleuse. C'est aujourd'hui, pas demain qu'il faut s'occuper de ces dirigeants iraniens.

Pour ce qui est de ces activités terroristes, l'agence Reuters signale au nom du Département d'État américain que l'Iran est le principal promoteur de l'extrémisme, que l'Iran est actuellement le promoteur le plus dangereux du terrorisme au monde.

Le 26 août dernier, Shimon Perez a déclaré:

Il ne fait aucun doute que l'on peut aujourd'hui mettre sur le compte de Téhéran de nombreux meurtres et de nombreuses attaques terroristes.

Rafsanjani's promised "economic miracle" has not materialized either. Foreign debt with high interest rates has reached \$4 billion in four years. Most nations, including Japan, Germany, France, and England, have scaled back trade with Iran. About 50% of the workforce in Iran is unemployed. Even those who have jobs produce little of value. Government officials have admitted that 70% of the people are living below the poverty line. Corruption is much greater than it was under the shah.

This unbelievable repression, economic hardship, and other socio-economic problems are reasons why dissidence is spreading throughout the country. Major demonstrations against the regime have broken out in different parts of the country. The most recent—

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I must interrupt you. You have taken more than the allotted time.

Dr. Mahabadi: Just one minute to conclude, if I may.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): All right. I'll be lenient.

Dr. Mahabadi: The Iranian resistance is capable of bringing about change on its own. The international community, especially countries with excellent records of protection of human rights, such as Canada, must abandon the counterproductive policies of appeasement, carrot and stick, and constructive engagement. It should play an active role in promoting human rights and democracy by adopting a dual policy of decisiveness vis-à-vis the regime and political support for popular resistance. Tehran has proven that in the absence of real solutions it cannot be contained. The Canadian government has an opportunity to contribute to the lives, long-term peace, and security of all people of the region by siding with the Iranian people. There is no time like the present.

• 1555

Thank you very much.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Doctor. We have your full text and it has been distributed, so we have already assessed the total document.

The next witness is from the Portuguese-Canadian National Congress. Fernando Nunes has the floor.

Mr. Fernando Nunes (Researcher-Coordinator, Portuguese-Canadian National Congress)): Thank you, Mr. Chairman. The Portuguese-Canadian National Congress would like to thank the members present for the opportunity to make a submission to the foreign policy review committee.

The congress is a national organization that's composed of individuals, associations, social service agencies and community groups. They're all working on behalf of the interests of the over 300,000 Canadians of Portuguese origin. The congress and those thousands of Canadians are extremely concerned with Canada's position regarding the nation of East Timor.

[Traduction]

Rafsanjani avait promis un miracle économique, cela ne s'est pas matérialisé non plus. La dette étrangère résultant des taux d'intérêt élevés a atteint 4 milliards de dollars en quatre ans. La plupart des pays, notamment le Japon, l'Allemagne, la France et l'Angleterre ont réduit leur commerce avec l'Iran. Environ 50 p. 100 de la main d'oeuvre en Iran est sans emploi. Même ceux qui ont un emploi produisent peu de choses de valeur. Des représentants du gouvernement ont admis que 70 p. 100 des gens vivent actuellement sous le seuil de la pauvreté. La corruption est beaucoup plus répandue qu'elle ne l'était sous le régime du Shah.

Cette répression incroyable, la pauvreté et d'autres problèmes socio-économiques font en sorte que la dissidence se répand rapidement dans tout le pays. Il y a eu de grandes manifestations contre le régime dans différentes régions du pays. La plus récente...

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je dois vous interrompre. Vous avez dépassé le temps qui vous était alloué.

M. Mahabadi: Si vous me le permettez, je n'en ai que pour une minute avant de conclure.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Très bien. Je serai indulgent.

M. Mahabadi: La résistance iranienne est capable d'amener ces changements seul de son côté. La communauté internationale, particulièrement les pays qui ont une excellente réputation pour ce qui est de la protection des droits de la personne, notamment le Canada, doivent abandonner leur politique d'apaisement, la carotte et le bâton, qui vont à l'encontre du but recherché, et prendre des engagements constructifs. Il devrait s'occuper activement de promouvoir les droits de la personne et la démocratie en adoptant une double politique de fermeté vis-à-vis le régime et d'appui politique à la résistance populaire. Téhéran a prouvé qu'en l'absence de solutions réelles, il n'y a rien à faire. Le gouvernement canadien a l'occasion de contribuer à la vie, aux possibilités de paix à long terme ainsi qu'à la sécurité de toutes les populations de la région en se rangeant du côté du peuple iranien. Rien ne vaut le présent.

Merci beaucoup.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur. Nous avons en main votre texte dans son entier, nous l'avons fait circuler et nous avons donc déjà fait l'évaluation de son contenu.

Notre prochain témoin nous vient du Congrès national portugais canadien. M. Fernando Nunes a la parole.

M. Fernando Nunes (coordonnateur recherchiste, Congrès national portugais canadien): Merci, monsieur le président. Le Congrès national portugais canadien tient à remercier les membres du comité présent pour l'occasion que l'on nous donne d'exposer ici nos idées.

Le congrès est un organisme national composé de personnes, d'associations, d'organismes de services sociaux et de groupes communautaires. Tous travaillent dans le sens des intérêts des plus de 300 000 Canadiens d'origine portugaise. Le congrès ainsi que ces milliers de Canadiens sont extrêmement préoccupés par la position que prend le Canada à l'égard du Timor oriental.

East Timor, as some of you may know, is a small island nation just off the northwest coast of Australia. It was a Portuguese territory for over 500 years. The Portuguese and the Timorese share common historical, cultural, linguistic and ethnic links.

Following the 1974 Portuguese revolution, which saw the overthrow of the Salazar-Caetano dictatorship, the revolution also saw the independence of Portugal's overseas colonies, including East Timor, and East Timor declared its independence at that time. Ten days later this tiny nation was invaded by the armed forces of Indonesia, its neighbour. This invasion was much the same as the recent invasion of Kuwait by Iraq. Indonesia is ruled by one of the most repressive and brutal regimes in the world today.

Since the invasion, hundreds of thousands of Timorese have been murdered. They have been raped, tortured, persecuted or imprisoned. Continuing reports of horrific massacres have been brought to the world through the accounts of Timorese refugees, through the reports by the Catholic Church, and through the efforts of the handful of western journalists who have managed to report clandestinely out of this closely controlled enclave.

It's estimated that over the years approximately 200,000 people, or one-third of the original East Timorese population of 700,000, have been murdered or have died from starvation caused by the Indonesia occupation.

Other visitors and human rights organizations working clandestinely in Indonesia have provided reports on such practices as forced abortions, on an Indonesian government–sponsored sterilization campaign targeting Timorese women, and on an Indonesian government policy on trans–migration that is designed to resettle ethnic Indonesians in Timor and in this way to destroy the Timorese as a people.

The teaching and usage of the traditional languages and cultures of the Timorese, including Portuguese, have either been banned or restricted. The Indonesian occupation has also reportedly brought about massive environmental degradation. Such abuses continue to this day.

In November 1992 the leader of the East Timorese resistance, José Alexandre Xanana Gusmao, was arrested and later sentenced to life imprisonment in what world observers reject as a show trial. Mr. Gusmao was generally acknowledged to occupy the same position in the minds and hearts of East Timorese as Nelson Mandela does in South Africa.

Catholics, who comprise the bulk of the East Timorese population, and the Catholic Church, which is the major institution attempting to protect the East Timorese, have also been the targets of increasing repression.

Only last month the Portuguese press reported on the sexual molestation of two nuns by three Indonesians in the capital city of Dili, and on the subsequent arrest, detention and disappearance of a number of students from Dili University who had later demonstrated publicly against that abuse.

[Translation]

Le Timor oriental, comme certains d'entre vous le savez, est une petite île située juste au large de l'Australie, sur sa côte nord-ouest. Pendant plus de 500 ans, ce pays était territoire portugais. Les Portugais et les Timorais ont en commun des liens historiques, culturels, linguistiques et ethniques.

La révolution portugaise de 1974 qui renversa la dictature Salazar-Caetano a aussi valu leur indépendance aux colonies portugaises d'outre-mer, y compris le Timor oriental qui déclara alors son indépendance. Dix jours plus tard, cette petite nation a été envahie par les forces armées de l'Indonésie, son voisin, tout comme cette invasion récente du Kuwait par l'Iraq. L'Indonésie se trouve sous la coupe d'un des régimes les plus répressifs et brutaux qui existent de nos jours.

Depuis l'invasion, des centaines de milliers de Timorais ont été assassinés. On les a violés, torturés, persécutés ou emprisonnés. On ne cesse d'entendre parler de massacres horribles portés à l'attention du monde entier grâce aux rapports de réfugiés timorais et de l'Église catholique sans parler des efforts d'une poignée de journalistes occidentaux qui ont réussi à exercer clandestinement leur métier dans cette petite enclave étroitement surveillée.

On évalue à 200 000, soit un tiers environ de la population d'origine de 700 000 Timorais portugais le nombre de personnes assassinées ou mortes de faim pendant toutes ces années depuis cette occupation par l'Indonésie.

D'autres visiteurs et travailleurs d'organismes oeuvrant dans le domaine des droits de la personne et qui travaillent clandestinement en Indonésie ont fait état d'avortements forcés, d'une campagne de stérilisation mise en place par le gouvernement indonésien ciblant les Timoraises sans parler de cette politique du gouvernement indonésien sur la trans—migration visant le transfert de populations d'ethnie indonésienne vers le Timor pour ainsi faire disparaître les Timorais comme peuple.

L'enseignement et l'usage des langues et cultures traditionnelles des Timorais, y compris le Portugais, ont été soit bannis, soit restreints. D'après les témoignages, la dégradation de l'environnement est une autre conséquence de l'occupation indonésienne. Ces abus se perpétuent encore aujourd'hui.

En novembre 1992, le chef de la résistance du Timor oriental, José Alexandre Xanana Gusmao, a été arrêté pour ensuite être condamné à la prison à perpétuité lors de ce que les observateurs internationaux ont appelé un simulacre de procès. Il est généralement reconnu que M. Gusmao est à son peuple ce que Nelson Mandela est à l'Afrique du Sud.

Les Catholiques, qui forment le gros de la population du Timor oriental ainsi que l'Église catholique qui est la principale institution d'importance qui essaie de protéger ces mêmes personnes, sont la cible d'une recrudescence de mesures répressives.

Le mois dernier, la presse portugaise faisait état de trois Indonésiens qui avaient sexuellement molesté deux religieuses dans la capitale Dili et il était aussi question de l'arrestation, de la détention et de la disparition d'un certain nombre d'étudiants de l'Université de Dili qui avaient par la suite participé à des manifestations publiques contre cet abus.

[Traduction]

• 1600

It's clear that human rights in East Timor do not seem to be getting better but are getting progressively worse. In the words of the Archbishop of Dili, Carlos Ximenes Belo, a cleric who this year has been nominated for the Nobel Peace Prize for his work in protecting the East Timorese:

East Timor is like hell! . . . we are undergoing a second colonization. If I am asked for one description, I would say we live as if under the old Soviet Union regime. For the ordinary people, there is no freedom, only a continuing nightmare.

For its part, our country Canada is to be commended for having stressed the importance of human rights in the international arena in other circumstances. Our record with regard to South Africa, Haiti and Serbia is commendably one of refusing to bankroll repression. However, when it comes to Indonesia, the Canadian record falls far short. Successive Canadian governments have supported the Indonesian dictatorship politically and financially. We are now providing the Indonesian dictatorship with about \$37 million a year in bilateral aid, and roughly \$58 million if we include other aid. The Indonesian dictatorship is Canada's second—largest aid recipient.

Canada has opposed resolutions in the United Nations calling for self-determination for the East Timorese people. In 1982, Canada even opposed a resolution calling for humanitarian aid and for peace talks. This is a shameful record for a country that prides itself on its international work and on human rights. This is also a record that Canadians of Portuguese descent would like to see changed.

Undeniably, economic interests have played a strong role in determining this position. Indonesia is Canada's second-largest trading partner in Southeast Asia, and trade between the two countries has been steadily increasing. However, regardless of the topic of human rights, if we look at just the economic justification, this one has ultimately been meaningless for Canadians of Portuguese descent.

More and more Canadian companies, such as Inco, are also exporting manufacturing jobs to low-wage Indonesia, jobs that have traditionally been the life-blood of our communities, and this foreign aid is intrinsically linked to these trade and relocation concessions. Seen in this light, Canada's shameful record with Indonesia represents a double tragedy for our Portuguese Canadian communities. Not only is their tax money being used to encourage the export of their jobs to countries such as Indonesia, but this same money is also being used to subsidize the continuing destruction of a kindred nation.

Portuguese Canadians have a strong concern about the people of East Timor. We do not—

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I'll have to ask you to draw your remarks to a conclusion, Mr. Nunes.

De toute évidence, la situation des droits de la personne au Timor oriental ne s'améliore pas, elle se détériore progressivement. Pour reprendre les paroles de l'archevêque de Dili, Carlos Ximenes Belo, qui a été candidat au Prix Nobel de la paix cette année pour son travail de protection des Timorais de l'est:

Le Timor oriental, c'est l'enfer! Nous subissons une deuxième colonisation. Si je devais décrire la situation actuelle, je dirais que nous vivons comme on le faisait sous l'ancien régime de l'Union soviétique. Les gens ordinaires n'ont aucune liberté; ils vivent un cauchemar continu.

Pour sa part, on doit louer le Canada d'avoir souligné l'importance des droits de la personne dans d'autres circonstances dans des tribunes internationales. Nous avons refusé de soutenir la répression en Afrique du Sud, en Haïti et en Serbie, ce qui est louable. Cependant, en ce qui concerne l'Indonésie, le Canada n'en n'a pas fait suffisamment. L'un après l'autre, les gouvernements du Canada ont appuyé la dictature politique et financière de l'Indonésien. À l'heure actuelle, nous fournissons à la dictature indonésienne 37 millions de dollars par année en aide bilatérale, environ 58 millions de dollars si on inclut les autres formes d'assistance. La dictature indonésienne se situe au deuxième rang des bénéficiaires d'aide canadienne.

Le Canada s'est opposé aux résolutions présentées aux Nations Unies qui réclament l'autodétermination du peuple du Timor oriental. En 1982, le Canada s'est même opposé à une résolution demandant de l'aide humanitaire et la tenue de pourparlers de paix. C'est tout à fait honteux pour un pays qui se dit fier de son travail à l'échelle internationale et en matière de droits de la personne. Les Canadiens d'origine portugaise souhaitent que le Canada modifie sa position.

Il ne fait aucun doute que cette position a été adoptée surtout en raison d'intérêts économiques. En Asie du Sud-est, l'Indonésie est le deuxième partenaire commercial en importance du Canada, et les échanges commerciaux entre ces deux pays ne cessent d'augmenter. Toutefois, même en faisant abstraction des droits de la personne, cette justification économique n'a aucun sens pour les Canadiens d'origine portugaise.

De plus en plus de sociétés canadiennes telles que Inco installent leurs usines en Indonésie là où les salaires sont peu élevés. Il s'agit d'emplois qui ont toujours constitué l'âme de nos collectivités, et l'aide que nous accordons à ce pays est lié intrinsèquement à ces échanges commerciaux et à ces réinstallations d'usines. Vu sous cet angle, le bilan honteux du Canada dans ses rapports avec l'Indonésie représente une double tragédie pour les communautés canado-portugaises. Non seulement leurs impôts servent à encourager l'exportation de leurs emplois vers des pays tels que l'Indonésie, mais cet argent sert aussi à subventionner la destruction continue d'une nation qui lui est apparentée.

Les Canadiens d'origine portugaise s'inquiètent beaucoup de la population du Timor oriental. Nous n'avons pas. . .

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je dois vous prier de conclure votre exposé, monsieur Nunes.

Mr. Nunes: We do not regard East Timor with a paternalistic colonial attitude but rather defend the right of the East Timorese to determine their own future. For this reason we would like to make a number of recommendations to the committee. There are seven recommendations:

- 1. Canada should work multilaterally with countries like Portugal, Ireland and the Lusophone states to force Indonesia to allow self-determination for East Timor. If Indonesia continues to ignore UN resolutions. Canada should apply trade and aid sanctions.
- 2. Canada should use international forums such as the Asia-Pacific Economic Co-operation meetings and the consultative group on Indonesia as platforms to raise human rights concerns.
- 3. Canada should work for an international embargo on the sale of military equipment to Indonesia.
- 4. Canada should use its voice to work for the cultural survival of East Timorese peoples.
- 5. Canada should call for the unconditional release of Xanana Gusmao and all other East Timorese political prisoners.
- 6. Canada should offer concrete support to institutions in East Timor that are actually helping the people, such as the Catholic Church, the International Committee of the Red Cross and UNICEF.
- 7. Canada should work for the inclusion of representatives of East Timorese people in UN-sponsored talks between Portugal and Indonesia.

Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Mr.

I now call upon Mr. Laaz Leivat, the President of Estonian Central Council in Canada, Mr. Leivat,

Mr. Laaz Leivat (President, Estonian Central Council in Canada): Thank you for the opportunity of allowing me to make my short presentation here today.

I'm going to be talking about the Baltic region, and I'm going to be talking about an issue that for small countries that have recently been able to gain their independence and freedom from the Soviet Union still remains a problem.

Canada is to be commended for its policy towards the Baltic states for 50 years. As I think most of the members of the committee know, Canada did not recognize the de jure occupation of the Baltic states by the Soviet Union. Consequently, when the time for independence was ripe, namely August 1991, one of the first to acknowledge and recognize the independence of the Baltic states was the Soviet Union itself, knowing the stance of the western world with respect to the Baltic states. Since then Canada has been very helpful in funding organizations such as the Canadian Executive Services Organization, its own bureau of assistance in the Ministry of Foreign Affairs, the Baltic initiatives program, trade facilitation—I think all of these programs vis-à-vis Estonia, Latvia and Lithuania are on track, and the government and politicians should be commended for this.

[Translation]

- M. Nunes: Nous n'avons pas à l'égard du Timor oriental une attitude coloniale et paternaliste; plutôt, nous défendons le droit des Timorais de l'est de déterminer leur propre avenir. Pour cette raison. nous désirons présenter à votre Comité sept recommandations:
- 1. Le Canada devrait collaborer multilatéralement avec des pays tels que le Portugal, l'Irlande et les états Lusophones pour forcer l'Indonésie à permettre l'autodétermination du Timor oriental. Si l'Indonésie continue de faire fi des résolutions de l'ONU, le Canada devrait imposer des sanctions commerciales et réduire ou cesser son aide.
- 2. Le Canada devrait soulever la question des droits de la personne dans des tribunes internationales telles que les réunions de l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique et celle du groupe consultatif sur l'Indonésie.
- 3. Le Canada devrait encourager l'imposition d'un embargo international sur la vente d'équipement militaire à l'Indonésie.
- 4. Le Canada devrait user de son influence pour défendre la survie culturelle des peuples du Timor oriental.
- 5. Le Canada devrait réclamer la libération sans condition de Xanana Gusmao et de tous les autres prisonniers politiques du Timor oriental.
- 6. Le Canada devrait offrir son appui concret aux organisations d'aide du Timor oriental telles que l'Église catholique, le Comité international de la Croix-Rouge et l'UNICEF.
- 7. Le Canada devrait encourager la participation de représentants des habitants du Timor oriental aux pourparlers qui se tiennent entre le Portugal et l'Indonésie sous l'égide de l'ONU.

Merci.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur Nunes.

J'invite maintenant M. Laaz Leivat, président du Estonian Central Council in Canada à prendre la parole. Monsieur Leivat.

M. Laaz Leivat (président, Estonian Central Council in Canada): Je vous remercie de me donner l'occasion de vous présenter un court exposé.

Je vous entretiendrai de la région de la Baltique, plus précisément d'une question qui reste problématique pour les petits pays qui ont récemment acquis leur indépendance et leur liberté de l'Union soviétique.

Il faut féliciter le Canada pour la politique qu'il a adoptée à l'égard des états baltes ces 50 dernières années. La plupart des membres du Comité savent que le Canada n'a jamais reconnu de jure l'occupation des états baltes par l'Union soviétique. Par conséquent, lorsque le temps est venu d'accéder à l'indépendance, en août 1991, un des premiers pays à reconnaître l'indépendance des états baltes a été l'Union soviétique puisqu'il connaissait la position du monde occidental à l'égard de ces pays. Depuis, le Canada a apporté sa précieuse contribution à la création d'organisations telles que le Service d'assistance canadien aux organismes, le bureau d'assistance du ministère des Affaires étrangères, les initiatives pour les pays Baltes, les programmes d'échanges commerciaux... Tous ces programmes pour l'Estonie, la Lettonie et la Lithuanie vont bon train et il faut en féliciter le gouvernement et les politiciens.

One of the major projects under way right now—at least it's being discussed—co-sponsored by Ontario and the federal government, is et le gouvernement fédéral, un projet de centres de services the translation and legislative services centre in Estonia. I think this législatifs et de traduction pour l'Estonie. Si le Canada décide will give Canada high visibility once the decision is made to support d'appuyer ce projet, il en retirera une grande visibilité. that project.

The newspapers have given a lot of space to the issue of the removal of the occupying forces from Latvia and Lithuania. As you know, the forces will probably more or less be withdrawn by the end of this month. I don't think there's any question about that. People think that once the Russian forces are removed, that will eliminate one of the remaining really vexing issues between the Baltic states and the Soviet Union, and I'm here to say that it won't do that. Good relations between the Baltic states and the Soviet Union will have a lot of work yet to be completed in order to achieve that goal.

• 1605

I'll specifically point out a few of the things with regard to Estonia.

Right after the Second World War, the Soviet Union actually annexed a part of Estonia, a couple of thousand square kilometres, not a particularly large chunk of Estonian land but land where people of Estonian heritage are still settled. Right now Russia is undergoing the unilateral demarcation of the border as it—illegally, in our eyes—stands. There is nothing Estonia can do with respect to economic, political, or military leverage to stop Russia from marking down the border unilaterally. The World Court here is not a process through which Estonia can gain justice on this particular issue, because, as we very well know, both sides have to come to the court process for its decision to be effective.

That's one issue that will remain as a vexing problem between Estonia and Russia.

Yes, the issue of troop withdrawal as such has been solved, but approximately 11,000 retired military personnel will remain on the soil of Estonia, and Russia got what it wanted: Estonia will be paying them pensions and so-called social benefits, as Russia demanded. Nothing in world opinion is going to change that aspect, and it causes tremendous resentment on the part of Estonian citizens to see the people who were at the forefront of foreign occupation actually being rewarded.

Damage to the environment—and I'm speaking only about the damage caused by the military forces. They were located on 570 separate military installations, and objective evaluation of the repair of this environmental damage has reached \$4 billion U.S. Estonia can do nothing to have this environmental damage repaired by the people who caused it.

I'm going to get to my conclusion. What I'm trying to say by pointing out these three little examples is that the small states, after a process of extended negotiations with superpowers, always seem to come out on the wrong end of the [Traduction]

On discute à l'heure actuelle d'un projet cofinancé par l'Ontario

Les journaux ont beaucoup fait état du retrait des forces d'occupation de la Lettonie de la Lithuanie. Comme vous le savez, ces forces se retireront essentiellement d'ici la fin du mois. Cela ne fait plus de doute. Les gens croient que, une fois que les forces russes seront parties, les dernières tensions qui existent entre les états baltes et l'Union soviétique disparaîtront. Or, je suis ici pour vous dire que tel n'est pas le cas. Les pays baltes et l'Union soviétique ont donc encore beaucoup à faire avant d'en arriver à de bonnes relations, ce qui est l'objectif visé.

Je vais maintenant mentionner quelques points précis qui concernent l'Estonie.

Immédiatement après la Deuxième Guerre mondiale, l'Union soviétique a, en fait, annexé une partie de l'Estonie, deux mille kilomètres carrés, ce qui ne représente pas une proportion importante de l'Estonie, mais il s'agit tout de même d'une région où il y a encore des habitants d'origine estonienne. Actuellement, la Russie établit unilatéralement, et illégalement à nos yeux, la frontière sans modification. L'Estonie ne dispose pas de moyens de pression économique, politique ou militaire qui lui permettrait d'interdire à la Russie de déterminer unilatéralement la ligne de démarcation. D'autre part, l'Estonie ne peut s'adresser à la Cour internationale de justice pour obtenir gain de cause à ce sujet, car, comme nous ne le savons que trop bien, les deux parties en cause doivent participer aux procédures devant cette Cour pour que son jugement soit exécutoire.

Cette question va donc demeurer un irritant dans les relations russo-estoniennes.

Il est vrai, d'autre part, que la question du retrait des troupes a été réglée; toutefois, environ 11 000 militaires à la retraite vont demeurer sur le sol estonien et la Russie a obtenu ce qu'elle voulait: c'est l'Estonie qui leur versera leurs pensions et financera ce que l'on appelle les avantages sociaux, ainsi que la Russie l'avait exigé. Rien ne sera changé à ce sujet du fait de l'opinion publique internationale, et pourtant cette situation est profondément ressentie par les citoyens estoniens qui voient que ceux-là même qui étaient l'élément le plus visible de l'occupation étrangère sont, en fait, récompensés.

Il faut aussi mentionner les dommages à l'environnement. Je ne parle ici que des dommages causés par les forces armées. Elles occupaient 570 établissements distincts, et une évaluation objective du coût de la restauration de l'environnement a atteint quatre milliards de dollars américains. L'Estonie ne peut rien faire pour obtenir une indemnisation des auteurs de ces dommages.

Je vais maintenant conclure. En mentionnant ces trois petits exemples, je veux simplement indiquer que les petits états, à la conclusion de longues négociations avec les superpuisssances. semblent toujours être perdants. C'est la réalité sur le plan

stick when the process is finished. That is international reality—I realize that—but we're talking about international reality vis-à-vis post-Cold War relations. The Baltic states are always going to be a vexing and nagging problem for the west if somehow some international processes, mechanisms, aren't strengthened—perhaps the CSCE process, the European Council, NATO, the UN—that allow a period of a negotiation to end with both sides feeling that justice has been served.

That's it.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): A chairman's delight.

I would like to call upon Sharon Scharfe, from the East Timor Alert Network, Have you and Mr. Nunes been networking?

Ms Sharon Scharfe (National Coordinator, East Timor Alert Network): We've talked.

I would like to begin by thanking the foreign policy review committee for the opportunity to address it in person with the concerns of the East Timor Alert Network. ETAN is a grassroots, registered, non-profit organization that has branches in 12 Canadian cities. ETAN is a national association working for East Timor's right to self-determination.

It is due to the current foreign policy of the Canadian government that the East Timor Alert Network exists. I will not go into the detail of what was contained in our brief. Rather, I wish to take this opportunity to highlight its recommendations.

To begin with, it is important to recognize that our recommendations result from the fact that the Indonesian government has been engaging in genocidal action since it invaded East Timor on December 7, 1975. Since then, over one—third of the population has been killed, making it the worst case of carnage in the world on a percentage basis since World War II. Yet the Canadian government continues to treat Indonesia as a favoured country, with ample aid, special trade preferences, and strong encouragement for Canadian companies to invest in Indonesia.

• 1610

Recommendations with regard to Canada's aid program. Insofar as Indonesia remains Canada's second-largest recipient of bilateral aid, ETAN notes that:

1. Given the fact that CIDA is committed to an increased linkage of official development assistance and human rights, and in light of the fact that Indonesia is one of the worst violators of human rights in the world, Canada should suspend its bilateral aid projects with Indonesia until Indonesian troops are removed from East Timor and East Timorese are given the right to a free and fair vote on the issue of self-determination, a vote that would be moderated by the United Nations.

[Translation]

international—je le réalise—mais nous parlons ici de la réalité internationale après la fin de la guerre froide. Les pays baltes continueront toujours à être un problème irritant et persistant si on ne réussit à avoir des processus, des mécanismes internationaux renforcés—on peut parler du processus de la CSCE, au Conseil de l'Europe, à l'OTAN, aux Nations Unies—qui permettraient qu'à la conclusion des négociations les deux parties en cause estimeraient que la justice a été bien servie.

J'ai terminé.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Un plaisir pour un président.

Je demande maintenant à M^{me} Sharon Scharfe, de prendre la parole au nom du East Timor Alert Network. Avez-vous eu l'occasion de rencontrer M. Nunes?

Mme Sharon Scharfe (coordonnatrice nationale, East Timor Alert Network): Nous nous sommes parlés.

Je voudrais tout d'abord remercier le comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada de m'avoir donné la possibilité de lui communiquer en personne les préoccupations de l'East Timor Alert Network. L'ETAN est un organisme sans but lucratif, dûment enregistré, groupant la population de base, qui est présent dans douze villes canadiennes. Il s'agit d'une association nationale qui oeuvre pour faire reconnaître les droits du Timor oriental à l'auto-détermination.

Si notre organisation existe, c'est grâce à la politique étrangère actuelle du gouvernement du Canada. Je ne vais pas reprendre les détails qui sont présentés dans notre mémoire. Je voudrais simplement profiter de cette occasion pour souligner les recommandations qu'il contient.

Tout d'abord, il est nécessaire de reconnaître que nos recommandations découlent du fait que le gouvernement indonésien s'est livré à un génocide depuis son invasion du Timor portugais le 7 décembre 1975. Depuis lors, plus d'un tiers de la population a été tué, ce qui, en pourcentage de la population totale, représente le pire camage depuis la Deuxième Guerre mondiale. Et pourtant, le gouvernement du Canada continue à accorder un régime de faveur à l'Indonésie, en lui accordant une aide considérable, un statut préférentiel dans le commerce international, et le gouvernement canadien encourage, en outre, les compagnies canadiennes à investir en Indonésie.

Voici nos recommandations concernant le programme canadien d'aide au développement. Étant donné que l'Indonésie occupe la deuxième place parmi les bénéficiaires de l'aide bilatérale canadienne, l'ETAN signale que:

1. Étant donné que l'ACDI s'est engagé à resserrer les liens entre l'aide officielle au développement et les droits de la personne, et compte tenu du fait que l'Indonésie est l'un des pires contrevenants aux droits de la personne au monde, le Canada devrait suspendre ses projets d'assistance bilatérale pour l'Indonésie jusqu'au moment où les troupes indonésiennes se retireront du Timor oriental et où les Timorais auront le droit de prendre position sur l'autodétermination par un vote libre et équitable qui devrait être surveillé par les Nations Unies.

ETAN's call echoes the position of the National Council for Maubere Resistance, the international organization that represents East Timorese who resist integration; and INFIGHT, an Indonesian human rights NGO. Canada would not be initiating such a suspension but rather reflecting the new trend of aid suspension to Indonesia that was initiated last month at the consultative group on Indonesia, where Austria, Norway and Denmark ended their aid program with Indonesia, joining the Netherlands.

- 2. Canadian aid projects in East Timor must be channelled solely through either the Catholic Church in East Timor, UN agencies such as UNICEF, or the International Committee of the Red Cross.
- 3. Canada must also encourage the resumption of the East Timorese student exchange programs such as those with Canada World Youth and Canadian Crossroads International, which were revoked by the Indonesian government in 1993.

Recommendations with regard to trade. According to the Department of Foreign Affairs in April 1994, Indonesia is Canada's largest trading partner in Southeast Asia. Trade with Indonesia has grown by over 40% in the last two years and is expected to surpass \$1 billion this year.

Bearing in mind that the repression in Indonesia and East Timor is also growing, ETAN notes that:

- 1. There must be a strong link between trade and human rights. This is one of the policies that were promised in the Liberal's red book.
- 2. The Canadian government must implement an arms embargo on all military goods from Canada to Indonesia in light of the gross and systemic human rights violations occurring in East Timor. To refuse a ban based on economic loss is ludicrous, as the value of Canadian military exports in 1994 is negligible. Canada would have much to gain in the international community for its strong stance on human rights as well as send a message to Indonesia that the flagrant abuses it has been engaging in are not acceptable to the Canadian public.

It is unlikely that Canada will stand alone for very long, given that other countries are currently in the process of proposing similar legislation. With the domino effect of several countries, Indonesia will soon realize it is no longer profitable to maintain its presence in East Timor.

3. Canada must boycott the upcoming Asia-Pacific Economic Cooperation meeting in Jakarta in November 1994 if Canada's foreign policy is to be guided by considerations of human rights rather than just blown by the trade winds. We do not condemn the existence of APEC, only the fact that it is being held in Indonesia. If Canada's words and values are to mean anything in the international arena, we must boycott the APEC meeting. économique Asie-Pacifique, mais nous nous opposons à ce que

[Traduction]

- L'ETAN fait écho à la position adoptée par le National Council for Maubere Resistance, l'organisme international qui représente les Timorais orientaux qui s'opposent à l'intégration, position également adoptée par INFIGHT, une ONG indonésienne pour la protection des droits de la personne. Le Canada ne serait pas le premier à recourir à une mesure de suspension de cette nature, mais, plutôt, suivrait la nouvelle tendance à la suspension de l'aide à l'Indonésie qui a été lancée le mois dernier par le groupe consultatif sur l'Indonésie qui a amené l'Autriche, la Norvège et le Danemark à mettre fin à leur programme d'aide à l'Indonésie, s'associant ainsi aux Pays-Bas.
- 2. Les projets d'aide canadiens dans le Timor oriental devraient passer uniquement soit par l'Église catholique dans cette région, soit par des agences des Nations Unies telles que UNICEF, ou encore par le Comité international de la Croix Rouge.
- 3. Le Canada doit également encourager le rétablissement d'échanges d'étudiants Timorais orientaux tels que ceux auxquels participait Jeunesse Canada monde et Carrefour canadien international; le gouvernement indonésien a mis fin à ses programmes en 1993.

Recommandations concernant le commerce international. En avril 1994, le ministère des Affaires étrangères précisait que l'Indonésie était le principal partenaire commercial du Canada en Asie du Sud-Est. Les échanges commerciaux avec l'Indonésie ont augmenté de plus de 40 p. 100 au cours des deux dernières années et devraient dépasser un milliard de dollars cette année.

Tenant compte du fait que l'Indonésie a durci ses mesures répressives au Timor oriental, l'ETAN note que:

- 1. Le lien entre les relations commerciales et les droits de la personne doit être très fort. Il s'agit de l'une des politiques promises dans le Livre rouge du Parti Libéral.
- 2. Le gouvernement du Canada doit placer un embargo sur les armes et équipements militaires exportés par le Canada en Indonésie, compte tenu de la violation systémique et flagrante des droits de la personne dans le Timor oriental. Refuser cette embargo en invoquant des pertes économiques est ridicule étant donné que la valeur des exportations militaires canadiennes en 1994 est négligeable. Le Canada gagnerait beaucoup sur la scène internationale en adoptant une position très ferme sur la question des droits de la personne tout en envoyant également un message à l'Indonésie signalant que les abus flagrants auxquels ce pays s'est livré sont inacceptables aux yeux de la population canadienne.

Il est peu probable que le Canada se trouverait longtemps seul dans cette position étant donné que d'autres pays étudient actuellement la possibilité d'adopter des lois en ce sens. Une réaction en chaîne affectant plusieurs pays amènerait rapidement l'Indonésie à la réalisation qu'il n'est plus avantageux de maintenir sa présence au Timor oriental.

3. Le Canada doit aussi boycotter la prochaine conférence de l'organisation de coopération économique Asie-Pacifique à Jakarta, prévue pour novembre 1994, si la politique étrangère doit être guidée par la protection des droits de la personne plutôt que d'être laissée à la merci des intérêts commerciaux. Nous ne condamnons pas l'organisation de coopération However, if Canadian officials do go to Bogor, they must make cette conférence se tienne en Indonésie. Pour que le discours

Indonesian-occupied East Timor.

Other diplomatic initiatives:

- 1. The trial and sentencing of East Timorese resistance leader, Xanana Gusmao, has been condemned as unfair by the International Commission of Jurists, which has called for the trial to be annulled. Given the patent illegality of his trial, the Canadian government should request his unconditional release.
- 2. With regards to the ongoing UN-sponsored talks between the governments of Portugal and Indonesia, the Canadian government must press for direct Timorese representation at these talks in order to reach a solution on the question of East Timor.
- 3. Given the resolution adopted at the UN Commission on Human Rights in 1993 and the consensus statement that was agreed to by Portugal and Indonesia at the UNCHR in 1994, the Canadian government, as a member of the commission, should ensure Indonesia's accountability through the United Nations and UN-monitored agencies.
- 4. Finally, in September, next month, President Suharto will be awarded the UN population award in Cairo. Canada's representatives must object to this decision. To not speak out is to give their tacit approval to genocide as the most effective means of population control.

In conclusion, as the illegal occupation of East Timor approaches its nineteenth year and as the murder and repression continue, the Canadian government must take a more hard-line stance with the Indonesian government. The diplomatic soft-shoed approach has not worked. The Canadian government cannot continue to fund and diplomatically support the Suharto dictatorship.

When he was the Leader of the Opposition, Mr. Chrétien stated in a letter to a member of ETAN that:

The Liberal Party of Canada firmly believes that we should not turn away from any area of the world where violations of human rights are taking place. Just as Canada and the world undertook measures to protect the Kurds following the Gulf War, the international community should take steps to safeguard the rights of the people of East Timor. ...we have requested that the government persuade the UN Security Council to fully implement Resolutions 389 and 384, calling for the withdrawal of Indonesian troops and the provision of international assistance.

Now is the time to put these words into action.

[Translation]

the meeting a forum to press for human rights in Indonesia and in canadien, et les valeurs du Canada, aient une portée sur la scène internationale, nous devons boycotter la conférence de cette organisation. Toutefois, si des hauts fonctionnaires canadiens se rendent à Bogor, ils doivent faire de cette réunion une tribune pour insister sur le respect des droits de la personne en Indonésie et dans le Timor oriental occupé par ce pays.

Autres initiatives diplomatiques:

- 1. Le procès et la condamnation du leader de la résistance timoraise, Xanana Gusmao, ont été jugés inéquitables par la Commission internationale de juristes qui a demandé l'annulation de ce procès. Étant donné l'illégalité évidente de ce procès, le gouvernement du Canada devrait demander le relâchement inconditionnel de cette personne.
- 2. En ce qui concerne les discussions parrainées par les Nations Unies qui se poursuivent actuellement entre le gouvernement du Portugal et celui de l'Indonésie, le gouvernement devrait insister pour que les Timorais soient directement représentés lors de ces rencontres afin d'arriver à une solution concernant le Timor oriental.
- 3. Compte tenu de la résolution adoptée par la Commission des Nations Unies sur les droits de la personne en 1993 et compte tenu de la déclaration consensuelle acceptée par le Portugal et l'Indonésie lors d'une réunion de cette Commission en 1994, le gouvernement canadien, membre de cette Commission, devrait s'assurer que l'Indonésie rendra compte de ses activités par le biais des Nations Unies ou d'agences surveillées par les Nations Unies.
- 4. Finalement, le mois prochain, en septembre, le président Suharto recevra au Caire un prix décerné par les Nations Unies pour ses activités dans le domaine de la population. Les représentants du Canada doivent s'opposer à cette décision. Garder le silence serait une approbation tacite du génocide comme la plus efficace des méthodes de contrôle de la croissance de la population.

Pour conclure, alors que l'occupation illégale du Timor portugais dure depuis bientôt 19 ans, et que les meurtres et la répression continuent, le gouvernement du Canada doit adopter une position plus dure vis-à-vis du gouvernement indonésien. La diplomatie silencieuse n'a pas donné de résultat. Le gouvernement du Canada ne peut pas continuer à financer la dictature de Suharto et de lui apporter son appui diplomatique.

• 1615

Alors qu'il était chef de l'Opposition, M. Chrétien a déclaré dans une lettre adressée à un membre de l'ETAN que:

Le Parti Libéral du Canada était convaincu qu'il ne fallait ignorer aucune région du monde, quelle qu'elle soit, où les droits de la personne étaient violés. Le Canada et la communauté internationale ont pris des mesures pour protéger les Kurds à la suite de la Guerre du Golfe, et, de même, la communauté internationale devrait prendre les mesures nécessaires pour protéger les droits timorois orientaux;... Que le Parti Libéral avait demandé que le gouvernement persuade le Conseil de sécurité des Nations Unies d'appliquer la totalité des résolutions 389 et 384 demandant le retrait des troupes indonésiennes et une aide internationale.

C'est maintenant l'heure de passer à l'action.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Consider winding up.

Ms Scharfe: On behalf of the East Timor Alert Network, I thank you for this opportunity to address the committee.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much.

Dr. Peter Munk, of the Canadian Citizens of Czech and Slovak Origin.

Dr. Peter Munk (Chairman, Canadian Citizens of Czech and Slovak Origin): Mr. Chairman, members of the committee, and ladies and gentlemen, the Czechoslovak Association of Canada appreciates that the Canadian government has encouraged its citizens to participate in Canada's foreign policy review.

As Canadian citizens whose roots are Czech or Slovak, we have brought to Canada a deep historical experience of central Europe. We consider it our duty to share with our government and with our fellow citizens our views concerning foreign policy and to underline our deep convictions, concerns, and fears that come from our experience.

First, we are convinced that stability and peace for Europe and North America must be viewed as a highly interconnected entity. We feel that Canada's security interests are connected with the maintenance of security and stability within the entire western world. Although we are aware that Canada is faced with budgetary limitations, we firmly believe that the defence of Canada requires a Canadian presence and an ongoing Canadian engagement in Europe.

Second, the reality is that the basis of stability within the volatile European region is an effective international security system; namely, the North Atlantic Treaty Organization, NATO. The risk of attack from the east has been successfully contained for more than 40 years by this security system, and we do not have any doubt that its North American members—that is, the United States and Canada—have been the most important factor in the maintenance of this stability.

Therefore, it is our strong opinion that at the very least the present links between NATO and Canada should be preserved as a basis for Canada's present and future security and defence policy. It is important that the links between Canada and NATO not be weakened any further. The idea that the threat to peace in Europe disappeared with the end of the polarization of the world and with the end of the Soviet Union is wrong and extremely dangerous. Only a strong NATO extended with new members from central and eastern European countries, together with the necessary presence of the United States and Canada, can bring the required stability.

[Traduction]

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Vous pourriez peut-être conclure.

Mme Scharfe: Au nom de l'East Timor Alert Network, je vous remercie de m'avoir accordé la possibilité de vous présenter mon exposé.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup.

Monsieur Peter Munk, du groupe Canadian Citizens of Czech and Slovak Origin, vous avez la parole.

M. Peter Munk (président, Canadian Citizens of Czech and Slovak Origin): Monsieur le président, membres du Comité, mesdames et messieurs, la Czechoslovak Association of Canada remercie le gouvernement canadien de ses efforts pour encourager les citoyens à participer à l'examen de la politique étrangère du pays.

Citoyens canadiens d'origine tchèque ou slovaque, nous sommes venus au Canada avec une grande expérience historique des pays d'Europe centrale. Nous estimons avoir l'obligation de présenter à notre gouvernement et à nos concitoyens nos opinions concernant la politique étrangère et de souligner nos convictions profondes, nos préoccupations et nos craintes découlant de notre expérience.

Tout d'abord, nous sommes convaincus que la stabilité et la paix en Europe d'une part et en Amérique du Nord d'autre part doit être considérée comme formant un tout du fait de liens très étroits. Nous estimons que la sécurité du Canada est liée au maintien de la sécurité et de la stabilité dans la totalité du monde occidental. Nous réalisons que le Canada doit faire face à des contraintes budgétaires, mais nous croyons fermement, cependant, que la défense du Canada exige une présence canadienne en Europe et un engagement continu vis-à-vis de ce continent.

Deuxièmement, le fait est que l'Europe est une région assez explosive et que sa stabilité dépend d'un système de sécurité international efficace; il s'agit donc de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, l'OTAN. Pendant plus de 40 ans, cette alliance a fait face aux risques d'une attaque venant de l'Est, et ceci avec succès, nous estimons, sans aucun doute, que ce sont les membres nord-américains de l'Alliance, c'est-à-dire les États-Unis et le Canada, qui ont été l'élément le plus important pour maintenir cette stabilité.

Donc, nous sommes convaincus qu'il faut, au minimum, maintenir les liens qui existent actuellement entre l'OTAN et le Canada et que ceci constitue le fondement de la politique de défense nationale du Canada et de sa sécurité pour le présent et pour l'avenir. Il est important que les liens entre le Canada et l'OTAN ne soient pas affaiblis davantage. Croire que la paix en Europe n'est plus menacée du fait de la fin de la polarisation du monde et le démantèlement de l'Union soviétique est une erreur extrêmement dangereuse. La stabilité voulue demande que l'OTAN soit fort et élargi grâce à la participation de nouveaux états membres représentant l'Europe centrale et orientale, avec la présence indispensable des États-Unis et du Canada.

As I already indicated, our association appreciates Canadian support for the full NATO membership of the Czech Republic and Slovak Republic. We are convinced that in spite of our current economic difficulties, Canada must remain a strong, determined, and committed member of NATO. Any yielding in this respect could have serious consequences for Canada and the world.

Thank you for your attention.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Dr. Munk.

I thank each of you for your presentation.

We now have some time for additional points to be made in answer to questions. I'll call upon Mr. Flis first.

Mr. Flis: Arriving a week ago from the Czech Republic and Estonia, I have many questions. But in fairness to my colleagues, Mr. Chairman, I want to give them the time to ask questions also.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Well, I thank you for yielding, and I might not call on you for the rest of the session.

Mr. Bergeron.

M. Bergeron: Merci beaucoup, monsieur le président.

Ma question s'adresse à M. Munk. J'ai eu le plaisir, il y a quelques années, alors que la République tchèque et la République slovaque formaient encore un pays, de visiter ces deux merveilleux pays. Vous avez émis le souhait que le Canada demeure au sein de l'OTAN et continue à faire partie de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord, et que loin d'atténuer ses rapports, il les accentue et participe davantage aux activités de cette organisation.

• 1620

Mais vous savez fort probablement que l'OTAN est en train de revoir éventuellement son rôle et sa structure. J'aimerais savoir si vous avez un point de vue sur ce que devrait être le rôle de l'OTAN dans les années qui viennent, et, si oui, nous en faire part. De quelle façon le Canada pourrait-il influer sur la révision du rôle et de la structure de l'OTAN?

Dr. Munk: Well, sir, I'm quite aware that the role of Canada in NATO at this point is quite limited, but there is still an important veto power that remains with Canada. In other words, it's not just the bases that have been severely limited but there is a still a role in Canada.

You also asked about what the future role of NATO itself should be. Right now I'm basing my answer to you on the history of what NATO represented up to now, and I hope that will continue in terms of a treaty that will protect western Europe against the possibility of attack, or civil disorder

[Translation]

Comme je l'ai déjà dit, notre association est reconnaissante de l'appui que le Canada a donné à la République tchèque et à la République slovaque lors de leur demande de participation à l'OTAN à part entière. Nous sommes convaincus qu'en dépit de nos difficultés économiques actuelles, le Canada demeurera un partenaire de l'OTAN fort, convaincu et engagé. Tout affaiblissement à ce sujet pourrait avoir des conséquences graves pour le Canada et pour le monde.

Je vous remercie de m'avoir écouté.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur

Je remercie chacun d'entre vous de votre exposé.

Nous disposons de quelque temps qui vous permettra de compléter vos déclarations en répondant aux questions. Je demande à M. Flis de bien vouloir poser une question.

M. Flis: Étant que je ne suis revenu au Canada que depuis une semaine après un voyage en Estonie et dans la République tchèque, i'aurais beaucoup de questions. Mais pour être équitable vis-à-vis de mes collègues, monsieur le président, je préfère leur donner le temps de poser eux aussi quelques questions.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je vous remercie de leur laisser la parole, et il est possible que je ne vous demande pas d'intervenir au cours du reste de la séance.

Monsieur Bergeron vous avez la parole.

Mr. Bergeron: Thank you very much, Mr. Chairman.

My question is for Mr. Munk. A few years back, I had the great pleasure, at a time when the Czech republic and the Slovak Republic made up a single state, of visiting those two beautiful countries. You indicated your wish to see Canada remain within NATO and continue to be a part of that organization and that, far from weakening the link, Canada should reinforce it and participate more in the activities of the alliance.

Most likely, you are aware that NATO is reviewing its future mission and structure. I would like to know if you have an opinion as to what the role of NATO should be in the coming years and, if so, if you would share it with us. Also, how could Canada have an impact on the review of the mission and structure of NATO?

M. Munk: Eh bien, voyez-vous, je réalise fort bien que le rôle du Canada au sein de l'OTAN est actuellement très limité, mais, toutefois, le Canada conserve un droit de veto important. En d'autres termes, le Canada continue à pouvoir jouer un rôle important même si la présence militaire a été très considérablement réduite.

Vous m'avez également demandé ce que le rôle de l'OTAN devrait être à l'avenir. Pour le moment, je fonde ma réponse sur ce que l'OTAN a représenté jusqu'à présent et j'espère qu'il continuera à exister dans le cadre d'un traité protégeant l'Europe de l'Ouest de la possibilité d'une attaque ou de specifically in the republics of the former Soviet Union, and désordre, plus particulièrement dans les républiques qui Ukraine and Kazakhstan and so on. That's why, as an constituaient l'ex-Union soviétique, l'Ukraine, le Kazakhstan, association or as people interested in this situation, we are quite etc. Donc, en tant qu'association ou individus s'intéressant à

concerned with what seems to be a bit of a reversal of attempts to cette question, nous nous préoccupons beaucoup de ce qui semble accept Russia specifically into Partnership for Peace, because Partnership for Peace is seen as intermediate stage for acceptance into NATO. That's how it was originally presented.

Now, there are a number of diverse opinions on this, so it will definitely take some time before these things will become sorted out. In the meantime it would be a mistake, in our view, for Canada further to decrease its rather limited role in NATO at this point.

M. Bergeron: Une courte question additionnelle, monsieur le président.

What do you think about the admission of Russia into NATO?

Dr. Munk: I find it quite a disturbing development, to tell you the truth. That would certainly change the role of NATO, as I would personally see it, quite significantly. I understand there is a necessity to introduce Russia into the community of nations, so to speak, but into a defence pact it makes very little sense to me.

Mr. Flis: I'd like to put on record, Mr. Chairman, just following that question by Mr. Bergeron, that being in the Czech Republic, Poland, the three Baltic States and in Bulgaria. I raised the question at the highest level about Canada's membership in NATO, and all six countries, from the president's office to the prime minister's office, to the offices of the foreign affairs ministers, pleaded, begged, arm-twisted for Canada to remain in NATO, to have a very strong presence in NATO. They feel this has a stabilizing effect on Europe. They feel it's a counterbalance to the U.S. presence in NATO. I can't emphasize enough how many times I heard that plea for Canada to remain in NATO.

Actually Mr. Bergeron asked one of the questions I was going to ask, but I would like to turn now to Iran. You have quite a powerful resistance going on there, and you're asking that part of Canada's foreign policy be to assist the resistance movement within Iran. If I am interpreting you correctly, would we not be breaking UN conventions by intervening in the internal affairs of another country?

• 1625

Also, if there is any change in political structures within Iran, should not that come from within Iran rather than being imposed by you and your organization?

Dr. Mahabadi: First, I would like to mention that what is going on right now inside Iran is what you are saying. I will quote from Jane's Defence Weekly, which interviewed Rafsanjani, the president of the regime. It said:

In Iranian Government statements, there is growing concern that the anti-government National Council of Resistance, with its own president and parliament in exile in Iraq, is apparently increasing its support within the country.

[Traduction]

être un changement d'attitude concernant les efforts pour que la Russie soit admise dans le partenariat pour la paix, car ceci est considéré être une étape intermédiaire avant l'appartenance à l'OTAN. C'est ainsi que ce dossier avait été présenté au début.

Naturellement, il y a bon nombre d'opinions divergentes à ce sujet, et il faudra sans aucun doute attendre quelque temps avant que ces questions ne se clarifient. Entre-temps, ce serait une erreur pour le Canada, à notre avis, de réduire maintenant un rôle au sein de l'OTAN qui est déjà assez limité.

Mr. Bergeron: A short supplementary, Mr. Chairman.

Que pensez-vous de l'admission de la Russie à l'OTAN?

M. Munk: Franchement, je trouve cela très troublant. Personnellement, j'estime que cela changerait profondément le rôle de l'OTAN. Je réalise qu'il est nécessaire d'admettre la Russie au sein de la communauté internationale, en quelque sorte, mais l'incorporer à un pacte défensif, cela me semble difficile à comprendre.

M. Flis: Pour le procès-verbal, monsieur le président, et faisant suite à la question posée par M. Bergeron, je vous signale que lors de mon voyage en République tchèque, en Pologne dans les trois pays baltes et en Bulgarie, j'ai soulevé au plus haut niveau la question de l'appartenance du Canada à l'OTAN, et dans ces six pays, qu'il s'agisse des services du président ou du premier ministre, des services des affaires étrangères, tout le monde m'a imploré, supplié, poussé pour que le Canada demeure à l'OTAN et y assume une présence très forte. Tous ces interlocuteurs estiment que cela a un effet de stabilisation en Europe. Ils estiment que notre présence est un contrepoids à celle des États-Unis à l'OTAN. Je ne saurais trop souligner le nombre de fois que l'on m'a demandé de veiller à ce que le Canada demeure à l'OTAN.

En fait, M. Bergeron a posé l'une des questions que je désirais poser moi-même, mais je voudrais maintenant passer à l'Iran. Il y a un mouvement de résistance puissant dans ce pays, mais vous vous demandez qu'un volet de la politique étrangère du Canada consiste à aider ce mouvement de résistance en Iran. Si je vous comprends bien, n'enfreindrions-nous pas les conventions des Nations Unies en intervenant dans les affaires internes d'un autre pays?

De même, s'il doit y avoir changement dans les structures politiques de l'Iran, ces initiatives ne doivent-elles pas venir du pays lui-même plutôt que d'être imposées par vous-même et votre organisation?

M. Mahabadi: Premièrement, je tiens à dire que ce qui se passe en Iran à l'heure actuelle correspond à ce que vous dites. Je vais vous citer un article de Jane's Defence Weekly, dont le correspondant a interviewé Rafsanjani, le président de la république. On y dit:

La déclaration du gouvernement iranien fait état d'une inquiétude croissante à l'égard de son adversaire, le Conseil national de la résistance, dont le président et le parlement en exil, recueillerait de plus en plus d'appui dans le pays.

In the last three weeks there were three major demonstrations in Iran. It has been reported in all newspapers, in part of the package I gave you. In one of them, 50,000 people showed up in one city and held it for two or three days. Western journalists reported that the government had been shaken.

So as I mentioned, the Iranian resistance is capable of bringing about the change, democratic development in the country, but we are asking Canada for a two-step policy.

This is the worst violator of human rights. It is the most dangerous terrorist in the world. We are asking Canada to take a decisive policy against this regime. We are also asking for your political support for the Iranian people. In no way are we asking for financial or any other support for the Iranian resistance, which has the support of the majority of Iran and is capable of making the change. We are asking Canada not to support this regime, not to supply it with helicopters or any other technology that can be used by it against its people. We are also asking Canada to be more decisive as far as this regime is concerned, in economic relationships and so on.

We have very good connections, a network within the country, and we are capable. We have the support of the majority in Iran. We will bring the change about soon.

Mr. Flis: We have had other witnesses before this committee on the human rights violations in Iran, so we have that on the record also.

If I could go back to Estonia, one of the forms of technical assistance that Canada is providing, of which Estonia seems to be very appreciative, is language training. There is a big demand for English lessons and classes. There is also a big demand for helping to teach Estonian to the minorities, especially the Russians, because Estonia is insisting that in order to obtain citizenship you must be able to speak a bit of Estonian. So there is a big rush on assistance with teaching Estonian to non–Estonians, if I can put it in that way, at present.

However, the people we spoke to weren't too clear as to the specific areas in which Canada can help. For example, when we talked to the mayor of a town, he said that we're wasting time in teaching Estonian to older people because they will never use it. In their regions, because of the Russification, they will only speak Russian. Then we went further and in the same town talked to educators. They were saying, "Yes, our biggest need right now is the techniques of teaching Estonian to the minorities".

I am wondering if, through your council, you have any clarification of what their needs are more specifically. Is the need computers to teach the languages? Is it more guide books, books that have to be printed? As I say, there appear to be confusing definitions of exactly what the needs are.

[Translation]

Au cours des trois dernières semaines, il y a eu trois grandes manifestations en Iran. On en a fait état dans tous les journaux, comme vous le verrez dans la trousse d'information que je vous ai remise. Dans un article, on rapporte que 50 000 personnes ont manifesté dans une ville et l'ont occupé pendant deux ou trois jours. Selon les journalistes occidentaux, le gouvernement aurait été ébranlé.

Donc, comme je l'ai dit, la résistance iranienne est capable de mettre en oeuvre le changement, le développement démocratique du pays, mais nous demandons au Canada de se doter d'une politique à deux volets.

En matière de droits de la personne, l'Iran est le pire délinquant qui soit. Il n'est pas d'autres état terroriste dans le monde qui soit plus dangereux. Nous demandons au Canada d'adopter une politique ferme à l'égard de ce régime. Nous lui demandons aussi d'accorder son soutien politique au peuple iranien. Nous ne demandons aucune aide financière ou autre pour la résistance iranienne, qui compte sur le soutien de la majorité de la population et est capable de mettre en oeuvre le changement. Nous demandons au Canada de cesser de soutenir ce régime, de cesser de lui fournir des hélicoptère ou d'autres technologies qu'il pourrait utiliser contre son propre peuple. Nous demandons également au Canada de montrer plus de fermeté à l'égard de ce régime, dans ses relations économiques et autres.

Nous disposons d'excellents contacts, d'un réseau qui est à l'oeuvre dans le pays, et nous sommes capables d'agir. Nous bénéficions du soutien de la majorité de la population iranienne. Le changement que nous allons mettre en oeuvre est pour bientôt.

M. Flis: Le comité a entendu d'autres témoins qui nous ont parlé des violations des droits de la personne en Iran, cela a donc été noté.

Si on me permet de revenir à l'Estonie, l'une des formes d'assistance technique que le Canada fournit, et que l'Estonie semble très heureuse de recevoir, c'est la formation linguistique. Il y a une forte demande là-bas pour l'apprentissage de l'anglais. Il y a aussi une forte demande pour l'enseignement de l'estonien aux minorités, particulièrement la minorité russe, parce que l'Estonie fait obligation à quiconque veut obtenir la citoyenneté estonienne de parler un peu l'estonien. On a donc besoin de beaucoup d'aide pour enseigner l'estonien aux non Estoniens, si je puis dire, à l'heure actuelle.

Cependant, les personnes à qui nous avons parlé ne savaient pas trop dans quel secteur précis le Canada pouvait apporter son aide. Par exemple, lorsque nous avons parlé au maire d'une ville, il nous a dit que nous perdions notre temps à enseigner l'estonien aux personnes âgées parce qu'elles ne l'utiliseront jamais. Dans leur région, à cause de la russification, on ne parle que le russe. Nous sommes ensuite allés plus loin et, dans la même ville, nous avons parlé à des éducateurs. Ils nous ont dit: «Oui, notre plus gros besoin à l'heure actuelle se situe au niveau des techniques de l'enseignement de l'estonien aux minorités.»

Je me demande si votre conseil a une meilleure idée des besoins qu'on a là-bas. A-t-on besoin d'ordinateurs pour l'enseignement linguistique? A-t-on davantage besoin de manuels, de livres qui doivent être imprimés? Comme je l'ai dit, il ne semble pas y avoir unanimité sur la nature exacte des besoins.

Mr. Leivat: I think one of the things you have just spelled out. They need the materials to teach with. They are lacking the materials and the technology to teach with. Right now in certain areas of Estonia they don't operate with computers and videos.

But I think the major problem there is the level of salaries for teachers. In other words, good teachers do not want to sign up to teach Estonian in these areas, because living conditions—and you have visited northeastern Estonia. I believe—

Mr. Flis: Yes.

Mr. Leivat: —living conditions there are not as good as in the rest of the country. Salaries are bad to start with. The well—qualified teachers would rather not go into these towns to teach. Consequently you have unqualified teachers signing up. I've heard horror stories about how certain teachers teaching Estonian know only three words of Estonian. They have been able to bluff their way through the interview process. I think that's the major problem.

Mr. Flis: I'd like to share with the committee, Mr. Chairman, how quickly Estonia and its neighboring countries are transforming in their economic and political reforms. My last visit to Estonia was three years ago. It is just not the same country. There are competing gasoline stations on intersections, etc. So I think not only Canada's assistance but other assistance... These countries are really moving in their economic and political reforms. It was good to see.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Leivat, on the question of Estonia, would you give us a little more detail on the extent and the nature of the environmental damage.

• 1630

Mr. Leivat: Yes, I can give you one example. At that time it was required for Soviet military pilots to log in a certain number of hours every month to keep their rating up. The way to measure the hours spent in the air was to measure the amount of fuel expended. The way they were able not to go into the air but show the inspectors at least the fuel had been expended was to pour it onto the ground. Consequently there are small areas of Estonia where groundwater is actually flammable.

This is one type of environmental damage. There are others. Waste nuclear fuel from nuclear submarines was simply dumped into the Baltic Sea. They're looking for these cannisters right now. Where they are, they don't know.

Nuclear-fuelled navigation buoys were left untended. Target ranges for heavy military equipment: they simply used the local countryside.

Most of the 570 installations that have now been abandoned by the Russian forces have simply been destroyed—literally destroyed. Barracks for soldiers, the military buildings themselves, have simply been destroyed.

Minefields have yet to be found. One of the major islands off Estonia has now been emptied of live ammunition, supposedly, but nobody really knows what is still left.

[Traduction]

M. Leivat: Je songe à une chose que vous venez de mentionner. Ils ont besoin de matériel didactique. Il manque de matériel et de technologie didactique. À l'heure actuelle, dans certaines régions de l'Estonie, on ne se sert pas d'ordinateurs et d'appareils vidéo.

Mais je crois que le principal problème se situe au niveau de la rémunération des enseignants. Autrement dit, les bons enseignants ne veulent pas s'engager à enseigner l'estonien dans ces régions en raison des conditions de vie là—bas—et vous avez visité le nord—est de l'Estonie, je crois...

M. Flis: Oui.

M. Leivat: ...les conditions de vie là-bas ne sont pas aussi bonnes que dans le reste du pays. Pour commencer, les enseignants sont mal payés. Les professeurs qualifiés ne veulent pas aller enseigner dans ces villes. En conséquence, ce sont des professeurs sans qualifications qui vont là-bas. J'ai entendu des récits affligeants à propos de certains enseignants qui enseignent l'estonien sans savoir trois mots d'estonien. Ils ont pu jeter de la poudre aux yeux à ceux qui les ont recrutés. Je pense que c'est le principal problème.

M. Flis: Monsieur le président, j'aimerais dire au comité comment l'Estonie et ses pays voisins ont su procéder rapidement à des réformes économiques et politiques. Ma dernière visite en Estonie remontait à il y a trois ans. Ce n'est tout simplement plus le même pays. Il y a maintenant aux carrefours des postes d'essence qui se font concurrence, etc. Je crois donc que ce n'est pas seulement l'aide du Canada, mais aussi l'aide d'autres... Ces pays font de réels progrès dans leurs réformes économiques et politiques. J'ai trouvé cela rassurant.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Monsieur Leivat, au sujet de l'Estonie, pourriez-vous nous donner plus de détails sur la nature et l'ampleur de la dégradation environnementale.

M. Leivat: Oui, je vais vous donner un exemple. À l'époque, les pilotes militaires soviétiques étaient obligés de voler un certain nombre d'heures par mois pour conserver leurs qualifications. On mesurait les heures de vol en mesurant la quantité de carburant utilisée. Pour prouver aux inspecteurs qu'ils avaient volé, les pilotes se contentaient de déverser le carburant sur le sol. C'est pourquoi il y a des petites régions de l'Estonie où les eaux souterraines sont aujourd'hui inflammables.

Ce n'est qu'un exemple de dommage environnemental. Il y en a d'autres. Les sous-marins nucléaires déversaient tout simplement dans la mer Baltique leurs combustibles usés. On recherche aujourd'hui ces contenants de combustibles. On ignore où ils se trouvent.

Les bouées à propulsion nucléaire ont été abandonnées. Comme champs de tir pour les équipements militaires lourds, on se servait tout simplement de la campagne.

La plupart des 570 installations abandonnées par les forces russes ont tout simplement été détruites. . . littéralement détruites. On a simplement détruit les casernes des soldats, le immeubles militaires eux-mêmes.

On cherche encore les champs de mines. On aurait retiré toutes les munitions chargées de l'une des grandes îles au large de l'Estonie, mais personne ne sait vraiment s'il y en a encore là-bas.

Amphibious vehicles went into local swamps and small lakes and destroyed the ecology of these places.

It's that type of environmental destruction.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much.

Are there any further questions or comments?

Senator Andreychuk: Doctor, you were saying Canada should change its policy towards Iran. One of the difficulties in the past has been for Canada and other countries to get sufficient evidence to move the international community. They're a very closed society, as you have pointed out. Do you perceive a change in attitude in other countries?

I recall when I was attempting to get a consensus from the like-minded, Canada was certainly leading in trying to make an impact on the human rights field at least, if not the others, and it was very frustrating to get sufficient numbers to support resolutions. The Iranian government became increasingly skilled in its systems of rebuttal to international instruments and organizations. Do you perceive a change in that which would be of assistance?

Dr. Mahabadi: What we are noticing right now is that there is change in Europe. As you may know, the president-elect of the Iranian resistance, Mrs. Maryam Rajavi, was welcomed to Paris. She is located in Paris. Although the French embassy in Tehran immediately was bombed and attacked and a French citizen was harassed, the French government took this decisive policy against the regime and they did not budge.

The countries in northern Europe are taking a step. They are starting to discuss submitting a resolution or taking the human rights violations case to the highest level in the United Nations.

• 1635

Great Britain has recently found out that Iran is connected with the IRA, and you may know that the Red Army is supporting it. As a result, Iran called in the ambassador and their relationship is getting to the bad point of breaking. Again we see another country in Europe which is taking decisive measures against the regime.

This regime throughout the last 15 years has demonstrated that constructive dialogue doesn't work. I remember having a discussion with Joe Clark 10 years ago, and he told us the best way is to have a relationship with this regime in order to convince them not to violate human rights. Now we see more than ever they are violating these rights. Three weeks ago 3,000 people were killed in Iran in one day. Weeks ago a woman was stoned half to death. She was shouting, "Don't bring my children in front of this inhuman torture". These things are going on and going on, and the countries around the world believe that just talking to this government is working. No.

[Translation]

On a abandonné les véhicules amphibies dans les marais et les petits lacs, détruisant ainsi ces écosystèmes.

Voilà le genre de destruction environnementale qui s'est fait là-bas.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup.

Y a-t-il d'autres questions ou observations?

La sénatrice Andreychuk: Monsieur, vous disiez que le Canada doit modifier sa politique à l'égard de l'Iran. L'une des difficultés pour le Canada et d'autres pays consistaient à réunir suffisamment de preuves pour faire bouger la communauté internationale. L'Iran est une société très fermée, comme vous l'avez dit. Percevez-vous un changement d'attitudes dans les autres pays?

Je me rappelle l'époque où j'essayais de réaliser un consensus chez ceux qui pensaient comme moi, et le Canada faisait des efforts exemplaires pour exercer une influence en matière e droits de la personne du moins, sinon dans d'autres domaines, et l'on avait énormément de mal à réunir suffisamment de voix pour faire adopter les résolutions. Le gouvernement iranien est devenu de plus en plus habile à réfuter les instances des organisations internationales. Percevez-vous un changement qui pourrait être utile?

M. Mahabadi: Ce que nous remarquons à l'heure actuelle, c'est qu'il y a un changement en Europe. Comme vous le savez peut-être, la présidente désignée de la résistance iranienne, M^{me} Maryam Rajavi, a été accueillie à Paris. Elle réside à Paris en ce moment. Même si l'ambassade de France à Téhéran a subi aussitôt une attaque à la bombe et même si un citoyen français a été harcelé, Paris a adopté une politique ferme à l'égard du régime et n'a pas bougé.

Les pays de l'Europe nordique vont prendre des mesures. Ils envisagent de proposer une résolution ou de saisir la plus haute autorité des Nations Unies de la question de la violation es droits de la personne en Iran.

La Grande-Bretagne a découvert récemment que l'Iran a des liens avec l'IRA, et vous savez peut-être que l'Armée rouge la soutient aussi. En conséquence, l'Iran a rappelé son ambassadeur et la relation avec la Grande-Bretagne est sur le point de se rompre. Encore là, il s'agit d'un autre pays européen qui prend des mesures décisives à l'égard de ce régime.

Au cours des 15 dernières années, ce régime a fait la preuve qu'un dialogue constructif ne donne rien. Je me rappelle avoir discuté de la question avec Joe Clark, il y a 10 ans, et il nous avait dit que la meilleure solution consistait à entretenir des rapports avec ce régime afin de le convaincre de ne plus violer les droits de la personne. Il est plus que jamais évident aujourd'hui que l'Iran viole ces droits. Il y a trois semaines, 3 000 personnes ont été tuées en Iran en un seul jour. Il y a quelques semaines, une femme a été presque lapidée à mort. Elle hurlait: «Ne montrez pas cette torture inhumaine à mes enfants.» Il y a des tas de choses comme cela qui se passent, mais il y a encore des pays dans le monde qui croient qu'un simple dialogue avec ce gouvernement donne des résultats. C'est faux.

We require decisive action against the regime. There is a big resistance ready to take over. The majority of the Iranian people are demonstrating in different cities opposing this regime, supporting the Iranian resistance, and we are asking the international community to take decisive action. The United States changed its policy from the constructive dialogue of Reagan administration to a new policy of containment by the Clinton administration, which is working, putting pressure on this regime.

We are asking the same thing from Canada—change your policy of constructive dialogue. It's not going to work. This regime fundamentally behaves this way. Repression is their internal policy instrument, and terrorism is their external policy. When they want to do something around the world, they bomb here and there, and they threaten people or the governments around the world. This government has to be stopped. You know how important economic and democratic development is in the Middle East. The only obstacle to this development is this regime.

I have to point out there are some big mistakes made by some politicians. These are a group who are using the name of Islam in order to stay in power. We have to remember Islam is a religion of compassionate kindness and not of terrorizing people and killing them. We have to separate Islam from Khomeinism. We should not even call it fanaticism because there are other groups that may get upset. This is not what Islam is; the majority of Muslims around the world are opposed to this regime.

Again what we are asking is a decisive policy against this regime, and you've seen that in the United States; you've seen it in France; you've seen it in England and in northern Europe. Canada should join them. Thank you.

Mr. Flis: May I put a question on the same topic?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We're just about out of time.

Mr. Flis: In an article in *The New York Times* on July 5, the author says:

Despite the Clinton Administration's official portrayal of Iran as a rogue regime with similarities to Iraq before its invasion of Kuwait, Teheran lacks the money, military equipment and trained personnel to seriously threaten its neighbours, say a number of experts on Iran outside and even within the Administration.

Does this mean there's a changing view by the U.S. of Iran, its effectiveness and its threats?

Dr. Mahabadi: I don't think so, because very recently, less than a week ago, in addressing a group of people Mr. Clinton said that Iran still is the most dangerous state-sponsored terrorism and it has to be contained. That's a true statement. Iran is not militarily strong, and as a matter of fact politically it is not strong any more because of the opposition by Iranian people inside Iran against this regime. But how long do we have to live with such a regime, which is a threat—very recently they

[Traduction]

Nous voulons qu'on prenne des mesures décisives à l'égard de ce régime. Il y a un fort mouvement de résistance qui est prêt à prendre le pouvoir. La majorité du peuple iranien manifeste dans diverses villes son opposition au régime, soutient la résistance iranienne, et nous demandons à la communauté internationale de prendre des mesures décisives. Le gouvernement américain a modifié sa politique, passant du dialogue constructif de l'administration Reagan à la nouvelle politique d'endiguement de l'administration Clinton, qui donne des résultats, qui a pour effet d'exercer des pressions sur le régime.

Nous demandons au Canada de faire la même chose—de changer sa politique du dialogue constructif, qui ne donnera rien. Le comportement de ce régime est immuable. La répression est le principal instrument de sa politique intérieure, et le terrorisme celui de sa politique extérieure. Lorsque le gouvernement iranien veut obtenir quelque chose ailleurs dans le monde, il plante des bombes ici et là, et il menace des personnes ou des gouvernements. Il faut arrêter ce gouvernement. Vous savez l'importance du développement économique et démocratique au Moyen—Orient. Le seul obstacle à ce développement est le régime iranien.

Je dois faire remarquer que certains dirigeants politiques ont commis de graves erreurs. Certains invoquent le nom de l'Islam pour conserver le pouvoir. Il faut se rappeler que la religion islamique se pratique par la générosité et la bonté, et non par le terrorisme et l'assassinat. Il faut séparer l'islamisme du khomeinisme. On n'a même pas le droit de dire que c'est du fanatisme parce que d'autres groupes pourraient être froissés. Ce n'est pas ça, l'Islam; la majorité des Musulmans du monde entier sont opposés à ce régime.

Encore là, ce que nous voulons, c'est une politique ferme à l'égard de ce régime, et on a vu les États-Unis adopter une telle politique; on l'a vu également en France; on l'a vu en Angleterre et dans l'Europe nordique. Le Canada devrait faire de même. Merci.

M. Flis: Puis-je poser une question sur le même sujet?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Notre temps est presque écoulé.

M. Flis: Dans un article du New York Times du 5 juillet, l'auteur disait:

Même si l'administration Clinton tient officiellement le régime iranien pour hors-la-loi, au même titre que le régime irakien avant l'invasion du Koweit, Téhéran ne dispose pas des moyens financiers, du matériel militaire et du personnel formé qu'il lui faut pour menacer sérieusement ses voisins, selon plusieurs experts de la question iranienne à l'extérieur comme à l'intérieur de l'administration.

Est-ce à dire que les États-Unis modifient leur perception de l'Iran, de son efficacité et de ses menaces?

M. Mahabadi: Je ne le crois pas, parce que très récemment, il y a moins d'une semaine, prenant la parole devant un groupe de personnes, M. Clinton a déclaré que l'Iran demeure l'État terroriste le plus dangereux et qu'il faut le circonscrire. C'est ce qu'il a déclaré. L'Iran n'est pas une puissance militaire, et d'ailleurs, ce n'est plus une puissance politique en raison de l'opposition du peuple iranien au régime. Mais combien longtemps devrons—nous vivre avec un tel régime,

bombed in Latin America and London—and how much more do we have to sit and wait and let this regime kill Iranians inside and terrorize people around the world?

[Translation]

SÉANCE DU SOIR

qui constitue une menace—très récemment, ses agents ont fait exploser des bombes en Amérique latine et à Londres—et combien longtemps allons—nous rester sans bouger devant ce régime qui assassine ses citoyens et exerce le terrorisme ailleurs dans le monde?

• 1640

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you all for your presentations and for the time you've taken. You've been well prepared and you've argued your points very well. We appreciate the discussion.

We now adjourn, and we shall return at 7 p.m.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je remercie toutes les personnes présentes qui ont bien voulu prendre le temps de nous donner leurs exposés. Vous étiez tous bien préparés et vous avez très bien défendu vos points de vue. La discussion a été profitable.

Nous allons maintenant ajourner et nous reprendrons à 19 heures.

EVENING SITTING

• 1900

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We shall resume our hearings now that our witnesses are assembled.

I should advise you that we have a well-established procedure. It is that each of the presenters will make a presentation of five minutes. I understand that the first two witnesses are representing organizations: Heather Clark, Tafelmusik; and Pierre Diouf, the Organization of African Unity. It may be that the next two are individual presenters, not representing an organization but personal views.

Let's start with Heather Clark, director of marketing and development, Tafelmusik.

Ms Heather Clark (Director of Marketing and Development, Tafelmusik): Thank you, ladies and gentlemen of the committee.

I am from the Tafelmusik Baroque Orchestra, which is Canada's orchestra on period instruments. We perform music of the 17th and 18th centuries on period instruments, which means that they are instruments that actually date back to that period or are modern replicas thereof.

We happen to be a Canadian success story in the arts in this country. Although we are only 16 years old, we have been touring abroad for 14 of those 16 years. Since 1990 we have had an international recording contract with Sony Classical. We have right now 40 recordings that have been released, and they are distributed in 57 countries worldwide. Tafelmusik, in fact, is the only orchestra apart from the Montreal Symphony in Canada that has that kind of international recording contract. It gives us an enormous amount of visibility and, of course, awareness for music lovers around the world.

Tafelmusik has basically three different activities. We have a very active Toronto season, with 40 concerts and a subscription audience of over 3,000 people. As I have said, we have a recording contract. We are recording and releasing about six CDs a year, which is more, we understand, than any other orchestra actually in North America.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous allons poursui-

vre nos travaux maintenant que tous nos témoins sont là.

les opinions d'un organisme mais les leurs.

Permettez-moi de vous signaler que nous suivons une procédure bien établie. Chaque intervenant dispose de cinq minutes pour faire un exposé. Si je comprends bien, nos deux premiers témoins représentent des organismes: M^{me} Heather Clark, Tafelmusik; et M. Pierre Diouf, l'Organisation de l'unité africaine. Les deux témoins suivants sont peut-être ici à titre personnel; ils ne représentent pas

Commençons par M^{me} Heather Clark, directrice du Marketing et du Développement chez Tafelmusik.

Mme Heather Clark (directrice, Marketing et Développement, Tafelmusik): Merci, mesdames et messieurs.

Je fais partie de l'Orchestre baroque Tafelmusik, l'orchestre canadien qui se spécialise dans la musique des XVIIe et XVIIIe siècles jouée avec instruments d'époque, c'est-à-dire soit des instruments qui datent de cette période, soit des reproductions modernes de ces instruments.

Dans l'histoire des arts de notre pays, nous constituons un cas de réussite. Bien que l'orchestre n'aie que 16 ans, nous avons été en tournée, à l'étranger, 14 de ces années. Depuis 1990, nous avons un contrat d'enregistrement international avec Sony Classical. Nous avons à notre crédit à l'heure actuelle 40 enregistrements distribués dans 57 pays. En fait, Tafelmusik est le seul orchestre au Canada, à l'exception de l'Orchestre symphonique de Montréal, qui a ce genre de contrat international d'enregistrement. Nous jouissons ainsi d'une visibilité énorme et nous sommes évidemment très connus des amateurs de musique du monde entier.

Tafelmusik partage essentiellement ses activités entre trois sphères différentes. Nous avons une saison très active à Toronto, où nous avons plus de 3 000 abonnés et où nous donnons 40 concerts. Comme je l'ai dit, nous avons un contrat d'enregistrement. Nous enregistrons environ six disques compacts par année, ce qui est plus, d'après ce qu'on nous a dit, que tous les autres orchestres d'Amérique du Nord à l'heure actuelle.

We also tour approximately 10 to 12 weeks a year. That includes usually one Canadian tour, with annual tours to the States. We left Lincoln Centre just last week where we were performing at the Mostly Mozart Festival. The reason Ottie Lockey is not at this committee is that she is right now in Europe with the orchestra on tour for three weeks.

You may be interested to know that the orchestra right now, this week, is orchestra in residence at a festival called the Irsee Festival in Bavaria, and the Canadian ambassador is the honorary patron of that festival.

[Traduction]

Nous sommes également en tournée de 10 à 12 semaines par année. Nous faisons en général une tournée canadienne et une tournée aux États-Unis tous les ans. La semaine dernière, nous étions au Lincoln Centre, où nous avons participé au Mostly Mozart Festival. Si Ottie Lockey n'est pas ici aujourd'hui, c'est qu'elle est en tournée en Europe avec l'orchestre pendant trois semaines.

Savez-vous que cette semaine, nous sommes l'orchestre en résidence au Festival Irsee, en Bavière, qui est placé sous la présidence d'honneur de l'ambassadeur du Canada.

• 1905

We have also been to Japan twice and will be going back in 1996, and we have been to South America and Mexico. We will be returning to Mexico this October. So we really have been all around the world.

What touring does for us is support our recording releases, and therefore it is extremely important to Sony. It showcases, of course, Ontario and Canada. Recording creates the market demand for touring. When we go to Japan, for instance, which is the largest classical music market in the world for CDs, we would be nowhere nearly as sought after, or our fees for performance would be nowhere nearly as high, if it were not for our recordings. So the interdependency between the recordings and the tourings and our Toronto season are very important, because without one of those things the other two would suffer. I certainly don't think we would be nearly as successful if we weren't touring abroad and we would not be selling as many CDs if we weren't touring abroad.

Tafelmusik's role abroad goes much further than being simply a cultural ambassador for Canada. We bring together on tour a partnership among diplomacy, culture, and trade. If I can use, for example, our last European tour in the spring, that tour, which was four months, was sponsored by Stentor International, the telecommunications consortium. It was marketed by Sony. It was supported by the Department of Foreign Affairs.

We performed at London's Barbican Centre, we performed in Vienna's Konzerthaus, we performed in the Tivoli Gardens of Copenhagen, as well as in many concerts throughout Germany. The partnership among the Canadian embassies abroad, Stentor, Tafelmusik, and Sony, different departments and outlets, worked together seamlessly and synergistically.

What happens on a tour such as that is all those different entities work together in showcasing Tafelmusik's concerts. Stentor would use its sponsorship as an event-marketing environment. Our concerts, for example, at London's Barbican Centre and Vienna's Konzerthaus had very exclusive pre-concert and post-concert receptions that were attended by various members in the diplomatic circles and supported by Sony Classical.

Nous nous sommes également rendus au Japon à deux reprises et nous y retournerons en 1996. Nous avons été en Amérique du Sud et au Mexique. Nous retournons au Mexique au mois d'octobre. Nous nous sommes partout dans le monde entier.

Ces tournées servent à faire la promotion de nos enregistrements et ont donc énormément d'importance pour Sony. Évidemment, cela met également en évidence l'Ontario et le Canada. Ce sont les enregistrements qui créent la demande pour les tournées. Lorsque nous nous rendons par exemple au Japon, le plus grand marché de musique classique au monde pour les disques compacts, nous ne serions pas aussi demandés, nos honoraires ne seraient pas aussi élevés, si ce n'était de nos enregistrements. Il y a donc un très grand lien entre les enregistrements, les tournées, et notre saison à Toronto, car si l'un de ces éléments était absent, les deux autres en souffriraient. Je suis persuadé que nous ne connaîtrions pas le même succès, sous nos tournées à l'étranger et nous ne vendrions pas autant de disques compacts, sous ces tournées.

Le rôle de Tafelmusik à l'étranger va beaucoup plus loin que celui de simple ambassadeur culturel du Canada. Nous créons un partenariat entre la diplomatie, la culture et le commerce. Permettez-moi de vous citer notre dernière tournée européenne au printemps à titre d'exemple. La toumée, d'une durée de quatre mois, a été parrainée par Stentor International, le consortium de télécommunications. La promotion en a été faite par Sony. Nous avions l'appui du ministère des Affaires étrangères.

Nous avons joué au Centre Barbican à Londres, au Konzerthaus à Vienne, aux Jardins de Tivoli à Copenhague. Nous avons donné de nombreux concerts dans toute l'Allemagne. Nous avons réussi à créer un partenariat synergique entre les ambassades canadiennes à l'étranger, Stentor, Tafelmusik et Sony, ainsi qu'avec divers ministères et points de vente.

Dans le cadre d'une telle tournée, les différentes parties travaillent ensemble pour promouvoir les concerts de Tafelmusik. Le parrainage de Stentor a permis au groupe de créer un milieu propice à sa propre promotion. Nos concerts à Londres, au Centre Barbican, ainsi qu'à Vienne, au Konzerthaus, ont été précédés et suivis de réceptions très exclusives auxquelles étaient invités divers membres du corps diplomatique. Sony Classical a donné son appui à ces événements.

We can in fact cite instances in which Tafelmusik has acted as the organization to introduce diplomatic people to various people in the different countries we are touring. When we were in Austria last summer, it was managing director Ottie Lockey who introduced the Canadian ambassador to Austria to the Austrian president. They had not had the opportunity to meet until Tafelmusik's concert in Eisenstadt at the Havdn Festival.

It is certainly clear to us at Tafelmusik that the Department of Foreign Affairs leadership and support in international cultural affairs is essential to all Canadian artists who tour abroad regularly.

The financial support of the Department of Foreign Affairs also makes it more attractive for corporate sponsors to give support to Tafelmusik. We have received tour sponsorships in the last few years not only from Stentor but also from the Royal Bank of Canada, Northern Telecom, and Alcan.

In reviewing Foreign Affairs' cultural policy, it is interesting to look at Ontario's move to withdraw its Ontario Houses from Europe, because we have found that even though the Ministry of Culture, Tourism and Recreation is still supporting Tafelmusik through its Arts Abroad program, it is not able to capitalize on our appearances in Europe as they did in previous years when they had their Ontario Houses. Yet the Canadian embassies certainly are, and I think there is a bit of a lesson in that.

That is all I have to say. Thank you very much.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you.

If there are any questions now for Heather Clark, we'll have them before we move on. I see that the program has provided for 15 minutes for Heather Clark and Tafelmusik, so I had better follow the program and move on to the next person.

Are there any comments or questions? Mr. Bergeron.

M. Bergeron: Madame Clark, à la toute fin de votre présentation, vous avez mentionné un point qui m'intéresse particulièrement. Vous avez dit que la fermeture des délégations de l'Ontario à l'étranger vous a nui. Est-ce à dire que vous considérez que la participation des provinces, particulièrement de l'Ontario, dans le domaine des affaires étrangères, dans le domaine des relations internationales, peut contribuer d'une certaine façon à aider les entreprises des organismes qui oeuvrent sur la scène internationale? Le retrait des provinces, comme c'est le cas pour ce qui est de l'Ontario, nuit-il, d'une certaine facon. aux activités des organisations provenant de ces provinces sur la scène internationale?

Ms Clark: Ontario is missing a big opportunity. They are continuing their Arts Abroad, in which obviously they believe in supporting cultural groups abroad, but they are not backing it up on the other side. By closing their Ontario Houses they are

[Translation]

En fait, nous pouvons citer des exemples qui montrent que Tafelmusik a servi à présenter des membres du corps diplomatique à différentes autres personnes dans divers pays, lors de nos tournées. Lorsque nous nous sommes rendus en Autriche en été dernier, c'est notre directrice générale, Mme Ottie Lockey, qui a présenté l'ambassadeur du Canada en Autriche au président de l'Autriche, Ils n'avaient pas eu l'occasion de se rencontrer avant le concert de Tafelmusik, à Eisenstadt, au Festival Haydn.

Pour les membres de Tafelmusik, il ressort clairement que le leadership et l'appui du ministère des Affaires étrangères dans les affaires culturelles internationales demeurent essentiels à tous les artistes canadiens qui se rendent à l'étranger régulièrement.

L'appui financier du ministère encourage également les sociétés à parrainer Tafelmusik. Ces dernières années, nos tournées ont été parrainées non seulement par Stentor, mais également par la Banque royale du Canada, Northern Telecom et la société Alcan.

Dans le cadre de l'étude de la politique culturelle du ministère des Affaires étrangères, il est intéressant de noter que l'Ontario a fermé ses délégations générales en Europe. Nous constatons que même si le ministère de la Culture et du Tourisme et des loisirs de l'Ontario continue, par l'entremise de son programme des arts à l'étranger, d'appuyer Tafelmusik, le ministère ne peut plus profiter pleinement de nos spectacles en Europe, comme les années précédentes, lorsque les délégations générales de l'Ontario existaient. Par contre, les ambassades canadiennes sont certainement en mesure de le faire, et je pense qu'on doit en tirer une leçon.

• 1910

Voilà tout ce que j'avais à dire. Merci beaucoup.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci.

Si vous voulez interroger Mme Clark, nous allons le faire maintenant. Je vois qu'à l'ordre du jour, nous avons prévu 15 minutes pour Heather Clark et Tafelmusik et je crois qu'il vaut mieux nous en tenir au programme et passer à la personne suivante.

Y a-t-il des commentaires ou des questions? Monsieur Bergeron.

Mr. Bergeron: Ms Clark, at the very end of your presentation, you mention something that is of particular interest to me. You said that the closing of Ontario Houses abroad had harmed you. Does this mean that you feel that the provinces, mainly Ontario, can contribute, to a certain extent, in helping businesses and organizations on the international scene in the areas of external affairs and international relations? Is the withdrawal of the provinces, in this particular case that of Ontario, detrimental, to a certain extent, to what organizations from these provinces can do on the international scene?

Mme Clark: L'Ontario rate une chance inouïe. La province maintient son programme des arts à l'étranger, dans lequel manifestement elle croit, afin d'appuyer les groupes culturels à l'étranger, mais elle ne fait rien pour profiter de giving the front-end money but they are not able to take cette mesure par ailleurs. En fermant les délégations advantage of that investment in their cultural groups. So they ontariennes, la province verse de l'argent directement, mais elle have lost the visibility when the arts groups actually appear, and ne peut tirer parti de son investissement dans ses groupes they can't make hay from that because they don't have the culturels. Elle perd ainsi une certaine visibilité lors des

presence. We certainly found that when we performed at the spectacles des groupes artistiques puisqu'elle ne peut tirer tout le Barbican in London, because Ontario House had a very strong presence in London until they closed that house.

M. Bergeron: Merci beaucoup. Merci, monsieur le président.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you for bringing to our attention the role of Tafelmusik and its international presence. We have been following in the committee very closely the role of culture and higher education and how this aspect of our foreign policy can be further developed or strengthened. Your presentation certainly fits into that work.

Ms Clark: Thank you for the opportunity to speak tonight.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Now, representing the Organization of African Unity, we have Mr. Pierre Diouf.

Maybe you would first tell us who you are, what work you do, and then make your presentation. Welcome.

M. Pierre Diouf (ambassadeur, Organisation de l'Unité africaine): Merci beaucoup, monsieur le président. Je suis Pierre Diouf, ambassadeur du Sénégal au Canada depuis cinq ans. Je suis vice-doyen du Corps diplomatique africain, et c'est à ce titre que je suis là ce soir. C'est mon collègue, l'ambassadeur du Niger, qui aurait dû être là, mais il est en mission, et la mission est beaucoup plus longue que prévue. Voilà donc pourquoi je suis là ce soir.

Je voudrais avant tout vous présenter ses excuses, et remercier très sincèrement au nom de tous mes collègues africains à Ottawa parce que cette démarche est quasiment inédite dans le champ des relations internationales. Je crois en effet que c'est la première fois que l'on voit un État indépendant et souverain mettre pratiquement sur la place publique sa politique extérieure, mieux encore permettre à des représentants d'États étrangers d'apporter leur pierre à ce qui sera establishment of Canada's foreign policy of the future. We are very peut-être la construction de la politique extérieure du Canada de grateful for this opportunity for which we extend to you our most demain. Nous sommes extrêmement sensibles à cela et tenons à vous sincere thanks. en remercier très sincèrement.

• 1915

Nous avons donc, en tant que groupe de représentants des pays africains membres de l'OUA, présenté une communication qui, je have sent you a brief which I hope you have received, and I will now l'espère, vous est déjà parvenue et je vais tâcher de vous la résumer proceed to summarize it for you. ainsi

Le but de notre présentation était de contribuer plus particulièrement à l'élargissement et au renforcement de la coopération dans tous les domaines entre le Canada et le whole of Africa because we believe it will contribute to an continent africain dans son ensemble, ceci pour le orderly and sustainable development of Africa, which is of développement harmonieux et durable de l'Afrique, donc dans course in the interest of Africans, but also because we believe mutual l'intérêt des Africains et des Africaines, mais également parce que cooperation between Canada and Africa is in the interest of nous parlons de coopération mutuellement avantageuse, dans Canadians. l'intérêt des Canadiens et des Canadiennes bien entendu.

[Traduction]

parti possible de leur présence. Nous avons constaté que c'était le cas lorsque nous avons joué au centre Barbican à Londres, car, avant de fermer sa délégation à Londres, l'Ontario y avait une présence qui se faisait sentir.

Mr. Bergeron: Thank you very much. Thank you, Mr. Chairman.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, madame, d'avoir voulu attirer notre attention sur le rôle de Tafelmusik et sa présence sur la scène internationale. Le comité s'intéresse de très près au rôle de la culture et de l'enseignement supérieur et à la façon de développer ou de renforcer cet aspect de notre politique étrangère. Votre exposé s'insère certainement dans cette recherche.

Mme Clark: Merci beaucoup de nous avoir donné l'occasion de vous adresser la parole ce soir.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Maintenant, pour le compte de l'Organisation de l'unité africaine, nous allons entendre M. Pierre Diouf.

Peut-être pouvez-vous d'abord nous parler de votre organisme, du travail que vous faites, et ensuite nous faire votre exposé. Je vous souhaite la bienvenue.

Mr. Pierre Diouf (Ambassador, Organization for African Unity): Thank you very much, Mr. Chairman. My name is Pierre Diouf. For the last five years, I have been Senegal's ambassador to Canada. I am here this evening in my role as assistant head of the African Diplomatic Corps. My colleague, the ambassador from the Niger, should have been here, but he is away for much longer than had been anticipated. That is why I am here this evening.

First of all, I wish to convey to you his apologies and, deuxièmement, en insistant sur ce deuxièmement, vous secondly, and this is perhaps the most important thing, I would like to thank you most sincerely, on behalf of all my African colleagues in Ottawa, because this invitation is almost unheard of in the field of international relations. I think it is in fact the first time that a sovereign and independent state practically puts its foreign policy before the public for discussion, going even as far as asking foreign state representatives to contribute to the

As representatives of the African states members of the OAU, we

Our purpose in that brief is particularly to foster and reinforce cooperation in all fields between Canada and the

Nous pensons que cette coopération nouvelle pourrait être d'abord axée autour de relations commerciales et économiques mutuellement avantageuses, et je vais répéter ceci plusieurs fois encore, notamment par le biais d'une plus grande ouverture des marchés canadiens aux produits et services africains, parce que depuis bientôt une dizaine ou une quinzaine d'années il est prouvé que si notamment les matières premières des pays en voie de développement étaient rémunérées à leur juste valeur, cela aurait beaucoup plus d'impact que l'aide publique au développement par exemple.

Un second axe de cette coopération nouvelle pourrait être un accroissement des investissements canadiens en Afrique, en accord avec les efforts des pays africains pour assurer la sécurité de ces investissements étrangers et également leur juste rémunération. La plupart des pays africains, sinon tous les pays africains, ont adopté des cotes d'investissements extrêmement avantageuses pour attirer des opérateurs économiques étrangers.

Un troisième axe de cette coopération nouvelle pourrait également être la poursuite des efforts du Canada pour l'allègement du fardeau de la dette africaine-on en parle depuis très longtemps-, et cette dette obère de plus en plus les efforts des Africains pour leur développement. On dit aussi de plus en plus que les pays en voie de développement, en particulier de l'Afrique, donne aux pays du Nord beaucoup plus qu'ils n'en reçoivent, ne serait-ce qu'à cause de leur dette.

Nous insistons sur la dette parce que nous savons ce que le Canada a déjà fait sur le plan de la dette africaine pour alléger cette dette. C'était d'abord au Sommet du G-7 ici à Toronto, ensuite au Sommet de la Francophonie à Québec en 1987, puis au Sommet de la Francophonie à Dakar, dans mon pays, en 1989. Le Canada a beaucoup fait pour l'allègement de la dette des pays africains. Nous pensons qu'il pourrait poursuivre ses efforts.

Un quatrième axe de cette coopération nouvelle pourrait être le renforcement des programmes de coopération bilatérale entre le Canada et chacun des pays africains. On parle de plus en plus de la régionalisation et de l'intégration africaines. Nous sommes les premiers concernés et nous sommes les premiers à préconiser cette régionalisation et cette intégration africaines, mais cela devrait aller de pair selon nous avec le maintien de la coopération bilatérale, les deux choses ne s'excluant pas du tout.

Dans le cas de la coopération bilatérale, vous l'avez dit plus tôt, cela est fondamental en ce qui a trait à l'éducation et au rest on bilateral cooperation. Canada has done a lot in the field of développement des ressources humaines. Le Canada fait beaucoup education in Africa. We think it could continue its efforts. pour l'éducation des jeunes Africains. Nous pensons qu'il pourrait poursuivre cet effort.

En cinquième axe de cette coopération, tout en privilégiant ou en n'oubliant pas l'approche régionale du développement, ces programmes bilatéraux peuvent être des facteurs importants pour la paix et la stabilité en Afrique et, au-delà l'Afrique, dans le monde, car on a constaté également que depuis la fin de la guerre chercher loin pour trouver un exemple flagrant. Ces conflits internes destitution. résultent très souvent de la pauvreté et de la misère.

[Translation]

We believe that this new cooperation could first of al revolve around mutually advantageous commercial and economic relations—and I will be repeating this several times in my presentation—by for example opening up Canadian markets to African products and services. We have now known for 10 or 15 years that if developing countries were paid a fair value for their raw products, this would have a greater impact than all the officia development aid they receive.

Secondly, this new cooperation could involve an increase in Canadian investments in Africa, in conjunction with the efforts made by African countries to ensure a fair return for foreign investments as well as the security of these investments. Most African countries if not all have adopted investment ratings that are extremely attractive in order to attract foreign investors.

Thirdly, this new cooperation could bring Canada to pursue its efforts in order to bring about a reduction in Africa's debt load—a subject we have been talking about for a long time now-since this debt load impedes more and more the efforts made by African countries to develop themselves. It is also said more and more that because of this debt, the developing countries, and in particular those of Africa, give more to the countries of the North than they receive from them.

We are insisting on the debt because we know that Canada has already done a lot to bring about a reduction in Africa's debt, first of all at the G-7 Summit here in Toronto, then at the Sommet de la Francophonie in Quebec in 1987 and also at the Sommet de la Francophonie held in Dakar, in my own country, in 1989. Canada has already done a lot to reduce the debt load of African countries. We think Canada could continue its efforts in that respect.

Fourthly, this new cooperation could call for the reinforcement of bilateral cooperation programs between Canada and individual African countries. African regionalization and integration is more and more often mentioned. This directly affects us and we are the first to promote this African regionalization and integration but we believe it should go hand in hand with bilateral cooperation with which they are totally compatible.

As you said earlier, education and human resources development

Fifthly, while stressing or at least not forgetting the importance of a regional approach to development, these bilateral programs can greatly contribute to peace and stability in Africa and in the whole world because since the end of the Cold War, conflicts in Africa are not between states—or at least it froide, les conflits en Afrique ne sont plus entre États —ou ils le sont is not as often the case —but within states. Examples of this are moins -, mais ils se produisent à l'intérieur des États. Il ne faut pas numerous. Those internal conflicts are often caused by poverty and

Un sixième axe pourrait être de favoriser les réformes politiques dans le continent et, là aussi, le Canada a fait des efforts que nous saluons. Le Canada a déjà apporté une contribution importante, ne serait-ce qu'en participant aux élections dans différents pays, ou en envoyant du matériel électoral dans différents pays africains pour favoriser la démocratisation en tout. Cependant, nous savons que les élections à elles seules ne suffisent pas pour installer une démocratie.

Enfin, nous pensons que l'Afrique et le Canada peuvent contribuer grandement à la réforme des organisations et institutions internationales dans leur structure comme dans leur fonctionnement, surtout en cette période d'après-guerre froide. Cette réforme des institutions internationales - nous pensons en particulier au système des Nations Unies-se ferait dans l'intérêt et du Canada et des pays africains. Et par-delà les pays africains, ce serait dans l'intérêt de toute la population du village global qu'est la terre.

Je vous remercie, monsieur le président, mesdames, messieurs.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Ambassador, for your presentation.

Now we have an opportunity to have an exchange of views, and before I turn the questioning over to my colleagues I'm going to exercise the privilege as chairman to ask the first question and to bring to your attention that this morning we had a number of interesting presentations from Canadian witnesses, one of whom dealt with agriculture and development assistance to agriculture, and made the point that the expenditures by development agencies, notably or particularly CIDA, on agriculture had decreased substantially because of the concentration on new themes like the environment. I explored with him briefly whether the problem of agricultural production had improved, for example, since the World Food Conference in the 1970s. He told us that the situation in Africa was still very serious in sub-Sahara Africa.

I wonder if you want to talk to us a bit about why it is that Africa has not made more progress in resolving the food question after all these years of development activity.

• 1925

M. Diouf: Merci, monsieur le président. Je voudrais d'abord souligner d'emblée qu'il n'y a aucune opposition ni même une dichotomie entre agriculture et environnement.

Pour répondre à votre question: pourquoi l'Afrique n'a pas progressé en matières agricoles? Il y a eu beaucoup d'écrits et beaucoup de discours sur la question, notamment quand on cherche à comparer ce qui se fait en Afrique et ce qui se fait dans les pays asiatiques.

Traditionnellement, en Afrique, l'agriculture est une agriculture extensive, ce qui n'est pas le cas en Asie. Les calamités qui ont frappé l'Afrique n'ont pas frappé l'Asie. Je pense en particulier-vous avez parlé de l'Afrique au sud du Sahara—à la zone sahélienne qui va de l'océan Atlantique à [Traduction]

Sixthly, Canada could pursue its efforts to bring about political reform in Africa. Canada has already done a lot in this regard by participating for example in the electoral process in individual countries or by sending in some African countries the equipment necessary to hold elections, thus contributing to promoting democracy. We however know that elections are only one part of the democratic process.

Lastly, we believe that Africa and Canada can together greatly contribute to the structural and operational reform of international organisations and institutions, particularly now that we are entering the post-Cold War era. The reform of international institutions—and we are mainly thinking of the United Nations system—would benefit Canada as well as African countries. It would also be in the best interest of the global village which is the world.

Thank you, Mr. Chairman, and ladies and gentlemen.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je vous remercie. monsieur l'ambassadeur, de votre exposé.

Il nous reste maintenant du temps pour un échange de vues. Avant de permettre à mes collègues de vous poser des questions, je vais exercer mon privilège de président et vous poser la première question. J'aimerais d'abord attirer votre attention sur le fait que ce matin plusieurs témoins canadiens nous ont fait des exposés intéressants, dont l'un portait sur l'agriculture et l'aide au développement dans ce domaine. On nous a appris que les dépenses engagées par les organismes de développement, et notamment par l'ACDI, dans le domaine de l'agriculture ont diminué sensiblement en raison du fait qu'on s'intéresse maintenant à de nouveaux problèmes, comme celui de la protection de l'environnement. J'ai demandé si la production agricole mondiale avait augmenté depuis la tenue de la Conférence mondiale de l'alimentation dans les années 1970. Le témoin en question nous a dit que la situation était encore très grave dans la région sub-saharienne.

Pourriez-vous nous expliquer brièvement pourquoi, malgré toutes les activités menées dans le domaine du développement au cours des dernières décennies, l'Afrique n'a pas réalisé des progrès plus marqués dans le domaine de la production alimentaire?

Mr. Diouf: Thank you, Mr. Chairman. To begin with, I would like to emphasize that there is no opposition, not even a dichotomy, between agriculture and environment.

To answer your question: why has Africa made no progress in agriculture? A lot was written on that and there were many speeches on that topic, especially when we try to compare what is being done in Africa and what is being done in Asian countries.

Traditionally, in Africa, agriculture is an extensive agriculture, which is not the case in Asia. The calamities which struck Africa have not struck Asia. I am thinking in particularyou have mentioned the part of Africa which is south of the Sahara—of the Sahelian zone which extends from the Atlantic l'océan Indien juste au-dessous du Sahara, entre le Sahara et la Ocean to the Indian Ocean just below the Sahara, between the forêt équatoriale. Toute cette zone a été, pendant une dizaine Sahara and the equatorial forest. For about 10 years, all that d'années, frappée par la sécheresse. À cela s'ajoute le zone was struck by drought. This was complicated further by the

humains, parce qu'en Afrique, 80 p. 100 de l'énergie vient encore du bois. Donc, la déforestation, les calamités naturelles, l'agriculture extensive sont les principaux freins au développement de l'agriculture en Afrique.

Mr. Flis: Mr. Ambassador, you mentioned the conflicts within states, Rwanda being an example. Canada has an excellent reputation for sending peacekeepers when there's conflict between states. Now more and more the globe is facing conflicts within states. You mention that most of them are caused by poverty. Is it poverty, or is it tribal wars or ethnocultural conflicts? What role can Canada play in the future, or the United Nations, for that matter, in preventing conflicts within states, and if they do happen, what role could Canada and like countries play so we do not see another Rwanda in the future?

M. Diouf: Le Canada pourrait jouer un rôle immédiat en apportant sa contribution à l'organisme créé par l'OUA pour mettre en place un système de résolution pacifique des différends, d'abord entre États, et ensuite, à l'intérieur des États eux-mêmes. À mon avis, ce serait la solution immédiate.

Le Canada jouit d'une excellente réputation, et je le souligne. En Afrique, les représentants du Canada sont très bien accueillis. Je pense que le Canada devrait aussi continuer à jouer ce rôle, notamment dans le maintien de la paix, en aidant les Africains à la formation et au développement de leurs ressources humaines, ce qui est fondamental.

Donc, si je me résume: action immédiate, aider l'OUA dans sa tentative de régler les problèmes de façon pacifique, et, deuxièmement, maintenir ou renforcer son action de développement en Afrique. Toutes ces choses sont liées.

Senator Andreychuk: Your Excellency, you've been very kind in pointing out the positives of Canada's role in Africa. You've also noted the problems, one solution being more support to your organization. What other changes in direction or advice can you give this committee on how we should change our foreign policy, or are you simply saying more of the same, bearing in mind that we are living with less resources? Where would you put the emphasis, or where would you make the changes?

M. Diouf: C'est une question bien difficile.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): She is a former ambassador.

Senator Andreychuk: He knows.

M. Diouf: Oui, je sais. Il y a, à mon avis, une chose à éviter. Je commence par dire ce qu'il ne faudrait pas faire.

Il y a deux ans, le Canada, en arguant de la faiblesse de ses ressources, a cherché à se retirer de certaines parties d'Afrique, et je cite par exemple, de mémoire, l'Éthiopie, le Soudan, le Rwanda, et pendant que nous y sommes je cite aussi la Tanzanie, les pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale, a été chanceux puisqu'il a bénéficié de votre aide. Mais cela benefit from your aid. But this could go hand in hand, in our

[Translation]

déboisement fait par non seulement les animaux, mais surtout les deforestation that was caused not only by animals, but especially by human beings, because in Africa, 80% of the energy is still provided by wood. So, deforestation, natural calamities, extensive agriculture are the main obstacles to the development of agriculture in Africa.

> M. Flis: Monsieur l'ambassadeur, vous avez mentionné les conflits qui agitent certains États, dont le Rwanda. Le Canada s'est taillé une excellente réputation par l'envoi de forces de maintien de la paix lorsqu'il y a conflit entre des États. Aujourd'hui, de plus en plus, la planète est aux prises avec des guerres civiles. Vous dites que la plupart de ces conflits sont causés par la pauvreté. Est-ce seulement la pauvreté, ou s'agit-il aussi de guerres tribales ou de conflits ethnoculturels? Quel rôle le Canada peut-il jouer à l'avenir, ou les Nations Unies d'ailleurs, dans la prévention de ces guerres civiles, et si ces conflits éclatent quand même, quel rôle le Canada et d'autres pays semblables peuvent-ils jouer pour éviter un nouveau Rwanda?

> Mr. Diouf: Canada could play an immediate role by contributing to the organisation created by the OAU which will put in place a system for the peaceful resolution of conflicts, first between states, and after that, within states themselves. In my view, that would be the immediate solution.

> Canada enjoys an excellent reputation, and I want to emphasize that. In Africa, Canada's representatives are extremely well received. I believe that Canada should also continue to play that role, especially in peace-keeping, by helping Africans train and develop their human resources, which is essential.

> So, let me sum this up: immediate action, helping the OAU in its attempt to bring a peaceful resolution to conflicts, and, secondly, maintain or reinforce its development action in Africa. All these things are linked.

La sénatrice Andrevchuk: Excellence, vous avez fort aimablement souligné les aspects positifs du rôle que joue le Canada en Afrique. Vous avez également souligné les problèmes, et vous avez dit que l'une des solutions consistait à soutenir davantage votre organisation. Quels autres changements d'orientation proposez-vous ou quels conseils pouvez-vous donner à notre comité au sujet du réalignement de notre politique étrangère, ou dites-vous simplement qu'il faut en faire davantage, tout en gardant à l'esprit le fait que nous devons vivre avec moins? Où feriez-vous porter l'essentiel de notre action, où apporteriez-vous des changements?

Mr. Diouf: That is a very difficult question.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Elle a déjà été ambassadrice elle aussi.

La sénatrice Andreychuk: Il le sait.

Mr. Diouf: Yes, I know. In my view, there is one thing you have to avoid. I will begin by telling you what you should not do.

Two years ago, Canada invoked the weakness of its resources to withdraw from certain parts of Africa, for instance, and I quote from memory, Ethiopia, Sudan, Rwanda, and while we are at it, I may also mention Tanzania, Eastern African and Central African countries, which were far from being well-off, to qui n'étaient pas les mieux pourvus, pour se concentrer en concentrate its efforts in South Africa, and not without reason. Afrique du Sud, et pour cause. En Afrique de l'Ouest, mon pays In Western Africa, my country was fortunate because we did

devrait aller de pair, à notre sens, avec le maintien de la coopération view, with the maintaining of bilateral cooperation; since Canada bilatérale; puisque le Canada a commencé par nous inviter à apporter began by inviting us to bring our contribution to its new construction, notre contribution à sa construction nouvelle, il pourrait être utile de it could be useful for partners to consult each other. se concerter entre partenaires.

[Traduction]

• 1930

Il faudrait donc favoriser le partenariat, car si les matières premières, notamment les produits agricoles, étaient rémunérées à juste prix, nous pourrions nous passer de l'aide publique au développement.

Vous avez parlé du crédit dont jouit le Canada en Afrique. Les Africains attendent beaucoup du Canada. Je crois que le Canada ne devrait pas décevoir les Africains. Ces derniers considèrent le Canada comme leur avocat au sein des institutions internationales. J'ai parlé plus tôt des sommets de Toronto, de Québec et de Dakar et de tout ce que le Canada a fait. Je crois qu'on ne reconnaîtrait pas le Canada s'il faisait moins que ce as it is now if it did less than what it is doing now. qu'il fait maintenant.

Pour cela, selon moi, il faudrait encore une fois favoriser le partenariat, aider davantage, ouvrir les écoles canadiennes aux jeunes Africains assoiffés de culture, et de connaissances plus que de culture. Par exemple, les produits africains ont toutes les peines du monde à pénétrer le marché canadien. Nous savons que, au niveau des institutions internationales, le Canada se fait facilement écouter.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Ambassador. you've talked about the desirability of Canada and Africa cooperating in the reform of various international institutions. That brings to mind a number of sub-questions, one being what in your view is the most important reform to be undertaken internationally. Is it with the UN, or with the international financial institutions?

Are you able to express any views on behalf of the Organization of African Unity on the question of structural adjustment? We've had testimony from many NGOs in Canada in a sense decrying the outcome of industrial adjustments. We've had private testimony from one of your colleagues from Africa asserting that structural adjustment in the long run was valuable.

Finally, do you have anything to tell us about the African Development Bank?

M. Diouf: Merci, monsieur le président. Au niveau de l'ONU, ce n'est pas seulement l'Afrique et le Canada qui réclament des changements. L'ONU a été créé en 1945, ensuite il y a eu la période de la guerre froide qui est maintenant derrière nous, et pour toujours je l'espère. Les réformes au niveau des Nations Unies se sont limitées à la composition du Conseil de sécurité, en particulier au niveau de ses membres permanents. Il conviendrait donc d'adapter le Conseil de sécurité à la situation nouvelle.

We must therefore foster a partnership, because if raw materials, especially agricultural products, were paid at a fair price, we could live without public aid to development.

You mentioned the reputation which Canada enjoys in Africa. Africans expect a lot from Canada. I believe that Canada should not disappoint Africans. They consider Canada as their advocate within international institutions. I mentioned earlier the Toronto, the Quebec and the Dakar summits and everything that Canada has done. I believe that Canada would not be acknowledged

For that reason, in my view, I emphasize that we must foster a partnership, help more, open Canadian schools to young Africans who are thirsty for culture, and for knowledge more than for culture. For instance, African products have the hardest time to penetrate the Canadian market. We know that, within international institutions, Canada is much listened to.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Monsieur l'ambassadeur, vous avez dit qu'il serait bon que le Canada et l'Afrique collaborent à la réforme des diverses institutions internationales. Ce qui suscite plusieurs questions secondaires, dont l'une est celle-ci: à votre avis, quelle est la réforme internationale la plus urgente? Est-ce au niveau des Nations Unies, ou au niveau des institutions financières internationales?

Êtes-vous en mesure d'exprimer les vues de l'Organisation de l'unité africaine sur la question de l'adaptation structurelle? Nous avons entendu plusieurs représentants d'ONG canadiennes qui, dans un sens, dénonçaient le résultat des ajustements industriels. Un de vos collègues africains, dans un témoignage à titre personnel, a affirmé que l'adaptation structurelle était une bonne chose à long terme.

Enfin, avez-vous des choses à dire au sujet de la Banque africaine de développement?

Mr. Diouf: Thank you, Mr. Chairman. Within the UN, it is not only Africa and Canada which call for changes. The UN was created in 1945, after which there was the Cold War which is now behind us, and forever I hope. The reforms within the United Nations were limited to the make-up of the Security Council, especially regarding its permanent members. We should therefore adjust the Security Council to the new situation.

• 1935

Si je prends le cas de l'Allemagne et du Japon, qui ne cessent de frapper à la porte du Conseil de sécurité, soit directement, soit indirectement, il y a un problème. Si vous prenez le cas de l'Afrique, c'est tout un continent où il y a plus

If I look at Germany and Japan, which continuously knock on the door of the Security Council, be it directly or indirectly, there is a problem. If you look at Africa, which is a continent where there are more than 52 states which are not represented

de 52 États qui ne sont pas représentés au niveau des membres permanents du Conseil de sécurité, il y a un problème. Si vous demandez aux Africains pourquoi le Canada n'est pas représenté comme membre permanent du Conseil de sécurité, les Africains vous diront qu'il y a un problème.

Est-il équitable que le maintien de la paix et de la stabilité au niveau international soit seulement entre les mains de cinq pays qui ne sont plus ce qu'ils étaient il y a une dizaine d'années? Voilà des questions fondamentales qu'on se pose et qui sont tout à fait légitimes.

Pour ce qui est des institutions financières internationales, à mon avis et de l'avis des pays africains, je pense en particulier à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, elles ont grandement dévié de leur objectif premier. Deuxièmement, ces institutions financières internationales, en particulier le FMI et la Banque mondiale, prennent des décisions souvent mal adaptées aux destinataires de ces décisions.

Vous avez parlé des programmes d'ajustement structurel qui sont souvent élaborés et pris à partir de Washington pour être appliqués dans les pays du Sahel. Voyez ce que cela fait. Souvent, ces problèmes, ces mesures, à l'expérience, ont posé plus de problèmes qu'elles en ont résolu, notamment sur le plan social. Cela a commencé par les pays de l'Afrique du Nord, maintenant c'est au niveau des pays de l'Afrique au sud du Sahara. On a parlé des émeutes du pain, des émeutes de ceci et des émeutes de cela. Elles sont dûes essentiellement aux mesures préconisées par le FMI et la Banque mondiale.

Donc, les programmes d'ajustement structurel dans leur ensemble ont tous échoué, parce que tout simplement ils ne prenaient pas en compte la dimension sociale, j'allais dire humaine, du développement. On ne peut pas mettre une personne humaine dans un cadre, dans une équation. Cela n'est pas possible, surtout quand les décisions sont prises à partir de Washington, sans aucune prise sur la réalité et surtout sur la réalité humaine. Voilà pourquoi ces programmes ont échoué.

La BAD (Banque africaine de développement) a fait beaucoup de progrès. Depuis deux ans, elle connaît beaucoup de problèmes, notamment des problèmes structurels, à mon avis pour deux raisons principales: l'évolution de la BAD, ensuite la participation des pays non-africains à la BAD. Ce sont les pays africains qui ont ouvert le capital de la BAD aux pays nonafricains. C'était une bonne chose. Cependant, j'ai l'impression que les Africains et les non-Africains n'arrivent pas à s'ajuster. à la BAD et il faudrait qu'ils y restent. Les Africains ont besoin d'eux. s'ajuster aux réalités nouvelles.

• 1940

Voilà donc ce que je voulais dire à propos des Nations Unies, des institutions financières, des ajustements structurels et de la Banque africaine de développement.

M. Bergeron: Monsieur le président, j'aurais une courte question pour terminer. Excellence, vous me permettrez de citer quelques phrases que vous avez prononcées en réponse à la question que vous posait le sénateur Anreychuk.

[Translation]

among the permanent members of the Security Council, there is problem. If you ask Africans why Canada has no permanent seat on the Security Council, Africans will tell you that there is a problem.

Is it fair that the preservation of peace and stability at the international level is in the hands of only five countries which are not what they used to be ten years ago? Those are essential questions that we are asking ourselves and which are perfectly legitimate.

With regards to international financial institutions, in my view and in the view of African countries, I am thinking in particular of the World Bank and of the International Monetary Fund, they have strayed greatly from their initial objective. Secondly, these international financial institutions, in particular the IMF and the World Bank, often make decisions which are poorly adapted to the beneficiaries of these decisions.

You mentioned structural adjustment programs which are often developed and decided upon from Washington, to be later implemented in the Sahelian countries. You can see the consequences. Often, these problems, these actions, if we look at our experience, caused more problems than they solved, especially on the social level. That began with North African countries, and now we see it in sub-saharian countries. We mentioned bread riots, riots for this, riots for that. They were due essentially to the actions taken by the IMF and the World Bank.

So, structural adjustment programs as a whole have all failed, simply because they did not take into account the social dimension, I was going to say the human dimension, of development. You cannot put a human being in a framework, in an equation. That is not possible. Especially when decisions are made from Washington, without any contact with reality, and especially with human reality. That is why these programs have failed.

The ADB (the African Development Bank) has made a lot of progress. In the past two years, it encountered a lot of problems, especially structural problems, in my view for two main reasons: the evolution of the ADB, and then the participation of non-African countries to the ADB. It is the African countries which have allowed non-African countries to invest in the ADB. That was a good thing. However, I feel that Africans and non-Africans have trouble adjusting. So, I Donc, je le répète, c'est une bonne chose que les non-Africains soient emphasize this, it is a good thing that non-Africans remain within the ADB and they must stay there. Africans need them, All parties Toutes les parties, les Africains et les non-Africains doivent concerned, Africans and non-Africans alike, must adjust to the new realities.

> So this is what I wanted to say about the United Nations, financial institutions, structural adjustments and the African Development

> Mr. Bergeron: Mr. Chairman, I would have a short question to wrap up. Your Excellency, may I quote a few things you have said in your answer to Senator Andreychuk's question.

Vous avez dit que le Canada jouissait actuellement d'un grand prestige auprès des pays africains et que s'il devait faire moins, probablement que son image en souffrirait grandement. Vous avez également parlé des retraits qui ont été effectués par le Canada, il y a à peu près deux ans, dans les programmes au niveau de l'Afrique orientale et l'Afrique centrale.

À cet égard, puisque vous êtes ici pour représenter l'Organisation de l'unité africaine, peut—on considérer qu'il y a des demandes instantes qui vous viennent de la part des pays qui ont été laissés pour compte par le Canada il y a deux ans, à savoir par exemple, le Kenya, l'Éthiopie, la Tanzanie? Ces pays—là vous ont—ils manifesté des attentes particulières pour la présentation d'aujourd'hui?

M. Diouf: Oui. Mais, tout d'abord, dire que nous représentons l'OUA dépasse un peu notre mandat ici. Toutes les missions africaines ici sont des missions bilatérales, c'est entre le Canada et chacun de ces pays. Donc, c'est de façon informelle que nous nous sommes structurés pour nous appeler Groupe de l'OUA. C'est un groupe informel, quoique la précision peut être utile, n'est—ce pas?

Donc, les pays que vous venez de citer, à travers leurs représentants, ont participé à l'élaboration de la communication que nous vous avons faite parvenir. Bien avant cette communication, ils ont dit leur déception—au Canada, on dirait leur «désappointement»—quand ils ont vu le Canada se retirer de leur pays.

Il y a un paragraphe dans la communication qui est consacré à ce problème-là. Quand le Canada s'est retiré de ces pays, aucune représentation des pays concernés n'a été fermée au Canada. C'est parce qu'ils avaient espoir que le Canada allait revenir. Je pense que le Canada va repartir.

Quand j'ai dit que si le Canada se retirait son image en pâtirait, ce n'est pas du tout du marchandage, mais plutôt pour vous dire à quel point les Africains seraient déçus parce qu'ils attendent beaucoup, encore une fois, du Canada. Donc, ce n'est pas du chantage.

M. Bergeron: À cet égard, Excellence, croyez-vous que l'image du Canada a été temie au moment où on s'est retiré? Pour dire les choses clairement, y a-t-il une chance de se racheter?

M. Diouf: Je crois que c'est un peu écorné au niveau de ces pays-là, car je pense qu'ils ne comprenaient pas pourquoi le Canada se retirait. Prenez un pays comme l'Éthiopie ou le Soudan. Et si le Canada se retirait du Sénégal!

Dans ces rapports entre le Canada et les pays africains, car les Africains sont de grands sentimentaux, c'est difficile à exprimer, car il n'y a pas seulement l'aspect matériel dans ce genre de relations. Les relations humaines sont fondamentales au niveau des Africains. Avant ce que peut rapporter sur le plan matériel tout rapport humain, c'est d'abord d'homme à homme, de personne à personne que ça se passe. Quand vous perdez un ami, c'est inestimable. Ce n'est pas seulement ce que l'ami a pu vous apporter sur le plan matériel, ce n'est pas cela qui compte. Cela compte, mais ce n'est pas l'essentiel.

[Traduction]

You said that Canada now enjoys a prestigious reputation with African countries and that if Canada were to do less, its image might suffer greatly. You also said that Canada has withdrawn from some parts of Africa, about two years ago, from programs in Eastern and Central Africa.

In that regard, since you are representing here the Organization of African Unity, could we consider that you received pressing demands from countries which were abandoned by Canada two years ago, for instance, Kenya, Ethiopia, Tanzania? Have these countries expressed particular demands to you for the purposes of today's presentation?

Mr. Diouf: Yes. But let me say first that representing the OAU goes a little bit beyond our mandate today. All African missions here are bilateral missions; it is between Canada and each of these countries. We structured ourselves in an informal way which we called the OAU group. It is an informal group, although it is useful to mention it, isn't it?

So, the countries that you mentioned, through their representatives, participated in the drafting of the submission we sent to you. Well before the drafting of this submission, they expressed their disappointment when they saw Canada withdrawing from their countries.

There is a paragraph in our submission which is devoted to that problem. When Canada withdrew from these countries, none of the countries involved closed their mission in Canada. That was because they hoped that Canada would come back. I think that Canada will go back.

When I said that if Canada were to withdraw, its image would suffer, it was not at all to gain some bargaining stance, but rather to tell you how disappointed the Africans would be because they expect a lot, again, from Canada. So there is no blackmail involved.

Mr. Bergeron: In that regard, your Excellency, do you think that Canada's image suffered when we withdrew? To put things clearly, is there any way we can redeem ourselves?

Mr. Diouf: I think that there was some damage done in these countries because I believe that they did not understand why Canada was withdrawing. Take a country like Ethiopia or Sudan. And what if Canada were to withdraw from Senegal!

It is difficult to define the relationship between Canada and the African countries, because Africans are very emotional, and the material aspect is not the only one in that kind of relationship. Human relationships are essential for Africans. Before we look at the tangible benefits of any human relationship, it is first from man to man, from person to person that we deal. When you lose a friend, it is an irreparable loss. What counts is not only what that friend could bring to you in tangible terms. That is important, but that is not what we consider essential.

• 1945

The Joint Chairman (Senator MacEachen): That's a good concluding comment. With your conclusion, I want to thank you for your presentation and the way you have helped with the questions. Thank you very much.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Voilà qui conclut bien votre exposé. Sur ce, je tiens à vous remercier pour votre exposé et pour la façon dont vous avez répondu à nos questions. Merci beaucoup.

Now I will call upon Ms Farlinger to make her presentation.

Ms Shirley Farlinger (Individual Presentation): First of all, I would like to say I second everything this gentleman has said. It's not the direction of my brief, but I do appreciate his comments and I understand them.

I'm a journalist working in this area of peace and conflict resolution, an area that fascinates me. Last year I studied at the European peace university in Austria under Professor Johan Galtung, who is an expert on conflict resolution. That forms the core of my remarks.

I'm also a mother of five, and concerned sometimes that they are of military age. I am the daughter of a World War I veteran and a grandmother of four. I don't apologize for having raised five children; in fact, that may be where I got started on conflict resolution.

First of all, I appreciate the opportunity the Liberal government has provided for this public review. It's a marvellous time for it. The end of the Cold War and the change of the nature of military operations make it absolutely essential that there be a thorough review of these policies.

I especially appreciate that Allan MacEachen is the chair of this, with his long experience as Secretary of State for External Affairs. His knowledge can be put to great use here, so I'm glad they're using it. My member of Parliament, Bill Graham, I see is a member of your committee but not able to be here.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): He may be here a bit later.

Ms Farlinger: Good.

It's important that the Department of Foreign Affairs take precedence over the Department of National Defence, as I believe it did in your time. Diplomacy has to guide defence, not the other way around. So I would have liked to see the hearings combined. I hope the results of the hearings will be brought together.

I have some very definite suggestions. I don't think NORAD has the same mission as it had, and it should be completely changed. NATO, which was intended to defend western Europe against the former U.S.S.R. and eastern Europe, has to change. Canada has to rethink its role, as I know it has been doing. It's a very dangerous policy to have a coalition of countries where you agree to go to the defence of any one of them if any one of them is attacked, when you're suddenly increasing the membership in NATO enormously, which is what is going on at the moment.

I also think we have to look at our defence industry productivity and our defence production sharing agreements, because they were really designed in case there was war in Europe and we needed to produce military weapons in Canada to supply the forces overseas.

[Translation]

Je vais maintenant inviter Mme Farlinger à faire son exposé.

Mme Shirley Farlinger (présentation individuelle): Tout d'abord, je tiens à dire que je suis d'accord avec tout ce que monsieur a dit. Cela n'a rien à voir avec le sujet de mon mémoire, mais je comprends tout à fait ce qu'il dit.

Je suis journaliste et je m'intéresse à la paix et au règlement des différends. C'est un domaine qui me fascine. J'ai étudié l'an dernier à l'Université européenne pour la paix, en Autriche, sous la direction du professeur Johan Galtung, qui est un expert du règlement des différends. Voilà qui situe l'essentiel de mes propos.

Je suis également mère de cinq enfants, et je m'inquiète parfois de les savoir en âge d'être appelés sous les drapeaux. Je suis la fille d'un ancien combattant de la Première Guerre mondiale et j'ai quatre petits—enfants. Je n'ai pas honte d'avoir élevé cinq enfants; c'est d'ailleurs comme ça que j'ai commencé à m'intéresser au règlement des différends.

Tout d'abord, je suis heureuse que le gouvernement libéral ait pris l'initiative de cet examen public. Le moment est parfaitement choisi. Avec la fin de la guerre froide et l'évolution de la nature des opérations militaires, il était absolument essentiel qu'on entreprenne un examen complet de toutes ces politiques.

Je suis particulièrement heureuse de voir Allan MacEachen présider cet examen, lui qui a été longtemps secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Son savoir nous sera d'une grande utilité ici, et je suis donc heureuse qu'on ait fait appel à ses services. Mon député, Bill Graham, est membre de votre comité, mais il ne pouvait être des nôtres aujourd'hui.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Il se peut qu'il vienne un peu plus tard.

Mme Farlinger: Très bien.

Il faut que le ministère des Affaires étrangères ait préséance sur le ministère de la Défense nationale, comme c'était le cas, je crois, à votre époque. La diplomatie doit orienter la défense, et non le contraire. J'aurais donc aimé que les audiences soient combinées. J'espère que les conclusions des deux comités seront examinées conjointement.

J'ai quelques suggestions très précises. Je crois que le NORAD n'a plus la même mission qu'il avait, qu'il doit être modifié du tout au tout. L'OTAN, qui a été créé pour défendre l'Europe occidentale contre l'ancienne URSS et l'Europe orientale, doit changer. Le Canada doit repenser son rôle, ce qu'il fait d'ailleurs. C'est une politique très dangereuse que d'avoir une coalition de pays qui s'entendent pour se porter à la défense de l'un d'entre eux s'il est attaqué, et d'augmenter considérablement du jour au lendemain le nombre de pays membres de l'OTAN, ce qui se fait à ce moment.

Je crois également que nous devons examiner la production de notre industrie de la défense et nos accords de partage de notre production axée sur la défense, ces accords ayant été en fait conçus pour le cas où il y aurait eu une guerre en Europe, et où il aurait fallu produire au Canada des armements pour équiper les forces à l'étranger.

We should also be looking at the weapons testing we've been doing in Canada. I don't think we should be as much a part of the build—up of military weapons around the world as we have been. I don't think we can maintain our reputation as a peacemaker and a peacekeeper if we continue to be one of the largest sellers of arms.

The public in Canada strongly supports the role of the United Nations peacekeeping forces of which Canada has been part, forces which received a Nobel Peace Prize. The Hon. Lester Pearson, who also received a Nobel Peace Prize, suggested that the blue helmets be used after a cease-fire. It's hard not to send them in now when countries around the world are asking for our help, so we have been sending them into places where they can't do the job, for several reasons—there's no cease-fire or we don't have enough of them.

• 1950

I visited Zagreb as part of my course, and I visited the UNPROFOR, the United Nations Protection Force, headquarters there. The people expect the impossible from our blue helmets. They're there to give humanitarian aid, but they're having great difficulty in doing even that.

So I'm suggesting that we should have a mediation centre permanently established so we could work on these problems over a long period and with experts that I know we have in Canada.

I talked to Ron Fisher from the University of Saskatchewan when I was in Austria. He's actively involved in this area. We have a lot of good people who could form a permanent mediation centre, as you will find the Dundas Peace Research Institute is suggesting to this body as well.

I also have a little bit of difficulty about how you decide when Canada is going to war. The last time the discussion in Parliament occurred after Canada had decided to go. I don't think you can have a democracy if you don't have a democratic discussion about this very important point.

I have several suggestions. You might have a referendum so that the possible victims of the war, the women and young people, have a chance to have their say, or you might have a secret ballot in Parliament. But at least you ought to have a discussion about it before the event and before you get caught up in the whole emotional—macho, if you like—flavour that comes up when you have to make a decision. You should make the decision now, calmly and quietly, before you get caught up in events.

The 50th anniversary of the United Nations will be in 1995, and many reforms will be suggested. I think the reforms that Pierre has suggested will be—

The Joint Chairman (Senator MacEachen): So you're playing on the same team?

Ms Farlinger: Well, yes, we certainly are.

[Traduction]

Nous devons aussi repenser les essais que nous faisons des armes au Canada. Je crois que le Canada ne doit pas participer autant qu'il l'a fait à l'édification des arsenaux qui existent dans le monde. Je crois que le Canada ne pourra conserver sa réputation sur le plan du maintien de la paix s'il reste l'un des grands marchands d'armes du monde.

Le public canadien est résolument favorable au rôle que joue le Canada au sein des forces pacificatrices des Nations Unies, à qui on a décerné le Prix Nobel de la paix. L'honorable Lester Pearson, qui a également reçu le Prix Nobel de la paix, a proposé que les casques bleus soient utilisés après un cessez-le-feu. Comme il nous est difficile actuellement de dire non aux pays qui demandent notre aide, nous les envoyons dans des endroits où ils ne sont pas en mesure de faire leur travail, et ce, pour plusieurs raisons—un cessez-le-feu n'a pas été décrété ou ils ne sont pas en nombre suffisant.

Pour mon cours, je me suis rendu à Zagreb de même qu'au quartier général de la FORPRONU, la force de protection des Nations Unies. Les gens s'attendent à l'impossible de la part de nos casques bleus. Ils sont là—bas pour fournir une aide humanitaire, mais ils ont bien du mal à s'acquitter de leur mission.

Je propose donc la création d'un centre permanent de médiation, de façon à ce que nous puissions nous attaquer à ce problème dans une perspective à long terme et avec les experts que nous avons, je n'en doute pas, au Canada.

J'ai parlé à Ron Fisher, de l'université de la Saskatchewan, lorsque j'étais en Autriche. Il travaille dans ce domaine. Nous avons un grand nombre de personnes qui pourraient contribuer à un tel centre permanent de médiation. Le Dundas Peace Research Institute vous fera la même recommandation.

Je n'aime pas trop non plus la façon dont vous décidez quand le Canada doit entrer en guerre. La dernière fois qu'il y a eu une discussion au Parlement à ce sujet, le Canada avait déjà pris la décision d'aller de l'avant. Dans une démocratie, je pense qu'une telle discussion doit avoir lieu lorsqu'un événement aussi important se produit.

J'ai plusieurs suggestions à vous faire à ce sujet. Vous pouvez tenir un référendum de façon à ce que les victimes possibles de la guerre, c'est à dire les femmes et les jeunes gens, aient l'occasion de s'exprimer, ou encore vous pouvez procéder à un vote secret au Parlement. À tout le moins, vous devez en discuter avant que la décision ne soit prise et avant que ne s'instaure cette atmosphère chargée d'émotions—le machisme, si vous voulez—qui marque toujours ces occasions. Vous devez décider calmement, avant que vous ne soyez bousculés par les événements.

Le cinquantième anniversaire des Nations Unies surviendra en 1995 et plusieurs réformes seront proposées pour l'occasion. Je pense que celles que Pierre vient d'indiquer...

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Vous faites partie de la même équipe, n'est-ce pas?

Mme Farlinger: Certainement.

I think a lot of people recognize that the Security Council as presently constituted, with tremendous powers for the nuclear powers, is a big mistake. It's very appropriate that we are making suggestions to reform the UN. Brian Urquhart, who I'm sure you know, and Erskine Childers are very active in that.

We've poured so much of our money into NATO compared to the money that's gone to the United Nations, and if we want the United Nations to be really effective we have to change our priorities there. We cannot continue to be a large part of the weapons industry globally, because this is fuelling wars. Evidently there's a glut of cheap weapons on the market, and African countries, among others, are getting caught up in that.

I'm sure the mandate behind your mandate is to reduce the national debt, because that's on everybody's mind. I have a whole list of suggestions that will help you with that: no further grants to military producers or grants to stimulate CANDU sales, as the public opposition to nuclear power is growing; no further funding for the North Warning System and reduce costs related to NATO; I question whether we really need the Defence Research Establishment Suffield, when we have a chemical weapons convention now coming into effect.

I don't think there's any dishonour in Canada's stating—and I was pleased to read in the newspaper that Canada did state as far as Haiti is concerned—that it will do everything to maintain the sanctions or to give humanitarian aid but will not be part of an invasion. That is the kind of policy I like, and I hope your review will come up with that kind of direction.

Conflict resolution is a cheaper response to war and it's now a very credible one. We saw how this worked with the PLO and the Israelis. They used Norway as a back channel or a second track to negotiate peace. We saw how former President Jimmy Carter went to North Korea and managed to diffuse the crisis there. There are many examples of conflict resolution working, but you have to put it in place. You have to have an institution, people, research, funding. You can't just do it ad hoc on each occasion.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Are you going to give us a few minutes for discussion?

Ms Farlinger: Yes, I certainly am.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): You've taken about 10 minutes.

Ms Farlinger: I'm sorry; it went so quickly.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): It did, but I'm obligated to look at my watch.

Ms Farlinger: All right. I would just like to add my final sentence. We must realize that any agreements in international trade that add to the indebtedness and impoverishment of other countries will become a root cause of war and environmental degradation.

Thank you.

[Translation]

Un grand nombre de personnes croient que le Conseil de sécurité, dans sa forme actuelle, avec les énormes pouvoirs qu'il confère aux puissances nucléaires, est une grave erreur. Nous avons donc de très bonnes raisons de proposer des réformes aux Nations Unies. Brian Urquhart, que vous connaissez sûrement, de même que Erskine Childers, sont très actifs sur ce plan.

Nous avons dépensé beaucoup d'argent pour l'OTAN, comparativement à ce que nous avons fait pour les Nations Unies. Si nous voulons que cette organisation soit vraiment efficace, nous devons modifier nos priorités en ce qui la concerne. Nous ne pouvons pas non plus continuer d'être un élément important de l'industrie mondiale des armes, parce que cette industrie alimente les guerres. Il y a un surplus d'armes peu coûteuses sur le marché, et les pays africains, entre autres, se laissent prendre.

Je suis sûre qu'un de vos mandats secondaires est de réduire la dette nationale, parce que c'est un problème dont tout le monde est conscient. J'ai toute une liste de suggestions pour vous aider à y arriver: n'accordez plus de subventions aux producteurs de matériel militaire ou encore pour stimuler les ventes de réacteurs CANDU, la population étant de plus en plus opposée au nucléaire; ne financez plus le Système d'alerte du Nord et réduisez les dépenses liées à l'OTAN; de même, nous pouvons nous demander si nous avons vraiment besoin du Centre de recherches pour la défense à Suffield, maintenant qu'une convention sur les armes chimiques est en vigueur.

Je ne pense pas non plus qu'il soit déshonorant pour le Canada d'indiquer—comme il l'a fait en ce qui concerne Haïti, ai-je appris avec le plus grand plaisir—qu'il est prêt à maintenir des sanctions et à accorder une aide humanitaire, mais qu'il ne désire pas participer à une invasion. J'appuie une telle politique, et j'espère que c'est le genre de chose que proposera votre comité.

Le règlement des conflits coûte moins cher que la guerre et il est devenu un mode d'intervention parfaitement crédible. Nous l'avons vu avec l'OLP et les Israéliens. Ils ont fait appel à la Norvège pour négocier la paix. Nous avons également constaté que l'ancien président Jimmy Carter a réussi à atténuer la crise qui existait à ce moment-là lorsqu'il s'est rendu en Corée du Nord. Beaucoup de conflits peuvent être résolus, mais il faut une base. Il faut une institution, des gens, de la recherche, des fonds. Il est impossible d'agir au coup par coup.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Allez-vous nous accorder quelques minutes pour discuter avec vous?

Mme Farlinger: Certainement.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Vous avez déjà pris environ 10 minutes.

Mme Farlinger: Je m'en excuse. Le temps passe vraiment rapidement.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Oui, mais je dois néanmoins regarder ma montre.

Mme Farlinger: Très bien. Je conclus. Nous devons comprendre que tout accord sur le commerce international qui contribuera à l'endettement et à l'appauvrissement des autres pays deviendra un motif de guerre et de dégradation de l'environnement.

Merci.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you for a very good presentation. I'm sure Senator Andreychuk has a comment excellent exposé. Je suis sûr que le sénateur Andreychuk a une or question.

Senator Andreychuk: No. I have nothing to disagree with or to

Ms Farlinger: I'm very pleased to see a woman on the panel too.

Senator Andrevchuk: Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Flis.

Mr. Flis: I'm very interested in Ms Farlinger's recommendation of a permanent mediation centre. You're right; we debate things when the conflict is on, in the emotion, heat and everything. I was involved in the House of Commons debates on the decision of whether to send Canadian troops into this conflict or not. I wonder if you would give us a few more details on Canada's participation in such a mediation centre.

[Traduction]

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci de cette observation ou une question.

La sénatrice Andreychuk: Je ne conteste rien ni ne m'interroge au sujet de quoi que ce soit.

Mme Farlinger: Je suis très heureuse de voir une femme au sein du comité.

La sénatrice Andreychuk: Merci.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Monsieur Flis.

M. Flis: J'ai été très intéressé par la recommandation de Mme Farlinger au sujet de la création d'un centre permanent de médiation. Vous avez raison. Nous discutons des conflits lorsqu'ils se présentent, dans le feu de l'action, pour ainsi dire. J'ai participé aux débats de la Chambre des communes en vue de déterminer si des troupes canadiennes devaient être engagées dans tel ou tel conflit. J'aimerais avoir plus de détails au sujet de la participation possible du Canada aux activités d'un centre de médiation comme celui que vous proposez.

• 1955

I had difficulty with your other suggestions of conflict resolutions. You want pre-decisions rather than, at the time of the conflict, sending in President Carter. Do you feel that was a decision made long before the nuclear conflict came up?

Ms Farlinger: No, I don't think the decision was made long before, but he has had this centre operating for five or ten years, I understand. The government knew this existed and that they had expertise there ready to be used.

Mr. Flis: How do you see this centre and Canada's involvement?

Ms Farlinger: I'm thinking of the centre in Norway, which was the place where the secret, if you like, negotiations between the PLO and the Israelis took place. It was important evidently that they could meet comfortably around a table without the media. They could get to know each other and they could discuss the problems with respect, one person for another. It's very difficult to do that with the media right there. That's one of the ways in which it's done.

Professor Galtung said, for instance, about the former Yugoslavia that this was going to take three or four years, and this has to include all the players-Macedonia, Kosovo, as well as Croatia and Slovenia and Bosnia-Hercegovina. He was saying that as soon as you have parcelled off one area, you've actually caused the war, because the other group wants to get its little geographic area.

I haven't managed to end any wars yet, but I hope to be invited to the negotiating table some time.

Mr. Flis: You never know.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): You're waiting for the sun, but...

J'ai du mal à vous suivre en ce qui concerne vos autres suggestions relativement au règlement des conflits. Vous voulez que les décisions soient prises d'avance, plutôt que d'envoyer quelqu'un comme le président Carter lorsque les conflits surviennent. Vous pensez que la décision avait été prise bien avant que n'éclate l'affaire des armes nucléaires?

Mme Farlinger: Non, la décision n'avait pas été prise longtemps d'avance, mais, si je comprends bien, il a un centre depuis cinq ou dix ans. Le gouvernement en connaissait l'existence et savait qu'il pouvait avoir recours à ses compétences.

M. Flis: Comment envisagez-vous ce centre dont vous parlez et la participation du Canada?

Mme Farlinger: Je songe au centre qui se trouve en Norvège et où ont eu lieu les négociations secrètes, si vous voulez, entre l'OLP et les Israéliens. Il était important que les partis puissent se sentir à l'aise autour d'une table à l'écart des médias. Ils pouvaient apprendre à mieux se connaître et discuter de leurs problèmes mutuels en se respectant. Il est très difficile de faire ce genre de chose en présence des médias. C'est donc une façon de

Le professeur Galtheim, en parlant de la situation dans l'ancienne Yougoslavie, a indiqué qu'une solution prendrait trois ou quatre ans et qu'elle devrait inclure tous les intervenants-la Macédoine, le Kosovo, la Croatie, la Slovénie et la Bosnie-Herzégovine. Selon lui, dès qu'une région quelconque se sépare, la guerre éclate parce que l'autre groupe a ses propres prétentions.

Je n'ai pas réussi à mettre fin à quelque guerre que ce soit jusqu'à présent, mais j'espère bien être invitée à la table des négociations un jour.

M. Flis: Qui sait.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Vous attendez que le soleil se montre, mais. . .

Ms Farlinger: That's correct.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): You might have been able to help out in the former Yugoslavia. Lord Owen and his partner haven't been brilliant successes, have they?

Ms Farlinger: No, they haven't.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): What does your professor say about that effort, and then the German minister who has been doing this endlessly?

Ms Farlinger: He didn't like the intervention from the outside.

What we did do when we were there was visit women's centres and peace centres. You hear absolutely nothing about them, but there are 88 in the immediate area that I have the names and addresses for, and we contacted a couple of them. This goes on, and they need support. That's where I think the conflict resolution has to begin. These people will have to live with each other eventually; other people are not always going to be there as protection.

So this is the area we need to work on. We haven't given it enough attention.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much.

Ms Farlinger: Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We thank you for your presentation, but also for the interest you are showing continuously through the activities you have described in this whole process.

From the beginning of the day—we started at 9 a.m. this morning—I certainly have been impressed with the Canadians and non-Canadians who have come before us to express their interest in these subjects. They're carrying with their message sincerity and commitment. It's been quite impressive. Thank you very much.

Professor Pratt, you're next.

Professor Cranford Pratt (Individual Presentation): Thank you very much. Any claim I might have to appear before you is strained by the fact that you've been here since 9 a.m. and it's 10 p.m. now.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We are capable of further enlightenment.

Prof. Pratt: It's a good way to start.

I decided that what claim I have to be here rests on the work I've done in particular on Canadian development assistance. Therefore, my primary concern this evening is to use my few minutes with you to put into sharp focus a centrally important choice, which as a committee you must make, between two very different recommendations about the future of CIDA, recommendations, from my understanding, that you have received from effective and powerful spokespersons.

[Translation]

Mme Farlinger: C'est juste.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Vous auriez peutêtre été utile en ce qui concerne l'ancienne Yougoslavie. Lord Ower et son partenaire n'ont pas eu tellement de succès.

Mme Farlinger: Non.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Que dit votre professeur au sujet de cet effort, et de celui du ministre allemand qu a constamment essayé d'entretenir les discussions.

Mme Farlinger: Il a vu d'un mauvais oeil les interventions de l'extérieur.

Lorsque nous sommes allés dans cette région, nous er avons profité pour visiter des centres de femmes et des centres pour la paix. Nous n'en entendons absolument pas parler, mais il y en a 88 dans la région avoisinante. J'ai les noms et les adresses de ces centres. Nous avons communiqué avec deux d'entre eux. Ces centres existent et ils ont besoin de notre aide. C'est à ce niveau que doit être amorcé le processus de règlement des conflits. Ces gens devront se côtoyer un jour ou l'autre; il n'y aura pas toujours quelqu'un pour les séparer.

avons pas prêté suffisamment attention jusqu'à présent.

Nous devons donc faire quelque chose à ce niveau. Nous n'y

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup.

Mme Farlinger: Merci.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous vous remercions de votre exposé et de votre intérêt continuel pour ce processus, qui se manifeste par les activités que vous avez décrites.

Depuis le début de la matinée—nous avons commencé à 9 heures ce matin—je suis impressionné par les Canadiens et les non-Canadiens qui ont témoigné devant nous pour exprimer leur intérêt. Leur message traduit la sincérité et l'engagement. Merci beaucoup.

Professeur Pratt, c'est à vous.

M. Cranford Pratt (professeur, présentation individuelle): Merci beaucoup. J'ai demandé à comparaître devant vous, mais je ne peux pas faire autrement que d'être conscient du fait que vous siégez depuis 9 heures ce matin et qu'il est maintenant 22 heures.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous sommes encore capables d'enrichir notre esprit.

• 2000

M. Pratt: C'est un bon départ.

J'ai conclu que mes prétentions à comparaître devant vous sont fondées sur le travail que j'ai fait en matière d'aide publique au développement. Par conséquent, ce soir, j'aimerais utiliser les quelques minutes qui me sont accordées pour mettre en relief un choix crucial que votre comité devra faire, à savoir ce qu'il recommandera au sujet de l'avenir de l'ACDI entre les deux positions qui ont été défendues par des porte-parole éloquents et efficaces.

The first option you have is to recommend that CIDA's mandate be widely defined and that the policy decisions about CIDA be fully integrated into the foreign policy decision—making process. CIDA would be a participant in that process, but given who the other players would be—Foreign Affairs, Finance, PCO, CIDA—as Margaret Catley–Carlson described CIDA in her day, a policy–taker not a policy–maker.

Much would seem to recommend this first option. There are, as the Canada 21 Council has argued before you, real advantages to having a single authority responsible for all aspects of Canada's foreign relations.

Moreover, this arrangement has always been favoured by Foreign Affairs. Indeed, it was CIDA's determined effort to acquire greater policy autonomy while nevertheless holding on to its wide mandate that generated the crisis between CIDA and what was then External Affairs early last year, which demonstrated that there was indeed a need for a new public review of Canadian aid policies. Some shrewd observers have suggested that Foreign Affairs must be conceded this dominance and control over aid policy and that the case for a substantial poverty–focused aid program must therefore be fought and won within Foreign Affairs in terms of its importance to Canada's foreign policy objectives.

It's this that brings us to a central dilemma, because past experience strongly suggests that unless CIDA's primary mandate to reach and help the poorest peoples and countries is carefully and especially safeguarded, whatever the public rhetoric, CIDA would be unable to resist the pressures, which experience has shown are irresistible, from within and from outside government to promote more immediate commercial and foreign policy objectives, resulting in the situation that your predecessor, the Winegard committee, in the very first line of its report identified as CIDA being beset by a confusion of purpose.

The second option, therefore, is to recognize the force of these pressures and to recommend a series of safeguards designed to protect the integrity of the aid program, to safeguard it from these pressures. These safeguards would include—could include—the five safeguards that were recommended by the Winegard committee but not implemented by the previous government, including in particular a legislated mandate that would bind CIDA to its primary objective.

As well—not from the Winegard report but from contemporary discussion—there are several other possible safeguards that are frequently being suggested. These include, first, a recommendation—which I think came from the North—South Institute—that aid should not be given to middle—and upper—income developing countries. A second additional safeguard is that a substantial portion of Canadian aid be earmarked for sustainable human development activities. The third is that programs that are primarily motivated by foreign policy or commercial objectives be moved out of CIDA to produce a leaner CIDA, more fully focused on its humanitarian mandate.

[Traduction]

Votre première option est de recommander que le mandat de l'ACDI soit élargi et que les décisions politiques la concernant soient intégrées au processus décisionnel en matière de politique étrangère. L'ACDI serait partie à ce processus mais, compte tenu des autres intervenants—les Affaires étrangères, le ministère des Finances, le Bureau du conseil privé—elle deviendrait un exécutant plutôt qu'un artisan des décisions politiques, comme l'avait qualifiée Margaret Catley—Carlson à son époque.

De nombreux facteurs pourraient vous pousser à recommander cette première option. Le Conseil Canada 21 vous a expliqué comme il serait avantageux que tous les aspects des relations étrangères du Canada n'incombent qu'à une seule autorité.

En outre, c'est cet arrangement qu'a toujours préconisé le ministère des Affaires étrangères. D'ailleurs, c'est la volonté de l'ACDI d'acquérir une plus grande autonomie politique tout en conservant un mandat élargi qui a provoqué la crise qui a éclaté entre l'ACDI et ce qu'on appelait à l'époque le ministère des Affaires extérieures au début de l'an dernier. Cela a prouvé qu'il était nécessaire de passer en revue la politique d'aide du Canada. Certains observateurs perspicaces on suggéré de concéder au ministère des Affaires étrangères le contrôle de la politique d'aide et que c'est au sein même du ministère des Affaires étrangères qu'on doit déterminer si le programme d'aide doit être axé sur la pauvreté dans le cadre des objectifs de politique étrangère du Canada.

Cela nous amène au coeur du dilemme. L'expérience nous montre clairement que si on ne protège pas avec soin le mandat premier de l'ACDI d'aider les pays et les peuples les plus pauvres, quel que soit le discours populaire, l'ACDI ne pourra résister aux pressions qui, comme l'expérience le prouve, s'exercent autant de l'intérieur que de l'extérieur du gouvernement et visent la poursuite d'objectifs commerciaux plus immédiats en matière de politique étrangère. Voilà pourquoi le comité qui vous a précédé, le comité Winegard, a dit à la première ligne de son rapport que l'ACDI ne savait plus quelle était sa raison d'être.

Par conséquent, la deuxième option, c'est de reconnaître la puissance de ces pressions et de recommander une série de mesures visant à protéger l'intégrité du programme d'aide contre ces pressions. Ces mesures incluraient—ou pourraient inclure—les cinq qui ont été recommandés par le comité Winegard mais qui n'ont pas été mises en oeuvre par le gouvernement précédent, y compris et plus particulièrement un mandat prévu par une loi qui lierait l'ACDI à son objectif premier.

En outre, il découle non pas du rapport Winegard mais de la discussion actuelle plusieurs autres mesures, incluant, premièrement, la recommandation qui a été faite par l'institut Nord-Sud, je crois, selon laquelle aucune aide ne devra être accordée aux pays en développement dont les revenus sont moyens ou supérieurs. Deuxièmement, une partie importante de l'aide canadienne devrait être réservée aux activités de développement humain et durable. Troisièmement, les programmes visant des objectifs de politique étrangère ou commerciaux ne devraient plus incomber à l'ACDI; il en résulterait une ACDI dégraissée qui pourrait enfin se concentrer sur son mandat humanitaire.

[Translation]

2005

After a fair amount of agonizing, because I see the force of the arguments for the first option, my own preference, born out of a detailed study of the great difficulties that CIDA faced in seeking to protect itself from the sorts of pressures to which substantial concessions were made, is the second option.

But if it were to be chosen by the committee and the committee then recommended a series of safeguards to ensure the humanitarian focus of Canadian aid policies, then if I may be so bold as to offer advice, it will be necessary to find a way to convince Foreign Affairs and International Trade that these safeguards are not undesirable intrusions that undermine their authority and the principles of cabinet government but are in fact in the long term intrusive Canadian foreign policy. Indeed, if the department and the minister are not so convinced, then whatever the safeguards recommended, and even possibly if accepted and introduced, they would not have the consequences that you would hope to obtain from them.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Professor Pratt, for your presentation. Now we have an opportunity for dialogue and questions.

I want to welcome to the panel Mr. Gauthier, MP, who is the joint chairman of the overall committee. I am chairing a panel. We have broken up into panels in order to do more work. That explains why Mr. Gauthier is not at the table. He comes to the table only when we're sitting in a more powerful and prestigious setting.

Prof. Pratt: Mind you, this is the Mandarin Room, isn't it?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): That was an interesting presentation, and it follows on a discussion that in a sense we were having amongst ourselves at dinnertime on CIDA and how it ought to be dealt with and what the issues were between commercial and humanitarian considerations.

Senator Andreychuk has the floor.

Senator Andreychuk: Not having had the benefit of your dinnertime discussions, perhaps I'll repeat some of it. I was interested in the way you have focused on two options for CIDA. I'm inclined to agree with you that the first option is the most difficult, due to, I think, the tensions of programming, and certainly exacerbated in the bureaucracy. In a time of cut-backs you tend to give a department a cut-back mandate, and on the one hand you have a pressure for aid and a crisis in a particular country, so you give it a bit of aid, but more particularly you have commercial pressures, so you get the trade. That's exacerbated when you have conflicting ministers responsible for the same area, and from time to time they have their own difficulties in cooperating and coordinating their work, because they're each trying to fulfil their own niche.

My question is this, then. If you go to the second option you still have all those pressures; you simply have a barrier between CIDA and these other competing interests. Just as has happened in the past, wouldn't the time and energy be focused

Après avoir longtemps hésité, parce que je comprends bien ce qui justifie la première option, j'ai opté pour la seconde après une étude détaillée des difficultés énormes que connaît l'ACDI à se protéger contre toutes sortes de pressions qui s'exercent et qui la poussent à faire des compromis importants.

Si le comité optait pour cette option et qu'il recommandait des mesures visant à axer les programmes d'aide du Canada sur des objectifs humanitaires, si je peux me permettre d'offrir un conseil au comité, je lui dirais qu'il lui faudrait convaincre le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international que ces mesures de protection ne constituent pas une intrusion indue minant son pouvoir et les principes du gouvernement par cabinet, mais qu'elles sont à long terme un reflet d'une politique étrangère interventionniste à long terme. Si le ministère et le ministre n'en sont pas convaincus, quelles que soient les mesures qu'on recommande et peu importe qu'elles soient acceptées et mises en oeuvre, elles n'auront jamais les effets escomptés.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur Pratt, de votre exposé. Nous aurons maintenant l'occasion de vous poser des questions et de dialoguer avec vous.

J'aimerais souhaiter la bienvenue à M. Gauthier, député, le coprésident du comité plénier. Je préside ce sous-comité-ci. Nous avons divisé notre comité en petits groupes pour accomplir davantage et c'est pourquoi M. Gauthier ne siège pas avec nous. Il n'est présent que lorsque nous siégeons dans des endroits prestigieux.

M. Pratt: N'est-il pas vrai que nous sommes dans la salle des mandarins?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Vous nous avez présenté un exposé très intéressant qui fait suite, en quelque sorte, à une discussion que nous avons eue pendant le dîner sur l'ACDI, sur la façon dont on devrait considérer l'ACDI et sur les considérations humanitaires et commerciales.

Vous avez la parole, sénatrice Andreychuk.

La sénatrice Andreychuk: Je n'ai malheureusement pas participé à cette discussion que vous avez eue pendant le dîner; j'en répéterai peut-être des bouts. J'ai trouvé très intéressant que vous ayez concentré les enjeux de l'ACDI en deux options. J'ai tendance à dire comme vous que la première option est la plus difficile en raison des tensions qui s'exercent au sein des programmes et qui sont exacerbées par la bureaucratie. En période de compressions budgétaires, on donne souvent au ministère des mandats réduits. D'une part, des pressions s'exercent pour que nous aidions un pays particulier et lui accordions de l'aide en période de crise, et c'est ce que nous faisons; d'autre part, des pressions commerciales s'exercent qui nous poussent à accroître nos échanges commerciaux. Cette situation s'aggrave lorsque les ministres compétents ont des opinions divergentes ou ont du mal à collaborer et à coordonner leurs efforts parce qu'ils tentent, chacun de leur côté, de réaliser leurs propres objectifs.

Voici donc ma question. Si nous adoptons la deuxième option, ces pressions s'exerceront encore; nous aurons seulement érigé une barrière entre l'ACDI et ceux dont les intérêts sont divergents. Comme dans le passé, ne consacrerait-

just as much on the competing interests? In other words, there would still be the tensions between CIDA, trade, and other programs in Foreign Affairs vying for the limited dollars, the spotlight, the attention in particular areas of international foreign policy.

The Winegard report proved that you can't just take out CIDA, say safeguards, and then think it will work. It didn't. If you're going to propose the second option, then what additional advice can you give to have it work, other than simply identifying that there is a problem and saying separate it?

Prof. Pratt: It has not been tried, and you're wise to warn us that it mightn't work, but a CIDA that was determined to stick to its primary mandate would be in a much stronger position to do that if safeguards of the sort that Winegard had recommended and others have now supplemented... For one thing, there would be a legislated mandate, and the president of CIDA could point to the mandate and say to the Canadian Export Association, I'm terribly sorry but that's outside our mandate.

• 2010

Another point would be that if the recommendation to have a leaner, more focused CIDA is accepted, with CIDA shedding a range of its activities—which can be, I think, fairly identified as primarily concerned with a trade promotion or with foreign policy objectives—it would be easier and I think possible for CIDA effectively to argue that all these activities might be transferred to the Export Development Corporation or a new trade promotion agency that might be created. CIDA wouldn't need to be the recipient of these pressures, because those activities would have been moved out of its jurisdiction into the jurisdiction of another section of government.

There's one component that in my brief notes I didn't mention, though I developed the argument in the brief. It's not accurate, at least in my understanding, to see the dilemmas that CIDA faced simply in terms of a CIDA committed centrally and totally to its humanitarian focus being brow-beaten by lobbies and brow-beaten by more powerful sectors within the government to bend and divert its policies. What also happened, in my view, for reasons that I think are understandable, is that in order to maintain its institutional autonomy, in order to protect itself from pressures from industry-promotion sectors of government or from foreign affairs, CIDA incorporated these values and these policies and made them its own. To protect itself from those pressures, CIDA embraced these objectives. So you get CIDA itself opting for decisions that can't be explained in terms of CIDA being bullied by Foreign Affairs to do it.

For example, when economies had to be made in 1992 in the Africa program, the decision to drop the poorest countries, some of which Canada had close and long historical associations with, in favour of maintaining the program in countries that were commercially of more interest to Canada, was a CIDA decision. That's an illustration of the fact that CIDA had incorporated these policy preferences into its own criteria in order to protect itself from pressures that would otherwise be overwhelming.

[Traduction]

on pas beaucoup de temps et d'énergie à tenir compte de ces intérêts divergents? Autrement dit, il y aurait encore des tensions entre l'ACDI, les programmes d'échanges commerciaux et les autres programmes des Affaires étrangères rivalisant pour se voir attribuer des ressources limitées, le rôle vedette et l'attention dans des secteurs particuliers de la politique étrangère.

Le rapport Winegard a prouvé qu'on ne peut mettre l'ACDI à part, parler de garanties et penser que tout ira bien. Ça n'a pas marché. Si vous préconisez la deuxième option, quels conseils supplémentaires pourriez—vous formuler pour en assurer le succès au lieu simplement de reconnaître qu'un problème se pose et dire que l'ACDI doit avoir un mandat distinct?

M. Pratt: On n'a pas encore tenté cette expérience et vous avez raison de nous prévenir contre un éventuel échec, mais si l'ACDI était déterminée à s'en tenir à son mandat premier, elle serait en bien meilleure position d'exécuter ce mandat si des garanties comme celles recommandées dans le rapport Winegard et qui ont été complétées par d'autres. Ainsi, le mandat de l'ACDI serait prévu par la loi de sorte que le président pourrait invoquer son mandat pour dire à l'Association des exportateurs canadiens: «Je suis désolé, mais cela n'est pas de notre compétence».

Par ailleurs, si on accepte comme on l'a recommandé, de dégraisser et de mieux focaliser l'ACDI celle-ci devrait abandonner toute une gamme d'activités—surtout celles relatives aux échanges commerciaux et aux objectifs de politique étrangère—et il serait alors possible et même facile pour l'ACDI de demander le transfert de toutes ces activités à la société pour l'expansion des exportations ou une nouvelle organisation de promotion des échanges commerciaux. Dès lors, l'ACDI ne subirait plus ces pressions puisque ces activités ne lui incomberaient plus.

Il y a un élément que j'ai omis dans mes remarques mais qui figure dans mon mémoire. À mon avis, il n'est pas exact de croire que le dilemme de l'ACDI, c'est de remplir ses engagements humanitaires tout en se voyant forcé de modifier ses positions par des lobbyistes et des secteurs plus puissants du gouvernement qui l'intimident. J'estime que, pour des raisons compréhensibles, pour maintenir son autonomie institutionnelle, pour se protéger contre ces pressions qu'exerçaient les secteurs de promotion industrielle du gouvernement et le ministère des Affaires étrangères, l'ACDI a fait sienne les valeurs et les principes de ces autres organisations. Pour se protéger contre ces pressions, l'ACDI a adhéré à ces objectifs. Ce qui fait que l'ACDI prend des décisions qu'elle ne peut expliquer et qu'elle ne peut prétendre avoir prise sous la pression du ministère des Affaires étrangères.

Ainsi, lorsqu'il a fallu réaliser des économies en 1992 dans le programme de l'Afrique, on a décidé d'abandonner les pays les plus pauvres, dont certains comptaient parmi ceux avec lesquels le Canada avait toujours eu une association étroite et historique. On a préféré maintenir le programme dans les pays présentant un intérêt commercial pour le Canada; c'est l'ACDI qui a pris cette décision. Cela prouve que l'ACDI a intégré ces préférences politiques à ses propres critères en vue de se protéger contre des pressions qui, autrement, seraient insupportables.

Were the changes that we've suggested—which I have just suggested and others have been putting to you in more substantial briefs—to be introduced, there would be the possibility for a return by CIDA to its older ethos with a clear, much more focused commitment on what is in any case by itself an enormously difficult job, the promotion and development in the poorest countries.

Senator Andreychuk: Certainly the United Nations is plagued by this. You can set up a very small agency that is very focused, but it tends to enlarge its sphere of influence rather than be disciplined, as you say, and focused. That has always been the dilemma of work in an area. You start saying that it is development assistance, but then is women's development, is poverty, is food distribution part of development? I have sat in rooms where we have argued where environment starts and where development ends, where human rights starts and where assistance ends. I don't see that this would be overcome by a solution of focusing CIDA, unless you put in some other safeguards or some other incentives, shall I say, for a different modality or attitude.

• 2015

Prof. Pratt: All of the examples—and they are good ones that you have just given of disputes or discussions that would continue are genuine aid issues, so there would be a great deal still to be resolved in this more focused CIDA, But at least you wouldn't have also the issue, which has been a central preoccupation of the south Asia program, of finding within the Thailand society or the Indonesian society links of commercial sectors to commercial sectors in Canada so that when the aid program ends there will be the basis, for foreign policy reasons, of a close rapport. All the specific issues you have mentioned would still be open to debate and for resolution by an aid agency. That's what they should be concerned about.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): It is the minister who is able to resolve these difficulties. I mean, under the law the Minister of Foreign Affairs has overall responsibility for CIDA. I guess I don't understand why the minister cannot perform that integrating role. He is the Minister of Foreign Affairs and the minister responsible to Parliament for CIDA. Mind you, there is a Secretary of State who operates under delegated authority, unless the world has changed from the early 1980s. Anyway, that's a new element that I don't want you to begin to discuss, because our time on this sector is about up.

Prof. Pratt: Just one word on the point you've made. Having been the minister, you are in a much better position to answer your own question.

The evidence is that there have been ministers who did not play this role. If you think of what happened after the Winegard report, the extent to which many of its key recommendations either were not implemented or were implemented only minimally-

[Translation]

Si on mettait en oeuvre les changements que j'ai proposés et que d'autres ont recommandé dans des mémoires plus substantiels. l'ACDI pourrait reprendre son ancien caractère avec un engagement beaucoup plus clair, beaucoup plus précis, à savoir la promotion et le développement des pays les plus pauvres, ce qui constitue déjà en soi une tâche des plus difficiles.

La sénatrice Andreychuk: L'ONU connaît les mêmes problèmes. Vous pouvez mettre sur pied une petite organisation bien concentrée, mais elle aura toujours tendance à agrandir son domaine d'influence plutôt qu'à s'astreindre à une discipline. Ce dilemme a toujours existé dans ce domaine. Vous commencez par parler d'aide au développement, mais est-ce que le développement des femmes, la pauvreté, la distribution de nourriture font partie du développement? J'ai participé à des discussions sur ce qui relève de l'environnement et ce qui relève du développement, ce qui relève des droits de la personne et ce qui relève de l'aide. Même si vous focalisez mieux le mandat de l'ACDI. vous ne réglerez pas ce problème à moins d'inclure certaines autres garanties ou certains autres incitatifs qui mèneront à une attitude différente.

M. Pratt: Vous venez de donner d'excellents exemples de discussions ou de differends qui se poursuivront puisqu'elles portent sur des enjeux véritables de l'aide au développement. Même si l'ACDI concentrait ses activités, bon nombre d'autres questions resteraient à résoudre. Mais du moins, nous n'aurions plus, comme cela a été le cas pour le programme de l'Asie du Sud, à trouver au sein de la société thaïlandaise ou indonésienne des secteurs commerciaux pouvant établir des liens avec le Canada pour que des rapports étroits continuent d'exister même à la fin du programme d'aide. Toutes les questions que vous avez soulevées continueront de faire l'objet de débats et devront être réglées par l'organisme d'aide. Cela devrait certes être l'un de se sujets de préoccupation.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): C'est le ministre qui peut régler ces difficultés. En vertu de la loi, le ministre des Affaires étrangères est responsable de l'ACDI. Je ne vois pas pourquoi il ne pourrait pas s'acquitter de ce rôle de coordination puisque c'est lui le ministère des Affaires étrangères et, à ce titre, c'est lui qui rend compte de l'ACDI au Parlement. Il délégue aussi des pouvoirs au Secrétaire d'état, à moins que cela n'ait changé depuis le début des années 1980. Quoiqu'il en soit, c'est un nouvel élément dont je ne veux pas qu'on se mette à discuter parce que nous n'avons pas le temps de le faire.

M. Pratt: À ce sujet, j'aimerais ajouter quelque chose. Vous avez été ministre et, à ce titre, vous êtes mieux en mesure de répondre à votre propre question.

Toutefois, il a été prouvé que certains ministres n'ont pas joué ce rôle. Si vous pensez à ce qui s'est passé après le dépôt du rapport Winegard, aux recommandations-clés qui n'ont pas été mises en oeuvre ou qui ne l'ont été qu'au minimum. . .

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I would presume that happened because the Minister of Foreign Affairs and the government said, no, we're not going to implement these recommendations. I would take it that when CIDA decided to delete the poorest countries in Africa it received policy guidance for the Minister of Foreign Affairs. I make those assumptions; I haven't researched the matter.

Prof. Pratt: What I think is at issue is whether the normal procedures are sufficient to ensure that the longer-term considerations that distil out of reviews such as the Winegard committee or your committee—to make them last.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): In other words, to protect CIDA from the minister?

Prof. Pratt: Well, more than the minister. It's also, with fairness, to protect the minister from—

The Joint Chairman (Senator MacEachen): The Canadian Exporters' Association.

Prof. Pratt: —the Canadian Exporters' Association. The circle is closed.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Okay. Thank you very much for your very interesting presentation.

Prof. Pratt: Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We have another witness, Adrienne Clarkson, who has agreed to come and give us some advice on, hopefully, the field of culture. We had hoped to have her earlier, and we are pleased that she has come tonight.

Welcome. You have the floor.

Mme Adrienne Clarkson (présentation individuelle): Merci, monsieur le président. Je tiens à vous remercier beaucoup pour m'avoir invitée au moins deux fois à comparaître devant le Comité. Mon horaire m'a empêchée de comparaître les deux dernières fois, mais cette fois-ci, je suis ravie de le faire.

• 2020

Lorsque je pense à notre politique étrangère vis-à-vis la culture ou vis-à-vis n'importe quoi, la chose la plus importante pour nous comme Canadiens c'est de ne pas se leurrer d'illusions. Nous avons fait cela souvent car nous avons cette idée fixe que nous sommes les gentils bonshommes du monde, que nous sommes ceux qui vont aider les autres, que nous sommes ceux qui sont toujours appelés pour les guerres des autres et que, par la suite, nous sommes toujours ceux qui peuvent aller dans les pays sous-développés où en voie de développement, que nous sommes méprisés parce que nous sommes d'une culture qui a deux langues, et parce que nous ne sommes pas aussi grands que les Américains, que nous ne sommes pas Britanniques non plus, et que nous sommes des ex-colonisés, etc..

Avec tout cela, il est possible de tomber dans une espèce de leurre. Je pense qu'il nous faut trouver ce qui est notre voie à nous et ce qui nous a manqué. Nous devons toujours définir notre caractère et notre identité. On parle toujours et souvent de notre manque d'identité. On utilise le manque d'identité comme une espèce d'excuse pour ne pas aller dans la voie de l'action.

[Traduction]

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je présume que ça s'est passé ainsi parce que le ministre des Affaires étrangères et le gouvernement ont refusé de mettre en oeuvre ces recommandations. Je présume que, lorsque l'ACDI a décidé d'abandonner les pays les plus pauvres d'Afrique, elle suivait les lignes directrices du ministre des Affaires étrangères. Ce ne sont cependant que des hypothèses de ma part; je n'ai pas fait de recherches sur le sujet.

M. Pratt: En fait, il faut se demander si les procédures normales suffisent à garantir que les considérations à long terme qui découlent d'examens tel que celui qu'a mené Winegard ou le vôtre portent fruit.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): En d'autres termes, comment peut-on protéger l'ACDI du ministre?

M. Pratt: Eh bien, pas seulement du ministre. En toute justice, il faut aussi protéger le ministre de...

Le coprésident (le sénateur MacEachen): L'Association des exportateurs canadiens.

M. Pratt: . . .de l'Association des exportateurs canadiens. La boucle est bouclée.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): D'accord. Merci beaucoup de votre excellent exposé.

M. Pratt: Merci.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous accueillons un autre témoin, Adrienne Clarkson, qui a bien voulu venir nous donner des conseils sur, je l'espère, la culture. Nous avions espéré l'accueillir plus tôt, mais nous sommes ravis de l'accueillir ce soir.

Bienvenue. La parole est à vous.

Ms Adrienne Clarkson (Individual Presentation): Thank you, Mr. Chairman. I want to thank you very much for inviting me twice to appear before your committee. Unfortunately, my schedule didn't allow me to appear those two previous times, but tonight, I'm happy to be here.

In terms of our foreign policy with respect to culture or anything else, our most single concern as Canadians should be not to delude ourselves. We have often done so because of some kind of obsession that we are the nice people in the world, those who will help others, because we are always asked to get involved in the wars of other countries and afterwards we are always those who go and help under-developed or developing countries. We have the notion that we are despised by others because we have a bilingual culture and that we are not as big as the Americans, we are not British either, we are a former colony, etc..

All of that may mislead us in a way. I think we have to find our own path and what we have missed. We should always define our character and our identity. We keep hearing about our lack of identity. It is used as a kind of excuse to refrain from acting.

Nous avons une identité extraordinaire. Chaque fois que je rentre de l'extérieur du pays, et je voyage énormément dans le monde, je suis frappée par l'image que nous donnons maintenant. C'est une image qui a changé énormément depuis mon arrivée comme immigrant réfugié, alors que j'avais trois ans, car, à ce monent-là, le pays était tout blanc, tout couvert de neige. Quatre-vingt-dix-neuf p. 100 de la population était de race blanche. Maintenant, quand on descent de l'avion et qu'on prend le métro pour aller à Islington Station et, ensuite celui pour aller en ville, surtout si on souffre du décalage horaire, on regarde autour de soi et on se demande: où sommes-nous?

Right away, when you're in that subway and you look around at those people, you think what country am I in, where am I, who am I? We know we're different but we don't know how to express that difference, and that's where I want to begin, with our feelings about what we are as a country.

We're always too hung up, it seems to me, on the fact that we have a certain tradition, that we have... Well, let's talk about culture and break it up into the three parts. There's culture, first of all, that is basically a lifestyle, all the habits we have in common, how we go to school, where we eat, what we eat. Then there's culture that is really a shared history of memory and of customs, and that's the historical part. Then the third part of culture is what we create as a people.

In all those three, as I've said, we must not fall into any illusions about what we are. For instance, frequently we allow ourselves in English-speaking Canada to be called "English", when of course we're not English. Even those people who are called English are mostly Celtic. We have allowed ourselves to fall into that abyss of being categorized and categorizable. We should not allow that to happen, then, in the exterior of the country.

I'm going to speak to you from the basis of two experiences I have had professionally, the first as agent general for Ontario in France, a job that didn't exist until I went there—and I did it for five years, from 1982 to 1987—and the second in my present position. I'm doing a program on culture, which I think is unique certainly at the CBC, in the anglophone network, but also pretty unique in North America because of the way it covers culture and what it considers culture to be. I consider culture to be the three things I talk about and not just covering ballets and installation art.

The problem I had when I went to Paris was that I could see immediately that we were still in the post-colonial situation, and we frequently are, because Canada is represented in France usually by French Canadians, and the delegation of Quebec is there. The French just love it. They love to see French Canadians after other French Canadians, because then they can place themselves. They love it.

I developed a psychological theory when I was there. France was the mother-in-law, Quebec was the wife, and English-speaking Canada was the husband. They never really got on, because it had been an arranged marriage and the arranged marriage had been sort of a shotgun marriage. They had had children and they had built up something together. It had never been a love match, but they had a lot of interests in common. Every so often—every year or so—the wife would say, I've had

[Translation]

We have a very unusual identity. Every time I come back from abroad, and I travel a lot, I am struck by the image of Canada abroad. That image has changed radically since I arrived as a refugee immigrant when I was three years old, for at the time the country was all white, covered with snow; 99% of the people were white. Nowadays, when you get off the plane and take the subway to Islington station and then to go downtown, especially when you still feel the effects of jet lag, you look around yourselves, and wonder actually where you are?

Dès qu'on est dans ce métro et qu'on regarde autour de soi, on se dit: dans quel pays suis—je, où suis—je, qui suis—je? On sait qu'on est différent mais on ne sait pas exprimer cette différence, et c'est par là que je veux commencer, par la perception que nous avons de notre pays.

J'ai l'impression que nous hésitons toujours à dire que nous avons une certaine tradition, que nous avons... Parlons donc de culture et divisons—la en trois parties. Il y a tout d'abord la culture en tant que mode de vie, les habitudes que nous avons en commun, le mode de scolarisation, ce que nous mangeons, où nous mangeons. Ensuite, il y a la culture qui est en fait celle de notre histoire et de nos coutumes, et c'est l'aspect historique. Enfin, il y a la culture que nous créons en tant que peuple.

Dans ces trois domaines, je le répète, il ne faut pas nous faire d'illusions. Par exemple, nous acceptons souvent dans le Canada anglophone d'être appelés des «Anglais», alors qu'évidemment nous ne sommes pas Anglais. Même les gens qui s'appellent des Anglais sont pour la plupart des Celtes. Nous nous sommes laissés entraîner dans le piège de la catégorisation. Il ne faudrait pas laisser la même chose se produire à l'extérieur du pays.

Je vais vous parler d'après deux expériences que j'ai eues sur le plan professionnel, la première en tant qu'agent général de l'Ontario en France, un poste qui n'existait pas avant que j'y aille—et j'ai exercé ces fonctions pendant cinq ans, de 1982 à 1987—et la deuxième dans le cadre de mes fonctions actuelles. Je réalise une émission sur la culture qui est certainement unique au réseau anglais de Radio-Canada, mais probablement aussi assez unique en Amérique du Nord compte tenu de la façon dont nous abordons la culture et nous la considérons. Nous présentons la culture comme la combinaison des trois éléments dont je viens de vous parler, et pas seulement le ballet et les arts.

Le problème que j'ai eu quand je suis allée à Paris, c'est que je me suis tout de suite rendu compte que nous y étions toujours en situation post-coloniale, et c'est souvent le cas, parce que le Canada est généralement représenté en France par des Canadiens français, et qu'il y a là-bas la délégation canadienne française. Les Français adorent cela. Ils adorent rencontrer des Canadiens français parce qu'ils peuvent alors se situer. Ils adorent cela.

J'ai mis au point une théorie psychologique quand j'étais làbas. La France est la belle-mère, le Québec la femme et le Canada anglophone le mari. Ils ne se sont jamais entendus car il s'agissait d'un mariage arrangé et forcé. Ils ont eu des enfants et ils ont construit quelque chose ensemble. Cela n'a jamais été le grand amour, mais ils avaient beaucoup d'intérêts en commun. De temps à autre, tous les ans, la femme disait: j'en ai assez de cette vie, je ne suis pas heureuse, tu ne me

enough of this; I'm not happy; you don't understand me; you don't comprends pas, tu ne me laisses pas vivre ma vie, je ne suis pas give me my own life; I'm not happy and I want to go away. Where heureuse et je veux partir. Où cela? Je veux retourner chez ma mère. are you going to go? Well, I'm going to go to my mother. That's La France. France.

Only, France was never really interested. Where was France for 200 years? Even when the wife was interested in going back, there wasn't any "back" to go to.

That's the basic illusion in Franco-Canadian relations. There really has never been, or wasn't, a great interest on the part of France for Quebec. What saved Quebec was her own institutions, her own culture, her own language, the strength of her families, the strength of her artists, the strengths of everything, and of course a good infusion of other Celtic blood, which also wanted to make it there. It basically never had a feeding from France for about 200 years, and then suddenly France. . . Of all the countries that I certainly know, France has the most—I shall put it kindly—enlightened self-interest vis-à-vis its foreign policy. When it saw that its self-interest was served by rendu compte qu'une certaine attitude vis-à-vis du Québec pouvait certain attitudes towards Ouebec, it would use them.

2025

To go back to my husband/wife/mother-in-law analogy, the wife suddenly says, I'm going to leave, I'm going to leave. And the mother-in-law is quite happy to have her, but what is she going to do with her? Now into this kind of psycho-drama of the attitudes—it's very interesting because the roles are always played out-comes a kind of element which says: But we're not iust linked like this; we have other things. We have people who are not split just along linguistic lines. We also had for a number of years a biculturalism-bilingualism policy. We have all these Indian and Chinese and Polish and Ukrainian children learning French from immersion classes.

In my current staff at the CBC I have nine young women and men under 35, who have little children. I took a poll among them about a year ago and found that 80% of their children go to French immersion schools. None of them has a drop of French Canadian blood as far as I know, but they all want them to learn French. They all want them to be part of what they conceive in their minds as Canada.

What I'm saying is that we don't really project this image abroad. When you leave this country and you go abroad and you try to find news about it, you read about somebody who has been in a motorcycle accident who is, unfortunately, a member of Parliament; you read occasionally about what's going to happen in the election in Ouebec. But you never read about what we really are like, and we are compared—unfavourably, in my mind—to the Scandinavians and what they do.

The Scandinavians are the people I think we should be related to and linked to, because we are northern peoples. We should not play into the role of wanting to be like either of the former colonial powers, the French or the British. We're not like them. We've changed as a population, and it's unrealistic to be part of that. What we should really be doing is trying to find what that relationship is in the north.

[Traduction]

Le problème, c'est que cela n'a jamais vraiment intéressé la France. Où a été la France pendant 200 ans? Même quand la femme était prête à repartir, la mère n'était pas là pour l'accueillir.

Voilà l'illusion fondamentale des relations canadiennes. La France ne s'est jamais vraiment intéressé au Québec. Ce qui a sauvé le Québec, ce sont ses propres institutions, sa culture, sa langue, la force de ses familles, la force de ses artistes, toutes ces forces et naturellement une bonne dose de sang celte qu'on y retrouve aussi. La France ne s'y est jamais vraiment intéressé pendant environ 200 ans, et tout d'un coup la France... De tous les pays que je connais, c'est la France qui, pour dire les choses gentiment, se soucie le plus de son propre intérêt dans sa politique étrangère. Quand elle s'est servir ses intérêts, elle y a eu recours.

Pour en revenir à ma comparaison avec le trio mari-femmebelle-mère, la femme dit tout d'un coup: je vais partir, je m'en vais. La belle-mère est très heureuse de l'accueillir, mais que va-t-elle en faire? Dans ce genre de psycho-drame d'attitudesc'est très intéressant parce qu'on joue toujours des rôlesintervient alors une constatation: mais nous ne sommes pas seulement liés de cette façon, nous avons autre chose. Nous avons dans notre population des gens qui ne sont pas séparés seulement en fonction de distinctions linguistiques. Nous avons depuis des années une politique de biculturalisme et de bilinguisme. Nous avons des quantités d'enfants Indiens, Chinois, Polonais et Ukrainiens qui apprennent le français en classe d'immersion.

Parmi mes assistants à Radio-Canada, j'ai neuf jeunes hommes et femmes de moins de 35 ans qui ont de jeunes enfants. J'ai fait un petit sondage parmi eux il y a environ un an et j'ai constaté que 80 p. 100 de leurs enfants étaient en classes d'immersion en français. Aucun d'eux n'a une goutte de sang canadien français à ma connaissance, mais ils veulent tous que leurs enfants apprennent le français. Ils veulent tous qu'ils fassent partie de ce qui dans leur esprit constitue le Canada.

Ce que je veux dire, c'est que nous ne projetons pas vraiment cette image à l'étranger. Quand vous êtes à l'étranger, si vous lisez les journaux pour savoir ce qui se passe au Canada, vous allez apprendre qu'il y a eu un accident de moto dont la victime était malheureusement un député; vous allez éventuellement entendre parler des élections qui vont avoir lieu au Québec. Mais vous n'avez jamais entendre parler de ce que nous sommes vraiment, et on nous compare - défavorablement je crois - aux Scandinaves.

Je crois que nous devrions être liés aux Scandinaves car nous sommes des peuples nordiques. Nous avons tort de vouloir nous identifier à la population des anciennes puissances coloniales, les Français et les Anglais. Nous sommes différents d'eux. Notre population a évolué, c'est une illusion de vouloir nous identifier à ces pays. Nous devrions plutôt essayer d'approfondir ce rapport avec les pays nordiques.

Part of a misunderstanding of ourselves is to think of ourselves as lesser Europeans, not that the third option isn't very vital. I think the link to Europe is extremely important and I think we should build it up, but with a different attitude, not the attitude that we used to be British or we used to be "French"—although when or how that is I don't really know, because we're so evolved and different from what that is that I don't think we can now say that's what we used to be. I think that's one of the most important things.

Therefore, I would try to reorient our role not just by the way we behave in bilateral actions but in our agencies. As for cultural agencies like the CBC that sell programs abroad, I would market them in such a way that our vision of ourselves was perfectly clear to other people.

En espérant avoir une réalité culturelle, on changera ce qui est la fiction politique et les deux sont choses différentes. Il faut quand même se souvenir que nous avons une réalité à nous et que nous sommes le seul pays au monde dont les deux langues officielles sont les grandes langues du monde et, de plus, nous avons une population multiculturelle. L'Île Maurice est le seul pays qui nous ressemble car les autres pays bilingues n'ont pas deux langues mondiales. En Belgique, on parle le flamand mais ce n'est pas une langue mondiale. En Afrique du Sud c'est la même chose. De tous les pays où il y a du bilinguisme, nous sommes le seul grand pays, avec une population de 26 millions, qui possède les deux langues.

With this multicultural element, which on the one hand can help us understand what the rest of the world is like, I see us withdrawing from the kind of Canada that even when we were small—white and covered with snow, as I remember it in my youth—We had a better idea then of what we would do for other people. We did not charge our university students who came from foreign countries enormously more than we did our own.

• 2030

I went to a university, a college, filled with people from Ghana, from the West Indies—the elite of those countries. And they went back—Unfortunately, we drained a lot of their brains too, but a lot of them went back to become finance ministers in their countries.

We had a role to play in that way. We've withdrawn from that, to a great extent, to become more and more selfish, pulling up the rope that saved us. Most of us, practically all of us—

I've just been reading a book about the clearances of Scotland, because I've just been in Edinburgh for the festival. I did the Bonnie Prince Charlie Trail up to Inverness—and post—Culloden, and then the clearances.

[Translation]

Le malentendu de la conception que nous avons de nousmêmes vient de ce que nous nous considérons comme des souseuropéens, ce qui ne signifie pas que la troisième option ne soit pas d'une extrême importance. Je pense que le lien avec l'Europe est extrêmement important et qu'il faut le consolider, mais en adoptant une attitude différence, en cessant de considérer que nous étions auparavant des Britannique ou des Français, et je me demande d'ailleurs quand nous l'avons été parce que nous avons tellement évolué et nous sommes tellement différents que je ne vois vraiment peu le rapport. Je crois que c'est l'un des points les plus importants.

Je voudrais donc réorienter notre rôle non pas dans le cadre de nos interventions bilatérales, mais par le biais de nos organismes. Dans le cas d'organismes culturels comme Radio—Canada qui vendent des émissions à l'étranger, je commercialiserais ces émissions de façon à ce que la vision que nous avons de nous—mêmes soit parfaitement claire pour les autres.

By reaching for our cultural identity, we will change a political fiction, and both things are different. Let us not forget that we have our own reality and that we are the only country in the world with the two great languages of the world as official languages and also we have a multicultural population. Mauritins Island is the only comparable country as other bilingual countries do not have world languages. In Belgium, they speak Flemish, but it is not a world language. Ditto for South Africa. Of all the bilingual countries, we are the only great country, with a population of 26 million, with those two languages.

Compte tenu de cet élément multiculturel, qui d'un certain côté peut nous permettre de comprendre mieux le reste du monde, je crois que nous nous éloignons du genre de Canada dont je me souviens à l'époque de mon enfance, à un pays blanc tout couvert de neige... Nous avions une meilleure idée à l'époque de ce que nous pouvions faire pour autrui. Nous ne faisions pas payer à nos étudiants universitaires étrangers des frais tellement plus élevés qu'à nos propres étudiants.

Je suis allé à l'université, à un collège rempli de gens du Ghana, des Antilles—l'élite de ces pays. Ils sont repartis... Malheureusement, nous avons aussi drainé une bonne partie d'entre eux, mais beaucoup d'entre eux sont retournés dans leur pays pour y devenir ministres des Finances.

Nous avions un rôle à jouer à cet égard. Nous nous en sommes beaucoup écartés, pour devenir de plus en plus égoïstes et tirer les ficelles qui nous avaient sauvés. La plupart d'entre nous, presque tous...

Je viens de lire un livre sur les clearances d'Écosse, lorsque je suis allé au festival d'Édimbourg. J'ai suivi le Bonnie Prince Charlie Trail jusqu'à Inverness. . . et passé Culloden, et ensuite la région des clearances.

Most people came to this country because they really didn't have a choice, one way or the other. We should not have the illusion that we are here as a country of choice, necessarily. But we're here, and we have to do the best with what we have. And we've done a stunning amount. It's been wonderful. We must carry that on; but we must be realistic about what that history has taught us.

If we don't look back on our history and understand it, then we're just going to stumble through the present. We need a Braille map for the future. There is no way we can continue to lurch around and think we are something we never were. We have to be very certain we know what we are. Then we'll be able to play our role in the circumpolar nations, a very big role, which we already have in the European Community, of education, being pioneers in education and second languages for people.

The movement of populations in the world today—Instead of saying, oh, my God, the immigrants are coming, we have to say that is the pattern of the world: immigration, movement of populations. Canada is best placed, because when people get here they have to make an effort to live here because the climate's so awful. They really have to say, all right, we want to be here. The institutions are very stable. We don't have a South American situation.

I have no illusions about human nature. If we hadn't had British parliamentary democracy and the Magna Carta and English common law, we would be just like Argentina, because Argentina is very similar to us. It's a big, rich, agricultural country. The Spaniards went there and they eradicated the natives, just as we would have eradicated them if we'd had a chance. They eradicated the natives, and then they said, here we are in this big, fat country; we deserve this country; we created this country; it's ours; we can do whatever we like. But they never had a tradition of the kind of law we have and the kind of democracy we have. And democracy—

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I was going to suggest to you we might have some discussion. What you've been saying is most interesting and pertinent to our consideration, but in light of the time, maybe we could have some discussion and some questions, if that's agreeable.

Ms Clarkson: Very.

Mr. Graham (Rosedale): It is a challenge for us to find what our identity is. Would you tell us what your vision of our identity is? Of course in a multicultural nation of our own, this is something we're all struggling with. Maybe this committee, by helping to define Canadian foreign policy, to some extent will be defining some of our domestic selves as we see ourselves reflected in the world of which we're more and more an integrated part. I agree with you it's very important, but because of the complexity of our modern society, we have great difficulty in coming to a universally accepted definition of what we are.

[Traduction]

La plupart des gens qui sont venus au Canada n'avaient pas le choix. Ne nous faisons pas d'illusions, les gens sont venus ici par nécessité. Mais nous sommes là, et il faut que nous fassions du mieux possible avec ce que nous avons. Et ce que nous avons fait est absolument époustouflant. C'est extraordinaire. Nous devons poursuivre cela, mais sans nous faire d'illusions sur les enseignements de l'histoire.

Si nous ne nous penchons pas sur notre histoire pour la comprendre, nous allons rater notre passage dans le présent. Nous avons besoin d'une carte en braille pour l'avenir. Nous ne pouvons pas continuer à patauger en nous prenant pour des gens que nous n'avons jamais été. Il faut absolument que nous sachions qui nous sommes. Nous pourrons alors jouer notre rôle au sein des nations circumpolaires, un rôle très important, que nous avons déjà au sein de la communauté européenne, un rôle d'enseignement, de pionnier en matière d'éducation et de secondes langues.

Les déplacements de population dans le monde contemporain... Au lieu de pousser des cris de terreur à la vue des immigrants qui arrivent, il faut au contraire reconnaître que c'est une tendance mondiale: l'immigration, les déplacements de population. Le Canada est le mieux placé, car si les gens viennent ici, ils sont obligés de faire un effort parce que le climat est épouvantable. Il faut vraiment qu'ils décident de rester ici. Nous avons des institutions très stables. Notre situation n'a rien à voir avec celle de l'Amérique du Sud.

Je ne me fais pas d'illusion sur la nature humaine. Si nous n'avions pas une démocratie parlementaire britannique et la Magna Carta et le common law anglais, nous en serions au même point de l'Argentine, car l'Argentine nous ressemble beaucoup. C'est un grand pays agricole riche. Les Espagnols y sont arrivés et ont exterminé les autochtones comme nous l'aurions fait nous-mêmes si nous avions pu. Ils ont exterminé les autochtones et ils ont dit qu'ils prenaient possession de ce grand pays prospère, et qu'ils pouvaient en faire ce qu'ils voulaient. Mais ils n'ont jamais eu de tradition du droit comme la nôtre ni de démocratie comme la nôtre. Et la démocratie...

Le coprésident (le sénateur MacEachen): J'allais vous dire que nous pourrions en discuter. Ce que vous venez de nous dire est très intéressant et pertinent, mais comme l'heure tourne, nous pourrions peut-être passer à la discussion si vous le voulez bien.

Mme Clarkson: Tout à fait.

M. Graham (Rosedale): Définir notre propre identité, c'est un véritable défi. Pourriez-vous nous dire comment vous voyez notre identité? Naturellement, c'est une question avec laquelle nous nous battons tous dans des pays multiculturels comme le nôtre. Peut-être que notre comité, en contribuant à définir la politique étrangère du Canada, contribuera aussi dans une certaine mesure à définir ce que nous sommes aux yeux d'un monde dont nous sommes de plus en plus partie intégrante. Je reconnais que c'est très important, mais étant donné la complexité de notre société moderne, il nous est très difficile de trouver une définition universellement acceptée de ce que nous sommes.

You've thrown in the notion of the circumpolar nature. I wonder if you could build on that for us a bit, saying how you see that creating a specific Canadian identity that weaves our Chinese, French, Canadian, and other identities together.

Ms Clarkson: It's a cliché that climate creates character for countries, but certainly climate creates all the characters of the northern countries. It's not an accident that most of the northern countries developed social policies that were, shall we say, more liberal and generous than southern countries did, because everybody in a northern country knows at some point they might be standing outside and it will be 40 below and they'll have to knock on a door and somebody will have to let them in.

• 2035

There's this basic feeling that you cannot totally survive on your own. In the warmer countries you can. You can lie under a tree somewhere. You can go drop into the sea. You can fish. You cannot live alone singularly, by yourself, in a northern country. This is very important to think of. Apart from the fact that we have the Inuit and the native peoples, that is the thing that can link us with the other nations.

Also, there is a distinct identity with Scandinavians, with the northern peoples, because their social democracy is along the same route as ours has been. I certainly think the aboriginal thing is very important. The top of the world is really important. Just looking at our globe and our thinking on how that's going to be managed is very important. A lot of our problems of sovereignty in the north, about whether the Americans charge through or not, would be solved by that. Since we are all little nations, it would be helpful that we don't always have to be put in the position of having to stand up to the Americans and wave our flag, etc.

The Americans have never invaded us, except for twice, because they found that after those two times they didn't have to. We just gave ourselves up to them anyway, and they don't have the responsibility of taking us over. They have us. They exploit us totally as they want to. We're their thing. So, basically, they don't have to attack us.

However, we still feel that we have this kind of independence and that we should manifest it. The best way to manifest it is with other people who are our size whom we understand. That's why the circumpolar thing appeals to me. It also is a way for us.

I'm always interested in self-interest in this way. I've lived too long in France not to know it or understand it. I always look at what is the self-interest in something. The self-interest here is that it gives us a way of understanding and dealing with, in a just, logical, and geographical way, the aboriginal peoples of the north.

Mr. Gauthier (Ottawa—Vanier): Madam Clarkson, you alluded in your remarks to CBC programming, and you said that you would market the CBC in a different way. Are we talking of marketing the programs or just the international services, or what are you talking about here?

[Translation]

Vous avez évoqué la question circumpolaire. Pourriez-vous développer un peu cela et nous dire en quoi cette nature circumpolaire peut contribuer à créer une identité canadienne unissant nos identités chinoise, française, canadienne et autres.

Mme Clarkson: C'est un cliché de dire que le climat définit le caractère des pays, mais il est certain que le climat crée le caractère des pays nordiques. Ce n'est pas par accident que la plupart des pays nordiques ont élaboré des mesures sociales qui étaient, disons plus libérales et plus généreuses que celles des pays du Sud, parce que tout le monde dans un pays nordique sait qu'un jour ou l'autre il va se trouver dehors par moins 40° et qu'il va bien être obligé de frapper à la porte de quelqu'un, qui devra le laisser entrer.

2000

Il existe un sentiment fondamental selon lequel on ne peut pas vraiment survivre seul. Dans les pays plus chauds c'est possible. On peut se coucher sous un arbre quelque part. On peut aller à la mer. On peut pêcher. On ne peut pas vivre seul dans un pays nordique. Il est très important de ne pas l'oublier. À part le fait, que nous avons les Inuit et les autochtones, c'est ce qui peut nous relier aux autres nations.

En outre, nous avons une identité distincte avec les Scandinaves, les peuples nordiques, car leur démocratie sociale suit la même voie que la nôtre. Je suis certainement convaincue que la dimension autochtone est très importante. Le sommet du monde est vraiment important. Il est vraiment important de nous demander comment nous allons gérer notre planète. Cela résoudrait une bonne partie de nos problèmes de souveraineté dans le nord, quant à la possibilité d'une invasion américaine. Puisque nous sommes tous de petits pays, il serait utile de ne pas être constamment être obligés de résister aux Américains et brandir notre drapeau, etc.

Sauf à deux reprises, les Américains ne nous ont jamais envahis, car ils se sont alors aperçus qu'ils n'avaient pas à le faire. Nous nous sommes tout simplement livrés à eux, ils n'ont pas eu à nous conquérir. Ils nous ont déjà. Ils nous exploitent totalement comme ils le veulent. Nous leur appartenons. Il est donc essentiellement inutile pour eux de nous attaquer.

Quoi qu'il en soit, nous avons tout de même l'impression d'être en quelque sorte indépendants et que nous devrions manifester cette indépendance. La meilleure façon de la manifester est de le faire avec d'autres peuples de notre taille et que nous comprenons. C'est pourquoi l'idée d'une conférence circumpolaire me plaît. C'est également pour nous une façon de manifester notre indépendance.

Ce genre d'intérêt personnel compte toujours pour moi. J'ai vécu trop longtemps en France pour ne pas le connaître ou le comprendre. Je tiens toujours compte de l'intérêt personnel dans quelque chose. L'intérêt personnel ici c'est que cela nous permet de comprendre d'une façon juste, logique et géographique les peuples autochtones du nord.

M. Gauthier (Ottawa—Vanier): Madame Clarkson, dans vos observations, vous avez fait allusion à la programmation de Radio—Canada et vous avez dit que vous la commercialiseriez d'une façon différente. Voulez—vous parler de la commercialisation des programmes ou tout simplement des services internationaux? De quoi voulez—vous parler?

Ms Clarkson: To me, the free market and capitalism are not synonymous with organized cannibalism. As far as I'm concerned, we can really have a market for television programs. I'm involved with a number of organizations where we sell programs to each other for very little money. All the English-speaking networks exchange. . . almost give them to each other for very little money, a minuscule fraction of what they cost.

CBC is now going to broadcast a lot of our programs by satellite, and my program happens to be one that will be sent by satellite to whoever wants to buy a dish for \$699 and put it on their windowsill in the fall. That's going to be done through a cooperative between Power Corporation and CBC. Whether there's going to be a market for that will be something I will be very interested in seeing, because we provide very interesting television made relatively inexpensively, compared to American costs for these things, and it will be interesting to see if they bring us back—both the audiences, which is one way of saying the product is wanted, and the dollars.

We also have the traditional markets for our programs, where we simply go out and sell our programs to Thailand, Finland, Taiwan, etc. All of those countries are always open for our programs. Again, we can't sell them for very much.

M. Gauthier: La Francophonie a un réseau qui s'appelle TV5. Vous le connaissez?

Mme Clarkson: Oui.

M. Gauthier: C'est un réseau de télévision qui rejoint la France, pourrait pas faire la même chose, puisqu'on a une identité commune whether the Commonwealth could do something similar? dans le Commonwealth?

2040

Mme Clarkson: Je serais ravie si le Commonwealth pouvait faire la même chose. Pour moi, le Commonwealth, que je n'ai pas mentionné, et même avec tout ce que j'ai dit au sujet du multiculturalisme, est très important pour notre avenir. Les traditions que nous partageons avec le reste du Commonwealth sont très importantes. Je crois qu'un réseau desservant le Commonwealth think it would be fabulous to have a network that would serve serait merveilleux.

C'est pour cela que lorsque je vois des choses comme les Jeux du Commonwealth, je ne pense pas que c'est vieillot; ce n'est pas vétuste, ce n'est pas désuet. C'est quelque chose de très important. Pour notre avenir, je crois que si nous avions un genre de correspondance avec tous ces pays, nous serions le leader car nous sommes le pays le plus riche du Commonwealth, sauf pour la Grande-Bretagne.

Cependant, il ne faut pas se leurrer d'illusions non plus en ce qui a trait à la Grande-Bretagne. Ils ne s'intéressent pas au Commonwealth. C'est la Reine qui s'intéresse au Commonwealth.

M. Gauthier: Comme d'ailleurs pour la Francophonie.

Mme Clarkson: Mais pas le gouvernement.

[Traduction]

Mme Clarkson: Pour moi, marché libre et capitalisme ne sont pas synonymes de cannibalisme organisé. À mon avis, nous pouvons vraiment trouver un marché pour nos émissions de télévision. Je travaille avec un certain nombre d'organismes qui se vendent mutuellement des émissions de télévision à un prix vraiment très bas. Tous les réseaux anglophones échangent leurs émissions pour presque rien, pour une fraction minuscule de leur coût.

Radio-Canada va maintenant télédiffuser bon nombre de ces émissions par satellite, et il se trouve que mon émission sera transmise par satellite à quiconque veut acheter une antenne parabolique pour 699\$ et l'installer sur le rebord de sa fenêtre à l'automne. Il s'agit d'un projet conjoint de la Power Corporation et de la société Radio-Canada. Il sera très intéressant de voir s'il y aura un marché pour ce genre de choses car nous offrons des émissions de télévision très intéressante à un coût relativement peu élevé par rapport aux émissions américaines; il sera intéressant de voir si elles nous rapporteront de l'argent, ainsi que des audiences, ce qui est une façon de dire que le produit est en demande.

Nous avons en outre des marchés traditionnels pour nos émissions, c'est-à-dire que nous allons tout simplement vendre ces émissions en Thaïlande, en Finlande, à Taïwan, etc. Tous ces pays sont toujours prêts à acheter nos émissions. Encore une fois, nous ne pouvons les vendre très cher.

Mr. Gauthier: The Francophonie has a network known as TV5. Do you know this network?

Ms Clarkson: Yes.

M. Gauthier: This is a network linking France, Belgium, la Belgique, les pays africains francophones, le Canada et le Québec. francophone African countries, Canada and Quebec. Since we have Je me demande si, au niveau international, le Commonwealth ne a common identity with the Commonwealth, I was wondering

> Ms Clarkson: I would be delighted if the Commonwealth could do the same thing. As far as I am concerned, the Commonwealth which I have not mentioned, in spite of everything I said on multiculturalism, is very important for our future. The traditions that we share with the rest of the Commonwealth are very important. I Commonwealth countries.

> That is why I don't consider things like the Commonwealth Games as being outdated. It is not old fashioned or outmoded or outdated. It is something very important. For our future, I think that if we had some kind of correspondence with all those countries, we would be the leader because we are the richest country in the Commonwealth, except for Great Britain.

> However, we should not kid ourselves as far as Great Britain is concerned. They are not interested in the Commonwealth. It is the Queen who is interested in the Commonwealth.

> Mr. Gauthier: It is the same thing for the Francophonie, for that matter

Ms Clarkson: But not for the government.

M. Gauthier: Comme d'ailleurs la France s'intéresse très peu à la Francophonie, même si elle en parle beaucoup.

Mme Clarkson: Oui.

M. Gauthier: Demandez à un Français de vous définir la Françophonie; il n'est pas capable!

Mme Clarkson: Vous avez raison, monsieur le président.

M. Gauthier: Ils n'ont aucune idée de ce que cela veut dire.

Mme Clarkson: C'est vrai.

M. Gauthier: Il faut être Canadien pour le savoir.

Mme Clarkson: Oui, c'est cela. Cependant, en dépit de tout ce que nous faisons dans la Francophonie, il ne faut pas oublier que nous avons fait des choses vraiment pas très intelligentes. En 1985, lorsque j'étais à Paris, notre premier ministre était l'invité de l'Académie française. Les Canadiens ont alors offert 400 000\$ pour l'attribution d'un prix littéraire de la Francophonie. Nous avons fourni l'argent. Personne du Canada n'a encore gagné ce prix au cours des années. Il a été attribué à des Africains, des Antillais, des Français, mais pas à des Canadiens. Nous sommes traités comme des petits...

Donc, là, sous la coupole de l'Académie française—pas nous, mais nous avons regardé cela à la télévision—notre premier ministre était là, béat, et les Français lui ont dit: «Alors, en votre honneur, comme Canadien, on va mettre un mot dans le dictionnaire.» Ils en étaient à la lettre f à ce moment—là. Ils ont dit: «Nous allons mettre un mot dans le dictionnaire en l'honneur du Canada.» Le mot: «forestier».

We're always hewers of wood and drawers of water, and always will be. In the dictionary *de l'Académie française*, it's inscribed that we are hewers of wood and drawers of water. We are forest people.

That's the other illusion that I want us to be taken away from. We're not that new a country. Everybody who comes here has come from some tradition or other which they bring with them as part of their visible or psychic baggage. They have, in the wonderful words of Malcolm Ross, who was at Dalhousie until he retired, "the impossible sum of our traditions". We all have them. It doesn't matter whether we're Québécois de vieille souche ou pure laine, if you prefer, or if you came recently from Uttar Pradesh, or if you came 40 years ago from Hong Kong. It doesn't matter, because you have brought something with you.

We have all kinds of cultural traditions. It's just a matter of meshing them together and putting them forward in a way that makes some sense, and not living in a kind of a past ideal or an image of something that has never really existed. That's what I really object to. I think it's not realistic, and I don't think it is going to serve us domestically.

Foreign policy is inextricably linked to domestic policy. There isn't such a thing as what you do abroad and what you do at home and they're not linked. It's just like personality. You are not schizophrenic. That's an unhealthy personality if you are one thing abroad and another thing at home. You've got to be completely what Erik Erickson calls an ego-integral person, one thing presented the whole way around.

[Translation]

Mr. Gauthier: Just like France, for that matter, is not very much interested in the Francophonie, even though it talks about it a lot.

Ms Clarkson: Yes.

Mr. Gauthier: Just ask a French man to define what is the Francophonie; he won't be able to!

Ms Clarkson: You are right, Mr. Chairman.

Mr. Gauthier: They have no idea of what it means.

Ms Clarkson: It is true.

Mr. Gauthier: One has to be Canadian to know that.

Ms Clarkson: Yes, that's right. However, in spite of everything we do within the Francophonie, let us not forget that we have done things that were not very smart. In 1985, when I was in Paris, our Prime Minister was a guest of the Académie française. Canadians then offered \$400,000 for a literary award of the Francophonie. We provided the money. So far no Canadian has ever received this award. It has been awarded to African writers, Caribbean writers, French writers, but not to Canadian writers. We are being treated like small. . .

We watched it all on television—our Prime Minister was there, complacent, when the Académie française told him: "Therefore, in your honour, as a Canadian, we are going to add a word in the dictionary." They were then up to the letter "f", so they said: "We are going to add a word in the dictionary in the honour of Canada." The word: "forestier".

On nous considère toujours comme des «coupeurs de bois et des puiseurs d'eau», et ce sera toujours le cas. Dans le dictionnaire de l'Académie française, on a inscrit que nous étions des forestiers. Nous sommes des forestiers.

Voilà l'autre illusion que je veux que nous perdions. Nous ne sommes pas un pays neuf. Tous ceux qui arrivent ici apportent avec eux une tradition ou une autre qui fait partie d'un bagage visible ou psychique. Ils ont la somme impossible de nos traditions, comme l'a si bien dit Malcolm Ross, qui était à Dalhousie jusqu'à ce qu'il prenne sa retraite. Nous les avons toutes. Peu importe que nous soyons Québécois de vieille souche ou «pure laine», si vous préférez, ou si vous venez d'arriver tout récemment d'Uttar Pradesh, ou si vous êtes arrivés il y a 40 ans de Hong Kong. Cela n'a pas d'importance, car vous avez apporté quelque chose avec vous.

Nous avons toutes sortes de traditions culturelles. Il s'agit tout simplement de les intégrer les unes aux autres et de les présenter d'une façon qui soit logique, et de ne pas vivre avec une sorte d'idéal passé ou d'une image de quelque chose qui n'a jamais vraiment existé. Voilà ce à quoi je m'oppose vraiment. Je pense que ce n'est pas réaliste et je ne pense pas que cela nous sera utile ici au pays.

La politique étrangère est inextricablement liée à la politique intérieure. Ce que l'on fait à l'étranger est toujours lié à ce que l'on fait ici au pays. C'est comme la personnalité. On n'est pas schizophrène. Ce serait avoir une personnalité malsaine que d'être une chose à l'étranger et autre chose ici au pays. Il faut être tout à fait ce qu'Éric Erickson appelle une personne égo-intégrale, une même personne peu importe sous quel angle elle se présente.

If we do good abroad—and in that sense I say the wisest—if we are able to do the right things through CIDA... And I'm no expert on CIDA so I can't answer questions on that, but if our aid projects work, they will work because the kinds of Canadians who do them are also educated in such a way at home that public service and wanting to go and manage a well in deepest, darkest Niger for several years are the sorts of thing they really want to do.

• 2045

That should be part of the whole way in which we look at ourselves, so that our aid projects, or any agencies that we have to use, will not be saying, "Let's just use unemployed people to do this", or "Let's use old machinery that we can't use in our companies", or whatever. It's not that. Let's see how what we do abroad is actually a reflection of what we can be at home ourselves, what we can be as a people. If we are going to teach languages abroad, what does that mean for the way in which we teach them down at that school at Spadina Crescent here in Toronto, where 95% of the kids are non-white and nobody at home speaks a word of English?

That's the reality of Canada today. How do we keep that together? We have to keep it together by being certain of our institutions, and also by making sure that the people who represent us abroad, or who head those agencies, or who have those ideas, have an idea about what they really want to do, as opposed to structural things, as opposed to things that don't have a deep meaning. There is such a thing as meaning, even in public life.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I've found that.

Ms Clarkson: I'm sure you did, Senator. It was evident.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I note your comments about the many identities that exist in Canada. There is no doubt about it. Newfoundland has an identity. In my province, my part of Nova Scotia, which is Cape Breton, has an identity. It has a cultural life. It has a vivacity that has been even more evident in recent years. It's not dying out; it's flourishing.

That's also happening in New Brunswick in my part of the country. I don't know the west as well, but there is such cultural dynamism, not only when you talk about the creators, the elites, but there is a very strong bottom, and it is expressed not in a uniform way throughout the country. That in itself is a major value.

Ms Clarkson: Yes, it is.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): You ask how do we mesh it, and that thought came to me too. How do we get out of all that a single organizing principle that, in a sense, says to the world that we have created a culture here that is quite distinctive and has certain strengths? How do we get it across?

[Traduction]

Si nous faisons du bien à l'étranger—et je veux parler ici de ce qui est le plus sage de faire—si nous pouvons faire de bonnes choses par l'intermédiaire de l'ACDI... Et je ne suis pas experte en ce qui concerne l'ACDI, de sorte que je ne peux répondre à des questions à ce sujet, mais si nous avons du succès avec nos projets d'aide, c'est parce que les Canadiens qui en sont chargés sont éduqués de telle façon ici au pays que le service public et vouloir aller gérer un puits au coeur du Niger pendant plusieurs années est le genre de choses qu'ils veulent vraiment faire.

Ça devrait faire partie de l'image totale que nous avons de nous-mêmes, de sorte que nos projets d'aide, ou les organismes que nous devons utiliser, ne diront pas: «utilisons simplement des chômeurs pour ce genre se choses», ou «utilisons de la vieille machinerie que nous ne pouvons utiliser dans nos entreprises», ou que sais-je encore. Ce n'est pas cela. Voyons comment nous pouvons faire à l'étranger ce qui reflète vraiment ce que nous faisons ici au pays, ce que notre peuple est capable de faire. Si nous voulons enseigner une langue à l'étranger, qu'est-ce que cela signifie pour ce qui est de la façon dont nous enseignons les langues à l'école du Croissant Spadina ici à Toronto, où 95 p. 100 des enfants ne sont pas de race blanche et aucun d'entre eux ne parlent un mot d'anglais à la maison?

C'est la réalité du Canada aujourd'hui. Comment concilier tout cela? Nous devons le faire en étant certain de nos institutions, et en nous assurant également que les gens qui nous représentent à l'étranger ou qui sont à la tête de ces organismes, ou ceux qui ont des idées, savent ce qu'ils veulent vraiment faire, par opposition aux choses structurelles, qui n'ont pas de signification profonde. Il est important d'avoir un sens, une signification, même dans la vie publique.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je l'ai constaté.

Mme Clarkson: J'en suis certaine, monsieur le sénateur. C'était évident.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je remarque vos observations au sujet des nombreuses identités qui existent au Canada. Il n'en fait aucun doute. Terre-Neuve a une identité. Dans ma province, ma région de la Nouvelle-Écosse qui est celle du Cap Breton, a une identité. Elle a une vivacité qui est devenue encore plus évidente ces demières années. Elle n'est pas en train de dépérir; elle est florissante.

C'est ce qui se passe également au Nouveau—Brunswick dans mon coin de pays. Je ne connais pas l'Ouest aussi bien, mais il y a un tel dynamisme culturel, non seulement lorsqu'on parle des créateurs, de l'élite, mais il y a une base très solide, et elle s'exprime d'une façon qui n'est pas uniforme dans tout le pays. Il s'agit là en soi d'une valeur importante.

Mme Clarkson: Oui, c'est vrai.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Vous demandez comment nous concilions tout cela, et j'y ai pensé moi aussi. Comment faire sortir de tout cela un seul principe d'organisation qui, en un sens, dit au monde que nous avons créé une culture ici qui est très distincte et qui a certains points forts? Comment pouvons-nous faire passer ce message?

Ms Clarkson: I think we get it across in a number of ways.

I have done a program this year on Scottish dancing, which I think you will be interested in, Senator. I was sold on the idea by somebody who came rushing into my office and saying *The Guinness Book of Records* people were going to write up Scottish dancing in SkyDome this summer as being the largest number of Scottish dancers ever to be under one roof. Indeed, that was so. But the Scottish dancers who were there were not Scottish. There were very few Scottish people. In fact, the Scottish dancers from Toronto, who were overwhelmingly the ones we saw a lot of, from Scarborough and so on, were Chinese, Japanese, and every imaginable thing you can imagine, just because they like Scottish dancing. This is something that people don't imagine about Canada, that you can leap cultural barriers.

This was even evident in the Expo '67 film that Chris Chapman did about Ontario, called A Place to Stand and a Place to Grow, where the Maxwell Highland Games were shown and the champion was a little Chinese girl of 11. It's been going on for a long time. We've had that cross—pollination a long time with things, and we're going to have more and more of it.

There's a whole series of young Indian film—makers in Toronto who are making films and doing traditional Indian things in the context of how they learned them in Canada. People who didn't speak to each other or weren't connected in India are connected here, and are thrown together here, because this is neutral territory. But there is a danger of it being neutral for long. You want it to start making something different.

• 2050

When we send things abroad, it's very important culturally. I was in the position of doing this, supporting certain things abroad. When I was in Ontario I had a cultural program, and because I had no money whatsoever—because it wasn't considered important; I had \$17,000 worth of program money per year—what I had to do was to go out to get Air Canada to support bringing things, so we would have free transport. Then I actually got the French to pay for certain things. But they would never pay for the National Ballet of Canada or the Toronto Symphony; what they will pay for is things that are really interesting to them. So that's what you have to go for—things they can't condescend to you about.

You must never send anything to those countries that they can do better or do just as well. The best you can hope to get in the criticisms in *The Times* or in *Le Monde* is "they do *Swan Lake* almost as well as we do"; or "the young ballet company of Canada is quite lively in its production of *Don Quixote*". But they will never patronize something like Robert Desrosiers' *The Blue Snake* or Gilles Maheu's Carbone 14 company's *Le Dortoir*, because they don't do anything like it, really. They do not have a 500–year tradition of it.

[Translation]

Mme Clarkson: Je pense que nous pouvons faire passer le message de plusieurs façons.

J'ai fait une émission cette année sur la danse écossaise qui, je pense, vous intéressera, monsieur le sénateur. J'ai été emballée par cette idée lorsque quelqu'un s'est précipité dans mon bureau en disant qu'on écrirait dans le Livre Guinness des records que cet été, on réunirait dans le SkyDome le plus grand nombre de danseurs écossais ayant jamais dansé sous un même toit. Ce fut effectivement le cas. Mais les danseurs écossais qui étaient là n'étaient pas Écossais. Il y avait très peu d'Écossais parmi eux. En fait, les danseurs écossais de Toronto, de Scarborough et autres, que nous avons énormément vus, étaient Chinois, Japonais, et tout ce que l'on peut imaginer. Ce sont tout simplement des gens qui aiment la danse écossaise. Les gens ne s'imaginent pas qu'au Canada, il est possible de surmonter de tels obstacles culturels.

Cela a été évident dans le film sur Expo 67 que Chris Chapman a fait sur l'Ontario, film intitulé A Place to Stand and a Place to Grow, dans lequel on montrait les Jeux Maxwell Highland et dont la championne était une petite chinoise de 11 ans. C'est ainsi depuis longtemps. Cette pollinisation croisée existe depuis longtemps, et elle prendra de l'ampleur.

Il y a toute une série de jeunes cinéastes indiens à Toronto qui font des films et qui font des choses indiennes traditionnelles dans le contexte de la façon dont il les ont apprises au Canada. Des gens qui ne se parlaient pas ou qui n'avaient pas de rapports entre eux en Inde ont des rapports entre eux ici, car ils sont en territoire neutre. Mais il y un danger lorsque le territoire est neutre pendant trop longtemps. On veut commencer à faire quelque chose de différent.

Lorsque nous envoyons quelque chose à l'étranger, c'est très important sur le plan culturel. J'ai pu appuyer certaines choses à l'étranger. Lorsque j'étais en Ontario j'avais une émission culturelle, et étant donné que je n'avais pas d'argent—parce qu'elle était considérée sans importance; j'avais un budget annuel de 17 000\$ pour mon émission—il m'a fallu aller demander de l'aide à Air Canada, pour obtenir du transport gratuit. En fait, j'ai même réussi à faire payer certaines choses aux Français. Mais ils n'auraient jamais payé pour le Ballet national du Canada ou pour l'Orchestre symphonique de Toronto; ils paient pour quelque chose qui les intéresse vraiment. Voilà donc ce qu'il faut rechercher: des choses pour lesquelles ils ne peuvent se montrer condescendants à votre égard.

Vous ne devez jamais envoyer quoi que ce soit dans ces pays qu'ils peuvent faire mieux ou tout aussi bien. Le mieux que l'on puisse espérer de la part des critiques dans *The Times* ou *Le Monde*, c'est qu'ils disent que votre interprétation du *Lac des* cygnes est presque aussi bonne que la nôtre; ou encore que la jeune compagnie de ballet canadienne donne une interprétation assez percutante de *Don Quichotte*. Mais ils ne traiteront jamais avec condescendance quelque chose comme *The Blue Snake* de Robert Desrosiers ou *Le Dortoir* de Gilles Maheu's Carbone 14 company's, car ils ne font rien du genre. Ce n'est pas quelque chose qu'ils font depuis 500 ans.

You have to surprise all the time. That's where we can attack, because we can surprise people. But institutionally people are so timid about surprising, because we are not developing the kind of people in our foreign service who can take those risks. In bureaucracy, there are very few people who take risks. People in small businesses take risks, people in show business take risks, circus performers take risks, but not FSO2s.

Mr. Gauthier: One thing that has perplexed me all my life is the duality of this country going on and unknown to each other doing all kinds of things, amazing things. I happen to be an Ontarian by birth who speaks French as his maternal language. I was raised in that milieu. I happen to know that my English-speaking friends, if I mention Félix Leclerc, Gilles Vigneault, Le Cirque du Soleil, Charles Dutoit, if I mention a whole series of artists I know well... Céline Dion... Maybe Céline Dion, because she's becoming a little more international now and she's been marketed by Sony and she does a lot of singing in English Canada.

On the other side, the Quebec side, the French-speaking side, I find... I have just come back from the east. I was at the Festival Acadien in Moncton. It was a great show put on by Acadians. I was amazed. Some 10,000 people were there, singing along with the people who were on that stage. I didn't know the words, but they sure as hell knew them.

Why is it that Canadians don't know each other better? Is it your fault, because you don't tell them? Or is it because —

Ms Clarkson: Oh, I do tell them. About 30% of my program comes out of what I call ''the francophonie''.

Mr. Gauthier: I don't mean your fault; I mean the media's.

Ms Clarkson: Well, yes, I think the media is at fault, because they do not cover anything they can't do quickly and in English. Don't start me on problems with the media, because I save that for dealing with each other. But that is a great problem of not understanding, unless people make a cross—over, as the Roch Voisines or the Céline Dions have. But we really have a big job to do in trying to understand the culture, the total culture, of the other side. It's just a blindness.

It isn't just with culture. I remember telling somebody, a friend from Quebec—I was speaking to them in French—that I was at Muskoka, and they asked, oh, where is that? I said it is two and a half hours north of Toronto, it has beautiful lakes, and it's wonderful. They said that couldn't exist; it couldn't be like the Laurentians or anything. And I am sure there are people in Georgian Bay and Muskoka who think it couldn't possibly exist in Quebec.

We close ourselves to it. All you can do is try to do it as much as possible.

[Traduction]

Il faut les surprendre constamment. Voilà comment nous pouvons nous y prendre, car nous pouvons surprendre les gens. Mais dans les institutions les gens sont très timides lorsqu'il s'agit de surprendre, car nous n'apprenons pas au personnel des affaires étrangères à prendre des risques. Dans la bureaucratie, il y a très peu de gens qui prennent des risques. Dans les petites entreprises, les gens prennent des risques. Dans le monde du spectacle, les gens prennent des risques. Ceux qui travaillent dans les cirques prennent des risques. Mais les FSO 2 ne prennent pas de risques.

M. Gauthier: Une chose qui m'a rendu perplexe toute ma vie, c'est la dualité de notre pays et toutes les choses sensationnelles que chaque groupe fait constamment à l'insu de l'autre. Je suis Ontarien de naissance dont la langue maternelle est le français. J'ai été élevé dans ce milieu. Je sais que mes amis anglophones, lorsque je mentionne Félix Leclerc, Gilles Vigneault, le Cirque du Soleil, Charles Dutoit—si je mentionne toute une série d'artistes que je connais bien... Céline Dion...Peut-être Céline Dion, parce qu'elle est un peu plus connue à l'échelle internationale aujourd'hui et qu'elle est commercialisée par Sony et elle chante beaucoup dans le Canada anglais.

D'un autre côté, du côté du Québec, du côté des francophones, je constate. . . Je reviens tout juste de l'Est. J'étais au Festival acadien de Moncton. Les Acadiens ont monté un spectacle fantastique. J'ai été ébahi. Il y avait quelque 10 000 personnes qui chantaient avec les artistes qui se trouvaient sur la scène. Je ne connais pas les paroles des chansons, mais tous ces gens les connaissaient par coeur.

Pourquoi est-ce que les Canadiens ne se connaissent pas mieux les uns les autres? Est-ce votre faute, parce que vous ne leur dites pas? Est-ce parce que...

Mme Clarkson: Oh, je le leur dis. Environ 30 p. 100 de mon émission provient de ce que j'appelle la francophonie.

M. Gauthier: Je ne voulais pas dire que c'était de votre faute; mais plutôt de la faute des médias.

Mme Clarkson: Eh bien, oui, je pense que les médias sont à blâmer, car ils ne couvrent pas tout ce qu'ils peuvent couvrir rapidement et en anglais. Ne me lancez pas sur la question des problèmes avec les médias, car je préfère en parler directement avec eux. C'est un grand problème d'incompréhension, à moins que les gens fassent le premier pas, comme Roch Voisine ou Céline Dion l'ont fait. Nous avons vraiment beaucoup de travail à faire pour essayer de comprendre la culture, la culture totale de l'autre élément de la dualité. On est tout simplement aveugle.

Ce n'est pas seulement le cas lorsqu'il s'agit de culture. Un jour je disais à un ami du Québec—je lui parlais en français—que j'étais allée dans la région de Muskoka et il m'a demandé où cela se trouvait. J'ai répondu que c'était une magnifique région à deux heures et demie de route de Toronto, où il y avait de magnifiques lacs. On m'a répondu que c'était impossible car ça ne pouvait être aussi beau que les Laurentides. Je suis certaine qu'il y a des gens dans la région de baie Géorgienne ou de Muskoka qui pensent qu'il n'y a pas d'aussi beaux lacs au Québec.

Nous nous fermons à tout cela. Tout ce que l'on peut faire, c'est essayer de faire le plus possible.

In many ways perhaps our biculturalism and bilingualism policy has failed at home, in that sense. The French immersion programs I am very concerned with, not because they don't teach their kids perfect French but because they don't give them cultural context.

• 2055

La Francophonie c'est une chose; la culture francophone en est une autre, totalement autre. Également, je trouve qu'il y a un problème même à Ottawa, où les gens apprennent le français. Ils n'apprennent vraiment pas le français; ils apprennent une manière de communiquer dans la langue française.

There is one thing. French is a language that is basically cultural. English is a language of communication. English–speaking people see it as that. French people see it as their soul. There's a complete difference.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I thank you for your patience and for taking so much time to answer our questions and our concerns, adding another important chapter to our study of this question of culture, higher education, human resource development, and how they will fit and how we can make them fit into Canadian foreign policy.

As a footnote, I'm delighted you attended the Edinburgh festival. It was quite an experience.

Maybe it's my eyes going bad, but that looks like a tartan design.

Ms Clarkson: No, it's Japanese. They love tartans. You know as well as I do—and I did a lot of reading while I was there—that tartans became really fashionable only after the visit of George IV.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much.

Ms Clarkson: Thank you. I've enjoyed it.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We are adjourned.

[Translation]

En ce sens, de bien des façons peut-être que notre politique de bilinguisme et de biculturalisme est un échec. Les programmes d'immersion française me préoccupent, non parce qu'ils n'enseignent pas aux enfants un français parfait, mais parce qu'ils ne leur donnent pas le contexte culturel.

The Francophony is one thing; the francophone culture is another thing entirely. Also, I find that there is a problem even in Ottawa where people are learning French. They are not really learning French; they are learning a way of communicating in the French language.

Il y a une chose. Le français est une langue qui est essentiellement culturelle. L'anglais est une langue de communication. Les anglophones la considère comme telle. Les francophones considèrent leur langue comme leur âme. C'est tout à fait différent.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je vous remercie de votre patience et d'avoir pris le temps de répondre à nos questions et à nos préoccupations, ce qui ajoute un autre important chapitre à notre étude de cette question de la culture, des études supérieures, du développement des ressources humaines et de la façon dont nous pouvons les intégrer à la politique étrangère canadienne.

En passant, je suis ravi que vous ayez assisté au festival d'Edimbourg. C'était toute une expérience.

Peut-être que ma vue baisse, mais cela ressemble à un tartan.

Mme Clarkson: Non, c'est Japonais. Ils adorent les tartans. Vous savez aussi bien que moi—et j'ai beaucoup lu lorsque j'étais là—bas—que les tartans ne sont vraiment venus à la mode qu'après la visite de George IV.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup.

Mme Clarkson: Merci. Tout le plaisir était pour moi.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): La séance est levée.

From International Child Care (Canada) Inc.: De «International Child Care (Canada) Inc.»: Bob Janzen, Chairman, Bob Janzen, président. From Kawartha World Issues Centre: De «Kawartha World Issues Centre»: Linda Slavin. Linda Slavin From Agriteam Canada Consulting Ltd.: De «Agriteam Canada Consulting Ltd.»: Robert B. Francis, President. Robert B. Francis, président. From Mount Sinai Hospital—World Health Organization Collaborat- De «Mount Sinai Hospital – World Health Organization Collaborating Centre»: Dr. Irmajean Bajnok, Program Director of Nursing / International Dr Irmajean Bajnok, directrice des programmes infirmiers / directri-Director for WHOCC. ce internationale du «WHOCC». From the Canadian Pugwash Group: De «Canadian Pugwash Group»: Leonard V. Johnson, Chairman, Leonard V. Johnson, président. From the Guatemala Community Network: De «Guatemala Community Network»: Patricia Crowther. Patricia Crowther. From the Support Group for Radio YSFF in El Salvador: De «Support Group for Radio YSFF in El Salvador»: Henry Aviles, Member. Henry Aviles, membre. From the Mexican Solidarity Network, Kitchener-Waterloo Chapter: De «Mexican Solidarity Network, Kitchener-Waterloo Chapter»: Debbie Chapman, Volunteer. Debbie Chapman, volontaire. From Almae Matris Alumni Croaticae: De «Almae Matris Alumni Croaticae»: Dr. Ivan Hrvoic. Dr Ivan Hrvoic. From the Croatian Party of Rights of Canada: De «Croatian Party of Rights of Canada»: Liljana Milberg, President. Liljana Milberg, présidente. From the Canadian Croatian Congress: De «Canadian Croatian Congress»: S. Louis Butkovic, Vice-President / Chairman; S. Louis Butkovic, vice-président / président; Michael Yelavich. Michael Yelavich. From the National Council of Resistance of Iran in Canada: De «National Council of Resistance of Iran in Canada»: Dr. H. Mahabadi, Representative. Dr H. Mahabadi, représentant. From the Portuguese-Canadian National Congress: Du Congrès national portugais canadien: Fernando Nunes, Member / Researcher-Coordinator. Fernando Nunes, membre / recherchiste et coordonnateur. From the Estonian Central Council in Canada: Du Conseil central estonien au Canada: Laaz Leivat, President. Laaz Leivat, président. From East Timor Alert Network: De «East Timor Alert Network»: Sharon Scharfe, National Coordinator. Sharon Scharfe, coordonnatrice nationale. From the Czechoslovak Association of Canada: De l'Association tchécoslovaque du Canada: Dr. Peter Munk, Chairman: Dr Peter Munk, président; Kateryna Makovic, Vice-President. Kateryna Makovic, vice-présidente. From Tafelmusik: De «Tafelmusik»: Heather Clark, Marketing and Development Director. Heather Clark, directrice du marketing et du développement. From the Organization of African Unity, Group of Ambassadors: De l'Organisation de l'unité africaine - groupe des ambassadeurs: Pierre Diouf, Ambassador of Senegal to Canada. Pierre Diouf, ambassadeur du Sénégal au Canada. As individuals:

À titre personnel:

Shirley Farlinger;

Adrienne Clarkson.

versité de Toronto;

Cranford Pratt, professeur, département de Sciences politiques, Uni-

Shirley Farlinger,

Adrienne Clarkson

Cranford Pratt, Professor of Political Science, University of Toronto;

Postage paid Lettermall Port pavé

Poste-lettre

8801320 **OTTAWA**

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group - Publishing 45 Sacré - Coeur Boulevard Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada - Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From the Christian Reformed World Relief Committee:

Fred Bennink, Board President.

Gail McMillen.

From Ten Days for World Development, Guelph Committee:

Elizabeth Snell, Chair.

From PEN Canada:

Marian Botsford Fraser.

From Share Agriculture Foundation:

Hugh Beaty.

From Ko-Mentor International:

Alex Kobelak, Principal.

From Mercy International Canada:

Richard J. Barr, President.

From the Jamaican Self-Help Organization for the Relief of Poverty: De «Jamaican Self-Help Organization for the Relief of Poverty»:

Rosemary A. Ganley, Global Educator.

(Continued on previous page)

TÉMOINS

De «Christian Reformed World Relief Committee»:

Fred Bennink, président de l'exécutif.

From the Interfaith Development Education Association of Burlington: De «Interfaith Development Education Association of Burlington»:

Gail McMillen.

De «Ten Days for World Development», Comité de Guelph:

Elizabeth Snell, présidente.

De «PEN Canada»:

Marian Botsford Fraser.

De «Share Agriculture Foundation»:

Hugh Beaty.

De «Ko-Mentor International»:

Alex Kobelak, directeur.

De «Mercy International Canada»:

Richard J. Barr, président.

Rosemary A. Ganley, éducatrice.

(Suite à la page précédente)

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group - Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition. Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

SENATE

HOUSE OF COMMONS

Issue No. 51

Tuesday, August 30, 1994 Toronto, Ontario

Toint Chairs:

The Honourable Allan J. MacEachen, Senator

Jean-Robert Gauthier, M.P.

SÉNAT

CHAMBRE DES COMMUNES

Fascicule nº 51

Le mardi 30 août 1994 Toronto (Ontario)

Coprésidents:

L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur

Jean-Robert Gauthier, député

Minutes of Proceedings and Evidence of the Special Joint Committee of the Senate and of the House of Commons on

Procès-verbaux et témoignages du Comité mixte spécial du Sénat et de la Chambre des communes chargé de l'

Reviewing **Canadian Foreign Policy**

Examen de la politique étrangère du Canada

RESPECTING:

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994, 1994, review of the Canadian foreign policy

CONCERNANT:

examen de la politique étrangère du Canada

WITNESSES:

(See back cover)

TÉMOINS:

(Voir à l'endos)



SPECIAL JOINT COMMITTEE OF THE SENATE AND OF THE HOUSE OF COMMONS ON REVIEWING CANADIAN FOREIGN POLICY

Joint Chairs: The Honourable Allan J. MacEachen, Senator Jean-Robert Gauthier, M.P.

COMITÉ MIXTE SPÉCIAL DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES CHARGÉ DE L'EXAMEN DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU CANADA

Coprésidents: L'honorable Allan J. MacEachen, sénateur Jean-Robert Gauthier, député

MEMBERS

Representing the Senate:

The Honourable Senators

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Representing the House of Commons:

Members

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Joint Clerks of the Committee

MEMBRES

Représentant le Sénat:

Les honorables sénateurs

Raynell Andreychuk Pat Carney Gérald J. Comeau Philippe D. Gigantès James F. Kelleher Raymond J. Perrault—(7)

Représentant la Chambre des communes:

Membres

Colleen Beaumier
Stéphane Bergeron
John English
Jesse Flis
Bill Graham
Walt Lastewka
Nic Leblanc
Bob Mills
Philippe Paré
Bernard Patry
Charlie Penson
Geoff Regan
Chuck Strahl
Joseph Volpe—(15)

(Quorum 12)

Les cogreffiers du Comité

Clairette Bourque

Serge Pelletier

Published under authority of the Senate and of the Speaker of the House of Commons by the Queen's Printer for Canada.

Publié en conformité de l'autorité du Sénat et du Président de la Chambre des communes par l'Imprimeur de la Reine pour le Cana

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

MINUTES OF PROCEEDINGS

TUESDAY, AUGUST 30, 1994 (81)

[Text]

The Prairies-Ontario Sub-Committee (B) of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met at 9:00 o'clock a.m. this day, in the Mandarin Room, at the Chestnut Park Hotel, in Toronto (Ontario), the Joint Chair, the Honourable Senator Allan J. MacEachen, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Raynell Andreychuk, James F. Kelleher and Allan J. MacEachen.

Representing the House of Commons: Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier and Bill Graham.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Gerald Schmitz, Research Officer. From the Canadian International Development Agency: Stephen Wallace, canadienne de développement international: Stephen Wallace, Policy Advisor, on secondment to the Committee.

Witnesses: From Global Ed-Med Supplies (Canada) Inc.: Dr. Jack Lee. From The Hunger Project: Hilary Johnston, President (Canada). From Tools for Peace Ontario: Eldon Comfort; Peter Bruer, Canadian Action for Nicaragua. From UNICEF Canada: Bob Pletsch; Cathie Guthrie. From Save the Children-Canada: Cameron Charlebois. Mary International Resource Centre: Anne Peters. Coordinator. From Guelph International Resource Centre: Gayle Valeriote, Programmer. From the Kingston Global Community Centre: Harold Pickering, Coordinator. From the Waterloo Global Community Centre: Marc Xuereb, Program Coordinator,

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Isue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy.

The witnesses made statements and answered questions.

At 11:28 o'clock a.m., the Sub-Committee adjourned until 2:00 o'clock p.m. this day.

AFTERNOON SITTING (82)

The Prairies-Ontario Sub-Committee (B) of the Special Joint Committee reviewing Canadian Foreign Policy met at 2:00 o'clock p.m. this day, in the Mandarin Room, at the Chestnut Park Hotel, in Toronto (Ontario), the Joint Chair, the Honourable Senator Allan J. MacEachen, presiding.

Members of the Committee present:

Representing the Senate: The Honourable Senators Raynell Andreychuk, James F. Kelleher and Allan J. MacEachen.

Representing the House of Commons: Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier and Bill Graham.

In attendance: From the Research Branch of the Library of Parliament: Gerald Schmitz, Research Officer. From the Canadian International Development Agency: Stephen Wallace, Policy Advisor, on secondment to the Committee.

PROCÈS-VERBAUX

LE MARDI 30 AOÛT 1994 (81)

[Texte]

Le Sous-comité Prairies-Ontario (B) du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui, à 9 h 00, dans la salle Mandarin de l'hôtel Chestnut Park, à Toronto (Ontario), sous la présidence de l'honorable sénateur Allan J. MacEachen (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Raynell Andreychuk, James F. Kelleher et Allan J. MacEachen.

Représentant la Chambre des communes: Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier et Bill Graham.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Gerald Schmitz, attaché de recherche. De l'Agence conseiller politique, en détachement auprès du Comité.

Témoins: De Global Ed-Med Supplies (Canada) Inc.: Dr Jack Lee. Du Projet Faim: Hilary Johnston, présidente (Canada). De Tools for Peace Ontario: Eldon Comfort; Peter Bruer, Canadian Action for Nicaragua. De UNICEF Canada: Bob Pletsch; Cathie Guthrie. De l'Aide à l'Enfance-Canada: Cameron Charlebois. De Shair International Resource Centre: Mary Anne Peters, coordonnatrice. De Guelph International Resource Centre: Gayle Valeriote, programmeur. De Kingston Global Community Centre: Harold Pickering, coordonnateur. De Waterloo Global Community Centre: Marc Xuereb, coordonnateur des programmes.

Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule nº 1), le Sous-comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada.

Les témoins font des présentations et répondent aux questions.

À 11 h 28, le Sous-comité suspend ses travaux jusqu'à 14 h 00 aujourd'hui.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le Sous-comité Prairies-Ontario (B) du Comité mixte spécial chargé de l'examen de la politique étrangère du Canada se réunit aujourd'hui, à 14 h 00, dans la salle Mandarin de l'hôtel Chestnut Park, à Toronto (Ontario), sous la présidence de l'honorable sénateur Allan J. MacEachen (coprésident).

Membres du Comité présents:

Représentant le Sénat: Les honorables sénateurs Raynell Andreychuk, James F. Kelleher et Allan J. MacEachen.

Représentant la Chambre des communes: Jesse Flis, Jean-Robert Gauthier et Bill Graham.

Aussi présents: Du Service de recherche de la Bibliothèque du Parlement: Gerald Schmitz, attaché de recherche. De l'Agence canadienne de développement international: Stephen Wallace, conseiller politique, en détachement auprès du Comité.

Witnesses: From the Green Wilderness Group: Jonathan Wright. As individuals: Robert Morton, Retired Lieutenant General; Dr. John Meyer. From the National Advisory Board on Science and Technology: Monique Frize, Professor of Electrical Engineering.

Pursuant to the Orders of Reference adopted by the Senate on March 23, 1994, and by the House of Commons on March 16, 1994 (See Issue No. 1), the Sub-Committee resumed the review of the Canadian foreign policy.

The witnesses made statements and answered questions.

At 3:00 o'clock p.m., the Sub-Committee adjourned to the call of the Joint Chairs.

Témoins: De Green Wilderness Group: Jonathan Wright. À titre personnel: Robert Morton, lieutenant général à la retraite; D^r John Meyer. Du Conseil consultatif national des sciences et de la technologie: Monique Frize, professeur de génie électrique.

Conformément aux Ordres de renvoi adoptés par le Sénat le 23 mars 1994 et par la Chambre des communes le 16 mars 1994 (voir le fascicule n° 1), le Sous-comité reprend l'examen de la politique étrangère du Canada.

Les témoins font des présentations et répondent aux questions.

À 15 h 00, le Sous-comité s'ajourne jusqu'à nouvelle convocation des coprésidents.

Serge Pelletier

Joint Clerk of the Committee

Le cogreffier du Comité

Serge Pelletier

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Tuesday, August 30, 1994

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le mardi 30 août 1994

• 0904

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Order.

We'll start as soon as we have one more. We have a quorum, but there is a tradition that you do not proceed until you have a member of the opposition present. Le coprésident (le sénateur MacEachen): La séance est ouverte.

Il va falloir attendre l'arrivée d'un collègue de plus pour commencer. Nous avons le quorum, mais la tradition veut qu'on ne se mette pas à délibérer sans un député de l'opposition présent.

• 0905

The three groups for the first section of the hearing this morning are Global Ed-Med Supplies, the Hunger Project, and Tools for Peace. The spokespersons are Dr. Jack Lee for Global Ed-Med; Hilary Johnston; and two spokespersons for Tools for Peace, Eldon Comfort and Peter Bruer.

The rule is simple. We allow five minutes per presentation. Following the presentations we have a period for dialogue or questions and answers—questions and sometimes answers.

Dr. Jack Lee.

Dr. Jack Lee (Board Member, Global Ed-Med Supplies (Canada) Inc.): Mr. Chairman and members of the committee, thank you for allowing us to make our presentation.

Since the government has decided to consult the public before making policy statements, the board of directors of GEMS decided it was important that those in positions shaping these policies should be aware of the problems faced by those working in the field.

Despite the commitment to programs aimed at assisting those in the developing world, funds allotted for this assistance continue to be constant targets for those who cut back in government. Why? It's the simple reason, we feel, that cutting back on overseas aid is one area that will be perceived by Canadian taxpayers as causing the least change in their own living standard.

The solution, then, we feel is obvious. The Canadian public must be educated as to why foreign aid is vital to all.

"We have enough problems here". How often have we heard that line? Yet this way of thinking is a natural one. The people we are ready to assist are thousands of miles from Canada, and so are many people who are in need in this country as well. Until we are prepared to answer questions such as this, most Canadians will continue to view the developing the world as something to be pitied rather than helped.

There are several answers to the question of why we are there to help. The lack of educational opportunities in the developing world prevents countries from pulling themselves out of their poverty. The spread of diseases such as tuberculosis and Pour la première partie de cette séance ce matin, nous accueillons trois groupes, c'est-à-dire Global Ed-Med Supplies, le Projet Faim et Outils de paix. Nos témoins sont M. Jack Lee, qui représente Global Ed-Med; M^{me} Hilary Johnston et MM. Eldon Comfort et Peter Bruer, qui représentent Outils de paix (Oxfam Canada).

La règle est simple. Vous avez chacun cinq minutes pour faire votre exposé. Après les exposés, nous avons une période réservée à la discussion ou bien une période de questions et de réponses—nous posons des questions et parfois nous obtenons des réponses.

Monsieur Jack Lee.

M. Jack Lee (membre du conseil d'administration, Global Ed-Med Supplies (Canada) Inc.): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de nous permettre de faire notre exposé.

Depuis que le gouvernement a décidé de consulter le public avant de faire des énoncés politiques, le conseil d'administration de GEMS a décidé qu'il serait important d'informer ceux qui établissent la politique des problèmes auxquels les exécutants doivent faire face.

Malgré notre engagement à l'égard des programmes d'aide aux pays en voie de développement, le gouvernement continue à réduire les ressources qui y sont allouées. Pourquoi? À notre avis, cette situation s'explique facilement par le fait que les contribuables canadiens vont percevoir cette réduction de l'aide publique au développement comme le moyen qui aura le moindre impact sur leur niveau de vie.

Nous croyons que la solution est évidente. Il va falloir sensibiliser le grand public canadien à l'importance de l'aide au développement face à nous tous.

Les problèmes, nous en avons assez ici. Combien de fois avons—nous entendu cette phrase? Et pourtant, cette façon de penser est tout à fait normale. Les gens que nous voulons aider sont à des milliers de milles du Canada, et il y a tellement de gens de ce pays qui se trouvent dans le besoin. La plupart des Canadiens vont percevoir les pays en voie de développement comme des pays qui font pitié et non pas comme des pays qu'il faut aider si on n'est pas prêt à répondre à de telles questions.

Nous sommes là dans le but de leur aider pour plusieurs raisons. Le manque de possibilités d'enseignement dans les pays en voie de développement empêche ces derniers de surmonter la pauvreté. La propagation des maladies comme la tuberculose ou

AIDS threatens the entire world. Countries struggling to survive le SIDA menace le monde tout entier. Les pays qui luttent pour often may pollute the global environment, and countries with growing economies are able to import goods from Canada, which then strengthens our economy. Foreign aid, then, makes good business sense.

Finally, investments in health and communities yield economic results. This is not to say we are not a caring nation. We are. Scenes of starvation and suffering hit our living rooms via television screens and we are prepared to help. However, those of us in the field of assisting know these things are just a fraction of what's going on and of those who desperately need.

Being an uninformed nation gives those who would cut back on foreign aid the opportunity to slash moneys in the knowledge that most Canadians will not care; and they will not. Why? For the simple reason that we have done a poor job of communicating what kind of aid it is that we deliver.

• 0910

Canadians must know that our aid money is doing more than dumping sacks of food on the end of a runway in some far-off land. Rather than perpetuate a situation of ongoing poverty, grassroots projects teach people to become self-sufficient. This type of aid is an investment in their futures, one that pays off for the country and for Canada.

Canadians must know we have a government that will never again give moneys to dictatorships and watch it as it falls into the wrong hands. Their moneys will go to those who are funnelling aid directly to the needy. Canadians must know that GEMS and many other Canadian NGOs know and practise the value of grassroots projects. CIDA should increase the percentage of money directed to small programs aimed at developing skills and self-sufficiency.

We know GEMS and CIDA have supported the moving of 5,000 people from a slum to a disused American air base in northeastern Brazil. The people themselves, with experts of vision, have built a thriving suburb, complete with hydro, garbage pick-up, and micro-businesses. For example, a small fridge was bought for one mother. She now makes 175 popsicles a day, which brings in enough money to feed her 5 children and send them to school.

The three GEMS projects supported by CIDA in Uganda help the communities to care for those children orphaned by AIDS. Two slum projects in Jamaica now have clinics and schools and community projects headed by Jamaicans and supported by GEMS and CIDA.

[Translation]

survivre ont souvent tendance à polluer l'environnement de la planète et les pays dont l'économie est en expansion sont en mesure d'importer des biens du Canada, ce qui renforce notre économie. L'aide au développement est donc à recommander du point de vue des affaires.

Enfin, les investissements consentis dans le domaine de la santé et du développement communautaire entraînent des retombées économiques. Il ne faudrait pas en conclure que nous ne sommes pas une nation compatissante. Bien au contraire. Les scènes de famine et de souffrance qui défilent sur nos écrans de télévision nous émeuvent et nous incitent à offrir notre aide. Ceux d'entre nous qui oeuvrons cependant dans le domaine savent que ces images ne donnent qu'une petite idée des besoins réels des populations démunies.

Ceux qui proposent des réductions dans le budget d'aide le font sachant que cela ne suscitera pas beaucoup de remous parmi la population canadienne qui est mal informée. Et c'est effectivement le cas. Pourquoi? Tout simplement parce que nous ne sommes pas parvenus à bien faire connaître le genre d'aide que nous offrons.

Il importe de faire comprendre aux Canadiens que notre aide ne se limite pas au déchargement de quelques sacs de nourriture au bout d'une piste d'envol au bout du monde. Au lieu de perpétuer la pauvreté, les projets d'initiative locale favorisent l'autosuffisance. Ce type d'aide, qui est avantageux tant pour le pays visé que pour le Canada, constitue un investissement dans l'avenir des populations qui en profitent.

Il faut convaincre les Canadiens que leur gouvernement n'accordera plus jamais d'aide financière à des dictatures qui s'en serviront à mauvais escient. L'aide canadienne sera plutôt versée aux organismes qui la distribue directement aux démunis. Il importe que les Canadiens sachent que GEMS ainsi que de nombreuses autres ONG canadiennes sont convaincus de l'importance des projets d'initiative locale. L'ACDI, pour sa part, devrait accroître les crédits destinés à la mise en oeuvre de petits projets axés sur l'acquisition de compétences et l'autosuffisance.

Nous savons que GEMS ainsi que l'ACDI ont appuyé la réinstallation sur une base aérienne américaine désaffectée dans le nord-est du Brésil de 5 000 habitants d'un bidonville. Ces gens, avec l'appui de spécialistes éclairés, ont construit une banlieue dynamique dotée de l'électricité, de services d'enlèvement des ordures et de micro-entreprises. À titre d'exemple, on a acheté un petit réfrigérateur pour une maman. Celle-ci prépare maintenant 175 sucettes glacées dont la vente lui permet de nourrir ses cinq enfants et de les envoyer à l'école.

Les trois projets mis en oeuvre en Uganda par GEMS, avec l'appui financier de l'ACDI, permettent aux collectivités de s'occuper des enfants dont les parents ont succombé au SIDA. Deux bidonvilles en Jamaïque sont maintenant dotés de cliniques, d'écoles et de projets communautaires dirigés par des Jamaïcains, initiatives auxquelles GEMS et l'ACDI ont donné leur appui.

These are just a few of the positive stories at the grassroots level that have been developed by Canadians. To quote a familiar line, it is not enough that aid is being given; aid must be seen to be given. The problem for Canada is to deliver this message to Canadians. If those responsible for getting the word out had been successful, Canadians would have demanded that we continue to assist those in need in the developing world.

In a nutshell, we have done a poor job of informing Canadians. The success of our NGOs should be known. Stop spending money on pamphlets, booklets, and kits that are never read and find alternative ways to reach the public. Use a language that is understandable and simple, not bureaucratic or academic. Canadians are ready to be educated in the field of foreign aid. It is up to us, and those of us in a position to inform, to tell them in a simple and entertaining manner.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you.

Hilary Johnston, the Hunger Project.

Ms Hilary Johnston (President, The Hunger Project): Thank you for the opportunity to speak to you this morning. I'm here in my capacity as president of the Hunger Project in Canada. I'm here as a volunteer who serves on the board of directors.

The Hunger Project is a global organization committed to the end of hunger by the end of this century. By that, we do not mean some utopian, unrealizable goal, but rather the achievement of an infant mortality rate of 50 deaths per 1,000 live births in every country around the world. According to the major United Nations agencies that study these issues, this is a realizable goal.

• 0915

The Hunger Project is not a relief or development organization. We are a strategic organization seeking to identify opportunities to leverage resources on behalf of the end of hunger. We see this foreign policy review as a key opportunity to leverage resources on behalf of resolving the problem of hunger once and for all. We see you, as individuals and as a body of people, as those who are in a position to make critical recommendations between now and the end of this process, forwarding the objectives I know we are all working on behalf of.

It's important to know what progress the world has made in the fight against hunger. We see the bad news all the time in the newspapers. We don't know that in the past 50 years average incomes in hungry countries have more than doubled. Life expectancy has been increased by one-third. Infant and child deaths have been cut in half.

Furthermore, at the 1990 World Summit for Children the world community adopted measurable goals for continued progress. Canada and at least 148 other nations have formally committed themselves to meeting the specific and measurable goals of the World Summit for Children.

The achievement of these goals is more than a noble aspiration. Our ability to meet the basic needs of all people on this planet is actually critical to the sustainable future of human and other life.

[Traduction]

Ce ne sont que quelques exemples des projets d'initiative locale prometteurs mis en oeuvre par des Canadiens. Il ne suffit pas d'accorder de l'aide; il faut faire savoir qu'on le fait. C'est ce message qu'il faut transmettre aux Canadiens. Si on s'y était bien pris, les Canadiens réclameraient que nous continuions à aider les miséreux des pays en développement.

En un mot, nous avons failli à la tâche et n'avons pas réussi à bien informer les Canadiens. Le succès des ONG devrait être connu. Il faut cesser de produire des brochures et des trousses d'information dont personne ne se sert et trouver d'autres moyens de rejoindre le public. Il faut aussi utiliser un langage compréhensible et simple et éviter tout langage bureaucratique ou pédant. Le moment est venu de renseigner les Canadiens sur le domaine de l'aide étrangère. C'est à nous, qui disposons de l'information voulue, de la transmettre aux Canadiens de façon simple et intéressante.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je vous remercie.

Madame Hilary Johnston, du Projet Faim.

Mme Hilary Johnston (présidente, Le Projet Faim): Je vous remercie de l'occasion qui m'est donnée de prendre la parole devant vous ce matin. Je suis présidente du Projet Faim au Canada. Je suis une bénévole qui siège au conseil d'administration.

Le Projet Faim est un organisme mondial résolu à faire disparaître la faim dans le monde d'ici au prochain siècle. Nous ne visons pas un objectif utopique irréalisable mais au contraire à ramener le taux de mortalité infantile à 50 morts par 1 000 naissances dans chaque pays du monde. Selon les principaux organismes des Nations Unies qui s'intéressent à la question, il s'agit d'un objectif réalisable.

Le Projet Faim n'est pas un organisme de secours ou de développement mais un organisme tactique qui cherche des moyens de multiplier les ressources voulues pour faire disparaître la faim dans le monde. Pour nous, l'examen de la politique étrangère constitue une occasion rêvée de le faire. À nos yeux, vous êtes ceux qui sont les mieux placés pour formuler des recommandations importantes sur la façon d'atteindre les objectifs que nous poursuivons tous.

Il importe de connaître les progrès réalisés par l'humanité dans sa lutte contre la faim dans le monde. Les journaux nous relaient continuellement les mauvaises nouvelles. Nous ne savons pas que depuis 50 ans, le revenu moyen des habitants des pays pauvres a plus que doublé. L'espérance de vie, elle, a augmenté du tiers. La mortalité chez les nourrissons ainsi que la mortalité infantile en général a diminué de moitié.

En outre, au Sommet mondial pour les enfants tenu en 1990, la communauté mondiale a adopté des objectifs mesurables pour évaluer les progrès réalisés. Le Canada et au moins 148 autres pays se sont officiellement engagés à respecter les objectifs mesurables convenus au Sommet mondial pour les enfants.

Ces objectifs ne constituent pas seulement de simples aspirations nobles. L'avenir de l'humanité ainsi que l'avenir de toutes les formes de vie sur notre planète repose sur la satisfaction des besoins essentiels de tous les habitants du monde.

Of all that is missing for the achievement of the goals of the World Summit for Children, perhaps the most critical ingredient is bold and courageous leadership. As members of this special committee, each of you has an opportunity to exercise such leadership. I am here today to share the goals of the World Summit for Children with you and to ask you to become leaders on behalf of their achievement.

In 1990, for the first time in history, over 70 heads of government and heads of state came together to address the needs of children—not finance, not the end of a war, but the needs of children. At that gathering Canada and other nations adopted very specific goals for improvements in child health. Some of the specific, measurable objectives we adopted for the year 2000 are the reduction of infant and under–five mortality rates by one—third, to 50 and 70 deaths per 1,000 live births respectively, whichever is less; the reduction of maternal mortality by half; the reduction of severe and moderate malnutrition by half; universal access to safe drinking water; and universal access to basic education and completion of primary education. At least 149 nations, Canada being among them, have now committed themselves to meet these and other objectives adopted at the World Summit for Children.

If Canada is to make a significant contribution to achieving these goals, we must look closely at how we interact with the rest of the world, specifically with the countries that face the greatest challenge in achieving these goals.

While we must consider all aspects of our foreign policy, I will focus my comments this morning on how we allocate our official development assistance, or ODA.

According to the 1991 human development report published by the United Nations Development Program, Canada allocates only a little bit more than 5% of its official development assistance to social priority areas—the primary health care, basic education, family planning, and rural water supplies that make the greatest contribution to the health of children and hence to the achievement of the goals of the World Summit for Children. These are exactly the areas in which most Canadians would want to see our official development assistance being put to work. These are also the areas in which our resources will have the greatest impact, yet we have allocated only a tiny proportion of our official development assistance to the programs most critical to the well-being of children and the future of the planet.

As members of this special joint committee, you know better than most people the conflicting demands that are made of Canada's foreign policy. We can explain the gap between our objectives and our existing allocation of ODA by pointing to those conflicting demands, or we can create a vision of a world that merits rising above mere brokerage of interests. Your leadership as individuals and as a group is critical to creating such a vision and renewing the effectiveness of our official development assistance.

This foreign policy—

[Translation]

Ce qui fait surtout défaut pour nous permettre d'atteindre les objectifs adoptés au Sommet mondial pour les enfants, c'est sans doute un leadership courageux et intrépide. En tant que membres de ce comité spécial c'est un rôle qui revient à chacun d'entre nous. Je veux vous faire part aujourd'hui des objectifs énoncés lors du Sommet mondial pour les enfants et vous demander de montrer l'exemple pour qu'on les atteigne.

En 1990, pour la première fois dans l'histoire, plus de 70 chefs de gouvernement et chefs d'état se sont réunis pour discuter non pas de finances ou de la fin d'une guerre, mais des besoins des enfants. À cette réunion, le Canada ainsi que d'autres pays ont adopté des objectifs précis pour améliorer la santé infantile. Voici certains des objectifs mesurables que nous voulons atteindre d'ici l'an 2000; réduire du tiers le taux de mortalité infantile ainsi que le taux de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans ou de ramener à entre 50 et 70 le nombre de décès par mille naissances, selon le chiffre le plus bas; réduire de moitié le taux de mortalité maternelle; réduire de moitié les cas de malnutrition grave et modérée; l'accès universel à de l'eau potable; et l'accès universel à l'enseignement élémentaire et des études primaires complètes. Au moins 149 pays, dont le Canada, se sont engagés à atteindre notamment ces objectifs lors du Sommet mondial pour les enfants.

Si le Canada doit jouer un rôle important pour atteindre ces objectifs, nous devons nous interroger sérieusement sur la façon dont nous devons coordonner nos actions avec celles d'autres pays, en particulier ceux pour lesquels ces objectifs posent le plus de difficulté.

Il nous faut tenir compte de tous les aspects de notre politique étrangère, mais je me limiterai ce matin à vous parler de la façon dont nous devons répartir notre aide publique au développement.

Selon le rapport sur le développement humain publié en 1991 par le Programme des Nations Unies pour le développement, le Canada n'affecte qu'un peu plus de 5 p. 100 de son aide publique au développement à des domaines sociaux prioritaires comme les soins de santé primaires, l'enseignement élémentaire, la planification des familles et l'approvisionnement en eau des régions rurales, c'est-à-dire aux domaines les plus susceptibles de permettre d'améliorer la santé des enfants et d'atteindre les objectifs adoptés au Sommet mondial pour les enfants. Or, il s'agit des domaines mêmes où la plupart des Canadiens voudraient qu'on affecte notre aide publique au développement. Il s'agit des domaines où l'affectation de nos ressources sera la plus féconde. Or, nous n'avons affecté qu'une infime partie de notre aide officielle au développement au programme dont dépendent le bien-être des enfants et l'avenir de notre planète.

À titre de membre de ce comité mixte spécial, vous connaissez mieux que quiconque les attentes contradictoires des gens en matière de politique étrangère du Canada. Nous pouvons expliquer l'écart entre nos objectifs ainsi que la répartition actuelle de l'aide publique au développement par ces attentes contradictoires ou nous pouvons nous donner une vision du monde qui les transcende. C'est à vous, à titre de particuliers, mais aussi en tant que groupe, à proposer une nouvelle vision du monde et à revoir l'efficacité de notre aide publique au développement.

Cet examen de la politique étrangère. . .

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Your time has more than expired.

Ms Johnston: Thanks for letting me know. I will conclude briefly by thanking you for allowing me to present this morning.

• 0920

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you. In the dialogue you will have a chance to add any thoughts you feel must be put forward.

Now we turn to Tools For Peace. We understand Mr. Comfort and Mr. Bruer are to share the time available.

Mr. Comfort.

Mr. Eldon Comfort (Tools for Peace): Thank you, sir. I'm just going to tell you who I am and how Peter and I are going to share our monsieur. Je me contenterai de vous dire qui je suis et comment joint submission.

I am a volunteer member of Tools for Peace. I'm a retired school teacher. I don't need to tell you that, because you can always tell a school teacher, but not much.

My relation with Tools for Peace has taken me to Nicaragua half a dozen times during the 1980s, and finally in 1990 as an accredited observer for the elections there. I'm also chairman of the Ontario sector of Tools for Peace.

My partner, Peter Bruer, works for Canadian aid in Nicaragua. He will begin our presentation.

Mr. Peter Bruer (Canadian Action for Nicaragua): Canadian Action for Nicaragua is the other half of the joint presentation. This is an organization that was formed 14 years ago to learn from the Nicaraguan example. Great changes were taking place in Central America and Nicaragua specifically at that time. Our goal as an organization was to support the positive things that were happening and to try to learn from those things, to adopt what was useful to Canada and to help that country to achieve the changes, the development, the democracy it was looking for.

Over the years we have organized countless work brigades and study tours, election observation tours, to Nicaragua, involving hundreds of Canadians from across the country who were seeing at first hand what is happening in the other parts of the world and the consequences of our foreign policy. We've done a lot of educational work in trying to bring to the attention of Canadians what's happening in other parts of the world, and in Nicaragua specifically.

We've organized tours of Nicaraguans to come to Canada—Nicaraguans from simple workers in the countryside to, at one point, the vice-president of the country, who was here on our invitation and toured the country. I believe he went right across Canada. We have also raised hundreds of thousands of dollars of private money over the last decade and a half to support the process in Nicaragua, the development they were trying to encourage.

[Traduction]

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Votre temps est épuisé depuis longtemps.

Mme Johnston: Je vous remercie de me le dire. Je terminerai rapidement en vous remerciant de m'avoir permis de prendre la parole devant vous ce matin.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci. Vous aurez l'occasion au cours de la discussion d'exprimer toutes les pensées que vous jugez nécessaire.

Nous allons maintenant entendre le représentant de Outils de paix. Je crois savoir que M. Comfort et M. Bruer vont partager le temps qui leur est imparti.

Monsieur Comfort.

M. Eldon Comfort (Outils de paix): Je vous remercie, Peter et moi-même allons partager notre temps.

Je suis un bénévole de Outils de paix. Je suis un enseignant à la retraite. Je n'ai pas besoin de vous le dire car on reconnaît toujours un enseignant.

Mon action au sein de Outils de paix m'a amené au Nicaragua une demi douzaine de fois au cours des années 1980, et j'y étais en 1990 à titre d'observateur accrédité lors des élections là-bas. Je préside également le chapitre ontarien de Outils de paix.

Mon collègue, Peter Bruer, est rattaché à Canadian Action for Nicaragua. C'est lui qui va commencer.

M. Peter Bruer (Canadian Action for Nicaragua): Canadian Action for Nicaragua s'est chargé de l'autre moitié de l'exposé commun. C'est un organisme qui a été fondé il y a 14 ans pour tirer des enseignements de l'exemple du Nicaragua. À cette époque, de grands changements avaient lieu en Amérique centrale en général et au Nicaragua en particulier. Notre objectif, en tant qu'organisme était d'encourager les initiatives positives qui avaient lieu, de tirer une leçon de ces expériences. d'adopter les initiatives qui seraient utiles au Canada et d'aider le Nicaragua à réaliser les changements, le développement, la démocratie, tout ce à quoi il aspirait.

Au fil des ans, nous avons organisé d'innombrables brigades de travail et visites d'étude, nous avons envoyé des observateurs surveiller le déroulement des élections au Nicaragua, activités auxquelles ont pris part des centaines de Canadiens d'un océan à l'autre qui ont pu constater de leurs yeux ce qui se passe dans d'autres parties du monde et voir les conséquences de notre politique étrangère. Nous avons accompli beaucoup de travail d'information pour sensibiliser les Canadiens à ce qui se passe dans d'autres parties du monde en général, et au Nicaragua en particulier.

Nous avons organisé des visites de Nicaraguayens au Canada-un large éventail allant de simples travailleurs de la campagne au vice-président du pays que nous avons invité à venir et qui a visité le pays. Je crois qu'il a parcouru tout le Canada. Nous avons également réuni des centaines de milliers de dollars en dons privés depuis 15 ans pour venir en aide au Nicaragua, au développement qu'on cherche à encourager.

It is an organization, then, through which thousands of Canadians have gone over the years, and I thank you, Mr. Chairman and committee members, for giving those thousands a chance to speak today.

I would like to highlight a few of the critical points in the brief we've submitted, a few of the main points we would really like to stress.

First, trade in some ways is a far more important policy initiative or policy area than aid, in that trade involves billions and billions of dollars. It involves the multinational corporations, which in some ways we are profoundly distrustful of. It involves every aspect of people's lives.

For example, over the last decade Latin America alone has lost \$100 billion more in trade than it has received, if you balance the payments. That \$100 billion is far in excess of any aid Canada or the rest of the world combined is going to provide to that part of the world in a similar period.

Also, Nicaragua proves to us the dramatic negative effects imposed trade policies can have. Again, far more negative than the lack of aid or misapplied aid or poorly applied aid is the kind of structural adjustment programs Nicaragua currently has forced on it by the IMF, other international lenders, and so on. These are having effects that in the last couple of years have basically reversed the course of 10 years' worth of development under a positive regime there and a lot of good international aid, from Canada, from Europe, from everywhere but the United States basically.

The Nicaraguan example has also proven to us, and I hope to you, the really important, dramatic benefit of aid and trade policies helping a country to spread the balance of wealth, to develop not just industry and infrastructure but the potential of the people, their empowerment, their education, their health, their life span, and so on. Without those things, we create the shell of democracies, we create the shell of market economies, but the people who are supposed to live in those shells are unable to live up to them, are dying instead of living, are not capable of running those things themselves. As a result, when we leave those countries to themselves they fall apart, or when we misapply something the people in those countries don't have the strength to deal with it themselves.

Those are some of the most important points we wanted to try to make.

I'll let Eldon continue with a few others.

Mr. Comfort: To complement what Peter has told you, I want to address the topic of foreign debt. Nicaragua makes a good model to demonstrate the paralyzing effects of a heavy debt burden and the negative consequences of a structural adjustment program, or SAP, imposed by multinational financial institutions.

[Translation]

Il s'agit donc d'un organisme auquel ont collaboré des milliers de Canadiens au fil des ans, et je vous sais gré, monsieur le président et vous, membres du Comité, de donner aujourd'hui à ces milliers de Canadiens la chance de s'exprimer.

J'aimerais mettre en relief quelques faits saillants du mémoire que nous vous avons remis, les quelques idées principales que nous voulons souligner.

D'abord, le commerce, à certains égards, est un instrument de politique étrangère beaucoup plus important que l'aide au développement, étant donné que le commerce fait intervenir des milliards et des milliards de dollars. Les sociétés multinationales, dont nous nous méfions extrêmement à certains égards, y prennent part. Le commerce touche à tous les aspects de la vie des gens.

Par exemple, au cours des 10 dernières années, l'Amérique latine a perdu à elle seule plus de 100 milliards qu'elle n'a reçu au niveau des échanges internationaux, si l'on considère la balance des paiements. Ces 100 milliards dépassent largement toute l'aide que le Canada ou le reste du monde réuni ont investi au cours des mêmes années dans cette partie du monde.

De même, on voit au Nicaragua des effets néfastes que les mesures commerciales imposées peuvent avoir. Ce qui est beaucoup plus néfaste que le manque d'aide ou l'aide mal investie, c'est le genre de programmes d'ajustement structurel que le FMI impose actuellement au Nicaragua, de concert avec d'autres prêteurs internationaux. Ces programmes ont depuis deux ou trois ans des effets qui ont en fait inversé la tendance qui s'était dégagée pendant 10 années de développement sous un régime positif, ainsi qu'une aide internationale importante en provenance du Canada, de l'Europe, de partout au monde sauf des États-Unis.

L'exemple du Nicaragua nous a démontré également, et à vous aussi j'espère, les bienfaits vraiment importants et visibles des programmes d'aide et d'échanges commerciaux qui aident un pays à distribuer la richesse, à développer non pas seulement l'industrie et les infrastructures mais aussi le potentiel de la population, à favoriser son affranchissement, son instruction, sa santé, sa longévité et tout le reste. Sans ces choses, nous ne créons qu'une apparence de démocratie, nous ne créons qu'un similacre d'économie de marché, et les gens qui doivent vivre dans ces conditions sont incapables de répondre aux attentes qui leur sont faites, ils meurent au lieu de vivre, ils sont incapables de diriger leurs propres affaires. Ce qui fait que, lorsque ces pays sont livrés à eux-mêmes, ils s'effondrent, ou lorsque nous imposons des mauvais remèdes aux populations de ces pays, elles n'ont pas la force de se tirer d'affaires elle-mêmes.

Telles sont les quelques remarques importantes que nous tenions à faire.

Je cède la parole à Eldon qui a quelques idées à vous soumettre.

M. Comfort: Pour compléter ce que Peter vient de vous dire, j'aimerais parler de la dette étrangère. Le Nicaragua est un parfait exemple qui montre les effets paralysant d'une dette lourde et les effets néfastes d'un programme d'ajustement structurel imposé par les institutions financières multinationales.

Tools for Peace is opposed to the cycle of debt and aid whereby more loans are made simply to pay the interest on previous loans. SAPs are prescribed arbitrarily by the IMF as a short-term solution guaranteeing debt payment to creditors, but do nothing to create economic growth or social change that in the long run will enable the recipient country to become financially independent.

Nicaragua has one of the highest per capita debts in the world, and the terms being proposed by international lenders are among the most cruel demanded anywhere. For example, the privatization of essential state services such as education and the surrendering of control over tax administration are conditions that no sovereign country would accept willingly. Nicaragua has been forced to use foreign loans and aid for debt servicing and import financing.

Canada should not direct Canadian ODA to debt financing but rather toward productive projects such as credit to small business and formalizing land reform, which will enable the country to produce income needed to meet its own needs. Such aid should be in the form of grants rather than loans. Debt loads can also be reduced by buying back debt owed to private lenders and turning funds over to development programs.

• 0925

I want to emphasize the importance of NGOs. They should be exploited to the fullest extent. ODA dollars go further when NGOs with the proven expertise of volunteers and professionals alike—and they're not mutually exclusive—concentrate their energies on benefiting the poorest of the poor.

Let me conclude with a quotation from Mitchell Sharp, speaking in 1971 as external affairs minister:

If the purpose of our aid is to help ourselves rather than to help others, we shall probably receive in return what we deserve, and a good deal less than we expect.

Thank you for this opportunity to present the position of Tools for Peace and Canadian Action for Nicaragua. Time is too short for adequate coverage, but you have our complete brief and I assume you have studied it carefully and have been suitably impressed by it.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much for your presentations. Now we have a chance to discuss.

Mr. Graham.

Mr. Graham (Rosedale): Thank you, Mr. Chairman.

I'd like to direct a question to Dr. Lee, but it arises out of something Ms Johnston said in her presentation, which is the proportion of our aid that goes to what Ms Johnston referred to as basic concerns: clean water, health concerns. I wonder if we could direct it somewhat more specifically to the question of medical matters.

[Traduction]

Outils de paix s'oppose à ce cycle de dettes et d'aide qui fait que l'on consent plus de prêts simplement pour payer les intérêts sur des prêts antérieurs. Les programmes d'ajustement structurel, qui sont prescrits arbitrairement par le FMI, sont des solutions à long terme qui garantissent le remboursement de la dette aux créanciers mais ne font rien pour générer la croissance économique ou l'évolution sociale qui, à la longue, permettra aux pays bénéficiaires d'accéder à l'indépendance financière.

Le Nicaragua a l'une des dettes per capita les plus élevées au monde, et les conditions proposées par les prêteurs internationaux comptent parmi les plus cruelles qui soient. Par exemple, la privatisation des services publics essentiels comme l'enseignement et l'abandon du contrôle sur l'administration fiscale sont des conditions qu'aucun pays souverain n'accepterait de plein gré. Le Nicaragua a été contraint de se servir des prêts et de l'aide de l'étranger pour assurer le service de sa dette et le financement des importations.

Le Canada ne devrait pas consacrer son APD au financement de la dette mais plutôt à des projets productifs comme le crédit à la petite entreprise et la concrétisation de la réforme agraire qui permettront au pays de générer les revenus dont il a besoin pour répondre à ses propres besoins. Une telle aide devrait prendre la forme de subventions au lieu de prêts. On pourrait également réduire le fardeau de la dette en rachetant les dettes contractées avec des prêteurs privés et en investissant dans les programmes de développement.

Je tiens à souligner l'importance des ONGs. Il faut les exploiter dans toute la mesure du possible. Les dollars de l'APD vont plus loin lorsque les ONGs, avec la compétence éprouvée de leurs bénévoles et de leurs professionnels—et l'un n'exclut pas l'autre—concentrent leurs énergies à venir en aide aux plus pauvres des pauvres.

Permettez-moi de conclure par cette citation tirée d'un discours que Mitchell Sharp, a prononcé en 1971 alors qu'il était ministre des Affaires extérieures:

Si notre aide a pour but de venir en aide à nous-mêmes plutôt que d'aider les autres, nous allons probablement recevoir ce que nous méritons, et beaucoup moins que ce à quoi nous nous attendions.

Je vous remercie d'avoir permis à Outils de paix et à Action for Nicaragua d'exposer leurs vues. Nous n'avons pas assez de temps pour vous donner un exposé complet, mais nous vous avons remis le texte intégral de notre mémoire et j'imagine que vous l'avez lu attentivement et que vous en avez retenu quelque chose.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je vous remercie de vos exposés. Nous pouvons maintenant discuter.

Monsieur Graham.

M. Graham (Rosedale): Merci, monsieur le président.

Ma question s'adresse à M. Lee, mais elle s'inspire d'une remarque que M^{me} Johnston a faite au cours de son exposé, qui avait à voir avec la tranche de notre aide qui est consacrée à ce que M^{me} Johnston appelle les besoins fondamentaux: l'eau potable, les besoins en matière de santé. Ne pourrait—on pas affecter cette aide plu précisément à la solution des problèmes médicaux.

We've heard presentations from Physicians for Aid and Relief and various medical groups. It seems clear even from the point of view of Canadian security, if we can cast this in the light of our own self-interest, that disease abroad is no longer a question we can safely afford to say is not our concern. It is our direct concern because of the interdependent world in which we live. Those diseases find their way here to Canada.

I wonder if you could comment more specifically on what you see as a way in which CIDA could more directly concern itself with medical problems in developing countries and benefit from the tremendous expertise we have in our own country in Médecins sans frontières or Doctors Without Borders, and the other medical groups that are in the country, how they might be mobilized better, and to what extent you see the proportions, along the lines Ms Johnston suggested, as being "out of whack", if I can use that expression, in that aspect of our aid budget.

Dr. Lee: My background in fact is in public health. If we look at the advances in health that have occurred in this country in the last 100 years, they have not really been the result of direct medical or hospital intervention but in fact much more of the basic kinds of interventions Ms Johnston was speaking about: the clean water, the well child, primary health care.

If you look at a country like Costa Rica, whose per capita income is about one-fifth of ours, in the early 1970s they made a committed effort to—This is a country that since the 1800s has had universal education and a good health system. They made a committed effort to cleaning the water, to immunizing, and to primary health care, particularly focusing on maternal and child. The end result today is that Costa Rica's life expectancy is approximately the same as Canada's. The infant mortality rate and the birth rates have dropped significantly, to the point where Costa Rica's infant mortality is less than Washington, D.C.'s.

If we focus not on the narrow medical intervention sense but on the broader sense of the health and social issues, the basic prerequisites, then if we were looking, in economic terms, at investments, that's where we should be making our investments.

[Translation]

Nous avons entendu les témoignages de Physicians for Aid and Relief et de divers autres groupes de médecins. Il semble évident, même sous l'angle de la sécurité canadienne, si nous situons cela par la perspective de notre propre intérêt, que nous ne pouvons plus nous permettre de dire que les maladies étrangères nous concernent pas. Elles nous concernent directement parce que nous vivons dans une monde interdépendant. Ces maladies finissent par se réprandre au Canada.

Auriez-vous l'obligeance de nous dire plus précisément comment l'ACDI pourrait se préoccuper davantage des problèmes médicaux dans les pays en voie de développement et profiter des compétences formidables dont nous disposons dans notre propre pays, avec médecins sans frontière et les autres groupes médicaux que nous avons chez nous, comment nous pourrions mieux les mobiliser, et veuillez nous dire aussi dans quelle mesure à votre avis, comme l'a laissé entendre M^{me} Johnston cet aspect de notre budget d'aide est disproportionné.

M. Lee: J'ai reçu en fait une formation en hygiène publique. Si nous examinons les progrès dans le domaine de la santé enregistrés dans notre pays au cours du dernier siècle, ils ne proviennent pas vraiment de l'intervention médicale ou hospitalière directe mais en fait beaucoup plus des interventions essentielles dont M^{me} Johnston parlait: l'eau pure, le bien-être de l'enfance, les soins de santé essentiels.

Si vous prenez un pays comme Costa Rica, dont le revenu per capita est d'environ un cinquième du nôtre, ce pays a fait des efforts concertés au début des années 1970 pour... Il s'agit d'un pays qui, depuis le début du XVIIIe siècle, offre à ses citoyens l'éducation universelle et un bon système de santé publique. Le pays a fait des efforts concertés pour assainir l'eau, pour immuniser la population, pour la doter d'un système de santé publique essentiel, qui se concentre particulièrement sur la mère et l'enfant. Cela fait qu'aujourd'hui l'espérance de vie au Costa Rica est à peu près la même qu'au Canada. Le taux de mortalité infantile a beaucoup baissé, à tel point que le taux de Washington.

Si nous faisons porter notre effort, non pas sur les interventions médicales prises dans leur sens propre, mais sur les problèmes généraux de santé et de société, qui sont les problèmes essentiels, et si l'on considère l'aspect économique, c'est-à-dire les investissements, on voit que c'est là que nous devons investir.

• 0930

If you look at the literature around the globe, the economy of a country is directly related to the health of the country, and the health of that country is directly related to the way in which we target our interventions. So rather than giving someone who's hungry an ear of corn or a fish, it's better to teach them how to fish or how to grow corn.

What I'm trying to do, perhaps too lengthily, is corroborate what Ms Johnston was saying in terms of where we should be targeting our broader medical interventions.

Dans le monde entier, on dit que l'économie d'un pays est directement liée à sa santé, et la santé des pays est directement liée à la façon dont nous ciblons nos interventions. Par conséquent, au lieu de donner un épis de maïs ou un poisson à quelqu'un qui a faim, il vaut mieux lui apprendre à pêcher ou a faire pousser du maïs.

Au fond, et mon intervention est peut-être un peu trop longue, je veux simplement dire que je suis d'accord avec M^{me} Johnston sur cette idée de cibler nos grandes interventions médicales.

Mr. Graham: You specifically mentioned tuberculosis and AIDS, for example, which is a concern. Are you saying we would be wiser to be putting our aid budget in the basic needs, as you suggest, of health? We have all read this, that in fact in London in the 19th century far more important than the hospitals was getting clean drinking water into the city, and things like that. So we're familiar with that model.

Take Uganda, for example, a country in which over 25% of the population have AIDS. Are you saying that when we are looking at the health component in our budget we should be focusing more on clean water and the basic areas you talk about rather than on the specific problem of AIDS, which they address, and we should leave that for the local authorities to deal with?

Dr. Lee: In fact, our project in Uganda is working with local authorities and specifically on AIDS. What we're attempting to do, though, is a broad education component for the people who do not yet have AIDS, but at the same time developing the social support system, which has been severely curtailed by the destruction brought about by AIDS. So in fact we are doing both of those.

Mr. Flis (Parkdale-High Park): I want to take advantage of having a presenter who is a retired educator, being one myself.

Over the two days of these hearings and in previous hearings we have heard from many presenters that we must do a better job of educating the Canadian public on what ODA is all about, etc. The same presenters, though, tell us what ODA should not be. It should not be tied to trade. It should not be tied to educating Canadian firms to learn certain skills. There are all these nots. The more nots you put in there, the tougher it is to educate the Canadian public that it is a good investment.

So I'm wondering if the panellists could share with us what is an effective way of educating the general public that ODA is a good investment.

So far Canada has done quite well, but with the shrinking tax dollar, politicians such as myself and others are getting the squeeze to reduce the public debt, reduce the annual deficit. We are asked why we are sending money here or there. So any tips or ideas that you have for educating the public generally would certainly be appreciated.

Mr. Comfort: Some good points were made in that direction by a previous speaker here, and I hope you've taken cognizance of that.

We seem to have had no difficulty in getting the public to accept the expenditure of, say, \$12 billion for DND. How was that done? I think we have enough brain power in Ottawa to accomplish the same kind of good public relations with respect to the ODA dispensation. We won't have time to go into it here, but what we need is the political will to do just that: to sell the idea of suitable aid, the kind of aid that was described here by a doctor, the kind of aid that I saw done with strong volonté politique de faire passer le message: faire comprendre

[Traduction]

M. Graham: Vous avez mentionné en particulier la tuberculose et le SIDA qui sont inquiétants. Vous pensez qu'il vaudrait mieux consacrer notre budget d'aide aux besoins fondamentaux de la santé? Nous avons tous lu par exemple qu'à Londres au XIXe siècle il était beaucoup plus important de permettre à la population de boire de l'eau potable que de construire des hôpitaux, et des choses comme cela. Nous connaissons donc ce genre de modèle.

Prenez l'Ouganda, par exemple, un pays dont 25 p. 100 de la population est séropositive. D'après vous, le volet santé de notre budget devrait-il être plus axé sur la production d'eau potable et sur les domaines fondamentaux dont vous parlez que sur le problème particulier du SIDA qui devrait être laissé aux autorités locales qui s'en occupent déjà?

M. Lee: En fait, nous collaborons avec les autorités locales de l'Ouganda, en particulier sur le problème du SIDA. Toutefois, ce que nous essayons de faire, c'est un vaste travail d'éducation des gens qui ne sont pas encore contaminés tout en développant le réseau de soutien social qui a été sérieusement ébranlé par les ravages du SIDA. Nous agissons donc sur les deux plans.

M. Flis (Parkdale-High Park): Je voudrais profiter de la présence d'un enseignant retraité puisque j'en suis un moi-même.

Au cours de ces deux jours d'audiences ainsi que lors d'audiences précédentes, de nombreux intervenants nous ont dit qu'il vaudrait mieux informer les Canadiens sur l'APD, ce qu'elle signifie etc. Ces intervenants nous ont aussi dit ce que ne devait pas être cette aide publique au développement. Elle ne devrait pas être liée au commerce. Elle ne devrait pas servir à faire apprendre certaines spécialisations à des entreprises canadiennes. On se trouve en présence de tous ces aspects négatifs. Or, plus on dit que l'APD ne doit pas être telle ou telle chose, plus il est difficile de convaincre le public canadien que c'est un bon investissement.

J'aimerais donc savoir, de l'avis de nos témoins, quel serait le bon moyen de convaincre le public que l'APD constitue un bon investissement.

Jusqu'à présent, le Canada s'en est fort bien tiré, mais les recettes fiscales sont de plus en plus maigres et l'étau se reserre sur les politiques que nous sommes et auxquels on demande de réduire la dette publique et le déficit annuel. On nous demande pourquoi nous dépensons de l'argent ici ou là. Nous serions donc heureux d'avoir des suggestions ou des arguments à proposer au public pour le convaincre.

M. Comfort: Un intervenant précédent à fait d'excellentes remarques à ce sujet, et j'espère que vous en avez pris connaissance.

Apparemment, nous n'avons eu aucune difficulté à faire accepter par le public des dépenses de l'ordre de 12 milliards de dollars pour la défense nationale. Comment a-t-on réussi cela? Je crois qu'il y a suffisamment de pouvoir de persuasion à Ottawa pour mener à bien le même genre de campagne de relations publiques au sujet de l'APD. Nous n'avons pas le temps d'approfondir cela ici, mais il suffit simplement d'avoir la

CIDA grants in Nicaragua. Those things are acceptable to the public, and they need to be told about it, and some money needs to be spent on getting those kinds of good public relations. Without getting into specifics, I can simply emphasize the importance of doing that very thing, yes.

• 0935

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I have a question for Mr. Bruer about Nicaragua. Quite apart from what aid agencies such as CIDA can do or have done for Nicaragua, can you tell us how the Nicaraguans are doing themselves? Are the Sandinistas still in charge? Is the new government making any progress? Is the economy growing stronger or is it in a shambles?

Mr. Bruer: It is in a shambles. The Sandinistas are no longer in control of the government. A coalition of right—

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Are they in charge of the army?

Mr. Bruer: No. The army is under the constitutional authority of the president and the National Assembly. The president is Violeta Chamorro, a member of the UNO coalition, the right-wing coalition that took power in 1990. The Sandinistas are the opposition, basically.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): But aren't the officers and so on effectively running the armed forces?

Mr. Bruer: Not in any significant respect—no more than the Conservative Party runs the Canadian military or the particular administration in Metropolitan Toronto runs the police force. They are appointed by the president and the officers are appointed by the National Assembly and the president and the generals who run the army and so on. It's a constitutional system, and an army then independent of the control of any political party.

There is no question that Nicaraguan life is permeated by the example of the revolution. That was the whole intention. They created a democratic system, a mixed economy. They created public education. They created an anticipation on the part of the people that they'd get to participate in the life of the society and the state and that they'd get to enjoy the benefits of the economy when there are any. That's a legacy of the Sandinista example, but—

The Joint Chairman (Senator MacEachen): How did they lose the election?

Mr. Bruer: I think they lost the election because the people of Nicaragua no longer wanted to fight in a war with the United States and they, rightly probably, assumed that if they re-elected the Sandinistas the war would continue, that the Americans would continue to fund the Contras and they would have to keep fighting and their sons and daughters would keep dying. So they stopped the war by electing someone else.

They didn't stop the intervention of the Americans. They didn't win hundreds of millions of dollars of aid, which is what they had intended. Senator Jesse Helms put an end to that. They didn't revitalize the country.

[Translation]

au public l'utilité d'une aide appropriée comme celle qui a été décrite ici par un médecin, du genre d'aide que j'ai vu apportée au Nicaragua grâce à d'importantes subventions de l'ACDI. Le public est prêt à accepter ce genre de choses, mais il faut lui en parler, et il faut consacrer un peu d'argent à ce genre de campagne de relations publiques. Sans entrer dans le détail, je voulais simplement souligner cela.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je voudrais poser une question à M. Bruer au sujet du Nicaragua. Indépendamment de ce que peuvent faire des organismes comme l'ACDI pour le Nicaragua, que fait la population de ce pays elle-même? Les Sandinistes dirigent—ils toujours? Le nouveau gouvernement avance—t—il? L'économie se relève—t—elle ou est—elle toujours en ruine?

M. Bruer: Elle est en ruine. Les sandinistes ne dirigent plus le gouvernement. Une coalition de droite. . .

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Dirigent-ils l'armée?

M. Bruer: Non. L'armée est placée sous l'autorité constitutionnelle de la présidente et de l'Assemblée nationale. La présidente est Violeta Chamorro, membre de la coalition UNO, la coalition de droite qui a pris le pouvoir en 1990. Les sandinistes constituent en fait l'opposition.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Mais est-ce que ce ne sont tout de même pas les officiers, etc. qui dirigent dans les faits l'armée?

M. Bruer: Pas vraiment, pas plus que le parti conservateur ne dirige l'armée canadienne ou que l'administration du Toronto métropolitain ne dirige la police. Ce sont des gens qui sont nommés par la présidente, les officiers sont nommés par l'Assemblé nationale et le président, et c'est la même chose pour les généraux qui dirigent l'armée etc. Il s'agit d'un régime constitutionnel et l'armée n'est donc pas sous le contrôle d'un parti politique.

Certes, les résultats de la révolution sont présents partout au Nicaragua. C'était l'intention au départ. Ils ont mis sur pied un régime démocratique, une économie mixte. Ils ont créé un enseignement public. Ils ont dit au peuple qu'il allait participer à la vie de la société et de l'État et qu'ils pourraient profiter des retombées positives de l'économie quand il y en aurait. Il y a tout un héritage sandiniste, mais...

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Comment ont-il fait pour perdre les élections?

M. Bruer: Je pense qu'ils les ont perdus parce que les Nicaraguayens ne voulaient pas être en guerre avec les États-Unis et se sont dit, à juste titre probablement, que s'ils réélisaient les sandinistes, la guerre continuerait, que les Américains continueraient à financer les contras et que leurs enfants, leurs fils et leurs filles continueraient à se faire tuer. Ils ont donc mis fin à la guerre en élisant quelqu'un d'autre.

Ils n'ont cependant pas mis fin à l'intervention des Américains. Ils n'ont pas obtenu des centaines de millions de dollars d'aide comme ils le pensaient. Le sénateur Jesse Helms a mis fin à tout cela. Les Américains n'ont pas revitalisé le pays.

The Nicaraguan economy is in fact in worse condition now than it ever has been, or at least since the 1970s. There is widespread malnutrition. There is poverty. The educational system is being dismantled. The health care system set up under the Sandinistas is being dismantled—mostly in the name of structural adjustment and the IMF, and also in the name of the neo-liberal policies of the current administration.

It is a desperate situation. As Eldon said, Nicaragua is the state with the highest per capita national debt now. They have a rapidly increasing infant mortality rate, maternal deaths, the re-emergence of diseases such as cholera, which is something we're seeing all over Latin America. So it is a pretty bad situation in that way.

They're also trying to reverse the land reform, and a lot of violence is breaking out in the countryside because of that kind of problem.

After the victory of the Chamorro government and the resurgence of the right in Nicaragua, classic aid and trade policies were supposed to come in and rebuild the country and provide people with jobs and export markets and so on. Well, it has been a dismal failure. It hasn't done anything for the Nicaraguans. They were better off when they were fighting a war with the Americans and 50,000 of them were dying. Now 50,000 are going to starve to death instead. At least when they fought the war they had a chance to feel they were doing something for their country and they were defending themselves. Now they're just starving in the streets because they can't get anything to eat because there's nowhere to sell their produce.

No aid is coming into the country except what we can provide through the NGOs and what we're doing in terms of the world. I would say that it is not a good situation.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you.

Mr. Bruer: We are hoping that we will change that. There will be elections again in —

The Joint Chairman (Senator MacEachen): And who is "we" in this case?

Mr. Bruer: Canada.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I see.

Are there any more questions?

Ms Johnston: Mr. Chairman, may I address the question that Mr. Flis directed to all of us about how we can generate more Canadian support for official development assistance?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Sure.

• 0940

Ms Johnston: I think the question is an important one. What we need to do is to go back to the question of what our official development assistance is intended to do. For as long as our official development assistance is pulled in many directions, the Canadian public will have the sense that it's ineffective, because any program that's pulled in many directions is going to be seen to be less than effective, because no program can succeed when it's pulled in many directions. So without being experts in foreign policy or ODA, the Canadian public are suspicious that the money we're spending on ODA is not making the kind of difference they would want it to make.

[Traduction]

L'économie du Nicaragua se porte en fait plus mal que jamais, en tout cas depuis les années soixante-dix. La malnutrition, la pauvreté sont présentes partout. Le système d'éducation se désintègre. On est en train de démanteler le réseau de soins de santé mis sur pied à l'époque des sandinistes, principalement au nom de l'ajustement structurel et du FMI, et aussi au nom des programmes néolibéraux de l'administration actuelle.

La situation est tragique. Comme l'a dit Eldon, le Nicaragua est le pays qui a la plus forte dette nationale par habitant à l'heure actuelle. Le taux de mortalité infantile et de décès lors des accouchements progressent rapidement, on voit réapparaître des maladies comme le choléra, et c'est une situation que l'on constate en fait partout en Amérique latine. C'est donc assez tragique.

Ils essaient aussi de revenir sur la réforme agraire, et cela cause de nombreuses violences dans les campagnes.

Après la victoire du gouvernement Chamorro et la réapparition de la droite au Nicaragua, on s'attendait à un retour de l'aide et de la politique commerciale classique qui auraient permis de reconstruire le pays et de donner des emplois et des marchés d'exportation à sa population. Mais cela a été un échec lamentable. Cela n'a rien apporté au Nicaraguayens. Leur situation était meilleure à l'époque où ils faisaient la guerre aux Américains et où 50 000 d'entre eux se faisaient tuer. Maintenant, ce sont 50 000 personnes qui vont crever de faim. Au moins, à l'époque où ils se battaient, ils avaient le sentiment de faire quelque chose pour leur pays et de se défendre. Maintenant, ils crient famine dans les rues parce qu'ils n'ont rien à manger parce qu'ils ne peuvent pas vendre leurs produits.

Ce pays ne reçoit aucune aide en dehors de ce que nous lui apportons par le biais des ONG et de ce que nous faisons pour le monde. Je dirais que la situation n'est pas brillante.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci.

M. Bruer: Nous espérons que nous allons changer cela. Il va y avoir de nouvelles élections. . .

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Qui, «nous»?

M. Bruer: Le Canada.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je vois.

Y a-t-il d'autres questions?

Mme Johnston: Monsieur le président, je voudrais revenir sur la question que M. Flis nous a posé à nous tous au sujet des moyens d'accroître le soutien des Canadiens à l'aide publique au développement?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Certainement.

Mme Johnston: Je pense que c'est une question importante. Ce qu'il faut faire c'est se demander à quoi sert fondamentalement l'aide publique au développement. Tant que cette aide sera éparpillée dans toutes les directions, le public canadien aura le sentiment qu'elle est inefficace, parce qu'on se dit qu'un programme qui touche à tout ne peut pas être efficace. Par conséquent, les Canadiens, sans être des experts en politique étrangère ou en APD ont l'impression que l'argent que nous consacrons à cette aide n'est pas aussi efficace qu'ils le souhaiteraient.

I say the best way to generate Canadian support for our official development assistance is to ensure that assistance is effective. Average Canadians want to support average people elsewhere in the world. Average Canadians will not get on board for the kind of programs that are seen to be serving the elites in other countries. If our official development assistance targets the needs of those people who need it the most, Canadians will be on board for it.

Dr. Lee: I'd like to address that question too, because I think it's the critical question that has to be addressed.

I grew up in an advertising family, and I think your point is quite well made. When you have too many themes, then you confuse the person to whom you're targeting. We need to establish a concept of what our aid is supposed to do and then use that concept as a way of educating the community.

I immigrated here 20 years ago. I chose to remain and become Canadian because I was impressed with the goodwill of Canadians, the sense of community, and their ability to look beyond their own needs. Perhaps as the price of being a convert, I'm very enthusiastic about Canadians as a result.

But what we really need to do is to build on that goodwill that exists in the Canadian society and highlight some of these small but very important projects that have occurred globally because of Canadian intervention; for example, to know that there are people in Brazil who are now living in a suburb that used to be an abandoned base, or that there are support works in Uganda for children whose families have been devastated by AIDS. These are the kinds of small but very powerful success stories that need to be highlighted in any attempt to educate the Canadian public. I think we will always be amiss at doing that if we continue to have a variety of, in some cases, countervailing objectives.

Mr. Gauthier (Ottawa—Vanier): I have one question for all of you. You talked about the effectiveness of the NGOs' work, and I believe they contribute an awful lot to the process and to changing things in the world. But I've stuck on the word 'effectiveness', because to be effective one has to evaluate regularly, and to evaluate means program evaluation has to be in place. We don't have that at this time. The public is not aware of whether or not we are effectively doing what people say we should be doing with their public money.

Do you believe that could be done? In other words, should we have a regular public evaluation of the programs put in place by the NGOs, and would you endorse such a program?

Dr. Lee: As a taxpayer, yes, because I'd hate to think my money was going into something that was not being evaluated. If you look at the classic principles and steps of community development, linked to all of them is the step called evaluation. You build in your evaluation before you even start your project. You establish your criteria, your objectives, and then you measure periodically.

There are elements, certainly in the projects we're involved in, where we are attempting to evaluate the success or failure of these projects, so we can modify them if we need to to improve them. But clearly it is essential for evaluation to be part of all projects before even beginning the project.

[Translation]

La meilleure façon d'obtenir l'appui des Canadiens à cette aide publique au développement, c'est de veiller à ce qu'elle donne des résultats efficaces. Les Canadiens moyens veulent aider des citoyens moyens ailleurs dans le monde. Ils ont aucune envie de financer des programmes qui donnent l'impression de servir à remplir les poches des élites d'autres pays. Si notre APD est axé sur les besoins des gens qui sont vraiment démunis, les Canadiens l'appuieront.

M. Lee: J'aimerais intervenir aussi sur cette question car je pense qu'elle est fondamentale.

J'ai grandi dans le milieu de la publicité, et je crois que vous avez tout à fait raison. Quand on aborde trop de thèmes à la fois on sème la confusion dans le public auquel on s'adresse. Il faut définir précisément le but de notre aide et se servir de cette définition pour éduquer le public.

J'ai émigré ici il y a 20 ans. J'ai choisi de devenir Canadien parce que j'ai été impressionné par la générosité des Canadiens, leur sens de la communauté et leur capacité de désintéressement. Du fait de ma conversion, je suis peut-être devenu plus royaliste que le roi.

Mais ce qu'il faut faire, c'est exploiter cette générosité qui existe dans la société canadienne et mettre en valeur certains projets de petite envergure mais très importants qui ont été réalisés à l'échelle mondiale grâce à l'intervention du Canada; par exemple, montrer qu'il y a maintenant au Brésil des gens qui vivent dans une banlieue qui était naguère une base militaire abandonnée, ou qu'on aide en Ouganda des enfants dont la famille a été ravagée par le SIDA. C'est sur ce genre de petits projets qui sont en fait de très grandes réussites qu'il faut insister pour éduquer le public Canadien. Je crois que nous serons toujours à côté de la plaque si nous continuons à poursuivre une multitude d'objectifs parfois contradictoires.

M. Gauthier (Ottawa—Vanier): Je voudrais vous poser une question à tous. Vous avez parlé de l'efficacité du travail des ONGs, et je crois qu'elles contribuent énormément à ce processus et à l'évolution de la situation dans le monde. Toutefois, je me suis arrêté sur le mot «efficacité», car pour être efficace il faut faire des évaluations régulières, et pour faire des évaluations il faut avoir des programmes d'évaluation. Or, ce n'est pas le cas actuellement. Le public ne peut pas savoir si nous faisons vraiment ce que nous devrions faire avec l'argent public.

Pensez-vous que ce soit possible? Autrement dit, faudrait-il évaluer régulièrement les programmes réalisés par les ONGs, et seriez-vous d'accord pour cela?

M. Lee: En tant que contribuable, oui, car je n'aime pas du tout l'idée que mon argent soit utilisé à quelque chose qui ne fait l'objet d'aucune évaluation. Les principes et les étapes classiques du développement de la collectivité comporte toujours une étape appelée évaluation. On prévoit l'évaluation avant même de lancer le projet. On établit les critères, les objectifs et on les évalue régulièrement.

Dans le cas des projets dont nous nous occupons, nous essayons dans une certaine mesure de faire une évaluation pour les modifier éventuellement s'il faut les améliorer. Mais il est évident qu'il faut absolument prévoir une évaluation de tous les projets avant même leur lancement.

• 0945

[Texte]

[Traduction]

What's behind the question is probably even more fundamentally important, then, which is to make people aware that in fact we are evaluating how we spend our money.

Mr. Gauthier: I'd like to hear Mr. Comfort's answer to that, briefly.

Mr. Comfort: I agree. Evaluation is an important part of the public relations too. Not only do we need the evaluation in order to direct further and future aid, but we're interested in educating the public to the benefits of foreign aid and evaluation is an important part of that.

This is done reasonably successfully within our own constituency. The churches, for example, have their own lines of communication and attempt to educate their own constituency. However, but we need the government's help in this regard, to broaden the information highway, if you like, to all Canadians so they can be aware and can appreciate the good work that is done through CIDA and through NGOs.

Mr. Gauthier: May I throw a curve in here? Would you go so far as to ask the recipient country to be part of the evaluation and maybe have them lead on this?

Mr. Comfort: Yes, sure.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Ladies and gentlemen, that concludes our sector. Thank you very much for your presentations.

Ms Johnston: Mr. Chairman, I didn't have an opportunity to address the last question. If I may make it one line... I promise to be very brief, Mr. Chairman.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): One line.

Ms Johnston: We lose sight of the fact that most of CIDA's money is not channelled through NGOs. Most NGOs evaluate their programs very rigorously. They must because they raise money from the public and are directly accountable to the public. The question is where most of CIDA's money is going, and it's not to NGOs.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We thank all of you for the work you're doing and your presentation this morning.

I now ask the witnesses from UNICEF Canada and Save the Children Canada if they would come forward.

Here from UNICEF Canada are Bob Pletsch and Cathie Guthrie, and from Save the Children Canada we have Cameron Charlebois. I would like to begin this part of the hearings and repeat the rule that the presentation is to take about five minutes and the time remaining is for discussion.

Mr. Pletsch, would you like to begin?

Mr. Bob Pletsch (UNICEF Canada): Thank you, Mr. Chairman.

My name is Bob Pletsch and I'm a past president of UNICEF Canada and currently a member of the UNICEF Canada board. I attended the Children's Summit in New York in 1990 and I have visited many of our development projects abroad.

Ce qui est peut-être plus essentiel, c'est ce que la question recèle, qui est d'informer les gens que nous procédons à l'évaluation de nos dépenses.

M. Gauthier: J'aimerais que M. Comfort réponde brièvement à cette question.

M. Comfort: Je suis d'accord. L'évaluation, elle aussi, constitue un élément important des relations publiques; elle est non seulement nécessaire pour nous guider dans nos orientations futures, mais elle nous permet de faire comprendre au public les avantages de l'aide étrangère et à ce titre elle constitue un élément précieux.

Nous procédons nous—mêmes, avec un succès relatif et avec nos propres moyens, à ce travail d'éducation. C'est ainsi que les Églises ont leurs propres voies de communication pour informer leurs fidèles, mais l'aide du gouvernement reste néanmoins requise pour élargir le champ d'information à tous les Canadiens afin que ceux—ci puissent pleinement apprécier l'oeuvre accomplie par l'ACDI et par les ONGs.

M. Gauthier: Puis-je vous poser une question insidieuse? Iriez-vous jusqu'à demander au pays bénéficiaire de participer à l'évaluation, voire d'en prendre l'initiative?

M. Comfort: Certainement.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Mesdames et messieurs, voilà qui met fin à l'audition de ces témoignages. Je vous remercie de vos exposés.

Mme Johnston: Monsieur le président, je n'ai pas eu l'occasion de répondre à la dernière question. Si vous le permettez, je voudrais le faire en vous promettant de le faire très succinctement.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): À cette condition nous vous écoutons.

Mme Johnston: Nous perdons de vue le fait que la majeure partie des fonds de l'ACDI ne transite pas par les ONGs qui, pour la plupart, procèdent à une évaluation très stricte de leurs programmes. Elles y sont obligées parce que leurs fonds proviennent du public, auxquels elles ont à rendre directement compte. La question qui se pose, s'est de savoir où vont les fonds de l'ACDI, et ce n'est pas aux ONGs

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous vous remercions tous du travail que vous faites, ainsi que de votre comparution ce matin.

Je vais maintenant demander aux témoins d'UNICEF Canada et de l'Aide à l'enfance-Canada de bien vouloir prendre place.

Nous avons devant nous Bob Pletsch et Cathie Guthrie, qui représentent UNICEF Canada, et Cameron Charlebois, qui représente l'Aide à l'enfance-Canada. Au risque de me répéter, je vous rappelle que votre exposé ne devrait pas dépasser cinq minutes, afin que le temps qui reste soit réservé à la discussion.

Monsieur Pletsch, vous avez la parole.

M. Bob Pletsch (UNICEF Canada): Je vous remercie, monsieur le président.

Je m'appelle Bob Pletsch et suis ancien président d'UNICEF Canada et actuellement membre du conseil d'administration de cet organisme. J'ai assisté, à New York en 1990, au Sommet mondial pour l'enfance et j'ai inspecté un grand nombre de nos projets de développement à l'étranger.

I am a UNICEF volunteer, like some 44,000 other Canadians who contribute their time, talent, and effort to UNICEF's work for the world's poorest children. Like me, half of those volunteers are educators in the school systems of Canada. They each influence their friends and colleagues, at least 30 children—principals many more—and those children's parents. In addition, we have more than 1.3 million school children who each year carry orange UNICEF boxes at Hallowe'en and raise many millions of dollars for the forgotten children of the developing world.

Of the approximately \$23 million raised annually by UNICEF, all but \$5 million in CIDA grants is raised by our volunteer-driven fund-raising programs. We are very proud of the degree of recognition the public has of our organization, as indicated for years by the Decima research commissioned by CIDA. They hear us on our campaigns focusing on the need to satisfy basic human needs with low-cost solutions and using our own internal resources frugally.

• 0950

For example, our expense-to-revenue on the Hallowe'en campaign is excellent. We have about an 8% administrative cost.

You should also know our volunteers use and distribute much of the excellent education-for-development material produced by CIDA. The CIDA maps and the country profiles are especially useful.

We are also financially supported by 200,000 Canadians, including many parliamentarians, who on the whole are well educated, like yourselves. They purchase our greeting cards and contribute financially to our work in other ways.

I am here today to share some of our concerns, however, about the direction of Canada's aid program. I believe you have a copy of our position paper. It's available for you later if you don't already have one. I'd like to comment on some of the points in this paper.

I have with me Cathie Guthrie, our development program officer, who will be happy to respond to questions at the end of my presentation.

As Canadians, we have always been proud that our country has been a pioneer in the global ethic of cooperation for development. In common with many other Canadians, we believe the principal reason for Canada's support of international development assistance is to help people who live in poverty overcome their disadvantages and realize their true potential as human beings. We see this as important not only for the lives of people who are helped in this way but also for ourselves, because in the long term this sort of development supports our own economy and helps make the world more peaceful and secure.

[Translation]

Il y a environ 44 000 Canadiens—dont la moitié sont des éducateurs du système scolaire canadien—qui, comme moi, consacrent leur temps, leurs talents et leurs efforts au travail qu'accompli l'UNICEF pour les enfants les plus démunis du globe. Chacun de ces bénévoles influencent amis et collègues, sans parler d'une trentaine d'enfants au moins—davantage dans le cas des directeurs d'école—ainsi que leurs parents. Nous avons également plus de 1,3 millions d'écoliers qui, chaque année, à l'occasion de l'Halloween, font la quête avec les boîtes orange de l'UNICEF, recueillant ainsi des millions de dollars pour l'enfance oubliée des pays en voie de développement.

À l'exception de la subvention de 5 millions de dollars que nous recevons de l'ACDI, tous les fonds que nous recueillons annuellement, soit environ 23 millions de dollars, proviennent des campagnes de collecte de fonds organisées par nos bénévoles. Nous sommes fiers d'avoir un label bien connu du public, comme il ressort depuis des années de l'enquête Decima faite sur l'ordre de l'ACDI. Dans nos campagnes de collecte de fonds, nous mettons l'accent sur la nécessité de répondre, avec des solutions à coût modique, aux besoins humains essentiels et de faire un usage parcimonieux de nos ressources.

C'est ainsi que notre campagne de l'Halloween est très bien gérée, nos coûts administratifs ne dépassant pas 8 p. 100.

Nos bénévoles utilisent et distribuent une grande partie du matériel pédagogique excellent mis au point par l'ACDI, en particulier les cartes et les profils de pays mis au point par cette dernière.

Nous recevons également les contributions financières de 200 000 Canadiens—dont un grand nombre de membres du Parlement—qui sont généralement, comme vous, très instruits, qui achètent nos cartes de voeux et participent financièrement, par d'autres voies encore, à notre oeuvre.

Si je comparais aujourd'hui devant vous, toutefois, c'est pour vous faire part de certaines de nos préoccupations concernant l'orientation que prennent les programmes d'aide du Canada. Vous devez avoir entre les mains un exemplaire de notre énoncé de position et si ce n'est déjà fait, vous pouvez le demander. Je voudrais maintenant mettre l'accent sur certains passages de ce document.

Je suis accompagné de M^{me} Cathie Guthrie, agent du programme de développement, qui pourra, à la fin de mon exposé, répondre à vos questions.

Nous Canadiens, avons toujours été fiers du rôle de pionnier joué par notre pays en matière d'éthique de la coopération pour le développement. À l'instar d'un grand nombre de Canadiens, nous pensons que l'objectif principal du programme d'aide international du Canada est d'aider ceux qui vivent dans la pauvreté à s'en sortir et à parvenir à leur épanouissement en tant qu'êtres humains. Cet objectif nous paraît important non seulement pour ceux qui en sont les bénéficiaires, mais également pour nous-mêmes, parce qu'à long terme ce genre de développement contribue à notre propre économie et apporte plus de paix et de sécurité au monde.

In recent years, unfortunately, we have seen a shift away from this focus on the world's poorest in both government policy and the programs managed by the Canadian International Development Agency. We have seen a certain form of uncertainty within CIDA itself. Is CIDA to be a promoter of trade and a bank for entrepreneurs, or is it to promote development assistance? This is a crippling malaise which undercuts the potential for making a positive difference in the world.

We believe that in any new pattern that emerges from this review a clear distinction should be made between aid in support of trade and aid for development and humanitarian purposes. Only then will Canadians clearly understand what our aid program is all about.

As the government undertakes its review of Canada's foreign policy, including its aid program, Canada has the opportunity to restore commitments made by our own political leaders of the past to the international community. On September 30, 1990, Prime Minister Mulroney, as co-chair of the World Summit for Children, signed the plan of action along with 70 other heads of state. They pledged to cut infant mortality rates of children in the developing world by one-third, to reduce maternal mortality rates by half, and to provide clean water, immunization, basic education, and basic health care to all children by the year 2000. To do that requires an accelerated commitment to basic human needs and a redirection of priorities.

As you all know by now, the official target for development assistance was set at 0.7% of GNP by the 1969 World Bank commission, chaired by Lester Pearson. Canada at that time agreed to meet this target, but it has never reached more than 0.5%. The 1987 Winegard report entitled For Whose Benefit? supported the 0.7% ODA target too. Instead, the percentage has steadily declined in the past decade and at present is under 0.4%, or about \$2.5 billion.

In addition, it is little understood by most Canadians that only 9.3% of this amount, according to statistics provided to UNDP, has gone to meet basic human needs such as primary health programs, clean water, sanitation, basic literacy education, and nutrition. In recent years both UNDP and UNICEF have consistently argued for directing more of our ODA, up to 20%, to meet these basic human needs, at the same time ensuring the developing countries do likewise with their budgets.

We have noted that the Canadian government has already indicated it would go in that same direction, as stated in the Liberal Party foreign policy handbook. We hope this goal will be restated in the new foreign policy statement resulting from this review. We sincerely hope this exercise will not end with putting words down on paper, or in juggling statistics while continuing to implement aid programs that actually benefit many of those who are better off, which has often happened in the past.

[Traduction]

Ces dernières années, nous avons, malheureusement, constaté que nous délaissions cette aide aux plus démunis de la terre, tant dans la politique du gouvernement que dans les programmes gérés par l'Agence canadienne de développement international. L'incertitude s'était emparée de l'ACDI même: se devait-elle d'encourager le commerce et devenir une banque pour les entrepreneurs, ou bien sa mission consistait-elle à assurer l'aide au développement? Cet état d'équivoque handicape tous les efforts visant à changer le monde.

L'examen auquel vous procédez devrait, à notre avis, établir une distinction nette entre l'aide en faveur du commerce et l'aide au développement à des fins humanitaires. Ce n'est qu'à cette condition que les Canadiens connaîtront exactement l'orientation de notre programme d'aide.

Avec l'examen de la politique étrangère—dont le programme d'aide—auquel procède le gouvernement, le Canada aura la possibilité de réaffirmer les engagements envers la communauté internationale qui ont été pris par nos propres chefs politiques. Le 30 septembre 1990, le premier ministre Mulroney, coprésident du Sommet mondial pour l'enfance, signait, avec 70 chefs d'États, un plan d'action. Ils s'engageaient à faire diminuer d'un tiers le taux de mortalité infantile dans les pays en voie de développement, à réduire de moitié le taux de mortalité maternelle et à assurer à tous les enfants, d'ici l'an 2000, l'approvisionnement en eau potable, les vaccinations, l'enseignement élémentaire et les soins essentiels. Cet objectif ne peut être atteint qu'avec un effort considérablement accru pour répondre aux besoins essentiels et un nouvel ordre de priorités.

Comme vous le savez tous à présent, la Commission de la Banque mondiale, présidée par Lester Pearson, avait, en 1969, fixé à 0,7 p. 100 du PNB l'objectif officiel d'aide au développement. Le Canada s'était alors engagé à atteindre cet objectif, mais il n'a jamais, depuis, dépassé 0,5 p. 100. Le rapport Winegard de 1987 intitulé *Qui doit en profiter?* était également en faveur d'une contribution de l'aide au développement de 0,7 p. 100. Loin de progresser vers cet objectif, ce pourcentage n'a fait que s'amenuiser au cours de la dernière décennie et s'établit à présent en dessous de 0,4 p. 100, soit environ à 2,5 milliards de dollars.

Mais ce qu'ignorent la plupart des Canadiens, c'est que seuls 9,3 p. 100 de cette somme, d'après les statistiques fournies par le PNUD, est consacré aux besoins humains essentiels tels que les programmes de soins de santé primaires, l'eau potable, l'hygiène, l'alphabétisation et la nutrition. Inlassablement, au cours des dernières années, le PNUD et UNICEF plaident pour que l'on consacre un plus grand pourcentage de notre aide au développement, allant jusqu'à 20 p. 100, pour répondre à ces besoins humains essentiels tout en veillant en même temps que les pays en voie de développement procèdent de même avec leur budget.

Nous avons pris note du fait que le gouvernement canadien a signifié son intention de suivre cette voie, ainsi que l'affirme le manuel de politique étrangère du Parti Libéral et nous espérons que la déclaration de politique étrangère qui émanera de cet examen réaffirmera cet objectif. Nous espérons de tout coeur que l'on ne se contentera pas de belles paroles ou de jongler avec les statistiques tout en continuant à administrer des programmes qui profitent surtout à des catégories relativement aisées, comme cela s'est souvent produit.

Just as important as the investment in the human development process is Canada's continued response to those needing emergency assistance as a result of man-made or natural disasters. UNICEF responded to 64 of them internationally in 1993.

Without assistance from countries such as Canada, any gains being made to a country's human development priorities can suddenly be lost. By investing in human development, the ability of individuals and communities to detect potential disasters is improved. People are better prepared to avert disasters, to lessen the severity of their impact once they arrive, and to respond with their improved skills when they strike.

UNICEF is one of the few organizations on the ground in developing countries with the people and the skills and, therefore, the capability of responding to both emergencies and the ongoing development needs of children and women.

There's also a real need to address the problems of massive international debt held by the economically deprived countries of the world. More money moves in the direction of the developed world in the form of debt-servicing payments from the developing world each year than the richest give the poorest in all forms of development assistance. This continuing loss of resources by those who need them most means that there is much less in their countries for basic human needs and to support the long-term development of viable economies. We hope that the foreign policy review of the Government of Canada will also result in an effective plan to overcome the continuing crisis of international debt for so many of the countries that receive our development assistance.

In closing, may I remind you that our well-being in Canada is inevitably linked to that of people everywhere. A disaster or a huge success that is happening in the farthest corners of the world will have an effect almost immediately on us and our lives. We still have the opportunity to determine and, to some extent, influence the effect on us and on future generations of Canadians of such events so that they will tend to be more helpful and less catastrophic. We can also plan to make our development action sustainable and helpful rather than harmful for others with whom we share this small and vulnerable planet. The attitudes and practices we cultivate today will have far-reaching implications.

• 0955

In any event, humanitarian support for the basic human needs of the poorest of the poor will in the long term, we think, be in our mutual best interests, and we believe it is what most Canadians believe our international aid program is all about.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Mr. Pletsch.

Mr. Cameron Charlebois of Save the Children Canada.

Mr. Cameron Charlebois (Save the Children Canada): Thank you, Mr. Chairman.

[Translation]

Si l'investissement dans le processus de développement de la personne est essentiel, la participation du Canada au programme d'aide d'urgence aux victimes de sinistres, naturels ou autres l'est tout autant. En 1993 l'UNICEF a répondu à 64 sinistres un peu partout au monde.

Sans l'aide de pays comme le Canada, toute avance faite du côté du développement humain d'un pays peut être perdue tout d'un coup. Investir dans le développement humain permet d'améliorer la capacité des particuliers et des collectivités de déceler des catastrophes possibles. La population est mieux en mesure de les éviter, d'en diminuer la sévérité lorsqu'elles se produisent, et de mieux y réagir grâce à sa compétence améliorée.

L'UNICEF est l'un des rares organismes présents dans les pays en voie de développement qui a du personnel compétent et capable de réagir aux urgences et de satisfaire aux besoins permanents des femmes et des enfants en matière de développement.

Il faut également s'attaquer aux problèmes de la dette internationale généralisée des pays pauvres du monde. Chaque année les pays en voie de développement payent davantage en frais de service de la dette au monde développé que ces demiers ne donnent à ceux-là sous forme d'aide au développement. Cette perte de ressources par les pays les plus pauvres fait qu'ils sont moins capables de subvenir à leurs besoins fondamentaux et de favoriser la mise en place à long terme d'économies viables. Nous espérons que l'examen de la politique étrangère entrepris par le gouvernement du Canada entraînera aussi l'élaboration d'un plan pour surmonter la crise de la dette internationale que connaissent tant des pays qui reçoivent notre aide au développement.

En terminant, je me permets de vous rappeler que le bienêtre des Canadiens est inéluctablement lié à celui des peuples du monde entier. Une catastrophe ou un succès retentissant qui survient dans un coin très éloigné du monde aura une incidence presque immédiate sur nous. Il nous est toujours possible de déterminer et, dans une certaine mesure, d'influencer l'effet que ces incidents ont sur les Canadiens maintenant et à l'avenir. Nous pouvons aussi nous engager à faire du développement durable, pour aider plutôt que de nuire aux autres avec qui nous partageons cette petite planète vulnérable. Nos attitudes et pratiques actuelles auront des implications d'une grande portée.

Quoiqu'il en soit, nous estimons qu'à long terme il sera dans notre intérêt mutuel de donner de l'aide humanitaire pour subvenir aux besoins humains fondamentaux des plus pauvres. Nous croyons également que la plupart des Canadiens pensent que c'est l'objectif de notre programme international d'aide.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur Pletsch.

Le prochain témoin est M. Cameron Charlebois de l'Aide à l'enfance --- Canada.

M. Cameron Charlebois (Aide à l'enfance - Canada): Merci, monsieur le président.

I am past–president of the board of Save the Children. I continue to be a volunteer board member. I am also vice–president of the board of the Canadian Council for International Cooperation.

Ma présentation sera en anglais, mais si par la suite il y a des questions en français, je serai heureux de répondre dans cette langue.

You've already received our brief, with attachments on the Convention on the Rights of the Child and the Latin American study on the effects of structural adjustment. We've sent in a summary. This morning I don't want to make this a matter of singing the praises of Save the Children. I want just to call your attention to certain other aspects, to illustrate some of the issues we are groping with.

In the jackets I've given you there's the annual report of the International Save the Children Alliance. If you open it to page 20, you'll see the breadth of the Save the Children movement. We're involved in 24 countries. I should say there are 24 Save the Children organizations. Each country is independently constituted, but together as an association they spend over \$320 million in relief and development around the world, in different forms. My purpose in showing you this is to help to put a little into context what we believe is the importance of the NGO movement and how it must figure in Canadian foreign policy.

On page 20 you'll notice ISCA spends \$320 million in the combined membership spending. We accounted for close to \$5 million of that amount. We have 24 member countries, working in about 110 countries. We have regional cooperation and long experience in dealing with different cultures and political systems, acting with local populations, with a very global outlook and a constant goal of improving the lives of children, as evidenced in the three priorities, which are also in this document, *The Convention on the Rights of the Child*—the implementation of the convention, I should say—children, poverty, and the international economic system, and children in armed conflict and displacement.

ISCA is now at high levels of advocacy at the UN, advocating on behalf of children's rights and actions in the international community. We're a member of ECOSOC, the Economic and Social Council of the United Nations. We participate in the UN Committee on the Rights of the Child. We have taken a position at the NGO community of the World Bank, and so on, looking at the effects of structural adjustment.

The points I would like to make are the following. The movement demanding universal respect for the rights of children is worldwide and gaining in momentum. We represent that it must figure loud and strong in Canada's foreign policy. This is because the well-being of children cannot be separated from the future of communities, regions, and nations.

Canada will soon publish a report for the United Nations Committee on the Rights of the Child on its record in children's rights. Will Canada's foreign policy actions be dealt with in this report, such as the effects of the support of certain structural

[Traduction]

Je suis l'ancien président du conseil d'administration de l'Aide à l'enfance. Je suis toujours membre bénévole du conseil. De plus, je suis vice-président du conseil d'administration du Conseil canadien pour la coopération internationale.

My presentation will be in English, but if there are any questions in French, I will be pleased to answer them in French.

Vous avez déjà reçu notre mémoire, avec des annexes au sujet de la Convention relative aux droits de l'enfant et l'étude faite en Amérique latine qui porte sur les effets de l'ajustement structurel. On vous en a envoyé un résumé. Je ne suis pas venu ce matin pour chanter les louanges de l'Aide à l'enfance. Je tiens simplement à faire ressortir certains aspects de notre mémoire pour vous donner un exemple des problèmes avec lesquels nous nous débattons.

Vous trouverez dans la trousse que je vous ai donnée le rapport annuel de l'International Save the Children Alliance. À la page 20, vous verrez l'ampleur que revêt l'Aide à l'enfance. Nous travaillons dans 24 pays. Je devrai plutôt dire qu'il y a 24 organismes indépendants d'Aide à l'enfance, mais ensemble ils dépensent plus de 320 millions de dollars partout au monde en aide humanitaire et en aide au développement sous des formes différentes. Je vous montre ces statistiques pour que vous puissiez juger de l'importance des ONGs et du rôle qu'elles doivent jouer dans la politique étrangère du Canada.

Vous remarquerez à la page 20 qu'ensemble tous les membres de l'International Save the Children Alliance dépensent 320 millions de dollars au total. Notre organisme a dépensé presque 5 millions de cette somme. Il y a 24 pays membres qui travaillent dans environ 110 pays. Nous collaborons au niveau régional et avons beaucoup d'expérience avec les différentes cultures, les différents régimes politiques et le travail avec la population locale. Notre perspective est mondiale et nous cherchons constamment à améliorer le sort des enfants, ce qui se voit dans nos trois priorités. On les retrouve également dans ce document, La Convention relative aux droits de l'enfant, qui fait allusion aux enfants, à la pauvreté, au système économique international et aux enfants déplacés et ceux victimes d'un confiit armé.

L'ISCA défend aux échelons élevés de l'ONU, les droits des enfants et encourage la communauté internationale à prendre des mesures. Nous sommes membres du Conseil économique et social de l'ONU. Nous participons au travail du Comité de l'ONU sur les droits de l'enfant. Nous avons pris position au sujet des effets de l'ajustement structurel au sein des ONGs de la banque mondiale.

Voici les points sur lesquels je tiens à insister. Le mouvement qui exige le respect universel des droits de l'enfant existe partout au monde et a de plus en plus de force. Selon nous, il faut que la politique étrangère du Canada en tienne compte, car il est impossible de dissocier le bien-être des enfants de celui des collectivités, des régions et des nations à l'avenir.

Le Canada va publier sous peu un rapport à l'intention du Comité de l'ONU sur les droits de l'enfant concernant son bilan dans ce domaine. Est-ce que le rapport tiendra compte de certaines mesures prises par le Canada dans le domaine de la

adjustment programs, the effects of certain bilateral aid with governments that sanction abuses of the rights of children, and so on? If not, I think the NGO community, at least the Coalition on the Rights of the Child and organizations such as Save the Children Canada, will take a close look at it.

Secondly, questions are often raised about the effectiveness of development assistance that goes through NGOs. Save the Children Canada, as one example, we believe is effective in supporting sustainable human development, as the term is these days, wherever we work. We're part of an extremely broad movement, the International Save the Children Alliance, but it in itself is also just the tip of the iceberg if we add in organizations such as UNICEF, CARE, the Red Cross, and so on, which are also NGOs. If we combine all that together, the NGO movement around the world is enormous and is producing tangible, long-lasting, sustainable results.

But the strength of the movement and its effectiveness depend on each and every individual NGO, their boards and local constituencies, and the encouragement and nurturing of government. The essence of NGOs, as you know, and as I'm sure you've heard very often since these hearings have been going on, is that they are locally rooted here and they deal one on one with locally rooted organizations overseas. That's a combination you cannot achieve at any level of bureaucracy or through government.

• 1000

NGOs are an essential component of development. They achieve what cannot be achieved government to government. They produce lasting change at the grass roots.

While it is true developing countries do need improvements to their infrastructure systems, such as roads, dams, and urban systems, and to their capacity for production, Canada's foreign policy must confirm a substantial long-term commitment to sustainable human development in favour of the world's poorest and to NGO action in support of partners who are creating their own development. This level of development is where the pay—off is, because it puts people at the local level in charge of their own futures and it is sustainable to the effect that it can withstand fairly major upheavals in government. What it cannot withstand, of course, is upheavals in peace, or lack of peace, or major natural disasters.

This level and kind of development is slow, painstaking, and patient work which requires nurturing and commitment over time. This is a point we would like to reinforce. In the long-term commitment we make with partners, it's anathema to that commitment to be at risk, that the plug can be pulled at any moment on a political decision on government aid. Development at the NGO level is a long-term commitment. We make three-and five-year contracts with local groups who are depending on

[Translation]

politique étrangère, comme les effets de certains programmes d'ajustement structurel, les effets de certains programmes d'aide bilatérale avec des pays qui permettent des violations des droits des enfants, etc.? S'il n'en tient pas compte, je pense que les ONGs, du moins la Coalition sur les droits de l'enfant et des organismes comme l'Aide à l'enfance—Canada vont le scruter de près.

Deuxièmement, l'on pose souvent des questions au sujet de l'efficacité de l'aide au développement qui passe par les ONGs. Nous croyons que l'Aide à l'enfance—Canada, par exemple, encourage efficacement partout où nous travaillons le développement humain durable, pour employer le terme à la mode. Nous faisons partie d'un mouvement extrêmement vaste, l'International Save the Children Alliance, qui lui aussi n'est que la pointe de l'iceberg si l'on y ajoute des organismes comme l'UNICEF, CARE, la Croix—Rouge, etc., qui sont aussi des ONGs. Le mouvement des ONGs à travers le monde est énorme et donne des résultats tangibles et durables.

Mais la force du mouvement et son efficacité dépendent de chaque ONG, de son conseil d'administration, des ses groupes locaux et de l'appui et l'encouragement du gouvernement. Les ONGs, vous le savez et je suis sûr qu'on vous l'a répété souvent depuis le début de ces audiences, sont essentiellement des organismes qui ont des racines locales et qui traitent sans intermédiaire avec des organismes de même nature à l'étranger. Or, c'est une chose impossible à réaliser à n'importe quel niveau de l'administration ou des services de l'État.

Les ONGs sont un volet essentiel du développement. Elles parviennent à des résultats impossible à atteindre entre gouvernements. Elles produisent des changements durables au niveau du peuple.

C'est un fait que les pays en développement ont besoin d'améliorer leurs systèmes d'infrastructure tel que les routes, les barrages et les réseaux urbains, ainsi que leur capacité de production, mais la politique étrangère du gouvernement doit confirmer un engagement important à long terme envers le développement humain durable pour venir en aide aux plus pauvres de la planète ainsi qu'envers l'intervention des ONGs pour venir en aide aux partenaires qui créent leur propre développement. C'est à ce niveau de développement que se trouve la récompense parce qu'on se trouve à confier aux gens de l'endroit la responsabilité de leur avenir et cette sorte de développement est durable car elle peut résister à des chambardements assez radicaux au niveau du gouvernement. Ce à quoi elle ne peut pas résister évidemment ce sont les situations où la paix est perturbée ou cesse d'exister ou encore les grandes catastrophes naturelles.

Ce genre de développement exige du temps, des efforts et de la patience ce qui nécessite avec le temps de la détermination et du soutien. C'est sur cet aspect-là que nous aimerions insister. Dans l'engagement à long terme que nous prenons avec des partenaires, il est effrayant de penser que cet engagement puisse ne pas être tenu, et que l'aide gouvernementale puisse cesser à n'importe quel moment par suite d'une décision politique. Le développement au niveau des ONGs est un

achieve. For that to be vulnerable to turnaround political decisions is an extremely unhealthy situation in the development community.

The third point is that for that reason, support must be built among the Canadian people for a sustained commitment to world development. Canada's policy must uphold categorically, once and for all, that international alleviation of poverty and suffering is not a trade-off with our own immediate interests. It is an immediate interest in itself, for our own peace and security in the future, whether that means preventing conflict, which puts our soldiers and expatriate workers at risk, or protection of the global environment, which always suffers in cases of under-development, or the creation of sustainable growth in the world economy for our own economic benefit.

NGOs, through alliances such as ISCA, the International Save the Children Alliance, can be effective agents for peace, dialogue, and a monitoring progress on a planetary scale.

NGOs also ensure their home constituents do not perceive the world in isolation but see similarities and interdependencies rather than difference and competition.

But to lay the creation of the support of Canadians solely at the doorstep of the NGO community itself is a cop-out, at least in my opinion. The NGOs have a job to do in creating Canadian support for development, but government must also stop playing the polls and show leadership, which must be manifest in its major policies, and notably in this case Canada's foreign policy in support of sustainable development and the action of NGOs.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Mr. Charlebois.

Now we have a period for dialogue. May I begin by asking a question not intended to be provocative but to gain some insight: why two organizations working in, in a sense, the same field, and with what seem to be the same objectives? Is there any advantage in consolidation, or is the advantage in a separate existence?

Mr. Pletsch: The source of our committee work in Canada basically emanates from the UN and the special UNICEF agency there. So we're connected to a global network through the UN mechanism. Basically our mission in Canada as an NGO is to raise funds, to advocate for the poorest of the poor, and to provide education to the Canadian public. So really we are a partner in a larger operation. We're the national organization, and we have 10 provincial organizations working regionally across the country. I think that's our perspective.

Mr. Charlebois: That's a fair answer. It comes from the mission and the origins of the organizations, for sure.

[Traduction]

the support we give them to achieve the development they want to engagement à long terme. Nous passons des contrats de trois et cinq ans avec des groupes locaux qui dépendent du soutien que nous leur accordons pour réaliser le développement qu'ils souhaitent. Que ce soutien puisse être à la merci de décisions d'un pouvoir politique qui change d'avis, voilà qui crée une situation extrêmement malsaine dans le milieu qui s'occupe du développement.

> Troisièmement, c'est la raison pour laquelle il faut constituer un mouvement d'appui parmi la population canadienne en vue d'un engagement durable envers le développement mondial. La politique du Canada doit confirmer catégoriquement, et une fois pour toutes que l'élimination de la pauvreté et des souffrances dans les pays du monde, ne saurait être sacrifiée à nos propres intérêts immédiats. Le développement mondial présente un intérêt immédiat en soi. dans l'intérêt de notre paix et sécurité futures, qu'il s'agisse d'empêcher un conflit, qui met nos soldats et nos travailleurs expatriés en danger, ou encore de la protection de l'environnement de la planète, qui est toujours négligé dans les cas de sous-développement, ou enfin la création d'une croissance durable de l'économie mondiale ce qui avantage notre propre économie.

> Les ONGs, grâce à des alliances telles que l'ISCA, the International Save the Children Alliance peuvent être des agents efficaces en faveur de la paix, du dialogue et pour surveiller les progrès réalisés à l'échelle planétaire.

> Les ONGs veillent aussi à ce que leurs propres ressortissants ne perçoivent pas le monde isolément mais voient les similarités et les interdépendances qui les rapprochent au lieu des divergences et de la concurrence qui les séparent.

> Mais vouloir confier aux seules ONGs le soin de rallier le soutien des Canadiens, à mon avis du moins c'est chercher à se débiner. Les ONGs ont effectivement la tâche de rallier l'adhésion des Canadiens en faveur du développement, mais le gouvernement doit lui aussi cesser d'agir en réaction aux sondages et montrer l'exemple qui doit être manifeste dans ces positions principales et notamment en l'occurrence la politique étrangère du Canada doit soutenir le développement durable et l'intervention des ONGs.

> Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur Charlebois.

> Nous allons maintenant avoir une période de discussion. Puis-je commencer en posant une question qui ne vise à agacer personne mais simplement à m'éclairer: pourquoi y a-t-il deux organismes qui oeuvrent dans un sens dans le même domaine et qui recherchent semble-t-il les mêmes objectifs? Y aurait-il intérêt à fusionner leurs efforts ou est-il préférable qu'ils existent séparément?

> M. Pletsch: Le travail de notre Comité au Canada émane au fond des Nations Unies et de l'organisme spécial qui s'y trouve l'UNICEF. Nous sommes donc reliés à un réseau global par le mécanisme des Nations Unies. Notre mission au Canada en tant que ONG est essentiellement de recueillir des fonds, de prêcher la cause des plus démunis, et d'informer le public canadien. Donc, à vrai dire nous sommes associés à une grande organisation. Nous constituons un organisme national qui compte 10 organismes provinciaux qui s'acquittent de leur tâche dans toutes les régions du pays. Je crois que c'est dans ce contexte que nous nous situons.

> M. Charlebois: C'est une réponse satisfaisante. Elle s'explique par la mission et les origines des organisations, c'est certain.

There's quite a considerable convergence of these organizations at different levels. There's a lot of field cooperation in the delivery of programs. Save the Children organizations don't cooperate just with each other; they cooperate with every other NGO working the same area of the world. A lot more of that is going on because of the pressure of funding and the need for effectiveness in delivering programs.

1005

So there might be a greater fragmentation of the NGO make—up on the local level here but much more convergence in the delivery programs. Even there I won't pretend that the delivery of programs is completely rosy and that everybody works in the utmost cooperation. There's a lot of work to do there.

It has to do with the mission, the origins, and so on. Save the Children was founded in England, and the founder of Save the Children founded the International Union for Child Welfare, which drafted the first declaration of the rights of children. So there are long histories to these organizations.

I think your question is fair. Just how much more cooperation can we have here? I don't want to change hats too glibly, but the Canadian Council for International Cooperation is taking a hard look at how we can mobilize the Canadian NGO community so that even if organizations don't collapse or merge, at least there will be a lot more work together on the Canadian front and overseas.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Wouldn't you say there's a point at which the proliferation of NGOs represents inefficiency and duplication? In the literature on development I've noted the vast number of NGOs in the world. One might conclude that there is a point at which consolidation might be more useful than additional numbers. It is a question that has occurred to me. Do you have any thoughts on it as to whether the NGO community is asking itself, "How can we consolidate and not see an increasing number of new NGOs?"

Ms Cathie Guthrie (Special Projects Officer, UNICEF Canada): I'd like to acknowledge that we as NGOs do work independently and cooperatively with one another.

UNICEF has the additional advantage of working with governments. In fact, the terms and conditions of our cooperation within the countries where we are responsible for supporting programs are developed in close collaboration and consultation with the host government. That is not to say that we don't work collaboratively with NGOs on the ground and at the community level.

We have different ways of working in the field, and the Canadian government should continue to acknowledge the different strengths that each individual NGO brings to the work in the field. One of them is the different ways of working with government or with community-based organizations.

[Translation]

Il y a une convergence énorme des efforts de ces organismes aux divers niveaux. Il y a une grande collaboration dans l'exécution des programmes. Les organismes tels que l'Aide à l'enfance ne collaborent pas simplement entre eux mais avec toutes les autres ONGs qui exercent une activité dans la même région du monde. Il y en a encore davantage en ce moment à cause du manque de fonds et du besoin d'efficacité dans l'exécution des programmes.

Donc, la composition des ONGs est peut-être plus fragmentée au niveau local mais il y a une plus grande convergence des efforts dans la prestation des programmes. Je n'irai malgré tout pas jusqu'à prétendre que l'exécution des programmes se passe sans accroc et que tout le monde travaille dans la plus parfaite collaboration. Il y a pas mal de travail à faire dans ce domaine.

Cette collaboration est reliée à la mission, aux origines de l'organisation, ainsi de suite. L'aide à l'enfance a été fondée en Angleterre et son fondateur a aussi mis sur pied l'Union internationale pour la protection de l'enfance qui a rédigé la première déclaration relative aux droits de l'enfant. Ces organismes ont donc une longue histoire.

J'estime que votre question se justifie. À quel degré de collaboration peut-on encore s'attendre? Je ne veux pas jongler avec les casquettes, mais le conseil canadien de la collaboration internationale examine de très près la façon dont nous pouvons mobiliser les ONGs canadiennes de telle sorte que même en l'absence d'effondrement ou de fusion des organismes, il y aura au moins beaucoup plus de travail accompli ensemble au Canada et à l'étranger.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): N'êtes-vous pas d'avis qu'il vient un moment où la prolifération des ONGs entraînent l'inefficacité et le double emploi? Dans la documentation sur le développement j'ai noté qu'il y avait un nombre considérable d'ONGs dans le monde. On pourrait-on conclure qu'à un certain point la fusion serait préférable à la prolifération. C'est une question que je me suis posée. Avez-vous des idées à ce sujet? Savez-vous si la communauté des ONGs se demande parfois si elle ne pourrait pas procéder à une fusion afin que le nombre des nouvelles ONGs cesse de croître?

Mme Cathie Guthrie (préposée aux projets spéciaux, UNI-CEF Canada): J'aimerais préciser qu'à titre d'ONG, nous travaillons indépendamment et en collaboration avec les autres.

L'UNICEF a l'avantage supplémentaire de travailler avec les gouvernements. En fait, les termes et conditions de notre collaboration dans les pays où nous sommes chargés d'offrir des programmes, sont mis au point en collaboration étroite et en consultation avec le gouvernement d'accueil. Cela ne veut pas dire que nous ne travaillons pas en collaboration avec les ONG sur place et au niveau communautaire.

Nous avons des méthodes de travail différentes sur le terrain et le gouvernement canadien devrait continuer à reconnaître les points forts différents que chaque ONG apporte à la tâche qui s'accomplit sur le terrain. Et il s'agit notamment des façons diverses de collaborer avec le gouvernement ou les organismes à base communautaire.

Mr. Charlebois: That's a fair part of the answer. Any three citizens getting together can be an NGO, and who is going to pre-empt that choice of people in Red Deer or Lethbridge or Chicoutimi wanting to make an NGO? That's their choice, and maybe the more of those the merrier.

The question is at what point it becomes vested with resources and at what point that is an efficient use of resources. Then you have to look at the program delivery and what's actually being achieved here. I am sure you have heard a lot from NGOs and the requirement they have to do public education in Canada, and I think the feeling all around is that they are an extremely effective mechanism for that if they're reaching a broad enough public.

I agree with what was just said: it really depends on whether you're looking at the multiplicity of them here or the actual NGOs overseas. If we are partners with a local community group that could be called an NGO for the creation of a community program to train youth, then that might be a very small NGO but a very effective delivery tool for development for children. So maybe thousands of those is a good idea. It really depends on what the effectiveness of the program is.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Any questions? My colleague Senator Andreychuk.

Senator Andreychuk (Regina): I'm glad that Mr. Charlebois added that last part, because it would be asking how many political parties are too much in a democracy. It's voluntary activity.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I can answer that!

Senator Andreychuk: Well, we'll see what the electorate says the next time around.

I was pleased that you said "any number of citizens wishing to get together and study it". That is the essence of development education: people showing an interest in the international environment. The question is the resources and when the government needs to support that voluntary activity.

• 1010

Do you believe that CIDA focus only on development assistance in a narrower sense than it is now would be more worth while to development education and to development assistance, or do you believe its mandate as it is presently structured is an adequate one if it is administered more efficiently?

Mr. Charlebois: I'm not sure the community grasps CIDA's mandate all that clearly, and it seems to shift from time to time. I. think the community will always give you a resounding answer that the number one priority... We would wish that the maximum amount of resources go to the world's poorest, the people who need the development the most, in the most effective way. As I said, yes, economies need nurturing and urban systems need development, and you can't have économies et développer les systèmes urbains. Faute

[Traduction]

M. Charlebois: C'est une bonne partie de la réponse. N'importe quel groupe de trois citoyens peut se former en une ONG, et qui, à Red Deer ou Lethbridge ou Chicoutimi va s'opposer à la décision de ces gens qui veulent constituer une ONG. C'est leur choix, et peut-être que plus il y en a, mieux c'est.

La question qui se pose est de savoir à quel moment l'ONG reçoit des ressources et à partir de quel moment ces ressources sont utilisées efficacement. Il faut en outre se pencher sur l'exécution des programmes et des résultats qui sont en fait obtenus en l'occurrence. Je suis sûr que les ONGs vous ont parlé de l'obligation qu'elles avaient d'informer le public canadien et j'ai l'impression que d'une façon générale on les considère comme un mécanisme extrêmement efficace à cette fin si elles rejoignent un public suffisamment vaste.

Je souscris à ce qu'on a dit: À savoir qu'il dépend vraiment de la façon dont on envisage leur multiplication au Canada ou les ONG qui se trouvent à l'étranger. Si nous sommes associés à un groupe local communautaire qu'on pourrait qualifier d'ONG en vue de créer un programme communautaire destiné à former des jeunes, dans ce cas il s'agit peut-être d'une très petite ONG mais en fait d'un outil très efficace pour le développement des enfants. Donc c'est peut-être une bonne idée d'en avoir des milliers. Tout dépend vraiment si le programme est efficace.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Y a-t-il des questions? Ma collègue le sénateur Andreychuk.

La sénatrice Andreychuk (Regina): Je suis contente que M. Charlebois ait ajouté cette dernière remarque parce qu'on pourrait se demander à quel moment il y a trop de partis politiques dans une démocratie. Il s'agit d'une activité bénévole.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je puis répondre à cette question!

La sénatrice Andreychuk: Et bien nous verrons ce que les électeurs en disent la prochaine fois.

J'ai été ravie de vous entendre dire «Un nombre quelconque de citoyens qui veulent ensemble l'étudier». Voilà à quoi se résume l'éducation en matière de développement: des gens qui manifestent un intérêt à l'environnement international. La question concerne les ressources et il faut savoir à quel moment le gouvernement doit soutenir cette activité bénévole.

Estimez-vous que dans l'intérêt d'informer le public en matière de développement et d'aide au développement l'ACDI devrait consacrer ses ressources à la seule aide au développement défini de facon plus étroite que maintenant ou estimez-vous que la structure actuelle de son mandat est suffisante pourvu qu'elle soit administrée plus efficacement?

M. Charlebois: Je ne suis pas certain que la collectivité comprenne très clairement le mandat de l'ACDI, lequel semble changer de temps à autre. Je crois que la collectivité sera toujours en faveur de la priorité numéro 1... je souhaiterais que le maximum de ressources soit dirigé vers les plus démunis de la planète, ceux qui ont le plus besoin de développement et de la façon la plus efficace. Je le répète, oui, il faut soutenir les

infrastructure. There's no doubt about that. So there is a way to spend effectively in those areas.

But before you get to those areas and the big projects and cash crops and so on, it's extremely important to make sure the children are fed and that they have clean water and that they have education. There will never be enough resources going into that until we achieve certain levels of alleviation of poverty around the world.

Admittedly you can't do all of one without the other, and the question is what is the commitment in the Canadian foreign policy towards sustainable human development, at what level? CCIC has made representations that it be 60% of the ODA budget, that it be at least 0.7% of GNP, as per the Sharing Our Future document. These are figures we stand behind, because we think it has to be. If it could be more, great, but it shouldn't be less.

Senator Andreychuk: We've heard a number of panellists, over the last several days particularly, indicate that there has been a confusion of trade support within CIDA as opposed to pure assistance, and therefore that a clear mandate on assistance and the trade perspectives be put elsewhere or at least identified separately. Do you feel that's an issue when you work in your organizations, or are we in Canada overstating the problem?

Mr. Charlebois: I'm not sure we're overstating the problem. I think we have a concern for it, indeed, because when you're working small-scale micro-development projects and suddenly a boatload of grain arrives, it creates a certain anomaly in the minds of the receivers of aid.

But far be it from us to say there should not be trade assistance. The question is effectiveness; the question is whether you are actually achieving development or just throwing good money after bad. There are enough cases where it's good money after bad; there are enough cases where the actual pay-off for the assistance given is not that obvious. I think that has to end for the credibility of the foreign aid program, and maybe the way to get around that is through some kind of rigorous evaluation of just what is the effectiveness of aid. Whether it's trade, whether it's bilateral or whether it's assistance, just what is the effectiveness and how do you measure effectiveness?

Mr. Gauthier: Both of you are members of large international organizations, and I take it actions are undertaken by a variety of targets that are set by somebody. Who sets the targets for UNICEF Canada and who sets the targets for Save the Children Canada? Who decides that you go into Nicaragua, Jamaica, Bolivia, Mali, Kenya, and who decides for UNICEF where you go? I notice that both of you have a variety of targets in your reports and that they don't seem to overlap too much, except for India and a few others such as South America. But I wonder if you can enlighten me as to who decides where you go.

Mr. Charlebois: I'll be brief so UNICEF can intervene.

We have a volunteer board of directors that makes all of those decisions. Obviously we ---

[Translation]

development beyond a certain level if you do not invest in d'investissements dans l'infrastructure, le développement s'arrête à un certain niveau. C'est incontestable. C'est donc dans ce domaine qu'il faut engager des dépenses efficacement.

> Mais avant de se lancer dans ces domaines et d'entreprendre les grands projets et des cultures commerciales et ainsi de suite, il est extrêmement important de veiller à ce que les enfants soient nourris et instruits et qu'ils disposent d'eau potable. On n'y affectera jamais assez de ressources tant qu'on aura pas réussi à réduire les niveaux de pauvreté dans le monde.

> Il faut convenir que l'on ne saurait faire tout l'un sans l'autre et la question est de savoir dans quelle mesure le Canada veut consacrer sa politique étrangère au développement humain durable. Le CCCI a fait des démarches pour qu'on y consacre 60 p. 100 du budget de l'aide publique au développement, c'est-à-dire 0,7 p. 100 du PNB comme l'indique le document Partageons notre avenir. Ce sont des chiffres que nous défendons parce que à notre avis c'est indispensable. Ce montant pourrait être plus élevé mais il ne devrait pas être moindre.

> La sénatrice Andreychuk: Un certain nombre de témoins, ces derniers jours en particulier, nous ont signalé que l'ACDI semblait soutenir les échanges commerciaux au lieu d'offrir une aide pure et simple et ils ont donc recommandé un mandat clair en matière d'aide et que les possibilités d'échanges commerciaux figurent ailleurs ou du moins soient indiquées séparément. Quand vous oeuvrez dans vos organisations, estimez-vous qu'il s'agit là d'une question qui se pose ou est-ce que nous dramatisons le problème au Canada?

M. Charlebois: Je ne dirai pas que nous dramatisons nos problèmes. C'est en réalité un sujet de préoccupation parce que lorsque nous travaillons à des projets de micro-développement à petite échelle et que tout d'un coup on débarque une cargaison de grains, les bénéficiaires de l'aide ne savent pas trop à quoi s'en tenir

Mais je n'irai certainement pas dire qu'il ne faudrait pas aider les échanges commerciaux. Le critère, c'est l'efficacité; il s'agit de savoir si l'on favorise en fait le développement ou simplement on gaspille de l'argent. Il y a suffisammen d'exemples où cela s'est produit; les cas sont nombreux où i n'est pas tellement évident que l'aide ait vraiment servi à quelque chose. Il faut que cela cesse pour que le programme d'aide à l'étranger soit crédible et peut-être que pour y parvenir on devrait procéder à une évaluation rigoureuse de l'efficacité de l'aide. Qu'ils s'agissent d'échanges commerciaux, d'aide bilatérale ou autre, comment en mesurons-nous l'efficacité?

M. Gauthier: Vous êtes tous les deux membres de grandes associations internationales et j'imagine que vous prenez des mesures afin d'atteindre certaines cibles fixées par quelqu'un Qui fixe les cibles d'UNICEF Canada et celles d'Aide i l'enfance-Canada? Qui décide que vous devez aller au Nicaragua, à la Jamaïque, en Bolivie, au Mali, au Kenya? Qu prend ces décisions pour l'UNICEF? Je remarque que vous aver tous les deux une diversité d'objectifs dans vos rapports et que ces objectifs ne semble pas faire double emploi sauf en Inde et er Amérique du Sud. Pouvez-vous me dire qui décide ou vous allez.

M. Charlebois: Je serai bref pour que le représentant de l'UNICEF puisse parler.

Nous avons un conseil d'administration composé de bénévoles lequel prend toutes ces décisions. Évidemment, nous. . .

Mr. Gauthier: Canadian, domestic-

Mr. Charlebois: Yes, from across Canada.

Mr. Gauthier: —and international.

Mr. Charlebois: No. no-

Mr. Gauthier: You don't take international orders.

Mr. Charlebois: No, not any. We seek cooperation in the field with our international colleagues, but we do not operation within an international umbrella that dictates to us what we do. We decide here what we do, based on our judgment of where is the best place to invest our energies.

Mr. Gauthier: At the risk of duplicating work?

• 1015

Mr. Charlebois: It might look like it on a map, but if you look at systematically, you'll find there's not a lot of duplication; there's much more cooperation. There might be geographic duplication on the face of a map, but at the program level it's quite supportive.

Ms Guthrie: I would just like to reiterate that the projects and the countries where UNICEF Canada's support is directed are largely in the hands of our volunteer board of directors and our volunteer base, with the advice of some program managers who have travelled to the field and identified areas of need where our collaboration is recognized as critical.

May I comment on the senator's earlier inquiry about where the balance is and what we should be focusing on with that? I'd like to draw the committee's attention to the real, critical importance of responding to the issue of 20%-20%.

It's not simply a matter of encouraging recipient governments to contribute 20% of their spending to the social development sector and 20% of the industrialized countries' ODA to social development and basic human needs. It's a lot more than that. There's a real synergy and a dynamic that's encouraged in that whole dialogue. It addresses the whole area of debt reduction and the importance of that on the side of the industrialized countries.

It also acknowledges the importance of eliminating tied aid where in many, many situations countries can of their own volition, if they are permitted to do so, purchase the pharmaceuticals, purchase the steel that may be required to build the infrastructure, for example, or to procure the tires to put on the vehicles. If that was permitted to be done as local procurement, an enormous amount of money would be

With tied aid policies, that's not the case. In fact, much of the France, for example.

On the recipient country side, importantly, there has to be some restructuring of budgets within sectors and between procéder à une restructuration des budgets dans les secteurs et sectors. There has to be better and more efficient use of existing entre les secteurs. Il y a assurément un moyen plus efficace resources: how to multiply the use of the vehicles that are being d'utiliser les ressources actuelles: comment peut-on multiplier

[Traduction]

M. Gauthier: . . . canadiens. . .

M. Charlebois: ...oui, de tout le Canada.

M. Gauthier: . . . et internationaux

M. Charlebois: non. . .

M. Gauthier: Vous ne suivez pas d'ordres donnés au niveau international.

M. Charlebois: Non, aucun. Nous sollicitons la collaboration de nos collègues des autres pays mais nous ne fonctionnons pas dans le cadre d'un organisme international qui nous dicte notre conduite. C'est nous qui prenons les décisions ici au Canada et qui jugeons des meilleurs endroits où investir notre énergie.

M. Gauthier: Au risque de faire double emploi?

M. Charlebois: C'est peut-être l'impression que l'on a lorsqu'on the field itself and do an evaluation of programs, which we do regarde la carte mais lorsqu'on est sur place et que l'on fait une évaluation des programmes, ce que nous faisons systématiquement, on constate qu'il y a bien peu de double emploi; la collaboration l'emporte. Sur la carte, il peut sembler y avoir un double emploi sur le plan géographique mais au niveau des programmes, il y a énormément d'actions qui se renforcent mutuellement.

> Mme Guthrie: Je voudrais simplement répéter que les projets et les pays auxquels UNICEF Canada accorde son soutien sont choisis en grande partie par notre conseil d'administration bénévole et notre bassin de bénévoles sur les conseils de certains directeurs de programme qui se sont rendus sur place et qui ont défini les zones de besoin où notre collaboration est jugée critique.

> Puis-je répondre à la demande d'explication qu'a formulée plus tôt la sénatrice en ce qui concerne un juste équilibre et les domaines où l'on devrait concentrer nos efforts? Je voudrais attirer l'attention du comité sur l'importance véritable et critique de répondre à la question des 20 p. 100 et 20 p. 100.

> Il ne s'agit pas seulement d'encourager les gouvernements bénéficiaires à consacrer 20 p. 100 de leur budget au secteur du développement social et 20 p. 100 de l'aide publique au développement fournie par les pays industrialisés développement social et aux besoins humains de base. C'est beaucoup plus que cela parce que tout ce dialogue suscite une véritable synergie et une dynamique qui englobe toute la question de la réduction de la dette dont on connaît l'importance pour les pays industrialisés.

> Ce dialogue souligne aussi l'importance de supprimer l'aide conditionnelle puisque dans bien des cas, des pays peuvent de leur propre gré, si on les autorise à le faire, acheter des produits pharmaceutiques, l'acier dont ils ont besoin pour construire l'infrastructure par exemple ou encore les pneus pour équiper leurs véhicules. On pourrait économiser énormément d'argent si l'on permettait à ces pays de se procurer ces produits sur place.

Avec la politique d'aide liée, ce n'est pas le cas. En fait, la plupart procurement has to be done in Canada or in the U.K. or Germany or des achats doit se faire au Canada, au Royaume-Uni, en Allemagne ou en France.

Du côté du pays qui reçoit l'aide, il est indispensable de

are not being sacrificed at the expense of the immunization program, monopolizing on the use of the vehicles when the AIDS program in fact also needs the use of those vehicles. Those are critical areas within the country.

We also have to recognize the importance of those countries' maximizing opportunities to increase revenues, and also to increase expenditures in the social development sector. Bhutan and I believe Costa Rica have introduced a foreign investment tax as a way of increasing or generating revenues in the country based on foreign sources.

There has to be a real dynamic, cooperation, in making the planet a better place for all to live. And it's not simply a cash transaction, money from us with the ultimate objective of ensuring you meet your basic needs. We have to ensure that a real partnership is fostered and there is a real synergy, a dialogue, rather than a cash transfer of resources.

Mr. Graham: On the matter of debt and restructuring, which you have addressed and which the earlier witnesses spoke of this morning, we've obviously heard a lot about it. Could you give us your perspective on how you see it working out at the moment? My problem is this. We understand the debt is way out of whack, that there's a need to deal with it or the countries will not be able to readjust. But from an international financial perspective, we know the World Bank cannot forgive debt. If we create an international institution that can forgive debt, will anybody put any money into it? We have to recognize the realities of the financial...

• 1020

You mentioned the restructuring programs. We recognize these create hardships. But again, from the other side of the formula, is anybody or any country going to put money into international financial institutions if they feel it's just going to flow down and be taken by a recipient country and thrown away? The donors are going to insist on some sort of financial rigour and structures in place if they are not to feel the money's just being wasted. We have to be accountable to the Canadian taxpayers if we're going to participate in that.

This is a huge problem, it seems to me. It goes to international governance and the way in which the institutions are working.

I wonder if you could comment on both those aspects from your experience on the ground, the recipient perspective but also the perspective of how we're going to keep the investment funds flowing if there is no discipline amongst the recipients to spend the moneys wisely; wisely as the donors perceive it.

[Translation]

used by the primary health care system so the different areas of need l'emploi des véhicules qui servent au système de soins de santé primaire afin de ne pas sacrifier les différents secteurs de besoin au programme d'immunisation qui monopolise les véhicules alors que ceux-ci sont aussi nécessaires pour exécuter le programme du SIDA.

> Il faut aussi reconnaître qu'il importe que ces pays maximalisent les occasions d'accroître leurs recettes et aussi leurs dépenses dans le secteur du développement social. Bhutan et moi-même sommes d'avis que le Costa Rica a imposé une taxe aux investissements étrangers pour accroître ou produire des recettes dans le pays grâce à des sources étrangères.

> Il faut qu'il y ait une collaboration réélle et dynamique pour rendre la planète plus hospitalière. Et il ne s'agit pas simplement d'une transaction en espèces, de l'argent que nous donnons pour veiller à ce que les besoins essentiels du pays bénéficiaire soient satisfaits. Il faut entretenir un véritable partenariat et veiller à ce qu'il existe un dialogue véritable, un synergie et non pas simplement un transfert de ressources.

> M. Graham: À propos de la restructuration de la dette dont vous avez parlé ainsi que d'autres témoins ce matin, pouvez-vous nous dire comment d'après vous l'on s'en tire en ce moment? La difficulté à laquelle je me heurte est la suivante. Nous comprenons que l'endettement est colossal, qu'il est nécessaire de s'en occuper sans quoi les pays seront incapables de se réadapter. Mais sous l'angle financier international, nous savons que la Banque mondiale ne peut pas faire grâce d'une dette. Si l'on créait un organisme international qui puisse effacer les dettes, qui serait prêt à le financer? Il faut reconnaître les réalités de. . .

> Vous avez parlé des programmes de restructuration. Nous reconnaissons qu'ils créent des difficultés. Mais par contre, quelqu'un ou quelques pays vont-ils investir des fonds dans des institutions financières internationales s'ils sont d'avis que ces fonds vont simplement aboutir dans un pays bénéficiaire qui les dilapidera? Les pays donateurs vont insister pour que l'on mette sur pied des structures qui assureront une sorte de contrôle financier, s'ils sont d'avis que les fonds investis seront simplement gaspillés. Nous devons pouvoir rendre des comptes aux contribuables canadiens si nous devons participer à cette entreprise.

À mon avis, c'est un problème énorme. Il met en cause le gouvernement des pays du monde et le fonctionnement des institutions.

Pourriez-vous nous donner votre avis sur ces deux aspects, étant donné l'expérience que vous avez acquise à pied-d'oeuvre. c'est-à-dire la perspective du pays bénéficiaire mais aussi celle des pays investisseurs si l'on veut que les investissements continuent alors que les pays bénéficiaires ne font pas d'efforts pour dépenser judicieusement les fonds accordés; judicieusement, dans l'optique des pays donateurs.

Ms Guthrie: First of all, I'd like to acknowledge that UNICEF Canada has completed two major debt swaps, one with the Government of Sudan and one with the Government of Bolivia, and it is in the final stages. . . within the next couple of weeks we hope to close a debt swap with the Government of Zambia. This is a process that enables UNICEF to procure debt from the recipient country, or the owner of the debt.

Mr. Graham: Is that private debt or is it government debt?

Ms Guthrie: It's government debt. It's a process by which a donor can procure debt from the indebted country and transfer that resource back into the country for use by UNICEF.

An hon. member: It's like buying a discounted mortgage.

Ms Guthrie: We pay 10¢ or 11¢ for a dollar.

There really isn't a quick-and-dirty answer to that one. The whole issue of debt emerged at a time in the 1970s when there was a lot of interest in industrialized countries in going out and encouraging developing countries to buy into this. Many were quite overwhelmed by the volume of money that was being directed their way. There wasn't a lot of foresight. There wasn't a lot of planning. I think anyone would acknowledge that. Many countries. . . Nigeria is a classic example of how the economy just ran off the rails and there was very little ability to resurrect it.

There's a different attitude internationally now. There is a clearer way of thinking, recognizing it's important to build on the human dimension and the economic dimension and work with the two of

Senator Kelleher (Ontario): I'd like to expand on the question raised by the chairman originally when he asked what about cooperation amongst the organizations; do we have duplications? From my understanding of external affairs, your biggest competition is with the trade side, and tied aid and things of that nature. They're your competition.

Have you people, or have they, ever sat down together and discussed this competition for funds, or the problems? Has the federal government ever drawn the two sides together to explore this, to understand each other's needs for funds? It never happened when I was there, so I'm curious.

Mr. Charlebois: I can't speak for all time, but I know just in the actions of CIDA there is an annual consultation with the Canadian exporters and with the trade side, and then there's a separate annual consultation with the NGO side.

Senator Kelleher: I know that.

Mr. Charlebois: There aren't many occasions for the two sides to sit down together.

• 1025

I don't think communication is the easiest thing among those groups, but it's certainly something that I am very mais comme membre du CCCI, je voudrais bien que cette interested within CCIC in seeing happen. Why aren't we sitting communication se fasse. Pourquoi est-ce que nous ne down with the Canadian exporters and seeing just how can we rencontrons pas les exportateurs canadiens pour essayer de

[Traduction]

Mme Guthrie: D'abord, j'aimerais préciser qu'UNICEF Canada a terminé deux opérations d'échange de créances, une avec le gouvernement du Soudan et l'autre avec le gouvernement de la Bolivie. D'ici deux ou trois semaines, car nous en sommes aux dernières étapes, nous espérons terminer une opération d'échange de créances avec le gouvernement de Zambie. C'est une méthode qui permet à l'UNICEF de se reprendre la dette du pays bénéficiaire ou de celui auquel elle appartient.

M. Graham: S'agit-il d'une dette privée ou d'une dette d'état?

Mme Guthrie: C'est une dette d'état. C'est une méthode par laquelle un pays donateur peut se procurer la dette du pays endetté et transférer cette ressource dans le pays pour que l'UNICEF puisse s'en servir.

Une voix: C'est comme lorsqu'on achète une hypothèque escomptée.

Mme Guthrie: Nous payons 10 ou 11c. pour un dollar.

Il n'y a pas vraiment de réponse facile parce que toute la question de la dette a vu le jour dans les années 1970 à une époque où les pays industrialisés manifestaient beaucoup d'intérêt à la chose et poussaient les pays en voie de développement à s'endetter. Nombre de ces pays étaient vraiment époustouflés par les sommes qu'ils recevaient. Toute l'entreprise manquait de prévoyance et de planification, je pense que tout le monde en convient. Bien des pays... Le Nigéria est un exemple classique d'une économie qui a déraillé et qu'il était presqu'impossible de relever.

L'attitude dans le monde est bien différente maintenant. On voit les choses beaucoup plus clairement et l'on reconnait qu'il importe de tirer parti à la fois de la dimension humaine et de la dimension économique.

Le sénateur Kelleher (Ontario): J'aimerais développer la question qu'a soulevée le président à propos de la collaboration entre les organismes; y a-t-il double emploi? D'après ce que je sais des Affaires extérieures, c'est l'aspect commercial, l'aide liée et les choses de ce genre, qui vous opposent la plus vive concurrence.

Vous êtes-vous déjà, vous ou eux, réunis pour discuter des problèmes et de ces fonds qu'on se dispute? Le gouvernement fédéral a-t-il déjà réuni les deux côtés pour explorer cet état de choses et pour comprendre les besoins de chacun en matière de fonds? Cela ne s'est jamais produit quand j'y étais, donc je suis curieux de le savoir.

M. Charlebois: Je ne peux pas dire que les choses se sont toujours passées ainsi, mais je sais que chaque année l'ACDI a des consultations avec les exportateurs canadiens et ceux qui participent aux échanges commerciaux, et qu'elle a ensuite des consultations distinctes avec les ONG.

Le sénateur Kelleher: Je le sais.

M. Charlebois: Les deux camps n'ont guère d'occasions d'avoir des échanges de vues.

À mon avis, ces groupes ont bien du mal à communiquer,

understand what our differences are? There might be some areas in which we could actually be quite cooperative and assist government policy and assist CIDA in its own actions.

Admittedly, it hasn't happened a lot yet, but I don't see why it couldn't happen. Maybe it's a matter of some facilitation, somebody helping it to happen. I'm not sure who that's going to be if it's not CIDA.

A voice: Would it be useful?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you for your comments and your insights. I'm sure there are more, as I could see on this side and on the witness side. However, I have more witnesses waiting, so you'll understand if I terminate this portion. Thank you for your contribution. Be assured that we are listening very carefully to what you are saving.

I call SHAIR International Resource Centre, Guelph International Resource Centre, Kingston Global Community Centre, and Global Community Centre to the table.

I shall repeat the listing of witnesses: Mary Anne Peters for the SHAIR International Resource Centre; Gayle Valeriote for the Guelph International Resource Centre; Harold Pickering for the Kingston Global Community Centre; and Mark Xuereb for the Global Community Centre—not located to any specific city, just global.

A voice: Waterloo.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Waterloo, okay.

The rule is simple: five minutes and then discussion.

I call on Mary Anne Peters for the first five-minute presentation.

Ms Mary Anne Peters (SHAIR International Resource Centre): SHAIR International Resource Centre is a global education centre located in Hamilton. We work with people to help them to acquire the information and to develop the skills in analysis and action that they need to participate effectively in efforts for a just, peaceful, and sustainable society globally and locally.

We have seen how our work has helped many people to become engaged in a process of learning and action on many different issues. For example, we work with a youth group of students from high schools across the city. They meet regularly to learn about different issues. Two years ago it was Somalia: this past year it was the human rights issues of food, security, housing, and working rights in the local and global contexts. These youth then organize many conferences and other education and action for afor other youth to learn about the issues and about what they can do.

[Translation]

pull some of this together and at least call a spade a spade, to réunir tous ces éléments? Nous pourrions au moins appeler un chat un chat et essaver de comprendre nos différences. Dans certains domaines nous pourrions peut-être collaborer; nous pourrions appuyer les politiques du gouvernement et aider l'ACDI.

> Certes, une telle rencontre n'a pas encore eu lieu, mais je ne vois pas pourquoi elle serait impossible. Il suffirait peut-être tout simplement d'un coup de pouce. Je ne vois pas qui pourrait le donner à part l'ACDI.

Une voix: Serait-ce utile?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je vous remercie de vos observations fort perspicaces. Il y en aurait d'autres sans doute. comme je peux le constater de ce côté de la table et du côté des témoins. Toutefois, nous avons d'autres témoins qui attendent et vous comprendrez donc pourquoi je dois mettre fin à notre entretien. Merci de nous avoir aidés. Sovez assurés que nous écoutons vos propos très attentivement.

Je demande aux représentants du SHAIR International Resource Centre, du Guelph International Resource Centre, du Kingston Global Community Centre et du Global Community Centre de venir s'asseoir à la table.

Je répète les noms des témoins: Mary Anne Peters, du SHAIR International Resource Centre; Gayle Valeriote, du Guelph International Resource Centre; Harold Pickering, du Kingston Global Community Centre; et Mark Xuereb, du Global Community Centre-je suppose que ce centre n'est pas situé dans une ville en particulier, mais qu'il est simplement global.

Une voix: Il est à Waterloo.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Ah bon, il est à Waterloo.

Notre façon de faire est très simple; vous avez cinq minutes pour faire votre exposé, et ensuite nous passons à la discussion.

Je demande à Mary Anne Peters de faire le premier exposé de cinq minutes.

Mme Mary Anne Peters (SHAIR International Resource Centre): Je représente un centre d'éducation globale qui est situé à Hamilton. Notre but est d'aider les gens à obtenir les informations et à acquérir les capacités d'analyse et d'action dont ils ont besoin pour contribuer à créer une société équitable, pacifique et durable, et ce, au niveau local et à l'échelle planétaire.

Nous constatons que nos efforts ont aidé beaucoup de gens à s'informer de toutes sortes de questions différentes et à passer à l'action. Par exemple, nous avons un groupe de jeunes qui viennent de diverses écoles secondaires de la ville. Ces jeunes se réunissent régulièrement pour s'instruire sur diverses questions. Il y a deux ans, ils ont étudié la situation en Somalie; l'année dernière, ils ont examiné les droits de la personne, des questions comme l'alimentation, la sécurité, le logement et les droits des travailleurs, au niveau local et à l'échelle planétaire. Ces jeunes ont ensuite organisé plusieurs conférences ainsi que d'autres manifestations pour permettre à d'autres jeunes de s'informer de ces questions et de découvrir ce qu'ils peuvent faire pour s'attaquer à ces problèmes.

The young people who have been involved in this have gone on to become truly global citizens, aware and active in concerns beyond themselves. For example, one helped to organize and participated in an election-monitoring delegation to El Salvador.

• 1030

SHAIR also works closely with a large number of volunteer—based groups in the local area who are concerned with global issues. Such groups often form direct links to citizens' groups in other countries and support their work. An example is a local campus group that is linked to the student association of the University of El Salvador and a group supporting the peasants' association of the Guatemalan highlands. These groups have a profound understanding of the situation in those countries from a very grassroots perspective and they have a lot to contribute to the understanding the Canadian public and the Canadian government have of the situation.

Based on our experience, SHAIR believes the biggest challenge facing the world is to develop a broader concept of democracy, to find ways for people at all levels of society to participate in making the decisions that affect their lives. Thus we believe the priority for Canada's foreign policy should be strengthening the elements of civil society—people's grassroots organizations—and making the structures of society, political, economic, social, and cultural, more open and democratic, so these groups have a voice.

This means, first of all, increasing the support we give to grassroots organizations through the Canadian non-governmental organizations that have a long experience with them. Secondly, it means working to ensure a climate of respect for human rights, so civil society is able to develop.

At home, we believe if we want the Canadian public to understand the challenges facing the world and to support a progressive role for Canada in addressing them, we should provide more support to community-based global education initiatives in all parts of the country. This additional funding could be taken from within CIDA, perhaps diverted from the communications branch, where the publication of fewer glossy posters and brochures would do no one any harm.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): The Guelph International Resource Centre, Gayle Valeriote.

Ms Gayle Valeriote (Guelph International Resource Centre): It's a pleasure to have been invited to meet with you today. I'm here representing a variety of organizations, not just the Guelph International Resource Centre. In our desire to make a representation to the committee, we chose to work as a group of organizations and individuals in the community who are concerned about issues of overseas development assistance, human rights, etc. For that reason, we spent quite a long time

[Traduction]

Les jeunes qui ont participé à ce programme sont devenus de vrais citoyens de la planète. Ils sont au courant des préoccupations des autres, et ils participent aux causes des autres. Par exemple, l'un d'eux a participé à l'organisation d'une délégation qui a surveillé les élections au Salvador, et il a même fait partie de cette délégation.

Le SHAIR travaille également en étroite collaboration avec un grand nombre de groupes de bénévoles de la région qui s'intéressent aux questions planétaires. Ces groupes établissent souvent des liens directs avec des groupes de citoyens d'autres pays dont ils appuient le travail. On peut en donner comme exemple, un groupe d'étudiants universitaires local qui est jumelé à l'association des étudiants de l'Université du Salvador, ou encore un groupe qui appuie l'association des paysans des Hautes-terres du Guatemala. Ces groupes ont une connaissance approfondie et de première main de la situation dans ces pays et peuvent contribuer énormément à mieux faire connaître cette situation au public et au Gouvernement canadiens.

D'après notre expérience, le plus grand défi que le monde doit relever aujourd'hui est d'élaborer un concept plus large de la démocratie, de trouver le moyen de faire participer les gens à tous les échelons de la société aux décisions qui les touchent dans leur vie quotidienne. Ainsi, nous croyons que la priorité de la politique étrangère canadienne devrait être de renforcer les éléments de la société civile, c'est à dire les organisations populaires regroupant les gens à la base, et de rendre plus ouvertes et démocratiques les structures politiques, économiques, sociales et culturelles de la société afin que ces groupes puissent s'exprimer.

Pour cela, il faut premièrement accroître l'appui que nous donnons aux organisations de la base, par l'entremise des organisations non-gouvernementales canadiennes qui ont beaucoup d'expérience dans ce domaine. Deuxièmement, il faut veiller à établir un climat de respect des droits de la personne afin que la société civile puisse prendre corps.

Chez nous, nous croyons que pour que les Canadiens comprennent les défis qui se posent dans le monde entier et appuient le rôle progressiste que le Canada pourrait jouer en relevant ces défis, il faut appuyer davantage, dans tous les coins du pays, les initiatives d'éducation visant à renseigner les citoyens sur les affaires du monde. Ces fonds additionnels pourraient être pris à même le budget de l'ACDI, peut-être en détournant une partie des fonds affectés à la Direction générale des communications, qui pourrait publier un peu moins de belles affiches et de brochures sur papier glacé, ce qui ne ferait de mal à personne.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous entendrons maintenant la représentante du Guelph International Resource Centre, Gayle Valeriote.

Mme Gayle Valeriote (Guelph International Resource Centre): Je suis heureuse d'avoir été invitée à vous rencontrer aujourd'hui. Je représente ici diverses organisations, et non pas seulement le Guelph International Resource Centre. Comme nous tenions à nous faire entendre devant le comité, nous avons choisi de travailler en groupe, réunissant les organisations et les particuliers de notre localité qui s'intéressent aux dossiers de l'aide au développement outre-mer, des droits de la personne,

working together in committees, in workshops, consulting with people in our community, to come up with what we considered to be the main priorities we all had for what we thought you should hear about local concerns regarding foreign policy. There are a variety of them.

I believe a list of the organizations and individuals was attached to our brief. I could highlight just a few, not the least of which are the Ontario Africa Working Group, the local chapter of Save the Children Canada, and international education services through the University of Guelph.

We feel the perspective we are bringing represents what the community feels. We also received considerable support for inviting your committee, as you may know, to Guelph to hold this hearing; support from the mayor and others in city government who are currently undertaking a project in Jinja, Uganda, a twinning project between our communities. So we feel we have a very good base of support.

The recommendations we came together to make list 14 in all. I may not have time to read them all to you, or to remind you of them. The one I would like to highlight is the principles on which we feel it is very important Canadian foreign policy be based. They are:

- first and foremost, respect for the diverse cultural and social values of all peoples;
- second, the promotion of freedom, democracy, self-determination, and self-reliance for everyone;
- an understanding that the future of all citizens of the world is inextricably linked, and that it's not possible to isolate ourselves from global problems, since we share the same kind of problems as people in the south face;
- finally, an understanding that the consumption level of northern nations is unsustainable and that we should be willing to make lifestyle compromises in our pursuit of global justice.

• 1035

Those are the points of common reference we began from. From there we outlined and came to decisions about five different areas: first, the quality of aid; second, economic justice; third, human rights and democratic development; fourth, education and technology; fifth, environment; sixth, Canada's leadership role; and seventh, the one most important to my heart, Canadian awareness about global issues.

As it stands now, I recognize that my time is short. I won't go into them a great deal. I hope we'll have time to discuss them further later on.

Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We shall at that time.

Ms Valeriote: Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Pickering is next on my list.

[Translation]

etc. Pour cette raison, nous avons passé pas mal de temps à travailler ensemble dans des comités, des ateliers, nous avons consulté nos concitoyens etc., afin de cerner ce qui nous semble être les principales priorités en matière de politique étrangère. Il y en a plusieurs.

Je crois qu'une liste de ces organisations et personnes est jointe à notre mémoire. Je pourrais en nommer quelques unes, notamment le Ontario Africa Working Group, la section locale d'Aide à l'enfance-Canada et enfin les services d'éducation internationale de l'Université de Guelph.

Nous estimons que le point de vue que nous exprimons est celui de l'ensemble de la collectivité. Nous avons également reçu beaucoup d'appuis quand nous avons invité votre comité, comme vous le savez peut-être, à venir à Guelph pour tenir ces audiences; nous avions l'appui du maire et d'autres responsables municipaux qui montent actuellement un projet de jumelage de notre ville avec Jinja, en Ouganda. Nous estimons donc avoir beaucoup d'appuis.

En tout, nous avons énoncé 14 recommandations. Je n'aurai peut-être pas le temps de les lire toutes, mais je voudrais mettre en relief les principes qui doivent à notre avis servir de fondement à la politique étrangère canadienne. Voici:

- d'abord et avant tout, le respect des diverses valeurs culturelles et sociales de tous les peuples;
- deuxièmement, la promotion de la liberté, de la démocratie, de l'autodétermination et de l'autonomie pour tous;
- la compréhension du fait que l'avenir de tous les citoyens du monde entier est inextricablement lié et qu'il n'est pas possible de nous isoler des problèmes planétaires, puisque nous sommes assaillis par le même genre de problèmes que ceux qui se posent dans le Sud;
- enfin, l'acceptation du fait que le niveau de consommation des pays nordiques est insoutenable et que nous devrions être disposés à faire des compromis dans notre mode de vie dans un souci de justice planétaire.

Tels sont les points de repère qui nous étaient communs au départ. À partir de là, nous sommes arrivés à des décisions dans cinq domaines différents: premièrement, la qualité de l'aide; deuxièmement, la justice économique; troisièmement, les droits de la personne et la démocratie, quatrièmement, l'éducation et la technologie; cinquièmement, l'environnement; sixièmement, le rôle d'avant-garde du Canada; et septièmement, celui qui me tient le plus à coeur, la conscientisation des Canadiens aux affaires planétaires.

Je me rends compte que j'ai des contraintes de temps. Je n'entrerai donc pas dans les détails. J'espère que nous aurons le temps d'en discuter plus longuement plus tard.

Merci.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous le ferons en temps et lieu.

Mme Valeriote: Merci.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): J'ai ensuite sur ma liste M, Pickering.

Mr. Harold Pickering (Agency Coordinator, Kingston Global Community Centre): Like my colleagues, I'd like to thank the committee for giving me this opportunity to present our perspective on Canadian development aid.

Just quickly, I'll say who we are. The Kingston Global Community Centre is a non-profit global education resource centre that offers a range of programs and services to community groups, schools, and individuals. We encourage people to take part in education about global issues and to work with others who are struggling to create positive change in our community and elsewhere. Our organization is committed to global solidarity and the struggle for social justice and community self-reliance.

Because I have only five minutes, I'll just hit on the major points that I made in my brief.

Following on that last sentence, particularly the concept of community self-reliance, the point I make in my brief, which you have probably heard a number of times—I know you have heard it from the Ontario Council for International Cooperation, where I got a lot of my material—is that in striving for community self-reliance and a sustainable future there is more and more empirical evidence that the most effective organizations in this struggle are NGOs in the south, particularly grassroots organizations in the south. As I say, it is being documented more and more.

It is our view that CIDA should be focusing, funnelling, or channelling, if you will, most of its financial or monetary support into these organizations, both in the south and in Canada.

Along with OCIC, we agree that there is a real problem with the existing mandate of CIDA. Again, you have probably heard a lot of this, that if the four pillars are not already crumbling, there are a lot of cracks in them. We think it's time to retrieve that.

We support the call by OCIC for a development assistance charter that will state quite clearly that CIDA's mandate is based on pursuit of social justice and sustainable development and a sustainable future. It has to be made quite clear in this mandate that Canada's commercial and political interests are not part of CIDA's mandate or are not a priority in CIDA's mandate.

The second point I want to make following on this belief that NGOs are effectively the way to go if we are to achieve the goal of sustainable development is that we support OCIC's call for 20% of CIDA's overall budget to be allocated to non-governmental organizations. In my brief I pointed out that this is a good step for now. I think that in the future we should strive for 100%, but the reality is that this is not going to happen.

Because we are a global education centre, we feel that education in Canada is extremely important. This has been stated by CIDA. You will see in my brief as well that I received a letter just recently from the Minister of Foreign Affairs stating that the committee itself had acknowledged the importance of NGOs in educating Canadians on development.

[Traduction]

M. Harold Pickering (coordonnateur, Kingston Global Community Centre): À l'instar de mes collègues, le voudrais remercier le comité de m'avoir donné l'occasion de présenter notre point de vue sur l'aide canadienne au développement.

Je dirai d'abord brièvement qui nous sommes. Le Kingston Global Community Centre est un centre de ressources à but non lucratif qui se consacre à l'éducation en matière d'affaires internationales et qui offre une vaste gamme de programmes et de services à divers groupes communautaires, aux écoles et aux particuliers. Nous encourageons les gens à participer aux campagnes d'éducation sur les affaires planétaires et à travailler avec d'autres qui luttent pour insuffler des changements positifs dans notre communauté et ailleurs. Notre organisation est vouée à la solidarité internationale et à la lutte pour la justice sociale et l'autonomie des collectivités.

Comme je n'ai que quelques minutes, je me contenterai de passer en revue les points saillants de mon mémoire.

Parlant de l'autonomie des collectivités, ce que je dis dans mon mémoire, et c'est un argument que vous avez probablement entendu à maintes reprises, je sais notamment que vous l'avez entendu de la part du Conseil ontarien pour la coopération internationale, qui m'a fourni une grande partie de ma documentation, c'est qu'on constate de plus en plus que les organisations les plus efficaces, pour réaliser l'autonomie et un développement durable, sont les organisations non gouvernementales du sud, en particulier les organismes de la base de l'hémisphère sud. Je le répète, c'est de plus en plus documenté.

Nous sommes d'avis que l'ACDI devrait mettre l'accent et axer la plus grande partie de ses ressources financières ou monétaires sur ces organisations, à la fois dans le sud et au Canada.

À l'instar du OCIC, nous croyons que le mandat actuel de l'ACDI pose un véritable problème. Encore une fois, vous l'avez probablement déjà entendu dire, si nos quatre piliers tiennent encore debout, ils sont plein de fissures. Nous croyons qu'il est grand temps d'y remédier.

Nous appuyons l'appel lancé par le OCIC pour une charte de l'aide au développement qui énoncerait très clairement que le mandat de l'ACDI est fondé sur la poursuite de la justice sociale et du développement durable. Il doit être dit très clairement dans ce mandat que les intérêts commerciaux et politiques du Canada ne font pas partie du mandat de l'ACDI et ne sont pas prioritaires dans l'action de l'ACDI.

Mon deuxième point, découlant de cette conviction que les ONG sont effectivement le meilleur outil pour parvenir à l'objectif du développement durable, c'est que nous appuyons l'appel lancé par le OCIC qui réclame que 20 p. 100 du budget global de l'ACDI soit attribué aux organisations non gouvernementales. Dans mon mémoire, je dis que c'est une mesure satisfaisante pour le moment. Je crois qu'à l'avenir, nous devrions viser 100 p. 100, mais dans la réalité c'est exclu.

Comme nous sommes un centre d'éducation planétaire, nous estimons qu'il est extrêmement important de faire des efforts d'éducation au Canada. L'ACDI l'a d'ailleurs déjà dit. Vous verrez également dans mon mémoire que je viens tout juste de recevoir une lettre du ministre des Affaires étrangères dans laquelle ce dernier dit que le comité lui-même a reconnu l'importance des ONG pour instruire les Canadiens en matière de développement.

It's very important for two reasons: first, to build a solidarity with the groups overseas who are doing the work in order to help them to do their work more effectively, but also to develop support in Canada for Canada's foreign aid policy, which as we know is a little bit under the gun right now. That support is slipping.

• 1040

So we feel global education as a concept is very important, but in particular, global education centres are probably the most effective means of carrying this out.

We also support OCIC's call for 5% of CIDA's overall budget to be allocated to global education. As they say, of this amount 80% should be devoted to non-governmental organizations that already have clear links to Canadian constituencies and have designed creative ongoing programs to engage the Canadian public. To our mind, that describes global education centres, at least in Ontario. Our experience is in Ontario. This is what we're calling for.

I have a couple of other points to make about the funding process. There is a real problem with the way we're being funded right now for the global education centres. It's the process, the length of time it takes. To me it raises a question. There has been a lot of rhetoric—we've read it many times—about support for global education. We get it ourselves all the time. Yet the reality doesn't always meet the rhetoric.

One of the problems is the length of time it takes to get our money. Many of the global education centres have been around for a long time. It cuts into our effectiveness as an organization. So I have made some suggestions here for some changes I think should be made. If you want, I can get into that later.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Mr. Pickering.

Now we ask Mr. Xuereb, from the Waterloo Global Community Centre, to make his presentation.

Mr. Marc Xuereb (Global Community Centre): Along with my brief, I think I made copies for all the members of a letter that I addressed to the chairs of this committee in June of this year but that hasn't been responded to yet. It has to do with the process of asking for presentations to this committee. I'm not going to read it now, but if you could look at it and you want to ask questions about it, I can answer them later.

The Global Community Centre is a global education centre committed to educating people in the Waterloo region about global issues of social justice and empowering people to take action in those struggles for justice. In conjunction with volunteer groups and other social justice organizations in the region, we bring presentations, workshops, and speakers to school, church, and other community groups. We are an agency partially funded by the Canadian International Development Agency to inform Canadians about Canada's role in international development.

[Translation]

C'est très important pour deux raisons: premièrement, pour bâtir la solidarité avec les groupes outre-mer, afin de les aider à faire leur travail plus efficacement, mais aussi multiplier les appuis au Canada envers la politique d'aide étrangère du Canada, laquelle, comme nous le savons, est plutôt mal vue à l'heure actuelle. Cet appui est en train de s'émietter.

Nous estimons donc que le principe de l'éducation planétaire est très important, mais surtout que les centres d'éducation planétaire sont probablement le moyen le plus efficace de mener cette tâche à bien.

Nous appuyons également l'appel de l'OCIC qui réclame que 5 p. 100 du budget global de l'ACDI soit attribué à l'éducation planétaire. Les quatre cinquièmes de ce montant devraient être consacrés aux organisations non-gouvernementales qui ont déjà des liens directs avec les divers milieux au Canada et qui ont conçu des programmes novateurs visant à mobiliser les Canadiens. À notre avis, tel est le cas des centres d'éducation planétaire, du moins en Ontario, car notre expérience se limite à l'Ontario. Voilà donc ce que nous réclamons.

J'ai autre chose à dire au sujet du financement. La façon dont nous sommes financés à l'heure actuelle pose un véritable problème. C'est le processus et le temps nécessaire qui me semblent problématiques. Nous avons tous entendu de belles paroles en faveur de l'éducation planétaire. Pourtant la réalité n'est pas toujours conforme aux voeux exprimés.

L'un des problèmes, c'est le temps qu'il faut pour avoir notre argent. Beaucoup de ces centres d'éducation planétaire existent depuis longtemps. Ces délais nuisent à notre efficacité. J'ai donc fait ici des suggestions et proposé des changements. Si vous le voulez, j'y reviendrai plus tard.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, monsieur Pickering.

Je demande maintenant à M. Xuereb, du Waterloo Global Community Centre, de faire son exposé.

M. Marc Xuereb (Global Community Centre): En plus de mon mémoire, j'ai fait parvenir à tous les membres du comité copie d'une lettre que j'ai adressée au coprésident de ce comité en juin dernier, lettre qui est restée sans réponse à ce jour. Elle porte sur le processus par lequel on a invité les citoyens à se présenter devant le comité. Je n'ai pas l'intention de la lire, mais je vous invite à y jeter un coup d'oeil et si vous voulez poser des questions à ce sujet, j'y répondrai plus tard.

Le Global Community Centre est un centre d'éducation planétaire voué à éduquer les gens de la région de Waterloo sur les dossiers planétaires de justice sociale et à responsabiliser les citoyens qui doivent s'engager dans la lutte pour la justice. De concert avec des groupes de bénévoles et d'autres organisations de justice sociale de notre région, nous faisons des exposés, nous tenons des ateliers, nous faisons des conférences dans les écoles, les églises et devant d'autres groupes communautaires. Nous sommes financés en partie par l'Agence canadienne de développement international afin d'informer les Canadiens sur le rôle du Canada en matière de développement international.

Many might assume, then, our remarks on Canada's foreign policy would focus on development. However, we feel it necessary to frame the way in which this country supposedly lends its hand to the struggle against world poverty in the context of other aspects of foreign policy which contribute to world poverty, in particular in Canada's trade relations with the world,

Canadians have benefited and continue to benefit from unfair trade relations with countries of the south. By placing preventive trade barriers, both tariff and non-tariff, on their manufactured goods, we keep countries of the south in the inferior position of being our suppliers of cheap primary commodities. Thus we are able to build up wealth in the north by purchasing primary commodities such as coffee, sugar, copper, bauxite, etc., at prices kept low by all the factors that make these countries the Third World: i.e., low wages, lax or absent environmental and worker safety standards, low corporate taxes, and other incentives for northern-based corporations to locate there. This new version of colonialism is less overtly barbaric, yet arguably even more exploitive than the colonialism exhibited by European powers of the past 500 years.

We do not accept the argument that Canada is a small economy compared with the rest of the world as an excuse not to take actions to address the disparities in world trade. We can be a model for the rest of the world by adopting principles of fair trade that do not encourage countries to compete against each other down to the lowest common denominator so we can benefit from the resulting low prices.

We can therefore discontinue free trade agreements such as NAFTA and GATT, which encourage the mobility of capital to the countries offering the lowest cost of capital. We can also negotiate principles of fair trade which respect each country's necessity to provide fair wages, decent workplace standards, environmental standards, and social services for their citizens.

On how Canada and the north sap the south, this committee doesn't need to hear again how many countries fell into the debt trap set for them by the sinister machinations of northern-based banks in the 1970s and 1980s. Many groups testified before this committee in 1989 and 1990, when it was named the Standing Committee on External Affairs and International Trade, about the injustices of these debts incurred by fraudulent means and exacerbated by exorbitant interest rates. The resultant committee report, Securing Our Global Future, contained many promising recommendations, which were subsequently ignored by the Conservative government and which prompted an even stronger second report of the

[Traduction]

Beaucoup s'attendraient dès lors à ce que notre intervention sur la politique étrangère du Canada mette l'accent sur le développement. Pourtant, nous jugeons nécessaire de replacer la manière dont notre pays participe soit—disant à la lutte contre la pauvreté dans le monde dans le contexte d'autres aspects de la politique étrangère qui contribuent par ailleurs à accentuer la pauvreté mondiale, en particulier les relations commerciales du Canada.

Les Canadiens ont bénéficié et continuent de bénéficier de relations commerciales injustes avec les pays de l'hémisphère sud. En imposant des barrières commerciales préventives, à la fois tarifaires et non-tarifaires, aux produits manufacturés de ces pays, nous forçons les pays du sud à continuer d'être des fournisseurs de matières premières bon marché. Ainsi, nous pouvons accumuler de la richesse dans le nord en achetant des matières premières comme le café, le sucre, le cuivre, la bauxite, etc. à des prix très bas, à cause des facteurs qui font justement de ces pays le Tiers monde, c'est-à-dire les bas salaires. l'absence ou la faiblesse de normes environnementales et de sécurité des travailleurs, la faiblesse des impôts sur les sociétés. et d'autres encouragements qui incitent les entreprises du nord à venir s'implanter dans ces pays. Cette nouvelle version du colonialisme est moins ouvertement barbare, pourtant on peut soutenir qu'il s'agit d'une forme d'exploitation encore plus grave que le colonialisme pratiqué par les puissances européennes au cours des cinq demiers siècles.

Nous n'acceptons pas l'argument voulant que le Canada soit un petit pays économiquement comparé au reste du monde, que l'on invoque comme prétexte pour ne pas agir pour tenter de remédier aux inégalités dans les échanges commerciaux mondiaux. Nous pouvons être un modèle pour le reste du monde en adoptant des principes de commerce équitables qui n'encourageraient pas les pays à rivaliser pour établir le plus bas dénominateur commun, qui nous permet de bénéficier de bas prix.

Nous pouvons donc mettre fin aux accords commerciaux tels que l'ALÉNA et le GATT qui encouragent le mouvement des capitaux vers les pays offrant les coûts les plus bas. Nous pouvons également négocier des principes de commerce équitables qui respecteraient la nécessité pour chaque pays d'offrir des salaires équitables, des normes convenables en matière de conditions de travail, des normes environnementales et des services sociaux à tous leurs citoyens.

Sur la question de savoir comment le Canada et le nord en général exploitent le sud, inutile de vous dire une fois de plus comment beaucoup de pays sont tombés dans le piège de l'endettement qui leur a été tendu par les sinistres machinations des banques du nord au cours des années soixante—dix et quatrevingt. Beaucoup de groupes ont témoigné devant le comité en 1989 et en 1990, alors appelé comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, au sujet de l'injustice de ces dettes imposées par des moyens frauduleux et exacerbées par des taux d'intérêt exorbitants. Le rapport du comité qui en est résulté, intitulé L'avenir du monde et les intérêts du Canada dans le dossier de l'endettement du Tiers monde, renfermait

committee, *Unanswered Questions/Uncertain Hopes*, in 1991. Even the Liberal foreign policy handbook mentions the need to stress real debt reduction to the least-developed countries.

There does not seem, therefore, to be a lack of information on what the problems are with debt and structural adjustment, only a lack of political will to implement a seemingly straightforward political decision.

If this government believes Canada should play a more active, independent, internationalist role in this world of change, as the Liberal red book *Creating Opportunity* advocates, debt is one area where Canada can be a leader. We can cancel official bilateral debts owed by the poorest countries of the world to Canada. We can encourage Canada's representatives at the World Bank and IMF to use their leverage to pressure other OECD countries to stop conditioning new loans on structural adjustment programs and to cancel debts incurred illegitimately and through the imposition of exorbitant interest rates. Furthermore, we can implement the Liberal foreign policy handbook's recommendation to gain support for a policy and program review of the major international financial institutions and multilateral agencies.

With regard to our self-interested aid policies, the present government has been quick to distance itself from the openly self-interested direction that Canadian aid policy was beginning to take under the Conservative government. However, we would posit that while Canadian aid policy has become more self-interested of late, the only major difference between aid policy today and that 25 years ago is the frankness with which we declare our own interests.

Development, as it is now understood in the post World War II era, has been a process in which the north has convinced the south that it must develop to our level of technological advancement and material consumption. Besides the environmental impossibility of this end goal, which most in the north would now readily admit, development as defined by its creators was never a stated goal of the south. It was imposed from above as the only means to eliminate what the north defined as "poverty".

The ulterior motive in this process is not hard to discern. Northern corporations saw that the south, which has the majority of the world's population, could be potential new markets for its products. We do not see much of a difference between these ulterior motives of old and the many presentations made to this committee advocating a meshing of our aid and trade policies.

[Translation]

beaucoup de recommandations prometteuses qui ont par la suite été laissées de côté par le gouvernement conservateur et qui ont abouti en 1991 à un deuxième rapport du comité, encore plus énergique, intitulé *Questions sans réponselPromesses non tenues*. Même la brochure sur la politique étrangère du Parti libéral mentionne la nécessité d'insister sur une réduction réelle de l'endettement des pays les moins développés.

Par conséquent, il ne semble pas y avoir manque d'informations sur les problèmes en matière de dette et d'ajustement structurel, seulement un manque de volonté politique de mettre en oeuvre une décision politique apparemment simple.

• 1045

Si le gouvernement actuel croit que le Canada devrait jouer un rôle plus actif, indépendant, internationaliste, dans notre monde en plein changement, comme on le préconise dans le Livre rouge libéral, intitulé Pour la création d'emplois, pour la relance économique, l'endettement est un dossier dans lequel le Canada pourrait prendre l'initiative. Nous pouvons annuler les dettes bilatérales officielles que les pays les plus pauvres du monde ont envers le Canada. Nous pouvons encourager les représentants du Canada à la banque mondiale et au FMI à user de leurs bons offices pour exercer des pressions sur d'autres pays de l'OCDE afin qu'ils cessent d'imposer comme condition de prêts des programmes d'ajustement structurel et qu'ils annulent les dettes contractées de façon illégitime et par l'imposition de taux d'intérêt exorbitant. En outre, nous pouvons mettre en oeuvre la recommandation formulée dans le Livre rouge du Parti libéral sur la politique étrangère et visant à convaincre les divers intervenants de procéder à un examen en profondeur de la politique et des programmes des grandes institutions financières internationales et des organismes multilatéraux.

Pour ce qui est de nos politiques d'aide intéressée, le gouvernement actuel n'a pas mis de temps à se distancier de l'orientation ouvertement intéressée que la politique canadienne d'aide au développement commençait à prendre sous le gouvernement Conservateur. Toutefois, nous soutenons que si l'aide canadienne au développement est devenue davantage intéressée ces demiers temps, la seule différence fondamentale entre la politique actuelle et celle d'il y a 25 ans, c'est la franchise avec laquelle nous déclarons aujourd'hui nos propres intérêts.

Le développement, tel qu'on le conçoit depuis la Deuxième Guerre mondiale, est un processus par lequel le Nord a persuadé le Sud qu'il doit se développer pour atteindre notre niveau d'avancement technologique et de consommation de biens matériels. Outre l'impossibilité environnementale de cet objectif, que la plupart des gens dans le Nord reconnaissent sans hésiter, le développement tel que défini par ses créateurs du Nord n'a jamais été un objectif propre au Sud. Il a été imposé d'en haut et a été présenté comme le seul moyen d'éliminer ce que le Nord définissait comme la «pauvreté».

Il n'est pas difficile de discerner la finalité ultime de ce processus. Les grandes entreprises du Nord ont vu que le Sud, qui comprend la majorité de la population du monde, était un débouché potentiel pour leurs produits. Nous ne voyons pas une grande différence entre cette finalité de naguère et les nombreux exposés faits devant le Comité et dans lesquels ont préconisait de fusionner nos politiques commerciales et de développement.

Foreign aid cannot serve the competing masters of Canadian business interests and the needs of the poorest people in the poorest countries, as the Auditor General pointed out in his report on CIDA in January of this year. Providing jobs for Canadians cannot be a priority for a foreign policy that seeks to address the centuries of exploitation of the majority of the world's population. As a minimal compensation, we must reinstate aid levels to the promised 0.7% of gross domestic product and ensure quality aid delivery by untying aid from the interests of Canadian exporters and from structural adjustment programs.

Finally, with regard to the education of Canadians, many of the recommendations contained in this brief obviously would not enjoy the favour of the majority of Canadians. However, we would not be bothering with the educational work that we do if we were not convinced that the most thoughtful citizens, giving reflection on the proper information about Canada's role in the world, would agree with our analysis of how Canada's foreign policy must be changed to recognize our role in perpetuating global structures of inequity and to compensate for years of exploitation.

The Canadian government can provide Canadians with the tools necessary to come to their own conclusions about global issues of social justice by making global education a priority. It already does this better than other countries by funding global education centres like the ones represented before you.

Low public support for foreign aid, however, is an indication that even this is not enough. Canadians need to know that development can work as long as development does not only mean achieving the north's level of technology and consumption. They need to hear about the excellent work that non-governmental organizations are doing in partnership with communities in the south, with the financial support of the Canadian government. To do this, we must direct 5% of Canada's ODA budget to global education of Canadians as a recognition that it is we who must change, not the Third World.

In conclusion, Canada has participated and continues to participate in the north's plunder of the south. Foreign aid is doing little, if anything, to counteract the ways in which we continue to exploit the south. If Canada is to be really credible in its posturing as a responsible world citizen, we feel the Canadian government must, as a minimum, implement our few recommendations.

This government has a chance to take some steps towards achieving global social justice, and it has taken the praiseworthy first step of having this committee consult with ordinary Canadians on how the country's foreign policy should look. We hope that future generations will not have to look back on the recordings of this meetings and see that Canada missed its opportunity to make a difference. We need radical change to save this planet and its inhabitants. Let's begin.

[Traduction]

L'aide à l'étranger ne peut pas servir à la fois les maîtres des intérêts commerciaux canadiens et les besoins des gens les plus pauvres dans les pays les plus pauvres de la planète, comme l'a signalé le vérificateur général dans son rapport sur l'ACDI en janvier dernier. Créer des emplois pour les Canadiens ne saurait être une priorité pour une politique étrangère qui cherche à remédier aux siècles d'exploitation de la majorité de la population du monde. Le moins que l'on puisse faire, à titre de compensation, c'est rétablir le niveau d'aide au développement au niveau promis de 0,7 p. 100 du produit intérieur brut et s'assurer de la qualité de l'aide en découplant les programmes d'aide des intérêts des exportateurs canadiens et des programmes d'ajustement structurel.

Enfin, en ce qui concerne l'éducation des Canadiens, beaucoup des recommandations énoncées dans ce mémoire n'auraient manifestement pas l'appui de la plupart des Canadiens. Pourtant, nous ne prendrions pas la peine de faire le travail d'éducation que nous faisons si nous n'étions pas convaincus que les citoyens les plus réfléchis, s'ils étaient bien informés sur le rôle du Canada dans le monde, se diraient d'accord avec notre analyse et avec notre conviction que la politique canadienne d'aide à l'étranger doit être modifiée afin de compenser les années d'exploitation auxquelles nous avons contribué en perpétuant les structures mondiales d'iniquité.

Le gouvernement canadien peut fournir aux Canadiens les outils nécessaires pour tirer leurs propres conclusions sur les grandes questions de justice sociale dans le monde, en accordant la priorité à l'éducation en matière d'affaires internationales. Le Canada le fait déjà mieux que les autres pays en finançant des centres d'éducation planétaire comme ceux qui sont représentés devant vous.

Le faible appui public en faveur de l'aide à l'étranger donne toutefois à penser que cela ne suffit pas. Les Canadiens doivent savoir que le développement ne peut pas fonctionner tant et aussi longtemps que le seul objectif visé est d'égaler le niveau atteint dans le Nord en matière de technologie et de consommation. Ils doivent en savoir davantage sur l'excellent travail que les organisations non-gouvernementales font en partenariat avec des collectivités du Sud, grâce à l'appui financier du gouvernement canadien. Pour cela, nous devons consacrer 5 p. 100 du budget global de l'APD du Canada à l'éducation planétaire des Canadiens pour prendre conscience que c'est nous qui devons changer, et non pas le Tiers monde.

En terminant, je dirai que le Canada a participé et continue à participer au pillage du Sud par le Nord. L'aide à l'étranger contribue très peu ou même pas du tout à compenser l'exploitation continue du Sud par le Nord. Si le Canada veut être vraiment crédible quand il prétend assumer ses responsabilités sur la scène mondiale, nous estimons que le gouvernement doit au minimum mettre en oeuvre nos quelques recommandations.

Le gouvernement actuel a l'occasion de prendre des mesures pour réaliser la justice sociale dans le monde; il a déjà fait les premiers pas, ce qui est à son honneur, en chargeant le Comité de consulter les Canadiens ordinaires sur l'orientation souhaitable de la politique étrangère du Canada. Nous espérons que les générations futures qui se pencheront sur le compte rendu de ces réunions n'auront pas à déplorer que le Canada ait raté une occasion d'infléchir le cours de l'histoire. Il faut un changement radical pour sauver la planète et ses habitants. Mettons—nous à la tâche.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you for your presentations. We have some time now to have a discussion and deal with some of the issues you have raised.

I want to begin by asking a question about a theme that arose yesterday in our hearings and that was raised again by Ms Valeriote.

[Translation]

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci de vos exposés. Nous avons maintenant le temps de discuter de certaines questions que vous avez soulevées.

Je voudrais amorcer la discussion en posant une question sur un thème qui a été soulevé hier au cours de nos audiences et de nouveau aujourd'hui par M^{me} Valeriote.

1050

Yesterday one of our witnesses told us that in Canada there was a receptivity among youth for a call to frugality. Today you've told us, Ms Valeriote, we have to make lifestyle compromises. I wonder what you are getting at. Do you think there is a constituency in Canada, a large or a small constituency, that is prepared to respond to this theme? And what are the elements of the compromise?

Ms Valeriote: I do believe there is a constituency. My own work doing global education of course is mostly with young people; however, not exclusively. Even among groups of senior citizens, for example, or in the labour movement, the recognition that things are not as they should be, that there is something out of kilter in our desire to consume as much as we can as quickly as we can. . .

I can state one example that I'm familiar with in Guelph. A group of young people have come together on their own initiative to prepare workshops and conferences for their peers in which they discuss at length how to set a new value or a new morality for themselves that doesn't include excessive consumption.

I'd concur with yesterday's witness that this is something being thrust upon us by young people. The work done by my centre is meant to support that ethic.

Ways of doing that are vast and wide-ranging: lowering resource consumption; living a lifestyle more conscious of how we have an effect on other people and on our environment; doing our education or conducting our relationship with people from the south in a way that demonstrates we don't just talk about this, we actually do it and we can't expect them to do it unless we do it too.

Does that help?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I'm not quite sure what "it" is yet.

Ms Valeriote: Reducing the amount of materials we consume, simplifying the kind of lifestyle we live, developing industry that is environmentally and socially more sustainable; working together, working in larger organizations—for example, round tables on environment, discussion tables for environment and planning, etc., that involve all levels of a community, from young people to planners, for example, to find new ways and implement those ways of making our lifestyles more sustainable.

Mr. Graham: Could I follow up on that theme? Obviously we're all conscious of the fact that 25% of the world's population can't keep on consuming 80% of the world's resources, which is about the present state; and we happen to live in one of the countries consuming the 80%, along with the other OECD countries. So I think what you are saying is perhaps not so much that we have to reduce as that we have to look at a way in which there is a totally new redistribution of

Un de nos témoins nous a dit hier qu'au Canada les jeunes sont généralement en faveur d'un appel à la frugalité. Aujourd'hui, vous nous avez dit, Madame Valeriote, que nous devons être prêts à faire des compromis en ce qui concerne notre mode de vie. Je me demande ce que vous entendez par là. Croyez-vous qu'il y ait un groupe de gens au Canada, grand ou petit, sensible à ce thème? Et en quoi consisteraient les compromis?

Mme Valeriote: Je crois qu'il y a un groupe réceptif. Dans mon domaine, l'éducation planétaire, je suis appelée à travailler surtout, mais pas exclusivement, avec des jeunes. Même chez les personnes âgées ou les syndicalistes, pour ne nommer que ceux—là, on se rend bien compte qu'il y a quelque chose qui ne va pas, que notre désir de consommer le plus possible, le plus rapidement possible à quelque chose d'anormal.

Je peux vous donner l'exemple d'un groupe de Guelph. Il s'agit de jeunes qui ont décidé d'eux-mêmes de préparer des ateliers et des conférences à l'intention de leurs pairs pour discuter sérieusement de la possibilité de se donner de nouvelles valeurs, une nouvelle moralité qui rejette la consommation excessive.

Je conviens avec le témoin d'hier que ce sont les jeunes qui nous poussent à agir en ce sens. Le travail effectué par mon Centre a pour but de promouvoir cette éthique.

Nos moyens d'action sont nombreux et diversifiés: nous pouvons réduire notre consommation de ressources; nous pouvons adopter un mode de vie qui tienne davantage compte des répercussions de nos actes sur les autres et sur l'environnement; nous pouvons faire de l'éducation et montrer aux gens du Sud que nous pratiquons ce que nous prêchons et que nous ne nous attendons pas à ce qu'ils soient les seuls à faire ce genre de chose.

Cela vous éclaire-t-il?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Faire quoi au juste?

Mme Valeriote: Réduire la quantité de matières que nous consommons, simplifier notre mode de vie, développer une industrie plus durable sur le plan écologique et social, travailler ensemble, travailler dans un contexte plus vaste—organiser des tables rondes sur l'environnement, par exemple, des débats sur l'environnement et la planification et aussi d'autres débats auxquels soit conviée la collectivité, des jeunes à ceux qui font de la planification, afin de trouver de nouvelles voies et d'utiliser ces voies pour rendre notre mode de vie plus durable.

M. Graham: Puis-je développer davantage ce thème avec vous? Nous sommes évidemment tous conscient du fait que 25 p. 100 de la population mondiale ne peut pas continuer de consommer 80 p. 100 des ressources de la planète. C'est ce que nous faisons actuellement. Nous sommes un des pays, avec les autres pays de l'OCDE, qui consomment 80 p. 100 des ressources. Vous dites que nous devons réduire notre consommation, mais que nous devons surtout trouver une façon

the wealth of the world which is more equitable if we're going to have entièrement nouvelle de redistribuer la richesse du monde d'une peace and security in the future of the world. Probably all the members of the committee agree with that. Our problem is how we

With your groups and the education you're interested in, do you feel there is a constituency out there for a recognition that we need much more sophisticated international institutions that will ultimately achieve this world distribution? We're obviously not going to be able to do it on an individual nation-state basis. The current international institutions are not capable of doing it or are not doing it in a way that you would see as being equitable, which concerns many of us. But where do you see the constituency developing in the western world to move these international institutions to where they are able to act in the way national governments do in redistributing the wealth and making sure that equity is there, or at least trying to do this on a global basis?

Ms Valeriote: Just me?

Mr. Graham: All members of the panel, because you're talking about grassroots organizations in Canada that are discussing this problem amongst themselves, I presume. This is something we have to get our minds around to be able to deal with it. It's going to be an ongoing, long-term, but extremely important, element of what we have to try to do in restructuring our view of how the world works.

How are young Canadians seeing that?

Ms Valeriote: I just want to make one short answer to that. With all due respect to the way you're framing the question, we have tried an interesting process that essentially is a reflection of the need to listen to everyone and to what everyone has to say. Among global education centres we lovingly refer to it as "shut up and listen". It is an opportunity to hear people who usually don't get a chance to say anything, the poor. . . In our community it's a variety of constituencies, and in our global education work it's also constituencies in the south.

One of the places where we have a lot to learn is in stopping all of our discussion at our level and listening to our southern partners a little bit more. International institutions would benefit significantly from that as well, and in the way those institutions are structured and the way our government has influence on them we also have the opportunity to direct them towards listening more intently.

• 1055

This touches on what I tried to get across in my presentation and our brief, the need to make all the structures of society, at local, regional, national, and international levels, more democratic. This means, first of all, making them transparent, so we know what is going on, for example, in the World Bank and the IMF, and making them open, so it isn't all happening behind closed doors. This is an opportunity for the people who know what's happening at the grassroots level to participate.

We could perhaps work to reform the World Bank and the IMF and the future world trade organization to make sure the people who are being affected by their policies have a voice in them. This could mean allowing for representation from

[Traduction]

façon plus équitable si nous voulons jouir de la paix et de la sécurité à l'avenir. Tous les membres du comité sont probablement d'accord avec cette analyse. La question est de savoir comment en arriver là.

À partir de votre expérience de vos groupes et de la formation que vous donnez, croyez-vous qu'il y ait suffisamment de gens qui croient en la nécessité d'institutions internationales plus évoluées qui permettraient d'en arriver un jour à cette redistribution? Nous n'allons pas y arriver seuls de notre côté. Les organisations internationales qui existent actuellement ne sont pas capables de le faire ou ne le font pas d'une façon qui vous semblerait équitable, ce que beaucoup d'entre nous trouvent inquiétant. Mais quels sont les groupes du monde occidental qui semblent capables de pousser ces organisations internationales à suivre l'exemple des gouvernements nationaux qui essaient d'assurer l'équité en redistribuant la richesse? Comment peut-on faire cela à l'échelle mondiale?

Mme Valeriote: C'est à moi seule que vous posez la question?

M. Graham: Je pose la question à tous les témoins, car je présume que les organisations de base échangent des idées sur le problème. C'est un problème que nous devons cerner si nous espérons pouvoir le régler. C'est un élément permanent et très important de notre effort pour voir le monde avec une optique différente.

Comment les jeunes Canadiens abordent-ils cette question?

Mme Valeriote: J'aimerais donner une réponse très courte cette question. Compte tenu de la façon dont vous avez posé la question, j'aimerais signaler que nous avons adopté une méthode intéressante qui insiste sur la nécessité d'écouter tout le monde et toutes les opinions exprimées. Dans notre milieu des centres d'éducation mondiale nous utilisons cette formule familière: «Silence, on écoute». Cette méthode nous donne l'occasion d'écouter des gens qui d'habitude n'arrivent pas à se faire entendre, par exemple les pauvres. Dans notre milieu immédiat il s'agit donc de différents groupes, et dans notre travail d'éducation mondiale ce sont les organisations du sud qui peuvent ainsi s'exprimer.

Une chose que nous devons apprendre à faire serait de parler moins à notre niveau et d'écouter un peu plus nos voisins du sud. Ce serait aussi très utile pour les organisations internationales de faire cela, et compte tenu de la structure de ces dernières et de l'influence que notre gouvernement exerce sur elles nous pouvons les amener à écouter plus attentivement.

Cela rejoint le message que j'ai essayé de transmettre dans ma déclaration et dans notre mémoire, c'est-à-dire la nécessité de rendre plus démocratiques toutes les structures de la société, que ce soit au niveau local, régional, national ou international. Il faut tout d'abord les rendre plus transparentes, de sorte que nous puissions savoir ce qu'on fait par exemple à la Banque mondiale ou au FMI, afin d'éviter que toutes les décisions soient prises à huis clos. On permettrait ainsi aux gens qui savent ce qu'on fait à la base de participer.

On pourrait peut-être essayer de réformer la Banque mondiale, le FMI et la nouvelle organisation mondiale du commerce afin de permettre aux gens touchés par les politiques adoptées de participer au processus décisionnel. On pourrait

institutions—all the elements of civil society. I'm sure vou've

At all levels of society expertise and knowledge can be found, from the small community group we've worked with, the Tenants and Homeless Information and Action Committee... They know what it's like to live in a rooming-house, and they know what would improve conditions for people who have to live in rooming-houses or who have no home at all. From that very, very small level up to the national organizations and coalitions, people have expertise that is often not listened to. Here I'm sure you are hearing a lot of valuable information from all kinds of sources.

So I think that is a first step: to work to reform these institutions so they are open, transparent, and accountable.

You also asked about building a constituency. Again, people have a great deal of capacity to understand what's happening in the world and what they can do to respond to that. However, people need to have more than simply information funnelled at them all the time. People need to learn how to analyse it and to understand, for example, my situation and how it relates to what's happening in regional policies or national policies. That requires education, and an education that values their own experience.

This can happen through the school system. It can happen through groups such as our own, the global education centres, though we're very small and we can't have a really wide circumference of impact.

What doesn't help is advertising and marketing. I don't think we need to market our policies or our ideas to the public any more. They have been marketed to death. What we need is to engage them in a process where they learn and they feel as if their voice is respected.

Mr. Pickering: Basically I agree. We're talking about overconsumption here, and we're talking about changing our lifestyle. But I think the one word we should really use is "privilege". We have to spend more time looking at our privileged position in the world in the north. Part of that process, as Gayle has said, and then Mary Anne has said. . I think all the global community centres do the same thing. Our real reason for being is to provide those people in the south an opportunity to express themselves.

Another real problem we have is the way we value things in the south—the way we value people, the way we value culture, the way we value products. Our centre is involved in alternative trade. We sell products mainly from cooperatives in the south. The one thing we notice there is that things are valued differently. We look at things differently. We figure we should pay less for them.

[Translation]

grassroots organizations, popular movements both from envisager la représentation d'organisations de base, de southern countries and from the industrialized world, academic mouvements populaires tant du Sud que des pays industrialisés, d'universitaires et de tous les autres éléments de la société heard that term before. I know the International Centre for civile. Je suis sûr que vous avez déjà entendu ce terme. Je sais Human Rights and Democratic Development has used that term a lot. que le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique l'a souvent utilisé.

> On peut trouver des gens compétents et bien informés dans toutes les couches de la société. Nous avons travaillé avec les représentants d'un petit groupe communautaire qui s'appelle le Centre d'action et d'information pour les locataires et les sansabri et ils connaissent très bien ce que c'est de vivre dans une seule chambre ou d'être sans abri. Les gens qui se trouvent à ce niveau ainsi que ceux qui travaillent pour les organisations nationales et les coalitions en savent long sur la question mais souvent on ne les écoute pas. Je suis sûr que vous avez entendu des témoignages très utiles de diverses sources.

Je pense donc que la première étape est de réformer ces organisations afin de les rendre ouvertes, transparentes et responsables.

Vous avez aussi demandé comment on peut encourager les gens à appuyer cette cause. Encore une fois, les gens sont bien capables de comprendre ce qui se passe dans le monde et ce qu'ils peuvent faire pour répondre à la situation. Cependant, il ne suffit pas de leur transmettre constamment de l'information. Les gens doivent apprendre à analyser et à comprendre dans quelle mesure leur situation se rattache aux décisions prises à l'échelle régionale ou nationale. Pour faire cela, il faut un certain niveau d'instruction dans un système qui donne de la valeur à l'expérience qu'ils ont acquise.

On peut le faire par le biais du système scolaire. On peut le faire aussi avec des groupes comme le nôtre, les centres d'éducation planétaire, même si nous sommes très petits et nous ne pouvons avoir une influence énorme.

La publicité et la promotion ne servent à rien. Je ne crois pas qu'il soit toujours nécessaire de promouvoir nos idées auprès de la population. Elles ont déjà fait l'objet de beaucoup trop de publicité. Il faut plutôt engager les intéressés dans un processus où ils apprennent et sentent qu'on respecte leurs opinions.

M. Pickering: Essentiellement, je suis d'accord. Il s'agit d'un problème de surconsommation et nous devons changer notre mode de vie. Mais un terme sur lequel il faut insister est le mot «privilège». Nous devons mieux comprendre la situation privilégiée dans laquelle nous nous trouvons dans le Nord. Gayle et Mary Anne ont déjà parlé de la nécessité de le faire, et je pense que tous les centres d'éducation planétaire font la même chose. Notre raison d'être est de donner aux habitants du Sud une occasion de se faire entendre.

Un autre problème important que nous avons dans le Sud est la façon dont nous estimons la valeur des gens, de la culture et des produits. Notre centre participe à un système de commerce alternatif. Nous vendons des produits qui proviennent surtout de coopératives dans le Sud. Nous avons remarqué qu'on accorde une valeur différente à ces produits. Notre point de vue est différent. Nous estimons que nous devrions les payer moins cher.

Take, for example, a basket. We get somebody in Canada who does a basket. They are an accountant and they decide they are going to do basket weaving. They create a design and they take it to a market and somebody pays a lot of money for it, a couple hundred dollars or whatever. If you bring a basket from Laos, it has taken a lot of hours of labour, and they don't expect to pay that much for it.

• 1100

This is a bit of self-interest, I guess. But what it really boils down to, as I was saying before, is that the way to get people to change their consumption habits is to make them more familiar with people in other parts of the world, make them more familiar with struggles in other parts of the world, with how people are dealing with their economic and political situations. The way we do that is through listening and providing opportunities for people to listen. That's what we do at global education centres, and we need more money to do it more effectively.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): If the objective is to reduce or alter lifestyles and consumption habits, I wonder whether the government ought not to facilitate the process by increasing taxes. What would you think of that? Nothing is more effective than hefty tax increases, say among the middle class. Would they go for it, in the interests of decreased consumption or changed lifestyles?

Mr. Xuereb: Perhaps it's not just a matter of increasing taxes but of putting the taxes on the appropriate things, such as implementing real environmental taxes on things such as fossil fuels, charging a real cost for things such as paper, wood products. Those are the kinds of taxes that could be put to good use to reduce our consumption of certain kinds of commodities.

We could get into a whole discussion of the inequities of the tax system, but your question is how we reduce consumption through taxes. Is that what you're getting at?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I'm interested in the subject-matter of changing lifestyles, and particularly the interest in frugality that has been expressed. It is a new theme. It is very infrequently that I've heard people speak about it.

A friend of mine from Wall Street told me a couple of years ago that he had noticed a very distinct change in attitudes even among his Wall Street colleagues. They had discovered that in their lives the excessive consumerism-that other car, that cottage in Connecticut, that grand lifestyle-hadn't provided satisfaction. They were altering lifestyles and reducing their expectations. I heard that a couple of years ago, and I heard it yesterday and today. So it's not exactly a groundswell in Canada or the United States. I wonder whether it is a significant trend this committee ought to look at.

Ms Valeriote: To be honest with you, I think it is a lot more significant and widespread than you believe. I can speak mostly for the organizations that helped to prepare this brief, and in my community the people I deal with are not affluent contribué à la rédaction de notre mémoire. Dans mon milieu,

[Traduction]

Prenez l'exemple d'un panier. Au Canada, quelqu'un pourrait décider de faire un panier, par exemple un comptable qui décide de faire de la vannerie. Il fait un modèle, essaie de le vendre dans un marché et quelqu'un paie une somme importante, disons environ 200\$, pour l'avoir. Le panier qu'on fait venir du Laos a nécessité de nombreuses heures de travail mais on s'attend pourtant pas à ce qu'il ne coûte pas grand chose.

Chacun veille à ses intérêts, je suppose. Mais, en fin de compte comme je le disais plus tôt, pour que les gens modifient leurs habitudes de consommation, il faut faire en sorte qu'ils connaissent davantage les gens d'ailleurs, leurs luttes, leurs façons de composer avec leur situation économique et politique. Pour ce faire, il faut être à l'écoute et donner aux gens l'occasion d'écouter. Voilà à quoi nous nous employons dans les centres d'éducation planétaire et il nous faut plus d'argent pour le faire de facon efficace.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Si l'on vise à réduire ou à modifier les habitudes de vie et de consommation, je me demande si le gouvernement ne devrait pas faciliter les choses en augmentant les impôts. Qu'en pensez-vous? Rien ne serait plus efficace en effet qu'une bonne hausse d'impôts visant, disons, la classe moyenne. Serait-on prêt à le faire, pour réduire la consommation ou modifier les habitudes de vie?

M. Xuereb: Il ne s'agit peut-être pas simplement d'augmenter les impôts mais plutôt de les appliquer là où il faut le faire. On pourrait par exemple appliquer des taxes dignes de ce nom aux combustibles fossiles et faire en sorte que les consommateurs paient le coût réél du papier, des produits du bois. Voilà des mesures fiscales qui pourraient entraîner une réduction de notre consommation de certains types de produit.

Nous pourrions évidemment débattre longuement des inéquités du régime fiscal mais votre question, je crois, vise la réduction de la consommation par la fiscalité. C'est bien ce à quoi vous voulez en

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je suis intéressé par la question de l'évolution des habitudes de vie, et notamment par l'aspect de la frugalité dont on a parlé. Le thème est nouveau. Il n'est que rarement abordé à ma connaissance.

Il y a quelques années, l'un de mes amis de Wall Street m'a confié qu'il avait constaté un important changement d'attitude, même parmi ses collègues de Wall Street. Après avoir consommé sans retenue-voiture supplémentaire, maison de campagne au Connecticut, train de vie élevé-ces gens avaient découvert qu'ils n'en avaient pas retiré la satisfaction qu'ils attendaient. Ils modifiaient donc leurs habitudes de vie et réduisaient leurs attentes. Voilà donc ce que j'ai entendu il y a quelques années et ce que j'entends hier et aujourd'hui. On ne peut tout de même pas parler de vague de fond ici au Canada et aux États-Unis. Je me demande dans quelle mesure il s'agit d'une tendance significative à laquelle le comité doit s'intéresser.

Mme Valeriote: En toute franchise, j'estime qu'elle est beaucoup plus significative et répandue que vous ne le croyez. Je parle essentiellement au nom des associations qui ont

people. They are people who live ordinary, everyday lives and who are interested in things such as reducing their costs and finding a lifestyle that is satisfactory, as you are saying, yet cost-efficient. They don't have high incomes. They live your ordinary life.

One of the organizations I know of in our community, one that didn't participate in this, that didn't have the chance, spends its time helping people to understand ways of living sustainably and cost-effectively. Their point is that if you reduce your consumption of energy, water, and waste, you will have more money free to do all those other things you would like to do. If you want to buy a second car, if you want to have the nicest bike on the block, for example, then there are good, solid, economic reasons for living a simpler lifestyle, and they have everything to do with your personal happiness. It's not just an intellectual exercise in why we should do this.

It's a very important message, because we say the same things to and we hear the same things from people in the south. We want to find ways of living sustainably and making sure we are good stewards of our environment. Yet the pressure on us to do otherwise makes it impossible, or very difficult. What can we do to work together to make sure we attain that goal?

• 1105

I'm not sure tax increases are always the way to do that. Are you definitely serious about this proposal? I'm not sure in the public eye it would fly. But it's an interesting thought.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): It was a thought I had

To follow up on your comment, and then I'll drop it—not that the subject isn't interesting, but there may be others who have other themes to address—from what you've said, this is a trend that is more evident among people who are less affluent.

Ms Valeriote: Middle-class. Average.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Middle-class?

Ms Valeriote: Definitely. That's my experience. I think that's fair to say.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): That's interesting.

Mr. Pickering: I'd like to make one quick comment, perhaps with a divergence from my colleagues.

I think this whole talk about voluntary simplicity, or whatever the term is, is something of a self-indulgent thing. For us to work on the basis of supporting people who choose to do something because they don't get satisfaction from over-consumption is not necessarily what we should be about.

What we are about, and should be about, is to get people to analyse the privilege, the fact that they have the luxury of even talking about that, they do have the money to over-consume, if you will, and they have the option to choose not to do that mainly because of other people's disadvantage. They've done it at the disadvantage of other people in the world, people of other cultures, other societies.

[Translation]

les personnes que je côtoie ne sont pas des nantis. Elles vivent une vie ordinaire de tous les jours et elles s'intéressent notamment à réduire leurs coûts et à adopter un mode de vie qui soit satisfaisant tout en étant, comme vous le dites, économique. Leurs revenus ne sont pas élevés. Elles vivent une vie ordinaire.

L'une des organisations de notre milieu, qui n'a malheureusement pas eu l'occasion de participer à ce processus, consacre ses énergies à aider les gens à adopter un mode de vie qui soit à la fois viable et économique. En réduisant sa consommation d'énergie, d'eau et de déchets, leur explique cette organisation, on peut avoir davantage d'argent pour s'acheter d'autres choses dont on a envie. Il peut s'agir d'une deuxième voiture, de la plus belle bicyclette du quartier. Voilà donc de bonnes raisons très concrètes d'adopter un mode de vie plus simple. Elles sont directement liées au bonheur individuel. Il ne s'agit pas simplement d'un échafaudage intellectuel.

Voilà donc un message d'une grande importance et il vaut tout aussi bien pour nos voisins du Sud que pour nous. Nous voulons trouver un mode de vie durable et assurer une bonne intendance de notre environnement. Cependant, les pressions qui s'exercent en sens contraire nous rendent la chose pratiquement impossible ou tout au moins extrêmement difficile. Comment pouvons—nous donc collaborer de manière à atteindre le but?

Je ne suis pas convaincu que le fait d'augmenter les impôts soit toujours la bonne solution. S'agit-il vraiment d'une proposition sérieuse de votre part? Je ne suis pas convaincu qu'elle serait bien reçue par la population. L'idée est intéressante, néanmoins.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): C'est une idée qui m'est venue à l'esprit.

J'enchaînerai sur ce que vous avez dit et puis je laisserai tomber—non pas parce que le sujet est inintéressant mais plutôt parce que certaines personnes souhaitent peut-être aborder d'autres thèmes—en disant que, d'après ce que vous avez dit, il s'agit d'une tendance qui est plus manifeste chez ceux qui sont moins nantis.

Mme Valeriote: Dans la classe moyenne.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): La classe moyenne?

Mme Valeriote: Très certainement, d'après mon expérience. Je ne crois pas faire erreur en le disant.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Voilà qui est

M. Pickering: J'aimerais formuler un bref commentaire, qui divergera peut-être de ce que pensent mes collègues.

Il me semble qu'il y a dans ce qu'on pourrait appeler cette recherche délibérée de la simplicité une sorte de complaisance suspecte. Il n'y a pas nécessairement lieu, selon moi, de fonder l'action sur la démarche de personnes qui agissent parce qu'elles sont désabusées de la surconsommation.

Nous devons plutôt faire en sorte que les gens analysent la situation privilégiée qui est la leur, ne serait-ce que du simple fait qu'ils peuvent se permettre le luxe d'aborder la question, qu'ils constatent qu'ils ont les ressources financières qui leur permettent de surconsommer et que, à partir de là, ils puissent décider de s'abstenir, essentiellement pour éviter de causer du tort à d'autres. C'est effectivement au détriment d'autres populations, d'autres cultures, d'autres sociétés qu'on a surconsommé.

This is a really important thing for us to look at: how we got to where we are by keeping other people where they are. That's the way we approach it in the Kingston Global Community Centre.

That might be even a harder sell than if you're working on a group of people who have already accepted they are not happy with the way they are. But to me that's self-indulgent. It doesn't really get at the real issue; and the real issue of why we have problems, why we have structural adjustment programs in the first place, is the relationship between our societies and societies in the south and how we have what we have because they don't have something else. That's what is very important.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): It's sometimes because they've mismanaged their economies so badly they have to go to the international institutions.

I have every sympathy—understand me—but there are cases where we have to attach responsibility for actions to the developing countries and to the governments of the developing countries for mistakes. Mr. Xuereb made some very scathing comments, with some justification, no doubt, about the debt crisis that developed. But the Latin American countries, say, who accumulated this vast debt were quite sophisticated people who did it. In a sense they lost the gamble on the evolution of inflation in the world and so on. They accumulated big debts with the banks who were willing to lend and so on. So I don't want to be fully guilt—ridden about some of the actions that have been taken by the developing world.

I'll just shut up now, because I didn't intend to get on this. But I think we have to respond to the request for respect for the developing world that has been made by including the thought that they too have the ability to understand and they can make judgments, and sometimes like us they don't make the best. That's all.

Mr. Xuereb: Your comments about the debt and their mismanagement of their economies. . .

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Some.

Mr. Xuereb: To get to what we're talking about, privilege and frugality, I pose the question, was it any accident that the banks that made all these loans to these governments that mismanaged their economies benefited in the end, and still benefit, and that all of us benefit from our bank accounts earning interest on all the interest rates they are being charged on all those loans?

• 1110

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Some of the Canadian banks, and European and American banks, took a good bath over what they did in their loans.

Mr. Xuereb: Because they implemented structural adjustment programs.

[Traduction]

Voilà un aspect dont nous devons absolument tenir compte: nous devons notre niveau de vie au fait d'avoir maintenu d'autres gens dans la misère. Voilà comment nous envisageons la question au Kingston Global Community Centre.

L'argument est peut-être plus difficile à faire accepter que des raisons qui pourraient convenir à un groupe de personnes qui ont déjà accepté que leur situation actuelle ne leur plaît pas. Par contre, nous évitons cette complaisance qui, selon moi, évite le coeur de la question, à savoir que s'il existe des problèmes, si des programmes d'adaptation structurelle sont nécessaires, cela tient à la nature des rapports entre nos sociétés et celles du sud et au fait que, ce que nous possédons, nous en jouissons parce que quelqu'un d'autre en est privé. Voilà qui est extrêmement important.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): C'est parfois à cause d'une gestion extrêmement mauvaise de leur économie que ces pays doivent solliciter les institutions internationales.

Tout en étant sensible aux réalités de ces populations, je dois dire que, dans certains cas, il faut bien imputer certaines responsabilités aux pays en développement et certaines erreurs à leurs gouvernements. M. Xuereb a fait des commentaires très cinglants, d'ailleurs justifiés dans une certaine mesure, au sujet de l'évolution de la crise de l'endettement. Cependant, ceux qui, dans des pays d'Amérique latine, ont contracté ces dettes énormes étaient des gens passablement raffinés. Ils avaient parié sur une certaine évolution de l'inflation et d'autres facteurs économiques à l'échelle du monde et ils ont perdu. Ils ont contracté d'énormes dettes auprès de banques qui étaient disposées à leur consentir des prêts et ainsi de suite. Je ne tiens donc pas à me sentir tout à fait coupable de certaines des initiatives prises par le monde en voie de développement.

Je vais maintenant me taire, puisque je n'avais pas l'intention d'aborder cette question. Il me semble cependant que faire preuve de respect à l'égard du monde en voie de développement, c'est aussi reconnaître que ceux qui en font partie sont capables de comprendre et de décider et que parfois, comme nous, ils pourraient faire mieux. C'est tout.

M. Xuereb: Vous avez fait des commentaires au sujet de la dette et de la mauvaise gestion économique dans certains de ces pays...

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Dans certains cas, en effet.

M. Xuereb: Pour en arriver à ce dont il est question ici, à savoir le privilège et le frugalité, j'aimerais vous demander si c'est par accident que les banques qui ont consenti tous ces prêts à des gouvernements qui ont été de mauvais gestionnaires économiques ont été avantagées et continuent de l'être, comme nous tous, du fait que nos comptes de banque profitent de l'intérêt que doivent verser les emprunteurs.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Certaines banques canadiennes, européennes et américaines également, y ont laissé des plumes.

M. Xuereb: Parce qu'elles ont appliqué les programmes d'ajustements structurels.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): They paid for their mistakes too. We paid.

Mr. Xuereb: We could get into a discussion of the debt crisis. But I think it's still another example of our privilege and a way we are continuing to benefit. The debt crisis in which the banks supposedly took all this big bath perhaps made them set aside more deposit requirements or a bigger percentage and made them lose a bit in that regard, but what they ended up doing was implementing structural adjustment programs to make sure this didn't happen again, further impoverishing those countries at their expense and to our benefit.

When I say "our", it may not be you and me.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Private banks couldn't establish structural adjustment programs. They would have to be done through the IMF, and sometimes, of course, the commercial banks would not extend additional credit to these countries unless the governments of those countries entered into structural adjustment programs with the IMF. These countries were desperately eager to have further finances from the commercial banks. The last thing they could afford was to lose the confidence of the international banking community. So it's rather—

Mr. Xuereb: The last thing the privileged classes of those Latin American and Third World countries could afford was to lose the foreign investment.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Well, their governments

Mr. Xuereb: That's the problem. We're seeing this as strictly north versus south. But we have to remember there is a south within the north and there's a north within the south. It isn't strictly a matter of geography, it's a matter of class. The rich class here is doing just as well as the rich class in Latin America, and vice versa.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): So what do you draw from that?

Mr. Xuereb: That the privilege is not only north versus south. People in the Third World countries are benefiting from this system that continues to impoverish the poorest people in all countries, including Canada. That's what development is all about. That's what development has always been about.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): I probably should drop this subject, but I was through all this debate in the 1970s, when the Third World addressed the problem in the context in which you put it. I don't think it was a winning analysis.

Anyway, Mr. Graham.

Mr. Graham: Having recently been elected, let me assure Mr. Xuereb the privileged class in Ottawa is the senators and the underprivileged is the members of Parliament. So let me speak from the position of a downtrodden and exploited member of the House of Commons vis-à-vis the privileged class.

[Translation]

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Elles ont payé leurs erreurs. Nous avons payé.

M. Xuereb: Nous pourrions nous engager dans une discussion au sujet de la crise de la dette. Je pense cependant que cela démontre encore une fois notre position privilégiée et notre avantage continuel. La crise de la dette qui est censée avoir causé tellement de tort aux banques les a amenées à prévoir un plus fort pourcentage de dépôt; elles ont souffert d'une certaine façon, mais la situation les a amenées à appliquer les programmes d'ajustements structurels pour éviter de recommencer, ce qui contribue à appauvrir encore plus ces pays et à nous enrichir nous de notre côté.

Lorsque je dis «nous» je ne veux pas nécessairement dire vous et moi.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Les banques privées ne pouvaient pas imposer des programmes d'ajustements structurels. Ces programmes devraient être proposés par le FMI. Parfois, effectivement les banques commerciales ont refusé d'accorder d'autres prêts à des pays si leur gouvernement n'acceptait pas les programmes d'ajustements structurels du FMI. Ces pays avaient un pressant besoin de prêts supplémentaires des banques commerciales. Ils ne pouvaient surtout pas perdre la confiance des grandes banques internationales. Il est donc. . .

M. Xuereb: Les classes privilégiées de ces pays d'Amérique latine et du tiers-monde ne voulaient surtout pas perdre les investissements étrangers.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Leurs gouvernements.

M. Xuereb: Voilà le problème. Nous voyons la question strictement comme une question Nord-Sud. Mais n'oublions pas qu'il y a un Sud dans le Nord et un Nord dans le Sud. Ce n'est pas uniquement une question de géographie, c'est également une question de classes sociales. Les riches ici se portent aussi bien que les riches en Amérique latine et vice versa.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Qu'en concluezvous?

M. Xuereb: Que la question de savoir qui est privilégié n'est pas seulement une question Nord-Sud. Le système qui continue d'appauvrir les plus pauvres parmi les pauvres dans tous les pays, y compris le Canada, profite à un certain nombre de personnes dans les pays du tiers-monde. C'est ce qui fait marcher le développement. C'est toujours ce qui l'a fait marcher.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je devrais peut-être mettre fin à cet échange, mais j'ai déjà entendu tout cela au cours des années soixante-dix, quand les pays du tiers-monde présentaient le problème de cette façon. Je ne pense pas que leur analyse se soit révélée juste.

Quoi qu'il en soit, monsieur Graham.

M. Graham: Ayant été élu il y a très peu de temps, je peux assurer Monsieur Xuereb que la classe privilégiée à Ottawa est représentée par les sénateurs et la classe désavantagée par les simples députés. Je parle donc du point de vue d'un humble député de la Chambre des communes opprimé et exploité par rapport à la classe privilégiée.

Certainly there's truth in everything you say. What we're all looking for is the way in which we can resolve these incredible problems on a domestic and an international level. What concerned me a bit about your thesis...because I agree, we have to restrict consumption. I would suggest to you what we then have to do is to reinvest the benefits of this restriction that was being addressed by Ms Valeriote in productive and human development terms in good ways rather than bad ways, and probably one of our problems has been that we've been investing in the wrong way. We're all guilty of that. We've all made mistakes. But in a democratic society, as the senator suggested, everybody is allowed to make their mistakes.

It made me somewhat nervous that the rhetoric you were employing, suggesting, for example, that the GATT was some sort of exploitive instrument...when in fact it has brought tariffs down to the benefit of the developing countries and we have the lowest level of tariffs ever in the world. Canada does admit...on the basis of the Commonwealth preference, on the basis of preferences, most developing—country products are admitted into Canada free. I happen to know. I taught this trade law for years at the University of Toronto.

• 1115

I'm nervous that you are overstating it and casting it in a Marxist sort of rhetoric that has been totally discredited. You sounded a little like Fidel Castro in the 1950s,

Mr. Xuereb: Thank you!

Mr. Graham: If this is the sort of rhetoric you're advising the committee to adopt, I think it would just discredit us. These are terribly important questions we have to address. I'm not convinced the Marxist or planned economy sort of rhetoric is the solution, but I am convinced we need global restructuring for a more equitable distribution of wealth or we're going to have huge social problems on the globe. I agree with you there.

I was very interested in Ms Valeriote's idea, and I agree with her a great deal, that we need to listen more. To go back to that, have any of you had a chance to look at Mr. Volker's report on the IMF and the World Bank? Do you believe it is moving in the right direction of trying to make the World Bank and these institutions more accountable and more responsive and more transparent, all of which are terms I agree we need to apply to them if we're going to function?

Ms Valeriote: I have not read it.

Mr. Graham: I don't mean to engage in political rhetoric. We're all involved in—

The Joint Chairman (Senator MacEachen): May I revert to my role as chairman and say in the next few minutes we will attempt to give each of you the opportunity to make any further comments in reaction to what has been said or to address new points, and then we would like to adjourn the meeting, because I think we've had a good exchange on very fundamental questions.

Mr. Pickering.

[Traduction]

Il y a certainement du vrai dans ce que vous dites. Nous cherchons tous des solutions à ces graves problèmes sur le plan intérieur et sur le plan international. Ce qui m'inquiète quand même un peu au sujet de votre thèse... remarquez bien que je suis d'accord avec vous sur le fait que nous devons réduire notre consommation. Je vous fais cependant remarquer que nous devons ensuite réinvestir les profits que nous pouvons tirer de cette réduction dont a parlé M^{me} Valeriote d'une façon constructive, d'une façon qui contribue à un développement humain positif. Un de nos problèmes est probablement que par le passé nous avons investi de la mauvaise façon. Nous sommes tous coupables. Nous avons tous commis des erreurs. Comme le sénateur l'à indiqué, cependant, en démocratie, tout le monde a le droit de se tromper.

Je suis un peu réticent au sujet d'un certain nombre de vos arguments, lorsque vous dites, par exemple, que le GATT est en quelque sorte un instrument d'exploitation... en réalité, il a permis de réduire les tarifs, ce qui est à l'avantage des pays en voie de développement. Les tarifs n'ont jamais été plus bas dans le monde. Le Canada laisse entrer... il accorde un préférence aux pays du Commonwealth, les produits de la plupart des pays en développement sont exonérés. Je suis bien placé pour le savoir, j'ai enseigné le Droit commercial pendant des années à l'Université de Toronto.

Je crains que vous n'exagériez lorsque vous parlez de cette façon et ne présentiez la situation dans une perspective marxiste tout à fait dépassée. Vous me rappelez un peu Fidel Castro au cours des années cinquante,

M. Xuereb: Merci!

M. Graham: Le comité risquerait d'être discrédité s'il reprenait ce genre d'argument. Nous faisons face à de très graves problèmes. Je ne pense pas que la solution marxiste ou la solution de l'économie planifiée soient indiquées. Je crois plutôt en une restructuration mondiale qui amène une distribution plus équitable de la richesse. Autrement nous risquons des désordres sociaux effroyables dans le monde. Je suis d'accord avec vous sur ce dernier point.

J'ai été très intéressé par l'idée de M^{me} Valeriote. Je conviens avec elle que nous devons écouter davantage. À ce sujet, l'un de vous a-t-il eu l'occasion de lire le rapport de M. Volker sur le FMI et la Banque mondiale? Croyez-vous qu'il propose la bonne orientation pour ce qui est de rendre la Banque mondiale et toutes ses institutions plus responsables, plus sensibles et plus transparentes, des qualités indispensables si nous voulons continuer de fonctionner?

Mme Valeriote: Je ne l'ai pas lu.

M. Graham: Je ne veux pas m'engager dans une discussion politique. Nous avons tous. . .

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je reviens à mon rôle de président pour dire que dans les quelques minutes qui restent, nous accorderons à chacun de vous un peu de temps pour vous permettre de réagir ou de soulever de nouveaux points au besoin, après quoi, nous lèverons la séance. Je pense que nous avons eu un bon échange sur toutes ces questions.

Monsieur Pickering.

Mr. Pickering: I have a comment on the Marxist thing. There's nothing wrong with class analysis. It's still a legitimate tool. All Marx is talking about is questioning people's position in the world, how they got there, what their relationship is to other people, and if they got there to the disadvantage of other people. That is very legitimate. That's what we do. I won't speak for other learner centres, but that's what we do in our education: we question that relationship.

The IMF and the World Bank come out of that relationship...and this refers to a comment...you were talking about how it's not the commercial banks that impose these things on countries, it's done with the agreement of the governments. The IMF and the World Bank are institutions that represent the interests of the commercial banks. Who dominates the World Bank and the IMF and who sets the tone, the ideology of that bank? It's those institutions. They're the dominant institutions in the north, and they deal with elites in the south.

Mr. Graham: The United States finance department.

Mr. Pickering: This is the sort of thing we deal with. That's all part of educating people. If you don't take that stuff into account... We've talked here about listening. We listen to people in the south, and we tend to spend most of our time listening to people who are involved in seeking community self-reliance, in grassroots organizations, people who are fighting structural adjustment programs, which are being imposed to a great extent, I agree, with governments in their own countries in agreement with the World Bank and the IMF. They are fighting those things because they're destroying their communities.

We listen to them, and what a lot of them are saying —and you can call it Marxist rhetoric or Castro's or whatever, but that's the analysis a lot of them are bringing to this situation. It is a legitimate analysis. As part of education in Canada, it is quite legitimate. And it is a counter to the dominant ideology, which is the ideology of NAFTA, the ideology of structural adjustment and the World Bank. That is what I would argue.

And it strengthens democracy in Canada. Funding that sort of activity is going to help educate people. It may sound a little weird, but in fact it will bring people to support these programs more.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Mr. Xuereb, if you have a few further jabs to make, you're welcome.

Mr. Xuereb: I'd just like to follow up on Mr. Graham's comments. Mr. Graham and Mr. MacEachen too seem to place any analysis of economics that's different from the standard way of measuring economics as, it must be Marxist, you must be talking about state management, you must be talking about the Soviet Union, and all that. I don't think that's necessarily the case. There are a lot of different economic alternatives that don't even enter the realm of political debate in this country or anywhere else.

[Translation]

M. Pickering: J'aurais une observation à faire au sujet du langage marxiste. Il n'y a rien de mal à analyser les classes sociales. C'est une démarche légitime même aujourd'hui. Tout ce que Marx veut faire, c'est examiner la situation des gens dans le monde, voir comment ils en sont arrivés là, quels sont leurs rapports avec leur prochain et s'ils sont parvenus à cette situation aux dépens des autres. Il n'y a rien de plus légitime. Nous faisons nous-mêmes la même démarche. Je ne peux pas parler au nom des autres centres de formation, mais nous, nous examinons ces rapports entre les classes sociales.

Le FMI et la Banque mondiale résultent de ces rapports... Cela rejoint ce que vous disiez... Vous faisiez remarquer que ce n'était pas les banques commerciales qui imposaient ces conditions aux pays, que cela se fait avec l'accord des gouvernements. Le FMI et la Banque mondiale sont des institutions qui représentent les intérêts des banques commerciales. Qui les dirige, qui donne le ton, qui établit les grandes orientations? Ce sont elles. Elles sont les institutions dominantes dans le nord. Dans le sud, elles traitent avec les élites.

M. Graham: Le département des Finances aux États-Unis.

M. Pickering: Nous examinons donc ces rapports. Tout cela entre dans la formation que nous donnons. Si vous refusez d'en tenir compte... Nous avons dit qu'il fallait écouter. Nous écoutons les gens du sud. Nous passons la plus grande partie de notre temps à écouter les gens qui recherchent l'autosuffisance sur le plan local, les organismes de la base, les gens qui sont aux prises avec ces programmes d'ajustement structurel. Ces programmes leur sont imposés par leur propre gouvernement, j'en conviens, mais également par la Banque mondiale et le FMI. Les gens résistent à ces programmes parce qu'il détruisent leur communauté.

Nous écoutons les gens et c'est ce qu'ils nous disent—vous pouvez qualifier ce langage de langage marxiste ou castriste, mais c'est la façon dont eux voient les choses. Leur point de vue est légitime. Et au niveau de la formation donnée au Canada, c'est une analyse dont il faut tenir compte. C'est une orientation qui fait contrepoids à l'orientation dominante, l'orientation de l'ALÉNA, l'orientation de l'ajustement structurel et de la Banque mondiale. Je dis donc que le point de vue se défend.

Ce peut être une façon de renforcer la démocratie au Canada. Le financement de ce genre d'activités contribue à éduquer les gens. C'est un argument qui peut sembler étrange, mais il peut amener les gens à appuyer davantage ces programmes.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Monsieur Xuereb, si vous voulez encore décocher quelques flèches, c'est le moment.

M. Xuereb: Je voudrais simplement revenir sur les propos de M. Graham. M. Graham de même que M. MacEachen, semblent croire que toute façon de voir l'économie qui n'est pas la façon courante relève de l'idéologie marxiste, sent le dirigisme, est d'inspiration soviétique etc. Je ne pense pas que ce soit nécessairement le cas. Il y a bien des modèles économiques différents qui ne sont même pas effleurés par la réflexion politique dans ce pays et ailleurs.

Coming back to our earlier theme of frugality, I think that's something we're all talking about as something we need. A message of the global education centres is that it's we who need to change, not the Third World. We're the ones who have to reduce our consumption.

• 1120

But unfortunately, that isn't the kind of stuff that is going to increase the gross domestic product of Canada. If everybody were to reduce their consumption, we would not have a growth rate, we would have another recession. If we continue to measure progress, success in this world, as an increase in gross domestic product, we can never implement that sort of thing.

We certainly can't implement that kind of answer under agreements such as NAFTA or GATT, because we have to treat every foreign corporation as we would a Canadian corporation. We can't give any favour to Canadian businesses. We can't implement any Canadian program that says let's reduce our consumption, because we'd be discriminating against foreign corporations. We can't do that kind of strategy within those kinds of agreements.

Finally, on your reference to GATT as something that's helped enrich some of the poorer countries, what GATT and NAFTA are all about is protectionism for the largest corporations. They are about free trade, free mobility of capital. They are about corporations being able to play countries off against each other and force countries to offer the best conditions for a corporation to locate in that country. So certain Third World countries have attracted more investment to their countries by signing on GATT and getting some of the manufacturing that used to exist in this continent into their countries by offering a lower cost of production to those companies. That's what GATT is all about.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Ms Valeriote, do you have a final comment?

Ms Valeriote: Yes, not as a response to the question. That's not what you're asking for, is it?

The Joint Chairman (Senator MacEachen): No, if you have a final comment.

Ms Valeriote: Yes, I do. I think it's pretty clear from the direction we've headed in this morning that the topic is a very challenging one. It's a very difficult thing to tackle, especially from where I sit, one I've heard on from people in the south continually: the difficulties being faced need to be talked about and acknowledged here by Canadians because we have a great role to play in assisting in the change. That is a very difficult message to accept and to educate around in our communities. It makes it very challenging, and it's been a challenging discussion for all of us here.

When we talk about human-centred development and official development assistance and everything else, I'd say for the group of people I have come as an emissary for, as part of a working group, it is very important that we reinforce the need to increase the amount for meeting basic human needs and that kind of aid in the ODA program, particularly as it is reflected in the Liberal foreign policy book. We support that and would like to see that increased and will look forward to the opportunity to

[Traduction]

Pour revenir au thème de la frugalité, nous disons tous la souhaiter. Le message que nous véhiculons dans nos centres d'éducation planétaire, c'est que c'est nous qui devons changer, non pas les gens du Tiers monde. C'est nous qui devons réduire notre consommation.

Malheureusement, ce n'est pas cela qui va augmenter le produit intérieur brut du Canada. Si tout le monde réduisait sa consommation, nous n'aurions pas de taux de croissance, nous serions aux prises avec une autre récession. Si nous continuons de mesurer le progrès et le succès dans ce monde en termes d'augmentation du produit intérieur brut, nous ne pourrons jamais accomplir ce genre de choses.

Nous ne pouvons certainement pas mettre en oeuvre ce genre de solutions par des ententes telles que l'ALÉNA ou le GATT, car nous devons traiter toutes les sociétés étrangères exactement comme les sociétés canadiennes. Nous ne pouvons pas favoriser les entreprises canadiennes. Nous ne pouvons pas mettre en oeuvre un programme canadien qui préconise la réduction de notre consommation, car ce serait perçu comme de la discrimination contre les sociétés étrangères. D'après ces ententes, nous ne pouvons pas nous permettre ce genre de stratégie.

En dernier lieu, vous avez mentionné que le GATT a servi à enrichir certains pays pauvres. Le GATT et l'ALÉNA ont pour but de protéger les plus grandes sociétés. Ils visent le libre-échange et le libre mouvement du capital. Ces ententes permettent aux grandes sociétés d'animer une vive concurrence entre les pays et de les forcer à leur offrir les meilleures conditions possibles pour s'y établir. Donc, certains pays du Tiers monde ont attiré plus d'investissements étrangers en devenant signataires du GATT et accueilli une partie du secteur manufacturier qui existait autrefois sur ce continent en offrant à ces compagnies un coût de production moins élevé. Voilà l'objectif du GATT.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Madame Valeriote, avez-vous un dernier commentaire?

Mme Valeriote: Oui, mais ce n'est pas une réponse à la question. Ce n'est pas ce que vous me demandez, n'est-ce pas?

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Non, je me demandais si vous aviez un dernier commentaire.

Mme Valeriote: Oui, j'en ai un. D'après ce que nous avons entendu ce matin, il est clair que ce sujet nous présente un très grand défi. C'est très difficile, surtout dans ma situation, car les gens du sud me disent et me répètent que les Canadiens doivent reconnaître leurs difficultés et en parler parce que nous avons un très grand rôle à jouer dans tout changement éventuel. Il est très difficile de faire passer ce message et de faire l'éducation des gens dans nos communautés. C'est un grand défi, et la discussion elle-même nous a tous secoués.

À propos du développement axé sur les êtres humains et de l'aide publique au développement, etc., je dirai au nom du groupe de travail que je représente qu'il est très important d'augmenter les sommes consacrées aux besoins humains les plus élémentaires et toutes les formes d'aide de ce genre au sein des programmes d'APD, comme le recommande en particulier le document de travail du Parti libéral sur la politique étrangère. Nous appuyons cela et nous voudrions que ce soit augmenté.

beginning listening process. From my perspective, it has been a very refreshing opportunity and I really have appreciated it.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Ms Peters.

Ms Peters: I'd like to come back to the central point I've been trying to make. What is most important for Canada to try to do in its foreign policy is to strengthen the ability of people all around the world to participate in making the decisions that affect their lives.

• 1125

For example, if the Government of Bolivia, when the debt was first incurred, had been more accountable to the people of Bolivia, perhaps less money would have been spent in constructing huge hotels. A great big hotel was built in downtown La Paz with government money. Now the people of Bolivia, the mothers who cannot obtain health care for their children, the children who can't afford to go to school, people who can't afford to buy food, are paying that debt.

If their voice had been heard and were heard more right now by the people making the policies, or if they were part of the group making the policies, then perhaps the problem would have been avoided in the first place and perhaps we could find better solutions to the problems we have right now.

I'm not pretending I have all the answers. I'm one person and not as well informed as I'm sure most of you are on many of these issues. But I do know there are many other people out there whose voices aren't heard and they should be heard.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much

To the witnesses, I want to thank you for your presence and your stimulating, provocative arguments. It was very interesting. On either side, we haven't said the last word on these subjects. Thank you.

AFTERNOON SITTING

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Order. We have with us, to start, the Green Wilderness Group, along with retired Lieutenant-General Robert Morton, Dr. John Meyer, and Professor Monique Frize.

The suggested arrangement here is that we deal with Mr. Wright, Mr. Morton, and Dr. Meyer as one group and then deal with Monique Frize separately. We will follow the procedure, not understanding it fully but not wanting to inquire at this moment.

The beginning presenter is Jonathan Wright, of the Green Wilderness Group. Mr. Wright.

[Translation]

speak more about issues like this, because it's the first step in that Nous attendons avec hâte les occasions de discuter davantage de questions comme celles-ci, car c'est la première étape dans ce processus d'écoute qui commence. Cette rencontre représente un agréable changement que j'ai beaucoup apprécié.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Mme Peters.

Mme Peters: J'aimerais revenir à l'argument principal que j'ai essayé de vous présenter. Ce que le Canada doit chercher à faire à tout prix par sa politique étrangère est de renforcer la capacité des peuples du monde entier à participer à la prise de décisions qui touchent leur vie.

Par exemple, si le gouvernement de la Bolivie avait dû rendre davantage de comptes au peuple Bolivien au moment où il s'est endetté, on aurait peut-être dépensé moins d'argent pour construire d'énormes hôtels. On a construit un très grand hôtel au centre-ville de La Paz avec l'argent du gouvernement. Maintenant, le peuple Bolivien, les mères qui ne peuvent pas obtenir de soins de santé pour leurs enfants, des enfants qui n'ont pas les moyens d'aller à l'école, les gens qui n'ont pas les moyens de s'alimenter, payent cette dette.

Si leur voix avait été écoutée à l'époque et maintenant par ceux qui formulent les politiques, ou s'ils avaient fait partie du groupe qui établit les politiques, le problème aurait peut-être pu être évité au départ ou nous pourrions peut-être trouver d'autres solutions aux problèmes actuels.

Je n'ai pas la prétention d'avoir toutes les réponses. Je ne suis qu'une seule personne et je suis sans doute moins bien informée sur ces questions que la plupart d'entre vous. Mais je sais qu'il y a beaucoup de gens partout au monde qui devraient se faire entendre et que l'on n'écoute pas.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup.

Je tiens à remercier les témoins pour leur présence ainsi que pour leurs arguments stimulants et même provocateurs. Ce fut très intéressant. Je suis persuadé que nous n'avons pas entendu le demier mot, que ce soit d'un côté ou de l'autre. Merci.

SÉANCE DE L'APRÈS-MIDI

Le coprésident (le sénateur MacEachen): La séance est ouverte. Nous accueillons tout d'abord le Green Wilderness Group, que le lieutenant-général Robert Morton (retraité), M. John Meyer ainsi que Mme Monique Frize.

La suggestion a été faite de procéder comme suit: nous nous entretiendrons d'abord avec M. Wright, M. Morton et M. Meyer en un seul groupe et ensuite avec Mme Frize séparément. Nous suivrons cette procédure bien que nous ne la comprenions pas complètement mais nous ne tenons pas à de plus amples explications pour le moment.

La première présentation sera faite par Jonathan Wright du Green Wilderness Group. Monsieur Wright.

Mr. Jonathan Wright (President, Green Wilderness Group): Green Wilderness Group is a private sector company that has been granted a concession to redevelop a game reserve in Uganda. It's actually Uganda's oldest gazetted protected area. It once supported the highest biomass of animals in the world.

When we approached the Ugandans, we approached our project with the viewpoint that one of the most important sides of our involvement was that the game reserve would be rehabilitated, whether by Ugandans themselves or by finding NGOs or bilateral funds or World Bank funds to come in and help us with this. As it stands, at present Uganda has almost zero funds for these types of programs. So these areas are severely threatened by encroachment from poaching, but generally from the human populations around the game reserves. As probably most people are aware, there is a major population problem in the country as a whole. The Ugandan government therefore awarded us a private concession to rehabilitate the game reserve, which was in existence until 10 years ago, when it was burned down by fire because of neglect, civil insurrection, and so on.

We have spoken to various organizations, largely Canadian, but also World Bank sources and so on, to see if it's possible to arrange for the allocation of funds for the protection of the reserve. As it stands, the reason I'm here is that through CIDA's bilateral programs no funds are available for Uganda or for the environment, environmental protection and so on.

It is an area that I think is extremely important. The reserve we are on borders on the second-largest rain forest in the world. Again, that area is under threat through forest degradation. As I said, it supported the highest biomass of animals. They are now a fraction of what they used to be. The pressures from within the reserve are such that the people in the country are starting to ask about all the protected areas. What is the point of having them? Why should we have them?

So as a company we're looking for funds, whether Canadian funds or others, that would directly link the rehabilitation and protection of these areas to private sector development in those areas. Only in such a way can the long-term potential for those areas be realized. At present it's not being realized and it won't be realized in the future.

[Traduction]

M. Jonathan Wright (président, Green Wilderness Group): Le Green Wilderness Group est une entreprise du secteur privé qui s'est vu accorder une concession pour redévelopper une réserve zoologique en Ouganda. En fait, il s'agit de la plus ancienne zone protégée classée dans ce pays. Elle a autrefois servi d'habitat à la plus importante biomasse d'animaux au monde.

Lors de notre premier contact avec les Ougandais, notre approche a été que notre participation visait essentiellement à restaurer la réserve zoologique, soit par une intervention des Ougandais eux-mêmes, soit en trouvant des ONG, des fonds bilatéraux ou des fonds de la Banque mondiale pour nous aider à réaliser le projet. À l'heure actuelle, l'Ouganda n'a presque pas d'argent à consacrer à ce genre de programme. Ces zones sont donc sérieusement menacées par le braconnage, et globalement par les populations humaines habitant autour de ces réserves. C'est assez connu que ce pays est aux prises avec un sérieux problème démographique. Le gouvernement Ougandais nous a donc accordé une concession privée pour réhabiliter la réserve zoologique qui existait jusqu'à il y a dix ans lorsqu'elle a été incendiée à cause de négligences, d'insurrection civile et d'autres phénomènes.

Nous avons parlé à divers organismes, surtout au Canada, mais également la Banque mondiale et d'autres, afin de déterminer s'il serait possible de trouver moyen de consacrer des fonds à la protection de la réserve. Actuellement, je suis ici parce que les programmes bilatéraux de l'ACDI ne prévoient rien pour l'Ouganda ou pour l'environnement, la protection de l'environnement et d'autres mesures semblables.

C'est un domaine extrêmement important à mon avis. Notre réserve partage une frontière avec la deuxième forêt ombrophile au monde en termes de superficie. Encore une fois, cette région est menacée par la dégradation forestière. Comme je l'ai dit plus tôt, elle servait autrefois d'habitat à la plus importante biomasse d'animaux au monde. Elle n'en contient maintenant qu'une fraction. Les pressions à l'intérieur de la réserve sont telles que les gens dans le pays commencent à nous poser toutes sortes de questions à propos des zones protégées. À quoi servent-elles? Pourquoi devrions-nous en avoir?

Donc, en tant que compagnie, nous cherchons des fonds, qu'ils proviennent du Canada ou d'ailleurs, qui nous permettraient d'établir un lien direct entre la réhabilitation et la protection de ces zones et le développement du secteur privé dans ces régions. C'est la seule façon de réaliser le potentiel à long terme de ces régions. Actuellement, ce potentiel n'est pas exploité et il ne le sera pas à l'avenir.

• 1405

I therefore would like to ask this committee to consider through the foreign policy review that in the future Uganda be given some priority, given its political climate at present, its willingness to cooperate with the private sector, its willingness to cooperate with national organizations, and its seeming willingness to negotiate its constitution with the people as a whole and to develop a program whereby this country can help that country become a leader in its region.

J'aimerais par conséquent demander à votre comité qu'à la suite de l'examen de la politique étrangère on accorde à l'avenir une certaine priorité à l'Ouganda, en raison de son climat politique actuel, de sa volonté de coopérer avec le secteur privé et avec les organismes internationaux et de sa volonté apparente de négocier sa constitution avec le peuple en général et d'élaborer un programme qui permettrait à notre pays d'aider l'Ouganda à devenir un chef de file dans sa région.

And there is that potential at present. It hasn't been there for 15 to 20 years. It currently exists. As you are probably aware, they have reinstated their monarchies. They have had constitutional elections, which have elected officials from all regions and all tribes. It is negotiated publicly.

In my belief, in that area, as a private sector Canadian company, we have a great opportunity to participate in the redevelopment of a sub-Saharan African country that could well be the leader in that region, given the instability in Rwanda, Somalia, Sudan, and even in Kenya itself at present.

If anybody would like to ask me any questions on what we're actually doing there and what we've been negotiating with the Ugandans, I would be happy to answer.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much. Committee members will have that opportunity a bit later.

Now I ask Lieutenant-General Robert Morton to take the floor.

Lieutenant—General Robert W. Morton (Ret.) (Individual Presentation): Mr. Chairman, members of the committee, it's a privilege to have the opportunity to offer some brief personal views on Canada's foreign policy and resulting defence policy as a recently retired member of Canada's Armed Forces.

My 36-year career in the military coincided with the build-up and the end of the Cold War and during five separate assignments out of country allowed me to participate at senior levels in both our key collective security mechanisms, NATO and NORAD. My final assignment was in Colorado Springs, Colorado, as deputy commander-in-chief of NORAD from mid-1989 until mid-1992, during the final stages of the Gorbachev revolution and lapping on the Persian Gulf War. Each of those events left its imprint on me of changing security circumstances, some good and some not so good for those committed to peaceful resolution of disputes and to international order based on the rule of law.

First some comments on NORAD. From my observations made in the NORAD command centre during the Gulf War, I have new and strongly held views on the value to Canada and to Canadians of our involvement in a defence arrangement such as the NORAD agreement.

NORAD's traditional value comes from the original mission of NORAD, a sensible fusion of assets to achieve a cost-effective means of performing the national air sovereignty mission, and second, to share with the United States the burden of continental defence. The new value of NORAD comes from the opportunity to obtain information from sensors in space. Initially space sensors were for strategic purposes only. Latterly they have assumed immense importance for tactical purposes as well.

[Translation]

Ce potentiel existe à l'heure actuelle. Ce n'était pas le cas au cours des quinze à vingt dernières années, mais il existe maintenant. Comme vous le savez sans doute, ils ont réinstauré leur monarchie. Ils ont tenu des élections constitutionnelles au cours desquelles ils ont élu des représentants de toutes les régions et de toutes les tribus. Cela est négocié publiquement.

En tant qu'entreprise canadienne du secteur privé, je crois que nous avons dans cette région une excellente occasion de participer au redéveloppement d'un pays d'Afrique sub-saharienne qui pourrait fort bien devenir le chef de file de cette région, étant donné l'instabilité au Rwanda, en Somalie, au Soudan et même au Kenya en ce moment.

Si quelqu'un veut me poser des questions sur ce que nous faisons là-bas et sur ce que nous avons négocié avec les Ougandais, il me fera plaisir d'y répondre.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup. Les membres du comité auront l'occasion de le faire un peu plus tard.

J'aimerais maintenant demander au lieutenant-général Robert Morton de prendre la parole.

Le lieutenant-général Robert W. Morton, (retraité), (présentation individuelle): Monsieur le président, membres du comité, c'est pour moi un privilège, à titre de membre des forces armées canadiennes récemment retraité de vous faire part de mon point de vue personnel en ce qui concerne la politique étrangère du Canada et la politique de défense qui en résulte.

Ma carrière de 36 ans dans l'armée a coincidé avec la montée et la fin de la guerre froide, et cinq missions séparées à l'étranger m'ont permis de participer à des niveaux supérieurs à nos deux mécanismes de sécurité collective, l'OTAN et NORAD. Ma dernière affectation était à Colorado Springs, au Colorado, à titre de commandant—chef adjoint du NORAD à partir du milieu de 1989 jusqu'au milieu de 1992, soit pendant les dernières étapes de la révolution de Gorbatchev et la guerre du Golfe persique. Chacun de ces événements ont été pour moi le signe d'une transformation de la sécurité mondiale, certaines circonstances étant bonnes et d'autres moins pour ceux qui oeuvrent à une résolution pacifique des différends et un ordre international fondé sur l'autorité du droit.

D'abord quelques observations au sujet du NORAD. D'après ce que j'ai pu observer au centre de commandement du NORAD pendant la guerre du Golfe, j'ai maintenant de nouvelles convictions sur la valeur pour le Canada et pour les Canadiens de notre participation à un accord de défense comme celui du NORAD.

La valeur traditionnelle du NORAD découle de sa mission originale, une fusion logique des actifs pour mener à bien de façon rentable notre mission de souveraineté aérienne nationale et partager avec les États-Unis le fardeau de la défense continentale. La nouvelle valeur du NORAD provient de la possibilité d'obtenir de l'information à partir de capteurs spatiaux. Initialement, les capteurs spatiaux ne servaient qu'à des fins stratégiques. Depuis quelque temps, ils ont acquis énormément d'importance à des fins tactiques également.

That transition occurred during the Gulf War, when friendly forces-our forces and members of the coalition forces-were attacked by ballistic missiles, for the first time since World War II. Space sensors used for years by NORAD, by the U.S. and by Canada, were adapted quickly and provided tactical warning to all coalition forces in the gulf for each launch of those Iraqi Scud missiles.

But also from the space medium now flow elements of essential information for conventional military operations, by navies, armies, and air forces across the spectrum from peace to war. Besides the missile launch detection system I have already mentioned, the space assets provide communications, meteorological support, navigation, and earth observation or multi-spectral imaging. Many of those space assets are owned by the U.S.A., and many are shared with Canada under the terms of the NORAD agreement.

• 1410

"Essential" is a very strong word to describe the importance of space assets. So too is "cost" a strong word. Taken together, they underline the wisdom for Canada to support collective security mechanisms between nations, to minimize costs and to maximize security for all.

Canada has substantial capabilities in her space industries. Properly tailored, these could be harnessed with those of the U.S.A. and other countries to deal with the uncertainties of future threats, to contain proliferation of weapons of mass destruction, and to ensure international compliance with arms control agreements. The framework for cooperation is already there in that bilateral. Fine-tuning of the mission of NORAD could follow new policy guidance from your committee befitting this era of difficult transition from Cold War to an unsettled future.

Some views that have been presented earlier at these important committee hearings have paid too little heed, in my judgment, to the close interaction between Canada and the U.S.A. in matters of security and defence. Because of geography and shared interest, each of our countries must be concerned about the military security of the other, since an attack on one would directly affect the other, especially so if nuclear weapons were employed.

Although we can be relieved by the dramatic success in START—the strategic arms reductions—and subsequent agreements in reducing the number of nuclear weapons, we must not overlook the fact that substantial numbers of those weapons remain in several states of the former Soviet Union, all of which are undergoing wrenching political, social, and upheaval adjustments after the collapse of communism. We should be encouraged by the dramatic success of diplomacy in these arms reductions, but we should hold our applause until the final act. At the very least, we should continue to watch very carefully. Nor should we overlook the des armements, mais nous ne devons pas nous réjouir trop vite. fact that some states equate power and influence with Nous devrions tout au moins continuer de surveiller la situation

[Traduction]

Cette transition s'est produite au cours de la guerre du Golfe, alors que les forces alliées - nos forces et les membres des forces de la coalition-étaient attaquées par des missiles balistiques pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale. Les capteurs spatiaux utilisés pendant des années par le NORAD, par les États-Unis et le Canada, ont été rapidement adaptés et ont fourni une alerte tactique à toutes les forces de la coalition dans le Golfe chaque fois qu'un missile SCUD irakien était lancé.

Les capteurs spatiaux nous fournissent également des éléments d'information essentiels aux opérations militaires classiques de la marine, de l'armée et des forces aériennes en temps de paix comme en tant de guerre. Outre la détection du lancement de missiles que j'ai déjà mentionnée, les capteurs spatiaux permettent les communications, un appui météorologique, la navigation et l'observation de la terre ou l'imagerie multispectrale. Bon nombre de ces capteurs spatiaux appartiennent aux États-Unis qui les partagent avec le Canada aux termes de l'accord du NORAD.

Le mot «essentiel» est un terme non équivoque pour décrire l'importance des capteurs spatiaux. Le mot «coût» est lui aussi sans équivoque. Ensemble, ils soulignent jusqu'à quel point il est sage pour le Canada d'appuyer les mécanismes de sécurité collective entre les nations, en vue de minimiser les coûts et de maximiser la sécurité pour tous.

L'industrie spatiale canadienne a des capacités importantes. Si elle est bien adoptée, elle pourra travailler avec les industries américaines et celles des autres pays pour faire face aux incertitudes des menaces futures, limiter la prolifération des armes de destruction massive et faire respecter les accords sur le contrôle des armements à l'échelle internationale. Le cadre de coopération existe déjà dans cet accord bilatéral. Les conseils que formulera votre comité sur la nouvelle politique à adopter pour cette période difficile de transition entre la fin de la Guerre froide et un avenir incertain pourraient permettre de préciser la mission du NORAD.

Certains points de vue qui ont été présentés précédemment lors de ces importantes audiences de votre comité ont accordé trop peu d'attention à mon avis à l'étroite interaction entre le Canada et les États-Unis en matière de sécurité et de défense. En raison de la géographie et de notre communauté d'intérêts, chacun de nos pays doit se préoccuper de la sécurité militaire de l'autre, puisqu'une attaque contre l'un affecterait directement l'autre, particulièrement si les armes nucléaires étaient employées.

Bien que nous puissions être soulagés par le succès retentissant des négotiations START-les négociations sur la réduction des armements stratégiques-et les accords subséquents pour réduire le nombre d'armes nucléaires, nous ne devons pas oublier qu'il reste encore de nombreuses armes nucléaires dans plusieurs états de l'ancienne Union soviétique. À la suite de l'effondrement du communisme, tous ces états connaissent à l'heure actuelle des bouleversements politiques, sociaux et économiques. Nous devrions être encouragés par le grand succès de la diplomatie en ce qui concerne ces réductions

to the proliferation concern I mentioned earlier. For these and many other reasons, military cooperation with the United States remains the predominant component of Canada's national security and defence policy.

NATO too has served Canada's security interest well and continues as a credible and constructive organization dedicated to peace and security. Membership remains in Canada's national interest. But the time has come for Canada to trim participation, in keeping with that changed threat and with Canadian priorities and serious fiscal constraints. contribution to NATO should be reduced to ships and maritime patrol aircraft in the North Atlantic, to shared manning of the NATO airborne warning and control aircraft fleet in Europe, and, in Canada, two squadrons of CF-18 aircraft limited to air superiority and deployable preferably into a single European theatre, if required.

The United Nations is re-emerging as a central focus for peace and stability. Canada should contribute to UN operations to resolve or limit conflict, but more selective involvement is necessary, one that recognizes limited military means and serious economic problems and avoids commitments that our forces are not manned or equipped to deal with. Beyond peace operations, efforts to relieve human suffering should be made through the United Nations, where appropriate.

Thus my encouragement is for continuation of collective security mechanisms, but these should be adjusted to the lesser tension and lesser threat of the post-Cold War era. An easing of our readiness states is appropriate, as is a reorientation of effort in our contribution to European security to reflect more closely by our military contributions to NATO what our security needs are at home.

• 1415

What should emerge, in my judgment, is a vision of Canada as a nation willing and able to protect its assets, its values, and its goals by working together with others to whom we are linked by a cooperative spirit and in common cause; but also a nation in troubling economic and fiscal circumstances that it intends to fix by, among other things, thoughtful adjustments to foreign and defence policies, not by radical breaks.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, General Morton. We'll have a chance to come to some of the important items you have raised.

Now, Dr. Meyer, you have the floor.

Dr. John Meyer (Individual Presentation): Thank you. The period of five minutes shocks me quite a bit, but I will try to fly you through my text of 10 pages, single spaced, which you presumably have in hand or somewhere in Ottawa.

[Translation]

possession of powerful weapons and that ambition for power leads de très près. Nous devrions pas non plus négliger le fait que certains états considèrent que pour avoir du pouvoir et de l'influence ils doivent avoir des armes puissantes et que l'ambition de pouvoir mène à la prolifération que j'ai mentionnée tout à l'heure. Pour ces raisons et de nombreuses autres, la coopération militaire avec les États-Unis demeure l'élément prédominant de la politique de défense et de sécurité nationales du Canada.

> L'OTAN a également bien servi les intérêts de sécurité du Canada et continue d'être un organisme crédible et constructif dévoué à la paix et à la sécurité. Il est dans l'intérêt national du Canada de continuer d'être membre de cette organisation. Mais le moment est venu pour le Canada de réduire sa participation. compte tenu de l'évolution de la menace ainsi que des priorités et des graves contraintes financières du Canada. Notre contribution à l'OTAN devrait se réduire aux navires et aux avions de patrouille maritime dans l'Atlantique nord, à une participation à l'effectif du dispositif aéroporté d'alerte et de surveillance de l'OTAN en Europe et, au Canada, à deux escadrons de CF-18 qui se limiteraient à la supériorité aérienne et qui pourraient être déployés préférablement dans un seul théâtre européen au besoin.

> Les Nations Unies sont en train de redevenir le pivot de la paix et de la stabilité. Le Canada devrait contribuer aux opérations des Nations Unies pour résoudre ou limiter les conflits, mais sa participation doit être plus sélective, c'est-à-dire tenir compte de nos movens militaires limités et de nos graves problèmes économiques et éviter les engagements que nos forces ne sont pas en mesure de respecter parce qu'elles n'ont pas l'équipement ou l'effectif nécessaires. Au-delà des opérations de paix, il faudrait faire des efforts pour soulager la souffrance humaine par l'intermédiaire des Nations Unies, là où cela est nécessaire.

> Je vous encourage donc à continuer de participer aux mécanismes de sécurité collective, mais ces derniers devraient être modifiés pour tenir compte du recul de la tension et de la menace avec la fin de la Guerre froide. Il convient de réduire notre état de préparation et de réorienter notre effort de contribution à la sécurité européenne afin de mieux adapter nos contributions militaires à l'OTAN à nos besoins en matière de sécurité ici au pays.

> À mon avis, ce qui doit ressortir, c'est la vision d'un Canada prêt à protéger ses actifs, ses valeurs et ses objectifs en travaillant avec d'autres pays avec qui nous avons un lien dans un esprit de coopération et pour une cause commune; mais également d'un pays qui connaît des circonstances économiques et financières pénibles dont il a l'intention de se sortir en apportant entre autre certaines modifications réfléchies à sa politique de défense et à sa politique étrangère, et non en brisant des liens de façon radicale.

> Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, général Morton. Nous aurons l'occasion de revenir à certains points très importants que vous avez soulevés.

Maintenant, monsieur Meyer, vous avez la parole.

M. John Meyer (présentation individuelle): Merci. La période cinq minutes me choque beaucoup, mais je vais essayer de vous présenter très rapidement mon texte de dix pages à simple interligne que vous avez sans doute en mains ou qui se trouve quelque part à Ottawa.

In the summary you will notice I make an argument—I think I make an argument—for adopting a new model particularly in the educational sphere of foreign affairs and international trade. I base this on several items of evidence. The first is two previous committee sessions I've analysed and a round table in which there is a discussion, at least, of cultural impact and cultural affairs, but very little mention of educational matters as tied to culture. Second is some 15 years of trying to relate to educational issues and practices outside the boundaries of Canada.

To exemplify what I find is a deficiency in an outdated model, I suggest several scenarios that have occurred in the course of my experience. One of the problems in preparing documentation like this is access to information. Unless you have a long lead time, it's very difficult to find out what the budget constraints and budget items are for that sector, what the nature of advisory committees is, if there are such, and so forth. So I'm still attempting to gather some information, perhaps through the Information Act. But I was informed by a very competent aide of my member of Parliament, Mr. Gray, that in fact a budget of \$15 million is allotted for the international division of higher education, which I believe used to be academic relations.

The recommendations I make bear on at least seven areas, the barriers of what I perceive as federal-provincial jurisdictions, particularly as they relate to education, and what I consider the disastrous position Canada finds itself in in dealing with other nations that do in fact have some central form of educational administration, so that other countries have to approach Canada on a ten-nation basis...and perhaps three territories.

The second area of recommendation is the issue of priorities. I realize this has emerged in the context of the discussions on culture. I was interested to note the chairman had related to some of the folk activities of Cape Breton and Nova Scotia, which I was a part of some years ago when I was invited to the College of Cape Breton. But indeed, my perception of education is that it is inherent in and integral to the definition of culture that has been expressed in previous meetings. In other words, you can't have cultural dissemination without educational dissemination.

I mention also that because I don't perceive it as a priority within the context of any foreign affairs policy, that in fact it is in practice not a priority, even though there seems to be a budget that is reasonably substantial.

• 1420

I go on to suggest that criteria should be established for personnel within government service who practise or perform their functions in consulates, high commissions, and embassies to be in fact properly trained or educated in the area of education, particularly higher education. Many times I've found that they were essentially trade people who were put in those positions by default.

Established programs do exist in many consulates and high commissions and through the division of international higher education, but I also critique those programs as being fairly wasteful with little impact, and that has been going on for at least 20 years.

[Traduction]

Dans le résumé, vous remarquerez que je démontre—c'est du moins ce que je pense—qu'il faut adopter un nouveau modèle particulièrement en ce qui concerne l'éducation dans le domaine des affaires étrangères et du commerce international. Mon argument se fonde sur plusieurs points, à commencer par deux séances de comité précédentes que j'ai analysées ainsi qu'une table ronde au cours de laquelle il y a eu une discussion de l'impact culturel et des affaires culturelles, mais très peu de mention des questions éducationnelles liées à la culture. Et ensuite quelque quinze ans consacrés aux questions et aux pratiques pédagogiques à l'extérieur du Canada.

Pour vous donner un exemple de ce que je considère comme étant une lacune d'un modèle dépassé, je mentionne plusieurs scénarios qui se sont déroulés au cours de mon expérience. L'un des problèmes lorsqu'on prépare une documentation comme celle-ci est l'accès à l'information. À moins d'avoir un délai suffisant, il est très difficile de savoir quelles sont les contraintes et les éléments budgétaires du secteur, quelle est la nature des comités consultatifs, s'il en existe, etc. Je tente donc toujours de recueillir de l'information, peut-être aux termes de la Loi sur l'accès à l'information. Un adjoint très compétent de mon député, M. Gray, m'a informé qu'en fait un budget de 15 millions de dollars était attribué à la division internationale de l'éducation supérieure, qu'on appelait auparavant, je crois, relations universitaires.

Mes recommandations portent sur au moins sept points, les obstacles liés aux compétences fédérales—provinciales, particulièrement en ce qui concerne l'éducation, et la position désastreuse du Canada par rapport aux autres nations qui ont en fait une d'administration centrale en matière d'éducation, et qui doivent s'adresser au Canada comme s'il s'agissait de dix pays et peut-être de trois territoires.

Ma deuxième recommandation porte sur les priorités. Je me rends compte que cela est ressorti dans le contexte des discussions sur la culture. J'ai trouvé intéressant que le président parle de certaines des activités folkloriques du Cap-Breton et de la Nouvelle-Écosse auxquelles j'ai participé il y a quelques années lorsque j'ai été invité au Collège du Cap-Breton. Mais effectivement, je considère que l'éducation est partie intégrante de la définition de la culture qui a été exprimée lors d'audiences précédentes. En d'autres termes, on ne peut propager la culture si on ne propage pas l'éducation.

Je mentionne en outre qu'étant donné qu'il ne s'agit pas à mon avis d'une priorité dans le contexte de la politique des Affaires étrangères, dans la pratique ce n'est pas une priorité, même si le budget semble assez important.

Je suggère ensuite que des critères devraient être établis pour les agents gouvernementaux qui travaillent dans des consulats, dans les hauts commissariats et les ambassades afin qu'ils soient adéquatement formés ou éduqués dans le domaine de l'enseignement, particulièrement de l'enseignement supérieur. J'ai souvent constaté qu'il s'agissait essentiellement de spécialistes du commerce qui se retrouvaient dans ces postes faute d'autre chose.

Il existe des programmes établis dans bon nombre de consulats et de hauts commissariats et à la direction de l'enseignement supérieur international mais je dirais que ces programmes sont peu rentables et ont très peu d'impact et que c'est le cas depuis au moins 20 ans.

Appropriate communication services—one of the points I make is that very often very few people know about these services. Some people who do know about them do not know what other areas of government or even consular services are doing or know. The issue was raised in one of the articles by Mr. Bailey recently that very often those in headquarters in Ottawa simply do not know what the experience of the field is at the time.

We have certainly entered into the superhighway of information, and yet that has really not emerged, as far as I can see, at the government level, at least as it affects foreign affairs and education. Some years ago Telidon was hailed as a great product of Canada, and yet it was impossible at the time to defuse the use of Telidon within districts all over the world that were already engaging in mass communications.

I go on, then, to speak about the necessity, I believe, for a strategic planning and implementation group or task force, somebody who will in fact effect the changes that have been suggested both now and in the past. It seems that it might be a priority or it is suggested by change agents that most establishments and institutions exist to justify the status quo and that if they intend to continue in that, the world passes them by and so forth.

Lastly, I suggest timely and effective governmental response and action.

Thank you.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): We've had our three presentations, and I'm going to begin the questioning by directing my attention to General Morton and his proposals with respect to the armed forces and the readjustments as a result of changed conditions.

I wonder whether you have examined the proposals that have been made by the Canada 21 Council.

LGen Morton: I have read the Canada 21 report, sir.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): As I recall, the proposal in bare outline would be to abandon Canada's anti-submarine role, reduce substantially the activities of the CF-18s, concentrate more heavily on building up the ground forces, and specialize.

That is one particular proposal that has come forward in our hearings. There has been on the other side, mainly from those who have experience and who represent the armed forces in the country, an urging of the maintenance of the current multiple forces and maintenance of the status quo but a stronger one.

• 1425

Where do you come out, especially on the precise proposals of the Canada 21 Council? Are they significant enough to attract or to take our attention on the committee?

LGen Morton: I was impressed by the list of prominent Canadians who participated in the Canada 21 report. I was surprised that the content of the recommendation would have flowed from spokesmen such as Admiral Robert Falls and John Halstead. They are substantial scholars in the field of foreign policy and defence policy for whom I have tracked the work for many years.

[Translation]

Des services de communication appropriés—je dis entre autres que très souvent peu de gens connaissent ces services. Certaines personnes qui les connaissent ne savent pas ce que d'autres services gouvernementaux ou même d'autres services consulaires font ou connaissent. Dans l'un de ses articles, M. Bailey disait récemment que très souvent ceux qui travaillent à l'administration centrale à Ottawa ne savent tout simplement pas ce qui se passe sur le terrain.

Nous sommes certainement à l'ère de l'autoroute de l'information, et pourtant le gouvernement ne s'est pas encore mis au pas, du moins en ce qui concerne les affaires étrangères et l'enseignement. Il y a quelques années Télédon a été acclamé comme étant un excellent produit du Canada, et pourtant il était impossible à l'époque de diffuser l'utilisation de Télédon dans des régions qui se lançaient déjà dans les communications de masse partout au monde.

Je parle ensuite de la nécessité de mettre sur pied un groupe de planification stratégique et de mise en oeuvre ou un groupe de travail qui mettra en oeuvre les changements proposés aujourd'hui on par le passé. Il semble que ce serait peut-être une priorité ou du moins les agents du changement laissent entendre que la plupart des établissements et des institutions n'existent que pour justifier le statu quo et que si l'intention est de continuer sur cette même voie, ils seront laissés de côté.

Enfin, je recommande que le gouvernement réagisse et prenne des mesures opportunes et efficaces.

Merci

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Nous avons entendu nos trois exposés. Ma première question s'adresse au général Morton et concerne ses propositions relativement aux forces armées et aux ajustements compte tenu de l'évolution des conditions.

Je me demande si vous avez examiné les propositions du Conseil Canada 21.

Lgén Morton: J'ai lu le rapport Canada 21, monsieur.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Si j'ai bonne mémoire, la proposition consiste en fait à abandonner le rôle de lutte anti-sous-marine du Canada, à réduire de façon substantielle les activités des CF-18, à se concentrer davantage sur la mise sur pied des forces terrestres et de se spécialiser.

Il s'agit d'une proposition particulière qui a été présentée lors de nos audiences. Ceux de l'autre côté, surtout ceux qui ont de l'expérience et qui représentent les forces armées du pays, prônent le maintien des forces multiples actuelles et du statu quo, mais en plus fort.

Qu'est-ce que vous en dites, surtout à propos des propositions précises du conseil Canada 21? Sont-elles importantes au point de justifier l'attention que pourrait y porter notre comité?

Lgén Morton: La liste de Canadiens éminents qui ont participé à la rédaction du rapport Canada 21 m'a impressionné. J'ai été surpris de voir que le contenu de la recommandation serait venu de porte-parole comme l'amiral Robert Falls et John Halstead. Ce sont des érudits dans le domaine de la politique étrangère et de la politique de la défense dont je suis le travail depuis bien des années.

I was surprised that the Canada 21 report would lead Canada down a course that would dramatically change its ability to contribute to Canada sur une voie qui changerait de façon dramatique ses its own security or in a collective way to the security of our trading partners and friends around the world.

My own sense is that the Canada 21 report attempts to take a snapshot in history at the end of the Cold War and hopes that tentent de brosser un tableau de la situation telle qu'elle existait the future will turn out to be a vision they would wish it to be. rather than a more pragmatic appraisal that most military professionals would probably take, which would be: don't take that choses qu'adopteraient la plupart des militaires professionnels, course of action, because it is attempting to predict a future that no one can predict; that there is a great hazard for a Canadian government that follows that recommendation when some more substantial military action might be required in the future.

I would like to comment on your use of the words "general-purpose forces". The term "general-purpose" is often used as we describe the maintenance of the status quo: we have general-purpose forces, and that's what we should maintain. I prefer to use the words "multi-purpose forces", because Canada really does not have general-purpose forces. To me, general-purpose forces would be closer to those arrayed by much more militarily powerful nations, such as the United States, Great Britain, and France. They would include such things as long-range bomber aircraft, aircraft carriers, nuclear-powered submarines, a multitude of heavy armoured vehicles and artillery; in other words, a much more potent military force than has been the case in Canada.

Canada has never been a militaristic nation. We have sought our security in collective mechanisms. We have tended to steer our military procurement and our commitments of forces in consort with other nations, and we have brought to the table some very well specialized activities by navies, armies, and air forces, but tailored in a particular way that met, by Canadian judgments, the occasion of the time.

At the moment, after many years of being squeezed on defence purchases and on manpower and on the burdens of regional economic development in Canada and the necessity to maintain a heavy overhead, our opportunities to tailor the armed forces for the future have been held back rather seriously, only to be relieved in last February's budget of excessive infrastructure, and now aided by the review undertaken by you, lady and gentlemen, and your sister policy committee in defence to allow us to accept the fact that changes are afoot at the end of the Cold War and we may take substantial changes now but we must do so in a very prudent way and we must maintain that multi-purpose defence force and an ability to wage violence as an extension of Canada's diplomacy should that become required in the future. Based upon the observations of the past two or three years, by my judgment the likelihood of that happening in the future is extremely high.

[Traduction]

J'ai été surpris de constater que le rapport Canada 21 mettrait le possibilités de contribuer à sa propre sécurité ou, collectivement, à la sécurité de nos partenaires commerciaux et de nos amis à travers le monde.

J'ai l'impression que les auteurs du rapport Canada 21 à la fin de la guerre froide tout en espérant que l'avenir leur donnera raison au lieu d'avoir la vision plus pragmatique des c'est-à-dire: n'allez pas faire cela, parce que c'est essaver de prévoir un avenir imprévisible; il serait très risqué pour un gouvernement canadien de suivre cette recommandation si jamais l'avenir exigeait de nous une intervention militaire plus musclée.

Je voudrais faire une observation sur l'expression que vous avez utilisée, «les forces d'usage général». Les gens utilisent souvent cette expression à propos du maintien du statu quo: on dit que nous avons des forces d'usage général et que nous devrions les maintenir. Moi, je préfère parler des forces «polyvalentes», car le Canada n'a pas vraiment de forces d'usage général. À mon avis, les forces d'usage général sont plutôt celles des nations qui ont beaucoup plus de forces militaires que nous, comme les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Les forces d'usage général disposent de bombardiers à longue portée, de porte-avions, de sous-marins à propulsion nucléaire, d'une multitude de véhicules blindés lourds et d'artillerie; autrement dit, ces pays ont des forces militaires beaucoup plus importantes que celles du Canada.

Le Canada n'a jamais été une nation militariste. Nous avons essavé d'assurer notre sécurité par des mécanismes collectifs. Nous avons agi de concert avec d'autres nations pour orienter nos achats militaires ainsi que nos engagements, et notre marine, notre armée et notre aviation ont pu accomplir des activités hautement spécialisées, mais adaptées aux exigences du moment, selon les opinions canadiennes.

À l'heure actuelle, après de nombreuses années où les achats militaires et le personnel ont été réduits au minimum, les années où nous avons dû assumer les fardeaux du développement économique régional du Canada et maintenir une infrastructure lourde, les possibilités d'adapter les forces armées aux exigences de l'avenir sont assez restreintes. On les a soulagées d'une infrastructure excessive lors du budget de février dernier. Maintenant, avec l'aide de l'examen que vous entreprenez, madame et messieurs, parallèlement au comité de la défense, qui revoit notre politique de défense, nous constatons que des changements s'annoncent car la Guerre froide est finie, mais nous devons les effectuer avec beaucoup de prudence et maintenir une force polyvalente et la capacité de mener des offensives si la diplomatie canadienne le dictait. D'après ce que i'ai vu depuis deux ou trois ans, j'estime qu'il est très probable que cela arrivera à l'avenir.

[Translation]

• 1430

I don't believe, sir, that we should be asking especially the members of the land force, whose capital equipment replacement program has been so particularly badly held back—we should not ask those young men and women to go in harm's way, as we have in Bosnia—Hercegovina and other UN peacekeeping activities, without the proper equipment to serve their security interest and allow them to do their jobs properly.

The Canada 21 report is a wish for a more peaceful future and it does not fit the circumstances of a middle power with Canada's wealth and influence in world affairs, a contributor, instigator of mechanisms such as the United Nations and NATO. It would not serve Canada proud, sir.

Mr. Flis: To pick up from there, we have the NORAD infrastructure. What advice would you give the committee on what Canada's involvement in ballistic missiles should be?

LGen Morton: The issue of ballistic missile defence has always been a lightning-rod in Canada, because Canadians tend not to understand what ballistic missile defence was intended to do. The media seized upon the term "ballistic missile defence" and gave it the label "Star Wars", which conjured up in the minds of most Canadians a nuclear war in space, attributable to then-President Ronald Reagan. That, of course, in the strategic sense, was not the purpose of ballistic missile defence.

The purpose, by my measure, of ballistic missile defence in the North American context was to assure the stability of the nuclear deterrent in an era when the arms race had grown in terms of strategic arsenals to the maximum that anyone could support. Then the necessity was to look for a way to maintain the security posture of the deterrent strategy in some other fashion. But that is history.

Ballistic missile defence now is taking on a texture of theatre missile defence. We tend always to look for a role model. The role model that best fits the circumstances of the evolving ballistic missile defence system or theatre missile defence system in the United States arsenal is the Persian Gulf War and the use of the modified Soviet Scud short-range surface-to-surface missile system against the states of Israel, Saudi Arabia, and the forces of the coalition.

The NORAD system for warning of missile launches was used by the United States government under the auspices of the United States space command, not NORAD, to direct the information derived from space—borne sensors that a missile had been launched against Israel, against Saudi Arabia, or against forces in the ocean approaches to the theatre of operations.

Canada was an observer because the sensors that were being used to warn of those Scud missile launches were the same sensors that have been used by NORAD to warn North Americans, Canadians and Americans, of the launch of ballistic missiles against our continent for roughly 23 years. The system was adaptable to the short range and to the much smaller plume of the Scud missile rocket, and it was able to detect that launch in a very short period.

Je crois que nous ne devrions pas demander aux membres des forces terrestres, dont le programme de remplacement des biens d'équipement a été sabré si radicalement, demander à ces jeunes hommes et femmes d'aller à des endroits dangereux, comme nous l'avons fait pour la Bosnie-Hercegovine et pour d'autres missions onusiennes de maintien de la paix, sans les équipements convenables dont ils ont besoin pour se protéger et pour faire leur travail convenablement.

Le rapport Canada 21 rêve d'un avenir plus pacifique, et n'est pas conforme aux devoirs d'une puissance moyenne comme le Canada, un pays riche qui a une certaine influence sur les affaires mondiales, un pays qui a participé à la création d'institutions comme les Nations Unies et l'OTAN, et qui a pu y apporter une contribution. Monsieur, cela ne ferait pas la fierté du Canada.

M. Flis: Pour poursuivre sur cette question, nous avons l'infrastructure du NORAD. Quels conseils avez-vous pour nous au sujet du Canada et des missiles balistiques?

Lgén Morton: La défense antimissiles balistiques a toujours été une question extrêmement délicate au Canada, car les Canadiens n'en comprennent pas le but. Les médias se sont emparés de la notion de «défense contre les missiles balistiques» et lui ont collé l'étiquette de «Guerre des étoiles», attribuable au président d'alors, Ronald Reagan et qui, pour la plupart des Canadien, évoquait la guerre nucléaire dans l'espace. Tel n'était pas évidemment, sur le plan stratégique, l'objet des moyens de défense antimissile balistique.

Leur objet était plutôt, d'après moi, dans le contexte nord-américain, de garantir la stabilité de la dissuasion nucléaire à une époque où la course aux armements avait atteint la limite du tolérable en termes d'accumulation d'arsenaux stratégiques. Il fallait trouver un autre moyen d'assurer la sécurité dans le cadre de la stratégie de dissuasion. Voilà pour l'histoire.

Aujourd'hui, on considère davantage la défense antimissile balistique dans le contexte d'un théâtre d'opérations particulier. À cet égard, dans la mesure où un modèle est toujours utile, celui qui illustre le mieux l'évolution des systèmes de défense antimissile des États-Unis est celui de la guerre du Golfe persique où des missiles sol-sol modifiés à court rayon d'action, les Scuds soviétiques, ont été dirigés contre Israël, l'Arabie saoudite et les forces de la coalition.

Le gouvernement des États-Unis a pu faire appel au réseau d'alerte de lancement de missiles et ce par le truchement du commandement spatial des États-Unis et non pas du NORAD, pour acheminer l'information provenant de capteurs situés dans l'espace et capables de déceler le lancement de missiles dirigés contre Israël, l'Arabie saoudite ou des forces navales situés en périphérie du théâtre d'opération.

Le Canada a joué le rôle d'observateur puisque les capteurs qui ont servi à avertir des lancements de missiles Scud étaient les mêmes que ceux qui permettent au NORAD depuis environ 23 ans d'avertir les nord-américains, aussi bien les Canadiens que les Américains, de tout lancement de missile balistique dirigé contre notre continent. Le système a pu être adapté au rayon d'action plus limité et au panache beaucoup plus petit de la fusée Scud et il a été en mesure de détecter très rapidement les lancements.

To an old military officer who has seen a lot of airplanes and a lot of activities over these 36 years, it shows the value of a system that un grand nombre d'avions et de situations, voilà qui illustre la valeur is relatively sophisticated and serves the purpose of the big picture. d'un système passablement raffiné destiné à servir une stratégie The big picture was the strategy of deterrence. The smaller picture was the rogue activities of a belligerent and invading nation that had ballistic missiles. . .to which Canada saw fit to contribute its forces along with other members of the coalition.

The beauty of the situation of being linked to the United in the theatre that a missile had been launched and it was on the way d'opérations du lancement de tout missile dirigé contre eux, towards them.

[Traduction]

Dans l'optique d'un officier d'expérience qui, durant 36 ans, a vu d'ensemble: celle de la dissuasion. Ce système a pu servir dans un cadre plus restreint pour contrer le brigandage d'un envahisseur qui disposait de missiles balistiques. Le Canada a d'ailleurs jugé opportun de mettre ses forces au service de la coalition.

À cause des rapports étroits établis avec les forces armées States militarily under the NORAD agreement was that the des États-Unis dans le cadre de l'accord du NORAD depuis un system that had been in existence for perhaps one-quarter of a quart de siècle, le système a pu être adapté immédiatement à la century was immediately adaptable to the new circumstances in nouvelle situation dans laquelle s'est trouvé le Canada lorsqu'il which we, Canada, found ourselves, with ships and aircraft and a déployé ses navires, ses avions et ses effectifs dans le théâtre de people deployed in that combat theatre. Those sensors in space were combats. Les capteurs situés dans l'espace ont pu être exploités très used to incredible effect in providing the warning to all of the people effacement pour avertir ceux qui évoluaient dans le théâtre

• 1435

The remarkable part is that the sensor was 25,000 miles in space in an equatorial geosynchronous orbit and it was able to géosynchrone à 25 000 milles de la terre ont pu, et ce en 120 pinpoint the launch of the missile, the azimuth of its launch, secondes environ, localiser le lieu de lancement, l'azimut et le and its likely land point. All of that was able to be assessed in point d'impact probable des missiles. L'information s'est rendue the short period of roughly 120 seconds. The information went into space 25,000 miles and thence around the world into the Cheyenne Mountain complex in Colorado Springs, was processed in the computers, displayed for human intervention, assessed as a missile launch, a valid event, and then the information was passed back to the Canadians and General Schwarzkopf and his troops, all in that short period of two minutes. What then followed was roughly five minutes of time for all members in that theatre to don their gas masks and their chemical suits and jump into a foxhole or bunker and avoid the arriving missile.

The bottom line of my discussion is that being involved in a system such as the NORAD agreement allows us not only to have that sense of security in North America that we have enjoyed since 1957 but also to call upon our American friends, and we can contribute to this in the future, to make use in a cooperative way of those sensors we have used for strategic purposes in a tactical scenario, should that become required.

Who is to say that with the Bosnian-Serbs having now rejected the peace proposal and the separation territory and the likelihood at least on the horizon of a withdrawal of the United Nations from Bosnia-Hercegovina, our troops there will not be brought under similar kinds of attack. If that were to happen, and God help us if it does, then should there be ballistic missiles of short range used in that conflict, the same kind of warning capability could again be brought to bear to warn the United Nations forces in the theatre that they are now under attack by a ballistic missile system.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Time is, as usual, on our backs. I wonder if there are any questions for either Dr. Meyer or Mr. Wright.

Fait à signaler, des capteurs en orbite équatoriale à 25 000 milles dans l'espace et a fait le tour du monde pour parvenir au complexe des montagnes Chevenne à Colorado Springs, a été traitée par les ordinateurs, affichée pour intervention humaine, interprétée comme un lancement de missile, un événement valable, puis elle a été renvoyée aux Canadiens et au général Schwarzkopf et ses troupes, tout cela en une courte période de deux minutes. Il restait ensuite environ cinq minutes pour que tous les membres dans ce théâtre mettent leur masque à gaz et leur vêtement de protection contre les produits chimiques et sautent dans un trou de tirailleurs ou un abri et évitent le missile qui arrivait.

Là où je veux en venir, c'est que le fait de participer à un accord comme le NORAD nous permet d'avoir non seulement en Amérique du Nord un sentiment de sécurité dont nous jouissons depuis 1957, mais également de faire appel à nos amis américains, et nous pouvons contribuer à cela à l'avenir, pour utiliser de façon coopérative ces capteurs qui ont servi à des fins stratégiques dans un scénario tactique, si cela devenait nécessaire.

Oui peut dire que nos troupes ne seront pas victimes d'attaques semblables, puisque les Serbes de la Bosnie ont maintenant rejeté la proposition de paix et le partage du territoire et qu'il n'est pas impossible que les Nations Unies se retirent de la Bosnie-Herzégovine? Si cela devait arriver, et Dieu nous en garde, et si des missiles balistiques de courte portée étaient utilisés dans ce conflit, le même type de capacité d'alerte pourrait de nouveau être utilisé pour avertir les forces des Nations Unies dans le théâtre qu'elles sont maintenant attaquées par un système de missiles balistiques.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Comme d'habitude, nous manquons de temps. Y a-t-il d'autres questions pour M. Meyer ou M. Wright?

Mr. Graham: I have one quick one, Dr. Meyer. Going back to the Canada 21 report and its focus on collective security more through the United Nations and our participation in peacekeeping activities as directing ourselves to security, you are telling us that we are living in a dangerous world where we might be subject to an attack of a more conventional type and that we should be ready for that.

Where in the present world do you see that threat coming from? I appreciate that this is a moving target, but where would you see that threat coming from in such a way that you believe we may need to maintain the traditional structure of our particular U.S. alliance?

LGen Morton: I don't see a conventional threat directed at Canada, Canadian territory, or Canadian interest at this time, but I'm not willing to accept a projection into the future that this cannot occur. I think history would tend to support that point of view.

We did not expect to be involved in the Persian Gulf war in the Middle East. We did not expect to be in Korea in 1951. Four years ago we did not expect what has happened in the former Yugoslavia would happen. We have recently been through a mini-crisis with the nuclear program in North Korea and the intransigence of the North Korean authorities to comply with the International Atomic Energy Agency inspection routine. There are many examples of recent history that we could forecast again getting off the rails.

But as a focal point to answer your question directly as to whether I see a threat to Canada or to Canadian interest in the conventional military sense, at the moment my answer is no, and thank goodness for that.

That does not, however, lead me to the conclusion that we should make our forces so special-purpose and commit them in the future only through the auspices of the United Nations in some prescribed peacekeeping formula—and, even worse, to suggest to our partners in the United Nations that Canada would appraise what is likely to happen in that peacekeeping operation wherever it may be and, if it is likely to be a nasty one and someone is liable to shoot at Canadian soldiers, then we might reappraise our willingness to participate and withdraw. I find that this kind of a suggestion is not worthy of the reputation of Canadians who have participated in such operations in the past.

• 1440

So I'm not enthusiastic whatsoever about tailoring our forces for a specific purpose and committing them to a peacekeeping operation only.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, ladies and gentlemen. That brings this segment to an end. Thank you for your contributions.

I want to mention to Dr. Meyer that we have been paying a good deal of attention to the questions of higher education and culture and their role in foreign policy and that his comments today and his paper will be carefully considered.

[Translation]

M. Graham: J'ai une petite question pour M. Meyer. Pour revenir au rapport Canada 21 qui pour la sécurité collective met davantage l'accent sur les Nations Unies et notre participation aux activités de maintien de la paix, vous nous dites que nous vivons dans un monde dangereux où nous pourrions être soumis à une attaque de type plus classique et que nous devrions être prêts à une telle attaque.

Dans le monde actuel, d'où une telle menace pourrait-elle venir à votre avis? Je comprends qu'il s'agit d'une cible en mouvement, mais d'où à votre avis une telle menace peut-elle venir au point que vous croyez qu'il serait pour nous nécessaire de maintenir la structure traditionnelle de notre alliance avec les États-Unis?

Lgén Morton: Je ne vois pas de menace classique dirigée vers le Canada, le territoire canadien, ou un intérêt canadien pour l'instant, mais je ne suis pas prêt à dire que cela ne pourrait pas se produire à l'avenir. Je pense que l'histoire tend à appuyer ce point de vue.

Nous ne nous attendions pas à participer à la guerre du Golfe persique au Moyen-Orient. Nous ne nous attendions pas à faire la guerre de Corée en 1951. Il y a quatre ans nous n'avions pas prévu non plus ce qui s'est produit en ex-Yougoslavie. Nous avons récemment connu une mini-crise avec le programme nucléaire en Corée du nord et l'intransigeance des autorités nord coréennes à respecter la routine d'inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Il y a de nombreux exemples dans l'histoire récente qui montrent que ce genre de situation pourrait se présenter de nouveau. Pour ce qui est de répondre directement à votre question, c'est-à-dire si je vois pour le moment une menace pour le Canada ou pour un intérêt canadien au sens militaire classique, eh bien ma réponse est non, Dieu merci.

Cependant, cela ne me permet pas d'arriver à la conclusion que nos forces armées devraient être aussi spécialisées et que nous devrions ne les engager à l'avenir que sous les auspices des Nations Unies sous une formule de maintien de la paix prédéterminée—et, pire encore, de laisser entendre à nos partenaires des Nations Unies que le Canada évaluerait ce qui arriverait probablement au cours de cette opération de maintien de la paix envisagée et que s'il s'agit d'une situation dangereuse et si quelqu'un risque de tirer sur les soldats canadiens, nous pourrions alors réévaluer notre volonté de participer et nous retirer. Je trouve que ce genre de suggestion n'est pas digne de la réputation des Canadiens qui ont participé à de telles opérations par le passé.

Je ne suis donc pas enthousiaste face à la perspective que nos forces soient consacrées à une fin spécifique et que leur engagement soit limité uniquement à des opérations de maintien de la paix.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci, mesdames et messieurs. Voilà qui conclut ce segment de nos audiences. Je vous remercie de votre contribution.

Je voulais mentionner à M. Meyer que nous avons accordé pas mal d'attention aux questions de l'enseignement supérieur et de la culture et de leur rôle dans la politique étrangère et que les observations qu'il a faites aujourd'hui ainsi que son mémoire seront examinés attentivement.

Mr. Wright, we have heard your case and I'm sure we will be assessing what you have said in our deliberations.

I now turn to our final witness, Monique Frize, professor of electrical engineering at the University of New Brunswick.

Professor Monique Frize (National Advisory Board on Science and Technology): Thank you, Senator MacEachen.

I would like first to thank you and your committee for having provided the opportunity for me to address this committee today.

In the past months your committee has heard a great deal on aid and on trade. Witnesses have told you that Canadian expertise helps to deliver aid and is the foundation of our trade in competitive products and services. However, to date I have seen little in the reports that has addressed the very major question of science and technology.

In my view, to support aid and trade you need a very knowledge-based economy. In a knowledge-based economy, you need a strong creation of innovation that is based itself and strongly linked to science and technology.

So to strengthen these we need strong linkages to industrialized countries. Therefore the developing countries are one aspect, and the industrialized countries will help us to develop and maintain our lead in the key technology areas in order for us to provide the aid and the trade to the other countries.

The NABST, National Advisory Board on Science and Technology, committee that I chaired, Senator MacEachen, aimed to find out how Canada's approach to international science and technology is helping small and medium-sized firms. This was our main focus, which we hoped eventually would lead to more development of criteria to develop multilateral agreements, but we strongly think that if we help small and medium-sized firms, then we will help to build a strong economy in Canada.

So we have consulted representatives of small business across the country. We have also heard from federal government officials who are delivering the programs, such as IRAP and the technology inflow program, so we could see what they were offering to the small companies to access foreign technology markets for both exports and imports.

We have heard repeatedly a strong emphasis on the key role of the Department of Foreign Affairs—and this is why I'm here today—and of International Trade on their support to small and medium—sized firms from their officers at posts abroad. I am here because our committee made six recommendations for improvement of government services to small and medium—sized firms and several of those in fact concern the Departments of Foreign Affairs and International Trade.

[Traduction]

Monsieur Wright, nous avons entendu vos arguments et je suis certain que nous évaluerons ce que vous avez dit au cours de nos délibérations.

Je me tourne maintenant vers notre dernier témoin, Monique Frize, professeure de génie électrique à l'Université du Nouveau-Brunswick.

Mme Monique Frize (professeure, Conseil consultatif national des sciences et de la technologie): Merci, sénateur MacEachen.

J'aimerais tout d'abord vous remercier ainsi que votre comité de m'avoir donné l'occasion de venir vous parler aujourd'hui.

Au cours des derniers mois votre comité a entendu beaucoup de témoignages au sujet de l'aide et du commerce. Les témoins vous ont dit que les compétences canadiennes aident à exécuter les programmes d'aide et sont à la base de notre commerce de produits et services concurrentiels. Cependant, jusqu'à présent j'ai vu très peu de choses dans les rapports qui portaient sur la question fondamentale de la science et de la technologie.

À mon avis, pour appuyer l'aide et le commerce il faut une économie basée sur les connaissances. Dans une économie basée sur les connaissances, on a besoin d'une grande force d'innovation, qui se fonde sur la science et la technologie et qui y est étroitement liée.

Donc pour favoriser cela, nous avons besoin de liens solides avec les pays industrialisés. Par conséquent, les pays en voie de développement sont un aspect, et les pays industrialisés nous aideront à développer et à maintenir notre avance dans les domaines clé de la technologie afin que nous puissions apporter l'aide et le commerce aux autres pays.

Le Conseil consultatif national des sciences et de la technologie, comité que j'ai présidé, visait à découvrir comment l'approche du Canada vis-à-vis de la science et de la technologie internationales aide les petites et moyennes entreprises. C'était notre principal objectif, qui nous l'espérions mènerait à l'élaboration de critères plus précis pour élaborer des accords multilatéraux, mais nous sommes fermement convaincus que si nous aidons les petites et moyennes entreprises, nous aiderons alors à renforcer l'économie canadienne.

Nous avons donc consulté des représentants des petites entreprises partout au pays. Nous avons en outre entendu des représentants du gouvernement fédéral qui exécutent les programmes, notamment le PARI et le Programme d'apports technologiques, afin de savoir ce qu'ils offraient aux petites entreprises pour qu'elles puissent avoir accès au marché technologique étranger tant du côté des importations que des exportations.

On nous a répété à plusieurs reprises l'importance du rôle clé que joue le ministère des Affaires étrangères—c'est pour cette raison que je suis ici aujourd'hui—et du commerce international pour appuyer les petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire de leurs agents qui se trouvent dans des missions commerciales à l'étranger. Je suis ici parce que notre comité a présenté six recommandations en vue d'améliorer les services gouvernementaux offerts aux petites et moyennes entreprises et plusieurs de ces recommandations concernent en fait les ministères des Affaires étrangères et du commerce international.

The first of the key points, which I shall address very briefly, is the better organization of science and technology information and intelligence and dissemination of those to small and medium—sized firms in real time. In today's very fast pace, we need information in real time.

• 1445

Second, a strategic approach to international standards and a stronger Canadian role in the development are fundamental. This is because, as you know, these international standards can often be used either as barriers to our products or as a market advantage. So we think Canada should play a much stronger role in these.

Another key point was strong science, technology, and trade support capability of posts abroad, including locally engaged officers. This is very important. It means not only science counsellors but now also local people who really know the local economy, the markets, the researchers and the scientists as technical development officers.

The next point is really to establish Canadian objectives and criteria, to develop the international role of Canada in science and technology programs and activities. There are so many multilateral agreements. We have a book that looked at tonnes of them, and we feel there should be some criteria by which they are selected that are an optimization for Canada's economy and growth.

Of course this depends very much on interdepartmental cooperation at senior-level ranks. We think this could be done by an interdepartmental committee. I know that sometimes the committee existed and then it didn't, so it's very important perhaps to look at why this committee was not able to continue. We should find some new fundamental structure on which it could operate to create the synergy between Industry Canada, NRC, and Foreign Affairs, which is very important.

The final point is to continue and expand successful programs such as IRAP. I like to call it IRAP-I. It had this at one point for a very short time, but in today's market it's very important to do the commercialization with a global market in view.

The Canadian technology network should also have a strong international component.

I would like to stress today that it's not necessarily new dollars that will do all these things but perhaps a better allocation of current funding and a better choice of priorities.

Partnerships with other countries will continue to have a strong component of Canadian technology transfer out in aid or export trade, and Canada's foreign policy must include the need and conduits for technology inflow.

[Translation]

Le premier point essentiel, dont j'aimerais traiter très brièvement, est la meilleure organisation de l'information et des renseignements scientifiques et technologiques et leur diffusion aux petites et moyennes entreprises en temps réel. À la vitesse dont les choses évoluent aujourd'hui, il nous faut de l'information en temps réel.

Deuxièmement, il est essentiel que le Canada adopte une approche stratégique à l'égard des normes internationales et qu'il joue un plus grand rôle dans leur élaboration et ce parce que, comme vous le savez, ces normes internationales peuvent souvent être utilisées comme barrière pour empêcher la vente de nos produits ou pour procurer un avantage sur les marchés. Nous croyons donc que le Canada doit jouer un rôle beaucoup plus important dans ce domaine.

Un autre point important est que nos agents en poste à l'étranger, y compris ceux qui sont recrutés parmi la population locale, doivent être capables d'appuyer les sciences, la technologie et le commerce. C'est très important. Cela veut dire qu'il nous faut non seulement des conseillers scientifiques mais également des agents de dévelopment de la technologie recrutés sur place et qui connaissent vraiment l'économie, les marchés, les chercheurs et les scientifiques locaux.

Le point suivant est d'établir des objectifs et des critères canadiens pour l'élargissement de la participation du Canada aux programmes et aux activités scientifiques et technologiques internationaux. Il y a une foule d'ententes multilatérales. Nous en avons examiné des tonnes et nous croyons que ces programmes doivent être choisis en fonction de critères qui permettront d'optimiser l'économie et la croissance du Canada.

Bien sûr, cela dépendra dans une large mesure de la coopération interministérielle aux échelons supérieurs. Nous pensons qu'un comité interministériel pourrait être créé à cette fin. Je sais qu'un tel comité a déjà existé et qu'il a été aboli et il serait très important de déterminer pourquoi ce comité n'a pas pu poursuivre ses travaux. Nous devons trouver une nouvelle structure fondamentale qui permettrait à ce comité de dégager une synergie entre Industrie Canada, le CNRC et les Affaires étrangères, ce qui serait très important.

Le dernier point est de maintenir et d'élargir les programmes qui donnent de bons résultats, comme le PARI, que j'aime appeler le PARI-I. Aujourd'hui, il est très important d'avoir une perspective mondiale lorsqu'on commercialise un produit et c'était, pendant très peu de temps, l'approche du PARI.

Le Réseau canadien de technologie devrait également avoir une forte composante internationale.

Je tiens à souligner aujourd'hui que nous ne serons pas nécessairement obligés de trouver de l'argent frais pour faire toutes ces choses mais peut-être de mieux choisir nos priorités et de mieux affecter les ressources actuelles.

Les transferts de technologie canadienne sous forme d'aide ou d'exportation commerciale resteront un élément important de nos partenariats avec d'autres pays. Notre politique étrangère doit tenir compte du fait que nous avons besoin d'apports technologiques et elle doit prévoir des mécanismes qui nous permettront de les obtenir.

More than financial help, small and medium-sized firms have indicated the need for expert guidance through technology acquisition processes. Science and technology experts in Canada must be better organized to respond quickly to the small firm's needs. Equally well qualified experts, though, are needed abroad in the network.

My concern is that the Departments of Foreign Affairs and International Trade have recently weakened these essential links to support trade and investment. As a result, the long-term prospects for global trade, which are so dependent on science and technology strengths, could be weakened.

So we need a new approach to science and technology in foreign affairs. We need to re—examine the relative emphasis on science and technology trade and investment—perhaps a proper balance among the three.

We especially need a science culture to be inculcated in the senior officials working in international relations. An awareness and sensitization program for the senior officials would be beneficial in order to inculcate the science culture.

We can learn from other countries, and I would mention just briefly one failure and one success. The United States failed to provide science and technology experts abroad. In a recent book by Allan Bromley, which is on a similar body as was announced in Canada, a former adviser to the U.S. President was deploring the fact that it was a miserable failure to convince the United States department that science and technology is and must be an integral part of our foreign relations. So it has failed in the United States. However, it has really been a major success in Sweden where they have 150 science and technology experts abroad.

[Traduction]

Les petites et moyennes entreprises nous ont dit que ce n'est pas tellement d'aide financière qu'elles ont besoin mais de conseils d'experts pour s'y retrouver dans les processus d'acquisition de technologie. Les experts canadiens en matière de science et de technologie doivent être mieux organisés afin de pouvoir répondre rapidement aux besoins des petites entreprises. Mais il nous faut aussi des experts compétents dans notre réseau à l'étranger.

Ce qui m'inquiète c'est que le ministère des Affaires étrangères et du commerce international a récemment relâché ces liens qui sont essentiels pour appuyer le commerce et l'investissement. Par conséquent, nos perspectives à long terme en matière de commerce mondial, qui dépendent tellement de nos forces dans les sciences et la technologie, pourraient en souffrir.

Il nous faut donc une nouvelle approche aux sciences et à la technologie dans nos relations étrangères. Nous devons réexaminer l'importance relative que nous attachons aux sciences, aux échanges technologiques et à l'investissement—et peut-être trouver un juste équilibre entre les trois.

Nous avons surtout besoin d'inculquer une culture scientifique aux hauts fonctionnaires qui travaillent dans le domaine des relations internationales. Un programme de sensibilisation à l'intention des hauts fonctionnaires serait un bon moyen de leur inculquer une culture scientifique.

Nous pouvons profiter de l'expérience des autres pays et j'aimerais mentionner très rapidement un échec et un succès. Les États-Unis ont négligé d'envoyer des experts en matière de sciences et de technologie à l'étranger. Dans un livre récent, Allan Bromley, membre d'un organisme semblable à celui qui a été annoncé au Canada et ancien conseiller du président des États-Unis, déplore le fait que ses efforts pour convaincre le département américain que les sciences et la technologie devait faire partie intégrante de leurs relations étrangères se sont soldés par un échec lamentable. Alors, les États-Unis ont échoué sur ce plan. Par contre, en Suède ça a été un très grand succès puisque ce pays a 150 experts en matière de sciences et de technologie à l'étranger.

• 1450

Our eight science counsellors in Canada are now down to about five. Our thirteen TDOs are now down to about six or seven. The red book mentioned the increased use of science and technology in the trade commissioner service. I think it is very important and does agree with our report.

Senator, I would like to table the report with you today. I think you perhaps have received copies of the report of the Committee on International Science and Technology. I would like to end this with a quote from our Prime Minister, who released this report this morning.

Jean Chrétien says:

Since over 95% of technology used in Canada comes from other countries, it makes sense for us to maintain high-quality linkages with scientific and research communities abroad to help Canadian companies gain quick access to new developments.

Nous avions huit conseillers scientifiques au Canada, nous n'en avons plus que cinq. De 13 agents de développement de la technologie nous sommes passés à six ou sept. Le Livre rouge mentionnait que le Service des délégués commerciaux allait mettre davantage l'accent sur les sciences et la technologie. Je pense que c'est très important et c'est tout à fait conforme aux conclusions de notre rapport.

Sénateur, j'aimerais aujourd'hui déposer le rapport auprès du comité. Je pense que vous avez probablement déjà reçu des exemplaires du rapport du comité sur les sciences et la technologie internationales. J'aimerais terminer par une citation du premier ministre, qui a rendu public ce rapport ce matin.

Jean Chrétien a dit:

Comme plus de 95 p. 100 de la technologie utilisée au Canada provient d'autres pays, il est logique de maintenir des liens privilégiés avec des communautés scientifiques et des milieux de recherche à l'étranger pour aider les entreprises canadiennes à accéder rapidement aux nouveaux produits.

I think he has well understood the meaning of this report, which he released this morning. It is very fresh off the press.

I'm now prepared to answer any questions in either language, French or English.

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you very much. Dr. Frize.

I wish to congratulate you for chairing the committee that has produced this important document, which has been released today. We are pleased that you were able to share your thoughts with us on the importance of science and technology.

In the minutes remaining to us, I invite any committee members who wish to pursue the matter with Professor Frize to do so.

Mr. Gauthier.

Mr. Gauthier: Thank you, Mr. Chairman.

Just going through the report, I noticed that previous recommendations touched upon two things I've been harping on—evaluation of our programs and a single wicket approach to technology and science. Those recommendations were made previously by a similar committee. Were they implemented in any way in a satisfactory manner?

Prof. Frize: Mr. Gauthier, our report is of course based on the technology acquisition and diffusion report, as you say, which has really recommended that.

We do believe there has been a major effort recently by the Government of Canada to do this by establishing science—based posts in many of the provinces across the country, which is supposed to really be a one—stop shopping place for access to all the programs, such as TIP and IRAP. I'm told there has been major progress but I don't think we're there yet. I think we need to continue to harp upon this, as you mentioned.

Mr. Gauthier: Have the program evaluations been done every three years as previously recommended?

Prof. Frize: I'm not sure what the department has done. Our report did not really look at this because—

Mr. Gauthier: No, but this is a previous recommendation that we evaluate where we're going, where we've been, and how to better improve the effectiveness of our programs.

Prof. Frize: I stayed for three years on NABST. It ate up a lot of time but I considered it to be very important work for Canada to contribute what we could to these discussions. I stayed because every year NABST has duly reported to us as members of NABST on the progress of each of the recommendations of the other reports. At some point you want to know that it isn't just acquiring dust on a shelf. You want to see that it has a major impact.

[Translation]

Je pense qu'il a bien compris le sens de ce rapport, qu'il a rendu public ce matin. Il vient tout juste d'être imprimé.

Je suis maintenant prête à répondre à toute vos questions en français ou en anglais, à votre choix.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Merci beaucoup, madame Frize.

Je tiens à vous féliciter pour votre travail comme présidente du comité qui vient de produire ce document important qui a été publié aujourd'hui. Nous sommes heureux que vous ayez pu venir nous parler de l'importance des sciences et de la technologie.

Dans les minutes qui nous restent, j'invite les membres du comité qui souhaitent poursuivre le dialogue avec le professeur Frize à le faire

Monsieur Gauthier.

M. Gauthier: Merci, monsieur le président.

En parcourant le rapport, j'ai remarqué qu'un comité semblable au vôtre avait déjà recommandé deux choses que je répète sans cesse: L'évaluation de nos programmes et un guichet unique pour les sciences et la technologie. Ces recommandations ont-elles été mises en oeuvre d'une manière satisfaisante?

Mme Frize: Monsieur Gauthier, notre rapport se fonde évidemment sur le rapport sur l'acquisition et la diffusion de la technologie qui, comme vous nous le rappeliez, contenait ces recommandations.

Nous croyons que le gouvernement du Canada a pris une mesure importante récemment en créant des postes scientifiques dans de nombreuses provinces, lesquels sont censés devenir des guichets uniques permettant d'avoir accès à tous les programmes, comme le Programme d'apports technologiques et le PARI. ON m'informe que des progrès importants ont été réalisés mais je pense que nous avons encore du chemin à faire. Je pense que nous devons continuer à insister sur ces deux choses, comme vous le disiez.

M. Gauthier: Les programmes sont-ils évalués tous les trois ans comme on l'a recommandé dans le passé?

Mme Frize: Je ne sais pas très bien ce que le ministère a fait. Dans notre rapport, nous ne nous sommes pas vraiment penchés sur cette question parce que. . .

M. Gauthier: Non, mais d'autres ont déjà recommandé que nous évaluions ce que nous faisons, ce que nous avons fait et que nous trouvions des moyens de rendre nos programmes plus efficaces.

Mme Frize: J'ai été membre du CCNST pendant trois ans. Cela a accaparé mon temps mais j'estimais qu'il était très important pour le Canada de contribuer ce que nous pouvions à ces discussions. Je suis resté parce que chaque année le CCNST présentait des rapports en bonne et due forme aux membres du comité sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre de chacune des recommandations des autres rapports. Tôt ou tard, nous voulons savoir que ces rapports ne dorment pas sur une étagère. Nous voulons qu'ils aient des répercussions importantes.

1455

We know that the procurement report had a major impact and there were great changes in the way that Canada does procurement. The acquisition report has had several of its recommendations approved, but I'm sorry, I don't have the exact details of them.

Nous savons que le rapport sur l'acquisition a eu un effet important et que d'importantes modifications ont été apportées à la politique d'acquisition du Canada suite à ce rapport. Plusieurs des recommandations de ce rapport ont été approuvées mais je n'ai pas avec moi tous les détails, je m'en excuse.

Mr. Gauthier: Maybe you could look them up and send them to

Prof. Frize: Yes. The NABST secretariat would definitely have all of this information in what they collect as a follow-up to the reports.

Mr. Gauthier: Thank you very much.

Mr. Graham: I wonder if I could pick up on a point that Dr. Meyer made earlier about the complexity of our educational system given that the provincial structure is there. We've heard this before.

In your area, science and technology, obviously close liaison with the universities and other areas of original science research will be very important. Is there any problem there because of the provincial jurisdiction over education, or does the federal department just enter into direct relationship with the universities and deal with them without any question of dealing with the ministries of education? Or is there some problem there of overlapping and complexities that we have to be concerned about?

Prof. Frize: If you are going to touch the broad question of science and technology—and I've been on other education committees, so science et de la technologie—et je dois dire que j'ai participé à I have a long string of committee work—Canada definitely needs a national body to address these questions.

I believe the Conference Board of Canada was involved very much with the prosperity secretariat's review of science and technology in Canada. In their recommendations they suggested the creation of a national body to establish standards, to measure performance, and also to be a body that communicates and opens up discussions between the various provinces. Certainly I would support one of these.

There is another NABST committee, one that looked at standards in education. They have made a major recommendation in their report. I don't know if it has been released yet; I don't think so. It will probably be the next one, after mine, to come out. You will see in there a major recommendation to have a national body, so that would also address the other concerns.

How it is linked to foreign affairs, though, is on international education. I think it would help for Canada to have this one body that could communicate with other international bodies that are doing education.

But also we have UNESCO, which does a lot of unification on these types of things. We should use all the resources we have in this country. There are some very fine reports at UNESCO as well now from the Delors commission, the commission on education in the 21st century. I would recommend that you have a look as well at what the Delors commission will be producing.

• 1500

The Joint Chairman (Senator MacEachen): Thank you, Professor Frize, for your contribution. I thank the other participants who are still at the table for their interest in coming forward and helping us today.

[Traduction]

M. Gauthier: Vous pourriez peut-être les trouver et nous les

Mme Frize: Oui. Le secrétariat du CCNST conserve certainement tous ces renseignements afin d'assurer le suivi des rapports.

M. Gauthier: Merci beaucoup.

M. Graham: J'aimerais revenir à ce que M. Meyer disait plus tôt au sujet de la complexité de notre système d'éducation, étant donné la structure provinciale que nous avons. Ce n'est pas la première fois qu'on en entend parler.

Il est évident que, dans votre domaine, c'est-à-dire les sciences et la technologie, une liaison étroite avec les universités et d'autres secteurs de recherche scientifique originale est très importante. Le fait que l'éducation relève des provinces pose-t-il des problèmes ou est-ce que le fédéral établit des rapports directs avec les universités sans passer par les ministères provinciaux de l'éducation? Est-ce qu'il y a là un problème de chevauchement ou est-ce qu'il y a d'autres complexités dont il faut de préoccuper?

Mme Frize: Si vous voulez aborder cette vaste question de la d'autres comités portant sur l'éducation et j'ai donc une grande expérience des comités-le Canada a grandement besoin d'un organisme national qui pourrait se pencher sur ces questions.

Je crois que le Conference Board du Canada a joué un rôle important dans l'examen de la science et de la technologie au Canada fait par le Secrétariat de la prospérité. Dans le rapport issu de cet examen, on préconise la création d'un organisme national dans le but d'établir des normes et de mesurer la performance. On y recommande également que cet organisme serve d'agence de communication et qu'il amorce le débat entre les provinces. Je serait certainement en faveur d'un tel organisme.

Il y a un autre comité du Conseil consultatif national des sciences et de la technologie qui se penche sur la question des normes dans le secteur de l'éducation. Son rapport contient une recommandation importante. Je ne sais pas si le rapport est déjà sorti; je ne le pense pas. Il sera probablement publié après le mien. Ce rapport préconise l'établissement d'un organisme national, ce qui va nous permettre également de composer avec les autres préoccupations.

C'est cependant au niveau de l'éducation internationale que cet organisme est lié aux affaires étrangères. Je crois qu'il serait dans l'intérêt du Canada d'avoir un seul organisme qui pourrait communiquer avec les autres organismes internationaux qui se penchent sur les questions d'éducation.

Il y a également l'UNESCO, qui travaille dans le but d'unifier ces éléments. Il faut utiliser toutes les ressources dont nous disposons. L'UNESCO a rédigé de très bons rapports et il y a également la Commission Delors, la commission qui s'est penchée sur l'éducation au XXIe siècle. Je vous suggère donc d'examiner les rapports qui vont être publiés par la Commission Delors.

Le coprésident (le sénateur MacEachen): Je tiens à vous remercier Madame Frize, pour vos observations. Je tiens également à remercier les autres participants qui sont toujours ici autour de la table. Je vous remercie pour l'intérêt que vous avez manifesté en témoignant devant nous aujourd'hui.

That concludes our hearing in Toronto and concludes the hearings of the panel. This is a panel of the committee, but it does represent the conclusion of the hearings that have been going on for quite a long time.

In thanking the witnesses, as the chairman of this panel, I want to thank all the members of the committee who have participated so diligently in our work here in Toronto.

In addition, I would like to thank the staff who have provided services to us for these two days—translation, transcribing and all the other details that make for a successful public hearing. I found the organization to be superb and flawless. The work in these two days has gone forward like clockwork. Therefore it's been a very impressive and edifying performance of staff support, and I want to put that on the record.

I now adjourn the meeting. Thank you.

[Translation]

Nous avons maintenant terminé nos audiences à Toronto, et en même temps les audiences de ce sous-groupe. Nous ne sommes qu'un sous-groupe du comité, mais les audiences d'aujourd'hui marquent la fin de cette consultation qui se déroule depuis déjà assez longtemps.

En remerciant les témoins, je voudrais, en tant que coprésident de ce sous-groupe, remercier tous les membres du comité qui ont travaillé si fort ici à Toronto.

De plus, je tiens à remercier tout le personnel qui nous a fourni des services au cours de ces deux jours: la traduction, la transcription et toutes les autres tâches qui assurent le succès d'une audience publique. À mon avis, le travail d'organisation de ces séances a été impeccable. Pendant ces deux jours, tout s'est déroulé comme sur des roulettes. Le personnel de soutien a donc fait un travail magnifique et très impressionnant et je veux que ces observations soient inscrites au procès—verbal.

La séance est levée.

From the Green Wilderness Group:

Jonathan Wright.

As individuals:

Robert Morton, Retired Lieutenant General;

Dr. John Meyer.

From the National Advisory Board on Science and Technology:
Monique Frize, Professor of Electrical Engineering.

De Green Wilderness Group:

Jonathan Wright.

À titre personnel:

Robert Morton, lieutenant général à la retraite;

Dr John Meyer.

Du Conseil consultatif national des sciences et de la technologie: Monique Frize, professeur de génie électrique.

MAIL >POSTE

Canada Post Compration/Société canadienne des postes

Postage paid

Port pavé

Lettermail

Poste-lettre

8801320 OTTAWA

If undelivered, return COVER ONLY to: Canada Communication Group — Publishing 45 Sacré – Coeur Boulevard, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à: Groupe Communication Canada — Édition 45 boulevard Sacré-Coeur, Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

WITNESSES

From Global Ed-Med Supplies (Canada) Inc.:

Dr. Jack Lee.

From The Hunger Project:

Hilary Johnston, President (Canada).

From Tools for Peace Ontario:

Eldon Comfort:

Peter Bruer, Canadian Action for Nicaragua.

From UNICEF Canada:

Bob Pletsch:

Cathie Guthrie.

From Save the Children-Canada:

Cameron Charlebois.

From Shair International Resource Centre:

Mary Anne Peters, Coordinator.

From Guelph International Resource Centre:

Gayle Valeriote, Programmer.

From the Kingston Global Community Centre:

Harold Pickering, Coordinator.

From the Waterloo Global Community Centre:

Marc Xuereb, Program Coordinator.

TÉMOINS

De Global Ed-Med Supplies (Canada) Inc.:

Dr Jack Lee.

Du Projet Faim:

Hilary Johnston, présidente (Canada).

De Tools for Peace Ontario:

Eldon Comfort;

Peter Bruer, Canadian Action for Nicaragua.

De UNICEF Canada:

Bob Pletsch:

Cathie Guthrie.

De l'Aide à l'Enfance-Canada:

Cameron Charlebois.

De Shair International Resource Centre:

Mary Anne Peters, coordonnatrice.

De Guelph International Resource Centre:

Gayle Valeriote, programmeur.

De Kingston Global Community Centre:

Harold Pickering, coordonnateur.

De Waterloo Global Community Centre:

Marc Xuereb, coordonnateur des programmes.

(Suite à la page précédente)

(Continued on previous page)

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.

If this document contains excerpts or the full text of briefs presented to the Committee, permission to reproduce these briefs in whole or in part, must be obtained from their authors.

Available from Canada Communication Group — Publishing, Public Works and Government Services Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

Si ce document renferme des extraits ou le texte intégral de mémoires présentés au Comité, on doit également obtenir de leurs auteurs l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ces mémoires.

En vente: Groupe Communication Canada — Édition, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, Ottawa, Canada K1A 0S9





